{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Lagrange, Horace. Codes et lois de la Tunisie : annotés des décisions de la jurisprudence. 1912-1920.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation  s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

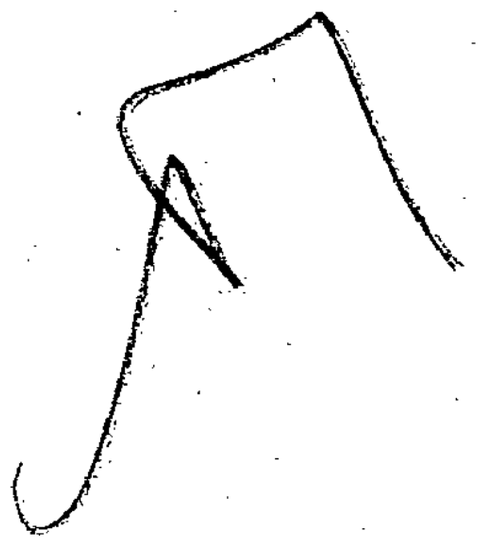
5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

BIBLIOTHÈQUE
DE FURNE



Ch. Flandin P. 425 à 19. Déc 1920

24 E1

BIBLIOTHÈQUE
GÉNÉRALE
du GOUVERNEMENT
TUNISIEN

# CODES ET LOIS
# DE LA TUNISIE

## annotés des décisions de la jurisprudence

PAR

**Horace LAGRANGE**
DOCTEUR EN DROIT
DIRECTEUR DU CABINET
DU COMMISSAIRE GÉNÉRAL DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
A STRASBOURG

**Henry FONTANA**
DOCTEUR EN DROIT
DIRECTEUR ADJOINT
DE LA RECONSTITUTION AGRICOLE
AU MINISTÈRE DES RÉGIONS
LIBÉRÉES

## TOME II
### 1912-1920

**OUVRAGE**

PUBLIÉ PAR

**René SOULMAGNON**
CHEF DU CONTENTIEUX A LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE

TUNIS
IMPRIMERIE-LIBRAIRIE-PAPETERIE L. NAMURA & J.-C. BONICI
*7, Rue Amilcar et 2, Rue Annibal*

1920

4° F.
12341
(2)

DON 8 7 1 7 8 8

*La collection des Codes et Lois de la Tunisie était devenue, par l'accumulation des suppléments annuels, difficile à consulter. De nombreux textes publiés ont subi des retouches ou des réformes par des décrets postérieurs ; d'autres, et notamment une bonne partie de la législation de guerre, ont été abrogés, ou, répondant à des besoins momentanés, sont devenus caducs. Obligé de consulter 7 tables des matières successives, et de confronter des textes pour rechercher la loi en vigueur, l'homme d'affaires risquait de ne plus trouver dans cet ouvrage le recueil pratique que les auteurs du travail ont voulu lui donner.*

*L'effort considérable de législation et de réformes administratives ou fiscales des années* 1919 *et* 1920 *a fourni, d'autre part, un nombre important de décrets et de règlements, d'intérêt primordial, non encore publiés.*

*Le présent volume groupe les textes promulgués depuis* 1912, *demeurés en vigueur, avec leurs modifications postérieures et leurs annotations de jurisprudence, et met directement à jour à fin mai* 1920 *l'ouvrage publié par MM. Lagrange et Fontana en* 1912.

*Le lecteur trouvera mentionnés à la table des matières en italiques avec un astérisque (*) les textes abrogés ou caducs qui pourraient présenter pour lui un intérêt rétrospectif. Il pourra les consulter aux suppléments annuels.*

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS

# CODE PÉNAL TUNISIEN[1]

## LIVRE PREMIER
## Dispositions générales

### CHAPITRE PREMIER
### Etendue des effets de la loi pénale

ART. 1. Nul ne peut être puni qu'en vertu d'une disposition d'une loi antérieure.
Si, après le fait, mais avant le jugement définitif, il intervient une loi plus favorable à l'inculpé, cette loi est seule appliquée. — PÉN. FR. 4.

2. Le présent Code pénal est applicable par les juridictions tunisiennes :
1° à leurs justiciables qui, en Tunisie, se rendent, soit comme auteurs, soit comme complices, coupables de l'une des infractions qu'il réprime ;
2° à leurs justiciables qui, hors de Tunisie, se rendent, soit comme auteurs, soit comme complices, coupables des infractions prévues au présent Code, à moins qu'il ne soit reconnu que la loi locale ne réprime pas ladite infraction, ou que l'inculpé a été jugé définitivement à l'étranger à l'occasion de cette infraction. — C. P. 49 ; L. 27 mars 1883, ART. 2 (JUSTICE FRANÇAISE) ; V. JURISPRUDENCE CITÉE SOUS L'ART. 1 PR. TUN.

3. Les militaires sous les drapeaux demeurent régis par les dispositions spéciales qui les concernent. — C. P. 48, 2° ; PÉN. FR. 5 ; L. 12 janvier 1892, art. 72 et D. 6 juin 1904 (recrutement).

4. Lorsque certaines circonstances d'un fait complexe sont de nature à le faire rentrer dans la compétence de la justice française, ce fait, s'il est indivisible, est renvoyé à cette juridiction.

### CHAPITRE II.
### Des peines et de leur exécution

5. Les peines sont :
a) *Peines principales* :
1° la mort ;
2° les travaux forcés à perpétuité ;
3° les travaux forcés à temps ;
4° le bannissement ;
5° l'emprisonnement ;
6° l'amende.

---

(1) Promulgué par D. 9 juillet 1913 (J. O. 1er octobre 1913, 867), ainsi conçu :
ART. 1. — Les textes promulgués ci-après, sous le titre de « Code pénal tunisien », seront mis en vigueur, devant les tribunaux tunisiens, le 1er janvier 1914. A partir de cette date, seront et demeureront abrogés les lois, décrets et règlements contraires à ses dispositions. Toutefois, seront expressément maintenues les dispositions antérieures en matière de répression fiscale.
2. Les tribunaux continueront d'observer et d'appliquer les lois, décrets et règlements particuliers, relatifs aux matières non prévues par ledit Code.
3. Jusqu'à ce que nous en ayons autrement ordonné, notre décret du 10 juin 1882 continuera d'être appliqué dans les territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire, aux espèces non prévues par le présent Code.

b) *Peines accessoires* :

1° l'interdiction de séjour ;
2° le renvoi sous la surveillance administrative ;
3° la confiscation spéciale ;
4° l'interdiction d'exercer des fonctions publiques ; d'exercer certaines professions telles que celle de mandataire judiciaire, de médecin, de vétérinaire, de sage-femme, de directeur ou d'employé à un titre quelconque dans un établissement d'éducation ; d'être moqaddem, expert ou témoin dans les actes, autrement que pour y faire de simples déclarations ; de témoigner en justice ; de porter des armes, des décorations et tous insignes honorifiques officiels ;
5° la publication, par extrait, de certains jugements. — C. P. 7, 8, 10, 11, 12, 13, 16, 22, 23, 27, 31.

**6.** Le présent Code détermine pour chaque infraction le maximum de la peine encourue. Le minimum de chaque peine est déterminé par les art. 11, 12, 14 et 16. — C. P. 50.

**7.** Tout condamné à mort est pendu. — C. P. 8, 9.

**8.** A moins qu'il n'en soit autrement ordonné, aucune exécution n'a lieu l'un des jours fériés déterminés par l'article 159 du Code de procédure civile. — PÉN. FR. 25.

**9.** La femme condamnée à mort qui est reconnue enceinte ne subit sa peine qu'après sa délivrance. — PÉN. FR. 27.

**10.** La peine des travaux forcés à perpétuité ou à temps est subie dans des établissements pénitenciaires spéciaux ; les condamnés âgés de moins de 65 ans y sont occupés aux travaux les plus pénibles.
Les femmes et les filles condamnées aux travaux forcés n'y sont employées que dans l'intérieur d'un établissement de détention. — C. P. 11 ; PÉN. FR. 15, 16.

**11.** La condamnation aux travaux forcés à temps est prononcée pour ~~un~~ cinq ans au moins.

**12.** Le condamné au bannissement est transporté hors du territoire tunisien.
La peine du bannissement est prononcée à vie ou à temps. La peine du bannissement à temps ne peut être inférieure à 5 ans.
En cas de condamnation simultanée au bannissement et à l'emprisonnement, la peine du bannissement a pour point de départ la libération du condamné. — C. P. 152 ; PÉN. FR. 32.

**13.** La peine d'emprisonnement est subie dans les prisons locales ou dans les pénitenciers. Les condamnés y sont astreints au travail.

**14.** La condamnation à l'emprisonnement est prononcée pour un jour au moins. La peine d'un jour d'emprisonnement est de 24 heures ; celle d'un mois, de 30 jours. — PÉN. FR. 40, 465.

**15.** La durée de toute peine privative de liberté compte du jour où le condamné est détenu en vertu de la condamnation devenue définitive.
Cependant, quand il y a eu détention préventive, cette détention est intégralement déduite de la durée de la peine que prononce le jugement de condamnation, à moins qu'il n'y soit stipulé que l'imputation n'aura pas lieu ou n'aura lieu que pour partie. — C. P. 146 ; PÉN. FR. 24.

**16.** L'amende ne peut être inférieure à 1 franc en matière de contraventions, ni à 25 fr. dans les autres cas. — C. P. 17, 57 ; PÉN. FR. 466.

**17.** Le recouvrement de l'amende est assuré, au profit du Trésor, sur les biens du condamné et, au besoin, par voie de contrainte par corps.
La contrainte par corps peut également être exercée pour l'exécution des condamnations aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais.

* V. Décret du 15 Septembre 1923. (J.O. 26 7bre)

Elle ne peut être exercée contre les personnes civilement responsables du fait, si ce n'est en vertu d'une décision spéciale du juge. Elle ne peut l'être contre la partie civile. — C. P. 20, 29, 314 ; PÉN. FR. 52, 467 et L. FR. 22 juillet 1867.

**18.** La contrainte par corps s'exerce au moyen d'un emprisonnement fixé à trois jours par somme de 10 francs ou fraction de 10 francs.

L'insolvabilité n'est pas une cause de dispense de l'exercice de la contrainte. Néanmoins, le service chargé du recouvrement peut, suivant les circonstances, surseoir à son application. — C. P. 17, 314.

**19.** L'acquittement, ou la condamnation aux peines édictées par la loi, est prononcé sans préjudice des restitutions et dommages-intérêts dus aux parties lésées.

**20.** Si les biens des condamnés sont insuffisants pour assurer le recouvrement des restitutions, des dommages-intérêts et de l'amende, on en affecte le produit : 1° aux restitutions ; 2° aux dommages-intérêts ; 3° à l'amende. — PÉN. FR. 54.

**21.** Tous les individus condamnés par le jugement pour des faits compris dans la même poursuite sont tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais. — PÉN. FR. 55.

**22.** L'interdiction de séjour consiste dans la défense faite au condamné de paraître dans tels lieux ou telles régions que détermine le jugement. Elle est prononcée dans les cas prévus par la loi et ne peut excéder vingt ans. — C. P. 51, 58, 150 ; L. FR. 27 mai 1885 ; D. 1er mai 1912 (interdiction de séjour).

**23.** L'effet du renvoi sous la surveillance administrative est de donner à l'Administration le droit de déterminer le lieu de résidence du condamné à l'expiration de sa peine et celui de le modifier, si elle le juge utile. — C. P. 5, 24, 25, 26, 58, 150.

**24.** Le condamné ne peut, sans autorisation, quitter la résidence qui lui a été assignée. — C. P. 23.

**25.** Lorsque l'infraction comporte une peine supérieure à deux ans de prison, le tribunal peut ordonner que le condamné sera placé sous la surveillance administrative pendant une période dont le maximum ne dépassera pas cinq ans. — C. P. 23.

**26.** A moins que le juge n'en ait autrement ordonné, la surveillance administrative est encourue de plein droit pendant dix ans :

1° en cas de condamnation aux travaux forcés ;

2° en cas de condamnation pour les infractions prévues par les articles 60 à 79 du présent Code (concernant la sûreté extérieure et intérieure de l'Etat) ;

3° en cas de seconde récidive. — P. FR. 46, 49.

**27.** La confiscation spéciale est l'attribution à l'Etat du produit de l'infraction ou des instruments qui ont servi ou peuvent servir à la commettre. — C. P. 28, 29.

**28.** En cas de condamnation, le juge peut ordonner la confiscation des objets qui ont servi ou qui étaient destinés à servir à l'infraction et de ceux qui en sont le produit, quel qu'en soit le propriétaire.

La confiscation des choses dont la fabrication, l'usage, le port, la détention, la vente constituent une infraction, est ordonnée dans tous les cas. — C. P. 27, 29, 94, 99, 276.

**29.** Si les objets dont il ordonne la confiscation n'ont pas été saisis et ne sont pas remis, le jugement en détermine la valeur pour l'application de la contrainte par corps.

**30.** Tout condamné à la peine des travaux forcés est, de plein droit, à partir du jugement et pour la durée de sa peine, en état d'interdiction légale.

Il est nommé un moqaddem pour gérer et administrer ses biens. Pendant la durée de sa peine, le condamné ne peut en disposer que par voie de testament ou de constitution en habous ; il ne peut recevoir aucune somme, aucune provision, aucune portion de ses revenus. Ses biens lui sont restitués à l'expiration de sa peine et le moqaddem lui rend compte de son administration. — PÉN. FR. 29, 30, 31.

**31.** Les tribunaux qui ordonnent la publication, par extrait, des jugements de condamnation doivent fixer le coût à payer par le condamné pour l'exécution de cette mesure. — C. P. 5.

## CHAPITRE III

## Des personnes punissables

**32.** Sont considérés et punis comme complices :

1° ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, ont provoqué à l'action ou donné des instructions pour la commettre ;

2° ceux qui, avec connaissance du but à atteindre, ont procuré des armes, des instruments ou tout autre moyen qui a servi à l'action ;

3° ceux qui ont, dans les mêmes conditions, aidé ou assisté l'auteur, ou les auteurs de l'action, dans les faits qui l'ont préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'ont consommée, sans préjudice des peines spécialement portées par le présent Code contre les auteurs de complot ou de provocation intéressant la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, même dans le cas où le crime qui était l'objet de la conspiration ou de la provocation n'a pas été commis ;

4° ceux qui, sciemment, ont prêté leur concours aux malfaiteurs pour assurer, par recel ou tout autre moyen, le profit de l'infraction ou l'impunité à ses auteurs ;

5° ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur ont fourni habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion. — C. P. 33, 34, 35 ; PÉN. FR. 60, 61, 62.

**33.** Dans tous les cas où la loi n'en dispose pas autrement, les complices d'une infraction sont punis de la même peine que les auteurs de cette infraction, sauf application, suivant les circonstances, des dispositions de l'article 53. — PÉN. FR. 59.

**34.** La peine de mort, lorsqu'elle est applicable aux auteurs principaux d'une infraction, est remplacée à l'égard des complices qui ont recélé les objets soustraits à l'aide de cette infraction, par celle des travaux forcés à perpétuité.

La peine sera celle des travaux forcés pendant dix ans quand les recéleurs ne seront pas convaincus d'avoir connu les circonstances qui ont fait encourir aux auteurs principaux la peine de mort. — PÉN. FR. 63.

**35.** La complicité n'est pas punissable dans les cas visés au livre III du présent Code.

**36.** Celui qui, dans l'accomplissement d'un acte délictueux dirigé contre une personne déterminée, en lèse involontairement une autre, encourt les peines prévues pour l'infraction qu'il avait l'intention de commettre.

## CHAPITRE IV

## De la responsabilité pénale

### SECTION Ire

### Absence de criminalité

**37.** Nul ne peut être puni que pour un fait accompli intentionnellement, sauf dans les cas spécialement prévus par la loi. — C. P. 38, 39.

**38.** L'infraction n'est pas punissable lorsque le prévenu n'avait pas encore atteint l'âge de sept ans ou était en état de démence au temps de l'action.

Néanmoins, le juge peut ordonner, dans l'intérêt de la sécurité publique, la remise de l'inculpé dément à l'autorité administrative. — PÉN. FR. 64.

**39.** Il n'y a pas d'infraction lorsque l'auteur a été contraint par une circonstance qui exposait à un danger immédiat sa vie ou celle de quelqu'un de ses proches, et lorsque ce danger ne pouvait être autrement détourné.

Sont considérés comme proches :

1° les parents en ligne directe ;

2° les frères et sœurs ;

3° les époux.

Si la personne menacée est un étranger, le juge appréciera le degré de responsabilité. — PÉN. FR. 328.

**40.** Il n'y a pas d'infraction :

1° si l'homicide a été commis, si les blessures ont été faites ou les coups portés en repoussant, la nuit, l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrées d'une habitation ou de ses dépendances ;

2° si le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vols ou de pillages exécutés avec violence. — PÉN. FR. 329.

**41.** La crainte révérencielle n'a pas le caractère de contrainte. — C. o. 55.

**42.** N'est pas punissable celui qui a commis le fait en vertu d'une disposition de la loi ou d'un ordre de l'autorité compétente. — PÉN. FR. 327.

## SECTION II

### Atténuation de criminalité

**43.** Tombent sous l'application de la loi pénale les délinquants âgés de plus de sept ans et de moins de quinze ans.

Toutefois, lorsque la peine encourue est la peine de mort ou celle des travaux forcés à perpétuité, elle est remplacée par un emprisonnement de dix ans.

Si la peine encourue est celle des travaux forcés à temps, elle est remplacée par un emprisonnement de cinq ans.

Si la peine encourue est celle de l'emprisonnement, elle est réduite de moitié. — C. P. 38, 53 ; PÉN. FR. 66 et suiv.

**44.** Le juge peut aussi, au lieu d'appliquer une peine, remettre le délinquant à sa famille, si elle présente les garanties suffisantes, ou à une personne honorable, ou à un établissement qui consente à s'en charger, ou le placer en vue de son amendement, et pour une durée qui ne peut dépasser sa dix-huitième année, dans une colonie ou une section de jeunes détenus.

**45.** Lorsque les délinquants sont âgés de plus de quinze ans et de moins de dix-sept ans révolus au moment de l'infraction, les peines de mort ou des travaux forcés à perpétuité sont remplacées par celle des travaux forcés pendant quinze ans.

**46.** Si l'âge du délinquant est incertain, le juge du fait est compétent pour le déterminer

## SECTION III

### Aggravation de la criminalité. — Récidive

**47.** Est récidiviste quiconque, après avoir été condamné pour une première infraction, en commet une deuxième avant qu'un délai de cinq ans se soit écoulé depuis que la première peine a été subie ou remise.

~~Il y a néanmoins récidive, quel que soit le délai écoulé,~~ Si les deux infractions emportent la peine des travaux forcés, ~~—~~ le délai est de dix ans. * PÉN. FR. 56 et suiv.

* D. du 15 7bre 1923 (J. O. 26 7bre).

**48.** Pour la détermination de la récidive, il n'est pas tenu compte :

1° des condamnations prévues au livre III du présent Code ;

2° des condamnations prononcées par les tribunaux militaires, à moins qu'elles n'aient été motivées par des infractions de droit commun ;

3° des condamnations pour les infractions prévues par les articles 217 et 225 du présent Code et, d'une manière générale, pour les infractions qui existent indépendamment de tout élément intentionnel, à moins que les poursuites en cours ne soient elles-mêmes motivées par des infractions de même espèce. — C. P. 2 ; PÉN. FR. 56.

**49.** Il est tenu compte pour la détermination de la récidive des condamnations prononcées par les juridictions tunisiennes et par les tribunaux français. — C. P. 53.

**50.** En cas de récidive, ~~le maximum de la peine prévue est porté au double, et la peine ne peut être inférieure~~ au double ~~de celle précédemment prononcée~~, sous réserve toutefois de l'application de l'article 53, s'il y a lieu. — PÉN. FR. 57.

**51.** Si l'infraction a été précédée de deux condamnations supérieures à un an, la peine d'emprisonnement qui est infligée entraîne l'application du régime des travaux forcés.

**52.** En matière d'ivresse publique, la première récidive entraîne la condamnation au maximum des peines prévues par l'article 317 du présent Code.

Les récidives ultérieures sont punies de six mois d'emprisonnement. — L. FR. 23 janvier 1873, art. 2.

## SECTION IV

### De l'application des peines

**53.** Même en cas de récidive, lorsque les circonstances du fait poursuivi paraissent de nature à justifier une atténuation de peine, et que la loi ne s'y oppose pas, le tribunal peut, en les spécifiant dans son jugement, non seulement abaisser la peine jusqu'au minimum légal, mais encore, et sous les réserves ci-après déterminées, descendre d'un et même de deux degrés dans l'échelle des peines principales énoncées à l'article 5.

La peine des travaux forcés à perpétuité ou à temps ne peut être convertie en celle du bannissement,. Si la peine prévue est celle des travaux forcés à perpétuité, la peine d'emprisonnement ne peut être moindre de cinq ans.

Si la peine prévue est celle des travaux forcés à temps, l'emprisonnement ne peut être moindre de deux ans.

La peine du bannissement ne peut être abaissée au-dessous d'une année d'emprisonnement.

Si l'emprisonnement prévu est supérieur à cinq ans, il ne peut être abaissé au-dessous de six mois.

Si l'emprisonnement prévu n'est pas supérieur à cinq ans, la peine peut être non seulement abaissée au minimum légal de vingt-quatre heures d'emprisonnement, mais encore convertie en une amende de 3.000 francs au maximum.

Si la loi prévoit simultanément une peine d'emprisonnement et une peine d'amende, le jugement peut, soit réduire chacune d'elles au minimum légal, soit prononcer l'une d'elles seulement. L'amende est, en ce cas, de 3.000 francs au maximum.

Si la peine d'amende est seule prévue par la loi, cette amende peut être réduite au minimum légal, quelle que soit la juridiction qui statue. — C. P. 43 et suiv. ; PÉN. FR. 463.

## CHAPITRE V

### Du concours d'infractions et de peines

**54.** Lorsque le même fait constitue plusieurs infractions, la peine encourue pour l'infraction entraînant la peine la plus forte est seule prononcée. — Instr. cr. fr. 365.

**55.** Plusieurs infractions accomplies dans un même but et se rattachant les unes aux autres de façon à constituer un ensemble indivisible sont considérées comme constituant une infraction unique qui entraîne la peine prévue pour la plus grave de ces infractions.

**56.** Tout individu coupable de plusieurs infractions distinctes est puni pour chacune d'elles ; les peines ne se confondent pas, sauf décision contraire du juge.

**57.** Les peines d'amende ne se confondent pas.

**58.** Les peines de l'interdiction de séjour et de la surveillance administrative ne se confondent pas.

### CHAPITRE VI

### De la tentative

**59.** Toute tentative d'infraction est punissable comme l'infraction elle-même si elle n'a été suspendue ou si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur.

Toutefois, la tentative n'est pas punissable, sauf disposition contraire de la loi dans les cas où l'infraction ne comporte pas plus de cinq ans de prison. — C. P. 87, 92, 109 138, 146, 160 et suiv., 212, 218, 227, 237, 238 et 255 et suiv., 264, 279, 286, 288, 299 et suiv., 304, 310 ; PÉN. FR. 2.

## LIVRE II

## Infractions diverses ; leur punition

## TITRE I

### Attentats contre la chose publique

### CHAPITRE PREMIER

### Attentats contre la sûreté extérieure de l'Etat

**60.** Quiconque commet à dessein un acte susceptible de mettre en danger la sûreté extérieure de l'Etat est puni de mort. — D. 14 octobre 1884, art. 24 (presse) ; PÉN. FR. 75 et suiv.

**61.** Le fait de porter les armes contre l'Etat ou de prendre du service dans les armées ennemies est puni de mort.

**62.** Le fait de pratiquer des machinations ou d'entretenir des intelligences avec une puissance étrangère ou ses agents en vue de la pousser à faire la guerre, ou à commettre des hostilités contre l'Etat, ou de lui en procurer les moyens, est puni de mort. — PÉN. FR. 76.

### CHAPITRE II.

### Attentats contre la sûreté intérieure de l'Etat

**63.** L'attentat contre la vie du Souverain est puni de mort. — PÉN. FR. 86.

**64.** Toute voie de fait exercée sur la personne du Souverain est punie de la peine des travaux forcés pendant quinze ans et d'une amende de 2.000 francs. — C. P. 26 ; PÉN. FR. 86.

**65.** L'attentat contre la vie des membres de la famille du Souverain est puni des travaux forcés à perpétuité. Si la victime a succombé, le coupable est puni de mort. — PÉN. FR. 86.

**66.** Toute voie de fait exercée sur la personne des membres de la famille souveraine est punie des travaux forcés pendant cinq ans et d'une amende de 1.000 francs. — C. P. 26 ; Pén. Fr. 86.

**67.** Toute offense commise contre le Souverain ou les membres de sa famille, et ne rentrant pas dans les cas prévus par les articles 6 et 23 du décret du 14 octobre 1884, est punie de trois ans de prison et d'une amende de 1.000 francs. — C. P. 26 ; PÉN. FR. 86.

**68.** Le complot formé dans le but de commettre l'un des attentats contre la sûreté intérieure de l'Etat, prévus aux articles 63, 64, 65 et 72 du présent Code, est puni du bannissement à vie et d'un emprisonnement de cinq ans ou de la première de ces peines seulement.

S'il n'a été suivi d'aucun acte préparatoire tendant à l'exécution de l'attentat, la peine est celle du bannissement pendant vingt ans et d'un emprisonnement de deux ans ou de la première de ces peines seulement. — C. P. 26, 69, 70, 120 ; PÉN. FR. 89.

**69.** Il y a complot dès que la résolution d'agir est concertée et arrêtée entre deux ou plusieurs personnes. — PÉN. FR. 89.

**70.** La proposition faite de former un complot pour arriver à l'un des attentats contre la sûreté intérieure de l'Etat prévus aux articles 63, 64, 65 et 72 est punie du bannissement pendant dix ans et d'un emprisonnement de deux ans ou de la première de ces peines seulement.

Le coupable peut être interdit de tout ou partie des droits mentionnés à l'article 5. — C. P. 26 ; PÉN. FR. 89.

**71.** Celui qui a résolu seul de commettre un attentat contre la sûreté intérieure de l'Etat et qui a seul commis ou commencé un acte préparatoire à son exécution, est puni du bannissement pendant cinq ans et d'un emprisonnement pendant un an ou de la première de ces deux peines seulement. — C. P. 26 ; PÉN. FR. 90.

**72.** Est puni de mort l'attentat ayant pour but de changer la forme du Gouvernement ou d'exciter les habitants à s'armer les uns contre les autres ou de porter le désordre, le meurtre et le pillage sur le territoire tunisien. — PÉN. FR. 87.

**73.** Quiconque, à la suite de troubles, a acepté de se substituer aux autorités régulièrement constituées, est puni des travaux forcés à perpétuité et d'une amende de 3.000 fr.

**74.** Est puni de mort quiconque rassemble et arme des bandes ou se met à la tête de bandes dans le but, soit de piller les deniers de l'Etat ou des particuliers, soit de s'emparer de propriétés mobilières ou immobilières ou de les détruire, soit enfin d'attaquer la force publique agissant contre les auteurs de ces attentats ou de lui faire résistance. — C. P. 75, 117 ; PÉN. FR. 96.

**75.** Ceux qui, connaissant le but et le caractère des dites bandes, ont consenti à en faire partie ou leur ont, sans contrainte, fourni des armes, logements, lieu de retraite ou de réunion, sont punis de la peine des travaux forcés pendant vingt ans et d'une amende de 3.000 francs. — C. P. 26 ; PÉN. FR. 99.

**76.** Est puni de mort quiconque a incendié ou détruit, à l'aide d'un explosif, des édifices, des magasins de munitions ou d'autres propriétés appartenant à l'Etat — D. 18 juin 1894 (fabrication d'engins) ; C. P. 26 ; PÉN. FR. 95.

**77.** Si une bande, armée ou non, commet des violences contre les personnes ou contre les propriétés, chacun de ses membres est puni de dix ans d'emprisonnement. — C. P. 26, 257.

**78.** Si une bande, armée ou non, fait irruption dans le domicile d'un particulier, dans le lieu de ses occupations ou dans une propriété close, dans le dessein d'exercer des violences, chacun des membres de cette bande est puni d'un emprisonnement de trois ans. C. P. 26, 257.

**79.** Ceux qui ont fait partie d'un attroupement de nature à troubler la paix publique et ayant pour objet de commettre une infraction ou de s'opposer à l'exécution d'une loi, d'une contrainte ou d'un jugement, sont punis de deux ans d'emprisonnement.

Si deux au moins des individus qui ont fait partie de l'attroupement étaient porteurs d'armes apparentes ou cachées, la peine est de trois ans d'emprisonnement.

Le tout sans préjudice des dispositions du décret du 5 avril 1905 concernant les attroupements sur la voie publique. — C. P. 26.

**80.** Sont exemptés des peines encourues par les auteurs d'attentats contre la sûreté de l'Etat ceux des coupables qui, avant toute exécution et avant toutes poursuites commencées, ont, les premiers, donné aux autorités administratives ou judiciaires, connaissance des complots ou attentats ou dénoncé leurs auteurs ou complices, ou, depuis le commencement des poursuites, procuré leur arrestation. — C. P. 142 ; PÉN. FR. 108.

**81.** Est puni d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 3.000 francs celui qui, soit par les écrits qu'il publie, soit par les actes qu'il commet ou les paroles qu'il prononce en public ou en réunion :

1° provoque à la haine ou au mépris du Souverain, du Gouvernement ou de l'administration de l'Etat ;

2° provoque le mécontentement parmi la population, de manière à troubler la paix publique ;

3° excite la population à enfreindre les lois du pays. — D. 14 octobre 1884, art. 24 (presse) ; L. 15 septembre 1888, art. 5 (associations) ; D. 13 mars 1905 (réunions publiques).

## CHAPITRE III.

## Des infractions commises par les fonctionnaires publics ou assimilés dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions

### SECTION Ire.

### Dispositions générales

**82.** Sont réputés fonctionnaires publics, au regard du présent Code, tous nos sujets qui, sous une dénomination et dans une mesure quelconque, sont investis d'un mandat, même temporaire, rémunéré ou gratuit, dont l'exécution se lie à un intérêt d'ordre public, et qui, à ce titre, concourent au service de l'Etat, des administrations publiques, des communes ou même des établissements publics.

Sont assimilées aux fonctionnaires publics les personnes choisies par les particuliers ou déléguées par la justice en qualité d'experts, d'arbitres ou d'interprètes. — PÉN. FR. 177.

### SECTION II.

### De la corruption

**83.** Tout fonctionnaire public ou assimilé qui, soit personnellement, soit par intermédiaire, pour lui-même ou pour autrui, agrée des offres ou promesses ou reçoit des dons ou présents pour faire un acte de sa fonction même juste, mais non sujet à salaire, est puni de l'emprisonnement pendant cinq ans et d'une amende double de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues.

La présente disposition est applicable à tout fonctionnaire public ou assimilé qui, dans les mêmes conditions, s'est abstenu de faire un acte qui rentrait dans l'ordre de ses devoirs. — D. 3 octobre 1884, art. 58 (finances) ; C. P. 82 ; PÉN. FR. 177.

**84.** Si le fonctionnaire public ou assimilé a provoqué des offres ou promesses ou la remise de dons ou présents, l'emprisonnement est porté à dix ans.

**85.** Si le fonctionnaire public ou assimilé a accepté des dons ou présents en récompense de ce qu'il a fait ou de ce qu'il n'a pas fait, il est puni de l'emprisonnement pendant un an et d'une amende double de la chose reçue.

**86.** Dans les cas prévus aux trois articles précédents, le coupable peut être interdit, en tout ou en partie, des droits visés à l'article 5. — PÉN. FR. 177.

**87.** Est puni de l'emprisonnement pendant cinq ans le fonctionnaire public ou assimilé qui, se vantant d'un crédit ou de relations près d'un autre fonctionnaire, reçoit, directement ou indirectement d'autrui, des dons ou des promesses ou autre rémunération, sous prétexte d'acheter la protection de ce fonctionnaire.

La tentative est punissable. — C. P. 59 ; PÉN. FR. 177.

**88.** Le juge qui, à l'occasion d'une infraction susceptible d'entraîner pour son auteur la peine des travaux forcés à perpétuité ou la peine de mort, s'est laissé corrompre, soit en faveur, soit au préjudice de l'inculpé, est puni de la peine des travaux forcés pendant vingt ans. — PÉN. FR. 181.

**89.** Si, par l'effet de la corruption du juge, il est intervenu une peine supérieure à celle des travaux forcés à temps, cette peine, quelle qu'elle soit, lui est appliquée. — PÉN. FR. 182.

**90.** Tout juge qui, hors les cas prévus aux articles 83 et suivants, ne s'est pas récusé après avoir reçu ouvertement ou d'une manière déguisée, d'une personne partie dans une instance pendante devant lui, des objets, valeurs ou sommes quelconques, est puni de l'emprisonnement d'un an.

**91.** Est puni de cinq ans de prison et de 2.000 francs d'amende celui qui contraint ou tente de contraindre par voie de fait ou menaces, corrompt ou tente de corrompre par promesses, offres, dons ou présents, l'une des personnes de la qualité exprimée en l'article 82, pour obtenir d'elle soit une opinion favorable, soit des procès-verbaux, états, certificats ou estimations contraires à la vérité, soit des places, emplois, adjudications. entreprises ou bénéfices quelconques, soit tout autre acte du ministère du fonctionnaire public ou assimilé, soit enfin l'abstention d'un acte qui rentrait dans l'exercice de ses devoirs.

Cette disposition est applicable à toute personne ayant servi d'intermédiaire entre le corrupteur et le corrompu. — D. 3 octobre 1884, art. 59 (finances) ; PÉN. FR. 179.

**92.** Si les tentatives de contrainte ou de corruption n'ont eu aucun effet, leurs auteurs sont punis d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 500 francs. — PÉN. FR. 179.

**93.** Est absous le corrupteur ou l'intermédiaire qui, avant toute poursuite, révèle volontairement le fait de corruption et, en même temps, en rapporte la preuve. — C. P. 142.

**94.** Dans tous les cas de corruption, les choses données ou reçues sont confisquées au profit de l'Etat. — C. P. 27 et suiv. ; PÉN. FR. 180.

## SECTION III.

### De la concussion

**95.** Sont punis de la peine des travaux forcés pendant quinze ans et d'une amende égale aux restitutions, les fonctionnaires publics ou assimilés, qui se rendent coupa-

bles de concussion en ordonnant de percevoir, ou en exigeant ou en recevant ce qu'ils savaient n'être pas dû ou excéder ce qui était dû aux administrations dont ils dépendent ou par elles.

Il peut être fait application aux coupables des peines accessoires de l'article 5. — D. 3 octobre 1884, art. 58, 76, 87, 99 (finances) ; D. 12 juillet 1898, art. 6 (monopoles) ; C. P. 82 ; PÉN. FR. 174.

**96.** Le fonctionnaire ou assimilé chargé, en cette qualité, de l'achat, de la fabrication, de l'administration ou de la garde d'objets ou de biens quelconques, qui se procure à lui-même ou procure à un tiers un avantage injustifié, est puni de l'emprisonnement pendant dix ans et d'une amende égale à l'avantage reçu.

Il peut lui être fait application des peines accessoires de l'article 5. — C. P. 82.

**97.** Le fonctionnaire public ou assimilé qui directement ou indirectement, prend ou reçoit un intérêt quelconque dans une affaire dont il a, ou avait, au temps de l'acte, en tout ou en partie, l'administration ou la surveillance est puni de l'emprisonnement pendant deux ans et d'une amende égale au gain obtenu.

Il peut lui être fait application des peines accessoires de l'article 5. — C. P. 82 ; PÉN. FR. 175.

**98.** Les peines prévues à l'article précédent sont applicables à tout fonctionnaire public ou assimilé qui a pris un intérêt quelconque dans une affaire dont il était chargé d'ordonnancer le paiement ou de faire la liquidation. — C. P. 82 ; PÉN. FR. 175.

## SECTION IV.

### Des détournements commis par les dépositaires publics

**99.** Est puni des travaux forcés pendant vingt ans le fonctionnaire public ou assimilé, le dépositaire ou comptable public qui détourne ou soustrait des deniers publics ou privés ou des effets actifs en tenant lieu, ou des pièces, titres, actes, effets mobiliers qu'il détenait à raison de ses fonctions.

Le coupable est en outre condamné à une amende égale à la valeur des choses détournées ou soustraites, sans toutefois que cette amende puisse être supérieure à 3.000 francs et sans préjudice de tous dommages-intérêts et restitutions.

Il peut lui être fait application de peines accessoires de l'article 5. — C. P. 82 ; D. 12 mai 1906, art. 94 (comptabilité) ; PÉN. FR. 169 et suiv.

**100.** Tout fonctionnaire public ou assimilé qui supprime, soustrait ou détourne les actes et titres dont il est dépositaire en cette qualité, ou qui lui sont remis ou communiqués à raison de ses fonctions, est puni de dix ans de travaux forcés et d'une amende de 3.000 francs.

Il peut lui être fait application des peines accessoires de l'article 5. — C. P. 82 ; PÉN. FR. 173.

## SECTION V.

### Abus d'autorité. Manquements aux devoirs d'une charge publique

**101.** Tout fonctionnaire public ou assimilé qui, dans l'exercice ou à l'occacion de l'exercice de ses fonctions a, sans motif légitime, usé ou fait user de violences envers les personnes est puni d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 500 francs. — C. P. 82 ; PÉN. FR. 186.

**102.** Est puni d'un emprisonnement d'un an et d'un amende de 300 francs le fonctionnaire ou assimilé qui, sans observer les formalités requises ou sans nécessité démontrée, pénètre dans la demeure d'un particulier contre le gré de celui-ci. — C. P. 78, 82 D. 3 octobre 1884, art. 78, 89 (tabacs et sels) ; 8 décembre, 1906 art. 12 ; 2 mars 1908 art. 23 (droits intérieurs, alcool) ; 18 juillet 1905, art. 30 (ouvrages d'or et d'argent) 28 mars 1908, art. 9 (sucres et raisins secs) ; — PÉN. FR. 184.

**103.** Est puni de l'emprisonnement pendant cinq ans et d'une amende de 500 francs le fonctionnaire public qui porte une atteinte illégitime à la liberté individuelle d'autrui ou qui exerce ou fait exercer des violences ou des mauvais traitements contre un accusé, un témoin, un expert, pour en obtenir des aveux ou des déclarations.

S'il y a eu seulement menace de violences ou de mauvais traitements, le maximum de la peine d'emprisonnement est réduit à six mois. — PÉN. FR. 114.

**104.** Tout fonctionnaire public ou assimilé qui, en ayant recours à l'un des moyens visés dans l'article précédent, a acquis une propriété immobilière ou mobilière contre le gré du propriétaire, qui s'en est injustement emparé, ou qui a obligé le propriétaire à la céder à autrui, est puni d'un emprisonnement de deux ans.

Le jugement prononce la restitution du bien spolié ou de sa valeur s'il n'existe plus en nature, sous réserve des droits des tiers de bonne foi. — C. P. 82.

**105.** Les fonctionnaires publics ou assimilés qui, en recourant à l'un des moyens visés dans l'article 103, ont employé des hommes de corvée à des travaux autres que ceux d'utilité ordonnés par le Gouvernement, ou reconnus urgents dans l'intérêt des populations, sont punis d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 500 francs. — C. P. 82.

**106.** Les fonctionnaires publics et assimilés en mission, en transport ou en tournée qui, en ayant recours à l'un des moyens visés à l'article 103, se font donner gratuitement des vivres, des denrées ou des moyens de transport sont punis d'un emprisonnement de trois mois et d'une amende de 300 francs. — C. P. 82.

**107.** Le concert arrêté entre deux ou plusieurs fonctionnaires publics ou assimilés en vue de faire obstacle, par voie de démission collective ou autrement, à l'exécution des lois ou d'un service public, est puni de l'emprisonnement pendant deux ans. — C. P. 82 ; PÉN. FR. 123 et suiv.

**108.** Tout fonctionnaire de l'ordre judiciaire qui, sous quelque prétexte que ce soit, même du silence ou de l'obscurité de la loi, refuse de rendre justice aux parties après en avoir été requis, et qui persévère dans son refus après avertissement ou injonction de ses supérieurs, est puni d'une amende de 1.000 francs. — PÉN. FR. 185.

**109.** Est puni d'un an de prison le fonctionnaire public ou assimilé qui, indûment, communique à des tiers ou public, au préjudice de l'Etat ou des personnes privées, tout document dont il était dépositaire ou dont il avait connaissance à raison de ses fonctions.

La tentative est punissable. — C. P. 82 ; PÉN. FR. 187, 378.

**110.** Est puni de l'emprisonnement pendant six mois tout fonctionnaire public qui, dans le but d'aider un prévenu ou un condamné à se soustraire à l'action de la justice, ne procède pas à l'arrestation qu'il était tenu de faire.

**111.** Lorsqu'un détenu s'évade, le fonctionnaire qui était préposé à sa garde ou à sa conduite est puni, en cas de négligence, d'un emprisonnement de deux ans et, en cas de connivence, de dix ans.

La peine contre le fonctionnaire négligent cesse lorsque l'évadé est repris ou représenté dans un délai de 4 mois, pourvu qu'il ne soit pas arrêté pour autre cause. — PÉN. FR. 237 et suiv.

**112.** Est puni de l'emprisonnement pendant un an et d'une amende de 500 francs le fonctionnaire public ou assimilé qui, après avoir reçu avis officiel de la décision qui fait cesser ou suspend ses fonctions, continue à les exercer. — C. P. 82 ; PÉN. FR. 197.

**113.** Est puni d'une amende de 500 francs le fonctionnaire qui néglige d'inscrire sur les états dressés en vue du recrutement militaire les noms de ceux qui devraient y figurer. — L. 12 janvier 1892, art. 11 (recrutement).

**114.** En dehors des cas prévus au présent chapitre, le fonctionnaire public ou assimilé qui, pour commettre une infraction, fait usage des facultés ou moyens inhérents à sa fonction, est condamné à la peine prévue pour l'infraction, augmentée d'un tiers. — PÉN. FR. 198.

**115.** Dans tous les cas prévus à la présente section, les coupables peuvent être interdits, en tout ou en partie, de l'exercice des droits visés à l'article 5.

## CHAPITRE IV

## Attentats contre l'autorité publique commis par les particuliers

### SECTION Ire

### Rébellion

**116.** Est puni de l'emprisonnement pendant six mois et d'une amende de 200 francs quiconque exerce ou menace d'exercer des violences pour résister à un fonctionnaire agissant dans l'exercice régulier de ses fonctions ou à toute personne légalement requise d'assister ledit fonctionnaire.

Il en est de même de quiconque exerce ou menace d'exercer des violences pour le contraindre à faire ou à ne pas faire un acte de ses fonctions.

Si le coupable est armé, il est passible de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 francs. — D. 3 octobre 1884, art. 57 (finances) ; 6 juillet 1889, art. 5 (postes) ; 22 janvier 1894, art. 9 (canoun) ; 15 juin 1910, art. 33 (travail) ; 19 octobre 1911, art. 6 (fraudes sur céréales) ; C. P. 82 ; PÉN. FR. 209.

**117.** Si la rébellion a été commise par plus de dix personnes non armées, la peine est de trois ans d'emprisonnement et de 500 francs d'amende.

Si deux au moins parmi ces personnes portaient des armes, la peine encourue par toutes est de cinq ans de travaux forcés. — C. P. 118 ; PÉN. FR. 210 et suiv.

**118.** Sont compris dans le mot arme, au sens des deux articles précédents, tous instruments tranchants, perçants ou contondants.

Les pierres ou autres projectiles tenus à la main et les bâtons ne sont réputés armes qu'autant qu'il en a été fait usage pour tuer, blesser, frapper ou menacer. — PÉN. FR. 101

**119.** Tout individu ayant participé à une rébellion, armée ou non armée, au cours de laquelle des voies de fait ont été exercées sur un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions est, du seul fait de cette participation, puni de cinq ans d'emprisonnement si la rébellion a été commise par moins de dix personnes ; de dix ans de la même peine si elle a été commise par plus de dix personnes, sans préjudice des peines édictées par le présent Code contre l'auteur des coups et blessures.

Si les coups ont déterminé la mort du fonctionnaire, la peine encourue par les auteurs de la rébellion est de dix ans de travaux forcés, sans préjudice des peines portées contre l'auteur de l'homicide. — C. P. 120, 218 et suiv. ; PÉN. FR. 230.

**120.** Le complot formé pour commettre des violences contre des fonctionnaires est puni de trois ans de prison s'il n'a été accompagné d'aucun acte préparatoire.

S'il a été accompagné d'acte préparatoire, la peine est de cinq ans.

**121.** Est puni comme s'il avait participé à la rèbellion, quiconque l'a provoquée soit par des discours tenus dans des lieux ou réunions publics, soit par placards, affiches ou écrits imprimés.

Si la rébellion n'a pas eu lieu, le provocateur est puni de l'emprisonnement pendant un an. — D. 14 octobre 1884, art. 24 (presse) ; 5 avril 1905 (attroupements).

**122.** Les auteurs des infractions commises au cours ou à l'occasion d'une rébellion sont punis des peines prévues pour ces infractions si ces peines sont plus fortes que celles de la rébellion. — PÉN. FR. 216.

**123.** La peine appliquée en cas de rébellion de prisonniers s'ajoute à la peine temporaire en cours ou, s'il s'agit de prévenus, à celle qui sera prononcée.

S'il y a non-lieu ou acquittement, elle est subie avant toute libération. — PÉN. FR. 220.

**124.** Dans tous les cas prévus à la présente section, il peut être fait application des peines accessoires édictées par l'article 5.

## SECTION II

### Outrages et violences à fonctionnaire public ou assimilé

**125.** L'outrage fait par paroles, gestes ou menaces à un fonctionnaire public ou assimilé dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 500 fr. — C. P. 82; PÉN. FR. 222.

**126.** Si l'outrage a été fait à l'audience à un fonctionnaire de l'ordre judiciaire, la peine d'emprisonnement est de deux ans. — PÉN. FR. 222, 223.

**127.** Tout individu qui frappe un fonctionnaire public ou assimilé dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions est puni, s'il s'agit des violences prévues à l'article 319, d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 300 francs; s'il s'agit des violences prévues à l'article 218, d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 1.000 francs.

Si dans ce dernier cas il y a eu préméditation, ou si les voies de fait ont déterminé des blessures ou une maladie, ou encore si le fait a été commis à l'audience sur un fonctionnaire de l'ordre judiciaire, l'emprisonnement est de dix ans et l'amende de 2.000 fr.

Le tout, sans préjudice des peines prévues à l'article 219, s'il y a lieu. — C. P. 82; PÉN. FR. 228 et suiv.

**128.** Quiconque, par des discours tenus en public, par la presse ou par tout autre moyen de publicité, impute à un fonctionnaire public ou assimilé des faits illégaux relatifs à ses fonctions, est, s'il ne justifie pas de l'exactitude de l'imputation, condamné à un emprisonnement de deux ans et une amende de 500 francs. — C. P. 245 et suiv.; D. 14 octobre 1884 (presse).

**129.** L'outrage fait publiquement, par paroles, écrits, gestes ou de toute autre manière, aux drapeaux français, tunisien ou étrangers, est puni de l'emprisonnement pendant un an.

**130.** Dans tous les cas prévus à la présente section, les peines accessoires édictées par l'article 5 peuvent être prononcées.

## SECTION III

### Association de malfaiteurs

**131.** Toute association formée, quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, toute entente établie dans le but de prèparer ou de commettre un attentat contre les personnes ou les propriétés, constitue une infraction contre la paix publique. — PÉN. FR. 265.

**132.** Est puni de la peine des travaux forcés pendant cinq ans quiconque s'est affilié à une association ou a participé à une entente de l'espèce prévue à l'article précédent.

La peine est de dix ans pour les chefs de ladite association. — PÉN. FR. 266.

**133.** Est puni des peines prévues au § 1er de l'article précédent, quiconque a sciemment et volontairement fourni un lieu de réunion ou une contribution pécuniaire aux membres d'une association de malfaiteurs, les a aidés à disposer du produit de leurs méfaits ou leur a fourni le logement ou un lieu de retraite.

La peine est de dix ans pour les chefs de ladite association. — PÉN. FR. 267.

**134.** Ceux qui se sont rendus coupables des infractions mentionnées aux deux articles précédents sont exempts des peines qui y sont prévues si, avant toute poursuite, ils ont révélé aux autorités constituées l'entente établie ou l'existence de l'association. — C. P. 142.

**135.** Dans tous les cas prévus à la présente section, il est fait application des peines accessoires édictées par l'article 5.

## SECTION IV

### Entrave à la liberté du travail

**136.** Est puni d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 3.000 francs celui qui, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, amène ou maintient, tente d'amener ou de maintenir une cessation individuelle ou collective de travail. — PÉN. FR. 414.

**137.** Quiconque, dans le but de porter atteinte à la liberté du travail, a volontairement détérioré ou tenté de détériorer des marchandises, matières, machines, conducteurs ou producteurs d'énergie, appareils ou instruments quelconques servant à la fabrication, à l'éclairage, à la locomotion ou à l'alimentation hydraulique, est puni d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 1.000 francs.

Les peines accessoires de l'article 5 peuvent être prononcées. — C. P. 164; PÉN. FR. 437, 440, 443, 451.

## SECTION V

### Atteinte au commerce et à l'industrie

**138.** Est puni d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 2.000 francs le directeur, le commis, l'ouvrier d'une fabrique, qui en révèle ou en communique les secrets de fabrication.

La tentative est punissable. — PÉN. FR. 418.

**139.** Sont punis d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 2.500 francs ceux qui, par des moyens frauduleux, opèrent la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises ou des papiers et effets publics au-dessus et au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce.

Est assimilé aux moyens frauduleux prévus par le paragraphe précédent le fait, par des intéressés, de colporter ou faire colporter dans le public des renseignements faux ou calomnieux, de se concerter entre détenteurs de la même marchandise ou denrée pour ne pas la vendre ou en empêcher la vente au-dessous d'un prix. — PÉN. FR. 419.

**140.** La peine est d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 5.000 francs si ces manœuvres ont été pratiquées sur des grains, farines, sur le pain, le charbon ou autres substances de première nécessité. — PÉN. FR. 420.

**141.** Dans les cas prévus à l'article précédent, il peut être fait application des peines accessoires édictées par l'article 5.

## SECTION VI

### De la simulation d'infraction

**142.** Celui qui dénonce aux autorités publiques une infraction qu'il sait n'avoir pas existé, ou qui fabrique une fausse preuve relative à une infraction imaginaire, est puni de l'emprisonnement pendant six mois.

Est passible de la même peine celui qui, devant l'autorité judiciaire, déclare être l'auteur d'une infraction qu'il n'a ni commise ni concouru à commettre.

## SECTION VII

### Refus d'obtempérer à une réquisition légale

**143.** Ceux qui, le pouvant, refusent ou négligent de faire les travaux, le service ou de prêter le secours dont ils ont été requis dans les circonstances d'accident, tumulte, naufrage, inondation, incendie ou autres calamités, ainsi que dans les cas de brigandage, pillage, flagrant délit, clameur publique, ou d'exécution judiciaire, sont punis de l'emprisonnement pendant un mois et d'une amende de 200 francs.

**144.** Le témoin, qui dans une affaire pénale, ne comparaît pas devant un tribunal ou un magistrat devant lequel il a été régulièrement cité, est puni, sans délai et sans appel, d'un emprisonnement d'un mois ou d'une amende de 200 francs.

Toutefois, il peut se faire décharger de la condamnation par l'autorité judiciaire qui l'aura prononcée, s'il justifie ultérieurement d'un empêchement légitime. — INSTR. CR. FR. 80, 157, 396.

**145.** Si, pour ne pas comparaître, le témoin a allégué un motif reconnu mensonger, la peine est, outre l'amende, d'un emprisonnement de deux mois.

Encourt les mêmes peines, le témoin qui, ayant comparu, et n'étant pas tenu par le secret professionnel, refuse de déposer. — PÉN. FR. 236.

## SECTION VIII.

### Evasion et recel de détenu

**146.** Tout prévenu qui s'évade du lieu de sa détention ou se délivre des mains de ses gardiens à l'aide de violences, de menaces ou de bris de prison est puni d'un emprisonnement d'un an.

La tentative est punissable.

S'il y a eu corruption ou tentative de corruption de gardien, la peine est de cinq ans.

Le prévenu qui s'est évadé ne peut, dans aucun cas, bénéficier de l'imputation de la détention préventive. — C. P. 15 ; PÉN. FR. 245.

**147.** La peine du condamné aux travaux forcés à temps ou à l'emprisonnement, qui s'est évadé ou a tenté de s'évader, est augmentée d'un an.

S'il y a eu violences, bris de prison ou entente entre détenus, l'augmentation est de trois ans.

Elle est de cinq ans s'il y a eu corruption ou tentative de corruption de gardien.

**148.** Celui qui, en dehors du cas prévu à l'article 111, procure ou facilite l'évasion d'un détenu est puni de l'emprisonnement pendant un an ; s'il a usé de violences ou de menaces ou fourni des armes, la peine est de deux ans ; s'il y a eu corruption de gardien, il est fait application de l'article 91. — PÉN. FR. 242.

**149.** Est puni de l'emprisonnement pendant un an celui qui, n'étant ni l'ascendant, ni le descendant, ni l'époux de l'évadé, le recèle sciemment ou aide à le recéler. — PÉN. FR. 248.

## SECTION IX.

### Infraction à l'interdiction de séjour, à la surveillance administrative et au bannissement

**150.** Est puni de l'emprisonnement pendant un an le condamné qui contrevient à l'interdiction de séjour ou qui, placé sous la surveillance administrative, enfreint les obligations qui y sont attachées. — C. P. 5, 22, 23 ; D. 1er mai 1912 (interdiction de séjour).

**151.** Encourt la même peine pendant six mois, sauf les cas d'excuse prévus à l'article 149, quiconque dissimule sciemment la retraite d'un condamné qui a contrevenu à l'interdiction de séjour ou qui s'est soustrait à la surveillance administrative. — C. P. 240

**152.** Le banni qui, avant l'expiration de sa peine, reparaît sur le territoire tunisien est, sur la seule preuve de son identité, condamné à un emprisonnement d'un an.— C. P. 5, 12 ; PÉN. FR. 33.

## SECTION X

### Bris de scellés ; destruction de pièces à conviction

**153.** Est puni de l'emprisonnement pendant trois ans quiconque, à dessein, brise ou enlève, tente de briser ou d'enlever les signes extérieurs tels que bandes, sceaux, affiches, au moyen desquels une autorité administrative ou judiciaire a interdit l'accès de locaux ou l'enlèvement d'objets mobiliers dans les cas d'instruction judiciaire, inventaire, séquestre ou saisie. Si c'est le gardien lui-même qui a brisé ou tenté de briser les scellés ou participé au bris de scellés, la peine est de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 2.000 francs. — PÉN. FR. 252.

**154.** Les gardiens des scellés convaincus de négligence sont condamnés à un emprisonnement de six mois. — PÉN. FR. 249.

**155.** En cas de soustraction, destruction, enlèvement ou altération de pièces de conviction ou de procédure criminelle, ou d'autres papiers, registres, actes et objets contenus dans les archives, greffes ou dépôts publics, ou remis à un agent de l'autorité publique ou à un dépositaire public en cette qualité, les peines sont, contre les greffiers, archivistes, adoul, agents ou autres dépositaires négligents, d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 300 francs. — PÉN. FR. 254.

**156.** Quiconque s'est rendu coupable des soustractions, enlèvement, destruction ou altération prévus à l'article précédent, est puni de l'emprisonnement pendant dix ans.

Si le coupable est le dépositaire lui-même, il est puni des travaux forcés pendant dix ans. — PÉN. FR. 255.

**157.** Si le bris de scellés, les soustractions, enlèvement ou destruction de pièces sont commis avec violence envers les personnes, le coupable est puni de quinze ans de travaux forcés, sans préjudice des peines plus fortes encourues pour homicide, coups, vol ou toutes autres infractions. — C. P. 201 et s., 218,258 et s. ; PÉN. FR. 256.

**158.** Celui qui détruit ou fait disparaître sciemment le corps d'un délit avant sa saisie par l'autorité est puni de l'emprisonnement pendant un an.

## SECTION XI.

### Usurpation de titres ; port illégal de décorations

**159.** Quiconque, indûment et publiquement, porte un costume, un uniforme officiel ou une décoration, est puni d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 1.000 francs.

Il en est de même de ceux qui, dans des appels au public ou des actes officiels, s'attribuent indûment des titres ou des décorations. — C. P. 112 ; PÉN. FR. 258, 259.

## SECTION XII.

### Dégradation ou destruction de monuments ou d'objets

**160.** Quiconque brûle ou détruit d'une manière quelconque des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, des titres, billets, effets de commerce contenant ou opérant obligation, disposition, décharge, est puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 1.000 francs.

La tentative est punissable. — PÉN. FR. 439.

**161.** Quiconque détruit, abat, dégrade, mutile ou souille les édifices, monuments, emblêmes ou objets servant aux cultes est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 500 francs.

La tentative est punissable. — C. P. 165.

**162.** Encourt les mêmes peines quiconque détruit, abat, dégrade, mutile ou souille d'une manière indélébile les monuments ou autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation, les constructions antiques, colonnes et pièces d'architecture ornementées en provenant, les mosaïques, inscriptions et sculptures.

La tentative est punissable. — C. P. 168 ; PÉN. FR. 257.

**163.** Les mêmes peines sont applicables à celui qui dégrade ou détruit des objets conservés dans des musées, des livres ou manuscrits conservés dans des bibliothèques publiques ou des édifices religieux, des pièces ou documents de toute nature conservés dans une collection publique, dans des archives publiques ou dans un dépôt administratif.

La tentative est punissable.

**164.** Est puni de l'emprisonnement pendant dix ans et d'une amende de 1.000 francs celui qui, en dehors du cas prévu par l'art. 137 du présent Code et, autrement qu'à l'aide d'engins explosifs, détruit en tout ou en partie des édifices, des digues ou chaussées, des ponts, des voies publiques classées, des défenses ou autres ouvrages destinés à servir de secours public contre les sinistres, des appareils avertisseurs ou des signaux destinés aux services publics, des conduites d'eau ou de gaz, des lignes électriques ou autres ouvrages servant à l'irrigation ou à l'éclairage.

En cas de simple dégradation, la peine est réduite de moitié,

La tentative est punissable. — PÉN. FR. 435, 437.

## SECTION XIII.

### Entrave à l'exercice des cultes

**165.** Quiconque entrave l'exercice d'un culte ou de cérémonies religieuses ou les trouble est puni de six mois d'emprisonnement et d'une amende de 500 francs sans préjudice des peines plus fortes qui seraient encourues pour outrages, voies de fait ou menaces. C. P. 161.

**166.** Est condamné à trois mois d'emprisonnement quiconque, dépourvu de toute autorité légale sur une personne, la contraint, par des violences ou des menaces, à exercer ou à s'abstenir d'exercer un culte.

## SECTION XIV.

### Infractions relatives aux sépultures

**167.** Celui qui viole une sépulture est puni d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 200 francs. — PÉN. FR. 360.

**168.** Est puni de six mois d'emprisonnement et d'une amende de 100 francs celui qui détruit, dégrade ou souille un monument érigé dans un cimetière.

**169.** Celui qui, contrairement aux règlements, exhume un cadavre, enlève, déplace ou transporte un cadavre exhumé, est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 200 francs. — D. 26 novembre 1898 (cimetières).

**170.** Celui qui déplace, enterre clandestinement ou fait disparaître un cadavre avec l'intention de cacher le décès, est puni d'un emprisonnement de six mois et d'une amende de 300 francs.

Si le cadavre est celui d'une personne victime d'un homicide, la peine d'emprisonnement est portée à deux ans, sans préjudice de l'application des régles sur la complicité. — C. P. 32 ; D. 29 juin 1886 et 28 décembre 1908 (état civil).

## SECTION XV.

### Mendicité

**171.** Est puni de six mois de prison celui qui simule des infirmités ou des plaies dans le but d'obtenir l'aumône.

La peine est portée à un an contre :

1° celui qui, dans le même but, use de menaces ou pénètre dans une habitation sans l'autorisation du propriétaire ;

2° celui qui, mendiant, est trouvé porteur d'armes ou d'instruments de nature à procurer les moyens de commettre des vols ;

3° celui qui, à moins que ce ne soit un aveugle et son conducteur, emploie un ou plusieurs enfants âgés de moins de treize ans à la mendicité, même sous l'apparence d'une profession ;

4° celui qui mendie porteur de faux certificats ou de fausses pièces d'identité. — PÉN. FR. 276.

## SECTION XVI.

### Faux

**172.** Est puni des travaux forcés à perpétuité et d'une amende de 3.000 francs tout fonctionnaire public ou assimilé, tout adel qui, dans l'exercice de ses fonctions, commet un faux susceptible de causer un dommage public ou privé, soit en fabriquant, en tout ou en partie un document ou un acte mensonger, soit en altérant ou en dénaturant un document original par quelque moyen que ce soit, soit en apposant un sceau contrefait ou une fausse signature sur un document, soit en attestant faussement l'identité ou l'état des personnes. — C. P. 82 ; PÉN. FR. 145.

**173.** Est puni des mêmes peines le fonctionnaire public ou assimilé, l'adel qui, en rédigeant des actes de son ministère, en a frauduleusement dénaturé la substance ou les circonstances soit en écrivant des conventions autres que celles qui ont été tracées ou dictées par les parties, soit en constatant comme vrais et passés en sa présence des faits faux, ou comme avoués des faits qui ne l'étaient pas, soit en omettant volontairement des déclarations reçues par lui. — C. P. 82 ; PÉN. FR. 146

**174.** Est puni des mêmes peines le fonctionnaire public ou assimilé, l'adel qui délivre en forme légale copie d'un acte supposé, ou, frauduleusement, une copie différant de l'original. — C. P. 82.

**175.** Est puni de quinze ans de travaux forcés et d'une amende de 1.000 francs toute autre personne qui a commis un faux par l'un des moyens prévus à l'article 172 du présent Code. — PÉN. FR. 147, 150.

**176.** Celui qui, sciemment, détient un titre faux est, pour le simple fait de cette détention, puni de l'emprisonnement pendant dix ans.

**177.** Celui qui fait sciemment usage d'un faux est puni des peines prévues pour le faux, suivant les distinctions des articles précédents. — PÉN. FR. 148, 151.

**178.** Dans les cas prévus à la présente section, il est fait application des peines accessoires édictées par l'article 5.

## SECTION XVII.

### Contrefaçon, abus de sceau

**179.** Ceux qui ont contrefait un sceau beylical, ceux qui ont contrefait ou falsifié des inscriptions de rente ou tous autres effets émis par le Trésor ou les caisses publiques, sont punis des travaux forcés à perpétuité.

Il en est de même de ceux qui ont, sciemment, fait usage des sceaux, inscriptions de de rente ou effets contrefaits, ou qui les ont introduits sur le territoire tunisien.

Il est fait application aux coupables de tout ou partie des peines accessoires édictées par l'article 5. — D. 11 décembre 1902 ; PÉN. FR. 139.

**180.** Ceux qui ont contrefait les sceaux, timbres ou marques d'une autorité publique, ceux qui ont contrefait les sceaux, timbres ou marques destinés à être apposés, au nom du Gouvernement, d'une commune ou d'un service public, sur les diverses espèces de denrées ou de marchandises, ou qui ont sciemment fait usage des sceaux, timbres ou marques contrefaits, sont punis de l'emprisonnement pendant cinq ans. — PÉN. FR. 140.

**181.** Sont punis de l'emprisonnement pendant cinq ans et d'une amende de 2.000 francs :

1° ceux qui ont contrefait les timbres mobiles ou autres timbres fiscaux de l'Etat, et les marteaux forestiers ;

2° ceux qui ont fait disparaître de ces timbres, dans le dessein de les faire servir à nouveau, les marques qui les oblitèrent ;

3° ceux qui ont fait usage des marteaux et timbres contrefaits, ou des timbres ayant déjà servi.

Il n'est rien innové aux décrets antérieurs en ce qui concerne la contrefaçon des poinçons servant à marquer les matières d'or et d'argent. — D. 18 juillet 1905, art. 50 (garantie des objets d'or et d'argent) ; 20 avril 1912, art. 8 (timbres) ; PÉN. FR. 140.

**182.** Ceux qui, s'étant procuré les vrais sceaux, timbres ou marques ayant la destination prévue aux articles précédents, en ont fait ou tenté d'en faire une application ou un usage préjudiciable aux droits et intérêts d'autrui, sont punis, savoir : s'il s'agit d'un sceau beylical, des travaux forcés pendant cinq ans, et s'il s'agit de tout autre sceau, timbre ou marque, de l'emprisonnement pendant deux ans. — PÉN. FR. 143.

**183.** Sont passibles de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 2.000 francs ceux qui fabriquent ou préparent sciemment des instruments ou des matières quelconques destinés à contrefaire ou à altérer des documents, sceaux, timbres, marques, et ceux qui en détiennent dans le but de les faire servir à ladite contrefaçon ou altération.

**184.** Dans tous les cas prévus par les articles 180 à 183 inclus, le juge peut faire application de tout ou partie des peines accessoires édictées par l'article 5.

## SECTION XVIII.

### Contrefaçon, altération de monnaies

**185.** Quiconque contrefait ou altère les monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal en Tunisie, ou participe à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire tunisien, est puni des travaux forcés à perpétuité. — D. 3 octobre 1884, art. 109 et 11 décembre 1902 (monnaies) ; C. P. 192 ; PÉN. FR. 132.

**186.** Quiconque contrefait ou altère des monnaies de billon ou de cuivre ayant cours légal en Tunisie ou reçues par les caisses publiques ; quiconque participe à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire tunisien, est puni de quinze ans de travaux forcés. — PÉN. FR. 132.

**187.** Quiconque contrefait ou altère des monnaies étrangères ou participe à l'émission, exposition ou introduction en Tunisie de monnaies étrangères contrefaites ou altérées, est puni de vingt ans de travaux forcés. — C. P. 192 ; PÉN. FR. 133.

**188.** Ceux qui ont contrefait ou falsifié les billets de banque ayant cours en Tnuisie, qui ont fait usage de ces billets contrefaits ou falsifiés, qui les ont introduits sur le territoire tunisien, sont punis des travaux forcés à perpétuité. — C. P. 192 ; PÉN. FR. 139.

**189.** Dans les cas prévus aux articles 185 à 188 inclus, il est fait application des peines accessoires édictées par l'article 5.

**190.** Est puni d'un emprisonnement de trois ans quiconque colore les monnaies ayant cours légal en Tunisie ou les monnaies étrangères, dans le but de tromper sur la nature du métal, ou qui les émet ou introduit sur le territoire tunisien.

Est puni de la même peine celui qui participe à l'émission ou à l'introduction des monnaies colorées. — PÉN. FR. 134.

**191.** Les articles précédents ne s'appliquent pas à ceux qui, ayant reçu pour bonnes des pièces de monnaies contrefaites, altérées ou colorées, les ont remises en circulation.

Toutefois celui qui fait usage desdites pièces, après en avoir vérifié ou fait vérifier les vices, est puni d'une amende du sextuple de la somme représentée par les pièces qu'il a rendues à la circulation. — PÉN. FR. 135.

**192.** Les personnes coupables des infractions mentionnées aux articles 185 à 188 inclus sont exemptes de peines si, avant la consommation de ces infractions et avant toute poursuite, elles en ont donné connaissance et en ont révélé les auteurs aux autorités constituées, ou si, même après les poursuites commencées, elles ont procuré l'arrestation des autres coupables.

Elles peuvent néanmoins être condamnées à l'interdiction de séjour ou placées sous la surveillance administrative. — C. P. 142 ; PÉN. FR. 138.

## SECTION XIX.

### Fabrication et usage de faux passeports et autres pièces

**193.** Est puni d'un emprisonnement de trois ans :

1° quiconque fabrique un faux passeport, permis de circulation, permis de port d'arme, ou tout autre permis ou certificat de l'autorité administrative ;

2° quiconque altère frauduleusement l'une de ces pièces originairement véritable ;

3° quiconque fait usage desdites pièces fabriquées ou altérées. — PÉN. FR. 153.

**194.** Est puni d'un emprisonnement d'un an :

1° quiconque, dans un des documents prévus à l'article précédent, a pris un nom supposé, ou a concouru à faire délivrer la pièce sous un nom supposé ;

2° quiconque a fait usage ou tenté de faire usage de l'un de ces documents appartenant à autrui. — PÉN. FR. 154.

**195.** Est puni d'une amende de 500 francs, le fonctionnaire public qui délivre un passeport, un permis de circulation, de port d'arme ou tout autre permis ou certificat à une personne non connue de lui et sans avoir pris soin de faire attester son identité par deux témoins connus de lui.

Si le fonctionnaire connaissait la supposition de nom, la peine est de trois ans d'emprisonnement et de 1.000 francs d'amende. — PÉN. FR. 155.

**196.** Celui qui, pour se soustraire à un service public quelconque ou pour en affranchir un tiers ou pour obtenir des secours ou tout autre avantage, fabrique sous le nom d'un médecin ou d'un chirurgien un faux certificat d'infirmité ou de maladie, est puni de l'emprisonnement pendant trois ans. — PÉN. FR. 159.

**197.** Tout médecin ou chirurgien qui, par complaisance, certifie faussement des maladies ou infirmités de nature à exempter d'un service public, est puni de l'emprisonnement pendant un an.

S'il a été mû par dons ou promesses, il est passible de la même peine pendant quatre ans. — PÉN. FR. 160.

**198.** Est puni de l'emprisonnement pendant trois mois l'hôtelier, le fondoukier ou le logeur qui inscrit sciemment sur son registre, sous des noms faux ou supposés, les personnes logées chez lui. — D. 21 décembre 1897 (obligations des aubergistes).

« V. D. du 15 7bre 1923 (J.O. 26 7bre)

**199.** Quiconque fabrique, sous le nom d'un fonctionnaire, un certificat de bonne conduite, d'indigence ou toute autre pièce de nature à appeler la bienveillance du Gouvernement ou des particuliers et à procurer places, crédits ou secours, est puni de l'emprisonnement pendant deux ans. La même peine est applicable :

1° à celui qui se sert sciemment d'un certificat falsifié ;

2° à celui qui falsifie un certificat de cette espèce, originairement véritable.

Si le certificat est fabriqué au nom d'un simple particulier, la fabrication ou l'usage est puni de l'emprisonnement pendant six mois. — PÉN. FR. 161.

**200.** Dans tous les cas prévus à la présente section, sauf l'article 195, § 1er, le juge peut faire application de tout ou partie des peines accessoires édictées par l'article 5.

# TITRE II

## Attentats contre les particuliers

### CHAPITRE PREMIER.

### Attentats contre les personnes

#### SECTION Ire.

#### Homicide

§ 1er. — HOMICIDE INTENTIONNEL.

**201.** Est puni de mort celui qui commet volontairement et avec préméditation un homicide par quelque moyen que ce soit. — C. P. 202, 217 ; PÉN. FR. 295 et suiv.

**202.** La préméditation consiste dans le dessein, formé avant l'action, d'attenter à la personne d'autrui. — C. P. 201, 208 ; PÉN. FR. 297.

**203.** Le parricide est puni de mort.

Est qualifié parricide le meurtre du père, de la mère ou de tout autre ascendant. — PÉN. FR. 299.

**204.** L'homicide volontaire est puni de mort lorsqu'il a précédé, accompagné ou suivi une autre infraction emportant la peine des travaux forcés ou celle de l'emprisonnement ou lorsqu'il a eu pour objet soit de préparer, faciliter ou exécuter cette infraction, soit de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité de ses auteurs ou complices. — PÉN. FR. 304.

**205.** Dans tous les cas non prévus par les articles ci-dessus, le coupable de meurtre est puni des travaux forcés à perpétuité. — PÉN. FR. 304.

**206.** Est puni de cinq ans d'emprisonnement celui qui, sciemment, aide à un suicide.

**207.** Est puni de cinq ans d'emprisonnement le meurtre commis par l'époux sur son épouse ou sur le complice au moment où il les surprend en flagrant délit d'adultère. — C. P. 236 ; PÉN. FR. 324.

**208.** Si les coups portés ou les blessures faites volontairement mais sans intention de donner la mort l'ont pourtant occasionnée, le coupable est puni de vingt ans de travaux forcés.

En cas de préméditation, la peine est celle des travaux forcés à perpétuité. — C. P. 202.

**209.** Les individus qui ont participé à une rixe au cours de laquelle ont été exercées des violences ayant entraîné la mort dans les conditions prévues à l'article précédent encourent, pour ce seul fait, un emprisonnement de deux ans, sans préjudice des peines portées contre l'auteur des violences.

**210.** Est puni des travaux forcés à perpétuité le père qui commet un homicide volontaire sur la personne de son enfant. — PÉN. FR. 300.

**211.** L'infanticide est le meurtre commis par la mère sur son enfant à sa naissance ou immédiatement après. L'infanticide est puni des travaux forcés pendant dix ans. — PÉN. FR. 302.

**212.** Encourt un emprisonnement de trois ans et une amende de 1.000 francs celui qui expose ou fait exposer, délaisse ou fait délaisser, avec l'intention de l'abandonner dans des circonstances telles que son salut dépend du hasard, un enfant ou un incapable hors d'état de se protéger lui-même.

La peine est de cinq ans d'emprisonnement et de 2.000 francs d'amende si le coupable est un ascendant ou une personne ayant autorité sur l'enfant ou sur l'incapable, ou en ayant la garde.

La tentative est punissable. — C. P. 213.

**213.** Si, par suite de l'abandon prévu à l'article précédent, l'enfant ou l'incapable est demeuré mutilé ou estropié, l'auteur est puni de dix ans de travaux forcés.

Si la mort s'en est suivie, il est puni des travaux forcés à perpétuité.

**214.** L'avortement obtenu de quelque manière que ce soit, soit par la femme, soit même avec son consentement, par un tiers ne rentrant pas dans l'une des catégories de personnes visées à l'alinéa suivant, est puni de cinq ans d'emprisonnement.

Est puni de dix ans de travaux forcés le médecin, le chirurgien, le pharmacien, la sage-femme, l'officier de santé convaincu d'avoir participé comme auteur ou complice à un avortement obtenu ou tenté. — C. P. 5 ; PÉN. FR. 317.

**215.** Quiconque, sans intention de donner la mort, administre volontairement à une personne des substances ou se livre sur elle à des pratiques ou manœuvres qui déterminent une maladie ou une incapacité de travail encourt les peines prévues pour les coups et blessures, suivant les distinctions des articles 218 et 219 du présent Code.

La peine est celle des travaux forcés à perpétuité si la mort s'en est suivie. — PÉN. FR. 317.

**216.** Nonobstant les dispositions qui précédent, dans tous les cas d'homicide commis par un musulman sur un autre musulman, nous nous réservons de faire, à la demande des ayants-droit, application de la loi du Chara.

### § 2. — HOMICIDE INVOLONTAIRE

**217.** — L'homicide involontaire commis ou causé par maladresse, imprudence, négligence, inattention ou inobservation des règlements est puni d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 600 francs. — C. P. 48, 119, 201 ; PÉN. FR. 319.

## SECTION II

### Violences, menaces

**218.** Tout individu qui, volontairement, fait des blessures ou porte des coups ou commet toute autre violence ou voie de fait, ne rentrant pas dans les prévisions de l'article 319, est puni d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 500 francs.

S'il y a eu préméditation, la peine est de cinq ans de prison et de 1.000 francs d'amende.

La tentative est punissable.

Si le coupable est un descendant de la victime, la peine est de dix ans de prison.

Le désistement de l'ascendant victime des sévices arrête les poursuites ou l'effet de la condamnation si les violences ou voies de fait n'occasionnent ni maladie, ni incapacité de travail. — C. P. 119, 215 ; PÉN. FR. 309.

**219.** — Quand les violences ci-dessus exprimées ont été suivies de mutilation. perte de l'usage d'un membre, défiguration, infirmité ou maladie permanente, le coupable est puni des travaux forcés pendant dix ans.

Si le coupable est un descendant de la victime, la peine est portée à vingt ans, même en cas de désistement. — C. P. 210 ; PÉN. FR. 309.

**220.** Les individus ayant participé à une rixe au cours de laquelle ont été portés des coups et blessures de la nature de ceux prévus aux articles 218 et 219, encourent un emprisonnement d'un an pour ce seul fait et sans préjudice des peines prévues auxdits articles contre l'auteur des coups.

**221.** La castration est punie de vingt ans de travaux forcés.

Si la mort s'en est suivie, la peine est celle des travaux forcés à perpétuité. — PÉN. FR. 316.

**222.** Est puni de l'emprisonnement pendant deux ans et d'une amende de 1.000 francs celui qui, par écrit, menace autrui d'un attentat qui serait punissable de la peine de mort, des travaux forcés ou de l'emprisonnement pendant cinq ans.

Si les menaces sont faites avec ordre ou sous condition, quand bien même elles seraient verbales, la peine d'emprisonnement est de cinq ans. — PÉN. FR. 305.

**223.** Celui qui menace autrui à l'aide d'une arme, même sans avoir l'intention d'en faire usage, est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 500 francs.

**224.** Est puni de cinq ans de prison et d'une amende de 500 francs quiconque maltraite habituellement un enfant ou tout autre incapable de l'un ou de l'autre sexe, placé sous son autorité ou sa surveillance, sans préjudice, s'il y a lieu, des peines plus graves prévues pour les violences et voies de fait.

Est considéré comme mauvais traitement tombant sous l'application du paragraphe précédent, la privation habituelle d'aliments ou de soins. — C. P. 218 et suiv.; PÉN. FR. 312.

**225.** Celui qui, par maladresse, impéritie, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, détermine des lésions corporelles à autrui ou en est la cause involontaire, est puni d'un emprisonnement de six mois et d'une amende de 500 trancs. — C. P. 48; PÉN. FR. 320

## SECTION III

### Attentats aux mœurs

#### § 1er — OUTRAGE PUBLIC A LA PUDEUR

**226.** L'outrage à la pudeur commis publiquement et intentionnellement est puni d'un emprisonnement de six mois et d'une amende de 200 francs. — PÉN. FR. 330.

#### § 2. — ATTENTAT A LA PUDEUR

**227.** L'attentat à la pudeur commis sans violence sur la personne d'un enfant impubère de l'un ou l'autre sexe est puni de l'emprisonnement pendant cinq ans.

La tentative est punissable. — C. P. 229, 230 ; PÉN. FR. 331.

**228.** Quiconque commet sur une personne de l'un ou l'autre sexe, sans son consentement, un attentat à la pudeur, est puni des travaux forcés pendant cinq ans.

Cette peine est portée à dix ans si la victime est impubère. — C. P. 229, 230 ; PÉN. FR. 332.

**229.** Si les coupables d'attentat à la pudeur sont des ascendants de la victime, s'ils ont autorité sur elle, s'ils sont ses instituteurs, ses serviteurs, ses médecin, chirurgien, dentiste, ou si l'attentat a été commis avec l'aide de plusieurs personnes, la peine est celle des travaux forcés pendant dix ans dans le cas de l'article 227 et du premier paragraphe de l'article 228 ; elle est de vingt ans de travaux forcés si la victime est impubère. — PÉN. FR. 333.

**230.** — La sodomie, si elle ne rentre dans aucun des cas prévus aux articles précédents, est punie de l'emprisonnement pendant trois ans.

### § 3. — EXCITATION A LA DÉBAUCHE.

**231** Est puni d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 5.000 francs, quiconque a excité, favorisé ou facilité habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe. — PÉN. FR. 334.

**232.** Est puni des mêmes peines :

1° quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou une fille en vue de la débauche ;

2° quiconque a retenu contre son gré, même pour cause de dettes contractées, une personne dans une maison de débauche ou l'a contrainte à se livrer à la prostitution. — PÉN. FR. 334.

**233.** Si les infractions prévues aus deux articles précédents ont été commises par les ascendants, par le mari de la victime ou toute personne ayant autorité sur elle, la peine d'emprisonnement est de cinq ans. — PÉN. FR. 334.

**234.** Quiconque est convaincu de tirer tout ou partie de ses moyens d'existence de la prostitution d'autrui est puni d'un emprisonnement de trois ans.

**235.** Dans tous les cas prévus aux articles 227 à 234, les coupables pourront être condamnés à tout ou partie des peines accessoires édictées par l'article 5. — PÉN. FR. 335.

### § 4. — ADULTÈRE.

**236.** L'adultère de la femme est puni d'un emprisonnement de cinq ans. Il ne peut être poursuivi qu'à la demande du mari, qui reste le maître d'arrêter les poursuites ou l'effet de la condamnation.

Le complice de la femme est puni de la même peine et d'une amende de 1.000 francs. — C. P. 207 ; PÉN. FR. 337.

### § 5. — ENLÈVEMENT.

**237.** Quiconque, par fraude, violences ou menaces, enlève un individu, le détourne ou le déplace des lieux où il a été mis par ceux à l'autorité ou à la direction desquels il était soumis ou confié, est puni d'un emprisonnement de trois ans.

Si la personne enlevée ou détournée est un impubère, une fille ou une femme mariée, l'emprisonnement est porté à cinq ans.

La tentative est punissable dans les différents cas prévus par le présent article. — PÉN. FR. 354 et suiv.

**238.** Quiconque, sans fraude, violence, ni menace, détourne ou déplace un individu des lieux où il a été mis par ceux à l'autorité ou à la direction desquels il est soumis ou confié, est puni de deux ans d'emprisonnement si la personne enlevée est impubère, et d'un an de la même peine si elle est pubère.

La tentative est punissable.

**239.** Le mariage du ravisseur avec la fille qu'il a enlevée arrête les poursuites ou les effets de la condamnation. — PÉN. FR. 357.

**240.** Est puni, suivant les cas, des peines prévues à l'article 237, celui qui, sciemment, cache ou soustrait aux recherches un individu, pubère ou impubère, qui a été enlevé ou qui se dérobe à l'autorité à laquelle il est soumis légalement. — PÉN. FR. 357.

## SECTION IV.

### Faux témoignage

**241.** Le témoin qui, dans une affaire pénale, altère sciemment la vérité soit contre l'accusé, soit en sa faveur, est puni de la peine prévue pour l'infraction poursuivie, sans toutefois que cette peine puisse excéder celle des travaux forcés pendant vingt ans.

De plus, il est passible d'une amende de 1.000 francs. — PÉN. FR. 361, 362.

**242.** N'est pas punissable, sauf le cas où il a été mû par dons ou promesses, le faux témoin qui, avant que le tiers faussement accusé n'ait subi un préjudice et avant d'être poursuivi, s'est rétracté devant l'autorité compétente.

**243.** En matière civile, celui qui s'est volontairement rendu coupable de faux témoignage ou de faux serment est puni de l'emprisonnement pendant 5 ans et d'une amende de 1.000 francs.

Toutefois, le coupable qui s'est rétracté avant le jugement du litige n'est punissable que s'il a été mû par dons ou promesses. — PÉN. FR. 363.

**244.** Quiconque suborne un témoin ou le contraint à faire un faux témoignage est puni des mêmes peines que le faux témoin. — PÉN. FR. 365.

## SECTION V.

### Atteinte à l'honneur ou à la réputation des personnes

**245.** Il y a diffamation dans toute allégation ou imputation publique d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération d'une personne ou d'un corps constitué.

La preuve du fait diffamatoire est autorisée dans les cas prévus par l'art. 35 de notre décret du 14 octobre 1884 sur la presse.

**246.** Il y a calomnie :

1° lorsque le fait diffamatoire a été judiciairement déclaré non établi ;

2° lorsque le prévenu ne peut rapporter la preuve dudit fait dans le cas où la loi l'y autorise.

La calomnie est punissable même si les imputations ont été faites par écrits non rendus publics, mais adressés ou communiqués à deux ou plusieurs personnes.

**247.** Est puni d'un emprisonnement de six mois et d'une amende de 1.000 francs celui qui se rend coupable de diffamation.

Est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 2.000 francs celui qui se rend coupable de calomnie. — D. 14 octobre 1884, art. 35 (presse).

**248.** Quiconque accuse mensongèrement, devant une autorité administrative ou judiciaire, un individu d'avoir commis un acte punissable, ou dénonce faussement à ses supérieurs hiérarchiques un fonctionnaire public comme ayant manqué à son devoir, est puni, d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 3.000 francs.

La dénonciation calomnieuse n'est punissable qu'autant qu'une décision de l'autorité soit administrative, soit judiciaire, a constaté la fausseté des faits dénoncés. — PÉN. FR. 373.

**249.** Le fait que les écrits imprimés ou images qui font l'objet de la poursuite ne sont que la reproduction de publications faites en Tunisie ou hors de Tunisie ne peut être retenu comme excuse.

## SECTION VI.

### Atteinte à la liberté individuelle

**250.** Sont punis de la peine de dix ans de prison et d'une amende de 2.000 francs :
1° ceux qui, sans ordre des autorités publiques et hors les cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, ont arrêté, détenu ou séquestré une personne quelconque ;
2° ceux qui ont prêté un lieu pour exécuter la détention ou la séquestration. — PÉN. FR. 341.

**251.** La peine est réduite à un emprisonnement de cinq ans et à une amende de 500 francs si, avant toute poursuite, les coupables de détention ou de séquestration arbitraire ont rendu la liberté à la personne arrêtée, détenue ou séquestrée.
La peine est réduite à un an d'emprisonnement et à une amende de 500 francs si la détention ou la séquestration n'a pas duré plus de vingt-quatre heures. — PÉN. FR. 343.

**252.** Si la séquestration a été accompagnée de coups, tortures physiques, menaces de mort, privation d'aliments ou de vêtements, si la personne séquestrée a été attachée d'une façon continue ou à plusieurs reprises, la peine est celle des travaux forcés pendant dix ans. — PÉN. FR. 344.

## SECTION VII.

### Détournement de correspondance : révélation de secrets

**253.** Celui qui, sans y être autorisé, divulgue le contenu d'une lettre, d'un télégramme ou de tout autre document appartenant à autrui, est puni de l'emprisonnement pendant trois mois.

**254.** Celui qui, sans y être autorisé par les intéressés ou obligé par la loi, révèle un secret dont il était dépositaire à raison de son état, de sa profession ou de ses fonctions, est puni d'un emprisonnement de six mois et d'une amende de 500 francs. — PÉN. FR. 378.

# CHAPITRE II.

# Attentats contre la propriété

## SECTION Ire.

### Violation de la propriété et du domicile

**255.** Quiconque, par la force, dépossède autrui d'une propriété immobilière est puni d'un emprisonnement de trois mois et d'une amende de 500 francs, sans préjudice des peines plus graves qui seraient encourues pour attroupement armé, port d'armes, menaces, violences, voies de fait et toutes autres infractions.
La tentative est punissable.

**256.** Celui qui, contre le gré du propriétaire, pénètre ou demeure dans un lieu servant à l'habitation est puni d'un emprisonnement de trois mois.
La tentative est punissable. — C. P. 267.

**257.** Si les infractions prévues aux deux articles précédents ont été commises pendant la nuit, la peine est de six mois de prison.
Si elles ont été commises à l'aide d'escalade ou d'effraction ou en réunion de plusieurs personnes, ou si un ou plusieurs des coupables étaient porteurs d'armes, la peine est de deux ans d'emprisonnement.
La tentative est punissable. — C. P. 270 et suiv.

## SECTION II.

### Vols et autres faits assimilés

**258.** Quiconque soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol.

Est assimilée au vol l'utilisation frauduleuse d'eau, de gaz, d'électricité au détriment des concessionnaires. — PÉN. FR. 379.

**259.** Les infractions prévues à la présente section sont poursuivies, même si la victime demeure inconnue.

**260.** Est puni des travaux forcés à perpétuité le vol commis avec la réunion des cinq circonstances suivantes :

1° à l'aide de violences graves ou de menaces de violences graves envers la victime ou ses proches ;

2° à l'aide d'escalade ou d'ouverture souterraine, d'effraction ou de fausses clefs, ou de bris des scellés, dans un lieu habitué, ou en prenant le titre ou l'uniforme d'un fonctionnaire public ou en alléguant un faux ordre de l'autorité ;

3° la nuit ;

4° par plusieurs auteurs ;

5° les coupables ou l'un d'eux étant porteurs d'armes apparentes ou cachées. — C. P. 267 et suiv. ; PÉN. FR. 381.

**261.** Est puni de vingt ans de travaux forcés le vol commis à l'aide de l'une des deux premières circonstances prévues à l'article précédent.

**262.** Est puni de dix ans de travaux forcés, le vol commis avec la réunion des trois dernières circonstances prévues à l'article 260.

**263.** Est puni de dix ans de prison :

1° le vol commis au cours d'un incendie, ou après une explosion, une inondation, un naufrage, un accident de chemin de fer, une révolte, une émeute, ou tout autre trouble ;

2° le vol commis par des hôteliers, fondoukiers, logeurs en garni, tenanciers de cafés ou d'établissements ouverts au public ;

3° le vol commis par l'employé, le serviteur au préjudice de son patron, de son maître ou de la personne qui se trouve dans la maison de son patron ou de son maître ;

4° le vol commis par celui qui travaille habituellement dans l'habitation où il a volé. — PÉN. FR. 386.

**264.** Pour tous les autres vols, larcins, filouteries non punis par les articles qui précèdent, la peine est de cinq ans de prison et d'une amende de 500 francs.

La tentative est punissable. — PÉN. FR. 401.

**265.** Tout individu coupable de vol peut être condamné aux peines accessoires prévues par l'article 5 du présent Code.

**266.** Ne constitue pas un vol la soustraction commise par les ascendants au préjudice de leurs enfants, à moins que l'objet soustrait n'appartienne pour partie à un tiers ou qu'il n'ait été saisi.

Cette disposition n'est pas applicable aux tiers, auteurs principaux ou complices. — PÉN. FR. 380.

**267.** On entend par lieu habité tout bâtiment, bateau, tente ou enclos servant à l'habitation de l'homme.

Le lieu est réputé habité, au sens de l'article 260, même s'il n'est pas occupé au moment de l'infraction. — PÉN. FR. 390.

**268.** Sont également réputés lieux habités, les cours, basses-cours, écuries, édifices attenant à l'une des habitations spécifiées à l'article précédent, quand même ils auraient une clôture particulière dans la clôture ou enceinte générale. — PÉN. FR. 390.

**269.** Est réputé parc ou enclos tout terrain environné de fossés, de pieux, de claies, de planches, de haies vives ou sèches ou de murs de quelque espèce de matériaux que ce soit, quelles que soient la hauteur, la profondeur, la vétusté, la dégradation de ces diverses clôtures, quand même il n'y aurait pas de portes fermant à clef ou autrement, ou quand même la porte serait à claire-voie et ouverte habituellement.

Les parcs mobiles destinés à contenir du bétail dans la campagne, de quelque manière qu'ils soient faits, sont aussi réputés enclos. — PÉN. FR. 391.

**270.** Sont considérés comme armes, au sens de l'article 260, tous instruments fabriqués pour l'attaque ou la défense des personnes.

Sont également considérés comme armes les bâtons, rasoirs, couteaux de poche et tous autres instruments susceptibles de faire des blessures dont le coupable aura fait usage pour commettre le vol.

**271.** Est qualifié effraction tout forcement, rupture, dégradation, démolition, enlèvement de murs, toits, planchers, portes, fenêtres, serrures, cadenas ou autres instruments servant à fermer ou à empêcher le passage, et de toute espèce de clôture, quelle qu'elle soit, soit à l'extérieur, soit à l'intérieur des habitations, cours, basses-cours, enclos ou dépendances.

Est également qualifié effraction le forcement des armoires, coffres ou autres meubles fermés.

Est compris dans la classe des effractions le simple enlèvement des caisses, boîtes, ballots sous toile et corde et autres meubles fermés qui contiennent des effets quelconques bien que l'effraction n'ait pas été faite sur le lieu. — PÉN. FR. 393.

**272.** Est qualifiée escalade toute entrée dans les maisons, bâtiments, cours, basses-cours, édifices quelconques, jardins, parcs et enclos, exécutée par dessus les murs, portes, toitures ou toute autre clôture. — PÉN. FR. 397.

**273.** Sont qualifiés fausses clefs les crochets, clefs imitées, contrefaites ou altérées, ou qui n'ont pas été destinées par le propriétaire ou locataire aux fermetures quelconques auxquelles le malfaiteur les a employées.

Est considérée comme fausse clef la véritable clef indûment détenue par le coupable. — PÉN. FR. 398.

**274.** Quiconque contrefait ou altère des clefs, ou confectionne un instrument qu'il sait destiné à un vol, est puni de deux ans de prison et d'une amende de 150 francs.

Si le coupable est un serrurier de profession, la peine est de cinq ans de prison et 500 francs d'amende, le tout sans préjudice de plus fortes peines, s'il échet, en cas de complicité. — C. P. 32 et suiv. ; PÉN. FR. 399.

**275.** Est puni de deux mois de prison le serrurier ou tout autre ouvrier qui vend ou remet à une personne, sans s'être assuré de sa qualité, des crochets destinés à l'effraction, ou qui fabrique, pour celui qui n'est ni le propriétaire du lieu ou de l'objet auquel elles sont destinées, ni le représentant du propriétaire connu dudit ouvrier, des clefs, de quelque espèce qu'elles soient, d'après des empreintes de cire ou d'autres moules ou modèles.

La peine est d'un mois de prison contre les mêmes personnes si elles ouvrent des serrures sans s'être préalablement assurées de la qualité de celui qui les requiert.

**276.** Est puni de six mois de prison celui qui, ayant été précédemment condamné à une peine corporelle pour un attentat contre la propriété, est trouvé en possession de numéraire, valeurs ou objets non en rapport avec sa condition et de la légitime provenance desquels il ne peut justifier.

Celui qui, sans pouvoir justifier de leur légitime destination actuelle, est trouvé en possession d'instruments de nature à ouvrir ou à forcer des serrures, est puni d'un an de prison.

Le numéraire, les valeurs, objets ou instruments sont confisqués.

**277.** Est puni d'un emprisonnement de six mois et d'une amende égale au quart des

restitutions le co-héritier ou le prétendant droit à une succession qui, frauduleusement, dispose, avant le partage, de l'hérédité en totalité ou en partie.

La même peine est applicable au co-propriétaire ou à l'associé qui, frauduleusement, dispose des choses communes ou du fonds social. — C. P. 27.

**278.** Le saisi qui détruit, détourne ou tente de détruire ou de détourner des objets saisis et confiés à sa garde est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 1.000 francs.

Il est puni de cinq ans de prison et d'une amende de 2.000 francs si la garde des objets saisis qu'il a détruits ot détournés, ou tenté de détruire ou détourner, avait été confiée à un tiers. — PÉN. FR. 400.

**279.** Est puni des peines prévues au dernier paragraphe de l'article précédent tout débiteur, emprunteur ou tiers donneur de gage qui détourne ou détruit frauduleusement un objet engagé dont il est propriétaire.

La tentative est punissable. — PÉN. FR. 400.

**280.** Celui qui, ayant trouvé fortuitement une chose mobilière, se l'approprie sans en avertir l'autorité locale de police ou le propriétaire est puni de deux ans d'emprisonnement.

Il en est de même de quiconque s'approprie frauduleusement une chose parvenue en sa possession par erreur ou par hasard.

**281.** Est puni d'une amende de 300 francs celui qui ayant trouvé un trésor, même sur sa propriété, s'abstient d'en aviser l'autorité publique dans la quinzaine de la découverte.

Est puni de deux mois d'emprisonnement et de 500 francs d'amende, tout inventeur qui, ayant ou non avisé l'autorité publique, s'approprie le trésor, en tout ou en partie, sans avoir été envoyé en possession par le Président du tribunal.

**282.** Quiconque, sachant qu'il est dans l'impossibilité de payer, se fait servir des boissons ou des aliments, ou se fait héberger dans un établissement à ce destiné, est puni d'un emprisonnement de six mois et d'une amende de 200 francs. — PÉN. FR. 401.

## SECTION III

### Extorsion, chantage, usurpation, banqueroute

**283.** Quiconque, par la force, la violence, la contrainte ou la menace écrite ou verbale, même exercée vis-à-vis d'un tiers, extorque la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, est puni de vingt ans de travaux forcés. — PÉN. FR. 400.

**284.** Quiconque, à l'aide de la menace écrite ou verbale, de révélations ou d'imputations susceptibles de nuire, extorque ou tente d'extorquer soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou la remise des pièces énumérées à l'article précédent, est puni d'un emprissnnement de cinq ans et d'une amende de 3.000 francs. — PÉN. FR. 400.

**285.** Les individus coupables d'extorsion ou de chantage peuvent être condamnés aux peines accessoires prévues par l'article 5 du présent Code.

**286.** Quiconque, pour prendre possession de tout ou partie de la chose immobilière d'autrui, en enlève, déplace, supprime ou modifie soit les bornes, soit les limites naturelles ou faites de main d'homme, est puni de l'emprisonnement pendant un an et d'une amende de 500 francs.

Encourt la même peine celui qui, sans droit, s'approprie les eaux publiques ou privées.

Si le fait est commis à l'aide de violences ou de menaces envers les personnes, la peine est, pour ce seul fait, de deux ans de prison et d'une amende de 1.000 francs, sans préjudice des peines prévues pour les attentats contre les personnes, s'il y a lieu.

La tentative est punissable. — D. 3 juin 1891 (destruction de bornes) ; 15 décembre 1896, art. 28 (police rurale) ; C. P. 287 ; PÉN. FR. 389, 456.

**287.** Dans le cas prévu à l'article 286, si l'inculpé excipe d'un droit de propriété ou d'un autre droit réel, le tribunal apprécie, s'il y a lieu, en ce qui concerne les faits autres que les violences, à renvoi devant la juridiction compétente.

L'exception ne peut être soulevée par le prévenu que si elle est basée soit sur un titre apparent, soit sur des faits de possession équivalents et articulés avec précision, et que si le titre produit ou les faits articulés sont de nature, dans le cas où ils seraient reconnus par l'autorité compétente, à ôter aux faits poursuivis tout caractère d'infraction.

**288.** Est puni de cinq ans de prison tout commerçant qui, en état de cessation de paiements ou condamné à payer une dette, a, depuis l'échéance de cette dette :

1° dissimulé, détourné, vendu au-dessous de leur valeur ou donné des objets dépendant de son actif, fait remise d'une créance ou acquitté une dette fictive ;

2° reconnu comme réelles des dettes ou obligations en tout ou en partie fictives ;

3° avantagé l'un de ses créanciers au détriment des autres.

La tentative est punissable.

**289.** Est puni de l'emprisonnement pendant deux ans celui qui, dans l'intérêt du débiteur commerçant, recèle sciemment les objets dépendant de l'actif de ce dernier ou se prévaut d'une créance fictive.

**290.** Est puni de l'emprisonnement pendant deux ans le commerçant qui s'est réduit à l'insolvabilité par sa prodigalité ou par des spéculations hasardeuses ne rentrant pas dans le cercle ordinaire de ses opérations.

## SECTION IV.

### Escroquerie et autres tromperies

**291.** Est puni d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 3.000 francs, quiconque, soit en faisant usage de faux nom ou de fausses qualités, soit en employant des ruses ou artifices propres à persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou à faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, se fait remettre ou délivrer, ou tente de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges et a, par un de ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer tout ou partie de la fortune d'autrui. — PÉN. FR. 405.

**292.** Est assimilé à l'escroquerie et puni des peines prévues à l'article précédent le fait :

1° de vendre, hypothéquer, mettre en gage ou louer des biens dont on n'a pas le droit de disposer, et spécialement, les biens habous ;

2° de vendre, hypothéquer, mettre en gage ou louer des biens déjà vendus, hypothéqués, donnés en location ou mis en gage.

**293.** Est puni des peines prévues à l'article 290 quiconque, de mauvaise foi, poursuit le recouvrement d'une dette éteinte par le paiement ou par le renouvellement.

**294.** Est puni de six mois d'emprisonnement et d'une amende de 3.000 francs celui qui trompe intentionnellement l'acheteur en lui livrant un objet autre que la chose certaine et déterminée qu'il avait acquise.

Il en est de même de quiconque, par des manœuvres frauduleuses, trompe l'acheteur sur la nature, la quantité ou la qualité de l'objet livré.

Le tout sans préjudice, s'il y a lieu, des dispositions spéciales sur la matière au cas où les denrées seraient falsifiées ou impropres à la consommation. — D. 27 janvier 1897 (denrées, engrais, amendements) ; 18 février 1899 (interdiction de la saccharine) ; 19 octobre 1911 (laines et céréales), 20 octobre 1919 (fraudes).

**295.** Est puni des peines prévues à l'article 291 celui qui détermine un de nos sujets à émigrer en le trompant par l'allégation de faits inexistants ou par de fausses informations.

**296.** Est puni des peines prévues à l'article 291 :

1° celui qui, prétendant mensongèrement connaître le lieu où se trouvent des objets ou des animaux égarés ou volés, se fait remettre ou tente de se faire remettre une somme d'argent sous promesse de les faire retrouver ou de les ramener ;

2° celui qui pratique habituellement et notoirement la bechara.

## SECTION V.

### Abus de confiance : appropriations illégitimes

**297.** Est puni de l'emprisonnement pendant trois ans et d'une amende de 1.000 francs celui qui détourne ou dissipe, tente de détourner ou dissiper au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui ont été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage, ou pour un travail déterminé, salarié ou non salarié, à charge de les rendre ou représenter ou d'en faire un emploi déterminé.

La peine est de dix ans d'emprisonnement lorsque le coupable est soit mandataire, employé, ouvrier ou serviteur du possesseur de l'objet détourné, soit tuteur, curateur, séquestre, administrateur judiciaire, soit administrateur ou employé d'une fondation pieuse. — PÉN. FR. 408.

**298.** Est puni d'un emprisonnement de six mois et d'une amende de 300 francs celui qui, s'étant fait remettre des avances en vue de l'exécution d'un contrat, refuse sans motif légitime d'exécuter ce contrat ou de rembourser les avances.

**299.** Est puni d'un emprisonnement de trois mois et d'une amende de 300 francs celui qui, après avoir produit dans une contestation administrative ou judiciaire des titres, pièces ou mémoires, les soustrait ou les détourne frauduleusement.

La tentative est punissable. — PÉN. FR. 409.

**300.** Quiconque, abusant d'un blanc-seing qui lui a été confié, écrit frauduleusement au-dessus une obligation ou décharge ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire, est puni d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 3.000 francs.

Dans le cas où le blanc-seing ne lui avait pas été confié, il est poursuivi comme faussaire et puni comme tel. — PÉN. FR. 407.

**301.** Est puni de trois ans de prison et de 500 francs d'amende celui qui abuse de l'inexpérience, de la légèreté ou des besoins d'une personne ne disposant pas de ses biens pour la déterminer à souscrire, sans avantage correspondant, une obligation pécuniaire ou tout autre acte engageant ses biens.

La peine est élevée à cinq ans d'emprisonnement et 1.000 francs d'amende si la victime est placée sous la surveillance ou l'autorité du coupable.

La tentative est punissable. — PÉN. FR. 406.

**302.** Tout individu coupable de l'une des infractions prévues aux sections IV et V du présent chapitre peut être condamné aux peines accessoires prévues à l'article 5 du présent Code.

## SECTION VI.

### Entrave à la liberté des enchères

**303.** Est puni de l'emprisonnement pendant trois mois et d'une amende de 500 francs, celui qui, dans les adjudications de la propriété, de l'usufruit, de la location, de l'enzel ou d'autres droits analogues relatifs à des choses mobilières ou immobilières, d'une entreprise, d'une fourniture, d'une exploitation ou d'un service quelconque, entrave ou trouble la liberté des enchères ou des offres par voies de fait, violences, menaces ou tapage, soit avant, soit pendant les enchères.

La peine d'amende est portée à 5.000 francs contre ceux qui, par dons ou promesses, ont écarté des enchérisseurs. — PÉN. FR. 412.

## SECTION VII.

### Dommages divers à la propriété d'autrui

**304.** Quiconque, volontairement et autrement que par explosion et incendie, cause un dommage à la propriété mobilière ou immobilière d'autrui, est puni de l'emprisonnement pendant six mois et d'une amende de 500 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application du décret du 15 décembre 1896.

Si les détériorations sont de nature à compromettre la solidité ou l'existence de la chose, la peine est d'un an de prison et de 1.000 francs d'amende.

La tentative est punissable. — C. P. 305, 306.

**305.** Les pénalités prévues à l'article précédent sont portées au double lorsque le dommage a été causé par vengeance :

1° contre un fonctionnaire public ou assimilé à raison d'un acte de ses fonctions ;

2° contre un témoin à raison de sa déposition. — C. P. 82.

**306.** Si la dégradation ou la destruction est commise au moyen d'un engin explosif, la peine encourue est celle de vingt ans de travaux forcés, sans préjudice des peines de l'homicide, si ladite dégradation ou destructionn a déterminé mort d'homme.

Le simple dépôt, dans une intention criminelle, sur la voie publique ou dans un lieu habité, d'un engin explosif est puni de dix ans de travaux forcés. — PÉN. FR. 435.

## SECTION VIII.

### Incendie

**307.** Est puni de la peine des travaux forcés à perpétuité quiconque met volontairement le feu à des édifices publics ou privés, à des navires, bateaux, magasins, chantiers, habités ou servant à l'habitation, ainsi qu'aux wagons ou voitures contenant des personnes, qu'ils appartiennent ou non à l'auteur de l'incendie,

Si l'incendie a déterminé mort d'homme, la peine est celle de l'homicide. C. P. 201 et suiv., 267 et suivant, ; PÉN. FR. 434.

**308.** Si les bâtiments incendiés n'étaient pas habités ou ne servaient pas à l'habitation, la peine encourue est celle de vingt ans de travaux forcés ; elle est réduite à dix ans si l'auteur du crime est propriétaire du bâtiment incendié. — PÉN. FR. 434.

**309.** Est puni d'un emprisonnement de trois mois et d'une amende de 500 francs celui qui, par maladresse, imprudence, inattention. négligence ou inobservation des règlements, détermine un incendie sur les propriétés mobilières ou immobilières d'autrui, sans préjudice des dispositions spéciales du décret dn 25 décembre 1903 relatif aux incendies des forêts. — D. 15 décembre 1896, art. 29 (police rurale) ; PÉN. FR. 458.

## CHAPITRE III

### Infractions intéressant la santé publique

**310.** Est puni de l'emprisonnement pendant un an celui qui dépose sciemment des substances nuisibles ou vénéneuses dans toute eau servant à la boisson de l'homme ou des animaux, sans préjudice de l'application, s'il y a lieu, des dispositions des articles 215, 218 et 219 du présent Code et du décret dn 15 décembre 1896.

La tentative est punissable.

**311.** Si l'infraction prévue à l'article précédent a été commise sans intention de nuire, la peine est de deux mois d'emprisonnement sans préjudice de l'application des dispositions des articles 217 et 225 du présent Code.

**312.** Est puni de l'emprisonnement pendant six mois et d'une amende de 500 francs celui qui contrevient aux interdictions et mesures de prophylaxie ou de surveillance prises en temps d'épidémie. — D. 16 février 1909 (fièvre jaune, choléra, peste).

# LIVRE III

## Contraventions (Moukhâlafat)(1)

## SECTION Ire.

### Dispositions Générales

**313.** Les auteurs des infractions prévues au présent livre sont punissables indépendamment de toute intention de nuire ou de contrevenir à la loi. — C. P. 35, 37, 48.

**314.** La contrainte par corps est applicable aux infractions prévues au présent livre. — C. P. 17, 18 ; PÉN. FR. 467.

## SECTION II.

### Infractions relatives à l'autorité publique

**315.** Sont punis de quinze jours de prison et de 20 francs d'amende :

1° ceux qui ne se conforment pas aux prescriptions des règlements et arrêtés pris par l'autorité compétente ;

2° ceux qui, légalement requis, refusent de donner leur nom et leur adresse, ou donnent des noms ou adresses inexacts ;

3° ceux qui, sans commettre l'infraction prévue par l'article 126 du présent Code ont troublé l'exercice de la justice à l'audience ou en tout autre lieu ;

4° ceux qui vendent les denrées ou aliments au-dessus des prix fixés par l'autorité ;

5° ceux qui refusent l'entrée de leur domicile à un agent de l'autorité agissant en exécution de la loi.

## SECTION III.

### Infractions relatives à la sûreté ou à la tranquillité publiques

**316.** Sont passibles des mêmes peines :

1° ceux qui, en élevant, réparant ou démolissant une construction sur la voie publique, ne prennent pas les précautions nécessaires en vue d'éviter des accidents ;

---

(1) Pour les infractions prévues aux articles 313 et suivants, l'action publique et l'action civile se prescrivent par une année grégorienne, si dans cet intervalle il n'est pas intervenu de condamnation. D. 13 décembre 1916.

2° ceux qui, volontairement ou imprudemment, jettent sur la voie publique des objets de nature à blesser les passants par leur chute ou à souiller leurs vêtements ;

3° ceux qui, malgré la prohibition de l'autorité, tirent des coups de feu ou des pièces d'artifice dans des endroits publics ou sur la voie publique ;

4° ceux qui confient une arme à feu à une personne inexpérimentée ou ne jouissant pas de son entière responsabilité ;

5° ceux qui, sans nécessité, se présentent dans un lieu public porteurs d'une arme chargée ;

6° les auteurs ou complices de bruit ou de tapage de nature à troubler la tranquilité des habitants ;

7° ceux qui, dans un marché ou tout autre lieu habité, conduisent des chevaux ou véhicules à une allure excessive et dangereuse pour le public ;

8° ceux qui laissent divaguer ou errer des fous ou des animaux malfaisants ou dangereux ;

9° ceux qui excitent un chien à attaquer, ou qui ne l'empêchent pas d'attaquer des passants ;

10° ceux qui, sollicités d'acheter ou de prendre en gage des objets qu'ils savent être de provenance suspecte, n'avertissent pas sans retard l'autorité de police.

## SECTION IV.

### Infractions relatives à la morale publique

**317.** Sont passibles des mêmes peines :

1° ceux qui servent des boissons alcooliques à des musulmans ou à des personnes en état d'ivresse ;

2° ceux qui se trouvent sur la voie publique dans un état d'ivresse évidente ;

3° ceux qui exercent des mauvais traitements sur des animaux appartenant à des tiers, sans préjudice des dispositions des articles 25 et 26 du décret du 15 décembre 1896;

4° ceux qui exercent publiquement des mauvais traitements envers les animaux domestiques dont ils sont propriétaires ou dont la garde leur a été confiée.

En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement est toujours appliquée.

## SECTION V.

### Infractions relatives à l'hygiène publique

**318.** Sont passibles des mêmes peines ceux qui jettent ou déposent sur la voie publique des immondices, ordures, balayures, eaux ménagères, ou autres matières de nature à produire des exhalaisons incommodes ou insalubres ou à souiller la voie publique.

## SECTION VI.

### Infractions relatives aux personnes

**319.** Sont passibles des mêmes peines les auteurs de rixes et ceux qui se livrent à des voies de fait ou à des violences n'entraînant pour la santé d'autrui aucune conséquence sérieuse ou durable.

Toutefois, la correction infligée à un enfant par les personnes ayant autorité sur lui n'est pas punissable.

## SECTION VII.

### Infractions relatives aux biens

**320.** Sont passibles des mêmes peines :

1° ceux qui jettent des corps durs ou immondices sur les voitures, maisons, édifices et propriétés d'autrui ;

2° ceux qui placent ou abandonnent dans les cours d'eau ou dans les sources des matériaux ou autres objets pouvant les encombrer.

## SECTION VIII.

### Infractions relatives à la voie publique

**321.** Sont passibles des mêmes peines :

1° ceux qui, sans permission de l'autorité compétente, embarrassent la voie publique soit en y déposant ou en y laissant déposer des matériaux ou des objets quelconques qui empêchent la sûreté ou la liberté du passage, soit en y creusant des excavations ;

2° ceux qui, dans le cas où le dépôt a été permis, n'enlèvent pas les objets déposés dans le délai fixé par l'autorité, ou qui négligent d'éclairer des matériaux ou des objets qu'ils ont déposés sur la voie publique ou des excavations qu'ils y ont creusées ;

3° ceux qui éteignent les lumières destinées à faciliter la circulation sur la voie publique ou à éviter les accidents ;

4° ceux qui laissent leurs animaux endommager les chemins publics, les pelouses, les promenades, les quais, le tout sans préjudice des infractions et des peines prévues par nos décrets spéciaux.

# TABLE DES MATIÈRES

du

# CODE PÉNAL TUNISIEN


| | | |
|---|---|---|
| **LIVRE I. = Dispositions générales** | | 1 à 59 |
| CHAP. I. | Etendue des effets de la loi pénale | 1 — 4 |
| — II. | Des peines et de leur exécution | 5 — 31 |
| — III. | Des personnes punissables | 32 — 36 |
| — IV. | De la responsabilité pénale | 37 — 53 |
| *Sect.* I. | Absence de criminalité | 37 — 42 |
| — II. | Atténuation de criminalité | 43 — 46 |
| — III. | Aggravation de la criminalité. Récidive | 47 — 52 |
| — IV. | De l'application des peines | 53 |
| CHAP. V. | Du concours d'infractions et des peines | 54 — 58 |
| — VI. | De la tentative | 59 |
| **LIVRE II. = Infractions diverses ; leur punition** | | 60 à 312 |
| TITRE I. | Attentats contre la chose publique | 60 — 200 |
| CHAP. I. | Attentats contre la sûreté extérieure de l'Etat | 60 — 62 |
| — II. | Attentats contre la sûreté intérieure de l'Etat | 63 — 81 |
| — III. | Des infractions commises par les fonctionnaires publics ou assimilés dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions | 82 — 115 |
| *Sect.* I. | Dispositions générales | 82 |
| — II. | De la corruption | 83 — 94 |
| — III. | De la concussion | 95 — 98 |
| — IV. | Des détournements commis par les dépositaires publics | 99 — 100 |
| — V. | Abus d'autorité ; manquement aux devoirs d'une charge publique | 101 — 115 |
| CHAP. IV. | Attentats contre l'autorité publique commis par des particuliers | 116 — 200 |
| *Sect.* I. | Rébellion | 116 — 124 |
| — II. | Outrages et violences à fonctionnaire public ou assimilé | 125 — 130 |
| — III. | Association de malfaiteurs | 131 — 135 |
| — IV. | Entrave à la liberté du travail | 136 — 137 |
| — V. | Atteinte au commerce et à l'industrie | 138 — 141 |
| — VI. | De la simulation d'infraction | 142 |
| — VII. | Refus d'obtempérer à une réquisition légale | 143 — 145 |
| — VIII. | Evasion et recel de détenu | 146 — 149 |
| — IX. | Infraction à l'interdiction de séjour, à la surveillance administrative et au bannissement | 150 — 152 |
| — X. | Bris de scellés ; destruction de pièces à conviction | 153 — 158 |
| — XI. | Usurpation de titres ; port illégal de décorations | 159 |
| — XII. | Dégradation ou destruction de monuments ou d'objets | 160 — 164 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| *Sect.* XIII. | Entrave à l'exercice des cultes | 165 — | 166 |
| — XIV. | Infractions relatives aux sépultures | 167 — | 170 |
| — XV. | Mendicité | 171 | |
| — XVI. | Faux | 172 — | 178 |
| — XVII. | Contrefaçon, abus de sceau | 179 — | 184 |
| — XVIII. | Contrefaçon, altération de monnaies | 185 — | 192 |
| — XIX. | Fabrication et usage de faux passeports et autres pièces | 193 — | 200 |
| TITRE II. | Attentats contre les particuliers | 201 — | 312 |
| CHAP. I. | Attentats contre les personnes | 201 — | 254 |
| *Sect.* I. | Homicide | 201 — | 217 |
| § 1. | Homicide intentionnel | 201 — | 216 |
| 2. | Homicide involontaire | 217 | |
| *Sect.* II. | Violences, menaces | 218 — | 225 |
| — III. | Attentats aux mœurs | 226 — | 240 |
| § 1. | Outrage public à la pudeur | 226 | |
| 2. | Attentat à la pudeur | 227 — | 230 |
| 3. | Excitation à la débauche | 231 — | 235 |
| 4. | Adultère | 236 | |
| 5. | Enlèvement | 237 — | 240 |
| *Sect.* IV. | Faux témoignage | 241 — | 244 |
| — V. | Atteinte à l'honneur ou à la réputation des personnes | 245 — | 249 |
| — VI. | Atteinte à la liberté individuelle | 250 — | 252 |
| — VII. | Détournement de correspondance ; révélation de secrets | 253 — | 254 |
| CHAP. II. | Attentats contre la propriété | 255 — | 309 |
| *Sect.* I. | Violation de la propriété et du domicile | 255 — | 257 |
| — II. | Vols et autres faits assimilés | 258 — | 282 |
| — III. | Extorsion, chantage, usurpation, banqueroute | 283 — | 290 |
| — IV. | Escroquerie et autres tromperies | 291 — | 296 |
| — V. | Abus de confiance, appropriations illégitimes | 297 — | 302 |
| — VI. | Entrave à la liberté des enchères | 303 | |
| — VII. | Dommages divers à la propriété d'autrui | 304 — | 306 |
| — VIII. | Incendie | 307 — | 309 |
| CHAP. III. | Infractions intéressant la santé publique | 310 — | 312 |
| **LIVRE III. = Contraventions** | | 313 à | 321 |
| *Sect.* I. | Dispositions générales | 313 — | 314 |
| — II. | Infractions relatives à l'autorité publique | 315 | |
| — III. | Infractions relatives à la sûreté ou à la tranquillité publiques | 316 | |
| — IV. | Infractions relatives à la morale publique | 317 | |
| — V. | Infractions relatives à l'hygiène publique | 318 | |
| — VI. | Infractions relatives aux personnes | 319 | |
| — VII. | Infractions relatives aux biens | 320 | |
| — VIII. | Infractions relatives à la voie publique | 321 | |

# LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

## DE LA TUNISIE

## DANS L'ORDRE CHRONOLOGIQUE

### 4 juillet 1907

*Décret réglementant les sociétés coopératives agricoles* (1).

(J. O. 13 JUILLET 1907, 571)

Vu notre décret du 8 janvier 1904 et le décret du Président de la République française du 7 mai suivant, qui ont autorisé la Banque de l'Algérie à s'installer dans la Régence.

Vu la convention annexée à ces décrets, intervenue entre notre Directeur des Finances et le Directeur de la Banque, et aux termes de laquelle la Banque s'est engagée à verser au Trésor tunisien à titre de prêt, une somme de 1 million de francs en capital et en toute propriété, une redevance annuelle variable.

Vu notre décret du 25 mai 1905, qui a déterminé la condition juridique et le mode de fonctionnement des caisses locales et régionales de crédit agricole mutuel ;

Considérant que pour faciliter le développement et le succès de l'industrie agricole, il convient de doter la Régence de sociétés coopératives agricoles ;

Après nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français ;

ART. 1. Les sociétés coopératives agricoles peuvent se constituer librement, sans l'autorisation du Gouvernement.

Elles ont le caractère de sociétés commerciales. Elles sont soumises à toutes les dispositions de la loi française relatives aux sociétés de cette nature, non contraires à la législation locale et aux articles ci-après.

Elles ont la personnalité civile et peuvent ester en justice.

Elles ne peuvent posséder d'autres immeubles que ceux nécessaires à leur fonctionnement.

2. Peuvent faire partie d'une société coopérative agricole :

1° Les propriétaires de fonds ruraux situés dans la circonscription de la société, sans distinction entre les propriétaires faisant valoir leurs biens par autrui et ceux exploitant eux-mêmes ;

2° Les fermiers, métayers, régisseurs, gardes, horticulteurs, pépiniéristes, maraîchers, serviteurs, ouvriers et en général tous préposés ou employés à la culture de ces fonds ;

3° Les industriels, fabricants ou commerçants et en général toutes personnes qui, dans la circonscription, vendent ou achètent du matériel ou des produits agricoles ou exercent une profession connexe à celle de propriétaire rural ou d'agriculteur, ou concourent au placement de produits agricoles.

3. Les sociétés coopératives agricoles ont pour objet d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant, soit la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés, soit l'achat et la vente à leurs membres de tous produits ou matériels relatifs à l'agriculture, soit enfin l'exécution des travaux agricoles d'intérêt collectif (1).

(1) Dans la publication de ce décret au tome 1er les renvois faits à la législation du 25 mai 1905, pour les dispositions nombreuses qui lui ont ont été empruntées ayant rendu difficile la lecture du texte, il a paru préférable de procéder à sa réimpression.

(1) Escompte de leurs effets, D. 25 mai 1905.

Toutes autres opérations leur sont interdites.

**4.** Le capital social ne peut être formé par des souscriptions d'actions.

Il peut être constitué à l'aide de souscriptions des membres de l'association. Les souscriptions forment des parts qui peuvent être de valeur inégale ; elles sont nominatives et ne peuvent être cèdées qu'à des membres de l'association ou à des personnes réunissant les conditions requises pour en faire partie, et avec l'agrèment de l'association.

La société n'est valablement constituée qu'après versement du quart du capital souscrit.

Si elle est fondée sous la forme de société à capital variable, le capital ne peut-être réduit par les reprises des apports des sociétaires sortants, au-dessous du montant du capital de fondation.

**5.** Les statuts déterminent le siège, la circonscription territoriale et le mode d'administration de la société ; la nature et l'étendue de ses opérations ; les conditions nécessaires à la modification de ces statuts et à la dissolution de la société ; la composition du capital ; la proportion dans laquelle chaque associé contribue à la constitution de ce capital et les conditions de retraite.

Ils fixent le nombre des parts et l'intérêt à leur allouer, lequel ne peut dépasser 5 °/o du capital versé.

Ils règlent l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombe à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la société.

En aucun cas, les associés sortants ne peuvent être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation et le règlement des opérations et obligations contractées par la société, antérieurement à leur sortie.

**6.** Les statuts déterminent également les prélèvement à opérer au profit de la société sur les opérations faites par elle.

Les sommes résultant de ces prélèvements, après acquittement des frais généraux et paiement des intérêts des emprunts et du capital social, sont d'abord affectées, jusqu'à concurrence des trois quarts au moins, à la constitution d'un fonds de réserve, jusqu'à ce qu'il ait atteint au moins la moitié de ce capital. La surplus peut être réparti, à la fin de chaque exercice entre les membres de la société, au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations. Il ne peut, en aucun cas, être réparti sous forme de dividende.

A la dissolution volontaire ou forcée de la société, le fonds de réserve et le reste de l'actif net, s'il en existe, sont partagés entre les sociétaires, proportionnellement à leurs souscriptions, à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre d'intérêt agricole.

**7.** Avant toute opération, les statuts, avec la liste complète des administrateurs, gérants ou directeurs et des sociétaires, indiquant leurs noms, professions et domiciles, et le montant de chaque souscription sont, par dérogation aux conditions de publicité prescrites pour les sociétés commerciales ordinaires, déposées en double exemplaires au greffe de la justice de paix du canton dans lequel la société a son siège.

Dans le premier trimestre de chaque année, il est en outre déposé au même greffe et également en double exemplaire, la liste des membres faisant partie de l'association au 1er janvier, ainsi que le tableau sommaire des recettes et dépenses et des opérations effectuées au cours de l'exercice précédent.

Il est donné récépissé de chacun de ces dépôts.

L'un des doubles de chaque document déposé est adressé, séance tenante, par le juge de paix au greffe commercial du tribunal de l'arrondissement judiciaire.

Les deux doubles sont communiqués à tout requérant.

**8.** Les sociétés coopératives agricoles ne peuvent être gérées et administrées que par un ou plusieurs de leurs membres.

Les directeurs, gérants ou administrateurs sont personnellement responsables, en cas de violation des statuts ou des dispositions du présent décret, du préjudice résultant de cette violation.

En outre, au cas de fausse déclaration relative aux statuts ou aux noms et qualités des directeurs, gérants, administrateurs ou sociétaires, ils peuvent être poursuivis et punis d'une amende de 16 à 500 francs.

**9.** Par dérogation à l'article 13 du décret du 25 mai 1905, le produit de la redevance annuelle à verser au Trésor tunisien par la Banque de l'Algérie, en exécution de la convention des 21 décembre 1903 et 8 janvier 1904 et par le décret du Président de la République française du 7 mai 1904, pourra, jusqu'à concurrence du tiers de ladite re-

devance annuelle, être attribué, sur leur demande et à titre de prêt sans intérêt, aux sociétés coopératives agricoles constituées et fonctionnant suivant les prescriptions du présent décret.

Cette attribution pourra avoir lieu, soit directement, soit par l'intermédiaire des sociétés régionales de crédit agricole.

**10.** Sont seules admises à participer aux avances gracieuses prévues par l'article qui précède, les sociétés coopératives agricoles dont les directeurs, administrateurs, gérants, présidents, vice-présidents, secrétaires, trésoriers et, en général, tous les membres du conseil ou du bureau d'administration sont Français ou Tunisiens.

Pour profiter de ces avances, ces sociétés doivent en faire la demande par écrit au Directeur de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation auquel il appartient d'instruire cette demande, d'accord avec le Secrétaire général du Gouvernement et avec le Directeur des Finances, et de la soumettre à la commission prévue à l'article suivant.

Cette demande doit indiquer, d'une manière précise, la destination des fonds sollicités. Elle doit, en outre, être accompagnée d'un exemplaire de chacun des documents relatifs à la constitution et au fonctionnement de l'association. Elle emporte engagement, par celle-ci, de se soumettre, sans réserve, à toutes les vérifications que le Directeur des Finances est, par le seul fait de l'admission de la société aux avances, autorisé à faire effectuer par ses inspecteurs, à toute époque, dans les écritures, la caisse et le portefeuille de ladite société.

**11.** La commission supérieure de répartition, instituée par l'article 15 du décret du 25 mai 1905, comprendra désormais, en sus des membres désignés audit article, trois représentants des sociétés coopératives légalement établies. Ces représentants sont pris parmi les membres des-dites sociétés et désignés par décret pour deux ans.

Il sera procédé à l'avenir, sur l'avis de la commission ainsi constituée et dans les formes déterminées par le dit article, à la répartition des avances prévues par les articles 13 et 14 du décret du 25 mai 1905 susvisé, 21 du décret du 20 mai 1907 sur les sociétés de prévoyance indigènes, et 9 et 10 du présent décret.

Les garanties et la procédure de recouvrement édictées par le présent décret s'appliquent de plein droit aux avances consenties aux sociétés indigènes de prévoyance, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions dudit décret du 20 mai 1907.

**12.** Le total des avances consenties à chaque société coopérative agricole ne peut, à aucun moment, excéder le double du capital de souscription versé en espèces ; à moins toutefois que la société ne fournisse, au moment de la réalisation d'un prêt, le cautionnement solidaire d'une société régionale de crédit agricole mutuel, ou d'autres garanties matérielles justifiant une majoration desdites avances, dont le total ne pourra jamais excéder le quadruple du même capital.

Ces avances ne peuvent être faites pour une durée supérieure à celle de la société, au maximum de vingt-cinq ans. Cette durée ne peut d'ailleurs excéder dix ans que si la société s'engage à rembourser le montant des avances par annuités égales à compter de la onzième année. Elles peuvent être renouvelées. Il est procédé, pour le renouvellement, conformément aux articles 10 et 11 ci-dessus.

Aucune nouvelle avance ne peut être consentie avant remboursement ou renouvellement des avances antérieures arrivées à échéance.

**13.** Il est fait compte aux sociétés des avances qui leur sont consenties en vertu du présent décret au moyen d'ordonnances de paiements émise par le Directeur des Finances sur la Recette générale des Finances.

En représentation de chaque réalisation partielle du crédit, la société bénéficiaire remet au Receveur général, en même temps que son acquit sur l'ordonnance de paiement, un effet à l'échéance indiquée par la décision de répartition. Cet effet est signé par le Directeur président ou gérant qui engage, de ce fait, la société de plein droit et sans qu'il soit nécessaire d'insérer une disposition spéciale à cet effet dans les statuts.

**14.** Le montant de chaque avance est remboursable à l'expiration du délai pour lequel l'avance a été consentie.

Toutes les avances deviennent également et immédiatement remboursables en cas d'infraction aux dispositions du présent décret, de violation des statuts ou de modifications à ces statuts qui diminueraient les garanties de remboursement.

Toute avance non remboursée à l'échéance ci-dessus prévue devient, de plein droit,

productive d'intérêts à 5 % l'an, à partir de ladite échéance.

**15.** Le remboursement des effets échus peut être poursuivi :

Soit contre l'association, en totalité ;

Soit contre chaque membre isolément, savoir : en totalité, si, aux termes des statuts, les associés sont solidairement tenus des engagements de la société ; au marc le franc de sa part d'intérêt seulement, dans le cas contraire.

La procédure de recouvrement est celle édictée par l'article 6 du décret du 28 décembre 1900.

En cas de concurrence avec d'autres créanciers, le Trésor est privilégié par préférence à tous autres pour le recouvrement de ses avances en principal, intérêts et accessoires.

**16.** Pour le règlement intérieur, entre les membres de l'association, du remboursement des avances, l'association ou le membre qui a payé pour elle au Trésor a action contre chacun des autres membres, dans la proportion de sa part d'intérêt dans la société.

Si l'un ou plusieurs de ces derniers sont insolvables, la perte qu'occasionne cette insolvabilité se répartit entre tous les autres membres de l'association, dans la proportion indiquée ci-dessus.

**17.** Dans le courant du premier trimestre de chaque année, un compte rendu des opérations faites pendant l'exercice précédent, en exécution des articles 10 et suivants du présent décret, est établi par le Directeur des Finances et publié au *Journal Officiel*.

**18.** Des arrêtés du Directeur des Finances, pris d'accord avec le Directeur de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, détermineront, s'il y a lieu, les moyens de contrôle et de surveillance à exercer sur les sociétés coopératives agricoles, ainsi que toutes autres mesures propres à assurer l'exécution financière du présent décret.

---

## 8 avril 1911

DÉCRET *réglementant le contrôle des tutelles*

(J. O. 3 MAI 1913, 449)

Vu le décret du 31 juillet 1884 réservant au Charâ la connaissance des questions intéressant le statut personnel et les successions de sujets tunisiens ;

Vu le décret du 19 septembre 1887 fixant les rétributions accordées aux tuteurs pour l'administration des mineurs ;

Vu le décret du 23 novembre 1886 fixant les honoraires des notaires ;

Vu le décret du 4 octobre 1888 ;

.....

ART. **1.** Les héritiers majeurs et tuteurs testamentaires d'une personne décédée laissant des héritiers mineurs et dont la situation financière n'est pas précaire, sont tenus de déclarer ce décès dans un délai de trois jours.

La déclaration est faite soit au cadi, soit au caïd, au khalifa ou au cheikh du territoire sur lequel la succession s'est ouverte.

L'autorité administrative qui a reçu avis du décès, en informe, le jour même, le cadi par écrit.

**2.** Dès la réception de l'avis du décès d'une personne laissant des héritiers mineurs, les cadis devront ordonner immédiatement de faire établir l'oufa qui comprendra l'énumération des héritiers. Ils prendront ensuite toutes les mesures qu'ils jugeront convenables pour faire inventorier la succession. Ils indiqueront les délais dans lesquels ces opérations devront être effectuées et qui ne devront pas dépasser vingt jours tout en ayant soin d'assurer la conservation intégrale de la succession.

**3.** L'oufa mentionne le nom de tous les héritiers et, aussi exactement que possible, l'âge des héritiers majeurs, s'il y en a, et du tuteur testamentaire, s'il en a été désigné un. A défaut de tuteur testamentaire, le cadi désigne un tuteur provisoire pour y assister.

L'inventaire énumère :

1° tous les biens dépendant de la succession décrits aussi exactement que possible ;

2° les charges, dettes ou obligations dont l'existence serait déclarée ou révélée.

Si, au cours de l'opération, des revendications sont formulées, mention en est faite par les notaires à la suite de leur inventaire, mais les biens revendiqués y sont maintenus jusqu'à décision de justice.

L'inventaire est clos et signé par les notaires, ainsi que par le tuteur et par les héritiers majeurs, s'ils savent signer.

Il est, dès sa clôture, transmis au cadi.

Toute force active, découverte après la clôture de l'inventaire, doit être déclarée au

cadi et faire l'objet d'une mention additionnelle au procès-verbal d'inventaire.

**4.** Le cadi fait transcrire sur un registre spécial, par ordre de date et par article distinct pour chaque succession :

1° les noms du défunt, des héritiers majeurs et les noms et âges des héritiers mineurs ;

2° le détail in extenso des forces actives et passives consignées à l'inventaire.

Cette transcription est collationnée et visée par le cadi comme conforme à l'oufa et à l'inventaire.

**5.** Aussitôt cette transcription effectuée, le cadi remet la succession au tuteur testamentaire. A défaut de tuteur testamentaire, il désigne un tuteur judiciaire qu'il charge d'administrer la succession.

Dans les deux cas, avis de la tutelle est immédiatement donné à notre Premier Ministre pour publication à *l'Officiel* dans la forme habituelle.

**6.** Le tuteur testamentaire ou le tuteur désigné par nous ou par le Charâ administre la succession au mieux des intérêts des mineurs, conformément à la loi du Charâ.

Il est tenu, au moins une fois par mois, de donner à deux notaires désignés à cet effet par le cadi parmi les plus rapprochés de sa résidence, le relevé fidèle de sa gestion. Ces notaires tiennent, d'après les déclarations du tuteur, un compte courant, en recettes et en dépenses, de toutes les opérations faites pour le compte de la succession.

Ce compte courant, tenu sur un registre spécial, coté et paraphé par le cadi est soumis, tous les trois mois, par les notaires, au visa du cadi.

Le cadi examine scrupuleusement le compte de gestion et exige, le cas échéant, toute justification qu'il juge utile. Il fait transcrire à sa date le relevé sommaire de ce compte sur le registre dit des successions, à la suite de l'inventaire.

**7.** Lorsque, à la suite de sa vérification trimestrielle, le cadi constate que des deniers appartenant aux mineurs sont disponibles, il en ordonne le versement immédiat par le tuteur et les transmet à la Djemaia des habous pour y être conservés en dépôt jusqu'à ce que leur montant atteigne un chiffre suffisant pour permettre l'acquisition d'un immeuble.

Mention des versements trimestriels ainsi effectués par le tuteur est faite sur son registre et sur celui des successions.

**8.** Le cadi adresse à notre Premier Ministre :

1° dans les huit jours :

*a*) la copie certifiée conforme, de tout inventaire dressé sur son ordre ;

*b*) avis de tout versement effectué par le tuteur au compte de la succession ;

2° en fin d'année :

un relevé détaillé et certifié conforme du compte de gestion.

**9.** Lorsqu'un héritier mineur atteint sa majorité ou a été émancipé, le cadi le convoque ainsi que son tuteur et les notaires chargés de la tenue du registre de gestion et, en leur présence, arrête contradictoirement le compte de gestion tant sur ce registre que sur celui des successions tenu au prétoire.

L'héritier déclaré majeur est ensuite envoyé, dans la forme légale, en possession de son patrimoine et décharge est donnée au tuteur par acte authentique dressé par les deux notaires chargés de la tenue du registre et scellé par le cadi.

Si d'autres mineurs subsistent, le tuteur conserve le registre et continue à administrer pour leur compte le restant de la succession, jusqu'à ce que tous aient successivement été déclarés majeurs.

L'acte donnant décharge au tuteur lui est remis et le registre de sa gestion transmis par le cadi à notre Premier Ministre.

**10.** Les honoraires des notaires pour l'établissement de l'acte d'oufa et de l'inventaire et pour la transcription de ces pièces sur le registre spécial prévu à l'article 4, sont calculés d'après le tarif fixé par les décrets des 23 novembre 1886 et 15 juin 1887.

Ces honoraires sont prélevés sur l'actif de la succession.

Quant à la tenue du registre de gestion les notaires reçoivent une vacation de cinq francs par trimestre, payée par le tuteur à chaque règlement trimestriel du compte de gestion.

Ces honoraires doivent figurer en dépenses sur le compte de gestion.

Les tuteurs reçoivent pour leurs peines et soins une indemnité calculée sur le taux de deux et demi pour cent de l'ensemble des sommes qu'ils auront perçues pour le compte des mineurs.

Cette indemnité leur est payée chaque année après vérification de leur compte de gestion et est prélevée sur les disponibilités de la succession.

**11.** En ce qui concerne les successions ouvertes antérieurement à la date du présent décret, les cadis mettront en demeure les tuteurs chargés de l'administration de ces successions, de leur en fournir l'inventaire dans un délai de six mois et d'y joindre un compte détaillé de leur gestion.

Inventaire et comptes seront vérifiés, arrêtés et transcrits sur le registre du prétoire, pour la succession être ensuite administrée selon les règles et dispositions du présent décret.

**12.** Le tuteur qui, après une mise en demeure régulièrement constatée, ne remplirait pas les obligations qui lui sont imposées par le présent décret, sera remplacé d'office, sans préjudice des actions judiciaires qui pourront être exercées contre lui.

**13.** Les dispositions du présent décret s'appliquent aux tuteurs désignés par le Charâ. Quant aux comptes et gestion des tuteurs désignés par nous, ils seront contrôlés par notre Premier Ministre.

---

## 1er mai 1912

DÉCRET *français conférant au Résident général de France à Tunis le pouvoir d'interdiction de séjour.*

(J. O. fr. 5 MAI 1912, 4210)

ART. **1.** Le Résident général de France à Tunis, ou son délégué, prennent pour l'application de l'art. 19, § 2 de la loi du 27 mai 1885 (1), des arrêtés d'interdiction de séjour contre tous les individus condamnés dans la Régence à cette peine accessoire et y subissant leur peine principale.

---

## 20 mai 1912

DÉCRET *relatif au contrôle des dépenses publiques de l'Etat* (2).

(J. O. 25 MAI 1912, 675)

ART. **1.** Il est institué à la Direction générale des Finances un service préposé, dans les conditions déterminées ci-après, au contrôle de toutes les dépenses publiques de l'Etat.

Les fonctionnaires du service du contrôle ne peuvent être chargés d'attributions comportant engagement, liquidation, ordonnancement ou paiement de dépenses.

Ils ne correspondent avec les ordonnateurs que par l'intermédiaire du Directeur général des Finances.

**2.** Aucune dépense publique, même nommément prévue au budget, ne peut être engagée par l'ordonnateur ou ses délégués, c'est-à-dire recevoir un commencement d'exécution, sans que cet engagement ait fait l'objet de la part de l'ordonnateur d'une demande en double et que l'un des doubles de cette demande, visé au service du contrôle, lui ait été retournée.

L'examen à faire par le service du contrôle des propositions d'engagement des dépenses porte sur l'objet et l'imputation de la dépense, la disponibilité des crédits, l'exactitude de l'évaluation, l'application des dispositions d'ordre financier des décrets et règlements, la conformité desdites dépenses avec les travaux préparatoires du budget, enfin les conséquences que les mesures projetées peuvent entraîner pour d'autres articles ou chapitres du budget et pour les budgets futurs.

Les objections du service du contôle, s'il en a à présenter, doivent être motivées et formulées par écrit. Elles sont inscrites sur le double, préparé pour le visa, de la demande d'engagement.

**3.** Le service du contrôle peut demander la production, à l'appui des propositions de dépenses, de toutes les justifications qu'il estime nécessaires à l'exercice de sa mission, sauf recours de l'ordonnateur devant le Conseil des ministres et chefs de services qui statue sur le rapport du Directeur général des Finances.

Sous cette réserve, les justifications qui doivent être présentées par paragraphe du budget, sont déterminées par les dispositions usuelles ci-après.

I. — En ce qui concerne :

*a*) le service de la Dette publique et celui des pensions ;

*b*) les traitements, allocations et indemnités du personnel permanent en fonctions au premier jour de l'exercice ;

*c*) les frais d'exécution du service dus par abonnement à ce même personnel ;

---

(1) Cette disposition a substitué à la surveillance de la haute police la défense faite au condamné de paraître dans les lieux dont l'interdiction lui est signifiée par le Gouvernement avant sa libération.

(2) V. D. 12 mai 1906 (art. 18 et s.) sur la comptabilité publique, 12 juillet 1909 relatif à l'emploi des crédits affectés aux constructions de bâtiments civils, et 10 juillet 1914 assujetissant au contrôle les engagements pour travaux complémentaires des entreprises de services publics concédés ou subventionnés.

*d*) les enzels, baux, locations et, en général, toutes les prestations périodiques en cours à cette même date et antérieurement visées au service du contrôle ;

*e*) les marchés d'entretien et les travaux adjugés en cours à cette même date et antérieurement visés au service du contrôle ;

Les justifications consistent en relevés nominatifs établis par paragraphe du budget dans la même forme que les annexes correspondantes produites à l'appui de la préparation du budget et fournies au service du contrôle au début de l'exercice. Les différences existant entre les indications de ce relevé et celles des annexes du projet de budget sont signalées au service du contrôle.

Les changements qui se produisent en cours d'exercice dans la désignation des bénéficiaires des dépenses prévues au relevé sont notifiés au service du contrôle à moins que la fonction, le service, le bail, le marché, etc., ne se continue sans augmentation dans ses conditions pécuniaires.

II. — En matière d'avancement, d'améliorations individuelles de la situation des agents et de créations d'emplois, les justifications consistent en relevés nominatifs des bénéficiaires desdites mesures. Ces relevés nominatifs, distinguant les avancements au choix des avancements à l'ancienneté, comportent l'indication de la dépense à résulter pour chaque agent et pour l'ensemble du personnel des mesures proposées.

III. — A l'égard des dépenses telles que frais de bureau, d'achat et d'entretien de mobilier, frais de tournées, etc., et, en général, de toutes les dépenses se rapportant à des besoins permanents et à des services que le budget ne peut, en général, prévoir nominativement, mais qui sont suffisamment définis et limités dans leur objet par la nomenclature budgétaire, l'ordonnateur produit au service du contrôle, à l'appui de sa demande d'engagement, les mêmes justifications que pour les dépenses visées au numéro I du présent article et dans les mêmes conditions.

IV. — En ce qui concerne les travaux neufs individuellement prévus et désignés au budget, l'ordonnateur produit, en simple exemplaire, au service du contrôle, à l'appui de sa demande d'engagement, et sans préjudice de la procédure spéciale instituée par notre décret du 12 juillet 1909 pour la construction de bâtiments publics, les plans, devis, bordereaux de prix, procès-verbaux d'estimation, cahiers des charges, etc., établissant que le travail est en état d'être entrepris et que son exécution n'entraînera pas une dépense supérieure au crédit prévu.

V. — A l'égard des travaux neufs pour lesquels le budget a ouvert un crédit global, l'ordonnateur ne peut adresser une demande d'engagement que si le travail à engager est compris dans un programme de répartition et d'emploi du crédit global agréé par le Conseil des ministres et chefs de services et auquel aucune modification ne peut être apportée sans nouvelle autorisation du Conseil. Les justifications à produire au service du contrôle pour chacun des travaux compris dans ce programme sont celles prévues au numéro IV ci-dessus.

VI. — Pour toutes autres dépenses, et pour celles qui ne rentrent pas dans les limites de la nomenclature budgétaire et des travaux préparatoires du budget et qui ont été couvertes par des prélèvements sur les disponibilités de l'ordonnateur ou sur le chapitre des dépenses imprévues en exécution de l'article 7 ci-après, l'ordonnateur doit produire, en simple expédition, à l'appui des demandes d'engagement, les justifications que comporte la nature même de ces dépenses.

**4.** Si l'ordonnateur principal se propose de confier l'exécution des dépenses à des liquidateurs ou des ordonnateurs secondaires, il doit notifier à destination du service du contrôle, indépendamment des justifications prescrites, la sous-répartition de ces dépenses et des crédits y afférents entre les services d'exécution.

**5.** Lorsque le service du contrôle refuse son visa, soit parce que les documents produits par l'ordonnateur révèlent des contradictions entre les dépenses à engager et les prévisions budgétaires, soit parce que les dépenses dépassent ou risquent de dépasser les prévisions, soit parce que les mesures proposées lui paraissent entachées d'irrégularités, soit pour tout autre motif, les objections de l'ordonnateur, s'il en élève, sont obligatoirement portées à la diligence soit de cet ordonnateur, soit du Directeur général des Finances, devant le Conseil des ministres et chefs de services, lequel statue sur le vu des objections de l'ordonnateur, du rapport du service du contrôle et des conclusions du Directeur général des Finances.

**6.** Les demandes mensuelles de fonds des ordonnateurs sont, préalablement à la séance du Conseil des ministres et chefs de services

où le Directeur général des Finances doit les présenter, communiquées au service du contrôle qui vérifie si elles ne dépassent pas, par article du budget, le montant des dépenses faisant l'objet des visas d'engagement des dépenses.

**7.** En cas d'insuffisance des crédits du paragraphe du budget sur lequel la dépense à engager est imputable, quand l'ordonnateur déclare au service du contrôle qu'il prévoit des disponibilités sur les autres paragraphes du même article, il est pourvu à l'insuffisance par imputation d'office sur ces disponibilités, à charge pour le Directeur général des Finances de rendre compte de l'opération et, s'il y a lieu, des observations du service du contrôle, dans la plus prochaine séance du Conseil des ministres et chefs de services.

Lorsque l'insuffisance ne peut être couverte que par un prélèvement sur les disponibilités d'autres articles du chapitre de l'ordonnateur intéressé, et subsidiairement, à défaut ou en cas d'insuffisance de ces disponibilités, par un prélèvement sur le chapitre VIII (dépenses imprévues) du budget, il ne peut y être pouryu qu'après autorisation du Conseil des ministres et chefs de services conformément à l'article 8 du décret du 12 mai 1906, sur l'avis du service du contrôle.

Les justifications à fournir au service du contrôle, pour le cas de prélèvement sur les disponibilités d'autres articles, doivent porter : 1° sur l'utilité, quant au fond, de la dépense à engager ; 2° sur les motifs de l'insuffisance des crédits sur lesquels la dite dépense doit être imputée ; 3° sur les causes pour lesquelles il existe des disponibilités sur les articles qui doivent supporter le prélèvement ; 4° sur la réalité de ces disponibilités.

Si l'ordonnateur demande que la dépense soit couverte par un prélèvement sur le chapitre des dépenses imprévues, il doit établir, en outre des justifications prévues aux numéros 1 et 2 de l'alinéa précédent, qu'il n'existe pas de disponibilités sur son propre chapitre.

**8.** Si une dépense doit être exécutée sur un chapitre autre que celui de l'ordonnateur qui propose de l'engager, la demande d'engagement doit être présentée d'accord entre les deux ordonnateurs, et elle ne peut être autorisée qu'en Conseil des ministres et chefs de services sur l'avis que le service du contrôle doit fournir tant sur le fond même de l'opération que sur la possibilité du transfert du crédit du chapitre où il a été inscrit au profit du chapitre où il doit être employé.

**9.** Toute autorisation d'addition aux listes des restes à payer des exercices clos, prévue par l'article 11 du décret du 12 mai 1906, est subordonnée à l'avis du service du contrôle.

Si le crédit, sur lequel la créance à ajouter aurait dû être normalement imputée à l'époque où elle a pris naissance, a présenté à la clôture de l'exercice un reliquat supérieur au montant de cette créance et à celui des créances de même nature antérieurement ajoutées, l'avis du service du contrôle se borne à constater la réalité du service fait et la régularité de la liquidation de la créance. Si, au contraire, le reliquat liquidé au règlement de l'exercice est inférieur ou déjà épuisé, l'avis du service du contrôle le fait ressortir en indiquant si la créance aurait pu être couverte au cas où elle eût été révélée en cours d'exercice et par quels moyens.

Mention est faite des avis du service du contrôle dans les décrets portant ouverture de crédits en addition aux listes des restes à payer d'exercices clos.

**10.** Les dispositions des articles qui précèdent s'appliquent aux dépenses de la IIe partie du budget (crédits sur ressources exceptionnelles et spéciales) aussi bien qu'à celles de la Ire partie (crédits ordinaires).

Est toutefois maintenue, en ce qui concerne la IIe partie du budget, l'interdiction d'ouverture, de changement d'affectation ou de transfert de crédits d'un article à l'autre ou de chapitre à chapitre sans l'assentiment du Gouvernement de la République auquel l'avis du service du contrôle institué par le présent décret doit être transmis avec le dossier de l'affaire.

**11.** Les visas d'engagement de dépenses sur un exercice, sont arrêtés le 31 décembre au soir. En conséquence, les divers ordonnateurs dressent dès le lendemain et fournissent à destination du service du contrôle, le 5 janvier au plus tard, un relevé par paragraphe du budget, des dépenses engagées au titre de l'exercice précédent et dont l'exécution, non encore achevée, peut être continuée pendant le mois de janvier suivant par application des dispositions de l'article 2 du décret du 12 mai 1906. Le 5 février, ils dressent à destination du service du contrôle un nouvel exemplaire du même relevé dûment émargé du montant des services, travaux et fournitures effectués sur lesdites dépenses au cours du mois de janvier.

**12.** Dans les quinze jours qui suivent la date de la clôture de l'exercice, les ordonnateurs principaux fournissent au service du contrôle par paragraphe du budget un relevé nominatif des droits acquis aux créanciers de l'Etat. Ce relevé fait ressortir par comparaison les différences avec les indications des relevés produits à l'appui de demandes d'engagement et contient l'explication de leurs causes.

Si la durée de l'exécution d'un service s'étend sur plusieurs exercices, le relevé prescrit par l'alinéa précédent ne s'applique qu'aux droits acquis aux créanciers au cours de cet exercice ; mais il est, dans les quinze jours de l'achèvement du service, complété par un décompte général de la dépense par comparaison avec les prévisions des devis et explique les différences.

**13.** Les fonctionnaires préposés au service du contrôle des dépenses rapprochent les indications fournies à l'appui des demandes d'engagement de dépenses des énonciations des pièces justificatives des ordonnancements et des paiements de ces dépenses.

Ils opèrent ce rapprochement :

1° au moyen de la communication que la Recette générale des Finances est tenue de leur faire avec déplacement des pièces de l'ordonnancement soumises à son visa pour paiement en exécution de l'article 39 du décret du 12 mai 1906. Les délais prévus par cet article sont accrus d'un jour, pour les besoins de cette communication qui a lieu de plein droit, sans ordre de mission préalable, soit avant, soit après le visa pour paiement du Receveur général ;

2° en prenant connaissance, à la Direction générale des Finances, des pièces justificatives du paiement avant leur transmission à la Cour des comptes française. L'examen de ces pièces a pour but de permettre de compléter et de préciser les recherches effectuées à la Recette générale et de vérifier en outre si les acquis de dépenses ont été régulièrement imputés en dépense par le Receveur général sur les articles du budget qu'ils concernent.

**14.** Les fonctionnaires du service du contrôle ont accès, sans avertissement préalable, mais en vertu d'ordres nominatifs de mission émanés du Résident général :

1° dans les bureaux des ordonnateurs ou des agents auxquels les ordonnateurs ont sous-délégué l'exécution des services ou l'emploi des crédits. Ils s'assurent que les ordonnancements sont exactement imputés sur les crédits auxquels ils se rapportent ; qu'ils sont appuyés des justifications réglementaires quant au fond de la dépense, et que les libellés des ordonnances de paiement désignent avec précision et exactitude les services faits ;

2° dans les services d'exécution des dépenses, où ils peuvent se faire rendre compte de tous les détails de l'exécution des dépenses, faire l'appel nominatif du personnel affecté à cette exécution, inventorier le matériel, pointer les documents de présence et d'attachement, prendre connaissance des ordres de service, en un mot exercer tous les droits les plus étendus dont l'ordonnateur lui-même a la disposition.

**15.** Le service du contrôle suit sur un carnet dit « carnet des dépenses engagées » l'emploi et la disponibilité des crédits ouverts par le budget ou par des décisions spéciales.

Ce carnet est tenu par exercice, au moyen des demandes des ordonnateurs émargées, s'il y a lieu des décisions du Conseil des ministres et chefs de services, et des relevés fournis en exécution de l'article 12, soit annuellement, soit après l'achèvement des services faits.

Il indique par chapitre, article, paragraphe et sous-paragraphe, le montant du crédit primitif et les modifications successives qui peuvent y être introduites. Le compte ouvert à chaque crédit présente distinctement :

*a*) les dépenses ayant effet sur plusieurs exercices et déjà autorisées avant le 1er janvier ;

*b*) les dépenses autorisées dans le cours de l'année.

**16.** Un état présentant la situation par paragraphe des dépenses engagées au 31 décembre de la dernière année, émargé des observations auxquelles ont pu donner lieu les comparaisons, rapprochements et vérifications effectués en conformité des articles 12, 13 et 14, est présenté au Conseil des ministres et chefs de services dans le courant du mois de juin, avant le règlement du budget de l'exercice.

**17.** Les dispositions du présent décret sont, sous réserve des modalités inhérentes à leur organisation spéciale, applicables aux établissements publics d'Etat dont les budgets sont rattachés pour ordre au budget général de l'Etat.

## 27 mai 1912

DÉCRET *réglementant le mode d'approbation des actes de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat et des établissements publics.*

(J. O. 29 MAI 1912, 687)

ART. 1. Aucune aliénation ou concession de jouissance, à titre onéreux ou gratuit de biens mobiliers ou immobiliers, (1) aucune remise de droits et créances, aucun affermage d'impôts, contributions ou taxes, aucune convention d'exploitation de ports, chemins de fer, tramways, etc., ou de mines, carrières, pêcherie, salines, lacs, cours d'eaux, sources, eaux thermales, etc., aucune substitution au bénéfice d'un acte antérieur de la nature de ceux qui viennent d'être énumérés ne peut être réalisée au nom de l'Etat ou des établissements publics dont les budgets sont rattachés pour ordre au budget général de l'Etat, qu'après l'autorisation du Conseil des ministres et chefs de services, sur le rapport du ministre ou chef de service chargé soit de l'administration, soit du contrôle de la gestion du bien, le Directeur général des Finances entendu.

2. Le Conseil des ministres et chefs de services, en autorisant l'opération, spécifie, lorsqu'elle le comporte et à défaut de dispositions législatives spéciales, si elle doit être réalisée par la voie des enchères publiques ou si, par analogie avec les exceptions admises en France ou en raison de circonstances spéciales, elle peut l'être par un acte de gré à gré. Toutefois, si le Conseil autorise la procédure de gré à gré, l'acte à intervenir n'est définitif qu'après avoir été approuvé par un décret préparé en Conseil avec les formalités prescrites à l'article premier, visé par le Résident général de la République française et inséré au *Journal Officiel*.

3. Sont dispensées des formalités prescrites par les articles 1 et 2 qui précèdent :

1° Les concessions de jouissance, les affermages d'impôts et les conventions d'exploitation portant sur une valeur annuelle inférieure à cinq mille francs, et sur une durée qui n'excède pas neuf années

2° Les aliénations à titre onéreux de biens dont la valeur en capital n'excède pas vingt mille francs

3° Les concessions de jouissance des lignes télégraphiques et téléphoniques réglementées par les décrets des 6 juillet 1889, 11 février 1902 et 24 décembre 1911

4° Les ventes d'immeubles ruraux de colonisation régies par les décrets des 16 décembre 1903 et 12 juillet 1910 (1)

5° Les permis de recherches des mines et les permis d'exploitation régis par les décrets du 10 mai 1893 et du 26 mai 1906 (2)

6° Les autorisations de reconnaissance de phosphates de chaux dans les terrains domaniaux ou habous, régies par le décret du 1er décembre 1898

7° Les remises gracieuses ou transactionnelles d'amendes ou droits en sus, lorsque les administrations peuvent en accorder, en matière d'infractions à la législation qu'elles ont mission d'appliquer.

4. Toute acquisition ou promesse d'acquisition d'immeuble par l'Etat est également soumise à l'autorisation du Conseil des ministres et chefs de services, sauf le cas où la valeur de l'immeuble n'excède pas vingt mille francs. Elle n'est parfaite que par l'apposition de notre sceau (décret du 12 mai 1906, article 29).

(1) V. D. 18 juin 1918 sur la gestion et l'aliénation du Domaine privé immobilier de l'Etat.

## 27 mai 1912

DÉCRET *exonérant les débiteurs et les tiers de la surveillance du remploi des capitaux substitués aux biens habous publics et privés.*

(J. O. 10 JUILLET 1912, 833)

Vu les articles 14 du décret du 19 mars 1874 et 31 du décret du 31 janvier 1898 relatifs à la justification du remploi des sommes d'argent provenant d'échanges d'immeubles habous publics ou privés ;

Vu l'article 17 du décret du 22 janvier 1905 libérant le débi-rentier de toute obligation de surveillance du remploi des capitaux provenant de rachat de rentes appartenant à des fondations habous publiques ou privées ;

Vu le décret du 17 juillet 1908 instituant un conseil supérieur des habous chargé d'exercer un contrôle de surveillance sur l'ensemble des actes de la Djemaia ;

Considérant que le contrôle de ce conseil supérieur donne toutes les garanties néces-

(1) Actuellement D. du 24 janvier 1914 et D. 18 juin 1918.
(2) Actuellement D. 29 décembre 1913.

saires en matière de remploi et qu'il y a ieul d'étendre aux tiers en général et aux capitaux de toute origine substitués à un habous public ou privé les dispositions du décret précité du 22 janvier 1905 relatives au remploi des capitaux provenant des rachats de rentes ;

. . . . . .

ART. 1. Tous capitaux substitués à un bien habous public ou privé par suite d'échange, rachat de rente, indemnité d'assurance ou autrement, sont obligatoirement versés à la caisse de la Djemaia qui en effectue le remploi.

Moyennant ce versement, tous débiteurs sont, ainsi que les tiers, libérés de toute obligation de surveiller le remploi.

---

## 15 juin 1912

DÉCRET *autorisant le tribunal mixte à siéger avec un nombre de magistrats réduit, pour certaines affaires.*

(J. O. 22 JUIN 1912, 771)

Vu le décret du 30 avril 1903, sur l'organisation du tribunal mixte

Considérant qu'il importe, pour la plus rapide expédition des affaires soumises au tribunal mixte immobilier de Tunisie, d'autoriser le tribunal à siéger avec un personnel réduit lorsqu'il s'agit de statuer sur des affaires qui n'ont pas soulevé d'oppositions ou qui ne comportent pas de difficultés ;

. . . . . .

ART. 1. Par dérogation aux dispositions de l'article 3 du décret du 30 avril 1903, le tribunal mixte peut ne se composer que de deux magistrats français et d'un magistrat musulman lorsqu'il s'agit :

1° De statuer sur des affaires qui n'ont soulevé aucune opposition ou dans lesquelles les oppositions ont été soit retirées, soit déjà solutionnées par une décision antérieure ;

2° D'ordonner des opérations topographiques ne soulevant pas de discussions comme les reprises de bornage après procès-verbal de non-lieu ou les rectifications de bornage sur lesquelles les parties sont d'accord ;

3° D'ordonner une mesure préparatoire à laquelle les parties ont respectivement conclu ou de donner acte de tous accords entre elles.

Le renvoi à l'audience ordinaire sera de droit à toute phase de la procédure lorsque l'une des parties le demandera avant la clôture des débats. Il pourra toujours être ordonné d'office par le tribunal.

---

## 19 juin 1912

DÉCRET *modifiant celui du 5 septembre 1905, au sujet de l'importation du pétrole et de ses dérivés, des huiles de schistes, etc.*

(J. O. 22 JUIN 1912,772)

ART. 1. L'article 1 et le 2e paragraphe de l'article 3 du décret du 5 septembre 1905 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« ART. 1. L'importation en Tunisie du pétrole et de ses dérivés, des huiles de schiste « et de goudron, des essences et autres hydrocarbures liquides pourra s'effectuer par « les ports de Tabarca, Bizerte, La Goulette, « Tunis, Sousse, Monastir, Mahdia, Sfax et « Gabès et par les bureaux de la frontière « de terre.

« ART. 3. . . . . .

« § 2 Par exception, la vérification des « huiles minérales importées par les ports « de Sfax et Gabès sera confiée aux labo- « ratoires que le service des douanes possè- « de dans ces villes. »

---

## 20 juin 1912

ARRETÉ *du Directeur des Finances relatif à l'application des droits de timbre et d'enregistrement aux contrats d'assurances* (1).

(J. O. 26 JUIN 1912, 788)

### I. — Dispositions générales.

ART. 1. Les sociétés d'assurances mutuelles, les compagnies d'assurances à primes ou autres, sous quelque dénomination que ce soit, et tous assureurs à primes ou autres, qui effectuent des opérations dans la Régence sont tenus de faire au bureau d'enregistrement des actes civils du lieu où ils ont le siège de leur principal établissement, une déclaration constatant la nature de leurs opérations et le nom du directeur de la société ou du chef de l'établissement.

---

(1) Droits établis par les décrets des 29 avril 1912 — Tarif n° 24 (Enregistrement) et 20 avril 1912, article 10 (Timbre) et élevés par D. 20 décembre 1919 (n° 4) article 2.

Cette déclaration doit être faite avant le 1er juillet 1912 par les sociétés, compagnies et assureurs actuellement établis, et par les autres, avant tout commencement de leurs opérations.

**2.** Les compagnies, sociétés et assureurs qui ont leur principal établissement en dehors de la Régence et qui font des opérations d'assurances maritimes contre l'incendie et sur la vie doivent en outre, avant toute opération ou déclaration, faire agréer par l'Administration des Finances un représentant à Tunis personnellement responsable des droits et amendes.

Les compagnies, sociétés et assureurs établis en Tunisie au moment de la promulgation du présent règlement doivent faire agréer ce représentant avant le 1er juillet 1912.

**3.** Les sociétés, compagnies et assureurs exerçant en Tunisie sont tenus d'avoir, au siège de l'établissement, s'il est en Tunisie, ainsi qu'au siège de chacune de leurs agences, un répertoire sommaire en un ou plusieurs volumes, non sujet au timbre, mais coté, paraphé et visé par le juge de paix, sur lequel ils portent, par ordre de numéros, toutes les assurances faites soit directement, soit par leurs agents, ainsi que les conventions qui prolongent l'assurance, ou augmentent la prime ou le capital assuré, ou contiennent désignation d'une somme en risque ou d'une prime à payer.

Le répertoire fait mention expresse, pour chaque contrat, du numéro, de la date et de la nature de la police des sommes assurées, du montant des primes ou cotisations exigibles, et, le cas échéant, des droits de timbre et d'enregistrement payés par les assurés en les distinguant par leur nature.

A l'égard des sociétés, compagnies et assureurs et agents d'assurances actuellement établis, le répertoire n'est obligatoire que pour les opérations faites à compter du 6 mai 1912.

Le répertoire doit être soumis au visa du receveur de l'enregistrement selon le mode indiqué par le décret du 19 avril 1912 (article 30). Exceptionnellement le premier visa ne sera effectué que dans les dix premiers jours du mois d'octobre 1912.

Les agents de l'Administration des Finances accrédités à cet effet par le Directeur général des Finances peuvent exercer, au siège de l'établissement, le droit de communication prévu par l'article 31 du décret du 19 avril 1912.

**4.** Les droits de timbre et d'enregistrement sont exigibles sur tous les contrats d'assurances passés en Tunisie et à l'étranger, ayant pour objet des personnes domiciliées ou des biens situés dans la Régence, ainsi que sur tous ceux passés à l'étranger dont il est fait usage en Tunisie.

Toutefois, il sera fait imputation des taxes d'enregistrement et de timbre perçues en France, dès que le Gouvernement de la métropole aura admis, à titre de réciprocité le principe de l'imputation des droits perçus en Tunisie.

Les assureurs justifient du paiement de l'impôt dans la métropole par la production d'états détaillés certifiés par les agences centrales et dûment visés par les receveurs de l'Administration française.

### II. - Taxe obligatoire d'enregistrement

**5.** La taxe obligatoire d'enregistrement sur les contrats d'assurances maritimes ou contre l'incendie est perçue conformément aux règles prévues par le décret du 19 avril 1912 pour le compte du Trésor par les compagnies, sociétés et tous autres assureurs, courtiers ou personnes qui rédigent les contrats.

En ce qui concerne les assurances contre l'incendie, elle doit être versée sur les contrats en cours, mais seulement pour le temps restant à courir à compter du 1er juillet 1912 et sauf recours par les assureurs contre les assurés. Le nouvel impôt n'est applicable, en matière d'assurances maritimes, qu'aux polices définitives intervenues postérieurement au 6 mai 1912.

#### 1° *Assurances maritimes.*

**6.** La perception de la taxe établie sur les assurances maritimes, est faite pour le compte du Trésor et au moment de la signature des polices, par celui qui rédige le contrat.

Si le contrat est souscrit par plusieurs sociétés, compagnies ou assureurs, le montant intégral de la taxe est perçu par le premier signataire désigné sous le nom d'apériteur de la police.

Néanmoins, toutes les parties restent tenues solidairement du paiement des droits qui n'auraient pas été versés au Trésor aux époques ci-après.

**7.** Les polices provisoires et les polices flottantes, soumises au timbre, ne donnent pas lieu au paiement immédiat de la taxe d'enregistrement ; cette taxe est perçue au moment de la signature de la police définitive

connue sous le nom de police d'aliment, avenant, application, ou toute autre dénomination que ce soit.

A cet effet, les polices, avenants ou applitions contiennent la mention expresse de la date, du numéro de la police provisoire ou flottante ainsi que du nom de l'assuré et du navire.

Les polices de réassurances doivent aussi faire mention expresse de la date et du numéro de la police primitive ainsi que des noms du navire et de l'assureur primitif. Ces indications sont inscrites sur le répertoire tenu par le réassureur. L'assureur primitif inscrit également en marge de son répertoire la date et le numéro de la police de réassurance et le nom du réassureur.

**8.** Le versement du montant des taxes perçues par les courtiers, sociétés, compagnies et tous autres assureurs ou agents d'assurances a lieu dans les dix premiers jours qui suivent l'expiration de chaque trimestre et au moment du dépôt des livres et répertoires assujettis au visa trimestriel du receveur de l'enregistrement.

Il est déposé à l'appui du versement un relevé, article par article, de toutes les polices inscrites pendant le trimestre précédent, soit au livre des courtiers ou notaires, soit au répertoire des compagnies, sociétés ou assureurs.

Ce relevé est totalisé, arrêté et certifié.

Il comprend dans des colonnes distinctes : le numéro de la police ; la date de la police ; le nom de l'assuré ; le nom du navire ; le montant des capitaux assurés ; le montant de la prime ; le montant de la taxe perçue.

Les polices provisoires, les polices flottantes, les polices de réassurance non sujettes à la taxe sont portées au relevé, mais pour mémoire seulement.

Par exception, le premier versement comprendra les taxes afférentes aux polices souscrites depuis le 6 mai 1912 jusque et y compris le 30 septembre suivant.

**9.** Les polices souscrites sans intermédiaire de courtiers ou de notaires sont inscrites, avec mention de la taxe perçue, au répertoire des compagnies, sociétés et assureurs.

La taxe afférente aux polices concernant plusieurs assureurs est inscrite pour son montant intégral sur le répertoire du premier signataire ou apériteur, avec indication du nom des autres assureurs qui ont souscrit la police commune. Cette police figure, en outre, au répertoire de chacun de ces assureurs, mais seulement pour mémoire.

Les polices de réassurance, lorsqu'elles sont exemptes de la taxe, sont également inscrites pour mémoire avec les annotations marginales prescrites par le dernier alinéa de l'article 7.

Les polices provisoires et les polices flottantes sont inscrites au répertoire à l'encre rouge.

**10.** Les courtiers d'assurances maritimes sont assujettis aux précédentes prescriptions. En outre, les livres que les courtiers doivent tenir conformément à l'article 84 du Code de commerce sont assujettis au timbre de dimension.

Ces livres sont soumis au visa des préposés de l'enregistrement, toutes les fois que ceux-ci le requièrent.

Les préposés peuvent, lors du visa du livre des courtiers ou du réprtoire, exiger la représentation des polices.

2° *Assurances contre l'incendie.*

**11.** La taxe fixée par le décret du 19 avril 1912 pour les assurances contre l'incendie est établie sur l'intégralité des primes, cotisations ou contributions constatées dans les écritures des compagnies, sociétés et assureurs. Toutefois, sont déduites pour le calcul de la taxe :

1° Les primes, cotisations ou contributions relatives à des immeubles ou objets mobiliers situés à l'étranger

2° Celles perçues pour réassurances à moins que l'assurance primitive n'ait pas été soumise à la taxe

3° Les primes, cotisations ou contributions que les sociétés, compagnies et assureurs justifieraient n'avoir pas recouvrées par suite de la résiliation ou de l'annulation des contrats.

Il est ouvert dans les écritures des sociétés, compagnies et assureurs, un compte spécial à chacune des différentes natures de primes, cotisations ou contributions énumérées aux trois paragraphes précédents.

Le paiement de la taxe est effectué en conformité des dispositions des articles 27 et 29 de l'arrêté du 30 avril 1912.

**12.** A l'appui de leur versement, les sociétés, compagnies ou assureurs remettent au receveur de l'enregistrement un état certifié conforme à leurs écritures commerciales et indiquant :

1° Le montant des primes, cotisations et contributions échues pendant le trimestre et provenant des exercices antérieurs ;

2° Le montant des mêmes primes, cotisations ou contributions provenant de souscriptions nouvelles ;

3° Le montant des déductions à opérer en exécution de l'article 11 ; il est ouvert une colonne spéciale à chaque nature de déduction ;

4° Le montant net des primes, cotisations ou contributions assujetties à la taxe.

La liquidation générale de la taxe due pour l'exercice entier est faite conformément aux dispositions de l'article 30, alinéa final, de l'arrêté du 30 avril 1912.

La taxe due pour la période écoulée depuis le 6 mai 1912 jusque et y compris le 31 décembre suivant est liquidée conformément à l'article 31 de l'arrêté du 30 avril 1912.

Il n'est pas tenu compte des encaissements ou annulations de primes, cotisations ou contributions échues antérieurement au 6 mai 1912.

### III. — Abonnement au timbre

**13.** L'abonnement en vue du paiement des droits de timbre est obligatoire pour les assurances contre la vie et contre l'incendie. Il n'est point autorisé pour les assurances maritimes. Il est facultatif pour toutes les autres assurances.

L'abonnement est contracté dans les conditions prévues par le décret du 20 avril 1912, article 10 et l'arrêté du 30 avril 1912, articles 26 à 31.

Les assureurs qui, après avoir contracté un abonnement auquel ils ne sont pas assujettis obligatoirement, veulent y renoncer, sont tenus de payer un droit de soixante centimes par chaque police en cours d'exécution quels que soient la dimension du papier et le nombre des doubles.

**14.** Les actes de réassurances ne sont pas assujettis à la taxe annuelle de timbre, lorsque cette taxe est payée par l'assureur primitif.

### IV. — Tacite reconduction

**15.** Lorsque, à défaut d'abonnement, la police contient une clause de tacite reconduction, elle est soumise au visa pour timbre dans le délai de cinq jours de sa date. Le droit de visa est le même que celui du timbre employé pour l'acte.

### V. — Pénalités.

**16.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies des amendes prévues aux décrets des 19 et 20 avril 1912.

## 24 juin 1912

DÉCRET *sur la police des tramways.* (1).

(J. O. 26 JUIN 1912, 784)

ART. **1.** Les prescriptions du présent décret s'appliquent exclusivement aux voies ferrées classées sous le nom de «Tramways»

### TITRE I

### Régime légal des tramways et des propriétés riveraines

*Prescriptions de voirie.*

**2.** Sont applicables aux tramways les lois et règlements intervenus ou à intervenir qui ont pour objet d'assurer la conservation des fossés, talus, levées et ouvrages d'art dépendant des routes et d'interdire, sur toute leur étendu, le pacage des bestiaux et les dépôts de terre et autres objets quelconques.

*Régime des propriétés riveraines.*

**3.** Sont applicables aux propriétés riveraines des tramways les règlements de voirie intervenus ou à intervenir, concernant: l'alignement, l'écoulement des eaux, l'occupation temporaire des terrains en cas de réparation, la distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés, le mode d'exploitation des mines, minières et carrières dans une certaine zone.

*Contraventions aux dispositions qui précèdent.*

**4.** Les contraventions aux dispositions du présent titre seront punies d'une amende de 16 à 300 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, des peines portées au Code pénal français et au titre XI du présent décret. Les contrevenants seront, en outre, condamnés à supprimer, dans le délai déterminé par le jugement du tribunal, les constructions, dépôts ou excavations faits contrairement aux dispositions précédentes. Le jugement portera qu'à défaut par eux de satisfaire à cette condamnation dans le délai fixé, la suppression aura lieu d'office.

Les frais qu'entraînera l'exécution de cette mesure seront liquidés par le Directeur général des Travaux publics et le recouvrement en sera poursuivi par voie de contrainte décernée par lui, rendue exécutoire par l'un des juges de paix de Tunis et signifiée administrativement.

---

(1) Réglement pour Tunis, *A.* 10 *juillet* 1913.

L'exécution de la contrainte ne pourra être interrompue que par une opposition formée par le redevable et motivée, avec assignation à jour fixe, devant le tribunal civil de l'arrondissement. Dans ce cas, l'opposant sera tenu d'élire domicile au chef-lieu de l'arrondissement.

L'instruction se fera devant ce tribunal par simples mémoires respectivement signifiés. Le ministère des avocats-défenseurs ou des avocats ne sera pas obligatoire pour les parties. Les jugements seront rendus sur le rapport d'un juge, fait en audience publique et sur les conclusions du Procureur de la République.

## TITRE II

### Des concessionnaires ou fermiers de tramways.

*Constatation des contraventions aux cahiers des charges de la concession*

**5.** Lorsque le concessionnaire ou le fermier de l'exploitation d'un tramway contreviendra aux clauses du cahier des charges ou aux décisions rendues en exécution de ces clauses, en ce qui concerne le service de la navigation, la viabilité des routes ou le libre écoulement des eaux, procès-verbal sera dressé de la contravention, soit par les agents du service intéressé, soit par les agents de l'Etat préposés à la surveillance du tramway, dûment assermentés.

*Notification des procès-verbaux.*

**6.** Les procès-verbaux, dans les quinze jours de leur date, seront notifiés administrativement au domicile élu par le concessionnaire ou le fermier, à la diligence du Directeur général des Travaux publics et transmis, dans le même délai, au tribunal compétent.

*Pénalités.*

**7.** Les contraventions prévues à l'article 5 ci-dessus seront punis d'une amende de 300 à 3.000 francs.

*Mesures provisoires.*

**8.** L'Administration pourra, d'ailleurs prendre toutes mesures provisoires pour faire cesser le dommage.

Les frais qu'entraînera l'exécution de ces mesures seront liquidés et recouvrés, contre le concessionnaire ou fermier, comme il est dit au deuxième paragraphe de l'article 4 du présent décret.

*Responsabilité des concessionnaires.*

**9.** Les concessionnaires ou fermiers d'un tramway seront responsables, soit envers l'Etat, soit envers les particuliers, du dommage causé par les administrateurs, directeurs ou employés à un titre quelconque au service de l'exploitation du tramway.

L'Etat sera soumis à la même responsabilité envers les particuliers si le tramway est exploité à ses frais et pour son compte.

## TITRE III

### De la surveillance et du contrôle des tramways.

*Surveillance et contrôle des tramways.*

**10.** La construction, l'entretien et l'exploitation des tramways seront soumis au contrôle et à la surveillance de la Direction générale des Travaux publics.

Les agents du contrôle ont notamment pour mission :

1° En ce qui concerne l'exploitation commerciale :

De veiller à ce que le concessionnaire ne perçoive aucune taxe, de quelque nature qu'elle soit, en dehors de celles qui sont régulièrement homologuées par le Directeur général des Travaux publics ;

De surveiller le mode d'application des tarifs approuvés et l'exécution des mesures prescrites pour la réception et l'enregistrement des colis, leur transport et leur remise aux destinataires ;

De veiller à l'exécution des mesures prescrites pour que le service des transports ne soit pas interrompu aux points extrêmes de lignes en communication l'une avec l'autre ;

De vérifier les conditions des traités qui seraient passés par les compagnies avec les entreprises de transport par terre ou par eau en correspondance avec la voie ferrée et de signaler toutes les infractions au principe de l'égalité des taxes ;

De constater le mouvement de la circulation des voyageurs et des marchandises, les dépenses d'entretien et d'exploitation et les recettes.

2° En ce qui concerne l'exploitation technique :

De vérifier l'état de la voie, des terrassements, des ouvrages d'art, du matériel et des installations faites par le concessionnaire pour la production et la transmission de l'énergie ;

De veiller à l'exécution des règlements relatifs à la police et à la sûreté de la circulation.

3° En ce qui concerne la police :

De surveiller la composition, le départ, l'arrivée, la marche et le stationnement des trains, la propreté des voitures à voyageurs et des locaux affectés au public, l'entrée, le stationnement et la circulation des voitures dans les cours et stations, l'admission du public dans les gares et sur les quais de la voie ferrée ;

De veiller à l'observation, tant par le public que par le concessionnaire, de ceux des règlements relatifs aux voies publiques empruntées par la voie ferrée qui intéressent le service de celle-ci.

*Documents à communiquer au contrôle.*

**11.** Les concessionnaires sont tenus de présenter à toute réquisition, aux directeurs des services de contrôle ou à leurs délégués, leurs registres de recettes, leurs circulaires et ordres de services relatifs à l'exploitation de la voie ferrée, les traités qu'ils ont passés avec d'autres entreprises de transport pour l'organisation du service public et, en général, tous les documents nécessaires à l'exécution de la mission confiée au service du contrôle.

*Accidents.*

**12.** Toutes les fois qu'il arrive un accident sur la voie ferrée, il en est fait immédiatement déclaration, par le concessionnaire ou ses agents, à l'agent du contrôle dont le poste est le plus voisin.

Lorsque l'accident aura une certaine gravité, le concessionnaire avisera, en outre, par la voie la plus rapide, le Directeur général des Travaux publics et les ingénieurs du contrôle.

Lorsqu'il se produira un fait de nature à donner ouverture à l'action publique et, en tout cas, s'il y a mort ou blessures, le Procureur de la République en sera immédiatement avisé par la voie la plus rapide.

*Règlements de police et d'exploitation.*

**13.** Le concessionnaire est tenu, ainsi que le public, de se conformer aux prescriptions des arrêtés qui sont pris par le Directeur général des Travaux publics pour l'exécution des dispositions qui précèdent.

Toutes les dépenses qu'entraîne l'exécution de ces prescriptions sont à la charge du concessionnaire.

Le concessionnaire doit soumettre les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation de la voie ferrée à l'approbation du Directeur général des Travaux publics qui prescrit les modifications qu'il juge nécessaires, sur l'avis du service du contrôle.

## TITRE IV

## Entretien et police des gares et de la voie

*Police des gares.*

**14.** Les mesures de police destinées à assurer le bon ordre dans les gares et leurs dépendances sont réglées par le Directeur général des Travaux publics, la compagnie entendue.

*Entretien de la voie ferrée et de ses dépendances.*

**15.** La voie ferrée et tout le matériel qui en dépend doivent être constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre (1).

Si la voie ferrée et les parties de la voie publique dont l'entretien est confié au concessionnaire ne sont pas constamment entretenues en bon état, il y est pourvu d'office à la diligence de l'Administration et aux frais du concessionnaire.

*Sécurité de la circulation.*

**16.** Le concessionnaire est tenu de prendre à ses frais partout où la nécessité en aura été reconnue par le service du contrôle et eu égard au mode d'exploitation employé, les mesures nécessaires pour assurer la liberté et la sécurité du passage des voitures et des trains sur la voie ferrée et celle de la circulation ordinaire sur les routes et chemins que suit ou traverse la voie ferrée.

Le service du contrôle détermine, le concessionnaire entendu, les mesures à prendre pour assurer la sécurité sur les points de croisement ou de bifurcation des voies de tramways.

*Eclairage des gares et bureaux d'attente.*

**17.** Les gares, stations, haltes et bureaux d'attente auxquels est attaché un personnel permanent doivent être éclairés la nuit pendant la durée du service.

L'Administration peut prescrire l'éclairage, pendant la même durée, des abris et bureaux d'attente auxquels n'est attaché aucun personnel permanent lorsque des circonstances spéciales l'exigent.

(1) Cpr. Jurisp, citée sous l'art. 22 du décret du 16 octobre 1897 relatif à la police des chemins de fer.

## TITRE V

### Du matériel employé à l'exploitation

*Construction du matériel.*

**18.** Les machines, les tenders et les véhicules de toute espèce entrant dans la composition des trains sont construits suivant les meilleurs modèles, avec des matériaux de première qualité, conformément aux types acceptés par l'Administration ; ils doivent remplir les conditions nécessaires à la sécurité du public et des agents.

Le concessionnaire doit fournir à l'Administration les plans, dessins et tous documents utiles à l'appréciation des types proposés par lui.

L'Administration détermine, le concessionnaire entendu, les conditions auxquelles le matériel n'appartenant pas à la compagnie exploitante devra satisfaire pour être admis à circuler sur le réseau de cette compagnie.

*Essieux des véhicules.*

**19.** Les essieux des véhicules de toute espèce portent une marque au poinçon faisant connaître la provenance et la date de la fourniture.

*Machines et tenders.*

**20.** Les moyens de freinage des machines et tenders doivent être assez puissants pour que, lancés à une vitesse de vingt kilomètres (20 kilomètres) à l'heure, sur des rails secs et propres et sur une voie en pallier, ces véhicules puissent être arrêtés sur un espace de vingt mètres (20 mètres) au plus, à partir du moment où le serrage est ordonné.

Une sablière ou tout autre dispositif agréé par l'Administration, pour augmenter, en cas de besoin, l'adhérence des roues motrices sur les rails, doit être à la disposition du mécanicien et constamment entretenu en bon état de fonctionnement.

La machine ou le tender doit être muni d'un frein pouvant être manœuvré à la main.

Les machines ne doivent dégager aucune odeur et ne doivent répandre, sur la voie publique, ni flammèches, ni escarbilles, ni cendres, ni fumée, ni eau, ni huile, ni graisse, le concessionnaire étant expressément responsable de tout incendie causé par l'emploi de machines, soit sur la voie publique, soit dans les propriétés riveraines.

Les prescriptions ci-dessus sont applicables aux voitures automotrices.

*Mise en service des machines.*

**21.** Aucune machine ou automotrice ne peut être mise en service qu'en vertu d'une autorisation donnée par le service du contrôle, après avoir été soumise à toutes les épreuves prescrites par les règlements en vigueur et après vérification de l'efficacité des moyens de freinage.

*Voitures à voyageurs.*

**22.** Les voitures à voyageurs doivent être commodes et présenter les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des voyageurs.

Les dimensions minima de la place affectée à chaque voyageur assis devront être, sauf dérogations autorisées par l'Administration, au moins de quarante-cinq centimètres ($0^m$ 45) en largeur, soixante-cinq centimètres ($0^m$ 65) en profondeur et un mètre soixante-cinq ($1^m$ 65) en hauteur. L'Administration détermine, le concessionnaire entendu, le nombre maximum de voyageurs debout qui peuvent être admis dans les voitures.

Le nombre des places est indiqué en chiffres apparents dans chaque compartiment.

Les voitures de voyageurs sont suspendues sur ressorts.

La disposition particulière des places de chaque classe est conforme aux prescriptions arrêtées par l'Administration.

Les accès des voitures à traction mécanique doivent être pourvus de systèmes de fermeture faciles à manœuvrer et de nature à protéger les voyageurs occupant les places debout contre le danger de chute.

Chaque voiture sans exception est munie de freins. Ces freins doivent être assez puissants pour que, en joignant leur action à celle des moyens de freinage de la machine, les trains lancés avec une vitesse de vingt kilomètres (20 kilomètres) à l'heure, sur des rails secs et propres et sur une voie en palier, puissent être arrêtés sur un espace de vingt mètres (20 mètres) au plus, à partir du moment où le serrage est ordonné.

*Mise en service des voitures.*

**23.** Aucune voiture pour les voyageurs ne peut être mise en service sans une autorisation délivrée par le service du contrôle, après qu'il aura constaté que la voiture satisfait aux conditions exigées par le présent décret.

*Marques extérieures des véhicules.*

**24.** Les machines ,les tenders et les véhicules de toute espèce doivent porter à l'extérieur :

1° La désignation en toutes léttres ou par des initiales, de la ligne, du réseau ou de la compagnie auxquels ils appartiennent

2° Un numéro d'ordre.

Les voitures à voyageurs doivent porter, en outre, l'indication de la classe de chaque compartiment.

*Entretien du matériel roulant.*

**25.** Le matériel roulant et tout le matériel servant à l'exploitation sont constamment maintenus dans un bon état d'entretien et de propreté.

Si le matériel dont il s'agit n'est pas entretenu en bon état, il y est pourvu d'office à la diligence de l'Administration et aux frais du concessionnaire.

Le service du contrôle peut, le concessionnaire entendu, interdire la circulation des machines, tenders et autres véhicules qui ne se trouveraient pas dans des conditions suffisantes pour assurer la sécurité de l'exploitation.

## TITRE VI

### Composition des trains

*Matériel des trains.*

**26.** Tout train ordinaire de voyageurs devra contenir, en nombre suffisant, des voitures de chaque classe, à moins d'une autorisation spéciale du Directeur général des Travaux publics.

Le nombre maximum des essieux que pourront comporter les trains de voyageurs sera déterminé, dans chaque cas particulier, par le Directeur général des Travaux publics sur les propositions de la compagnie.

*Personnel des trains.*

**27.** Chaque machine à feu est conduite par un mécanicien et un aide. Il en est de même pour les autres moteurs lorsque le train comporte plus de deux véhicules.

Le mécanicien doit être agréé par le service du contrôle, l'aide doit être capable d'arrêter la machine en cas de besoin.

Chaque train est accompagné, en outre, du nombre de conducteurs ou de garde-freins qui sera fixé par le service du contrôle. Sauf exceptions autorisées par le Directeur général des Travaux publics, il y a sur la dernière voiture un conducteur qui est mis en communication avec le mécanicien.

Lorsqu'il y a plusieurs conducteurs dans un train, l'un d'eux doit avoir autorité sur les autres.

Pour les voitures automotrices isolées, pour les trains de plusieurs véhicules dont le moteur n'est pas une machine à feu ou pour ceux qui ont pour moteur une machine à feu et dont les véhicules sont munis de freins continus, le Directeur général des Travaux publics peut autoriser la conduite de la machine par un seul agent, sous la réserve que le conducteur-chef du train ou toute autre personne en faisant fonctions puisse toujours accéder à la machine et soit en état de l'arrêter en cas de besoin.

Semblable autorisation peut être donnée pour les trains de plusieurs véhicules dont le moteur n'est pas une machine à feu.

*Machines et voitures automotrices.*

**28.** Les machines sont placées en tête des trains. Il ne peut être dérogé à cette disposition que pour les manœuvres à exécuter dans les stations ou pour les cas de secours. Dans ces cas spéciaux, la vitesse ne doit pas dépasser cinq kilomètres (5 kilomètres) à l'heure.

Les trains sont remorqués par une seule machine, sauf en cas d'accident. Toutefois, l'Administration pourra autoriser la double traction, soit à la montée des rampes de forte inclination, soit en raison de circonstances spéciales.

Il est, dans tous les cas, interdit d'atteler simultanément plus de deux machines à un train.

Ces prescriptions ne sont pas applicables aux trains comportant des voitures automotrices avec moteurs électriques ou autres ; la composition de ces trains et la vitesse qui ne pourra pas être dépassée par les trains comportant une composition exceptionnelle devront être approuvées par l'Administration.

*Transport des matières dangereuses ou infectes.*

**29.** Il est interdit d'admettre dans les convois qui portent des voyageurs aucune matière pouvant donner lieu soit à des explosions, soit à des incendies, soit à des émanations infectes, sauf les exceptions autorisées par le Directeur général des Travaux publics.

La nomenclature et le classement des marchandises auxquelles est applicable le présent article et les conditions de leur trans-

port sont déterminés par le Directeur général des Travaux publics, la compagnie entendue.

*Intercommunications.*

**30.** Dans les tramways à service de voyageurs, le cocher ou le mécanicien doit se trouver en communication, au moyen d'un signal d'arrêt, soit avec le receveur ou employé, qui fait le service de chaque voiture, soit avec les voyageurs.

*Eclairage des voitures ou des trains.*

**31.** Toute voiture isolée ou tout train porte extérieurement un feu blanc à l'avant et un feu rouge à l'arrière. Les fanaux sont à réflecteurs.

Les feux doivent être allumés dès la chute du jour jusqu'à la cessation du service et de la reprise du service jusqu'au lever du jour.

Ils doivent être également allumés pendant le jour en cas de brouillard.

Les voitures destinées aux voyageurs devront être éclairées intérieurement.

## TITRE VII

### Du départ, de la circulation et de l'arrivée des trains

*Du départ des trains.*

**32.** Avant le départ du train, le mécanicien s'assure si toutes les parties de la machine sont en bon état, et particulièrement si les moyens de freinage dont il dispose fonctionnent convenablement. En ce qui concerne les voitures et leurs freins, la même vérification sera faite dans les conditions déterminées par le réglement homologué de la compagnie.

Le mécanicien ne doit mettre le train en marche que lorsque le conducteur-chef du train lui a donné le signal du départ.

*Service des trains en marche.*

**33.** En marche, le cocher ou le mécanicien doit porter son attention sur l'état de la voie, sur l'approche des voitures ordinaires et des troupeaux, et ralentir ou même arrêter en cas d'obstacles, suivant les circonstances ; il doit se conformer aux signaux qui lui sont faits par les gardiens et ouvriers de la voie.

Il signale l'approche du train au moyen d'un appareil sonore, du type déterminé par le Directeur général des Travaux publics pour chaque catégorie de tramways.

Il doit ralentir ou même arrêter la marche toutes les fois que l'arrivée d'un train effrayant les chevaux ou autres animaux pourrait être la cause de désordres et occasionner des accidents, ou en cas d'encombrement.

Aucune personne autre que le mécanicien et son aide ne peut monter sur la plate-forme d'une machine à feu, à moins d'une permission spéciale et écrite du directeur de l'exploitation de la voie ferrée. Sont exceptés de cette interdiction les fonctionnaires chargés de la surveillance.

*Ateliers de réparation de la voie.*

**34.** Lorsqu'un atelier de réparation est établi sur une voie, des signaux doivent indiquer si l'état de la voie ne permet pas le passage des voitures ou des trains, ou s'il suffit d'en ralentir le marche.

*Arrêts en dehors des gares*

**35.** Les trains ne peuvent stationner en dehors des gares que durant le temps strictement néressaire pour les besoins du service.

Les locomotives ou les voitures isolées ne peuvent être garées sur les voies affectées à la circulation des trains.

Il est expressément interdit d'effectuer le nettoyage des grilles sur la voie publique.

*Secours en cas d'accidents*

**36.** Des machines de réserve et des wagons de secours munis de tous les agrès et outils nécessaires en cas d'accidents doivent être entretenus constamment prêts à partir aux points désignés par le service du contrôle.

Chaque train doit, d'ailleurs être muni des outils les plus indispensable.

Aux stations ou bureaux de contrôle et d'attente désignés par l'administration, le concessionnaire entretiendra les médicaments et moyens de secours nécessaires en cas d'accident.

*Marche des trains*

**37.** Le Directeur général des Travaux publics détermine, sur la proposition du concessionnaire, le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, ainsi que le tableau du service des trains. Il détermine dans les mêmes conditions, la vitesse maximum à la traversée des lieux habités.

Des affiches placées dans les stations et dans les bureaux d'attente et de contrôle font connaitre au public les heures de départ

des convois ordinaires, les stations qu'ils doivent désservir, les heures auxquelles ils doivent arriver à ces stations et en partir, ou pour les trains qui se suivent normalement à intervalles réguliers de quinze minutes au plus, les heures du premier et du dernier départ et la durée de l'intervalle entre les trains.

Si l'exploitation de la ligne comporte des arrêts en pleine voie, afin de prendre ou de laisser, soit des voyageurs, soit des marchandises, ces affiches font connaître cette circonstance, sans indiquer les heures de passage à ces arrêts.

Quand les conditions d'établissement des lignes le permettent, le concessionnaire peut être tenu de prendre les mesures nécessaires pour que toute interruption de service ou tout retard excédant les limites déterminées par l'Administration soit, aussitôt que possible, porté à la connaissance du public dans les gares et stations pourvues d'un personnel permanent.

## TITRE VIII

### De la perception des taxes et des frais accessoires

*Perception des taxes.*

**38.** Aucune taxe, de quelque nature qu'elle soit, ne peut être perçue par la compagnie qu'en vertu d'une homologation du Directeur général des Travaux publics.

*Propositions des compagnies.*

**39.** Pour l'exécution de l'article qui précède ,la compagnie doit dresser un tableau des prix qu'elle a l'intention de percevoir, dans la limite du maximum autorisé par le cahier des charges, pour le transport des voyageurs, des bestiaux, marchandises et objets divers, et le transmettre au Directeur général des Travaux publics.

*Tarif exceptionnel.*

**40.** La compagnie doit, en outre, dans le plus court délai et dans les formes énoncées à l'article précédent soumettre ses propositions au Directeur général des Travaux publics pour les prix de transport non déterminés par le cahier des charges et à l'égard desquels l'Administration est appelée à statuer.

*Frais accessoires.*

**41.** Quant aux frais accessoires, tels que ceux de chargement, de déchargement et d'entrepôt dans les gares et magasins du tramway et quant à toutes les taxes qui doivent être réglées annuellement, la compagnie doit en soumettre le règlement au Directeur général des Travaux publics ; jusqu'à décision, les anciens tarifs continueront à être perçus.

*Affichage des tarifs.*

**42.** Les tableaux des taxes et des frais accessoires approuvés sont constamment affichés dans les lieux les plus apparents des gares, stations et bureaux d'attente.

Lorsque les tarifs ne peuvent pas être affichés dans toute leur étendue, ils sont tenus à la disposition du public qui en est informé par des affiches apposées comme ci-dessus.

*Modifications des tarifs.*

**43.** Lorsque la compagnie veut apporter quelques changements aux prix autorisés, elle en donne avis au Directeur général des Travaux publics.

Le public est, en même temps, informé, dans les formes prévues à l'article précédent, des changements proposés.

A l'expiration du mois à partir de la date de l'affiche, lesdites taxes peuvent être perçues si, dans cet intervalle, le Directeur des Travaux publics les a homologuées.

Si l'homologation est subordonnée à la modification de quelques-uns des prix affichés ou des conditions mises à leur application, le prix ou les conditions modifiés doivent être affichés de nouveau et les tarifs ne peuvent être mis en perception qu'un mois après la date de ces affiches.

*Ordre des expéditions.*

**44.** La Compagnie est tenue d'effectuer avec soin, exactitude et célérité et sans tour de faveur, les trasnports des marchandises, bestiaux et objets de toute autre nature qui lui sont confiés.

Au fur et à mesure que des colis, des bestiaux ou des objets quelconques arrivent aux stations, enregistrement en est fait immédiatement, avec mention du prix total dû pour le transport. Le transport s'effectue dans l'ordre des inscriptions, à moins de délais demandés ou consentis par l'expéditeur, et qui sont mentionnés dans l'enregistrement.

Un récépissé doit être délivré à l'expéditeur s'il le demande, sans préjudice, s'il y a lieu, de la lettre de voiture. Le récépissé énonce la nature et le poids des colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport doit être effectué.

Les registres mentionnés au présent article sont représentés à toute réquisition des fonctionnaires et agents chargés de veiller à l'exécution du présent règlement.

## TITRE IX

### Des mesures concernant les voyageurs et les personnes étrangères au service du tramway

*Mesures concernant la protection de la voie et la liberté de la circulation.*

**45.** Il est défendu à toute personne étrangère au service de la voie :

1° De déranger, altérer ou modifier sous quelque prétexte que ce soit, la voie ferrée et les ouvrages qui en dépendent, et de manœuvrer les appareils qui ne sont pas à la disposition du public

2° De jeter ou déposer sur la voie ferrée aucuns matériaux ni objets quelconques

3° D'emprunter les rails de la voie ferrée pour la circulation de voitures étrangères au service

4° De pénétrer, sans y être autorisé régulièrement, dans les parties de la voie ferrée qui ne sont pas affectées à la circulation publique, d'y introduire ou laisser introduire des animaux dont elle est responsable, d'y faire circuler ou stationner aucun véhicule étranger au service

5° De laisser stationner sur les parties de la voie publique occupée par le tramway des voitures ou des animaux non gardés.

Tout piéton ou tout conducteur de véhicule quelconque doit, à l'approche d'un train ou d'une voiture appartenant au service de la voie ferrée, prendre en mains les guides ou le cordeau de son équipage, de façon à se rendre maître de ses chevaux, dégager immédiatement la voie et s'en écarter de manière à livrer toute la largeur nécessaire au passage du matériel de la voie ferrée.

Tout conducteur de troupeaux ou d'animaux doit les écarter de la voie férree à l'approche d'un train ou d'une voiture appartenant au service de cette voie.

*Mesures concernant les voyageurs.*

**46.** Il est interdit aux voyageurs :

1° D'entrer dans les voitures ou d'en sortir pendant la marche et autrement que par les accès réservés à cet effet

2° De passer d'une vioture dans une autre autrement que par les passages diposés à cet effet, de se pencher au dehors, d'occuper un emplacement non destiné aux voyageurs.

Il est défendu de fumer dans les salles d'attente ainsi que dans les compartiments fermés des voitures, exception faite des compartiements portant la plaque indicatrice « Fumeurs ».

Le Directeur général des Travaux publics détermine sur l'avis du service du contrôle et le concessionnaire entendu, les mesures auxquelles les voyageurs doivent se conformer à la réquisition des agents du concessionnaire pour permettre la perception et le contrôle des taxes. Il peut interdire l'accès des voitures aux personnes qui ne sont pas munies des billets.

*Limitation du nombre des voyageurs.*

**47.** Il est interdit d'admettre dans les voitures plus de voyageurs que ne le comporte le nombre de places indiqué dans chaque compartiment.

*Interdiction de l'accès des voitures à voyageurs.*

**48.** L'entrée des voitures est interdite :

1° A toute personne en état d'ivresse

2° A tous individus porteurs d'armes à feu chargées ou de paquets qui par leur nature, leur volume ou leur odeur pourraient gêner ou incommoder les voyageurs.

*Expédition de matières dangereuses ou infectes.*

**49.** Les personnes qui veulent expédier des marchandises classées comme dangereuses ou infectes par les règlements en vigueur doivent en faire la déclaration formelle au moment où elles les livrent au service de la voie ferrée et se conformer à toutes les prescriptions des dits règlements en ce qui concerne le conditionnement, l'emballage et la marque des colis.

*Transport des animaux.*

**50.** Aucun animal n'est admis dans les voitures servant au transport des voyageurs ; toutefois, des exceptions peuvent être autorisés pour les animaux de petite taille convenablement enfermés ; en outre, le concessionnaire peut, si les dispositions du train le permettent, placer dans des compartiments spéciaux les voyageurs qui ne voudraient pas se séparer de leurs chiens, pourvu que ces animaux soient muselés en quelque saison que ce soit.

## TITRE X

### Dispositions diverses

*Délais de présentation des propositions.*

**51.** Dans tous les cas, où conformément aux dispositions du présent règlement, l'Ad-

ministration devra statuer sur la proposition d'une compagnie, la compagnie sera tenue de soumettre cette proposition dans le délai déterminé par l'Administration faute de quoi il pourra être statué directement.

Si l'Administration pense qu'il y a lieu de modifier la proposition de la compagnie, elle devra, sauf le cas d'urgence, entendre la compagnie avant de prescrire les modifications.

*Uniforme des agents de la compagnie.*

**52.** Tout agent employé sur les tramways sera revêtu d'un uniforme ou porteur d'un signe distinctif.

*Registre des réclamations.*

**53.** Il est tenu, dans les stations et bureaux d'attente fixés par l'Administration, des registres cotés et paraphés par le service du contrôle lesquels sont destinés à recevoir les réclamations des personnes (voyageurs ou autres) qui auraient des plaintes à former, soit contre le concessionnaire, soit contre ses agents, et les résultats de l'instruction faite par le contrôle.

Ces registres sont présentés à toute réquisition du public ; ils sont communiqués sur place aux agents du contrôle.

Dès qu'une plainte est inscrite sur un registre, le concessionnaire doit en aviser le service du contrôle.

*Affichage et publication du présent règlement.*

**54.** Des exemplaires du présent règlement sont constamment tenus à la disposition du public, par les soins du concessionnaire, dans les gares pourvues d'un personnel permanent. Des affiches apposées dans ces gares en informent le public.

Le conducteur ou receveur de toute voiture, le conducteur principal de tout train en marche sont munis d'un exemplaire du règlement ; des extraits sont délivrés, chacun pour ce qui le concerne, aux cochers, receveurs, mécaniciens, chauffeurs, garde-freins et autres agents employés sur la voie ferrée.

Des extraits en ce qui concerne les règles à observer par les voyageurs pendant le trajet sont placés dans chaque caisse de voiture.

## TITRE XI

### Des mesures relatives à la sûreté de la circulation sur les tramways

*Atteintes volontaires à la sûreté de la circulation.*

**55.** Quiconque aura volontairement détruit ou dérangé la voie de fer, placé sur la voie un objet faisant obstacle à la circulation ou employé un moyen quelconque pour entraver la marche des convois ou les faire sortir des rails, sera puni de la réclusion.

S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera dans le premier cas, puni de mort, et, dans le second, de la peine des travaux forcés à temps.

*Cas de réunions séditieuses.*

**56.** Si le crime prévu par l'article 55 a été commis en réunion séditieuse, avec rébellion ou pillage, il sera imputable aux chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions qui seront punis comme coupables du crime et condamnés aux mêmes peines que ceux qui l'auront personnellement commis, lors même que la réunion séditieuse n'aurait pas eu pour but direct et principal la destrction de la voie de fer.

Toutefois, dans ce dernier cas, lorsque la peine de mort sera applicable aux auteurs du crime, elle sera remplacée à l'égard des chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, par la peine des travaux forcés à perpétuité.

*Menaces écrites.*

**57.** Quiconque aura menacé par écrit anonyme ou signé, de commettre un des crimes prévus par l'article 55 sera puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans, dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué ou de remplir toute autre condition.

Si la menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement de trois à deux ans et d'une amende de cent à cinq cents francs.

Si la menace avec ordre ou condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de vingt-cinq à trois cents francs.

Dans tous les cas, le coupable pourra être frappé par le jugement d'une interdiction de séjour dont la durée ne pourra pas être moindre de deux ans ni excèder cinq ans.

*Accidents par cause involontaire.*

58. Quiconque par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des lois ou règlements, aura involontairement causé sur un tramway un accident qui aura occasionné des blessures, sera puni de huit jours à six mois d'emprisonnement et d'une amende de cinquante à cinq cents francs.

Si l'accident a occasionné la mort d'une ou plusieurs personnnes, l'emprisonnement sera de six mois à cinq ans et l'amende de trois cents à trois mille francs.

*Abandon de poste pendant la marche d'un train.*

59. Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans tout mécanicien, wattman, conducteur ou garde-frein qui aura abandonné son poste pendant la marche du train.

*Contraventions aux règlements et aux arrêtés pris en exécution des règlements.*

60. Toute contravention au présent décret et à tous les règlements sur la police, la sûreté et l'exploitation du tramway, ainsi qu'aux arrêtés pris par le Directeur général des Travaux publics pour l'exécution desdits règlements, sera punie d'une amende de seize à trois mille francs.

En cas de récidive dans l'année, l'amende sera portée au double et le tribunal pourra, selon les circonstances, prononcer, en outre, un emprisonnement de trois jours à un mois.

*Constatation des infractions au présent décret*

**61.** Les crimes, délits ou contraventions prévus au présent décret pourront être con tatés par des procès-verbaux dressés concurrement par les officiers de police judiciaire, les ingénieurs des ponts et chaussées, les contrôleurs des mines et tous agents de surveillance et gardes nommés ou agréés par l'Administration et dûment assermentés.

Les procès-verbaux des délits et contraventions feront foi jusqu'à preuve contraire.

Au moyen du serment prêté devant le tribunal de première instance de leur domicile, les agents de surveillance de l'Administration et des concessionnaires ou fermiers pourront verbaliser sur toute la ligne du tramway auquel ils seront attachés.

*Affirmation des procès-verbaux.*

**62.** Les procès-verbaux qui auront été derssés par les agents de surveillance et gardes assermentés seront dispensés de la formalité de l'affirmation.

*Résistance aux agents du tramway.*

**63.** Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les agents des tramways dans l'exercice de leurs fonctions sera punie des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions faites par le Code pénal français.

*Circonstances atténuantes.*

**64.** L'article 463 du Code pénal français est applicable aux condamnations qui seront prononcées en exécution du présent décret.

*Cumul des peines.*

**65.** En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par le présent décret ou par le Code pénal français, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Les peines encourues pour des faits postérieurs à la poursuite pourront être cumulées sans préjudice des peines de la récidive.

*Attribution de compétence.*

**66.** La juridiction française sera seule compétente dans tous les cas pour connaître des infractions au présent décret et des contestations auxquelles pourra donner lieu son application.

---

## 4 juillet 1912

DÉCRET *instituant un corps de kahias.*

(J. O. 6 JUILLET 1912, 825)

ART. **1.** — Il est créé un corps de kahias (caïds stagiaires) dont le nombre sera fixé suivant les besoins du service et les disponibilités budgétaires.

**2.** — Les kahias seront nommés par décret et recevront une rémunération annuelle de 4.000 francs ; ils ne seront pas admis à faire partie de la société de prévoyance des fonctionnaires tunisiens.

**3.** — Ces agents seront appelés à remplir, sous l'autorité du caïd, les mêmes fonctions administratives et judiciaires que ce dernier, dans une partie déterminée du caïdat.

Leur correspondance adressée au Premier Ministre, sera transmise par la voie du caïd

et du contrôleur civil qui l'annoteront s'il y a lieu.

**4.** — Les candidats pourront avant leur nomination être appelés à accomplir un stage non rétribué dans les bureaux de l'Administration générale.

---

## 10 juillet 1912

DÉCRET *modifiant celui du* 5 *novembre* 1902 *sur le remplacement administratif des indigènes.*

(J. O. 10 JUILLET 1912, 833)

Ajouter après le paragraphe unique de l'article 7 *(du décret du* 5 *novembre* 1902*)*.

ART 7. .....

« Des rengagements d'une durée de 18 « mois avec prime, peuvent être acceptés « dans les limites de nombre que fixera notre « Ministre de la Guerre.

« ART. 10. L'engagement et le rengage- « ment pour une durée de 3 ans donnent « droit :

.....

« L'engagement et le rengagement réduit « à une durée de 18 mois donnent droit :

« 1° A une prime dont le montant est fixé « à 200 francs due à compter du jour de la « signature de l'acte de rengagement

« 2° A une haute paye journalière de « 0 fr. 35 ».

---

## 13 juillet 1912

DÉCRET *réglementant les assurances mutuelles agricoles* (1).

(J. O. 17 JUILLET 1912, 851)

ART. **1.** Les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles doivent, pour se former librement sans l'autorisation du Gouvernement, et bénéficier des avantages du présent décret ainsi que des exemptions d'enregistrement et de timbre prévues par les décrets des 19 et 20 avril 1912, être administrées gratuitement, n'avoir en vue et ne réaliser en fait aucun bénéfice et se constituer conformément aux règles ci-après.

Elles ont la personnalité civile et peuvent ester en justice.

Elles ne peuvent posséder d'autres immeubles que ceux nécessaires à leur fonctionnement.

(1) Assurances contre la grêle par les sociétés indigènes de prévoyance, D. 31 mars 1919.

**2.** Elles ne peuvent être constituées qu'entre agriculteurs, associations agricoles ou personnes exerçant une profession connexe à la profession agricole, c'est-à-dire ayant pour but de confectionner, réparer ou améliorer des objets agricoles.

**3.** Elles ne peuvent garantir leurs membres que contre des risques exclusivement agricoles, tels que : grêle, mortalité du bétail, gelée, incendie de récoltes, cheptel, matériel et produits agricoles, mobiliers appartenant à des agriculteurs ou à des personnes exerçant une profession connexe à celle d'agriculteur, maisons rurales d'habitation, bâtiments agricoles.

Elles doivent gérer séparément et distinctement les opérations relatives à chacun des risques que leurs statuts les autorisent à garantir.

**4.** Le fonds social ne peut être formé par des souscriptions d'actions. Il est constitué par les cotisations spéciales ou droits d'entrée de leurs membres, les primes ou cotisations des assurés, les subventions ou subsides de l'Etat et des associations agricoles, notamment des caisses de crédit mutuel agricole, des dons et legs des particuliers et desdites associations, les intérêts des fonds placés et les ristournes ou participations obtenues des réassureurs.

Les cotisations spéciales des sociétaires ou droits d'entrée sont payables d'avance.

Les primes ou cotisations d'assurances sont fixes et exclusives de toute solidarité entre les assurés.

Les recettes sociales sont affectées au paiement des frais de gestion, des primes de réassurances, des indemnités de sinistres et autres dépenses.

L'excédent annuel des recettes sur les paiements est versé à un fonds de réverse.

**5.** Les statuts déterminent le siège, la circonscription territoriale et la durée de la société, la nature, l'objet et l'étendue de ses opérations, son mode de constitution, d'administration, de dissolution et de liquidation, le mode de recouvrement des primes, les expertises et le règlement des sinistres, les conditions d'assurances qui doivent être les mêmes pour toutes les caisses locales dépendant d'une même caisse régionale et dont la durée ne peut excéder cinq années, outre le temps restant à courir sur l'année en cours, jusqu'au 1er janvier suivant.

**6.** Avant toute opération, les statuts, avec la liste complète des administrateurs, gé-

rants ou directeurs et des sociétaires, indiquant leurs noms, professions, domiciles, sont, par dérogation aux conditions de publicité prescrites pour les sociétés d'assurances ordinaires, établis sur papier libre et déposés en triple exemplaire au greffe de la justice de paix du canton dans lequel la société a son siège.

Chaque année, dans la première quinzaine de mars, il est, en outre, déposé au même greffe, et également en triple exemplaire, la liste des sociétaires au 1er janvier précédent, ainsi que le tableau sommaire des recettes et des dépenses et des opérations effectuées au cours de l'exercice précédent.

Il est donné sans frais récépissé de chacun de ces dépôts.

Deux exemplaires de chaque document déposé sont adressés, séance tenante, par le juge de paix au Procureur de la République de l'arrondissement judiciaire.

L'exemplaire, qui reste déposé au greffe de la justice de paix, est communiqué à tout requérant.

**7.** Les caisses locales d'assurances mutuelles agricoles ne sont définitivement constituées et ne peuvent faire d'opérations qu'à la double condition :

1° De comprendre sept membres au moins, les associés conservant obligatoirement à leur charge un vingtième du risque pour les assurances contre l'incendie et deux vingtièmes pour les assurances contre la mortalité du bétail ;

2° D'avoir, au nombre de sept au moins, formé entre elles une caisse régionale de réassurance des risques prévus par leurs statuts.

**8.** Chaque caisse locale doit, obligatoirement, conserver à sa charge, sans qu'il puisse y avoir confusion avec la portion de risque laissée à la charge de l'associé, une part des risques assurés par elle.

Cette part est, au minimum, d'un vingtième, mais elle peut être augmentée au fur et à mesure de l'accroissement des réserves.

Le surplus des risques doit être obligatoirement réassuré à la caisse régionale.

**9.** Chaque caisse locale verse à la caisse régionale la moitié des cotisations spéciales de sociétaires ou droits d'entrée par elle encaissés.

**10.** Aucune caisse locale sociétaire ne peut se retirer de la caisse régionale dont elle fait partie avant l'expiration de l'engagement de ses polices réassurées. Elle doit rembourser à la caisse régionale les avances qu'elle en a reçues, ainsi que la part de risques qui lui incombait, mais que la caisse régionale aura payée ou pourra avoir à payer à sa décharge.

**11.** Les caisses régionales ont pour objet de garantir le paiement de la part de risque conservée par les caisses locales qui dépendent d'elles, en cas d'insuffisance de leurs ressources, de prendre en réassurance de chaque caisse locale une quote-part de leurs risques et d'en réassurer une partie à une caisse centrale mutuelle tunisienne et, à défaut, à une caisse mutuelle française ou algérienne ou à une société française par actions.

**12.** Les caisses régionales ont le droit de vérifier à tout moment la comptabilité des caisses locales et de prononcer l'exclusion de ces dernières pour refus d'inspection ou irrégularité grave dans leur fonctionnement, sous réserve de l'exécution des engagements en cours au moment de l'exclusion.

**13.** Les caisses régionales peuvent, en vue de donner plus de solidité et d'extension à leurs opérations, se fédérer entre elles et aussi avec d'autres caisses régionales françaises ou algériennes constituées d'après la loi française du 4 juillet 1900, et s'engager à s'avancer mutuellement la somme nécessaire pour l'insuffisance des sommes dues par l'une d'elles en cas de sinistre.

**14.** La caisse centrale doit garantir le paiement de la part des risques conservés par les caisses régionales, pour le cas d'insuffisance de leurs ressources.

**15.** Si la caisse centrale est tunisienne, les règles prévues au présent décret lui sont applicables.

Elle peut fonctionner dès que deux caisses régionales au moins se rattachent à elle.

Elle peut conserver une part de 50 % (cinquante pour cent) dans les risques assurés par les caisses régionales ; toutefois, elle peut majorer cette part au fur et à mesure de l'accroissement de ses réserves. Pour le surplus des risques, la caisse centrale doit se réassurer obligatoirement à une caisse centrale ou à une société par action de la métropole ou de l'Algérie.

**16.** En cas de dissolution d'une caisse locale, l'actif, après apurement des comptes, sera versé à une institution agricole, qui sera désignée par l'assemblée générale votant la dissolution ou, à défaut, par le Gouvernement.

En cas de dissolution d'une caisse régionale, l'actif après apurement des comptes, sera réparti entre ses caisses locales au prorata des primes encaissées pendant les cinq dernières années.

De même, en cas de dissolution de la caisse centrale, son actif est réparti dans les mêmes conditions entre ses caisses régionales.

**17.** Les caisses régionales peuvent, pendant un délai d'un an, à compter de la date de leur création, délivrer directement des polices d'assurances dans les localités de leur circonscription où il n'a pas encore été constitué de caisses locales.

**18.** Les caisses locales et régionales, ainsi que la caisse centrale, si elle est tunisienne, ne pourront commencer leurs opérations qu'après approbation de leurs statuts et tarifs par le Gouvernement.

Toute modification aux dits statuts et tarifs ne pourra de même entrer en application qu'après approbation du Gouvernement.

**19.** Les caisses locales et régionales d'assurances mutuelles agricoles sont exemptes de tous droits de timbre et d'enregistrement sur leurs actes constitutifs de société et sur leurs polices et de toute taxe fiscale sur les capitaux assurés ou réassurés par leurs soins.

**20.** Notre Directeur général des Finances et notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent décret et de prendre tous arrêtés réglementaires en vue de son application et notamment de l'exécution des articles 16 et 19.

---

## 25 juillet 1912

ARRÊTÉ *du Directeur des Finances réglementant la perception du droit de transmission sur les titres d'actions et d'obligations.*

(J. O. 3 AOUT 1912, 897)

ART. **1.** Les sociétés, compagnies ou entreprises quelconques, dont les actions et obligations sont assujetties au droit de transmission établi par les nº 18 et 19 (Section I, § 1er) du tarif annexé au décret du 19 avril 1912, sont tenues de faire, au bureau d'enregistrement des actes civils du lieu où elles ont le siège de leur principal établissement, une déclaration contenant :

1º L'objet, le siège et la durée de la société ou de l'entreprise ;

2º La date de l'acte constitutif et celle de l'enregistrement de cet acte ;

3º Les noms des directeurs ou gérants ;

4º Le nombre et le montant des titres émis, en distinguant les actions des obligations, et les titres nominatifs des titres au porteur.

Cette déclaration devra être faite avant le 1er septembre 1912, par les sociétés et compagnies existantes et par les autres dans le mois de leur constitution définitive.

En cas de modifications dans la constitution sociale, de changement de siège, de remplacement du directeur ou gérant, d'émission de titres nouveaux, lesdites sociétés, compagnies et entreprises devront en faire la déclaration, dans le délai d'un mois, au bureau qui aura reçu la déclaration primitive.

**2.** Le droit de 25 centimes par 100 francs établi par le nº 18 (Section I, § 1er) du tarif annexé au décret du 19 avril 1912 sur les transferts des actions et obligations nominatives, ainsi que sur les conversions de titres(1), est perçu pour le compte du Trésor, et au moment du transfert ou de la conversion, par les sociétés, compagnies et entreprises qui en sont constituées débitrices par le fait du transfert.

**3.** Le versement du montant de ces taxes est effectué par lesdites sociétés, compagnies et entreprises, au bureau d'enregistrement de leur siège social, après l'expiration de chaque trimestre et dans les vingt premiers jours du trimestre suivant.

Il est déposé à l'appui du versement un relevé des transferts et conversions opérés pendant le trimestre et soumis à l'impôt.

Ce relevé énoncera :

1º La date de chaque opération ;

2º Les noms, prénoms et domiciles du cédant et du cessionnaire ou du détenteur des titres convertis ;

3º La désignation et le nombre des actions et obligations transférées ou converties ;

4º Le prix de chaque transfert ou la valeur des actions et obligations converties ;

5º Le total, en toutes lettres, de la somme soumise au droit de 25 centimes par 100 francs.

**4.** Les transferts faits à titre de garantie, et ne comportant pas transmission de propriété-

(1) Le droit n'est dû que sur les conventions de titres nominatifs en titres au porteur.

té, font l'objet d'un état spécial joint au relevé trimestriel visé par l'article 3.

Il ne sera pas tenu compte de ces transferts dans la liquidation des droits.

**5.** La valeur des actions et obligations converties est établie, pour celles cotées à la Bourse, d'après le dernier cours moyen constaté avant le jour de la conversion, et pour les autres, conformément à l'article 3 du décret du 19 avril 1912.

**6.** La taxe annuelle de 10 centimes par 100 francs établie sur les titres au porteur et sur ceux dont la transmisssion peut s'opérer sans un transfert sur les registres de la société, est payée dans les vingt jours qui suivront l'expiration de chaque trimestre, et perçue, pour le trimestre entier, d'après la situation établie conformément aux dispositions ci-après. Elle est avancée par les sociétés, compagnies, entreprises, sauf recours contre les porteurs des dits titres.

Pour l'acquittement de cette taxe, les sociétés déposent un état distinct des actions et des obligations de cette nature existantes au dernier jour de chacun des trimestres de janvier, avril, juillet et octobre (1). Cet état mentionne le cours moyen, pendant l'année précédente, des actions et obligations cotées à la Bourse. A l'égard de celles non cotées dans le cours de cette année, il contient une déclaration estimative faite conformément à l'article 3 du décret du 19 avril 1912.

En ce qui concerne les émissions de titres effectuées au cours d'un trimestre, le droit n'est dû, pour la première fois, qu'en raison du nombre de jours écoulés depuis leur émission.

**7.** Les états, relevés et déclarations qui sont fournis au receveur de l'enregistrement, conformément aux articles précédents, doivent être certifiés véritables par les directeurs ou gérants des sociétés, compagnies ou entreprises.

Dans ces états, relevés et déclarations, il est fait déduction, pour la perception des droits : 1° des versements restant à faire sur les titres non entièrement libérés 2° des actions et obligations qui ont supporté le droit annuel de transmission en France.

**8.** Le cours moyen, qui doit servir de base à la perception de la taxe sur les titres au porteur, est établie en divisant la somme des cours moyens de chacun des jours de l'année, par le nombre de ces cours.

(1) Il a été décidé que ce versement peut n'être effecué que par semestre.

**9.** Les dépositaires des registres à souche et des registres de transferts et conversions de titres de sociétés, compagnies et entreprises, sont tenus de les communiquer sans déplacement, ainsi que toutes les pièces et documents relatifs auxdits transferts et conversions, aux agents de l'administration des Finances accrédités à cet effet par le Directeur général des Finances, à toute réquisition et de leur laisser prendre, sans frais, les renseignements, extraits et copies qui sont nécessaires dans l'intérêt du Trésor public, à peine de l'amende prévue par l'article 31 du décret du 19 avril 1912.

**10.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies des amendes prévues au décret du 19 avril 1912.

---

## 21 août 1912

DÉCRET *modifiant celui du* 15 *septembre* 1908 *qui réglemente l'allocation de secours aux victimes de sinistres agricoles.*

(J. O. 28 AOÛT 1912, 980)

ART. UNIQUE. Le paragraphe 3 de l'article 2 du décret du 15 septembre 1908 est abrogé et remplacé par la disposition suivante:

« Leur taux, subordonné, en fait, aux « disponibilités budgétaires correspondan- « tes, varie, en principe, de 1 à 10 % du mon- « tant de la perte éprouvée et ne peut excé- « der cette dernière proportion ».

---

## 29 août 1912

DÉCRET *relatif à la date de mise en recouvrement de la taxe vitiole, à la procédure de ce recouvrement et au privilège du syndicat des viticulteurs.*

(J. O. 4 septembre 1912, 996)

ART. **1.** A l'avenir, la taxe viticole sera mise en recouvrement dans l'année courante et non plus à année échue (1).

. . . . . .

**3.** Le recouvrement de la taxe viticole se fera comme en matière d'impôts directs (2).

Le privilège accordé au Trésor par la législation en vigueur en vue du recouvrement des impôts directs est étendu au syndicat général obligatoire des viticulteurs (3).

(1) Etablissement de cette taxe, D. 29 janvier 1892, art. 25 et 26
(2) V. *A.* 31 *août* 1892. et D. 26 mai 1901, — Recouvrement des impôts directs, D. 13 juillet 1899.
(3) V. D. 13 juillet 1899, art. 5.

Le privilège du syndicat prendra rang après celui du Trésor. *(Ainsi modifié, D. 30 septembre 1912).*

---

### 8 octobre 1912

DÉCRET *étendant à toutes les communes l'application du décret du 31 janvier 1887 relatif aux taxes de premier établissement des chaussées, trottoirs et égouts.*

(J. O. 12 OCTOBRE 1912, 1104)

ART. 1. A partir de la promulgation du présent décret, les prescriptions du décret du 31 janvier 1887 sur la contribution des riverains aux travaux de premier établissement des chaussées, des trottoirs et des égouts à Tunis, La Goulette, Bizerte, Le Kef, Sousse et Sfax seront applicables à toutes les communes.

---

### 9 octobre 1912

DÉCRET *complétant celui du 6 juillet 1904 qui interdit l'abatage des vaches et brebis pleines* (1).

(J. O. 12 OCTOBRE 1912, 1105)

ART. 1. Le décret du 6 juillet 1904 interdisant l'abatage des vaches et brebis pleines est complété ainsi qu'il suit :

« *Art.* 4. Les viandes foraines, qu'elles « proviennent de mâles ou de femelles, de« vront être présentées à l'inspection régle« mentaire, les organes génitaux adhérant « aux quartiers.

« A défaut de ce mode de présentation, « ces viandes seront saisies et attribuées, « dans les conditions déterminées par l'ar« ticle 2 précédent, aux établissements de « bienfaisance. Les contrevenants seront, « en outre, passibles de toutes les sanctions « que prévoit cet article 2 ».

2. L'exportation des femelles bovines et ovines en état de gestation est interdite (2).

Les vétérinaires et tous autres agents chargés de la visite sanitaire des animaux présentés à l'exportation s'opposeront, en conséquence, à la sortie des dites femelles.

(1) Les dispositions de ce décret relatives à l'abatage sont étendues aux chamelles; D. 29 janvier 1913.

(2) Autres mesures relatives à l'exportation, D. 29 janv. 1913.

### 24 octobre 1912

DÉCRET *interdisant les reproductions de faits de guerre survenus entre musulmans et non musulmans.*

(J. O. 26 OCTOBRE 1912, 1146)

ART. 1. Sont interdits sur tout le territoire de la Tunisie, l'introduction par quelque voie ou moyen que ce soit, la mise en vente et la vente, la reproduction, le colportage, l'affichage et l'exhibition aux vitrines des magasins et des kiosques de toutes publications illustrées, dessins, images, cartes postales, photographies, tissus imprimés, etc., ainsi que les reproductions cinématographiques dans les établissements publics, relatifs à des faits de guerre, violences ou attentats survenus dans un pays quelconque entre musulmans et non musulmans.

---

### 7 décembre 1912

DÉCRET *établissant une taxe sur les examens de capacité pour la conduite des automobiles.*

(J. O. 14 DÉCEMBRE 1912, 2235)

ART. 1. A partir de la promulgation du présent décret, les examens de conducteurs de véhicules automobiles auxquels il est procédé par l'Ingénieur, chef du service des mines, ou par ses délégués en vue de la délivrance des certificats de capacité institués par l'article 11 du décret du 15 janvier 1908(1), donneront lieu à la perception d'un droit fixé à 20 francs par examen.

2. Le versement de ce droit est, préalablement à l'examen de la demande, effectué à la Recette générale des Finances à Tunis.

La demande qui doit être rédigée sur papier timbré, et adressée au Directeur général des Travaux publics, en vue de passer l'examen de capacité, est obligatoirement et sous peine d'être classée sans suite, accompagnée du récépissé de versement dûment visé au contrôle de la Direction générale des Finances.

Tout candidat qui, sans excuse jugée valable par le service des mines, ne se présente pas au jour et à l'heure fixés pour l'examen, perd le montant du droit qu'il a consigné.

(1) Le D. 15 janvier 1908 a été remplacé par D. 15 septembre 1914 (code de la route).

Aucune restitution, même partielle, du droit perçu, n'est faite aux candidats ajournés.

**3.** La délivrance de tout duplicata de certificat de capacité à la suite de la perte de ce dernier, donne lieu à une déclaration de perte établie sur timbre et adressée au Directeur général des Finances. Elle est soumise à une taxe de 20 francs perçue dans les mêmes conditions qu'à l'article 2.

---

## 14 décembre 1912

DÉCRET *établissant une taxe sur la fabrication des huiles de coton.*

(J. O. 25 DÉCEMBRE 1912, 2285)

ART. **1.** Les huiles de coton fabriquées dans la Régence sont assujetties, indépendamment du droit intérieur qui frappe les huiles végétales de toute nature et qu'elles doivent supporter dans tous les cas où ce dernier droit est exigible et suivant le mode d'après lequel il est perçu, à un droit de 35 francs par quintal métrique égal au droit auquel est assujetti ce produit à l'importation.

Ce droit de 35 francs est exigible dès la fabrication et avant toute sortie des produits de l'usine productrice.

**2.** Les usines de fabrication d'huile de coton, quelle que soit d'ailleurs leur importance et même si elles sont établies à titre temporaire ou accidentel, ne peuvent être ouvertes ou fonctionner qu'avec l'autorisation de l'Administration des Finances et sont soumises à des vérifications et à sa surveillance.

**3.** Les huiles de coton fabriquées dans la Régence sont, lorsqu'elles sont exportées, exemptées du droit de 35 francs par voie de décharge au compte du fabricant exportateur. Cette exemption est accordée sur présentation des acquits-à-caution, dûment déchargés, ayant servi au transport des produits de l'usine jusqu'au point de sortie.

**4.** Il n'est rien modifié aux dispositions du décret du 2 mai 1898 relativement aux droits d'importation auxquels sont assujetties les graines de coton et les huiles de coton.

**5.** Les infractions au présent décret et aux arrêtés réglementaires pris pour son exécution sont constatées dans les formes et sont punies des peines prévues par l'article 13 du décret du 8 décembre 1906.

## 28 décembre 1912

DÉCRET *étendant la durée de l'exonération du canoun au profit des oliviers greffés.*

(J. O. 28 DÉCEMBRE 1912, 2306)

ART. **1.** La durée de l'exonération d'impôt édictée par notre décret du 2 avril 1893 en ce qui concerne les oliviers greffés est portée de 10 à 15 ans.

**2.** L'exonération dont il s'agit reste subordonnée à l'accomplissement par les intéressés des formalités prévues par le décret susvisé.

---

## 28 décembre 1912

DÉCRET *modifiant le droit de timbre applicable aux quittances d'impôts fonciers.*

(J. O. 28 DÉCEMBRE 1912, 2306)

Dans le but de simplifier la comptabilité des impôts directs fonciers

.....

ART. **1.** Les droits fixes de timbre de quittances (1) des divers impôts fonciers (canoun, achour, mradjas, impôt de Djerba et taxe locative d'Etat) et des quittances spéciales de centimes additionnels perçus en sus du canoun pour le compte de la ghaba, sont remplacés, à partir du rôle 1913 inclusivement, par une taxe additionnelle de six millièmes par franc du principal des sommes quittancées.

---

## 3 janvier 1913

DÉCRET *créant un poste de vice-président au tribunal mixte.*

(J. O. 8 JANVIER 1913, 25)

ART. UNIQUE. — A partir de la promulgation du présent décret, un des juges français du tribunal mixte aura le titre de vice-président. Il présidera les audiences concurremment avec le Président et le remplacera, en cas d'empêchement, dans toutes ses autres attributions (2).

---

(1) Droits établis par D. 20 avril 1912, art. 6 — III.
(2) V. en outre D. 15 juin 1912.

## 13 janvier 1913

DÉCRET *modifiant la législation applicable aux envois postaux abusivement expédiés au tarif réduit.*

(J. O. 18 JANVIER 1913, 63)

.....

Vu les lois françaises du 8 avril 1910 (art. 50) et du 24 décembre 1912

.....

ART. UNIQUE. Les dispositions de l'article 5 du décret du 28 avril 1910 sont abrogées et les envois postaux abusivement expédiés dans les conditions du tarif réduit sont soumis aux sanctions prévues par la législation métropolitaine.

---

## 15 janvier 1913

ARRÊTÉ *du Résident général modifiant celui du 2 janvier* 1905 *relatif à l'organisation de la Conférence Consultative.*

(J. O. 15 JANVIER 1913, 51)

ART. UNIQUE. L'article 28 de l'arrêté du 2 janvier 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

« Ne sont pas éligibles : les magistrats, les « greffiers, les huissiers et les fonctionnaires « ou employés recevant un traitement du « Gouvernement français, du Gouvernement « tunisien, des établissements publics ou « des municipalités.

« Cette disposition n'est pas applicable « aux personnes appartenant aux profes- « sions libérales, au commerce ou à l'agri- « culture et qui, tout en exerçant leur profes- « sions reçoivent pour un service déterminé, « une subvention ou une allocation du Gou- « vernement, des établissements publics ou « des municipalités.

« Elle n'est pas applicable non plus aux « ouvriers, non immatriculés, salariés par le « Gouvernement français. »

---

## 22 janvier 1913

DÉCRET *modifiant celui du* 12 *mai* 1906 *sur la comptabilité publique.*

(J. O. 5 FÉVRIER 1913, 141)

ART. 1. Les articles 66, 67, 89 et 108 du décret du 12 mai 1906 (1), modifiés par le décret du 4 septembre 1912, sont remplacés par les suivants :

« *Art.* 66. — Les comptables du Trésor « sont :

« Le Receveur général des Finances ;

« Le Conservateur de la Propriété fon- « cière ;

« Le Receveur principal, les receveurs par- « ticuliers et les collecteurs des contributions « diverses ;

« Le Receveur principal et les receveurs « particuliers des douanes ;

« Le garde-magasin des matières premiè- « res et le garde-magasin des produits fa- « briqués à la manufacture des monopoles ; « l'entreposeur principal et les entreposeurs « des monopoles ;

« Le garde-magasin des papiers timbrés ;

« Le Receveur principal et les receveurs « particuliers de l'Office des Postes et des « Télégraphes ;

« Les caïds et les cheiks. »

*Art.* 67. — Tous les comptables relevant « de la Direction générale des Finances, « sauf les collecteurs des contributions di- « verses et les cheiks, fournissent :

« Chaque mois, un bordereau de leurs opé- « rations de recettes et de dépenses budgé- « taires, hors budget et à titre d'opérations « de trésorerie consommées pendant le mois « précédent sur l'exercice en cours, aussi « bien que pour l'exercice ancien tant qu'il « n'est pas clôturé ;

« En fin d'exercice, un compte de la ges- « tion complémentaire et un état général « des droits et produits constatés, des re- « couvrements effectués, des admissions en « non-valeur et des restes à recouvrer.

« Ces documents sont fournis dans les « délais prévus par les instructions, savoir :

« Aux Receveurs principaux des contribu- « tions diverses et des douanes, par les rece- « veurs particuliers ;

« A l'entreposeur principal des monopoles, « par les entreposeurs du service ;

« Au Directeur général des Finances, par « le Receveur général des Finances, le « Conservateur de la Propriété foncière, les « Receveurs principaux des contributions di- « verses et des douanes, le garde-magasin « des matières premières et le garde-magasin « des produits fabriqués de la manufacture « des monopoles, l'entreposeur principal des « monopoles, le gade-magasin des papiers « timbrés et les caïds.

« Les collecteurs des contributions diver- « ses rendent compte de leurs opérations « aux receveurs particuliers qui se les assi- « milent d'après les réglements spéciaux.

« Les cheiks, simples collecteurs des « caïds, justifient de leurs encaissements

(1) V. modification de l'art. 26 § 4 du même décret par D. 26 mars 1914.

« dans les formes tracées par le Directeur « général des Finances.

« Les caïds ne fournissent ni compte de « fin d'année ni compte d'exercice ; ils ne « produisent que le compte prévu à l'art. 90.

« Les obligations du Receveur principal « et des receveurs particuliers de l'Office des « Postes et des Télégraphes sont décrites à « l'article 92. »

« *Art.* 89. — Les entreposeurs des mono- « poles sont chargés de la débite des pro- « duits des monopoles (tabacs, poudres à « feu, sel, allumettes et cartes à jouer), ain- « si que de la quinine. Ils perçoivent le pro- « duit de cette débite pour le compte des re- « ceveurs des contributions diverses et des « douanes.

« La perception doit avoir lieu préalable- « ment à la délivrance des produits.

« Les entreposeurs produisent mensuelle- « ment et en fin d'année des comptes dont « les résultats sont repris dans ceux de l'en- « treposeur principal qui les présente com- « me s'il avait effectué personnellement les « opérations, sauf le recours qui lui est ou- « vert par l'article 107 ci-après.

« Les comptes font ressortir le produit de « la vente des produits débités, et le Direc- « teur général des Finances veille à ce que « cette indication concorde avec les encais- « sements accusés pour l'exercice par les « Receveurs principaux des contributions di- « verses ou des douanes.»

« *Art.* 108. — La Cour des comptes fran- « çaise juge les comptes des recettes et des « dépenses qui lui sont présentés chaque « année depuis et y compris l'exercice 1905, « par le Receveur général des Finances, le « Conservateur de la Propriété foncière, le « Receveur principal des contributions di- « verses, le Receveur principal des douanes, « le garde-magasin des matières premières, « le garde-magasin des produits fabriqués « et l'entreposeur principal des monopoles, « le garde-magasin des papiers timbrés et « le Receveur principal des Postes et des Té- « légraphes.

« Ces comptes de gestion qui sont établis « tant par le Receveur général que par les « autres comptables dénommés ci-dessus « sont adressés par le Directeur général des « Finances au Ministère des Finances (Di- « rection générale de la comptabilité publi- « que). Cette administration y joint les piè- « ces de recette et de dépense qui lui sont « adressées mensuellement, ainsi que le pré- « voit l'article 73, met ces comptes en état « d'examen et les transmet ensuite à la Cour « des Comptes. »

---

## 25 janvier 1913

DECRET *relatif à l'achat et au remplacement des chevaux et harnachements des adjudants-instructeurs de l'oudjak, et à la création d'agents cyclistes.*

(J. O. 29 JANVIER 1913, 117)

ART. 1 L'achat et le remplacement des chevaux et des harnachements des adjudants-instructeurs (1) est imputé à la caisse d'amortissement des chevaux d'oudjak, sans que le prix de chaque cheval puisse dépasser cinq cents francs et celui de chaque harnachement cent cinquante francs.

2. Tout cheval d'oudjak reconnu atteint d'une maladie incurable sera réformé d'office sur la proposition de la commission d'acceptation et de réforme des chevaux.

Le gradé ou spahi propriétaire du cheval réformé, recevra, pour se pourvoir d'un nouveau cheval, une indemnité égale au prix auquel le cheval avait été estimé, sans que ce prix puisse dépasser trois cents francs.

3. Il est crée des emplois d'agents cyclistes en remplacement d'agents montés. Leur nombre et leur traitement sera règlé, suivant les besoins, par arrêté du Premier Ministre.

Les agents cyclistes sont soumis aux mêmes règles que les agents montés en ce qui concerne l'acceptation de leur machine par la commission d'acceptation des chevaux.

Ils bénéficient également des mêmes avantages et des mêmes annuités attribués aux spahis montés.

Les agents montés autorisés, par arrêté, à passer cyclistes conserveront le bénéfice des annuités acquises par leurs chevaux. Ces annuités seront reportées sur la bicyclette. On opérera de la même façon dans le cas inverse.

4. Les agents montés suspendus momentanément de leurs fonctions, subiront sur leur traitement une retenue égale à la moitié de ce traitement, pendant la durée de leur suspension.

Cette retenue sera des 2/3 du traitement pour les agents cyclistes.

---

(1) V. D. 19 janvier 1909.

### 29 janvier 1913

DÉCRET *relatif à l'exportation des femelles de race ovine et bovine et à l'abatage des chamelles.*

(J. O. 1er FÉVRIER 1913, 130)

ART. 1 (*suspendu D. 14 février 1914*)

..... .....

Sont maintenues les dispositions du décret du 9 octobre 1912 qui interdisent l'exportation des femelles bovines et ovines en état de gestation.

**2.** Est interdite l'exportation des animaux de race bovine et ovine par la frontière orientale des territoires militaires.

**3.** Les mesures édictées par le décret du 9 octobre 1912 à l'encontre de l'abatage des femelles bovines et ovines sont étendues aux chamelles.

---

### 30 janvier 1913

DÉCRET *interdisant le racolage des denrées alimentaires.* (1)

(J. O. 1er FÉVRIER 1913, 129)

En vue de prévenir et de combattre le renchérissement du prix des denrées alimentaires

ART. 1. Le racolage des denrées alimentaires, telles que volailles, pigeons, lapins domestiques, gibier, oeufs, beurre, fruits, légumes, poissons, céréales, bétail, etc., est formellement interdit sur tout le territoire de la Régence.

Constitue le « racolage » toute opération d'achat et de vente ou tendant à provoquer, par stationnement, exposition, appels, etc., l'achat ou la vente des denrées ci-dessus, en dehors des marchés publics officiellement reconnus, dans les rues, places, routes, chemins, pistes et tous autres lieux publics et dans les lieux même non publics, mais ouverts et accessibles à tous.

Ne sont pas considérées comme constituant le racolage les opérations faites par des particuliers pour se procurer de menues quantités en vue de leur consommation personnelle, celles faites par les producteurs, sur leurs propriétés, pourvu qu'elles n'aient pour objet que des produits provenant de leurs propriétés mêmes, celles faites par les commerçants dans leurs magasins et boutiques et, dans les villes, celles faites par des marchands ambulants ou colpoteurs régulièrement autorisés par les municipalités.

(1) V. D. 8 sept. 1916 et 12 nov. 1919 sur la spéculation illicite et D. 28 août 1919 sur les prix normaux et l'affichage.

**2.** Les infractions aux dispositions du présent décret sont constatées par procès-verbaux et punies, en outre de la confiscation des produits mis en vente ou vendus et des moyens de transport, d'une amende de 16 à 500 francs ou d'un emprisonnement de six jours à six mois. En cas de récidive dans le délai d'un an, l'amende ne peut être inférieure à 200 francs et la peine d'emprisonnement à un mois.

**3.** L'article 463 du Code pénal français est applicable aux infractions prévues par le présent décret.

**4.** Les infractions peuvent être constatées par les agents de la force publique, les agents des régies financières et tous autres fonctionnaires ayant qualité pour verbaliser et, dans l'étendue du périmètre des localités érigées en communes, par les agents municipaux assermentés.

Les agents verbalisateurs peuvent pratiquer la saisie réelle des produits en vente ou vendus et des moyens de transport ; ils sont autorisés, s'il s'agit d'animaux ou de denrées sujettes à dépérissement, à procéder à leur vente conservatoire dans les conditions et formes fixées par l'article 116 du décret du 3 octobre 1884.

**5.** Peuvent faire l'objet de transactions et sont sujettes à répartition dans les conditions tracées par le décret susvisé du 3 octobre 1884 les amendes et confiscations encourues ou prononcées par application des dispositions du présent décret.

---

### 1er février 1913

DÉCRET *autorisant temporairement l'importation des animaux reproducteurs de l'espèce bovine.*

(J. O. 5 FÉVRIER 1913, 142)

Vu le décret du 3 février 1885 fixant les mesures à prendre pour garantir les troupeaux de la Régence des maladies contagieuses ;

Vu le décret du 14 février 1904 règlementant l'importation et l'exportation des animaux et produits d'animaux ;

Vu le décret du 27 mars 1912 prohibant temporairement l'importation et le transit dans la Régence des animaux de l'espèce bovine, de leurs débris frais et peaux fraîches en provenance de la Métropole ;

Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'élevage en Tunisie de faciliter

l'importation des reproducteurs améliorateurs d'espèce bovine en provenance de la métropole ;

ART. 1 Est autorisée à dater de ce jour à titre temporaire, l'importation en Tunisie des animaux reproducteurs de l'espèce bovine en provenance de la Métropole.

2. Ces animaux ne pourront pénétrer en Tunisie que par le port de Tunis. Ils devront être accompagnés d'un certificat d'origine délivré par l'autorité administrative du lieu de provenance attestant que, dans ladite localité, il n'existe et n'a existé pendant les six semaines précédentes aucun cas de fièvre aphteuse sur les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine. Ce certificat qui indiquera le nombre des animaux et leur signalement, n'est valable que pour cinq jours (non compris, s'il y a lieu, le temps de la traversée par mer).

3. A leur arrivée en Tunisie, les animaux seront placés en observation, aux frais des importateurs, pendant un délai d'au moins cinq jours, Ils seront consignés, à cet effet, dans un local agréé par le vétérinaire inspecteur du port de Tunis.

La libre pratique sera donnée au bout de cinq jours pour les animaux reconnus indemnes de fièvre aphteuse et sous la réserve que les prescriptions réglementaires sur la tuberculination auront été exécutées en conformité avec la législation en vigueur (1).

4. Si des animaux sont reconnus atteints de fièvre aphteuse, il sera fait application des dispositions prévues au paragraphe 3 de l'art. 2 du décret du 14 février 1904 susvisé.

5. L'autorisation d'importer des animaux reproducteurs d'espèce bovine, dans les conditions ci-dessus envisagées, ne sera accordée aux intéressés que sur leur demande expresse adressée directement au chef de service de l'élevage à Tunis. Cette demande devra indiquer le nombre et le lieu d'origine des animaux. Elle devra contenir également l'engagement par les intéressés, de se soumettre aux prescriptions édictées par le présent décret.

---

## 22 février 1913

DÉCRET *fixant les attributions du cheikh el Medina.*

(J. O. 22 MARS 1913, 337)

ART. 1 Le cheikh el Medina est investi des mêmes attributions administratives que les caïds de la Régence. Il les exerce dans les limites de la commune de Tunis à l'égard de nos sujets et des étrangers musulmans ou israélites qui ne sont ni sujets ni protégés d'une puissance européennne.

2. Le cheikh el Medina peut, le cas échéant, demander le concours des deux cheikhs des faubourgs de Bab-Souika et Bab-Djazira qui doivent se conformer à ses instructions.

3. Il est notamment chargé de la surveillance administrative et politique des zaouias et confréries religieuses et est consulté sur le choix de leurs cheikhs.

4. Il coopère au maintien de la sécurité et du bon ordre dans les quartiers indigènes, surveille les établissements publics, cafés et bains maures, fondouks, oukalas et maisons clandestines indigènes.

Il est chargé spécialement de la surveillance des repris de justice, gens sans aveu et filles soumises de nationalité tunisienne, et de la répression des actes ou infractions commis par eux et qui sont de nature à troubler l'ordre ou la morale publics.

Il peut infliger, à ce titre, aux délinquants des peines de prison dont la durée ne saurait dépasser quinze jours à charge d'en aviser notre Premier Ministre dans les vingt quatre heures qui suivront la décision.

5. Il préside les tribunaux de l'orf et veille aux intérêts généraux des corps de métiers. Il propose la nomination des membres des tribunaux de commerce indigènes et des chaouachias et celle des amins. Il autorise au besoin les notaires à dresser les hodjas d'élection concernant ces derniers.

6. Membre de la commission sanitaire, il coopère au maintien de la santé publique par une surveillance active de tous les lieux de rassemblement dans les quartiers indigènes fondouks, salles, écoles indigènes, etc.

Il signale à la municiplité et au Gouvernement les décès suspects et les foyers d'épidémie et prête son concours pour l'application des mesures intéressant l'hygiène et l'assistance publique, telles que le transfert des malades, les vaccinations, l'observation des règlements sur les inhumations, etc.

Il délivre les certificats d'indigence pour l'admission des indigènes dans les hôpitaux.

7. En matière judiciaire, le cheikh el Medina est chargé de l'exécution des jugements dans les mêmes conditions que les caïds.

8. Le cheikh el Medina, en cas d'empêchement, est suppléé par le kahia. Celui-ci

(1) V. D, 23 mai 1906.

peut, le cas échéant, requérir le concours des deux cheikhs de faubourgs qui doivent le lui fournir comme s'ils étaient requis par le cheikh el Medina lui-même.

**9.** Les m'ahrreks de quartier remplissent les obligations de leurs charges sous l'autorité du cheikh el Medina qui les désigne et les licencie par arrêté et en envoie une liste à notre Premier Ministre.

---

## 18 mars 1913

DÉCRET *réglementant l'introduction, le commerce, la détention et le port des armes en Tunisie. (1)*

(J. O. 9 AVRIL 1913, 385)

### TITRE Ier

### Introduction des armes

ART. **1.** L'introduction dans la Régence de toute arme de guerre entièrement montée ou par pièces détachées, d'un modèle ayant été ou étant encore usité dans les diverses armées existantes, ou d'un modèle transformé des dites armes, est formellement interdite.

Toutefois, les membres de sociétés de tir ou de sociétés de préparation et de perfectionnement militaires (S. A. G.) pourront être individuellement autorisés à introduire en Tunisie, des armes d'un des modèles susvisés, qui leur auraient été cédées dans les conditions prévues par l'instruction du 7 novembre 1908 du Ministère de la guerre français.

**2.** Est également interdite l'introduction en Tunisie de toute arme de précision entièrement montée ou par pièces détachées, rayées ou non, à répétition simple ou automatique, sauf en vertu d'autorisations spéciales, timbrées à 0 fr. 60, dans certains cas, et sous la condition expresse que les bénéficiaires de ces autorisations ne pourront céder ces armes à des tiers, ni s'en dessaisir sur le territoire de la Régence.

Les armes de cette catégorie seront inscrites, avec le nom et l'adresse de leurs détenteurs, sur un registre spécial tenu à la Direction de la sûreté publique et devront être représentées par les intéressés à toute réquisition des agents de l'autorité.

Elles ne pourront être mises en vente après décès du détenteur ni en cas de vente de ses biens par autorité de justice sans l'autorisation spéciale prévue au paragraphe premier du présent article.

**3.** La cession, à titre onéreux ou gratuit, des armes spécifiées dans les articles précédents entraînera, pour chacune des parties la condamnation à un emprisonnement de 3 jours à un mois et à une amende de 16 à 500 francs.

Les armes cédées seront confisquées.

Les contrevenants au paragraphe 3 de l'article 2, héritiers ou officiers ministériels seront passibles d'une amende de 16 à 50 francs.

**4.** Les armes de chasse ordinaires,de de luxe ou de toute autre nature, neuves, ne pourront être introduites en Tunisie, entièrement montées ou par pièces détachées, qu'en vertu d'une autorisation spéciale, timbrée à 0 fr. 60, délivrée par le Directeur de la sûreté publique. Cette autorisation ne sera donnée que pour les points de la frontière de terre ou de mer pourvus d'un bureau de douanes, ouvert aux opérations de commerce à l'importation.

L'introduction des armes usagées est subordonnée à la production d'un permis de port d'armes délivré par les autorités tunisiennes se rapportant à l'arme présentée.

A défaut de production de cette pièce, l'autorisation spéciale de la sûreté publique sera exigée. *(ainsi modifié D. 7 janvier* 1914*)*.

**5.** L'introduction des armes sans autorisation ou par tout autre point que celui désigné sur l'autorisation délivrée par le directeur de la sûreté publique sera punie d'un emprisonnement de 3 jours à un mois et d'une amende de 500 francs.

Le tribunal ordonnera, en outre, la confiscation des armes saisies.

### TITRE II

### Commerce des armes

**6.** Le commerce des armes, dont la vente peut être autorisée, est soumis à l'autorisation préalable de notre Premier Ministre.

La demande d'autorisation sera faite sur papier timbré. Le demandeur y mentionnera ses nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession et domicile. Il y joindra un extrait de son casier judiciaire et l'engagement écrit, sur papier timbré, de tenir un registre d'inscription

(1) Interdiction dans les territoires militaires du sud et dans es contrôles civils de Gafsa et de Gabès.

conformément aux indications de l'article 9.

**7.** L'autorisation est personnelle au demandeur et n'est valable que pour un seul local. En cas de changement de local, le négociant autorisé devra, avant de transférer son dépôt, aviser l'autorité de police du lieu et solliciter le renouvellement de son autorisation.

En cas de cession ou de fermeture du dépôt d'armes, l'arrêté d'autorisation et le registre d'inscription seront remis à la Direction de la sûreté publique.

**8.** En aucun cas, l'autorisation d'exercer le commerce des armes ne pourra être accordée aux mineurs de 21 ans, aux interdits, aux faillis, aux individus condamnés pour crime de droit commun ou pour vagabondage ou mendicité et à ceux condamnés pour vol ou complicité, escroquerie, abus de confiance, violences envers les personnes, rebellion et recel de malfaiteurs.

Cette incapacité sera perpétuelle à l'égard des condamnés pour crime. Elle cessera cinq ans après l'expiration de leur peine à l'égard des condamnés pour délit.

**9.** Le registre dont la tenue est prescrite par l'article 6 portera, en tête, l'autorisation délivrée au négociant et un duplicata de l'engagement écrit joint par lui à la demande d'autorisation. Le négociant y mentionnera jour par jour, sous peine d'une amende de 16 à 200 francs, le modèle et la description sommaire des armes vendues, les nom, prénoms, qualité, domicile ou résidence habituelle de l'acheteur, le numéro et la date de délivrance du permis d'achat prévu à l'article 11.

**10.** Tout armurier ou marchand d'armes autorisé sera tenu, sous peine d'une amende de 11 à 15 francs, de présenter, le premier jour de chaque trimestre son registre d'inscription au visa de l'agent français de la sûreté publique et de lui remettre, en même temps, un inventaire général et détaillé des armes existant dans son atelier, magasin ou boutique. Dans les territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire, le visa sera donné, dans les mêmes conditions, par l'officier chef du bureau des affaires indigènes de la circonscription où le négociant est domicilié.

Sous les mêmes peines, le registre sera, en outre, communiqué à toute réquisition des officiers de police judiciaire.

**11.** Aucune arme de fabrication française, indigène ou étrangère ne pourra être vendue que sur la production d'un permis d'achat, timbré à 0 fr. 60, détaché d'un registre à souches et délivré, pour les européens, par le Directeur de la sûreté publique, pour les indigènes par le Contrôleur civil ou, dans les territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire, par l'officier chef du bureau des affaires indigènes de la circonscription où l'acheteur est domicilié.

En échange du permis d'achat, le vendeur remettra à l'acheteur un volant détaché d'un registre à souches, coté et paraphé par l'autorité compétente et reproduisant intégralement les indications mentionnées au permis d'achat.

**12.** Les infractions aux articles 6, 7 et 11 seront punies d'une amende de 16 à 200 francs, sans préjudice du droit pour l'Administration de retirer au contrevenant l'autorisation d'exercer le commerce des armes.

**13.** Tout retrait d'une arme de fabrication française ou étrangère d'un bureau de poste ou de douane ou de messagerie, (*D* 11 *octobre* 1918) effectué sans la production soit d'un bon d'introduction (s'il s'agit d'une arme provenant de l'extérieur de la Régence), soit d'un permis de vente ou d'un bon de circulation (s'il s'agit d'une arme provenant d'une localité quelconque de Tunisie), sera punie d'une amende de 16 à 200 francs. *(ainsi modifié, D. 7 janvier 1914).*

**14.** En cas de liquidation, soit à l'amiable, soit après faillite, d'un fonds de commerce d'armes autorisé ou en cas de vente par le ministère des commissaires-priseurs et autres officiers ministériels, ou par crieurs publics, les armes de fabrication française ou étrangère ne pourront être livrées qu'à des acheteurs individuellement pourvus d'un permis d'achat.

Les acheteurs, vendeurs particuliers, liquidateurs, syndics, officiers ministériels ou crieurs publics sont passibles d'une amende de 16 à 50 francs pour toute infraction au présent article.

**15.** Tout acheteur d'une arme de fabrication française ou étrangère, soit chez un commerçant autorisé, soit dans les cas de vente prévus à l'article 14, est tenu de représenter l'arme à toute réquisition des agents de l'autorité, sous peine d'une amende de 16 à 50 francs.

« (15 *bis*. *D.* 1er *août* 1914.) — La vente « des munitions destinées aux armes de « guerre, aux armes rayées et aux revol- « vers est soumise à l'autorisation préa- « lable dans les mêmes conditions que celle « prévues par l'article 11 pour la vente des « armes. Les permis de l'espèce seront éta- « blis sur les formules d'achat de poudre.

« Les infractions à cet article seront pu- « nies des peines prévues à l'article 12 du « décret du 18 mars 1913 ».

## TITRE III

### Dépôts d'armes

**16.** Tout dépôt d'armes quelconques chez les particuliers non autorisés à en faire le commerce est interdit.

Est considéré comme dépôt d'armes la détention d'une quantité d'au moins 3 armes.

Sont exceptés des dispositions ci-dessus :

1° Les dépôts d'armes existant au siège des sociétés de tir et des sociétés de préparation et de perfectionnement militaires dûment autorisées (S. A. G.) ;

2° Les armes anciennes ou artistiques de la catégorie dite « armes de panoplie ».

**17.** Des autorisations temporaires et toujours révocables pourront être accordées aux tenanciers de tirs forains sous la réserve que les armes détenues appartiendront à la catégorie des armes dites de salon.

**18.** Les infractions aux articles 16 et 17 seront punies d'un emprisonnement de 6 jours à un mois et d'une amende de 50 à 300 francs.

## TITRE IV

### Port d'armes apparentes, dangereuses secrètes ou cachées

**19.** A l'avenir, nul ne pourra porter une arme apparente quelconque sans en avoir obtenu préalablement l'autorisation.

La demande d'autorisation sera faite sur papier timbré et adressée, si le demandeur est européen, au Directeur de la sûreté publique, et s'il est indigène au Contrôle civil ou, dans les territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire, à l'officier chef du bureau des affaires indigènes de la circonscription où le demandeur est domicilié.

Elle indiquera les nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession et domicile du demandeur ainsi que son signalement.

Elle sera accompagnée d'un extrait du casier judiciaire du demandeur qui devra, en outre, indiquer s'il s'agit d'une arme de sécurité ou de chasse et mentionner le modèle et la description sommaire de l'arme.

**20.** Le port de toute arme dangereuse cachée ou secrète, quelle qu'elle soit, est interdit.

**21.** Des autorisations spéciales de porter une arme dangereuse, cachée ou secrète, pourront toutefois être délivrées, à titre exceptionnel, aux européens par le Directeur de la sûreté publique et aux indigènes par le Contrôle civil ou, dans les territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire, par l'officier chef du bureau des affaires indigènes de la circonscription où le demandeur est domicilié.

**22.** Les autorisations prévues aux articles 19 et 21 ne pourront être délivrées que pour un temps déterminé qui, en aucun cas, n'excèdera un an, à dater du jour de leur délivrance ; elles seront soumises à un droit de quinze francs pour les armes apparentes dites de chasse dont 2 fr. pour la part de l'Etat et 13 fr. pour la part de l'Assistance publique *(ainsi modifié D. 20 décembre 1919)* et pour les armes dangereuses, secrètes ou cachées, et de 2 fr. 40 pour les armes apparentes dites de sécurité.

Le droit de timbre revenant à l'Etat sur chacune de ces sommes par application du décret du 20 avril 1912 (article 6) est de 1 fr. 20.

**23.** L'autorisation de porter une arme apparente, dangereuse, secrète ou cachée, devra être présentée à toute réquisition aux agents de l'autorité ayant qualité pour constater les délits et contraventions.

Toute infraction au présent article constituera une contravention et sera punie d'une amende de 1 à 15 francs.

**24.** En aucun cas, l'autorisation de porter une arme apparente, dangereuse, cachée ou secrète, ne pourra être accordée aux individus condamnés pour crime de droit commun, ou pour vagabondage et mendicité et à ceux condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance, contrebande, violences envers les personnes, rébellion ou recel de malfaiteurs.

Cette incapacité sera perpétuelle à l'égard des condamnés pour crime. Elle cessera cinq ans après l'expiration de leur peine à l'égard des condamnés pour délit.

**25.** Le port d'armes quelconques est défendu aux interdits et aux mineurs de 16 ans.

Les mineurs de 21 ans devront faire approuver leur demande d'autorisation par les personnes sous l'autorité desquelles ils sont placés.

**26.** Le port d'arme quelconque apparente, dangereuse, secrète ou cachée, par tout individu non muni d'une autorisation sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois et d'une amende de 16 à 200 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

**27.** En cas de récidive, les peines édictées par le présent décret pourront être portées jusqu'au double. Il y aura récidive si une infraction est commise dans les cinq ans qui suivront, si l'infraction a le caractère d'un délit, et dans les douze mois si l'infraction est punie des peines de simple police.

**28.** Les peines édictées par le présent décret seront prononcées sans préjudice de celles que les coupables auraient pu encourir comme auteurs ou complices de tous autres crimes ou délits commis, mais la peine la plus forte sera seule appliquée.

**29.** L'article 463 du Code pénal français est applicable aux infractions prévues par le présent décret à l'exception de celles qui font l'objet de l'article 4. L'article 463 est également applicable en cas d'introduction d'armes par pièces détachées

**30** Les armes détenues ou portées illégalement seront saisies et la confiscation pourra en être prononcée par les tribunaux compétents.

**31.** Sont abrogées les dispositions des décrets des 18 janvier 1883, 14 avril 1894, 21 juillet 1896, 6 et 22 noxembre 1911 et 13 avril 1912, relatifs à l'introduction, au commerce, à la détention et au port des armes.

**32.** Les prescriptions du présent décret seront exécutoires à partir du jour de sa promulgation.

Toutefois, les récépissés et autorisations de port d'arme apparente, dangereuse, secrète ou cachée délivrés avant la promulgation du présent décret, restent valables pour un an, à dater du jour de leur délivrance.

---

## 29 mars 1913

DÉCRET *relatif au fonctionnement du fonds de réserve de l'assistance publique*

(J. O. 22 AVRIL 1913, 386)

Vu le décret du 1er avril 1900 qui a ouvert au budget un compte de l'asisstance publique instituée par ce décret ;

Vu le budget de l'Etat pour l'exercice 1913 promulgué par décret du 28 décembre 1912, dans lequel les dépenses de l'assistance publique, qui, jusqu'au budget de 1912 inclusivement ont été classées à la IIe partie du budget, sont inscrites, savoir : les dépenses ordinaires, à la première partie et les prélèvements sur les réserves de l'assistance publique, à la IIe partie ;

En vue de définir le mode d'alimentation de ces réserves et les conditions dans lesquelles elles pourront subir des prélèvements à destination de la IIe partie du budget au profit de l'assistance publique ;

ART. 1. — Indépendamment du prélèvement de 5 % au moins qui lui est déjà attribué sur le montant des recettes réalisées, le fonds de réserve, crée et réglementé par les articles 18, 19 et 20 du décret du 1er avril 1900, bénéficiera, le 31 mars de chaque année, avant la clôture des ordonnancements du précédent exercice, des soldes de ces recettes non employées en dépense à ladite date.

**2.** Aucun prélèvement ne pourra être fait sur ce fonds de réserve qu'en vertu d'un décret pris sur l'avis du comité supérieur de l'assistance publique institué par le décret du 1er avril 1900.

---

## 29 mars 1913

DÉCRET *instituant un fonds de réserve pour les œuvres d'assistance indigène.*

(J. O. 9 AVRIL 1913, 386)

Vu le décret du 31 décembre 1909 qui a, sur le montant de la cote de medjba, affecté à des œuvres d'assistance indigène, une somme qui est de 0.55 dans les territoires de controles civils et varie de 0.3666 à 0.4583 (décret du 31 décembre 1912) dans les territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire.

Vu le budget de l'Etat pour l'exercice 1913 promulgué par décret du 28 décembre 1912, dans lequel les dépenses de l'assistance indigène qui jusqu'au budget de 1912 inclusivement, ont été classées à la IIe partie du budget, sont inscrites savoir : les dépenses

ordinaires, à la Ire partie et les prélèvements sur les réserves de l'assistance indigène, à la IIe partie ;

En vue de constituer les réserves dont le budget de 1913 prévoit ainsi le fonctionnement ;

.....

ART. 1. — Il est créé un fonds de réserve spécial pour les œuvres d'assistance indigène.

2. Ce fonds de réserve sera alimenté par un prélèvement de 5% au moins sur les recettes réalisées pendant chaque exercice, pour le compte des œuvres d'assistance indigène, en exécution du décret du 31 décembre 1909.

Il lui sera en outre attribué, le 31 mars de chaque année, avant la clôture des ordonnancements du précédent exercice, les soldes de ces mêmes recettes non employés en dépense à cette date.

Le fonds de réserve sera déposé à la Recette générale et pourra être transformé provisoirement, si le Secrétaire général du Gouvernement le demande en titres de l'Etat français ou de l'Etat tunisien, productifs de revenus ; ces revenus seront affectés à l'assistance indigène.

3. Aucun prélèvement ne pourra être fait sur ce fonds de réserve qu'en vertu d'un décret pris sur les propositions concertées de notre Secrétaire général de Gouvernement et de notre Directeur général des Finances, qui demeurent chargés de l'exécution du présent décret.

---

## 31 mars 1913

DÉCRET *réglementant l'exercice de la pharmacie. (1)*

(J. O. 5 AVRIL 1913, 373)

ART. 1. — Nul ne peut exercer la profession de pharmacien en Tunisie s'il ne justifie :

1° qu'il est possesseur d'un diplôme régulier lui donnant le droit à l'exercice dans le pays où il lui a été conféré et à la condition que nous ayons un traité avec le dit pays ;

2° qu'il a 25 ans accomplis ;

3° qu'il n'est frappé d'aucune incapacité en raison de ses antécédents.

La limite de 25 ans peut, par autorisation spéciale de notre Premier Ministre, être abaissée à 24 ans.

(1) Ce texte est publié tel qn'il résulte des modifications apportées aux art, 4 à 16 par le D du 14 mars 1914,

2. Tout pharmacien, avant de prendre une officine déjà établie ou d'en établir une nouvelle, doit y être autorisé par le Gouvernement du protectorat.

Il devra en conséquence adresser une demande au Secrétariat général du Gouvernement tunisien, en y joignant :

1° son diplôme ;

2° son casier judiciaire ;

3° son extrait de naissance ;

4° toutes pièces nécessaires à la justification de son identité.

Les tunisiens et les étrangers auront à justifier de leurs antécédents judiciaires par la production d'un certificat émanant pour les premiers de la Direction des services judiciaires et pour les seconds de l'autorité judiciaire compétente de leur pays d'origine.

3. Lorsqu'après examen des pièces fournies, la demande méritera d'être prise en considération, la concession de l'autorisation sera faite selon les besoins de l'assistance pharmaceutique, et après avis d'une commission spéciale, dite *Commission de pharmacie*, chargée de fixer les vacances et les créations.

4. Tout pharmacien doit être propriétaire de l'officine qu'il exploite, sauf les exceptions prévues par le présent décret.

Est assimilé au propriétaire de l'officine et soumis aux mêmes obligations :

1° le pharmacien gérant de l'officine dont la propriété appartient en tout ou en partie à des enfants mineurs ;

2° le conjoint diplômé d'une veuve de pharmacien, gérant en qualité de co-tuteur des enfants mineurs ou majeurs, issus du premier mariage ;

3° Le conjoint diplômé, sous quelque régime que le mariage ait été contracté.

Aucun pharmacien ne peut tenir plus d'une officine, ni faire dans son officine un commerce autre que celui des médicaments des drogues, des produits chimiques et hygiéniques, des appareils et des objets se rattachant à l'art de guérir et à l'hygiène.

Le pharmacien devra diriger et surveiller personnellement les opérations de l'officine. Ses nom et titres devront être inscrits d'une façon apparente sur la devanture, de manière qu'il n'y ait aucune confusion possible entre ceux-ci et ceux de son prédécesseur ; le bail de l'établissement, les étiquettes, les factures et reçus et toutes pièces commerciales devront être à son nom.

Le pharmacien est tenu d'avoir sa résidence dans la localité où il exerce sa profession, ou dans la banlieue immédiate de cette localité.

Le pharmacien pourra, après y avoir été autorisé par le Gouvernement, se faire remplacer annuellement, pendant une période de trois mois et sous sa responsabilité, par un pharmacien ou un élève âgé d'au moins 21 ans.

La demande en autorisation présentée par le titulaire de la pharmacie, devra être accompagnée, en ce qui concerne le remplaçant, de toutes les pièces justificatives énumérées à l'art. 2 § 2 du présent décret, le diplôme étant remplacé pour l'élève par la preuve de cinq ans de pratique continue.

**5.** En cas de décès d'un pharmacien, sa veuve ou ses héritiers peuvent, pendant un temps qui ne doit pas excéder une année à partir du jour du décès, maintenir son officine ouverte, en la faisant gérer soit par un pharmacien, soit par un élève en pharmacie autorisé dans les conditions déterminées par l'avant-dernier paragraphe de l'article 4.

Lorsque le pharmacien laissera sa femme ou des enfants, étudiants en pharmacie le délai pourra être porté à trois ans *(ainsi modifié par D. 14 mars 1914)* pour permettre à ceux-ci de terminer leurs études.

**6.** Les noms des personnes ayant droit à l'exercice, seront portés, au commencement de chaque année, à la connaissance du public par la voie du *journal officiel tunisien.*

**7.** Toute association ayant pour objet l'exploitation d'une officine est interdite, si elle n'est pas faite sous la forme d'une société en nom collectif, entre pharmaciens diplômés.

Le ou les créanciers d'un pharmacien, à quelque titre que ce soit, ne pourront prendre une part quelconque au fonctionnement de l'officine.

Tout établissement se livrant à la fabrication ou à la vente en gros, pour la vente au détail par les pharmaciens de produits, compositions et préparations, sous cachet ou non, pour l'usage de la médecine ou chirurgie, humaine ou vétérinaire, doit être exploité :

soit par un pharmacien ;

soit par une société en nom collectif, dont l'un des membres, au moins, est pharmacien ;

soit par une société en commandite simple, dont l'un des commandités est pharmacien ;

soit par une société en commandite par actions dont l'un des gérants est pharmacien.

Dans tous les cas, l'associé, commandité ou gérant pharmacien, demeure toujours responsable. Il doit se conformer aux prescriptions de l'article 2 du présent décret.

Les maisons françaises, tunisiennes et étrangères se livrant à la vente en gros des produits, compositions ou préparations pour l'usage défini ci-dessus peuvent avoir, en Tunisie, un ou plusieurs entrepositaires non diplômés dont elles demeurent toujours responsables.

Ce ou ces dépositaires non diplômés sont, toutefois, soumis à l'autorisation préalable et révocable du Gouvernement tunisien. Le ou les entrepositaires, diplômés ou non diplômés, ne peuvent, en aucun cas, vendre au public.

Tous les produits, compositions, préparations sous cachet pour l'usage défini ci-dessus doivent porter l'indication de la raison sociale, s'il y a lieu, le nom du pharmacien responsable, le nom et l'adresse du fabricant et le nom usuel, ainsi que la dose de la ou des substances qui entrent dans le produit, la composition ou la préparation.

**8.** Nul, s'il n'est pharmacien autorisé (article 2), ne peut détenir pour la vente et la distribution, vendre ou distribuer au détail pour l'usage de la médecine ou chirurgie humaine ou vétérinaire, aucune drogue, substance, produit, composition ou préparation à laquelle sont attribuées des propriétés médicinales ou curatives. Par exception, le Gouvernement tunisien se réserve la faculté de continuer à faire participer les débitants de tabacs à la mise en vente des sels de quinine (1).

Le médecin établi dans une localité dépourvue de pharmacien dans un rayon de 6 kilomètres peut délivrer des médicaments exclusivement aux malades le consultant dans son cabinet. Il peut, également, délivrer des médicaments aux malades qu'il soigne et qui sont dans une localité située dans les mêmes conditions que ci-dessus.

Le vétérinaire peut, dans les mêmes cas, délivrer des médicaments pour les animaux.

Le médecin ou le vétérinaire autorisés à exercer, exceptionnellement, la pharma-

(1) V. A. 15 juin 1919.

cie dans les conditions ainsi définies, sont soumis à toutes les obligations résultant des lois et règlements relatifs à l'exercice de la pharmacie.

Toutefois, ils ne peuvent avoir officine ouverte ni enseigne.

Quand une localité est dépourvue de pharmacien, de médecin ou de vétérinaire une autorisation temporaire de vendre des médicaments peut être donnée à une personne domiciliée dans cette localité. Cette personne adresse une demande en autorisation au contrôleur civil, qui la transmet au Secrétariat général du Gouvernement tunisien. Cette demande est accompagnée de la liste des médicaments devant constituer le dépôt. Il est statué sur la demande après avis de la commission de pharmacie, L'autorisation accordée est temporaire, personnelle et locale. Les personnes ainsi autorisées ne peuvent exécuter d'ordonnances médicales ou vétérinaires. Elles ne peuvent vendre au public de substances toxiques, qui restent à la disposition exclusive du médecin ou du vétérinaire traitants. Elles ne peuvent utiliser pour enseigne que la mention « dépôt de médicaments » à l'exclusion du mot « pharmacie ». L'autorisation cessera de plein droit dès qu'un pharmacien ou un médecin viendra se fixer dans la localité pour y exercer la pharmacie dans les conditions de l'alinéa 1 ou 2 du présent article. A cet effet, le Gouvernement tunisien informera l'intéressé d'avoir à fermer son dépôt dans un délai de trois mois, à partir de la notification.

Les associations industrielles, les exploitations agricoles et minières, les entreprises de travaux publics, éloignées de toute pharmacie dans un rayon de 6 kilomètres, peuvent avoir une réserve de médicaments non toxiques pour l'usage exclusif de leurs membres ou de leur personnel. Une liste de ces médicaments (les médicaments toxiques étant à la disposition exclusive du médecin traitant) est remise au contrôleur civil, qui la transmet au Secrétariat général du Gouvernement tunisien. Toute vente au public est interdite à ces associations, exploitations et entreprises. Toutefois, le Gouvernement tunisien peut, sur leur demande, dans des conditions exceptionnelles, autoriser, après avis de la commission de pharmacie, la transformation temporaire de la réserve en dépôt de médicaments.

**9.** Toute convention d'après laquelle un médecin, vétérinaire, dentiste ou sage-femme, retirerait de l'exercice de sa profession un profit quelconque sur la vente des médicaments effectuée par un pharmacien est prohibée et nulle.

Les consultations des médecins, vétérinaires, etc., dans les officines, de quelque nature qu'elles soient, ou dans les locaux communiquant avec ces dernières, sont rigoureusement interdites, hormis le cas d'urgence de soins à donner à un blessé, à une personne trouvée malade sur la voie publique ou à des animaux se trouvant dans les mêmes conditions.

Le pharmacien autorisant des consultations dans son officine, sauf les exceptions ci-dessus, sera poursuivi au même titre que le médecin, vétérinaire ou autre, et passible de la même pénalité.

L'exercice de la médecine est formellement interdit au pharmacien. Il ne pourra en aucun cas, donner une consultation au client, prendre part, habituellement, ou par une direction suivie au traitement des maladies ou des affections chirurgicales, ainsi qu'à la pratique de l'art dentaire ou des accouchements, sauf dans le cas d'urgence avérée.

L'exercice simultané de la profession de médecin, dentiste, sage-femme et vétérinaire et de celle de pharmacien est interdit aux personnes pourvues de plusieurs diplômes, sauf dans les localités où il n'y a pas de pharmacien.

**10.** Les établissements hospitaliers, bureaux d'assistance ou tous autres établissements d'utilité publique reconnus par le Gouvernement tunisien et ayant pour objet la distribution de secours médicaux aux malades, peuvent être propriétaires d'une pharmacie, à condition de la faire gérer par un pharmacien. Ils peuvent distribuer gratuitement des médicaments aux malades indigents, sous la surveillance et la responsabilité du pharmacien attaché à l'établissement.

Par dérogation à ces dispositions, la pharmacie des infirmeries-dispensaires et des infirmeries privées ayant un caractère d'utilité publique et reconnues comme telles par le Gouvernement tunisien, pourra être gérée par le médecin attaché à l'établissement, même s'il existe un pharmacien établi dans la localité.

Toutefois, aucun des établissements hospitaliers, bureaux d'assistance, infirmeries

ou dispensaires, ne peut vendre au public s'il existe une officine dans la localité ou si, à défaut d'officine, il n'a pas été autorisé dans les conditions de l'article 8.

**11.** Les pharmaciens ne peuvent, sans l'ordonnance d'un médecin pour la médecine humaine, ou d'un vétérinaire pour la médecine vétérinaire, délivrer au public des substances toxiques. (1), ni de compositions officinales, ni de préparations sous cachet en renfermant.

Ils ne pourront délivrer aux chirurgiens-dentistes non pourvus d'un dipiôme de docteur en médecine, ni aux sages-femmes, ou sur ordonnance de ces derniers, aucune substance toxique, ni préparations en renfermant.

Toutefois, les pharmaciens peuvent, sans déroger aux lois sur l'exercice de la médecine, délivrer librement, sur la demande de l'acheteur, les autres substances constituant des médicaments simples ou composés

La vente des médicaments secrets est rigoureusement interdite.

Est considéré, en Tunisie, comme médicament secret, tout médicament ou remède ancien ou nouveau dont la vente n'a pas été autorisée par l'Etat dont les inventeurs, possesseurs ou fabricants sont originaires.

Ces dispositions ne s'appliquent qu'aux Etats avec lesquels nous avons des traités.

Toute annonce ou affiche indiquant des remèdes secrets est également prohibée.

Les imprimeurs, afficheurs ou autres sont passibles des mêmes peines que les détenteurs.

**12.** L'ordonnance d'un médecin, d'une sage-femme, d'un chirurgien-dentiste ou d'un vétérinaire, doit être rédigée de façon à pouvoir être exécutée dans toutes les pharmacies.

Un an après la promulgation du présent décret, le codex français deviendra obligatoire et tout pharmacien devra être pourvu de la plus récente édition. Son application sera de rigueur, hormis le cas de mention spéciale du médecin.

Le pharmacien devra transcrire toutes les ordonnances sur un registre ad hoc. Les médicaments destinés à l'usage externe seront désignés par une étiquette spéciale, de couleur rouge orangé, sur laquelle les mots « *médicaments pour l'usage externe* » seront uniquement imprimés en noir et en caractères aussi distincts que possible. Les médicaments pour l'usage vétérinaire doivent porter une étiquette spéciale, avec la mention « *médicaments pour l'usage vétérinaire* ».

Si le pharmacien croit devoir conserver l'ordonnance médicale, il en donnera une copie certifiée conforme. Toute ordonnance médicale ne sera rendue qu'après l'apposition du timbre de la pharmacie.

Lorsque le pharmacien se trouve en présence d'une ordonnance qui lui paraît douteuse comme rédaction ou dangereuse comme effet, il en réfère au signataire avant de délivrer le produit spécifié.

Tout détenteur de produits, substances, compositions pour l'usage de la médecins humaine ou vétérinaire autorisés par lee articles 7, 8 et 10 doit, pour la conservation, le classement et la délivrance, se conformer à toutes les prescriptions de la pharmacopée française « dernière édition ».

.....

**14.** Sont libres :

La fabrication ou le commerce de toute drogue, substance, produit ou composition préparation non toxique pour l'usage de l'industrie, des arts, de l'agriculture ; le commerce des eaux minérales, dites de table, et des plantes non médicinales.

Ne sont pas libres :

La fabrication ou le commerce de drogue, substance, produit, composition, préparation pour l'usage de la médecine ou chirurgie humaine ou vétérinaire (articles 7 et 8) des vaccins, virus atténués, sérums, toxines et produits analogues, ainsi que des substances injectables d'origine organique non définies chimiquement, le commerce des plantes et des eaux minérales médicinales.

**15.** Nul ne peut détenir ni vendre pour l'usage de la médecine ou chirurgie, humaine ou vétérinaire, des substances toxiques ou des compositions en renfermant, que dans les conditions définies aux articles 2, 7, 8 et 10.

Quiconque veut détenir ou fabriquer des substances toxiques ou compositions en renfermant, destinées à un usage commercial, industriel ou agricole doit y être préalablement autorisé par le Gouvernement tunisien, à moins qu'il ne soit pharmacien autorisé (articles 2, 7 et 8).

Tout détenteur de ces substances ou compositions doit les isoler dans un local ou

(1) Liste des substances toxiques établie pour 1914. *A.* 16 *mars* 1914; — des substances qui peuvent être délivrées librement, *A.* 16 *avril* 1914.

armoire fermant à clef, à l'exclusion de toute autre substance ou composition.

Sur les enveloppes ou récipients des substances toxiques ou compositions ci-dessus visées (alinéa 2), doivent être apposées, tant pour la provision que pour la vente, deux étiquettes rouge orangé portant, en caractères noirs, bien apparents, la première le nom usuel de la substance toxique, la seconde, la mention « poison ».

Les fûts, enveloppés ou récipients ayant servi à contenir ou à emballer des substances toxiques ne peuvent être employés ultérieurement à contenir ou à emballer des produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux.

Le vendeur de substances toxiques ou de compositions visées à l'alinéa 2 doit exiger de l'acheteur un permis de l'autorité administrative. Il inscrit, sans aucun blanc, sur un registre spécial, coté et paraphé par l'autorité administrative locale le nom et la demeure de l'acheteur, la nature et la quantité de la substance toxique vendue ou entrant dans la composition vendue. Ce registre, tenu à jour, doit être présenté, avec le permis, à toute réquisition de l'autorité. Il sera visé par l'inspecteur. Il sera conservé pendant dix ans.

Un règlement d'administration publique déterminera les formes de vente et les conditions d'emploi des substances toxiques destinées à la destruction des parasites nuisibles à l'agriculture, des rongeurs et des bêtes fauves. Ces substances ne pourront être vendues que sous leur nom usuel et sous la forme édictée.

**16.** Pour veiller à l'observation des dispositions du présent décret, il est institué près du Gouvernement tunisien une commission consultative dite de pharmacie qui est chargée :

1° de donner son avis sur les vacances et créations d'officines pharmaceutiques ;

2° d'examiner les candidats proposés pour les remplacements à longs termes des pharmaciens décédés ou empêchés ;

3° d'arrêter le tarif maximum de vente des substances médicamenteuses dans tout le territoire tunisien ;

4° de donner son avis sur toutes les questions intéressant l'exercice de la pharmacie en Tunisie et l'application du décret.

Cette commission, présidée par le Secrétaire général pour l'Administration ou son délégué, comprend :

3 docteurs en médecine ;

3 pharmaciens, dont un pharmacien militaire ;

le chef du bureau de l'assistance et de l'hygiène publiques.

**17.** Sont punies d'une amende de 16 à 3.000 francs, les infractions commises contre les prescriptions énumérées ci-après : art. 1-2 ; — art. 4 § 1 et 2 ; — art. 7, § 1 ; — art. 8, § 1 ; — art. 14, § 1 du présent décret, ce, pour chaque infraction constatée et, s'il y a lieu, pour chaque objet, sans préjudice de la fermeture immédiate de l'officine par mesure administrative.

**18.** Sont punies d'une amende de 16 à 500 francs, les infractions commises contre les dispositions énumérées ci-après : art. 4, § 3, 4 et 7 ; — art. 5 ; — art. 7, § 2, 5 et 6 ; — art. 8, § 2, 3, 4 et 5 ; — art. 9, § 1, 3, 4 et 5 ; — art. 11, § 1 et 4 ; — art. 13, § 1 ; — art. 14, § 2 ; — art. 15 du présent décret, ce, pour chaque infraction constatées, et, s'il y a lieu, pour chaque objet.

**19.** Sont punies d'une amende de 16 à 50 francs, les infractions commises contre les prescriptions énumérées ci-après : art. 4, § 5 et 6 ; — art. 8 du présent décret, ce, pour chaque infraction constatée, et, s'il y a lieu, pour chaque objet.

**20.** En cas de récidive, le maximum des amendes prévues aux articles précédents est porté au double et l'inculpé peut être en outre condamné à un emprisonnement qui sera de 1 à 15 jours pour les infractions visées à l'article 19 ; de 15 jours à 3 mois pour les infractions visées à l'article 18, et de trois à six mois pour les infractions visées à l'article 17.

Il y a récidive lorsque celui qui est convaincu d'une infraction à l'un des articles du présent décret a déjà été condamné pour une infraction à l'un de ces mêmes articles dans les cinq ans qui précéderont la date de la nouvelle infraction.

En cas de seconde récidive, la peine de l'emprisonnement sera toujours prononcée.

**21.** En cas de poursuite judiciaire suivie d'une condamnation pour contravention aux dispositions du présent décret, la fermeture de l'officine ouverte ou exploitée pourra être prononcée par l'autorité administrative, soit à titre temporaire, soit à titre définitif.

Elle sera temporaire pour les infractions visées aux articles 18 et 19 et définitive pour celles visées à l'article 17.

**22.** En cas de condamnation pour délit de droit commun, l'autorité administrati-

ve prononcera, suivant le cas, la suspension simple ou la déchéance.

Est déchu de plein droit de l'exercice de la pharmacie dans la Régence :

1° Tout pharmacien ayant été condamné pour délit de droit commun avant son installation dans la Régence ;

2° Tout pharmacien commandité par un tiers condamné pour infraction au § 2 de l'article 7.

**23.** La juridiction saisie pourra, dans tous les cas, ordonner l'affichage du jugement portant une condamnation pour infraction aux dispositions du présent décret dans les lieux qu'elle désignera, ou son insertion intégrale ou par extrait dans un ou plusieurs journaux, le tout aux frais du condamné.

**24.** Au cas où elle reconnaît l'existence de circonstances atténuantes, la juridiction saisie peut faire application de l'article 463 du Code pénal français.

Elle peut également, dans les conditions établies par la loi française du 26 mars 1891, décider qu'il sera sursis à l'exécution de la peine en cas de condamnation prononcée en vertu des dispositions du présent décret.

**25.** En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime et délit de droit commun, la juridiction saisie peut ordonner par le même jugement et par décision motivée qu'il sera sursis à l'exécution de la peine. Si, pendant le délai de cinq ans à dater de cette décision, le condamné n'a encouru aucune poursuite suivie de condamnation à l'emprisonnement où à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la condamnation sera comme non avenue. Dans le cas contraire, la première peine sera d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la deuxième.

Ces dispositions ne sont applicables qu'aux justiciables de la juridiction française.

**26.** La suspension de la peine ne comprend pas le paiement des frais du procès et des dommages-intérêts. Elle ne comprend pas non plus les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation. Toutefois, ces peines accessoires et ces incapacités cesseront d'avoir effet du jour où, par application des dispositions de l'article précédent, la condamnation aura été non avenue.

**27.** La tolérance de l'exercice est maintenue aux personnes qui ont bénéficié des dispositions transitoires du décret du 15 juin 1888, sur l'exercice de la pharmacie.

Elles devront, toutefois, se conformer aux dispositions du présent décret, en ce qui concerne l'exercice de leur profession.

Tous les pharmaciens diplômés ou tolérés, ainsi que les personnes autorisées à tenir des dépôts temporaires de médicaments devront, dans un délai de trois mois, à dater de la promulgation du présent décret, présenter leurs titres ou autorisation à la vérification de la commission de pharmacie.

**28.** Toutes les dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

---

## 4 avril 1913

DÉCRET *modifiant celui du 29 mars 1911, relatif à la comptabilité des avances faites à l'Office postal pour la construction de circuits téléphoniques.*

(J. O. 19 AVRIL 1913, 413)

ART. UNIQUE. — Le décret du 29 mars 1911 est modifié ainsi qu'il suit (1) :

.....

(1) Le texte du décret du 29 mars 1911 doit être rétabli de la manière suivante :

ART. 1. Les avances que l'Office postal est autorisé à se faire fournir par des tiers en exécution des décrets du 11 février 1902 et du 6 janvier 1911, sont encaissées par le Receveur général des Finances à la II° partie du budget, à titre de « fonds d'emprunt ». Le Directeur général des Finances délègue au Directeur de l'Office postal, au titre de l'article 1er, du chap. 2 de la II° partie du budget, dans la forme prévue par les articles 10 et 23 du décret du 12 mai 1906 sur la comptabilité de l'Etat, des crédits égaux à l'importance de ces encaissements.

Le Directeur de l'Office postal liquide et ordonnance sur ces crédits, dans la forme ordinaire, les dépenses de construction des circuits auxquels s'appliquent les avances.

2. Pour permettre d'affecter au paiement des intérêts et au remboursement des avances dans les conditions fixées par les conventions intervenues avec les prêteurs, le produit de l'exploitation de circuits construits au moyen de ces avances, le Directeur de l'Office postal tient un compte spécial de ces produits qui demeurent néanmoins confondus dans la masse des recettes téléphoniques et en arrête le montant au 31 décembre de chaque année. Dans les dix premiers jours de février de l'année suivante, il le notifie au Directeur des Finances. *(Ainsi modifié, D. 4 avril 1913).*

3. Sur le vu de la notification, prévue à l'article précédent, le Directeur des Finances émet, au profit du créancier des avances, une ordonnance de paiement d'une somme égale à la somme notifiée, avec imputation d'abord sur les intérêts, s'il y a lieu, et ensuite sur le capital des avances.

L'ordonnance est émise sur un paragraphe spécial de l'article 8 sexiés, de la Dette tunisienne (chapitre 1er de la I°° partie du budget), dont les crédits seront, par décrets spéciaux, arrêtés au montant de la somme indiquée comme représentant le produit de l'exploitation des circuits téléphoniques construits au moyen des avances. *(Ainsi modifié, D. 4 avril 1913).*

4. Lorsque les avances sont productives d'intérêts, le Directeur général des Finances est autorisé à se substituer temporairement aux tiers prêteurs qui se sont engagés à les fournir et à en avancer lui-même le montant, en totalité ou en partie, sur les disponibilités du Trésor tunisien, si la situation de ces disponibilités et les échéances des charges qui les grèvent le permettent.

Les tiers prêteurs n'en restent pas moins tenus de verser ultérieurement dans les conditions prévues aux conventions spéciales d'avances, les sommes qui leur sont demandées jusqu'à concurrence du montant de leurs engagements. Ces sommes ne produisent intérêts à leur profit que du jour de leur versement effectif à la Recette générale des Finances.

## 12 avril 1913

DÉCRET *relatif à la mise à enzel des habous privés.*

(J. O. 3 MAI 1913, 450)

Vu les décrets des 22 juin 1888 et 31 janvier 1898 réglementant la mise à enzel des biens habous ;

Vu le décret du 23 décembre 1894 ;

Vu le décret du 16 juin 1895 autorisant le morcellement des propriétés grevées de rentes d'enzel au profit des fondations habous ;

Vu le décret du 13 novembre 1898 ;

Vu le décret du 18 octobre 1902 confiant au Président de la Djemaia des habous la surveillance des formalités préliminaires et de l'adjudication des enzels et des échanges des habous publics et privés ;

Vu le décret du 17 juillet 1908 instituant un Conseil supérieur des habous ;

Considérant qu'il existe dans la Régence un certain nombre de propriétés rurales d'une grande étendue, constituées en habous au profit de fondations publiques, de zaouias ou fondations privées, occupées en tout ou en partie par des familles étrangères aux dévolutaires, qui y sont installées de père en fils depuis une époque très reculée, mais à titre précaire ;

Considérant que les droits d'occupation de ces familles ne leur permettent pas une mise en valeur complète du sol ; que, d'autre part, l'excédent non occupé par les bénéficiaires de ces droits constitue pour les fondations une réserve importante dont la valeur serait considérablement accrue par une mise en culture rationnelle ;

Considérant qu'il existe un intérêt général, d'accord avec l'intérêt particulier des fondations, à provoquer la mise en valeur des dites propriétés en donnant, d'une part à l'occupation des cultivateurs indigènes, une base juridique certaine et définitive et en facilitant, d'autre part, la mise en culture des surfaces demeurées disponibles après la première opération.

ART. **1.** Pourra être cédé à enzel, sans enchères, dans les conditions des articles suivants, aux indigènes qui les occupent de père en fils et depuis une époque reculée, tout ou partie des propriétés rurales constituées en habous au profit de fondations publiques, de zaouias ou de fondations privées.

**2.** La reconnaissance des propriétés habous de cette catégorie et la détermination des surfaces respectives à attribuer aux occupants ou à soumettre au régime prévu à l'article 5 ci-dessous, ainsi que la valeur globale de chacune de ces surfaces, seront effectuées par une commission composée ainsi que suit :

Le Secrétaire général du Gouvernement tunisien ou son délégué, président ;

Le Contrôleur Civil de la circonscription;

Le caïd de la circonscription ;

Un délégué de la Djemaia des habous ;

L'amin d'agriculture de la région et le naib local des habous ;

Cinq des principaux ayants droit à la fondation intéressée au maximum, désignés par les dévolutaires et agréés par le cadi, s'il s'agit d'un habous privé ou d'un habous de zaouia ;

Le mokaddem du habous, s'il en existe ;

Le secrétaire du contrôle civil qui remplira les fonctions de secrétaire.

**3.** La reconnaissance des propriétés dont il s'agit et autres opérations préliminaires à leur mise en valeur, dans les conditions envisagées, ne pourront être effectuées qu'avec l'assentiment des principaux dévolutaires et du mokaddem, s'il en existe, pour les fondations privées et de zaouias et après adhésion de la Djemaia des habous pour les fondations publiques.

Pour ces dernières, le conseil supérieur des habous sera consulté dans les conditions prévues au décret du 17 juillet 1908. Il sera procédé à ces opérations préliminaires, tant en ce qui concerne les fondations privées que les habous publics ou de zaouias, en vertu d'une décision prise par nous, sur mahroud et sur la proposition de notre Premier Ministre.

---

5. Les sommes avancées par le Directeur général des Finances sur les disponibilités du Trésor sont productives d'intérêts au taux du placement des fonds du Trésor en compte avec la Banque de l'Algérie.

Ces intérêts sont encaissés par le Receveur général des Finances sous le même article du budget que les intérêts de ces derniers fonds.

Les dispositions du présent décret relatives au paiement des intérêts dûs aux tiers prêteurs et au remboursement de leurs avances sont d'ailleurs applicables aux avances du Trésor.

(6) Le Directeur général des Finances fait ouvrir dans les écritures de la Recette générale, aux opérations de trésorerie, parmi les avances à charge de recouvrement ou de régularisation, un compte spécial des avances faites à l'Office postal par prélèvement sur les disponibilités du Trésor.

Au débit de ce compte figurent les avances dont il s'agit. A son crédit, sont inscrites les sommes ordonnancées par le Directeur général des Finances à titre de remboursement de ces avances et celles versées ultérieurement par les prêteurs.

Le compte est clos lorsque les avances se trouvent complètement éteintes.

(7) Le compte courant du Receveur principal de l'Office postal à la Recette générale des Finances doit toujours être supérieur aux avances faites par le Trésor tunisien à l'Office postal.

Les décisions de la commission visées à l'art 2 seront également homologuées par nous.

**4.** Le bénéfice des dispositions du présent décret pourra être étendu, dans les mêmes conditions, aux habous privés, en ce qui concerne la partie non occupée par les ayants droit, après adhésion des dévolutaires et du mokaddem, s'il en existe.

**5.** Les surfaces disponibles après le prélèvement effectué en faveur des occupants seront cédées à enzel aux enchères publiques, par l'intermédiaire de la Djemaia, sur la mise à prix fixée par la commission prévue à l'article 2 et dans les conditions des décrets des 22 juin 1888 et 31 janvier 1898.

---

## 30 avril 1913

DÉCRET *promulguant les conventions internationales relatives à la protection de la propriété industrielle.*

(J. O. 17 MAI 1913, 489)

Vu les conventions résultant de la conférence internationale tenue à Washington du 15 mai au 2 juin 1911 en vue de modifier :

1° La convention d'union de Paris du 20 mars 1883 relative à la protection internationale de la propriété industrielle, ainsi que le protocole de clôture annexé à cette convention ;

2° L'arrangement de Madrid du 14 avril 1891 pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce;

3° L'arrangement de Madrid du 14 avril 1891 concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises ;

Attendu que les dites conventions ont été signées à Washington le 2 juin 1911 ;

Vu la loi française du 28 mars 1913 autorisant le Président de la République à ratifier et à faire exécuter ces conventions ;

Attendu que celles-ci ont fait l'objet de ratifications déposées à Washington le 1er avril 1913 et doivent, aux termes de chacune d'elles, être mises en vigueur dans le délai d'un mois à partir de cette date ;

Vu le décret présidentiel du 17 avril 1913 portant promulgation des mêmes conventions ;

.....

ART. **1.** Les conventions dont la teneur suit, recevront en Tunisie, à dater du 1er mai 1913, leur pleine et entière exécution.

### I

### Union internationale pour la protection de la propriété industrielle

CONVENTION D'UNION DE PARIS *du* 20 *mars* 1883, *pour la protection de la propriété industrielle. (Revisée* à *Bruxelles le* 14 *décembre* 1900, *et à Washington le* 2 *juin* 1911*).*

ART. **1** Les pays contractants sont constitués à l'état d'union pour la protection de la propriété industrielle.

**2.** Les sujets ou citoyens de chacun des pays contractants jouiront, dans tous les autres pays de l'union, en ce qui concerne les brevets d'invention, les modèles d'utilité, les dessins ou modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce, le nom commercial, les indications de provenance, la répression de la concurrence déloyale, des avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux. En conséquence, ils auront la même protection que ceux-ci et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, sous réserve de l'accomplissement des conditions et formalités imposées aux nationaux Aucune obligation de domicile ou d'établissement dans le pays où la protection est réclamée ne pourra être imposée aux ressortissants de l'union.

**3.** Sont assimilés aux sujets ou citoyens des pays contractants, les sujets ou citoyens des pays ne faisant pas partie de l'union, qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un des pays de l'union.

**4.** *a)* Celui qui aura régulièrement fait dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un modèle d'utilité, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce dans l'un des pays contractants, ou son ayant cause, jouira pour effectuer le dépôt dans les autres pays et sous réserve des droits des tiers d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après.

*b)* En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres pays de l'union avant l'expiration de ces délais ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation, par la mise en vente d'exemplaire du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque.

*c)* Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de douze mois pour les brevets d'invention et les modèles d'utilité, et de quatre mois pour les dessins et modèles industriels et pour les marques de fabrique ou de commerce.

*d)* Quiconque voudra se prévaloir de la priorité d'un dépôt antérieur, sera tenu de faire une déclaration indiquant la date et le pays de ce dépôt. Chaque pays déterminera à quel moment, au plus tard, cette déclaration devra être effectuée. Ces indications seront mentionnées dans les publications émanant de l'administration compétente, notamment sur les brevets et les descriptions y relatives. Les pays contractants pourront exiger de celui qui fait une déclaration de priorité la production d'une copie de la demande (descriptions, dessins, etc.) déposée antérieurement, certifiée conforme par l'administration qui l'aura reçue. Cette copie sera dispensée de toute légalisation. On pourra exiger qu'elle soit accompagnée d'un certificat de la date du dépôt, émanant de cette administration, et d'une traduction. D'autres formalités ne pourront être requises pour la déclaration de priorité au moment du dépôt de la demande. Chaque pays contractant déterminera les conséquences de l'omission des formalités prévues par le présent article, sans que ces conséquences puissent excéder la perte du droit de priorité.

*e)* ultérieurement d'autres justifications pourront être demandées.

**4** *bis.* Les brevets demandés dans les divers pays contractants par des personnes admises au bénéfice de la convention aux termes des articles 2 et 3 seront indépendants des brevets obtenus pour la même invention dans les autres pays, adhérents ou non à l'union.

Cette disposition doit s'entendre d'une façon absolue, notamment en ce sens que les brevets demandés pendant le délai de priorité sont indépendants tant au point de vue des causes de nullité et de déchéance qu'au point de vue de la durée normale.

Elle s'applique à tous les brevets existant au moment de sa mise en vigueur.

Il en sera de même, en cas d'accession de nouveaux pays, pour les brevets existant de part et d'autre au moment de l'accession.

**5.** L'introduction, par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des pays de l'union, n'entraînera pas la déchéance.

Toutefois, le breveté restera soumis à l'obligation d'exploiter son brevet conformément aux lois du pays où il introduit les objets brevetés, mais avec la restriction que le brevet ne pourra être frappé de déchéance pour cause de non exploitation dans un des pays de l'union qu'après un délai de trois ans, compté à partir du dépôt de la demande dans ce pays, et seulement dans le cas où le breveté ne justifierait pas des causes de son inaction.

**6.** Toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement enregistrée dans le pays d'origine sera admise au dépôt et protégée telle quelle dans les autres pays de l'union.

Toutefois, pourront être refusées ou invalidées :

1° Les marques qui sont de nature à porter atteinte à des droits acquis par des tiers dans le pays où la protection est réclamée ;

2° Les marques dépourvues de tout caractère distinctif, ou bien composées exclusivement de signes ou d'indications pouvant servir, dans le commerce, pour désigner l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la valeur, le lieu d'origine des produits ou l'époque de production, ou devenus usuels dans le langage courant ou les habitudes loyales et constantes du commerce du pays où la production est réclamée.

Dans l'appréciation du caractère distinctif d'une marque, on devra tenir compte de toutes les circonstances de fait, notamment de la durée de l'usage de la marque ;

3° Les marques qui sont contraires à la morale ou à l'ordre publics.

Sera considéré comme pays d'origine le pays où le déposant a son principal établissement.

Si ce principal établissement n'est point situé dans un des pays de l'union, sera considéré comme pays d'origine celui auquel appartient le déposant.

**7.** La nature du produit sur lequel la marque de fabrique ou de commerce doit être apposée ne peut, dans aucun cas, faire obstacle au dépôt de la marque.

**7** *bis.* Les pays contractants s'engagent à admettre au dépôt et à protéger les marques appartenant à des collectivités dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine, même si ces collectivités ne possèdent pas un établissement industriel ou commercial.

Cependant, chaque pays sera juge des conditions particulières sous lesquelles une collectivité pourra être admise à faire protéger ses marques.

**8.** Le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'union sans obligation de dépôt, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce.

**9.** Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce, ou un nom commercial, sera saisi à l'importation dans ceux des pays de l'union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale.

Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'importation, la saisie sera remplacée par la prohibition d'importation.

La saisie sera également effectuée dans le pays où l'opposition illicite aura eu lieu, où dans le pays ou aura été importé le produit.

La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit de toute autre autorité compétente, soit d'une partie intéressée, particulier ou société, conformément à la législation intérieure de chaque pays.

Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

Si la législation d'un pays n'admet ni la saisie à l'importation, ni la prohibition de l'importation, ni la saisie de l'intérieur, ces mesures seront remplacées par les actions et moyens que la loi de ce pays assurerait en pareil cas aux nationaux.

**10.** Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout produit portant faussement, comme indication de la provenance, le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe au nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

Est réputé partie intéressée tout producteur, fabricant ou commercant, engagé dans la production, la fabrication ou le commerce de ce produit, et établi soit dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située.

**10** *bis*. Tous les pays contractants s'engagent à assurer aux ressortissants de l'union une protection effective contre la concurrence déloyale.

**11.** Les pays contractants accorderont, conformément à leur législation intérieure, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux modèles d'utilité, aux dessins ou modèles industriels, ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce pour les produits qui figureront aux expositions internationales, officielles ou officiellement reconnues, organisées sur le territoire de l'un d'eux.

**12.** Chacun des pays contractants s'engage à établir un service spécial de la propriété industrielle et un dépôt central pour la communication au public des brevets d'invention, des modèles d'utilité, des dessins ou modèles industriels et des marques de fabrique ou de commerce (1).

Ce service publiera autant que possible, une feuille périodique officielle.

**13.** L'office international institué à Berne sous le nom de bureau international pour la protection de la propriété industrielle est placé sous la haute autorité du gouvernement de la Confédération Suisse, qui en règle l'organisation et en surveille le fonctionnement.

Le bureau international centralisera les renseignements de toute nature relatifs à la protection de la propriété industrielle, et les réunira en une statistique générale, qui sera distribuée à toutes les administrations. Il procèdera aux études d'utilité commune intéressant l'union et rédigera, à l'aide des documents qui seront mis à sa disposition par les diverses administrations une feuille périodique en langue française sur les questions concernant l'objet, de l'union.

Les numéros de cette feuille, de même que tous les documents publiés par le bureau international, seront répartis entre les administrations des pays de l'union, dans la proportion du nombre des unités contributives ci-dessous mentionnées. Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés, soit par les dites administrations, soit par des sociétés ou des particuliers, seront payés à part.

Le bureau international devra se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service international de la propriété industrielle, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin. Il fera sur sa gestion un rapport annuel qui sera communiqué à tous les membres de l'union.

La langue officielle du bureau international sera la langue française.

(1) V. D 26 décembre 1888, 3 juin 1889 28 juin 1903 et 25 février 1911.

Les dépenses du bureau international seront supportées en commun par les pays contractants. Elles ne pourront, en aucun cas, dépasser la somme de 60.000 francs par année.

Pour déterminer la part contributive de chacun des pays dans cette somme totale des frais, les pays contractants et ceux qui adhéreraient ultérieurement à l'union seront divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

| | | |
|---|---|---|
| 1re classe ..... | 25 | unités. |
| 2e classe ..... | 20 | — |
| 3e classe ..... | 15 | — |
| 4e classe ..... | 10 | — |
| 5e classe ..... | 5 | — |
| 6e classe ..... | 3 | — |

Ces coefficients seront multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournira le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donnera le montant de l'unité de dépense.

Chacun des pays contractants désignera au moment de son accession, la classe dans laquelle il désire être rangé.

Le gouvernement de la confédération suisse surveillera les dépenses du bureau international, fera les avances nécessaires et établira le compte annuel, qui sera communiqué à toutes les autres administrations.

**14.** La présente convention sera soumise à des révisions périodiques, en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'union.

A cet effet, des conférences auront lieu, successivement, dans l'un des pays contractants entre les délégués des dits pays.

L'administration du pays où doit siéger la conférence préparera, avec le concours du bureau international, les travaux de cette conférence.

Le directeur du bureau international assistera aux séances des conférences et prendra part aux discussions sans voix délibérative.

**15.** Il est entendu que les pays contractants se réservent respectivement le droit de prendre séparément entre eux, des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, en tant que ces arrangements ne contreviendraient point aux dispositions de la présente convention.

**16.** Les pays qui n'ont point pris part à la présente convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au gouvernement de la confédération suisse et, par celui-ci, à tous les autres.

Elle emportera de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente convention, et produira ses effets un mois après, l'envoi de la notification faite par le gouvernement de la confédération suisse aux autres pays unionistes, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée par le pays adhérent.

**16** *bis.* Les pays contractants ont le droit d'accéder en tout temps à la présente convention pour leurs colonies, possessions, dépendances et protectorats, ou pour certains d'entre eux.

Ils peuvent à cet effet soit faire une déclaration générale par laquelle toutes leurs colonies possessions, dépendances et protectorats sont compris dans l'accession, soit nommer expressement ceux qui y sont compris, soit se borner à indiquer ceux qui en sont exclus.

Cette déclaration sera notifiée par écrit au gouvernement de la confédération suisse et par celui-ci à tous les autres.

Les pays contractants pourront, dans les mêmes conditions, dénoncer la convention pour leurs colonies, possessions, dépendances et protectorats, ou pour certains d'entre eux.

**17.** L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de ceux des pays contractants qui sont tenus d'en provoquer l'application, ce qu'ils s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

**17** *bis.* La convention demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

Cette dénonciation sera adressée au gouvernement de la confédération suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la convention restant exécutoire pour les autres pays contractants.

**18.** Le présent acte sera ratifié, et les ratifications en seront déposées à Washington au plus tard le 1er avril 1913. Il sera mis à exécution, entre les pays qui l'auront ratifié, un mois après l'expiration de ce délai.

Cet acte, avec son protocole de clôture, remplacera, dans les rapports entre les

pays qui l'auront ratifié : la convention de Paris du 20 mars 1883 ; le protocole de clôture annexé à cet acte ; le protocole de Madrid du 15 avril 1891 concernant la dotation du bureau international, et l'acte additionnel de Bruxelles du 14 décembre 1900. Toutefois, les actes précités resteront en vigueur dans les rapports avec les pays qui n'auront pas ratifié le premier acte.

**10.** Le présent acte sera signé en un seul exemplaire. lequel sera déposé aux archives du gouvernement des Etats-Unis. Une copie certifiée sera remise par ce dernier à chacun des gouvernements unionistes.

PROTOCOLE DE CLÔTURE

*Ad.* ART. 1. Les mots « propriété industrielle » doivent être pris dans leur acception la plus large ; ils s'étendent à toute production du domaine des industries agricoles (vins, grains, fruits, bestiaux, etc.).

*Ad.* ART. **2.** *a)* Sous le nom de brevets d'invention sont comprises les diverses espèces de brevets industriels admises par les législations des pays contractants, telle que brevets d'importation, brevets de perfectionnement, etc., tant pour les procédés que pour les produits.

*b)* Il est entendu que là disposition de l'article 2 qui dispense les ressortissants de l'union de l'obligation de domicile et d'établissement a un caractère interprétatif, et doit, par conséquent, s'appliquer à tous les droits nés en raison de la convention du 20 mars 1883, avant la mise en vigueur du présent acte.

*c)* Il est entendu que les dispositions de l'article 2 ne portent aucune atteinte à la législation de chacun des pays contractants en ce qui concerne la procédure suivie devant les tribunaux et la compétence de ces tribunaux, ainsi que l'élection du domicile ou la constitution d'un mandataire requises par les lois sur les brevets, les modèles d'utilité, les marques, etc.

*Ad.* ART. **4.** Il est entendu que lorsqu'un dessin ou modèle industriel aura été déposé dans un pays en vertu d'un droit de priorité basé sur le dépôt d'un modèle d'utilité, le délai de priorité ne sera que celui que l'article 4 a fixé pour les dessins et modèles industriels.

*Ad.* ART. **6.** Il est entendu que la disposition du premier alinéa de l'article 6 n'exclut pas le droit d'exiger du déposant un certificat d'enregistrement régulier au pays d'origine, délivré par l'autorité compétente.

Il est entendu que l'usage des armoiries, insignes ou décorations publiques qui n'aurait pas été autorisé par les pouvoirs compétents, ou l'emploi des signes ou poinçon officiels de contrôle et de garantie adopté par un pays unioniste, peut être considéré comme contraire à l'ordre public dans le sens du nº 3 de l'article 6.

Ne seront toutefois pas considérées comme contraires à l'ordre public les marques qui contiennent, avec l'autorisation des pouvoirs compétents, la reproduction d'armoiries, de décorations ou d'insignes publics.

Il est entendu qu'une marque ne pourra être considérée comme contraire à l'ordre public pour la seule raison qu'elle n'est pas conforme à quelque disposition de la législation sur les marques, sauf le cas où cette disposition elle-même concerne l'ordre public.

Le présent protocole de clôture, qui sera ratifié en même temps que l'acte conclu à la date de ce jour, sera considéré comme faisant partie intégrante de cet acte et aura même force valeur et durée.

II

**Union internationale pour la protection de la propriété industrielle**

ARRANGEMENT DE MADRID *du 14 avril 1891, pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce (Révisé à Bruxelles le 14 decembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911) Conclu entre l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, le Brésil, Cuba, l'Espagne, la France, l'Italie, le Mexique, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse et la Tunisie.*

ART. **1.** Les sujets ou citoyens de chacun des pays contractants pourront s'assurer, dans tous les autres pays, la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce acceptées au dépôt dans les pays d'origine, moyennant le dépôt des dites marques au bureau international, à Berne, fait par l'entremise de l'administration du dit pays d'origine.

**2.** Sont assimilés aux sujets ou citoyens des pays contractants les sujets ou citoyens des pays n'ayant pas adhéré au présent arrangement qui, sur le territoire de l'union restreinte, constituée par ce dernier, satisfont aux conditions établies par l'article 3 de la convention générale.

**3.** Le bureau international enregistrera immédiatement les marques déposées conformément à l'article premier. Il notifiera

cet enregistrement aux diverses administrations. Les marques enregistrées seront publiées dans une feuille périodique éditée par le bureau international, au moyen des indications contenues dans la demande d'enregistrement et d'un cliché fourni par le déposant.

Si le déposant revendique la couleur à titre d'élément distinctif de sa marque, il sera tenu :

1° De le déclarer, et d'accompagner son dépôt d'une mention indiquant la couleur ou la combinaison de couleurs revendiquée ;

2° De joindre à sa demande des exemplaires de la dite marque en couleurs, qui seront annexés aux notifications faites par le bureau international. Le nombre de ces exemplaires sera fixé par le réglement d'exécution.

En vue de la publicité à donner, dans les pays contractants, aux marques enregistrées, chaque administration recevra gratuitement du bureau international le nombre d'exemplaires de la susdite publication qu'il lui plaira de demander. Cette publicité sera considérée dans tous les pays contractants comme pleinement suffisante et aucune autre ne pourra être exigée du déposant.

**4.** A partir de l'enregistrement ainsi fait au bureau international, la protection de la marque dans chacun des pays contractants sera la même que si cette marque y avait été directement déposée.

Toute marque enregistrée internationalement dans les quatre mois qui suivent la date du dépôt dans le pays d'origine, jouira du droit de priorité établi par l'article 4 de la convention générale.

**4.** *bis.* Lorsqu'une marque, déjà déposée dans un ou plusieurs des pays contractants, a été postérieurement enregistrée par le bureau international, au nom du même titulaire ou de son ayant cause, l'enregistrement international sera considéré comme substitué aux enregistrements nationaux antérieurs, sans préjudice des droits acquis par le fait de ces derniers.

**5.** Dans les pays où leur législation les y autorise, les administrations auxquelles le bureau international notifiera l'enregistrement d'une marque, auront la faculté de déclarer que la protection ne peut être accordée à cette marque sur leur territoire. Un tel refus ne pourra être opposé que dans les conditions qui s'appliqueraient en vertu de la convention générale, à une marque déposée à l'enregistrement national.

Elles devront exercer cette faculté dans le délai prévu par leur loi nationale et, au plus tard, dans l'année de la notification prévue par l'article 3, en indiquant au bureau international leurs motifs de refus.

La dite déclaration, ainsi notifiée au bureau international, sera par lui transmise sans délai à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque. L'intéressé aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait été par lui directement déposée dans le pays où la protection est refusée.

**5** *bis.* Le bureau international délivrera à toute personne qui en fera la demande, moyennant une taxe fixée par le règlement d'exécution, une copie des mentions inscrites dans le registre relativement à une marque déterminée.

**6.** La protection résultant de l'enregistrement au bureau international durera 20 ans, à partir de cet enregistrement, mais pourra être invoquée en faveur d'une marque qui ne jouirait plus de la protection légale dans le pays d'origine.

**7.** L'enregistrement pourra toujours être renouvelé suivant les prescriptions des articles 1 et 3.

Six mois avant l'expiration du terme de protection, le bureau international donnera un avis officieux à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque.

**8.** L'administration du pays d'origine fixera à son gré et percevra à son profit une taxe qu'elle réclamera du propriétaire de la marque dont l'enregistrement international est demandé. A cette taxe s'ajoutera un émolument international de 100 francs pour la première marque, et de 50 francs pour chacune des marques suivantes, déposées en même temps par le même propriétaire (1). Le produit annuel de cette taxe sera réparti par parts égales entre les pays contractants par les soins du bureau international, après déduction des frais communs nécessités par l'exécution de cet arrangement.

**8** *bis.* Le propriétaire d'une marque internationale peut toujours renoncer à la protection dans un ou plusieurs des pays contractants, au moyen d'une déclaration remise à l'administration du pays d'origine de la marque, pour être communiquée au

(1) V. D. 3 juin 1889, art. 7, et 28 juin 1903

bureau international, qui la notifiera aux pays que cette renonciation concerne.

**9.** L'administration du pays d'origine notifiera au bureau international les annulations, radiations, renonciations, transmissions et autres changements qui se produiront dans la propriété de la marque.

Le bureau international enregistrera ces changements, les notifiera aux administrations des pays contractants, et les publiera aussitôt dans son journal.

On procèdera de même lorsque le propriétaire de la marque demandera à réduire la liste des produits auxquels elle s'applique.

L'addition ultérieure d'un nouveau produit à la liste ne peut être obtenue que par un nouveau dépôt effectué conformément aux prescriptions de l'article 3. A l'addition est assimilée la substitution d'un produit à un autre.

**9** *bis.* Lorsqu'une marque inscrite dans le registre international sera transmise à une personnne établie dans un pays contractant autre que le pays d'origine de la marque, la transmission sera notifiée au bureau international par l'administration de ce même pays d'origine. Le bureau international enregistrera la transmission et, après avoir reçu l'assentiment de l'administration à laquelle ressortit le nouveau titulaire, il la notifiera aux autres administrations et la publiera dans son journal.

La présente disposition n'a point pour effet de modifier les législations des pays contractants qui prohibent la transmission de la marque sans la cession simultanée de l'établissement industriel ou commercial dont elle distingue les produits.

Nulle transmission de marque inscrite dans le registre international faite au profit d'une personne non établie dans l'un des pays contractants, ne sera enregistrée.

**10.** Les administrations règleront d'un commun accord les détails relatifs à l'exécution du présent arrangement.

**11.** Les pays de l'union pour la protection de la propriété industrielle, qui n'ont pas pris part au présent arrangement, seront admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par la convention générale.

Dès que le bureau international sera informé qu'un pays ou une de ses colonies a adhéré au présent arrangement, il adressera à l'administration de ce pays, conformément à l'article 3, une notification collective des marques qui, à ce moment, jouissent de la protection internationale.

Cette notification assurera, par elle même, auxdites marques le bénéfice des précédentes dispositions sur le territoire du pays adhérent, et fera courir le délai d'un an pendant lequel l'administration intéressée peut faire la déclaration prévue par l'article 5.

**12.** Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Washington au plus tard le 1er avril 1913.

Il entrera en vigueur un mois à partir de l'expiration de ce délai, et aura la même force et durée que la convention générale.

## III

### Union internationale pour la protection de la propriété industrielle

ARRANGEMENT DE MADRID, *du 14 avril 1891, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises. (Revisé à Washington le 2 juin 1911). Conclu entre le Brésil, Cuba, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, la Suisse et la Tunisie.*

ART. **1.** Tout produit portant une fausse indication de provenance dans laquelle un des pays contractants, ou un lieu situé dans l'un d'entre eux, serait directement ou indirectement indiqué comme pays ou comme lieu d'origine, sera saisi à l'importation dans chacun des dits pays.

La saisie sera également effectuée dans le pays ou la fausse indication de provenance aura été apposée, ou dans celui où aura été introduit le produit muni de cette fausse indication.

Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'importation, cette saisie sera remplacée par la prohibition d'importation.

Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'intérieur, cette saisie sera remplacée par les actions et moyens que la loi de ce pays assure en pareil cas aux nationaux.

**2.** La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit de toute autorité compétente, par exemple, l'administration douanière, soit d'une partie intéressée, particulier ou société, conformément à la législation intérieure de chaque pays.

Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

**3.** Les présentes dispositions ne font pas obstacle à ce que le vendeur indique son nom ou son adresse sur les produits prove-

nant d'un pays différent de celui de la vente ; mais, dans ce cas, l'adresse ou le nom doit être accompagné de l'indication précise, et en caractères apparents, du pays ou du lieu de fabrication ou de production.

**4.** Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux dispositions du présent arrangement, les appellations régionales de provenance des produits vinicoles n'étant cependant pas comprises dans la réserve spécifiée par cet article.

**5.** Les Etats de l'union pour la protection de la propriété industrielle qui n'ont pas pris part au présent arrangement seront admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par l'article 16 de la convention générale.

**6.** Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Washington au plus tard le 1er avril 1913.

Il entrera en vigueur un mois à partir de l'expiration de ce délai et aura la même force et durée que la convention générale.

---

## 10 mai 1913

DÉCRET *réglementant la profession d'amine des bijoutiers, orfèvres et joailliers.*

(J. O. 17 MAI 1913, 494)

Vu le décret organique du 18 juillet 1905 sur le contrôle de la garantie des matières d'or et d'argent, modifié par les décrets des 3 octobre 1906 et 21 avril 1912 ;

ART. **1.** Les amines des bijoutiers, orfèvres et joailliers sont tenus de délivrer quittance de toutes les sommes qu'ils perçoivent pour taxes ou émoluments à un titre quelconque.

Ces quittances obligatoirement extraites d'un registre à souche que leur fournit l'Administration des Finances et dont ils lui remboursent le prix, sont libellées en langue arabe et, lorsque cela est possible, en langue française si la quittance n'est pas destinée à un indigène. Elles énoncent, avec la date du versement, les nom et prénoms de la partie versante, le montant de la somme perçue et le motif de la perception avec indication du nombre de l'espèce et du poids, par nature de métal, des ouvrages qui on fait l'objet de la transaction ou de l'estimation.

**2.** Les amines sont soumis pour toutes leurs opérations au contrôle et à la vérification des agents de l'Administration des Finances, sans préjudice du droit de surveillance qui appartient aux agents de l'Administration générale.

Ils sont nommés par nous sur la proposition des caïds et la présentation de notre Premier Ministre, dans les mêmes conditions que les amines des autres corporations.

---

## 17 mai 1913

DÉCRET *réglementant les services de la Direction générale de l'Agriculture.*

(J. O. 21 MAI 1913, 508)

Vu le décret du 3 novembre 1890 instituant la Direction de l'Agriculture ;

Vu les décrets du 13 janvier 1895, du 1er janvier 1897, 6 septembre 1897, 5 août 1899, 14 février 1900, 28 décembre 1902, 30 décembre 1907, 29 décembre 1908, 12 février 1913 et les arrêtés du 8 février 1898, 26 juin 1904, sur les attributions des services ressortissant à cette Direction ;

En vue d'unifier la réglementation de ces différents services ;

ART. **1.** La Direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation comprend, en dehors du service central, les organismes énumérés ci-après : Direction des Forêts ; Inspection générale de l'Agriculture (Ecole coloniale d'Agriculture, Inspection de l'Agriculture. Service botanique) ; Institut Pasteur ; Laboratoire de chimie agricole et industrielle ; Office central du placement français ; Office de renseignements du Gouvernement tunisien à Paris ; Office du travail ; Service des Domaines et de la Colonisation ; Service de l'Elevage et Institut Arloing ; Service de la Ghaba ; Service des Poids et Mesures ; Syndicat général obligatoire des viticulteurs.

**2.** Le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation est nommé par nous, sur la présentation du Résident Général de la République française.

Sont nommés par décrets, sur la proposition du Directeur général de l'Agriculture, les fonctionnaires dont l'énumération suit :

Directeurs et chefs de service ; chefs de division et chefs de bureau ; inspecteur général et inspecteurs ; directeur de l'Ecole coloniale d'Agriculture ; chef du service botanique ; vérificateur en chef des Poids et Mesures ; chimistes principaux et chefs de laboratoire.

**3.** Sont nommés par arrêtés du Directeur général de l'Agriculture, tous les agents non désignés à l'article précédent.

Aucune nomination au premier emploi, aucun changement de grade ne sera définitif qu'après visa du Résident Général.

**4.** Les avancements de classe dans le même grade sont accordés, les mesures disciplinaires et la révocation sont prononcées par arrêté du Directeur général de l'Agriculture.

**5.** Le Directeur général de l'Agriculture agrée et commissionne les agents du syndicat général obligatoire des viticulteurs (1).

**6.** Pour l'exécution du présent décret et notamment en vue de déterminer les attributions et le fonctionnement de chacun des services placés sous son autorité, ainsi que la réglementation applicable au personnel, notre Directeur général de l'Agriculture est autorisé à prendre tous arrêtés réglementaires.

**7.** Sont rapportées les dispositions antérieures contraires à celles du présent décret.

(1) V. D 29 janv. 1892 art, 28.

## 29 mai 1913

DÉCRET *prescrivant la déclaration des ventes à réméré et hypothèques d'immeubles habous.*

(J. O. 21 JUIN 1913, 609)

Considérant que la loi musulmane interdit les contrats de réméré et d'hypothèque avec ou sans nantissement lorsqu'ils ont pour objet un immeuble habous ;

Considérant que, malgré cette disposition, des indigènes de certaines régions et particulièrement des caïdats de Gafsa, du Djerid et de Gabès ayant passé des contrats de cette nature ont invoqué ensuite le caractère habous des immeubles vendus ou hypothéqués ;

Que les tribunaux du Charaâ saisis par les dévolutaires ont prononcé la nullité de ces contrats et ordonné la remise pure et simple des immeubles sous remboursement des sommes versées ;

Considérant que cette situation met en péril des intérêts considérables ; qu'en vue d'y porter remède une commission a été chargée par nous de rechercher les moyens propres à sauvegarder ces intérêts ;

Vu le vœu émis par cette commission qu'il soit procédé au relevé des contrats de réméré et d'hypothèque avec ou sans nantissement affectant des biens habous ;

ART. **1.** Toute personne ayant consenti une vente à réméré ou une hypothèque (1) avec ou sans nantissement d'un immeuble habous est tenue d'en faire la déclaration, dans un délai de six mois, à courir de la promulgation du présent décret, et ce, à peine de forclusion, sauf le cas d'impossibilité matérielle dont nous nous réservons d'apprécier la légitimité.

**2.** La déclaration sera valablement faite soit au contrôle civil ou au prétoire du cadi, ou dans les bureaux du caïdat de la situation de l'immeuble ; elle devra être appuyée du dépôt du contrat et du titre de constitution habous de l'immeuble.

**3.** Les acquéreurs à réméré et les créanciers hypothécaires simples ou nantis de biens habous sont tenus de présenter leurs titres aux autorités désignées dans l'article 2 et dans le délai fixé par l'article premier, à peine de forclusion, comme il est dit dans le dit article.

Il leur sera, d'autre part, donné connaissance des documents produits par les vendeurs à réméré ou débiteurs et ils devront présenter par écrit les observations qu'ils auraient à formuler à cet égard.

**4.** Le dépôt des contrats ou titres sera l'objet d'un récépissé indiquant le nombre, la nature et la date des pièces déposées.

(1) Obligation des notaires pour la passation des actes d'hypothèque, D. 6 août 1879.

## 31 mai 1913

DÉCRET *relatif à la pêche aux grands arts.*

(J. O. 28 JUIN 1913, 627)

Vu le décret du 15 avril 1906 portant réglementation de la pêche maritime ;

Vu notamment l'article 14 de ce décret, qui interdit pendant la période du 1er juin au 1er septembre de chaque année la pêche aux arts traînants ;

En vue d'assurer pendant cette période l'approvisionnement en poisson de la Régence ;

ART. **1.** Les patrons des bateaux munis d'un permis spécial les autorisant à pêcher aux grands arts traînants pendant la période s'étendant du 1er juin au 31 août 1913 inclusivement, seront admis à débarquer, sur le territoire de la Tunisie, le produit de leur pêche, à la condition qu'ils prennent l'engagement de subvenir, à raison de 10 francs par jour et par paire de bateaux, aux frais de surveillance que l'Administration pourra, si elle le juge utile, engager pour

s'assurer que la pêche est exercée dans les conditions réglementaires.

Le paiement de ces frais de surveillance sera effectué dans les recettes des Douanes des ports fréquentés par ces bateaux, par dizaine, au vu d'un relevé établi par le service des pêches.

En garantie de ce paiement, les patrons de chaque paire de bateaux autorisés devront déposer un cautionnement dont le montant est fixé à 200 francs.

Le permis spécial sera délivré aux intéressés par les agents du service des pêches sur le vu du récépissé de cautionnement.

**2.** Le poisson pêché par ces bateaux devra être déclaré pour la consommation.

**3.** Toute infraction, dûment constatée, aux dispositions du présent arrêté, ou aux stipulations inscrites au permis spécial, entraînera le retrait du permis spécial et la confiscation du cautionnement.

---

## 17 juin 1913

DÉCRET *instituant le laboratoire des arts indigènes.*

(J. O. 28 JUIN 1913, 628)

Vu notre décret du 29 mai 1907 portant organisation des sociétés indigènes de prévoyance ;

Vu notre décret du 31 décembre 1909 rendant obligatoire l'incorporation à ces sociétés des tunisiens ou assimilés inscrits à la medjba ou à l'un des rôles d'impôts fonciers ;

Considérant que le champ d'action de ces sociétés, d'abord limité aux prêts de semences et aux secours aux indigènes nécessiteux, et étendu ensuite, par notre décret du 26 janvier 1911, à la lutte contre l'usure au moyen de prêts à long terme, peut être élargi encore grâce à l'importance croissante de leurs capitaux et à la faveur dont elles jouissent auprès de la population indigène, en raison du succès de leurs opérations ;

.....

En vue de rénover les industries indigènes.

ART. **1.** Les associations coopératives que les sociétés indigènes de prévoyance sont autorisées à créer entre leurs membres peuvent avoir pour objet l'achat des matières premières et de l'outillage nécessaires à la rénovation et à l'amélioration des industries indigènes et la vente des produits de ces industries.

Les statuts types ou les statuts particuliers de ces coopératives doivent être soumis à notre approbation.

Les fonctions de comptables en deniers des dites associations coopératives peuvent être confiées aux receveurs de l'Etat et celles de comptables en matières, aux agents ou débitants des Monopoles.

Le concours des agents de l'Etat à l'œuvre des coopératives comme aux opérations en général des sociétés indigènes de prévoyance et des autres organismes qui en dépendent est, en principe, gratuit (art. 5 et 6 du décret du 20 mai 1907). Mais, il peut, dans certains cas particuliers, donner lieu à l'attribution d'indemnités spéciales.

Le concours des débitants sera rémunéré par une remise de 10 % au maximum du prix des objets dont la vente leur sera confiée.

**2.** Les sociétés indigènes de prévoyance sont autorisées à créer à Tunis un organisme central dit « Laboratoire d'essais industriels et commerciaux indigènes » destinés à provoquer la création des coopératives visées à l'article précédent et à aider à leur fonctionnement et à leur développement :

*a)* en leur procurant ou en les aidant à se procurer les matières premières et l'outillage ;

*b)* en donnant aux produits indigènes, dans les ateliers spéciaux de foulage, de teinture ou autres, la façon ou le complément de façon que ces produits ne peuvent pas recevoir ou ne peuvent recevoir que d'une manière imparfaite dans des ateliers privés ;

*c)* en ouvrant l'accès de ces ateliers à toutes personnes (instituteurs, élèves-maîtres, contremaîtres, ouvriers, etc.), susceptibles d'être intéressées à l'usage des procédés, des métiers et des machines reconnus les meilleurs et les mieux adaptés aux besoins et aux usages des indigènes ;

*d)* en instituant des ateliers de démonstrations propres à répandre l'enseignement donné au Laboratoire et à en conserver la tradition parmi les artisans antérieurement formés ;

*e)* en recherchant soit des débouchés, tant dans la Régence qu'au dehors, pour les produits de l'industrie indigène, soit les moyens d'assurer aux artisans indigènes un travail régulier en vue de la production pour le compte de l'industrie française des produits demandés par cette dernière ;

*f)* en prêtant, en un mot, son concours aux services de l'Etat pour l'œuvre de vulgarisation de l'instruction professionnelle, technique et commerciale des indigènes.

**3.** Le Laboratoire central (1) fonctionnera, sous la direction technique et administrative d'un fonctionnaire de la Direction des Monopoles, désigné par le Directeur général des Finances, et la surveillance du Conseil de contrôle des sociétés indigènes de prévoyance investi à son égard des fonctions d'un Conseil d'administration et de perfectionnement. Pour l'exercice de cette mission, le Conseil de contrôle se réunit toutes les fois qu'il est nécessaire.

Les chefs de service composant le Conseil de contrôle peuvent se faire représenter à ces réunions par leurs délégués ; mais ils doivent y assister au moins une fois par trimestre, notamment pour la préparation et le règlement du budget ; ces séances trimestrielles sont présidées par le Résident Général ou son délégué.

**4.** Le Laboratoire a la personnalité civile.

Il peut ester en justice tant en demande qu'en défense.

Il peut posséder des meubles et immeubles, mais il ne peut en disposer sans l'avis du Conseil de contrôle et notre association.

Il peut toujours être dissous par nous ; dans ce cas, ses biens seraient attribués aux sociétés indigènes de prévoyance.

**5.** Il est dressé annuellement un budget du Laboratoire.

Ce budget est, tant en prévision qu'en règlement, préparé par le Directeur général des Finances qui le présente au Conseil de contrôle et sur l'avis de ce Conseil composé comme il est dit à l'article 3, le soumet à notre sanction.

Le Directeur du Laboratoire est, sous le contrôle du Directeur général des Finances. ordonnateur du budget du Laboratoire. L'entreposeur principal en est le trésorier.

Ce budget est alimenté en recettes :

1° par les redevances payées par les industriels qui font donner à leurs produits par le Laboratoire un complément de façon, notamment par la redevance des foulons de chéchias ;

2° par les prix de la revente des matières premières ;

3° par les rétributions, s'il en est exigé dans des cas spéciaux, des apprentis et ouvriers dont l'initiation est en principe gratuite ;

4° par une commission prélevée sur les bénéfices de la vente des produits écoulés par l'intermédiaire du Laboratoire ;

5° par des subventions de l'Etat ou des sociétés indigènes de prévoyance ;

6° par les revenus de ses biens ;

7° par des dons et legs.

Les dépenses du Laboratoire comprennent :

1° les traitements et salaires du personnel administratif, comptable et ouvrier ;

2° les dépenses d'achat, d'entretien et de fonctionnement des machines et du matériel nécessaires au Laboratoire ;

3° les loyers ou annuités de remboursement des prix d'achat ou de construction des bâtiments ;

4° les dépenses d'achats des matières premières.

Il est rendu compte des prévisions et des règlements du dernier budget réglé et du bilan au 31 décembre précédent du Laboratoire, dans le rapport publié annuellement au *Jonrnal Officiel Tunisien* sur la marche des sociétés indigènes de prévoyance.

**6.** Notre Directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret et autorisé à y pourvoir par voie d'arrêtés réglementaires.

(1) Laboratoire et ateliers des services économiques indigènes, *D 28 février* 1920.

---

## 17 juin 1913

DÉCRET *autorisant les sociétés indigènes de prévoyance à acquérir des immeubles.*

(J. O. 28 JUIN 1913, 628)

Vu notre décret du 20 mai 1907 portant organisation des sociétés indigènes de prévoyance, notre décret du 26 janvier 1911 autorisant lesdites sociétés à consentir des prêts hypothécaires à long terme pour lutter contre l'usure, et notre décret en date de ce jour relatif à la création d'un Laboratoire des arts et industries indigènes ;

Attendu que, pour permettre aux sociétés indigènes de prévoyance de sauvegarder leurs droits notamment en cas de vente judiciaire d'un immeuble grevé d'hypothèque à leur profit, il y a intérêt à les autoriser à acquérir des immeubles ;

Attendu qu'à raison de la nouvelle orientation donnée à l'activité desdites sociétés vers la rénovation des arts et industries indigènes, il convient de compléter la composition de leur Conseil de contrôle et de surveillance ;

ART. 1. Les sociétés indigènes de prévoyance peuvent, avec l'autorisation du Conseil des ministres et chefs de service, sur la proposition de leur Conseil de contrôle et de surveillance, acquérir des immeubles par voie de donation, d'achat ou de toute autre manière.

Ils ne peuvent les aliéner sans l'autorisation du Conseil des ministres et chefs de service.

2. Le Conseil de contrôle et de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance est composé ainsi qu'il suit : le Secrétaire général du Gouvernement tunisien pour l'Administration ou son délégué ; le Directeur général des Finances ou son délégué ; le Directeur général de l'Enseignement public ou son délégué ; le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation ou son délégué ; le Chef des services économiques indigènes ou son délégué.

Ce Conseil est présidé par le Secrétaire général du Gouvernement tunisien. Lorsque celui-ci ne peut assister en personne à la séance, le Président est désigné par le Résident Général.

Un fonctionnaire de la Direction générale des Finances remplit les fonctions de secrétaire.

---

## 28 juin 1913

DÉCRET *prohibant l'alcool dans l'annexe du contrôle civil de Tozeur* (1).

(J. O. 9 JUILLET 1913, 665)

Vu le décret du 2 mars 1908 portant revision du régime fiscal de l'alcool, modifié par les décrets des 31 décenbre 1909 et 10 janvier 1911 ; vu les arrêtés pris le 2 mars 1908 par le Directeur général des Finances en exécution du décret susvisé du même jour ;

Dans le but de combattre les ravages produits par l'abus des boissons alcooliques ou fermentées dans le territoire de l'annexe du Contrôle civil de Tozeur ;

ART. 1. Sont prohibés dans le territoire de l'annexe du contrôle civil de Tozeur, l'importation, l'introduction, la fabrication, le transit, la circulation, la consommation, la vente ou la cession, même à titre gratuit, et généralement la détention, à quelque titre que ce soit, de l'alcool, des spiritueux, boissons et produits alcooliques de toute nature, ainsi que des essences, alcoolats, teintures et extraits concentrés, destinés ou pouvant être utilisés pour la préparation des boissons alcooliques et, enfin, des liquides alcooliques provenant de la fermentation de la sève du palmier (lagmi), des figues, caroubes, dattes, grains et de toutes substances sacchariféres ou similaires, autres que les raisins frais, les pommes et les poires.

Sont également interdits dans le territoire de l'annexe du contrôle civil de Tozeur la fabrication, l'introduction, l'usage et, généralement, la détention, à quelque titre que ce soit, d'appareils ou portion d'appareils de distillation ou de rectification.

.....

*Les art.* 2, 3, 5 *et* 7 *ont été abrogés (D.* 7 *mai* 1917*)*

4. Les infractions aux dispositions des trois articles qui précèdent sont constatées par procès-verbaux et punies, en outre de la confiscation des produits, des appareils de distillation ou de rectification, des récipients et des moyens ou ustensiles de fabrication, de consommation, de vente ou de transport, d'une amende de 16 à 500 francs, ou d'un emprisonnement de six jours à six mois. En cas de récidive dans le délai d'un an, l'amende ne peut être inférieure à 200 francs et la peine d'emprisonnement à un mois.

Les co-auteurs ou complices sont personnellement passibles des mêmes peines que l'auteur principal.

Dans tous les cas, les auteurs principaux, co-auteurs et complices d'un même délit sont tenus solidairement des amendes et confiscations prononcées, même divisément contre eux et des dépens.

.....

6. Les infractions peuvent être constatées par les agents de la force publique, les agents des régies financières et tous autres fonctionnaires ayant qualité pour verbaliser et, dans l'étendue du périmètre des localités érigées en communes, par les agents municipaux assermentés.

Les agents verbalisateurs peuvent pratiquer la saisie réelle des produits, des appareils, des récipients et des moyens ou ustensiles de fabrication, de consommation, de vente ou de transport.

.....

8. Toutes les dispositions du décret du 3 octobre 1884, non contraires à celles qui précèdent, continueront à être appliquées.

9. Des arrêtés du Directeur général des Finances réglementeront le mode d'appli-

(1) V. D. 7 mai 1917 et D. 31 déc. 1919.

cation du présent décret, avec les réserves qu'il comporte, aux détenteurs d'alcool dénaturé dans les conditions et pour l'usage indiqués au décret du 2 mars 1908 et à l'arrêté spécial du Directeur général des Finances du même jour, aux détenteurs d'alcool contenu dans les parfumeries alcooliques, aux détenteurs d'alcool contenu dans les produits et préparations médicales et pharmaceutiques ou nécessaire aux médecins et pharmaciens en vue de l'exercice de leur profession et, enfin, aux détenteurs d'appareils de laboratoire et d'appareils pour la distillation de l'eau.

**10.** A titre de tolérance révocable, tout individu majeur non sujet tunisien ou assimilé pourra détenir à son domicile particulier une quantité de spiritueux n'excèdant pas à moins d'autorisation spéciale et exceptionnelle, dûment motivée, du Directeur général des Finances, deux litres en volume et par an. Si une quantité supérieure était découverte chez lui, ou s'il était établi qu'une quantité quelconque de spiritueux ait été aliéné par lui, à titre onéreux ou gratuit, au profit d'un sujet tunisien ou assimilé, ledit individu serait passible des peines édictées à l'article 4 ci-dessus.

**11.** Notre Premier Ministre et notre Directeur général des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur immédiatement.

Ils sont autorisés à prendre tous arrêtés pour son application.

---

## 1er juillet 1913

ARRÊTÉ *du Directeur général des Travaux publics, fixant les clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs de travaux publics (1).*

(J. O. 23 juillet 1913, 719)

Vu le décret du 3 septembre 1882 portant création d'une Direction générale des Travaux publics dans la Régence ;

Vu les décrets des 12 mars 1883, 19 décembre 1883 et 12 mai 1906 sur la comptabilité publique ;

Vu le décret du 12 juillet 1909 portant réglementation des crédits ouverts pour la construction des bâtiments civils ;

Vu le décret du 8 mai 1912 portant création d'une Direction des Chemins de fer ;

Vu le décret du 8 avril 1913 portant création d'une Direction des Ponts et Chaussées ;

Vu l'arrêté du 15 mars 1894 fixant les clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs ;

Vu l'arrêté du 1er Août 1901 fixant les conditions auxquelles les sociétés d'ouvriers français peuvent soumissionner les entreprises de travaux publics.

*Dispositions générales.*

ART. **1.** Tous les marchés relatifs à l'exécution des travaux dépendant de la Direction générale des Travaux publics, qu'ils soient passés dans la forme d'adjudications publiques ou qu'ils résultent de conventions faites de gré à gré, sont soumis, en tout ce qui leur est applicable, aux dispositions suivantes :

### TITRE PREMIER

### Adjudications

*Conditions à remplir pour être admis aux adjudications.*

**2.** Nul n'est admis à concourir aux adjudications s'il ne produit une déclaration indiquant son intention de soumissionner, des références et un acte régulier de cautionnement, sauf l'exception stipulée au dernier paragraphe de l'article suivant et les autres exceptions autorisées par les décrets et règlements en vigueur.

*Déclarations et références.*

**3.** La déclaration fait connaitre les nom, prénoms, qualité et domicile du candidat.

Les références consistent en une note émanant du candidat et indiquant le lieu, la date, la nature et l'importance des travaux qu'il a exécutés ou à l'exécution desquels il a concouru, l'emploi qu'il occupait dans chacune des entreprises auxquelles il a collaboré, ainsi que les noms, qualités et domicile des hommes de l'art sous la direction desquels les travaux ont été exécutés. Les certificats délivrés par ces hommes de l'art peuvent être joints à la note. La déclaration et les références sont visées à titre de communication par le Directeur ou chef de service intéressé. A cet effet, elles doivent lui être présentées dans un délai qui, à défaut de stipulation contraire du cahier des charges, expire dix jours avant l'adjudication.

Il n'est pas exigé de références pour la fourniture de ballast et des matériaux destinés à l'exécution des chaussées en empier-

(1) Formalités des adjudications, D, 25 juillet 1913.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F.

rement ni pour les travaux de terrassement dont l'estimation ne s'élève pas à plus de 20.000 francs.

*Cautionnement.*

**4.** Le cahier des charges spécial à chaque entreprise peut déterminer l'importance des garanties pécuniaires à produire :

par chaque soumissionnaire à titre de cautionnement provisoire ;

par l'adjudicataire à titre de cautionnement définitif.

Les cautionnements sont soumis aux conditions fixées par les règlements en vigueur.

A défaut de stipulations particulières dans le cahier des charges, le montant en est fixé, pour le cautionnement provisoire, au soixantième et pour le cautionnement définitif au trentième de l'estimation des travaux, déduction faite de toutes les sommes portées à valoir pour dépenses imprévues et ouvrages en régie.

Le cautionnement définitif doit être réalisé dans les vingt jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Il reste affecté à la garantie des engagements contractés par l'adjudicataire jusqu'à la réception définitive des travaux. Toutefois, le Directeur général des travaux publics peut, dans le cours de l'entreprise, autoriser la restitution de tout ou partie du cautionnement.

*Approbation de l'adjudication.*

**5.** L'adjudication n'est valable qu'après qu'elle a été approuvée par le Directeur général des travaux publics ou par le chef de l'Administration intéressée.

L'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité dans le cas où l'adjudication n'est point approuvée.

Si l'approbation du marché n'a pas été notifiée à l'adjudicataire dans un délai qui courra de la date du procès-verbal de l'adjudication et qui sera de ~~trente~~ 45 (1) jours l'adjudicataire sera libre de renoncer à l'entreprise et, sur la déclaration écrite de cette renonciation, il lui sera donné main-levée de son cautionnement.

Mais s'il n'a pas usé de cette faculté avant la notification de l'approbation du marché il sera engagé irrévocablement vis-à-vis de l'Etat par cette notification.

*Pièces à délivrer à l'entrepreneur.*

**6.** Aussitôt après l'approbation de l'adjudication, l'ingénieur délivre à l'entrepreneur, sur son récépissé, une expédition dûment vérifiée du devis, du bordereau des prix, du détail estimatif et des autres pièces qui seraient expressément désignées dans le devis comme servant de base au marché, ainsi qu'une copie certifiée du procès-verbal d'adjudication et un exemplaire imprimé des présentes clauses et conditions générales.

L'entrepreneur peut d'ailleurs faire prendre copie dans les bureaux de l'ingénieur des autres pièces qui ont figuré au dossier public d'adjudication.

*Frais de l'adjudication.*

**7.** L'entrepreneur acquitte les droits auxquels pourra donner lieu l'enregistrement de son marché tels que ces droits résultent des décrets et règlements en vigueur (1).

Il paye en outre les droits de timbre tant de la minute que de l'expédition des pièces ci-après : le devis, le bordereau des prix, le détail estimatif et les autres pièces espressément désignées dans le devis comme devant servir de base au marché, enfin le procès-verbal d'adjudication.

*Domicile de l'entrepreneur.*

**8.** L'entrepreneur est tenu d'élire un domicile à proximité des travaux et de faire connaître le lieu de ce domicile au Directeur ou chef de service intéressé. Faute par lui de remplir cette obligation dans un délai de quinze jours à partir de la notification de l'approbation de l'adjudication, toutes les notifications qui se rattachent à son entreprise sont valables, lorsqu'elles ont été faites au siège du contrôle civil désigné à cet effet par le devis.

Après la réception définitive des travaux l'entrepreneur est relevé de l'obligation d'avoir un domicile à proximité des travaux S'il ne fait pas connaître son nouveau domicile au Directeur ou chef de service intéressé, les notifications relatives à son entreprise sont valablement faites au siège du contrôle civil ci-dessus désigné.

## TITRE II

## Exécution des travaux

*Défense de sous-traiter sans autorisation.*

**9.** L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise sans le consentement du Directeur général des Travaux Publics.

(1) V. D. 19 avril 1912 ; Annexe 1, sect. I, § 3 et 25 juillet 1913 art, 16.

(1) 45 jours - ainsi modifié par arrêté du Dr. des T.P du 15 Fév. 1924 - JOT. 16 mars 24.

Dans tous les cas, il demeure personnellement responsable, tant envers l'Administration qu'envers les ouvriers et les tiers.

Si un sous-traité est passé sans autorisation, le Directeur général des Travaux Publics peut, suivant le cas, soit prononcer la résiliation pure et simple de l'entreprise, soit procéder à une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur.

*Ordre de service pour l'exécution des travaux*

**10.** L'entrepreneur doit commencer les travaux dès qu il en a reçu l'ordre de l'ingénieur.

Il reçoit gratuitement de l'ingénieur, au cours de l'entreprise, une expédition certifiée de chacun des dessins de détail et autres documents nécessaires à l'exécution des travaux.

Il se conforme strictement aux plans, profils, tracés, ordres de service, et, s'il y a lieu, aux types et modèles qui lui sont donnés par l'ingénieur ou par ses préposés, en exécution du devis.

L'entrepreneur se conforme également aux changements qui lui sont prescrits pendant le cours du travail, mais seulement lorsque l'ingénieur les a ordonnés par écrit et sous sa responsabilité. Il ne lui est tenu compte de ces changements qu'autant qu'il justifie de l'ordre écrit de l'ingénieur.

Lorsque l'entrepreneur estime que les prescriptions d'un ordre de service dépassent les obligations de son marché, il doit, sous peine de forclusion, en présenter l'observation écrite et motivée dans un délai de dix jours. La réclamation ne suspend pas l'exécution de l'ordre de service, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par l'ingénieur.

*Police des chantiers.*

*Durée du travail journalier.*

**11.** L'entrepreneur est tenu d'observer tous les règlements qui sont faits par le Directeur ou chef de service intéressé pour la police des chantiers.

La durée du travail journalier sera déterminée conformément aux décrets et règlements en vigueur. (1)

En cas de nécessité, le Directeur général des Travaux publics peut prescrire les dérogations prévues à ces décrets et règlements.

(1) V. D, 15 juin 1910.

*Présence de l'entrepreneur sur les lieux des travaux.*

**12.** Pendant la durée de l'entreprise l'adjudicataire ne peut s'éloigner du lieu des travaux qu'après avoir fait agréer par l'ingénieur un représentant capable de le remplacer, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue à raison de son absence.

L'entrepreneur se rend dans les bureaux des ingénieurs et il les accompagne dans leurs tournées toutes les fois qu'il en est requis.

*Choix de commis, chefs d'ateliers et ouvriers.*

**13.** L'entrepreneur ne peut prendre pour commis et chefs d'ateliers que des hommes capables de l'aider et de le remplacer au besoin dans la conduite et le métrage des travaux.

L'ingénieur a le droit d'exiger le changement ou le renvoi des agents ou ouvriers de l'entrepreneur pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

L'entrepreneur demeure d'ailleurs responsable des fraudes ou malfaçons qui seraient commises par ses agents et ouvriers dans la fourniture et dans l'emploi des matériaux.

*Liste nominative des ouvriers.*

**14.** Le nombre des ouvriers de chaque profession est toujours proportionné à la quantité d'ouvrage à faire. Pour mettre l'ingénieur à même d'assurer l'accomplissement de cette condition, il lui est remis périodiquement, et aux époques par lui fixées, une liste nominative des ouvriers.

*Paiement des ouvriers.*

**15.** L'entrepreneur paie ses ouvriers et ses employés en se conformant aux prescriptions des décrets et règlements (1).

En cas de retard régulièrement constaté l'Administration se réserve la faculté de faire payer d'office les salaires arriérés sur les sommes dues à l'entrepreneur.

*Soins, secours et indemnités aux ouvriers et employés.*

**16.** L'entrepreneur a la charge entière de toutes les dépenses du service médical de l'entreprise, des soins, secours et indemnités dus aux ouvriers et employés victimes d'accidents survenus sur les chantiers.

(1) V. D. 15 juin 1910

Il est soumis, à cet égard, à toutes les obligations résultant des décrets et règlements en vigueur au moment de l'adjudication (1).

*Magasins, équipages et outils.*

**17.** L'entrepreneur est tenu de fournir, à ses frais, les magasins et équipages, voitures, ustensiles et outils de toute espèce, nécessaires à l'exécution des travaux, sauf les exceptions stipulées au devis.

*Etablissement des chantiers et faux frais de l'entreprise.*

**18.** L'entrepreneur a également à sa charge l'établissement des chantiers et chemin de service et les indemnités y relatives, les frais de tracé et de mesurage des ouvrages, les cordeaux, piquets et jalons, les frais d'éclairage des chantiers, s'il y a lieu, et, généralement, toutes les menues dépenses et tous les faux frais relatifs à l'entreprise.

*Carrières désignées au devis.*

**19.** Les matériaux sont pris dans les lieux indiqués au devis.

L'entrepreneur y ouvre, au besoin, des carrières à ses frais.

Il est tenu de se conformer aux décrets et règlements pour tout ce qui concerne les extractions de matériaux (2).

Il paye, sans recours contre l'Administration, tous les dommages qu'ont pu occasionner la prise ou l'extraction, le transport et le dépôt des matériaux.

L'entrepreneur doit justifier, toutes les fois qu'il en est requis, de l'accomplissement des obligations énoncées dans le présent article, ainsi que du paiement des indemnités pour l'établissement de chantiers et chemins de service.

*Carrières proposées par l'entrepreneur.*

**20.** Si l'entrepreneur demande à substituer aux carrières indiquées dans le devis d'autres carrières fournissant des matériaux d'une qualité que l'ingénieur reconnait au moins égale, il reçoit l'autorisation d'employer ces matériaux, et ne subit, sur les prix de l'adjudication, aucune réduction pour cause de diminution des frais d'extraction, de transport et de taille des matériaux.

A défaut d'accord avec les propriétaires des nouvelles carrières, il peut aussi obtenir l'autorisation de les exploiter.

(1) V. D. 17 juillet 1908 et 22 juillet 1909.
(2) V. D. 1er novembre 1897.

*Emploi des matériaux extraits des carrières désignées.*

**21.** L'entrepreneur ne peut, sans autorisation écrite des propriétaires, employer, soit à l'exécution des travaux privés, soit à l'exécution des travaux publics autres que ceux en vue desquels l'autorisation a été accordée, les matériaux qu'il a fait extraire dans les carrières exploitées par lui en vertu du droit qui lui a été conféré par l'Administration.

*Qualité des matériaux.*

**22.** Les matériaux doivent être de la meilleure qualité dans chaque espèce, être parfaitement travaillés et mis en œuvre conformément aux règles de l'art ; ils ne peuvent être employés qu'après avoir été vérifiés et provisoirement acceptés par l'ingénieur ou par ses préposés. Nonobstant cette acceptation et jusqu'à la réception définitive des travaux, ils peuvent, en cas de surprise, de mauvaise qualité ou de malfaçon, être rebutés par l'ingénieur, et ils sont alors remplacés par l'entrepreneur.

*Dimensions et dispositions des matériaux et des ouvrages.*

**23.** L'entrepreneur ne peut de lui-même apporter aucun changement au projet.

Il est tenu de faire immédiatement, sur l'ordre écrit de l'ingénieur, remplacer les matériaux ou reconstruire les ouvrages dont les dimensions ou les dispositions ne sont pas conformes au devis ou aux ordres de service.

Toutefois, si l'ingénieur reconnaît que les changements faits par l'entrepreneur ne sont contraires ni aux régles de l'art, ni au goût, les nouvelles dispositions peuvent être maintenues ; mais alors l'entrepreneur n'a droit à aucune augmentation de prix, à raison des dimensions plus fortes ou de la valeur plus considérable que peuvent avoir les matériaux ou les ouvrages. Dans ce cas, les métrages sont basés sur les dimensions prescrites par le devis ou par les ordres de service. Si, au contraire, les dimensions sont plus faibles ou la valeur des matériaux moindre, les prix sont réduits en conséquence.

*Démolition d'anciens ouvrages.*

**24.** Lorsque l'exécution des travaux comporte la démolition d'anciens ouvrages, les matériaux doivent être déplacés avec soin pour qu'ils puissent être façonnés de nouveau et réemployés s'il y a lieu.

*Objets trouvés dans les fouilles.*

**25.** L'administration se réserve la propriété des matériaux qui se trouvent dans les fouilles et démolitions faites dans les terrains appartenant à l'Etat, sauf à indemniser l'entrepreneur de ses soins particuliers.

Elle se réserve également les objets d'art et de toute nature qui pourraient s'y trouver, sauf indemnité à qui de droit.

*Emploi des matières neuves ou de démolitions appartenant à l'état.*

**26.** Lorsque, en dehors des prévisions du marché, l'ingénieur juge à propos d'employer des matières neuves ou de démolition appartenant à l'Etat, l'entrepreneur n'est payé que des frais de main-d'œuvre et d'emploi, réglés conformément aux indications de l'article 29 ci-après.

*Vices de construction.*

**27.** Lorsque l'ingénieur présume qu'il existe dans les ouvrages des vices de construction, il ordonne, soit en cours d'exécution, soit avant la réception définitive, la démolition et la reconstruction des ouvrages présumés vicieux.

Les dépenses résultant de cette vérification, qui a lieu en présence de l'entrepreneur ou lui dûment convoqué, sont à sa charge lorsque les vices de construction sont constatés et reconnus.

*Pertes et avaries ; cas de force majeure.*

**28.** Il n'est alloué à l'entrepreneur aucune indemnité à raison de pertes, avaries ou dommages occasionnés par négligence, imprévoyance, défaut de moyens ou fausses manœuvres.

Ne sont pas compris, toutefois, dans la disposition précédente, le cas de force majeure qui, dans le délai de dix jours au plus après l'événement, ont été signalés par écrit par l'entrepreneur ; dans ces cas, néanmoins, il ne peut être rien alloué qu'avec l'approbation du Directeur général des Travaux publics. Passé ce délai de dix jours, l'entrepreneur n'est plus admis à réclamer.

*Règlement du prix des ouvrages non prévus.*

**29.** Lorsqu'il est jugé nécessaire d'exécuter des ouvrages non prévus ou de modifier la provenance des matériaux telle qu'elle est indiquée par le devis, l'entrepreneur se conforme immédiatement aux ordres écrits qu'il reçoit à ce sujet, et il est préparé sans retard de nouveaux prix d'après ceux du marché ou par assimilation aux ouvrages les plus analogues. Dans le cas d'une impossibilité absolue d'assimilation, on prend pour terme de comparaison les prix courants du pays.

Les nouveaux prix, calculés de manière à être passibles du rabais de l'adjudication, après avoir été débattus par l'ingénieur avec l'entrepreneur, sont soumis à l'approbation du Directeur général des Travaux publics.

A défaut d'entente amiable, il est statué par les tribunaux administratifs (1).

En attendant la solution du litige, l'entrepreneur est payé, provisoirement, aux prix préparés par l'ingénieur.

*Augmentation dans la masse des travaux.*

**30.** En cas d'augmentation dans la masse des travaux, l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation tant que l'augmentation n'excède pas le sixième du montant de l'entreprise. Si l'augmentation est de plus du sixième, il a droit à la résiliation immédiate de son marché, sans indemnité, à la condition, toutefois, de l'avoir demandée par lettre adressée au Directeur ou chef de service intéressé dans le délai de deux mois à partir de la notification de l'ordre de service dont l'exécution entraînerait l'augmentation de plus du sixième. Le tout, sauf l'application, s'il y a lieu, de l'article 32 ci-après.

*Diminution dans la masse des travaux.*

**31.** En cas de diminution dans la masse des travaux, l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation tant que la diminution n'excède pas le sixième du montant de l'entreprise, sauf l'application de l'article 32 ci-après. Si la diminution est de plus du sixième, il reçoit, s'il y a lieu, à titre de dédommagement, une indemnité qui, à défaut d'entente amiable, est réglée par la juridiction administrative (1), sans préjudice du droit à la résiliation immédiate qui doit être demandée dans la même forme et le même délai que ci-dessus.

*Changements dans l'importance des diverses natures d'ouvrages.*

**32.** Lorsque les changements ordonnés par l'Administration ou résultant de circonstances qui ne sont ni de la faute, ni du fait de l'entrepreneur, modifient l'importance de certaines natures d'ouvrages, de telle sorte que les quantités exécutées diffèrent de plus d'un quart en plus ou en moins des quantitées portées au détail estimatif, l'en-

(1) V. D. 27 novembre 1888.

trepreneur peut présenter, en fin de compte, une demande en indemnité, basée sur le préjudice que lui auraient causé les modifications survenues à cet égard dans les prévisions du projet.

*Variations dans les prix.*

**33.** Si, pendant le cours de l'entreprise, les prix subissent une augmentation telle que la dépense totale des ouvrages restant à exécuter d'après le devis se trouve augmentée d'un sixième, comparativement aux estimations du projet, l'entrepreneur a droit à la résiliation de son marché, sous réserve de l'indemnité qui pourra lui être allouée, en compensation de ses dépenses non entièrement amorties afférentes :

1° aux ouvrages provisoires dont les dispositions ont été agréées par l'ingénieur ;

2° à l'acquisition du matériel construit spécialement pour l'exécution des travaux de l'entreprise et non susceptible d'être employé d'une manière courante sur d'autres chantiers de travaux publics.

Pour le calcul de l'indemnité, les dépenses non entièrement amorties sont évaluées au prorata de l'avancement des travaux en vue desquels l'entrepreneur aura exécuté les ouvrages provisoires et acquis le matériel.

Les ouvrages provisoires et le matériel entrant en ligne de compte pour la fixation de l'indemnité, deviendront la propriété de l'Administration.

*Cessation absolue ou ajournement. des travaux.*

**34.** Lorsque l'Administration ordonne la cessation absolue des travaux, l'entreprise est immédiatement résiliée. Lorsqu'elle prescrit leur ajournement pour plus d'une année, soit avant, soit après un commencement d'exécution, l'entrepreneur a droit à la résiliation de son marché, s'il la demande, sans préjudice de l'indemnité qui, dans un cas comme dans l'autre, peut lui être allouée, s'il y a lieu.

Si les travaux ont reçu un commencement d'exécution, l'entrepreneur peut requérir qu'il soit procédé immédiatement à la réception provisoire des ouvrages exécutés, puis à leur réception définitive, après l'expiration du délai de garantie.

*Mesures coercitives.*

**35.** Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas, soit aux dispositions du devis, soit aux ordres de service écrits qui lui sont donnés par l'ingénieur, un arrêté du Directeur général des Travaux publics le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé. Ce délai, sauf les cas d'urgence, n'est pas de moins de dix jours à dater de la notification de l'arrêté de mise en demeure.

Passé ce délai, si l'entrepreneur n'a pas exécuté les dispositions prescrites, le Directeur général des Travaux publics, par un second arrêté, ordonne une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur, ou prononce la résiliation pure et simple du marché, ou prescrit la continuation des travaux en régie.

Dans ce cas, il est alors procédé immédiatement, en présence de l'entrepreneur ou lui dûment appelé, à l'inventaire descriptif du matériel de l'entreprise et à la remise de la partie de ce matériel qui n'est pas utilisée par l'Administration pour l'achèvement des travaux.

Si une régie est prescrite, l'entrepreneur est autorisé à en suivre les opérations, sans qu'il puisse toutefois entraver l'exécution des ordres de l'ingénieur.

Il peut d'ailleurs être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

Les excédents de dépense qui résultent de la régie ou de l'adjudication sur folle enchère sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des doits à exercer contre lui, en cas d'insuffisance.

Si la régie ou l'adjudication sur folle enchère amènent au contraire une diminution dans les dépenses, l'entrepreneur ne peut réclamer aucune part de ce bénéfice, qui reste acquis à l'Administration.

*Décès de l'entrepreneur.*

**36.** En cas de décès de l'entrepreneur, le contrat est résilié de droit, sauf au Directeur général des Travaux publics à accepter, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les héritiers pour la continuation des travaux.

*Faillite ou liquidation judiciaire de l'entrepreneur.*

**37.** Le contrat est également résilié de plein droit :

1° en cas de faillite de l'entrepreneur, sauf au Directeur général des Travaux publics à accepter, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les créanciers pour la continuation de l'entreprise ;

2° en cas de liquidation judiciaire, si l'entrepreneur n'est pas autorisé par le tribunal à continuer l'exploitation de son industrie.

## TITRE III

### Règlement des dépenses

*Base du règlement des comptes.*

**38.** A défaut de stipulations spéciales dans le devis, les comptes sont établis d'après les quantités d'ouvrages réellement effectuées, suivant les dimensions et les poids constatés par des métrés définitifs et des pesages faits en cours ou en fin d'exécution, sauf les cas prévus par l'article 23, et les dépenses sont réglées d'après les prix de l'adjudication.

L'entrepreneur ne peut, dans aucun cas, pour les métrés et pesages, invoquer en sa faveur les usages et coutumes.

*Attachements.*

**39.** Les attachements sont pris, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, par l'agent chargé de leur surveillance, en présence de l'entrepreneur et contradictoirement avec lui ; celui-ci doit les signer au moment de la présentation qui lui en est faite.

Lorsque l'entrepreneur refuse de signer ces attachements ou ne les signe qu'avec réserve, il lui est accordé un délai de dix jours, à dater de la présentation des pièces, pour formuler par écrit ses observations. Passé ce délai, les attachements sont censés acceptés par lui, comme s'ils étaient signés sans réserve.

Dans le cas de refus de signature ou de signature avec réserve, il est dressé procès-verbal de la présentation et des circonstances qui l'ont accompagnée. Ce procès-verbal est annexé aux pièces non acceptées.

Les résultats des attachements inscrits sur les carnets ne sont portés en compte qu'autant qu'ils ont été admis par l'ingénieur.

En cas de réclamations de l'entrepreneur, produites dans les circonstances prévues au dernier paragraphe de l'art. 10, des attachements contradictoires sont pris, soit sur sa demande, soit sur l'ordre de l'ingénieur, sans que ces constatations préjugent, même en principe, l'admission des réclamations présentées.

*Décomptes provisoires mensuels.*

**40.** A la fin de chaque mois, il est dressé un décompte provisoire des ouvrages exécutés et des dépenses faites, pour servir de base aux paiements d'acomptes à faire à l'entrepreneur.

*Décomptes définitifs partiels et décompte définitif général.*

**41.** En fin de travaux, il est dressé un décompte général et définitif de l'entreprise.

L'entrepreneur est invité, par un ordre de service dûment notifié, à venir prendre connaissance, dans les bureaux de l'ingénieur, de ce décompte, auquel sont joints les métrés et les pièces à l'appui, et à le signer pour acceptation ; procès-verbal est dressé de la présentation qui lui en est faite et des circonstances qui l'ont accompagnée.

L'entrepreneur, indépendamment de la communication qui lui est faite de ces pièces sans déplacement, est en outre, autorisé à faire transcrire par ses commis, dans les bureaux de l'ingénieur, celles dont il veut se procurer des expéditions.

En ce qui concerne ce décompte, l'acceptation de l'entrepreneur est définitive, tant pour l'application des prix que pour les quantités d'ouvrages.

S'il refuse d'accepter ou s'il ne signe qu'avec réserve, il doit déduire ses motifs par écrit dans les quarante jours qui suivent la notification de l'ordre de service mentionné au paragraphe 2. Il doit également, à peine de forclusion, renouveler dans ce mémoire toutes les réclamations qu'il a formulées au cours des travaux et qui n'auraient pas été réglées.

Il est expressément stipulé que l'entrepreneur n'est point admis à élever de réclamations au sujet des pièces ci-dessus indiquées, après ledit délai de quarante jours, et que, passé ce délai, le décompte est censé accepté par lui quand bien même il ne l'aurait signé qu'avec des réserves dont les motifs ne seraient pas spécifiés.

Le procès-verbal de présentation doit toujours être annexé aux pièces non acceptées.

Les stipulations des paragraphes 2, 3, 4, 5, 6 et 7 du présent article, à l'exception du délai de réclamation qui est réduit à trente jours, s'appliquent aux décomptes définitifs partiels qui peuvent être présentés à l'entrepreneur dans le courant de la campagne ou en fin de chaque année.

A défaut de stipulation expresse dans le cahier des charges, l'ordre de service invitant l'entrepreneur à prendre connaissance du décompte définitif lui est notifié dans un délai de trois mois à partir de la date de la réception provisoire.

*L'entrepreneur ne peut revenir sur les prix du marché.*

**42.** L'entrepreneur ne peut, sous aucun prétexte, revenir sur les prix du marché qui ont été consentis par lui.

*Reprise du matériel en cas de résiliation.*

**43.** A moins de stipulation contraire du devis, l'Administration, dans les cas de résiliation prévus par les articles 9, 30, 31, 34, 35, 36, 37 a la faculté, mais non l'obligation, d'acquérir telle partie du matériel de l'entreprise qu'elle juge utile à l'achèvement des travaux, si l'entrepreneur ou ses ayants-droit en font la demande.

Lorsque la résiliation a lieu par application de l'article 33, l'entrepreneur ne peut se refuser à céder à l'Administration les installations et le matériel visés à cet article.

Dans tous les cas de résiliation, l'entrepreneur est tenu d'évacuer les chantiers, magasins et emplacements utiles à l'entreprise, dans le délai qui est fixé par l'Administration.

Les matériaux approvisionnés par ordre et déposés sur les chantiers, s'ils remplissent les conditions du devis, sont acquis par l'Administration au prix de l'adjudication ou à ceux résultant de l'application de larticle 29 ci-dessus, à moins de stipulations spéciales inscrites dans le devis de l'entreprise.

## TITRE IV

### Payements.

*Payements d'acomptes.*

**44.** Les payements d'acomptes s'effectuent tous les mois, en raison de la situation des travaux exécutés, sauf retenue d'un dixième pour garantie.

Il est en outre délivré des acomptes sur le prix des matériaux approvisionnés sur les chantiers, jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes de leur valeur.

Le tout sous la réserve énoncée à l'article 49 ci-après.

*Maximum de la retenue.*

**45.** Si la retenue du dixième est jugée excéder la proportion nécessaire pour la garantie de l'entreprise, il peut être stipulé au devis ou décidé en cours d'exécution qu'elle cessera de s'accroître lorsqu'elle aura atteint un maximum déterminé.

*Reception provisoire*

**46.** Immédiatement après l'achèvement des travaux, il est procédé à une réception provisoire par l'ingénieur, en présence de l'entrepreneur ou lui dûment appelé par écrit. En cas d'absence de l'entrepreneur, il en est fait mention au procès-verbal.

*Réception définitive.*

**47.** Il est procédé de la même manière à la réception définitive, après l'expiration du délai de garantie.

A défaut de stipulation expresse dans le devis, ce délai est de six mois, à dater de la réception provisoire, pour les travaux d'entretien, les terrassements et les chaussées d'empierrement, et d'un an pour les ouvrages d'art.

Pendant la durée de ce délai, l'entrepreneur demeure responsable de ces ouvrages et est tenu de les entretenir.

Réserve est faite, au profit de l'Administration, de l'action en garantie prévue par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

*Payement de la retenue de garantie.*

**48.** La retenue de garantie de l'entreprise n'est payée à l'entrepreneur qu'après la réception définitive, et lorsqu'il a justifié de l'accomplissement des obligations énoncées dans l'article 19.

*Intérêts pour retard de payement.*

**49.** Les payements ne pouvant être faits qu'au fur et à mesure des fonds disponibles, il ne sera jamais alloué d'indemnité, sous aucune dénomination, pour retard de payement pendant l'exécution des travaux.

Toutefois, si l'entrepreneur ayant accompli les obligations énoncées à l'article 19, ne peut être entièrement soldé dans les trois mois qui suivent le réception définitive régulièrement constatée, des intérêts, calculés d'après le taux légal, pour la somme qui lui reste due, lui sont payés sur sa demande et à partir du jour de cette demande

## TITRE V

### Contestations

*Intervention du Directeur ou chef de service.*

**50.** Si, dans le cours de l'entreprise, des difficultés s'élèvent entre l'ingénieur et l'entrepreneur, il en est référé au Directeur ou chef de service intéressé.

Dans les cas prévus par l'article 22, par le deuxième paragraphe de l'article 23, et par le deuxième paragraphe de l'article 27, si l'entrepreneur conteste les faits, l'ingénieur dresse procès-verbal des circonstances de la contestation et la notifie à l'entrepreneur qui doit présenter ses observations dans un

délai de trois jours ; ce procès-verbal est transmis par l'ingénieur au Directeur ou chef de service intéressé pour qu'il lui soit donné telle suite que de droit.

*Intervention du Directeur général des Travaux publics.*

**51.** Lorsqu'à l'occasion d'un décompte définitif partiel ou général l'entrepreneur aura, par application de l'article 41 des clauses et conditions générales, adressé au Directeur ou chef de service intéressé, un mémoire de ses réclamations, et que, dans le délai de six mois à dater de la remise de ce mémoire, un accord ne sera pas intervenu à ce sujet, l'entrepreneur devra, avant l'expiration de ce délai de six mois, et à peine de forclusion, saisir le Directeur général des Travaux publics.

Il ne sera admis du reste, devant le Directeur général, qu'à reproduire les réclamations déjà formulées par lui dans le mémoire antérieurement présenté au Directeur ou chef de service intéressé.

Si dans le délai de trois mois à partir de la remise de ce second mémoire, le Directeur général des Travaux publics n'a pas fait connaître sa réponse, l'entrepreneur pourra, comme dans le cas où ses réclamations ne seraient point admises par le Directeur général, saisir desdites réclamations la juridiction administrative (1). Il disposera à cet effet, sous peine de forclusion, d'un délai maximum de quarante jours, à dater soit de la notification de la décision du Directeur général, soit, si le Directeur général n'a pas statué, de l'expiration du délai de trois mois stipulé ci-dessus.

La même procédure sera applicable à l'occasion de toutes les contestations s'élevant dans le cours de l'entreprise entre l'entrepreneur et le Directeur ou chef de service intéressé ; toutefois, le délai de six mois accordé au Directeur ou chef de service intéressé ainsi qu'à l'entrepreneur pour conclure un accord amiable sera alors réduit à trois mois.

*Jugement des contestations.*

**52.** Toute difficulté entre le Directeur général des Travaux publics et l'entrepreneur, concernant le sens ou l'exécution des clauses du marché, est portée devant la juridiction administrative tunisienne (1).

(1) V. D. 27 novembre 1888.

## 12 juillet 1913

DÉCRET *modifiant celui du 19 octobre 1911 relatif à la répression des fraudes dans le commerce des laines et des céréales* (1).

(J. O. 19 JUILLET 1913, 696)

ART. UNIQUE. Le premier paragraphe de l'article 6 du décret susvisé du 19 octobre 1911 est complété ainsi qu'il suit :

« *Art.* 6. Les infractions au présent décret « seront valablement constatées par les « agents de la force publique ou par ceux des « régies financières et par les inspecteurs et « inspecteurs-adjoints de l'Agriculture as- « sermentés à cet effet. Les procès-verbaux « de ces divers agents feront foi jusqu'à « preuve contraire ».

## 25 juillet 1913

DÉCRET *réglementant les adjudications des travaux publics* (2).

(J. O. 27 AOUT 1913, 793)

Le décret du 25 juillet 1888 est remplacé, en ce qui concerne les adjudications relevant de la Direction générale des Travaux publics, par les dispositions ci-après :

ART. **1.** L'avis des adjudications de travaux publics sera publié, sauf dans les cas d'urgence, au moins vingt jours à l'avance, par la voie des affiches et par tous les moyens de publicité que l'Administration jugera nécessaires.

Cet avis fera connaître le lieu où l'on peut prendre connaissance des pièces du projet, les autorités chargées de procéder à l'adjudication, le lieu, le jour et l'heure fixés pour cette adjudication.

**2.** Tout entrepreneur qui désirera être admis à concourir à une adjudication sera tenu de présenter au visa du Directeur ou chef de service intéressé, dix jours au moins avant le jour fixé pour cette adjudication, une déclaration indiquant son intention de soumissionner ainsi que des références. La déclaration fera connaître les nom, prénoms, qualité et domicile du candidat. Les références consisteront en une note émanant du candidat et indiquant le lieu, la date, la nature, l'importance des travaux qu'il a exécutés ou à l'exécution desquels il a concouru, l'emploi qu'il occupait dans chacune des entreprises auxquelles il a col-

(1) V. D. 10 octobre 1919 sur la répression des fraudes.

(2) Conditions générales des entreprises de travaux publics, A. 1er juillet 1913. — Travaux complémentaires, D. 10 juill. 1914. — Marchés de gré à gré, D. 7 janvier 1920,

laboré, ainsi que les noms, qualités et domiciles des hommes de l'art sous la direction desquels les travaux ont été exécutés, enfin ses moyens techniques et financiers.

Les certificats dont il dispose pourront être joints à la note dont il s'agit.

Il ne sera pas exigé de références pour la fourniture des matériaux destinés à l'exécution de chaussées en empierrement, ni pour les fournitures de ballast, ni pour les travaux de terrassements dont l'estimation ne s'élèvera pas à plus de 20.000 francs.

**3.** Sur le vu des déclarations et références mentionnées à l'article qui précède, et sur la proposition du Directeur ou chef du service intéressé, le Directeur général des Travaux publics arrêtera la liste des candidats dont les références auront paru suffisantes au point de vue moral, technique et financier.

Cette liste sera transmise par l'intermédiaire du Directeur ou chef de service intéressé au président du bureau chargé de l'adjudication.

**4.** Il sera procédé à l'adjudication en séance publique par un ingénieur de la Direction du service intéressé assisté d'un autre fonctionnaire de cette Direction ou de ce service, d'un représentant de la Direction générale des Finances, et dans le cas de bâtiments civils, d'un délégué de l'Administration affectataire (1).

**5.** La séance ouverte, chaque concurrent devra présenter :

1° les pièces mentionnées à l'article 2 ci-dessus, dûment visées par le Directeur ou chef de service intéressé ou dans le cas d'une adjudication restreinte, la lettre de convocation ;

2° un certificat du Receveur général des Finances constatant le versement dans sa caisse du cautionnement provisoire exigé ;

3° la soumission sur timbre conforme au modèle indiqué par les affiches.

Toute soumission qui ne sera pas accompagnée des pièces énumérées ci-dessus ou qui ne serait pas conforme au modèle, sera déclarée nulle et non avenue.

**6.** Les pièces énumérées aux paragraphes 1er et 2e de l'article 5 seront jointes, dans un paquet fermé, à la soumission, qui préalablement aura été renfermée toute seule dans une enveloppe également fermée.

La première enveloppe contiendra l'indication du lot auquel la soumission se rapportera ; les noms des soumissionnaires devront seulement être inscrits sur la seconde enveloppe.

Les paquets seront directement déposés par les soumissionnaires ou par leurs représentants entre les mains du président du bureau. Ils pourront également être adressés, sous pli recommandé, portant extérieurement une mention indiquant la nature du contenu, au Directeur ou chef de service, entre les mains duquel ils devront être parvenus la veille de l'adjudication ; dans ce dernier cas, ils seront déposés sans avoir été ouverts sur le bureau par le président après la remise des paquets des autres concurrents.

**7.** Lorsqu'un maximum ou un minimum de rabais aura été arrêté d'avance par le Directeur général des Travaux publics le montant de ce maximum ou de ce minimum sera indiqué dans un pli fermé qui sera déposé sur le bureau avant l'ouverture des paquets.

**8.** Les paquets déposés sur le bureau par les entrepreneurs étant numérotés dans l'ordre de leur présentation, la première enveloppe sera ouverte publiquement par le président du bureau, et il sera dressé un état des pièces renfermées dans cette première enveloppe.

L'état dressé, les concurrents se retireront de la salle d'adjudication, et le président, après avoir consulté les membres du bureau et après avoir fait appeler devant eux, pour être entendus en leurs observations, les candidats auxquels le bureau aurait des explications à demander, arrêtera la liste des candidats définitivement agréés.

Il pourra éliminer, soit pour vice de forme, soit pour toute autre cause, ceux des concurrents compris dans la liste arrêtée par le Directeur général des Travaux publics qui ne lui paraîtraient pas devoir être admis à concourir, mais il ne pourra agréer, dans aucun cas, un candidat dont le nom ne figurerait pas sur cette liste.

**9.** La séance redevenue publique, le président annoncera sa décision par la lecture de la liste des candidats agréés.

Les soumissions des candidats évincés leur seront rendues sans être ouvertes.

Celles des concurrents agréés seront alors ouvertes publiquement ; il en sera donné lecture à haute voix, et le soumissionnaire

(1) V. D. 12 juillet 1909.

qui aura fait l'offre d'exécuter les travaux aux conditions les plus avantageuses sera déclaré adjudicataire provisoire, sous la réserve dans les cas prévus à l'article 7 que le rabais consenti sera compris dans les limites de maximum ou de minimum fixées par le Directeur général des Travaux publics et dont il sera donné connaissance publiquement, après l'ouverture de toutes les soumissions.

**10.** Dans le cas où plusieurs soumissionnaires offriraient le même rabais, et où ce rabais serait le plus élevé de ceux offerts dans les limites qui auront pu être fixées en conformité de l'article 7, il sera procédé à une réadjudication sur de nouvelles soumissions. Toutefois, si les rabais égaux atteignent exactement le maximum fixé en conformité de l'article 7 il sera procédé de suite à un simple tirage au sort.

A égalité de rabais entre une soumission d'un entrepreneur ou fournisseur et une soumission d'une société d'ouvriers, cette dernière sera préférée (1).

La réadjudication, si elle est décidée, aura lieu séance tenante si les soumissionnaires qui doivent y prendre part sont présents ; elle sera ajournée dans le cas contraire.

Les rabais de la nouvelle adjudication ne pourront être inférieurs à ceux de la première ni dépasser le maximum ou être inférieurs au minimum fixés par le Directeur général dans les cas prévus à l'article 7.

Si les soumissionnaires se refusent à faire de nouvelles offres ou si les prix demandés ne diffèrent pas encore, le sort en décidera.

**11.** Si un maximum de rabais a été fixé et si aucun des rabais offerts ne se trouve inférieur à ce maximum, il sera procédé séance tenante, à une nouvelle adjudication entre les soumissionnaires présents.

**12.** Les résultats de chaque adjudication seront constatés par un procès-verbal relatant toutes les circonstances de l'opération.

**13.** La restitution du cautionnement exigé pour prendre part à l'adjudication sera faite, après la proclamation du résultat de l'adjudication, sous réserve toutefois des oppositions qui auront pu être pratiquées aux soumissionnaires non agréés ou non déclarés adjudicataires, sur présentation du récépissé de versement revêtu de la mention « Vu bon à rembourser » signé par le fonctionnaire ayant présidé l'adjudication.

(1) V. A. 1er août 1901.

La prise en charge définitive du cautionnement de l'entrepreneur déclaré adjudicataire aura lieu sur déclaration nouvelle de cet adjudicataire, après décharge pour ordre du cautionnement préalable qu'il aura fourni avant l'adjudication.

Cette régularisation aura lieu au plus tard dans le délai de vingt jours à dater de la notification de l'approbation de l'adjudication.

**14.** Dans les cinq jours qui suivront l'adjudication, il pourra être fixé par le Directeur général des Travaux publics un délai pour recevoir les offres de rabais sur le prix de l'adjudication. Cette décision sera portée à la connaissance des entrepreneurs par les mêmes moyens de publicité que l'adjudication primitive aux frais de l'Administration. Si pendant ce délai, qui ne doit pas dépasser quinze jours, il est fait une ou plusieurs offres de rabais dépassant d'au moins cinq unités le rabais de l'adjudicataire provisoire, il sera procédé à une réadjudication entre le premier adjudicataire et l'auteur ou les auteurs des offres de rabais, pourvu qu'ils aient préalablement à leurs offres, satisfait aux conditions imposées par le cahier des charges et par le présent décret pour pouvoir se présenter aux adjudications. Les rabais de la nouvelle adjudication ne pourront être inférieurs au rabais de l'adjudication provisoire, augmenté de cinq pour cent, ni dépasser le maximum fixé par le Directeur général des Travaux publics dans les cas prévus à l'article 7.

**15.** Les adjudications seront subordonnées à l'approbation du Directeur général des Travaux publics ou dans le cas de bâtiments civils du chef de l'Administration intéressée et ne seront valables et définitives qu'après cette approbation.

**16.** Les droits de timbre et d'enregistrement auxquels pourront donner lieu les marchés passés dans la forme d'adjudications publiques seront à la charge des adjudicataires. Les frais de publicité, ceux d'expédition des pièces du marché et du procès-verbal d'adjudication resteront à la charge de l'Administration.

**17.** Les dispositions du présent décret ne seront pas applicables aux marchés de gré à gré ou aux travaux que l'Administration mettra au concours ou fera exécuter en régie, soit à la journés, soit à la tâche.

### 30 juillet 1913

LOI *française relative aux actes et jugements passés ou rendus en Tunisie.*

(J. O. fr. 31 JUILLET 1913, 6774)

. . . . . .

ART. **14.** Les actes et jugements passés ou rendus en Tunisie, dont il sera fait usage en France soit par acte public, soit devant toute autorité constituée, sont, au point de vue de la perception des droits de timbre et d'enregistrement, assimilés à ceux passés ou rendus dans les colonies où ces impôts sont établis (1).

---

### 13 août 1913

DÉCRET *relatif aux occupations dans les terres sialines* (2).

(J. O. 20 SEPTEMBRE 1913, 839)

ART. **1.** Le titre I, article 3,du décret du 8 février 1892 est complété ainsi qu'il suit ;

« Jusqu'à la délivrance du titre définitif « au profit de l'ayant-droit ou de ses héri- « tiers, est formellement interdite, à moins « d'une autorisation expresse et par écrit « du Directeur général de l'Agriculture, du « Commerce et de la Colonisation, toute ces- « tion à titre gratuit des droits des béné- « ficiaires d'occupations anciennes visés à « l'article premier ci-dessus. »

**2.** Est également interdite d'une manière absolue, toute aliénation à titre onéreux ou à titre gratuit de la jouissance réservée aux indigènes pour le parcours dans les territoires soumis au régime institué par le décret du 8 février 1892.

**3.** Les actes établis en violation des articles 1 et 2 du présent décret sont réputés inexistants même au regard des parties.

**4.** Les plantations qui seront faites ainsi que celles effectuées depuis moins d'un an, à compter de la promulgation du présent décret, sans une autorisation régulière accordée suivant les formes tracées par les articles 5 et suivants du décret du 8 février 1892 seront arrachées et leurs auteurs ne pourront réclamer une indemnité quelconque.

**5.** En ce qui concerne les plantations d'un an au moins, les occupants pourront exceptionnellement en obtenir la concession à titre de régularisation. A cet effet, ils devront adresser à la Direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, une déclaration des surfaces plantées illicitement portant demande de délivrance du titre, et engagement de payer à première réquisition la totalité du prix de la concession, fixé à vingt francs par hectare.

Le titre sera délivré lorsque l'occupant aura rempli toutes les obligations imposées aux concessionnaires par le décret du 8 février 1892 modifié par celui du 30 avril 1905.

Si l'occupant refuse de remplir les conditions auxquelles est subordonnée cette régularisation, le terrain planté sera, trois mois après une mise en demeure administrative, vendu aux enchères publiques, par le service des domaines, sur une mise à prix calculée à raison de vingt francs par hectare. L'adjudicataire sera substitué à l'occupant dans toutes les obligations résultant des décrets précités.

Si l'adjudication est infructueuse, l'Etat reprendra la possession du terrain planté. sans que l'occupant puisse réclamer une indemnité quelconque.

---

### 19 août 1913

DÉCRET *modifiant celui du 22 janvier 1905 relatif au rachat des rentes d'enzel*

(J. O. 22 OCTOBRE 1913, 929)

ART. **1.** L'article 3 du décret du 22 janvier 1905 est modifié ainsi qu'il suit ;

« *Art.* 3. Les rentes perpétuelles n'excé- « dant pas 100 piastres à l'année égirienne « ou l'équivalent à l'année grégorienne « (61 fr. 87) quel qu'en soit le bénéficiaire, « sont rachetables à toute époque sans pré- « avis. Le taux du rachat est de vingt-cinq « annuités pour les rentes ne dépassant pas « 20 francs. Au-dessus de 20 francs le taux « de rachat est de vingt-cinq annuités pour « les 20 premiers francs et de vingt annuités « seulement pour le surplus. Au refus du « crédirentier, le débirentier peut se faire « autoriser soit par ordonnance du Prési- « dent du tribunal civil statuant en référé, « s'il est justiciable des tribunaux français, « soit, s'il y a une instance d'immatricula- « tion pendante et quelle que soit la nationa- « lité des parties, par décision du tribunal « mixte, soit par décision du Premier Minis- « tre s'il s'agit d'un justiciable des tribu- « naux tunisiens, à consigner le capital du « rachat majoré, s'il y échet, des arrérages « échus et non prescrits. La consignation « est effectuée, s'il s'agit de rentes dues à « des fondations habous à la caisse de la Dje-

(1) V. D. 19 avril 1912, art. 2 et D. 28 décembre 1913.

(2) V. D. 18 juin 1918 art. 64 maintenant en vigueur ces dispositions en ce qui concerne les occupations antérieures au 18 juin 1918 et les plantations illicites.

« maïa et à notre Recette générale des Fi-
« nances dans tous les autres cas. Les som-
« mes consignées en vertu de la disposition
« qui précède ne peuvent plus être retirées
« par le déposant et toutes inscriptions prises
« pour conservation du privilège du crédi-
« rentier sont valablement radiées au vu du
« récépissé de la consignation visant l'or-
« donnance de référé, ou la décision du tri-
« bunal mixte, ou la décision du Premier
« Ministre ».

---

## 9 septembre 1913

DÉCRET *modifiant la loi sur la Presse.*

(J. O 13 SEPTEMBRE 1913, 825)

ART. **1.** Les art. 3 et 4 de la loi du 29 juillet 1881, promulguée avec modifications en Tunisie par le décret du 14 octobre 1884, modifié par les décrets des 6 mai 1893 et 15 juillet 1910, sont modifiés à nouveau de la façon suivante :

« *Art.* 3. La publication de tout imprimé
« exécuté en Tunisie entraînera pour l'im-
« primeur, sous peine d'une amende de 16 à
« 300 francs, l'obligation d'effectuer un dé-
« pôt de deux exemplaires complets et dans
« l'état ordinaire de vente, l'un de ces exem-
« plaires étant destiné à la Direction géné-
« rale de l'Enseignement (bibliothèque pu-
« blique). Ce dépôt devra être effectué vingt-
« quatre heures avant la publication pour
« tout écrit périodique paraissant pour la
« première fois ou tout autre écrit non pé-
« riodique. Il devra être accompagné d'une
« déclaration mentionnant le titre de l'im-
« primé et le chiffre du tirage.

« L'imprimé sera déposé, contre récépissé
« au Secrétariat général du Gouvernement
« tunisien (Direction de la sûreté publique)
« et lorsque l'imprimerie sera située hors
« de Tunis, au commissariat ou au poste de
« police le plus voisin, qui le transmettra
« à la Direction de la sûreté publique.

« Sont exceptés de cette disposition : les
« bulletins de vote, les circulaires commer-
« ciales ou industrielles, les annonces et let-
« tres de faire part de naissance, de mariage
« ou de décès, et généralement, les ouvra-
« ges dits de ville ou bilboquets.

« *Art.* 4. Les dispositions qui précè-
« dent sont applicables à tous les genres de
« publications imprimées, gravées, litho-
« graphiées ou reproduites par un procédé
« quelconque, y compris les photographies
« destinées au commerce ».

**2.** L'article 10 de la loi du 29 juillet 1881, promulguée avec modifications par les décrets mentionnés à l'article premier ci-dessus, est modifié ainsi qu'il suit :

« Au moment de la publication de cha-
« que feuille ou livraison de journal ou écrit
« périodique, il sera remis au parquet du
« Procureur de la République ou à la jus-
« tice de paix dans les villes où il n'y a pas
« de tribunal de première instance, deux
« exemplaires signés du gérant.

« Pareil dépôt sera fait, au même mo-
« ment, par le gérant au Secrétariat géné-
« ral du Gouvernement tunisien, dans les
« formes et conditions prévues à l'article
« 3 ci-dessus.

« Ces dépôts seront effectués sous les pé-
« nalités prévues au même article ».

**3.** Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

---

## 12 septembre 1913

DÉCRET *modifiant celui du* 30 *mai* 1908 *relatif à l'envoi par la poste des imprimés, journaux et écrits périodiques.*

(J. O. 20 SEPTEMBRE 1913, 840)

ART. **1.** L'article 4 de notre décret du 30 mai 1908 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sont taxés comme imprimés ordinaires :

« 1° Les feuilles d'annonces, les prospec-
« tus, les catalogues, les almanachs, les ou-
« vrages publiés par livraisons et dont la
« publication embrasse une période limi-
« tée, et toutes autres publications simi-
« laires expédiées périodiquement sous for-
« me de fascicules isolés ou ayant l'appa-
« rence d'un journal ou d'une revue ;

«2° Les journaux ou écrits périodiques et
« leurs suppléments, lorsque plus des deux
« tiers des uns ou des autres sont consacrés
« à des réclames ou annonces ».

---

## 13 octobre 1913

DÉCRET *modifiant celui du* 2 *février* 1907 *sur la Conférence consultative.*

(J. O. 25 OCTOBRE 1913, 935)

Considérant l'impossibilité pour la Direction des Finances de distribuer le projet de budget avant la fin du mois d'octobre et le temps trop restreint dont disposent par suite les membres de l'Assemblée pour prendre connaissance de ce document :

ART. UNIQUE. Le second paragraphe de l'article premier du décret du 2 février 1907 est modifié comme il suit :

« La session de la Conférence s'ouvrira « le second lundi de novembre. Sa durée « ne pourra excéder vingt jours ».

### 30 octobre 1913

DÉCRET *français modifiant celui du 4 octobre 1884 relatif au statut du personnel des contrôles civils en Tunisie.*

(J. O. fr. 4 NOVEMBRE 1913, 9669)

ART. **1.** L'art. 2 du décret du Président de la République du 4 octobre 1884, est ainsi complété ;

« Les conditions de recrutement, d'avan- « cement et de discipline, les attributions « et les traitements du corps des con- « trôleurs civils en Tunisie sont fixés par « arrêté du Résident général de la Répu- « blique française à Tunis après approba- « bation du Ministre des Affaires étrangè- « res ».

### 14 novembre 1913

DÉCRET *relatif à l'affectation du fonds de garantie des chemins de fer.*

(J. O. 19 NOVEMBRE 1913, 1011)

ART. **1.** Le fonds de réserve créé par le décret du 26 juillet 1904 est affecté :

1° aux insuffisances d'exploitation des chemins de fer qui sont à la charge de l'Etat ;

2° aux travaux confortatifs et accessoires imprévus et urgents, nécessités sur les voies ferrées par des événements de force majeure ;

3° aux travaux complémentaires comprenant : l'établissement des gares et stations nouvelles ; les augmentations de matériel fixe, roulant ou de traction ; les installations complémentaires de toute nature nécessitées par le développement du trafic ou les besoins des services publics ; dans la limite où le Gouvernement le jugera convenable, les renforcements et doublements de voies, ainsi que les rectifications des parties sinueuses ou déclives du tracé.

Tout emploi du fonds de réserve à l'une des affectations qui viennent d'être définies, doit être autorisé par le décret annuel de finances ou par un décret spécial.

**2.** Le fonds de réserve est alimenté par des prélèvements sur la portion des excédents de recettes du budget qui provient de la part revenant à l'Etat sur les excédents de recettes des chemins de fer.

Il cesse de croître lorsqu'il atteint trois millions de francs et doit être reconstitué à ce chiffre dès qu'il a été réduit par la réalisation d'une des éventualités prévues à l'article premier.

### 1er décembre 1913

DÉCRET *français relatif à l'engagement des Tunisiens dans l'armée de mer.*

(J. O. 21 JANVIER 1914, 63)

ART. **1.** Le sujet tunisien qui demande à contracter un engagement volontaire doit :

1° être âgé de dix-huit ans au moins et de trente ans au plus. L'âge est constaté dans les formes usitées en Tunisie ;

2° être reconnu apte physiquement par un médecin de la marine ;

3° n'avoir encouru aucune des condamnations visées aux articles 4 et 5 de la loi du 21 mars 1905, modifiée par celle du 6 décembre 1912 et être, de plus, reconnu de bonne moralité à la suite de rapports établis par le contrôleur civil ou le chef de bureau des affaires indigènes de sa résidence ;

4° justifier qu'il parle couramment le français et écrit cette langue.

A défaut du certificat d'études primaires ou d'un diplôme d'un ordre plus élevé, cette justification pourra être faite soit par une attestation du contrôleur civil ou du chef de bureau des affaires indigènes de la résidence de l'intéressé, soit par les moyens d'un examen de conversation parlée et de rédaction écrite, en présence de l'autorité maritime qualifiée pour recevoir l'engagement.

**2.** L'engagement est d'une durée de trois, quatre ou cinq ans. Il est reçu en présence de deux témoins français par le commissaire chef du service de la solde à Bizerte ou à Toulon.

**3.** Avant la signature de l'acte, le commissaire donne lecture à l'engagé :

1° des articles 5 et 6 du présent décret ;

2° de l'acte d'engagement.

**4.** L'acte d'engagement est conforme au modèle n° 1 annexé au décret du 8 août 1913, mis en harmonie avec les indications du présent décret, en ce qui a trait aux déclarations à faire et pièces à produire par l'engagé, ainsi qu'aux dispositions dont lecture doit être obligatoirement donnée.

**5.** Les indigènes tunisiens engagés au titre des équipages de la flotte sont immatriculés au dépôt le plus proche.

Pendant les trois premières années de leur lien, ils reçoivent la solde et les diver-

ses i emnités prévues pour les marins indigèn ; par le décret du 11 juillet 1908.

Au itôt qu'ils acquièrent la qualité de Fran,ais, ils sont traités à tous égards comme les autres marins du corps des équipages de la flotte.

**6.** Les règlements relatifs au service et à la discipline militaire sont applicables aux engagés de nationalité tunisienne pendant leur présence sous les drapeaux.

Ces marins ne peuvent obtenir d'avancement en grade qu'à partir du moment où ils sont naturalisés français.

---

### 10 décembre 1913

DÉCRET *relatif à la taxe de renouvellement des mandats-poste.*

(J. O. 13 DÉCEMBRE 1913, 1183)

ART. **1.** Les dispositions de l'article 3 du décret du 20 avril 1912 ne sont pas applicables aux demandes adressées à l'Office des Postes et des Télégraphes pour obtenir, dans les limites du délai de prescription fixé par l'article premier du décret du 9 septembre 1913(1), le renouvellement du délai de validité des mandats périmés.

Cette administration est autorisée à percevoir pour chaque mandat périmé une taxe de renouvellement du délai de validité égale au droit de commission primitif sans que cette taxe puisse être inférieure à 25 centimes.

---

### 10 décembre 1913

DÉCRET *unifiant le prix de vente de la poudre de chasse dans les caïdats des Nefzaoua, Matmata et Ouerghemma.*

(J. O. 27 DÉCEMBRE 1913, 1275)

ART. **1.** Sont rapportées les dispositions du décret du 2 juin 1904 (art. 7) autorisant la mise en vente à prix réduit de la poudre de chasse fine dans les caïdats des Nefzaoua, Matmata et Ouerghemma.

Cette poudre sera vendue dans les caïdats en question au même prix que dans le surplus de la Régence.

---

### 15 décembre 1913

DÉCRET *créant un fonds de réserve spécial pour la caisse de secours des débits de tabac.*

(J. O. 27 DÉCEMBRE 1913, 1275)

ART. **1.** Il est créé un fonds de réserve spécial pour la caisse de secours instituée par les décrets des 16 juillet 1908 et 1909.

(1) V. D. 30 mars 1920, art. 6.

**2.** Ce fonds de réserve sera constitué par l'attribution, opérée le 31 mars de chaque année, avant la clôture des ordonnancements du précédent exercice, des soldes de recettes non employées en dépense à ladite date.

Aucun prélèvement ne pourra être fait sur ce fonds de réserve qu'en vertu d'une indication générale du décret annuel de finances et d'une décision spéciale du Conseil des ministres et chefs de service.

---

### 28 décembre 1913

DÉCRET *français relatif à l'enregistrement en Algérie des actes et jugements passés ou rendus en Tunisie.*

(J. O. fr. 30 DÉCEMBRE 1913, 11234)

ART. **1.** Est homologuée la décision suivante de l'Assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 13 juin 1913, relative aux actes et jugements passés ou rendus en Tunisie, en ce qui concerne la perception des droits de timbre et d'enregistrement.

DÉCISION

ART. UNIQUE. Les actes et jugements passés ou rendus en Tunisie, dont il sera fait usage en Algérie soit par acte public, soit en justice, soit devant toute autre autorité constituée, sont, au point de vue de la perception des droits de timbre et d'enregistrement, assimilés à ceux passés ou rendus dans les colonies où ces impôts sont établis (1).

---

### 29 décembre 1913

DÉCRET *instituant la taxe personnelle* (2).

(J. O. 31 DÉCEMBRE 1913, 1305)

ART. **1.** L'impôt de capitation dit medjba (3), qu'il soit perçu à titre individuel ou par abonnement forfaitaire (driba), est supprimé pour l'avenir dans toute la Régence à partir du 1er janvier 1914.

Le recouvrement des cotes anciennes de cet impôt, non encore acquittées par les redevables, se continuera néanmoins jusqu'à complet apurement, même après le 1er janvier 1914, exception faite des cotes ou portions de cotes non acquittées à cette date sur les rôles antérieurs à celui de 1910 et dont il est d'ores et déjà fait remise.

**2.** Il est créé, pour entrer en vigueur le 1er janvier 1914, une taxe annuelle de 10

(1) V. D. 19 avril 1912, art. 2 et L. fr. 30 juillet 1913, art. 14.
(2) Réglementation par D. 30 déc. 1914.
(3) Institué par D. juin 1885 ; — Tarif, D. 31 décembre 1909.

francs (1) qui sera due, sans distinction entre les territoires de contrôles civils et les territoires du sud, par toute personnne du sexe masculin, domiciliée en Tunisie, à moins qu'elle ne justifie y résider depuis moins de quatre-vingt-dix jours consécutifs, quelle que soit sa nationalité, tunisienne, française ou étrangère, âgée de plus de vingt ans au 1er janvier de l'année à laquelle s'appliquera la taxe, si cette personne peut justifier de son âge par un état civil régulier, ou ayant, dans le cas contraire, atteint à cette date, l'âge de la puberté.

Cette taxe sera dénommée, en français, taxe personnelle et, en arabe, ada el istitan.

Il n'est admis aucune exception à son application, si ce n'est celle présentement autorisée en faveur des hommes de troupe, des sous-officiers et officiers des armées françaises de terre et de mer stationnées en Tunisie et des soldats, sous-officiers et officiers de notre garde beylicale pendant le temps qu'ils passent sous les drapeaux, y compris leurs congés réguliers. Les intéressés conservent exceptionnellement, s'ils restent en Tunisie, le bénéfice de cette exemption jusqu'au 31 décembre de l'année de leur libération (2).

**3.** Notre Directeur général des Finances établit, à la date du 1er janvier de chaque année, le rôle annuel des personnes assujetties à cette date à la taxe personnelle.

Il dépose des extraits de ce rôle du 1er janvier au 31 mars dans les bureaux des caïds en ce qui concerne les indigènes et dans ceux des receveurs des services financiers en ce qui concerne les autres assujettis. Il donne avis du dépôt par la voie du journal officiel tunisien à tous intéressés qui peuvent prendre connaissance des extraits déposés au bureau de leur domicile ou de leur circonscription et formuler leur réclamation soit contre leur inscription injustifiée, soit contre leur non-inscription s'ils ont été omis.

Passé le 31 mars, aucune réclamation n'est admise contre l'inscription au rôle annuel, si ce n'est pour double emploi, et tout redevable susceptible d'y être inscrit et qui n'a pas réclamé contre sa non-inscription, est passible, en sus de la taxe personnelle, d'une amande de 10 francs dont notre Directeur général des Finances peut néanmoins lui accorder, sur sa demande timbrée, la remise totale ou partielle au vu de ses explications. L'amende ou la portion d'amende maintenue est payable en une seule fois.

Il est établi en cours d'année des rôles supplémentaires trimestriels pour les personnes omises au rôle annuel et pour les nouveaux asssujettis. Il appartient à ces derniers de provoquer, sous peine de la même amende, susceptible également de remise totale ou partielle, leur inscription aux rôles supplémentaires.

Des formules de déclaration sont tenues à la disposition des personnes omises ou nouvellement assujetties dans les bureaux des services financiers.

**4.** La cote de la taxe personnelle n'est pas susceptible de réduction en faveur de l'assujetti qui arrive en Tunisie ou qui quitte la Régence au cours de l'année. Elle est exigible en entier dès le 1er janvier de l'année à laquelle elle se rapporte ou dès le quatre-vingt-onzième jour de l'arrivée du contribuable en Tunisie ; mais les agents chargés de sa perception peuvent autoriser les redevables incapables de se libérer en une seule fois à payer leur cote par fraction au minimum de 2 fr. 50 chacune. A cet effet, les quittances imprimées d'avance sont nunies de trois coupons de 2 fr. 50 chacun numérotés de 1 à 3 portant la désignation de la circonscription et le numéro du rôle, que le collecteur doit obligatoirement détacher et remettre au contribuable autorisé à se libérer par acomptes.

Le paiement du dernier acompte de 2 francs 50 est constaté par la remise au contribuable du corps principal de la quittance.

Le redevable omis ou nouvellement assujetti qui acquitte sa cote en déposant sa déclaration, reçoit du percepteur une quittance manuscrite extraite d'un registre à souche.

**5.** Aucune pétition, présentée à notre Gouvernement, à nos communes ou à nos établissements publics, à quelque titre que ce soit, par tout redevable de la taxe personnelle, ne peut recevoir de suite si elle n'est appuyée de la justification par le pétitionnaire qu'il est inscrit sur le rôle courant de la dite taxe.

**6.** Tout indigène qui aurait été assujetti à la medjba si elle eût été maintenue, doit, à moins qu'il ne soit inscrit sur les rôles

(1) Centimes additionnels dûs par les sujets tunisiens non astreints à la conscription, D. 20 déc. 1919 (n° 9).

(2) Substitution, pour les médaillés du Maroc, à l'ancienne exemption de la mejba, d'une allocation annuelle, D, 29 décembre 1913. — Même allocation aux mutilés de guerre, D. 20 déc. 1919, (n° 9).

de la taxe personnelle des territoires du sud soumis à la surveillance de l'autorité militaire, continuer à contribuer annuellement à partir du 1er janvier 1914, sous la forme d'une cotisation temporaire aux services indigènes qui étaient dotés sur la medjba. Cette cote est fixée pour 1914 à 2 fr. 50 bénéficiant, savoir : aux sociétés indigènes de prévoyance pour 0 fr. 50, aux œuvres d'assistance pour 0 fr. 55, aux dotations supplémentaires des princes et princesses de la famille beylicale pour 0 fr. 55 et aux remises des collecteurs indigènes pour 0 fr. 90 (1)

Nul indigène, tunisien ou autre, ne peut être admis aux sociétés indigènes de prévoyance — à moins qu'il n'en fasse partie à un autre titre — ou au bénéfice des œuvres d'assistance indigène, s'il ne se soumet pas au paiement annuel de la cotisation dont il s'agit.

Cette cotisation, dont le rôle annuel est établi et publié en même temps et dans les mêmes formes que celui de l'istitan, est payable en une seule fois dès le 1er janvier de l'année à laquelle elle se rapporte.

**7.** En cas de décès des assujettis à la taxe personnelle ou à la cotisation temporaire, les cotes échues et non payées sont dues par leur succession.

**8.** Les quittances totales ou partielles de la taxe personnelle et les quittances de la cotisation temporaire sont exemptes du droit de timbre.

**9.** Les agents qualifiés pour la perception de la taxe personnelle ou de la cotisation temporaire sont ceux du domicile ou de la circonscription des assujettis que notre Directeur général des Finances constitue détenteurs des quittances imprimées. Ils sont responsables pécuniairement de ces quittances et doivent, à toute réquisition, les représenter en nature ou justifier de l'encaissement de leur valeur au compte du Trésor.

Ils en demeurent comptables tant qu'ils n'en ont pas été déchargés par notre Directeur général des Finances pour cause d'irrécouvrabilité justifiée dans les formes prévues par la comptabilité publique ou pour cause de prescripton (2).

Tout omis ou nouvel assujetti peut se libérér indifféremment entre les mains de tous comptables des services financiers pourvu qu'il le fasse en déposant sa déclaration.

(1) V. D. 31 décembre 1909.
(2) V. D. 12 mai 1906, art. 102.

**10.** Sont applicables à la taxe personnelle et à la cotisation temporaire, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui précèdent, les règles édictées en matière d'impôts directs par les décrets en vigueur, notamment ceux du 27 juillet 1871 en ce qui concerne la responsabilité des cheiks, du 13 juillet 1899 en ce qui concerne le privilège de l'Etat et la procédure du recouvrement (1), et du 14 septembre 1903 en ce qui concerne la prescription.

**11.** Les prestations en nature ou en argent sont supprimées à partir du 1er janvier 1914 dans les territoires du sud soumis à la surveillance de l'autorité militaire. (2)

---

## 29 décembre 1913

DÉCRET *instituant une allocation annuelle au profit des anciens militaires médaillés du Maroc. (3)*

(J. O. 31 DÉCEMBRE 1913, 1306)

ART. 1. Les militaires ayant appartenu aux corps de troupe stationnés en Tunisie qui ont obtenu ou obtiendront l'une des médailles commémoratives du Maroc et qui, après leur libération, se sont retirés ou se retireront en Tunisie et seront inscrits sur le rôle de la taxe personnelle, recevront, tant qu'ils seront domiciliés dans la Régence, à partir du 1er janvier 1914, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement décidé, une allocation annuelle de quinze francs payable le 15 avril au vu d'un certificat de vie délivré sur papier non timbré et sans frais dans les formes tracées par l'article 26 du décret du 12 mai 1906.

Cette allocation est incessible et insaisisable pour dettes autres que celles envers l'Etat.

**2.** L'attribution de l'allocation visée à l'article précédent est subordonnée à la condition que les anciens militaires en faveur desquels elle est instituée, aient satisfait, l'année précédente, aux obligations militaires auxquelles ils ont pu être tenus en qualité de réservistes de l'armée active et, en outre, en ce qui concerne les hommes de troupe, à cette autre condition qu'ils aient obtenu, au moment de leur libération, le certificat de bonne conduite réglementaire.

(1) L'art. 6 du D. 13 juillet 1899 s'applique à la taxe personnelle. L'Administration des Finances a, par suite, le droit de demander à un employeur d'intervenir pour faire payer la taxe due par ses employés, Tunis 17 déc. 1917 (J. T. 18 - 43).
(2) V. D. 12 avril 1897 et 31 décembre 1909.
(3) Même allocation aux réformés n° 1 de la guerre 1914 (D. 20 déc. 1919).

Cessent d'y avoir droit ceux qui viennent à être frappés d'une condamnation à une peine privative de liberté pour crime ou délit.

---

### 29 décembre 1913

DÉCRET *établissant une taxe sur les briquets mécaniques.*

(J. O. 31 DÉCEMBRE 1913, 1306)

ART. 1. Les briquets mécaniques ou automatiques de toute sorte, fabriqués, montés ou importés, même par pièces détachées, en Tunisie, sont assujettis au paiement d'un impôt de 5 francs (*Décret* 6 *décembre* 1919) par appareil, en représentation du préjudice que leur emploi cause à la vente des allumettes, monopolisée au profit de l'Etat.

**2.** Aucune fabrique, aucun atelier de montage d'appareils de l'espèce ne pourra être ouvert en Tunisie sans une autorisation de notre Directeur général des Finances, qui déterminera, par arrêtés réglementaires, les conditions auxquelles le fonctionnement des fabriques ou ateliers sera subordonné, et le mode de paiement de l'impôt.

Pour les appareils importés, le droit sera perçu par le service des Douanes au moment même de l'importation et encaissé par lui pour le compte et au titre du monopole des allumettes.

**3.** Sont applicables aux tentatives d'importation ou de fabrication en contrebande de briquets mécaniques ou automatiques les pénalités édictées par le décret précité du 12 juillet 1898, art. 6, III, IV et V.

---

### 29 décembre 1913

DÉCRET *instituant une taxe pour frais de régie sur les recouvrements de l'Etat pour des tiers.*

(J. O. 31 DÉCEMBRE 1913, 1307)

ART. 1. Il sera prélevé à partir du 1er janvier 1914, au profit du Trésor pour « frais de régie, d'administration et de perception » sur toutes les sommes et produits recouvrés par ses agents pour le compte des tiers ou qui doivent leur être remis, une taxe calculée au taux uniforme de cinq francs pour cent francs.

Exceptionnellement, les frais de régie, d'administration et de perception actuellement perçus à des taux différents en vertu de conventions en cours, continueront à être perçus à ces taux jusqu'à l'expiration de la durée de ces conventions ou jusqu'à ce qu'il en soit autrement décidé par le Conseil des Ministres et chefs de service si ces conventions peuvent être dénoncées à toute époque.

**2** Sont exempts de la taxe précitée, les honoraires, droits et émoluments dus aux greffiers, officiers ministériels et avocats en matière d'assistance judiciaire, les cautionnements de personnes à représenter à justice et les amendes de consignation et de procédure.

---

### 29 décembre 1913

DÉCRET *réglementant les mines.*

(J. O. 31 DÉCEMBRE 1913, 1307)

Vu les décrets du 3 septembre 1882 et 31 août 1908 instituant une Direction générale des Travaux publics et réglementant ses attributions ;

Vu le décret du 10 mai 1893 réglementant les travaux de recherches de mines ;

Vu le règlement du 21 mai 1906, approuvé par décret du 26 mai suivant, pour l'exécution du décret susvisé du 10 mai 1893 ;

Vu l'arrêté du 2 mars 1907 portant règlement des frais d'enquête et de visite de mines et des frais d'analyses ;

Vu le décret sur les mines du 8 novembre 1913 et notamment l'art. 103 ;

Le décret sur les mines du 8 novembre 1913 est annulé et remplacé par les dispositions ci-après :

#### TITRE Ier

#### Classification légale des substances minérales et prescriptions générales

ART. 1. Les gîtes naturels de substances minérales sont classés, relativement à leur régime légal, en mines et carrières.

**2.** Sont considérés comme mines, et classés dans les cinq groupes ci-après :

1er *groupe :* les gîtes de graphite, houille, lignites et autres combustibles fossiles (la tourbe exceptée).

2e *groupe :* les gîtes de bitume, asphalte' pétrole et autres hydrocarbures ;

3e *groupe :* les gîtes de substances métalliques telles que : platine, or, argent, mercure, molybdène, tungstène, antimoine, bismuth, titane, étain, plomb, fer, cuivre, aluminium, chrome, manganèse, cobalt, nickel zinc, uranium, radium, et les gîtes de soufre, sélénium, arsenic ;

4e *groupe :* les gîtes d'aluns, borates et autres sels associés dans les mêmes gisements ;

5e *groupe :* les gîtes de nitrates, ceux de sel gemme et autres sels associés dans les mêmes gisements.

**3.** Sont considérés comme carrières tous les gîtes de substances minérales et qui ne sont pas classés dans les mines.

Les tourbières sont assimilées aux carrières.

**4.** En cas de contestation sur la classification légale d'une substance minérale, il est statué par un arrêté du Directeur général des Travaux publics, pris sur l'avis conforme du Conseil des Ministres.

**5.** Les mines sont propriété domaniale.

Le droit d'exploiter une mine ne peut être acquis qu'après obtention d'un permis exclusif de recherche, et en vertu soit d'un permis d'exploitation, soit d'une concession.

Le permis de recherche, le permis d'exploitation ou la concession d'un gîte d'une substance minérale confèrent les mêmes droits sur toutes les autres substances du même groupe. Mais il peut être institué, même en faveur de personnes différentes et dans les mêmes terrains, des permis de recherche, ou des permis d'exploitation, ou des concessions, distincts entre eux, portant sur des groupes différents de substances minérales.

**6.** Le Directeur général des Travaux publics peut, par arrêtés pris sur l'avis conforme du Conseil des Ministres, désigner des régions dans lesquelles les mines du 3e groupe ne pourront être acquises que par voie d'adjudication publique, sous réserve des droits antérieurs possédés par les concessionnaires des mines et les titulaires de permis de recherches ou d'exploitation. Les conditions d'application de cette mesure sont fixées par arrêtés du Directeur général des Travaux publics.

Les mines du 5e groupe sont réservées au Gouvernement tunisien. Leur recherche et leur exploitation sont réglées par des arrêtés du Directeur général des Travaux publics.

**7.** Le permis de recherche donne le droit exclusif de faire dans le périmètre défini par l'arrêté institutif tous travaux, fouilles, sondages et reconnaissances en vue de découvrir et d'explorer les gîtes faisant l'objet du permis.

Il donne, en outre, dans l'étendue de son périmètre, pendant la durée de sa validité et sous réserve des dispositions des titres III et IV, le droit exclusif de l'obtention, au choix du demandeur, soit d'un permis d'exploitation, soit d'une concession.

**8.** Le permis d'exploitation ou la concession d'une mine confère le droit d'exploiter tous les gîtes des substances comprises dans le groupe dénommé au titre d'institution qui se trouvent à l'intérieur de la surface verticale passant par le périmètre, et de faire tous les travaux jugés utiles pour cet objet.

Ils donnent le droit de disposer librement des dites substances, ainsi que des produits de même nature provenant d'anciennes mines ou travaux de recherche situés dans le périmètre de la mine.

**9.** Si des permis d'exploitation ou des concessions de mines de nature différente se trouvent institués dans le même périmètre, celui des permissionnaires ou concessionnaires auquel n'appartiendraient pas, aux termes des actes institutifs, les substances concessibles abattues par lui, doit les remettre à leur propriétaire contre payement s'il y a lieu, d'une juste indemnité.

**10.** Le titulaire d'un permis d'exploitation ou le concessionnaire d'une mine ne peut disposer que pour le service de la dite mine et de ses dépendances légales des substances non concessibles abattues dans ses travaux.

Le propriétaire du sol peut réclamer celles de ces substances sorties au jour et non utilisées par l'exploitant, contre paiement, s'il y a lieu, d'une juste indemnité.

Toutefois, l'exploitant peut librement disposer de celles de ces substances qui proviennent de la préparation mécanique des minerais ou du lavage des combustibles.

**11.** Tout individu, s'il n'est pas fonctionnaire ou agent en activité de service dans la Régence, ou toute société régulièrement constituée peut obtenir un ou plusieurs permis de recherche ou d'exploitation, une ou plusieurs concessions.

Il est interdit aux fonctionnaires et agents de l'Administration centrale de la Direction générale des Travaux publics et à ceux du service des mines de la Régence de prendre aucun intérêt direct ou indirect dans la recherche ou l'exploitation des mines.

Si le demandeur n'a pas en Tunisie son domicile réel, il est tenu de désigner à l'Administration un représentant domicilié en Tunisie.

La désignation d'un représentant domicilié en Tunisie est également obligatoire

quand le droit de recherche ou d'exploitation est demandé par un groupe de personnes ou de sociétés.

**12.** Toutes demandes relatives à l'application du présent décret doivent indiquer le domicile réel de leur auteur dans la Régence, ou, à défaut, le domicile élu par lui ou son représentant.

A ce domicile sont valablement faites toutes notifications administratives ainsi que les significations par les tiers de tous les actes de procédure concernant l'application du présent décret.

A défaut, elles sont valablement faites au Secrétariat du Gouvernement tunisien.

**13.** Les sociétés formées en vue de la recherche ou de l'exploitation des mines en Tunisie sont tenues de remettre au chef du service des mines un exemplaire de leurs statuts et la liste de leurs administrateurs.

Tout changement aux statuts et à la liste des administrateurs doit également être porté à la connaissance du chef du service des mines.

**14.** Les carrières appartiennent aux propriétaires du sol.

Leur exploitation est soumise aux règlements édictés par le Directeur général des Travaux publics, en vue d'assurer la sécurité de la surface et celle du personnel occupé.

## TITRE II

### Des permis de recherche. (1)

**15.** Les permis exclusifs de recherche sont délivrés par arrêtés du Directeur général des Travaux publics.

Ils sont accordés, après enquête, suivant l'ordre de priorité des demandes présentées conformément aux dispositions ci-après.

**16.** Toute demande de permis de recherche doit être précédée du versement, dans les caisses du Receveur principal des contributions diverses, à Tunis, d'un droit fixe en numéraire, au nom du demandeur, ou être accompagnée d'un mandat-poste établi au nom de ce Receveur principal.

**17.** Le droit fixe à verser pour chaque demande est de 250 francs.

Ce droit est définitivement acquis à l'Etat si le permis est institué ou si la demande est annulée par application des dispositions des articles 23 et 24. Dans tous les autres cas il est restitué au demandeur, sauf retenue d'un droit fixe de 100 francs lorsque la demande a été admise à l'enregistrement prévu à l'article 21.

**18.** Toute demande de permis de recherche doit, à peine de nulité, satisfaire aux conditions suivantes :

La demande est présentée sur timbre et accompagnée d'une copie sur papier libre.

Elle fait connaitre ;

1° les nom, prénoms, nationalité, profession et domicile du demandeur ou, s'il s'agit d'une soicété, la dénomination de son siège social, ainsi que les nom, prénoms, nationalité et domicile de son représentant.

2° la désignation du groupe de gites miniers devant faire l'objet de ses recherches ;

3° la situation géographique et la définition du périmètre demandé, établie conformément aux prescriptions de l'article 19 ci-après.

A la demande sont annexés ;

1° le récépissé de versement prescrit par l'article 17 ci-dessus, ou le mandat-poste qui en tient lieu ;

2° deux exemplaires d'un plan à l'échelle de 1/10.000e donnant la définition et le répérage du périmètre demandé, conformément aux dispositions de l'article 19 ci-après ; ces plans doivent être revêtus d'une mention d'annexe se référant sans ambiguité au texte de la demande, et être signés par le pétitionnaire.

Si la demande est faite au nom d'un tiers, elle doit être accompagnée d'un exemplaire, sur timbre du pouvoir du mandataire. Si elle est faite par une société, elle doit comprendre un extrait des délibérations du Conseil d'administration donnant pouvoir à cet effet au signataire, dans les formes prévues par les statuts de la société.

**19.** La demande ne peut être reçue que pour un périmètre de forme carré, ayant une superficie de 400 hectares dont les côtés sont orientés suivant les directions nord-sud et est-ouest vrais.

La demande doit indiquer l'emplacement précis du périmètre, défini par la distance en mètres de chacun de ses côtés à un même et unique point de repère matériellement fixe.

Ce point de repère doit figurer sur l'une des cartes au 1/50.000e ou au 1/100.000e de la Tunisie, avec une dénomination précise, ne prêtant à aucune ambiguité, comme celle qui pourrait résulter d'une similitude de nom avec d'autres points de la région. Il doit exister matériellement sur le terrain et être aisément reconnaissable.

(1) Prorogation pendant la guerre, D. 13 *août* 1914 5 nov. 1915, 10 *déc.* 1916, 25 *fév.* 1918, 9 *nov*, 1918.

(2) D. 30 août 1925 (J. O. 16 janvier 1926)

Ne peuvent être admis, en conséquence comme repères les points fictifs (points de cote topographique autres que les signaux géodésiques existants, intersections de méridiens et de parallèles géographiques, origine d'oueds), les points non figurés sur les cartes (bornes kilométriques, bornes d'immatriculation, angles de murs ou de clôtures), les points insuffisamment définis sur le terrain (intersections d'oueds, de routes et de pistes, puits, sources ou arbres isolés, groupes de ruines ou de constructions).

**20.** La demande doit être déposée par le pétitionnaire ou son mandataire au bureau d'enregistrement du service des mines, à Tunis, ou être adressée par la poste, sous pli recommandé, avec demande d'avis de réception, au chef du service des mines *(bureau d'enregistrement des permis de recherche)*, à Tunis (1).

Une demande distincte doit être présentée pour chaque périmètre et pour chaque groupe de substances.

**21.** Les demandes reconnues conformes aux dispositions qui précèdent sont enregistrées aux dates et heure de leur présentation sur un carnet à souche, dont les parties volantes sont remises aux pétitionnaires, ou leur sont envoyées par la poste si la demande est arrivée par cette voie. Les talons en sont tenus à la disposition du public.

C'est cet enregistrement qui fixe la priorité des droits.

La demande enregistrée n'est, en ce qui concerne le groupe de gîtes visés et le périmètre sollicité, susceptible d'aucune modification.

Elle a, pour l'obtention du droit de recherche dans ce périmètre, la priorité sur toute demande visant le même groupe de gîtes qui serait enregistrée ultérieurement (2).

**22.** Il n'est rien préjugé au sujet de la priorité respective des demandes visant le même groupe de gîtes et les mêmes terrains, qui parviendraient simultanément par la poste et qu'il y aurait lieu d'enregistrer aux mêmes date et heure. Il n'est non plus rien préjugé en ce qui concerne les demandes analogues qui seraient présentées simultanément au guichet du service des mines et qui donneraient lieu, au même moment, à la formalité de l'enregistrement.

(1) V. A. 10 janvier 1914.
(2) V. D. 5 nov. 1915 et 9 août 1916.

Dans ces deux cas, pour la détermination de la priorité des demandes concurrentes, il est procédé par les soins du chef du service, à la date fixée par lui, à une adjudication aux enchères à l'extinction des feux, entre les pétitionnaires ou eux dûment convoqués, sur la majoration consentie par eux, en augmentantation du droit fixe de 250 francs prévu à l'article 17.

Cette majoration est payable séance tenante et la priorité est acquise au plus offrant.

**23.** Toute demande enregistrée fait l'objet par le service des mines d'une reconnaissance des lieux, à laquelle le pétitionnaire est tenu d'assister ou de se faire représenter, sous peine d'annulation de sa demande.

**24.** Après constatation de l'existence et de la fixité matérielle du repère choisi pour définir le périmètre, et après vérification de la situation de ce périmètre par rapport à ceux des concessions ou des permis voisins, le permis de recherche est délivré par arrêté du Directeur général des Travaux publics.

Si cette constatation et cette vérification conduisent à reconnaître une irrégularité dans la demande, et si, après une mise en demeure adressée au demandeur, celui-ci ne fournit pas les justifications qui lui sont réclamées, s'il n'apporte pas à ses plans les rectifications nécessaires pour les rendre conformes aux prescriptions du présent titre, dans le délai imparti par la mise en demeure, le Directeur général des Travaux publics, sur avis du service des mines, prononce l'annulation motivée de la demande. Cette annulation est notifiée au demandeur et inscrite sur la souche du carnet d'enregistrement prévu à l'article 21.

**25.** Si le périmètre demandé empiète sur celui d'un permis de recherche ou d'exploitation antérieurement demandé ou délivré et non périmé au moment de la demande, ou sur celui d'une concession existante, il est réduit par l'arrêté institutif à la partie du carré extérieure aux dits permis ou concessions voisins.

**26.** Le permis de recherche est toujours délivré sous réserve des droits antérieurs des tiers.

**27.** Le permissionnaire peut être autorisé, par arrêté du Directeur général des Travaux publics, à disposer du produit de ses recherches, moyennant paiement des taxes prévues à l'article 79.

**28.** Le permis de recherche est valable pour trois ans à compter du jour de sa délivrance.

Il peut être renouvelé une seule fois pour une nouvelle période de trois années, si le permissionnaire justifie de travaux régulièrement poursuivis.

Toute demande de renouvellement donne lieu à la perception d'un droit fixe de 500 francs.

Ce droit est définitivement acquis à l'Etat, à partir de l'enregistrement de la demande, prévu à l'article suivant.

**29.** La demande tendant à obtenir le renouvellement d'un permis de recherche doit, à peine de nullité, être présentée deux mois au moins avant l'expiration du permis initial, et satisfaire aux conditions suivantes :

Elle est établie sur timbre, et accompagnée d'une copie sur papier libre.

A la demande sont annexés :

1° un récépissé constatant le versement dans les caisses du Receveur principal des contributions diverses, à Tunis, du droit fixe de 500 francs prévu par l'article précédent, ou un mandat-poste de même somme au nom de ce Receveur principal ;

2° un plan, à l'échelle 1/1.000e portant indication des travaux exécutés ;

3° un mémoire indiquant l'importance et les résultats des travaux entrepris.

Le tout doit, conformément aux dispositions de l'article 20 ci-dessus, être déposé directement ou envoyé par la poste, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception, au bureau d'enregistrement du service des mines, qui inscrit la demande aux date et heure de sa réception sur le carnet à souche mentionné à l'article 21 et en donne récépissé.

**30.** La demande de renouvellement est instruite par le service des mines, sur l'avis duquel il est statué par un arrêté du Directeur général des Travaux publics.

Si les travaux ont été régulièrement poursuivis, le renouvellement ne peut être refusé.

S'il n'est pas statué dans les délais de validité du permis, celui-ci est prorogé sans autres formalités jusqu'à ce que la décision du Directeur général des Travaux publics soit intervenue.

**31.** Le permis de recherche est indivisible, cessible et transmissible entre vifs ou par décès. Il est réputé meuble.

La cession ou la transmission du permis de recherche doit être notifiée sur timbre par les parties intéressées au chef du service des mines.

Le permis de recherche est annulable à toute époque, sur simple déclaration de renonciation du permissionnaire, par un arrêté du Directeur général des Travaux publics, fixant la date à partir de laquelle de nouveaux droits peuvent être acquis sur les gîtes auxquels il a été renoncé.

**32.** Tous actes concernant le permis de recherche sont soumis aux règles de droit commun qui leur sont respectivement applicables, Ils n'ont d'effet au regard de l'Administration et des tiers que par leur transcription sur un registre tenu à cet effet par le service des mines, à Tunis.

Le service des mines assure la publicité et le rang des actes et conventions présentés à la transcription.

Les écrits authentiques ou sous-seing privé doivent indiquer les nom, prénoms, nationalité, profession et domicile des parties. S'ils sont sous seing privé, les signatures doivent être légalisées ou l'écrit reconnu dans les formes prévues à l'article 343 de la loi foncière du 1er juillet 1885. Ils sont déposés en original ou en expédition, dûment timbrés et enregistrés, au service des mines, à Tunis, et conservés dans ses archives. Il en est délivré récépissé.

La date et l'heure du dépôt sont inscrites, tant sur les documents déposés que sur le récépissé, mentionnées au fur et à mesure des remises sur un registre de dépôts arrêté jour par jour, et rappelées en tête de la transcription.

L'ordre des dépôts détermine le rang des ayants-droit.

Si l'Administration croit devoir refuser la transcription d'un acte présenté à cet effet, le litige est porté devant le Président du Tribunal civil de Tunis, qui statue en référé et en dernier ressort, à la diligence et aux frais de la partie intéressée.

L'inscription, si elle est ordonnée par le Président du tribunal, prend rang du jour et de l'heure de la présentation de l'acte au service des mines.

**33.** La transcription est toujours réputée faite aux risques et périls des requérants sans qu'en aucun cas la responsabilité de l'Administration puisse être considérée comme engagée.

Le service des mines est tenu de délivrer à tous ceux qui le requièrent copie littérale

et globale sur timbre de toutes les transcriptions concernant un permis de recherche et existant à une date donnée, ou certificat qu'il n'en existe aucune. Il n'est pas responsable des erreurs matérielles commises dans l'exécution de ces copies.

Les frais de transcriptions, de copies ou de certificats sont fixés conformément à un tarif arrêté par le Directeur général des Travaux publics. Ils sont supportés par le requérant.

**34.** Le titulaire d'un permis de recherche est tenu de borner le périmètre de son permis à première réquisition de l'Administration ; faute de quoi il peut y être procédé d'office et à ses frais par le service des mines, sans préjudice des pénalités prévues par l'article 105 du présent décret.

Dans le cas de permis limitrophes, le bornage a lieu aux frais communs des permissionnaires interéssés, en leur présence ou eux dûment appelés.

Le bornage est vérifié par le service des mines, qui en dresse procès-verbal.

**35.** Tout arrêté du Directeur général des Travaux publics portant institution, renouvellement ou annulation d'un permis de recherche est publié au *journal officiel tunisien*.

## TITRE III

### Des permis d'exploitation

**36.** Le permis d'exploitation porte sur le même périmètre que le permis de recherche. Il ne peut être accordé que si les travaux du demandeur ont démontré l'existence d'une gîte exploitable.

**37.** Toute demande de permis d'exploitation doit être précédée du versement, dans les caisses du receveur principal des contributions diverses à Tunis, d'un droit fixe en numéraire de 500 francs, au nom du demandeur ou être accompagnée d'un mendat-poste de même somme au nom de ce Receveur principal.

Ce droit est définitivement acquis à l'Etat à partir de l'enregistrement de la demande, prévu à l'article suivant.

**38.** La demande tendant à obtenir un permis d'exploitation doit, à peine de nullité, être présentée et enregistrée conformément aux dispositions de l'article 29, relatif aux demandes de renouvellement de permis de recherche.

**39.** La demande est instruite par le service des mines, qui vérifie si les travaux du demandeur ont démontré l'existence d'un gîte exploitable.

Il est statué par arrêté du Directeur général des Travaux publics.

S'il n'est pas statué dans les délais de validité du permis, celui-ci est prorogé sans autres formalités jusqu'à ce que la décision du Directeur général des Travaux publics soit intervenue.

**40** Le permis d'exploitation est valable pour cinq ans. (1)

Il ne peut être renouvelé, mais il donne droit à l'obtention d'une concession dans les formes prévues au titre IV du présent décret.

**41.** Des arrêtés du Directeur général des Travaux publics, les permissionnaires entendus, peuvent à toute époque prononcer le retrait de tout permis d'exploitation ayant donné lieu à un procès-verbal du service des mines constatant que ledit permis a été délaissé pendant plus d'une année, sans cause reconnue légitime.

**42.** Sont applicables aux permis d'exploitation les dispositions des articles 31 à 35 concernant les permis de recherches.

## TITRE IV

### Des concessions.

**43.** Toute concession doit être entièrement contenue dans le périmètre du permis de recherche ou d'exploitation en vertu duquel elle est demandée.

Elle ne peut porter que sur le groupe de gîtes visé par le permis.

La concession ne peut être accordée que si les travaux du demandeur ont démontré l'existence, dans les limites du périmètre sollicité, d'un gîte exploitable appartenant au groupe visé par le permis.

La concession peut être refusée discrétionnairement pour des motifs d'ordre public.

**44.** La demande d'une concession donne lieu au versement d'un droit fixe en numéraire de 1.000 francs.

Ce droit est définitivement acquis à l'Etat à partir de l'enregistrement de la demande, prévu à l'article 46.

**45.** La demande en concession doit être remise ou adressée au chef du service des mines, et lui parvenir, à peine de nullité, deux mois au moins avant l'expiration du permis de recherche ou d'exploitation en vertu duquel la concession est demandée.

(1) Prorogation pendant la guerre. *D. 13 août 1914, 5 nov. 1915, 10 déc. 1916, 25 fév. 1918, 9 nov.* 1918, *29 déc. 1919.*

Elle est présentée sur timbre et accompagnée d'une copie sur papier libre.

Elle fait connaître :

1° les nom, prénoms, nationalité, profession et domicile du demandeur, ou, s'il s'agit d'une société, sa dénomination et son siège social, ainsi que les nom, prénoms, nationalité et domicile de son représentant dans la Régence ;

2° le permis de recherche ou d'exploitation en vertu duquel la concession est demandée ;

3° les limites du périmètre sollicité.

A la demande sont annexés :

1° deux exemplaires d'un plan de surface au 1/10.000e, orienté au nord vrai, figurant le tracé et le mode de repérage du périmètre demandé par rapport au point fixe qui a servi au repérage du permis de recherche, dont le périmètre doit être également figuré.

Sur ce plan doivent être marqués l'emplacement des gîtes ainsi que tous édifices maisons ou lieux d'habitation, voies de communication, sources et canalisations d'eau situés à l'intérieur dudit périmètre. Le tout est dressé par les soins et aux frais du demandeur ;

2° deux exemplaires d'un plan des travaux souterrains au 1/1.000e, orienté au nord vrai, figurant les voies et chantiers des travaux existants et indiquant les cotes de niveau des points principaux, tels que les orifices des puits ou des galeries, et les points de jonction des galeries avec les puits et des galeries entre elles ;

3° un mémoire donnant l'importance et les résultats des recherches effectuées, déterminant la nature et les caractéristiques du gîte à exploiter ;

4° le récépissé du versement dans les caisses du Receveur principal des contributions diverses, à Tunis, du droit fixe prévu à l'article 44 ou un mandat-poste de même somme au nom de ce receveur principal.

**46.** La demande est enregistrée à la date de son dépôt par le chef du service des mines, qui en délivre récépissé au demandeur (1).

L'enregistrement ne peut être refusé qu'à défaut de production du certificat de versement du droit fixe prévu à l'article 44 ou dans le cas de nullité prévu par le premier alinéa de l'article 45.

S'il n'est pas statué sur la demande dans les délais de validité du permis en vertu duquel elle est présentée, celui-ci est prorogé sans autres formalités jusqu'à ce que la décision du Directeur général des Travaux publics soit intervenue.

(1) Enregistrement des demandes, A. 10 janvier 1914.

**47.** Aussitôt après le dépôt et l'enregistrement de la demande, le service des mines procède à l'examen de sa régularité et à la vérification des plans.

Si la demande n'est pas reconnue régulière en la forme, et si, après une mise en demeure adressée au demandeur, celui-ci ne fournit pas les justifications qui lui sont réclamées, s'il n'apporte pas à ses plans les rectifications nécessaires pour les rendre conformes aux prescriptions du présent titre, dans le délai imparti par la mise en demeure, le Directeur général des Travaux publics, sur avis du service des mines, prononce le rejet motivé de la demande. Ce rejet est notifié au demandeur et inséré au journal officiel tunisien.

**48.** Si la demande est reconnue régulière en la forme, un arrêté du Directeur général des Travaux publics, inséré au journal officiel tunisien, ordonne la mise à l'enquête publique de la demande. Cet arrêté est affiché au siège du Contrôle civil et à la Direction générale des Travaux publics (service des mines).

La durée de l'enquête est de deux mois.

Pendant la durée de l'enquête, toutes oppositions peuvent être formulées par des tiers. Celles de ces oppositions qui portent sur la propriété du permis doivent, à peine de nullité, remplir les deux conditions suivantes :

1° elles doivent être portées devant les tribunaux par exploit d'ajournement signifié au demandeur pendant la durée de l'enquête ;

2° signification par acte extrajudiciaire du dit exploit doit être faite au chef du service des mines avant la fin de l'enquête.

Tous opposants sont tenus, à peine de nullité, de faire élection de domicile en Tunisie et de notifier leurs oppositions au requérant par voie extrajudiciaire.

**49.** S'il y a eu opposition portée devant l'autorité judiciaire, le Directeur général des Travaux publics surseoit à statuer sur la demande jusqu'à ce que les tribunaux se soient prononcés par jugement ou arrêt définitif.

S'il n'y a pas eu d'opposition portée devant l'autorité judiciaire, et si les travaux

du demandeur ont démontré l'existence, dans les limites du périmètre sollicité, d'un gîte exploitable appartenant au groupe visé au permis originaire, le Directeur général des Travaux publics, après la clôture de l'enquête et sur avis du chef de service des mines, institue la concession par arrêté pris sur l'avis conforme du Conseil des Ministres.

Cet arrêté est notifié au demandeur et inséré au journal officiel tunisien.

**50.** L'institution de la concession entraîne de plein droit l'annulation du permis dont elle dérive.

L'acte de concession ne peut préjudicier aux droits antérieurement acquis par des titulaires de permis de recherche, de permis d'exploitation ou de concession portant en tout ou en partie sur les mêmes terrains ou sur le même groupe de gîtes.

Si, après l'institution d'une concession, il est reconnu que son périmètre empiète sur des terrains sur lesquels des droits miniers antérieurs sont en vigueur, la rectification des limites de la concession peut être demandée à toute époque par les intéressés au Directeur général des Travaux publics.

**51.** Toute concession doit être bornée par les soins et aux frais du concessionnaire, dans les six mois de son institution, faute de quoi il peut y être procédé d'office et à ses frais par les soins de l'Administration.

Le bornage est vérifié par le service des mines, qui en dresse procès-verbal.

Les propriétaires du sol sont tenus de supporter, moyennant réparations de tous préjudices, les opérations faites pour le bornage par les agents du concessionnaire ou par ceux de l'Administration.

**52.** Un arrêté du Directeur général des Travaux publics pris sur l'avis conforme du Conseil des Ministres, peut, sur la demande du concessionnaire intéressé et après avis du service des mines, prononcer à toute époque la fusion, en une seule concession, de plusieurs concessions de mines contigües portant sur le même groupe de gîtes et appartenant au même propriétaire.

Cette fusion peut être prononcée par l'acte même qui institue les concessions contigües.

## TITRE V

### De la propriété minière

**53.** La mine concédée constitue une propriété immobilière distincte de celle de la surface.

Elle n'est pas susceptible d'immatriculation.

Elle est soumise, sauf les dérogations résultant du présent titre, aux dispositions de la loi foncière du 1er juillet 1885 concernant les immeubles immatriculés.

**54.** Tous faits ou conventions ayant pour effet d'instituer, transmettre, modifier ou éteindre un droit réel sur la mine, toute amodiation, quelle qu'en soit la durée, tous commandements à fin de saisie immobilière doivent, pour être opposables aux tiers, être constatés par écrit et transcrits par le service des mines, à Tunis, sur un registre à ce destiné.

Le service des mines assure la publicité et le rang des actes et conventions présentés à la transcription.

Un registre spécial est affecté à chaque concession.

La transcription est toujours réputée faite sous réserve de l'approbation du Gouvernement tunisien dans le cas où cette approbation est exigée par le présent décret.

Les écrits authentiques ou sous seing privé doivent indiquer les nom, prénoms, profession et domicile des parties. S'ils sont sous seing privé, les signatures doivent être légalisées ou l'écrit reconnu dans les formes prévues à l'article 343 de la loi foncière du 1er juillet 1885. Ils sont déposés en original ou en expédition, dûment timbrés et enregistrés au service des mines à Tunis, et conservés dans ses archives. Il en est délivré récépissé.

La date et l'heure du dépôt sont inscrites tant sur les documents déposés que sur le récépissé, mentionnées au fur et à mesure des remises sur un registre de dépôt arrêté jour par jour et rappelées en tête de la transcription.

L'ordre des dépôts détermine le rang des ayants-droit.

Si l'Administration croit devoir refuser la transcription d'un acte présenté à cet effet, le litige est porté devant le Président du tribunal civil de Tunis, qui statue en référé et en dernier ressort, à la diligence et aux frais de la partie intéressée.

La transcription, si elle est ordonnée par le Président du tribunal, prend rang du jour et de l'heure de la présentation de l'acte au service des mines.

**55.** Au cas de transcription, sur le registre prévu à l'article précédent, d'un com-

mandement à fin de saisie immobilière, les constitutions ou cessions de droits réels transcrites postérieurement ne sont pas opposables au poursuivant.

**56.** La transcription est toujours réputée faite aux risques et périls des requérants sans qu'en aucun cas la responsabilité de l'Administration puisse être considérée comme engagée.

Le service des mines est tenu de délivrer à tous ceux qui le requièrent copie littérale et globale sur timbre de toutes les transcriptions concernant une mine et existant à une date donnée, ou certificat qu'il n'en existe aucune. Il n'est pas responsable des erreurs matérielles commises dans l'exécution de ces copies.

Les frais de transcriptions, de copies ou de certificats sont fixés conformément à un tarif arrêté par le Directeur général des Travaux publics. Ils sont supportés par le requérant.

**57.** Les bâtiments et machines d'exploitation et tous les immeubles par destination définis par l'article 10 de la loi foncière du 1er juillet 1885, et en général toutes les dépendances de la mine existant à la surface suivent le sort de la mine, à la condition, si la surface est immatriculée, que les actes et conventions désignent spécialement ces dépendances et soient inscrits au livre foncier.

**58.** La propriété d'une concession ne peut être cédée ou transférée par actes entre vifs, ni amodiée en tout ou en partie, qu'en vertu d'une autorisation donnée par arrêté du Directeur général des Travaux publics pris sur l'avis conforme du Conseil des Ministres.

Cette autorisation peut être refusée discrétionnairement dans les mêmes formes pour des motifs d'ordre public.

L'arrêté accordant ou refusant l'autorisation est transcrit par le service des mines sur le registre prévu à l'article 54.

**59.** Le concessionnaire qui veut totalement ou partiellement renoncer à la propriété de la mine en adresse la demande au Directeur général des Travaux publics.

La demande de renonciation doit, à peine de nullité, satisfaire aux conditions suivantes :

Elle est présentée sur timbre et accompagnée d'une copie sur papier libre.

Elle fait connaître la mine à la concession de laquelle il est renoncé, le périmètre sur lequel porte la renonciation, les nom, prénoms, nationalité, profession et domicile du propriétaire actuel requérant.

Si la demande en renonciation ne vise qu'une partie de la concession, il doit être annexé à la demande deux exemplaires d'un plan de surface, à l'échelle de 1/10,000e orienté au nord vrai figurant le tracé du périmètre de la concession et de la partie de ce périmètre à laquelle s'applique la demande de renonciation.

La demande est immédiatement transcrite par le service des mines sur le registre prévu à l'article 54. Il en est délivré récépissé.

**60.** Dans la quinzaine suivant la date de transcription, le concessionnaire signifie sa demande, par acte extrajudiciaire, aux créanciers hypothécaires ou privilégiés.

Les créanciers ont deux mois à partir de cette signification pour poursuivre la vente judiciaire de la mine totale. Faute par eux d'avoir agi dans ce délai, leurs droits de privilège et d'hypothèque sont restreints au périmètre restant, si la renonciation est partielle, ou annulée si elle est totale.

En cas de vente, le prix est distribué judiciairement.

Si le concessionnaire justifie que la vente judiciaire n'a pas été provoquée dans le délai de deux mois des significations, ou qu'elle n'a pas abouti, et qu'il a exécuté les travaux qui lui ont été ordonnés par le Directeur général des Travaux publics pour assurer la sécurité après l'abandon, la renonciation est sanctionnée, sur avis du service des mines, par arrêté du Directeur général des Travaux publics, pris sur l'avis conforme du Conseil des Ministres.

Si la demande de renonciation n'est que partielle, cet arrêté peut toutefois refuser de comprendre dans la réduction de périmètre sollicitée des parties de gîte déjà exploitées.

Jusqu'à ce que la renonciation ait été sanctionnée par arrêté, le concessionnaire reste astreint à toutes les prescriptions du présent décret.

**61.** La mine à la concession de laquelle il a été renoncé fait retour au domaine de l'Etat comme si elle n'avait jamais été concédée.

Les terrains appartenant au concessionnaire et dépendant de la concession, ainsi que toutes les autres dépendances immobilières de la mine à la surface, sont détachés

de la propriété de ladite concession à partir de l'arrêté de renonciation.

Le renonçant ne conserve aucun droit à raison des puits et galeries et généralement de tous travaux et installations faits à l'intérieur.

Il est personnellement responsable pendant cinq ans de tous les dommages qui seraient reconnus provenir de l'exploitation de la mine.

**62.** Lorsque l'exploitation d'une mine concédée est suspendue pendant plus d'une année sans cause reconnue légitime, le concessionnaire, après avoir été entendu, est, par arrêté du Directeur général des Travaux publics pris sur l'avis conforme du Conseil des Ministres, mis en demeure de reprendre les travaux dans un délai qui ne peut excéder six mois.

L'arrêté de mise en demeure est, à la diligence de l'Administration, notifié au concessionnaire ou à son représentant, publié au journal officiel tunisien, et transcrit sur le registre prévu à l'article 54.

**63.** Faute par le concessionnaire de justifier, dans le délai imparti par l'arrêté de mise en demeure, de la reprise de l'exploitation régulière et des moyens de la continuer, la déchéance est prononcée par arrêté du Directeur général des Travaux publics, pris sur l'avis conforme du Conseil des Ministres.

Cet arrêté est, à la diligence de l'Administration, notifié au concessionnaire ou à son représentant, inséré au journal officiel tunisien, et transcrit sur le registre prévu à l'article 54.

Il est procédé à une adjudication publique de la mine.

La mise en adjudication est prononcée par arrêté du Directeur général des Travaux publics dans les douze mois qui suivent la date de l'arrêté de déchéance.

L'avis de la mise en adjudication est publié deux mois au moins à l'avance par la voie des affiches et par tous autres moyens de publicité que l'Administration juge nécessaires.

Cet avis fait connaître les lieux où l'on peut prendre connaissance du dossier de l'adjudication, ainsi que le lieu, le jour et l'heure fixés pour celle-ci.

**64.** Nul n'est admis à concourir à l'adjudication s'il ne justifie de facultés suffisantes pour satisfaire aux conditions imposées par le cahier des charges, s'il n'a versé, un mois à l'avance, dans les caisses du Receveur général des Finances, le cautionnement fixé par ce cahier des charges, et s'il n'est agréé par l'Administration.

Le concessionnaire déchu ne peut, ni prendre part à l'adjudication, ni acheter ultérieurement la mine, et ce, à peine de nullité.

La liste des concurrents est arrêtée par le Directeur général des Travaux publics, sur l'avis conforme du Conseil des Ministres.

L'adjudication a lieu par soumissions cachetées.

Celui des concurrents qui fait l'offre la plus élevée est déclaré concessionnaire, et le prix de l'adjudication, déduction faite des sommes dues à l'Etat ou avancées par lui, appartient au concessionnaire déchu ou aux ayants droit.

La restitution du cautionnement versé est faite, dès la proclamation du résultat de l'adjudication, sous réserve toutefois des oppositions qui auront été pratiquées, aux soumissionnaires non agréés ou non déclarés adjudicataires.

Le cautionnement de l'adjudicataire est retenu en garantie du paiement des redevances futures. Il est définitivement acquis à l'Etat en cas de renonciation ou de déchéance ultérieure.

Le procès-verbal de l'adjudication est notifié à l'Administration, qui établit, au nom de l'adjudicataire, un nouveau titre de concession, et en opère la transcription sur le registre prévu à l'article 54.

**65.** Si, à la suite de l'adjudication, il n'est pas trouvé de preneur, la concession est annulée par arrêté du Directeur général des Travaux publics, et les terrains deviennent libres dans les conditions prévues à l'article 61.

L'arrêté d'annulation est, à la diligence de l'Administration, notifié au concessionnaire déchu ou à son représentant, inséré au journal officiel tunisien, et transcrit sur le registre prévu à l'article 54.

## TITRE VI

### Relations des exploitants de mines entre eux et avec les propriétaires de la surface

**66.** Nul permis de recherche ou d'exploitation, nulle concession de mines ne donne droit d'occuper des terrains pour la recher-

che ou l'exploitation des mines que moyennant le consentement formel du propriétaire du sol, ou, à défaut, en vertu d'une autorisation donnée dans les conditions prévues au présent titre.

Toutefois, le consentement formel du propriétaire du sol reste nécessaire pour l'occupation de tout terrain compris dans des enclos murés.

**67.** Les puits ou galeries ne peuvent être ouverts à une distance inférieure à 50 mètres des maisons d'habitation et des terrains compris dans les enclos murés y attenant, qu'avec le consentement des propriétaires de ces habitations.

**68.** Aucun travail et aucune installation de mine ne peuvent être entrepris sur le domaine public sans une autorisation préalable donnée par arrêté du Directeur général des Travaux publics.

Les recherches et travaux de mine sont interdits sur le domaine public militaire.

Sur le domaine privé militaire, aucun permis de recherche ou d'exploitation, aucune concession minière ne peuvent être délivrés sans une autorisation préalable, soit du Ministre de la Guerre français, soit du Ministre de la Marine français.

L'autorisation visée par les alinéas 1 et 3 du présent article fixe les règles particulières à observer pour la conduite des travaux.

**69.** Les dispositions du titre III du décret du 18 octobre 1906, concernant le domaine militaire, les travaux mixtes et les servitudes militaires, sont applicables aux portions de périmètres de concession qui sont situés dans les zones de servitudes ou de prohibitions.

En particulier les installations minières créées antérieurement à l'époque de l'établissement des servitudes sont régies par l'article 16 du décret précité.

**70.** Le concessionnaire peut moyennant autorisation de l'Administration, obtenir gratuitement le droit d'occuper les terres mortes domaniales dont l'occupation est nécessaire à ses besoins.

L'Etat se réserve le droit d'user, pour ses services publics, de tous les chemins ou sentiers établis par le concessionnaire pour les besoins de son exploitation.

**71.** Sur les terres autres que les terres mortes du domaine, le concessionnaire peut, à défaut de conventions amiables avec les propriétaires du sol, être autorisé, par arrêté du Directeur général des Travaux publics, lesdits propriétaires du sol entendus, à occuper les terrains nécessaires aux recherches et à l'exploitation de la mine, à la préparation mécanique des minerais, à l'établissement des canaux, chemins de fer, routes, transports aériens, transports électriques et travaux d'adduction d'eau nécessaires à la mine, ainsi qu'aux travaux de secours tels que puits ou galeries destinés à faciliter l'aérage et l'écoulement des eaux.

Ces dispositions s'appliquent indistinctement aux terrains situés à l'intérieur et à l'extérieur du périmètre de la concession.

L'arrêté d'autorisation est notifié aux propriétaires par voie extrajudiciaire, à la diligence du concessionnaire de la mine.

Dans tous les cas, le propriétaire du sol a droit à une indemnité qui, à défaut d'entente amiable, est réglée ainsi qu'il suit, et payable d'avance.

Si les travaux entrepris ne sont que temporaires, l'indemnité est règlée à une somme annuelle double de la valeur locative que les terrains occupés avaient au moment de l'occupation.

Si l'occupation dure plus de trois années, ou si après l'exécution des travaux les terrains occupés ne sont plus propres à l'usage auquel ils étaient affectés auparavant leur propriétaire peut exiger l'acquisition du sol par le concessionnaire de la mine. Les parcelles trop endommagées ou dégradées sur une trop grande partie de leur surface doivent être achetées en totalité par le concessionnaire de la mine si le propriétaire du sol l'exige.

Le prix d'achat est dans tous les cas fixé au double de la valeur vénale que les terrains avaient au moment de l'occupation.

Les contestations relatives au montant des indemnités réclamées par les propriétaires du sol sont déférées aux tribunaux. Les jugements rendus sont toujours exécutoires par provision, nonobstant appel, et l'occupation peut avoir lieu dès le paiement ou la consignation de l'indemnité fixée.

Le concessionnaire de la mine peut d'ailleurs demander, par la procédure de l'instance en référé, l'occupation immédiate des terrains visés par l'arrêté d'autorisation, moyennant consignation par lui d'une provision à valoir sur l'indemnité en litige.

Le tribunal peut, s'il y a urgence, ordonner l'exécution provisoire nonobstant appel.

**72.** Le permissionnaire ou concessionnaire est tenu de réparer tout dommage

que ses travaux pourraient occasionner à la propriété superficielle publique ou privée. Il ne doit dans ce cas qu'une indemnité correspondant à la valeur simple du préjudice causé. A défaut d'entente amiable, cette indemnité est fixée par les tribunaux après expertise.

Si des travaux publics ou privés rendent nécessaires dans la mine des suppressions ou des modifications effectives aux installations existantes, le permissionnaire ou concessionnaire a droit à une indemnité correspondant à la valeur simple du préjudice subi par lui, et qui est fixée par les tribunaux après expertise.

**73.** Le chef du service des mines peut enjoindre à tout concessionnaire de mines de laisser un massif de protection pour séparer sa mine de celles qui existent ou pourront exister au voisinage.

Un pareil massif de protection peut être imposé le long de la frontière.

Ce massif ne peut être traversé ou enlevé que sur une autorisation préalable du chef du service des mines.

**74.** En cas de superposition de deux mines, et à défaut d'entente amiable entre leurs concessionnaires, le chef du service des mines fixe, les parties entendues, la manière dont les travaux de ces mines doivent être conduits pour prévenir autant que possible les préjudices réciproques.

**75.** Lorsque les travaux d'exploitation d'une mine occasionnent des dommages matériels à l'exploitation d'une autre mine voisine ou superposée, pour quelque cause que ce soit, dans le cas notamment où des eaux y pénètrent en plus grande quantité que ne le comporte l'écoulement naturel, le concessionnaire doit réparation de ces dommages.

Lorsque au contraire ces mêmes travaux tendent par exemple à évacuer tout ou partie des eaux d'une autre mine par machine ou galerie, il peut y avoir lieu, d'une mine en faveur de l'autre, à une indemnité qui, à défaut d'entente amiable, est réglée par les tribunaux après expertise.

**76.** Dans le cas où il est reconnu nécessaire d'exécuter des travaux ayant pour but, soit de mettre en communication les mines de deux concessions pour l'aérage et l'écoulement des eaux, soit d'ouvrir des voies d'aérage, d'écoulement ou de secours destinées au service de la concession voisine, le concessionnaire est tenu de souffrir l'exécution de ces travaux et d'y participer dans la proportion de son intérêt.

Ces ouvrages sont ordonnés, sur avis du service des mines, par arrêté du Directeur général des travaux publics, le concessionnaire entendu.

En cas d'urgence, les travaux peuvent être entrepris sur la simple réquisition du chef du service des mines.

**77.** Le concessionnaire peut, en cas de nécessité, être autorisé, par arrêté du Directeur général des Travaux publics, à se servir des sentiers, chemins de charroi et chemins de fer établis par un explorateur ou exploitant voisin ou superposé, ou emprunter les voies d'extraction, de ventilation et d'exhaure d'une mine voisine ou superposée, à charge par lui de payer aux ayants droit une indemnité qui, à défaut d'entente amiable, est fixée par les tribunaux après expertise, et de se soumettre aux prescriptions fixées par arrêté du Directeur général des Travaux publics.

**78.** Les dispositions du présent titre sont applicables aux titulaires de permis de recherche et de permis d'exploitation dans les mêmes conditions qu'aux concessionnaires de mines.

## TITRE VII

### Impôts spéciaux aux mines

**79.** Les ventes de minerais provenant des permis de recherche sont assujetties, par tonne de minerai expédiée hors des lieux d'extraction, à une taxe fixée ~~par l'arrêté d'autorisation~~ à 6 % de la valeur des minerais sur les dits lieux (1)

**80.** Tout permis d'exploitation est assujetti annuellement à une taxe fixe de 0 fr.50 par hectare de terrain compris dans le permis à la date du 1er janvier de l'année d'imposition, et, par tonne de minerai expédiée hors des lieux d'extraction, à une taxe fixée à 6 % de la valeur des minerais sur les dits lieux (1)

~~fixée par l'arrêté d'autorisation~~

**81.** Tout concessionnaire est tenu de payer annuellement à l'Etat une taxe fixe et une taxe basée sur le produit net de l'exploitation.

Les deux taxes sont payées en numéraire.

(1) D. 30 Xbre 1925 (J.O. 16 janvier 1926)

"Art.82 - La taxe fixe est
"de un franc par an et par
"hectare de terrain compris
"dans la concession à la da-
"te du 1er Janvier de l'an-
"née d'imposition.
"Cette taxe est fixée à
"cinq francs par an et par
"hectare pour chaque conces-
"sion inactive ou inexploi-
"tée.
"Est réputée inactive
"ou inexploitée toute conces-
"sion pour laquelle les
"dépenses annuelles admises
"pour le calcul du produit
"net, conformément aux dis-
"positions des articles
"84 et 88 ci-après, sont
"inférieures à vingt cinq
"mille frs (25.000)
Art.2- A titre transi-
toire, la taxe annuelle
à l'hectare afférente aux
exploitations inactives
ou inexploitées est fixée
à deux francs en 1925 et
trois francs cinquante
centimes en 1926.

(1 D. 24 Xbre 1925)

Elle est réglée, pour chaque exercice budgétaire, d'après les résultats de l'année précédente.

**84.** La partie proportionnelle de la taxe est fixée à [illegible] % du produit net.

Ne sont pas comprises dans les dépenses pour le calcul du produit net :

les frais généraux, quels qu'ils soient, en dehors de la Tunisie ;

les émoluments des conseils d'administration et des commissaires aux comptes ;

les participations aux bénéfices, les intérêts d'emprunts, d'actions, de mises de fonds ou de capitaux quelconques engagés dans l'entreprise à titre de frais d'acquisition, d'amodiation, de fonds de roulement, ou pour tout autre motif ;

les impôts, contributions et taxes auxquels le concessionnaire peut être assujetti envers l'Etat ou envers les particuliers ;

les commissions de vente, et, en général, toutes les dépenses se rapportant aux opérations commerciales ou financières faites par le concessionnaire et toutes autres dépenses similaires.

Sont comprises dans l'évaluation du produit net toutes les opérations industrielles consécutives et accessoires à l'exploitation ; notamment la préparation mécanique du minerai brut, son lavage, sa calcination, ainsi que toutes opérations et tous traitements s'appliquant à des produits non marchands.

**85.** Des abonnements à la partie proportionnelle de la taxe peuvent être accordés aux concessionnaires de mines.

L'abonnement peut porter, soit sur la somme totale à payer comme partie proportionnelle de la taxe, soit sur la somme à payer à ce titre par tonne qui sera effectivement vendue ou livrée chaque année, en distinguant, s'il y a lieu, les produits par catégorie, d'après leur nature.

L'abonnement ne peut être accordé pour une période de plus de cinq années.

Si plusieurs concessions contigues font l'objet d'une exploitation commune, l'abonnement doit s'appliquer à l'ensemble de ces concessions.

Les demandes d'abonnement sont accompagnées d'une note justificative. Elles sont remises au chef du service des mines avant le 15 avril de la première année pour laquelle elles sont faites. L'abonnement est accordé, s'il y a lieu, sur l'avis du chef de service des mines, par arrêté du Directeur général des Travaux publics et du Directeur général des Finances.

**86.** La partie complémentaire de la taxe visée à l'article 83 s'applique, conformément au barême, ci-dessous, à la partie du produit net excédant 10 % du premier capital d'établissement de la mine, étant entendu que cette application n'est effectuée qu'à partir du moment où la totalisation des produits net, annuels, positifs ou négatifs, depuis l'origine de la concession, a donné une somme égale au premier capital d'établissement.

| POUR LA PARTIE DU PRODUIT NET : | Pendant les 5 premières années de la concession | Pendant les 5 années suivantes | Après 10 ans de concession |
|---|---|---|---|
| Comprise entre 10 et 15 % du 1er capital d'établissement..... | » | » | 5% |
| Comprise entre 15 et 20 % du 1er capital d'établissement..... | » | 5% | 10% |
| Comprise entre 20 et 25 % dn 1er capital d'établissement..... | 5% | 10% | 15% |
| Comprise entre 25 et 30 % du 1er capital d'établissement..... | 10% | 15% | 20% |
| Comprise entre 30 et 35 % dn 1er capital d'établissement..... | 15% | 20% | 25% |
| Comprise entre 35 et 40 % du 1er capital d'établissement..... | 20% | 25% | 25% |
| Excédant 40 % du 1er capital d'établissement. | 25% | 25% | 25% |

Toutefois, les taxes calculées d'après ce barême sont réduites, s'il y a lieu, de façon qu'en aucun cas elles ne puissent être supérieures à 25 % de la partie du produit net excédant 10 % du capital total d'établissement de la mine.

Par premier capital d'établissement, on entend le capital engagé pour la mise en exploitation de la mine, au jour de l'institution de la concession.

Par capital total d'établissement, on entend le capital estimé comme étant celui qui serait nécessaire pour établir la mine avec

(1) D. 30 déc. 1926 (J.O. 19 janvier 1927).

la production de l'année servant de base à l'imposition.

Le premier capital d'établissement est arbitré dans l'arrêté institutif de la concession, après avis du comité prévu à l'article 89 ci-après, et le demandeur en concession entendu.

Le capital d'établissement correspondant normalement à la production d'une tonne de minerai marchand est arbitré forfaitairement, pour chaque région minière et pour chaque nature de mine, par arrêté du Directeur général des Travaux publics, sur avis du comité prévu à l'article 89, et sert seul de base à la détermination du capital total d'établissement de la mine.

Cet arrêté, publié au journal officiel tunisien, est susceptible de recours devant le Conseil des Ministres, si la demande en est faite par pli recommandé adressé au Directeur général des Travaux publics dans le mois suivant la date de sa publication; il est revisé périodiquement.

**87.** Les titulaires de permis d'exploitation et les concessionnaires de mines sont tenus de payer, en dehors des taxes prévues aux articles ci-dessus, une taxe proportionnée à l'extraction et calculée à raison de 5 % de la valeur du minerai de fer franco bord au point de sortie de Tunisie.

Toutefois, la taxe ainsi calculée est réduite, s'il y a lieu de manière que, pour aucune exploitation, elle ne puisse être supérieure à 20% de l'excédent du produit net de la mine sur le produit par 15 francs du nombre de tonnes extraites pendant l'année d'imposition.

La taxe ainsi établie est perçue par provision, en douane, au moment de l'exportation des minerais, à raison d'un droit provisoire par tonne dont le taux, qui ne peut excéder 3 francs, est fixé annuellement et pour chaque exploitation, le permissionnaire ou le concessionnaire entendu par un arrêté commun du Directeur général des Finances et du Directeur général des Travaux Publics pris sur l'avis conforme du Conseil des Ministres et non susceptible de recours.

(D. du 3 mars 1932 - J.O.T. 2 avril

l'année de la liquidation définitive, soit, à défaut d'exportation, restitué à l'ayant droit

S'il y a un moins perçu, l'insuffisance est répétée pour le Trésor par les soins du Directeur général des Finances, en conformité des prescriptions de l'article 92 ci-après.

**88.** Les taxes prévues aux articles 84, 86 et 87 ci-dessus sont liquidées en tenant compte des dépenses réellement effectuées par les concessionnaires pour l'exploitation de leurs mines et des prix de vente des minerais, rectifiés, s'il y a lieu, pour être mis en harmonie avec les cours du commerce.

Les titulaires de permis d'exploitation et les concessionnaires de mines sont tenus de fournir annuellement à cet effet des déclarations contenant tous renseignements et toutes justifications utiles.

Ces délarations, dûment certifiées et signées par les permissionnaires ou concessionnaires, doivent être remises au chef du service des mines, pour chaque exercice, avant le 31 mars de l'année suivante.

Toute exploitation pour laquelle la déclaration n'a pas été fournie dans le délai réglementaire est taxée d'office.

**89.** Les réclamations contre les arrêtés de liquidation des taxes minières doivent être adressées par pli recommandé, avec avis de réception, sous forme de mémoire, dans un délai de deux mois à dater de la notification aux concessionnaires ou permissionnaires des arrêtés dont il s'agit.

Il est statué par arrêté du Directeur général des Travaux publics pris sur l'avis d'un comité composé, sous la présidence d'un délégué du Directeur général, du chef du service des mines, d'un délégué du Directeur général des Finances, et de deux exploitants désignés par le Président du tribunal civil de Tunis.

Le comité demande tous les renseignements utiles aux permissionnaires ou concessionnaires.

Les permissionnaires ou concessionnaires conservent, pendant un mois à dater de la notification de l'arrêté précité, un droit de recours dans les conditions prévues à l'article 101 du présent décret, sans d'ailleurs pouvoir produire de réclamations nouvelles.

**90.** Sont à la charge des permissionnaires ou concessionnaires les dépenses engagées par l'Administration pour travaux exécutés d'office par application du titre VIII.

Ces dépenses sont réglées par arrêtés du Directeur général des Travaux publics.

cune exploitation, elle ne puisse être supérieure à 20 % de l'excédent du produit net de la mine sur le produit par 2 fr. 50 du nombre de tonnes extraites pendant l'année d'imposition.

La taxe ainsi établie est perçue par provision, en douane, au moment de l'exportation des minerais, à raison d'un droit provitoire par tonne dont le taux, qui ne peut excéder 0 fr. 50, est fixé annuellement et pour chaque exploitation, le permissionnaire ou le concessionnaire entendu, par arrêté du Directeur général des Finances et du Directeur général des Travaux publics pris sur l'avis conforme du Conseil des Ministres et non susceptible de secours.

Les perceptions provisoires d'une année sont revisées dans le courant de l'année suivante sur la base indiquée aux deux premiers alinéas du présent article, au moyen de l'arrêté de liquidation définitive pris en conformité des articles 88 et 89 ci-après.

S'il y a un trop perçu, l'excédent est, soit imputé sur les perceptions provisoires de l'année de la liquidation définitive, soit, à défaut d'exportation, restitué à l'ayant droit

S'il y a un moins perçu, l'insuffisance est répétée pour le Trésor par les soins du Directeur général des Finances, en conformité des prescriptions de l'article 92 ci-après.

**88.** Les taxes prévues aux articles 84, 86 et 87 ci-dessus sont liquidées en tenant compte des dépenses réellement effectuées par les concessionnaires pour l'exploitation de leurs mines et des prix de vente des minerais, rectifiés, s'il y a lieu, pour être mis en harmonie avec les cours du commerce.

Les titulaires de permis d'exploitation et les concessionnaires de mines sont tenus de fournir annuellement à cet effet des déclarations contenant tous renseignements et toutes justifications utiles.

Ces délarations, dûment certifiées et signées par les permissionnaires ou concessionnaires, doivent être remises au chef du service des mines, pour chaque exercice, avant le 31 mars de l'année suivante.

Toute exploitation pour laquelle la déclaration n'a pas été fournie dans le délai réglementaire est taxée d'office.

**89.** Les réclamations contre les arrêtés de liquidation des taxes minières doivent être adressées par pli recommandé, avec avis de réception, sous forme de mémoire, dans un délai de deux mois à dater de la notification aux concessionnaires ou permissionnaires des arrêtés dont il s'agit.

Il est statué par arrêté du Directeur général des Travaux publics pris sur l'avis d'un comité composé, sous la présidence d'un délégué du Directeur général, du chef du service des mines, d'un délégué du Directeur général des Finances, et de deux exploitants désignés par le Président du tribunal civil de Tunis.

Le comité demande tous les renseignements utiles aux permissionnaires ou concessionnaires.

Les permissionnaires ou concessionnaires conservent, pendant un mois à dater de la notification de l'arrêté précité, un droit de recours dans les conditions prévues à l'article 101 du présent décret, sans d'ailleurs pouvoir produire de réclamations nouvelles.

**90.** Sont à la charge des permissionnaires ou concessionnaires les dépenses engagées par l'Administration pour travaux exécutés d'office par application du titre VIII.

Ces dépenses sont réglées par arrêtés du Directeur général des Travaux publics.

Les frais de timbre et d'enregistrement des arrêtés pris en exécution du présent décret sont également à la charge des permissionnaires et concessionnaires intéressés.

**91.** Les mutations de propriétés, d'usufruit ou de jouissance, à titre onéreux ou à titre gratuit, entre vifs ou par décès, de permis de recherche et d'exploitation sont, comme les mutations de même nature de concessions de mines, et, nonobstant la qualification résultant des articles 31 et 42 du présent décret, assujetties aux mêmes droits que les mutations d'immeubles à titre onéreux ou à titre gratuit, entre vifs ou par décès, tels qu'ils sont établis par la section première du tarif annexé au décret du 19 avril 1912.

Sont également applicables aux mutations dont il s'agit les prescriptions et les sanctions édictées à l'égard des mutations immobilières par le décret du 19 avril 1912.

Ces mutations sont suffisamment établies, pour la demande et la poursuite des droits d'enregistrement et des amendes, au moyen des actes ou écrits qui sont destinés à les rendre publiques par leur transcription sur les registres spéciaux tenus par le service des mines en conformité des articles 32, 42 et 54 du présent décret.

**92.** Les taxes, compléments de taxes, et, plus généralement, toutes les sommes dues au Trésor par les explorateurs, exploitants ou concessionnaires de mines, par application de dispositions du présent décret, doivent être versées à la caisse du Receveur principal des contributions diverses, à Tunis, ou des receveurs des douanes, suivant les cas, dans les deux mois de la notification aux débiteurs, qui doivent se libérer nonobstant opposition, sauf à se pourvoir en restitution avant l'expiration de ce délai.

**93.** Le privilège général du Trésor sur les biens meubles et immeubles des débiteurs, pour le recouvrement de ses créances de toute nature (1) s'exerce notamment au profit des taxes, et de toutes sommes dues par application du présent décret et des règlements pris pour son exécution, et prend rang immédiatement après celui des frais de justice.

**94.** Les redevances prévues par les contrats de concession antérieurs au présent décret continuent à être perçues dans les formes indiquées par ces contrats ; toutefois, les taxes à percevoir par application du présent décret sont diminuées d'une quotité égale au montant des sommes perçues autitre des contrats antérieurs de concession.

La partie complémentaire de la taxe sur le produit net, stipulée par l'article 86, n'est pas applicable aux concessions instituées antérieurement au présent décret, ni aux concessions en instance avant le 1er novembre 1913.

(1) V. D. 3 octobre 1884, art. 129.

## TITRE VIII

### Surveillance de l'administration sur les mines

**95.** La recherche des mines, leur exploitation et celle de leurs dépendances sont soumises à la surveillance de l'Administration en vue de pourvoir à la sécurité publique, à la conservation de la mine et des mines voisines, des voies publiques et de leurs dépendances, des eaux minérales, des sources alimentant les villes, villages, hameaux et établissements publics, à la sécurité et à l'hygiène des ouvriers (1), à la sécurité des habitants de la surface.

Cette surveillance est exercée, sous l'autorité du Directeur général des Travaux publics, par le chef du service des mines et les agents placés sous ses ordres.

Des arrêtés du Directeur général des Travaux publics en déterminent les conditions. (2)

**96.** A défaut par le permissionnaire ou concessionnaire de se conformer, après mise en demeure, aux mesures à lui prescrites par l'Administration en conformité du présent décret et des arrêtés pris pour son application, ces mesures peuvent être exécutées d'office, à ses frais, par les soins du service des mines.

En cas de péril imminent, les agents du service des mines prennent immédiatement les mesures nécessaires pour faire cesser le danger. Ils peuvent, s'il y a lieu, adresser à cet effet toutes réquisitions utiles aux autorités locales, qui sont tenues de s'y conformer sans délai.

**97.** Aucune indemnité n'est due au permissionnaire ou concessionnaire pour tout préjudice résultant de l'exécution des mesures ordonnées par l'Administration, en conformité du présent décret et des arrêtés pris pour son application.

**98.** Tout travail entrepris en contravention au présent décret ou aux arrêtés pris

(1) Repos hebdomadaire, D. 15 déc. 1919, art. 8.

(2) V. arrêté du 1er janv. 1924 · J.O. 15 mars ·

pour son application peut être interdit par le Directeur général des Travaux publics, sans préjudice des pénalités prévues au titre suivant.

**99.** Tout explorateur ou exploitant de mine doit tenir à jour, sur chaque permis ou mine concédée :

1° un plan des travaux, et, s'il y a lieu, un plan de surface superposable au plan des travaux ;

2° un registre d'avancement des travaux sur lequel sont mentionnés tous les faits importants de l'exploitation ;

3° un registre de contrôle journalier des ouvriers occupés dans les travaux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ;

4° un registre d'extraction, de vente et d'expédition.

Un arrêté du Directeur général des Travaux publics détermine les conditions d'établissement des plans, ainsi que les modèles des registres susvisés.

Les agents du service des mines et tous autres agents de l'Administration à ce autorisés peuvent se faire présenter ces plans et registres à chacune de leurs visites.

Le permissionnaire ou concessionnaire remet chaque année au service des mines la copie du plan des travaux exécutés l'année précédente, et tous les renseignements statistiques relatifs à la nature et aux quantités des produits extraits et au personnel occupé.

Le permissionnaire ou concessionnaire est tenu de fournir aux agents du service des mines les moyens de parcourir tous les travaux accessibles.

Si les plans réglementaires ne sont pas tenus à jour, ils peuvent être levés d'office en vertu d'un arrêté du Directeur général des Travaux publics, aux frais du permissionnaire ou concessionnaire intéressé.

**100.** Le permissionnaire ou concessionnaire est tenu :

1° de ne faire aucune coupe de bois en terrain domanial, aucun captage d'eau à la surface sans une autorisation spéciale de l'Administration et de se conformer aux décrets et règlements sur la matière ;

2° de tenir à la disposition de l'Administration un registre spécial où sont consignés l'origine de tous les bois de provenance tunisienne, la date de la livraison, le nom et le domicile du vendeur ;

3° de prévenir la destruction ou la disparition des objets d'art, ruines et autres antiquités, ainsi que des fossiles d'origine végétale ou animale que ses travaux font découvrir, et de remettre à l'Administration, après l'avoir avisée de leur découverte, ceux de ces objets qu'elle jugerait devoir réclamer.

## TITRE IX

### Juridiction et pénalités

**101.** La juridiction française a seule à connaître :

1° des infractions au présent décret ou aux arrêtés pris pour son exécution ;

2° des contestations auxquelles l'application desdits décrets et arrêtés pourra donner lieu.

Les contestations relatives à la liquidation, à la perception ou à la restitution de toutes taxes ou sommes quelconques dues ou perçues en vertu du présent décret sont instruites et jugées dans les formes de procédure tracées par l'article 32, alinéa 2, du décret du 19 avril 1912.

**102.** Les infractions au présent décret ou aux arrêtés pris pour son exécution sont constatées par les officiers de police judiciaire, les agents du service des mines, et tous autres agents commissionnés à cet effet.

Les procès-verbaux dressés en exécution du présent article font foi jusqu'à preuve du contraire. Ils ne sont pas sujets à l'affirmation. Ils doivent être enregistrés en débet dans les trente jours de leur date, à peine de nullité.

Les procès-verbaux dressés par les agents du service des mines sont transmis au Parquet par le chef de ce service avec son avis.

**103.** Sont punis d'une amende de 16 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui détruisent, déplacent ou modifient d'une manière illicite des bornes indicatrices de périmètres de permis ou de concessions ; l'amende ne se confondra pas avec le remboursement des frais et dépenses faits pour la réparation et le remplacement des bornes, qui peut être ordonné par le tribunal.

**104.** Sont punis d'une amende de 16 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° ceux qui se livrent d'une manière illicite à l'exploitation de substances minérales concessibles ;

2° les permissionnaires et concessionnaires qui ne tiennent pas leurs registres d'extraction, de vente et d'expédition d'une manière régulière, ou qui refusent de les produire aux agents qualifiés de l'Administration.

**105.** Toutes infractions aux dispositions du présent décret ou aux arrêtés pris pour son exécution, autres que celles qui sont prévues par les articles ci-dessus, sont punies d'une amende de 16 à 100 francs.

**106.** Tout individu qui, ayant été condamné pour l'une des infractions prévues par les articles ci-dessus, a commis à nouveau la même infraction dans un délai de douze mois, à compter du jour où la condamnation est devenue définitive, est condamné au maximum des peines d'emprisonnement et d'amende, et ces peines peuvent être portées jusqu'au double.

**107.** Dans tous les cas, les tribunaux peuvent prononcer la fermeture des travaux ou exploitations illicites.

**108.** L'article 438 du Code pénal français est applicable à quiconque s'oppose par des voies de fait à l'exécution des travaux d'office ordonnés par l'Administration en exécution du présent décret.

**109.** L'article 463 du Code pénal français est applicable aux condamnations prévues par le présent décret.

**110.** Les personnes qui ont été condamnées à la peine d'emprisonnement pour l'une quelconque des infractions prévues au présent décret ne peuvent obtenir ni permis de recherche ou d'exploitation, ni concession de mine avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour où la condamnation est devenue définitive.

## TITRE X

### Dispositions transitoires

**111.** Les titulaires de permis de recherche ou d'exploitation délivrés antérieurement au présent décret bénéficient de l'extension quant aux substances dans les conditions prévues à l'article 112 ci-après.

**112.** Les permis de recherche délivrés antérieurement restent, en ce qui concerne les droits qu'ils confèrent, soumis aux dispositions précédemment en vigueur. Toutefois, à leur expiration, ils ne peuvent être renouvelés ; mais leurs titulaires ont priorité pour obtenir des permis de recherche ou d'exploitation ou des concessions dans les conditions du présent décret, pour tout ou partie des périmètres qu'ils détiennent, et pour les groupes de gîtes auxquels appartiennent les substances visées dans ces permis, s'ils en font la demande avant leur expiration.

L'extension des droits du permissionnaire aux autres substances du même groupe non visées par le permis antérieur reste toutefois subordonnée aux conditions spécifiées par l'article 113, alinéa 3, ci-après.

Les dispositions du présent article sont applicables aux permis d'exploitation délivrés antérieurement au présent décret, et dont la durée est limitée à cinq ans à dater de la mise en vigueur dudit décret.

**113.** Toutes les concessions de mines accordées antérieurement sont soumises aux dispositions du présent décret.

Elles sont étendues à tout le groupe de gîtes auquel appartiennent la ou les substances visées au titre de concession.

Toutefois, cette extension des droits du concessionnaire n'a lieu qu'autant qu'elle n'amène pas la superposition de concessions ou de permis pour le même groupe en faveur de personnnes différentes.

**114.** Les droits réels sur les mines constitués antérieurement au présent décret priment tous les autres à la condition que les actes qui les ont créés soient transcrits sur le registre prévu à l'article 54 dans le délai de deux ans à dater de la promulgation du présent décret.

Le rang de ces droits antérieurs est déterminé, non par l'ordre des transcriptions, mais par la priorité des titres, conformément au droit commun.

## TITRE XI

### Dispositions finales

**115.** Le présent décret entrera en vigueur le 1er janvier 1914.

La taxe établie sur les minerais de fer par l'article 87 est, notamment, applicable dès le 1er janvier 1914, sauf en ce qui concerne les minerais existant à cette date sur le carreau de la mine ou sur les quais d'embarquement et qui, après inventaire contradictoire entre les exploitants et le service des mines, pourront être exportés sans paiement de cette taxe.

**116.** Le Directeur général des Travaux publics prend les arrêtés nécessaires à l'exécution du présent décret.

Ces arrêtés sont publiés au journal officiel tunisien. (1)

(1) arrêté du 1er janvier 1914 (J. O. 15 mars).

**117.** Sont abrogés le décret du 10 mai 1893 sur les mines et le règlement du 21 mai 1906 approuvé par décret du 26 mai suivant, ainsi que toutes autres dispositions contraires à celles du présent décret.

---

## 29 décembre 1913

DÉCRET *relatif à l'enregistrement des actes soumis à l'approbation beylicale ou administrative.*

(J. O. 14 JANVIER 1914, 32)

ART. **1.** Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28 du décret du 19 avril 1912, aucun acte, même qualifié d'acte de commerce, ne peut être soumis à notre approbation ou à celle de nos fonctionnaires délégués pour cette formalité, si les parties intéressées n'ont préalablement acquitté au bureau de l'enregistrement, sauf les cas d'exemption prévus par la loi, les droits proportionnels auxquels cet acte devient sujet du seul fait de la procédure d'approbation d'après sa nature et ses dispositions.

**2.** S'il s'agit d'une convention verbale ou prétendue verbale l'impôt sera perçu d'après une déclaration estimative des parties certifiée et signée par elles et soumise au contrôle de notre Direction générale des Finances.

**3.** Les droits perçus sur les actes et conventions qui n'auront pas été approuvés seront restitués, pourvu que la demande en ait été formulée dans le délai de trois ans prévu à l'article 37 du décret du 19 avril 1912.

---

## 3 janvier 1914

DÉCRET *modifiant celui du 9 décembre* 1909 *sur la durée de l'exercice financier de la Djemaïa des habous.*

(J. O. 10 JANVIER 1914, 21)

ART. UNIQUE. Le décret du 9 décembre 1909 est modifié ainsi que suit :

*Article premier.* — .....

.....

« Seront seuls considérés comme appar-
« tenant à l'exercice les droits acquis et les
« services faits dans la période du 1er jan-
« vier au 31 décembre, y compris le produit
« des ventes d'olives de la récolte de l'an-
« née qui seront effectuées pendant les trois
« premiers mois de l'année suivante ».

*Art.* 2. — .....

.....

« 3° Jusqu'au 30 avril, pour compléter
« les opérations relatives à l'admission en
« non-valeur des produits, à leur recouvre-
« ment sur les débiteurs et au paiement des
« dépenses ».

---

## 10 janvier 1914

ARRÊTÉ *du Directeur général des Travaux publics relatif à l'enregistrement des demandes de permis de recherches ou d'exploitation et de concessions minières.*

(J. O. 24 JANVIER 1914, 87)

ART. **1.** Le bureau d'enregistrement des demandes de permis de recherches, permis d'exploitation et concessions, est ouvert au public de 8 heures à 11 heures du matin et de 3 heures à 5 heures du soir, les dimanches et jours fériés exceptés, sauf pendant la période estivale, du 16 juin au 30 septembre où la séance du soir est supprimée.

Les jours fériés sont : le 1er janvier de l'année grégorienne, le lundi de Pâques, le lundi de la Pentecôte, l'Ascension, le 14 juillet, le 15 août (Assomption), les 1er et 2 novembre, le 25 décembre (Noël), les lundi et mardi gras, le jeudi saint, les jours de l'Aïd el Kebïr, l'Aïd Srir, du Mouled et du Ras el Am.

**2.** La notification de la cession ou de la transmission d'un permis de recherches ou d'exploitation, prévue aux articles 31 et 42 du décret du 29 décembre 1913, est adressée à l'Ingénieur, chef du service des mines, sur timbre, suivant la formule annexée au présent arrêté :

1° par le permissionnaire et revêtue de de l'acceptation du cessionnaire, s'il s'agit d'un transfert amiable entre vifs ;

2° par le cessionnaire, si celui-ci agit en vertu d'un jugement définitif l'autorisant à requérir le transfert.

Dans tous les cas, la notification fait connaître : les nom, prénoms, nationalité, profession, domicile réel dans la Régence du cessionnaire, ou, à défaut, le domicile élu par lui ou son représentant.

Si les signataires de la notification ne sont que des mandataires ou représentants des parties cédante ou cessionnaire, la notification devra être accompagnée de pouvoirs réguliers dûment légalisés.

Cette notification doit mentionner la date et le numéro du récépissé constatant le dépôt, prévu à l'article 32 du décret du 29 décembre 1913, de l'acte de cession ou de transmission du permis.

Aucune cession ou transmission n'est considérée comme valable par l'Administration, nonobstant la transcription prévue à l'article 32, que si elle a été notifiée au service des mines dans les formes ci-dessus indiquées.

Les dispositions du présent article sont applicables aux demandes tendant à obtenir l'autorisation de céder, transférer, amodier en tout ou en partie une concession, suivant les dispositions de l'article 58 du décret du 29 décembre 1913.

**3.** La transcription des actes sur les registres prévus aux articles 32 et 54 du décret précité donne lieu à la perception au profit du Trésor d'un droit de 1 fr. 20 par rôle de 30 lignes à la page et 15 syllabes à la ligne. Tout rôle commencé est compté pour un rôle entier.

**4.** Les demandes tendant à obtenir, soit copie littérale et globale des transcriptions concernant un permis ou une concession, soit certificat qu'il n'en existe aucune, par application des dispositions des articles 33 et 56 du décret du 29 décembre 1913, sont établies sur timbre.

La délivrance des dites copies, indépendamment des frais de timbre, donne lieu à la perception du droit prévu à l'article 3 ; le demandeur a la faculté de collationner lui-même, sur place, les copies avec les originaux des actes déposés, le service des mines n'étant pas responsable des erreurs matérielles commises dans l'exécution de ces copies.

Le certificat négatif d'inscription donne lieu, indépendamment des frais de timbre, à la perception d'un droit fixe de 1 fr. 20.

**5.** Les actes à transcrire, les demandes relatives à la délivrance de copies de transcription, ou de certificats qu'il n'en existe aucune, sont déposés au bureau d'enregistrement du service des mines à Tunis.

Le montant des droits à payer, calculé provisoirement par le chef du service des mines ou par son délégué, est consigné par avance entre les mains de l'agent désigné à cet effet, qui en délivre récépissé.

Ces droits sont ensuite versés à la caisse du receveur principal des contributions diverses par le chef du service des mines.

**6.** Les effets du présent arrêté remonteront au 1er janvier 1914.

---

## 12 janvier 1914

DÉCRET *modifiant ceux des* 12 *mai* 1906 *et* 15 *mars* 1909 *sur la comptabilité publique et sur les retenues destinées aux institutions de retraite.*

(J. O. 24 JANVIER 1914, 79)

Vu le décret du 12 mai 1906 sur la comptabilité générale de l'Etat, et celui du 15 mars 1909 sur les retenues à destination de la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens et des autres institutions de retraites ;

ART. 1. Les articles 2 et 3 du décret du 15 mars 1909 sur la comptabilité des retenues destinées aux institutions de retraites, sont remplacés par les dispositions des articles 2 à 8 suivants.

**2.** Les ordonnances et mandats de paiement et, en général, tous les titres, quelle que soit leur dénomination, émis par les ordonnateurs de l'Etat, en paiement de traitements ou d'émoluments sujets aux retenues dont il est ci-après question, ne peuvent être visés par le Receveur général des Finances que s'ils présentent le décompte des retenues que le titulaire doit subir sur son traitement au profit des institutions de retraites ou d'assistance auxquelles il appartient (pensions civiles françaises, caisse nationale des retraites pour la vieillesse, caisse des invalides de la Marine, institut national des orphelinats et maisons de retraite des serviteurs de l'Etat, caisse de prévoyance algérienne, société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens, etc.).

Si le titulaire de l'ordonnance ou mandat de paiement n'appartient à aucune institution de retraite, l'ordonnateur en indique les motifs sur l'ordonnance ou mandat.

Pour le décompte des retenues, l'ordonnateur distingue, s'il y a lieu, les diverses catégories de retenues (retenue proportionnelle, retenue du premier douzième d'augmentation ou d'avancement, retenue disciplinaire ou pour congé, etc.).

La différence entre le montant brut et le total des retenues décomptées ainsi qu'il vient d'être dit forme le montant net à payer.

Demeurent expressément réservés, à l'encontre des agents, les droits éventuels des institutions bénéficiaires, à raison soit des retenues qui peuvent leur rester dues pour la période antérieure à ce jour, soit des in

suffisances commises dans la liquidation des retenues.

**3.** Les ordonnances et mandats de paiement de traitements ou émoluments sujets à retenues sont émis pour leur montant brut qu'ils font ressortir distinctement en chiffres et en lettres.Le montant net à payer est indiqué, mais en chiffre seulement, et d'une manière très apparente, tant dans le corps que dans l'angle gauche de la formule de l'ordonnance ou mandat.

**4.** Pour faciliter la procédure tracée par les articles précédents, les bordereaux d'émission de mandats de traitements ou d'émoluments sujets ou non à retenues pour pensions, ne doivent jamais comprendre de paiements de dépenses de matériel.

D'autre part, les ordonnances et mandats de paiement de traitements doivent être groupés dans autant de bordereaux d'émission distincts qu'il y a de budgets ou d'institutions de retraite bénéficiaires des retenues. Ces derniers bordereaux font ressortir dans des colonnes distinctes, d'après les ordonnances et mandats de paiement qui y sont énumérés, les indications du montant brut des diverses retenues et du montant net.

**5.** Au moment même du visa pour paiement des ordonnances et mandats de paiement des traitements et émoluments sujets à retenues, le Receveur général des Finances se charge en recette pour le compte respectif des institutions de retraite bénéficiaires du montant global des retenues décomptées au bordereau d'émission. Simultanément, il fait dépense à titre d'avance de trésorerie, sous un titre spécial, d'une somme égale. Il applique à due concurrence les recettes d'ordre prévues à l'article 7 ci-après à la régularisation de ses avances de l'espèce. Si, en fin d'exercice, il reste un reliquat d'avance à régulariser du chef d'ordonnances ou mandats de paiement non touchés et dont le paiement ne peut plus avoir lieu que par la procédure des dépenses des exercices clos, il y est pourvu par la voie exceptionnelle de réordonnancement des retenues au nom du Receveur général des Finances et du net seulement au nom du créancier.

**6.** Le visa pour le paiement des ordonnances et mandats de paiement est assigné pour leur montant net par le Receveur général des Finances sur les caisses des comptables autorisés à payer pour son compte les dépenses publiques de la Régence.

Dans leurs bordereaux nominatifs de versements à la Recette générale des Finances des ordonnances et mandats de paiement payés pour elle, les comptables ne comprennent ces ordonnances et mandats de paiement que pour leur montant net.

**7.** Au reçu des bordereaux de versement des comptables qui ont payé pour son compte et après acceptation des acquits de paiements qui y sont énumérés, ou au moment même du paiement lorsqu'il est effectué à sa caisse, le Receveur général des Finances fait dépense des ordonnances et mandats de paiement pour leur montant net dans ses écritures de caisse ; mais, dans ses bordereaux détaillés de paiement destinés à la Cour des comptes française, il fait dépense des acquits pour leur montant brut, tire hors ligne dans deux colonnes consacrées, l'une à l'ensemble des institutions française et algérienne, l'autre à la Société de prévoyance tunisienne, les diverses retenues décomptées par l'ordonnateur sur les ordonnances et mandats de paiement, fait ressortir le net, et, le dernier jour de chaque mois, totalise les retenues sur ses bordereaux détaillés et ses bordereaux récapitulatifs, en fait dépense et s'en charge simultanément en recette à titre de régularisation des avances de trésorerie qu'il a effectuées conformément à l'article 5 ci-dessus. Il justifie de son encaissement par la production, à l'appui de son bordereau récapitulatif, du récépissé à souche de sa recette. Le compte de fin d'exercice fait ressortir les mêmes indications que les bordereaux détaillés et le bordereau récapitulatif : il est appuyé en outre d'un certificat du représentant des institutions de retraites bénéficiaires attestant qu'il leur a été fait compte de la part respective leur revenant dans les encaissements de l'espèce.

**8.** En ce qui concerne les traitements payables sur les budgets des communes et des établissements publics d'Etat, et sur les fonds de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens, les régles édictées aux articles ci-dessus sont applicables sous réserve des modifications ci-après.

Les receveurs font dépense des mandats de paiement pour leur montant net sur leur livre-journal et leur livre de détail ; mais, dans leurs bordereaux détaillés des dépenses, ils font dépense des acquits pour leur montant *brut*, tirent hors ligne dans deux colonnes séparées, comme il est dit

à l'article 7, les diverses retenues liquidées sur les mandats de paiement, font ressortir le *net*, et, le dernier jour de chaque mois, totalisent ces retenues sur les bordereaux détaillés et les inventaires, en font dépense au même titre que du *net*, et s'en chargent simultanément en recette sous un article spécial de leurs opérations hors budget. Ils justifient leur recette par la production, à l'appui de leur bordereau détaillé, du récépissé à souche de cette recette.

Dans les cinq premiers jours du mois suivant, lesdits receveurs versent ces retenues contre récépissé à la caisse du Receveur général des Finances qui en fait recette à destination des diverses institutions de retraites. Ils joignent à cet effet à leur versement un décompte nominatif indiquant, en regard des noms des agents, la nature des retenues, leur montant, et les bases sur lesquelles elles ont été liquidées respectivement pour chaque agent. Ils font dépense de leur versement aux services hors budget et la justifient par le récépissé à souche du Receveur général.

Si, en fin d'exercice, il reste des mandats de paiement non touchés et tombés en exercice clos, il est procédé exceptionnellement au réordonnancement des retenues au nom du Receveur des Finances et du net seulement au nom du créancier de la commune ou de l'établissement.

**9.** Les mots « *sur le même exercice* » et ceux « *à moins d'autorisation contraire du Conseil des ministres et chefs de service* » sont ajoutés à la disposition suivante de l'article 36 du décret du 12 mai 1906 :

« Un même régisseur ne peut détenir,
« au titre de plusieurs régies comptables,
« *et sur le même exercice*, un total d'avan-
« ces cumulées et non justifiées supérieur
« à trente-cinq mille francs, *à moins d'au-*
« *torisation contraire du Conseil des minis-*
« *tres et chefs de service* ».

Les dispositions suivantes sont ajoutées au même article 36 :

« Des avances peuvent être faites aux
« corps de troupes de l'armée française et
« tunisienne sur les fonds du remplace-
« ment administratif tunisien, pour les
« besoins des engagements et rengagements
« à destination de ces corps, dans les
« limites et conditions fixées par le Conseil
« des ministres et chefs de service. Ces avan-
« ces doivent être justifiées dans le cours
« du trimestre qui suit celui où elles ont
« été faites. Un délai supplémentaire peut
« être néanmoins accordé aux corps de
« troupes dans des cas exceptionnels par
« décision du Conseil des ministres et chefs
« de service dont une ampliation est pro-
« duite à la Recette générale des Finances
« et rapportée par elle à l'appui du borde-
« reau justificatif de l'avance.

« Les ordonnateurs doivent produire à
« la fin de chaque mois au Directeur géné-
« ral des Finances, à destination du Con-
« seil des ministres et chefs de service, un
« relevé certifié par eux sous leur responsa-
« bilité des avances en régie qu'ils ont au-
« torisées et dont la justification d'emploi
« aurait dû être et n'a pas encore été, à la
« date du relevé, fournie à la Recette géné-
« rale des Finances. Ils font connaître les
« motifs qui s'opposent à cette justifica-
« tion et présentent leurs propositions. Le
« Conseil statue, le Directeur général des
« Finances entendu ».

**10.** L'alinéa suivant est ajouté à l'article 42 du décret du 12 mai 1906 :

« Le solde du prix des marchés de tra-
« vaux ou fournitures ne peut être manda-
« té qu'au vu d'un reçu du receveur de
« l'enregistrement constatant l'acquittement
« intégral des droits d'enregistrement sur
« l'excédent du montant cumulé des acomp-
« tes antérieurs déjà mandatés et du sol-
« de précité, par rapport à la somme sur
« laquelle les droits ont été provisoirement
« assis.

« Indépendamment des pièces justifica-
« tives produites au soutien de ses dépen-
« ses, le Receveur général des Finances
« doit fournir les tableaux sommaires de
« situation des paiements faits sur les tra-
« vaux payables par acomptes en deux ou
« plusieurs années ».

**11.** Le dernier alinéa de l'article 46 du décret du 12 mai 1906 est modifié ainsi qu'il suit :

« Pour toutes les dépenses du budget, si
« la partie prenante a constitué un manda-
« taire, si elle a délégué ses droits, ou si elle
« est décédée, le paiement ne peut être ef-
« fectué qu'aux ayants-droit désignés sur
« l'ordonnance ou mandat par le Receveur
« général des Finances sous sa responsabi-
« lité, au vu des procurations, actes d'hé-
« rédité, ou actes de la procédure qu'il lui
« appartient de se faire fournir d'après les
« règles de droit commun admises par la
« législation tunisienne ou celle du pays
« où ils ont été dressés et qu'il doit produi-

« re à l'appui des acquits donnés sur les or-
« donnances ou mandats de paiement.

« Le Receveur général doit aussi, en ce
« qui concerne les ordonnances et mandats
« émis au profit de sociétés et syndicats,
« lorsqu'ils excèdent cinq cents francs,
« rapporter à l'appui des acquits des repré-
« sentants de ces sociétés et syndicats, les
« pièces établissant les droits de ces repré-
« sentants à donner bonne et valable quit-
« tance ».

**12.** L'article 79 du décret du 12 mai 1906 est complété par la disposition suivante :

« Au soutien des recettes de trésorerie
« prévues au présent article, le Receveur
« général des Finances doit fournir les re-
« levés détaillés des récépissés qu'il a dé-
« livrés ».

**13.** La disposition suivante est ajoutée à l'article 70 du décret du 12 mai 1906 :

« Les comptables qui sont justiciables
« de la Cour française des comptes aux ter-
« mes de l'article 108 ci-après, établissent
« leur compte des opérations complémen-
« taires de l'exercice dans le même docu-
« ment que le compte des opérations des
« douze premiers mois de manière à présen-
« ter des résultats à comparer avec ceux
« du compte d'exercice mentionné à l'arti-
« cle 60 ci-dessus ».

**14.** Les articles 97 et 98 du décret du 12 mai 1906 sont remplacés par les dispositions qui suivent :

*Article* 97. « La gestion embrasse l'en-
« semble des actes d'un comptable, soit
« pendant l'année, soit pendant la durée
« de ses fonctions ; elle comprend en mê-
« me temps que les opérations qui se ré-
« glent par exercice, celles qui s'effectuent
« par des services de Trésorerie ou par des
« services spéciaux.

« Les comptes sont rendus par gestion,
« avec la distinction, pour les opérations
« budgétaires, des exercices auxquels ces
« opérations se rattachent.

« Ils présentent :

« 1° la situation des comptables au com-
« mencement de la gestion ;

« 2° les recettes et les dépenses de tou-
« te nature effectuées dans le cours de cet-
« te gestion ;

« 3° la situation des comptables à la fin
« de la gestion, avec l'indication des va-
« leurs en caisse et en portefeuille compo-
« sant leur reliquat.

« Lorsque les comptes de gestion sont
« présentés en plusieurs parties la dernière
« doit résumer l'ensemble de la gestion ».

*Article* 98. « Chaque comptable n'est
« responsable que de sa gestion personnel-
« le.

« En cas de mutation, le compte de l'an-
« née est divisé suivant la durée de la ges-
« tion des différents titulaires et chacun
« d'eux rend séparément le compte des opé-
« rations qui le concernent.

« Toutefois, le receveur des contribu-
« tions diverses et des douanes qui dresse
« le compte de l'année, présente les résul-
« tats de la gestion de ses prédécesseurs
« en même temps que ceux de sa gestion
« propre, en indiquant les diverses gestions
« successives et en rapportant les comptes
« de clerc-à-maître rendus en cas de muta-
« tion par le comptable sortant au compta-
« ble entrant ; ces comptes de clerc-à-maî-
« tre doivent être présentés dans la forme
« indiquée ci-dessus à l'article 97 ».

**15.** Notre Directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur à partir de l'exercice 1914 inclusivement.

---

## 12 janvier 1914

DÉCRET *francais modifiant la composition du tribunal civil de Sousse.*

(J. O. 21 FÉVRIER 1914, 197)

ART. 1. Le paragraphe 1er de l'article 3 du décret du 1er décembre 1887, modifié par l'article 1er du décret du 21 janvier 1890 et par l'article 1er du décret du 20 juin 1908, est remplacé par la disposition suivante :

« Le tribunal de première instance de
« Sousse est composé : d'un président, de
« trois juges titulaires, de deux juges sup-
« pléants, d'un procureur de la République,
« d'un substitut, d'un greffier et d'un com-
« mis-greffier ».

---

## 13 janvier 1914

DÉCRET *modifiant celui du 14 février 1904 relatif à l'importation et l'exportation des animaux.*

(J. O. 14 JANVIER 1914, 33)

ART. 1. Le premier paragraphe de l'article 4 du décret susvisé du 14 février 1904 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les importations par mer de viandes
« fraîches des espèces bovine et porcine
« doivent présenter des animaux complets,
« soit entiers, soit par moitiés ou par quar-

« tiers suivant les usages de la boucherie, « les différents morceaux doivent se juxtaposer exactement entre eux. Les pa« rois internes de la poitrine et de l'abdo« men doivent, en outre, ne porter aucune « trace de raclage.

« Toutefois, peuvent être admis à l'état « de pièces isolées :

« A. — pour l'espèce bovine :

« 1° les filets et les aloyaux ;

« 2° les globes et les culottes qui ne de« vront porter aucune trace d'épluchage et « pourront être présentés soit isolément, « soit adhérents entre eux ;

« 3° les langues, qui ne devront porter « également aucune trace d'épluchage et « seront présentées avec les parois pha« ryngiennes, les ganglions rétro-pharyn« giens et sous-glossiens adhérant naturel« lement, ainsi, que le larynx et un tiers « environ de la trachée ;

« 4° les rognons et les cervelles ;

« 5° les ris de veau.

« B. — pour les espèces ovine et porci« ne : les rognons et les cervelles ».

**2.** L'article 4 du décret du 14 février 1904 est complété, *in fine*, ainsi qu'il suit :

« Les viandes frigorifiées ou congelées « ne peuvent être mises en vente et ven« dues que revêtues d'une étiquette por« tant la mention « viande frigorifiée » « ou « viande congelée ».

---

## 13 janvier 1914

DÉCRET *relatif à la création de lignes téléphoniques rurales communes.*

(J. O. 17 JANVIER 1914, 44)

Vu le décret du 24 décembre 1911 fixant la réglementation téléphonique ;

Vu le décret du 27 mai 1912 réglementant le mode d'approbation des actes de gestion et d'aliénation des biens, droits et créances de l'Etat et des établissements publics de l'Etat ;

Vu les décrets des 29 mars 1911 et 4 avril 1913 relatifs à la comptabilité des avances pour construction de lignes et réseaux téléphoniques ;

Considérant qu'il y a lieu de faciliter l'échange des communications téléphoniques en dehors des villes ou agglomérations et de favoriser le développement des lignes téléphoniques dans les régions rurales ;

ART. **1.** Indépendamment des postes téléphoniques principaux desservis par une ligne individuelle, prévus à l'article 5 du décret du 24 décembre 1911, il est créé une catégorie de postes téléphoniques ruraux, desservis par des lignes communes à plusieurs abonnements dont les frais d'établissement et d'entretien sont supportés collectivement par les abonnés ainsi groupés.

**2.** Lorsque le nombre des abonnés n'est pas suffisant au début pour que la part contributive à demander aux premiers adhérents couvre les dépenses d'établissement de la ligne commune, notre Directeur général des Finances peut avancer, dans les conditions prévues par les décrets susvisés des 29 mars 1911 et 4 avril 1913 (1) sur les disponibilités du Trésor tunisien, la différence entre le montant des contributions à verser par ces abonnés et celui de la dépense d'installation au tarif prévu par l'article 24 du décret précité du 24 décembre 1911 (2). Les sommes ainsi avancées sont remboursables par les produits d'exploitation de la ligne et par les contributions à réclamer aux abonnés demandant ultérieurement à entrer dans le groupement.

**3.** Les créations de lignes communes sont autorisées par arrêtés de notre Directeur de l'Office postal et de notre Directeur général des Finances, visés par le Résident général.

L'arrêté spécial à chaque installation, fixe les modalités de l'abonnement, les droits et obligations qu'il confère aux concessionnaires, la forme des engagements, les conditions de transformation, cession, résiliation, le nombre des abonnés à grouper sur une même ligne, la détermination du tracé, le calcul des distances, le montant des parts contributives à la charge de chaque abonné, les règles d'exploitation, de contrôle et, en général, tous les cas non explicitement prévus au présent décret.

---

## 14 janvier 1914

DÉCRET *sur l'organisation des communes.*

(J. O. 1er AVRIL 1914, 345)

ART. **1.** Les communes sont formées par décrets rendus sur le rapport de notre Premier Ministre.

**2.** Le conseil municipal se compose d'un président, d'un ou plusieurs vice-présidents, de conseillers nommés par décrets. Des adjoints aux vice-présidents peuvent

(1) Texte rétabli en note sous le décret du 4 avril 1913.

(2) L'art. 24 du D. 24 déc. 1911 est modifié par D. 20 mars 1920.

être désignés parmi les conseillers : leurs attributions sont définies dans le décret qui les nomme. Les conseillers municipaux sont nommés pour trois ans.

Les conseillers sont remplacés par tiers chaque année.

Au cours de la prochaine session, un tirage au sort déterminera l'ordre de sortie des deux premières séries, sauf à Tunis.(1)

**3.** Le conseil municipal ne peut être dissous que par décret. S'il y a urgence, il peut être suspendu par arrêté de notre Premier Ministre. En cas de dissolution d'un conseil municipal ou de démission de tous ses membres en exercice et lorsqu'aucun conseil municipal ne peut être constitué, une commission administrative est nommée par un décret qui définit ses attributions.

**Fonctionnement des conseils municipaux**

*Publicité des séances des conseils municipaux.*

**4.** Les séances des conseils municipaux sont publiques. Le président du conseil municipal aura le droit de faire expulser de l'auditoire et même de faire arrêter tout individu dont la présence serait une cause de trouble, et de faire dresser procès-verbal en cas de crime ou de délit.

Afin d'assurer le bon ordre et la liberté des délibérations, le président aura le soin de prendre les dispositions nécessaires pour que la partie de la salle destinée au public soit séparée de l'enceinte réservée au conseil.

Le comité secret, lorsqu'il est demandé, soit par le président, soit par trois membres au moins du conseil municipal, doit être mis aux voix sans discussion.

Le conseil se prononce par assis et levé, sans débats.

*Sessions ordinaires.*

**5.** Les conseils municipaux tiennent quatre sessions ordinaires, en février, mai, juillet et novembre. La durée de chaque session ne peut dépasser quinze jours.

Pendant les sessions ordinaires, le conseil municipal peut s'occuper de toutes les matières qui rentrent dans ses attributions.

*Sessions extraordinaires.*

**6.** Toute session extraordinaire du conseil municipal doit être autorisée par le Premier Ministre.

La demande de convocation extraordinaire doit contenir l'indication des objets spéciaux et déterminés pour lesquels le conseil doit s'assembler et le conseil ne peut s'occuper que de ces objets.

La session extraordinaire, si sa durée n'est pas limitée par le Premier Ministre, ne se clôturera que par l'épuisement de l'ordre du jour spécial, qui a été porté à la connaissance du Gouvernement et des conseillers.

*Délai et forme des convocations.*

**7.** Il n'est pas fait de distinction entre les sessions ordinaires et les sessions extraordinaires pour le délai qui doit s'écouler entre la convocation et la réunion du conseil municipal.

Ce délai est de trois jours francs, dans tous les cas. Le Premier Ministre conserve le droit d'abréger ce délai en cas d'urgence.

Le délai de trois jours, étant un délai franc, ni le jour de la convocation, ni celui de la réunion n'y sont compris.

Toute convocation est faite par le président. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée à la porte de l'hôtel de ville et adressée par écrit et à domicile à tous les membres du conseil.

*Nombre de conseillers dont la présence est nécessaire pour délibérer.*

**8.** Le conseil municipal ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité des membres en exercice assiste à la séance. Quand, après deux convocations successives, à trois jours d'intervalle et dûment constatées, le conseil municipal n'est pas réuni en nombre suffisant, la délibération est valable, quel que soit le nombre des membres présents.

*Du président.*

**9.** Le président du conseil municipal dirige les débats. Dans les séances où les comptes d'administration du président sont débattus, le conseil municipal élit son président provisoire.

Le président titulaire peut assister à la discussion mais il doit se retirer au moment du vote.

*Du secrétaire.*

**10.** Au début de chaque session et pour sa durée, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Il peut leur adjoindre des auxiliaires pris hors de ses membres, qui assistent aux séances, mais sans participer aux délibérations.

(1) Les Vice-Présidents des Conseils municipaux sont, comme les conseillers, nommés pour trois ans. — Leur mandat est renouvelable. (D. 1er janvier 1921 - J.O. 20 février).

*Majorité.*

**11.** Les délibérations sont prises à la majorité absolue des votants.

En cas de partage, sauf le cas de scrutin secret, la voix du président du conseil municipal est prépondérante. Le vote a lieu au scrutin public sur la demande du quart des membres présents ; les noms des votants avec la désignation de leurs votes, sont insérés au procès-verbal. Il est voté au scrutin secret toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame, ou qu'il s'agit de procéder à une nomination ou à une présentation. Dans ces derniers cas, après deux tours de scrutin secret, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin, et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

La demande de scrutin secret a toujours la priorité sur la demande de scrutin public.

*Registre des délibérations.*

**12.** Les délibérations sont inscrites, par ordre de date, sur un registre, coté et paraphé au Secrétariat général. Les délibérations sont signées par tous les membres présents à la séance ou mention est faite de la cause qui les empêche de signer.

Le compte rendu analytique, en français et en arabe, de la séance, sera affiché à la porte de l'hôtel de ville.

*Communication des procès-verbaux, des budgets et comptes de la commune et des arrêtés municipaux.*

**13.** Les habitants ou contribuables de la commune peuvent demander communication et prendre copie des délibérations du conseil municipal.

Cette faculté est étendue aux budgets, aux comptes et aux arrêtés municipaux.

La communication est faite sans déplacement des documents consultés.

*Commissions.*

**14.** Le conseil municipal peut former, au cours de chaque session, des commissions d'études chargées de l'examen préalable des affaires soumises au conseil, soit par l'Administration, soit en vertu du droit d'initiative qui appartient à chaque membre du conseil.

Ces commissions ne peuvent tenir leurs séances que pendant ces sessions.

Les commissions formées au sein du conseil municipal ne peuvent être que des commissions d'études ; elles n'ont pas de pouvoir propre et ne peuvent exercer, même en vertu de délégation, aucune des attributions réservées par la législation au conseil municipal.

Elles devront se borner à préparer et à instruire les affaires qui leur auront été renvoyées.

*Démission des conseillers municipaux.*

**15.** Tout membre du conseil municipal qui a manqué à trois sessions successives, sans motifs reconnus légitimes par le conseil, peut, après avoir été admis à fournir ses explications, être déclaré démissionnaire par le Premier Ministre.

Les démissions volontaires sont adressées au Premier Ministre ; elles deviennent définitives à partir de l'accusé de réception.

**Attributions des conseils municipaux**

*Affaires sur lesquelles il est délibéré.*

**16.** Les conseillers municipaux délibèrent sur les objets suivants :

1° les conditions des baux de biens pris à ferme ou donnés à loyer par les communes ;

2° les aliénations et échanges des propriétés commnuales ;

3° les acquisitions d'immeubles, les constructions nouvelles, les reconstructions entières ou partielles, les projets, plans et devis des travaux neufs, de grosses réparations et d'entretien ;

4° les transactions ;

5° le changement d'affectation d'une propriété communale déjà affectée à un service public ;

6° la création et la suppression, le redressement ou le prolongement, l'élargissement, la dénomination des rues et places publiques ; la création et la suppression des promenades, squares ou jardins publics, champs de foire, de tir ou de course ;

7° l'établissement des plans d'alignement et de nivellement des voies publiques municipales ; les modifications à des plans d'alignement adoptés ; le tarif des droits de voirie ; le tarif des droits de stationnement ou de location sur les dépendances du domaine public communal ; et, généralement, le tarif des droits divers à percevoir au profit des communes ;

8° l'acceptation des dons et legs faits à la commune ;
9° le budget communal ordinaire ;
10° le budget communal supplémentaire ;
11° les contributions et les emprunts ;
12° l'établissement, les suppressions, les changements de foires et marchés ;
13° enfin, ils donnent leur avis sur tous les objets sur lesquels ils seront consultés par l'autorité supérieure.

**17.** Dans le cas où, pour une cause quelconque, le budget d'une commune n'aurait pas été définitivement établi avant le commencement de l'exercice, les recettes et les dépenses ordinaires continuent, jusqu'à l'approbation de ce budget, à être faites conformément à celui de l'année précédente. Dans le cas où il n'y aurait eu aucun budget antérieurement voté, le budget serait établi par le Premier Ministre.

*Transmissions des délibérations à l'autorité supérieure.*

**18.** Copie de toute délibération est transmise au Secrétariat général dans la huitaine. Cette copie est établie en double expédition. Chaque expédition est certifiée par le président, conforme au procès-verbal de la séance. Elle portera mention que la formalité de l'affichage prévu à l'article 12 a été effectuée.

En vue de rendre plus facile le classement de chaque délibération au dossier spécial, toute affaire délibérée sera l'objet d'un extrait séparé du procès-verbal de la séance.

Toute délibération doit, pour être exécutoire, avoir été approuvée par le Premier Ministre.

Mention de l'approbation est inscrite sur le registre des délibérations en marge de chaque délibération.

*Délibérations nulles.*

**19.** Sont nulles de plein droit :
1° les délibérations d'un conseil municipal portant sur un objet étranger à ses attributions ou prises hors de sa réunion légale ;
2° les délibérations prises en violation des décrets et règlements;

*Délibérations annulables.*

**20.** Sont annulables les délibérations auxquelles auraient pris part des membres du conseil intéressés, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires à l'affaire qui en a fait l'objet.

**21.** La nullité de droit est déclarée et l'annulation prononcée par arrêté de notre Premier Ministre.

Mention de la décision est inscrite sur le registre des délibérations, en marge des délibérations nulles ou annulées.

**Du président de la Municipalité**
**Des vice-présidents**

*Du président de la municipalité.*
*Délégations données par le président.*

**22.** Les présidents sont seuls chargés de l'administration, mais ils peuvent sous leur surveillance et leur responsabilité, déléguer, soit à titre temporaire, soit à titre permanent, leurs fonctions aux vice-présidents.

La délégation est faite par arrêté transcrit au registre des arrêtés municipaux ; elle subsiste lorsqu'elle est permanente, tant qu'elle n'a pas été rapportée ; elle est rapportée dans la même forme qu'elle a été donnée.

Les vice-présidents doivent toujours mentionner dans les actes qu'ils accomplissent en qualité de délégués la délégation en vertu de laquelle ils agissent.

*Nomination aux emplois communaux.*

**23.** Le président, chargé du pouvoir exécutif dans la commune ,peut présenter les candidats aux emplois communaux.

Le conseil municipal n'est jamais appelé à donner son avis à cet égard.

Sont nommés par arrêtés du Premier Ministre :
les secrétaires et receveurs,
les médecins et vétérinaires,
les chefs des services des travaux dans les cas visés à l'article 33.

Sont nommés par arrêtés du président et sous réserve de l'approbation du Premier Ministre :
tous les autres agents municipaux.

Les révocations ne peuvent ,en tout cas, être prononcées que par arrêté du Premier Ministre.

*Adjudications publiques auxquelles le président procède pour le compte de la commune.*

**24.** Lorsque le président de la commune procède à une adjudication publique pour le compte de la ville, il est assisté de deux

membres du conseil municipal et du receveur municipal.

Pour les adjudications de fournitures ou de travaux intéressant le service des travaux, le bureau est complété par le chef du service des travaux communaux.

*Attributions que le président exerce comme chef de l'association communale.*

**25.** Le président est chargé, sous le contrôle du conseil municipal :

1° de conserver et d'administrer le domaine communal et de faire, en conséquence, tous les actes conservatoires des droits de la commune ;

2° de gérer les revenus, de surveiller les établissements communaux et la comptabilité communale ;

3° de préparer et proposer le budget et ordonnancer les dépenses ;

4° de diriger les travaux communaux, avec le concours des agents techniques mis à sa disposition ;

5° de souscrire les marchés, de passer les baux des biens et les adjudications de travaux communaux ;

6° de passer, dans les formes établies par la législation, les actes de vente, échange, partage, acceptation de dons et legs, acquisition, transaction, lorsque ces actes ont été autorisés ;

7° de représenter la commune, soit en demandant, soit en défendant :

8° et, d'une manière générale, d'exécuter les décisions du conseil municipal.

*Attributions que le président exerce comme délégué de l'administration supérieure.*

**26.** Le président est chargé, sous l'autorité de l'Administration supérieure, de la publication et de l'exécution des décrets et règlements.

D'après l'article 10 du décret du 14 octobre 1884, sur la liberté de la presse, le président de la commune désigne par arrêté. les lieux exclusivement destinés à recevoir les affiches des lois et autres actes de l'autorité publique. Il est interdit d'y placarder des affiches particuliers.

Les affiches des actes émanés de l'autorité publique sont seules imprimées sur papier blanc.

Le président de la commune veille à ce que les affiches soient immédiatement placardées. Elles sont apposées aux frais de la commune.

*Inhumations* (1).

**27.** Le président de la commune pourvoit d'urgence à ce que toute personne décédée soit ensevelie et inhumée.

Dans le cas où, au sujet de l'ensevelissement et de l'inhumation d'une personne décédée, des difficultés s'élèvent, des retards trop considérables se produisent, notamment parce qu'elle est inconnue ou délaissée, le chef de la municipalité prend les mesures qu'exige, soit le bon ordre, soit la décence publique.

Le décret du 30 juillet 1884, sur la police des cimetières de la ville de Tunis, est étendu à toutes les communes de la Régence.

.....

Le président de la commune ne doit délivrer de permis d'inhumer que sur la production d'un certificat de décès. Le certificat sera dressé par un médecin.

Cependant, en ce qui concerne les femmes arabes, des sages-femmes pourront être chargées de donner ces certificats.

.....

*Publication des arrêtés pris par le président en matière de police. Inscription de ces arrêtés sur un registre*

**28.** Le président prend des arrêtés à l'effet :

1° d'ordonner les mesures locales sur les objets confiés par la législation en vigueur à sa vigilance et à son autorité.

2° de publier à nouveau les décrets et les règlements de police et de rappeler les habitants à leur observation.

Ces arrêtés sont exécutoires après approbation du Premier Ministre.

Les arrêtés doivent être portés à la connaissance du public par voie de publication et d'affiches toutes les fois qu'ils contiennent des dispositions générales et, dans les autres cas, par voie de notification individuelle.

La publication est constatée par une déclaration certifiée par le président.

La notification est établie par le récépissé de la partie intéressée ou, à son défaut, par l'original de la notification conservé dans les archives de l'Administration communale.

(1) Déclaration obligatoire des décès, D. 26 déc. 1919.

Les arrêtés, actes de publication et de notification sont inscrits à leur date sur le registre des arrêtés de la commune.

*Triple but immédiat de la police municipale.*
*Mesures les plus importantes qu'elle comprend.*

**29.** La police municipale a un triple but : elle consiste à assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques.

Elle comprend notamment :

1° tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques, ce qui comprend le nettoiement, l'éclairage, l'enlèvement des encombrements, la démolition ou la réparation des édifices menaçant ruine, l'interdiction de rien exposer aux fenêtres ou aux autres parties des édifices qui puisse nuire par sa chute, ou celle de rien jeter qui puisse endommager les passants ou causer des exhalaisons nuisibles;

2° le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité, telles que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues; le tumulte excité dans les lieux d'assemblée publique ; les attroupements, les bruits et rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants ; et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique ;

3° le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements de personnes, tels que foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés et autres lieux publics ;

4° le mode de transport des personnes décédées, des inhumations, des exhumations ; le maintien du bon ordre et de la décence dans tous les cimetières, privés ou publics ;

5° l'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids ou à la mesure et sur la salubrité des comestibles exposés en vente ;

6° le soin de prévenir, par des précautions convenables, et celui de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux tels que les incendies, les inondations, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, en provoquant, s'il y a lieu, l'intervention de l'autorité supérieure ;

7° le soin de prendre provisoirement les mesures nécessaires contre les aliénés dont l'état pourrait compromettre la morale publique, la sécurité des personnes ou la conservation des propriétés ;

8° le soin d'obvier ou de remédier aux évènements fâcheux qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux malfaisants ou féroces.

*Pouvoirs du Président au point de vue de la voirie urbaine; permis de stationnement ou de dépôt temporaire; alignements individuels, autorisations de bâtir.*

**30.** Le président de la commune a la police des routes, dépendant du domaine public de l'Etat, dans l'intérieur du périmètre communal, mais seulement en ce qui touche la circulation, l'hygiène et la sécurité publiques sur lesdites voies.

Il peut donner, moyennant le paiement de droits fixés par un tarif dûment établi, des permis de stationnement ou de dépôt temporaire sur les accotements et trottoirs de ces voies publiques sous réserve des pouvoirs du Directeur général des Travaux publics.

Le président est consulté sur la préparation des plans généraux d'alignement concernant les voies dépendant du domaine public de l'Etat et les autorisations individuelles sont délivrées par le Directeur général des Travaux publics, conformément aux indications de ces plans.

Dans les voies dépendant du domaine public communal et également moyennant la paiement de droits fixés par un tarif dûment établi, les alignements individuels, les autorisations de bâtir, les autres permissions de voirie sont délivrés par le président conformément aux plans généraux approuvés par décret.

Il délivre également les autorisations de bâtir dans les voies qui ne sont pas ouvertes ou livrées à la circulation.

*Police Municipale.*

**31.** Le service de la police municipale est assuré, dans chaque commune, par des commissaires, inspecteurs et agents de police relevant de la Direction de la sûreté publique.

Toutefois, ce service est placé sous l'autorité du président de la commune, pour tout ce qui a trait à la police municipale.

*Constatations de contraventions.*

32. — Les commissaires et agents de police, ainsi que les agents assermentés des communes, constatent, par des procès-verbaux, les contraventions aux règlements municipaux.

Les délinquants sont déférés à l'autorité judiciaire française ou tunisienne, selon leur nationalité.

La constatation des contraventions s'effectue conformément aux règles tracées par le décret du 6 août 1884.

*Travaux communaux et voirie.*

**33.** Le service de la voirie communale comprend :

1° l'entretien, la réparation et la construction des chaussées, trottoirs, promenades, plantations, jardins, squares et de leurs accessoires et dépendances ;

2° l'entretien, la réparation, le curage ou la construction des égouts ;

3° le nettoiement et l'arrosage ;

4° l'éclairage des voies publiques et des établissements municipaux ;

5° le service des eaux, quand remise en a été faite à la commune ;

6° la construction, l'entretien ou la réparation des bâtiments municipaux, abattoirs, halles, marchés, fourrières, postes de police, cimetières, théâtres, kiosques, horloges publiques, musées, bibliothèques, hôtels de ville, etc.

7° les travaux d'assainissement de toute nature

8° l'inscription des noms des rues et des numéros des maisons ;

et en général, tout ce qui se rattache aux travaux dont les dépenses sont imputables sur les fonds de la commune.

Sont également rattachés à ce service :

1° le service de la voirie proprement dit, en ce qui concerne le plan des villes, les alignements, les constructions particulières, les bâtiments menaçant ruine, etc. ;

2° l'application des règlements sur les établissements dangereux, incommodes ou insalubres.

Le service de la voirie est confié :

à Tunis, au chef du service des travaux municipaux qui est un ingénieur spécialement désigné ;

dans les communes, siège d'un arrondissement, à l'ingénieur de l'arrondissement

dans les communes, siège d'une subdivision, au conducteur de la subdivision ;

enfin, dans les autres localités, au conducteur de la subdivision dont dépendent ces localités.

Mais une commune pourra être autorisée, après entente entre le Secrétaire général du Gouvernement tunisien et le Directeur général des Travaux publics, à organiser un service autonome de travaux communaux à condition de prévoir l'inscription des dépenses correspondantes à son budget.

Les communes pourront, après autorisation du Secrétaire général du Gouvernement tunisien, faire exécuter, soit par leurs propres moyens, soit par l'entreprise privée, dans les conditions prévues par le décret du 12 juillet 1909 sur les bâtiments civils, les travaux que les agents de la Direction générale des travaux publics se trouveraient dans l'impossibilité d'exécuter dans les conditions et délais jugés nécessaires par les administrations municipales.

La réception définitive de ces travaux pourra être effectuée, conformément aux dispositions de l'article 18 du décret susvisé du 12 juillet 1909.

**34.** Tous les projets, plans et devis sont établis sur la demande du président et soumis à l'examen du conseil municipal. Ils seront approuvés par le Premier Ministre sur l'avis conforme du Directeur général des Travaux publics ou, le cas échéant, du Conseil des ministres ou chefs de service.

La délibération du conseil est rendue exécutoire par le Premier Ministre qui s'assure de l'inscription des crédits nécessaires au budget de la commune.

*Marchés de fournitures et de travaux.*

**35.** Les marchés de travaux et fournitures à exécuter par entreprise, sont passés avec publicité et concurrence. Ils sont, dans tous les cas, subordonnés à l'approbation du Premier Ministre qui statue pour les travaux sur la proposition du Directeur général des Travaux publics.

*Clauses et conditions générales.*

**36.** Les clauses et conditions générales applicables ou à appliquer aux en-

trepreneurs chargés de l'exécution de travaux communaux sont déterminées par des dispositions spéciales.

Il est toujours et nécessairement stipulé que tous les ouvrages exécutés par les entrepreneurs en dehors des autorisations régulières demeurent à la charge personnelle de ces derniers sans répétition contre les communes.

Les receveurs municipaux seraient responsables du paiement qu'ils effectueraient pour des travaux non autorisés.

*Conditions principales des adjudications. Formes des soumissions.*

**37.** Si les adjudications ne se font pas aux enchères publiques, elles ont lieu sur soumissions.

Les soumissions devront être conformes au modèle indiqué par l'Administration ; les rabais fractionnaires sont interdits ; toute fraction de centime serait comptée pour une unité.

Toute soumission qui ne sera pas accompagnée du certificat de capacité et du certificat de cautionnement, ou qui ne ne sera pas conforme au modèle, sera déclarée nulle et non avenue.

*Dépôt des soumissions.*

Le certificat de capacité et le certificat de cautionnement seront joints dans un paquet cacheté à la soumission qui, préalablement, aura été renfermée toute seule dans une enveloppe aussi cachetée.

Les enveloppes devront porter l'indication des noms et adresses des soumissionnaires.

Les paquets cachetés seront directement déposés, au moment de l'adjudication, par les soumissionnaires ou leurs représentants entre les mains du président.

Ils seront immédiatement rangés sur le bureau et recevront un numéro dans l'ordre de leur présentation.

*Ouverture des paquets et décisions du bureau.*

A l'instant fixé pour l'ouverture des paquets, le premier cachet sera rompu publiquement, et il sera dressé un état des pièces contenues dans ce premier paquet.

L'état dressé, les concurrents se retireront de la salle d'adjudication, et le président, après avoir consulté les membres du bureau, arrêtera la liste des concurrents agréés.

Immédiatement après, la séance redeviendra publique et le président annoncera sa décision par la lecture de la liste des concurrents agréés.

Les soumissions des concurrents évincés leur seront rendues sans être ouvertes.

Celles des concurrents agréés seront alors ouvertes publiquement et le soumissionnaire qui aura fait les offres les plus avantageuses sera déclaré adjudicataire.

Dans le cas où le rabais le plus fort aurait été souscrit par plusieurs soumissionnaires, un nouveau concours serait ouvert, séance tenante. entre ces soumissionnaires seulement. Les rabais de la nouvelle adjudication ne pourront être inférieurs à ceux de la première.

Si cette tentative amenait encore pour rabais maximum des chiffres égaux, il serait procédé à un tirage au sort entre les soumissionnaires qui les auraient souscrits.

*Résultat définitif de l'adjudication.*

L'adjudication est subordonnée à l'approbation du Premier Ministre et ne sera valable qu'après cette approbation.

*Communication des pièces et projets aux concurrents.*

Les pièces du projet seront communiquées aux concurrents dans les bureaux des communes intéressées.

*Modèle de soumissions.*
(Officiel 1885-542)
*Cautionnements.*

**38.** Les cautionnements versés en numéraire ne portent pas intérêt.

Si le cautionnement est fait en obligations tunisiennes, les coupons seront détachés et remis aux adjudicataires ,à leur échéance.

Les dépôts préalables des soumissionnaires sont enregistrés au journal à souche du receveur qui en délivre quittance. Les remboursements des dépôts provisoires sont constatés par un reçu des parties souscrit au verso des quittances à souche qui leur ont été délivrée et qu'elles doivent rendre au receveur municipal. Les recettes et les dépenses sont portées au compte de gestion du receveur.

Les remboursements de cautionnement, sont effectués sur le vu d'un certificat délivré par le chef du service des travaux constatant que l'adjudicataire a satisfait

à tous ses engagements et contresigné par le président de la commune.

*Dons et legs.*

Les délibérations du conseil municipal portant acceptation de dons ou legs faits à la commune quand ils donnent ou qu'ils ne donnent pas lieu à des réclamations des familles sont approuvées par décret.

Lorsque la délibération porte refus de dons ou legs, le Premier Ministre, peut après avoir requis une nouvelle délibération du conseil municipal, être autorisé, par décret, à accepter, dans l'intérêt de la commune, si l'assemblée maintient sa première décision.

*Autorisation de plaider.*
*Cas où la commune est demanderesse.*

**39.** Le conseil municipal délibère sur les actions à intenter ou à soutenir au nom de la commune.

Le président de la commune en vertu de la délibération du conseil municipal représente la commune en justice.

Nulle commune ne peut ester en justice sans y être autorisée par le Premier Ministre. La commune doit justifier de chances de succès et d'un intérêt suffisant.

Après tout jugement intervenu, la commune ne peut se pourvoir devant un autre degré de juridiction qu'en vertu d'une nouvelle autorisation du Premier Ministre.

Dans les cas prévus par les deux paragraphes précédents, la décision du Premier Ministre doit être rendue dans les deux mois à compter du jour de la demande en autorisation. A défaut de décision rendue dans ledit délai, la commune est autorisée à plaider.

Le président de la commune peut toujours, sans autorisation préalable du conseil municipal et du Premier Ministre, intenter toute action possessoire ou y défendre et faire tous actes conservatoires ou interruptifs des déchéances. Il peut, sans autre autorisation, interjeter appel de tout jugement et se pourvoir en cassation ; mais il ne peut ni suivre sur son appel, ni suivre sur le pourvoi en cassation, qu'en vertu d'une nouvelle autorisation.

*Cas où la commune est défenderesse.*

**40.** Aucune action judiciaire autre que les actions possessoires et les oppositions au recouvrement de droits, produits et revenus communaux, lesquels sont régies par des règles spéciales, ne peut à peine de nullité, être intentée contre une commune qu'autant que le demandeur a préalablement adressé au Premier Ministre un mémoire exposant l'objet et les faits de sa réclamation.

Il lui en est donné récépissé.

L'action ne peut être portée devant les tribunaux que deux mois après la date du récépissé, sans préjudice des actes conservatoires.

La présentation du mémoire du demandeur interrompt toute prescription ou déchéance si elle est suivie d'une demande en justice dans le délai de trois mois.

Le Premier Ministre adresse immédiatement le mémoire au président de la commune avec invitation de convoquer le conseil municipal dans le plus bref délai, pour en délibérer.

La délibération du conseil municipal est transmise au premier Ministre qui décide si la commune doit être autorisée à ester en justice. La décision du Premier Ministre est rendue dans le délai de deux mois à dater du dépôt du mémoire.

*Conférences intercommunales*

**41.** Deux ou plusieurs conseils municipaux peuvent provoquer entre eux, par l'entremise de leurs présidents et après en avoir averti le Premier Ministre, une entente sur les objets d'utilité communale compris dans leurs attributions et qui intéressent à la fois leurs communes respectives.

Ils peuvent faire des conventions à l'effet d'entreprendre ou de conserver à frais communs des ouvrages ou des institutions d'utilité commune.

Les questions d'intérêt commun seront débattues dans des conférences où chaque conseil municipal sera représenté par trois de ses membres nommés au scrutin secret.

Les décisions qui y seront prises ne seront exécutoires qu'après avoir été ratifiées par tous les conseils municipaux intéressés.

La mise en exécution de toutes questions autres que celles prévues au para-

graphe 1er du présent article entraîne la dissolution de la conférence . La dissolution est prononcée par arrêté du Premier Ministre.

*De la franchise postale et télégraphique.*

**42.** Les présidents des communes ont la franchise postale et télégraphique avec S. A. le Bey, le Premier Ministre, le Secrétaire général du Gouvernement tunisien, le Directeur général des Finances et le Receveur général des Finances, et le Directeur général des Travaux publics.

Les receveurs municipaux ont droit aux mêmes privlièges.

*Des syndicats de communes.*

**43.** Lorsque les conseils municipaux de deux ou de plusieurs communes ont fait connaître, par des délibérations concordantes, leur volonté d'associer les communes qu'ils représentent en vue d'une œuvre d'une utilité intercommunale et qu'ils ont décidé de consacrer à cette œuvre des ressources suffisantes, un décret de S. A. le Bey autorise, s'il y a lieu, la création d'un syndicat de communes.

Le décret désigne le président et les membres du syndicat. Il en détermine le but et le mode de fonctionnement.

*Du domaine communal*

**44.** Dans chaque commune, il sera constitué un domaine public communal qui comprendra toutes les parties du domaine public défini par le décret du 24 septembre 1885 et situées à l'intérieur du périmètre communal, à l'exception de celles dont l'Etat se réservera la disposition.

**45.** Dans chaque commune, il sera procédé par la Direction des Travaux publics à la remise aux services de la ville des parties du domaine public dont la gestion et la conservation leur seront confiées par application de l'article précé, dent.

Les pouvoirs du président définis par l'article suivant prendront leur origine du jour de cette remise.

**46.** Les règles édictées par la législation en vigueur ou à intervenir pour la constitution, la délimitation, la conservation et la police du domaine public de l'État seront applicables au domaine public communal.

Ce domaine est administré par le président de la commune sous le contrôle du Directeur général des Travaux publics (1).

**47.** Le domaine privé des communes comprend :

1° les biens affectés à un service public (hôtel de ville, cimetières, halles, marchés, etc.)

2° les biens patrimoniaux et communaux.

**48.** Tous actes (acquisitions, aliénations, échanges, baux des biens à prendre ou à donner) pris en exécution des délibérations du conseil municipal devront, pour être définitifs, être approuvés par le Premier Ministre.

Les droits du domaine de l'Etat sur les immeubles affectés aux communes pour un service déterminé dans le titre d'affectation, sont expressément réservés.

**49.** L'ancienne division des communes ou municipalités, commissions municipales et commissions de voirie est supprimée.

Par suite, les vice-présidents des municipalités, des commissions municipales et les conseillers délégués des commissions de voirie prennent le titre de vice-présidents des communes.

**50.** Les prescriptions de la législation antérieure non contraires au présent décret sont expressément maintenues et notamment les dispositions du décret du 23 novembre 1907 sur la comptabilité des communes.

---

## 15 janvier 1914

DÉCRET *réglementant l'assiette, la liquidation et le mode de recouvrement des produits communaux.*

(J. O. 1er AVRIL 1914, 349)

ART. **1.** L'assiette, la liquidation, le mode de recouvrement des divers impôts, revenus et produits communaux, sont règlementés par les décrets qui régissent chacun d'eux.

**2.** Tous contribuables inscrits sur les rôles d'une commune, leurs acquéreurs, cessionnaires ou ayant-cause, sont tenus de verser l'intégralité de la taxe (2).

---

(1) L'autorité municipale a le devoir de s'opposer à toute entreprise d'un particulier mettant obstacle au libre usage de la voie publique sous peine de dommages-intérêts envers le riverain troublé dans sa possession. Tunis, 11 novembre 1918. (J. T. 1919-219).

(2) La taxe locative notamment est due pour toute l'année par le propriétaire inscrit au rôle du 1er janvier, quelque modification que la matière imposable puisse subir au cours de l'année notamment en cas de changement de propriétaire, Tunis, 24 février 1916. (J. T. 19-166).

Les co-propriétaires, co-possesseurs, co-détenteurs, co-associés, co-héritiers et co-légataires, sont solidaires pour le paiement des sommes dues à la commune.

**3.** Les taxes municipales se prescrivent par trois ans qui suivent le 31 décembre de l'année de l'exigibilité du droit, produit ou revenu.

La prescription peut être interrompue au profit de la commune, par la signification de tout acte de poursuites administif ou extra-judiciaire, tel que sommation, citation, notification d'extrait du rôle ou du titre, contrainte, états de liquidation, commandement ou saisie.

L'acte interruptif de la prescription peut être renouvelé, s'il y a lieu, pourvu que le renouvellement soit effectué, avant l'expiration des trois ans qui suivent la date de l'acte interruptif précédent.

**4.** Les rôles ou autres titres de perception afférents à des taxes municipales de l'exercice écoulé restent entre les mains des receveurs, qui sont autorisés à poursuivre, au nom de la commune, la rentrée des restes à recouvrer jusqu'à la fin de la troisième année qui suit le 31 décembre de l'année de l'exigibilité du droit, produit ou revenu.

Les receveurs qui auraient laissé écouler ces trois années sans apurer les cotes, soit par voie de recouvrement, soit par voie d'admission en non-valeur, conformément aux prescriptions des articles 77 et 78 du décret du 23 novembre 1907 pourront être tenus de faire l'avance, de leurs propres deniers, du montant de ces cotes ou portion de cotes et ils devront en faire recette en s'en délivrant à eux même une quittance à souche.

Les cotes pour lesquelles ils auraient négligé d'interrompre la prescription, en temps utile, demeureront définitivement à leur charge.

**5.** Le privilège sur les biens des contribuables accordé aux communes et aux comptables agissant en leur nom, pour le recouvrement des taxes et frais accessoires, prend rang immédiatement après le privilège de l'Etat, tel qu'il est reconnu par les décrets du 3 octobre 1884 et 13 juillet 1899.

Ce privilège ne préjudicie point aux actions que les communes peuvent exercer sur les biens du redevable en vertu du droit commun comme tout autre créancier.

**6.** Tout receveur, agent, économe, commissaire-priseur, fermier, locataire et autres dépositaires et débiteurs de deniers provenant du chef des redevables et affectés au privilège de la caisse municipale sont tenus, sur la demande qui leur en est faite par le receveur chargé du recouvrement, de payer en l'acquit des redevables sur le montant et jusqu'à concurrence des sommes qu'ils doivent ou qui sont entre leurs mains, les sommes dues par ces derniers.

Les commissaires-priseurs, séquestres et autres dépositaires sont autorisés à payer d'office les sommes dues avant de procéder à la délivrance des deniers. Les quittances des receveurs leur sont allouées en compte.

**7.** 1° *Créances résultant d'un titre exécutoire.*

La recette municipale envoie aux contribuables un relevé détaillé des taxes dont ils sont redevables, L'avis qui leur est envoyé est gratuit ; il indique :

*a)* l'article du rôle ou le titre de perception ;

*b)* les échéances des paiements lorsque les contributions sont divisées par fractions.

Les termes échus au moment de la publication des rôles sont immédiatement exigibles. Cependant, le président de la commune a la faculté d'accorder des sursis et d'échelonner les paiements. L'avis indique, en outre, le délai dans lequel les réclamations doivent être formulées et l'autorité par laquelle ces réclamations doivent être examinées.

Après l'expiration de la quinzaine qui suit la date d'exigibilité de la créance, le receveur municipal peut adresser une lettre recommandée avec avis de réception aux contribuables qui ne se sont pas libérés.

Dans les dix jours de l'envoi de cet avis recommandé, les poursuites sont continuées, en vertu d'un simple extrait du rôle remis à l'huissier pour les contribuables justiciables des tribunaux français. Le recouvrement des taxes dues par les contribuables justiciables des tribunaux tunisiens est poursuivi sous forme de contrainte administrative décernée par le receveur municipal.

2° *Autres créances.*

Les états de liquidation arrêtés par le premier Ministre pour former titres de perception des recettes qui ne comportent pas un mode spécial de recouvrement ou de poursuites, continuent et continueront, tant qu'il n'en sera pas autrement ordonné, à avoir force exécutoire jusqu'à opposition de la

partie intéressée devant la juridiction compétente.

Ces états seront signifiés et exécutés et les oppositions seront jugées d'après la procédure instituée par l'article 6 du décret du 28 décembre 1900 et maintenus par le décret du 10 juin 1911, pour le recouvrement des créances de l'Etat.

8. *Degré des poursuites.*

Les degrés des poursuites engagées par l'huissier pour les contribuables européens et par les porteurs de contraintes pour les indigènes sont établis comme il suit :

1er degré. — Lettre recommandée avec avis de réception ;

2e degré. — Commandement ;

3e degré. — Saisie mobilière ;

4e degré. — Vente mobilière, ou carence;

5e degré. — Séquestre, saisie et vente immobilière.

Les poursuites sont effectuées au domicile indiqué au rôle.

Les contribuables sont tenus de déclarer leur changement de domicile au secrétariat de la commune, à peine de demeurer responsables du coût des actes de poursuites dirigés à tort sur l'ancien domicile.

Dans le cas où le domicile du contribuable serait inconnu, les actes seront valablement signifiés dans les bureaux du contrôle civil ou au greffe de la justice de paix de la situation des biens ou objets imposables ou biens dans les bureaux du caïd suivant qu'il s'agit de justiciables des tribunaux français ou indigènes.

9. Les poursuites en matière de contributions dues par les contribuables justiciables des tribunaux tunisiens sont exercées soit conformément à la législation actuellement en vigueur pour le recouvrement des créances municipales, soit par des porteurs de contraintes qui peuvent agir dans tous les degrés de poursuites, sous réserve des restrictions prévues ci-après aux articles 22 et 25. *(Ainsi compl. D. 21 avril 1914).*

La lettre recommandée avec avis de réception peut être remplacée par un avis remis contre récépissé, par le porteur de contrainte au domicile indiqué par le rôle. Le coût de cet avis est également fixé à 0 fr. 45.

Les porteurs de contraintes auront le droit de procéder eux-mêmes à la vente des meubles saisis à l'encontre des débiteurs de la commune même dans le cas où il existe un commissaire-priseur dans la localité.

10. Les porteurs de contraintes assermenés sont désignés par arrêtés du Premier Miistre. Ils devront être de nationalité franaise ou tunisienne.

11. Les collecteurs ou préposés du service municipal peuvent être commissionnés porteurs de contraintes dans les localités où le Premier Ministre le juge convenable.

12. Les porteurs de contraintes peuvent instrumenter en dehors des périmètres communaux ; dans l'exercice de leurs fonctions ils doivent toujours être munis de leur commission ; ils la mentionnent dans leurs actes et la représentent à toute réquisition. En cas d'injures ou de rebellion contre les agents de poursuites, ils en dresseront procès-verbal ; le procès-verbal visé par le président de la commune est enregistré et envoyé au Premier Ministre lequel dénonce les faits aux tribunaux, s'il y a lieu.

13. Les porteurs de contraintes sont rétribués suivant un salaire fixe ou une somme fixée proportionnellement aux recouvrements effectués.

14. Les porteurs de contraintes ne peuvent, dans aucun cas, ni sous aucun prétexte, recevoir, sous peine de destitution, aucune somme des redevables pour les paiements, soit des contributions donnant lieu aux poursuites, soit des frais mêmes des dites poursuites. Les contribuables qui paieraient entre leurs mains s'exposeraient à payer deux fois.

15. Aucune poursuite donnant lieu à des frais ne peut être exercée sans un ordre du receveur municipal.

16. Toute contrainte doit être précédée d'un état nominatif des contribuables à poursuivre. Cet état est visé par le président.

Ensuite le receveur remet le titre à l'agent de poursuites chargé de son exécution, après avoir vérifié la situation des contribuables qui y sont portés et avoir rayé le nom de ceux qui se seraient libérés dans l'intervalle.

Le comptable conserve une copie de l'état des contribuables remis au porteur de contraintes.

Les agents de poursuites présenteront chaque jour leurs contraintes au receveurs afin que les contribuables libérés puissent en être rayés.

17. Les poursuites par voie de commandement vis-à-vis des justiciables des tribunaux tunisiens sont employés contre les contribuables retardataires qui ne se sont pas libérés dans les dix jours de l'envoi de l'avis recommandé.

Aucun redevable indigène ne peut être poursuivi par voie de commandement qu'en vertu d'une contrainte. La contrainte comprend l'ordre de procéder à la saisie mobilière si le contribuable ne se libère pas dans

le délai de trois jours à compter de la signification du commandement.

**18.** Il peut y avoir lieu de décerner des contraintes contre des contribuables justiciables des tribunaux tunisiens, domiciliés en dehors de la commune dans laquelle ils sont imposés.

Les receveurs qui ont à poursuivre le recouvrement des droits dus par ces contribuables préparent les contraintes nécessaires et les transmettent au receveur de la commune la plus proche de la résidence des intéressés. Dans ce cas les poursuites ne peuvent être exercées qu'à l'expiration des délais normaux et notifications des avertissements réglementaires.

**19.** La saisie des meubles et objets mobiliers sous réserve des exceptions prévues, par l'article 175 du code tunisien de procédure civile, a lieu trois jours après la signification du commandement.

**20.** A défaut d'objets saisissables et lorsqu'il sera constant qu'il n'existe aucun moyen d'obtenir le paiement de la somme due, il est dressé, sur papier libre, un procès-verbal de carence en présence de deux témoins ; le procès-verbal doit être certifié par le président de la commune.

**21.** La saisie réelle des immeubles pourra être opérée quinze jours après la signification du commandement.

**22.** La vente ne peut s'effectuer qu'après une autorisation spéciale donnée par le Premier Ministre, sur la demande expresse du receveur municipal.

Les affiches tendant à la vente seront placardées dans la commune où la saisie a eu lieu et la vente sera effectuée, au jour indiqué, par les soins du caïd ou du cheikh El Médina.

**23.** Le receveur municipal doit être présent à la vente ou s'y faire représenter pour en recevoir les deniers il est responsable desdits deniers.

**24.** Il est défendu aux receveurs et porteurs de contraintes de se faire adjuger aucun des meubles ou immeubles vendus, en conséquence des poursuites, sous peine de destitution.

**25.** Le caïd ou le cheikh El Médina est tenu, sous sa responsabilité, de discontinuer la vente aussitôt que son produit est suffisant pour solder le montant des sommes dues et des frais de poursuites.

**26.** Immédiatement après avoir reçu le produit de la vente, le receveur émarge les sommiers jusqu'à concurrence des sommes dues par le saisi, frais compris, et lui en délivre quittance à souche.

**27.** Procès-verbal de la vente doit être transmis au Premier Ministre.

**28.** Les frais de poursuites sont réglés ainsi qu'il suit :

| | |
|---|---|
| Lettre recommandée avec avis de réception..... | Fr. 0 45 |
| Commandement..... | 1 00 |
| Saisie..... | 3 00 |
| Vente..... | 4 00 |

Il est fait recettes de ces frais au profit des communes.

Les frais de port de la lettre recommandée et de l'avis de réception et le coût des actes de la procédure s'ajoutent de plein droit au principal de la créance.

Les droits de timbre et d'enregistrement exigibles sur les actes de procédure ne sont pas compris dans le tarif indiqué au présent article et devront être remboursés au receveur municiapl par les intéressés.

Les frais de transport des porteurs de contraintes du siège de la recette au domicile des débiteurs (y compris les frais de retour à sa résidence), n'habitant pas la localité même, devront être également remboursés à la commune et partagée entre tous les contribuables auxquels un acte aura été signifié dans la même journée.

**29.** Les porteurs de contraintes sont astreints en matière d'enregistrement et de timbre à toutes les obligations imposées aux huissiers et autres personnes ayant pouvoir de faire des exploits, par le décret du 19 avril 1912, annexe 2, section 3, alinéa 3, sur l'enregistrement, et le décret du 20 avril 1912, article 7, nº 8 et 10 sur le timbre, et par l'arrêté du 30 avril 1912 portant règlement d'administration publique pour application du décret du 20 avril 1912 sur le timbre.

En conséquence les actes des porteurs, de contraintes sont assujettis à l'enregistrement dans un délai de quatre jours ; ce délai est porté à dix jours pour les porteurs de contraintes qui n'habitent pas au siège de la recette de l'enregistrement. Ces actes, ainsi que leurs copies sont soumis au droit du timbre de dimension, ils devront être rédigés sur des feuilles de papier de la même dimension que le petit papier ou la demi-feuille de la débite.

Avant toute signification d'un commandement, les porteurs de contraintes devront apposer sur l'original le nombre de timbres mobiles nécessaires à l'acquittement des droits de timbre des copies. Ces timbres mobiles seront immédiatement oblitérés. L'oblitération qui doit porter à la fois sur le timbre et la feuille de papier consiste dans l'inscription à l'encre noire usuelle : 1º du

lieu où l'oblitération est opérée ; 2° de la date ; 3° de la signature du porteur de contraintes. Les porteurs de contraintes devront indiquer distinctement au bas de l'original et des copies de chaque exploit : 1° le nombre de copies délivrées et le nombre de feuilles de papier employées pour chacune des copies de l'original ; 2° le montant des droits de timbre dus en raison de la dimension de ces feuilles. Les actes de la procédure suivie par les porteurs de contraintes sont dispensés de l'enregistrement et sont exemptés du droit et de la formalité du timbre lorsque la créance de la commune n'excède pas 100 francs.

Les porteurs de contraintes sont assujettis à tenir un répertoire coté et paraphé par le Premier Ministre, visé gratuitement, pour timbre, par le receveur de l'enregistrement de la circonscription, ils y portent tous les actes de leur ministère, sous peine d'une amende de cinq francs, pour chaque omission. Chaque article au répertoire doit contenir : 1° son numéro ; 2° la date de l'acte ; 3° sa nature ; 4° les noms et prénoms des parties et leur domicile ; 5° le montant de la créance de la commune ; 6° la relation de l'enregistrement lorsque cette formalité doit être remplie ; 7° le coût de l'acte.

Dans les dix premiers jours de chaque trimestre, ce répertoire est présenté au receveur de l'enregistrement pour être revêtu de son visa. Le porteur de contraintes, qui, dans ce délai, a négligé de faire cette présentation est puni d'une amende de 10 francs. Le porteur de contraintes, est, en outre, tenu de communiquer son répertoire à toute réquisition des agents de l'Administration des Finances.

**30.** Les receveurs municipaux remettent en compte aux porteurs de contraintes les diverses formules imprimées nécessaires aux poursuites. Ils constatent cette remise sur un carnet particulier, ainsi que l'emploi des formules.

Ce carnet sert, en même temps, à suivre le remboursement des sommes dont les receveurs se sont mis en avance, tant pour le prix des imprimés que pour celui du timbre.

Les receveurs doivent se faire représenter ces répertoires au moins deux fois par an et y consigner les résultats de l'examen qu'ils en font. Il est formellement interdit aux porteurs de contraintes de rédiger aucun acte de poursuites sur des imprimés autres que ceux qui sont fournis par les receveurs.

Tous ces imprimés doivent être revêtus du cachet de la recette municipale.

Les originaux des actes de poursuites et autres pièces produites à l'appui restent déposés à la recette municipale pour que l'on puisse y avoir recours au besoin.

**31.** Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

---

## 15 janvier 1914

DÉCRET *réglementant la taxe municipale sur les véhicules.*

(J. O. 8 AVRIL 1914, 371)

ART. **1.** La taxe municipale sur les véhicules est perçue, dans les communes, d'après les règles ci-après et conformément aux tarifs fixés par décret, après délibération des conseils municipaux.

**2.** Les possesseurs de voitures, voitures automobiles et de charettes, de quelque espèce qu'elles soient, remisées sur le territoire de la commune sont tenus d'en faire la déclaration à la Municipalité avant le jour de la mise en circulation des véhicules.

La déclaration signée par l'assujetti ou son fondé de pouvoirs est inscrite sur un registre spécial et il en est délivré récépissé.

Si le contribuable est illettré, la déclaration verbale sera admise ; récépissé sera délivré.

Les déclarations produisent leur effet jusqu'à déclaration contraire et il n'est pas nécessaire de les renouveler, à moins que le contribuable n'ait des modifications à y apporter.

Les possesseurs de voitures sont passibles de la taxe pour l'année entière, en ce qui concerne les faits révélés au premier janvier.

Les personnes qui, dans le courant de l'année, deviennent possesseurs de véhicules doivent la contribution à partir du mois dans lequel le fait s'est produit et dans la commune de leur résidence à cette date.

**3.** Toutefois, en cas de mutation, la cote sera, sur la demande du cédant et du cessionnaire, transférée à ce dernier, qui deviendra responsable du paiement de la taxe et solidairement responsable avec le cédant des arriérés et des frais de poursuites dus au moment de la mutation.

La déclaration de mutation devra être faite par la partie cédante dans les huit jours qui suivront la cession.

**4.** Au moment de la déclaration prévue à l'article 2, les déclarants recevront, pour chaque véhicule, un numéro d'ordre.

Les charrettes porteront ce numéro en avant de la roue, sur le côté gauche du véhicule. Le numéro sera, en outre, répété, à la peinture, d'une façon apparente, sur la place correspondante du côté droit.

Les dépenses en résultant seront à la charge des contribuables.

Les voitures de place ou de remise porteront le numéro du côté gauche de la caisse et ce numéro sera répété du côté droit et à l'arrière de la caisse ainsi que sur les vitres des lanternes et à l'intérieur de la voiture.

Les voitures de maître ne porteront pas de numéro d'ordre ; elles seront inscrites sur les registres de la commune.

Indépendamment des prescriptions du présent règlement, les véhicules restent soumis aux dispositions des règlements sur la police du roulage.

**5.** Au commencement de chaque année, le président de la commune fait procéder à la formation des rôles de la taxe.

Ces rôles sont déposés au secrétariat de la commune pendant un délai de quinze jours, du 15 janvier au 1er février. Avis de ce dépôt est donné, par voie d'affiche ou d'insertion au journal officiel aux contribuables qui peuvent ainsi formuler leurs réclamations, en vue de la revision des taxes.

Pendant ce délai de quinze jours, le président recevra les réclamations des intéressés ; il arrêtera définitivement les rôles, qui seront soumis à l'exécutoire du Premier Ministre et renvoyés au président.

Celui-ci fait connaître cette approbation aux contribuables par voie d'affiches ou d'insertion au journal officiel.

**6.** Lorsque, après la confection du rôle il est découvert des faits pouvant donner lieu à des accroissements de la taxe, c'est-à-dire des omissions ou des déclarations inexactes concernant les véhicules remisés sur le territoire de la commune, il en est pris note par le président. Il est ensuite établi un rôle supplémentaire qui est formé, rendu exécutoire et publié dans la forme et les délais du rôle primitif.

Les taxes seront doublées pour les véhicules qui n'auront pas été déclarés ou qui auront été déclarés d'une manière inexacte.

**7.** Le receveur municipal est chargé du recouvrement de la taxe, qui est payable dans la quinzaine qui suivra la notification portant à la connaissance des contribuables l'approbation du rôle.

La taxe est due pour l'année entière. En cas de décès d'un contribuable, les héritiers sont tenus d'acquitter le montant de la taxe et des frais de poursuites.

**8.** Tout contribuable qui se croit mal imposé peut se pourvoir en décharge ou réduction de la contribution devant le juge de paix ou devant la juridiction indigène (tribunal de la driba ou tribunal régional).

Le pourvoi judiciaire doit, à peine de rejet, être introduit dans le délai d'un mois à partir de la date de l'expiration du délai de quinze jours prévu à l'article 5 du présent décret, pendant lesquels les rôles sont déposés au secrétariat.

Le tribunal saisi statue en dernier ressort et dans qu'il puisse y avoir lieu à appel ou à pourvoi devant une autre juridiction.

Il est sursis, jusqu'à la solution de l'instance, au recouvrement des cotes pour lesquelles un pourvoi en décharge ou réduction a été introduit et, dans le cas de revision de la cote par le tribunal compétent. il est procédé à l'admission en non-valeur, par voie d'annulation, des sommes indûment constatées au rôle.

**9.** Toute réclamation en décharge ou réduction doit, pour être recevable, sous peine de rejet, être accompagnée de la quittance des termes échus.

**10.** Toute infraction aux dispositions du présent décret entrainera le paiement d'une double taxe et le véhicule, objet du délit, pourra être conduit à la fourrière municipale où il demeurera pendant huit jours à la disposition de son propriétaire qui, pour le retirer, sera tenu au paiement préalable des frais de fourrière.

Passé ce délai, le véhicule pourra être vendu et le prix versé au propriétaire, déduction faite des frais de fourrière.

**11.** Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret. Sont maintenues, provisoirement, celles qui établissent les tarifs de la taxe en vigueur dans chaque commune.

---

## 15 janvier 1914

DÉCRET *réglementant la taxe municipale sur les chiens.*

(J. O. 8 AVRIL 1914, 372).

ART. **1.** La taxe municipale sur les chiens est établie d'après les règles ci-après :

La taxe comprend deux catégories :

La taxe la moins élevée porte sur les chiens de garde, comprenant ceux qui

servent à guider les aveugles, à garder les troupeaux, les habitations, magasins, ateliers.

La taxe la plus élevée porte sur les chiens d'agrément ou servant à la chasse et, en général, sur tous ceux qui ne sont pas compris dans la catégorie prédécente.

Les chiens qui, d'après leur emploi, peuvent être classés également dans la première ou la seconde catégorie sont rangés dans celle dont la taxe est la plus élevée.

Des décrets règlent, après délibération des conseils municipaux, les tarifs applicables à chaque commune. *(ainsi modifié par D. 22 décembre 1919).*

La taxe est due pour les chiens possédés au 1er janvier, à l'exception de ceux qui, à cette époque, sont encore nourris par la mère.

La taxe est due pour l'année entière. En cas de décès d'un contribuable, les héritiers sont tenus d'acquitter le montant de la taxe et des frais de poursuites.

**2.** Du 1er octobre de chaque année au 5 janvier de l'année suivante, les possesseurs de chiens devront faire, au secrétariat de la commune, une déclaration indiquant le nombre de leurs chiens et les usages auxquels ils sont destinés, en se conformant aux distinctions établies en l'article 1er du présent décret.

La taxe à laquelle les possesseurs de chiens sont soumis, continuera à être payée, jusqu'à déclaration contraire.

Les déclarations prescrites par l'article précédent sont inscrites sur un registre spécial. Il en est donné reçu au déclarant. Les récépissés font mention des nom et prénoms du déclarant, de la date de la déclaration, du nombre et usage des chiens déclarés.

Au commencement de chaque année, le président fait procéder à la formation des rôles de la taxe. Ces rôles sont déposés au secrétariat pendant un délai de quinze jours, du 15 janvier au 1er février.

Avis de ce dépôt, par voie d'affiche ou d'insertion au journal officiel, est donné aux contribuables qui peuvent ainsi formuler leurs réclamations en vue de la revision des taxes.

Pendant ce délai de quinze jours, le président recevra les réclamations des intéressés et arrêtera définitivement les rôles, qui seront soumis à l'exécutoire du Premier Ministre et renvoyés au président.

Celui-ci fait connaître cette approbation aux contribuables par voie d'affiche ou d'insertion au journal officiel.

**3.** Si les déclarations ne sont pas faites dans le délai ci-dessus ou si elles sont faites d'une manière inexacte ou incomplète, il y sera suppléé d'office chaque année par l'Administration municipale.

**4.** Lorsqu'après la confection du rôle il est découvert des faits pouvant donner lieu à des accroissements de la taxe, c'est-à-dire des omissions ou des déclarations inexactes, il en est pris note par le président de la commune.

Il est ensuite établi un rôle supplémentaire qui est formé, rendu exécutoire et publié dans la forme et les délais du rôle primitif.

Les personnes qui dans le courant de l'année deviennent possesseurs de chiens imposables doivent la contribution pour l'année entière et dans la commune de leur résidence à l'époque où le fait s'est produit.

**5.** Dans tous les cas, les taxes seront doublées pour les chiens qui n'auront pas été déclarés ou qui auront été déclarés d'une manière inexacte.

**6.** Le receveur municipal est chargé du recouvrement de la taxe qui est payable dans la quinzaine qui suivra la notification portant à la connaissance des contribuables l'approbation du rôle.

Des arrêtés municipaux pourront rendre obligatoire le port d'une médaille d'identité pour les chiens des deux catégories.

**7.** Les demandes en décharge ou réduction pour être recevables doivent être présentées dans le délai d'un mois à partir de la date d'expiration du délai de quinze jours pendant lequel les rôles sont déposés au secrétariat.

**8.** Tout contribuable qui se croit mal imposé peut se pourvoir en décharge ou réduction de la contribution devant le juge de paix ou devant la juridiction indigène (tribunal de la driba ou tribunal régional).

Le pourvoi judiciaire doit, à peine de rejet, être introduit dans le délai d'un mois à partir de la date d'expiration du délai de quinze jours, prévu à l'article 4 du présent décret, pendant lesquels les rôles sont déposés au secrétariat.

Le tribunal saisi statue en dernier ressort et sans qu'il puisse y avoir lieu à appel ou à pourvoi devant une autre juridiction.

Il est sursis, jusqu'à la solution de l'instance, au recouvrement des cotes pour lesquelles un pourvoi en décharge ou ré-

duction a été introduit, et, dans le cas de revision de la cote par le tribunal compétent, il est procédé à l'admission en non-valeur, par voie d'annulation, des sommes indûment constatées au rôle.

**9.** Toute réclamation en décharge ou réduction doit, pour être recevable, être accompagnée de la quittance des termes échus.

**10.** Toute infraction aux dispositions du présent décret entraînera le paiement d'une double taxe et l'animal, objet du délit, pourra être conduit à la fourrière municipale, où il demeurera trois jours à la disposition de son propriétaire qui, pour le retirer, sera tenu au paiement préalable des frais de fourrière. Passé ce délai, les chiens pourront être abattus et les débiteurs pourront être l'objet de poursuites.

**11.** Toutes dispositions contraires aux présent décret sont abrogées. Sont maintenues provisoirement celles qui établissent le tarif de la taxe en vigueur dans chaque commune.

---

### 15 janvier 1914

DÉCRET *réglementant la taxe municipale sur l'abatage des animaux de boucherie.*

(J. O. 8 AVRIL 1914, 372)

ART. **1.** L'abatage des animaux de boucherie et assimilés peut donner lieu, dans les communes, à la perception, à leur profit, d'une taxe dite « d'abatage » et des droits accessoires (droits d'échaudadage, droits sur les issues, lavages, droits de séjour).

**2.** Le taux et le mode de perception par tête ou au poids de la taxe ainsi que les tarifs des droits accessoires, sont fixés par décret, après délibération du conseil municipal.

**3.** Dans les communes l'abatage des animaux de boucherie ou assimilés est formellement interdit en dehors des abattoirs municipaux. Dans celles où il n'existe pas d'abattoir, l'abatage s'effectue obligatoirement dans le local ou sur l'emplacement désigné à cet effet par le président de la commune.

Les abatages clandestins sont constatées par procès-verbaux et poursuivis conformément aux dispositions du décret du 11 octobre 1892, modifié par le décret du 2 juin 1911.

**4.** Le président de la commune pourra, toutefois, à l'occasion de certaines fêtes et cérémonies religieuses, autoriser les musulmans et les israélites à abattre à domicile.

Ces autorisations, qui mentionneront la date à laquelle l'abatage doit avoir lieu, ne seront accordées que sous réserve de l'acquittement, avant l'abatage, des droits revenant, de ce chef, à la commune et à l'Etat et sous réserve des formalités prescrites par le règlement particulier de chaque abattoir.

**5.** En sus du droit exclusif d'abatage, les conseils municipaux sont admis à voter l'établissement :

1° des droits de séjour, à l'abattoir municipal, des animaux destinés à être abattus ;

2° de droits sur les viandes abattues en dehors du périmètre communal et introduites dans la commune.

**6.** Lorsqu'elles n'ont pas été affermées à la suite d'adjudication publique, elles s'effectuent de la manière suivante :

Un agent communal perçoit les taxes exigibles au profit de la commune : toute perception donne obligatoirement lieu à la délivrance immédiate, à la partie versante, d'une quittance ou de tickets extraits d'un registre ou carnet à souche coté et paraphé par le président et présentant un numéro d'ordre, la date de sa délivrance, le nom du contribuable, la nature des animaux destinés à être abattus et l'indication précise et détaillée des droits preçus. Le prix du timbre de quittance vient s'ajouter, s'il y a lieu, au montant des droits qui doivent être payés, pour la taxe d'abatage, aussitôt après l'acceptation des animaux visités et pour les frais de séjour dans les conditions prévues au règlement de l'abattoir. Les droits perçus pour les animaux que le propriétaire voudrait bénévolement retirer de l'abattoir restent acquis à la ville.

Les recettes sont reprises dans les écritures du receveur municipal dans les conditions tracées à l'article 18 du décret du 23 novembre 1907.

**7.** Il sera procédé conformément aux règles prévues, en ce qui concerne les poursuites à exercer contre les contribuables pour le recouvrement des taxes.

**8.** Le fonctionnement intérieur de l'abattoir municipal constitue la matière d'un règlement spécial à chaque commune. Ce règlement, soumis à l'approbation du Premier Ministre, peut prévoir la division des abattoirs en plusieurs quartiers distincts, suivant les rites ; il détermine les heures de visites, les mesures de propreté des locaux de l'abattoir, l'entretien des ustensiles, et, d'une façon générale, toutes les

mesures de détail intéressant l'abatage des animaux et le fonctionnement de l'établissement.

**9.** Les communes peuvent être autorisées à percevoir, dans des conditions déterminées, la taxe sur la viande cacher, régulièrement instituée au profit des communautés de bienfaisance israélites.

**10.** Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées. Sont maintenues celles qui établissent les tarifs de la taxe en vigueur dans chaque commune.

---

## 15 janvier 1914

DÉCRET *réglementant la taxe municipale pour occupation de la voie publique.*

(J. O. 8 AVRIL 1914, 373)

ART. 1. L'occupation de la voie publique par les cafetiers, étalagistes, marchands, etc., ainsi que colportage et la vente de toutes marchandises dans l'intérieur des communes, sont soumis à l'autorisation préalable du président.

Cette autorisation est accordée, sous réserve des formalités prévues par les règlements municipaux, s'il est reconnu qu'il n'en résultera aucune gêne pour la voie publique, la circulation et la liberté du commerce.

Les autorisations d'occupation temporaire de la voie publique sont de pure tolérance ; elles peuvent toujours être modifiées ou révoquées en tout ou en partie, lorsque l'Administration le juge utile à l'intérêt public. Ces modifications ou révocations ne peuvent donner lieu à indemnité en faveur des permissionnaires.

**2.** Les tarifs de la taxe municipale payable par les marchands, étalagistes, etc., autorisés à s'installer sur les rues et places, sont déterminés par décret après délibération des conseils municipaux. Les droits sont exigibles d'avance, soit par trimestre grégorien, soit par mois ou par jour.

**3.** Toute autorisation de colportage et de vente des marchandises sur les voies publiques peut également donner lieu, au profit des communes, à la perception de droits exigibles d'avance, par jour ou par abonnement au mois et déterminés comme les droits d'occupation temporaire par l'assemblée communale.

**4.** Les cafetiers, restaurateurs ou étalagistes ne pourront, sous aucun prétexte, occuper une superficie supérieure à celle qui leur a été concédée. Toutefois, dans le cas de fêtes publiques ou de fêtes particulières, les emplacements occupés pourront être augmentés, après autorisation spéciale de la municipalité, moyennant le paiement d'une taxe supplémentaire immédiatement exigible et calculée d'après les tarifs mis en vigueur.

**5.** Les infractions aux dispositions du présent décret et à celles des règlements municipaux pris pour son exécution seront constatées par des procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire et tous agents municipaux assermentés à cet effet.

Elles seront punies des peines prévues par le Code pénal tunisien et, dans les cas où l'infraction ne sera pas sanctionnée pas ce texte, les peines seront celles de l'article 471 du Code pénal français, en outre des pénalités qui pourront être fixées sous forme de redevances majorées par les règlements municipaux.

De plus, les objets causes de la contravention pourront être mis en fourrière par l'autorité municipale, aux frais, risques et périls du contrevenant.

En cas de dommage au domaine public, les présidents pourront, dans les instances engagées, ester sans autorisation préalable des conseils municipaux ou du Premier Ministre.

**6.** Les recettes s'effectuent de la manière suivante :

Un agent communal preçoit les taxes exigibles au profit de la commune ; toute perception donne obligatoirement lieu à la délivrance immédiate, à la partie, versante, d'une quittance ou de tickets extraits d'un registre ou carnet à souche et présentant un numéro d'ordre, la date de sa délivrance, le nom du contribuable et l'indication précise et détaillée des droits perçus. Le prix du timbre de quittance vient s'ajouter, s'il y a lieu, au montant des droits inscrits sur la quittance ou le ticket. Les recettes sont reprises dans les écritures du receveur municipal, dans les conditions tracées à l'article 18 du décret du 23 novembre 1907.

**7.** Il sera procédé, conformément aux règles générales prévues, en ce qui concerne les poursuites à exercer contre les contribuables pour le recouvrement des taxes.

**8.** Les règlements de police pris dans les communes pour l'exécution du présent décret devront être soumis à l'approbation du Premier Ministre.

**9.** Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées. Sont main-

tenues celles qui établissent les tarifs de la tase en vigueur dans chaque commune.

---

### 15 janvier 1914

DÉCRET *fixant la procédure des états de liquidation intéressant l'Etat et les établissements publics.*

(J. O. 28 JANVIER 1914, 99)

ART. 1. La procédure applicable aux états de liquidation intéressant l'Etat et les établissements publics, est celle prescrite par l'article 32 du décret du 19 avril 1912 en matière de contrainte et doit être suivie à l'égard de tous états de liquidation, même ceux décernés antérieurement à la mise en vigueur du présent décret.

---

### 24 janvier 1914 (1)

DÉCRET *relatif aux ventes de terres pour la colonisation* (1).

(J. O. 28 JANVIER 1914, 99)

ART. 1. Les achats de terre et les prélèvements sur les immeubles domaniaux effectués en vue du développement de la colonisation, ainsi que les ventes de ces biens sont régis par les dispositions du présent décret.

§ I. — *tributions et composition du comité consultatif de colonisation.*

**2.** Le comité consultatif de colonisation institué auprès de la Direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, est appelé à donner son avis sur les régions à coloniser, la constitution des centres de colonisation, l'achat, l'allotissement, l'attribution des lots et généralement sur toutes les questions ayant trait à l'œuvre de colonisation poursuivie par le Gouvernement ou à l'interprétation du présent décret, que l'Administration jugerait utile de lui soumettre.

Ce comité est composé, sous la présidence du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation :

de trois membres français de la Conférence consultative désignés en séance plénière par la majorité de l'Assemblée, à raison d'un membre par collège électoral ;

de quatre agriculteurs français désignés à raison de deux par la Chambre d'Agriculture du Nord, un par la Chambre mixte du Centre et un par la Chambre mixte du Sud;

du fonctionnaire chargé à la Résidence générale de la direction des contrôles civils;

du chef du service des domaines ;

et d'un délégué de chacune des six grandes Administrations du Protectorat.

Les membres du comité ne faisant pas partie des Administrations sont élus pour un an et rééligibles.

Les contrôleurs civils qui auront fait partie des commissions de centre dont il est question à l'article 5, seront entendus, s'il y a lieu, par le comité.

Ce comité se réunit sur la convocation du président et délibère valablement lorsqu'une moitié au moins de ses membres sont présents.

Les propositions du comité peuvent être soumises par le Directeur général de l'Agriculture au Conseil des ministres et chefs de service. Ce même Conseil sera obligatoirement appelé à statuer s'il y a désaccord entre les différents services sur la question d'opportunité de la création d'un centre.

§ II. — *Opérations préalables à la vente des lots de colonisation.*

**3.** Les terres dont l'achat est proposé à l'Etat pour la colonisation, sont expertisées par une commission dont la composition est fixée par le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

**4.** Les prélèvements de plus de 200 hectares sur des biens domaniaux sont étudiés par une commission, composée d'un fonctionnaire du Secrétariat général du Gouvernement tunisien, de deux fonctionnaires de la Direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, du contrôleur civil et du caïd de la région, chargée d'examiner sur place les territoires qui peuvent être mis à la disposition de la colonisation française.

L'examen du prélèvement sera fait par deux fonctionnaires de la Direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, s'il ne doit pas dépasser 200 hectares.

Les prélèvements sont soumis à l'approbation du Conseil des ministres et chefs de service.

**5.** Le projet de lotissement, établi à la suite de l'achat ou du prélèvement, est soumis à une commission dite « de centre », qui examine sur le terrain toutes les questions intéressant la création du centre de colonisation. Cette commission est composée du contrôleur civil, président, d'un ou plusieurs agents de la Direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, d'un agent de la Direction

(1) V. A. 14 avril 1914, et relativement à la gestion et l'aliénation du Domaine privé : D. 18 juin 1918 et A. 20 août 1919. Régularisation des ventes anciennes, D. 18 mai 1918.

(2) voir arrêté du 1er août 1924 (J.O. 13 juin) sur le paiement en 20 ans du prix des lots de colonisation.

générale des Travaux publics, d'un agent du Secrétariat général du Gouvernement tunisien, d'un médecin et d'un colon.

**6.** Pour les achats de lots de ferme isolés et l'extension des centres existants, il est suppléé à l'avis de la commission de centre par celui du contrôleur civil de la circonscription.

§ III. — *Vente des lots de colonisation rurale.*

**7.** Nul ne peut prétendre à l'acquisition d'un lot de colonisation :

1° s'il ne jouit pas de tous ses droits civils;

2° s'il possède déjà en Tunisie une propriété rurale ;

3° s'il a vendu un lot de colonisation qui lui avait été précédemment attribué ;

4° s'il ne possède des ressources suffisantes pour faire face aux dépenses d'installation et de mise en valeur du lot.

Exceptionnellement, la vente d'un lot de colonisation peut être autorisée, après avis du comité consultatif, au profit d'une personne qui possède ou a possédé une propriété rurale en Tunisie, lorsqu'elle justifie que sa propriété a été ou est devenue insuffisante pour les besoins de son exploitation ou par suite de l'accroissement de sa famille et que la propriété qu'elle possède déjà est entièrement libérée au point-de vue du paiement du prix et des obligations de construction, d'installation et de mise en valeur. Le demandeur ne pourra, dans ce cas, revendiquer l'un des droits de préférence énumérés ci-après.

**8.** Il peut être réservé dans tout centre de colonisation un certain nombre de lots pour les immigrants originaires de la métropole ou de l'Algérie ou ayant transporté leur domicile réel en Tunisie depuis moins de deux ans, qui s'obligent à l'installation personnelle et à lexploitation directe.

Le Conseil des ministres et chefs de service peut, après avis du comité consultatif, affecter la totalité d'un lotissement à des familles ayant une communauté d'origine ou d'intérêts.

**9.** Sont privilégiés, pour l'obtention d'un lot, dans l'ordre ci-après, et sous l'obligation d'installation personnelle et d'exploitation directe :

1° les anciens élèves de l'école coloniale d'Agriculture de Tunis ayant obtenu le diplôme de cette école depuis moins de dix ans, déduction faite des années de services militaires obligatoires ;

2° les pères de famille de quatre enfants au moins vivant sous leur toit et à leur charge; (ainsi modifié par D. 28 mai 1920).

3° les contremaîtres et ouvriers agricoles fixés en Tunisie depuis plus de deux ans ;

4° les fonctionnaires et militaires ayant servi en Tunisie et remplissant les conditions voulues pour faire valoir leurs droits à la retraite ;

5° tous autres demandeurs qui s'astreignent à l'obligation d'installation personnelle et d'exploitation directe.

**10.** Pour l'attribution des lots, un droit de priorité est accordé dans chaque catégorie de demandeurs aux pères de famille ; le classement entre ces derniers s'effectue d'après le nombre d'enfants vivant sous leur toit et à leur charge.

**11.** Les demandes d'attribution de lots non réservés aux immigrants sont soumises à l'examen du comité consultatif.

Dans chaque catégorie de demandeurs, et entre personnes ayant des droits égaux, l'attribution des lots est faite par voie de tirage au sort.

En cas de réclamation en matière d'attribution des lots, il est statué par le Directeur général de l'Agriculture, après avis du comité consultatif ; sa décision est sans recours.

Les lots qui n'ont pas trouvé preneur restent à la disposition du domaine qui les aliène de gré à gré ou par voie d'adjudication.

**12.** Tout acquéreur d'un lot de colonisation est tenu :

1° de payer le prix d'achat aux échéances fixées ;

2° de construire une maison d'habitation et les bâtiments nécessaires pour l'exploitation du lot ;

3° de s'installer sur le lot ou, s'il n'est pas tenu à l'installation personnelle, d'y installer une famille française, au plus tard le 1er septembre qui suit l'expiration de la première année ;

4° d'y résider avec sa famille d'une façon effective et permanente et d'exploiter directement son lot pendant dix ans, ou d'y maintenir durant cette période une famille française, suivant qu'il est tenu ou non de s'installer en personne. En cas de décès de l'acquéreur, la condition de résidence peut être remplie par les héritiers ou par l'un d'eux seulement ;

5° de mettre le terrain en valeur dans le délai qui lui aura été assigné ;

6° de se conformer d'une manière générale à toutes les conditions spécifiées soit dans l'arrêté prévu à l'article 15, soit dans le contrat de vente.

~~L'obligation d'installation personnelle peut~~, toutefois, être réduite à une durée de cinq années de résidence effective et permanente, si l'acquéreur justifie avoir rempli les conditions de constructions et de mise en valeur dans ce délai ; mais l'acquéreur est tenu pour le surplus de la période de dix ans d'installer sur son lot une famille française, et il perd, d'autre part, le bénéfice de la remise du dixième du prix prévu à l'article 13 ci-après.

La réduction à cinq ans de l'obligation de résidence personnelle est accordée par le Directeur général de l'Agriculture, à charge d'en rendre compte au Conseil des ministres et chefs de service.

Il est interdit à tout acquéreur d'un lot de colonisation d'aliéner ce lot pendant ~~dix~~ 20 ans sans l'autorisation du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

**13.** La vente est faite moyennant un prix payable en dix annuités ; ce prix est établi sur les bases d'une expertise effectuée depuis moins de trois ans. Si l'acquéreur paie comptant le prix d'achat, il lui est accordé une remise de dix pour cent sur ce prix.

Il sera fait remise du dernier dixième du prix aux acquéreurs de lots ruraux qui auront résidé avec leur famille d'une manière permanente sur leur lot pendant dix ans et qui auront rempli toutes les obligations auxquelles ils sont assujettis (1).

**14.** L'attributaire d'un lot doit, dans un délai de quinze jours à compter de la notification qui lui a été faite, effectuer le versement du premier terme et consigner les frais d'acte à la caisse qui lui sera désignée.

A défaut d'accomplissement de ces prescriptions dans le délai fixé, l'attributaire est déchu de plein droit.

Toutefois, sur justification de motifs sérieux avant l'expiration du délai de quinze jours, l'attributaire peut obtenir une prorogation de délai pour une nouvelle période de quinze jours ; mais une deuxième prorogation n'est en aucun cas accordée.

(1) V. A. 14 avril 1914. art. 16.

L'acquéreur ne peut être mis en possession de son lot qu'après que le contrat de vente est devenu définitif par notre approbation.

**15.** La désignation des lots à vendre ou à réserver, la superficie de ces lots, les dates d'ouverture et de clôture des opérations, la fixation du prix des lots, les délais accordés pour la mise en valeur, les conditions particulières à imposer du chef de l'installation au village ou sur les lots, le minimum de ressources à exiger, et plus généralement toutes les questions relatives à la constitution des centres de colonisation, feront, pour chaque lotissement, l'objet d'un arrêté du Directeur général de l'Agriculture publié au jounral officiel.

§ IV. — *Vente de petits lots de culture et des lots urbains.*

**16.** La vente des petits lots de culture créés autour des villages est consentie aux Français habitant le centre près duquel ces lots sont créés. Elle est faite sous l'obligation de payer le prix aux époques fixées par le contrat, de mettre le terrain en valeur dans un délai maximum d'un an et de l'exploiter directement.

**17.** Les lots urbains sont vendus à prix fixe, dans l'ordre de réception des demandes parvenues à la Direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation à partir du jour de la mise en vente, ou par voie d'adjudication lorsque plusieurs demandes ayant pour objet un même lot sont parvenues dans le laps de temps indiqué par l'arrêté de mise en vente au service des domaines.

Le prix est payable comptant s'il n'excède pas 100 francs ; s'il dépasse ce chiffre, il peut être fractionné en dix termes au maximum, sans qu'aucun de ces termes puisse être inférieur à 100 francs.

L'acquéreur est tenu, dans le délai d'un an du jour du contrat :

1° d'édifier une construction en rapport avec l'importance et la situation du terrain acheté et dont la valeur sera déterminée par l'acte de vente ;

2° de clôturer son lot dans les conditions qui lui seront tracées par ledit contrat.

§ V. — *Etablissement du titre de propriété. Ventes et hypothèques.*

**18.** L'acte de vente d'un lot de colonisation est, à la diligence de l'Adminis-

tration et aux frais de l'acquéreur, inscrit sur le titre foncier dès l'établissement de ce titre.

La copie du titre reste déposé au service des domaines, jusqu'à la libération entière de toutes clauses, conditions et charges qui sont imposées à l'acquéreur, autres que le paiement du prix et l'interdiction d'aliéner pendant dix années.

**19.** Aucune aliénation ultérieure à titre onéreux ou à titre gratuit ne peut être inscrite sur le titre pendant un délai de dix ans à compter du jour de la vente, si l'acte n'est revêtu de l'autorisation du Directeur général de l'Agriculture.

**20.** Cette autorisation doit être refusée si l'acquéreur n'a pas satisfait pendant trois ans au moins aux obligations qui lui sont imposées ; elle est toujours subordonnée au paiement de la totalité du prix restant dû à l'Etat et le cessionnaire se trouve substitué au cédant pour l'accomplissement des clauses et charges du contrat primitif ; elle ne peut, enfin, être accordée que si le cessionnaire remplit les conditions requises pour acquérir un lot de colonisation.

**21.** L'Etat peut céder le rang d'antériorité de son hypothèque au profit des personnes qui auront consenti à l'acquéreur des prêts hypothécaires lorsqu'il est justifié par un acte de prêt constatant la destination des fonds, par des quittances et tous autres documents probants, que la somme prêtée a été employée à des constructions ou à des travaux agricoles constituant des améliorations utiles et permanentes.

L'acte portant cession d'antériorité est dressé conjointement par le Directeur général des Finances et par le Directeur général de l'Agriculture.

§ VI. — *Déchéance.*

**22.** Faute par l'acquéreur de s'être installé ou d'avoir installé une famille française, suivant les cas, dans le délai imparti à l'article 12, la déchéance est encourue de plein droit.

Est également déchu de plein droit l'acquéreur qui a vendu son lot sans autorisation.

**23.** Faute par l'acquéreur d'avoir rempli toutes les autres obligations énumérées aux articles 12, 16 et 17, sa déchéance peut être prononcée trois mois après une mise en demeure par lettre recommandée.

**24.** La déchéance est prononcée par arrêté du Directeur général de l'Agriculture qui n'est susceptible d'aucun recours. Cet arrêté est notifié par la voie administrative à l'acquéreur ou à ses ayant-droit connus, ainsi qu'aux créanciers inscrits au domicile élu, il est inscrit sur le titre.

**25.** L'arrêté de déchéance est suivi de la mise en vente du lot.

La mise en vente est notifiée au moins un mois à l'avance, avec indication des jour, lieu et heure aux personnes auxquelles a été signifié l'arrêté de déchéance.

§ VII. — *Adjudication.*

**26.** L'aliénation d'un lot de colonisation, tant dans le cas de déchéance prévu ci-dessus, que lorsque la vente en est poursuivie à la requête des créanciers, ne peut avoir lieu pendant le délai de dix ans qu'en la forme administrative par les soins du service des domaines et par la voie des enchères publiques.

Ne sont admises aux enchères que les personnes remplissant les conditions requises pour acquérir un lot de colonisation. L'acquéreur déchu ne peut y prendre part.

L'adjudication ne devient définitive que par notre approbation (1).

**27.** Le prix de l'adjudication doit être versé dans le délai d'un mois à la caisse du comptable désigné à cet effet (2).

La distribution en est effectuée dans l'ordre ci-après :

1° frais de la procédure de déchéance et de mise en vente s'il y a lieu ;

2e créances inscrites pour lesquelles l'Etat a cédé son rang d'antériorité d'hypothèque ;

3° termes restant dus à l'Etat, majorés des intérêts à 5 % par an de la partie du prix non acquittée représentant la location du sol et des interêts moratoires ;

4° créances inscrites qui n'ont pas été admises au bénéfice de la cession du rang d'antériorité de l'Etat ;

(1) Procédure de l'adjudication, A. 14 avril 1914, art. 24 et suivant.

(2) V. A. 14 avril 1914, art. 30.

5° termes versés par l'acquéreur diminués des intérêts à 5 % par an de la partie du prix non acquittée et des intérêts moratoires ;

6° impenses faites sur la propriété des deniers de l'acquéreur.

Les créanciers inscrits ainsi que l'acquéreur en ce qui concerne les impenses faites de ses deniers ne sont admis à la distribution du prix qu'à concurrence de la valeur des améliorations foncières fixée par une expertise administrative.

L'excédent du prix sur les sommes ainsi distribuées est acquis au fonds de colonisation.

Les sommes revenant aux particuliers sont consignées à la Recette générale des Finances jusqu'à règlement entre les intéressés.

**28.** En cas d'insuccès de l'adjudication l'Etat n'est tenu à aucune indemnité en raison des améliorations qu'a pu apporter à l'immeuble l'acquéreur déchu ; de même, les créanciers inscrits n'ont aucune action à exercer contre l'Etat pour obtenir le paiement de leurs créances.

Les termes versés par l'acquéreur sont restitués après déduction des intérêts à 5 % par an de la partie du prix non acquittée et des intérêts moratoires et l'immeuble fait retour au domaine de l'Etat, libre de toutes charges ou droits réels qui auraient été constitués par l'acquéreur.

D. 1er juillet 1914 — Le Conservateur de la Propriété foncière etc.

§ VIII. — *Dispositions diverses.*

**29.** Les acquéreurs substitués au domaine de l'Etat pour l'acquisition de biens habous dans les conditions du décret du 13 novembre 1898 sont soumis au même régime que les acquéreurs des lots de colonisation. Toutefois, ils doivent acquitter au comptant l'intégralité du prix. Ils sont, en outre, astreints sous peine de déchéance, à l'obligation d'installation personnelle et d'exploitation directe pendant dix années sur le lot dont l'acquisition est ainsi réalisée.

Ils ne peuvent en être dispensés que si la parcelle en question est destinée à l'agrandissement d'une proprieté et n'est pas susceptible d'être exploitée séparément.

**30.** Il n'est rien innové au régime des terres à planter réglementé par le décret du 8 février 1892.

Sont abrogés les décrets du 16 décembre 1903 et du 12 juillet 1910, ainsi que toutes autres dispositions contraires au présent décret.

**31.** Notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation est chargé de l'exécution du présent décret et autorisé à prendre tous arrêtés règlementaires en vue de cette exécution.

§ IX. — *Disposition transitoire.*

**32.** Il est accordé aux acquéreurs de lots de colonisation, qui n'ont pas encore satisfait aux obligations de leur contrat, un nouveau et dernier délai de régularisation.

Ce délai prendra fin :

le premier juillet 1914 pour les acquisitions antérieures au premier janvier 1908 ;

le premier janvier 1915 pour celles postérieures à cette date.

Faute par les acquéreurs de s'être mis en règle dans les délais impartis, la déchéance pourra être prononcée trois mois après une mise en demeure par lettre recommandée.

---

## 10 février 1914

DÉCRET *instituant une caisse de retraite des ouvriers des monopoles.*

(J. O. 25 FÉVRIER 1914, 211)

ART. **1.** *Institution de la caisse des retraites des ouvriers des monopoles.* — Il est institué, dans la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens, sous la dénomination de « caisse des retraites des ouvriers des monopoles », un compartiment spécial destiné à servir des pensions viagères aux ouvriers non commissionnés de la Direction des Monopoles.

Cette caisse est autorisée et reconnue comme établissement d'utilité publique ; elle est gérée par la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens qui pourvoit aux frais de gestion par imputation sur les revenus du fonds commun prévu par l'article 6 ci-après et, en cas d'insuffisance, à titre d'avance remboursable.

**2.** *Ressources de la caisse.* — Les ressources de la caisse des retraites des ouvriers des monopoles sont constituées :

1° par une majoration de 1 °/₀ sur les salaires des participants ;

2° par une subvention, à la charge de l'Etat, de 9 °/₀ des mêmes salaires ;

3° par des dotations, dons et legs ;

4° par les intérêts, revenus et produits du fonds social ;

**3.** *Des participants.* — Sont inscrits d'office, à compter du 1er janvier 1914, comme participants à la caisse dss retraites les ouvriers de seconde catégorie de la manufacture des tabacs de Tunis, âgés de plus de dix-huit ans et en service à cette date, et les ouvriers permanents des établissements extérieurs de la Direction des Monopoles, recrutés depuis le 1er janvier 1914.

Les ouvriers ne pourront être recrutés désormais à plus de vingt-cinq ans, non compris la durée des services militaires obligatoires. Ils seront inscrits d'office à la caisse de retraite dès qu'ils auront accompli un stage reconnu satisfaisant de six mois au moins, et qu'ils auront atteint au moins l'âge de dix-huit ans.

**4.** *Comptes des participants.* — Il est ouvert à chaque participant un compte individuel qui comprend distincteemnt :

1° les sommes mandatées au titre : *a)* de la majoration de 1 °/₀; *b)* de la subvention correspondante de 9 °/₀ à la charge de l'Etat ;

2° l'indication des rentes afférentes à chaque nature de versement.

Les inscriptions y sont faites trimestriellement.

Les majorations portées au compte individuel constituent pour le participant un capital réservé dont l'attribution est prévue à l'article 12 ci-après : elles lui donnent droit, en outre, mais pour le cas seulement où il est admis à faire valoir ses droits à la retraite et à partir du jour de cette admission à une rente viagère calculée suivant le mode indiqué à l'article 5.

Les subventions sont la propriété de la caisse et ne donnent droit, pour le titulaire, qu'à la rente viagère calculée comme il est dit à l'article 5, avec jouissance du jour de son admission à la retraite.

**5.** *Rentes viagères.* — Le montant des majorations et celui des subventions inscrites au compte individuel du participant servent respectivement à constituer des rentes viagères calculées en tenant compte de l'âge de l'intéressé, du jour de l'inscription, ainsi que du montant des sommes et de la fixation à l'âge de soixante ans de la date de l'entrée en jouissance ,d'après les tarifs de la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens et conformément aux règles en usage dans cette société.

**6.** *Fonds commun.* — Il est établi un fonds commun distinct des comptes individuels et alimentés par :

1° des dotations, dons et legs ;

2° le capital provenant des subventions inscrites aux comptes individuels éteints par le décès ou la cessation de service volontaire ou forcée des participants n'ayant pas droit à une retraite ;

3° les sommes en capital et les arrérages de rentes viagères, dont le paiement n'a pas été réclamé dans les délais prévus à l'article 13 ;

4° les revenus et intérêts de ces capitaux;

5° toutes sommes disponibles par défaut d'affectation ;

**7.** *Retraite normale.* — Le droit à la retraite normale est ouvert à tout ouvrier qui réunit, à l'âge de soixante ans, trente années de services postérieurs au 1er janvier 1891.

L'admission à la retraite est prononcée par le conseil des ministres et chefs de service sur la proposition du Directeur général des Finances, soit sur la demande de l'ouvrier, soit même d'office.

Elle entraîne pour le participant le droit de demander la liquidation de son compte individuel, c'est-à-dire l'attribution : *a)* du capital de ses majorations, conformément à l'article 12 ci-après ; *b)* d'une rente viagère égale au montant cumulé des rentes viagères inscrites à son compte individuel du fait de ses majorations et des subventions de l'Etat. Si le total de ces rentes et de celles que lui procure ou pourrait lui procurer la conversion en viager du capital de ses majorations, n'assure pas à l'ouvrier à soixante ans, un chiffre minimum de 300 francs, l'insuffisance est fournie par le fonds commun.

Si l'ouvrier remplissant la double condition d'âge et de durée de services fixée

ci-dessus continue son travail le minimum de la rente viagère qui lui est assurée s'augmente de 10 francs par année en plus, l'insuffisance du compte individuel continuant à incomber au fonds commun.

A titre transitoire, les ouvriers en service au 1er janvier 1914, âgés de plus de trente ans, au moment de leur entrée au service, sont dispensés de la condition de durée de services, et le minimum de leur pension est fixé à 10 francs par année de services. Ce minimum leur est attribué par la même procédure que celle décrite à l'alinéa 2 ci-dessus du présent article.

Par année de services, dans le sens du présent décret, il faut entendre deux cent soixante jours de salaires.

**8.** *Retraite anticipée.* — L'ouvrier, quel que soit son âge, qui, comptant plus de vingt ans de services, est reconnu par le Directeur des monopoles et par le médecin de la manufacture, incapable de continuer son travail, peut sur sa demande ou d'office, suivant la procédure de l'article 7, alinéa deuxième, être admis à la retraite par anticipation. Il a droit alors au capital de ses majorations et à la jouissance immédiate des rentes viagères correspondant aux versements inscrits à son compte, mais sous réduction de leur montant conformément aux tables de la société de prévoyance.

**9.** *Retraite exceptionnelle.* — Peut, sur sa demande ou d'office, suivant la procédure de l'alinéa 2 de l'article 7, être admis à une retraite exceptionnelle, l'ouvrier reconnu par le Directeur des monopoles et par le médecin de la manufacture, incapable de continuer son travail, s'il est établi que son invalidité est la conséquence de son occupation dans l'établissement.

L'admission à la retraite exceptionnelle est prononcée ou accordée :

1° sans condition d'âge ni de durée de services, lorsqu'un accident survenu pendant et à l'occasion du service a entraîné pour l'ouvrier une incapacité totale ou partielle de travail ;

2° si l'ouvrier, quel que soit son âge, compte au moins vingt années de services lorsqu'une maladie résultant de ses occupations professionnelles le met dans l'impossibilité de les continuer.

L'ouvrier admis à la retraite exceptionnelle a droit comme celui bénéficiant de la retraite normale, à la liquidation de son compte individuel. Mais le total des rentes inscrites à son compte, réduites, s'il y a lieu, à raison de l'anticipation de jouissance et de celle que lui procure ou pourrait lui procurer la conversion en viager du capital de ses majorations, ne peut être inférieur :

*a)* dans le premier cas du n° 1 ci-dessus, à la moitié du salaire de l'année qui a précédé l'accident, et, dans le second cas, au tiers ou au quart de ce salaire, suivant le degré de l'incapacité constatée par les certificats médicaux ; cette quotité est déterminée, sans appel, par le Conseil des ministres et chefs de service, sur la proposition du Directeur général des Finances ;

*b)* dans le cas du n° 2 ci-dessus, au tiers ou au quart du salaire qui a précédé la cessation du travail, sur les mèmes justifications et de la mëme façon qu'à l'alinéa *a)* ci-devant

L'insuffisance est couverte par le fonds commun.

**10.** *Droits des veuves.* — A droit à pension sur le fonds commun de la caisse des retraites, à charge d'en faire la demande et de faire admettre ses titres au Conseil des ministres et chefs de service :

1° la veuve de l'ouvrier qui a obtenu ou qui était, à son décès, en droit d'obtenir une pension de retraite, pourvu que le mariage ait été contracté au moins deux ans avant la cessation des services du mari ;

2° la veuve de l'ouvrier décédé après vingt-cinq ans de services et deux ans au moins de mariage ;

3° la veuve de l'ouvrier décédé des suites d'un accident de service ou d'une maladie résultant de ses occupations professionnelles, comme le prévoit l'article 9' quelle que soit la durée du mariage.

La pension de la veuve est, dans les deux premiers cas, du tiers, et, dans le troisième cas, de la moitié de celle que le mari aurai obtenue ou pu obtenir.

Dans aucun cas la pension de la veuve ne peut être inférieure à 120 francs, sans toutefois, excéder celle que le mari aurait obtenue ou pu obtenir. Si la veuve a droit au capital des majorations de son mari, la rente viagère qu'elle se procure ou pour-

rait se procurer en le convertissant en viager, vient en déduction du montant de sa pension.

Le droit à pension n'existe pas pour la veuve dans le cas de séparation de corps prononcée contre elle.

Dans le cas de mariages contractés sous le régime de la loi musulmane ou de la loi hébraïque, s'il y a plusieurs veuves, la pension est répartie par portions égales entre elles. En cas de décès de l'une des veuves, sa part de pension accroît par reversibilité aux survivantes.

Il doit être justifié de l'état civil des conjoints survivants, par les moyens admissibles à la société de prévoyance.

La pension ou part de pension allouée à une veuve s'éteint si elle se remarie.

**11.** *Droits des orphelins mineurs.* — L'orphelin ou les orphelins mineurs de l'ouvrier qui a obtenu ou qui était, à son décès, en droit d'obtenir une pension de retraite ou qui comptait à son décès vingt-cinq ans de services, a droit sur le fonds commun de la caisse, à charge d'en faire la demande et de faire admettre ses titres au Conseil des ministres et chefs de service, à un secours annuel lorsque la mère est soit décédée, soit inhabile à recueillir la pension, soit déchue de ses droits.

Ce secours est, quel que soit le nombre des enfants, égal à la pension que la mère aurait obtenue ou pu obtenir conformément à l'article 10. Il est partagé entre eux par égales portions, et payé jusqu'à ce que le plus jeune des enfants atteigne l'âge de dix-huit ans accompli, la part des enfants parvenant à cet âge et de ceux qui décèdent faisant retour aux mineurs. S'il existe une veuve et un ou plusieurs orphelins mineurs provenant d'un mariage antérieur de l'ouvrier, il est prélevé sur la pension de la veuve, et sauf reversibilité en sa faveur, un quart au profit de l'orphelin du premier lit, s'il n'en existe qu'un et la moitié, s'il en existe plusieurs.

En ce qui concerne les ouvriers musulmans ou israélites non mariés sous le régime de la loi française, les pensions ou secours sont répartis individuellement par parts égales entre les veuves et les enfants âgés de moins de dix-huit ans non mariés.

Ils cessent, en ce qui concerne les veuves, en cas de nouveau mariage, et, en ce qui concerne les enfants lorsqu'ils ont atteint l'âge de dix-huit ans ou ont contracté mariage. Ces pensions ou secours sont, sauf le cas où une veuve se remarie, reversibles sur tous les ayants-droit existant jusqu'au dernier bénéficiaire.

**12.** *Attribution des majorations.* — Le capital des majorations inscrit au compte individuel est attribué, sans intérêts, au titulaire de ce compte, sur sa demande, dès qu'il cesse son service, à quelque date et pour quelque cause que ce soit (démission, renvoi, admission à la retraite, etc.).

En cas de décès, à quelque époque qu'il se produise, le capital des majorations est attribué sans intérêts au fonds commun de la caisse, à charge par celui-ci de verser une somme équivalente à la veuve, et à défaut de veuve, aux héritiers directs descendants du défunt. S'il y a une ou plusieurs veuves avec ou non des enfants de plusieurs lits, la répartition de l'équivalent du capital des majorations s'effectue par parts égales entre les veuves et les enfants, quel que soit l'âge de ces derniers.

A défaut de veuves et d'héritiers directs descendants, l'équivalent dont il s'agit est attribué aux héritiers directs ascendants. S'il n'y en a pas, le fonds commun est déchargé de toute obligation.

La femme contre laquelle le divorce ou la séparation de corps a été prononcée partie à son profit, partie au profit du conjoint, n'a aucun droit à l'équivalent du capital des majorations.

Le bénéficiaire du capital ou de l'équivalent du capital des majorations peut en demander la conversion, en tout ou en partie, en une rente viagère immédiate calculée, eu égard à son âge, d'après les tarifs de la société de prévoyance.

**13.** *Délais et déchéances.* — Toute demande de pension doit, à peine de déchéance, être présentée dans le délai de trois ans à partir du jour de la cessation de l'emploi ou du décès du participant.

Tous capitaux non réclamés dans le délai de cinq ans à compter de l'exigibilité ou de l'échéance, sont prescrits au profit de la caisse des retraites.

Les arrérages des pensions et secours non réclamés par les intéressés ou leurs ayants-droit sont prescrits et définitivement acquis à la caisse trois ans après la date de leur échéance.

**14.** *Référence aux règles de la société de prévoyance.* — Les dispositions législatives statutaires et règlementaires relatives à la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens s'appliquent à la caisse spéciale des retraites créée par le présent décret sur tous les points qui ne sont pas en opposition avec le présent décret.

**15.** *Insuffisance du fonds commun.* — Les insuffisances du fonds commun de la caisse spéciale organisée par le présent décret seront couvertes, le cas échéant, à titre d'avances remboursables, par le fonds commun de la société de prévoyance.

**16.** *Disposition transitoire.* — A titre exceptionnel, sont admis à faire valoir leurs droits à pension, dans les conditions prévues aux articles 7 et 9 qui précèdent, les ouvriers qui ont quitté la manufacture depuis le 1er janvier 1912 ; mais les secours qu'ils ont pu recevoir sur le budget de l'Etat depuis cette date viendront en déduction des rappels d'arrérages de 1912 et 1913.

**17.** *Exécution.* — Notre Directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1914, sauf l'exception prévue à l'article 16 précédent. Il est autorisé à prendre, par voie d'arrêtés réglementaires, les mesures nécessaires à son application.

---

## 15 février 1914

DÉCRET *instituant un commissariat de la police spéciale des chemins de fer et des ports.*

(J. O. 2 MAI 1914, 443)

ART. 1. Il est institué un commissariat de la police spéciale des chemins de fer et des ports de la Tunisie, relevant du Directeur de la sûreté publique et chargé de rechercher, sur tout le territoire de la Régence, les crimes, délits et contraventions prévus par les lois, décrets et règlements en vigueur.

2. Avant d'entrer en fonctions, le commissaire et les agents de la police spéciale des chemins de fer et des ports, prêtent devant l'autorité judiciaire le serment prévu par le décret du 6 août 1884.

Leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.

---

## 17 février 1914

DÉCRET *relatif aux installations de postes privés de télégraphie sans fil.*

(J. O. 21 FÉVRIER 1914, 198)

ART. 1. Les postes de télégraphie sans fil destinés à l'échange des correspondances d'intérêt privé ont classés en deux catégories :

1° postes récepteurs ;

2° postes transmetteurs.

**2.** Les postes récepteurs pourront dorénavant être établis sans autorisation spéciale, mais toute installation devra donner lieu à une déclaration préalable du propriétaire ou de l'exploitant faite au Directeur général de l'Office des postes et des télégraphes.

**3.** L'existence de postes récepteurs donnera lieu à la perception sur le déclarant d'une taxe annuelle de 20 francs exigible au 1er janvier pour l'année entière, et à partir de la date de la déclaration jusqu'au 31 décembre de l'année initiale.

**4.** L'Office des postes et des télégraphes pourra exiger la suppression de ces postes si leur existence ou leur exploitation gêne le service public ou présente un danger quelconque pour la défense nationale. En ce cas, la redevance exigible au début ou au 1er janvier demeurerait acquise à l'Etat.

**5.** Tout établissement d'un poste récepteur de télégraphie sans fil d'intérêt privé non déclaré donnera lieu à l'application, contre l'exploitant, d'une amende de 100 francs et de 500 francs en cas de récidive.

**6.** Les propriétaires ou exploitants de postes récepteurs d'intérêt privé bénéficieront d'un délai de trois mois à partir de la date de promulgation du présent décret pour se conformer à la législation nouvelle. A l'expiration de ce délai, les pénalités prévues à l'article 5 seront appliquées le cas échéant.

**7.** L'installation des postes transmetteurs de télégraphie sans fil d'intérêt privé demeure soumise à l'autorisation du Directeur général de l'Office des postes et des télégraphes par application des décrets des 6 juillet 1889 et 19 février 1903.

**8.** Toute installation non autorisée de postes transmetteurs d'intérêt privé, dont l'existence serait constatée après un délai de trois mois à partir de la date de promulgation du présent décret, entraînera, contre l'exploitant, l'application d'une amende de 1.000 fr. et de 5.000 francs en cas de récidive, sans préjudice de la confiscation des appareils par l'Etat dans les deux cas.

**9.** Sera supprimé et confisqué par l'Administration tout poste privé de télégraphie sans fil dont le propriétaire ou l'exploitant aurait divulgué à des tiers le contenu des télégrammes officiels ou privés que son installation lui aurait permis de traduire. Cette mesure sera indépendante des actions en responsabilité civile qui pourraient lui être intentées par l'Etat ou par les particuliers, dans les conditions du droit commun, à raison du préjudice causé. Ces dispositions ne sont pas applicables aux télégrammes ou messages visés aux articles 10 et 11.

**10.** Le Directeur général de l'Office des postes et des télégraphes est autorisé à consentir des abonnements forfaitaires pour la réception des télégrammes destinés à la publicité des journaux ou agences d'informations et à fixer le taux de ces abonnements,

d'après le tarif normal des télégrammes de presse et le nombre moyen de mots quotidiennement reçus.

Les abonnés ne pourront refuser de se prêter au contrôle des agents de l'Office des postes et des télégraphes en vue de la détermination des taxes à percevoir de ce chef.

**11.** Sont également autorisées sans autre taxe que la taxe annuelle de 20 francs prévue à l'article 3, la réception et la divulgation de l'heure et des observations météorologiques officielles reçues par télégraphie sans fil.

**12.** Les contraventions résultant de l'application des articles 5, 8 et 9 pourront être constatées par les officiers de police judiciaire et les agents ou sous-agents de l'Office des postes et des télégraphes assermentés.

L'Office des postes et des télégraphes, détenteur du monopole de l'établissement et de l'exploitation des postes et de télégraphie sans fil, en vertu du décret du 19 février 1903 (article 1er), conserve le droit de faire visiter par ses agents toute installation de poste récepteur ou transmetteur destinée à un service privé. Ce droit peut être exercé à toute époque et notamment au moment de la déclaration préalable en ce qui concerne les postes de la première catégorie et à celui de la demande d'autorisation en ce qui concerne les postes de la seconde catégorie.

**13.** Notre Directeur général de l'Office des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret. Il est autorisé à pourvoir par voie d'arrêté à toutes mesures de détail et d'ordre relatives à son application.

---

## 24 février 1914

DÉCRET *réglementant la perception des droits de place, des droits de stationnement et de voirie.*

(J. O. 28 FÉVRIER 1914, 226)

ART. **1.** Les droits de place à percevoir dans les halles, foires et marchés dépendant des communes et les droits de stationnement sur la voie publique ou dans des lieux publics sont perçus en vertu de tarifs votés par le conseil municipal et approuvés par décret.

**2.** Les conseil municipaux délibèrent sur le mode de perception de ces droits.

**3.** *Droits de voirie.* — Les droits de voirie s'appliquent à la délivrance des alignements individuels, aux permissions d'élever ou de réparer des constructions le long de la voie publique et à toute les saillies fixes et mobiles que les propriétaires ou locataires reçoivent l'autorisation d'établir en dehors de la ligne d'aplomb des édifices, ainsi qu'aux occupations temporaires de la voie publique.

Les tarifs sont établis par décret après délibération du conseil municipal.

Les oppositions au recouvrement des droits de voirie sont jugées comme affaires sommaires et la commune peut y défendre sans autorisation du Premier Ministre.

**4.** Pour les droits de voirie et pour les droits de place, lorsque ces derniers n'ont pas été affermés à la suite d'une adjudication publique, les recettes s'effectuent de la manière suivante :

Un agent communal perçoit les taxes exigibles au profit de la commune. Toute perception donne obligatoirement lieu à la délivrance immédiate, à la partie versante, d'une quittance ou de tickets extraits d'un registre ou carnet à souche coté et paraphé par le président et présentant un numéro d'ordre, la date de sa délivrance, le nom du contribuable et la nature et l'indication précise et détaillée du droit perçu. Le prix du timbre de quittance, vient s'ajouter, s'il y a lieu, au montant des droits inscrits sur la quittance ou le ticket.

Les recettes sont reprises dans les écritures du receveur municipal dans les conditions tracées à l'article 18 du décret du 23 novembre 1907.

**5.** Il est procédé, conformément aux règles générales prévues en ce qui concerne les poursuites à exercer contre les contribuables pour le recouvrement des taxes.

---

## 24 février 1914

DÉCRET *réglementant la perception de la taxe municipale sur les entrepreneurs de fêtes, cafetiers, etc.*

(J. O. 28 FÉVRIER 1914, 226)

ART. **1.** Il est perçu, au profit des communes, une taxe municipale sur les entrepreneurs et organisateurs de fêtes publiques ou privées, spectacles, concerts, bals, etc. Les tarifs sont fixés par décret, après délibération du conseil municipal.

Des tarifs spéciaux peuvent être établis sur les autorisations délivrées pour la nuit entière.

**2.** Les cafetiers, cabaretiers et propriétaires d'établissements publics autorisés à recevoir et à garder des clients après les heures réglementaires de fermeture peuvent également être assujettis au paiement de taxes fixées dans la forme prévue à l'article premier.

**3.** Les contestations qui pourront s'élever au sujet de l'application des tarifs seront jugées, comme affaires sommaires, par le ju-

ge de paix ou par la juridiction indigène (tribunal de la driba ou tribunal régional).

**4.** L'autorité municipale statue, sans appel, sur les demandes d'autorisation présentées par les cafetiers, bateleurs, entrepreneurs de spectacles, etc.

Les autorisations peuvent être refusées. Elles sont précaires et révocables au gré de l'administration municipale. Les permis que l'administration municipale délivre stipulent les mesures de police en vue du maintient de l'ordre dans les bals, jeux, cafés.

Il est indiqué que les droits sont toujours payés d'avance. Les permis mentionneront : 1° la durée de l'autorisation ; 2° la date et le numéro de la quittance délivrée par le receveur municipal.

Avis des autorisations est transmis immédiatement au receveur municipal. Les autorisations ne sont remises aux ayants-droit que sur le vu de la quittance des taxes établies par les tarifs en vigueur.

**5.** Les contraventions aux arrêtés municipaux pris en exécution de l'article précédent seront constatées par procès-verbaux et leurs auteurs déférés aux tribunaux compétents.

**6.** Toute dispositions contraires au présent décret sont abrogées ; sont maintenues celles qui fixent les tarifs de la taxe en vigueur dans chaque commune.

---

### 1er mars 1914

DÉCRET *fixant les attributions des chefs de poste de police à pied ou à bicyclette.*

(J. O. 7 MARS 1914, 275)

ART. 1.— Les chefs de poste de police à pied ou à bicyclette exercent, dans les limites de leur secteur, les attributions conférées aux gardes de police à cheval par le décret du 31 décembre 1899 et définies par le décret du 15 décembre 1896.

Leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.

---

### 14 mars 1914

DÉCRET *modifiant celui du 16 octobre 1897 relatif à la police des chemins de fer.*

(J. O. 18 mars 1914, 305)

ART. UNIQUE. Est annulé et remplacé par le suivant, l'article 81 du décret du 16 octobre 1897 sur la police des chemins de fer.

ART. 81. *Soudure des tarifs.*— Sauf exception autorisée par le Directeur général des Travaux publics, aucune taxe ne pourra être établie pour le transport de certaines marchandises entre deux stations qu'à la condition de pouvoir se souder avec les taxes applicables au transport des mêmes marchandises sur les lignes formant les prolongements des parcours en vue desquels sont établis les prix réduits, ou s'embranchant sur ces parcours. »

---

### 15 mars 1914

ARRÊTÉ *du Directeur général de l'Agriculture relatif au dépôt des demandes de brevet d'invention.*

(J. O. 28 mars 1914, 337)

ART. UNIQUE. Toute personne effectuant en Tunisie le dépôt d'une demande de brevet d'invention, après avoir déposé cette même demande dans un des pays adhérents à l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, devra, pour se prévaloir du droit de priorité prévu par l'article 4 précité :

soit indiquer dans ladite demande la date du premier dépôt et le nom du pays où il a été effectué ;

soit fournir les mêmes indications dans un délai maximum de soixante jours à partir du dépôt effectué en Tunisie.

---

### 17 mars 1914

DÉCRET *réglementant l'exploitation des services publics d'automobiles subventionnés.*

(J. O. 21 mars 1914, 311)

ART. 1. Les services publics d'automobiles subventionnés destinés au transport, soit des voyageurs, soit des marchandises, sont soumis aux prescriptions des règlements concernant la police du roulage et la circulation des automobiles.

L'exploitation de ces services est, en outre, assujettie aux conditions suivantes :

**2.** Les dispositions des véhicules affectés aux services subventionnés, telles que types de chassis, modèles de carrosserie, charge des essieux, nature des bandages, puissance des moteurs et des freins, etc., doivent être approuvées par le Directeur général des Travaux publics.

**3.** Chaque voiture doit être munie des outils les plus indispensables pour les réparations à effectuer en cas d'avarie ou d'accident.

**4.** Les voitures doivent être constamment maintenues dans un bon état d'entretien et de propreté.

**5.** Le service du contrôle peut, l'exploitant entendu, interdire la circulation des voitures qui ne se trouveraient pas dans des conditions suffisantes pour assurer la sécurité de la circulation.

**6.** Le Directeur général des Travaux publics désigne, l'exploitant entendu :

1° Les points où des bureaux et arrêts doivent être établis.

2° Ceux de ces points où des correspondants doivent être chargés d'assurer le service des voyageurs et des marchandises.

**7.** Le nombre minimum des voyages qui doivent être faits chaque jour et dans chaque sens est déterminé pour chaque ligne par le Directeur général des Travaux publics, sur la proposition de l'exploitant, à défaut de stipulations à cet égard dans le cahier des charges de l'entreprise.

**8.** L'horaire des voitures est, pour chaque ligne, arrêté par le Directeur général des Travaux publics sur la proposition de l'exploitant, faite au moins quinze jours avant la date de la mise en vigueur du service.

Les voitures ne seront tenues de s'arrêter qu'aux arrêts portés sur l'horaire.

**9.** La vitesse des voitures doit, à la descente des déclivités, être réglée de façon que l'arrêt puisse être réalisé sur un espace de douze mètres (12$^{m}$) au plus à partir du moment où les freins sont mis en action.

En cas de danger le conducteur doit immédiatement faire usage de tous les moyens dont il dispose, de manière à provoquer l'arrêt le plus rapide.

**10.** Aucune taxe, de quelque nature quelle soit, ne peut être perçue qu'en vertu d'une homologation préalable du Directeur général des Travaux publics.

Lorsque l'agencement des voitures ne permet pas de transport des colis, l'exploitant ne doit pas être tenu d'assurer le service des bagages, ni des marchandises, et les voyageurs doivent, en ce qui concerne l'admission des colis, à la main se conformer aux prescriptions de l'alinéa 6$^{e}$ de l'article 12 ci-après.

**11.** Les tableaux des taxes et des frais accessoires approuvés sont affichés et tenus à la disposition du public dans les bureaux de l'entreprise.

**12.** Il est interdit ;

1° d'entrer dans les voitures sans avoir pris un billet de place ;

2° de monter ou descendre pendant la marche ;

3° de fumer à l'intérieur des voitures fermées, de cracher sur les planchers, de salir ou détériorer le matériel ;

4° de monter dans les voitures en état d'ivresse ou de malpropreté évidente ;

5° d'y faire monter des chiens ou autres animaux ;

6° d'y introduire des armes à feu chargées ou des objets qui, par leur nature, leur volume ou leur odeur, pourraient gêner, salir ou incommoder les voyageurs ;

7° de parler au conducteur pendant la marche de la voiture et de toucher aux appareils qui ne sont pas à la disposition du public.

Peuvent être exclues des voitures les personnes atteintes visiblement ou notoirement de maladies dont la contagion serait à redouter pour les voyageurs. Les voitures dans lesquelles elles auraient pris place sont, dès l'arrivée, soumises à la désinfection.

**13.** L'exploitation des services publics subventionnés d'automobiles est soumise au contrôle et à la surveillance de la Direction générale des Travaux publics.

Les agents du contrôle ont notamment pour mission :

de surveiller l'application régulière des taxes, l'exécution des mesures prescrites pour l'admission des voyageurs dans les voitures, la réception et l'enregistrement des colis, leur transport et leur remise aux destinataires ;

de vérifier les conditions des traités qui seraient passés par l'exploitant avec d'autres entreprises de transport en correspondance avec le service d'automobiles ;

de constater le mouvement de la circulation des voyageurs et des marchandises, ainsi que les recettes ;

de vérifier l'état du matériel et des installations de l'entreprise ;

de surveiller le départ, l'arrivée, la marche et le stationnement des voitures, la propreté du matériel et des locaux affectés au public ;

de veiller à l'exécution des règlements relatifs à la police et à la sécurité de la circulation, ainsi qu'à l'observation, tant par le public que par l'exploitant, des règlements

de toute nature intéressant le service public d'automobiles.

**14.** L'exploitant est tenu de présenter, à toute réquisition, aux agents du contrôle ses registres de recettes, ses circulaires et ordres de service, les traités qu'il a passés avec d'autres entreprises de transport et, en général, tous les documents nécessaires à l'exécution de la mission confiée au service du contrôle.

**15.** Toutes les fois qu'un accident est causé par un service subventionné, il en est fait immédiatement déclaration par l'exploitant, ou ses agents, au commissaire de surveillance administrative de la circonscription.

Lorsque l'accident a une certaine gravité, l'exploitant avise, en outre, par la voie la plus rapide, le Directeur général des Travaux publics, le Directeur des chemins de fer et l'ingénieur du contrôle.

Lorsqu'il se produit un fait de nature à donner ouverture à l'action publique, et, en tout cas, s'il y a mort d'homme, ou blessures graves, le Procureur de la République en est immédiatement avisé par la voie la plus rapide.

**16.** Les infractions aux dispositions du présent décret et des arrêtés rendus pour son exécution sont punies d'une amende de 1 à 20 francs et d'un emprisonnement de un à dix jours, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Elles seront constatées par des procès-verbaux dressés concurremment par les commissaires de surveillance, les conducteurs et commis des Ponts et Chaussées, les contrôleurs des mines et tous agents de surveillance nommés ou agréés par l'Administration et dûment assermentés.

Au moyen du serment prêté devant le Tribunal de première instance de leur domicile, les agents de surveillance de l'Administration et ceux des exploitants peuvent verbaliser sur toutes les lignes auxquelles ils sont attachés.

Les procès-verbaux dressés, en vertu du présent article font foi jusqu'à preuve contraire. Ils ne sont pas sujets à l'affirmation.

**17.** L'article 463 du Code pénal français est applicable aux condamnations qui seront prononcées en exécution du présent décret.

**18.** Le présent décret doit être constamment tenu à la disposition du public, par les soins des exploitants, dans les bureaux de leur entreprise, ainsi que dans les arrêts pourvus d'un personnel permanent.

L'article 12 est affiché dans les voitures.

Les conducteurs des voitures sont toujours porteurs d'un exemplaire du présent décret, et doivent le communiquer à tout voyageur qui en fait la demande.

**19.** La juridiction française est seule compétente, dans tous les cas, pour connaître des infractions au présent décret et des contestations auxquelles peut donner lieu son application.

---

## 20 mars 1914

DÉCRET *réglementant l'institution de commissions d'intérêts locaux dans les agglomérations non érigées en communes.*

(J. O. 25 MARS 1914, 330)

ART. **1.** Des commissions d'intérêts locaux peuvent être créées, par décret, dans les agglomérations urbaines non érigées en communes, notamment dans les localités soumises à l'impôt de la taxe locative, telle qu'elle est établie par le décret du 31 décembre 1910.

**2.** La commission est composée de trois membres choisis par le contrôleur civil, parmi les notables de la localité et nommés par arrêté du Secrétaire général du Gouvernement tunisien ; elle est présidée par le caïd ou son représentant.

**3.** Les sessions ordinaires ont lieu deux fois par an, en mai et en novembre, sur convocation du président. Le contrôleur civil ou son représentant, le médecin de colonisation et le conducteur des Ponts et Chaussées de la circonscription assistent aux séances dont le procès-verbal dressé par un des membres et signé des membres présents, est transmis au Secrétariat général du Gouvernement.

**4.** Les projets et devis de travaux sont soumis à l'approbation du Directeur général des Travaux publics. Ils sont exécutés, sous son contrôle technique, en vertu de marchés passés par le président et approuvés par le contrôleur civil, quand le montant est inférieur à 1.000 francs ; dans les autres cas, par le Secrétaire général du Gouvernement. Sur autorisation du Secrétai-

re général, les travaux pourront être exécutés en régie.

**5.** Les ressources de chaque commission comprendront :

1° le produit de la taxe sur la valeur locative des immeubles dans la localité ;

2° le montant des autres taxes qui pourront lui être concédées ou qui pourront être créées ;

3° les subventions du Gouvernement.

Le rôle de la taxe sur la valeur locative des immeubles continuera à être établi par la Direction générale des Finances, dans les conditions déterminées au décret du 31 décembre 1910. Le taux de cette taxe, fixé à 3 %, pourra être ultérieurement augmenté par décret sur les propositions de la commission d'intérêts locaux.

Le recouvrement de toutes les taxes ou créances revenant aux commissions d'intérêts locaux sera assuré par les soins de la Direction générale des Finances, suivant les règles édictées pour les taxes et créances de même nature de l'Etat.

**6.** Un tableau de prévisions de recettes et de dépenses de chaque commission d'intérêts locaux sera établi, après avis du Directeur général des Finances, par le Premier Ministre.

Les dépenses seront engagées par le président de la commission sur une autorisation spéciale du Premier Ministre et seulement dans les limites des sommes mises à sa disposition par le Secrétaire général du Gouvernement.

Les pièces justificatives de ces dépenses seront celles déterminées à l'article 34 du décret du 23 novembre 1907 sur la comptabilité des communes ; elles seront visées et transmises par le président de la commission d'intérêts locaux au Secrétaire général du Gouvernement, qui en ordonnancera lui-même le montant au profit des ayants-droit sur les crédits de l'article 6 du chapitre III de la 2e partie du budget général de l'Etat (Dépenses locales et municipales dans les localités non érigées en communes) auxquels seront affectées chaque mois, par les soins de la Direction générale des Finances, les recettes faites pour chacun de ces organismes pendant le mois précédent.

Les ordonnances de paiement émises par le secrétaire général du Gouvernement seront adressées au président de la commission d'intérêts locaux, qui devra, sous sa responsabilité les remettre aux ayants-droit après avoir reconnu leur identité ou la régularité des pouvoirs de leurs représentants.

**7.** Les excédents des recettes réalisées pour chaque commission d'intérêts locaux sur les dépenses qu'elles auront effectuées seront, en fin d'exercice, reportés, avec la même affectation, à l'exercice courant.

**8.** Notre Premier Ministre, notre Directeur général des Finances et notre Directeur général des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur le 1er janvier 1914.

---

## 26 mars 1914

DÉCRET *modifiant celui du 12 mai 1906 sur la comptabilité publique.*

(J. O. 13 MAI 1914, 488)

ART. 1. L'article 26, § 4, du décret du 12 mai 1906 (1) modifié par l'article premier du décret du 30 décembre 1911 est remplacé par le texte suivant :

« Les états des salaires des ouvriers des « magasins et ateliers de la régie des mono- « poles et des ouvriers employés à l'ex- « traction du sel sont arrêtés chaque mardi « et, en outre, le dernier jour de chaque mois « pour le nombre de jours et de fractions de « jours de travail constaté s'il s'agit de tra- « vaux effectués à la journée, et pour les « quantités confectionnées s'il s'agit de tra- « vaux effectués à la tâche. Le paiement des « salaires a lieu chaque samedi et, en outre, « le 4 de chaque mois ou le 5, si un jour de « chômage légal se place entre le 1er et le 4 « de ce mois. »

---

## 1er avril 1914

LOI *française étendant le régime de la loi du 19 juillet 1890 aux viandes de boucherie frigorifiées, d'origine et de provenance tunisiennes.*

(J. O. 25 AVRIL 1914, 421)

ART. UNIQUE. Les dispositions de l'article 1er et de l'article 5 de la loi du 19 juillet 1890 sont étendues aux viandes de boucherie frigorifiées, d'origine et de provenance tunisiennes.

---

(1) V. modification des art, 66, 67, 89 et 108 du même décret par D. 22 janv. 1913.

## 14 avril 1914

ARRÊTÉ *du Directeur général de l'Agriculture fixant les conditions de vente des lots de colonisation*

(J. O. 22 AVRIL 1914, 413)

§ 1. — *Conditions générales des ventes de lots de colonisation*

ART. 1. Les lots de colonisation sont vendus francs de toutes dettes, hypothèques, redevances ou prestations foncières, sauf les charges résultant du présent arrêté, du décret du 24 janvier 1914 et des dispositions particulières du contrat.

2. Jusqu'au paiement intégral du prix, en principal et accessoires, l'immeuble vendu demeure affecté par hypothèque à la sûreté de ce paiement.

Après paiement total ou partiel, le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation consent la mainlevée ou la réduction de l'hypothèque de l'Etat, suivant le cas, au vu d'un quitus délivré par le Directeur général des Finances.

3. L'acquéreur est censé connaître l'immeuble qu'il a acquis.

Il le prend dans l'état où il se trouve au jour de l'approbation de l'acte de vente, sans pouvoir prétendre à aucune garantie de mesure, consistance ou valeur, quelle que soit la différence en plus ou en moins constatée ultérieurement dans la mesure, consistance ou valeur, ni à aucune diminution de prix pour dégradation ou erreur dans la désignation, ou encore pour vices cachés.

Cependant, si une erreur existait à la fois dans la désignation des tenants et aboutissants et dans la consistance, chacune des parties aurait le droit de provoquer la résiliation du contrat ; mais si cette erreur ne portait que sur l'un des deux points seulement, la demande en résiliation ne serait pas recevable. Si la double erreur existait au préjudice de l'acquéreur, celui-ci ne serait admis à demander la résiliation du contrat que dans les six mois de l'approbation du contrat de vente ; passé ce délai la réclamation ne serait plus reçue et la vente aurait son effet.

La résiliation de la vente ne peut donner ouverture à une demande en indemnité ou dommages-intérêts que dans le cas d'améliorations apportées à la propriété par l'acquéreur dépossédé et jusqu'à concurrence des impenses utiles.

4. L'acquéreur ne peut démolir les constructions, arracher ou couper les vignes, les oliviers ou tous autres arbres existant dans la propriété à l'époque de la vente, ni procéder à aucune extraction du sol, sans autorisation expresse du service des domaines.

En cas de contravention, la totalité du prix de vente devient immédiatement exigible.

5. L'Etat, en tant que vendeur, ne prend aucun engagement en ce qui concerne l'alimentation en eau potable, l'irrigation, l'ouverture et la viabilité des routes, chemins, rues ou autres voies publiques représentées ou non sur les plans ou croquis des terrains vendus, quelles que puissent être les indications contenues à ces divers points de vue dans les notices afférentes à chaque propriété ou groupe de propriétés.

L'établissement des ponceaux ou passages d'accès nécessaires pour relier les terrains vendus aux chemins publics limitrophes, existants ou à crées, reste à la charge de l'acquéreur.

L'acquéreur est tenu, lorsque les travaux le comportent, de se conformer aux alignements et nivellements à donner par l'Administration compétente.

6. L'acquéreur jouit des servitudes actives et souffre les servitudes passives, apparentes ou occultes, déclarées ou non, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques et périls, sans pouvoir, dans aucun cas, appeler l'Etat en garantie ou exercer contre lui aucun recours.

7. L'acquéreur supporte les baux courants et n'a droit aux loyers ou fermages qu'à compter de la date de l'entrée en jouissance.

8. L'Etat fait réserve, à son profit, de la propriété des objets d'art et d'antiquité qui seraient découverts sur l'immeuble vendu.

9. Il se réserve également la propriété des gisements de phosphates de chaux, qui seraient découverts dans le périmètre de l'immeuble vendu.

10. Les cours d'eau de toutes sortes et les terrains compris dans leurs francs-bords, les sources de toute nature, les acqueducs, puits et abreuvoirs à l'usage du public, les

toutes et chemins publics et, en général, toures les dépendances du domaine public sont exclues de la vente.

La consistance définitive des droits d'usage et de jouissance sur le domaine public ne peut résulter que d'une réglementation qu'il appartient à l'acquéreur de provoquer de la part de la Direction générale des Travaux publics.

**11.** Pendant dix ans à compter de l'entrée en jouissance, l'acquéreur est tenu de laisser établir sur la propriété vendue les routes, chemins, pistes, chemins de fer, points d'eau et passages de conduites qui seraient déclarés d'utilité publique. L'emprise nécessaire à ces installations est payée à l'ayant-droit, pour le sol nu, au prix moyen de l'hectare tel qu'il résulte de l'acte de vente, par l'Etat, à l'acquéreur primitif ; pour les plantations, ensemencements ou constructions, l'indemnité est fixée amiablement ou à dire d'experts.

**12.** L'acquéreur est tenu de faire partie des syndicats constitués ou à constituer qui intéressent l'irrigation ou l'assainissement de son lot.

§ II. — *Mode de paiement du prix.*

**13.** Le mode de paiement choisi est indiqué par l'acquéreur avant la rédaction du contrat de vente ; il ne peut être modifié postérieurement au contrat.

Toutefois, tout acquéreur peut, à une date quelconque, se libérer de la totalité ou d'une partie du capital non échu. Ce paiement anticipé ne lui donne droit à aucune remise.

**14.** L'échéance des termes différés du prix de vente est fixée ainsi qu'il suit :

la première annuité différée est payable le 1er septembre qui suit l'expiration de la première année du contrat ;

les termes suivants sont payables le 1er septembre de chaque année.

**15.** L'acquéreur qui a satisfait aux obligations d'installation, de construction et de mise en valeur prévues au contrat de vente peut demander le report d'un an de chacune des échéances des termes différés.

Sa demande est adressée au Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation. Elle doit lui parvenir avant l'époque fixée pour le paiement de la deuxième annuité.

**16.** L'acquéreur d'un lot rural, qui s'est installé sur son lot dans le délai fixé à l'article 12, nº 3, du décret du 24 janvier 1914, y a résidé trois ans et l'a exploité directement pendant cette période, peut demander au Directeur général de l'Agriculture un second report d'un an de chacune des échéances restant à courir.

S'il réside avec sa famille sur son lot et l'exploite directement jusqu'à l'expiration de la dixième année, il lui est fait remise par application de l'article 13 (2e alinéa) du décret du 24 janvier 1914, du dernier dixième du prix. Au cas contraire, l'annuité reportée devient immédiatement exigible à compter du jour où il a quitté sa propriété ou cessé de l'exploiter personnellement sans préjudice de l'exigibilité des annuités restant à courir telle qu'elle est fixée à l'article 14 ci-dessus.

**17.** Les quatre premiers termes différés ne comportent paiement à leur échéance d'aucune majoration.

Les cinquième et sixième termes différés subissent chacun, au profit du fonds de colonisation, une majoration de 2 %.

Pour chacun des termes différés postérieurs au sixième, cette majoration est de 4 %.

La majoration n'est due qu'une fois pour chacune de ces annuités. Elle s'ajoute d'office à l'annuité échue et doit être acquittée en même temps.

**18.** Les termes non payés à l'échéance sont passibles, à partir du jour de cette échéance, d'un intérêt moratoire à calculer à raison de 5 % par an. Cet interêt porte, le cas échéant, sur le principal exigible augmenté du montant de la majoration de 2 % ou de 4 % prévue à l'article précédent.

Pour le calcul de ces intérêts, l'année est comptée pour trois cent soixante jours, tous les mois uniformément pour trente jours, et chaque jour pour 1/360e de l'année.

Toutefois, aucun intérêt n'est exigé si le paiement est effectué dans les trente jours qui suivent l'échéance.

§ III. — *Etablissement des actes de vente. Mise en possession.*

**19.** L'acte de vente est dressé par les soins du service des domaines après versement par l'acquéreur du premier terme du prix

et du montant des frais d'enregistrement, de timbre et d'établissement du titre.

L'acquéreur est tenu d'élire domicile, pour l'exécution du contrat, dans le contrôle civil de la situation de la propriété vendue.

**20.** La vente ne devient définitive que par l'approbation de S. A. le Bey. L'entrée en jouissance de l'acquéreur est fixée au jour de cette approbation.

Dans le cas où l'approbation serait refusée, la vente serait considérée comme nulle et non avenue, et l'acquéreur n'aurait droit qu'au remboursement de la somme versée sur le prix d'achat.

§ IV. — *Exécution des conditions de la vente.*

**21.** La valeur des constructions que l'acquéreur est tenu d'édifier aux termes de l'article 12 du décret du 24 janvier 1914 et le délai pour effectuer la mise en valeur du sol sont fixés par l'acte de vente.

**22.** L'exécution des conditions de la vente est constatée par un agent de l'Etat.

En cas de difficultés entre le domaine et l'acquéreur, sur l'accomplissement des conditions imposées en vue de la remise de la copie du titre foncier, un expert est désigné par le juge de paix de la circonscription, sur simple requête du service des domaines.

Il est statué, au vu du rapport de l'expert, par le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

**23.** Lorsque l'acquéreur n'est pas installé personnellement, il doit, pour obtenir la remise de la copie du titre foncier, justifier, par la production de contrats de fermage, métayage, gérance ou autres, que la famille française qui se trouve sur la propriété est installée de façon durable.

§ V. — *Adjudication après déchéance de l'acquéreur.*

**24.** L'acquéreur déchu est tenu de restituer au service des domaines la copie du titre foncier dans la huitaine de la notification de l'arrêté prononçant la déchéance.

**25.** La vente du lot par voie d'adjudication intervient dans un délai qui ne peut excéder six mois à partir de l'arrêté de déchéance.

Le cahier des charges de l'adjudication est dressé par le service des domaines ; toute personne est admise à en prendre communication pendant le mois qui précède la vente.

**26.** La vente est annoncée, au moins un mois à l'avance, par une insertion au journal officiel, par des avis dans les journaux et des affiches, sans préjudice des notifications prévues par l'article 25 du décret du 24 janvier 1914.

**27.** Les personnes qui désirent prendre part à l'adjudication déposent au service des domaines, cinq jours avant cette adjudication, une demande d'admission aux enchères, appuyée des justifications requises pour l'acquisition des lots de colonisation.

**28.** Il est procédé à l'adjudication par une commission désignée dans chaque cas par le Directeur général de l'Agriculture.

Il est dressé un procès-verbal de l'adjudication qui est signé, séance tenante, par les agents de l'état et par l'adjudicataire.

Les incidents sont consignés au procès-verbal.

Ledit procès-verbal est revêtu de l'approbation du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, sous réserve expresse de la ratification du contrat de vente à intervenir par S. A. le Bey.

Dans le cas où l'approbation serait refusée, l'adjudication serait considérée comme nulle et non avenue, sans qu'il puisse y avoir lieu à aucune indemnité.

Après approbation par le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, et faute de surenchère dans le délai imparti à l'article suivant, le service des domaines fait dresser l'acte de vente en la forme ordinaire.

**29.** Toute personne réunissant les conditions requises pour acquérir un lot de colonisation, peut, par simple soumission déposée au service des domaines, dans les quinze jours qui suivent l'adjudication, faire une surenchère, pourvu qu'elle soit du dixième au moins du prix principal de la vente.

La surenchère peut avoir lieu dans les mêmes conditions en cas d'insuccès de la première adjudication ; elle est du dixième, au moins, de la mise à prix.

La surenchère est notifiée, dans la huitaine, par lettre recommandée, avec accusé de ré-

ception, et par les soins de l'Administration, à l'adjudicataire surenchéri, à l'acquéreur déchu et aux créanciers inscrits.

Il est procédé à une nouvelle adjudication, suivant les formes tracées ci-dessus, dans les trois mois qui suivent le dépôt de la surenchère.

**30.** L'adjudicataire est soumis aux mêmes charges que l'acquéreur primitif pour le temps qui reste à courir.

Il doit verser les frais de timbre, d'enregistrement et d'inscription de la vente et la partie du prix stipulée payable comptant par le cahier des charges dans le mois qui suit l'adjudication.

Il peut être autorisé à bénéficier du terme prévu en faveur de l'acquéreur primitif pour les annuités du prix non échues au jour de l'adjudication.

**31.** Faute par l'adjudicataire de verser le prix exigible et les frais d'acte dans le délai imparti par l'article précédent, l'immeuble est vendu à sa folle enchère par adjudication dans les formes tracées aux articles 26 27 et 28 ci-dessus.

En cas d'insuccès de cette nouvelle adjudication ou si le prix est inférieur à celui de la première, le fol enchérisseur est tenu de la diminution de prix ; il ne peut réclamer l'excédent, s'il en existe.

§ VI.— *Dispositions particulières à la vente sur la poursuite des créanciers.*

**32.** Un créancier ne peut provoquer la mise en vente d'un lot de colonisation que s'il réunit les conditions qui seraient requises pour pratiquer la saisie immobilière.

**33.** Il doit signifier au service des domaines son titre de créance et déposer contre récépissé :

1° L'original d'un commandement de payer signifié au débiteur depuis plus de trente jours et moins de quatre-vingt-dix jours dans les formes prévues par l'article 299 de la loi du 1er juillet 1885 et inscrit à la conservation de la propriété foncière ;

2° Une requête demandant la mise en vente du lot.

L'acquéreur poursuivi est avisé de l'accomplissement de ces formalités dans un délai de huit jours, par lettre recommandée avec accusé de réception, par les soins de l'Administration,

**34.** L'adjudication a lieu suivant les formes tracées ci-dessus dans le cas d'adjudication après déchéance et dans un délai qui ne peut être inférieur à trois mois ni excéder six mois, à compter de la notification prévue à l'article précédent.

**35.** Lorsque l'adjudication est devenue définitive et après versement du prix, le procès-verbal d'adjudication dûment approuvé par S. A. le Bey, est, à la diligence du Directeur général de l'Agriculture, inscrit sur le livre foncier.

En cas d'insuccès de l'adjudication et aprés expiration du délai de surenchère, le Directeur général de l'Agriculture prononce par arrêté, le retour de l'immeuble au domaine et fait inscrire cet arrêté sur le titre.

§ VII.— *Vente de lots de petite culture et de lots urbains.*

**36.** Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux lots de petite culture, à l'exception de l'article 16 ci-dessus et sauf les dérogations résultant de l'article 16 du décret du 24 janvier 1914.

Elles sont également applicables aux lots urbains, à l'exception des articles 15 et 16 ci-dessus et sauf les dérogations résultant de l'article 17 du décret du 24 janvier 1914.

§ VIII.— *Abrogation.*

**37.** Les dispositions des arrêtés des 21 août 1907 et 7 février 1913 sont abrogées.

---

## 15 avril 1914

DÉCRET *réorganisant le pesage et le mesurage publics dans les communes de Tunis, Sousse, Sfax et Bizerte* (1).

(J. O. 6 mai 1914, 461)

Art. **1.** Les droits de pesage et de mesurage publics perçus dans les communes de Tunis, Sousse, Sfax et Bizerte sont et demeurent concédés à ces communes.

Le service du pesage et du mesurage publics est assuré dans lesdites communes par des peseurs-mesureurs jurés nommés par arrêtés de notre Premier Ministre et assermentés dans les conditions prévues par le décret du 6 août 1884 réglementant la prestation de serment des agents chargés de verbaliser.

(1) L'application du présent décret a été ajournée provisoirement par D. 28 octobre 1914.

La mise en vigueur a été fixée au 1er juillet 1920 par D. 28 avril 1920.

**2.** Nul ne peut être nommé peseur-mesureur juré, s'il n'a subi avec succès les épreuves d'un concours d'admission.(1)

**3.** L'autorité municipale ouvre des bureaux de pesage et mesurage publics en tels points du territoire de la commune où elle le juge nécessaire.

Toutefois l'un de ces bureaux est obligatoirement ouvert à proximité des quais d'embarquement et de débarquement.

**4.** Les peseurs-mesureurs jurés constatent et certifient le poids ou la mesure à la livraison, à l'expédition ou à la rêception, ils établissent le poids spécifique, font des opérations de moyenne et procèdent au cubage et au jaugeage.

Ils peuvent si l'autorité municipale le juge nécessaire, être assistés dans ces opérations,— dont l'entière responsabilité continue néammoins à leur incomber,— par des aides non assermentés choisis, sur leur présentation, par l'autorité municipale.

Sauf en cas de contestation, où le recours au ministère des peseurs-mesureurs jurés est obligatoire, toutes les opérations précitées ne sont effectuées qu'à la demande des intéressés.

Elles ne peuvent avoir lieu qu'à l'aide d'instruments de pesage et de mesurage admis en Tunisie à la vérification et au poinçonnage.

**5.** Les peseurs-mesureurs jurés sont tenus de délivrer aux parties, pour chaque opération, un bulletin, détaché d'un registre à souche, dont les énonciations font foi en justice jusqu'à preuve contraire.

Ce bulletin, établi en français, sera gratuitement traduit en arabe sur la demande des intéressés.

Il indique le nom du propriétaire de la marchandise pesée ou mesurée, la nature de cette marchandise, le nombre de colis, le poids, la longueur ou le volume total des objets compris dans une seule et même opération où bien, s'il y a lieu, le résultat des opérations dites de moyenne, des épreuves destinées à la détermination du poids spécifique et enfin le montant des droits acquittés. La souche comporte les mêmes indications que le bulletin.

Les peseurs-mesureurs jurés sont tenus, en outre, d'inscrire sur un registre spécial le détail complet de chaque opération. Ils sont autorisés à délivrer aux intéressés copie des indications portées sur ce registre.

**6.** Le ministère des peseurs-mesureurs jurés s'exerce :

1° Dans les bureaux ouverts à cet effet par l'autorité municipale ;

2° Lorsque la demande en est faite, sur les quais d'embarquement et de débarquement, à bord des bateaux où en tout autre lieu.

**7.** Nul s'il n'est peseur-mesureur juré, ne peut dans l'enceinte des marchés, halles et ports et en tous autres lieux publics soumis à la surveillance de la police, se livrer, pour le compte d'autrui, aux opérations de pesage et de mesurage énumérées par l'article 4.

Cette interdiction ne met, en conséquence, pas obstacle :

1° à ce que dans les lieux précités, les propriétaires ou consignataires de marchandises procèdent, pour leur propre compte, et dans leur intérêt exclusif, soit par eux-mêmes, soit par les soins de leurs employés, au pesage ou au mesurage de ces marchandises ;

2° à ce que les compagnies concessionnaires des ports de Tunis, Sousse, Sfax et Bizerte se livrent aux opérations de pesage ou de mesurage nécessaires à la liquidation des taxes qui leur sont concédées ;

3° à ce que les agents de l'Etat ou des municipalités procèdent à ces mêmes opérations dans tous les cas où elles sont motivées par la perception des droits de douane, des droits intérieurs, des droits municipaux et autres, institués par l'Etat ou par les communes.

**8.** Les droits et taxes à l'acquittement desquels peut donner lieu le recours au ministère des peseurs-mesureurs jurés font l'objet de tarifs annexés au présent décret.

Ils sont solidairement exigibles du vendeur et de l'acheteur.

Ces droits et taxes sont perçus par les peseurs-mesureurs jurés au profit de la commune et versés à la recette municipale.

**9.** Si le résultat d'une opération du peseur-mesureur juré paraît douteux aux intéressés, ceux-ci ont le droit de faire procéder séance tenante à une contre-épreuve. Cette dernière est gratuite si elle décèle une erreur dans le résultat obtenu en premier lieu. Dans le cas contraire, les requérants sont tenus d'acquitter le droit afférent à la nouvelle opération.

(1) V. A. 16 avril 1914.

**10.** Indépendamment du bulletin dont la délivrance est prévue par l'article 5, les peseurs-mesureurs jurés sont tenus de donner quittance, à l'aide de carnets à souche, de toutes les sommes qu'ils reçoivent, soit pour le compte de la commune, soit à titre d'allocation ou remboursement personnels.

**11.** Les divers registres et carnets dont les peseurs-mesureurs jurés auront à faire usage dans l'exercice de leurs fonctions seront cotés et paraphés par le président de la municipalité ou son délégué.

**12.** Les infractions aux dispositions du premier paragraphe de l'article 7 sont punies d'une amende de 25 à 50 francs et de la confiscation des instruments employés.

**13.** Tout préposé au pesage ou mesurage public qui aura trompé ou tenté de tromper sur la quantité des marchandises pesées ou mesurées sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 100 francs au moins et de 5.000 francs au plus ou d'une de ces deux peines seulement.

Le tribunal pourra ordonner que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extraits dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera.

**14.** L'emprisonnement pourra être porté à deux ans si le délit ou la tentative de délit prévu à l'article précédent a été commis soit à l'aide de poids, mesures et autres instrument faux ou inexacts, soit à l'aide de manœuvres ou procédés tendant à fausser le pesage ou le mesurage.

Les poids et mesures faux ou inexacts seront confisqués et brisés.

**15.** Seront punis des peines portées par les articles précédents ceux qui, par des manœuvres ou procédés quelconques, auront incité le préposé au pesage public à commettre le délit ou la tentative de délit prévus auxdits articles.

**16.** L'article 463 du Code pénal français est applicable aux délits prévus par le présent décret.

**17.** Le présent décret entrera en vigueur à dater du 1er décembre 1914.

A partir de cette date seront abrogées, en ce qui concerne Tunis, Sousse, Sfax et Bizerte, toutes les dispositions relatives au pesage et au mesurage publics, édictées par les décrets du 10 août 1886, du 15 février et du 29 septembre 1888, du 27 avril 1893, du 19 septembre 1907, du 9 mars 1909, du 7 juin 1910 et du 9 janvier 1914, ainsi que par les articles 27 du règlement particulier du port de Tunis, 26 du règlement particulier du port de Sousse et 25 du règlement particulier du port de Sfax

18. Notre Premier Ministre et notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation sont autorisés à prendre de concert tous arrêtés réglementaires en vue de l'exécution du présent décret et de son extension aux communes auxquelles ont été ou viendraient à être concédés les droits de pesage et de mesurage publics (1).

**Dispositions additionnelles**

1° Le pesage des matières dont le tableau ci-après ne fait pas mention donne lieu à la perception d'un droit de 0 fr. 60 centimes par 100 kilogrammes ou fraction de 100 kilogrammes.

2° L'emballage est soumis aux mêmes taxes que la marchandise. Lorsqu'il y a lieu de le peser séparément, pour faire la tare, cette opération entraînera le paiement d'un taxe de 0 fr. 20 par 100 kilogrammes ou fraction de 100 kilogrammes.

3° Les opérations de moyenne, destinées à établir le poids global des marchandises non pesées en totalité, donnent lieu à la perception d'un droit de 1 franc par 100 kilos de marchandises ou fraction de 100 kilos de marchandises effectivement pesées.

4° Le même droit s'applique à chacune de épreuves (pesage ou mesurage) destinées à déterminer le poids spécifique.

*Tarif des droits de mesurage public*

Grains et matières sèches en général : *par hectolitre ou fraction d'hectolitre* 0 fr. 40.

Huiles végétales (mesurage par dépotage) : *par hectolitre* 0 fr. 40 avec fractionnement par double décalitre.

Autres liquides : mesurage par dépotage, par hectolitre ou fraction d'hectolitre, 0 fr. 40; mesurage par jaugeage : *par hectolitre ou fraction d'hectolitre* 0 fr. 10.

Marchandise se vendant au mètre : *par mètre ou fraction de mètre* 0 fr. 05.

Pierre et sable : *par mètre cube ou fraction de mètre cube* 0 fr. 20.

Chaux : *par mètre cube ou fraction de mètre cube* 0 fr. 40.

(1) V. A. 16 avril 1914.

# TARIF DES DROITS DE PESAGE PUBLIC (par 100 kil. ou fraction de 100 kil., poids brut)

### à 0 fr. 10

Alfa.
Blé, orge, avoine, maïs.
Bois à brûler.
Bois de construction.
Caroubes.
Charbon de terre.
Charbon en briquettes.
Charbon de bois.
Chaux et ciment.
Citrons.
Cocke.
Fer et fonte.
Fers, tôles et aciers bruts.
Féverolles.
Fèves.
Fontes neuves.
Fourrages.
Fumier.
Futailles vides.
Marbre brut.
Minerais quelconques.
Oranges.
Os.
Paille ordinaire.
Palmier en feuilles.
Pierre à bâtir.
Sable pour lestage.
Verre cassé.

---

### à 0 fr. 20

Asphalte et bitume.
Betteraves.
Bois de charronnage.
Camions et charrettes.
Carreaux.
Chiffons vieux.
Chlore.
Cordages vieux.
Cordes en sparterie.
Cordes.
Cristaux de soude.
Ecorces de bois.
Engrais divers.
Esprit de sel.
Etoupes.
Farine et semoule.
Glace.
Goudron.
Graines de cage et graines fourragères.
Huiles minérales.
Huiles végétales.
Mobilier usagé.
Liège brut ou en planches.
Ongles.
Pain.
Paille de maïs.
Papier d'emballage.
Patates.
Phénol.
Plomb vieux.
Pommes de terre.
Poterie.
Pulpes d'olive.
Riz.
Sel.
Son.
Soufre et fleur de soufre.
Sulfate de cuivre.
Tourteaux de graines.
Vinaigre.
Vins ordinaires et mistelles.
Zinc vieux.
Les 100 kilogrammes de pierres cassées.

---

### à 0 fr. 30

Acides divers.
Alcools et eaux-de-vie en fût.
Animaux sur pieds.
Baguettes pour cadres.
Bois de teinturerie.
Brai sec.
Chanvre écru.
Cochenille.
Crin végétal.
Essences minérales.
Fers, tôles et aciers ouvrés.
Fonte ouvrée.
Fruits frais et secs autres que ceux spécialement dénommés.
Graines de lin.
Instruments et machines aratoires.
Laines en suint ou lavées.
Lin écru.
Mécaniques.
Mélasse.
Morues salées.
Peaux avec leur poil.
Poissons.
Savons.
Sucre.
Terres savonneuses ou terre à foulon.
Zinc en feuilles.

---

### à 0 fr. 40

Bois d'ébénisterie.
Bourre de laine et de soie.
Cafés.
Carbure de calcium.
Cordages neufs et cordes de chanvre ou d'aloès.
Cuivres vieux.
Eponges communes.
Graisses.
Légumes secs ou frais.
Miel.
Mobilier neuf.
Noir animal et de fumée.
Piments secs en poudre.
Plomb ouvré.
Plumes ordinaires.
Pommes de terre nouvelles.
Raisins secs.
Résine.
Soude naturelle ou artificielle.
Suifs.
Tartres.
Térébenthine.
Toile d'emballage.
Tortues.

---

### à 0 fr. 50

Amidon.
Anis en grain.
Arachides.
Bourre.
Bougies.
Cacao.
Céruse blanc de plomb.
Cire jaune ou en grains.
Chandelles.
Chanvre peigné.
Colle forte ou de poisson.
Crin animal.
Cuirs tannés.
Duvet.
Etain.
Faïences.
Ferronnerie.
Fil de laiton.
Fil de toile à voile.
Fromages.
Jambons.
Lard.
Liqueurs.
Marbre ouvré.
Peaux tannées.
Pistaches en coques.
Quincaillerie.
Safran.
Saindoux comestible.
Saucissons.
Soie.
Tabacs et cigares.
Thés.
Verroterie.
Voitures de luxe et automobiles.
Vins fins et liqueurs.

---

Bois de construction, de menuiserie, d'ébénisterie et autres matières se vendant au mètre cube : *par mètre cube ou fraction de mètre cube* 0 fr. 60.

*Dispositions communes aux droits de pesage et de mesurage*

1° Lorsque les opérations de pesage et de mesurage ont lieu en dehors des bureaux de poids public, des halles, des marchés, des gares maritimes, des quais ou du bord des navires ancrés dans le port, les droits de pesage et de mesurage sont majorés de 25 %.

Le montant de leur perception ne peut, dans le même cas, être inférieur à 3 francs : cette somme est exigible au moment où les peseurs-mesureurs jurés sont requis et n'est pas remboursée au requérant si, de son fait, l'opération de pesage ou de mesurage n'a pas lieu ;

2° Lorsque les opérations de pesage et de mesurage ont lieu en dehors du périmètre communal, les mesureurs-peseurs jurés perçoivent au profit de la commune, en plus des droits exigibles et au prorata de la durée du trajet par eux effectué, tant à l'aller qu'au retour, une taxe de 6 francs l'heure sans fractionnement.

---

## 24 avril 1914

DÉCRET *prohibant l'importation de l'opium* (1).

( J. O. 9 MAI, 1914, 473)

ART. 1. Est prohibée l'importation dans la Régence de l'opium autre que l'opium officinal.

2. Les pharmaciens et autres personnes se trouvant dans les conditions fixées par le décret du 14 mars 1914 sont seuls autorisés à importer l'opium officinal et ses extraits. Ils sont tenus de prendre au bureau de douane par lequel a lieu l'introduction un acquit-à-caution indiquant les quantités importées ainsi que le nom et le lieu de résidence du ou des destinataires.

Cet acquit-à-caution doit être rapporté au bureau d'émission dans un délai de deux mois, revêtu d'un certificat de décharge de l'autorité municipale du lieu du ou des destinataires ou, à défaut, du contrôleur civil ou du commissaire de police de la circonscription.

3. Les infractions aux dispositions du présent décret seront punies des peines édictées par l'article 8 du décret du 3 octobre 1884, modifié par le décret du 13 février 1904.

---

## 5 mai 1914

ARRÊTÉ *du Directeur général des Travaux publics réglementant le tirage à la mine dans le voisinage du chemin de fer.*

(J. O. 20 MAI 1914, 516)

.....

ART. 1. L'autorisation de se servir de la mine à proximité du chemin de fer ne pourra être donnée que par une décision spéciale du Directeur général des Travaux publics qui fixera la largeur de la zone à protéger de chaque côté de la voie ferrée.

2. Cette autorisation, sans préjudice des mesures relatives à l'emploi des explosifs dans les carrières et de certaines clauses additionnelles motivées par les circonstances locales, sera soumise aux conditions générales suivantes :

1° Le tirage des coups de mine ne pourra avoir lieu qu'en présence d'un agent de la Compagnie à ce désigné par elle et après que cet agent aura pris, à l'aide d'auxiliaires, les mesures nécessaires pour protéger la ligne dans chaque direction. Le salaire et les déplacements de l'agent de la Compagnie seront à la charge de l'exploitant qui devra également procurer à ses frais les auxiliaires nécessaires.

2° Le tirage sera effectué à des heures déterminées à l'avance, d'accord avec la Compagnie, ou, à défaut, indiquées par le Directeur général des Travaux publics, le tout de façon que le tirage ait lieu dans l'intervalle du passage des trains et une demi-heure au moins avant le passage du premier train attendu ; toutefois, cet intervalle pourra être réduit, suivant les circonstances, par décision spéciale du Directeur général des Travaux publics ;

3° Des bourrées ou fascines, reliées entre elles, seront disposées sur la masse qui sera susceptible d'être détachée par l'explosion de manière à empêcher les projections d'atteindre la voie ;

4° Si, nonobstant ces précautions, le chemin de fer vient à être encombré, l'exploitant devra prêter le concours le plus actif à l'agent délégué pour rétablir immédiatement la circulation des trains.

---

(1) V. D. 20 janvier 1916 prohibant la détention, la circulation et l'usage de l'opium.

**3.** L'exploitant demeurera, en tous cas, responsable de tous accidents et dommages qui pourraient résulter de ses travaux malgré les mesures de précaution ci-dessus indiquées.

---

## 20 mai 1914

DÉCRET *modifiant celui du 17 juillet 1906 relatif à la pêche aux éponges.*

(J. O. 27 MAI 1914, 534

ART. **1.** Le décret du 10 janvier 1914 relatif à la pêche à la gangava et au scaphandre est et demeure abrogé.

**2.** L'article 3 du décret du 17 juillet 1906 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art.* 3. — L'emploi de la gangava et « celui du scaphandre sont formellement « interdits du 1er avril au 31 mai inclusivement.

« Ces deux procédés de pêche ne pourront, « en outre, pendant la période d'autorisa- « tion, être employés en deça de la ligne des « fonds de vingt mètres pour la gangava et « de quinze mètres pour le scaphandre.

« Ils seront également interdits en tout « temps dans le canal d'Adjim et dans le « canal de Kerkennah ».

---

## 28 mai 1914

DÉCRET *français relatif à l'exercice de la profession d'avocat.*

(J. O. 1er JUILLET 1914, 673)

ART. **1.** L'article 2 du décret du 16 mai 1901, réglementant la profession d'avocat en Tunisie, et les articles 3, 4 et 5 du même décret, modifiés par le décret du 16 novembre 1906 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« *Art.* 2. — Les conseils de discipline des « avocats exerçant près les Tribunaux de « Tunisie sont élus en partie par les avo- « cats français, en partie par les avocats tu- « nisiens et étrangers, dans les conditions ci- « après déterminées.

« Les avocats français élisent cinq mem- « bres français du conseil si leur nombre « est inférieur à trente, huit membres si « leur nombre est de trente à cinquante, « neuf membres si leur nombre dépasse cin- « quante.

« Les avocats tunisiens et étrangers, quel- « que soit leur nombre, élisent ensemble, « dans le premier cas visé à l'alinéa précé- « dent, deux membres non français ; dans « le deuxième cas trois membres ; dans le « troisième cas quatre membres.

« Toutefois, les avocats tunisiens et étran- « gers ne participent à l'élection du conseil « que si leur nombre est de dix au moins.

« Sont seuls électeurs et sont seuls visés « dans les dispositions qui précèdent les « avocats, quelle que soit la nationalité, « inscrits au grand tableau.

« *Art.* 3. — Peuvent seuls être nommés « membres du conseil de discipline les avo- « cats inscrits depuis deux ans au moins au « grand tableau.

« *Art.* 4. — Le bâtonnier est compris dans « le nombre des membres du conseil déter- « miné à l'article 2. Il est élu par les avo- « cats français et avant les autres mem- « bres du conseil.

« *Art.* 5. — Le bâtonnier est choisi parmi « les membres ou anciens membres fran- « çais du conseil de discipline âgés de tren- « te ans révolus et inscrits depuis cinq ans « au grand tableau. Si aucun des membres « français de l'ordre ne réunit les condi- « tions ci-dessus exigées, le bâtonnier est « choisi parmi les cinq avocats français les « plus anciens ».

**2.** L'article 8 du décret du 16 mai 1901 est complété par les dispositions suivantes :

« Tous les membres des conseils de disci- « pline, quelle que soit leur nationalité, ont « voix délibérative ».

---

## 30 mai 1914

DÉCRET *portant conversion des droits ad valorem du tarif des douanes en droits spécifiques.*

(J. O. 30 MAI 1914, 557)

ART. **1.** A dater du 1er juillet 1914, les droits de douane à l'importation seront perçus conformément au tableau annexé au présent décret (1).

---

1) Le tarif des droits de douane a fait l'objet d'une publication de la Direction générale des Finances portant, en outre, la nomenclature des droits intérieurs perçus par la Direction des Douanes. (Tarif des droits de douane et des droits intérieurs et autres exigibles en Tunisie à l'importation et à l'exportation). — Imp. Picard, 1914).

Ce tarif est modifié en ce qui concerne quelques articles par *D* 17 *mars* 1919 (J. O. 12 avril 1919, 341) ; — par *D.* 8 *septembre* 1916 et 1er *mai* 1918 et 5 *janvier* 1920 en ce qui concerne les automobiles ; — pa *D.* 5 *décembre* 1919 en ce qui concerne les tabacs ; — par D. 19 décembre 1919 en ce qui concerne les tissus de coton.

## 30 mai 1914

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances rendant applicables les notes explicatives et le répertoire général du tarif officiel des douanes de France.*

(J. O. 30 MAI 1914, 557)

ART. 1. Sauf les exceptions déterminées par la réglementation locale, les notes explicatives et le répertoire général du tarif officiel des douanes de France serviront de règle pour l'application du tarif des douanes tunisiennes, le recours aux tribunaux demeurant ouvert aux intéressés.

---

## 30 mai 1914

DÉCRET *modifiant celui du 26 novembre 1898 sur la police des exhumations.*

(J. O. 3 JUIN 1914, 575)

ART. 1. L'article 3 du décret du 26 novembre 1898 est complété comme il suit :

« Peuvent être pratiquées, sans conditions de délai, les opérations d'exhumation et de transport des corps des personnes ayant succombé, soit à une mort violente, soit à la suite de blessures reçues dans un engagement militaire, soit en cours ou à la suite d'une maladie non contagieuse ou non transmissible ».

2. Les articles 7 et 8 dudit décret sont ainsi modifiés :

« *Art.* 7. — Ne peuvent être pratiquées que dans un délai de trois ans les opérations d'exhumation des personnes ayant succombé à l'une des maladies suivantes : *charbon, cholera, lèpre, peste, variole.*

« Peuvent être autorisées, après un délai d'un an, les opérations d'exhumation des personnes ayant succombé à l'une des maladies suivantes : *fièvre jaune, typhus exanthématique, fièvre typhoïde, coqueluche, rougeole, scarlatine, dyssenterie bacillaire ou amibienne*, ou à toute autre maladie soumise à la déclaration obligatoire (1).

« Les personnes chargées de procéder aux opérations d'exhumation devront revêtir un costume spécial, qui sera ensuite désinfecté ainsi que leurs chaussures. Elles seront tenues à un nettoyage antiseptique de la face et des mains.

« Si au moment de l'exhumation le cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne sera pas ouvert. Avant d'être manipulé, et extrait de la fosse, il devra être copieusement arrosé d'un liquide désinfectant.

« Les substances désinfectantes à employer sont :

« Le lait de chaux préparé au moment de l'opération avec de la chaux vive ; l'hypochlorite de chaux en suspension dans l'eau à la dose de 20 grammes par litre ; l'eau de Javel (hypochlorite de potasse) ; la liqueur de Labarraque (hypochlorite de soude).

« Les substances chimiques suivantes peuvent, le cas échéant, être également employées : sulfate de zinc (coupe-rose blanche) sulfate de cuivre, sulfate de fer. Ces substances seront employées à la dose de 10 grammes par litre.

« Après l'exhumation, la fosse vide sera comblée avec la terre qui aura été enlevée et qui devra être arrosée, au fur et à mesure de l'opération, avec une des substances ci-dessus indiquées.

« Si au moment de l'exhumation le cercueil est trouvé ouvert ou détérioré, les restes du corps seront enlevés et déposés dans un cercueil neuf contenant un mélange à parties égales de sciure de bois bien desséchée et de l'une des substances désinfectantes mentionnées plus haut.

« *Art.* 8. — Les exhumations qui doivent être suivies d'un transport de corps à distance seront soumises aux formalités suivantes :

« Les cercueils dans lesquels le cadavre ou les débris de cadavre devront être transférés seront établis d'après l'un ou l'autre des systèmes suivants :

« A. — cercueil en plomb confectionné avec des lames de plomb de 3 millimètres au moins d'épaisseur, parfaitement soudées entre elles ;

« B. — cercueil en zinc confectionné avec des feuilles de zinc d'un demi-millimètre au moins d'épaisseur ;

« C. — cercueil en ciment armé de 3 centimètres d'épaisseur.

« Quel que soit le système adopté, le cercueil métallique ou en ciment armé devra lui-même être placé dans une bière en chêne ou en tout autre bois présentant une égale solidité. Les parois auront 4 centimètres d'épaisseur ; elles seront

(1) V. D. 19 novembre 1899 et *A.* 20 *septembre* 1906.

« fixées avec des clous à vis et maintenues « par troisfrettes en fer serrées à écrou.

« Il sera introduit dans le cercueil mé- « tallique ou dans le cercueil en ciment ar- « mé un mélange désinfectant fait, à par- « ties égales de sciure de bois bien dessé- « chée et de l'une des substances chimiques « énumérées à l'article 7. Ce mélange re- « couvrira également le corps sur une épais- « seur de 4 à 5 millimètres. Le cercueil mé- « tallique ou en ciment armé sera placé « dans le cercueil extérieur sur une couche « de 3 ou 4 centimètres du même mélange.

« Le commissaire de police de la localité « ou, à son défaut, un mandataire spécial « de l'autorité qui aura délivré le permis « d'exhumer assistera à l'exhumation et « scellera de cercueil de son sceau. Un mé- « decin désigné par l'autorité assistera éga- « lement à l'exhumation pour assurer la « parfaite application des mesures prophy- « lactiques prévues aux articles précédents. « Il lui sera alloué une vacation de 30 francs, « en outre de l'indemnité kilométrique de « transport.

« Le commissaire de police ou le manda- « taire spécial de l'autorité dressera un pro- « cès-verbal, en double expédition, consta- « tant que l'opération a été effectuée confor- « mément aux prescriptions du présent décret.

« Un exemplaire de ce procès-verbal, « ainsi que le permis d'exhumer et les au- « tres pièces indiquées à l'article 5 seront « remis à la famille du défunt ou au man- « dataire régulier de la famille, pour être « produits à l'autorité du lieu où devra se « faire l'inhumation définitive.

« Les mesures ci-dessus prévues ne sont « pas applicables au transport des cendres « provenant de cadavres incinérés ».

---

## 19 juin 1914

DÉCRET *relatif à la nationalité tunisienne.*

(J. O. 20 JUIN 1914, 631)

ART. UNIQUE. Est tunisien :

1° tout individu résidant en Tunisie qui ne jouit pas de la qualité de citoyen ou de sujet français ou étranger en vertu des traités ou conventions liant le Gouvernement tunisien (1).

2° tout individu né en Tunisie ou à l'étranger d'un père tunisien, ou, si le père est inconnu, d'une mère tunisienne, antérieurement ou postérieurement à la promulgation du présent décret et résidant en Tunisie ou à l'étranger (1).

(1) *a)* L'israélite né et domicilié en Tunisie qui justifie de son origine algérienne est citoyen français, Tunis, 29 avril 1914 (R. A. 14.2.225).

---

## 19 juin 1914

DÉCRET *promulguant l'accord intervenu sur le statut des tunisiens en Libye et des sujets coloniaux italiens en Tunisie.*

(J. O. 20 JUIN 1914, 631)

Vu l'accord relatif au statut des sujets coloniaux italiens en Tunisie et des tunisiens en Libye, conclu le 29 mai 1914 entre les Gouvernements Français et Italien et dont la teneur suit :

ART. **1.** Les sujets coloniaux italiens en Tunisie et les tunisiens en Libye jouiront des mêmes droits et privilèges que leurs coreligionnaires étrangers sujets de la nation la plus favorisée, sous la réserve de la disposition prévue à l'article 3 en ce qui concerne le régime judiciaire.

**2.** Les sujets coloniaux italiens se rendant de Libye en Tunisie et les tunisiens se rendant de Tunisie en Libye devront être munis d'un passeport de leur pays d'origine visé par les autorités consulaires du pays dans lequel ils se rendent.

*Dispositions transitoires.*

*a)* Seront admis au bénéfice des dispositions de l'article premier du présent accord, les indigènes venus de Libye en Tunisie depuis le 28 octobre 1912 munis d'un passeport italien visé par l'autorité consulaire française et les sujets tunisiens immatriculés aux consulats de France en Libye à la date de la signature du présent accord.

*b)* Les sujets coloniaux italiens qui, se rendant en Tunisie, ne passeront point par une localité où l'administration civile ou militaire italienne est déjà organisée, devront, à défaut de passeport, être munis d'un certificat délivré par les chefs indigènes de leur lieu d'origine ou de domicile.

*c)* Le Gouvernement royal remettra au Gouvernement de la République la liste des localités libyennes où est organisée l'admi-

(1) L'admission d'un indigène algérien à la qualité de citoyen français profite à la femme et aux enfants mineurs. Tunis, 7 décembre 1914 (R. A. 14.2.148).

(*a*) Ce décret s'applique même aux personnes décédées avant promulgation — Sousse, 17 juin 1915 (J. T. 15.367 ; R. A. 6.2.41 note.)

nistration civile ou militaire italienne, au fur et à mesure de cette organisation.

*d)* A défaut de visa par l'autorité consulaire, les sujets de l'un des deux pays se rendant dans l'autre par voie de terre feront viser leur passeport ou pièce d'identité par les autorités des localités frontières, dont les deux Gouvernements se communiqueront respectivement la liste.

**3.** En attendant que les Hautes Parties contractantes soient à même de concilier leurs points de vue respectifs sur la question de principe, les sujets coloniaux italiens en Tunisie seront, pendant une période de cinq ans, justiciables des mêmes tribunaux que leurs coreligionnaires indigènes.

Une copie des citations adressées en matière pénale aux sujets coloniaux italiens en Tunisie pour comparaître devant les tribunaux du Charâ, de l'Ouzara et les tribunaux régionaux indigènes sera communiquée à l'autorité consulaire italienne à titre de simple information.

Les sujets coloniaux italiens en Tunisie qui auront une contestation immobilière relative à un immeuble non immatriculé pourront la porter devant les tribunaux français si toutes les autres parties en cause sont personnellement justiciables de ces tribunaux.

**4.** Les attributions des agents consulaires d'Italie en Tunisie à l'égard des sujets coloniaux italiens et celles des agents consulaires de France en Libye à l'égard des tunisiens sont les mêmes que celles qui leur sont respectivement conférées à l'égard des italiens en Tunisie et des tunisiens en Italie par la convention du 28 septembre 1896 (1), sous la réserve des droits appartenant en matière de succession au Charâ et aux tribunaux rabbiniques, conformément au droit musulman et au droit mosaïque.

**5.** Les contestations relatives à la nationalité, notamment lorsque, soit l'article 4 du décret royal du 6 avril 1913, soit l'article 92 du décret beylical du 26 avril 1861 (2) serait opposé aux personnes qui se prévaudront des articles 1re et 2 du présent accord, seront portées en Libye devant les tribunaux royaux et en Tunisie devant des tribunaux français.

**6.** Les dispositions de la convention d'extradition du 28 septembre 1896 (1) sont étendues à la Libye. Une procédure simplifiée sera toutefois concertée entre les autorités locales pour l'arrestation des pillards et maraudeurs qui passeraient la frontière.

.....

ART. UNIQUE. L'accord ci-dessus est promulgué en Tunisie.

Il sera adressé aux autorités administratives et judiciaires pour qu'elles l'observent et le fassent observer.

(1) V. D. 1er février 1897.

(2) Art. 92 du D. du 26 avril 1861 : « Tout tunisien qui sera expatrié, pour quelque motif que ce soit quelle qu'ait été du reste la durée de son absence, qu'il se soit fait naturaliser ou non, redeviendra sujet tunisien dès qu'il rentrera dans le royaume de Tunis ».

---

## 1er juillet 1914

DÉCRET *complétant celui du 3 octobre 1884, au sujet de la responsabilité des patrons en matière d'injures et opposition à agents commises par leurs subordonnés.*

(J. O. 18 JUILLET 1914, 746)

ART. **1.** L'article 57 du décret du 3 octobre 1884 est complété par la disposition suivante :

« Les patrons et commettants sont civi-
« lement responsables des infractions au
« présent article commises par leurs agents,
« ouvriers, voituriers, facteurs, domesti-
« ques et autres subordonnés ».

---

## 10 juillet 1914

DÉCRET *assujettissant au contrôle des dépenses engagées les engagements pour travaux complémentaires des entreprises de services publics concédés ou subventionnés.*

(J. O. 25 AOÛT 1914, 839)

ART. **1.** Les dépenses relatives aux travaux complémentaires de toute nature (installations, acquisition de matériel, d'outillage ou de terrains) nécessités par le développement du trafic ou tout autre cause dans les entreprises ou exploitations de services publics concédés ou subventionnés par l'Etat (chemins de fer, services d'automobiles, ports, alimentations hydrauliques, etc...) ne peuvent être engagées sans l'accomplissement préalable des formalités prescrites par notre décret organique du 20 mai 1912 sur le contrôle des dépenses publiques de l'Etat, même si elles doivent être

(1) V. D. 1er février 1897.

payées ou avancées par le concessionnaire aux termes de ses contrats, dès l'instant qu'elles sont susceptibles d'engager les finances de l'Etat, en capital ou en annuités, soit directement par voie de remboursement ultérieur, soit indirectement par voie d'augmentation du revenu garanti par l'Etat, ou par voie d'imputation de tout ou partie de leur montant sur la part de l'Etat dans les produits de l'entreprise ou de l'exploitation.

2. Par dérogation à la règle édictée par l'article premier, les ordonnateurs principaux du Trésor tunisien peuvent être exceptionnellement autorisés, chaque année, par le Conseil des ministres et chefs de service, à engager directement des menues dépenses dans les limites d'un maximum déterminé pour chaque entreprise ou exploitation.

3. Il est rendu compte annuellement, dans le règlement détaillé du budget des dépenses du dernier exercice clos, de la situation, pour chaque entreprise ou concession, à la fin de cet exercice, des dépenses visées aux articles 1 et 2 ci-dessus.

---

## 10 juillet 1914

DÉCRET *français modifiant celui du 23 janvier 1889 sur les conseils de guerre et les tribunaux maritimes.*

(J. O. fr. 17 JUILLET 1914, 6421)

ART. 1. En Algérie et en Tunisie, la justice militaire est rendue, en temps de guerre, par des conseils de guerre et des conseils de revision, en temps de paix, par des conseils de guerre.

Ces juridictions sont constituées spécialement pour chaque affaire.

Elles relèvent du Ministre de la marine.

2. Les attributions conférées aux Préfets maritimes de la Métropole et au Ministre de la marine, concernant l'organisation de ces mêmes juridictions en France, sont dévolues en Algérie et en Tunisie, au Préfet maritime de l'arrondissement algéro-tunisien.

3. Toutes les fois qu'il y a lieu de juger un officier, officier marinier, marin ou autre individu, servant en Algérie ou en Tunisie et qui, d'après les dispositions du Code de justice militaire pour l'armée de mer, serait justiciable, en France, d'un conseil de guerre d'arrondissement maritime, un conseil de guerre est formé à Bizerte, par le Préfet maritime de l'arrondissement algéro-tunisien.

Il en est de même quand il y a lieu de juger un marin indigène non justiciable des conseils de guerre de bord.

En temps de guerre, un conseil de revision est formé en même temps que le conseil de guerre.

4. La formation et la composition des conseils de guerre et de revision maritimes visés à l'article précédent, sont assujetties aux règles fixées, pour la formation et la composition des juridictions similaires des colonies françaises, par les articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9 du décret du 8 juillet 1905.

Toutefois, les officiers de marine et les officiers mariniers en service à terre et présents sur les lieux concourent, avec les officiers de marine et les officiers mariniers embarqués, pour la formation desdits conseils de guerre et de revision. (*Ainsi compl. D.* 30 *mai* 1915).

5. Les règles de compétence établies par les articles 74 à 83, 85 à 87, 103, 104, paragraphe 1re et 105 à 112 du Code de justice militaire pour l'armée de mer sont applicables aux conseils de guerre et aux conseils de revision maritimes formés par application du présent décret.

6. Sous réserve des modifications prévues dans l'article 8 ci-après, il est procédé à l'instruction et au jugement des affaires soumises aux conseils de guerre et aux conseils de revision maritimes de Bizerte, d'après les règles établies par les articles 113 à 129, 143 à 181, 183 à 196, 209, paragraphes 1er et 3, 211, 214, 227 à 233, 235 et 236 du Code de justice militaire pour l'armée de mer.

7. Les attributions conférées aux Préfets maritimes de la métropole concernant la procédure devant les conseils de guerre et les conseils de revision siégeant en France, sont exercées, en Algérie et en Tunisie, par le Préfet maritime de l'arrondissement algéro-tunisien.

8. Dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 de l'article 232 du Code de justice militaire pour l'armée de mer, la reconnaissance de l'identité des condamnés, évadés et repris, ou des condamnés par contuma-

ce, qui appartiennent à un service ou à un bâtiment placé sous les ordres du Préfet maritime de l'arrondissement algéro-tunisien ou qui ont été repris sur le territoire de cet arrondissement peut être faite par un conseil de guerre formé, sur place, en vertu du présent décret.

Dans le second des cas prévus à l'article 191, l'affaire est renvoyée devant un conseil de guerre composé d'autres juges ou, en cas d'impossibilité, devant le conseil de guerre permanent du 5e arrondissement maritime à Toulon. Il en est de même dans le cas prévu à l'article 233.

**9.** Après chaque affaire jugée à Bizerte par application du présent décret, le greffier, sous la surveillance du commissaire du Gouvernement, réunit toutes les pièces de la procédure et transmet le dossier ainsi constitué, avec la minute du jugement, au greffe central maritime de Toulon.

Toutefois, les dossiers de procédure et les jugements concernant des marins indigènes sont conservés dans les archives de l'état-major de l'arrondissement algéro-tunisien.

**10.** Les décrets du 14 février 1906 et du 29 décembre 1913 relatifs à l'organisation et au fonctionnement de la justice maritime en Tunisie, ainsi que toutes autres dispositions contraires au présent décret, sont et demeurent abrogés.

---

## 17 juillet 1914

DÉCRET *substituant la Djemaïa à la Ghaba dans la culture des olivettes habous et de celles appartenant à des incapables ou à des absents* (1).

(J. O. 25 JUILLET 1914, 763)

ART. 1. La Djemaïa des habous est substituée à la Ghaba :

1° à compter de la présente campagne agricole, pour la culture des olivettes habous publics ;

2° à dater du 1er octobre 1914, pour la culture des olivettes appartenant à des incapables ou à des absents.

**2.** Les dévolutaires peuvent également faire appel au concours de la Djemaïa pour la culture des olivettes habous privés, à la condition d'adresser leur demande avant le 1er octobre de chaque année (1).

Ils sont dispensés de recourir à l'intervention de la Ghaba.

(1) V. D. 23 octobre 1916 créant des associations de propriétaires d'olivettes ; — Constitution de la Ghaba du nord en établissement public, D. 25 mars 1918, et A. 1er juin 1918.

---

## 22 juillet 1914

DÉCRET *relatif à l'exercice des réquisitions militaires en Tunisie.*

(J. O. 29 JUILLET 1914, 781)

Vu la loi du 3 juillet 1877 relative aux réquisitions militaires ;

Vu le décret du 2 août 1877 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi ;

Vu le décret du 8 mai 1900 ;

Vu le décret du 22 octobre 1900 relatif aux réquisitions à exercer sur le territoire de la Régence en ce qui concerne la population indigène ;

Vu le décret du 4 septembre 1907 sur les réquisitions militaires ;

Vu le décret du 28 juin 1910 ;

Vu le décret du 3 décembre 1910 ;

ART. 1. La loi du 3 juillet 1877 relative aux réquisitions militaires et le décret du 2 août 1877 (modifié par décret du 8 mai 1900) portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi, sont applicables en Tunisie en ce qui concerne les besoins de l'armée de mer dans les conditions déterminées par les dispositions suivantes.

**2.** Le droit de réquisition qui appartient à notre Premier Ministre peut être délégué par lui au Vice-amiral, préfet maritime, lequel peut, à son tour, le subdéléguer aux officiers du corps de la Marine investis d'un commandement ou d'une mission et aux officiers du commissariat de la Marine. *(Ainsi modifié D. 26 octobre 1914).*

Il s'exerce :

1° directement par l'autorité maritime sur les navires de commerce, embarcations, chalands et allèges de toute nature avec le matériel et les objets existant à bord et que l'autorité requérante juge à propos de conserver.

2° par l'intermédiaire du contrôleur civil compétent, pour tous objets et services prévus à l'article 3 du décret du 22 octobre 1900, mais seulement dans le cas particulier où l'intérêt maritime ne se trouve pas en

(1) Délai prorogé au 1er décembre 1914, *D. 12 octobre 1914.*

conflit avec les besoins en vue desquels l'autorité militaire a été investie en principe du droit de réquisition.

**3.** Toute réquisition donne droit à des indemnités représentatives de la valeur du matériel requis ou du travail fait.

Les réquisitions sont toujours formulées par écrit et signées de l'autorité requérante.

En ce qui concerne les navires, embarcations, chalands et allèges de toute nature, la réquisition est adressée, soit dan un port soit en mer, au capitaine, maître ou patron ou encore aux propriétaires et représentants quelconques des sociétés et compagnies intéressées. Elle entraîne l'obligation pour ces derniers de faire débarquer au port désigné par l'autorité requérante les passagers ainsi que les objets ou marchandises non conservés à bord.

Il est dressé au moment de la remise un état descriptif du navire et un inventaire du matériel et des objets ou marchandises réquisitionnés. Les procès-verbaux sont établis contradictoirement par un représentant de l'autorité requérante et par le capitaine, maître ou patron, lesquels, en cas de désaccord, consignent leurs observations sur ces procès-verbaux.

**4.** Le règlement et la liquidation des indemnités relatives aux réquisitions du matériel flottant (navires, chalands, etc.) s'effectue suivant les règles établies par le titre VII du décret français du 2 août 1877 modifié par le décret du 31 juillet 1914.

Une commission d'évaluation composée de trois membres : un contrôleur civil, un ingénieur de la Direction générale des Travaux publics et un officier de marine, désigné par le Vice-amiral, préfet maritime, donne son avis sur les indemnités à accorder et le transmet directement au Ministre de la marine qui fixe l'indemnité.

La commission d'évaluation peut s'adjoindre avec voix consultative tous experts jugés nécessaires. Les frais d'expertise sont à la charge de l'Administration de la marine. *(Ainsi modifié D. du 26 octobre 1914).*

**5.** Toutes les réquisitions autres que celles prévues à l'article 4 sont liquidées suivant les règles établies par le décret du 22 octobre 1900.

---

## 29 juillet 1914

DÉCRET *traçant les règles à suivre à l'égard des biens des dissidents (1).*

(J. O. 24 OCTOBRE 1914, 953)

Considérant qu'un certain nombre de nos sujets qui étaient partis en dissidence au moment de l'établissement du Protectorat français dans la Régence ne sont pas encore rentrés en Tunisie, que leurs biens sont demeurés sous séquestre pendant cette longue période et que cette situation est de nature à gêner le libre jeu des transactions immobilières ;

Considérant qu'il y a lieu de définir avec précision les différentes catégories de dissidents et de prendre les mesures nécessaires à l'égard des biens laissés par eux dans la Régence ;

ART. **1.** Seront tenus pour dissidents :

1° les tunisiens qui ont abandonné la Régence à l'époque de l'établissement du Protectorat français et n'y seront pas revenus au jour de la promulgation du présent décret ;

2° les tunisiens qui ont pris ou prendront du service dans une armée étrangère sans en avoir obtenu l'autorisation.

**2.** La constatation de la dissidence résulte d'un maroud pris sur la proposition de notre Premier Ministre et inséré au journal officiel tunisien.

**3.** Un délai de deux mois, à dater de la déclaration de la dissidence, est accordé à tout dissident pour faire sa soumission à notre Gouvernement.

Le dissident qui n'a pas fait sa soumission dans ce délai est passible d'une amende de cinq cents à mille francs et d'un emprisonnement de un à cinq ans, avec renvoi sous la surveillance administrative pour une durée de six mois à deux ans. Ces pénalités sont prononcées par le tribunal de l'Ouzara. Elles peuvent être atténuées par application de l'article 53 du Code pénal tunisien.

**4.** L'accès de la frontière du territoire étranger et de la zone tunisienne y attenante est interdit à la famille du dissident qui est placée sous la surveillance du caïd de la circonscription où le dissident a son domicile.

---

(1) Vente des biens des rebelles, D. 5 février 1916.

**5.** A l'expiration du délai prévu à l'article 3 et sur la demande du caïd, le cadi du domicile du dissident procède à l'inventaire de ses biens meubles et immeubles et en transmet la liste à notre Premier Ministre, en même temps qu'un état des objets mobiliers, des immeubles et de la pension qu'il juge strictement nécessaire à l'habitation et à la substance de la famille du dissident.

Les biens meubles, à l'exception de ceux réservés à la famille, sont mis en vente sans nouveau délai et les fonds provenant de la vente déposés à la caisse tunisienne des dépôts et consignations.

Les biens immeubles, à l'exception de l'habitation de la famille, s'il y a lieu, sont placés ou maintenus sous séquestre par les soins du caïd qui prélève sur les revenus la pension attribuée à la famille du dissident par décision du cadi.

**6.** Un an après la déclaration de dissidence, si le dissident n'a pas fait sa soumission, ses biens immeubles, à l'exception de l'habitation réservée à la famille, s'il y a lieu, sont vendus et les sommes provenant de la vente, ainsi que le reliquat du compte du séquestre, déposés à la caisse des dépôts et consignations.

**7.** Si le dissident a reparu en Tunisie et a été condamné, les fonds déposés à la caisse des dépôts et consignations lui sont restitués à l'expiration de sa peine d'emprisonnement et le séquestre des immeubles est levé.

Si le dissident décède à l'étranger sans avoir obtenu l'aman, la dévolution et la répartition de la succession s'effectue d'après les règles du droit coranique. Il en est de même en cas de présomption de décès du dissident, régulièrement établie.

**8.** A titre transitoire un délai de trois mois est accordé, pour faire leur soumission et regagner leur domicile à tous les tunisiens qui se trouvent en état de dissidence à la date de la promulgation du présent décret.

---

## 1er août 1914

DÉCRET *prescrivant le cours forcé des billets de banque.*

(J. O. 2 AOUT 1914, 787)

ART. **1.** A partir du jour de la promulgation du présent décret, les billets de Banque de l'Algérie seront reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers.

**2.** Jusqu'à nouvel ordre, la Banque de l'Algérie est dispensée de l'obligation de rembourser ses billets avec des espèces.

**3.** Ceux qui auraient refusé de recevoir en paiement pour la somme qu'ils indiquent des billets de banque ayant cours légal, seront punis d'amende depuis six francs jusqu'à dix francs inclusivement.

En cas de récidive, la peine d'emprisonnement de un à cinq jours pourra être prononcée.

**4.** Pour faciliter la circulation, la Banque de l'Algérie est autoriser à émettre des coupures réduites à cinq francs.

**5.** Tous ceux qui par, des bruits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public ou qui, par des voies ou des moyens frauduleux quelconques, auront opérés la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises sur des papiers, effets publics, billets de banque et numéraire ayant cours légal dans la Régence, seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus, et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs (1).

L'interdiction de séjour pourra, en outre, être prononcée contre les coupables pendant un an au moins et cinq ans au plus.

---

## 2 août 1914

DÉCRET *relatif à la détention des explosifs.*

(J. O. 4 AOUT 1914, 793)

Vu le décret du 3 octobre 1884 réglementant les Douanes et les Monopoles de l'Etat, modifié par le décret du 6 juin 1895, et notamment la section III ;

Vu le décret du 18 juin 1894, relatif à la fabrication et à la détention des engins meurtriers, explosifs et autres ;

Vu le décret du 2 juin 1904 établissant diverses taxes de remplacement sur certains explosifs et notamment les articles 4, 5 et 6 ;

ART. **1.** Dans les quarante-huit heures de la promulgation de notre présent décret, les détenteurs de dynamites, détonateurs et de tous autres explosifs, sont tenus de déclarer au Directeur général des Travaux publics et au Directeur de la Sûreté publi-

(1) V. D. 21 février 1916, 8 sept. 1916; 28 août 1919;

que, la nature et la quantité des produits de l'espèce se trouvant en leur possession, au moment de cette promulgation.

**2.** Tout mouvement dans ces quantités doit être inscrit sur un registre spécial, indiquant l'origine ou la destination des quantités en augmentation ou en diminution ; un extrait de ce registre doit être adressé hebdomadairement au Directeur général des Travaux publics.

**3.** Tout détenteur de dynamite, détonateur ou autres explosifs ne peut livrer à un tiers une quantité quelconque d'explosifs sans s'être assuré, sous la responsabilité personnelle, que ce tiers est muni des autorisations réglementaires pour la détention d'explosifs.

**4.** Tout détenteur d'explosifs quelconques doit prendre toutes les mesures utiles pour éviter le détournement, par des tiers, d'une quantité quelconque d'explosifs.

**5.** Tout mouvement d'explosifs hors d'un dépôt de vente ou entre deux exploitations différentes est soumis à l'autorisation préalable du Directeur de la Sûreté publique, sur avis conforme du Directeur général des Travaux publics.

**6.** Tout détenteur d'explosifs qui cesse l'exploitation ayant justifié la délivrance de l'autorisation de détention de ces explosifs, doit faire la déclaration au Directeur général des Travaux publics et au Directeur de la Sûreté Publique qui prescrivent, d'un commun accord, toutes mesures utiles, soit pour la destruction des stocks restant, soit pour leur dépôt en un endroit désigné.

Jusqu'à l'exécution des mesures prescrites, les détenteurs restent responsables de la conservation de ces explosifs.

**7.** Toutes infractions au présent décret sont punies des pénalités prévues au décret du 18 juin 1894, relatif à la fabrication et à la détention des engins meurtriers, explosifs et autres.

---

## 2 août 1914

DÉCRET *déclarant l'état de siège en Tunisie*

(J. O. 3 août 1914, 789)

Vu le décret du 13 novembre 1911 ;

ART. **1.** L'état de siège est déclaré da la Régence de Tunis.

**2.** Les pouvoirs dont l'autorité civile est e v êtue pour le maintien de l'ordre et de la police passent tout entiers à l'autorité militaire. L'autorité civile continue néanmoins à exercer ceux de ces pouvoirs dont l'autorité militaire ne l'a pas dessaisie. (1)

**3.** Des tribunaux militaires seront constitués. Ils seront saisis de la connaissance des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, contre les pouvoirs établis, contre l'ordre et la paix publique, quelle que soit la qualité des auteurs principaux et des complices (2)

**4.** L'autorité militaire a le droit :

1° de faire des perquisitions de jour et de nuit dans le domicile de toute personne quelle que soit sa nationalité ;

2° d'éloigner les repris de justice et les individus suspects quelle que soit leur nationalité ;

3° d'ordonner la remise des armes et munitions et de procéder à leur recherche et à leur enlèvement ;

4° d'interdire les publications et les réunions qu'elle juge de nature à exciter et à entretenir le désordre. (3)

**5.** Le Général commandant la Division d'occupation est investi des pouvoirs conférés aux préfets par l'article 10 du Code français d'instruction criminelle.

---

## 14 août 1914

DÉCRET *autorisant le Directeur général de l'Agriculture à exercer le droit de réquisition pour les besoins du ravitaillement et des ensemencements.* (4)

(J. O. 14 AOUT 1914, 825)

ART. **1.** Notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation est autorisé à réquisitionner (5) soit en vue du ravitaillement de la population civile (6) soit pour les besoins des ensemencements :

---

(1) Restitution aux autorités civiles de la réglementation des réjouissances sur la voie publique et des autorisations de réunions publiques, A. G. 27 mai 1919.

(2) Aucune disposition de ce décret n'exige que, pour exercer les prérogatives stipulées par l'art. 3, l'autorité militaire doive, au préalable, avoir ordonné le dessaisissement intégral de la justice répressive ordinaire. — Conseil de revision. Alger 19 février 1915 (J. T. 15. 170 ; R. A 15.2.11).

(3) Le fait d'avoir refusé d'obtempérer à une réquisition constitue une résistance envers l'autorité publique visée par le décret sur l'état de siège. — Cass. 10 juin 1915 (J. T. 15.248 ; R. A. 15.2.111 et note Rectenwald).

(4) Extensions du droit de réquisitions D. 24 mars 1917, 8 décembre 1917, 26 mars 1918 — Prix des denrées réquisitionnées, D. 28 septembre 1916, art 7.

(5) Délégation de ce droit aux Présidents des communes et aux caïds D. 20 cotobre 1914

(6) L'autorité n'a pas violé la loi, si elle a cédé des denrées réquisitionnées à un pays allié pour obtenir en échange d'autres denrées nécessaires au ravitaillement de la population civile. — Tunis, 2 juillet 1918 (J. T 18-420)

les céréales, leurs dérivés et tous autres farineux alimentaires ; les huiles d'olive ; les légumes, fruits et graines de toute nature ; les fourrages, pailles et sons ; le poisson ;

les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine ; les viandes fraîches et les viandes conservées par un procédé frigorifique ; les viandes salées ; les conserves de viande et, d'une façon générale, tous produits alimentaires de consommation courante.

2. Le paiement des marchandises est effectué contre livraison.

3. Le prix des produits réquisitionnés est en cas de désaccord, fixé par une commission d'évaluation composée du contrôleur civil ou de son délégué, président, d'un agriculteur ou commerçant et d'un amine, ces deux derniers désignés par le contrôleur civil.

Appel de cette décision peut être porté devant la commission centrale des réquisitions instituée par l'article 16 du décret du 22 octobre 1900.

Passé le délai de 15 jours, à dater de la réquisition, l'intéressé n'est plus admis à se pourvoir devant la commission centrale, et le prix fixé par la commission d'évaluation est définitif.

4. Toute dissimulation de produits, tout refus provenant du mauvais vouloir des personnes réquisitionnées, tout abus ou usurpation de pouvoirs sont punis suivant le cas, des peines édictées par les articles 7, 9 et 10 du décret précité du 22 octobre 1900.

---

## 20 août 1914

DÉCRET *français modifiant celui du* 3 *octobre* 1910, *relatif à la naturalisation française en Tunisie.*

(J. O. 8 SEPTEMBRE 1914, 879)

ART. 1. L'article 6 du décret du 3 octobre 1910, relatif à la naturalisation en Tunisie, est ainsi complété :

« Dans le cas de dissolution du mariage « d'un sujet tunisien et d'une française par « la mort du mari, la mère survivante pour- « ra réclamer la qualité de français au nom « de ses enfants mineurs, en souscrivant « une déclaration suivant les formes pré- « vues par les articles 9 et suivants du pré- « sent décret.

« L'enregistrement de la déclaration pour- « ra être refusé pour une cause d'indignité « du mineur ; dans ce cas, il sera statué « conformément aux dispositions de l'ar- « ticle 9 du Code civil, dans le délai de cinq « mois à partir de la déclaration ou, s'il y a « eu contestation, du jour où le jugement « qui a admis la réclamation est devenu « définitif ».

---

## 25 août 1914

DÉCRET *interdisant la consommation de l'absinthe, de l'anisette, de la boukha et dess pirituex similaires.* (1)

(J. O. 1er SEPTEMBRE 1914, 871)

ART. 1. Sont prohibées dans toute l'étendue du territoire de la Régence l'importation, la consommation, la mise en vente et la vente de l'absinthe, de l'anisette, du mastic, de la boukha, des eaux de vie anisées et de tous spiritueux similaires contenant des principes analogues à ceux contenus dans les spiritueux sus-désignés et formant avec addition d'eau un précipité analogue à celui de l'absinthe (1).

Sont soumis aux mêmes prohibitions les essences, extraits et alcoolats, naturels ou artificiels, tels que d'absinthe, d'anis, de badiane, de coriandre et d'hysope susceptibles d'entrer dans la composition desdits spiritueux, sous réserve des tolérances visées à l'article 4 ci-après.

N'est pas comprise, dans la prohibition édictée par le présent article la liqueur d'anisette pesant au maximum 27 degrés et renfermant par litre 300 grammes de sucre au minimum et ne contenant pas plus de 90 centigrammes d'essence d'anis par litre au maximum, sans que ladite liqueur puisse renfermer dans quelque proportion que ce soit aucune des autres essences frappées de prohibition.

2. (*Abrogé D. 4 août* 1915).

4. La détention, l'emploi et la vente par les pharmaciens des essences, extraits et alcoolats ci-dessus énumérés, sont autorisés sous réserve des dispositions édictées par le décret du 31 mars 1913 en ce qui concerne les substances médicamenteuses.

5. Tout établissement de production ou de vente en gros ou en détail dans lequel

(1) Interdiction de la vente des boissons alcooliques aux indigènes. D. 12 septembre 1914.
Restitution des droits perçus, D. 4 août 1915.

sont mis en vente ou vendus au public des produits ou substances énumérés à l'art. 1er est immédiatement fermé par simple décision du Premier Ministre pour les établissements dont l'ouverture est subordonnée à son autorisation, et pour les autres établissements par simple décision du Directeur général des Finances ; ces décisions ne sont susceptibles d'aucune voie de recours.

**6.** Toute infraction aux prescriptions du présent décret et des arrêtés réglementaires pris pour son exécution est punie d'une amende de 480 fr., en outre de la confiscation des produits, des appareils de distillation ou de rectification, des récipients et des moyens ou ustensiles de fabrication, de consommation, de vente et de transport et sans préjudice, le cas échéant, des pénalités encourues pour infraction à la législation fiscale en matière d'alcool.

Les propriétaires des marchandises sont civilement responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques en ce qui concerne les amendes, confiscations et dépens.

Les infractions sont constatées par les agents des régies financières, par les agents de la force publique et par tous autres fonctionnaires ayant qualité pour verbaliser et la répression en est poursuivie conformément aux dispositions du décret du 3 octobre 1884 sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux prescriptions du présent décret.

**7.** Les agents des régies financières sont autorisés à pénétrer chez les fabricants, marchands en gros entrepositaires ou non entrepositaires et débitants de boisson pour y effectuer toutes recherches et vérifications relatives à l'exécution du présent décret. A cet effet, ils sont exemptés des formalités prescrites par les articles 78 et 79 du décret du 3 octobre 1884.

---

### 1er septembre 1914

DÉCRET *modifiant celui du 22 octobre 1900 relatif aux réquisitions militaires.*

(J. O. 4 SEPTEMBRE 1914, 875)

ART. UNIQUE. L'art. 16 du décret du 22 octobre 1900 est ainsi modifié :

« *Art.* 16. — En outre des commissions « locales, il est institué en permanence à « Tunis par arrêté de Notre Premier Ministre une commission centrale des réquisi- « tions.

« Cette commission comprend cinq mem- « bres :

« un haut fonctionnaire du Gouverne- « ment tunisien, président ; un officier su- « périeur ; un sous-intendant militaire ; un « fonctionnaire de la Direction générale de « l'Agriculture, du Commerce et de la Co- « lonisation et un haut fonctionnaire indigène;

« En matière de réquisition de chemins de « fer, le membre indigène sera remplacé par « un fonctionnaire de la Direction générale « des Travaux publics.

« Lorsqu'il s'agira de réquisitions effec- « tuées par l'autorité maritime, le sous-in- « tendant militaire sera remplacé par un of- « ficier supérieur d'un des corps de la mari- « ne en service dans le sous-arrondissement « maritime de Bizerte.

« Tous ces membres sont désignés sur la « proposition de l'autorité dont ils relèvent.

« La commission centrale a dans ses attri- « butions :

« 1° la préparation des règlements et... »

---

### 12 septembre 1914

DÉCRET *interdisant la vente aux musulmans des boissons alcooliques.*

(J. O. 12 SEPTEMBRE 1914, 884)

ART. 1. Il est interdit à tous les marchands ou débitants de boissons de vendre et de servir aux indigènes musulmans des boissons alcooliques à consommer sur place ou à emporter.

**2.** Les infractions au présent décret seront punies d'une amende de 5 francs à 50 fr. et d'un emprisonnement de un jour à dix jours, ou de l'une de ces deux peines seulement.

En outre, s'il s'agit d'un débit de boisson, il sera immédiatement fermé.

---

### 15 septembre 1914

DÉCRET *portant règlement sur la protection de la voie publique ainsi que sur la police du roulage et de la circulation.*

(J. O. 23 SEPTEMBRE 1914, 899)

TITRE Ier

**Dispositions relatives à la conservation de la voie publique**

CHAP. Ier. — *Protection de la voie publique.*

ART. 1. *Actes interdits.* — Il est interdit :

1° d'empêcher le libre écoulement dans les caniveaux, ouvrages et fossés de la voie publique ;

2° d'anticiper, de quelque manière que ce soit, sur la largeur de la voie publique, à moins d'autorisation spéciale délivrée par l'autorité compétente ;

3° de détruire, de dégrader ou de salir : les arbres, les bornes, les signaux, les plaques indicatrices, les appareils d'arrosage ou d'éclairage, les poteaux des tramways, les édicules, monuments, statues, et, en général, tous autres objets placés sur la voie publique dans un but d'utilité ou de décoration publique (1) ;

4° de laisser écouler, de répandre ou de jeter sur la voie publique des eaux ou substances susceptibles de nuire à la salubrité ou à la commodité publiques ;

5° d'enlever sans autorisation des gazons, terres ou pierres de la voie publique ;

6° de faire, sans autorisation, des fouilles sur la voie publique ;

7° de planter des arbres à moins de deux mètres et des haies à moins de cinquante centimètres des limites de la voie publique ;

8° de pratiquer des excavations, de quelque nature qu'elles soient, à une distance de la limite de la voie publique moindre que la profondeur desdites excavations, sans que cette distance puisse être inférieure à trois mètres ;

9° d'une manière générale, de dégrader ou de détériorer la voie publique ainsi que toutes ses dépendances et les ouvrages établis dans l'intérêt de la circulation.

## CHAP. II. — *Dispositions applicables à tous les véhicules.*

**2.** *Forme et nature des bandages.* — Les bandages métalliques des roues des véhicules, dans les cas où leur emploi est autorisé par le présent décret, doivent avoir une surface unie et continue ; les clous, rivets ou boulons qui les fixent aux jantes n'y doivent faire aucune saillie.

Les clous ou rivets fixés sur les bandages en caoutchouc, en vue d'éviter le dérapage, doivent s'appuyer sur le sol par une surface circulaire et plate d'au moins dix millimètres de diamètre, ne présentant aucune arête tranchante, et ne pas faire saillie sur la surface de roulement de plus de trois millimètres.

Les véhicules munis de bandages métalliques présentant des saillies, des nervures ou des stries, ne peuvent circuler sur les voies publiques qu'avec l'autorisation du Directeur général des Travaux publics, donnée par arrêté fixant les conditions particulières auxquelles est soumis le permissionnaire, indépendamment des prescriptions générales du présent décret.

**3.** *Interdiction ou limitation de la circulation sur les ponts de solidité insuffisante ou sur certaines sections des voies publiques.* — Le Directeur général des Travaux publics peut prescrire toutes les dispositions qu'il juge nécessaires pour assurer la sécurité de la circulation à la traversée des ponts qui n'offriraient pas toutes les garanties nécessaires au passage des véhicules lourdement chargés.

Il peut de même, si les circonstances le justifient, interdire temporairement ou d'une façon permanente la circulation sur tout ou partie d'une voie publique pour toutes ou certaines catégories de véhicules.

Dans les circonstances urgentes, les ingénieurs et conducteurs des Ponts et chaussées peuvent prendre telles mesures provisoires que leur paraîtra commander la sécurité publique, sauf à en rendre compte au Directeur général des Travaux publics.

Le maximum de la charge autorisée et les mesures spéciales prescrites pour la protection et le passage des ponts, ainsi que les limites des sections de voies publiques interdites, sont indiquées sur place par des affiches.

Lorsqu'une voie a été aménagée spécialement en vue d'une circulation déterminée, il est interdit aux autres modes de locomotion de l'emprunter ou d'y stationner.

**4.** *Vitesse de passage sur les ponts.* — Pendant la traversée des ponts suspendus, en bois, ou métalliques à platelage en bois, les véhicules doivent marcher à la vitesse d'un homme au pas.

Défense est faite aux voituriers ou conducteurs de dételer aucune de leurs bêtes pour le passage des ponts.

(1) Ce décret « dit Code de la route » est applicable à la Cie des tramways qui ne saurait être fondée à se prévaloir d'une législation spéciale édictée par le D. du 21 juin 1912. —Il importe peu que l'infraction n'ait pas été commise intentionnellement — J. P, Tunis-Sud 10 mars 1917 (J. T, 17-250).

CHAP. III — *Dispositions spéciales aux véhicules à moteur mécanique autres que ceux servant à l'exploitation des voies ferrées* (1).

**5.** *Caractéristiques des automobiles servant au transport en commun des personnes ou au transport des marchandises et des matériaux.* — Les automobiles servant au transport en commun des personnes ou au transport des matériaux et des marchandises doivent, pour être admis à circuler sur les voies publiques, satisfaire aux conditions ci-après :

1° Les jantes des roues doivent être munies de bandages en caoutchouc ou de tous autres systèmes élastiques reconnus équivalents par l'administration.

L'épaisseur des bandages en caoutchouc plein ne doit, à aucun moment après la mise en service, descendre au-dessous de trois centimètres (0m03) ;

2° Le diamètre des roues motrices ne doit par être inférieur :

à quatre-vingt-dix centimètres (0m90) si ces roues sont munies de bandages en caoutchouc plein ou de tous autres systèmes élastiques équivalents ;

à quatre-vingt centimètres (0m80) si ces roues sont munies de bandages pneumatiques ;

3° La charge par centimètre de largeur utile du bandage ne doit pas excéder cent cinquante kilogrammes (150 kg.) ;

4° A) *Automobiles servant au transport en commun des personnes :*

La charge de l'essieu le plus chargé ne doit pas dépasser quatre mille cinq cents kilogrammes (4.500 kg.).

La vitesse maxima ne peut excéder vingt cinq kilomètres à l'heure lorsque la charge maxima de l'essieu le plus chargé est susceptible de dépasser trois mille kilogrammes (3.000 kg.) ; dans ce cas, le Directeur général des Travaux publics peut imposer l'emploi d'un limiteur ou d'un compteur enregistreur de vitesse.

4) *Automobiles servant au transport des matériaux et marchandises :*

La charge de l'essieu le plus chargé ne doit pas dépasser cinq mille kilogrammes (5.000 kg.) ;

La vitesse maxima ne peut excéder vingt kilomètres à l'heure.

Ce maximum est réduit à quinze kilomètres à l'heure lorsque la charge maxima de l'essieu le plus chargé est susceptible de dépasser trois mille kilogrammes (3.000 kg.) ; dans ce cas, le Directeur général des Travaux publics peut imposer l'emploi d'un limiteur ou d'un compteur enregistreur de vitesse.

Il est admis, sauf justification contraire, que l'essieu le plus chargé supporte les deux tiers du poids total maximum du véhicule. (*Ainsi modifié par D. 1er avril 1920*).

**6.** *Vérification du poids des véhicules et de leur chargement.* — Le poids du véhicule automobile vide est constaté par le fonctionnaire chargé de délivrer le récépissé de déclaration prévu à l'article 46.

Ce poids est inscrit sur le récépissé.

Le poids du chargement est vérifié, à défaut de toute autre justification, par comptage et cubage, d'après un tableau des poids unitaires déterminés par arrêté du Directeur général des Travaux publics.

Le poids du véhicule et de son chargement peut aussi, le cas échéant, être établi aux frais du conducteur, par le passage sur les bascules publiques.

**7.** *Locomotives routières.* — Les véhicules à moteur mécanique non destinés au transport des personnes, des marchandises ou des matériaux ne sont admis à circuler sur les voies publiques que sur autorisation préalable donnée par arrêté du Directeur général des Travaux publics, fixant les conditions particulières auxquelles est soumis le permissionnaire, indépendamment des prescriptions générales du présent décret.

**8.** *Automobiles remorquant d'autres véhicules.* — Les automobiles remorquant d'autres véhicules sont soumis, indépendamment des prescriptions générales du présent décret, aux obligations ci-après :

Nul ne peut faire circuler sur une voie publique des automobiles remorquant d'autres véhicules sans autorisation délivrée par le Directeur général des Travaux publics.

La demande doit indiquer :

1° les voies que le pétitionnaire a l'intention de suivre ;

(1) Circulation des véhicules automobiles servant au transport des marchandises et remorquant un véhicule unique D. 10 *avril* 1920.

2° le poids de l'automobile, celui de chacun des véhicules chargés et la charge maxima par essieu ;

3° la composition habituelle des trains et leur longueur totale ;

4° la vitesse de marche prévue ;

5° le mode de freinage adopté.

L'autorisation détermine les conditions que doivent remplir l'automobile et ses conducteurs pour assurer la sécurité et la commodité de la circulation ; en particulier, elle fixe la vitesse maxima de marche, le nombre d'hommes qui doivent être exclusivement attachés au service du train. En aucun cas, ce nombre ne saurait être inférieur à deux et il doit toujours être tel que si les freins des véhicules convoyés ne sont pas actionnés par le mécanicien, leur manœuvre soit confiée à autant de conducteurs spéciaux qu'il est nécessaire pour assurer la sécurité de la marche des trains, eu égard aux déclivités du parcours et à la vitesse de la marche.

## CHAP. IV. — *Dispositions spéciales aux arabas.*

**9.** *Largeur des bandages.* — La largeur minima des bandages des roues d'arabas est fixée à six centimètres ; il est accordé une tolérance de cinq millimètres pour les bandages qui ont fait un certain service.

**10.** *Estampillage des roues.* — Tout propriétaire d'un araba est tenu de faire estampiller les roues de cet araba par le service des contributions diverses.

En cas de changement d'une ou deux roues d'un araba, les roues nouvelles doivent, de même, être soumises à l'estampillage.

A titre de mesure transitoire, les roues usagées dont la largeur des bandages serait inférieure au minimum prévu à l'article 9, seront cependant admises à l'estampillage jusqu'au 31 décembre 1915.

Sont dispensés de l'estampillage les arabas appartenant aux services militaires.

## CHAP. V. — *Subventions spéciales imposées pour l'entretien des voies publiques.*

**11.** *Principe de la subvention.* — Toute personne qui, par la circulation de ses véhicules sur les voies publiques, cause une dégradation qui dépasse l'effet de l'usage habituel et commun de cette voie, est tenue au paiement d'une subvention pour l'entretien desdites voies.

**12.** *Entreprises assujetties au paiement d'une subvention d'entretien.* — En particulier, sont assujettis au paiement d'une subvention pour l'entretien des voies publiques :

les exploitations de mines, de carrières, de forêts, toutes entreprises industrielles ou commerciales, appartenant à des particuliers et donnant lieu à des transports importants de matériaux, de produits ou de marchandises ;

les entreprises de transport en commun de personnes ;

les automobiles dont la charge maxima de l'essieu le plus chargé est susceptible de dépasser deux mille cinq cents kilogrammes.

**13.** *Liquidation du montant des subventions d'entretien.* — Au début de chaque année, le Directeur général des Travaux publics arrête la liste des personnes assujetties au paiement des subventions d'entretien et, pour chaque catégorie de véhicules, le taux forfaitaire et valable pour l'année seulement, de la subvention à payer par tonne kilométrique, soit sur route empierrée, soit sur piste régulièrement entretenue.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, la subvention d'entretien à payer par les entreprises de transport en commun des personnes, en service régulier, est établie par kilomètre parcouru, et fixée, dans chaque cas, par l'arrêté d'autorisation.

Des listes additionnelles de personnes assujetties au paiement des subventions d'entretien sont établies, s'il y a lieu, au début de chaque mois.

A la fin de l'année, le Directeur général des Travaux publics arrête, pour les assujettis qui n'ont pas usé de la faculté accordée par l'article 15 ci-après de contracter un abonnement, la subvention à payer aux taux fixés comme il est dit aux deux premiers alinéas du présent article, suivant l'importance des transports qu'ils ont faits sur les routes et pistes.

A cet effet, toute personnne assujettie au paiement de la subvention d'entretien doit fournir au Directeur des Ponts et

chaussées une déclaration dûment certifiée et signée, contenant tous renseignements et justifications utiles à la liquidation de la somme due ; à défaut de cette déclaration, la liquidation est opérée d'office par l'Administration.

Pour le calcul de la somme due, il est tenu compte tant du poids du véhicule que de la charge utile.

Les arrêtés de liquidation sont notifiés, par la voie administrative, aux débiteurs qui doivent se libérer dans les deux mois de cette notification, nonobstant opposition, sauf à se pourvoir en restitution, comme il est dit à l'article 14, avant l'expiration de ce délai.

**14.** *Recours contre les arrêtés de liquidation.* — Les réclamations contre les arrêtés de liquidation doivent être portées, dans le délai de deux mois prévu à l'article précédent, devant le Directeur général des Travaux publics sous forme de mémoire auquel sont annexées toutes justifications utiles.

Il est statué par arrêté du Directeur général sur l'avis d'un comité composé, sous la présidence d'un délégué du Directeur général des Travaux publics, d'un ingénieur des Ponts et chaussées, d'un délégué du Directeur général des Finances et de deux industriels ou commerçants désignés par le Président du tribunal civil.

Le comité peut demander tous les renseignements ou justifications utiles au demandeur.

Le demandeur conserve, pendant un mois à dater de la notification de l'arrêté précité, un droit de recours devant la juridiction compétente, qui instruit et juge les contestations relatives à la liquidation, à la perception ou à la restitution de ces subventions dans les formes de procédure tracées par l'article 32 du décret du 19 avril 1912 et consacrées, en matière d'état de liquidation, par l'article premier du décret du 15 janvier 1914.

**15.** *Paiement par abonnement.* — Les subventions peuvent être réglées par voie d'abonnement.

Dans ce cas, le montant en est arrêté par le Directeur général des Travaux publics, à une cote fixe ou variable d'après un tarif déterminé.

L'abonnement ne peut être accordé pour une période de plus de cinq années.

Les demandes d'abonnement doivent être accompagnées d'une note justificative.

## TITRE II

### Dispositions relatives à la circulation en général

#### CHAP. Ier. — *Dispositions applicables à tous les véhicules.*

**16.** *Conduite des véhicules.* — Les conducteurs de véhicules quelconques, de cycles, de bêtes de trait, de charge ou de selle, ou d'animaux domestiques circulant sur les voies publiques peuvent utiliser le milieu ou la partie droite de la chaussée, mais il leur est formellement interdit de tenir leur gauche.

Ils doivent toujours être en état de guider et de conduire leur véhicule, cycle ou animal.

Tout véhicule doit avoir un conducteur ; toutefois, deux véhicules marchant en convoi dans les conditions fixées par l'article 20, peuvent n'avoir qu'un seul conducteur. Quand le nombre de bêtes de trait est supérieur à cinq, il doit être adjoint un aide au conducteur.

L'attelage d'un véhicule doit toujours être disposé de telle sorte que le conducteur puisse le tenir bien en mains et que les animaux de trait soient, en tout temps, à même d'assurer l'exécution de toutes les manœuvres nécessaires.

Pour les attelages susceptibles d'être conduits autrement qu'à pied et au pas, l'usage d'une double guide est obligatoire.

**17.** *Allure.* — D'une manière générale, les conducteurs de véhicules quelconques, de cycles, de bêtes de trait, de charge ou de selle, ou d'animaux domestiques doivent rester constamment maîtres de la vitesse de leur véhicule ou de leur animal en tenant compte des facultés d'arrêt dont ils disposent, de l'état de la voie publique, des glissements possibles lors de l'arrêt et des circonstances atmosphériques, de manière à ne pas compromettre la sécurité de la circulation.

Ils doivent porter leur attention sur l'état de la voie, sur l'approche des personnes, des voitures, cycles, bêtes de trait, de charge ou de selle ou d'animaux domestiques et ralentir ou arrêter toutes les fois

que, en raison des circonstances ou de la dispo itions des lieux, ils pourraient être une cause d'accident, de désordre ou de gêne pour la circulation.

Ils doivent toujours marcher à une allure modérée dans la traversée des agglomérations, sur les sections de voies publiques bordées d'habitations, dans les passages étroits et encombrés, et toutes les fois que la route ou le chemin n'est pas parfaitement libre ou que la visibilité n'est pas assurée dans de bonnes conditions.

Ils doivent obéir aux signaux d'alarme qui leur sont faits et s'arrêter lorsqu'à leur approche une bête de trait, de charge ou de selle, ou un animal domestique manifeste des signes de frayeur.

Il est interdit aux conducteurs de lutter de vitesse entre eux.

**18.** *Nombre d'animaux d'un attelage.* — Il ne peut être attelé :

1° plus de cinq chevaux ou bêtes de trait aux véhicules servant au transport des marchandises, s'ils sont à deux roues ; plus de huit, s'ils sont à quatre roues, sans qu'il puisse y avoir plus de cinq animaux de file;

2° plus de trois bêtes de trait aux véhicules servant au transport des personnes, s'ils sont à deux roues ; plus de six, s'ils sont à quatre roues.

**19.** *Renforts.* — Des dérogations aux prescriptions de l'article précédent peuvent être autorisées par arrêté du Directeur général des Travaux publics sur les parties de voies publiques affectées de rampes d'une déclivité ou d'une longueur exceptionnelle.

**20.** *Convois.* — Lorsque plusieurs voitures attelées marchent à la suite les unes des autres, elles ne peuvent être distribuées en convois que deux par deux au plus et à la condition que celle de tête soit seule attelée de plus de deux chevaux ou bêtes de trait. La longueur totale des deux voitures en convoi, attelages compris ne peut dépasser vingt-cinq mètres.

L'intervalle d'un convoi à l'autre ne peut être inférieur à cinquante mètres.

**21.** *Transport des objets indivisibles.* — Lorsqu'il y a lieu de transporter des objets indivisibles, de dimensions et de poids considérables exigeant un attelage supérieur à celui qui est déterminé à l'article 18 ou dépassant les limites de charge fixées par l'article 5 ou ayant une largeur de chargement supérieur à celle qui est fixée par l'article 31 ou, enfin, susceptibles de compromettre le passage des autres véhicules sur une voie publique, les conditions de leur transport sont fixées par le Directeur général des Travaux publics.

Les arrêtés d'autorisation doivent mentionner l'itinéraire à suivre et les mesures à prendre pour assurer les facilités et la sécurité de la circulation publique, et pour empêcher tout dommage aux routes et aux chemins, aux ouvrages d'art et aux plantations.

**22.** *Croisement ou dépassement.* — Les conducteurs de véhicules quelconques, de cycles, de bêtes de trait, de charge ou de selle ou d'animaux domestiques doivent prendre à droite pour croiser ou se laisser dépasser, à gauche pour dépasser ; lorsqu'ils veulent dépasser, ils sont tenus d'avertir le conducteur ou le cavalier.

Le conducteur d'un véhicule ou d'un animal quelconque doit se ranger à l'approche de tout véhicule ou animal. S'il doit croiser un autre véhicule ou un troupeau d'animaux ou être dépassé par eux, il doit leur laisser le plus large espace possible et en tout cas, au moins la moitié de la chaussée et un espace utilisable d'au moins deux mètres de largeur s'il croise ou dépasse un cycle.

**23.** *Bifurcations.* — A tout croisement, tout conducteur de véhicule, de cycle ou d'animal est tenu de prendre le côté droit de la voie qu'il parcourt.

En outre, s'il aborde une voie d'importance supérieure à celle qu'il suit, il doit s'assurer que cette voie est libre avant de s'y engager.

Il doit annoncer son approche et ralentir son allure, surtout aux endroits où la visibilité n'est pas parfaitement assurée.

Il doit être laissé entre les véhicules isolés, les convois ou les troupeaux qui se suivent sur une même voie, un espace suffisant pour qu'un autre véhicule, un autre convoi ou un autre troupeau venant des divers embranchements puisse y accéder sans danger et commodément.

**24.** *Passages sur les ponts.* — Les conducteurs de véhicules ou d'animaux doivent s'assurer que le passage est libre avant de

s'engager sur les ponts ne permettant que le passage d'une seule voiture de front.

25. *Piétons.* — Les piétons doivent se ranger pour livrer passage aux véhicules quelconques, bêtes de trait, de somme ou de selle. De leur côté, les conducteurs sont tenus d'avertir les piétons de leur approche.

26. *Convois funèbres, convois militaires, groupes scolaires.* — Il est interdit à tout conducteur de véhicule, de cycle, ou d'animal, de couper les convois funèbres, les groupes scolaires, les détachements de troupes ou les convois militaires.

27. *Traversée des voies ferrées.* — Tout conducteur de véhicule, de cycle ou d'animal ne doit traverser les passages à niveau des voies ferrées, non munies de barrières, qu'après s'être assuré qu'aucun train ou machine n'est en vue.

Il doit, dans tous les cas, modérer son allure à la traversée des voies ferrée .

28. *Stationnement des véhicules.* — Il est interdit aux conducteurs de lai ser stationner, sans nécessité, aucun véhicule sur la voie publique ; cependant, dans les périmètres urbains, le stationnement peut être autorisé, pour certains véhicules, à des conditions fixées par les Présidents des communes.

En aucun cas, les conducteurs ne peuvent abandonner leur véhicule avant d'avoir pris les précautions nécessaires pour éviter tout accident.

Tout véhicule en stationnement doit être placé de manière à gêner le moins possible la circulation.

29. *Eclairage.* — Aucun véhicule ne peut circuler ou stationner sur une voie publique, pendant l'intervalle de temps qui s'écoule depuis le coucher jusqu'au lever du soleil, sans être signalé par au moins une lanterne allumée dont le feu, sauf exceptions autorisées par le Directeur général des Travaux publics, soit visible de l'arrière et de l'avant.

Il est accordé, pour l'application de cette prescription, une tolérance d'un quart d'heure si les conditions de visibilité sont suffisantes pour la sécurité de la circulation.

L'usage des phares est interdit aux véhicules attelés.

Tout véhicule marchant isolément et dont la longueur du chargement excède huit mètres doit être pourvu d'une lanterne à l'avant et d'un feu rouge à l'extrémité arrière du chargement.

30. *Longueur des essieux.* — Les essieux des véhicules de tout genre ne peuvent avoir plus de deux mètres cinquante centimètres de longueur ni dépasser, à leurs extrémités, les moyeux de plus de huit centimètres.

La saillie des moyeux, y compris celle de l'essieu, ne doit pas excéder de plus de dix-huit centimètres le plan passant par le bord extérieur des bandes. Il est accordé une tolérance de deux centimètres sur cette saillie pour les roues qui ont fait un certain service.

Les prescriptions relatives à la saillie des moyeux ne sont pas applicables aux instruments aratoires.

Pour les automobiles servant au transport en commun des personnes ou au transport des marchandises et des matériaux, la saillie des moyeux et de l'essieu peut dépasser dix-huit centimètres et atteindre vingt-cinq centimètres, mais les roues doivent alors obligatoirement être munies d'ailes ou de garde-boue ou de dispositifs équivalents, et la verticale passant par le bord extérieur de la carosserie ou des ailes et garde-boue ne doit jamais tomber en dedans de l'aplomb de l'extrémité de l'essieu.

31. *Largeur des véhicules et de leur chargement.* — D'une manière générale, la largeur du chargement d'un véhicule quelconque doit toujours être telle qu'il n'en résulte, sur le parcours, ni obstacle pour la circulation, ni dégradation aux ouvrages d'art, aux plantations ou autres dépendances de la voie publique.

Il est interdit d'établir sur les côtés des véhicules des sièges fixes ou mobiles susceptibles de permettre au conducteur ou à un tiers transporté d'avoir tout ou partie du corps en dehors des limites du chargement ou de la carrosserie.

Le gabarit ou la largeur totale de la carrosserie des véhicules servant au transport des personnes ne doit, en aucun cas, excéder deux mètres vingt-cinq centimètres ($2^m25$) toutes saillies comprises.

Le gabarit ou la largeur totale du chargement des véhicules servant au transport des matériaux ou des marchandises ne doit

pas excéder deux mètres cinquante centimètres (2m50).

Pour les véhicules à moteur mécanique servant au transport des personnes, des marchandises ou matériaux, la largeur de la voie, ne peut excéder un mètre quatre-vingt-dix centimètres (1m90).

Le maximum de largeur du chargement indiqué au troisième alinéa du présent article n'est pas applicable aux voitures d'agriculture lorsqu'elles sont employées au transport des récoltes de la ferme aux champs et des champs à la ferme ou au marché.

Le chargement d'une bête de somme ne doit pas faire saillie, à gauche et à droite, de plus de quatre-vingt-dix centimètres (0m90). (*Ainsi modifié par D.* 1er *avril* 1920).

**32.** *Hauteur du chargement.* — La hauteur du chargement d'un véhicule quelconque doit toujours être telle qu'il n'en résulte, sur le parcours, ni obstacle pour la circulation, ni dégradation aux ouvrages d'art, aux plantations ou autres dépendances de la route ou du chemin.

En aucun cas la hauteur des véhicules servant au transport des personnnes, depuis le sol jusqu'à la partie la plus élevée du chargement ou du couvercle de la bâche ne peut excéder trois mètres cinquante centimètres pour les voitures à quatre roues et deux mètres cinquante centimètres pour les voitures à deux roues.

**33.** *Freins.* — Les véhicules servant au transport en commun des personnes doivent être pourvus d'au moins un dispositif à usage de frein disposé de façon à être manié facilement par le conducteur.

Le freinage doit être progessif dans le cas de dispositif unique.

**34.** *Plaques.* — Tout propriétaire de véhicule est tenu de faire placer, en avant et du côté gauche de son véhicule, une plaque métallique portant en français et en caractères apparents et lisibles, ses nom, prénoms, profession et domicile.

Sont exceptées de cette disposition :

1° les voitures particulières à traction animale destinées au transport des personnes, mais étrangères à un service public de transport en commun ;

2° les voitures des administrations publiques, à la condition qu'elles portent une désignation en caractères très apparents ;

3° les voitures des services militaires.

**35.** *Responsabilité spéciale du conducteur d'une voiture non munie d'une plaque.* — Aucun conducteur ne peut faire circuler sur la voie publique une voiture qui, contrairement à l'article précédent, ne serait pas munie de plaque.

**36.** *Troupeaux.* — Les troupeaux d'animaux de toute espèce circulant sur les voies publiques doivent être dirigés par un nombre suffisant de conducteurs et menés de façon qu'ils n'occupent pas plus de la moitié de la largeur de la voie publique.

Lorsqu'ils circulent la nuit, leur présence doit être indiquée par un signal sonore ou lumineux.

Lorsque plusieurs troupeaux circulent sur la même voie publique, ils doivent être séparés par une distance de cinquante mètres au moins.

**37.** *Divagation ou abandon des animaux sur la voie publique.* — Il est interdit de laisser vaguer des animaux sur les voies publiques, et d'y laisser à l'abandon des bêtes de trait, de somme ou de selle.

**38.** *Pacage.* — Il est défendu de faire ou de laisser paître, sur les voies publiques ou leurs dépendances, des animaux de toute espèce, sauf dérogations spéciales autorisées par arrêtés du Directeur général des Travaux publics.

Cette prescription n'est pas applicable aux pistes de transhumance.

**39.** *Entraves à la circulation.* — Le jet ou l'abandon d'objets de nature à entraver ou à gêner la circulation sur la voie publique est formellement interdit.

**40.** *Embarras de la voie publique.* — Il est expressément interdit de laisser sur la voie publique aucun véhicule, instrument ou ustensile, de quelque nature que ce soit, Il est. de même, formellement interdit de faire, sur la chaussée ou sur les accotements, des dépôts de quelque nature que ce soit.

Ces interdictions ne s'appliquent pas aux véhicules, instruments, dépôts, servant à l'entretien ou à la réparation de la voie publique, ou en cas de travaux régulièrement autorisés ou entrepris par la Direction général des Travaux publics. Dans tous les cas, les mesures utiles doivent être prises pour assurer la sécurité de la circulation.

Lorsqu'un véhicule est immobilisé sur la voie publique par suite d'accident, ou que tout ou partie d'un chargement y tombe fortuitement sans pouvoir être immédiatement relevé, le conducteur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité de la circulation et, notamment, pour assurer dès la chute du jour l'éclairage du véhicule ou des objets qui encombrent la voie publique.

CHAP. II. — *Dispositions spéciales aux véhicules à moteur mécanique autres que ceux servant à l'exploitation des voies ferrées.*

**41.** *Organes de manœuvres.* — Les organes de manœuvre doivent être groupés de façon que le conducteur puisse les actionner sans cesser de surveiller la voie publique.

Rien ne doit masquer la vue du conducteur vers l'avant, et les appareils indicateurs doivent être placés bien en vue et éclairés la nuit.

**42.** *Organes de direction.* — Les véhicules à moteur mécanique doivent être disposés de manière à obéir surement à l'appareil de direction et à tourner avec facilité dans les courbes de petit rayon. Les organes de commande et de direction doivent offrir toutes les garanties de solidité désirables.

Ceux de ces véhicules dont le poids à vide excède trois cent cinquante kilogrammes doivent être munis de dispositifs permettant la marche en arrière.

**43.** *Freins.* — Tout automobile doit être pourvu de deux systèmes de freinage indépendants l'un de l'autre et suffisamment efficace.

L'un au moins de ces systèmes, doit être à action rapide et agir directement sur les roues ou sur des couronnes immédiatement solidaires de celles-ci.

Il doit être aussi muni d'un mécanisme qui puisse empêcher, même sur les fortes déclivités, tout mouvement en arrière si l'un des systèmes de frein ne remplit pas cette condition.

Dans le cas d'un véhicule à avant-train-moteur, à boggie, l'un des systèmes de freinage à la disposition du conducteur doit pouvoir agir sur les roues arrière du véhicule.

Dans le cas d'un train remorqué par un automobile, chaque voiture remorquée doit être munie d'un système de frein suffisamment efficace et rapide, susceptible d'être actionné, soit par le mécanicien à son poste sur l'automobile, soit par un conducteur spécial.

**44.** *Fumée, bruit, etc.* — Les organes d'un véhicule automobile doivent être disposés de façon à écarter, dans la mesure du possible, tout danger d'incendie ou d'explosion; ils doivent être établis de façon que leur fonctionnement normal n'effraie pas, par le bruit, les bêtes de selle ou de trait, ne constitue aucune cause de danger pour la circulation et n'incommode pas les passants ou les riverains par la fumée, la vapeur ou le bruit.

**45.** *Procès-verbal de réception.* — La constatation qu'un véhicule automobile satisfait aux diverses prescriptions ci-dessus est faite, par le service des mines, sur la demande du constructeur ou du propriétaire. Pour les voitures construites en Tunisie, le fabricant doit demander la vérification de tous les types d'automobiles qu'il a établis ou établira. Pour les voitures de provenance étrangère, l'examen doit être fait avant la mise en service, en Tunisie, sur le point du territoire désigné par le propriétaire de la voiture.

Lorsque le fonctionnaire du service des mines, délégué à cet effet, a constaté que la voiture présentée satisfait aux prescriptions réglementaires, il dresse de ces opérations un procès-verbal dont une expédition est remise soit au conducteur, soit au propriétaire, suivant le cas.

Tout procès-verbal de constatation délivré en France ou en Algérie est valable en Tunisie.

Le constructeur a la faculté de livrer au public un nombre quelconque de voitures, suivant chacun des types qui ont été reconnus conformes au règlement. Il doit donner, à chacune d'elles, un numéro d'ordre dans la série à laquelle elle appartient, et il doit remettre à l'acheteur une copie du procès-verbal et un certificat attestant que la voiture livrée est entièrement conforme au type. Le certificat doit spécifier le maximum de vitesse que l'automobile est capable d'atteindre en palier.

Chaque voiture doit porter, en caractères bien apparents, le nom du construc-

teur, l'indication du type et le numéro d'ordre dans la série du type.

En cas de refus par le service des mines de dresser un procès-verbal constatant que le véhicule présenté satisfait aux prescriptions réglementaires, les intéressés peuvent en appeler au Directeur général des Travaux publics.

**46.** *Mise en circulation.* — Tout propriétaire d'un automobile doit, avant de le mettre en circulation sur les voies publiques, adresser au Directeur général des Travaux publics une déclaration dont il lui sera donné récépissé s'il satisfait aux prescriptions du présent décret.

La déclaration fait connaître le nom et le domicile du propriétaire ; elle doit être accompagnée d'une copie du procès-verbal dressé en vertu de l'article 45 ou du récépissé de déclaration délivré au propriétaire précédent si le véhicule a été déjà mis en service.

Le récépissé de la déclaration indique le numéro d'ordre assigné au véhicule.

La déclaration faite dans un département de France ou d'Algérie suffit pour la Tunisie, à la condition expresse que l'automobile satisfasse aux prescriptions du présent décret *(ainsi modifié D. 1er avril 1920)*.

**47.** *Certificat de capacité.* — Nul ne peut conduire un véhicule à moteur mécanique s'il n'est porteur d'un certificat de capacité valable en France ou en Algérie ou délivré par le Directeur général des Travaux publics.

Les certificats de capacité ne peuvent être délivrés qu'aux postulants âgés de dix-huit ans au moins.

Le certificat de capacité est retiré temporairement, par arrêté du Directeur général des Travaux publics, à tout conducteur d'automobile qui, ayant été condamné pour l'une des infractions prévues par le présent décret, a commis une nouvelle infraction dans un délai de douze mois à compter du jour où la condamnation est devenue définitive.

**8.** *Présentation des autorisations.* — Tout conducteur d'automobile doit être porteur :

1° de son certificat de capacité ;

2° du récépissé de déclaration du véhicule ;

3° de toutes les autorisations spéciales prescrites par le présent décret.

**49.** *Plaques d'identité.* — Tout véhicule à moteur mécanique doit être pourvu, outre la plaque prévue à l'article 34, de deux plaques d'identité portant un numéro d'ordre, qui doivent toujours être placées en évidence à l'avant et à l'arrière du véhicule.

Le modèle de ces plaques, leur mode de pose, ainsi que le mode d'attribution des numéros d'ordre aux intéressés, sont fixés par arrêté du Directeur général des Travaux publics *(ainsi modifié par D. 1er avril 1920)*.

**50.** *Vitesse.* — Le conducteur d'un automobile ne doit jamais marcher à une allure qui soit une cause de dommage pour la route ou le chemin et les ouvrages qui en dépendent.

En aucun cas la vitesse ne doit excéder celle de 50 kilomètres à l'heure en rase campagne et de 15 kilomètres à l'heure dans les agglomérations, sauf l'exception prévue à l'article 54.

**51.** *Eclairage.* — Dès la chute du jour, définie comme il est dit à l'article 29, tout automobile circulant ou stationnant sur une voie publique doit porter à l'avant deux lanternes allumées et placées l'une à gauche et l'autre à droite.

S'il est susceptible de marcher à une vitesse de plus de dix-huit kilomètres à l'heure en palier, il doit être muni, en plus, à l'avant, d'au moins une lanterne d'une puissance d'éclairage suffisante pour éclairer la voie publique à cinquante mètres en avant ; deux lanternes de cette espèce seront toujours obligatoires pour les automobiles assurant un service public de transport en commun des personnes, quelle que soit leur vitesse de marche.

Dans les agglomérations dont l'éclairage est suffisant pour assurer la sécurité de la circulation, le feu de la lanterne supplémentaire doit être éteint ou son intensité ramenée à celle d'une lanterne ordinaire.

Tout automobile doit être muni, dès la chute du jour, d'un feu à l'arrière, capable de rendre lisible le numéro distinctif.

Tout train remorqué par un automobile doit, en outre, des feux prescrits par le présent article, porter, la nuit, un feu rouge à l'arrière du dernier véhicule.

**52.** *Signaux avertisseurs.* — L'approche de tout automobile doit être signalée en cas de besoin, au moyen d'une trompe à tons graves dont le son soit susceptible d'être entendu à cinquante mètres au moins.

L'usage de tout autre signal est interdit à l'intérieur des agglomérations ; il n'est permis que subsidiairement en dehors d'elles.

L'usage de la trompe à tons graves est interdit à toute autre espèce de véhicules.

**53.** *Abus de l'échappement libre et des signaux avertisseurs.* — L'emploi abusif de l'échappement libre aussi bien que celui des signaux avertisseurs est interdit.

L'emploi de l'échappement libre est, d'autre part, entièrement proscrit à l'intérieur des agglomérations.

**54.** *Courses d'automobiles.* — Les courses de voitures automobiles ne peuvent avoir lieu sur la voie publique sans une autorisation spéciale délivrée par le Directeur général des Travaux publics avec l'agrément des Présidents des communes intéressées.

Les frais de surveillance et autres occasionnés par les mesures spéciales prescrites par l'Administration sont supportés par les organisateurs de la course, qui doivent déposer, à cet effet, une consignation préalable.

## CHAP. III. — *Dispositions spéciales aux motocyclettes.*

**55.** *Règlements applicables aux motocyclettes.* — Outre les prescriptions générales du présent décret, les dispositions du chapitre précédent (article 41 à article 54) sont applicables aux motocyclettes, sauf les exceptions indiquées aux articles 56, 57 et 58 ci-après.

Toutefois, d'une part, le minimum d'âge des conducteurs est abaissé à seize ans et, d'autre part, le mécanisme destiné à empêcher la dérive en arrière sur les fortes déclivités n'est pas obligatoire.

**56.** *Certificat de capacité* — Un certificat de capacité est délivré par le directeur général des Travaux publics pour les conducteurs des motocyclettes d'un poids inférieur à cent cinquante kilogrammes.

**57.** *Eclairage.* — L'éclairage des motocyclettes doit être assuré par au moins une lanterne d'une puissance suffisante pour éclairer la voie publique à trente mètres en avant.

**58.** *Signaux avertisseurs.* — Les motocyclettes doivent être munies d'un appareil avertisseur consistant en une trompe à ton aigu dont le son soit susceptible d'être entendu à cinquante mètres au moins.

L'usage de ce signal est formellement interdit pour toute autre catégorie de véhicules.

## CHAP. IV. — *Dispositions spéciales aux cycles.*

**59.** *Allures.* — Les cycles ne peuvent marcher en groupe dans les rues.

En cas d'embarras, les cyclistes sont tenus de mettre pied à terre et de conduire leur machine à la main.

**60.** *Eclairage.* — Dès la chute du jour, définie comme il est dit à l'article 29, tout cycle doit être pourvu, à l'avant, d'une lanterne allumée.

**61.** *Signaux avertisseurs.* — Tout cycle doit être muni d'un appareil avertisseur constitué par un timbre dont le son puisse être entendu à vingt-cinq mètres au moins et qui est actionné aussi souvent qu'il sera besoin.

L'usage du timbre est interdit à toute autre catégorie de véhicules, à l'exception des tramways marchant sur la voie ferrée, pour lesquels l'emploi du timbre peut être prescrit par l'autorité compétente.

**62.** *Plaques.* — Tout cycle doit porter une plaque indiquant le nom et le domicile du propriétaire, ainsi qu'un numéro d'ordre si le propriétaire est loueur de cycles.

**63.** *Réglementation de la circulation des cycles.* — La circulation des cycles est interdite sur les trottoirs et contre-allées affectées aux piétons.

Cette interdiction ne s'étend pas aux machines conduites à la main.

Toutefois, en dehors des villes et agglomérations, la circulation des cycles peut s'exercer sur les trottoirs et contre-allées affectées aux piétons, le long des routes et chemins pavés en état de réfection. Dans ces cas, les cyclistes sont tenus de prendre une allure modérée à la rencontre des piétons et de réduire leur vitesse au droit des habitations.

## TITRE III

**Dispositions spéciales relatives aux véhicules publics affectés au transport en commun (attelés ou automobiles).**

CHAP. 1er. — *Classification des services publics de transport en commun.*

**64.** *Définition des véhicules publics affectés au transport en commun des personnes.* — Les véhicules affectés au transport en commun des voyageurs payant leur place sont considérés comme publics ; ils se partagent, suivant les conditions de leur service, en trois groupes :

1° véhicules accomplissant un service régulier ;

2° véhicules en service d'occasion ou à volonté ;

3° véhicules en service accidentel.

**65.** *Service régulier.* — Les véhicules accomplissant un service régulier sont ceux qui font le service d'une même route ou d'une ville à une autre, lors même que les jours et heures de départ varieraient.

**66.** *Service d'occasion ou à volonté.* — Les véhicules d'occasion ou à volonté sont ceux qui, restant sur place, partent indifféremment à quelque jour, à quelque heure et pour quelque lieu que ce soit, à la réquisition des voyageurs.

Les voitures purement de louage sont exclues du présent groupe ainsi que les voitures dites de place, autorisées à stationner à l'intérieur des agglomérations urbaines.

**67.** *Service accidentel.* — Les véhicules en service accidentel sont ceux qui sont mis temporairement en circulation dans certaines circonstances.

CHAP. II. — *Formalités préalables auxquelles sont assujettis les services publics de transport en commun.*

**68.** *Nécessité d'une autorisation préalable pour les services réguliers.* — Toute personne désirant organiser un service régulier de transport en commun de personnes doit se pourvoir, au préalable, d'une autorisation auprès du Directeur général des Travaux publics, ou auprès des Présidents de communes s'il s'agit de parcours à effectuer exclusivement sur les voies communales.

**69.** *Forme de la demande.* — La demande doit, à peine de nullité, satisfaire aux conditions suivantes :

Elle est présentée sur timbre et accompagnée d'une copie sur papier libre.

Elle fait connaître :

1° les nom, prénoms, nationalité et domicile du demandeur ou, s'il s'agit d'une société, sa dénomination sociale, le siège principal de son établissement, ainsi que les nom, prénoms, nationalité et domicile de son représentant en Tunisie ;

2° l'itinéraire détaillé qui doit être suivi par les véhicules, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des agglomérations ;

3° les jours et heures de départ et d'arrivée ;

4° les lieux et conditions de stationnement ;

5° le nombre des véhicules qui doivent être mis en service et le nombre maximum des places qu'ils contiennent ;

6° les principales dimensions des véhicules, la charge maximum par essieu, le mode de traction.

**70.** *Forme de l'autorisation.* — L'autorisation est délivrée, s'il y a lieu, par arrêté du Directeur général des Travaux publics ou du Président de la commune, suivant les cas.

L'arrêté fixe les conditions spéciales auxquelles l'autorisation est accordée ; il détermine, notamment, la charge maxima, par essieu, des véhicules et les dispositions spéciales à observer en ce qui concerne la conservation des voies publiques et la sécurité de la circulation en général.

Dans le cas où le service autorisé aurait un parcours commun avec un service public subventionné par l'Etat, l'arrêté doit comporter l'interdiction de prendre ou de déposer des voyageurs sur la partie commune du parcours.

Extrait de l'arrêté d'autorisation est publié au *Journal Officiel* aux frais du permissionnaire.

Les rejets d'autorisation sont subordonnés à un avis conforme du Conseil des ministres et chefs de service.

**71.** *Retrait de l'autorisation.* — L'autorisation est annulée de plein droit si le permissionnaire ayant été condamné pour l'une des infractions prévues au présent décret, a commis une nouvelle infraction dans un délai de douze mois à compter du jour où la condamnation est devenue définitive.

L'autorisation peut être retirée, discrétionnairement, à toute époque, sur avis conforme du Conseil des ministres, pour des motifs d'ordre public.

**72.** *Péremption de l'autorisation.* — Toute autorisation dont il ne serait pas fait usage pendant le délai d'un an, compté à partir de la date de l'arrêté d'autorisation, est annulée de plein droit.

**73.** *Service d'occasion ou à volonté.* — Toute personne désirant organiser un service d'occasion ou à volonté pour le transport en commun des personnes, doit en faire, par lettre recommandée avec avis de réception, la déclaration préalable au Directeur général des Travaux publics, ou au Président de la commune s'il s'agit de parcours à effectuer sur des voies communales.

La déclaration établie sur timbre doit, à peine de nullité, contenir les indications suivantes :

1° les nom, prénoms, nationalité et domicile du demandeur, ou, s'il s'agit d'une société, sa dénomination sociale, le siège principal de son établissement, ainsi que les nom, prénoms, nationalité et domicile de son représentant en Tunisie ;

2° les lieux et conditions de stationnement ;

3° les principales dimensions des véhicules qui doivent être mis en service, le nombre maximum des places, la charge maxima par essieu, le mode de traction.

**74.** *Service accidentel.* — Chaque fois qu'une personne veut mettre accidentellement en circulation un véhicule pour le transport en commun, à prix d'argent, des voyageurs, elle doit en faire la déclaration aux fonctionnaires à désigner à cet effet.

La déclaration doit, en outre, contenir l'indication de l'itinéraire détaillé qui doit être suivi par le véhicule tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des agglomérations et les jours de mise en service du véhicule.

**75.** *Réception des véhicules publics affectés au transport en commun des personnes.* — Toute personne désirant affecter un véhicule au transport en commun des personnes doit le présenter à l'Ingénieur des Ponts et chaussées, chef de l'arrondissement dans lequel ce véhicule doit circuler, ou au Président de la commune s'il ne doit circuler que sur des voies communales.

Le fonctionnaire chargé de la visite prononce la réception du véhicule s'il satisfait aux prescriptions du présent décret, s'il ne présente aucun vice de construction qui puisse occasionner des accidents, et s'il remplit les conditions nécessaires pour assurer la commodité et la sécurité du transport des voyageurs.

En cas de contestation, il est statué par le Directeur général des Travaux publics.

Il ne peut plus être apporté de modifications aux véhicules ainsi visités, sans autorisation préalable du Directeur général des Travaux publics ou du Président de la commune, suivant les cas.

**76.** *Estampille.* — Après réception, le propriétaire est tenu de faire apposer une estampille sur le véhicule par le service des contributions diverses.

Cette estampille ne peut être placée sur une autre voiture ; elle n'est valable que pour la seule voiture sur laquelle elle a été apposée par l'Administration.

**77.** *Laissez-passer.* — Toute personne désirant mettre en circulation un véhicule affecté au transport en commun des voyageurs doit, préalablement, se munir d'un laissez-passer spécial à ce véhicule et à la nature du service qu'il doit assurer.

Ce laissez-passer est délivré par le Directeur général des Travaux publics ou par le Président de la commune si ce véhicule ne doit circuler que sur des voies communales.

Il contient la désignation exacte de la voiture à laquelle il s'applique.

Pour les services réguliers et d'occasion ou à volonté, le laissez-passer est valable pendant un an.

Pour les services accidentels, il n'est valable que pour les jours de mise en service du véhicule tels qu'ils sont indiqués à la déclaration prévue à l'article 74.

CHAP. III. — *Dispositions spéciales relatives à la circulation des véhicules publics affectés au transport en commun.*

**78.** — *Dispositions intérieures et extérieures.* — L'intérieur des voitures publiques doit être disposé de manière à assurer la sécurité et la commodité des voyageurs et, en particulier, satisfaire aux conditions suivantes :

Largeur moyenne des places : quarante cinq centimètres (0$^{m}$ 45) ;

Largeur des banquettes : quarante-cinq centimètres (0m 45) ;

Distance entre deax banquettes : quarante-cinq centimètres (0m 45) ;

Hauteur du plafond au-dessus du fond de la voiture : un mètre soixante centimètres (1m 60).

Sur une même banquette, et seulement lorsqu'il sera possible d'y admettre plus de quatre voyageurs, la largeur moyenne des places pourra être inférieure à 0m 45, mais, dans aucun cas, cette largeur ne devra être inférieure à 0m 40.

Il peut être placé sur l'impériale des véhicules à traction animale, à l'exclusion des voitures automobiles, une banquette destinée à trois voyageurs ou plus ; il est expressément interdit d'accepter des voyageurs sur l'impériale autre part que sur cette banquette.

Les véhicules à moteur mécanique doivent avoir un espace isolé de 0m90 exclusivement réservé à l'usage du mécanicien.

(*Ainsi modifié par D.* 1er *avril* 1920).

**79.** *Enrayage.* — Toute voiture publique attelée doit être munie, en sus du frein indiqué à l'article 33, d'une machine à enrayer agissant sur l'une des roues de derrière.

Elle doit, en outre, être pourvue d'un sabot ou d'une chaîne d'enrayage.

Toute dérogation à ces prescriptions doit être autorisée par l'autorité compétente.

**80.** *Eclairage.* — Après la chute du jour, définie comme il est dit à l'article 29, les voitures publiques attelées doivent être, comme les automobiles, éclairées par deux lanternes à réflecteur placées à l'avant de la voiture et d'une puissance d'éclairage suffisante.

**81.** *Indications diverses.* — Chaque voiture doit porter à l'extérieur, dans un endroit apparent, le nom et le domicile de l'entrepreneur ; à l'intérieur, le nombre maximum de places de chaque compartiment et l'interdiction de fumer dans les compartiments fermés et de cracher sur les planchers.

**82.** *Tarifs.* — Le tarif des prix maxima des places et du transport des bagages, s'il y a lieu, doit être affiché à l'intérieur des compartiments.

Les tarifs ne peuvent être modifiés, pour les services réguliers, qu'après affichage de nouveaux tarifs au moins pendant huit jours pleins, par l'entrepreneur, dans ses divers bureaux et à l'intérieur des compartiments de ses véhicules.

Toute modification aux tarifs maxima doit être notifiée au Directeur général des Travaux publics.

**83.** *Surcharge.* — L'entrepreneur ou le conducteur ne peut admettre, dans les compartiments de ses voitures, un plus grand nombre de voyageurs que celui indiqué.

Il ne peut accepter, sur l'impériale, des marchandises qu'autant que leur poids n'est pas susceptible de compromettre la stabilité du véhicule et de surcharger les essieux au delà des limites prescrites.

**84.** *Horaires.* — L'entrepreneur de transport en commun des personnes doit, pour les services réguliers, afficher dans ses divers bureaux les horaires des voyages.

Il ne peut les modifier sans avoir fait, au préalable, pendant huit jours, l'affichage des nouveaux horaires dans ses divers bureaux.

Toute modification de l'horaire doit être notifiée au Directeur général des Travaux publics.

L'entrepreneur ou ses préposés, les relayeurs, doivent être présents à l'arrivée et au départ de chaque voiture.

**85.** *Registres.* — A chaque bureau de départ et d'arrivée et à chaque relais, il doit tenir à la disposition des voyageurs, un registre coté et paraphé par l'autorité compétente pour l'inscription des plaintes qu'ils peuvent avoir à formuler.

Ce registre doit être présenté à toute réquisition aux gendarmes, aux commissaires de police et aux agents délégués à cet effet par les chefs des services intéressés.

**86.** *Conducteurs.* — Les conducteurs de voitures publiques doivent être munis d'un certificat attestant leurs bonnes vie et mœurs, être âgés de dix-huit ans au moins s'il s'agit de voitures attelées et de vingt ans au moins s'il s'agit de voitures automobiles.

Ils doivent être porteurs du laissez-passer applicable au véhicule qu'ils conduisent.

Ils ne peuvent, sous aucun prétexte, descendre de leurs sièges lorsque la voiture est en marche.

Il leur est enjoint d'observer, dans la traversée des agglomérations, les règlements de police concernant la circulation dans les rues.

Dans les haltes, ils ne peuvent abandonner leur voiture sans en avoir assuré la garde, si elle est attelée, ou sans avoir arrêté le moteur, si le véhicule est à traction mécanique.

Avant de remonter en voiture, le conducteur doit s'assurer que le véhicule est en état de circuler sans danger pour les voyageurs.

**87.** *Police intérieure des voitures.* — Le conducteur doit interdire l'accès de sa voiture aux personnes en état d'ivresse ou de malpropreté évidente, ainsi qu'aux personnes portant des armes à feu chargées ou des objets qui, par leur nature ou leur odeur, pourraient gêner, salir ou incommoder les voyageurs.

Les chiens ou autres animaux ne doivent pas être admis dans les compartiments affectés aux voyageurs.

L'accès des voitures publiques doit être également interdit aux personnes atteintes visiblement ou notoirement de maladies dont la contagion serait à redouter pour les voyageurs.

**88.** *Entretien et propreté.* — Les voitures publiques doivent être constamment maintenues dans un bon état d'entretien et de propreté.

**89.** *Désinfection.* — Toute voiture publique dans laquelle a pris place une personne atteinte d'une maladie contagieuse doit être désinfectée dès l'arrivée.

**90.** *Mesures en temps d'épidémie.* — En temps d'épidémie, l'administration peut prescrire telles mesures qu'elle juge nécessaires pour assurer l'hygiène et la salubrité publiques.

**91.** *Protection des animaux de trait.* — Il est interdit d'employer, pour la traction des voitures publiques de transport en commun, des animaux blessés ou manifestement hors d'état d'assurer leur service dans des conditions normales.

**92.** *Déclaration des accidents.* — Toutes es fois qu'un accident est causé par une voiture publique, le conducteur doit en faire la déclaration à l'officier de police du lieu le plus rapproché.

**93.** *Communication du Code de la route aux voyageurs.* — Le présent décret doit être constamment tenu à la disposition du public, par les soins des exploitants, dans les bureaux ou relais de leur entreprise.

Les conducteurs des voitures doivent toujours être porteurs d'un exemplaire du présent décret et le communiquer à tout voyageur qui en fait la demande.

## TITRE IV

### Juridictions et pénalités

**94.** *Autorités chargées de constater les contraventions et délits.* — Les infractions aux dispositions du présent décret et des arrêtés rendus pour son exécution sont constatées:

par tous les officiers de police judiciaire ;

par les Ingénieurs des Ponts et Chaussées et des Mines, les conducteurs, les adjoints techniques assermentés des Ponts et Chaussées, les cantonniers, les contrôleurs des Mines et tous autres agents ou employés de la Direction générale des Travaux publics commissionnés et assermentés ;

par tous agents des Forêts des Poids, et mesures, des Douanes, des Contributions diverses et des Monopoles ayant droit de verbaliser ;

par les Présidents et vice-présidents des communes et tous agents de la voirie urbaine commissionnés et assermentés ;

par les officiers, sous-officiers de gendarmerie, gendarmes, commissaires de police et autres agents assermentés.

Les dommages prévus à l'article 102 sont constatés par les Ingénieurs, conducteurs et autres employés des Ponts et Chaussées commissionnés à cet effet, sans préjudice du droit réservé à tous les fonctionnaires et agents mentionnés au présent article, de dresser procès-verbal du fait de dégradation qui aurait lieu en leur présence.

**95.** *Procès-verbaux.* — Les procès-verbaux sont adressés, dans les dix jours de leur date, à la juridiction compétente, par les chefs de service intéressés.

Les procès-verbaux dressés par application du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution font foi jusqu'à preuve du contraire ; ils ne sont pas sujets à l'affirmation.

**96.** *Pénalités spéciales.* — Sont punis d'une amende de 16 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une de ces peines seulement :

1° ceux qui ont contrevenu aux prescriptions du titre I, chapitres II et III du présent décret ou aux arrêtés pris pour son exécution ;

2° tout propriétaire ou conducteur de véhicule qui a fait usage d'une plaque portant un nom ou domicile faux ou supposé ;

3° celui qui, conduisant un véhicule dépourvu de plaque, a déclaré un nom ou domicile autre que le sien ou que celui du propriétaire pour le compte duquel le véhicule est conduit ;

4° tout propriétaire qui a mis en circulation un véhicule non autorisé à circuler sur les voies publiques ;

5° tout conducteur de véhicule à moteur mécanique n'ayant pas obtenu le certificat de capacité prévu aux articles 48 et 56 du présent décret ;

6° tout propriétaire ou conducteur d'un véhicule à moteur mécanique qui a fait usage de plaques d'identité ne s'appliquant pas à son véhicule ;

7° celui qui, conduisant un véhicule à moteur mécanique dépourvu de plaques d'identité, a déclaré un nom ou domicile autre que le sien ou que celui du propriétaire pour le compte duquel le véhicule est conduit ;

8° tout propriétaire ayant mis en circulation une voiture publique, affectée au transport en commun des personnes, sans avoir satisfait aux prescriptions du titre III, chapitre II, du présent décret ;

9° tout conducteur d'un véhicule quelconque ou d'animal qui, sachant que ce véhicule ou cet animal vient de causer ou d'occasionner un accident, ne s'est pas arrêté et a, ainsi, tenté d'échapper à la responsabilité pénale ou civile qu'il peut avoir encourue.

**97.** *Pénalités générales.* — Toutes infractions aux prescriptions du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution, autres que celles prévues à l'article précédent sont punies d'une amende de 5 à 15 francs et d'un emprisonnement d'un à trois jours, ou de l'une de ces peines seulement.

**98.** *Refus d'obtempérer aux injonctions des agents chargés de verbaliser.* — Est puni d'une amende de 16 à 100 francs, indépendamment des peines qu'il peut avoir encourues pour toute autre cause, tout conducteur qui, sommé de s'arrêter par l'un des fonctionnaires ou agents chargés de constater les infractions au présent décret ou arrêtés pris pour son exécution, a refusé d'obtempérer à cette sommation ou de se soumettre aux vérifications prescrites.

**99.** *Rébellion ou outrage envers des agents chargés de verbaliser.* — Les dispositions du livre III, titre I, chapitre III, section IV, paragraphe 2, du Code pénal français, si le délinquant ou contrevenant est justiciable des tribunaux français, ou celles du livre II, titre I, chapitre IV, section II, du Code pénal tunisien, si le délinquant ou contrevenant est justiciable des tribunaux tunisiens, sont applicables, en cas d'outrages ou de violences envers les fonctionnaires ou agents chargés de constater les délits et contraventions prévus par le présent décret.

**100.** *Nombre de condamnations à prononcer.* — Lorsqu'une même infraction a été constatée à plusieurs reprises dans un intervalle de vingt-quatre heures, il n'est prononcé qu'une seule condamnation pour cette même infraction si le contrevenant ou le délinquant n'a pu, dans l'intervalle qui sépare deux constatations successives satisfaire aux prescriptions du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution.

Sauf les exceptions mentionnées au présent article, il est prononcé autant de condamnations qu'il y aura eu d'infractions, alors même que celles-ci auraient été constatées dans un procès-verbal unique.

**101.** *Récidives.* — Celui qui, ayant été condamné pour l'une des infractions prévues par le présent décret ou les arrêtés pris pour son exécution, a commis à nouveau la même infraction dans un délai de douze mois à compter du jour où la condamnation est devenue définitive, est condamné sauf le cas de bonne foi dûment établie et s'il s'agit d'une des infractions prévues à l'article 96, au maximum des peines d'emprisonnement et d'amende, ou au maximum de l'une de ces peines seulement ; ces peines peuvent être portées jusqu'au double.

**102.** *Réparation des dommages causés aux routes.* — Lorsqu'une infraction aux

prescriptions du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution aura causé un dommage quelconque à une voie publique ou à ses dépendances, le contrevenant est condamné, en plus des peines prévues par le présent décret, au paiement des frais de la réparation, taxés par le Directeur général des Travaux publics.

**103.** *Responsabilité civile des propriétaires.* — Tout propriétaire de véhicule quelconque ou d'animal est responsable des amendes, des dommages-intérêts et des frais de réparations prononcés, en vertu des articles du présent titre, contre toute personne préposée par lui à la conduite de son véhicule.

Si le véhicule ou l'animal n'a pas été conduit par ordre ou pour le compte du propriétaire, la responsabilité est encourue par celui qui a préposé le conducteur.

**104.** *Juridiction compétente.* — Les infractions aux prescriptions du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution sont instruites et jugées par les tribunaux français ou tunisiens, en conformité des règles de leur compétence respective (1).

Lorsque le propriétaire d'un véhicule quelconque ou d'un animal, responsable des amendes, des dommages-intérêts et des frais de réparations, par application de l'article précédent, est justiciable des tribunaux français, les contraventions et délits prévus au présent décret et aux arrêtés pris pour son exécution sont instruits et jugés par les tribunaux français.

**105.** *De l'application des peines.* — L'article 463 du Code pénal français ou l'article 53 du Code pénal tunisien, suivant le cas, est applicable aux condamnations prévues par le présent décret.

**106.** *Attribution d'une partie des amendes aux agents verbalisateurs.* — Lorsque le procès-verbal constatant le délit ou la contravention a été dressé par l'un des agents désignés à l'article 94, une partie de l'amende recouvrée peut être attribuée à l'agent verbalisateur par le Directeur général des Finances sur la proposition motivée du chef de service, à moins qu'il ne s'agisse d'une contravention ou d'un délit prévu aux articles 98 et 99.

(1) V; D, 18 mars 1896 et 13 janvier 1898,

## TITRE V

### Dispositions transitoires

**107.** *Véhicules à moteur mécanique.* — Les véhicules à moteur mécanique, autres que ceux servant à l'exploitation des voies ferrées, qui ne satisfont pas aux dispositions du titre I, chapitre III, article 5, et pour lesquels un récépissé de déclaration a été régulièrement délivré antérieurement à la date du présent décret et si le Directeur général des Travaux publics le juge possible, peuvent être autorisés à circuler sur certaines voies publiques à des conditions fixées par arrêté, sans que le délai de validité de cette autorisation puisse dépasser le 1er janvier 1915.

**108.** *Véhicules affectés au transport en commun des personnes.* — Tout entrepreneur de transport en commun des personnes, dûment autorisés à assurer un servi ce régulier antérieurement au présent décret, devra se pourvoir, avant le 1er janvier 1915, d'une nouvelle autorisation dans les formes prévues au titre III, chapitre II du présent décret.

Tout entrepreneur de transport en commun des personnes ne pourra, à partir du 1er octobre 1914, faire circuler un véhicule public qu'autant qu'il se sera conformé aux prescriptions prévues aux articles 75, 76 et 77 du présent décret.

## TITRE VI

### Dispositions finales

**109.** *Prescriptions spéciales.* — A l'intérieur des agglomérations, le Directeur général des Travaux publics peut prendre par arrêté toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la facilité et la sécurité de la circulation publique.

**110.** *Arrêtés pris pour l'exécution du Code de la route.* — Le Directeur général des Travaux publics prend les arrêtés nécessaires à l'exécution du présent décret.

Ces arrêtés sont publiés au journal officiel tunisien.

**111.** *Droits des Présidents de communes.* — Sur les voies dépendant du domaine public communal ou comprises à l'intérieur des périmètres communaux, les pouvoirs attribués au Directeur général des Travaux publics par le présent décret sont exercés par les Présidents de communes, dans les conditions prévues aus articles 30

et 46 du décret du 14 janvier 1914 sur l'organisation des communes.

**112.** *Abrogation des textes anciens.* — Sont abrogés :

le décret du 5 août 1897 sur la police du roulage modifié par les décrets des 18 décembre 1901, 18 mai 1902, 4 août 1902, 5 mars 1903 ; les arrêtés réglementaires du 6 août 1897 pris pour l'exécution du décret du 5 août 1897 précité ; le décret du 12 janvier 1901 interdisant la mise en vente des roues d'arabas ayant moins de sept centimètres de largeur de jante, modifié par le décret du 5 mars 1903 ; le décret du 14 juin 1902 sur les subventions industrielles à fournir par les entreprises pour l'entretien des routes, et le réglement annexe ; le décret du 15 janvier 1908 réglementant la circulation des automobiles ; le décret du 24 janvier 1914 réglementant la circulation sur les voies publiques de la Régence des automobiles à poids lourd, ainsi que toutes autres dispositions contraires à celles du présent décret.

**113.** *Mise en vigueur du présent décret.* — Le présent décret entrera en vigueur le 1er octobre 1914, sauf en ce qui concerne les subventions prévues au chapitre V du titre I, pour lesquelles cette mise en vigueur sera reportée au 1er janvier 1915.

## 21 septembre 1914

DÉCRET *relatif aux avances nécessitées par les opérations dérivant du déficit de la récolte* 1914 *ou de l'état de guerre.*

(J. O. 30 SEPTEMBRE 1914, 915)

ART. 1. Notre Directeur général des Finances est autorisé à faire ouvrir dans les comptes de trésorerie de l'Etat un article sous lequel seront inscrites les avances de toutes sortes que peuvent nécessiter les opérations de ravitaillement de la population civile. celles d'achats de semences et de subsistances et en général toutes opérations exceptionnelles quelconques dérivant du déficit de la récolte de céréales de 1914 ou de l'état de guerre.

**2.** Chacune des opérations prévues à l'art. 1er devra être autorisée par le Conseil des ministres et chefs de services. Leur chiffre total ne pourra excéder quinze millions de francs (1).

**3.** Notre Directeur général des Finances est autorisé à se procurer les fonds nécessaires aux avances dont il s'agit par prélèvement sur les disponibilités de caisse du Trésor et, en cas d'insuffisance, auprès de la Banque de l'Algérie. Ses accords avec cet établissement de crédit devront être soumis à l'approbation du Conseil des ministres et chefs de services.

Il assurera le recouvrement ou la régularisation de ces avances à l'expiration de la durée assignée par le Conseil à chacune des opérations.

Il proposera l'émission :

le 31 décembre 1915, s'il y a lieu, d'un décret nouveau pour autoriser la prolongation des opérations d'avances qui n'auront put être régularisées à cette date (1),

le 31 décembre 1916, au plus tard, d'un décret final de règlement et de liquidation des comptes d'avances.

(1) Porté à 30 millions et prolongé en 1916 par D. 29 déc. 1915. — Porté à 60 millions et prorogé de nouveau par D. 2 janv. 1917; par D. 15 nov. 1919. Liquidation D. 22 mai 1919,

## 20 octobre 1914

DÉCRET *étendant le droit de réquisition aux Présidents des communes et aux Caïds.*

(J. O. 21 OCTOBRE 1914, 951)

ART. **1.** Le droit de réquisition délégué à notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation peut être exercé avec son autorisation et dans les conditions prévues aux articles 2 et 3 du décret du 14 août 1914, dans les limites des territoires communaux par les Présidents des communes, et, dans les autres centres de population agglomérée, par le caïd avec l'assentiment du contrôleur civil (1).

Ce droit s'applique limitativement aux denrées et produits énumérés aux articles 1 et 2 du décret du 20 août 1914.

**2.** Toute dissimulation de produits alimentaires, tout refus provenant du mauvais vouloir des personnes réquisitionnées, tout abus ou usurpation de pouvoirs sont punis, suivant le cas, des peines édictées par les articles 7, 9 et 10 du décret du 22 octobre 1900.

En outre, les peines prévues par l'article 5 du décret du 1er août 1914 seront appliquées aux personnes convaincues d'avoir par des moyens frauduleux quelconques, opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises.

(1) Sucre, D. 27 mars 1916, art. 2.

## 21 novembre 1914

DÉCRET *limitant au port de Tunis l'importation des végétaux.*

(J. O. 25 NOVEMBRE 1914, 1002)

ART. UNIQUE. A partir de la promulgation du présent décret et jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement, l'article 4 du décret du 24 décembre 1903 modifié par le décret du 5 janvier 1912 (1) est ainsi modifié :

« Les végétaux accompagnés du certi-
« ficat prévu à l'article précédent ne peu-
« vent être introduits que par le port de
« Tunis, du 15 octobre au 15 mai de chaque
« année, en présence d'un agent du service
« phylloxérique, désigné par notre Direc-
« teir général de l'Agriculture, du Commer-
« ce et de la Colonisation ; cet agent remet,
« pour chaque expédition, après visite, un
« laissez-passer au service des Douanes ;
« en cas d'incertitude sur l'innocuité ab-
« solue des produits présentés, il ne remet-
« tra ce laissez-passer qu'après avoir pris
« les mesures de garantie qui seront pres-
« crites par notre Directeur général de
« l'Agriculture, du Commerce et de la Colo-
« nisation ».

## 2 décembre 1914

DÉCRET *modifiant la loi sur le recrutement et exonérant du tirage au sort les frères des militaires décédés en activité de service au cours d'une campagne.*

(J. O. 5 DÉCEMBRE 1914, 1014)

Vu le décret du 10 octobre 1912 dispensant de deux années de service le premier des frères germains consanguins ou utérins de tout militaire décédé au Maroc ;

ART. UNIQUE. — L'article 36 *bis* de la loi sur le recrutement tunisien est remplacé par le décret suivant :

« *Art.* 36 *bis.* — Seront exemptés du
« tirage au sort les frères germains, con-
« sanguins ou utérins de tout militaire in-
« digène décédé en activité de service au
« cours d'une campagne de guerre.

« Les jeunes gens de cette catégorie de-
« vront toutefois, sous peine de perdre le
« bénéfice de cette exemption, se présenter
« devant la commission de recrutement pour
« justifier de leur situation et recevoir
« ultérieurement un certificat de libéra-
« tion du tirage au sort ».

(1) Ces décrets ont été incorporés au texte de la loi du 29 janvier 1892 (art. 1 à 9) qu'ils ont modifiée.

## 30 décembre 1914

DÉCRET *modifiant les règles de perception de la taxe personnelle et réduisant la cotisation temporaire indigène.*

(J. O. 30 DÉCEMBRE 1914, 1059)

ART. 1. La taxe annuelle et personnelle (ada el istitan), de 10 fr., instituée par le décret du 29 décembre 1913, est due pour l'année entière par toute personne visée audit décret, même si elle n'est pas domiciliée en Tunisie, pourvu qu'elle y réside pendant quatre-vingt-dix jours consécutifs.

2. Les redevables incapables de se libérer en une seule fois peuvent être autorisés à payer leur cote par fractions indivisibles de 2 fr. ou d'un multiple de 2 fr. chacune espacées suivant leurs moyens pécuniaires.

3. Les quittances destinées aux contribuables tunisiens continuent à être imprimées d'avance sur papier de couleur. Elles sont munies de quatre coupons de 2 fr. chacun numérotés de 1 à 4, portant la désignation de la circonscription et le numéro du rôle, que le collecteur doit obligatoirement détacher et remettre au contribuable autorisé à se libérer par acomptes. Le paiement du dernier acompte de 2 fr. est constaté par la remise au contribuable du corps principal de la quittance.

Les redevables non tunisiens et ceux qui, parmi les tunisiens, demandent, pour une cause quelconque, à acquitter leur taxe en totalité ou par acompte avant leur inscription au rôle ou en dehors de leur circonscription, reçoivent du percepteur, pour le montant de leur paiement, une quittance manuscrite et non timbrée extraite d'un registre à souche de papier blanc.

4. La cotisation temporaire indigène, instituée par l'article 6 du décret du 29 décembre 1913, est réduite, à partir de 1915, à 2 fr., bénéficiant, savoir : aux sociétés indigènes de prévoyance pour 0 fr. 55, aux œuvres d'assistance pour 0 fr. 55 et aux remises des collecteurs indigènes pour 0 fr. 90.

5. Seront admises en non-valeur par notre Directeur général des Finances soit d'office, soit sur l'initiative des intéressés, les cotes 1915 de la taxe personnelle ou de la cotisation temporaire indigène constatées à la charge de personnes présentes sous les drapeaux au 1er janvier 1915.

Pour celles de ces personnes qui sont titulaires d'une médaille commémorative du Maroc, l'allocation de 15 fr. attribuée par notre décret du 29 décembre 1913 aux titulaires de cette médaille, réunissant les conditions requises pour y avoir droit en 1915, sera diminuée de la somme de 10 ou de 12 fr. dont l'admission en non-valeur aura été ainsi prononcée.

L'ordonnancement de l'allocation ou du solde restant dû sera, à partir be 1915, subordonné à la demande de l'intéressé et à la jusification qu'il continue à réunir ou réunit les conditions requises pour y avoir droit.

---

### 8 janvier 1915

DÉCRET *fixant les conditions d'expédition des avertissements pour le recouvrement des sommes dues à des services publics.*

(J. O. 13 JANVIER 1915, 25)

ART. **1.** Les avis en partie imprimés concernant le recouvrement des sommes dues à l'Etat, aux communes et aux associations syndicales autorisées pourront, sans perdre le bénéfice du tarif des imprimés sous bande prévu par l'article premier du décret du 12 février 1907, être pliés en forme de lettre, à la condition qu'ils resteront ouverts aux deux extrémités de manière que le contenu puisse être toujours facilement vérifié.

---

### 10 janvier 1915

DÉCRET *modifiant celui du* 5 *novembre* 1902 *sur le remplacement administratif des indigènes.*

(J. O. 23 JANVIER 1915, 43)

ART. **1.** L'article 11 du décret précité est modifié ainsi qu'il suit :

« La première portion de prime, soit « 200 francs est payable directement aux « intéressés par les soins des corps de trou- « pe et services à partir du jour où l'enga- « gement ou rengagement commence à « courir.

« Les deuxième et troisième portions de « prime sont également payables directe- « ment aux intéressés, par les soins des « corps de troupe et services, à partir du « jour où commence la deuxième ou la troi- « sième année de service.

« Le rengagé classé pour un emploi civil « perçoit les deuxième et troisième por- « tions de prime par acomptes de 25 francs « par trimestre et d'avance.

« La haute-paye journalière est acquise « dans toutes les positions, sauf pendant la « durée des punitions de prison et de cellu- « le, d'arrêts de rigueur pour les sous-of- « ficiers, des absences illégales et pendant « le temps de présence à la section de dis- « cipline du corps ou d'un corps étranger. « Elle est due dans le limite de 30 jours par « mois, le mois de février étant compté pour « 30 jours ; elle est payée tous les mois à « terme échu.

« Pour payer les portions de prime et « la haute paye journalière les corps et « services reçoivent mensuellement à ti- « tre d'avance, une ordonnance de paie- « ment émise par le Directeur de l'adminis- « tration centrale de l'armée tunisienne, « sur une demande spéciale établie par cha- « cun des corps et services et produite à « l'appui de l'ordonnance à laquelle elle « demeure annexée.

« Cette ordonnance est payable à la por- « tion principale des corps et services par « les soins du Receveur général des Finances.

« Les corps et services justifient à l'ad- « ministration centrale de l'armée tunisien- « ne dans les délais prévus par les réglements « de la comptabilité tunisienne, de l'em- « ploi des sommes reçues à titre d'avance. « Le Directeur de l'administration centrale « de l'armée tunisienne transmet lui-même « au Receveur général des Finances, con- « formément aux mêmes règlements, ces « justifications dûment vérifiées ».

---

### 19 mars 1915

DÉCRET *relatif aux diffamations et injures par correspondances.*

(J. O. 24 MARS 1915, 133)

ART. **1.** Quiconque aura expédié, par l'administration des Postes et des Télégraphes, une correspondance à découvert, contenant une diffamation, soit envers les particuliers, soit envers les corps ou les personnes désignés par les articles 26, 30 31 et 37 de la loi du 29 juillet 1881, promulgués en Tunisie par le décret du 14 octobre 1884, sur la presse, sera puni d'un emprisonnement

de cinq jours à six mois, et d'une amende de 25 à 3.000 francs ,ou de l'une de ces deux peines seulement.

Si la correspondance contient une injure, cette expédition sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois, et d'une amende de 16 à 300 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

2. Les dispositions des articles 14, 15, 16, 17, 18, du décret du 14 octobre 1884, sur la presse et de l'article 35 de la loi du 29 juillet 1881 sont applicables aux délits prévus par le présent décret.

---

### 3 avril 1915

DÉCRET *relatif à la délivrance et à l'établissement des fiches anthropométriques.*

(J. O. 7 AVRIL 1915, 153)

ART. 1. La fiche anthropométrique de tout individu ayant été condamné par un des tribunaux indigènes lui sera délivrée, ainsi qu'aux administrations publiques, sur leur demande (1).

2. Cesseront d'être inscrites sur la fiche anthropométrique délivrée aux particuliers :

2 ans après l'expiration ou la remise de la peine corporelle, la condamnation unique à 15 jours d'emprisonnement au plus ;

5 ans après l'expiration ou la remise de la peine corporelle, la condamnation unique à six mois d'emprisonnement au plus (2).

---

### 5 mai 1915

DÉCRET *fixant le maximum des valeurs à recouvrer ou à envoyer par la poste.*

(J. O. 8 MAI 1915, 195)

ART. 1. Dorénavant et jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement par décret, après la cessation des hostilités, le montant maximum de chaque valeur à recouvrer par la Poste et le maximum du montant total des valeurs pouvant composer chaque envoi adressé de Tunisie par un même déposant, au bureau de poste tunisien chargé d'en opérer le recouvrement, est porté de 2.000 francs à 5.000 francs.

---

(1) Elles sont au préalable, soumises au visa du Directeur des services judiciaires, *D. 29 nov.* 1919 ; remboursement de 1 fr. pour frais par personne photographiée.

(2) Les condamnations pour faits amnistiés ne sont pas inscrites, *D. 29 nov.* 1919.

### 9 juin 1915

DÉCRET *modifiant celui du 15 décembre 1906 sur la police de la navigation.*

(J. O. 12 JUIN 1915, 241)

ART. 1. L'article 57 du décret du 15 décembre 1906 sur la police administrative de la navigation est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art.* 57. *Interdiction de commander pro-*
« *noncée pour infraction à la police de la na-*
« *vigation.* — L'interdiction de comman-
« der peut être prononcée à titre tempo-
« raire, ou à titre définitif s'il y a récidive.
« par le Directeur général des Travaux pu-
« blics, à l'encontre de tout capitaine d'un
« bateau tunisien reconnu coupable d'un
« des délits ou fautes énumérés ci-après :

« infraction à la police de la navigation
« et notamment à la police de la naviga-
« tion en temps de guerre ;

« transport illicite d'armes, de poudre, ou
« de passagers clandestins ;

« avaries occasionnées au bateau par
« impéritie, non suivies de perte totale ;

« infraction à la réglementation pour
« prévenir les abordages ;

« infractions aux dispositions du brevet
« de patron au bornage indiquant les limi-
« tes du parcours dans lesquelles ledit bre-
« vet est valable.

« Le registre d'équipage sera en outre re-
« tiré temporairement à tout bateau armé
« au bornage dont le raïs aura franchi la
« limite du parcours indiqué sur son brevet »

---

### 15 juin 1915

DÉCRET *réglementant les établissements de l'Institut Pasteur, de l'Institut Arloing, de l'Ecole coloniale d'agriculture, du Service botanique et l'Etablissement d'élevage de Sidi-Tabet.*

(J. O. 23 JUIN 1915, 257)

*Constitution et administration*

ART. 1. L'Institut Pasteur, l'Institut Arloing, l'Ecole coloniale d'Agriculture, le Service botanique et l'Etablissement d'élevage de Sidi-Tabet constituent des établissements publics dotés de la personnalité civile et autorisés à exercer tous les droits prérogatives et actions attachés à ce titre.

2. Les biens meubles et immeubles acquis ou à acquérir sur le budget général et affectés à l'installation des établissements énumérés à l'article précédent sont et demeureront la propriété de l'Etat. L'affectation en est provisoirement concédée, à titre gratuit, aux dits établissements.

3. Les biens meubles et immeubles acquis ou à acquérir sur les budgets de ces établissements font partie de leur patrimoine.

Il en est fait inventaire par les chefs d'établissements. Cet inventaire est tenu à jour et revisé chaque année au 31 décembre.

4. Il ne peut être disposé de tout ou partie de ce patrimoine, sous quelque forme que ce soit, sans une autorisation préalable du Directeur général de l'Agriculture.

5. La personnalité civile pourra toujours être retirée. Cette éventualité se réalisant, le patrimoine de l'établissement fera tout entier retour à l'Etat.

6. L'Institut Arloing et l'Etablissement de l'élevage de Sidi-Tabet sont placés sous l'autorité du Directeur de l'élevage ; l'Ecole coloniale d'Agriculture, le Service botanique sous l'autorité de l'Inspecteur général de l'Agriculture.

7. Des comités de perfectionnement sont institués auprès de l'Ecole coloniale d'Agriculture et de l'Etablissement d'élevage de Sidi-Tabet.

Les membres de ces comités sont nommés par le Ministre Résident général sur la proposition du Directeur général de l'Agriculture.

*Personnel. — Attributions.*

8. La situation des chefs d'établissements et du personnel commissionné est régie par notre décret du 17 mai 1913 et par l'arrêté réglementaire pris en exécution de ce décret.

L'échelle des salaires des gens de service est déterminée sur la proposition des chefs d'établissements par décision du Directeur général de l'Agriculture.

9. Les chefs d'établissements sont chargés de l'administration de la personnalité civile ; ils sont assistés d'un économe comptable.

Ils assurent la mise en exécution des programmes techniques.

Ils prennent toutes décisions relatives aux gens de service, garçons de ferme ou de salle.

*Exploitation*

10. Le Directeur général de l'Agriculture fixe, par voie d'arrêtés, le prix de vente de tous les produits ou productions non soumis aux fluctuations des marchés, ainsi que les prix de pension, frais d'études ou de traitement.

Il autorise par voie de délégation ou de décision les chefs d'établissements à vendre de gré à gré tous produits ou productions dont la valeur vénale subit les fluctuations des marchés. Tous marchés pour travaux ou fournitures dont le montant est supérieur à 1.200 francs, ainsi que les achats et ventes des animaux d'expérimentation sont subordonnés à son approbation.

*Comptabilité*

11. Les recettes de ces établissements sont liquidées et les dépenses mandatées par les chefs d'établissements.

Les unes et les autres sont effectuées suivant les règles prévues aux décrets des 12 mai 1906 et 12 janvier 1914 sur la comptabilité publique par un économe comptable soumis aux vérifications de la Direction générale des Finances et justiciable de la Cour de comptes.

12. Aucun acte de l'économe comptable n'est valable et ne peut être opposé à l'établissement intéressé s'il n'a été préalablement approuvé par le chef de cet établissement.

Chaque chef d'établissement dresse, tous les ans, à l'époque prévue pour l'établissement du budget général dont il embrasse les périodes, délais d'exécution et époques de règlement, un tableau des prévisions des recettes et dépenses ordinaires ou extraordinaires de l'établissement qu'il dirige.

Les recettes ordinaires se composent notamment :

1° des subventions de l'Etat ;

2° du montant des recettes de l'établissement ;

3° des revenus des immeubles et valeurs provenant de dons et legs.

Les recettes extraordinaires comprennent les dons, legs ou autres libéralités dont l'acceptation est subordonnée à l'autorisation

du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Les dépenses ordinaires comprennent :

le traitement du personnel, l'entretien de l'exploitation de l'établissement.

Les dépenses extraordinaires sont celles qui revêtent un caractère exceptionnel ou qui constituent une charge de la recette extraordinaire correspondante.

**13.** Les fonds excédant les besoins de l'établissement sont versés en compte courant à la Recette générale des Finances. Ils ne sont pas productifs d'intérêt et sont insaisissables. L'économe comptable ne peut les retirer qu'au fur et à mesure des besoins sur la production d'une quittance à souche revêtue du visa du chef de l'établissement.

L'excédent des recettes ordinaires, extraordinaires et spéciales sur les charges correspondantes pourra être attribué à un fonds de réserve dont l'établissement aura la propriété.

Le fonds de réserve sera pris en dépôt et géré par le Receveur général des Finances sous le contrôle du chef de l'établissement, du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et du Directeur général des Finances. Les sommes appartenant à ce fonds devront être placées en valeurs de l'Etat français ou tunisien ou garanties par l'un ou l'autre Etat.

**14.** Les dispositions législatives ou réglementaires relatives au mode de recouvrement et de poursuites des créances, droits et produits, à la gestion financière, à la comptabilité, au contrôle financier et aux obligations des comptables des établissements dont le budget est publié en annexe de celui de l'Etat, sont applicables aux établissements énumérés à l'article 1er du présnt décret.

**15.** Sont rapportées les dispositions contraires au présent décret et notamment les décrets des 14 février 1900, 24 décembre 1908 et 9 septembre 1913.

**16.** Notre Premier Ministre, le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, et le Directeur général des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret et autorisés à y pourvoir par voie d'arrêtés réglementaires.

## 21 août 1915

DÉCRET *relatif à la revente des sucres mis en vente par l'Etat.*

(J. O. 25 AOUT 1915, 353)

ART. **1.** Les conditions et les prix de revente en gros, demi-gros et détail des sucres mis en vente par l'Etat sont fixés par notre Directeur général des Finances qui en donne connaissance au public par voie d'insertion au *Journal Officiel.* (1)

**2.** Toute revente ou tentative de revente en gros, demi-gros ou détail à des prix supérieurs à ceux fixés par le Directeur général des Finances, toute infraction aux dispositions des arrêtés réglementaires, constitue un délit fiscal et son auteur, co-auteur ou complice, est puni d'une amende de 480 fr. en outre des frais et de la confiscation des sucres objets de la vente et des ustensiles et récipients servant à la vente.

**3.** Les infractions sont constatées par les agents de la force publique, les agents des régies financières et tous autres fonctionnaires ayant qualité pour verbaliser et, dans l'étendue du périmètre des localités érigées en communes, par les agents municipaux assermentés.

La répression en est poursuivie conformément aux dispositions du décret du 3 octobre 1884.

**4.** Les propriétaires des marchandises sont civilement responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques, en ce qui concerne les amendes, confiscations et dépens.

**5.** Notre Premier Ministre et notre Directeur général des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution, du présent décret qui entrera en vigueur immédiatement.

Notre Directeur général des Finances est autorisé à prendre tous arrêtés réglementaires pour son exécution.

## 22 septembre 1915

DÉCRET *établissant des sanctions pénales au sujet des exportations prohibées.*

(J. O. 6 OCTOBRE 1915, 389)

ART. **1.** Quiconque aura commis ou ten-

(1) Prohibition de l'importation et réquisition des sucres, D. 27 mars 1916.

té de commettre une infraction aux dispositions législatives ou réglementaires portant prohibition de sortie ou de réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement, ou d'admission temporaire de certains produits ou objets, sera puni d'un mois à deux ans d'emprisonnement, et d'une amende de 500 à 5.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement (1).

Les marchandises et objets saisis seront confisqués ainsi que les moyens de transport.

**2.** Le tribunal pourra ordonner dans tous les cas, que le jugement de condamnation sera publié, intégralement ou par extraits, dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné, le tout aux frais du condamné, sans toutefois que les frais de cette publication puissent dépasser le maximum de l'amende encourue. Lorsque l'affichage sera ordonné, le tribunal fixera les dimensions de l'affiche et les caractères typographiques qui devront être employés pour son impression. En ce cas et dans tous les autres cas où les tribunaux sont autorisés à ordonner l'affichage de leur jugement à titre de pénalité pour la répression des fraudes, ils devront fixer le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu sans que la durée en puisse excéder sept jours. Au cas de suppression, de dissimulation ou de lacération totale ou partielle des affiches ordonnées par le jugement de condamnation, il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions du jugement relatives à l'affichage. Lorsque la suppression, la dissimulation ou la lacération totale ou partielle aura été opérée volontairement par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, elle entrainera contre celui-ci l'application d'une peine d'amende de 50 à 1.000 francs. La récidive de suppression, de dissimulation ou de lacération volontaire d'affiches par le condamné à son instigation ou par ses ordres, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 100 à 2.000 francs. Lorsque l'affichage aura été ordonné à la porte des magasins du condamné, l'exécution du jugement ne pourra être entravée par la vente du fonds de commerce réalisée postérieurement à la première décision qui a ordonné l'affichage.

**3.** L'article 463 du Code pénal français, ou l'article 53 du Code pénal tunisien, suivant le cas, est applicable aux condamnations prévues par le présent décret.

(1) Les infractions tiennent, dans certains cas, à la fois du droit commun et de la législation douanière ; la poursuite appartient alors concourrement au Ministère public et à l'administration des Douanes (Tunis, 30 juin 1917. J. T. 17 30 ).

---

## 6 octobre 1915

DÉCRET *modifiant celui du* 18 *mars* 1896 *sur l'effet suspentif des jugements.*

(J. O. 13 OCTOBRE 1915, 409)

ART. UNIQUE. Le paragraphe premier de l'art. 36 du décret du 18 mars 1896 est ainsi complété :

L'appel d'un jugement qualifié en premier ressort est suspensif, tant en matière civile qu'en matière pénale. Cependant le mandat d'arrêt ou le mandat de dépôt conserve son effet, jusqu'à la solution de l'appel interjeté.

---

## 23 novembre 1915

DÉCRET *relatif à l'exploitation, la conservation et la police du domaine forestier.* (1)

(J. O. 1er DÉCEMBRE 1915, 461)

### TITRE Ier

### Aliénation des produits

ART. **1.** Aucune aliénation de produits directs ou indirects ne pourra être effectuée dans les forêts de l'Etat que par voie d'adjudication publique annoncée, au moins quinze jours à l'avance par des affiches apposées, à Tunis, dans le lieu de la vente, et au siège du contrôle civil ou du cercle militaire de la situation des bois.

**2.** Des cessions de gré à gré pourront toutefois être autorisées :

(1) La loi forestière ne peut être réputée applicable en Tunisie en vertu du principe suivant lequel il a été admis que les lois d'intérêt général ou plutôt d'ordre public ont été virtuellement introduites et sans promulgation dans la Régence, par le seul fait de l'institution du protectorat. — Tunis, 21 mai 1912 (J. T. 15 260 ; R. A. 15.2.177 et note).

s'il s'agit de produits dont la valeur n'excéde pas 2.000 francs ;

s'il y a eu de pourvoir d'urgence à des besoins accidentels ou imprévus ou à l'exécution de travaux pour le compte de l'Etat ; si les produits n'ont pu ou ne peuvent être vendus par voie d'adjudication publique.

Ces cessions sont autorisées par le Directeur des Forêts si la valeur des produits n'excède pas 1.500 francs ; par le Directeur général de l'Agriculture si elle est supérieure à 1.500 francs et n'excède pas 20.000 francs, par le Conseil des ministres et chefs de service, si elle est supérieure à 20.000 francs, conformément aux dispositions du décret du 27 mai 1912.

**3**. Sera déclarée nulle toute vente qui, en dehors des cas visés par l'article 2, n'aura pas été faite par l'adjudication publique, n'aura pas été précédée de l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 1er ou aura été effectuée dans d'autres lieux ou un autre jour que ceux fixés par l'affiche.

**4**. Ne pourront prendre part aux ventes ni par eux-mêmes ni par personnes interposées, directement ou indirectement, soit comme parties principales, soit comme associés ou cautions :

1° tous agents et préposés forestiers en fonctions dans le Protectorat ;

2° les fonctionnaires chargés de présider les ventes ou d'y concourir, les receveurs des produits des coupes dans toute l'étendue du territoire où ils exercent leurs fonctions ;

3° les parents et alliés en ligne directe, les frères et beaux-frères, oncles et neveux des agents et préposés des forêts dans toute l'étendue du territoire pour lequel ces agents et préposés sont commissionnés.

La nullité de la vente sera prononcée par le tribunal. Les contrevenants seront punis d'une amende qui ne pourra être moindre du dixième du prix de vente ni excéder la moitié. Ils seront en outre passibles des peines d'emprisonnement prévues par l'article 175 du Code pénal ou 97 du Code tunisien.

**5**. Toute association ou manœuvres secrètes entre marchands de bois, liège, tannin ou autres produits forestiers tendant à nuire aux enchères ou à avilir les prix, donnera lieu suivant le cas à l'application des peines de l'article 412 du Code pénal français ou 303 du Code tunisien, indépendamment de tous dommages-intérêts.

Si l'adjudication a été faite au profit de l'association ou des auteurs des dites manœuvres, elle sera déclarée nulle.

Sont d'ordre public les nullités prévues par le présent article et les articles 3 et 4.

**6**. Faute par l'adjudicataire de fournir le cautionnement ou la caution dans les conditions et le délai fixés par le cahier des charges, il sera déclaré déchu par l'arrêté du Directeur général de l'Agriculture et il sera procédé à une nouvelle adjudication dans les formes prescrites par l'article 1.

L'adjudicataire déchu sera tenu, par toutes voies de droit, de la différence entre son prix d'adjudication et celui de la revente, sans pouvoir réclamer l'excédent, s'il s'en produit.

## TITRE II

### Des exploitations et recolements

**7**. Les adjudicataires ou bénéficiaires de marchés de gré à gré ne pourront commencer l'exploitation ou l'enlèvement des produits à eux vendus, avant d'en avoir obtenu l'autorisation écrite du service des Forêts, sous peine d'être poursuivis comme délinquants.

**8**. Après l'adjudication ou la cession de gré à gré, aucun changement ne pourra être apporté à l'assiette ces coupes.

Aucun arbre, aucune portion de bois, aucun produit forestier ne pourra être ajouté à ceux qui font l'objet du marché, à peine, contre l'adjudicataire ou le bénéficiaire de la cession de gré à gré, d'une amende égale au double des produits non compris dans le marché, sans préjudice de la restitution des produits ou de leur valeur.

Les agents ou préposés qui auront autorisé ou sciemment toléré les additions aux marchés, seront passibles de la même amende, sans préjudice des poursuites en concussion qui pourront être exercées à leur encontre.

**9**. Les adjudicataires et cessionnaires de gré à gré sont tenus de respecter tous les

arbres réservés dans leurs ventes, sous peine d'une amende de 2 à 200 francs par pied d'arbre et qui ne pourra descendre au-dessous du double de la valeur de l'arbre calculée d'après le prix de vente de la coupe, sans préjudice des dommages-intérêts et de la restitution.

Les réserves abattues qui pourront être représentées seront saisies et leur restitution sera opérée en nature.

**10.** Les procès-verbaux d'adjudication, les cahiers des charges générales et spéciales, les arrêtés de cession de gré à gré fixeront toutes les clauses imposées aux adjudicataires et cessionnaires pour le mode d'abatage des arbres, l'exploitation des lièges et écorces à tan, les délais d'exploitation, de vidange et de nettoiement, l'installation des chantiers, abris, dépôts et charbonnières, et généralement toutes conditions réglementant le travail dans les coupes.

Toute infraction à ces clauses et conditions sera punie d'une amende de 50 à 500 francs sans préjudice des dommages-intérêts qui ne pourront descendre au-dessous de l'amende simple.

L'Administration pourra effectuer sur les produits des coupes sur pied, ou déposés en forêt, les saisies conservatoires qu'elle jugera nécessaires pour la garantie du paiement de l'amende et des dommages-intérêts.

**11.** Dans le cas d'inexécution de l'exploitation ou de la vidange dans les délais fixés par le marché ou régulièrement prorogés, le tribunal prononcera la confiscation des produits saisis, lesquels resteront la propriété de l'Etat.

**12.** Si les adjudicataires ou cessionnaires de gré à gré refusent ou négligent d'effectuer dans les conditions et les délais fixés par leurs marchés les travaux ou fournitures de chauffage qui leur sont imposés, ces travaux ou fournitures seront effectués en régie, à leurs frais à la diligence du service des Forêts, et sur l'autorisation du Directeur général de l'Agriculture qui arrêtera le mémoire des frais engagés et le rendra exécutoire contre l'adjudicataire, pour le paiement.

**13.** Les adjudicataires ou cessionnaires de gré à gré, du jour de la date du permis d'exploiter jusqu'à leur libération définitive, seront responsables de tous délits prévus par le présent décret, commis dans leurs ventes et dans le rayon de cent mètres autour de ces ventes.

Ils pourront être exonérés de cette responsabilité :

s'ils n'ont pas profité du délit, directement ou indirectement ;

s'ils ont signalé le délit avant sa constatation par le service des Forêts.

Ils restent responsables, dans tous les cas, des amendes, réparations civiles et frais, si les délits ont été commis par leurs bûcherons, ouvriers, voituriers, et généralement toutes personnes à leur service, employées à un titre quelconque, au travail des coupes.

*Recolements*

**14.** Il sera procédé au récolement de chaque vente dans les trois mois qui suivront l'expiration des délais fixés pour l'exécution des travaux de vidange et de nettoiement.

Toutefois, si les travaux sont terminés avant l'expiration des délais fixés, le service forestier pourra être mis en demeure par lettre recommandée, avec accusé de réception, d'avoir à procéder au récolement.

L'adjudicataire ou bénéficiaire de marché de gré à gré sera libéré, s'il n'a pas été procédé à cette opération dans les trois mois, à dater, soit de l'expiration des délais, soit de la réception de la lettre recommandée.

**15.** L'adjudicatoire ou le bénéficiaire de marché de gré à gré sera prévenu du jour de l'opération, par lettre recommandée, avec accusé de réception, au moins quinze jours à l'avance.

Faute par lui d'y assister ou de s'y faire représenter, le procès-verbal de récolement sera réputé contradictoire et deviendra définitif dans le délai de trente jours à dater de sa clôture.

**16.** Au cours de ce délai de trente jours, l'Administration ou l'intéressé pourront requérir l'annulation du procès-verbal par les tribunaux pour défaut de forme au fausses énonciations.

En cas d'annulation, l'Administration pourra, dans les trente jours à dater du jugement, faire dresser un nouveau procès-

verbal et, si, dans les trente jours à dater de la clôture de cet acte, l'Administration n'a pas soulevé de contestation, l'adjudicataire se trouvera libéré.

## TITRE III

### Droits d'usage

**17.** Des arrêtés du Directeur général de l'Agriculture règleront le mode d'exercice par les usagers, à l'exclusion de tous autres, des divers droits d'usage constatés par les commissions dont les opérations ont été homologuées par décret.

**18.** Chaque année, avant le 1er décembre, le Service forestier dressera, pour chaque forêt, l'état des cantons à ouvrir au parcours, du 1er janvier au 31 décembre de l'année suivante, et fixera le nombre et l'espèce des animaux qu'il sera permis de aux usagers d'introduire dans ces cantons. Aucun parcours ne pourra être autorisé dans des bois âgés de dix ans et au-dessous.

L'état des cantons défensables sera notifié par les agents forestiers locaux aux Contrôleurs civils qui en assureront la publicité auprès des populations usagères intéressées.

En cas d'évènement calamiteux, le parcours des troupeaux dans les cantons défensables, sans distinction de propriétaires, ne pourra être autorisé que par décret.

*(Ainsi modifié par D. 27 fév. 1920.)*

## TITRE IV

### Police et conservation des forêts

**19.** Quiconque aura brisé, dégradé, détruit, déplacé ou fait disparaître les bornes fossés, repères, murs, signes et clôtures quelconques, servant à limiter les forêts ou cantons de forêts sera puni d'une amende de 10 à 200 francs et pourra l'être d'un emprisonnement de cinq jours à trois mois, sans préjudice des dommages-intérêts, qui ne pourront être inférieurs aux frais nécessités par la remise des lieux en état.

**20.** Toute extraction ou enlèvement non autorisé de matériaux, broussailles, produits quelconques des forêts autres que le bois vif, le liège et l'écorce à tan, sera puni d'une amende de 2 à 5 francs par bête attelée, de 1 à 2 fr. 50 par charge de bête de somme ; de 0 fr. 50 à 1 franc par charge d'homme.

Ces dispositions sont applicables à l'enlèvement du bois mort en dehors de l'exercice du droit d'usage.

**21.** Quiconque aura labouré des terrains soumis au régime forestier sera condamné, proportionnellement à la surface labourée, à une amende de 20 à 100 francs par hectare.

Quiconque aura défriché des terrains soumis au régime forestier sera condamné proportionnellement à la surface défrichée à une amende de 50 à 300 fr. par hectare.

Si le labour a suivi immédiatement le défrichement, l'amende pour défrichement sera seule appliquée.

**22.** Seront punis d'une amende de 1 à 10 francs ceux qui seront trouvés, de nuit, dans les forêts en dehors des chemins publics et porteurs d'instruments ou outils propres à couper le bois, exploiter le liège ou l'écorce à tan.

**23.** La coupe ou l'enlèvement d'arbres ayant à un mètre du sol plus de deux décimètres de tour sera puni d'une amende de 0 fr. 50 au moins, qui ne pourra être inférieure à la valeur de l'arbre.

Si les bois ont deux décimètres et au-dessous, l'amende sera : par charretée, de 3 à 10 francs par bête attelée ; de 2 à 5 fr. par charge de bête de somme ; de 0 fr. 50 à 2 francs par charge d'homme.

Les mutilations graves, la coupe de branches principales, l'enlèvement des chablis ou bois de délits seront punis, comme si les arbres avaient été abattus par le pied.

**24.** La coupe, l'arrachage, l'enlèvement, la destruction d'arbres plantés ou semés de main d'homme, depuis moins de dix ans, seront punis, d'une amende de 0 fr. 50 à 5 fr. par pied, quelle qu'en soit la grosseur. S'il s'agit de plants et semis naturels, les peines du paragraphe 2 de l'article 23 seront appliquées.

**25.** Ceux qui, dans les forêts, auront extrait ou enlevé, du liège de reproduction ou de l'écorce à tan, ou qui en seront trouvés détenteurs en fraude, seront punis d'une amende de 15 à 50 francs par quintal métrique.

L'amende pour les quantités inférieures à un quintal ne pourra descendre au-dessous du minimum.

**26.** L'extraction du liège mâle sera punie d'une amende de 0 fr. 10 à 0 fr. 50 par pied d'arbre et des peines prévues à l'article 24, si les arbres ont été blessés ou mutilés.

L'enlèvement du liège mâle gisant sera puni d'une amende de 3 à 10 francs par quintal métrique. Le paragraphe 2 de l'article 25 est applicable.

**27.** En cas de récidive, les amendes prévues par les articles 20 à 26 inclus seront toujours fixées au maximum et il sera prononcé un emprisonnement de 5 à 8 jours pour les délits prévus par les articles 20 et 22 et de 8 jours à 2 mois pour les délits prévus par les articles 21, 23, 24, 25 et 26.

**28.** Les propriétaires d'animaux trouvés, de jour, en délit dans les forêts seront condamnés à une amende de : 1 à 4 francs pour un porc, un veau ou une bête à laine ; 3 à 8 francs pour un bœuf, une vache, une chèvre, âne ou mulet : 5 à 10 francs pour un chameau.

Il pourra, en outre, être prononcé contre le berger un emprisonnement de 15 jours.

En cas de récidive, ou si le délit a été commis la nuit, le maximum de l'amende et la peine de prison contre le berger sera toujours prononcés. *(Ainsi modifié par D. 28 février 1920).*

**29.** Il y a récidive quand dans les douze mois précédant le jour de la nouvelle infraction, il a été prononcé contre le délinquant une condamnation passée à l'état de chose jugée, et pour un délit de même nature.

La nuit est l'intervalle de temps compris entre le coucher et le lever astronomique du soleil.

**30.** Quand il résultera des énonciations du procès-verbal qu'il y a eu dommages causés, ces dommages ne pourront être inférieurs à l'amende simple prononcée par le jugement.

Il y aura lieu, dans tous les cas, à la restitution des objets frauduleusement enlevés en forêt, ou de leur valeur.

**31.** Les maris, pères, mères et tuteurs seront civilement responsables des infractions commises par leurs femmes, enfants mineurs et pupilles demeurant avec eux.

Les maîtres et commettants seront civilement responsables des délits commis par toutes personnes à leur service, dans les fonctions auxquelles ils les auront employées

**32.** Ceux qui auront provoqué les délits par promesses, menaces, instructions, ou qui, en connaissance de cause, auront fourni les moyens de les commettre ou prêté aide et assistance dans les faits qui les ont préparés, facilités ou consommés, seront punis des mêmes peines que les auteurs principaux et tenus solidairement des amendes, réparations civiles et frais.

**33.** Quand des extractions de matériaux ayant pour objet des travaux publics devront être pratiquées sur des terrains soumis au régime forestier, le service des Travaux publics désignera, à celui des Forêts, les lieux d'extraction.

Les agents forestiers, de concert avec les agents des Travaux publics, procéderont à la reconnaissance des lieux, détermineront les limites des terrains où l'extraction pourra être pratiquée, le nombre, l'espèce, les dimensions des arbres à abattre, et désigneront le chemin à suivre pour le transport des matériaux.

Le Directeur des Forêts fixera le montant des indemnités à payer à l'Etat, ainsi que les clauses et conditions à imposer pour l'extraction des matériaux, dans l'intérêt de la forêt.

*Mises à feu. Incinération. Incendie.*

**34.** Il est défendu de porter ou d'allumer du feu en dehors des habitations et bâtiments d'exploitation dans l'intérieur et à la distance de 200 mètres de toutes forêts.

Du 1er mai au 15 novembre, cette interdiction est applicable même aux propriétaires des forêts et s'étend à la fabrication du charbon, à la distillation du goudron et de la résine, et généralement à toutes les industries exigeant l'emploi du feu.

Toutefois, si les conditions atmosphériques écartent les dangers d'incendie, des arrêtés du Directeur des Forêts pourront autoriser l'emploi du feu pendant le mois de mai et du 1er au 15 novembre.

**35.** Des arrêtés du Directeur général des Travaux publics détermineront, pour la période du 1er mai au 15 novembre, les me-

sures de précautions à imposer aux compagnies, entrepreneurs et autres intéressés pour la circulation sur les sections de voies et de routes se développant à l'intérieur des forêts ou à moins de 200 mètres de leur périmètre, des chemins de fer, tramways, cylindres, véhicules et tracteurs quelconques, employant la vapeur comme force motrice. (1)

**36.** Des arrêtés du Directeur général de l'Agriculture fixeront les conditions des mises à feu et incinération des chaumes, broussailles et végétaux quelconques, motivées par des nécessités agricoles ou pastorales (2) et, pour la période du 1er mai au 15 novembre, les conditions de l'emploi du feu dans les bâtiments d'exploitation, abris, chantiers, ateliers, gourbis, fours à minerai, situés en forêt ou dans la zone de 200 mètres, et dans tous terrains en nature de broussailles, situés dans la zone de 500 mètres des forêts, et s'étendant jusqu'à leur périmètre, sans solution de continuité.

**37.** Toute infraction aux dispositions de l'article 34 ou des arrêtés pris en exécution des articles 35 et 36 sera punie d'une amende de 10 à 200 francs. Un emprisonnement de 5 jours à 3 mois pourra, en outre, être prononcé.

Si, par le fait de l'infraction, l'incendie s'est communiqué aux forêts son auteur sera puni d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans sans préjudice de tous dommages-intérêts.

**38.** Si par le fait de mises à feu régulièrement autorisées et pratiquées, l'incendie se communique aux propriétés voisines, le promoteur de la mise à feu restera responsable de tous dommages-intérêts.

**39.** Quiconque aura volontairement mis le feu ou tenté de mettre le feu, directement ou par communication, aux forêts, sera puni des travaux forcés à temps.

**40.** En dehors des installations régulièrement existantes à la date du présent décret, aucune tente ou construction quelconque, bâtie ou recouverte avec des matériaux inflammables, ne pourra être édifiée à l'intérieur et à moins de cent mètres des forêts sous peine d'une amende de 5 à 50 francs, et de la démolition, dans le délai de 30 jours à dater du jugement qui l'aura ordonnée.

Si cette distance ne peut être observée, par suite de nécessités de situation, des autorisations pourront être données par le service forestier qui fixera toutes les mesures de précaution à observer.

Pendant la période du 1er mai au 15 novembre, les installations indigènes illicites seront déplacées ou démolies dans le délai de 5 jours, par ordre de l'autorité administrative locale, et sur la demande, dûment motivée, du service forestier. Dans ce cas, les dispositions de l'article 315 paragraphe 1er du Code pénal tunisien seront applicables.

**41.** Aucun établissement industriel se servant de feu ou exigeant des dépôts de matériaux combustibles ne pourra être établi à l'intérieur ou à moins de 500 mètres des forêts, s'il n'a été autorisé par un arrêté du Directeur général de l'Agriculture, pris sur la proposition du Directeur des Forêts et ce, sous peine d'une amende de 100 à 500 francs, et de la démolition des bâtiments dans le délai de trois mois à dater du jugement qui l'aura ordonnée.

Les dispositions de l'article 40 et 41 ne sont applicables qu'aux forêts de l'Etat.

**42.** Quiconque, valablement requis pour combattre un incendie de forêt, s'abstiendra sans motifs légitimes, sera puni d'une amende de 10 à 100 francs et pourra l'être l'être, en outre, d'un emprisonnement de 3 jours à 3 mois.

La réquisition sera valable à l'égard des européens quand elle aura été faite verbalement ou par écrit par un agent français de l'autorité.

**43.** Tout parcours dans les bois incendiés est interdit. L'époque de la réouverture au parcours sera fixée par le Service forestier, conformément aux dispositions de l'article 18.

Les délits de parcours dans les bois incendiés donneront lieu à l'application du maximum des peines prévues par l'article 28, maximum qui sera doublé en cas de récidive.

(1) A. 1er juillet 1919.
(2) Incinération des chaumes, A 22 février 1917. — Un décret du même jour a abrogé celui du 27 juillet 1911.

La peine d'emprisonnement contre le berger, qui sera toujours prononcée en cas de récidive, pourra être portée à trois mois. (*ainsi modifié par D. 27 février 1920*).

## TITRE V

### Constatations des délits

**44.** Les infractions prévues par le présent décret seront constatées par procès-verbaux ou établies par témoins en l'absence de procès-verbaux ou en cas d'insuffisance de ces actes.

**45.** Les agents et préposés forestiers constateront les infractions : les agents dans toute l'étendue du territoire pour lequel ils sont commissionnés ; les préposés dans le ressort des tribunaux près desquels ils sont assermentés ou au greffe desquels ils auront fait enregistrer leur prestation de serment.

L'empreinte des marteaux de l'Etat sera déposée au greffe des tribunaux de 1re instance dans le ressort desquels il en sera fait usage. L'empreinte des marteaux des agents et préposés sera déposée au greffe du tribunal de 1re instance de leur résidence.

La contrefaçon des marteaux, l'usage des marteaux contrefaits, l'usage frauduleux des vrais marteaux, la destruction volontaire de leurs empreintes seront punis, suivant le cas, des peines des articles 140, 141, 139 du Code pénal français ou 181, 182 et 183 du Code pénal tunisien.

**46.** Les agents et préposés écriront eux-mêmes leurs procès-verbaux et les signeront, le tout à peine de nullité. La date de l'acte sera celle de la clôture.

Les procès-verbaux sont dispensés de l'affirmation.

Ils seront enregistrés dans le délai franc de dix jours au bureau de la résidence du rédacteur, au bureau le plus voisin de cette résidence ou au bureau du lieu où l'acte a été fait.

**47.** Les procès-verbaux écrits et signés par un ou plusieurs agents ou préposés français feront foi dans tous les cas, jusqu'à preuve contraire, des faits matériels qui y seront constatés.

**48.** Les agents et préposés sont autorisés à saisir les bestiaux trouvés en délit, les instruments, voitures, attelages, bêtes de somme des délinquants et à les mettre en séquestre.

Ils suivront les objets enlevés frauduleusement en forêt et pourront procéder à des perquisitions là où des indications ou témoignages sérieux leur permettront de présumer qu'ils ont été transportés ou mis en dépôt.

Ils ne pourront toutefois, s'introduire, dans les maisons, cours et enclos, qu'en présence du juge de paix, de son suppléant, du commissaire de police, d'un membre des municipalités ou d'un officier de police judiciaire, s'il s'agit de justiciables des tribunaux français, et, s'il s'agit de justiciables des tribunaux indigènes, qu'en présence d'un représentant de l'autorité tunisienne, caïd, khalifa ou cheikh.

Ces fonctionnaires ne pourront se refuser à prêter leur concours quand ils en seront requis, et devront signer le procès-verbal des opérations faites en leur présence.

**49.** Les préposés donneront dans leurs procès-verbaux la description et l'estimation des instruments dont les délinquants seront trouvés porteurs. Si ces instruments ont été saisis réellement, ils seront déposés au greffe du tribunal avec une copie du procès-verbal.

Tout jugement de condamnation prononcera la confiscation de ces instruments, et, s'ils n'ont pas été saisis réellement, ordonnera qu'ils soient représentés et à défaut que la valeur en soit payée par le délinquant.

**50.** Les agents et préposés ont le droit de requérir directement et par écrit la force publique pour la constatation et la recherche de toutes infractions prévues par le présent décret.

Ils pourront arrêter tout inconnu qu'ils auront surpris en flagrant délit, ils le conduiront devant le contrôleur civil, le juge de paix ou le commissaire de police, s'il s'agit d'un européen, et, s'il s'agit d'un indigène, devant un représentant de l'autorité tunisienne, caïd ou cheikh.

Ils pourront arrêter et conduire devant les mêmes autorités tout individu surpris en flagrant délit, quand l'infraction entraînera la peine de l'emprisonnement ou une peine plus grave.

**51.** En cas de saisie de bestiaux trouvés en délit ou de produits frauduleusement enlevés en forêt, ces bestiaux ou produits seront mis en séquestre chez une personne de bonne moralité et solvable, domiciliée aussi près que possible du lieu du délit.

Si le propriétaire des objets saisis est connu, mais n'assiste pas à la saisie, elle lui sera notifiée par écrit, par l'auteur du procès-verbal dans le délai franc de trois jours, à dater de celui de la saisie.

Tout procès-verbal portant saisie sera rédigé séance tenante et une copie en sera déposée dans le délai franc de cinq jours, à dater de celui de la saisie, au bureau du juge de paix, s'il s'agit d'un justiciable des tribunaux français, ou du caïd du territoire s'il s'agit d'un sujet tunisien. Communication en sera donnée à ceux qui réclameront les objets saisis.

Une copie sera délivrée au séquestre au moment même de sa constituion et le séquestre signera cette copie et l'original. S'il ne sait signer, mention de cette circonstance sera faite au procès-verbal.

**52.** Le juge de paix ou le caïd pourra, sur la demande du propriétaire, donner main-levée de la saisie, sous sa responsabilité, et moyennant bonne et valable caution.

Si aucune réclamation des bestiaux ou objets saisis, n'a été formulée, dans le délai franc de dix jours, à dater de celui de la saisie, ou si, dans le même délai, le réclamant ne peut fournir de caution, les autorités civiles ordonneront la vente aux enchères et taxeront les frais de séquestre et de vente.

La vente aux enchères s'effectuera sur le marché le plus voisin, à la diligence du receveur des Contributions diverses de la circonscription ou du caïd ou de leurs délégués, qui la feront publier 24 heures à l'avance.

Le prix de vente servira à couvrir successivement :

les frais de séquestre et de vente ;

le montant des condamnations.

Le surplus sera restitué, s'il y a lieu, sous déduction des frais de régie de 5 % prévus par le décret du 29 décembre 1913.

S'il s'agit de bestiaux, il ne sera mis en vente, à moins que le propriétaire ne reste inconnu, que le nombre d'animaux nécessaires pour que leur prix couvre le paiement des condamnations pécuniaires encourues, et dont le montant sera fixé par le service des Forêts.

En cas d'acquittement, le propriétaire aura droit à la restitution de l'intégralité du prix de vente, les frais taxés de séquestre et de vente restant à la charge du service forestier.

Toutefois, si la réclamation n'est faite qu'après la vente des bestiaux saisis, le propriétaire n'aura droit, s'il est acquitté, qu'à la restitution du produit net de la vente déduction faite de tous frais de séquestre, vente, régie ou autres.

## TITRE VI

### Réparations des délits et dispositions générales

**53.** L'Administration des Forêts est autorisée à transiger sur les délits et contraventions commis en forêt, prévus et punis par le présent décret.

Après jugement, la transaction ne pourra porter que sur les condamnations pécuniaires et réparations civiles.

Les transactions seront approuvées :

par le Directeur des Forêts quand les condamnations encourues ou prononcées, y compris les réparations civiles et frais, ne dépasseront pas 1.000 francs.

par le Directeur général de l'Agriculture au-dessus de cette somme.

Pour la fixation de la compétence, le montant de la transaction sera calculé en prenant pour base le maximum de l'amende prévue par le texte qui puni l'infraction.

Les délinquants pourront être admis à se libérer des amendes, réparations civiles et frais, en fournissant, dans les conditions qui seront fixées par le service des Forêts, des travaux à la journée ou à la tâche d'utilité générale pour le Domaine forestier.

**54.** Si dans une instance en réparation d'une infraction prévue par le présent décret, le prévenu excipe d'un droit de propriété ou autre droit réel, le tribunal, saisi de la plainte, statuera sur l'incident en se conformant aux règles suivantes.

L'exception préjudicielle ne sera admise qu'autant qu'elle sera fondée, soit sur un titre apparent, soit sur des faits de possession équivalents, personnels au prévenu ou à ses auteurs, et par lui articulés avec pré-

cision, et si le titre produit ou les faits articulés sont de nature, dans le cas où ils seraient reconnus par l'autorité compétente, à ôter au fait qui sert de base aux poursuites tout caractère délictueux.

Dans le cas de renvoi à fins civiles, le jugement fixera un bref délai, qui ne pourra être supérieur à deux mois, dans lequel la partie qui aura soulevé l'exception préjudicielle devra saisir les juges compétents de la connaissance du litige, et justifier sa diligence, sinon il sera passé outre au jugement sur l'infraction.

Toutefois, en cas de condamnation, il sera sursis à l'exécution du jugement, en ce qui concerne l'emprisonnement s'il était prononcé, et le montant des condamnations pécuniaires et réparations civiles sera consigné pour être remis à qui il sera ordonné par le tribunal qui statuera sur le fond du droit.

**55.** La contrainte par corps pour l'exécution des jugements en matière forestière sera exercée, suivant le cas, conformément aux dispositions de la loi du 22 juillet 1867 ou des articles 17 et 18 du Code pénal tunisien.

**56.** L'article 463 du Code pénal français, l'article 365, alinéa 2 du Code d'instruction criminelle, la loi du 26 mars 1891, les articles 53, 54 et 55 du Code pénal tunisien. ne sont pas applicables aux peines prévues par le présent décret en dehors des cas visés par les articles 37 et 39. Ils restent applicables aux peines prononcées par le Code pénal français ou tunisien et auxquelles se réfère le présent décret.

Toutefois, quand un fait délictueux ne constituera qu'un fait préparatoire à un autre délit, la peine afférente à ce dernier sera seule appliquée.

**57.** L'action en réparation des délits et contraventions en matière forestière se prescrit par le délai franc de 6 mois à dater de la clôture du procés-verbal de constatation et par le délai franc de un an, à dater du jour du délit, si aucun procès-verbal n'a été dressé.

Tout acte interruptif de la prescription fera courir un nouveau délai de trois ans à compter de sa date.

**58.** Le Code pénal français et le Code pénal tunisien resteront applicables, suivant les cas, aux matières non réglées par le présent décret.

**59.** Les infractions au présent décret seront constatées par les officiers et préposés des forêts, officiers de gendarmerie et gendarmes, officiers et préposés de douanes, agents des brigades mobiles, commissaires de police, chefs de poste de police, et agents de police, caïds, khalifats et cheikhs et généralement tous officiers de police judiciaire.

**60.** Les décrets des 15 juillet 1899 et 26 juillet 1903 sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions du présent décret.

---

## 25 novembre 1915

DÉCRET *modifiant celui du 22 octobre* 1900 *sur les réquisitions militaires.*

(J. O. 1er DECEMBRE 1915, 464)

ART. **1.** L'article 4 du décret du 22 octobre 1900 est rapporté et remplacé par les dispositions suivantes :

**2.** Le logement chez l'habitant et le cantonnement ne seront requis qu'extraordinairement pour les troupes, en utilisant, dans la mesure du nécessaire, la contenance des locaux, sous la réserve toutefois que les propriétaires ou détenteurs conservent toujours le logement qui leur est indispensable.

Ils pourront être requis plus habituellement et surtout dans les établissements publics, pour l'installation des divers services, des magasins et, plus particulièrement, des malades ou blessés.

Les édifices religieux ouverts à l'exercice d'un culte sont formellement interdits au cantonnement, ainsi que les communautés religieuses de femmes.

En cas de réquisition du cantonnement dans des demeures privées, l'autorité locale prend toutes les mesures propres à concilier la nécessité d'une occupation temporaire avec les lois, mœurs et coutumes des populations.

**3.** Lorsqu'il sera nécessaire de recourir soit au logement, soit au cantonnement chez l'habitant, l'autorité militaire fera tenir

aux intéressés l'ordre de réquisition dans les formes prescrites par l'article 7 du décret du 22 octobre 1900.

**4.** Des procès-verbaux de l'état des lieux seront établis contradictoirement par le commandant de la troupe et la personne appelée à fournir la prestation : 1° à l'arrivée de la troupe ; 2° au moment où celle-ci quitte les lieux ou locaux occupés. Un exemplaire de chacun de ces procès-verbaux sera remis à la partie requise.

**5.** Dans le cas où des dégâts ou dommages auront été causés par les troupes dans les lieux ou locaux où elles ont été cantonnées ou logées, les habitants, qui ont à se plaindre, devront adresser leurs réclamations par écrit au Contrôleur civil, de la circonscription dans un délai de vingt-quatre heures au plus tard après le départ de la troupe.

Ces requêtes devront indiquer le chiffre de l'indemnité réclamée et être accompagnées : 1° du reçu de la prestation fournie ; 2° du procès-verbal contradictoire de l'état des lieux établi au départ de la troupe et portant constatation et évaluation du préjudice causé.

**6.** Le réglement de l'indemnité à allouer sera poursuivi conformément à la procédure fixée par l'article 11 du décret du 22 octobre 1900.

---

## 25 novembre 1915

Loi *française étendant le régime de la loi du 19 juillet 1890 à des fruits et légumes d'origine et de provenance tunisiennes, et habilitant les officiers du service des Affaires indigènes en Tunisie à délivrer les certificats d'origine dans les territoires du sud.*

(J. O. 18 décembre 1915, 513)

Art. **1.** Les dispositions de l'article 1er et de l'article 5 de la loi du 19 juillet 1890 sont étendues aux produits d'origine et de provenance tunisiennes ci-après : oranges, mandarines, citrons, cédrats et leurs variétés non dénommées, amandes, dattes, caroubes, bananes, raisins muscats et pommes de terre.

**2.** Toutefois, ceux de ces produits dont la nomenclature suit ne seront admis en franchise dans la métropole qu'au cours des périodes suivantes, savoir :

raisins muscats, du 1er novembre au 15 septembre inclus ;

pommes de terre, du 1er novembre au 15 mai inclus.

**3.** Dans les ports de l'extrême sud de la Régence, habilités à l'exportation des produits tunisiens, les chefs de bureau et d'annexe du service des Affaires indigènes remplissent les attributions dévolues par l'article 5, paragraphe C, de la loi du 19 juillet 1890 aux contrôleurs civils.

---

## 11 décembre 1915

Décret *français admettant au bénéfice de leur origine pendant les hostilités, les produits tunisiens qui seront importés en France et en Algérie par navires alliés ou neutres.*

(J. O. 29 décembre 1915, 527)

Art. **1.** Pendant la durée des hostilités,(1) seront admis exceptionnellement au bénéfice de leur origine les produits tunisiens qui, par suite de l'interruption des relations normales, seront importés en France et en Algérie par navires alliés ou neutres, sous les conditions fixées par les articles 5 de la loi du 19 juillet 1890, paragraphes A, B, C et D et 3 de la loi du 25 novembre 1915 susvisées.

Le retour au régime normal sera prononcé par un décret rendu dans la même forme que le présent acte.

Resteront admises au bénéfice de leur origine les marchandises qu'on justifiera avoir été expédiées avant la publication du dit décret au journal officiel.

---

## 15 janvier 1916

Décret *prohibant l'exportation des produits de la régie française compris dans la nomenclature des produits monopolisés.*

(J. O. 19 janvier 1916, 19)

Dans le début de satisfaire aux conditions de livraison à la régie tunisienne des produits de la régie française ;

Art. **1.** Est prohibée l'exportation des produits de la régie française compris dans

(1) Maintenu en vigueur après les hostilités.

la nomenclature de vente des produits monopolisés tunisiens.

---

## 20 janvier 1916

DÉCRET *prohibant la circulation, la détention et l'usage de l'opium.*

(J. O. 16 FÉVRIER 1916, 69)

ART. 1. Sont prohibés, sur tout le territoire de la Régence, la circulation, l'achat, la vente, la détention et l'usage de l'opium autre que l'opium médicinal.

L'opium médicinal demeure régi par les dispositions du décret du 24 avril 1914 et ceux réglementant l'exercice de la pharmacie et la vente des substances toxiques et vénéneuses.

2. Il est également interdit de favoriser la détention, le commerce et l'usage prohibés en consentant l'usage d'un local ou par tout autre moyen.

Tout individu détenteur dans son domicile ou dans un établissement public d'appareils ou d'ustensiles propres à l'usage de l'opium sera présumé coupable d'infraction au présent décret.

3. Les infractions au présent décret seront punies d'une amende de 100 à 3.000 fr. et d'un emprisonnement de 6 jours à deux mois ou de l'une des deux peines seulement.

En cas de récidive, ces peines pourront être élevées du double. Il y a récidive si une nouvelle infraction est commise dans les cinq années suivant la date de l'expiration de la peine d'emprisonnement, ou celle de la condamnation devenue définitive à l'amende.

Dans tous les cas, la confiscation des matières et ustensiles saisis en contravention sera prononcée.

4. Tout établissement public dans lequel auront été découverts soit de l'opium, soit des ustensiles servant à son usage, sera immédiatement fermé à moins qu'il soit démontré que l'infraction a été commise par un consommateur ou un client à l'insu du tenancier ou de ses employés et que l'individu désigné comme auteur de l'infraction puisse être efficacement poursuivi.

5. Aucune transaction avant jugement définitif ne pourra intervenir à l'occasion des infractions au présent décret.

6. Toutes les dispositions non contraires du décret du 3 octobre 1884, de ceux qui l'on modifié ou complété et du décret du 24 avril 1914, continueront à être appliquées.

---

## 5 février 1916

DECRET *relatif au séquestre et à la vente des biens des rebelles.*

(J. O. 9 FEVRIER 1916, 63)

Le décret du 10 octobre 1915 sur le séquestre et la vente des biens des rebelles est abrogé et remplacé par le texte suivant :

ART. 1. Sont ou seront séquestrés les biens meubles et immeubles appartenant à des tunisiens ou tripolitains qui auront été convaincus :

1° d'avoir passé sans autorisation la frontière tunisienne pour se joindre aux rebelles ;

2° d'avoir pris part à un acte d'hostilités quelconque contre les postes militaires ou les troupes d'occupation des territoires militaires du sud ;

3° de s'être rendus coupables de l'un des crimes qualifiés par le Code pénal tunisien d'attentats contre la sûreté extérieure ou intérieure de l'Etat (art. 60 à 81).

Les déclarations de mise sous séquestre seront individuelles ; elles seront prises par voie de décret présenté par rapport de la section d'Etat du Gouvernement tunisien sur la proposition du service des Affaires indigènes.

2. Dès la déclaration du séquestre, le service local des Affaires indigènes prendra possession des meubles et immeubles dont l'existence lui sera révélée par ses propres investigations ou par la procédure instituée à l'article 4 ci-après et en poursuivra immédiatement la réalisation et la vente.

Il recouvrera toutes sommes principales échues, les intérêts desdites sommes, les loyers et les fermages, même les sommes non échues et le principal des rentes perpétuelles et généralement tout ce qui sera dû au rebelle frappé de séquestre.

Le paiement fait au rebelle frappé de séquestre ou à ses héritiers, ayants-cause ou mandataires, ne libèrera pas le débiteur envers l'Etat. Il en sera de même des paiements des sommes non échues, s'ils ne sont pas constatés par des actes ayant date certaine.

Le service des affaires indigènes vendra aux enchères publiques, et même de gré à

gré si la vente aux enchères ne réussit pas, les meubles et objets mobiliers.

Il mettra également en vente aux enchères, sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-après, les immeubles en portions d'immeubles, sauf, en cas d'insuccès de la vente, à les remettre à l'Administration des Domaines qui pourra les louer et les aliéner même de gré à gré.

La licitation de l'immeuble, dont une part seulement aura été séquestrée, pourra être poursuivie si la part appartenant au rebelle ne trouve pas acquéreur.

**3.** Les immeubles ou parts d'immeubles saisis à l'encontre de rebelles dévolutaires à titre habous ne seront pas aliénés ; il seront remis à la Djemaïa qui en assurera la gestion dans les mêmes conditions que pour les habous privés qu'elle administre.

**4.** Tous détenteurs, dépositaires, administrateurs et gérants, fermiers ou locataitaires des biens placés sous le séquestre, tous débiteurs de rentes, créances ou autres droits incorporels atteints par le séquestre seront tenus d'en faire la déclaration dans les trois mois qui suivront la publication du décret de mise sous séquestre.

Cette déclaration comprendra : 1° la nature, la situation et la consistance des biens et le montant des fermages, rentes et loyers; 2° la nature des biens meubles et objets mobiliers, droits et actions, le montant des capitaux exigibles et non exigibles avec les noms, profession et domicile des débiteurs et détenteurs ; 3° les noms, profession et domicile des propriétaires ; 4° les noms, profession, domicile des déclarants.

La déclaration sera adressée dans le délai prescrit à l'autorité militaire, service des Affaires indigènes, de la circonscription, sous peine d'une condamnation qui pourra être égale, sans pouvoir l'excéder, au quart des biens non déclarés.

**5.** Le montant net, c'est-à-dire déduction faite des frais des recouvrements de toute espèce faits par le service des Affaires indigènes, par le Domaine ou par l'Administration des Habous, en vertu des articles 2 et 3 ci-dessus, sera versé sans retard à la Recette générale des Finances qui s'en chargera en recette à l'actif d'un compte-courant spécial sans intérêts dont l'administration appartiendra à notre Directeur général des Finances, sur avis du chef de service des Affaires indigènes.

Un article spécial sera consacré, dans ce compte-courant, à chaque rebelle frappé de séquestre.

Les droits et recours de toute nature exercés soit par le propriétaire des biens séquestrés, soit par ses créanciers, sont reportés de plein droit sur le prix net à provenir de leur réalisation ou de leur vente et déposé à la Recette générale des Finances, à qui ils doivent être signifiés par acte extrajudiciaire.

**6.** Toute requête tendant à établir soit que le propriétaire des biens atteints par le séquestre n'est pas l'individu désigné dans le décret de mise sous séquestre, soit qu'il ne s'est rendu coupable d'aucun des faits énoncés dans l'article 1er, soit qu'il a obtenu l'aman, sera présentée, avec titres à l'appui, au service des Affaires indigènes qui en délivrera récépissé. Si cette requête est reconnue fondée et si les biens ne sont pas encore vendus, son auteur sera admis à reprendre ses immeubles dans l'état où ils se trouveront sans aucun recours contre l'Etat et à la charge de maintenir les baux existants.

Si les biens ont déjà été vendus, les droits et recours de toute nature exercés par le propriétaire des biens séquestrés sont, comme les droits de ses créanciers, reportés de plein droit sur le prix net provenant de leur réalisation ou de leur vente et déposé à la Recette générale des Finances à qui ils doivent être signifiés par acte extrajudiciaire.

Faute de réclamation formulée dans le délai d'un an, à compter du jour de la promulgation du décret de mise sous séquestre, les sommes déposées au compte-courant et les biens non vendus seront définitivement acquis à l'Etat.

S'il s'agit des biens habous, la Djemaïa versera annuellement à l'Etat le produit de leurs revenus jusqu'à la mort du rebelle séquestré : à ce moment les revenus seront attribués au dévolutaire subséquent ou, à défaut, à la fondation bénéficiaire.

**7.** Les dispositions du présent texte sont étendues aux séquestres prononcés antérieurement en vertu du décret du 10 octobre 1915.

## 7 février 1916

DÉCRET *relatif à la perception des droits de timbre et d'enregistrement sur les actes des notaires israélites.*

(J. O. 22 MARS 1916, 123)

Vu le règlement du 24 avril 1912 qui prescrit aux notaires, au fur et à mesure de l'inscription des actes sur leur registre et dans leur ordre de date, leur enregistrement sur un relevé fourni par l'Administration ;

Ces relevés sont déposés tous les mois calculés d'après le calendrier grégorien par les notaires à la recette de l'enregistrement de leur circonscription. A l'appui du relevé, le notaire remet son registre-minute et son carnet de quittances. Si dans le délai ainsi assigné, le notaire n'a pas établi d'acte, il remet néanmoins un relevé portant la mention « négatif » ainsi que son registre-minute et son carnet de quittances.

En vue de faciliter le contrôle de la liquidation des droits d enregistrement perçus par les notaires israélites lors de la rédaction des actes, il est décidé que, à partir du 1er avril 1916, les bulletins mensuels seront établis en français par l'interptète assermenté pour la langue hébraïque près le tribunal civil de Tunis. A cet effet, chaque mois, après le visa du caïd ou du rabbin dans les localités de la Régence où il n'y a pas de caïd (art. 2 du décret du 12 septembre 1887), les notaires israélites adresseront à cet interprète par l'intermédiaire du receveur de leur circonscription, leur registre-minute, à moins qu'ils n'aient reçu aucun acte depuis le dernier visa ; dans ce cas, ils se borneront à remettre à la recette de l'enregistrement comme par le passé, un relevé portant la mention « négatif » avec leur registre-minute et leur carnet de quittances.

L'interprète assermenté établira les relevés moyennant un salaire de 0 fr. 50 par acte à la charge des parties et les fera parvenir, le plus tôt possible, aux receveurs avec les registres-minute par les soins de notre Directeur général des Finances.

Les notaires israélites acquitteront directement les salaires aux mains de l'interprète et remettront à la recette de l'enregistrement lors du retrait de leur registre-minute et de leur carnet de quittances les droit qu'ils auront encaissés sous la déduction de la remise de 5 %

Il est ordonné aux notaires de donner connaissance de ces dispositions aux parties qui auraient recours à leur ministère.

---

## 12 février 1916

DÉCRET *complétant celui du 29 juillet 1911 relatif aux mesures préventives contre la propagation du choléra.*

(J. O. 4 MARS 1916, 95)

ART. UNIQUE. L'article 10 du décret du 29 juillet 1911 est complété comme suit :

« Le bénéfice des circonstances atténuan-
« tes sera applicable aux infractions et con-
« traventions prévues et punies par le pré-
« sent décret. »

---

## 14 février 1916

DÉCRET *prescrivant des mesures pour la destruction des sauterelles.*

J. O. 19 FÉVRIER 1916, 73)

ART. 1. Toute personne, non empêchée par des motifs légitimes, est tenue de prêter son concours à la défense contre les sauterelles, pontes et criquets, d'obtempérer aux réquisitions de personnel, d'animaux, de matériel et de produits nécessaires à la destruction.

La main-d'œuvre réquisitionnée doit être fournie gratuitement.

En dehors du cas prévu à l'article 2 ci-après, les services d'animaux, de matériel et de fournitures de produits ouvrent droit à une indemnité dont le montant est fixé dans chaque circonscription par le contrôleur civil ou chef de bureau de renseignements.

2. Les propriétaires et les occupants à un titre quelconque d'immeubles infestés de sauterelles, pontes ou criquets devront en faire la déclaration aux autorités locales, exécuter sans délai les travaux de destruction avec les animaux et le matériel dont ils disposent, se procurer tous produits nécessaires, employer à la défense une main-d'œuvre en rapport avec la superficie des propriétés, qui ne peut être inférieure à :

1 homme par 50 hectares de parcours ;

1 homme par 10 hectares de céréale, olivier ou jachère ;

1 homme par 5 hectares de vignoble ou culture sarclée ;

1 homme par hectare de jardin ou verger.

Ils doivent, enfin, ouvrir l'accès de leur propriété au personnel du service de la dé-

fense et se conformer aux mesures prescrites par les autorités locales ou par les délégués du Directeur général de l'Agriculture.

Les services effectués par les propriétaires ou occupants sur leur propre fonds ou exigés d'eux sont à la charge des intéressés.

**3.** Faute par les propriétaires ou occupants de se conformer aux dispositions de l'article 2, et après une mise en demeure sans résultat, il sera procédé d'office par les soins de l'autorité administrative aux travaux de destruction, aux frais des intéressés, sans préjudice des pénalités visées à l'article 5.

Les dépenses seront liquidées : pour les salaires, par journée d'ouvrier employé et d'après les prix moyens de la région, et, pour les fournitures, d'après les prix de revient ; le montant en sera recouvré par voie d'état de liquidation, conformément au décret du 28 décembre 1900.

**4.** Les réquisitions sont faites verbalement ou par écrit par les autorités locales ou leurs délégués.

**5.** Les infractions aux dispositions du présent décret peuvent être constatées par tous agents assermentés et sont punies d'une amende de 50 francs à 1.000 francs et de 5 à 30 jours de prison ou de l'une de ces peines seulement.

Les articles 463 du Code pénal français et 53 du Code pénal tunisien sont applicables.

**6.** Le Directeur général de l'Agriculture est autorisé à prendre par voie d'arrêtés réglementaires les mesures nécessaires à l'exécution du présent décret.

**7.** Sont abrogées les dispositions du décret du 7 mai 1891.

---

## 21 février 1916

DÉCRET *réprimant le trafic des monnaies* (1).

(J. O. 26 FÉVRIER 1916, 86)

ART. **1.** En temps de guerre, (2) toute personnne convaincue d'avoir acheté, vendu ou cédé, d'avoir tenté ou proposé d'acheter, de vendre ou de céder des espèces et monnaies nationales françaises et tunisiennes, à un prix dépassant leur valeur légale, ou moyennant une prime quelconque (1), sera condamnée à une peine de six jours à six mois d'emprisonnement et à une amende de 100 à 5.000 francs ou à l'une de ces deux peines seulement.

La confiscation des espèces et monnaies sera obligatoirement prononcée à l'encontre des délinquants au profit du budget de l'assistance publique réglementée par le décret du 1er avril 1900.

L'article 463 du Code pénal français et l'article 53 du Code pénal tunisien sont applicables au délit prévu par la présente loi ; la loi de sursis n'est applicable que pour la prison.

(1) V. également D. 1er août 1914 (art. 5) sur le cours forcé des billets de banque.

(2) Maintenu en vigueur après la cessation des hostilités par *D.* 3 *août* 1919 .

---

## 25 février 1916

DÉCRET *relatif au recensement des véhicules automobiles.*

(J. O. 26 FÉVRIER 1916, 87)

ART. **1.** La loi du 22 juillet 1909 relative au recensement, au classement et à la réquisition des voitures automobiles et le décret du 7 octobre 1910 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi sont applicables en Tunisie dans les conditions indiquées ci-après :

**2.** Tous les ans, du 1er au 16 janvier a lieu dans chaque contrôle civil et dans chaque bureau des Affaires indigènes sur la déclaration obligatoire des propriétaires et au besoin d'office, le recensement des voitures automobiles.

Les listes de recensement doivent mentionner en regard de chaque voiture, outre les noms des propriétaires, ceux des personnes habituellement préposées à la conduite de ces voitures lorsque ces personnes sont françaises ou tunisiennes et soumises aux obligations du service militaire.

**3.** Chaque année l'autorité militaire fait procéder du 16 janvier au 1er mars, ou du 15 avril au 1er juin, à l'inspection et au classement des voitures automobiles.

L'inspection et le classement ont lieu, dans les localités désignées à l'avance par l'autorité militaire après entente avec les contrôleurs civils et, en ce qui concerne les territoires militaires avec le chef du service des Affaires indigènes.

(1) Mêmes pénalités pour la fonte des monnaies, D. 30 octobre 1919.

Ces opérations sont effectuées par des commissions mixtes comprenant :

un officier président ;

un membre civil compétent désigné par notre Secrétaire général du Gouvernement tunisien ;

un représentant du service des Mines.

Ces trois membres ont voix délibérative.

**4.** Les voitures automobiles reconnues propres à l'un des services de l'armée sont classées suivant les catégories établies au budget pour les achats annuels des voitures automobiles par le Ministère de la guerre.

**5.** Sont exemptés de la réquisition en ca de mobilisation et ne sont pas portées sur la liste de classement par catégories :

1° les voitures de la cour beylicale ;

2° les voitures de notre Ministre des Affaires étrangères, Résident général de la République française à Tunis ;

3° les voitures dont les fonctionnaires sont tenus d'être pourvus pour leur service ;

4° les voitures de l'Administration des Postes ou celles qu'elle entretient pour son service par des contrats particuliers ;

5° les voitures indispensables pour assurer le service des administrations publiques;

6° les voitures appartenant aux docteurs en médecine à raison d'une voiture par médecin.

**6.** Les voitures recensées sont présentées en bon état de fonctionnement aux commissions mixtes qui arrêtent leur classement.

A l'issue du classement il est procédé dans chaque contrôle civil, en présence de la commission, pour chaque catégorie de voitures, à un tirage au sort qui règle l'ordre d'appel des voitures en cas de mobilisation.

En ce qui concerne les territoires militaires, l'opération du tirage au sort a lieu à Médenine.

**7.** Un tableau certifié par le président de la commission et par le contrôleur civil, indiquant le signalement des voitures classées et le nom de leur propriétaire est adressé au bureau de recrutement. Les numéros de tirage au sort y sont inscrits.

Un double de ce tableau est déposé dans chaque contrôle civil jusqu'au classement suivant.

Dans les localités érigées en communes, un extrait de ce tableau est transmis par l'intermédiaire du contrôleur civil au Président de la municipalité.

**8.** Le contingent des voitures automobiles à fournir en cas de mobilisation est fixé par l'autorité militaire d'après les ressources constatées au classement pour chaque catégorie.

**9.** Dès la réception de l'ordre de mobilisation et l'indication par l'autorité militaire du nombre de voitures devant être présentées, le contrôleur civil prévient les propriétaires de ces voitures, suivant l'ordre fixé par le tirage au sort du dernier classement, d'avoir à les faire conduire, aux jour et heure fixés, au point indiqué par cette autorité.

Les voitures automobiles qui, pour un motif quelconque, n'auraient pas été déclarées au recensement ni présentées au dernier classement, doivent être conduites au même point de rassemblement.

Les voitures doivent être pourvues des accessoires, objets de rechange et d'approvisionnement déterminés par un arrêté du Général commandant la Division d'occupation de Tunisie et dont la liste sera communiquée aux intéressés lors du classement.

Si les propriétaires ne présentent pas ces accessoires, objets de rechange et d'approvisionnements déterminés ci-dessus, leur valeur sera déduite du prix de la voiture.

**10.** Des commissions mixtes désignées par l'autorité militaire procédent aux dits points, à la réquisition des voitures automobiles amenées, et opèrent le classement non encore fait de celles qui se trouvent visées au 2e alinéa de l'article précédent.

**11.** Le propriétaire d'une voiture comprise dans le contingent a le droit de présenter à la commission mixte et de faire inscrire à sa place une autre voiture non comprise dans le contingent, mais appartenant à la même catégorie.

**12.** Les prix des voitures automobiles requises sont déterminés à l'avance et fixés d'une manière absolue d'après leur catégorie et leur ancienneté de fabrication.

A cet effet, dans chaque catégorie, les voitures sont réparties en 3 séries :

la 1re comprenant les voitures ayant moins de 2 ans de fabrication ;

la 2e comprenant les voitures ayant 2, 3 et 4 ans de fabrication ;

la 3e comprenant les voitures ayant 5 ans et plus de 5 ans de fabrication.

Les prix attribués dans chaque catégorie aux voitures ayant moins de 2 années de fabrication sont les mêmes que ceux portés au budget français de l'année, sans aucune majoration ni réduction. A défaut, ces prix sont identiques à ceux fixés pour la France par le Ministre de la Guerre.

Les déductions à opérer pour les voitures d'une même catégorie en raison de leur ancienneté de fabrication sont déterminées par décret.

La commission de réquisition pourra fixer exceptionnellement un prix supérieur au prix budgétaire pour les voitures qui, de l'avis unanime de ses membres, auraient une valeur notablement supérieure à ce prix. Toutefois, la majoration ne dépassera pas le quart du prix budgétaire.

La commission fixe également le prix des accessoires, objets de rechange et d'approvisionnement dont la voiture doit être pourvue conformément à l'article 9 ci-dessus.

**13.** Les propriétaires des voitures reçoivent sans délai des mandats en représentant le prix et payables à la caisse du receveur des Contributions diverses le plus voisin de leur résidence.

**14.** Les propriétaires qui, contrairement aux termes de l'article 9 ci-dessus, n'auront pas conduit les voitures classées ou susceptibles de l'être au lieu indiqué pour la réquisition, sans motifs légitimes, sont déférés aux tribunaux, et, en cas de condamnation, frappés d'une amende de 50 à 5.000 fr.

Néanmoins, la saisie et la réquisition pourront être exécutées immédiatement, à la diligence du président de la commission de réception ou de l'autorité militaire.

**15.** Les commissions mixtes statuent définitivement et sans recours sur les réclamations ou excuses qui peuvent être présentées par les propriétaires des voitures automobiles. Réciproquement, aucun recours n'est ouvert à l'administration militaire contre leurs décisions.

**16.** Les propriétaires de voitures automobiles qui ne se conformeront pas aux dispositions autres que celles de l'article 9 du présent décret sont passibles d'une amende de 25 à 1.000 francs.

Ceux qui auront fait sciemment de fausses déclarations seront frappés d'une amende de 50 à 2.000 francs.

En temps de paix et hors le cas de mobilisation, l'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 seront applicables.

.....

## 3 juin 1916

DÉCRET *fixant les mesures à prendre contre la rage.*

(J. O. 7 JUIN 1916, 237)

ART. **1.** La rage, lorsqu'elle est constatée chez les animaux de quelque espèce qu'ils soient, entraîne l'abatage, qui ne peut être différé sous aucun prétexte.

**2.** Les chiens, les chats et tous carnassiers qui ont été mordus ou simplement roulés par un animal enragé ou suspect de rage ne peuvent être mis en observation, ils doivent être immédiatement abattus. Le propriétaire de l'animal suspect est tenu, même en l'absence d'un ordre des agents de l'administration, de pourvoir à l'accomplissement de cette prescription.

**3.** Lorsque les animaux herbivores ont été mordus par un animal enragé ou suspect de rage, il peut être sursis à l'abatage, mais ces animaux doivent être mis en surveillance pendant six semaines au moins. Il est interdit au propriétaire de se dessaisir de ces animaux avant l'expiration de ce délai si ce n'est pour les faire abattre. L'utilisation des chevaux et des boeufs pour le travail peut être autorisée à condition qu'ils soient muselés.

**4.** Tout chien circulant dans les villes sur la voie publique, en liberté ou même tenu en laisse, doit être muni d'un collier portant gravés sur une plaque de métal, les nom et demeure de son propriétaire.

5. Les chiens trouvés sans collier sur la voie publique dans les villes et les chiens errants, même munis de colliers, seront saisis et mis en fourrière. Ceux qui n'ont pas de collier et dont le propriétaire est inconnu dans la localité sont abattus sans délai. Ceux qui portent le collier prescrit à l'article précédent et les chiens sans collier dont le propriétaire est connu sont abattus s'ils n'ont pas été réclamés avant l'expiration d'un délai de trois jours francs.

Les chiens destinés à être abattus peuvent être livrés à des établissements de recherches scientifiques. En cas de remise au propriétaire, ce dernier sera tenu d'acquitter les frais

de conduite, de nourriture et de garde, d'après un tarif fixé par l'autorité municipale.

**6.** L'autorité administrative pourra, dans tous les cas, ordonner que tous les chiens circulant sur la voie publique soient muselés ou tenus en laisse.

Les chiens de garde devront être tenus en laisse, attachés ou enfermés pendant la journée et ne pourront être lachés que la nuit.

**7.** Lorsqu'un cas de rage a été constaté dans une commune ou dans une localité non érigée en commune, l'autorité administrative compétente prend un arrêté pour interdire, pendant trois mois, la circulation des chiens à moins qu'ils ne soient tenus en laisse. La même mesure est prise pour les communes ou pour les localités non érigées en commune qui ont été parcourues par un chien enragé. Pendant le même temps, il est interdit aux propriétaires de se dessaisir de leurs chiens ou de les conduire en dehors de leur résidence, si ce n'est pour les faire abattre. Toutefois, peuvent être admis à circuler librement, mais seulement pour l'usage auquel ils sont employés, les chiens de berger et de bouvier, ainsi que les chiens de chasse.

**8.** Les infractions aux articles 1, 2 et 3 du présent décret seront punies d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de 16 à 400 francs. En cas de récidive dans l'année, ces peines pourront être doublées.

Les infractions aux articles 4, 6 et 7 du présent décret et aux arrêtés pris pour leur exécution seront punies d'une amende de 1 à 5 francs et, en outre, en cas de récidive, d'un emprisonnement de 3 jours au plus.

Les articles 463 du code pénal français et 53 du code pénal tunisien sont applicables aux infractions prévues par le présent décret.

Les dispositions du décret du 3 février 1885 restent, au surplus, applicables à tous les cas non prévus par le présent décret dont les dispositions ne font pas obstacle aux droits des tiers, au point de vue des responsabilités civiles, telles qu'elles résultent des articles 1385 du code civil français et 94 du code civil tunisien.

---

## 10 juin 1916

DÉCRET *promulguant en Tunisie un protocole additionnel à la convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.*

(J.O. 14 JUIN 1916, 254)

Vu la convention internationale revisant la convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 13 novembre 1908 ;

Vu le décret du 30 septembre 1910 rendant sous réserve, cette convention applicable à la Tunisie ;

Vu le décret présidentiel du 28 mars 1916 portant promulgation du protocole additionnel à ladite convention, signé à Berne le 20 mars 1914, par les plénipotentiaires des dix-huit Etats participant à cette réunion internationale ;

ART. 1. Ledit protocole additionnel dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution.

*Protocole additionnel à la Convention de Berne revisée du* 13 *novembre* 1908

Les pays membres de l'union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, désirant autoriser une limitation facultative de la portée de la convention du 13 novembre 1908 (1), ont, d'un commun accord, arrêté le protocole suivant :

1° Lorsqu'un pays étranger à l'union ne protège pas d'une manière suffisante les œuvres des auteurs ressortissants à l'un des pays de l'union, les dispositions de la convention du 13 novembre 1908 ne peuvent porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient au pays contractant de restreindre la protection des œuvres dont les auteurs sont au moment de la première publication de ces œuvres, sujets ou citoyens dudit pays étranger et ne sont pas domiciliés effectivement dans l'un des pays de l'union ;

2° Le droit accordé aux Etats contractants par le présent protocole appartient également à chacune de leurs possessions d'outre-mer ;

3° Aucune restriction établie en vertu du n° 1 ci-dessus ne devra porter préjudice aux droits qu'un auteur aura acquis sur une œuvre publiée dans un pays de l'union avant la mise à exécution de cette restriction ;

4° Les Etats qui, en vertu du présent protocole, restreindront la protection des droits des auteurs le notifieront au gouvernement de la Confédération suisse par une déclaration écrite où seront indiqués les pays vis-à-vis desquels la protection est restreinte, de même que les restrictions auxquelles les droits des auteurs ressortissant à ces pays sont soumis.

(1) V. D. 30 septembre 1910.

Le gouvernement de la Confédération suisse communiquera aussitôt le fait à tous les autres Etats de l'union ;

5° Le présent protocole sera ratifié, et les ratifications seront déposées à Berne dans un délai maximum de douze mois comptés à partir de sa date. Il entrera en vigueur un mois après l'expiration de ce délai, et aura même force et durée que la convention à laquelle il se rapporte.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays membres de l'union ont signé le présent protocole dont une copie certifiée sera remise à chacun des gouvernements unionistes.

---

## 24 juin 1916

DÉCRET *modifiant et complétant le décret du 13 avril 1898 sur le séjour des étrangers dans la Régence.*

(J. O. 12 JUILLET 1916, 289)

ART. 1. Les articles 1, 2 et 6 du décret du 13 avril 1898, sur le séjour des étrangers dans la Régence, sont modifiés et complétés comme suit :

« *Art.* 1. — Tout étranger qui voudra établir sa résidence en Tunisie ou y exercer une « profession, un commerce ou une industrie « quelconque devra, dans un délai de cinq « jours, à partir de son arrivée, faire devant « l'autorité locale une déclaration de résidence en justifiant de son identité. S'il n'est « pas porteur des pièces justificatives nécessaires, l'autorité de police du lieu pourra, « avec l'approbation de notre Premier Ministre, lui accorder un délai pour se les procurer.

« La même déclaration est obligatoire pour « les étrangers nés en Tunisie, dans le mois « où ils auront accompli leur seizième année « et, pour ceux y résidant, qui le sont devenus par suite d'un événement postérieur, « dans le mois qui suivra cet événement.

« *Art.* 2. — La déclaration devra comporter les nom et prénoms du déclarant, ceux « de ses père et mère, sa nationalité, le lieu et « la date de sa naissance, le lieu de son dernier domicile, sa profession ou ses moyens « d'existence.

« Elle sera individuelle, même pour les « membres d'une même famille, à l'exception « des enfants mineurs de seize ans.

« Il sera tenu, à cet effet, un registre d'im« matriculation des étrangers suivant la forme déterminée par un arrêté de notre Pre« mier Ministre. Un extrait de ce registre se« ra délivré au déclarant et devra être repré« senté par lui à toute réquisition des agents « de l'autorité. Cet extrait sera frappé d'un « droit de timbre de 1 fr. 80.

« *Art.* 6. — Tout étranger qui n'aura pas « fait, dans le délai déterminé, les déclara« tions réglementaires prescrites par les arti« cles 1 à 6 ci-dessus, ou qui refusera de pro« duire son certificat à la première réquisi« tion, ou qui, en cas de changement de ré« sidence, n'aura pas fait viser son certi« ficat, sera passible d'une amende de 50 à « 200 francs.

« Celui qui aura fait sciemment une dé« claration fausse ou inexacte sera puni d'un « emprisonnement de six jours à un mois et « d'une amende de 100 à 300 francs.

« Dans le cas prévu par l'alinéa ci-dessus, « le tribunal pourra, en outre, prononcer « l'interdiction temporaire ou indéfinie du ter« ritoire tunisien.

« Les peines édictées par le présent article « seront encourues quel que soit le temps « écoulé depuis l'expiration du délai donné « pour remplir la formalité et si la formalité « a été accomplie tardivement, ce n'est « qu'après son accomplissement que com« mencera la prescription. »

(1) .....

---

## 30 juin 1916

DÉCRET *portant suppression du privilège des bouilleurs de cru.*

(J. O. 1er JUILLET 1919, 271)

Vu les décrets des 2 mars 1908 et 31 décembre 1909 ;

Vu le décret du 25 août 1914 portant interdiction de la consommation de l'absinthe, de l'anisette, de la boukha et des spiritueux similaires ;

ART. 1 et 2. *V. D.* 20 *décembre* 1919.

.....

3. Le privilège des bouilleurs de cru est supprimé (2). En conséquence sont abrogés l'article 18 du décret du 2 mars 1908 et toutes les dispositions de la législation fiscale de l'alcool qui découlent dudit article. Ces producteurs sont dès lors astreints, pour leurs

(1) Les art. 2, 3 et 4 du D. 24 juin 1916 édictent des mesures provisoires de guerre.
(2) V. A. 30 juin 1916.

bouilleries de cru, à l'autorisation préalable prévue par l'article 17 du même décret, pour l'ouverture de tout atelier de fabrication, distillation ou rectification d'alcool, ainsi qu'à toutes les obligations de droit commun résultant des décrets et arrêtés déterminant le régime fiscal de l'acool et à celles qui pourraient être édictées dans l'avenir.

..... .....

## 30 juin 1916

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances prescrivant les mesures d'exécution que comporte de décret du* 30 *juin* 1916 *sur le relèvement des droits sur l'alcool* (1).

(J. O. 1er JUILLET 1916, 272)

ART. 1. Les autorisations qu'en exécution de l'article 17 du décret du 2 mars 1908 l'administration des Finances délivre aux personnes qu'elle admet, sur leur demande, à se livrer à la fabrication, à la distillation et à la rectification de l'alcool, ne peuvent être délivrées, pour la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits que :

1° aux distillateurs et bouilleurs de profession et aux bouilleurs de cru distillant ou faisant distiller chez eux ;

2° aux associations coopératives professionnelles fonctionnant dans les conditions déterminées à l'article 3 du présent arrêté ;

3° aux viticulteurs (propriétaires ou fermiers) qui distilleront dans un atelier public de distillation dans les conditions déterminées par l'article 3 du présent arrêté :

4° aux bouilleurs ambulants qui distilleront dans un des ateliers publics mentionnés au paragraphe 3° ci-dessus.

Ces divers producteurs sont astreints à toutes les obligations résultant de la législation sur les distilleries (1).

**2.** L'administration des Finances pourra, si la demande lui en est faite par au moins dix viticulteurs (propriétaires ou fermiers), désigner dans les localités où il existe un poste permanent d'exercice des contributions diverses, comprenant au moins 2 agents du cadre, un emplacement ou local séparé de tous autres locaux par la voie publique, où les personnes désignées aux paragraphes 3° et 4° de l'article 1er ci-dessus, viticulteurs, propriétaires ou fermiers et bouilleurs ambulants, pourront distiller ou faire distiller à des jours et heures fixés par l'administration les produits provenant exclusivement de leurs vignes.

Le loyer du dit emplacement ou local sera à la charge des viticulteurs qui en feront usage.

Les viticulteurs, qui usent de cette faculté ne sont soumis aux exercices du service à leur domicile que s'ils ont placé sous le régime de l'entrepôt fictif le stock d'alcool et de produits alcooliques en leur possession au moment de la mise en vigueur du décret du 30 juin 1916 ou s'ils placent sous ce régime tout ou partie des produits qu'ils auront fabriqués à l'extérieur et qu'ils auront ramenés chez eux.

**3.** Seront personnellement dispensés de toute déclaration préalable et affranchis de tout exercice, sous réserve des dispositions de l'article 8 ci-après, les propriétaires et fermiers réunis en associations coopératives (1) de distillation qui, après en avoir obtenu l'autorisation du service des contributions diverses, conformément aux dispositions de l'article 17 du décret du 2 mars 1908, déposeront leurs appareils et leurs alcools et effectueront sous le contrôle de l'administration la distillation des vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits autres que les figues et les dattes, provenant exclusivement de leur récolte, dans les locaux agréés par ladite administration séparés de tous autres locaux par la voie publique et gérés par lesdites associations.

Les membres de ces associations pourront à tout instant retirer leurs alcools, à la condition de payer les droits, ou, s'ils demandent le crédit de l'impôt, de se soumettre à toutes les obligations prévues par les décrets et arrêtés pour les entrepositaires d'alcool, sauf en ce qui concerne le cautionnement.

Les dispositions des décrets et règlements sur les distilleries sont applicables tant à l'agencement des locaux gérés par les associations coopératives qu'aux opérations qui y sont pratiquées.

Les membres de chaque association coopérative seront solidairement responsables de toutes les infractions aux décrets et règlements commises dans les locaux communs. Toutefois, les associations coopératives pro-

(2) D. et A. F. 2 mars 1908, A. F. 31 déc 1909, D. 30 juin 1916, A. F. 20 déc. 1919.

(1) V. D. 4 juillet 1907 sur la constitution des coopératives agricoles.

fessionnelles pourront présenter à l'agrément de l'administration deux de leurs membres, qui seront solidairement responsables des infractions commises dans le local commun et des droits sur les manquants constatés, sauf leur recours contre les associés tel qu'il sera réglé par les statuts.

**4.** Les gérants ou délégués des associations prévues à l'article 1er ci-dessus doivent fournir, huit jours au moins avant toute opération, au Directeur des contributions diverses, la justification de la constitution régulière de l'association, les statuts, une liste des membres de l'association indiquant les nom, prénoms et domicile de chacun d'eux, avec la date de son admission, un plan intérieur avec légende permettant de constater que les locaux satisfont aux prescriptions réglementaires, enfin la justification de leur propre qualité de délégués ou de gérants. Les modifications apportées soit à l'organisation de l'association, soit à la liste des membres ou gérants, soit à l'agencement des locaux doivent être notifiées, dans un délai de huit jours, au Directeur des contributions diverses.

**5.** Les déclarations de fabrication doivent être faites huit jours au moins avant le commencement des travaux à la recette des contributions diverses dont dépend la localité où ces travaux s'effectueront.

Cette déclaration indique :

1° les numéros et dates des déclarations de détention des alambics qui doivent être utilisés et des titres de mouvement de la Régie ayant accompagné lesdits appareils à l'atelier ;

2° la date du commencement des travaux et leur durée présumée, ainsi que les heures pendant lesquelles la brûlerie sera chaque jour en activité ;

3° les quantités d'alcool existant déjà dans la brûlerie ;

4° l'espèce des matières premières qui doivent être distillées et le lieu où elles ont été récoltées ;

5° le volume et le rendement minimum par hectolitre pour chaque espèce de matières à distiller ou pour chaque lot de matières de même espèce ayant un degré différent.

Les distilleries professionnelles ou coopératives pourront demander dans la déclaration que le volume et le rendement minimum des matières soient déterminés d'un commun accord avec l'administration.

Les déclarations modificatives concernant la mise en œuvre de nouvelles matières doivent être faites dans le même délai ; les autres déclarations modificatives peuvent être faites vingt-quatre heures à l'avance seulement.

Les matières déclarées pour la distillation doivent être mises à part. Si les déclarations comprennent plusieurs lots d'une même espèce de matières ayant une richesse alcoolique différente, ces lots doivent également être séparés les uns des autres.

**6.** Ne peuvent être mis en œuvre dans les distilleries coopératives que des produits provenant de la récolte des membres de l'association.

Les constatations des quantités d'alcool dont ces distilleries auront à rendre compte indépendamment des stocks existant au commencement des opérations de distillation est assurée :

par une prise en charge provisoire effectuée avant la fabrication d'après le volume des matières premières qui seront mises en œuvre et d'après le rendement minimum présumé ;

par une prise en charge définitive effectuée d'après les quantités réellement fabriquées.

La prise en charge provisoire a lieu en vertu de la déclaration des gérants et délégués ;

La prise en charge définitive au moyen des vérifications et inventaires effectués par le service.

Le rendement minimum à déclarer par les gérants ou délégués est déterminé d'après la richesse alcoolique effective de la matière première à mettre en œuvre, et ne peut être inférieur aux quantités fixées pour chaque espèce de matières ou liquides à distiller, par l'article 31 de l'arrêté du Directeur général des Finances en date du 2 mars 1908, soit :

90 % de la teneur en alcool des vins, cidres et poirés,

80 % de la teneur en alcool des lies et fruits après la fermentation,

et 70 % de la teneur en alcool des marcs de raisins.

Si la comparaison de la prise en charge définitive et de la prise en charge provisoire

fait ressortir un manquant, il est soumis au droit.

Les excédents qui résultent des constatations du service comparativement à la prise en charge provisoire sont saisis par procès-verbal, lorsqu'ils dépassent de plus de 5 % la limite de la réfaction admise pour la déclaration du rendement minimum présumé.

**7.** Pour le contrôle de la fabrication et celui de la répartition des produits fabriqués les gérants ou les délégués de l'association doivent inscrire sur un registre coté et paraphé par le receveur des contributions diverses de la circonscription et dont le modèle sera donné par l'administration, d'une part, les quantités de matières premières formant l'apport de chaque producteur, ainsi que le rendement présumé en alcool et l'analyse des déclarations d'introduction relatifs aux matières à distiller; d'autre part, les livraisons d'alcool pur faites à chacun des membres avec l'analyse du titre de mouvement dont elles auront fait l'objet.

Les employés ont la faculté de prendre communication sur place des registres et comptes de l'association relatifs aux opérations de distillation, de réception et de livraisons des matières premières et alcools.

**8.** Les quantités fabriquées par les divers producteurs désignés à l'article 1er ci-dessus seront intégralement passibles du droit, sous réserve des déductions accordées aux entrepositaires, pour mouillage, coulage, évaporation et autres déchets de magasins, pour les quantités qui seront placées sous le régime de l'entrepôt, qu'elles soient conservées dans l'atelier de fabrication ou ramenées au domicile du producteur.

Il en est de même des stocks que possédent les bouilleurs de cru et qui pourront être placés sous le régime de l'entrepôt fictif.

Les bouilleurs de cru qui voudront acquitter l'impôt immédiatement après la distillation bénéficieront d'une remise de 10 % représentant à forfait la déduction accordée aux entrepositaires.

## 20 juillet 1916

DÉCRET *réprimant l'introduction, le commerce, la détention et le port des armes dans les territoires militaires du Sud et dans les contrôles civils de Gafsa et de Gabès.*

(J. O. 26 JUILLET 1916, 307)

ART. 1. Dans les territoires militaires du Sud de la Régence et dans l'étendue des contrôles civils de Gafsa et de Gabès, l'introduction, la cession à titre onéreux ou gratuit, le port, la simple détention d'une ou de plusieurs armes de guerre en usage depuis moins de cinquante ans dans les armées françaises et étrangères et spécifiées à l'article 1er du décret du 18 mars 1913 susvisés, ainsi que celles mentionnées à l'article 2 du même décret, sont passibles d'un emprisonnement de 1 à 5 ans et d'une amende de 500 à 2.000 fr.

**2.** L'introduction, la cession à titre onéreux ou gratuit, la simple détention des munitions destinées à ces armes sont passibles des mêmes peines.

Dans tous les cas la confiscation des armes et munitions saisies sera prononcée.

**3.** L'article 463 du Code pénal français et l'article 53 du Code pénal tunisien sont applicables aux infractions du présent décret.

## 31 juillet 1916

DÉCRET *fixant à partir du 1er août 1916, les remises allouées au Receveur général des Finances tunisiennes* (1).

(J. O. 25 AOÛT 1916, 313)

ART. **1.** Le décret susvisé du 6 janvier 1906 est modifié ainsi qu'il suit, avec effet du 1er août 1916.

Il sera fait masse du montant des remises calculées en vertu du décret du 6 janvier 1906 et des rémunérations diverses provenant de la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens ou de toute autre origine, à l'exclusion toutefois des taxations de la caisse française des dépôts et consignations et des remises et commissions accordées éventuellement par le Trésor français.

Sur cette masse il sera prélevé, tout d'abord :

1° le traitement fixe annuel du Receveur général des Finances fixé à 16,000 francs ;

2° Les frais de personnel et de matériel de la Recette générale des Finances prévus par l'aritcle 4 du décret précité pour l'exact et égal accomplissement de toutes les opérations quelles qu'elles soient, aussi bien métropolitaines que tunisiennes, confiées à la Recette générale des Finances. Ces frais seront fixés et, le cas échéant, revisés, tant

(1) Trésorier général de Tunisie, D. 17 sept. 1916. V. également D. 19 mars 1917 portant réduction à 100.000 fr. du cautionnement du Trésorier généra .

dans leur principe que dans leur quotité, sur la proposition du Receveur général des Finances et avec approbation du Ministre des Finances, par le Gouvernement du Protectorat.

Le loyer du logement personnel du Receveur général n'entre pas dans la composition de ces frais.

Le Receveur général justifiera chaque mois, en rapportant l'acquit des parties prenantes, ses dépenses de frais de service.

**2.** Si la masse prévue à l'article premier est insuffisante pour couvrir les prélèvements autorisés par ce même article, le déficit sera supporté par le budget tunisien.

Si, au contraire, la masse présente un excédent, cet excédent sera attribué au Receveur général des Finances dans la proportion de quarante pour cent, sans que cette attribution puisse avoir pour effet de porter à un chiffre supérieur à 50.000 francs l'ensemble de ses émoluments de toute nature, y compris les taxations de la caisse des dépôts et consignations, à l'exception seulement des remises accordées éventuellement par le Trésor français ; le surplus de l'excédent sera attribué au budget tunisien.

---

## 8 septembre 1916

DÉCRET *relatif à la répression de la spéculation illicite*

(J. O. 20 SEPTEMBRE 1916. 415)

ART. **1.** Pendant la durée des hostilités et les trois mois qui suivront leur cessation (1) seront punis d'un emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus et d'une amende de mille francs à vingt mille francs (2) tous ceux qui, soit personnellement, soit en tant que chargés à un titre quelconque de la direction ou de l'administration de toute société ou association, même sans emploi de moyens frauduleux, mais dans un but de spéculation illicite (3) c'est-à-dire non justifié par les besoins de leurs approvisionnements ou de légitimes prévisions industrielles ou commerciales, auront opéré ou tenté d'opérer la hausse du prix des denrées ou marchandises au-dessus du cours qu'aurait déterminé la concurrence naturelle et libre du commerce (1). L'interdiction de séjour pendant deux ans au moins et cinq ans au plus pourra, en outre, être prononcée contre les coupables.

**2.** Les dispositions des articles 463 du Code pénal français et 53 du Code pénal-tunisien relatives aux circonstances atténuantes seront applicables.

(1) Maintenu pour 3 ans à compter du D. du 12 nov. 1909.
(2) Relèvement des pénalités par D. 12 nov. 1919 art. 1er.— Affichage du jugement, même décret, art. 2.
(3) Spéculation sur les loyers, D. 12 nov. 1919 art. 4 et suiv. Affichage des prix D. 28 août 1919.

---

## 28 septembre 1916

DÉCRET *sur la taxation du prix des céréales.*

(J. O. 30 SEPTEMBRE 1916, 432)

. . . . . .

**6.** Les autorités civiles et militaires ayant pouvoir d'exercer des réquisitions peuvent dans la mesure du crédit qui leur aura été ouvert à cet effet dans les conditions fixées par le décret susvisé du 21 septembre 1914, réquisitionner directement pour les besoins du ravitaillement de la population civile, les céréales et les produits et sous-produits de la mouture de ces céréales, qu'ils soient détenus par le producteur ou déposés dans un magasin, un entrepôt ou une gare ou qu'ils soient en cours de transport, ainsi que le personnel et le matériel des minotiers et de tous services et établissements industriels ayant pour objet la subsistance de la population.

**7.** Le prix de toutes denrées ou produits quelconques fixés par le Résident général sur les propositions de la commission centrale des réquisitions instituées par le décret du 22 octobre 1900 (article 16) devront, en cas de réquisition, servir de base au calcul de l'indemnité qui pourra être allouée, soit par l'autorité civile ou militaire, soit par les tribunaux (2).

(1) La spéculation illicite se caractérise par deux éléments essentiels : 1° spéculation non justifiée par les besoins d'approvisionnement ou les légitimes prévisions industrielles ou commerciales ; 2° résultat de hausse ou tentative de l'obtenir. Tunis, 21 août 1917 (J. T. 17.425).
Il n'y a pas spéculation illicite dans le fait d'entreprendre un nouveau commerce et de constituer les stocks correspondants, Alger, 2 nov. 1918 (J. T. 18.441).
Le bénéfice excessif, la fixation de prix abusifs, exagérés, hors de proportion avec ceux pratiqués honnêtement par le commerce, suffisent, indépendemment de toute manœuvre frauduleuse, pour constituer le délit de spéculation. Ouzara, 30 avril 1919 (J. T. 19.351).

(2) La taxe faite par le Résident général ne peut être modifiée par le tribunal appelé à statuer sur l'indemnité de réquisition. Il doit se borner à vérifier si le tarif édicté a été bien appliqué. Tunis, 22 juillet 1918 (J. T. 18.420).
Les prix fixés par le Résident général en vertu de ce texte ne constituent pas des prix maxima pour les transactions entre particuliers, ils ne s'appliquent qu'en cas de réquisition. Tunis, 13 déc. 1918 (J. T. 19.59).

## 20 octobre 1916

DÉCRET *relatif au paiement des dépenses de l'Etat au moyen de virements en banque.*

(J. O. 1er-4 NOVEMBRE 1916, 493)

ART. 1. Tout créancier de l'Etat tunisien (1) *(ou des communes et des établissements publics, D. 30 nov. 1916)*, qui a un compte de dépôt ouvert à son nom à la Banque de l'Algérie ou dans une banque tunisienne possédant elle-même un compte à la Banque de l'Algérie, peut, sous les conditions indiquées au présent décret, obtenir paiement de sa créance, sans avoir à se déplacer ni à donner personnellement quittance, par simple virement comportant inscription de la somme qui lui est due au crédit de son compte de dépôt.

2. Les paiements par virement ne sont applicables qu'aux sommes payables en Tunisie par le Receveur général des Finances ou sur son visa par les receveurs des régies financières des villes où il existe une succursale ou une agence de la Banque de l'Algérie. Ces virements sont effectués en vertu soit d'une clause formelle des marchés, soit d'une mention signée inscrite sur la facture ou le mémoire, soit, à défaut de facture ou de mémoire, d'une simple lettre missive adressée à l'ordonnateur compétent du Trésor tunisien.

3. L'ordonnateur prend note de l'indication et la signale sur ses ordonances ou mandats de paiement par l'apposition de l'empreinte d'une griffe spéciale au-dessus de l'endroit réservé au visa pour paiement du Receveur général des Finances. Si l'indication résulte d'une lettre missive, il transmet cette lettre missive au Receveur général.

Ce comptable doit, de son côté, faire état de l'indication au vu du marché, du mémoire, de la facture ou de la lettre missive, dans le forme usitée pour la surveillance et l'utilisation des procurations ordinaires que lui remettent les créanciers du Trésor.

4. Après avoir reconnu la régularité des pièces produites, fait application, le cas échéant, des oppositions ou autres empêchements, et contrôlé la concordance entre la désignation du titulaire de l'ordonnance ou mandat et celle du titulaire du compte à créditer, le Receveur général appose sur le titre de paiement la mention datée « vu bon à payer à la banque désignée par le créancier » et indique à l'encre rouge, à l'angle gauche du titre de paiement, la somme nette à porter au crédit du compte.

5. L'ordonnateur transmet l'ordonnance ou mandat ainsi visé pour paiement à la banque désignée par le créancier, laquelle lui en accuse réception, revêt l'ordonnance ou mandat de son acquit avec mention d'inscription au crédit du compte de dépôt indiqué, et la verse soit au receveur local des régies financières près la succursale ou l'agence de la Banque de l'Algérie, soit au Receveur général des Finances. Ces comptables paient la banque en un récépissé de prélèvement sur le crédit personnel qui leur est respectivement ouvert par la Banque de l'Algérie. Ce récépissé est conservé par la Banque de l'Algérie si c'est elle qui a fait le versement ; sinon la banque à qui il est délivré le remet à la Banque de l'Algérie qui la crédite de son montant.

6. Aucune saisie-arrêt, ou opposition, aucun transport, ou cession, aucune signification ayant pour objet d'arrêter le paiement de la créance ne peuvent avoir d'effet en ce qui concerne la somme portée sur une ordonnance ou mandat de paiement s'ils sont notifiés au Receveur général des Finances après que le comptable a revêtu le titre de la mention datée « vu bon à payer » dans les conditions prévues par l'art. 3 du présent décret.

(1) Ces dispositions ont été étendues aux créanciers des établissements publics rattachés au budget de l'Etat et des communes par D. 30 novembre 1916.

---

## 23 octobre 1916

DÉCRET *instituant des associations de propriétaires d'olivettes.*

(J. O. 25 OCTOBRE 1916, 481)

ART. 1. Les propriétairsə et toutes personnes ayant à quelque titre que ce soit la jouissance ou l'administration d'olivettes pourront former librement une association destinée à assurer les opérations ayant trait à la garde de ces olivettes, à leur conservation, à leur gestion ou à la vente des produits.

2. Les associations seront administrées par des commissions composées de propriétaires d'olivettes adhérents dans les conditions prévues par les réglements propres à chaque association (1).

(1) V. A. P. M. 24 octobre 1916 réglementant les asssciations du contrôle civil de Sousse.

Chaque commission aura qualité pour proposer les dispositions à prendre dans le périmètre de l'association en vue de réglementer :

*a)* la police générale des plantations ;

*b)* le pâturage ;

*c)* la cueillette des olives ;

*d)* le transport, l'achat et la vente des olives pendant la durée de la cueillette ;

*e)* la part contributive de chaque propriétaire ou détenteur d'olivettes, proportionnelle au montant du canoun payé par chacun d'eux et plus généralement tout droit d'entrée, cotisations ou centimes additionnels aux impôts directs.

Ces dispositions seront sanctionnées par le Premier Ministre sur l'avis du conseil de contrôle et de perfectionnement prévu à l'article 3 du présent décret.

**3.** Il est institué à Tunis un conseil de contrôle et de perfectionnement de ces associations comprenant, sous la présidence du Secrétaire général du Gouvernement ou de son délégué, un fonctionnaire de chacune des Directions générales de l'Agriculture et des Finances, un fonctionnaire des Services économiques indigènes et un membre de la Djemaïa des habous.

Un fonctionnaire du Secrétariat général ou de la Direction générale de l'Agriculture remplit auprès de ce conseil les fonctions de secrétaire.

**4.** En attendant que leur réglementation ait pu être établie dans les conditions prévues à l'article 2 ci-dessus, les associations seront régies par arrêté réglementaire du Premier Ministre.

Jusqu'à la formation d'associations entre eux, les propriétaires dévolutaires et administrateurs d'olivettes obligatoirement soumis au régime de la ghaba seront régis par la législation en vigueur et par tous arrêtés réglementaires pris par le Premier Ministre pour la période transitoire.

**5.** Des coopératives oléïcoles ayant pour objet l'industrialisation des produits et tous travaux d'intérêt collectif pourront se constituer dans les formes et conditions déterminées par le décret du 4 juillet 1907 réglementant la constitution des coopératives agricoles.

Peuvent en faire partie, outre les personnes désignées à l'art. 1er, les industriels, fabricants, commerçants et, en général, toutes personnes vendant ou achetant des produits oléïcoles.

**6.** Les infractions aux arrêtés réglementaires pris en exécution du présent décret seront constatées par les agents assermentés soit de la force publique soit des associations et punies d'une amende de 20 à 100 fr. et d'un emprisonnement de six jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

En cas de récidive, l'amende pourra être élevée jusqu'à 200 francs et la prison jusqu'à 2 mois.

L'article 463 du Code pénal français et l'article 53 du Code pénal tunisien sont applicables aux infractions prévues au présent décret.

**7.** Les dispositions des art. 48 et 49 du décret du 15 décembre 1896 relatifs à la compétence des caïds en matière de police rurale seront applicables aux infractions commises dans les forêts des adhérents.

**8.** Les maris, pères, mères, tuteurs, maîtres, entrepreneurs de toute espèce seront civilement responsables des délits et contraventions commis par leurs femmes, enfants, pupilles, mineurs n'ayant pas plus de 20 ans et non mariés, domestiques, ouvriers, voituriers, bergers et autres subordonnés.

**9.** Sont abrogés les décrets des 17 avril 1906, 11 juin 1907, 29 juillet 1911, réglementant le pacage et le parcours dans les olivettes du Sahel.

---

## 24 octobre 1916

ARRÊTÉ *du Premier Ministre réglementant les associations de propriétaires d'olivettes de la circonscription du contrôle civil de Sousse.*

(J. O. 25 OCTOBRE 1916, 482)

ART. **1.** Les commissions chargées, par application de l'article 2 du décret du 23 octobre 1916, de l'administration des associations locales des propriétaires d'oliviers de la circonscription du contrôle civil de Sousse porteront le nom de commission locales de la Ghaba.

**2.** Le nombre des membres composant ces commissions sera proportionnel à celui des propriétaires et à l'importance de la forêt, sans qu'il puisse être inférieur à 6 ni supérieur à 12. Ne pourront être désignés comme membres que les propriétaires payant une cote de canoun de 25 francs au moins.

Les membres de ces commissions locales seront présentés par les notables ayant adhéré à l'association. Ils seront nommés par arrêté du Premier Ministre sur la proposition du caïd et après avis du contrôleur civil.

Font partie de droit des dites commissions les naïbs et oukils de la Djemaïa des habous.

Des amines dits « amines de la Ghaba » seront nommés par décret et assermentés ; ils seront désignés sur la proposition du caïd, au vu d'une liste de trois noms présentée par la commission locale. Ils assistent aux séances et prennent part aux délibérations avec voix consultative.

Un secrétaire comptable sera présenté par la commission à l'agrément du caïd ; il sera choisi autant que possible parmi les notaires du centres de l'association.

Les séances sont présidées par le khalifa ou le cheikh.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Le caïd remplit auprès des commissions les fonctions de délégué du gouvernement. Il transmet à l'administration générale les procès-verbaux des séances et après vérifications les comptes de gestion de chaque commission.

**3.** Les commissions de la ghaba se réunissent obligatoirement aux mois de mai et de septembre de chaque année, et facultativement, chaque fois que le président le juge utile, après en avoir référé au caïd, délégué du gouvernement.

**4.** Les commissions de la ghaba ont pour attributions, outre celles prévues à l'article 1er du décret du 23 octobre 1916 :

1° D'établir la liste des candidats aux fonctions d'amine de la ghaba ;

2° De présenter à la nomination du caïd les gardes permanents ;

3° De désigner les gardiens temporaires d'en fixer le nombre et la durée de leur surveillance ;

4° De fixer la rémunération de ces agents ainsi que celle du secrétaire comptable ;

5° D'examiner et de suggérer aux adhérents les mesures ayant pour but la conservation des oliviers, l'augmentation de leur rendement, l'amélioration des soins culturaux, les abonnements collectifs à l'eau, etc.

Lorsque la commission locale devra s'occuper de questions définies à l'alinéa précédent, le caïd devra en saisir le Gouvernement tunisien, avec indication de la date de la séance pour qu'un agent technique de l'Agriculture et un fonctionnaire des services économiques indigènes puissent y assister.

**5.** Le secrétaire comptable dresse les procès-verbaux des séances sur un registre coté et paraphé par le caïd et tient en recettes et dépenses la comptabilité de l'association.

Il est dépositaire provisoire des fonds destinés à la rémunération de l'amine et des gardes permanents et temporaires et assure le paiement de cette rémunération aux intéressés, défalcation faite, le cas échéant, en ce qui concerne les gardes temporaires, des retenues destinées à indemniser les propriétaires victimes de vols ou de dégâts, ainsi qu'il est prévu à l'article 9 ci-après. Il tient à cet effet : 1° un quittancier à souches ; 2° un registre de comptabilité en recettes et dépenses d'après un modèle uniforme arrêté par nous sur la proposition du contrôleur civil. Le secrétaire comptable aura droit à une indemnité mensuelle qui sera fixée par la commission locale.

**6.** A la réunion du mois de mai, le secrétaire comptable présentera à la commission le bilan de sa comptabilité appuyé de toutes les pièces justificatives.

Le président de la commission, après vérification et approbation des comptes par l'assemblée, les fera parvenir au caïd qui les transmettra au Gouvernement tunisien pour approbation définitive.

**7.** L'excédent des recettes sur les dépenses sera déposé à la Banque de l'Algérie en compte-courant au nom de la commission locale de la ghaba. Il ne pourra être retiré, en tout ou en partie, que sur acquit du président de la commission et contre signature du caïd, délégué du Gouvernement.

**8.** L'amine de la ghaba est chargé de la surveillance de la forêt ; il constate les délits ou contraventions et en adresse procès-verbal qu'il adresse au caïd pour être transmis à la juridiction compétente.

L'amine peut être secondé par un ou plusieurs gardes permanents choisis par lui, agréés par la commission locale et nommés par le caïd.

**9.** L'amine de la ghaba est, en outre, assisté pour la période de ramassage et de gardiennage, par des gardiens temporaires dé-

signés par la commission locale, sur la proposition de l'amine de la ghaba qui les répartira dans les différents secteurs de la forêt. Leur nombre sera fixé d'après l'importance de la forêt et celle de la récolte.

Conformément à l'usage établi, les gardiens temporaires sont pécuniairement et solidairement responsables, pendant la période de surveillance de la récolte, de tous les vols et de tous les dégâts commis dans le secteur des olivettes dont ils ont la garde. Leur serponsabilité est toutefois dégagée par l'arrestation du délinquant et lorsque les dommages sont causés par une force majeure, grêle, vent, foudre, sauterelles, etc. L'estimation des vols et des dégâts est faite sur la réquisition du caïd par un amine d'agriculcutre en présence de l'amine de la ghaba et des gardiens temporaires intéressés. Le montant des sommes mises ainsi à leur charge sera retenu sur leurs salaires.

**10.** Le pacage des chameaux, des chèvres, et des porcs est interdit, en toute saison, sur les terrains complantés d'oliviers et sur les terrains dits « meskats » de la circonscription.

Le pacage de ces animaux est également interdit sur les chemins traversant les olivettes et « meskats ». Les chameaux et les bœufs employés aux transports ou aux labours pourront cependant y pénétrer, mais devront au repos, être entravés ou attachés ; les chameaux devront, en outre, être muselés.

**11.** Le pacage des ovins et des bovins est également interdit, en toute saison, sur ces mêmes terrains, sauf les deux exceptions ci-après :

1° chaque famille pourra laisser pacager dans les olivettes dont elle est propriétaire ou dont elle a la disposition, à quelque titre que ce soit, cinq moutons ou brebis et cinq bœufs ou vaches, mais à la condition que ces animaux seront mis dans l'impossibilité de pénétrer dans les olivettes voisines par une clôture ou par tout autre moyen.

2° en cas de sécheresse persistante et de nécessité absolue, les propriétaires de moutons pourront être individuellement autorisés par le caïd à faire pacager leurs ovins dans les « meskats » qu'ils détiennent en qualité de propriétaires ou dont ils peuvent avoir la jouissance. Le caïd devra, lors de la délivrance de chaque autorisation, indiquer les mesures de protection à prendre pour préserver les olivettes voisines et aviser sans délai le contrôleur civil et le Gouvernement tunisien.

**12.** L'usage des fléaux et bâtons destinés à faciliter la cueillette des olives est rigoureusement interdit dans l'étendue des forêts d'oliviers de la circonscription.

**13.** La récolte devra être faite à la main et les ouvriers devront être munis d'échelles leur permettant d'atteindre et de cueillir les fruits se trouvant hors de portée.

Toutefois, en raison du très grand développement de certains oliviers, l'emploi d'une baguette flexible, n'excédant pas un mètre de longueur, est toléré pour la cueillette des fruits inaccessibles dans les conditions sus-indiquées.

**14.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article 6 du décret du 23 octobre 1916.

---

## 18 novembre 1916

DÉCRET *portant réglementation de la fabrication et de la vente des produits de la mouture du blé* (1).

(J. O. 22 NOVEMBRE 1916, 518)

.....

ART. 3. — Les produits de la mouture du blé ne pourront circuler, être détenus ou livrés qu'en sacs portant, soit sur eux mêmes, soit sur un scellé de plomb ou d'autre métal ou sur une étiquette, fixée de façon à ne pouvoir être volontairement détachée, le nom et l'adresse du minotier producteur.

Les indications inscrites en caractères apparents et sans abréviation doivent être complétées en ce qui concerne les farines autres que les farines pures de blé dur, et les farines de blé tendre blutées à 70 % pour la pâtisserie, par la mention « farine décret 1916 ».

**4.** Les minotiers doivent inscrire sur registre spécial, au fur et à mesure de l'entrée dans leurs moulins, les quantités de blé qu'ils achètent ou qui leurs sont cédées par l'administration, et, au fur et à mesure de la sortie de leurs moulins, les quantités de farine, semoule et tous produits qu'ils vendent.

---

(1) Les art. 3 et 4 du D. 18 nov. 1916 de même que l'art. 4 du D. 2 fév. 1917, ont été maintenus en vigueur par D. 14 mai 1917 art. 6 qui lui-même a été déclaré applicable à la récolte 1920 par D. 20 mai 1920.

Voir également A. 15 juin 1917, D. 16 avril 1918 art. 2 et D. 30 avril 1918.

Commission de contrôle des minoteries et boulangeries, A. 13 décembre 1916.

Ces inscriptions comportent notamment l'origine, la qualité et le prix de la marchandise, les noms et adresses des acheteurs.

Les boulangers et les pâtissiers doivent également inscrire sur un registre spécial au fur et à mesure des livraisons, les quantités de farine qu'ils achètent, avec l'indication des noms et adresses des vendeurs et du prix.

---

## 13 décembre 1916

DÉCRET *fixant les délais de prescription de l'action publique pour les infractions prévues par le titre III du Code pénal tunisien.*

(J. O. 20 DÉCEMBRE 1916, 558)

ART. 1. Pour les infractions prévues et réprimées par le livre III du Code pénal tunisien et pour les infractions prévues par nos décrets, à condition qu'elles soient punissables au maximum de 15 jours d'emprisonnement et de 20 francs d'amende, ou de l'une de ces deux peines seulement, l'action publique et l'action civile seront prescrites après une année grégorienne révolue, à compter du jour où elles auront été commises, même s'il y a eu procès-verbal, instruction ou poursuite, si, dans cet intervalle il n'est point intervenu de condamnations.

2. Les peines portées par les jugements rendus pour les infractions désignées à l'article précédent seront prescrites après deux années grégoriennes révolues, à compter du jour du jugement.

3. Les condamnations civiles portées par les jugements de l'espèce se prescriront d'après les règles établies par le code des obligations.

4. Les dispositions du présent décret ne dérogent point aux règles particulières relatives à la prescription des actions résultant de certaines contraventions.

---

## 26 décembre 1916

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances confiant au Receveur des Finances la gestion des dépôts et consignations de la Justice tunisienne.*

(J. O. 30-31 DÉCEMBRE 1916, 581)

ART. 1. A partir du 1er janvier 1917, le compte courant ouvert sous le nº 55 du registre F des dépôts dans les écritures de la Recette générale des Finances au directeur des Services judiciaires sera supprimé, et le Receveur général des Finances sera exclusivement chargé sous sa responsabilité et sous le contrôle du Directeur général des Finances de la gestion, tant en recette qu'en dépenses, sous un nouveau registre G, dénommé registre des dépôts et consignations de la justice indigène, des fonds jusque là administrés au compte 55 du registre F, c'est-à-dire :

1º des dépôts. consignations, offres réelles, sommes litigieuses ou frappées de séquestre, saisie-arrêt ou opposition, cautionnements de personnes à représenter en justice, recouvrements pour les bénéficiaires de titres de justice passés en force de chose jugée et, en général, de toutes sommes dont le dépôt est nécessité par les procédures suivies devant les tribunaux indigènes ou en exécution du décret du 17 juin 1901 ;

2º des sommes de l'espèce que le Cheikh El Medina de Tunis et les caïds recouvrent en vertu du décret du 19 avril 1909 à la requête directe de particuliers.

2. Le Receveur général des Finances a seul qualité pour recevoir notification des oppositions, cessions, délégations, transports, etc., qui peuvent affecter les sommes versées à sa caisse à titre de dépôts et consignations indigènes. Cette notification peut lui être faite soit par acte extrajudiciaire, soit par une simple lettre missive du Président du Tribunal ou du Directeur des Services judiciaires indigènes ; cette lettre missive lui est adressée en double original dont il renvoie l'un, revêtu de son accusé de réception, à l'autorité judiciaire de qui elle émane.

Si la notification émane d'un justiciable des tribunaux français, le Receveur général peut, s'il le juge utile, verser la somme grevée à la caisse des dépôts et consignations française, conformément au décret beylical du 5 février 1891.

3. Les sommes prévues à l'article premier sont versées à la recette générale des Finances avec indication de l'origine des fonds et de l'objet du versement, soit directement, soit par l'intermédiaire des receveurs des régies financières, du Cheikh El Medina ou des caïds.

Les versements ne peuvent être faits que sur réquisitions du Directeur des Services judiciaires, des présidents des tribunaux régionaux ou d'autres autorités judiciaires. Le Cheikh El Medina et les caïds font aussi des recouvrements en vertu des titres exécu-

toires qui leur sont remis par les particuliers intéressés. Ils délivrent récépissé extrait d'un registre à souche spécial de toute réquisition ou de tout titre exécutoire qui leur est remis aux fins de recouvrement.

**4.** Les réquisitions des autorités judiciaires indiquent le nom de la partie versante, l'objet du versement et la somme à verser. Elles sont extraites de registres à souche et conformes au modèle nº 1 ci-annexé.

Elles se composent de trois parties : à gauche, la souche ; au milieu, la réquisition proprement dite ; à droite, un certificat destiné à être revêtu par le Receveur général ou le receveur de la régie financière de la date et du numéro de son encaissement et remis ensuite à la partie versante qui le représente à l'auteur de la réquisition.

Les réquisitions de versement sont inscrites par le Receveur général des Finances au registre G sous un compte spécial au dépôt et à tous ceux intéressant la même affaire et désignés par un numéro d'une série ininterrompue, annotées de la date et du numéro de cette inscription et classées dans un dossier spécial à chaque affaire.

**5.** Le Receveur général des Finances délivre un récépissé à souche visé au contrôle de la Direction générale des Finances, savoir :

1º de ses encaissements directs. Le récépissé, timbré s'il y a lieu, est, séance tenante, délivré à la partie versante et rappelle la date et le numéro de la réquisition d'encaissement ;

2º de tout versement qui lui est fait par l'intermédiaire d'un receveur d'une régie financière. Le récépissé non timbré énonce l'autorité judiciaire qui a émis la réquisition et le receveur des contributions diverses ou des douanes qui a transmis le versement : il est provisoirement conservé au dossier de l'affaire ;

2º de tout versement qui lui est fait par le Cheikh El Medina ou un caïd, directement ou par l'intermédiaire d'une caisse de réserve. Le récépissé non timbré est remis au Cheikh El Medina ou au caïd.

Il fait recette de ses encaissements et des versements qui lui sont faits dans les conditions prévues au présent article au crédit du compte ouvert à l'affaire au registre G.

**6.** Les receveurs des régies financières font recette des versements qui leur sont faits en exécution du présent arrêté, à titre de fonds de subvention reçus du Receveur général des Finances, auquel ils en donnent immédiatement avis par l'intermédiaire du receveur principal de leur service, au moyen de la formule verte réglementaire à laquelle ils annexent la réquisition du versement.

Ils délivrent à la partie versante une quittance à souche, timbrée s'il y a lieu, du montant du versement et, si le versement leur est fait en vertu d'une réquisition, autrement que par un caïd, l'avis de recette détaché de la réquisition. Cette quittance ainsi, d'ailleurs que la formule verte, indique les noms et qualités de la partie versante et, s'il y a lieu, l'autorité judiciaire de qui émane la réquisition de versement. Il y est spécifié que le versement est fait à destination du registre G de la Recette générale des Finances. L'avis de recette et la quittance à souche sont représentés par la partie versante à l'autorité judiciaire qui a émis la réquisition : cette autorité lui restitue la quittance et conserve l'avis de recette à toutes fins utiles.

Dès réception de la réquisition de versement annexée à la formule verte réglementaire, le Receveur général des Finances en fait l'usage prévu par l'article 4.

**7.** Le Cheikh El Medina de Tunis et les caïds délivrent obligatoirement aux parties versantes, en exécution de l'article premier du décret du 19 avril 1909, un reçu à souche, timbré s'il y a lieu, de toutes les sommes qu'ils recouvrent en exécution du présent arrêté et de celles qui leur sont versées par les créanciers à titre de provisions pour frais de poursuites.

Il leur est interdit de faire d'office aucune distribution du montant qu'ils doivent comprendre intégralement dans leur plus prochain versement à la Recette générale des Finances ou à la caisse de réserve locale, des sommes qu'ils ont recouvrées sur réquisition des autorités judiciaires et de celles qu'ils ont recouvrées à la requête directe des créanciers.

Ils peuvent toutefois employer les sommes qu'ils ont reçues à titre de provision pour frais de poursuites.

Le Cheikh El Medina et les caïds joignent à leur comptabilité mensuelle avec un relevé récapitulatif conforme au modèle nº 2 ci-annexé les réquisitions du Directeur des

Services judiciaires, des présidents des tribunaux régionaux ou autres autorités judiciaires, en vertu desquelles ils ont opéré les recouvrements dont ils ont versé le montant à la recette générale ou aux caisses de réserve et des quittances des parties prenantes pour les sommes payées par eux par prélèvement sur les provisions.

Le Cheikh El Medina et les caïds ont droit, sur les recouvrements qu'ils effectuent en vertu du présent arrêté, à la remise de 2 % prévue par l'article 3 du décret du 19 avril 1909 précité. Ils prélèvent cette remise sur les sommes qu'ils recouvrent, ne versent que le net à la Recette générale des Finances ou à la caisse de réserve locale, et se délivrent à eux mêmes une quittance de cette remise qu'ils détachent du quittancier spécial et produisent à l'appui de leur comptabilité mensuelle à la Direction générale des Finances.

Au vu de la comptabilité mensuelle du Cheikh El Medina et des caïds, le Directeur général des Finances prend les mesures nécessaires pour que leurs recouvrements soient pris en recette par le Receveur général des Finances au crédit du registre G pour le montant brut et pour que les sommes qui leur sont attribuées à titre de remises soient prises simultanément en dépenses au débit du même registre.

**8.** Le Receveur général des Finances a seul qualité pour disposer des fonds au débit du Registre G, même de ceux recouvrés par le Cheikh El Medina et les caïds à la requête directe des créanciers intéressés. Il appartient aux tiers qui prétendent à l'attribution de ces fonds de fournir au Receveur général des Finances la justification des motifs de leur demande et de leurs droits, qualités et capacité civiles. Leur demande doit être accompagnée des récépissés et quittances de versement des sommes dont ils sollicitent l'attribution.

Si les justifications produites paraissent insuffisantes au Receveur général, il les fait compléter sauf, en cas de difficultés, à renvoyer les parties à se pourvoir devant le Directeur des Services judiciaires qui, suivant le cas, statue directement ou requiert le tribunal ou le magistrat compétent de se prononcer sur les points litigieux.

Le Receveur général des Finances délivre aux tiers dont les prétentions et les qualités lui paraissent justifiées ou sont établies par la procédure prévue ci-dessus, et dans la limite de l'actif de l'affaire, des bons de paiement conformes au modèle nº 3 ci-annexé, extraits d'un registre à souche. Il en fait séance tenante mention sur le registre G sous l'article relatif à l'affaire. Après paiement, il l'inscrit au débit dudit article.

Si le bénéficiaire n'habite pas Tunis, le Receveur général des Finances vise l'autorisation de paiement payable sur la caisse du receveur local des contributions diverses ou des douanes qui, après paiement, la verse comme argent comptant au Receveur général des Finances, lequel mentionne le paiement suivant ce qui lui est prescrit par l'alinéa précédent.

**9.** Le Receveur général des Finances établit dans les dix premiers jours de chaque trimestre la situation, article par article, du registre G à la fin du trimestre précédent ; la balance totale de cette situation doit concorder avec la balance globale du registre G accusée par la comptabilité générale. Cette balance globale est adressée en deux exemplaires au Directeur des Services judiciaires qui renvoie l'un d'eux à la Recette générale des Finances, revêtu, s'il y a lieu, de ses observations.

**10.** Les fonds du registre G sont gérés sans frais et ne produisent pas d'intérêts.

**11.** Dès qu'il sera en mesure de le faire, le Directeur des Services judiciaires remettra au Receveur général des Finances un état présentant le détail par affaire des sommes composant le solde des dépôts et consignations dont il aura eu la gestion jusqu'au 31 décembre 1916. Le Receveur général en encaissera le montant au crédit du registre G pour l'administrer et l'employer en dépense dans les formes prescrites par le présent arrêté. En attendant, aucune des sommes comprises dans ledit solde ne pourra être mandatée.

---

## 27 décembre 1916

DÉCRET *concernant la prophylaxive des principales maladies contagieuses.*

(J. O. 30-31 DÉCEMBRE 1916, 577)

ART. 1. Tout médecin, tout pharmacien, toute sage-femme, tout chef de famille, tout logeur, tout agent de l'autorité et en général toute personne qui, par ses fonctions, aura

connaissance d'un cas de l'une des maladies suivantes : choléra, peste, fièvre typhoïde, typhus, variole, est tenu d'en faire, sans délai la déclaration. Celle-ci sera faite à Tunis, au bureau municipal d'hygiène, dans l'intérieur au Contrôle civil, soit directement, soit par l'intermédiaire des cheikhs qui en aviseront d'urgence le médecin de colonisation et le Secrétaire général de Gouvernement tunisien.

**2.** Lorsque le médecin chef du bureau d'hygiène de Tunis ou le médecin de colonisation ont connaissance qu'un cas d'une des maladies visées à l'article précédent n'a pas été déclaré et n'est pas soigné par un médecin, ils visitent eux-mêmes le malade.

**3.** Dans chaque cas, ils apprécient, s'il y a lieu à désinfection et, en outre, si le malade doit être isolé. Si l'isolement peut être assuré à domicile, ils fixent les conditions et la durée de cet isolement ; dans le cas contraire, ils ordonnent d'office le transport du malade dans un établissement hospitalier.

Lorsqu'il s'agit de maladies qui peuvent être transmises par des individus sains ou convalescents porteurs de germes, ils recherchent ces porteurs sains ou convalescents et proposent les mesures d'isolement nécessaires à leur égard.

**4.** Lorsqu'un cas de variole a été constaté, les médecins chargés du service d'hygiène s'assurent que l'isolement des malades et suspects est réalisé dans de bonnes conditions ; ils procèdent d'urgence et d'autorité à la vaccination et à la revaccination générales, de façon à immuniser l'entourage.

**5.** Si les circonstances exigent l'application de mesures non prévues au présent décret, il en est rendu compte au Secrétariat général du Gouvernement tunisien pour être statué après avis du conseil consultatif d'hygiène.

**6.** Toute infraction aux dispositions du présent décret sera punie d'une amende de un à cinq francs. Il en sera de même de l'inexécution des mesures prescrites pour son exécution.

Toute opposition, tout obstacle à l'application du décret ou des mesures prescrites pour son exécution sera punie d'une amende de 16 à 400 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à un mois.

En cas de récidive dans l'année, les peines ci-dessus prévues pourront être portées au double.

Le tout sans préjudice de l'exécution immédiate des mesures sanitaires ordonnées. L'article 463 du Code pénal français et l'article 53 du Code pénal tunisien sont applicables aux infractions prévues par le présent décret.

## 15 janvier 1917

DÉCRET *portant modification à la composition des commissions locales d'évaluation en matière de réquisition par l'autorité militaire.*

(J. O. 13-17 JANVIER 1917, 40)

ART. UNIQUE. Le § 2 de l'art. 11 du décret du 22 octobre 1900 est ainsi complété :

« Ces commissions comprennent trois mem-« bres :

« Le contrôleur civil ou son suppléant, pré-« sident ; un officier subalterne ou d'adminis-« tration désigné par l'autorité militaire ; un « fonctionnaire indigène désigné par le Gou-« vernement tunisien.

« Lorsqu'il s'agira de réquisitions effec-« tuées par l'autorité maritime, l'officier su-« balterne ou d'administration sera remplacé « par un officier d'un des corps de la marine, « désigné par l'autorité maritime.

« En matière de réquisition de vin ou au-« tres produits ou denrées ne rentrant pas « dans l'alimentation des indigènes, le fonc-« tionnaire indigène sera remplacé par un mem-« bre français désigné par le Gouvernement « tunisien ».

## 2 février 1917

DÉCRET *fixant les conditions de fabrication et de vente des produits de la mouture du blé* (1).

(J. O. 3 FEVRIER 1917, 74)

.....

**4.** Les minotiers doivent inscrire sur un registre spécial, au fur et à mesure de l'entrée dans leurs moulins, les quantités de blé qu'ils achètent ou qui leur sont cédées par l'administration et, au fur et à mesure de la sortie de leurs moulins, les quantités de farines, semoules et sous-produits qu'ils vendent. Ces inscriptions comportent notamment l'origine, la qualité et le prix de la marchandise, les noms et adresses des acheteurs.

Les boulangers, les fabricants de pâtes alimentaires et les pâtissiers doivent également inscrire sur un registre spécial, au fur et à mesure des livraisons, les quantités de farines qu'ils achètent, avec indication des noms et adresses des vendeurs et du prix.

(1) L'art. 4 du D. 2 février 1917, de même que les art. 3 et 4 du D. du 18 nov. 1916, a été maintenu en vigueur par D. 14 mai 1917 art. 6, qui lui-même a été déclaré applicable à la récolte 1920 par D. 20 mai 1920. Voir également A. 15 juin 1917, D. 16 avril 1918, art. 2 et *D.* 30 *avril* 1918. Commission de Contrôle des minoteries et boulangeries, *A.* 13 *déc.* 1916.

Les stocks de blé existants dans les moulins au jour de la promulgation du présent décret seront inventoriés contradictoirement entre les minotiers et l'administration des Finances, et les minotiers devront verser au compte de ravitaillement le bénéfice supplémentaire que la mouture de ce stock de blé sous le régime nouveau résultant du présent décret doit leur rapporter.

.....

## 17 février 1917

DÉCRET *relatif au régime des sucres*

(J. O. 17 FEVRIER 1917, 99)

ART. 1. Chaque fois que le Gouvernement est amené à augmenter le prix des sucres qu'il met en vente pour le ravitaillement de la Régence, les négociants détenteurs de sucre sont tenus de verser au Trésor, sur les stocks qu'ils détiennent, la différence entre les anciens et les nouveaux prix de vente aux consommateurs tels qu'ils sont fixés par arrêtés de notre Directeur général des Finances, dans les conditions prévues par notre décret susvisé du 27 mars 1916.

A cet effet, tout détenteur ou dépositaire d'une quantité de sucre supérieure à quinze quintaux est tenu d'en faire, verbalement ou par écrit, la déclaration au receveur local des contributions diverses dans la journée même de la publication des arrêtés de notre Directeur général des Finances fixant les nouveaux prix de vente. D'autre part, les agents des Finances sont autorisés, sans attendre les déclarations prévues par le présent article, à entrer avec l'assistance d'un représentant de la police dans les dépôts de sucres, et à y constater l'existence des stocks visés par cet article.

2. Les infractions aux dispositions du présent décret seront constatées et punies conformément aux dispositions de la législation en vigueur en matière de monopole et à celles du décret du 21 août 1915.

## 22 février 1917

ARRÊTÉ *du Directeur général de l'Agriculture relatif aux mesures à prendre pour prévenir les incendies en forêt* (1).

(J. O. 28 FEVRIER 1917, 114)

ART. 1. Pendant la période du 1er mai au 15 novembre, les habitations, bâtiments d'exploitation, abris en maçonnerie, situés à l'intérieur des forêts, ou dans des terrains en nature de broussailles, situés dans une zone de 500 mètres s'étendant, sans solution de continuité, jusqu'au périmètre des forêts, et dans lesquels il sera fait usage du feu, pour les besoins domestiques ou industriels, devront être entourés d'une tranchée de 30 mètres de largeur au minimum, débarrassée de toute végétation, et, si cette condition est jugée indispensable par le service forestier, de tous bois d'essence résineuse.

Cette tranchée sera constamment entretenue en parfait état de nettoiement, et il n'y sera fait aucun dépôt de matières combustibles.

2. Dans les abris, gourbis, tentes, camps, chantiers, ateliers, et généralement toutes installations temporaires régulières quelconques, situés dans les mêmes zones, l'emploi du feu ne sera autorisé du 1er mai au 15 novembre que pour la cuisson des aliments.

Les foyers seront entourés d'un mur en pierres sèches de 1 mètre de hauteur, avec une seule ouverture de 0m80, au maximum, ou creusés dans le sol, à une profondeur minima de 0m50 avec emploi des déblais pour la formation d'un remblai de 0m50 de hauteur, autour de la fosse.

Ces foyers seront en outre entourés d'une tranchée de 15 mètres de largeur, ouverte et entretenue comme il est stipulé à l'article 1er.

3. Dans les mêmes zones et pendant la période du 1er mai au 15 novembre, le maintien en activité des fours à minerais pourra être autorisé, par des arrêtés spéciaux du Directeur général de l'Agriculture, qui fixeront, pour chaque cas, les mesures de précaution à observer.

4. Pendant la période du 1er mai au 15 novembre, toute incinération de broussailles, chaumes et végétaux quelconques est formellement interdite dans la zone de 1.000 mètres autour des forêts et des massifs de broussailles s'étendant, sans solution de continuité, jusqu'à leur périmètre.

5. Du 15 novembre au 1er mai, et dans la même zone, les incinérations ne pourront être effectuées sans que la déclaration en ait été faite, quinze jours francs à l'avance, au bureau du contrôle civil.

Cette déclaration indiquera l'emplacement et l'étendue approximative de l'incinération, la nature des végétaux à incinérer et la date choisie pour l'incinération ; cette date sera portée, par les soins du déclarant, à la connaissance des propriétaires et occupants rive-

(1) V. D. 23 novembre 1915, art. 36.

rains, huit jours francs au moins avant le jour de la mise à feu.

Le contrôleur civil donnera récépissé de la déclaration, et, si l'incinération doit être pratiquée dans la zone de 200 mètres d'une forêt domaniale, en adressera immédiatement copie au chef de la circonscription forestière.

Le contrôleur civil en ce qui concerne les terrains situés en dehors de la zone de 200 mètres et le chef de la circonscription forestière en ce qui concerne les terrains situés dans cette zone, pourront imposer au déclarant indépendamment des mesures de précaution que ce dernier croira devoir adopter, toutes conditions qu'ils jugeront indispensables pour la protection des propriétés et forêts voisines telles qu'ouverture de tranchées, fixation du nombre de travailleurs, heures des mises à feu, etc., etc.

Ils prendront en même temps toutes mesures nécessaires pour faire veiller, en temps utile, à l'exécution des mesures imposées.

Les délégués du contrôleur civil ou du chef de circonscription forestière pourront imposer de nouvelles mesures de précaution au cours de l'opération et même la suspendre si les conditions atmosphériques la rendaient manifestement dangereuse.

Si les circonstances atmosphériques le permettent les incinérations prévues au présent article pourront être effectuées sur avis favorable du service des forêts pendant le mois de mai et du 1er au 15 novembre.

**6.** Pendant la période du 15 août au 15 novembre, l'incinération des chaumes et végétaux quelconques sur pied pourra être effectuée dans les terrains situés en dehors de la zone de 1.000 mètres définie à l'article 4 sous les conditions suivantes :

1° le propriétaire entourera le terrain à incinérer d'une zone de protection de trente mètres de largeur, complètement débarrassée de toute végétation ;

2° il fera une déclaration au contrôle civil, 15 jours francs avant le jour de la mise à feu, indiquant l'emplacement, la surface approximative de l'incinération et la nature des végétaux à incinérer.

3° il préviendra les propriétaires et occupants riverains huit jours francs au moins, avant le jour de la mise à feu.

Le contrôleur civil pourra, dans tous les cas, s'opposer à la mise à feu, s'il la juge dangereuse.

**7.** Dans les régions forestières et pour éviter les mises à feu volontaires, ayant pour objet la régénération de parcours, ou des nécessités agricoles, l'administration aura la faculté d'assurer elle-même d'office et en toute saison la régénération de ces terrains.

Les travaux seront effectués d'après les plans qui seront arrêtés de concert entre les contrôleurs civils et les chefs de circonscriptions forestières.

**8.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par les personnes habilitées à cet effet aux termes de l'art. 59, du décret du 23 novembre 1915 et seront passibles des pénalités édictées par l'art. 37 du même décret.

## 24 mars 1917

DÉCRET *autorisant la réquisition des combustibles et des usines de transformation des combustibles.*

(J. O. 24 MARS 1917, 155)

ART. **1.** Peuvent être réquisitionnés, dans les conditions et sous les pénalités prévues par les décrets des 14 août et 20 octobre 1914, les produits ci-après :

Pétroles, essences de pétrole, charbons de terre, lignites et tous autres combustibles employés pour la marche des machines à vapeur et des moteurs de toute nature.

Peuvent également être réquisitionnées dans les mêmes conditions les usines et installations quelconques servant à la transformation des combustibles, avec tout leur matériel et leurs accessoires. *(Ainsi complété par décret du* 16 *avril* 1917*)*.

**2.** Le prix des produits réquisitionnés est, en cas de désaccord, fixé par une commission d'évaluation composée du contrôleur civil ou de son délégué, président, d'un représentant de la Direction générale des Travaux publics et d'un industriel ou commerçant désigné par le contrôleur civil.

## 5 avril 1917

ARRÊTÉ *du Directeur de l'Office postal au sujet des importations par la poste des matières d'or et d'argent.*

(J. O. 7-11 AVRIL 1917, 177)

ART. **1.** Les importations par la voie de la poste (colis postaux et chargements, boîtes de valeur déclarée), d'ouvrages d'or et d'argent, sont actuellement centralisées par les soins de l'Office postal sur les bureaux de poste de Tunis-Colis Postaux et Tunis-Recette

principale. Dnns chacun de ces bureaux elles sont classées en deux catégories :

1° les envois à destination de Tunis et des lieux compris dans la circonscription postale de Tunis ;

2° ceux adressés à des destinataires habitants les autres villes ou localités de la Régence.

**2.** Les colis et boîtes de la première catégorie sont transportés au bureau de la garantie, en vue de l'accomplissement des formalités de garantie, après que les destinataires ont été avisés par les soins de l'Office postal du jour et de l'heure des opérations

Les formalités sont remplies à l'heure fixée, que le destinataire ou son fondé de pouvoir, accrédité par une procuration régulière, soit présent ou non.

Dans le premier cas, le colis ou la boîte est livré au destinataire ou à son fondé de pouvoirs par l'agent des postes, contre décharge régulière, sous les yeux et en présence de l'agent de la garantie, chargé de l'ouverture et de la vérification du contenu, contradictoirement avec le destinataire ou son représentant. Le rôle de l'agent des postes est terminé dès que décharge du colis ou de la boîte lui a été donnée.

Dans le second cas, l'ouverture est effectuée par l'agent de la garantie en présence, de l'agent des postes. Après accomplissement des formalités et reconstitution des boites, ces envois sont remis à l'agent des postes pour être délivrés aux destinataires, à domicile, par les soins du service postal.

Lorsque l'admission temporaire est réclamée, la remise est faite également au préalable par le service postal à l'ayant-droit, à charge pour celui-ci de remplir les formalités spéciales à l'admission temporaire, sans que l'Office postal ait à intervenir.

Sous réserve des exceptions qui viennent d'être spécifiées (livraison préalable au destinataire ou admission temporaire) l'Office postal est chargé du recouvrement des droits de douane ou de garantie dont les envois sont frappés.

**3.** Les colis-postaux ou boîtes de valeur déclarée de la seconde catégorie sont transportés, dès leur arrivée aux bureaux de Tunis-Colis Postaux ou de Tunis-Recette principale, par le service des postes, au bureau de la garantie, en vue de l'accomplissement d'office des formalités de garantie.

Après accomplissement de ces formalités en présence d'un agent des postes, les envois dûment reconstitués, sont restitués au service postal pour être dirigés sur leur destination et livrés par ses soins, contre paiement des droits de douane ou de garantie dont ils sont frappés.

**4.** Au cas où les envois n'auraient pu être délivrés, ils sont retournés à l'envoyeur par l'Office postal après accomplissement, par les soins de ce service, des formalités nécessaires au bureau de la garantie.

**5.** Le présent arrêté entrera en vigueur le premier mai 1917.

**6.** Est abrogé à partir du premier mai 1917 l'arrêté du 4 octobre 1906.

---

## 21 avril 1917

DÉCRET *français réduisant le droit d'entrée perçu en France sur le plomb d'origine et de provenance tunisiennes* (1).

(J. O. 9 MAI 1917, 237)

ART. **1.** Les droits d'entrée sur le plomb originaire et provenant de Tunisie sont fixés ainsi qu'il suit :

Minerais, mattes et scories de toutes sortes, contenant plus de 30 % de métal, sans limitation de quantités, 13 centimes les 100 kilos.

Plomb en masses brutes, saumons, barres ou plaques, non argentifère, jusqu'à concurrence d'un contingent trimestriel, 35 centimes les 100 kilos.

La quantité de plomb trimestriellement admissible au droit réduit est fixée, en principe, à 80.000 quintaux ; mais ce crédit pourra être modifié, par décret, pour chaque période de trois mois.

---

## 7 mai 1917

DÉCRET *étendant l'interdiction de la consommation de l'alcool à d'autres boissons fermentées dans le territoire de Tozeur.*

(J. O. 16 MAI 1917, 245)

Dans le but de compléter les mesures édictées par le décret du 28 juin 1913 et en vue de combattre plus efficacement le développement de l'alcoolisme résultant de l'abus des boissons alcooliques ou fermentées dans le territoire de l'annexe du contrôle civil de Tozeur ;

ART. **1.** La prohibition d'importation, d'introduction, de fabrication, de transit, de circulation, de consommation, de vente ou de cession même à titre gratuit et généralement de détention à quelque titre que ce soit qui, en exécution du décret du 28 juin 1913, frappe, dans le territoire du contrôle civil de Tozeur, annexe de celui de

(1) Confirmé par L. fr. du 7 janvier 1918.

Gafsa, l'alcool, les spiritueux, les boissons et produits alcooliques de toute nature, les essences, alcoolats, teintures et extraits concentrés, naturels ou artificiels, destinés ou pouvant être utilisés pour la préparation des boissons alcooliques, est étendue.....
..... (1)
au lagmi (boisson provenant de la fermentation de la sève du palmier) et, d'une manière générale, à tous liquides alcooliques obtenus par la fermentation des raisins, pommes, poires, figues, caroubes, dattes, grains et de toutes substances saccharifères ou similaires.

Est maintenue l'interdiction dans le même territoire, de la fabrication, de l'introduction, de l'usage et généralement de la détention à quelque titre que ce soit, d'appareils ou portions d'appareils de distillation ou de rectification.

2. Dans un délai de huit jours à compter de la promulgation du présent décret, tous détenteurs y compris les fabricants d'alcool, de spiritueux, de boissons fermentées et de tous produits quelconques énumérés à l'article 1er, ainsi que les détenteurs et fabricants d'alambics ou de fractions d'alambics et d'appareils quelconque servant à la production de l'alcool, devront faire par écrit à la Recette des contributions diverses de la circonscription dans laquelle ils se trouvent, la déclaration détaillée des quantités en poids, nombre ou volume, en nature, espèce et richesse alcoolique — en ce qui concerne les spiritueux — des dits produits ou objets détenus par eux dans toute l'étendue du territoire sus-délimité.

Ces produits et objets qui seront pris en charge, par chaque détenteur, à un compte individuel dont un double sera suivi par les agents de l'Administration des Finances devront être conservés intacts et représentés à toute réquisition des dits agents.

Toute modification en espèce ou quantité constatée sur les produits et objets pris en charge constituera une contravention qui sera relevée par un procès-verbal.

Sous réserve des dispositions faisant l'objet de l'article 3 ci-après, ces produits d'objets devront être expédiés en dehors du territoire sus-désigné sous le lien d'acquits-à-caution dans un délai d'un mois en ce qui concerne les alcools et produits alcooliques et boissons fermentées visés à l'article 1er du présent décret et dans un délai de six mois pour le matériel de distillation et de rectification.

En aucun cas, les droits afférents aux produits ci-dessus visés ne seront restitués.

3. A titre de tolérance toujours révocable et sans que l'Administration ait à en motiver le retrait et sous réserve de toutes les mesures de contrôle qui paraîtront nécessaires, des autorisations individuelles peuvent être accordées pour les différentes opérations interdites par l'article 1er comme aussi pour la consommation personnelle et, d'une manière générale, la détention des produits, et appareils mentionnés au dit article. La demande en obtention de ces autorisations doit être formulée par écrit et adressée au contrôleur civil suppléant en résidence à Tozeur qui statue et notifie sa décision aux agents locaux de l'Administration des Finances.

Les sujets tunisiens ou assimilés ne peuvent toutefois être admis à bénéficier des tolérances ci-dessus énoncées.

4. Les infractions aux dispositions du présent décret et des arrêtés pris pour son exécution sont constatées par procès-verbaux et punies en outre, de la confiscation des produits, des appareils de distillation ou de rectification, des récipients et des moyens ou ustensiles de fabrication, de consommation, de vente ou de transport, d'une amende de 16 à 500 francs ou d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois.

En cas de récidive dans le délai d'un an, l'amende ne peut être inférieure à 200 fr. et la peine d'emprisonnement à un mois.

Les co-auteurs ou complices sont personnellement passibles des mêmes peines que l'auteur principal.

Dans tous les cas, les auteurs principaux, co-auteurs et complices d'un même délit sont tenus solidairement des amendes et confiscations prononcées, même divisement contre eux, et des dépens.

Les peines édictées pour les infractions au présent décret sont indépendantes de celles qui seraient encourues simultanément pour contravention soit à la législation fiscale, soit aux règlements généraux ou spéciaux qui régissent, en toutes matières, le terri-

(1) Prohibition rapportée en ce qui concerne les vins naturels cidres, poirés, bières et lagmi non fermentée, par *D.* 31 *déc.* 1919. Les autres dispositions sont expressément maintenues par le même décret.

toire de l'annexe du contrôle civil de Tozeur.

**5.** Les infractions peuvent être constatées, par les agents de la force publique, les agents des régies financières et tous autres fonctionnaires ayant qualité pour verbaliser et, dans l'étendue du périmètre des localités érigées en communes, par les agents municipaux assermentés.

Les agents verbalisateurs peuvent pratiquer, la saisie réelle des produits, des appareils, des récipients et des moyens ou ustensiles de fabrication, de consommation, de vente ou de transport.

**6.** Pourra être immédiatement fermé, soit à titre définitif, soit pour une durée déterminée, tout débit ou établissement de vente de boissons, soit à consommer sur place, soir à emporter, dans lequel seront découverts en quelque quantité que ce soit, un ou plusieurs des produits énumérés à l'article 1er du présent décret que le propriétaire de l'établissement n'aura pas été autorisé à détenir.

La fermeture de l'établissement est prononcée, en ce qui concerne les débits ou établissements de vente de boissons à consommer sur place, par notre Premier Ministre, sur la proposition du contrôleur civil suppléant, chef de l'annexe de Tozeur et, en ce qui concerne les débits ou établissements de vente de boissons à emporter, par le contrôleur civil suppléant ci-dessus désigné. Avis de cette décision est immédiatement donné aux agents locaux de l'Administration des Finances.

**7.** Les alcools dénaturés dans les conditions et pour les usages indiqués aux décret et arrêtés du 2 mars 1908, les produits à base d'alcool exclusivement médicamenteux ou pharmaceutiques ainsi que les parfums et eaux de senteur ne sont pas visés par le présent décret.

**8.** Sont maintenues dans le territoire de l'annexe du contrôle de Tozeur, sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux prescriptions du présent décret, les dispositions du décret du 2 mars 1908, modifié par les décrets des 31 décembre 1909, 10 janvier 1911 et 30 juin 1916 ainsi que des arrêtés pris pour leur exécution relatifs au régime fiscal de l'alcool et des produits alcooliques de toute nature.

Ces dispositions sont rendues applicables, sous la même réserve, aux vins, cidres, poirés, hydromels, bières et autres boissons fermentées dont la fabrication, la détention, la vente ou la cession et la circulation peuvent être autorisées dans le territoire susvisé.

**9.** Sont et demeurent abrogées les dispositions des articles 2, 3, 5 et 7 du décret du 28 juin 1913 relatif à l'interdiction de la consommation de l'alcool dans le territoire de l'annexe du contrôle civil de Tozeur.

**10.** Toutes les dispositions du décret du 3 octobre 1884 non contraires à celles qui précèdent continueront à être appliquées.

**11.** Notre Premier Ministre et notre Directeur général des Finances sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur immédiatement.

Le Directeur général des Finances est autorisé à prendre tous arrêtés pour son application.

---

## 14 mai 1917

DÉCRET *relatif aux achats de blé par l'Etat*
(J. O. mai 1917)

.....

ART. 2. Sous réserve des modalités à spécifier, s'il y a lieu, par arrêté, aucun transport de blé, en quelque quantité que ce soit ne peut, sous peine de confiscation d'office du chargement et des moyens de transport, avoir lieu, s'il n'est pas accompagné d'un titre de mouvement délivré par l'Administration des Finances ou que le transporteur peut se délivrer à lui-même sur des formules dont il lui appartient de se munir préalablement auprès de cette Administration.

Un arrêté spécial réglementera la nature et le mode d'emploi et de décharge des titres de mouvement.

**3.** Nul ne peut constituer un dépôt quelconque de blé, en silo, en magasin, dans un domicile privé, etc., sur n'importe quel point de la Régence, sans l'avoir notifié à l'Administration des Finances. A défaut de notification, le dépôt est réputé clandestin et le blé confisqué sans préjudice des sanctions prévues par l'article 9 ci-après.

L'Administration des Finances a d'ailleurs le droit d'obliger le déposant à diriger sur Tunis ou tout autre point désigné la portion de ce dépôt qui excède le stock nécessaire tant pour la consommation du déposant et celle de sa famille, de ses khammès

et de ses ouvriers agricoles jusqu'à la récolte de 1918 que pour ses semences de la campagne agricole 1917-1918. En cas de divergence d'appréciation sur l'importance de ce sotck, la contestation est tranchée sans recours, le Directeur général de l'Agriculture entendu, par notre Premier Ministre si les producteurs sont indigènes et par notre Secrétaire général du Gouvernement s'il s'agit de producteurs européens.

**4.** Tout producteur de blé est, à peine d'être passible envers l'Etat de dommages-intérêts égaux au double du prix des grains manquants tel qu'il est fixé par l'article 7 ci-après et sans prèjudice des sanctions prévues à l'article 9 qui suit, tenu de réserver à l'Etat et, dès lors, de lui livrer un mois au plus tard après le battage, à l'endroit indiqué pour la réception, la partie excédant le stock nécessaire pour sa consommation et celle de sa famille, de ses khammès et de ses ouvriers agricoles, jusqu'à la récolte de 1918, et pour ses semences de la campagne agricole 1917-1918, de sa production évaluée sauf preuve contraire, d'après les constatations des contrôleurs de recensement de la Direction générale des Finances qui auront établi l'assiette de l'achour des céréales de 1917.

Jusqu'à livraison de cet excédent à l'Etat, le producteur est tenu de le conserver sur son aire, et de le représenter à toute réquisition des agents de notre Gouvernement ou des autorités militaires françaises. Les cheikhs et les autres producteurs du cheikhat sont solidaires de cette obligation.

Sera libéré des obligations qui précèdent le producteur qui justifiera, dans les formes réglementées par arrêtés, avoir vendu son blé, soit dans sa propriété, soit sur un marché public, soit dans les locaux ou magasins de son cessionnaire, à un tiers, meunier, commerçant ou autre, substitué à ses obligations.

**5.** Tout acquéreur de blé, cessionnaire gratuit ou détenteur à quelque titre que ce soit est, de plein droit, dès l'instant où il prend livraison de ce blé, substitué aux obligations du producteur en ce qui concerne ce blé dont il devient dépositaire et entrepositaire pour le compte de l'Etat. Il doit le diriger par les voies les plus directes et les plus rapides sur Tunis ou exceptionnellement sur les points définis par arrêtés, dans le délai de quinze jours de la date où il a pris livraison augmenté de la durée du trajet. Il doit, par application des dispositions et sous les sanctions prévues à l'article 3 ci-dessus, notifier par avance à notre Directeur général des Finances le lieu où il compte l'entreposer où même le déposer temporairement si, avant son arrivée à destination, ce blé doit être provisoirement déposé sur un autre point. Il est en outre tenu : 1° d'en prendre immédiatement charge dans des écritures spéciales dont il fournit le premier et le quinze de chaque mois un extrait à la Direction générale des Finances ; 2° de le représenter à toute demande des agents du Protectorat ou des militaires de la gendarmerie française qui sont dispensés de l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 78 et 79 du décret du 3 octobre 1884 pour pénétrer dans son dépôt et y effectuer toutes recherches et vérifications relatives à l'exécution du présent décret.

Il est interdit au détenteur de disposer son blé même au profit d'un entrepositaire sans le consentement de l'Administration des Finances.

Il n'est libéré des obligations que lui impose le présent article qu'après avoir livré son stock à l'Etat.

**6.** Les minotiers et autres meuniers sont tenus aux obligations prescrites par l'article qui précède, pour les quantités de blés qu'ils se procurent personnellement. Ils sont soumis, en outre, pour l'exercice de leur profession de meuniers, au contrôle permanent des agents du Protectorat, de l'autorité militaire française, et de la commission spéciale de contrôle instituée par l'arrêté de notre Premier Ministre du 31 décembre 1916. Les dispositions du décret du 18 novembre 1916, articles 3 et 4 (1), et du décret du 2 février 1917, article 4, concernant les minotiers, sont expressément maintenues en vigueur. Il est interdit aux meuniers de livrer leurs propres blés à la mouture tant qu'ils n'ont pas été agréés et livrés à l'Etat. Le mode et le prix de livraison des blés de l'Etat aux meuniers et les obligations de ces derniers seront réglementés par arrêté spécial.

.....

(1) V. A. 16 mai 1917, 18 juin 1918, D. 19 août 1919 et D. 20 mai 1920. Ces mesures sont demeurées en vigueur par la récolte 1920.

8. Des arrêtés de notre Premier Ministre, pris en conseil des Ministres et chefs de services et publiés au *Journal Officiel*, peuvent, le cas échéant, édicter des taux de blutage différents de ceux prévus par la législation antérieure, ainsi que l'obligation pour les meuniers de mélanger dans des proportions déterminées les farines de blés tendre et dur entre elles ou avec des farines d'autres grains.

Sont expressément maintenues et étendues à ces mélanges les dispositions de l'article 2 du décret du 2 février 1917 instituant la procédure à suivre pour la taxation des semoules, des farines et du pain.

9. Les infractions aux dispositions du présent décret et aux arrêtés pris pour son exécution, seront punies en outre des confiscations et dommages et intérêts prévus aux articles qui précèdent, de 16 francs à 2.000 francs d'amende et de six jours à deux mois d'emprisonnement ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les articles 463 du Code pénal français et 53 du Code pénal tunisien sont applicables à ces infractions.

En outre, le tribunal pourra ordonner que son jugement sera, intégralement ou par extraits, affiché dans les lieux qu il fixera et inséré dans les journaux qu il désignera, le tout aux frais du condamné, sans que la dépense puisse excéder 500 francs.

Les dites infractions seront recherchées et constatées dans la forme prévue par l'article 6 du décret du 2 février 1917.

Les peines édictées à l'alinéa premier du présent article remplacent celles prévues par les décrets des 28 septembre et 18 novembre 1916 et 2 février 1917.

Les dispositions des articles 133 et suivants du décret du 3 octobre 1884 seront, comme en matière fiscale, applicables aux amendes, confiscations et dommages-intérêts prononcés et recouvrés par application du présent décret.

## 14 mai 1917

ARRÊTÉ *réglementant les formalités de transport, d'entrepôt et de livraison à l'Etat du blé de la récolte* 1917 (1).

(J. O 16 MAI 1917, 247)

### TITRE Ier

### Destination à donner au blé de la récolte de 1917

ART. 1. L'Etat ayant frappé de réquisition générale et s'étant réservé la faculté d'acheter les blés de la récolte de 1917, ces blés doivent être dirigés par les producteurs ou détenteurs sur Tunis, sauf les réserves suivantes :

1° L'Etat se réserve le droit d'exiger ou d'accepter, le cas échéant, la livraison des blés sur d'autres points en en payant le prix à la parité du prix fixé pour Tunis gare Marine, qui est la base de tous les achats de l'Etat et de toutes les transactions qui peuvent s'effectuer entre particuliers sur ces blés.

2° Exceptionnellement et moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par les articles ci-après, le producteur peut diriger :

*a)* sur son domicile, la portion de son blé nécessaire à sa consommation et à celle de sa famille ;

*b)* sur un marché public ou sur les magasins d'un commerçant ou d'un minotier, le surplus de sa production.

### TITRE II

### Formalités pour l'achat et la vente à la propriété ou en dehors de la propriété

§ 1er. — *Achat et vente à la propriété*

2. Le producteur ne peut à sa propriété livrer de blé à un tiers quelconque à n'importe quel titre (achat, commission, dation en paiement, don, etc ) si ce tiers ne lui a pas remis une déclaration extraite d'un registre à souche fourni par l'Administration indiquant les nom, prénoms et adresse du déclarant, ceux du producteur, les quantités de blé faisant l'objet de leur accord et la date de cet accord.

Le tiers ne peut de son côté prendre livraison d'aucune quantité de blé sans avoir remis au producteur la dite déclaration et sans en avoir immédiatement envoyé par la voie postale le double à la direction générale des Finances. Cet envoi peut être fait en franchise, même sous enveloppe fermée.

Il est de l'intérêt du producteur de s'assurer de l'exactitude de la formule en ce qui concerne ses nom, prénoms et adresse et les quantités de blé, puisqu'il ne peut être dispensé de l'obligation de livrer ces quantités à l'Etat que par la représentation de la déclaration.

3. La déclaration d'achat est détachée d'un carnet à souche numéroté par série que l'Administration des Finances fournit gratuitement sur sa demande et contre ré-

(1) Ces mesures sont demeurées applicables aux récoltes postérieures.

cépissé à tout intéressé notoirement connu pour faire habituellement le commerce des céréales. Par le seul fait d'avoir pris livraison du carnet, son détenteur est responsable des quantités de blé qui pourront être inscrites sur les formules détachées de ce carnet

La déclaration se compose de deux volants et d'une souche. Le premier volant est destiné à être remis au producteur. Le deuxième volant, qui contient les mêmes indications, est destiné à être transmis à la direction générale des Finances suivant les prescriptions de l'article 2. La souche doit contenir exactement les mêmes indications que les deux volants.

Le carnet à souche des déclarations d'achat doit être présenté à toute réquisition de tout agent de l'Administration qui y appose son visa daté sur la dernière souche. Il doit être renvoyé au Directeur général des Finances dès que les formules en sont épuisées.

§ 2. — *Achat et vente en dehors de la propriété*

**4.** Le producteur qui vend son blé en dehors de la propriété doit :

1° s'il vend au marché, se faire délivrer un certificat de vente soit par son acquéreur si cet acquéreur a un carnet de déclarations d'achat ; soit dans le cas contraire par le régisseur ou le fermier du marché qui exige de l'acquéreur son engagement écrit de se constituer dépositaire et entrepositaire du blé acheté ;

2° s'il vend dans les locaux ou magasins de son acquéreur, se faire délivrer et remettre par ce dernier la déclaration prévue au paragraphe 1er du présent titre. Nul ne peut acheter dans ses locaux ou magasins s'il ne s'est muni d'un carnet à souche de déclarations d'achat et s'il n'en fait l'usage prescrit par l'article 3 ci-dessus.

## TITRE III

### Formalités pour la circulation des blés

**5.** Sauf l'exception prévue à l'article 9 ci-après en faveur du seul producteur, aucun transport de blé ne peut être effectué sans être accompagné d'un titre de mouvement. Ce titre consiste en un acquit-à-caution délivré par l'Administration des Finances ou que le transporteur peut se délivrer à lui-même, sur des formules numérotées par séries et qui lui sont fournies par cette Administration sur sa demande et contre récépissé. Par le seul fait d'avoir pris livraison des formules en blanc d'acquits-à-caution, leur détenteur est responsable des quantités de blé qui pourront y être inscrites.

L'acquit-à-caution doit indiquer exactement les nom, prénoms, professions et domiciles de l'expéditeur et du destinataire, le poids du blé transporté, la désignation du parcours et des voies de communication, la nature des moyens de transport et la durée du transport.

La formule de l'acquit-à-caution comprend une souche et un volant tous deux semblables. La souche et le volant sont remplis en même temps ; la souche est, séance tenante, transmise par la poste en franchise à la direction générale des Finances. Le volant reçoit la destination indiquée aux articles ci-après.

A l'arrivée à destination, l'acquit-à-caution est retiré par l'agent des finances local, le régisseur ou fermier du marché qui vérifie la consistance du chargement et indique sur le titre de mouvement si le chargement a été ou non trouvé conforme aux quantités énoncées sur l'acquit. En cas de différence, le propriétaire du blé devient au regard de l'Etat dépositaire et entrepositaire de l'excédent ou comptable du manquant.

**6.** Si le chargement de blé doit emprunter en cours de transport la voie ferrée, l'acquit-à-caution est remis par le transporteur au chef de gare qui l'annexe à ses propres documents d'expédition. A l'arrivée à destination l'acquit-à-caution est remis par la compagnie de chemin de fer à l'agent des contributions diverses de service à la gare.

Si le chargement arrive sans titre de mouvement, le chef de gare réceptionnaire l'accepte néanmoins, mais il fait mention de l'absence de l'acquit-à-caution sur ses propres pièces d'expédition, et, à l'arrivée, le blé n'est remis au destinataire que contre la déclaration écrite de ce dernier de se constituer dépositaire et entrepositaire du blé faisant l'objet du chargement. Cette déclaration est remise séance tenante à l'agent des contributions diverses qui la fait parvenir le jour même à la direction générale des Finances.

7. Le blé introduit sur un marché situé à l'extérieur d'une localité de 500 habitants et au-dessus ne peut plus sortir du marché sans un acquit-à-caution établi par celui qui retire le blé. A défaut, l'acquit-à-caution est établi par le régisseur ou le fermier du marché qui, séance tenante, en envoie par la poste la souche à la direction générale des Finances.

Le blé introduit sur un marché intérieur ne peut être retiré du marché par l'acquéreur que contre sa déclaration écrite devant le régisseur ou fermier du marché de se constituer dépositaire et entrepositaire de la portion de son achat pouvant excéder les besoins de sa consommation personnelle et familiale.

8. *V. A.* 18 *juin* 1918.

9. Par dérogation à l'article 5 qui précède, le producteur qui veut transporter ou faire transporter son blé du lieu de production à un marché, au chemin de fer ou à un lieu sujet, et qui est pour une cause quelconque hors d'état d'établir son titre de mouvement, peut néanmoins faire son expédition sans acquit-à-caution ; mais si le chargement doit traverser dans son trajet une localité où réside un agent des Finances ou un agent de police, il doit s'adresser à l'agent des Finances et, à défaut, à l'agent de police qui, après avoir interrogé les conducteurs du chargement pour savoir s'il s'agit bien réellement d'un transport direct de producteur, dresse l'acquit-à-caution et le signe avec le conducteur du chargement si ce dernier peut le faire. L'agent des Finances ou l'agent de police adresse séance tenante la souche de l'acquit-à-caution par la poste à la Direction générale des Finances avec son rapport et son avis motivé sur les résultats de l'interrogatoire et de son enquête.

Si le blé arrive sur le marché ou à un lieu sujet sans acquit-à-caution, l'agent financier ou le fermier recherche aussi si le blé transporté est bien réellement un transport de producteur ou un transport de tiers cessionnaire qui aurait dû voyager obligatoirement avec le titre de mouvement, et il envoie son rapport à la direction générale des Finances.

Au vu des rapports de l'agent des Finances ou de police qui a dressé le titre de mouvement en cours de route ou a vu arriver un chargement aux portes sans titre de mouvement, la Direction générale des Finances fait verbaliser à telles fins que de droit.

## TITRE IV

### Obligations du dépositaire et entrepositaire de blé

10. Le compte que tout acquéreur de blé constitué de plein droit dépositaire ou entrepositaire de ce blé par l'article 5 du décret du 14 mai 1917 doit tenir et dont il doit fournir un extrait à la direction générale des Finances le 1er et le 15 de chaque mois doit présenter aux charges toutes les quantités sans exception dont il est et devient successivement détenteur, et aux décharges les quantités livrées à l'Etat.

Le tableau des charges doit contenir au moins les indications suivantes : 1° dates des entrées ; 2° noms et adresses des vendeurs et cessionnaires ; 3° lieu où l'achat a été effectué ; 4° date, série et numéro de la déclaration d'achat ; 5° date, série et numéro de l'acquit-à-caution qui a accompagné les blés inscrits en charge ; 6° quantités de ces blés.

Au tableau des décharges doit figurer notamment l'indication de la date de la livraison à l'Etat, de la date du bon de paiement délivré à la suite de la livraison et la quantité livrée.

Les extraits de ce compte fournis à la direction générale des Finances doivent contenir en outre les mêmes indications aux charges et décharges, la balance des locaux où sont renfermés les blés en excédent.

Si le détenteur ne détient que les blés nécessaires à sa consommation, il lui suffit d'en faire la déclaration initiale sans être tenu de rendre compte de la consommation qui en est faite ; s'il renouvelle ou complète son stock, il doit en faire l'objet d'une déclaration complémentaire.

Les agents de la Direction générale des Finances peuvent à toute époque vérifier par un récolement si les quantités de blé existent et si elles concordent avec les indications du compte et celles tant des déclarations d'achat des régisseurs et fermiers des marchés que des acquits-à-caution.

## TITRE V

### Réception et paiement du prix des blés livrés à l'Etat

11. Il est institué à Tunis et dans chacun des centres de réception des blés à livrer à

l'Etat une commission d'agréage, de réception et d'achat, composée, en outre d'un secrétaire-comptable.

*a)* du contrôleur civil ou de son délégué, président ;

*b)* d'un ou de plusieurs commerçants français ou indigènes ;

*c)* de représentants de la Direction générale de l'agriculture ou des Finances ;

*d)* et, avec l'autorisation de M. le Résident général, de représentants de l'intendance militaire française.

Ailleurs qu'à Tunis, la commission comprend le caïd, en raison de la mission qui lui incombera plus tard de livrer à la consommation locale la proportion des blés achetés sur son territoire maintenus sur place pour les besoins de cette consommation.

**12.** Les livraisons de blé ont lieu dans les magasins de réception.

Il est alloué aux vendeurs, producteurs ou autres, une indemnité forfaitaire de dix centimes par quintal pour le transport des wagons depuis la gare ou les portes de la ville jusqu'aux magasins de réception.

**13.** Les achats de blés par l'Etat sont payés à la caisse ouverte à Tunis par le trésorier général de Tunisie, et pour son compte, dans les autres centres de réception par les receveurs des Finances tunisiennes.

Il est fait usage, pour ces paiements, de bons spéciaux avec talon-avis et souche ; ces bons, qui portent une série ininterrompue de numéros d'ordre, tiennent lieu de facture. Ils sont émis par le secrétaire-comptable et visés par le président de la commission de réception. Ils sont appuyés d'un bulletin indiquant les quantités reçues avec mention de prise en charge par le président. Un bon individuel est établi pour chaque vendeur touchant personnellement son prix, et un bon collectif pour l'ensemble des vendeurs régulièrement représentés par un même mandataire.

L'agent chargé des paiments les effectue, sur la présentation des bons, après avoir rapproché ces derniers des talons-avis qui lui ont été transmis par les soins du secrétaire-comptable. Les paiements, même supérieurs à 150 francs, sont faits, lorsque les ayants-droit déclarent ne savoir ou ne pouvoir signer, en présence de deux témoins qui signent, avec l'agent chargé des paiements, la dite déclaration inscrite, par ce dernier, sur le bon de paiement.

Les receveurs des Finances tunisiennes versent commme argent comptant pour leur montant les bons de paiement acquittés, au trésorier général de Tunisie.

Tant pour les bons qui lui parviennent ainsi que pour ceux qu'il a payés lui-même, le trésorier général de Tunisie établit un état de remboursement qu'il adresse au Directeur général des Finances avec les bons de paiement et leurs annexes. Le Directeur général des Finances s'assure que les justifications annexées aux états de remboursement y sont portées pour leur montant réel; il délivre en suite un mandat de régularisation au titre du compte du ravitaillement ouvert dans la comptabilité du Trésor tunisien en vertu du décret du 21 septembre 1914.

---

## 16 mai 1917

DÉCRET *établissant un droit de sortie de* 2 % *ad valorem sur le plomb et les minerais de plomb exportés à destination de l'étranger.*

(J. O. 2 JUIN 1917, 275)

ART. 1. Les minerais de plomb et plomb-métal exportés de Tunisie à destination des pays étrangers (1) sont assujettis au paiement d'une taxe de sortie fixée à 2 % de la valeur de la marchandise franco bord au point de sortie de la Régence.

---

## 15 juin 1917

ARRÊTÉ *du Premier Ministre réglementant le régime de la minoterie et de la boulangerie.*

(J. O. 16 JUIN 1917, 303)

ART. 1. Les meuniers ne peuvent moudre pour leur compte d'autres céréales que les blés ou orges qui leur sont livrés par l'Etat. Cette livraison a lieu sur bons du Directeur général des Finances et au vu des récépissés constatant le paiement d'avance de la somme due au Trésor, au prix de (1)..... pour le blé et de ..... francs pour l'orge, sauf à augmenter ou à diminuer, eu égard à la qualité et au poids spécifique des grains, suivant les barêmes prévus aux tarifs des prix d'achat de l'Etat.

Les meuniers ne peuvent travailler à façon qu'avec l'autorisation de l'Administration.

---

(1) L'expression « pays étrangers » ne s'applique pas à la France.

2. Les taux d'extraction des farines et semoules de blé sont fixés :

à 85 % pour la farines entière de blé tendre ;

à 65 % pour la semoule et à 22 % pour la farine de semoule tirée du blé dur.

Il est interdit aux meuniers :

1° de tirer du blé, outre le son et les déchets du nettoyage du blé impropres à la mouture, d'autres produits que les farines et les semoules ci-dessus indiquées.

2° de laisser sortir de leurs moulins, de mettre en vente et de vendre de la farine entière de blé non mélangée suivant les prescriptions de l'article 4 ci-après.

Les taux d'extraction des farines et semoules d'orge nécessaires aux mélanges prévus par l'article 4 sont fixés par les conventions spéciales du Directeur général des Finances avec les minotiers.

3. Toutes les farines, semoules et mélanges produits par les minotiers doivent être livrés en sacs plombés à leurs marques respectives.

Les meuniers sont soumis pour l'exercice de leur profession aux visites et vérifications des agents de l'administration, de la commission de contrôle constituée par arrêté du 13 décembre 1916, des fonctionnaires de l'intendance et des militaires de la gendarmerie française.

Ils doivent tenir écriture et rendre compte de l'emploi et de la vente de tous les produits de leur mouture et de leurs mélanges, y compris le son et les déchets du nettoyage du blé et de l'orge impropres à la mouture, et faire parvenir un extrait de ce compte à la Direction générale des Finances à la fin de chaque mois.

.....

## 18 juin 1917

DÉCRET *donnant aux services ou établissements publics d'Etat la faculté de relever, le prix des pensions à payer ou le montant des redevances à faire à leur budget.*

(J. O. 27 JUIN 1917, 315)

ART. UNIQUE. Les sommes pour lesquelles la valeur des vivres, denrées, médicaments, fournitures, matières premières et matières fabriquées et, en général, de tous les objets fongibles livrés en nature à des tiers (élèves, malades, commensaux, assujettis, etc.) entre dans la composition du chiffre des pensions et du montant des reversements dus aux services et établissements publics d'Etat, et les prix unitaires d'après lesquels s'opère le décompte de ces créances, pourront, s'ils sont insuffisants pour permettre à ces services et établissements de rentrer dans leurs débours, être relevés dans la limite nécessaire par arrêtés pris de concert entre le Directeur général des Finances et le Directeur général dont dépend le service ou l'établissement intéressé.

## 26 juin 1917

DÉCRET *établissant une redevance sur les autorisations accordées par dérogation aux prohibitions d'entrée ou de sortie.*

(J. O. 30 JUIN 1917, 321)

ART. 1. Les autorisations accordées par dérogation à des prohibitions d'entrée ou de sortie donneront lieu à une redevance au profit du compte de ravitaillement créé par notre décret du 21 septembre 1914.

Cette redevance dont le tarif sera de 2 francs pour les sorties et de 5 francs pour les entrées, sera perçue sur chaque opération effectuée en vertu d'une autorisation visée à l'alinéa précédent ;

2. Lorsque les opérations d'entrée ou de sortie comprendront exclusivement des colis-postaux et porteront sur moins de dix colis, la redevance prévue à l'article précédent sera remplacée :

1° à l'entrée, par une redevance de 50 centimes par colis ;

2° à la sortie, par une redevance de 20 centimes par colis.

## 13 juillet 1917

ARRÊTÉ *du Résident général modifiant les réglements des Chambres de commerce et d'agriculture.*

(J. O. 14 JUILLET 1917, 357)

ART. UNIQUE. L'alinéa 1er de l'article 20 de l'arrêté du 19 novembre 1895, de l'article 8 des arrêtés des 30 mai et 28 juin 1906, et de l'article 7 des arrêtés des 23 novembre 1905 et 20 février 1906 est modifié ainsi qu'il suit :

« La chambre correspond avec le Résident général. Elle envoie régulièrement « au Résident général et au Directeur général de l'agriculture, du commerce et de

« la colonisation, copie des procès-verbaux « de ses séances. Ces procès-verbaux pour- « ront être publiés dès que le Résident gé- « néral en aura accusé réception ».

---

## 8 août 1917

ARRÊTÉ *du Directeur général de l'Agriculture concernant la chasse et la destruction des animaux nuisibles* (1).

(J. O. 15 AOÛT 1917, 401)

. . . . . .

ART. **3**. Les propriétaires, fermiers et gens à leurs gages, peuvent repousser et détruire, en tout temps, par tous les moyens, mais sur leurs propres fonds seulement, et en cas de dangers ou dégats actuels ou imminents :

1° les sangliers, les panthères, lynxs, chats sauvages, civettes, ratons, chacals, renards, fouines, putois et généralement toutes bêtes fauves, qui, en raison de leur nature ou de leurs habitudes, sont dangereuses pour l'homme ou les propriétés ;

2° les aigles, vautours, buses, éperviers, milans, busards et généralement tous rapaces diurnes, ainsi que les corbeaux, alouettes et moineaux ;

Le colportage, la vente, l'achat et la détention des animaux visés par l'article 3 sont libres en tout temps.

---

## 8 août 1917

DÉCRET *réglementant la détention du sucre dans les territoires militaires du sud.*

(J. O. 11 AOÛT 1917, 395)

En vue de prévenir les tentatives d'exportation en contrebande par les frontières du Sud ;

ART. **1**. Il est interdit d'introduire, de faire circuler ou de détenir dans les territoires militaires du sud aucune quantité de sucre sans l'autorisation préalable du chef de bureau local des affaires indigènes.

**2**. Les détenteurs de sucre dans cette région sont tenus de faire à ces chefs de bureau, la déclaration de leurs stocks dans les cinq jours de la promulgation du présent décret.

Ils ne pourront écouler ces stocks que dans les conditions prévues par l'article 4 ci-après, à moins qu'ils ne préfèrent les livrer au chef de bureau local qui leur en paiera la valeur sur la base du prix de vente par l'Etat au débitant, d'après le tarif en vigueur à la date de la livraison.

**3**. Aucune quantité de sucre ne peut être vendue ou livrée par son détenteur qu'aux personnes munies d'une autorisation spéciale délivrée par le chef du bureau local des affaires indigènes qui limite la délivrance de cette autorisation aux besoins du permissionnaire et de sa famille pour une période déterminée.

**4**. Les négociants qui font le commerce du sucre sont tenus d'inscrire leurs opérations de vente et d'achat sur un registre, de soumettre chaque semaine à la vérification du chef de bureau local des affaires indigènes le registre dont la tenue est prescrite par le décret du 28 mars 1908.

**5**. Le commandant militaire des territoires du sud pourra par voie d'arrêté réglementaire prescrire toutes les mesures de détail nécessitées par l'application du présent décret.

**6**. Les infractions aux dispositions du présent décret et des arrêtés réglementaires du commandant militaire pour son application sont punies, en outre de la confiscation des marchandises et s'il y a lieu des moyens de transport, d'une amende de 15 à 500 fr. ou d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois. En cas de récidive dans le délai d'un an, l'amende ne peut être inférieure à 200 francs et la peine d'emprisonnement à un mois.

L'autorité militaire réprime en vertu des pouvoirs disciplinaires qui lui sont conférés par les décrets du 10 juin 1882 et du 9 juillet 1913 (art. 3) les diverses infractions quand elles sont commises par les indigènes appartenant aux tribus maghzen.

---

## 29 août 1917

DÉCRET *réprimant le délit de provocation à la haine ou au mépris de l'une des races vivant dans la Régence.*

(J. O. 30 AOÛT 1917, 417)

ART. **1**. Ceux qui, par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou déposés dans les lieux ou réunions publics, soit par des placards ou affiches exposés au regard du public, par de fausses nouvelles ré-

(1) Nouvelle législation sur la chasse, D. 29 mai 1918.

pandues, par des excitations directes, auront provoqué à la haine ou au mépris de l'une des races placées dans la Régence sous la souveraineté du Bey et le protectorat de la France, seront punis d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 100 à 3.000 francs.

Seront passibles d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 50 à 1.000 francs les auteurs des discours, écrits ou autres actes spécifiés à l'alinéa précédent, par le seul fait que ces actes seront de nature à déterminer la panique parmi l'une des collectivités sus-mentionnées.

**2.** L'article 463 du code pénal français et l'article 53 du code pénal tunisien seront applicables aux infractions au présent décret.

---

## 4 septembre 1917

DÉCRET *étendant l'interdiction de l'alcool aux Iles Kerkennah*

(J. O. 12 SEPTEMBRE 1917, 440)

ART. **1.** Sont étendues au territoire des îles Kerkennah (contrôle civil de Sfax) les dispositions du décret du 7 juillet 1915 précité.

---

## 12 septembre 1917

DÉCRET *instituant des commissions locales d'évaluation et autorisant la taxation des denrées.*

(J. O. 12 SEPTEMBRE 1917, 440)

ART. **1.** Les prix des denrées, subsistances et produits agricoles ou industriels quelconques destinés à la consommation ou à l'usage de la population, et non taxés par décret ou par arrêté du Premier Ministre, pourront être fixés, dans chaque commune, par arrêté du Président de la municipalité et dans les autres circonscriptions ou localités par arrêtés des caïds ou kahias. Ces arrêtés seront pris sur avis de la commission instituée à l'article suivant.

**2.** Il est institué dans chaque commune, circonscrpition ou localité, une commission d'évaluation. Cette commission comprendra, sous la présidence soit du Président de la commune ou de son délégué dans les territoires communaux, soit du caïd ou du kahia dans les autres territoires ;

1° Dans les communes, sauf à Tunis ;

un conseiller municipal ;

un agriculteur ;

un commerçant ou un industriel ;

deux consommateurs ;

l'amine d'agriculture ;

l'amine des vivres ;

2° Dans les autres circonscriptions ou localités :

un agriculteur ;

un commerçant et un industriel ;

deux consommateurs ;

le cheikh du territoire ;

l'amine d'agriculture ;

l'amine des vivres.

**3.** Dans la commune de Tunis, la commission d'évaluation sera ainsi composée :

un des vices-présidents de la commune, président ;

un conseiller municipal français ;

un conseiller municipal indigène ;

deux agriculteurs ;

deux commerçants ou industriels ;

deux consommateurs ;

un amine.

Pour les denrées, subsistances et produits agricoles et industriels spécialement destinés à la consommation ou à l'usage des indigènes, le tribunal de l'Orf est, dans la commune de Tunis, substitué à la commission. Sont adjoints, dans ce cas, audit tribunal : un notable commerçant, un notable agriculteur et un consommateur.

**4.** Les membres de chaque commission seront désignés par le Président de la commune ou son délégué dans les territoires communaux et par le caïd ou le kahia dans les autres territoires.

La commission pourra convoquer et entendre, à titre consultatif, toutes personnes compétentes dont elle jugera utile de recueillir les avis.

**5.** La commission d'évaluation se réunit sur la convocation de son président chaque fois qu'elle le juge nécessaire. Elle peut se saisir, soit d'office, soit sur la plainte des consommateurs, des hausses de prix qui peuvent paraître injustifiées ; elle recueille et examine avant d'émettre son avis toutes les données et indications susceptibles de déterminer les prix de revient.

**6.** Les arrêtés de taxation, prévus à l'article 1er ci-dessus, ne seront exécutoires que sur approbation du Premier Ministre qui

prendra l'avis de la commission centrale des réquisitions siégeant à Tunis.

Toutes les fois que la commission centrale sera appelée à donner son avis sur des arrêtés de taxation, elle pourra s'adjoindre, avec voix consultative, un membre de la chambre d'agriculture, un membre de la chambre de commerce et un consommateur français ou indigène qui sera désigné par le Premier Ministre.

**7.** Sur avis de la commission centrale des réquisitions, le Premier Ministre pourra étendre la taxation proposée à une région déterminée.

Dans le cas où cette commission proposerait d'édicter une taxation générale pour toute la Régence, la dite taxation sera soumise à l'approbation du Résident général, dans les conditions prévues à l'article 7 du décret du 28 septembre 1916.

**8.** La taxe sera revisée suivant les circonstances, de manière à établir une relation constante entre les prix d'achat et les prix de vente.

**9.** Tout commerçant est tenu d'afficher les taxes fixées en français et en arabe, dans un endroit apparent de son établissement. L'affichage en sera fait également au contrôle civil, à la municipalité, au caïdat, au poste de police et dans les marchés.

**10.** Toute infraction aux arrêtés de taxation sera punie de la confiscation du stock de denrées, subsistances ou produits dont le prix aura été majoré ainsi que d'une amende de 100 à 500 francs et d'un emprisonnement de 6 à 15 jours, ou de l'une de ces deux peines seulement. Le tribunal pourra, en outre, en cas de récidive, ordonner la fermeture temporaire de l'établissement et l'affichage du jugement.

En cas de saisie de denrées ou de matières périssables, la vente en sera effectuée, au prix de la taxe, par les soins de la commune, du caïd ou du kahia et le propriétaire ne pourra prétendre qu'à la restitution de ce prix de vente, sans aucune indemnité, si la confiscation n'est pas prononcée par le tribunal.

Toute contravention à l'article 9 ci-dessus concernant l'affichage des prix sera punie d'une amende de 16 à 50 francs.

L'article 463 du code pénal français, ou l'article 53 du code pénal tunisien, suivant le cas, est applicable aux condamnations prévues par le présent décret.

**11.** Le décret du 20 août 1914, modifié et complété par les décrets du 31 octobre 1914 et du 14 mars 1917, est abrogé.

---

## 20 septembre 1917

DÉCRET *instituant une taxe sur les prix des places dans les théâtres, concerts, cinématographes, etc.*

(J. O. 26 SEPTEMBRE 1917, 465)

ART. 1. Indépendamment du droit dit « des pauvres » créé par le décret du 21 juillet 1902, il est institué au profit de l'assistance publique sur les prix des places de théâtres, concerts, cinématographes et autres lieux de spectacles une taxe spéciale dont les tarifs sont déterminés à l'article 2 ci-après.

En ce qui concerne les places offertes à titre gracieux, le montant en est déterminé d'après le prix des mêmes places payantes.

Si, à la perception de la place, est jointe ou substituée obligatoirement celle du prix d'un objet ou d'une fourniture quelconque, la taxe s'appliquera également au prix de ces objets ou fournitures.

Les cartes d'abonnement seront taxées comme les billets, en raison de leur prix. Pour les abonnements en cours au moment de la mise en application du présent décret, la taxe sera due proportionnellement au nombre des représentations auxquelles donne encore droit l'abonnement.

**2.** Le tarif de la taxe spéciale est établi comme suit :

1° *Théâtres :*

| | | |
|---|---|---|
| par place jusqu'à 1 franc ..... | FR. | 0 10 |
| par place de 1 fr. 05 à 3 francs ... | | 0 25 |
| par place de 3 fr. 05 à 5 francs ... | | 0 50 |
| par place au-dessus de 5 francs..... | | 1 » |

2° *Music-halls, cafés-concerts, concerts quotidiens, cirques, bals publics et autres établissements similaires :*

| | | |
|---|---|---|
| par place jusqu'à 1 franc ..... | FR. | 0 20 |
| par place de 1 fr. 05 à 3 francs ... | | 0 50 |
| par place de 3 fr. 05 à 5 francs ... | | 0 75 |
| par place au-dessus de 5 francs..... | | 1 50 |

3° *Cinématographes :*

| | | |
|---|---|---|
| par place jusqu'à 0 fr. 50..... | FR. | 0 05 |
| par place de 0 fr. 55 jusqu'à 1 fr.. | | 0 15 |

par place de 1 fr. 05 à 3 francs ... 0 30
par place de 3 fr. 05 à 5 francs ... 0 50
par place au-dessus de 5 francs .... 1 »

La taxe ne s'applique pas aux représentations organisées au profit des œuvres de bienfaisance autorisées par le gouvernement.

**3.** Les infractions aux dispositions du présent décret et des arrêtés réglementaires pris pour son exécution seront punies d'une amende de 50 francs au moins et de 200 francs au plus.

Les délinquants seront également condamnés au paiement du quintuple des droits dont le Trésor aura été frustré.

Les infractions seront constatées et la répression en sera poursuivie conformément aux dispositions du décret du 3 octobre 1884. Elles pourront être constatées par les agents de la force publique, les agents des régies financières, les agents municipaux et tous autres fonctionnaires ayant qualité pour verbaliser.

**4.** La perception de la taxe spéciale est effectuée par les communes pour le compte de l'Etat dans les conditions fixées par l'arrêté de notre Premier Ministre du 28 juillet 1902, à charge de reversement au Trésor du montant des perceptions au moins une fois par mois et sous déduction d'une remise de 10 % allouée aux communes pour frais de perception. Toutefois, la faculté d'abonnement prévue à l'article 4 du dit arrêté est supprimée en ce qui concerne la taxe spéciale.

**5.** Notre Premier Ministre et notre Directeur général des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur le premier octobre 1917.

Ils sont autorisés à prendre conjointement tous arrêtés pour son application et notamment pour définir le mode de contrôle de la perception et la communication de la comptabilité des établissements soumis à la taxe.

---

### 20 septembre 1917

DÉCRET *instituant un droit de statistique en douane.*

(J. O. 26 SEPTEMBRE 1917, 465)

ART. **1.** A partir du premier octobre 1917, il sera perçu en douane, tant à l'entrée qu'à la sortie des produits, quelle que soit leur provenance ou leur destination, et sous réserve des exemptions prévues au tableau annexé au présent décret (1), un droit spécial de statistique de 0 fr. 30 (5) par unité de produits désignés au dit tableau (2).

Le droit ne sera que de 0 fr. 10 pour les produits en transit.

**2.** Les quittances du droit de statistique délivrées par le service des douanes seront exemptes du droit de timbre.

**3.** Notre Directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret et autorisé à y pourvoir par voie d'arrêtés réglementaires.

---

### 20 septembre 1917

DÉCRET *assujetissant au droit de mutation immobilière les transmissions par décès de rentes d'enzel et de créances hypothécaires sur les immeubles sis en Tunisie.*

(J. O. 26 SEPTEMBRE 1917, 469)

ART. **1.** Les bénéficiaires des transmissions qui s'effectuent par décès, de rente d'enzel et de créances hypothécaires portant sur des immeubles situés en Tunisie, doivent obligatoirement faire la déclaration de ces transmissions et verser à l'Etat le droit de mutation y afférent d'après les quotités du n° 21 du tarif annexé au décret du 19 avril 1912 (3) pour les mutations des biens immeubles par décès, dans le délai fixé par l'article 9, alinéa 10e et sous les sanctions prévues à l'article 16, alinéas 1 et 4.

La valeur imposable est déterminée :

s'il s'agit de rentes d'enzel, par un capital formé de vingt fois la rente ;

s'il s'agit de créances hypothécaires, par le capital nominal exprimé dans l'acte d'obligation.

---

### 20 septembre 1917

DÉCRET *assujetissant l'avoine à l'achour et au droit de circulation.*

(J. O. 29 SEPTEMBRE 1917, 471)

ART. **1.** L'impôt achour sera étendu à partir de la campagne agricole 1917-1918, aux cultures d'avoine, au même tarif en principal, accessoires et centimes, et dans les mêmes conditions que pour les cultures d'orges (4).

---

(1) V. J. O. 26 septembre 1917, 465.
(2) Surtaxe de 0 fr. 05 par unité, D. 25 février 1919.
(3) Droit relevé à 1,75 % en ligne directe et entre époux et à 7 % en ligne collatérale par D. 20 déc. 1919 art. 3.
(4) Droit porté à 4 fr. 15 pour les 6 hectolitres imposables pour l'orge et l'avoine (D. 20 déc. 1919).
(5) D. 31 août 1925, 28 août 1926, 1er mai 1934

**2.** L'avoine sera soumise, dès la promulgation du présent décret, au même tarif et dans les mêmes conditions que l'orge, au droit de circulation établi sur les céréales et légumes secs par le décret du 8 décembre 1906, Tableau B, nº 4.

**3.** Notre Directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret et autorisé à y pourvoir par voie d'arrêtés.

---

## 20 septembre 1917

DÉCRET *créant sur les vins et bières un droit de statistique et de contrôle de la production ou de la fabrication.*

(J. O. 29 SEPTEMBRE 1917, 471)

ART. **1.** Il est institué un droit intérieur de 0 fr. 50 par hectolitre sur les vins et bières (1). Ce droit, dit de statistiques et de contrôle de la production ou de la fabrication, est exigible sur les boissons de l'espèce consommées dans la Régence comme sur celles destinées à l'exportation ou exportées. Celles destinées à la distillation ou distillées sont affranchies du droit, sous réserve de la justification de la distillation.

Celles importées sont assujetties au droit intérieur dans les mêmes conditions que leurs similaires d'origine tunisienne.

**2.** Le droit édicté par l'article précédent est à la charge du récoltant propriétaire, fermier ou colon partiaire, ou du fabricant ; il est exigible aussitôt après l'achèvement de la récolte ou de la fabrication.

A cet effet le récoltant propriétaire, fermier ou colon partiaire ou le fabricant est tenu, dans les huit jours de l'achèvement de la récolte ou de la fabrication, de déclarer au Directeur des contributions diverses, sur des formules fournies par l'Administration des Finances et déposées à la chambre d'agriculture, au syndicat des viticulteurs, aux contrôles civils et dans les bureaux des Finances :

1º la superficie des vignes en production dont les produits sont à la disposition du déclarant en sa qualité de propriétaire ou fermier ;

2º la quantité totale de vin dont le déclarant est détenteur et provenant de la récolte de l'année ;

3º le lieu exact où s'opère la fabrication et où seront entreposés les vins déclarés jusqu'à leur mise en circulation ;

4º la quantité totale des stocks restant dans sa cave sur ses récoltes antérieures de vins.

La déclaration indique la caisse des contributions diverses où le déclarant désire payer le droit créé par le présent décret (1).

**3.** La déclaration datée et signée doit être établie et remise, en double exemplaire, à la direction des contributions diverses, soit par la poste, soit par l'intermédiaire du receveur local ; la direction des contributions diverses en accuse réception sur l'un des doubles, qu'elle renvoie au déclarant après y avoir inscrit le montant du droit dû au Trésor tunisien en vertu du présent décret sur les quantités déclarées et qui n'ont pas encore supporté le droit, et la caisse des contributions diverses où le droit doit être acquitté.

Le déclarant est, par le seul fait de sa déclaration, débiteur de ce droit, et il ne peut en être déchargé en totalité ou en partie qu'en prouvant que sa déclaration a été excessive par suite d'erreurs matérielles.

Le droit est exigible dans le mois qui suit la déclaration, mais des délais peuvent être accordés au débiteur à la condition, par ce dernier, d'en faire la demande et de fournir à l'appui à l'Administration des Finances les garanties qu'elle croira devoir exiger.

Ces délais ne peuvent en aucun cas s'étendre au delà de la récolte de l'année suivante.

**4.** Les agents de l'administration des Finances ont le droit de contrôler la déclaration au moyen d'une visite et d'une vérification dans les caves ou autres lieux de production ou de fabrication ; le déclarant est tenu de faciliter aux agents cette visite et cette vérification et de mettre à leur disposition tous ustensiles nécessaires à cet effet.

Les agents de l'Administration des Finances ont le droit de renouveler cette visite et cette vérification toutes les fois qu'ils ont des soupçons de fraude.

S'ils reconnaissent l'existence de quantités non déclarées ou supérieures à celles déclarées, ils établissent en double exem-

(1) Droit étendu aux moûts de raisin frais par D. 13 sept. 1918, relevé à 0 fr. 50 par D. 19 déc. 1918 et accru d'une surtaxe de 1 fr. 25 par D. 20 déc. 1919.

(1) La déclaration indiquera en outre les quantités en hectolitre des raisins distillés et consommés ou vendus en nature (D 20 déc. 1919).

plaire un bulletin de liquidation, indiquant les nom, prénoms et domicile du débiteur du droit, la nature et le volume des boissons imposables et le montant du droit exigible. L'un de ces exemplaires est remis séance tenante au déclarant et le second est transmis au Directeur des contributions diverses pour servir de titre de perception des droits exigibles, et ce, sans préjudice des pénalités qui peuvent être encourues du chef de l'inexactitude de la déclaration. Ce bulletin, qui doit, être signé par deux agents au moins, fait foi de son contenu jusqu'à preuve du contraire.

Les agents précités ont également le droit de pénétrer dans tous les lieux où ils soupçonnent l'existence de vins non déclarés.

Ils peuvent, en outre, établir l'inexactitude des déclarations par tous les moyens de preuve qu'ils se procurent, notamment à l'aide de comparaisons avec les énonciations d'autres déclarations émanées du déclarant et faites pour d'autres objets.

**5.** En ce qui concerne le droit sur la bière de fabrication locale, la perception a lieu par voie d'abonnement annuel ou trimestriel dont le montant est fixé par l'Administration des Finances en raison de la capacité de production de la brasserie. Si le brasseur refuse d'accepter le chiffre de l'abonnement ainsi fixé, le droit sera liquidé et perçu au moyen de l'exercice de la brasserie dans les conditions générales édictées en matière de distillerie d'alcools ou de boissons alcooliques.

**6.** A titre de disposition transitoire, tout détenteurs actuel de vins de la récolte de 1917 ou des récoltes antérieures, et de bières, qu'il soit producteur, fabricant ou négociant en gros, demi-gros et en détail, est tenu de déclarer ces boissons avant le 20 otobre 1917, suivant les prescriptions des articles 1 et 2 ci-dessus. Le contrôle des déclarations et l'acquittement des droits sur les quantités déclarées et reconnues ont lieu dans les conditions édictées par l'article 4.

Pour le calcul du droit, les bouteilles de contenance égale ou inférieure au demi-litre sont comptées pour cette quantité ; celles d'une contenance égale ou inférieure au litre, mais supérieure au demi-litre, sont comptées pour un litre.

**7.** Les infractions aux dispositions du présent décret et des arrêtés pris pour son exécution sont punies d'une amende de 480 francs, indépendamment du paiement des droits dont le Trésor aura été frustré de la confiscation des boissons saisies, des récipients et des moyens de transport.

Les infractions sont constatées et la répression en est poursuivie conformément aux dispositions du décret du 3 octobre 1884, sauf en ce qu'elle auraient de contraire au présent décret.

Les propriétaires de boissons sont civilement responsables des droits, amendes, confiscations et dépens encourues par leurs facteurs, agents ou domestiques pour infractions au présent décret.

**8.** Le présent décret ne déroge pas aux dispositions du décret du 28 mars 1908 relatif à la répression des fraudes sur les vins et qui est expressément maintenu en vigueur (1).

**9.** Notre Directeur général des Finances est chargé, de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur immédiatement.

Il est autorisé à prendre tous arrêtés réglementaires pour son application.

## 20 septembre 1917

DÉCRET *portant relèvement des droits de garantie sur les ouvrages d'or et des frais d'essai sur les ouvrages d'argent.*

(J. O. 29 SEPTEMBRE 1917, 472)

ART. 1. Le droit exigible en vertu du décret du 21 avril 1912 sur les ouvrages d'or soumis à la garantie, de fabrication locale et d'importation, est porté de 200 à 375 fr. par kilogramme, alliage et soudure compris.

Le prix d'essai, celui du second essai et celui de l'essai définitif des ouvrages d'argent sont respectivement portés de 0 fr. 40 à un franc par kilogramme, alliage et soudure compris.

Le taux du droit de garantie sur les ouvrages d'argent et le tarif des frais d'essai des ouvrages d'or ne sont pas modifiés.

**2.** Dans un délai de trois mois, à courir de la mise en vigueur du présent décret, les fabricants et tous marchands faisant commerce d'ouvrages d'or et d'argent devront soumettre à l'application d'un poinçon de recense tous les ouvrages d'or en leur pos-

(1) Remplacé par D. 10 octobre 1919 sur les fraudes.

session. Cette application aura lieu moyennant le paiement du complément de droit de 175 francs par kilogramme édicté par l'article précédent.

Les particuliers peuvent, s'ils le désirent, demander, pendant ce même délai et aux mêmes conditions, l'application du poinçon de recense sur les ouvrages portant déjà l'empreinte entière et en bon état des marques légales actuellement en cours, autre que l'empreinte isolée du poinçon de la recense de 1905.

Les ouvrages revêtus seulement du poinçon de la recense de 1905 devront acquitter un complément de droit de 275 francs.

Les ouvrages appartenant à des particuliers et non revêtus des poinçons en cours qui seraient présentés à la recense, seront soumis au contrôle dans les mêmes conditions que les objets usagés mis dans le commerce. Ceux de ces objets qui, après essai, seront reconnus d'un titre égal ou supérieur au plus bas titre légal seront marqués des nouveaux poinçons ; ceux qui seront reconnus comme ne possédant qu'un titre inférieur au plus bas des titres légaux seront purement et simplement rendus à leurs possesseurs.

Le dépôt et le retrait des ouvrages présentés à la recense seront soumis aux règles applicables aux objets à contrôler.

Pour le paiement des droits dus en vertu du premier alinéa du présent article, des délais pourront être accordés aux détenteurs des objets qui en feront la demande à l'Administration des Finances et souscriront une obligation cautionnée des droits exigibles. Ces délais, d'une durée maximum d'un an à partir de la date de la présentation au contrôle, seront proportionnés à l'importance des sommes exigibles et aux garanties offertes par les demandeurs.

Après l'expiration du délai de recense, tous les ouvrages d'or vieux ou neufs trouvés dans le commerce non revêtus soit des nouvelles empreintes, soit du poinçon de la recense de 1917 et des anciennes marques soit seulement du poinçon de la recense de 1917, seront saisis et leurs détenteurs poursuivis conformément aux dispositions de l'article 35 du décret du 18 juillet 1905 susvisé.

**3.** Par application de l'article 7 du décret susvisé du 18 juillet 1905, un arrêté du Directeur général des Finances déterminera les types et la destination des nouveaux poinçons pour les ouvrages d'or et du poinçon de recense (1).

---

## 20 septembre 1917

DÉCRET *instituant une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre.*

(J. O. 29 SEPTEMBRE 1917, 472)

ART. **1.** Il est institué une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires provenant des opérations ci-après définies, réalisés depuis le 1er août 1914 jusqu'à l'expiration du douzième mois qui suivra celui de la cessation des hostilités :

1° par les personnes autres que les assujettis visés au n° 3 ci-après, exception faite des agriculteurs vendant les produits de leur exploitation à l'Etat français ou tunisien, ayant passé des marchés, soit directement, soit comme sous-traitants, pour des fournitures destinées à l'Etat français ou tunisien, à une administration publique ou à un établissement public, et par toutes personnes ayant accompli un acte de commerce à titre accidentel ou en dehors de leur profession en vue du même objet ;

2° par les personnes ayant prêté leur concours pécuniaire ou leur entremise moyennant rémunération, redevance ou commission, pour la conclusion d'un marché avec l'Etat français ou tunisien, une administration publique ou un établissement public ;

3° par les sociétés et les personnes exerçant en Tunisie, même à titre accidentel ou par actes isolés, un commerce, une industrie ou une profession non compris dans les exceptions énumérées au tableau annexé au présent décret, dont les bénéfices ont été en excédent sur le bénéfice normal ;

4° par les exploitants d'entreprises assujettis aux taxes proportionnelles ou d'extraction prévues par les articles 79 et suivants du décret du 30 décembre 1913.

**2.** La contribution extraordinaire est établie en prenant pour base :

*a)* s'il s'agit des assujettis désignés aux nos 1 et 2 de l'article premier, la totalité, sous la seule déduction d'une somme invariable de cinq mille francs par année (la pé-

(1) V. *A. F.* 20 *septembre et* 16 *novembre* 1917.

riode 1914-1916 étant à ce point de vue comptée pour deux années), des bénéfices exceptionnels par eux réalisés comme fournisseurs ou intermédiaires, depuis le 1er août 1914 jusqu'au 31 décembre 1916 et pendant chacune des années suivantes ;

*b)* s'il s'agit des assujettis désignés aux nos 3 et 4 de l'article premier, l'excédent du bénéfice net respectivement obtenu pendant la période du 1er août 1914 au 31 décembre 1916 et pendant chacune des années suivantes, sur le bénéfice normal constitué par la moyenne des produits nets réalisés au cours des deux exercices antérieurs au 1er août 1914. L'exercice s'entend de la période de douze mois comprise entre deux inventaires ou bilans successifs.

Si la période pendant laquelle ont été réalisées, antérieurement au 1er août 1914, les opérations du contribuable visées à l'article 1er ne comprend pas deux exercices, le bénéfice normal est calculé d'après la moyenne des résultats pendant cette période.

Le bénéfice normal ne peut, en aucun cas, même si le contribuable n'a réalisé d'opérations qu'à partir du 1er août 1914, être évalué à une somme inférieure ni à 5.000 francs, ni à 7 % (9 % à compter du 1er janvier 1918. D. 24 février 1919 art. 2), des capitaux réellement engagés par lui et rémunérés dans ses entreprises, tels qu'ils résultent d'actes, de livres de commerce régulièrement tenus ou d'autres preuves certaines.

Pour la comparaison du bénéfice normal avec celui qui a été réalisé au cours de la période de guerre, les bénéfices à comparer sont constitués par la totalisation des produits nets des diverses entreprises exploitées en Tunisie par un même contribuable, sous déduction, s'il y a lieu, des pertes résultant d'un déficit d'exploitation dans certaines de ces entreprises.

En ce qui concerne la période du 1er août 1914 au 31 décembre 1916, la comparaison avec le bénéfice normal annuel est faite après avoir majoré celui-ci de dix-sept douzièmes.

Pour la comparaison du bénéfice réalisé au cours de la dernière période d'imposition avec le bénéfice normal, celui-ci sera, s'il y a lieu, majoré ou diminué d'un nombre de douzièmes égal à la différence entre le nombre des mois compris dans ladite période et un exercice annuel.

**3.** Le produit net, en période de guerre, est calculé en établissant le bilan, pour chaque entreprise, suivant les règles antérieures propres à cette entreprise, notamment en déduisant, s'il y a lieu, la somme nécessaire à la réserve légale et celles qui sont habituellement réservées à l'amortissement des bâtiments et du matériel.

Sont, en outre, déduites du bénéfice supplémentaire établi comme il est dit ci-dessus, pour obtenir le bénéfice imposable, sous réserve de la revision prévue au 2e alinéa de l'article 15 : 1° les sommes destinées aux amortissements supplémentaires nécessités soit par les dépréciations exceptionnelles du matériel résultant d'une prolongation de la durée journalière du travail normal ou de toute autre cause due à l'état de guerre, soit par le fait d'installations ou de dépenses spéciales effectuées en vue de fournitures de guerre ; 2° les sommes correspondant à l'intérêt à 7 % (ou 9 %) des capitaux employés dans les entreprises situées en pays envahis, ou sinistrées et à l'amortissement habituel de ces entreprises.

Aucune déduction ne sera opérée au profit de l'intermédiaire qui se sera contenté de rétrocéder un contrat en prélevant une remise.

**4.** Tout contribuable désigné aux numéros 1 et 2 de l'article premier produira obligatoirement, avant le premier décembre 1917, la déclaration, négative le cas échéant, du bénéfice exceptionnel par lui réalisé, comme fournisseur ou intermédiaire, pendant la période s'étendant du 1er août 1914 au 31 décembre 1916, sous la déduction prévue à l'alinéa *a)* de l'article 2, en indiquant à quel titre il a réalisé ce bénéfice.

La même déclaration sera faite pour les années 1917 et suivantes, dans les trois mois qui suivront le 31 décembre de chaque année.

**5.** Toute société ou personne visée aux numéros 3 et 4 de l'article premier, astreinte à la contribution instituée par le présent décret, produira, obligatoirement, pour les périodes indiquées et dans les délais prévus à l'article précédent, une déclaration comportant, si elle n'est pas négative, pour chacune de ses exploitations :

1° le bénéfice net réalisé pendant la période à laquelle se rapporte l'imposition ;

2° le montant du bénéfice normal ;

3° l'excédent constituant le bénéfice supplémentaire.

4° les sommes déduites pour la réserve légale et pour les amortissements habituels, en vertu du premier alinéa de l'article 3.

Si elle ne veut ou ne peut fournir les éléments nécessaires à la détermination du bénéfice normal, elle évaluera celui-ci à une somme égale à trente fois le principal de la patente à laquelle elle aurait été tenue en France si elle y avait exercé sa profession dans les mêmes conditions qu'en Tunisie, sans que cette somme puisse être inférieure ni à 5.000 francs, ni à 7 % (ou 9 %) des capitaux réellement engagés dans les entreprises.

Le contribuable indiquera, en outre, s'il y a lieu, dans sa déclaration, les sommes à déduire du bénéfice supplémentaire :

1° pour les pertes d'exploitation visées au sixième alinéa de l'article 2 ;

2° pour les déductions autorisées par l'alinéa 2 de l'article 3.

Lorsque le bénéfice net réalisé pendant la période à laquelle se rapporte l'imposition n'excédera pas le montant du bénéfice normal, le contribuable devra faire une déclaration négative.

**6.** Les déclarations prévues par les articles 4 et 5 qui précèdent sont rédigées en double original sur ou d'après des formules déposées dans les bureaux des contrôles civils, affaires indigènes, caïdats, municipalités ou régies financières, dûment certifiées par les déclarants et adressées au Directeur de l'enregistrement à Tunis, qui en délivre récépissé sur l'un des deux originaux. Elles peuvent être produites par mandataire.

Les délais impartis pour les déclarations prévues à l'article 5 pourront être prolongés, par décision de notre Directeur général des Finances, sur la demande du contribuable dont le bilan annuel est habituellement établi sur une période de douze mois ne coïncidant pas avec l'année normale.

Dans le cas visé à l'alinéa précédent, comme pour la période du 1er août 1914 au 31 décembre 1916, le bénéfice supplémentaire sera calculé à l'aide des deux ou trois bilans intéressant l'exercice imposable, en prenant dans chacun de ces bilans le nombre de mois compris dans l'exercice d'imposition.

Les contribuables, mobilisés ou non, qui se trouveraient empêchés, en dehors des cas visés ci-dessus, de souscrire leur déclaration dans les délais et conditions indiqués aux articles 4 et 5, pourront obtenir un délai supplémentaire prenant fin au plus tard trois mois après la date de la cessation des hostilités telle que cette date sera fixée en exécution de l'article 2 du décret du 10 août 1914. A cet effet, ils devront adresser au Directeur de l'enregistrement avant l'expiration du délai prévu par les articles 4 et 5 précités une demande de délai supplémentaire, en précisant la nature de l'empêchement qu'ils entendent invoquer. Le Directeur de l'enregistrement saisira de l'affaire la commission du premier degré et transmettra son avis au Directeur général des Finances, qui accordera ou refusera la prolongation de délai sollicitée, sauf recours de l'intéressé devant la commission supérieure instituée par l'article 11. En cas de refus si le délai prévu pour la déclaration par les articles 4 et 5 ci-dessus est expiré dans l'intervalle de temps qui se sera écoulé depuis le dépôt de sa demande jusqu'à la décision, le contribuable encourra la pénalité de retard édictée par l'article 13 ; il sera, en outre, taxé d'office s'il ne fait pas sa déclaration dans le délai d'un mois qui suivra la notification du refus.

**7.** Les déclarations sont soumises par le Directeur de l'enregistrement à l'examen d'une commission siégeant à Tunis et comprenant les directeurs des régies financières tnisiennes, dont le plus ancien en grade au titre tunisieu préside. (1)

Un agent de la Direction de l'enregistrement désigné par le Directeur remplit les fonctions de secrétaire avec voix délibérative.

La commission règle elle-même les jours et heures de ses séances ; elle est convoquée par son président.

Les décisions sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

La présence de trois membres au moins est nécessaire à la validité des décisions.

**8.** La commission examine les déclarations ; elle peut entendre les intéressés et

(1) Missions de contrôle instituées par *D.* 20 *déc.* 1919 (V. notes sous art. 16 § 1er du présent décret).

se faire communiquer par eux ainsi que par les administrations de l'Etat, des établissements publics et des communes, tous documents nécessaires pour l'exercice de sa sa mission. Elle peut faire procéder par l'un ou l'autre des services financiers, en présence des intéressés ou ceux-ci dûment appelés, à des vérifications sur place. Elle peut user pour sa documentation des moyens d'investigations que les articles 31 du décret du 19 avril 1912 et 20 du décret du 20 avril 1912 ont ouverts à l'administration pour l'application des lois de timbre et d'enregistrement et qui sont étendus à l'objet du présent décret.

Si la commission trouve la déclaration insuffisante, incomplète ou inexacte, le contribuable est invité, par lettre recommandée indiquant les points contestés, à se faire entendre dans le délai d'un mois.

Le contribuable peut faire parvenir à la commission, dans le délai ci-dessus, par lettre recommandée, son acceptation ou ses observations.

Ces formalités remplies, la commission prend une décision motivée et la notifie à l'intéressé. Celui-ci peut, dans le délai d'un mois à partir du jour où il a reçu cette notification, avertir l'administration qu'il maintient sa déclaration : le litige est alors porté devant la commission supérieure instituée par l'article 11. La charge de prouver devant la commission supérieure, l'insuffisance, les omissions et les inexactitudes de la déclaration, si elles ne sont pas reconnues par le contribuable, incombe à l'administration des Finances.

**9.** Le contribuable qui n'aura pas produit sa déclaration dans les délais impartis par les articles 4 et 5 du présent décret sera, après mise en demeure par lettre recommandée, suivie d'un délai d'un mois, imposé par voie de taxation d'office.

Le contribuable pourra répondre à la mise en demeure, dans le délai ci-dessus, par la déclaration prévue aux articles 4 et 5, négative s'il ne se croit pas imposable.

La taxation sera établie par la commission instituée par l'article 7, à l'aide des éléments recueillis par les services publics et notamment par l'examen des marchés.

Pour les assujet is aux taxes minières, elle compare le produit net s rvant de base à la taxe proportionnelle et correspondant à chacune des périodes d'imposition à laquelle s'applique la contribution, avec la moyenne du produit net correspondant aux deux exercices antérieurs au 1er août 1914.

Pour les sociétés soumises à la publication de leurs bilans, elle compare les bilans des deux exercices antérieurs au 1er août 1914 avec celui de l'exercice imposable.

Pour les sociétés non soumises à la publication de leurs bilans, et tous autres assujettis, elle utilise tous les éléments dont elle dispose et notamment ceux indiqués par l'article 8.

En cas aucun, le bénéfice normal ne peut être évalué, comme il est dit à l'article 5, à une somme inférieure à 5.000 francs, ni à trente fois le principal de la patente à laquelle l'assujetti serait tenu en France pour l'exercice, dans les mêmes conditions, de sa profession, ni à 7 % (ou 9 %) (1) du capital engagé.

**10.** La taxation établie sera notifiée au contribuable par le Directeur de l'enregistrement, par lettre recommandée. La notification devra faire connaître à l'intéressé, pour chacune de ses exploitations, les chiffres arrêtés en ce qui concerne :

1° le bénéfice fixé pour la période à laquelle se rapporte l'imposition ;

2° la déduction opérée à titre de bénéfice normal ;

3° l'excédent constituant la base de la taxation.

Le contribuable taxé d'office ne peut contester la taxation devant la commission d'appel, dans le délai imparti par l'article 8, qu'en apportant toutes les justifications de nature à faire la preuve du chiffre exact de ses bénéfices exceptionnels ou supplémentaires. Notamment il peut être tenu de représenter aux agents des Finances, à toute réquisition, tant à son principal établissement que dans ses agences ou succursales, ses livres, registres, titres, pièces de recette, de dépense et de comptabilité.

Si le contribuable n'a pas de comptabilité régulière, il doit y suppléer par toutes les déclarations et justifications que l'administration estime nécessaires.

Pour les entreprises visées au n° 4 de l'article premier, le bénéfice imposable est établi d'après le produit net servant de base à la taxe proportionnelle.

(1) 9 % à compter du 1er janvier 1920, D. 25 février 1919.

**11**.....(1)

**12.** L'impôt est calculé :

Pour les bénéfices exceptionnels réalisés par les personnes désignées aux nos 1 et 2 de l'article premier, en leur appliquant le taux de 50 %. Ce taux est porté à 60 % pour la fraction supérieure à 500.000 francs des bénéfices imposables réalisés à partir du 1er janvier 1916 (2) ;

Pour les bénéfices supplémentaires des sociétés et des personnes visées aux nos 3 et 4 de l'article premier, en appliquant le taux de 50 ou 60 % suivant les distinctions de l'alinéa précédent, à la portion du bénéfice excédant 5.000 francs (2).

La partie complémentaire de la taxe due par les concessionnaires de mines en vertu de l'article 83 du décret du 29 décembre 1913 s'impute sur l'impôt dû par application du présent article pour la même période d'exploitation et vient en déduction de son montant.

**13.** Le contribuable qui a fait sa déclation est lié par elle et doit acquitter, dans les délais et conditions prévus à l'article 16 § 1er, sans que l'administration soit tenue de l'en aviser, l'impôt auquel elle donne ouverture. Lorsqu'elle sera reconnue insuffisante, la contribution correspondant à la fraction du bénéfice exceptionnel ou supplémentaire non déclarée sera majorée de moitié, si toutefois cette fraction est supérieure à 10 % du bénéfice total.

Toutefois, dans le cas d'omission ou d'insuffisance, lorsque l'erreur aura été commise de bonne foi, il pourra être fait remise, par le Directeur général des Finances, sur avis du Conseil des ministres et chefs de services, de la totalité ou de partie de la pénalité prévue à l'alinéa précédent.

**14.** Les droits afférents au bénéfice imposable seront majorés de 10 % à l'égard de tout contribuable qui n'aura pas souscrit de déclaration dans les délais prévus à l'article 4 et à l'article 5. Il pourra être fait remise totale ou partielle de cette majoration suivant la procédure de l'article 13 qui précède.

**15.** L'administration de l'enregistrement pourra, jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra celle de la cessation des hostilités, soumettre à la commission du premier degré suivant la procédure indiquée à l'article 8 et sous réserve du droit d'appel prévu au même article au profit du contribuable, les omissions, insuffisances et dissimulations qu'elle aura relevées dans les déclarations des contribuables ainsi que les omissions et insuffisances commises dans ses propres taxations d'office, et lui proposer de fixer les bases de l'imposition supplémentaire.

Lorsque les sommes mises en réserve pour les amortissements de bâtiments, de matériel, d'outillage ou de créances irrécouvrables, seront reconnues exagérées par la commission, l'excédent sera considéré comme bénéfice supplémentaire réalisé pendant la dernière année d'imposition. Par contre, lorsque, sur réclamation du contribuable jointe à sa déclaration pour la dernière année d'imposition, les dites sommes seront reconnues insuffisantes par la commission, la différence sera imputable au dernier exercice imposable.

**16.** § 1er. — *Ce § a été remplacé par les dispositions suivantes (D. 20 déc. 1919).*

« La contribution extraordinaire sera à l'avenir exigible par quart de trois mois en trois mois à partir du premier jour du mois qui suivra le délai dans lequel la déclaration aura été faite.

« Les deux derniers quarts afférents aux périodes d'imposition 1914, 1915, 1916, 1917 et 1918 dont le paiement a été jusqu'à ce jour différé, sont déclarés exigibles de trois mois en trois mois à partir du 1er janvier 1920.

« Toutefois pour toutes les sociétés ou personnes visées aux nos 3 et 4 de l'article premier du décret du 20 septembre 1917, le dernier quart de la contribution afférente à chaque exercice d'imposition ne sera exigible, que six mois après l'expiration du dernier exercice de la période pour laquelle la contribution extraordinaire est instituée.

« En cas de dissolution de société, de faillite ou de liquidation judiciaire, de cession ou de cessation de l'entreprise, qui a donné lieu à l'imposition, la totalité de la contribution sera immédiatement exigible.

« En cas de déficit par rapport au bénéfice normal révélé par un des bilans de la période de guerre, le contribuable aura droit, sur la demande présentée dans le délai de

(1) L'appel des décisions de la commission du 1er degré est porté devant la commission supérieure française à Paris (D. 20 déc. 1919 n° 8).

(2) Taux portés à 50 %, 60 %, 70 % et 80 % par D. 24 février. 1919 pour les bénéfices obtenus à partir du 1er janvier 1918.

déclaration concernant la dernière période d'imposition, à une détaxe, qui sera calculée en appliquant au montant du déficit la moyenne des taux effectifs des contributions des différents exercices.

« Le montant de la détaxe sera déduit de celui des impositions réservées et afférentes aux diverses périodes, sans que la déduction puisse excéder la moitié de ces impositions (1) ».

Lorsque l'impôt est dû par une association autre qu'une société anonyme, tous les associées sont débiteurs solidaires.

En cas de refus ou de retard de paiement, le contribuable est passible d'un intérêt de retard calculé à 6 % l'an à partir du dernier jour du délai de paiement de la quotité d'impôt exigible.

§ 2. — La contribution extraordinaire est due sur les taxations d'office, même contestées par le contribuable, dans les mêmes délais et conditions et à charge du même intérêt moratoire que si elle résultait d'une déclaration régulière du contribuable faite en temps utile et quelques délais qu'ait exigé la procédure de la taxation.

§ 3. — Le supplément de contribution dû sur les omissions, insuffisances ou dissimulations relevées par l'administration dans les déclarations, et la pénalité applicable en vertu de l'article 13 sont dus dans les mêmes délais et conditions et sous la même charge de l'intérêt moratoire, même si les omissions, insuffisances ou dissimulations sont contestées par le contribuable.

§ 4. — Le contribuable sera contraint au paiement des sommes, même contestées, prévues aux trois paragraphes du présent article, par toutes les voies de droit, sur un simple état de liquidation décerné par notre Directeur général des Finances, sauf opposition du contribuable devant la commission d'appel constituée par l'art. 11 (2). Cette opposition ne fera pas obstacle à la continuation des poursuites et au recouvrement des sommes exigibles ; sauf restitution éventuelle de l'indû, avec intérêt à 6 % à la charge de l'administration, au profit du contribuable, si la commission d'appel le décide ainsi.

(1) Le même D. du 20 déc. 1919 a autorisé le Directeur général des Finances à pourvoir à l'exécution de ces mesures par des missions de contrôle, opérant pour le compte de la commission du 1er degré et composées d'agents vérificateurs des services des finances.

(2) V. D. 20 déc. 1919 n° 8.

§ 5. — Les sommes dues en vertu du présent décret seront régies quant au privilège général du Trésor par la législation existante et quant à la prescription par le décret du 14 septembre 1903 (1). La prescription courra de la date de la déclaration pour les droits exigibles sur son contenu, et de la date de l'acceptation par le contribuable ou de l'approbation par la commission supérieure des droits sur les taxations d'office ou sur les omissions, insuffisances ou dissimulations.

Le contribuable est censé d'avoir accepté la taxation d'office ou les redressements opérés par la commission du premier degré s'il n'a pas répondu dans le délai d'un mois à partir de la notification prévue par l'article 8.

**17.** Les sociétés et les personnes visées au n° 3 de l'article premier, ainsi que les exploitants d'entreprises visées au n° 4 du même article, qui justifieront avoir employé avant le 1er avril 1917, en améliorations ou extensions de leur entreprise, une partie ou la totalité des bénéfices exceptionnels ou supplémentaires taxés par le présent décret, pourront être autorisés à s'acquitter des impôts afférents aux bénéfices ainsi employés, en trois acomptes égaux exigibles les premier avril 1918, 1919 et 1920 avec intérêt moratoire de 6 % par an en cas de retard.

Les autorisations seront accordées, après examen des justifications visées au paragraphe précédent, par la commission du premier degré et sauf recours devant la commission supérieure dans les conditions prévues à l'article 11.

Nonobstant les autorisations accordées le solde des impôts restant dû sera immédiatement exigible en cas de dissolution de la société, de faillite ou de liquidation judiciaire, de cession ou de cessation de l'entreprise.

Pour l'exercice du privilège du Trésor et pour l'application de la prescription, chacune des annuités sera considérée comme une contribution distincte afférente à l'année pour laquelle elle est exigible.

**18.** Toutes communications échangées entre les agents de l'administration et tous avis adressés par eux aux contribuables et

(1) Prescription de 4 ans (D. 24 févr. 1919, art. 3).

concernant la contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre doivent être transmis aux frais de l'administration.

Est tenue au secret professionnel dans les termes de l'article 378 du code pénal français et de l'art. 254 du code pénal tunisien et passible des peines prévues aux dits articles, toute personne appelée, à l'occasion de ses fonctions ou attributions, à intervenir dans l'établissement, la perception ou le contentieux de l'impôt.

**19.** Les contribuables ne sont autorisés à se faire délivrer des extraits des constatations de la contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre, suivant les dispositions législatives ou réglementaires applicables en matière d'enregistrement, qu'en ce qui concerne leurs propres impositions (1).

**20.** Tout contribuable qui, en employant des manœuvres frauduleuses pour se soustraire en totalité ou en partie à l'établissement de la taxe, aura, par l'emploi d'une de ces manœuvres, dissimulé ou tenté de dissimuler ses bénéfices, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs (500 à 10.000 fr.), ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les articles 465 du code pénal français et 53 du code pénal tunisien seront applicables aux infractions prévues par le présent décret.

**21.** L'Etat peut, en son nom personnel, attaquer les actes faits par le contribuable depuis le 13 janvier 1916 en fraude de ses droits.

*Tableau annexé au décret du 20 septembre 1917 des exceptions prévues par le n° 3 de l'article premier du décret.*

1° Les fonctionnaires et employés salariés soit par l'Etat, soit par les communes, soit par les établissements publics dotés de la personnalité civile, en ce qui concerne seulement l'exercice de leurs fonctions.

2° Les peintres, sculpteurs, graveurs et dessinateurs. considérés comme artistes et ne vendant que le produit de leur art.

3° Les musiciens exécutants ou enseignants.

4° Les directeurs d'internats primaires et les instituteurs publics qui sont autorisés à recevoir des élèves en qualité d'internes.

5° Les sage-femmes, à moins qu'elles ne tiennent une maison d'accouchement où sont reçues des pensionnaires.

6° Les garde-malades.

7° Les éditeurs de feuilles périodiques ; l'exemption est refusée aux publications exclusivement consacrées à l'insertion d'annonces, d'actes judiciaires, etc.

8° Les artistes dramatiques, sauf le cas où ils seraient en même temps directeurs de spectacles.

9° Les laboureurs et cultivateurs seulement pour la vente et la manipulation des récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent ou par eux exploités, et pour le bétail qu'ils y élèvent, qu'ils y entretiennent ou qu'ils y engraissent.

10° Les propriétaires ou locataires louant accidentellement meublée une partie de leur habitation personnelle.

11° Les pêcheurs, lors même que la barque qu'ils montent leur appartient.

12° Les caisses d'épargne et de prévoyance administrées gratuitement, les assurances mutuelles régulièrement autorisées.

13° Les habitations à bon marché .

14° Les capitaines de navire de commerce ne naviguant pas pour leur compte.

15° Les cantiniers attachés à l'armée.

16° Les écrivains publics.

17° Les commis et toutes les personnes travaillant à gages, à façon et à la journée, dans les maisons, ateliers et boutiques des personnes de leur profession, et ne faisant pas d'affaires personnelles.

18° Les ouvriers travaillant chez eux ou chez les particuliers, sans compagnons ni apprentis, soit qu'ils travaillent à façon, soit qu'ils travaillent pour leur compte et avec des matières à eux appartenant, qu'ils aient ou non une enseigne ou une boutique. Les ouvriers travaillant en chambre avec un apprenti âgé de moins de seize ans ;

La veuve qui continue avec l'aide d'un seul ouvrier ou d'un seul apprenti la profession précédemment exercée par son mari.

(1) Un *D. du 4 juin* 1919 autorise les fonctionnaires à délivrer, en vue de l'application de l'art. 57 du D. du 10 mars 1919 sur les loyers, au propriétaire d'immeuble un certificat sommaire constatant simplement si son locataire débiteur est ou n'est pas inscrit sur le rôle de la contribution.

19° Les personnes qui vendent en ambulance soit dans les rues, soit dans les lieux de passage, soit dans les marchés, des fleurs, des fruits, des légumes, des poissons, du beurre, des œufs, du fromage et autres menus comestibles ; les savetiers, chiffonniers au crochet, les porteurs d'eau à la bretelle ou avec voitures à bras, les rémouleurs ambulants.

---

## 20 septembre 1917

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances instituant une direction de l'enregistrement, du timbre et de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre.*

(J. O. 29 SEPTEMBRE 1917, 476)

ART. 1. Les attributions de la Direction des contributions diverses et de l'enregistrement seront scindées et réparties à partir du premier octobre 1917 entre deux directions autonomes, l'une des contributions diverses, l'autre de l'enregistrement.

2. Le Directeur de l'enregistrement aura dans ses attributions : 1° toutes les questions se rattachant à l'application de la législation relative aux impôts du timbre et de l'enregistrement et à l'impôt sur les bénéfices exceptionnels et supplémentaires de guerre ; 2° la direction au point de vue du personnel, de la comptabilité et des caisses de la recette principale et de toutes les recettes particulières des contributions diverses et de l'enregistrement dont les titulaires, leurs commis préposés sont placés à cet effet sous ses ordres et sur lesquels il exercera son contrôle par l'intermédiaire des employés supérieurs mis à sa disposition par le Directeur général des Finances.

3. Le Directeur des contributions diverses aura dans ses attributions toutes les questions se rattachant aux impôts indirects autres que les droits de timbre et d'enregistrement dont la gestion appartient à la Direction actuelle. Il y pourvoira par l'intermédiaire des contrôleurs, collecteurs et préposés des contributions diverses qui sont placés à cet effet sous ses ordres et sur lesquels il exercera son contrôle par l'intermédiaire des employés supérieurs mis à sa disposition par le Directeur général des Finances et du receveur principal et des receveurs particuliers des contributions diverses et de l'enregistrement. Ces comptables demeurent les chefs de service locaux, reçoivent les versements des contrôleurs et collecteurs des contributions diverses et en font état dans leurs écritures suivant les prescriptions du Directeur des contributions diverses qui leur donne, en outre, toutes les instructions que comporte au point de vue budgétaire et de trésorerie l'exécution des opérations rentrant dans ses attributions.

4. Le Directeur des contributions diverses et le Directeur de l'enregistrement sont constitués séparément ordonnateurs secondaires des crédits qui leur seront respectivement sous-délégués par le Directeur général des Finances conformément à l'article 21 du décret du 12 mai 1906.

---

## 1er octobre 1917

DÉCRET *établissant la prorogation des baux à ferme.*

(J. O. 6 OCTOBRE 1917, 485)

ART. 1. Les baux à ferme susceptibles de prendre fin pendant la durée des hostilités, soit en vertu de congé, soit par l'échéance de leur terme normal, sont prorogés d'année en année (1) lorsque le fermier est mobilisé, si celui-ci, ou, à son défaut, l'un des membres de sa famille participant à l'exploitation de la ferme ou toute personne dirigeant cette exploitation en son nom, réclame le bénéfice de cette disposition par une déclaration faite soixante jours au moins avant l'expiration du bail, à la fois :

1° au propriétaire par lettre recommandée avec avis de réception ;

2° au greffe de la justice de paix, ou, si les deux parties sont tunisiennes, au caïdat, sur un registre spécial ;

2. Il est accordé au fermier mobilisé dont le bail ou l'une des périodes du bail est échu un délai de soixante jours à compter de la publication du présent décret pour effectuer ou faire effectuer en son nom la déclaration prévue à l'article précédent.

3. Le juge de paix ou le caïd, suivant le cas, pourra, tenant compte de circonstances exceptionnelles, relever le fermier de la déchéance encourue par l'expiration de ces délais.

---

(1) Prorogation jusqu'à l'époque de l'année 1920 correspondant à celle du terme normal, sauf cas exceptionnels, D. 16 juin 1919.

Il pourra, d'autre part, refuser le bénéfice de la prorogation au fermier qui ne justifiera pas, dans la déclaration prévue à l'article 1er, avoir payé les fermages échus et maintenu la propriété en bon état de culture (1).

**4.** Les dispositions qui précèdent sont applicables aux baux de colonat partiaire ou de métayage.

---

## 23 octobre 1917

DÉCRET *instituant un répertoire des opérations de change.*

(J O. 31 OCTOBRE 1917, 539)

ART. **1.** Quiconque fait profession ou commerce de recueillir, acheter ou vendre, négocier, escompter, encaisser ou payer des monnaies ou devises étrangères : coupons, titres d'actions ou d'obligations, négociables ou non négociables, quels que soient leur dénomination et le lieu de leur création, dont le montant ou le prix est payable à l'étranger en monnaies étrangères ou payable en France ou en Tunisie en monnaies françaises, ou après négociation à l'étranger, sur une disposition de l'étranger, est tenu d'en faire la déclaration au bureau de l'enregistrement de sa résidence, et, s'il a y lieu, au bureau de l'enregistrement de chacune de ses succursales ou agences, soit avant toute opération, soit, s'il exerçait avant la promulgation du présent décret, dans les quinze jours à compter de cette promulgation.

**2.** Les personnes désignées à l'article qui précéde doivent exiger de toute personne avec laquelle elles effectuent l'une des opérations énumérées au dit article la déclaration de son identité, de sa nationalité, de son domicile et tenir un registre en papier non timbré, visé et paraphé par le président ou l'un des juges du tribunal civil de Tunis ou de Sousse, sur lequel elles inscriront, jour par jour, sans blanc ni interligne, chacune des dites opérations, sous réserve des dispositions spéciales de l'article 3.

Devront également être inscrits sur ce registre les ordres donnés de France ou de Tunisie pour la vente à l'étranger de francs ou devises en francs contre des monnaies ou devises étrangères.

**3.** Seront exceptées de l'inscription au registre les négociations des titres d'actions et d'obligations libellés en monnaie étrangère, lorsque ces négociations n'auront d'autre but que d'en transférer la propriété en France ou en Tunisie, sans aucune opération de change sur l'étranger.

En ce qui concerne les opérations de change portant sur l'encaissement de la valeur des titres et de la valeur des dividendes, intérêts et arrérages de ces titres, il suffira de les grouper par journée et par nature de monnaies étrangères et d'en inscrire, pour chacune de ces monnaies, le montant total au répertoire prescrit par l'article 2, sans aucune autre indication.

**4.** Le registre prescrit par l'article 2 est communiqué à toute réquisition aux agents désignés à cet effet, par arrêté du Directeur général des Finances.

De même, un arrêté du Directeur général des Finances déterminera le modèle de ce registre et les indications à y porter, ainsi que la forme des états récapitulatifs dont la remise périodique pourra être réclamée aux personnes désignées à l'article 1er (1).

**5.** Les contraventions aux prescriptions des articles qui précèdent ainsi qu'à celles des arrêtés prévus à l'article 4 seront constatées par des procès-verbaux dressés par les agents dont la désignation est prévue audit article.

Elles seront punies d'une amende de cent à cinq mille francs. Les dispositions des articles 463 du code pénal français et 53 du code pénal tunisien sont applicables au présent décret.

---

## 24 octobre 1917

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances relatif à la communication des registres des opérations de change.*

(J. O. 31 OCTOBRE 1917, 541)

ART. **1.** Les receveurs de l'enregistrement et des contributions diverses sont désignés pour requérir la communication des registres dont la tenue est prescrite par les articles 2 et 3 du décret du 23 octobre 1917 et constater les contraventions aux prescriptions tant du dit décret que des arrêtés prévus à l'article 4 de ce dernier.

(1) Le juge de paix peut ordonner sur référé l'expulsion du fermier mobilisé qui n'a pas payé les fermages échus et qui n'a pas cultivé la propriété en bon père de famille. - Tunis, 26 nov. 1917 (J. T. 17.40).

(1) V. ci-dessous A. 25 octobre 1917.

**2.** La communication des registres visés dans l'article qui précède ne pourra être requise que pour l'exécution du décret du 23 octobre 1917, et les renseignements contenus dans les registres et recueillis par les agents vérificateurs ne pourront pas être utilisés pour l'application d'une loi fiscale quelconque.

---

## 25 octobre 1917

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances sur l'organisation du répertoire des opérations de change* (1).

(J. O. 31 OCTOBRE 1917, 541)

ART. **1.** Le répertoire dont la tenue est prescrite aux personnes désignées dans l'article 1er du décret du 23 octobre 1917, par les articles 2 et 3 du même décret, est divisé en trois parties.

ticle 3 du dit décret, ne sont pas inscrites sur le registre les négociations de titres d'actions ou d'obligations libellés en monnaies étrangères, lorsquelles n'ont pas d'autre but que d'effectuer en France ou en Tunisie un simple transfert de propriété sans aucune opération de change sur l'étranger.

Cette partie du répertoire présente, dans deux catégories distinctes :

1° les opérations conclues avec des personnes non astreintes à la tenue du répertoire ;

2° les opérations conclues avec des personnes astreintes à la tenue du répertoire.

Doit être assimilée à une des opérations visées au premier alinéa du présent article et inscrite avec les opérations de la première catégorie toute affectation à usage de change par la personne qui tient le répertoire de titres d'actions ou d'obligations libellés en monnaies étrangères.

**3.** La deuxième partie du répertoire reçoit l'inscription des ventes de monnaies ou devises étrangères, coupons, titres d'actions ou d'obligations, etc., visés à l'article 1er du décret, ainsi que des ventes de titres d'actions ou d'obligations libellés en monnaies étrangères que l'acheteur déclare vouloir affecter à des opérations de change.

Les opérations conclues avec des personnes astreintes à la tenue du répertoire et celles conclues avec d'autres personnes y sont présentées en deux catégories, comme dans la première partie.

**4.** La troisième partie du répertoire reçoit les inscriptions suivantes, quel qu'en soit le montant :

1° tous chèques et effets (traites, mandats, billets, etc..., quelle qu'en soit l'échéance) créés en France ou en Tunisie et présentés en France ou en Tunisie à l'encaissement, après avoir été négociés à l'étranger ;

2° tous chèques et effets (traites, mandats, billets, etc..., qu'elle qu'en soit l'échéance) tirés de l'étranger sur la France ur la Tunisie ;

' tous versements ou virements en francs ordre de l'étranger ou en faveur de l'éger.

es opérations d'un montant inférieur à 0 francs peuvent, à la fin de chaque née, être groupées par nature d'opéras, pour chaque pays d'où proviennent les effets ou pour le compte duquel les opérations sont effectuées.

Les effets documentaires peuvent être groupés, quel qu'en soit le montant, par journée et par pays.

Ne devront mentionner ces opérations, à la troisième partie de leur répertoire, en se conformant aux indications du tableau annexé à l'arrêté ministériel du 4 septembre et modifié comme il est dit ci-après, que les personnes ci-dessous astreintes à la tenue du répertoire :

1° le tiré pour les opérations indiquées au n° 1 ci-dessus, ou, si le tiré n'est pas astreint au répertoire, le dernier porteur en France ou en Tunisie, astreint au répertoire, de l'effet après sa négociation à l'étranger;

2° le tiré, pour les opérations visées au n° 2 ci-dessus, ou si le tiré n'est pas astreint au répertoire, le dernier porteur en France ou en Tunisie astreint au répertoire, de l'effet tiré de l'étranger ;

3° la personne qui tient le compte à débiter, en ce qui concerne les opérations désignées au n° 3.

(1) V. modèles de registres (J. O. 31 octobre 1917, 542).

Il pourra, d'autre part, refuser le bénéfice de la prorogation au fermier qui ne justifiera pas, dans la déclaration prévue à l'article 1er, avoir payé les fermages échus et maintenu la propriété en bon état de culture (1).

4. Les dispositions qui précèdent sont applicables aux baux de colonat partiaire ou de métayage.

---

### 23 octobre 1917

DÉCRET *instituant un répertoire des opérations de change.*

(J O. 31 OCTOBRE 1917, 539)

ART. 1. Quiconque fait profession ou commerce de recueillir, acheter ou vendre, négocier, escompter, encaisser ou payer des monnaies ou devises étrangères : coupons, titres d'actions ou d'obligati
ou non négociables, quels
dénomination et le lieu d
dont le montant ou le pri
l'étranger en monnaies étra
ble en France ou en Tuni
françaises, ou après négoci
ger, sur une disposition d
tenu d'en faire la déclaratic
l'enregistrement de sa résidence, et, s'il a y lieu, au bureau de l'enregistrement de chacune de ses succursales ou agences, soit avant toute opération, soit, s'il exerçait avant la promulgation du présent décret, dans les quinze jours à compter de cette promulgation.

2. Les personnes désignées à l'article qui précéde doivent exiger de toute personne avec laquelle elles effectuent l'une des opérations énumérées au dit article la déclaration de son identité, de sa nationalité, de son domicile et tenir un registre en papier non timbré, visé et paraphé par le président ou l'un des juges du tribunal civil de Tunis ou de Sousse, sur lequel elles inscriront, jour par jour, sans blanc ni interligne, chacune des dites opérations, sous réserve des dispositions spéciales de l'article 3.

Devront également être inscrits sur ce registre les ordres donnés de France ou de Tunisie pour la vente à l'étranger de francs ou devises en francs contre des monnaies ou devises étrangères.

3. Seront exceptées de l'inscription au registre les négociations des titres d'actions et d'obligations libellés en monnaie étrangère, lorsque ces négociations n'auront d'autre but que d'en transférer la propriété en France ou en Tunisie, sans aucune opération de change sur l'étranger.

En ce qui concerne les opérations de change portant sur l'encaissement de la valeur des titres et de la valeur des dividendes, intérêts et arrérages de ces titres, il suffira de les grouper par journée et par nature de monnaies étrangères et d'en inscrire, pour chacune de ces monnaies, le montant total au répertoire prescrit par l'article 2, sans aucune autre indication.

4. Le ~~registre prescrit par l'article 2~~ est

4.- Les particuliers ou sociétés visés à l'article premier du présent décret sont tenus de communiquer à toute réquisition des agents désignés à cet effet par le Directeur général des Finances, tous registres et documents relatifs à leurs opérations de change.

D. 20 avril 1929 - J.O. 8 mai.

5. Les contraventions aux prescriptions des articles qui précèdent ainsi qu'à celles des arrêtés prévus à l'article 4 seront constatées par des procès-verbaux dressés par les agents dont la désignation est prévue audit article.

Elles seront punies d'une amende de cent à cinq mille francs. Les dispositions des articles 463 du code pénal français et 53 du code pénal tunisien sont applicables au présent décret.

---

### 24 octobre 1917

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances relatif à la communication des registres des opérations de change.*

(J. O. 31 OCTOBRE 1917, 541)

ART. 1. Les receveurs de l'enregistrement et des contributions diverses sont désignés pour requérir la communication des registres dont la tenue est prescrite par les articles 2 et 3 du décret du 23 octobre 1917 et constater les contraventions aux prescriptions tant du dit décret que des arrêtés prévus à l'article 4 de ce dernier.

(1) Le juge de paix peut ordonner sur référé l'expulsion du fermier mobilisé qui n'a pas payé les fermages échus et qui n'a pas cultivé la propriété en bon père de famille. - Tunis, 26 nov. 1917 (J. T. 17.40).

(1) V. ci-dessous A. 25 octobre 1917.

**2.** La communication des registres visés dans l'article qui précède ne pourra être requise que pour l'exécution du décret du 23 octobre 1917, et les renseignements contenus dans les registres et recueillis par les agents vérificateurs ne pourront pas être utilisés pour l'application d'une loi fiscale quelconque.

---

## 25 octobre 1917

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances sur l'organisation du répertoire des opérations de change* (1).

(J. O. 31 OCTOBRE 1917, 541)

ART. **1.** Le répertoire dont la tenue est prescrite aux personnes désignées dans l'article 1er du décret du 23 octobre 1917, par les articles 2 et 3 du même décret, est divisé en trois parties.

**2.** La première partie du répertoire reçoit l'inscription des opérations ayant pour résultat de procurer à celui qui tient le répertoire des monnaies ou devises étrangères, coupons, titres d'actions ou d'obligations, etc., visés à l'article 1er du décret du 23 octobre 1917, et dont le montant est payable à l'étranger en monnaies étrangères.

Conformément au premier alinéa de l'article 3 du dit décret, ne sont pas inscrites sur le registre les négociations de titres d'actions ou d'obligations libellés en monnaies étrangères, lorsquelles n'ont pas d'autre but que d'effectuer en France ou en Tunisie un simple transfert de propriété sans aucune opération de change sur l'étranger.

Cette partie du répertoire présente, dans deux catégories distinctes :

1° les opérations conclues avec des personnes non astreintes à la tenue du répertoire ;

2° les opérations conclues avec des personnes astreintes à la tenue du répertoire.

Doit être assimilée à une des opérations visées au premier alinéa du présent article et inscrite avec les opérations de la première catégorie toute affectation à usage de change par la personne qui tient le répertoire de titres d'actions ou d'obligations libellés en monnaies étrangères.

**3.** La deuxième partie du répertoire reçoit l'inscription des ventes de monnaies ou devises étrangères, coupons, titres d'actions ou d'obligations, etc., visés à l'article 1er du décret, ainsi que des ventes de titres d'actions ou d'obligations libellés en monnaies étrangères que l'acheteur déclare vouloir affecter à des opérations de change.

Les opérations conclues avec des personnes astreintes à la tenue du répertoire et celles conclues avec d'autres personnes y sont présentées en deux catégories, comme dans la première partie.

**4.** La troisième partie du répertoire reçoit les inscriptions suivantes, quel qu'en soit le montant :

1° tous chèques et effets (traites, mandats, billets, etc..., quelle qu'en soit l'échéance) créés en France ou en Tunisie et présentés en France ou en Tunisie à l'encaissement, après avoir été négociés à l'étranger ;

2° tous chèques et effets (traites, mandats, billets, etc..., qu'elle qu'en soit l'échéance) tirés de l'étranger sur la France ou sur la Tunisie ;

3° tous versements ou virements en francs sur ordre de l'étranger ou en faveur de l'étranger.

Les opérations d'un montant inférieur à 5.000 francs peuvent, à la fin de chaque journée, être groupées par nature d'opérations, pour chaque pays d'où proviennent les effets ou pour le compte duquel les opérations sont effectuées.

Les effets documentaires peuvent être groupés, quel qu'en soit le montant, par journée et par pays.

Ne devront mentionner ces opérations, à la troisième partie de leur répertoire, en se conformant aux indications du tableau annexé à l'arrêté ministériel du 4 septembre et modifié comme il est dit ci-après, que les personnes ci-dessous astreintes à la tenue du répertoire :

1° le tiré pour les opérations indiquées au n° 1 ci-dessus, ou, si le tiré n'est pas astreint au répertoire, le dernier porteur en France ou en Tunisie, astreint au répertoire, de l'effet après sa négociation à l'étranger;

2° le tiré, pour les opérations visées au n° 2 ci-dessus, ou si le tiré n'est pas astreint au répertoire, le dernier porteur en France ou en Tunisie astreint au répertoire, de l'effet tiré de l'étranger ;

3° la personne qui tient le compte à débiter, en ce qui concerne les opérations désignées au n° 3.

(1) V. modèles de registres (J. O. 31 octobre 1917, 542).

Les opérations inscrites à la troisième partie du répertoire devront être totalisées à la fin de chaque quinzaine. *(Ainsi modifié par arrêté du 18 avril 1918).*

**5.** Le répertoire est conforme, pour ces trois parties aux modèles nos 1, 2 et 3 annexés au présent arrêté.

Un registre distinct peut être affecté à chacune des parties.

**6.** Les opérations de la 1re partie :

A) s'il s'agit de numéraire, de billets de banque, ou de l'encaissement de la valeur de titres étrangers ou de la valeur des dividendes, intérêts et arrérages de ces titres, peuvent à la fin de chaque journée et quel qu'en soit le montant être groupées par catégorie d'opérations et par nature de monnaies étrangères ;

B) s'il s'agit de chèques, d'effets, traites, mandats, billets, etc., (quelle qu'en soit l'échéance) ou d'écritures en comptes, peuvent, à la fin de chaque journée, être groupées par catégorie de devises et par nature de monnaies étrangères, lorsque chacune de ces devises est d'un montant inférieur à 25.000 francs et à condition que leur négociation ne constitue, pour le client vendeur, qu'une opération isolée.

Les opérations de la deuxième partie, qu'elles concernent du numéraire, des billets de banque, l'encaissement de titres ou de coupons, la négociation de chèques et d'effets (traites, mandats, billets, etc..., quelle qu'en soit l'échéance), ou des écritures en compte, peuvent à la fin de chaque journée, être groupées par catégorie de devises et par nature de monnaies étrangères, à condition que chaque inscription, prise isolément, ne porte pas sur une valeur supérieure à 5.000 francs.

Les effets à échéance doivent être portés pour leur valeur nominale sans déduction de l'escompte. *(Ainsi modifié par arrêté du 18 avril 1918).*

**7.** La première ligne du répertoire présente la déclaration des soldes en monnaies étrangères détenus ou dus par la personne qui tient le répertoire à la date où celui-ci est commencé. Les soldes positifs sont inscrits à la première partie et les soldes négatifs à la deuxième partie du répertoire.

**8.** Le 5 et le 20 de chaque mois, les sommes inscrites aux première et deuxième parties du répertoire, y compris les soldes déclarés inscrits à la première ligne, sont totalisés.

Pour chacune des deux parties, les totaux de la seconde catégorie sont reportés sous les totaux de la première catégorie, avec lesquels ils sont additionnés de manière à donner le total général des achats et des ventes par nature de monnaies.

Enfin, les totaux généraux de la deuxième partie sont reportés sous les totaux généraux de la première partie et leur comparaison dégage les soldes positifs ou négatifs par nature de monnaies. Les soldes sont reportés sur la première ligne de la quinzaine suivante, à la première partie du répertoire s'ils sont positifs et à la seconde partie s'ils sont négatifs.

**9.** Les 10 et 25 de chaque mois, les personnes astreintes à la tenue du répertoire doivent envoyer au Directeur général des Finances des relevés présentant, pour les première et deuxième parties du répertoire, la copie intégrale de la première catégorie, y compris l'établissement des soldes prescrits à l'article qui précède, et la copie intégrale de la troisième partie.

**10.** Les banques et sociétés sont autorisées à utiliser simultanément autant de registres que l'exige l'organisation de leurs services.

Dans le cas où elles font usage de cette faculté, elles sont dispensées d'inscrire sur ces registres distincts les indications prescrites par les articles 7 et 8 du présent arrêté. Par contre, elles doivent tenir des registres de récapitulation conformes aux modèles nos 4 et 5 annexés au présent arrêté et sur lesquels sont effectués, en ce qui concerne la première et la deuxième parties, la déclaration et l'établissement des soldes prescrits par les articles 7 et 8. précités.

**11.** Les banques et sociétés qui font usage de l'autorisation accordée par l'article 10 doivent joindre aux copies dont l'envoi est prescrit les 10 et 25 de chaque mois, par l'article 9 du présent arrêté, une copie intégrale de leurs registres de récapitulation, y compris l'établissement des soldes.

**12.** Pour toutes les inscriptions au répertoire et aux états périodiques, les fractions des unités monétaires doivent être négligées.

**13.** La tenue du répertoire sera obligatoire à partir du 6 novembre 1917 au matin (1).

---

## 10 novembre 1917

DÉCRET *réglementant la détention du sucre dans le territoire de la circonscription de Tozeur.*

(J. O. 21 NOVEMBRE 1917. 567)

ART. 1. Il est interdit d'introduire ou de faire circuler dans le territoire de la circonscription du contrôle de Tozeur aucune quantité de sucre sans l'autorisation préalable du contrôleur civil suppléant, chef de l'annexe de Tozeur.

.....

*(Le surplus du texte comme aux art* 2, 3, 4 *et* 6 § 1er *du D.* 8 *août* 1917*).*

.....

---

## 25 novembre 1917

DÉCRET *autorisant le paiement par chèques des sommes dues au Trésor* (2)

(J. O. 29 DÉCEMBRE 1917, 659)

ART. 1. Les receveurs de l'Etat en Tunisie sont, sous les réserves ci-après, autorisés à accepter en paiement, même à titre d'acompte, des contributions et revenus publics dont le recouvrement leur est confié des chèques satisfaisant aux conditions de régularité prévues par la loi de droit commun et, en outre aux conditions suivantes :

d'être tirés sur la banque de l'Algérie ou sur une banque en compte avec elle ;

d'être à l'ordre impersonnel du comptable intéressé ;

d'être barrés par le redevable, qui doit inscrire entre les deux barres parallèles les mots « Banque de l'Algérie », faute de quoi il s'exposerait aux conséquences de droit pouvant résulter de l'encaissement frauduleux du chèque.

**2.** Les chèques sont remis directement ou sont envoyés par la poste au comptable : ils sont datés, dans le premier cas, du jour ou de la veille de leur remise au comptable et, dans le second cas, du jour même de leur expédition.

Leur montant ne peut être inférieur à 20 francs.

En cas d'envoi du chèque par la poste, le redevable l'accompagne de toutes les indications et pièces propres à permettre au comptable de faire emploi de son montant. Il comprend dans ce montant le coût du timbre de la quittance, s'il y a lieu, et les frais d'envoi du récépissé.

**3.** Au reçu du chèque, le comptable le barre en inscrivant entre les deux barres les mots « Banque de l'Algérie », si déjà le tireur ne l'a fait, l'endosse au nom de la Banque de l'Algérie, se charge en recette de son montant au titre convenable et en délivre au redevable un reçu timbré s'il y a lieu, en énonçant expressément que le versement a été fait en chèque. Ce reçu n'est libératoire que sous réserve de l'encaissement du chèque.

**4.** Les receveurs ne doivent livrer les produits de l'Etat dont le prix leur est payé par chèque ou les marchandises constituant le gage des droits payés par chèque, qu'après s'être assurés du paiement du chèque. Il leur est cependant loisible de faire plus tôt cette livraison s'ils le jugent possible sous leur responsabilité personnelle.

**5.** Si la Banque de l'Algérie ne peut encaisser le chèque, le Trésorier général fait dépense de son montant aux opérations de trésorerie, parmi les avances sous la rubrique « chèques impayés », et il poursuit le recouvrement de cette avance contre le tireur soit directement, soit par l'intermédiaire du receveur qui a fait état du chèque dans ses écritures. Le Trésorier général et le receveur disposent pour ce recouvrement des moyens de contrainte et du privilège attachés à la créance originaire encore subsistante du fait du non-paiement du chèque, sans préjudice des pénalités fiscales exigibles et des sanctions de droit commun applicables du fait de ce non-paiement.

---

## 28 novembre 1917

DÉCRET *interdisant d'employer des huiles d'olives comestibles à des usages industriels* (1).

(J. O. 1er DÉCEMBRE 1917, 582)

ART. 1. Il est interdit d'employer des hui-

(1) Art. 4 de l'*arrêté du* 18 *avril* 1918. Un répertoire spécial sera tenu pour les opérations du change traitées « livraison » qui seront inscrites au fur et à mesure de leur négociation. A leur échéance, ces opérations seront annulées par une inscription pour ordre et reportées sur le répertoire général. Elles seront alors comprises dans les soldes du répertoire général. Un extrait de ce répertoire spécial qui sera arrêté les 5 et 20 de chaque mois, sera envoyé au Directeur général des Finances (service de la comptabilité générale) les 10 et 25 de chaque mois en même temps que les copies du répertoire général.

(2) V. D. 20 octobre 1916 autorisant le paiement des dépenses d l'Etat au moyen de virements en banque.

les d'olives bouchables à des usages industriels tels que la fabrication du savon, le graissage, etc., l'éclairage excepté.

**2.** Les agents des finances, ceux de la sûreté publique et du service des fraudes, les militaires de la gendarmerie, dûment commissionnés et ayant pouvoir de verbaliser, sont autorisés, à pénétrer dans les usines, ateliers, magasins et, d'une manière générale, dans tous locaux servant à l'exploitation des commerces et industries, pour rechercher et constater les infractions au présent décret qui seront punies des peines prévues par l'article 3 de notre décret sus-visé du 10 mars 1917. Toutes les dispositions du dit article 3 et de l'article 4 de ce dernier décret sont déclarées applicables au présent décret.

---

## 8 décembre 1917

DÉCRET *étendant le droit de réquisition civile aux établissements industriels et aux locaux de commerce.*

(J. O. 12 DÉCEMBRE 1917, 609)

ART. **1.** Le Directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, auquel le pouvoir de réquisition a été accordé par les décrets précités, est autorisé à réquisitionner, dans les conditions et sous les pénalités prévues par le décret du 14 août 1914 :

tout ou partie des établissements industriels ou commerciaux et du matériel servant à la production, la fabrication, la manipulation, le transport, la conservation ou les vente des objets nécessaires à l'alimentation, l'habillement, l'éclairage et le chauffage de la population civile ;

tout ou partie des locaux dans lesquels l'Etat jugerait opportun de créer l'un des établissements industriels ou commerciaux visés ci-dessus.

**2.** Avant de prendre possession des établissements industriels ou commerciaux, ainsi que du matériel et des locaux réquisitionnés il sera procédé en présence du prestataire, ou lui dûment appelé, et d'un expert désigné d'un commun accord par le Directeur général de l'agriculture et l'intéressé ou à défaut par le président du tribunal civil, siégeant en référé, à un état descriptif des locaux et, le cas échéant, du matériel, des approvisionnements et des marchandises de l'établissement. Les observations du prestataire et de l'expert seront consignées au procès-verbal.

**3.** Les indemnités auxquelles donneront lieu les dites réquisitions seront fixées par une commission d'évaluation composée des quatre membres suivants :

1° le contrôleur civil, président ;

2° un représentant de la Direction générale des Travaux publics ;

3° l'expert qui aura procédé à l'état descriptif prévu à l'article précédent ;

4° un industriel ou commerçant, s'il s'agit d'établissements industriels ou commerciaux ou de matériel, ou un propriétaire s'il s'agit de locaux vides, désigné par le contrôleur civil.

Le président de la commission a voix prépondérante en cas de partage des voix.

---

## 10 décembre 1917

DÈCRET *visant les opérations illicites sur les marchandises vendues dans les magasins de l'Etat.*

(J. O. 12 DÉCEMBRE 1917, 609)

ART. **1.** Quiconque vendra ou offrira de vendre, en quelque quantité que ce soit, des produits qu'il se sera procurés aux magasins ouverts par l'Etat pour la vente directe aux consommateurs à destination exclusive de leurs besoins personnels et familiaux, quiconque sera convaincu d'avoir acheté ou tenté d'acheter en dehors des magasins de l'Etat ces mêmes produits provenant des dits magasins, en quelque quantité que ce soit, sera puni d'une amende de 50 à 500 francs et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de trois à trente jours, sans préjudice de la confiscation des produits faisant l'objet de l'opération illicite.

---

## 29 décembre 1917

DÉCRET *modifiant certaines dispositions du décret organique de la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens.*

(J. O. 29 DÉCEMBRE 1917, 661)

ART. **1.** Le fait pour un agent d'être incorporé à la société de prévoyance n'ajoute rien à ses titres ni à sa stabilité au regard du service auquel il appartient ; il ne peut exercer aucune influence sur sa situation et sa carrière administratives ; il ne lui confère

notamment aucun droit à sa titularisation ni aux avantages pécuniaires ou autres attachés à la titularisation ; il constitue simplement une mesure de prévoyance sociale tendant à procurer à l'agent, à l'aide de ses versements personnels et de la participation de son employeur, le bénéfice d'une assurance viagère combinée avec les autres avantages que lui offre la société.

2. Les fonctionnaires et employés du Gouvernement, des communes et des établissements publics de la Régence dont l'article 2 du décret du 24 décembre 1908 prescrit l'incorporation obligatoire à la société de prévoyance sont, en principe, et sauf les modalités prévues par la loi, ceux rétribués au mois et à traitements fixes, ne faisant pas déjà obligatoirement partie d'une institution officielle de retraites française, algérienne ou coloniale ou, avec la participation de l'Etat tunisien, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et qui, inscrits ou non à des tableaux de classement, sont susceptibles d'avancement et appartiennent à des cadres permanents. Cette formule exclut notamment de la société et de tout droit à pension nos ministres indigènes, les caïds, khalifats, kahias, cheikhs, notaires et amines même payés sur les fonds du budget, les imans, rabbins et tous fonctionnaires des cultes, les magistrats, greffiers et employés des tribunaux de droit musulman et de droit rabbinique, etc., et tous les employés qui, par leur qualification (auxiliaires, intérimaires, temporaires, etc.), n'ont qu'une situation personnelle précaire et révocable à tout instant sans préavis ou à des conditions de préavis fixées par les conditions de leur engagement.

Il n'est rien innové quant à la situation au regard de la société de prévoyance des géomètres du service topographique et des officiers de la garde beylicale.

En cas de doute sur le point de savoir si les agents de certaines catégories sont ou non susceptibles d'être inscrits à la société, il est statué par décret.

Les fonctionnaires et employés incorporés à la société qui, par suite de changement d'emploi ou autrement, viennent à être classés dans une catégorie non susceptible de faire partie de la société, sont radiés de la société, et cette radiation entraîne la liquidation de leur compte individuel dans les conditions prévues à l'alinéa 5 de l'article 3 et à l'article 4 des statuts annexés au décret du 24 décembre 1908.

Les dispositions du n° 2, *a* et *b*, de l'article 2 du décret du 24 décembre 1908 relatives aux fonctionnaires des habous et du collège Sadiki s'appliquent à ceux de l'hôpital Sadiki et, en général, aux agents, autres que ceux détachés du service de l'Etat ou des communes, de tous les organismes tunisiens ayant le caractère d'établissements publics d'Etat ou communaux et dotés de la personnalité civile.

3. Le temps de surnumérariat ou de stage accompli après l'âge de dix-huit ans est admissible pour la constitution du droit à pension et pour la liquidation de la pension de retraite des agents susceptibles d'être incorporés à la société de prévoyance. En conséquence :

1° ces agents seront désormais obligatoirement incorporés à la société de prévoyance dès le jour de leur titularisation. La disposition contraire de l'article 2 du décret du 24 décembre 1908 est abrogée ;

2° les limites d'âge imposées par le décret du 16 mars 1910 seront désormais applicables, non plus pour la titularisation, qui demeure subordonnée aux conditions requises par les règlements sur le personnel propres à chaque service, mais pour le recrutement des agents (1) ;

3° les agents actuellement en fonctions, qui sont encore dans la période de surnumérariat ou de stage, seront incorporés à partir du premier janvier 1918 à la société de prévoyance. Toutefois ceux de ces agents qui sont mobilisés ne subiront la retenue du premier douzième de leur traitement qu'après la cessation des hostilités et la reprise de leurs fonctions ;

4° pour ceux des agents, déjà incorporés à la société, qui peuvent prétendre à la retraite forfaitaire du décret du 24 décembre 1908, le temps qu'ils ont, antérieurement à leur incorporation dans la société, passé dans la position de surnumérariat ou de stage sera admissible pour la constitution de leur droit à pension et pour la liquidation de leur pension sous la réserve prévue à l'article 9 ci-après.

(1) La limite d'âge est reculée d'une durée égale à celle des services militaires admissibles pour la retraite. D. 1er déc. 1919.

**4.** Il n'est rien innové aux droits tels qu'ils sont réglés par le décret du 15 mars 1910 des fonctionnaires et employés incorporés à la société de prévoyance antérieurement au 1er avril 1910. Ceux incorporés depuis cette date ou qui le seront à l'avenir n'auront droit à la pension forfaitaire du décret du 24 décembre 1908, modifié par le décret du 15 mars 1910, que s'ils ont été recrutés au-dessous de l'âge fixé par l'article premier du décret du 16 mars 1910 ; dans le cas contraire, ils ne pourront prétendre qu'à la retraite spéciale de l'article 4 de ce dernier décret.

**5.** A moins qu'ils n'aient été recrutés aux conditions de l'article 3 du décret du 16 mars 1910 ou qu'ils ne versent déjà obligatoirement à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse avec participation de l'Etat, ceux des agents actuellement en fonctions qui, pour une cause quelconque, n'ont pas encore été jusqu'ici incorporés à la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens seront, s'ils réunissent les conditions requises par les articles 2 et 3 qui précèdent, incorporés d'office à la dite société à partir du premier janvier 1918, avec obligation de supporter à partir de cette date, sur leur traitement, la retenue proportionnelle et, dans les conditions prévues par le décret du 21 mars 1898, article 2, 2e alinéa, la retenue du premier douzième. Toutefois, ceux de ces agents qui sont mobilisés ne subiront cette retenue qu'après la cessation des hostilités ou la reprise de leurs fonctions.

La situation des agents visés au présent article sera réglée ainsi qu'il suit :

*a*) Les agents, déjà en fonctions au premier avril 1910, qui avaient au moment de leur recrutement atteint ou dépassé l'âge fixé par l'article premier du décret du 16 mars 1910, pourront être autorisés, par décrets nominatifs motivés, à bénéficier rétroactivement des dispositions du cinquième alinéa de l'article 5 du décret du 24 décembre 1908, modifié par le décret du 15 mars 1910. Ils pourront en outre prétendre à la pension forfaitaire du premier de ces décrets, même du chef de leurs services antérieurs au premier janvier 1918, à la condition de verser rétroactivement dans un délai maximum de huit ans le montant des retenues proportionnelles qu'ils auraient dû subir depuis le 1er avril 1910 et sous réserve de la réduction prévue au dernier alinéa de l'article 6 du décret du 24 décembre 1908, modifié par le décret du 15 mars 1910 et par l'article 9 ci-après en ce qui concerne la portion de ces retenues proportionnelles pouvant rester à verser rétroactivement au moment de leur admission à la retraite normale ou exceptionnelle ;

*b)* Les agents recrutés avant ou depuis le 1er avril 1910 à un âge inférieur à celui fixé par l'article premier du décret du 16 mars 1910 pourront prétendre à la pension forfaitaire du décret du 24 décembre 1908, même du chef de leurs services d'essai, de stage ou autres antérieurs au 1er janvier 1918 mais à la condition de verser rétroactivement dans un délai maximum de huit ans le montant des retenues proportionnelles afférentes aux traitements qu'ils ont touchés depuis l'âge fixé par l'article premier du décret du 16 mars 1910, sans remonter toutefois au delà du 1er avril 1910, sous la réserve prévue au dernier alinéa de l'article 6 du dit décret modifié par l'article 9 ci-après en ce qui concerne la portion de des retenues proportionnelles pouvant rester à verser au moment de leur admission à la retraite normale ou exceptionnelle ;

*c)* Les agents ne satisfaisant pas aux conditions indiquées sous les § *a)* et *b)* qui précèdent ne pourront prétendre qu'à la pension spéciale de l'article 4 du décret du 16 mars 1910, à l'exclusion de la pension forfaitaire du décret du 24 décembre 1908.

**6.** Les agents n'appartenant pas à une catégorie d'employés exclus par décret de la participation à la société de prévoyance ont toujours le droit de réclamer soit contre leur incorporation, soit contre leur non-incorporation à la société, sauf à se pourvoir en ce cas de rejet de leur réclamation devant le tribunal compétent aux termes de l'article 14 du décret du 24 décembre 1908.

**7.** Tout agent qui réclame son incorporation à la société doit, s'il peut prétendre à la pension forfaitaire, s'engager à effectuer dès son incorporation le versement rétroactif des retenues qu'il n'a pas subies depuis la date de son recrutement.

Si l'agent introduit sa demande plus de deux ans après, soit la date de son recrutement, soit celle de la promulgation du présent décret dans le cas des articles 3 et 5 qui

précèdent, soit celle de la cessation des hostilités s'il est présentement mobilisé, cette demande n'est recevable qu'à la condition pour l'agent d'y prendre l'engagement de verser rétroactivement, à partir de cette date, non seulement les retenues réglementaires, mais, en outre, les intérêts de ces retenues, capitalisés à cinq pour cent ; ces intérêts resteront acquis à la société pour couvrir la charge éventuelle des rentes et ne seront en aucun cas restituables au sociétaire avec le capital des retenues.

Si l'agent ne satisfait pas à ces conditions, ou s'il ne fait pas sa demande d'incorporation dans un délai de cinq ans à partir de la date précitée, il est déchu de ses droits, s'il en a, à la pension forfaitaire et ne peut plus prétendre qu'à la pension spéciale de l'article 4 du décret du 16 mars 1910.

**8.** Dans les cas de versements rétroactifs de retenues prévus par l'article 5, paragraphes *a)* et *b)*, et l'article 7 qui précèdent, l''Etat ne sera tenu de verser à la société les snbventions correspondantes que dans la limite des disponibilités annuelle des crédits budgétairas.

**9.** Le dernier alinéa de l'article 6 du décret du 24 décembre 1908, déjà modifié par le décret du 15 mars 1910, est modifié ainsi qu'il suit :

« La pension liquidée sur les bases qui « précèdent est, du chef des services antérieurs au 1er janvier 1918, pendant la durée desquels la société n'a pas fonctionné « ou l'agent est resté en dehors d'elle, diminuée d'une somme égale à la rente que produirait à l'agent, par application de l'article 9 des statuts, la conversion en viager du capital des retenues qu'il aurait « subies durant cette période et qu'il n'aura pas versées rétroactivement depuis le « 1er janvier 1918. Toutefois, il n'y a pas « lieu à cette déduction si l'agent a déjà « droit au maximum de sa pension sans « avoir besoin de faire entrer dans la liquidation de sa pension tout ou partie du « temps durant lequel les retenues n'ont « pas été faites.

« Lorsqu'il y aura lieu à déduction, la « conversion en viager sera désormais calculée au taux invariable afférent à l'âge « de soixante ans, quel que soit l'âge reél « de l'agent à l'époque de son admission à « la retraite ».

**10.** Les sanctions et déchéances prévues par le présent décret sont absolues et les agents ne pourront en être relevés pour quelque cause que ce soit.

**11.** Les agents, autres que les temporaires, intérimaires ou auxiliaires de la trésorerie générale de Tunisie et de la conservation de la propriété foncière tunisienne, occupant un emploi permanent, n'appartenant pas aux cadres de l'administration française ou algérienne et ne versant pas déjà obligatoirement à une institution officielle de retraites française, algérienne ou coloniale ou à la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse, font désormais obligatoirement partie de la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens.

Ceux d'entre eux en fonctions au moment de la promulgation du présent décret auront droit, s'ils en font la demande et si d'ailleurs ils remplissent les conditions requises, au bénéfice de ses dispositions rétroactives.

La subvention de 12 % due à la société de prévoyance en vertu de l'article 4 du décret du 24 décembre 1908 sur les traitements des agents de la trésorerie générale ou de la conservation en faisant partie sera imputée sur les frais d'exécution du service de la trésorerie générale ou de la conservation.

---

## 31 décembre 1917

DÉCRET *établissant un impôt général des patentes*

(J. O. 31 DÉCEMBRE 1917, 671)

ART. **1.** Les droits de licence créés à la charge des indigènes tunisiens ou assimilés par les décrets des 31 décembre 1910 et 30 mars 1912 et le droit spécial de licence créé par le décret du 29 décembre 1913 à la charge des colporteurs de denrées alimentaires, sont supprimés à partir du 1er janvier 1918.

**2.** A partir de cette même date inclusivement, il est institué un droit annuel de patente à la charge de toute personne, société, compagnie, exploitant en Tunisie un commerce, une industrie ou une profession non compris dans les exceptions déterminées par l'article ci-après (1).

**3.** Sont exemptés du droit de patente :

1° les fonctionnaires et employés salariés ou pensionnés soit par l'Etat, soit par les communes, soit par les établissements pu-

(1) Surtaxe à la patente instituée par D 23 déc. 1918.

blics dotés de la personnalité civile, en ce qui concerne seulement l'exercice de leurs fonctions ;

2° les peintres, sculpteurs, graveurs et dessinateurs considérés comme artistes et ne vendant que le produit de leur art ;

3° les musiciens exécutants ou enseignants ;

4° les directeurs d'internats primaires et les instituteurs publics qui sont autorisés à recevoir des élèves en qualité d'internes ;

5° les sage-femmes, à moins qu'elles ne tiennent une maison d'accouchement où sont reçues des pensionnaires ;

6° les garde-malades ;

7° les éditeurs de feuilles périodiques ; l'exception est refusée aux publications exclusivement consacrées à l'insertion d'annonces, d'actes judiciaires, etc..... ;

8° les artistes dramatiques, sauf le cas où ils seraient en même temps directeurs de spectacles ;

9° les laboureurs et cultivateurs, seulement pour la vente et la manipulation des récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent ou par eux exploités, et pour le bétail qu'ils y élèvent, qu'ils y entretiennent ou qu'ils y engraissent ;

10° les propriétaires ou locataires louant accidentellement meublée une partie de leur habitation personnelle ;

11° les pêcheurs, lors même que la barque qu'ils montent leur appartient ;

12° les caisses d'épargne et de prévoyance administrées gratuitement, les assurances mutuelles régulièrement autorisées ;

13° les habitations à bon marché ;

14° les capitaines de navire de commerce ne naviguant pas pour leur compte ;

15° les cantiniers attachés à l'armée ;

16° les écrivains publics ;

17° les commis et toutes les personnes travaillant à gages, à façon et à la journée dans les maisons, ateliers et boutiques des personnes de leur profession, et ne faisant pas d'affaires personnelles ;

18° les ouvriers travaillant chez eux ou chez les particuliers sans compagnons ni apprentis, soit qu'ils travaillent à façon, soit qu'ils travaillent pour leur compte et avec des matières à eux appartenant, qu'ils aient ou non une enseigne ou une boutique. Ne sont pas considérés comme compagnons ou apprentis la femme travaillant avec son mari, ni les enfants non mariés travaillant avec leurs père et mère, ni le simple manœuvre dont le concours est indispensable à l'exercice de la profession ;

les ouvriers travaillant en chambre avec un apprenti âgé de moins de seize ans ;

la veuve qui continue avec l'aide d'un seul ouvrier ou d'un seul apprenti la profession précédemment exercée par son mari.

19° les personnes qui vendent en ambulance soit dans les rues, soit dans les lieux de passage, soit dans les marchés, des fleurs, des fruits, des légumes, des poissons, du beurre, des œufs, du fromage et autres menus comestibles ; les savetiers, chiffonniers au crochet, les porteurs d'eau à la bretelle ou avec voitures à bras, les rémouleurs ambulants ;

20° les bénéfices de l'exploitation minière et des opérations rattachées à cette exploitation pour l'assiette de la taxe proportionnelle et complémentaire des mines ; ces bénéfices restent soumis à des taxes conformément à la législation en vigueur et ne sont pas assujettis à l'impôt institué par le présent décret.

4. Le droit de patente a pour base le bénéfice réalisé par chaque assujetti pendant l'année précédente ou dans la période de douze mois dont les résultats ont servi à l'établissement du dernier bilan, s'il s'agit d'une profession commerciale ou industrielle, lorsque cette période ne concorde pas avec l'année grégorienne. Le bénéfice considéré est le bénéfice net, après déduction de toutes charges, y compris la valeur locative des locaux affectés à l'exercice du commerce, de l'industrie ou de la profession et les amortissements généralement admis d'après les usages de chaque nature de commerce, d'industrie ou de profession.

S'il s'agit d'assujettis exerçant une profession libérale ou titulaires d'une charge ou d'un office, le bénéfice net à considérer est celui de l'année précédente constitué par l'excédent des recettes totales sur les dépenses nécessitées par l'exercice de la profession.

5. Le droit de patente est fixé à 3 % du bénéfice net moyen de chacune des tranches ou classes déterminées au tableau suivant *(modifié selon D. 20 déc. 1919 :*

| NUNÉRO DE LA CLASSE | TRANCHES DE BÉNÉFICES COMPRIS DANS CHAQUE CLASSE | | | BÉNÉFICE moyen de chaque tranche assujetti à l'impôt | TARIF ANNUEL DU DROIT |
|---|---|---|---|---|---|
| 1re | Bénéfice de | 0 à | 1.000 | 500 | 15 |
| 2e | — | 1.001 à | 2.000 | 1.500 | 45 |
| 3e | — | 2.001 à | 5.000 | 3.500 | 105 |
| 4e | — | 5.001 à | 10.000 | 7.500 | 225 |
| 5e | — | 10.001 à | 20.000 | 15.000 | 450 |
| 6e | — | 20.001 à | 30.000 | 25.000 | 750 |
| 7e | — | 30.001 à | 50.000 | 40.000 | 1.200 |
| 8e | — | 50.001 à | 75.000 | 62.500 | 1.875 |
| 9e | — | 75 001 à | 100.000 | 87.500 | 2.625 |
| 10e | — | 100.001 à | 200.000 | 150.000 | 4.500 |
| 11e | — | 200.001 à | 500.000 | 350.000 | 10.500 |
| 12e | — | 500.001 à | 1.000.000 | 750.000 | 22.500 |
| 13e | — | 1.000.001 à | 2.000.000 | 1 500.000 | 45.600 |
| 14e et suivantes | et ainsi de suite par tranche d'un million de francs | | | 1.000.000 de fr. en sus par chaque tranche | 30.000 |

Les contribuables des trois premières classes seront libérés jusqu'à due concurrence de leur cote de patente par le paiement de leur cote de taxe personnelle (istitan) due pour l'année (*ainsi modifié par D.* 20 *déc.* 1919.

**6.** Le droit est établi au nom de chaque assujetti pour l'ensemble de ses entreprises exploitées en Tunisie, au siège de la direction des entreprises, ou à défaut, au lieu du principal établissement.

**7.** Tout contribuable désigné à l'article 2 ci-dessus est tenu de faire avant le 1er avril de chaque année, une déclaration indiquant obligatoirement :

1° ses nom et prénoms ;

2° la nature de son commerce, de son industrie ou de sa profession ;

3° le lieu et, s'il est possible, la rue et le numéro de l'immeuble où il exerce son commerce, son industrie ou sa profession ;

4° la classe du tarif d'imposition dans laquelle il demande à être classé.

Tout contribuable qui commence en cours d'année l'exercice d'un commerce, d'une industrie ou d'une profession assujetti à la patente est tenu de faire la même déclaration avant de commencer l'exercice de ce commerce, industrie ou profession. Dans ce cas, le bénéfice net servant de base à la déclaration est calculé à raison de 7 % du capital engagé pour l'exercice du commerce, de l'industrie ou de la profession. Pour l'année grégorienne suivante, le bénéfice net est calculé en prenant pour base celui réalisé pendant les mois de l'année précédente au cours desquels a été exercé le commerce, l'industrie ou la profession.

Les déclarations prévues au présent article sont faites par écrit, en français ou en arabe, et transmises soit au Directeur général des Finances à Tunis, soit au receveur des contributions diverses de la circonscription où s'exerce le commerce, l'industrie ou la profession. Elles sont établies en double original sur des formules imprimées mises gratuitement à la disposition des intéressés et déposées dans les bureaux des régies financières. Il en est délivré récépissé par le Directeur général des Finances ou le receveur des contributions diverses sur celui des doubles de la déclaration qui est renvoyé au déclarant.

**8.** Le Directeur général des Finances prend pour base de l'impôt la déclaration de l'assujetti. Les agents des régies financières peuvent contrôler et vérifier cette déclaration au moyen de tout document officiel, jugement, liquidation de société, liquidation de sucession, bilan, etc., parvenu entre leurs mains ou par tout autre moyen de preuve de droit commun. A cet effet, ils sont autorisés à exiger de l'assujetti la représentation et la communication de ses livres, registres, carnets, titres, pièces de recette, de dépense et de comptabilité et, d'une manière générale de tous documents se rapportant à l'exercice du commerce, de l'industrie et de la profession de l'assujetti *(ainsi modifié D.* 20 *déc.* 1919*)*.

« S'il est établi que celui-ci s'est classé dans une tranche du tarif inférieure à celle

que comporte son véritable bénéfice, lui ou ses héritiers sont passibles d'office d'une amende, au minimum de 480 francs, égale à dix fois le complément de taxe exigible.

En cas de contestation le litige est porté devant..... (les tribunaux civils français ou l'ouzara (1)) *(D. 10 janv. 1920)*.

**9.** Le contribuable qui n'a pas produit sa déclaration dans les délais impartis par l'article 7 du présent décret est classé par le Directeur général des Finances dans la catégorie qui paraîtra répondre le plus exactement à sa situation commerciale et industrielle. Il est passible du double du droit de patente au minimum de 480 francs et ne peut contester la taxation d'office que dans les conditions prévues par l'article 8 qui précède.

**10.** Pour l'accomplissement de leur mission, le Directeur général des Finances et la commission d'appel (1) peuvent avoir recours à tous les moyens d'investigation visés à l'article 8 du décret du 20 septembre 1917.

**11.** Le contribuable qui a fait sa déclaration doit acquitter le droit annuel de patente dans le mois à courir du jour où la décision du Directeur général des Finances lui a été notifiée. Le paiement a lieu en un seul terme par année grégorienne à la caisse du receveur des contributions diverses de sa circonscription ou du comptable en faisant fonctions.

En cas d'appel, le droit annuel est acquitté dans les mêmes conditions, dans le mois à courir du jour où la décision de la commission d'appel a été notifiée au contribuable.

En cas de taxation d'office, le droit annuel est acquitté dans les mêmes conditions, dans le délai d'un mois à courir du jour où la décision du Directeur général des Finances ou de la commission d'appel (1) a été notifiée au contribuable.

Toutefois, des délais peuvent être accordés au débiteur à la condition, par ce dernier, d'en faire la demande et de fournir à l'appui à l'Administration des Finances les garanties qu'elle croira devoir exiger. Ces délais ne peuvent en aucun cas s'étendre au delà de l'année à laquelle s'applique l'imposition.

**12.** L'accusé de réception qui est délivré au déclarant dans les conditions indiquées au dernier alinéa de l'article 7 qui précède constitue le certificat de patente.

**13.** Le cetificat de patente est personnel et ne peut être cédé qu'en vertu d'une déclaration faite à la recette des contributions diverses de la circonscription : cette déclaration n'est acceptée qu'autant que le droit afférent à l'année en cours a été acquitté, soit par le cédant, soit par le cessionnaire. Dans le cas de cession irrégulière, le cessionnaire et le cédant sont, jusqu'au jour où la cession a été régularisée, solidairement responsables vis-à-vis du Trésor, des droits de patente dus, amendes encourues et frais, sans préjudice des peines dont le cessionnaire est passible pour exercice de profession sans patente.

Lorsque l'établissement est soumis à une réglementation spéciale (établissements dangereux, insalubres ou incommodes, débits de boissons, hôtels garnis, fondouks, etc., etc...), la déclaration prévue à l'article 7 doit être accompagnée de l'autorisation d'ouverture délivrée par l'autorité administrative compétente.

**14.** Le recouvrement des droits de patente ainsi que des droits en sus qui peuvent être exigibles par application des articles 8 et 9 qui précèdent est poursuivi par voie d'états de liquidation décernés et exécutés conformément aux dispositions de l'article 1er du décret du 15 janvier 1914.

**15.** L'assujetti muni de la patente qui cesse en cours d'année l'exercice de son commerce, de son industrie ou de sa profession n'a droit à aucune restitution des droits de patente acquittés ni à aucune remise des droits constatés au dit titre qui ne seraient pas soldés au moment de la cessation du commerce, de l'industrie ou de la profession. Il doit en outre, l'année suivante, le droit de patente exigible à raison du bénéfice net qu'il a fait pendant l'année de la cessation de son commerce, industrie ou profession.

Il en est de même de l'assujetti muni de la patente qui serait déplacé ou empêché d'exercer son commerce, son industrie ou sa profession en vertu d'un jugement ou d'un

(1) V. D. 10 janvier 1920. La commission supérieure des bénéfices de guerre qui était compétente en matière de patentes a été supprimée par D. 20 déc. 1919.

arrêté de police ou de tout autre acte émanant de l'autorité administrative.

**16.** Les personnes exerçant un commerce, une industrie, ou une profession, soumis à l'impôt de la patente, sont tenues de représenter le titre de la patente à toute réquisition des agents des régies financières, des agents de la force publique et de tous autres fonctionnaires ayant qualité pour verbaliser. A cet effet, ces agents et fonctionnaires sont autorisés à se présenter chez les assujettis sans être tenus d'observer les formalités prescrites par les articles 78 et 79 du décret du 3 octobre 1884. Toutefois, seuls les agents des régies financières ont le droit de visiter dans ces conditions les locaux et magasins des assujettis en vue de constater l'exercice d'un commerce, d'une industrie ou d'une profession soumis à la patente.

Dans le cas où une personne est soupçonnée d'exercer sans patente un commerce, ou une industrie ou une profession assujetti à la patente, les agents des régies financières peuvent, en se conformant aux dispositions des articles 78 et 79 du décret du 3 octobre 1884, faire des visites et perquisitions dans l'intérieur de l'habitation de la personne soupçonnée.

**17.** Toute infraction aux dispositions du présent décret, autre que celles prévues aux articles 8 et 9, et des arrêtés réglementaires pris pour son exécution, est punie d'une amende de 480 francs.

Les infractions sont constatées et la répression en est poursuivie conformément aux dispositions du décret du 3 octobre 1884.

**18.** Les sommes dues en vertu du présent décret sont régies quant au privilège général du Trésor par la législation existante et quant à la prescription par le décret du 14 septembre 1903. La prescription court de la date de la notification qui est faite à l'assujetti de la décision prise par le Directeur général des Finances ou par la commission d'appel.

**19.** Tous avis et communications échangés entre les agents de l'administration ou adressés par eux aux contribuables et concernant l'impôt des patentes doivent être transmis sous pli fermé.

**20.** Est tenu au secret professionnel, dans les termes de l'article 378 du code pénal français et de l'article 254 du code pénal tunisien, et passible des peines prévues au dit article, toute personne appelée, à l'occasion de ses fonctions ou attributions, à intervenir dans l'établissement, la perception, ou le contentieux de l'impôt.

**21.** Les contribuables ne sont autorisés à se faire délivrer des extraits des constatations des comptables publics concernant l'impôt des patentes qu'en ce qui concerne leurs propres cotisations.

**22.** Notre Directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur le 1er janvier 1918.

Il est autorisé à prendre tous arrêtés réglementaires pour son application.

---

## 7 janvier 1918

LOI *française ratifiant le décret du 21 avril 1917 qui a diminué les droits d'entrée sur le plomb d'origine et de provenance tunisiennes importé en France.*

(J. O. 23 JANVIER 1918, 33)

ART. UNIQUE. — Sont ratifiés et convertis en lois :

le décret du 21 avril 1917, portant réduction des droits d'entrée sur le plomb (minerais, mattes et scories de toutes sortes, contenant plus de trente pour cent (30 pour 100) de métal, sans limitation de quantités, plomb en masses brutes, saumons, barres ou plaques, non argentifère, jusqu'à concurrence d'un contingent trimestriel (pouvant être modifié par décret) originaire et provenant de Tunisie, importé dans les conditions prévues par les articles 5 (§§ A, B, C, et E de la loi du 19 juillet 1890 et 3 de la loi du 25 novembre 1915, et sans préjudice de l'application du régime provisoire établi par le décret du 11 décembre 1915.

.....

---

## 4 février 1918

DÉCRET *portant interdiction de la culture du pavot*

(J. O. 13 FÉVRIER 1918, 86)

ART. 1. La culture du pavot est interdite sur tout le territoire de la Régence.

Les propriétaires, possesseurs et fermiers de terres sur lesquelles cette plante viendrait à pousser spontanément sont tenus de la détruire dès son apparition.

**2.** Les pavots cultivés ou sauvages existant sur pied au moment de la publication du présent décret devront être détruits à l'expiration du délai de vingt jours à compter de la date de cette publication.

**3.** Toute contravention aux articles précédents sera punie d'une amende de 500 francs à 1.000 francs si le terrain de venue ou de culture du pavot est ouvert et d'une amende de 1.000 francs à 3.000 francs si le terrain est clos de mur.

En outre, toute plante ou culture ayant donné lieu à contravention sera immédiatement détruite par le contrevenant ou à ses frais par les soins de l'administration.

**4.** Les infractions sont constatées par les agents de la force publique, les agents des régies financières et tous autres fonctionnaires ayant qualité pour verbaliser.

La répression en est poursuivie conformément aux dispositions du décret du 3 octobre 1884.

---

## 16 février 1918

DÉCRET *autorisant le Directeur général des Finances à suppléer à l'insuffisance temporaire de monnaies divisionnaires d'argent par la fabrication et l'émission de coupures de papier-monnaie.*

(J. O. 27 FÉVRIER 1918, 121)

ART. **1.** Notre Directeur général des Finances est autorisé à suppléer à l'insuffisance temporaire de monnaies divisionnaires d'argent par la fabrication et l'émission de coupures de papier-monnaie destinées à en tenir lieu.

Ces coupures seront de trois quotités (deux francs, un franc et cinquante centimes). Leur valeur nominale totale ne pourra excéder le montant des bénéfices restant à réaliser par notre Gouvernement sur ses frappes antérieures de monnaies métalliques. Elles seront garanties par le dépôt à la Banque de l'Algérie de bons, obligations ou titres d'emprunts de la défense nationale à provenir de la transformation de ces bénéfices et de l'emprunt de leurs intérêts en valeur de l'espèce au porteur.

L'importance de chacune des émissions successives de coupures de l'espèce sera fixée par décrets.

**2.** Les coupures de papier-monnaie dont il s'agit seront imprimées sur papier filigrané ; elles porteront au recto la date du décret qui aura autorisé leur émission, la signature du Directeur général des Finances et celle du Trésorier général de la Tunisie, et, en caractères très apparents, français et arabes, l'indication en lettres et en chiffres de la quotité de la coupure ; elles seront frappées au verso d'un timbre à l'encre grasse aux armes beylicales reproduisant l'indication de la même quotité. Elles seront différenciées les unes des autres par des numéros en séries.

**3.** Seront punis des peines prévues par l'article 139 du code pénal français et l'article 179 du code pénal tunisien tous ceux qui auront contrefait ou falsifié les coupures de papier-monnaie ainsi que ceux qui auront fait usage de coupures contrefaites ou falsifiées.

**4.** Les coupures de papier-monnaie auront cours forcé sur tout le territoire de la Régence. Dans les paiements de l'Etat aux particuliers et inversement, comme dans les paiements entre particuliers, elles auront la même force libératoire que les monnaies divisionnaires d'argent tunisiennes dont elles seront la représentation. Elles seront échangeables à toute demande, à vue et au pair, dans les succursales et agences tunisiennes de la Banque de l'Algérie contre des billets de cette Banque.

Elles seront retirées de la circulation, au plus tard, au cours de la seconde année grégorienne qui suivra celle de la cessation des hostilités, par voie d'échange contre des monnaies métalliques ou des billets de la Banque de l'Algérie. Un décret fixera le moment venu, les conditions de ce retrait et les délais de péremption des droits des porteurs qui ne les représenteront pas en temps utile au remboursement.

Les coupures lacérées, détériorées ou abîmées seront acceptées dans les caisses publiques si elles présentent intactes les indications de filigranes et autres propres à en établir l'authenticité et à les identifier.

**5.** Les opérations de recettes et de dépenses nécessitées par la fabrication, l'émission et le retrait, ainsi que celles faites pour garantie du service des coupures de papier-monnaie créées par le présent décret feront l'objet d'un article spécial du chapitre 1er (finances) de la IIe partie du budget de l'Etat

tunisien ; cet article sera intitulé : « Emission par l'Etat de coupures de papier destinées à suppléer à l'insuffisance temporaire de monnaies divisionnaires d'argent ».

---

## 21 février 1918

DÉCRET *sur le notariat israélite.*

(J. O. 27 FÉVRIER 1918, 122)

Le décret du 27 août 1901 est rapporté et remplacé par le texte suivant :

ART. 1. Il est institué trois catégories de notaires israélites.

2. La première comprend les notaires à compétence restreinte nommés, sur la proposition du grand rabbin, dans les villes ou localités qui sont dépourvues de notaires de l'une des deux catégories supérieures et à la suite d'un examen élémentaire.

Les notaires de cette catégorie sont autorisés à rédiger exclusivement les actes suivants : contrats de fiançailles, contrats et actes de mariage (ketoubath), actes de notoriété, dépositions de témoins, procurations et certificats d'indigence.

3. La deuxième catégorie comprend les notaires qui ont subi avec succès l'examen du second degré. Les notaires de cette catégorie sont autorisés à rédiger tous les actes, à l'exception des actes de divorce.

4. La troisième catégorie comprend les notaires qui ont subi avec succès un examen spécial. Les notaires de cette catégorie sont autorisés à rédiger tous actes, y les compris ceux du divorce.

5. La commission d'examen, pour les trois degrés, est composée du grand rabbin, du président du tribunal rabbinique ou de son délégué, du greffier du même tribunal et d'un notaire israélite désigné par le Premier Ministre et choisi parmi les notaires de la troisième catégorie.

La commission est réunie par le grand rabbin, sur l'autorisation du Premier Ministre, chaque fois qu'une vacance se produit dans le personnel des notaires israélites.

6. Le nombre des notaires israélites est fixé comme suit :

A Tunis, 12 ; à Nabeul, 3 ; à Sousse, 3 ; à Mokenine, 2 ; à Sfax, 3 ; à Gabès 3 ; à Djerba, 4 ; à Béja, 2 ; à Gafsa, 2 ; à Kairouan, 2 ; au Kef, 2 ; à Souk-el-Arba, 2 ; à Bizerte, 2.

7. A titre transitoire, les notaires actuellement en exercice et qui n'ont pas été autorisés, jusqu'à présent, à rédiger les actes de mariage et les actes de divorce, sont désormais autorisés à rédiger les actes de mariage ; quant aux actes de divorce, ils ne pourront être autorisés à les rédiger qu'après avoir subi avec succès l'examen spécial prévu à l'article 4.

---

## 25 mars 1918

DÉCRET *portant constitution de la Ghaba du nord en établissement public doté de la personnalité civile* (1).

(J. O. 30 MARS 1918, 183)

ART. 1. L'article ouvert à la Ghaba à la IIe partie du budget de l'Etat est supprimé à partir du 1er avril 1918 et les opérations qu'il a pour objet transférées à la personnalité civile instituée par l'art. 2 ci-après.

2. La Ghaba du nord telle que ses attributions et sa sphère d'action sont définies par l'article 1or du décret du 19 mai 1870 et les décrets des 17 décembre 1904 et 17 juillet 1914, est constituée en établissement public doté de la personnalité civile ; elle est soumise à ce titre aux dispositions du décret du 15 juin 1915.

Cet établissement est placé sous l'autorité de l'Inspecteur général de l'agriculture.

3. Les recettes ordinaires de la Ghaba se composent notamment :

1° du solde actif de l'article de la IIe partie du budget de l'Etat relatif à la Ghaba ;

2° des centimes additionnels à l'impôt canoun ;

3° de la taxe proportionnelle prévue par les réglements en vigueur sur les prix de vente des fruits et produits divers.

Les recettes accidentelles comprennent :

1° le montant des dépenses réelles avancées pour les travaux effectués par le service de la Ghaba, majoré d'un cinquième pour couvrir les frais généraux ;

2° le montant des vacations perçues conformément au tarif fixé par le décret du 23 novembre 1886 pour les transports, constatations, procès-verbaux, estimations de récolte, de dégâts ou de travaux faits par les agents assermentés de la Ghaba ;

En cas d'insuffisance momentanée des recettes, il y est pourvu au moyen d'avan

(1) V. A 1er juin 1918 réglementant le service de la Ghaba.

ces temporaires de l'Etat, conformément aux dispositions du décret du 28 décembre 1902, art. 4.

**4.** Les dépenses de la Ghaba comprennent :

1° le solde passif de l'article de la IIe partie du budget de l'Etat relatif à la Ghaba ;

2° les traitements du personnel ;

3° les salaires des gardiens temporaires ;

4° les indemnités des amines et notaires ;

5° les dépenses avancées pour les travaux effectués par le service de la Ghaba.

**5.** Les prix de vente des fruits et produits divers vendus par les soins de la Ghaba doivent être payés séance tenante, avant la clôture de l'adjudication. Les saisies-arrêt ou oppositions sur les prix de vente doivent être signifiées au comptable de l'établissement avant le cinquième jour qui précède la date fixée pour la vente provisoire.

Les sommes non réclamées séance tenante par les ayants-droit et toutes celles frappées divisément ou indivisément de saisie-arrêt ou d'opposition seront immédiatement consignées à la Caisse tunisienne des dépôts et consignations d'où elles ne pourront être retirées qu'avec le concours de la Ghaba ou bien à la Caisse française des dépôts et consignations par application du décret du 5 février 1891.

---

### 26 mars 1918

DÉCRET *étendant le pouvoir de réquisition civile à tous matériels et produits nécessaires à l'agriculture, aux services publics, ou à l'industrie.*

(J. O. 27 MARS 1918, 181)

ART. **1.** Le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation est autorisé à réquisitionner, sous les pénalités prévues par le décret du 14 août 1914, tout matériel et tous produits qui, sur l'avis conforme du Comité des métaux et marchandises diverses, sont jugés nécessaires à l'agriculture, aux services publics, aux industries visées à l'article 1er du décret du 8 décembre 1917, ou à toutes autres industries dont l'approvisionnement est soumis au contrôle spécial du Comité des métaux.

**2.** Pour les réquisitions de matériel les indemnités sont évaluées dans les formes prévues aux articles 2 et 3 du décret susvisé du 8 décembre 1917.

Il est procédé, dans les autres cas, conformément aux dispositions du décret du 24 mars 1917.

---

### 2 avril 1918

DÉCRET *interdisant la transmission à un titre quelconque, par leurs bénéficiaires, de tous titres ou documents portant dérogation aux prohibitions d'importation dans la Régence.*

(J. O. 27 AVRIL 1918, 249)

ART. **1.** Sont rigoureusement personnels et ne peuvent en aucun cas, faire l'objet d'un prêt, d'une vente, d'une cession et d'une manière générale, d'une transmission quelconque de la part des bénéficiaires auxquels ils ont été directement accordés :

1° tous titres et documents portant dérogation aux prohibitions d'importation dans la Régence et concédés par notre Directeur général des Finances.

2° tous titres ou documents portant licence d'importation dans la Régence par application d'accords internationaux.

**2.** Mention du caractère personnel et intransmissible défini à l'article précédent sera portée sur tous les titres et documents visés au dit article.

**3.** Sera frappé de nullité tout titre ou document de l'espèce qui, en violation des dispositions de l'article 1er, aura fait l'objet d'un prêt, d'une vente ou d'une cession à titre quelconque.

---

### 16 avril 1918

DÉCRET *relatif à la transformation du blé dur en semoule et en farine et à l'interdiction de vente de pain de semoule.*

(J. O. 17 AVRIL 1918, 224)

.....

ART. **2.** Il ne peut être fabriqué de pain avec de la semoule que pour la consommation familiale. En conséquence, il est interdit de mettre en vente, de vendre et d'acheter du pain de l'espèce (1).

Toute infraction à cette disposition sera punie, indépendamment des peines prévues à l'article 9 de notre décret sus-visé du 14 mai 1917, de la confiscation immédiate des pains de semoule mis en vente ou vendus.

(1) Extension des dispositions de l'art. 2 à toute espèce de pains ou de pâtisseries autres que ceux fabriqués avec la farine légale (*D 29 avril* 1918).

Elle entraînera en outre de plein droit et sans recours la fermeture par voie administrative, pendant une durée de quatre jours, portée à quinze jours pour chaque récidive, du magasin ou de la boutique où aura eu lieu la vente, même si le contrevenant y exerce un commerce étranger à celui de la vente du pain.

---

## 24 avril 1918

DÉCRET *étendant à la Tunisie les dispositions de la loi française du 3 avril 1918 qui a réglementé l'exportation des capitaux et l'importation des titres et valeurs mobilières.*

(J. O. 27 AVRIL 1918, 250)

Vu la loi du 3 avril 1918 réglementant l'exportation des capitaux et l'importation des titres et valeurs mobilières, dont l'article 13 est ainsi conçu :

« ART. 13. — La présente loi est applicable en Algérie.

« A partir du moment où des dispositions analogues auront été rendues exécutoires dans les pays de protectorat de « l'Afrique du Nord, le territoire de ces « pays sera assimilé à celui de la Métropole « pour l'application de la présente loi ».

ART. 1. Sont étendues à la Tunisie, pour rester en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la promulgation du décret qui fixera la date de la cessation des hostilités (1) les dispositions ci-après reproduites de la loi française du 3 avril 1918.

En conséquence, le territoire de la Régence de Tunis est assimilé à celui de la Métropole et à celui de l'Algérie pour l'application de ces dispositions.

L'article 53 du Code pénal tunisien sera applicable, le cas échéant, dans les cas où la loi française prévoit l'application de l'article 463 du Code pénal français.

2. Les demandes de dérogations aux dispositions précitées de la loi du 3 avril 1918 devront être formulées par écrit, avec motifs à l'appui, et adressées à notre Direction générale des Finances (service de la comptabilité générale) qui les transmettra aussitôt au Ministre des Finances à Paris à destination du Comité exécutif de la commission française des changes instituée par l'arrêté ministériel du 6 juillet 1917.

3. Sont désignés pour exercer le droit de communication prévu aux articles 5 et 8 de la loi du 3 avril 1918 et constater les contraventions conformément au dit article 8 :

1° les agents des services de l'enregistrement et des douanes ;

2° les agents spéciaux qui seront munis d'une lettre de service signée par le Directeur général des Finances.

4. Notre Directeur général des Finances est chargé de l'application du présent décret et autorisé à y pourvoir par voie d'arrêtés.

(1) Maintenu en vigueur jusqu'au 1er janvier 1921 par *D* 26 *mars* 1920.

---

LOI *réglementant l'exportation des capitaux et l'importation des titres et valeurs mobilières et portant ouverture d'un crédit pour le service chargé d'assurer le contrôle de cette réglementation.*

### TITRE Ier

### Exportation des capitaux

ART. 1. Sauf autorisation écrite du Ministre des Finances et sous réserve des dispositions de l'article 4, il est interdit à toute personne résidant en France, qu'elle agisse pour son propre compte ou pour le compte de tiers :

1° de constituer hors de France, par un moyen quelconque de crédit ou de change, à son profit ou au profit de tous tiers, un avoir en titres ou en fonds, pour dépôt ou placement, y souscrire à une émission, consentir un prêt à une personne résidant hors de France, acheter hors de France tous titres, biens ou produits quelconques si l'opération implique, pour la personne qui l'effectue ou pour le compte de laquelle elle est effectuée, un transfert quelconque de fonds ou de titres hors de France ;

2° d'expédier hors de France, en vue de leur réalisation, par l'entremise d'une personne résidant hors de France, des titres dont la contrevaleur ne ferait pas l'objet d'une remise en francs, ou donnerait lieu à un crédit en monnaie étrangère dont l'emploi ne serait pas conforme aux dispositions de la présente loi.

2. Une personne résidant en France, même après avoir reçu, s'il y a lieu, toutes autorisations utiles du Ministre des Finances, ne peut, si l'opération qu'elle a en vue est

d'un montant supérieur à 1.000 francs, acheter ou se procurer, directement ou indirectement, des devises ou monnaies étrangères, envoyer ou transférer hors de France des monnaies, valeurs ou titres, mettre des francs à la disposition d'une personne résidant hors de France (par chèques, tirages ou effets, par voie de virement ou d'ouverture de crédit), mettre en France des titres à la disposition d'une personne résidant hors de France, que par l'intermédiaire d'une personne astreinte à la tenue du répertoire des opérations de change.

Avant toute exécution d'ordre de cette nature, l'intermédiaire exigera de son client une déclaration écrite indiquant l'objet pour lequel les fonds ou titres sont envoyés hors de France ou mis en France à la disposition d'une personne résidant hors de France.

Les déclarations et, s'il y a lieu, les autorisations du Ministre des Finances, seront conservées par l'intermédiaire qui les tiendra à la disposition des agents dont il est question à l'art. 5.

A l'appui de toute déclaration d'achat de marchandises hors de France, l'importateur devra fournir une licence d'importation et en faire mention dans la dite déclaration, ou mentionner expressément, sous sa responsabilité, dans sa déclaration écrite, qu'il s'agit de marchandises dont l'importation est libre.

Cette licence sera visée par l'intermédiaire qui apposera sur ladite pièce un timbre à date et y indiquera la nature et le montant du règlement pour lequel il est intervenu.

**3.** Par les mots « personne résidant en France », il faut entendre, pour l'application de la présente loi, non seulement les particuliers résidant en France, mais encore toutes sociétés françaises ou étrangères, pour ceux de leurs établissements qui fonctionnent en France.

Par les mots « personne résidant hors de France », il faut entendre, pour l'application de la présente loi, non seulement les particuliers résidant hors de France, mais encore toutes sociétés françaises ou étrangères, pour ceux de leurs établissements qui fonctionnent hors de France.

**4.** La prohibition édictée par l'article 1er de la présente loi ne s'applique pas :

1° aux fonds et aux titres que les particuliers et les sociétés résidant ou fonctionnant hors de France ont ou pourront avoir en France ;

2° aux fonds qui seraient envoyés dans les colonies françaises et les pays de protectorat pour y être utilisés sur place dans l'agriculture, le commerce ou l'industrie ;

3° au règlement des produits, denrées ou marchandises destinés à être importés, dans un délai maximum de six mois, en France, dans les colonies ou les pays de protectorat, conformément aux lois et règlements en vigueur.

**5.** Les déclarations visées à l'article 2, ainsi que les autorisations éventuelles du Ministre des Finances, devront être communiquées à toute réquisition, aux agents désignés à cet effet par le Ministre des Finances.

Les personnes ou sociétés qui tiennent le répertoire des opérations de change devront, pour les opérations qu'elles ont effectuées pour leur propre compte, fournir à ces agents, qui en feraient la demande, des déclarations analogues, ainsi que les autorisations du Ministre des Finances, s'il y a lieu.

Il ne pourra en aucun cas être fait usage, pour un motif autre que l'application de la présente loi, des déclarations et autorisations ci-dessus, ainsi que de tous autres documents dont la communication aura été demandée par ces agents au cours d'enquête concernant les opérations visées par la dite loi.

## TITRE II

### Importation des titres et valeurs mobilières

**6.** L'importation en France de tous titres (actions, obligations ou bons) et en général de toutes valeurs représentant, directement ou indirectement, une part de propriété ou une créance, est interdite.

La création en France d'un certificat conférant à son porteur un droit sur des biens ou des valeurs existant à l'étranger est assimilée à l'importation prohibée au paragraphe précédent.

**7.** Sont exceptés de la prohibition édictée par l'article précédent :

1° les valeurs émises depuis le début des hostilités par l'Etat français ;

2° les titres échus remboursables en France et les coupons payables en France ;

3° les titres dont la personne qui en poursuit l'introduction en France était propriétaire avant la promulgation de la présente loi ou en est devenue propriétaire par succession depuis cette date ;

4° les titres achetés ou souscrits en France depuis le début des hostilités ;

5° les titres pour lesquels une autorisation générale ou spéciale aura été accordée par le Ministre des Finances.

## TITRE III

### Dispositions communes

**8.** Les contraventions aux prescriptions des articles qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux dressés par les agents dont la désignation est prévue à l'article 5.

Ces agents auront le droit de demander à tous les services publics d'exercer, en vue de leur fournir tous les renseignements qui leur seront nécessaires, les droits de communication autorisés par les lois existantes.

**9.** Les infractions aux dispositions des articles 1er et 2, toute tentative en vue de les commettre, ainsi que les déclarations ou justifications prévues à l'article 2, qui auront été reconnues fausses ou incomplètes, seront passibles d'une amende qui ne pourra être supérieure à 25 % du montant de la somme ou de la valeur des titres dont l'exportation aura été réalisée ou tentée, sans qu'en aucun cas l'amende puisse être inférieure à 16 francs.

Les infractions aux dispositions de l'article 6 et toute tentative en vue de les commettre seront passibles de la même amende calculée sur la valeur effective des titres dont l'importation aura été effectuée ou tentée.

En cas de récidive, cette amende sera doublée.

Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont applicables aux délits prévus par la présente loi.

**10.** Un arrêté du Ministre des Finances indiquera, s'il y a lieu, le ou les délégués qui pourront en son nom, signer les autorisations prévues aux articles 1er et 7, et déterminera les conditions dans lesquelles fonctionneront les services destinés à assurer l'application de la présente loi.

## 27 avril 1918

DÉCRET *ordonnant la saisie et la vente au profit de l'Etat de toute marchandise prohibée à l'entrée et pour laquelle une autorisation régulière d'importation n'aura pas été présentée.*

(J. O. 18 MAI 1918, 295)

Vu la loi française du 5 avril 1918 tendant à la saisie, à défaut de production de l'autorisation réglementaire, des marchandises prohibées à l'entrée en vertu de la loi du 6 mai 1916 ;

ART. **1.** Toute marchandise prohibée à l'entrée en Tunisie, en vertu de la législation sus-visée, pour laquelle une autorisation régulière d'importation n'aura pas été présentée dans le délai de un mois après son arrivée, sera saisie et vendue au profit de l'Etat.

**2.** A titre transitoire et pendant les soixante jours qui suivront la promulgation du présent décret, des demandes de dérogation aux dispositions de l'article précédent pourront être adressées à notre Directeur général des Finances par les importateurs qui se croiraient fondés à invoquer des circonstances particulières susceptibles de motiver une exception.

Les décisions seront prises par notre Directeur général des Finances d'accord avec notre Directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

---

## 19 mai 1918

DÉCRET *permettant de régulariser les ventes anciennes de lots de colonisation.*

(J. O. 5 JUIN 1918, 348)

ART. **1.** Lorsqu'un lot de culture, attribué depuis plus de dix ans au 1er janvier 1918, a été mis en valeur, mais que l'attributaire n'a pas rempli l'obligation qui lui était imposée par son contrat, soit de s'installer personnellement, soit d'installer une famille française, le Directeur général de l'Agriculture, du commerce et de la colonisation est autorisé, à titre exceptionnel, à donner mainlevée des clauses de colonisation et approuver au besoin l'aliénation de ce lot, moyennant le versement au fonds de colonisation par l'attributaire ou ses ayants-droit, tenus solidairement, outre la totalité du prix restant dû à l'Etat, d'une somme représentant 25 % du prix d'achat.

2. Cette majoration est réduite à :

1° 15 % du prix d'achat ;

*a)* lorsque le lot a été exploité au moins cinq ans par une famille française installée sur le lot ;

*b)* lorsque l'attributaire, tenu à l'installation personnelle, a, en fait, maintenu sur la propriété pendant au moins 5 ans une famille française ;

*c)* lorsque l'attributaire n'a pas rempli l'obligation d'installer une famille française mais a constitué sur le lot une ferme qu'il gère lui-même ;

*d)* lorsque le lot est exploité par une famille française installée à demeure sur une propriété voisine.

2° 10 % du prix d'achat :

lorsque le lot est exploité par le propriétaire lui-même installé à demeure sur une propriété voisine.

3. Aucune majoration n'est due dans les cas ci-après :

*a)* lorsque la réunion des lots est justifiée par l'accroissement de famille de l'acquéreur et que ce dernier exploite lui-même l'ensemble des lots ;

*b)* lorsque, malgré la réunion de deux ou plusieurs lots, la superficie susceptible d'être labourée ne dépasse pas 100 hectares ;

*c)* lorsque la superficie cultivable du lot, inférieure à 50 hectares, aura été jugée insuffisante pour l'installation d'une famille française.

4. La décision prise par le Directeur général de l'agriculture sur les demandes de réduction ou d'exemption de la majoration de 25 % ne peut faire l'objet d'aucun recours.

---

## 27 mai 1918

DÉCRET *instituant un service de comptes courants postaux.*

(J. O. 1er JUIN 1918, 339)

ART. 1. Il est institué dans la Régence un service de comptes courants postaux administré par l'Office des Postes et des Télégraphes.

### TITRE PREMIER

### Dispositions générales

2. Toute personne capable de contracter, tout établissement, société, association ayant le droit de posséder et d'administrer, dont la demande a été agréée par la Direction générale de l'Office des Postes et des Télégraphes, peut obtenir l'ouverture d'un ou plusieurs comptes courants postaux dans un même bureau ou dans des bureaux différents, moyennant le versement d'un dépôt de garantie fixé à cinquante francs par compte.

3. Les comptes courants individuels sont tenus à Tunis par un bureau spécial appelé « bureau central des comptes courants postaux ».

Le double de ces comptes courants individuels peut être tenu par les bureaux de poste auxquels ces comptes sont rattachés.

### TITRE II

### Onverture des comptes courants

4. Le demande d'ouverture de compte doit être déposée ou envoyée, dans les formes et conditions fixées par le Directeur général de l'Office des Postes et des Télégraphes, au bureau de poste auquel le compte sera rattaché.

Toute demande doit mentionner les nom, et prénoms, ou la raison sociale du signataire, son adresse, sa profession et le bureau de poste auquel doit être rattaché le compte.

Il devra être produit pour être mis à l'appui des demandes un spécimen de la signature habituelle du titulaire du compte courant et de ses représentants autorisés.

Les indications fournies à l'origine sont considérées comme valables jusqu'au moment où leur modification a été demandée par les intéressés.

5. L'Office des Postes et des Télégraphes examine la demande d'ouverture du compte, notamment au point de vue de l'exactitude des déclarations du signataire. Il en notifie l'acceptation au demandeur en même temps que le numéro d'ordre du compte courant.

Dès réception de cet avis, le titulaire doit effectuer le dépôt de garantie fixé à l'article 2. Ce dépôt de garantie est indisponible pour le titulaire du compte courant jusqu'à le clôture de ce compte.

6. L'Office des Postes et des Télégraphes publie une liste des titulaires de comptes courants. Cette liste est livrée à toute personne qui en fait la demande aux conditions et prix fixés par le Directeur général de l'Office.

**7.** Les sommes en compte courant ne produisent pas d'intérêt au profit des déposants.

## TITRE III

### Opérations des comptes-courants postaux

**8.** Le titulaire d'un compte courant postal a la faculté :

*a)* de verser lui-même, ou de faire verser par une personne déléguée par lui des sommes à son crédit dans l'un quelconque des bureaux ouverts à ce service ;

*b)* de faire porter à son compte toutes les sommes provenant soit de virements ordonnés à son profit par d'autres titulaires de comptes courants postaux soit de mandats-poste ou d'autres créances sur l'Office des Postes et des Télégraphes à son profit ;

*c)* de faire débiter son compte, jusqu'à concurrence de son avoir disponible des ordres de retrait et des ordres de paiement ou au profit de personnes dénommées par lui ;

*d)* de transporter tout ou partie de son avoir au crédit d'un autre titulaire de compte courant postal par ordre de virement.

**9.** A l'exception des taxes et redevances diverses que l'Office des Postes et des Télégraphes inscrit d'office et le cas échéant, du montant de l'avoir à rembourser en cas de clôture d'un compte courant, aucune somme ne peut être portée au débit d'un compte qu'au vu d'une demande ou d'un ordre tiré par le titulaire du compte ou par ses représentants autorisés.

*Opérations directes de crédit*

**10.** Les versements en numéraire effectués au bureau d'attache de son compte par le titulaire lui-même ou une personne déléguée par lui et destinés à son propre compte, sont acceptés sans aucune formalité. Si ces versements sont effectués à un autre bureau que le bureau d'attache, le titulaire ou son délégué devront exciper de leur qualité.

**11.** Les versements en numéraire effectués par des tiers sont transformés en mandats au nom du bureau central des comptes courants à Tunis ; ces mandats sont acheminés par le bureau qui a reçu le versement.

**12.** Les mandats de poste tunisiens, français ou internationaux et d'une façon générale toutes les sommes que l'Office des Postes et des Télégraphes peut avoir à verser à un titulaire de compte courant à un titre quelconque, sont reçus au crédit de ce compte à titre de versement.

*Opérations directes de débit*

**13.** Les retraits en numéraire effectués par le titulaire d'un compte courant dans un bureau tunisien exclusivement sont autorisés sur le vu d'ordres de retrait libellés par le titulaire sur formules réglementaires.

**14.** Le titulaire d'un compte courant peut assigner des paiements au profit de personnes déterminées au moyen d'ordres de paiement tirés sur formules réglementaires.

Ces ordres ne sont payables que par les bureaux de poste tunisiens et après avoir reçu le visa et les indications réglementaires du bureau central des comptes courants.

**15.** Le titulaire d'un compte peut effectuer ses opérations postales en en faisant relever le montant sur son compte courant au moyen d'un ordre de retrait destiné à couvrir le service postal.

*Virements*

**16.** Les ordres de virement sont tirés par les titulaires au moyen de formules spéciales qu'ils remettent ou font parvenir au bureau d'attache de leur compte, lequel les transmet au bureau central des comptes courants.

Il doit être établi des ordres de virement distincts pour chaque virement.

## TITRE IV

### Formules d'ordres de débit

**17.** Le titulaire d'un compte courant postal dispose de son avoir au moyen de formules spéciales d'ordres de débit à son timbre (1).

Les ordres de débit sont dénommés suivant leur affectation : ordres de retrait, ordres de paiement ou ordres de virement.

**18.** Les ordres de débit (de retrait, de paiement ou de virement) ne peuvent être tirés pour une somme supérieure à l'avoir net porté en compte, déduction faite du dépôt de garantie.

---

(1) Institution par *D.* 16 *juin* 1919, sous le nom de carnet de crédit circulaire postal, d'un nouveau type de carnet de formules d'ordre de débit, d'un emploi analogue à celui de la lettre de crédit du commerce.

L'Office des Postes et des Télégraphes est en droit de clore d'office le compte de tout titulaire qui aura contrevenu à cette prescription.

**19.** Les ordres de débit sont signés par le tireur et datés en toutes lettres. Ils indiquent le lieu d'où ils ont été émis ainsi que la somme pour laquelle ils sont tirés ; cette dernière indication doit être libellée en toutes lettres et en chiffres.

**20.** Le délai de validité des ordres de retrait et des ordres de paiement visés par le service des comptes courants postaux « bons à payer » est uniformément de dix jours à partir de la date du visa.

Le montant des ordres de retrait et des ordres de paiement atteints par la péremption est reporté d'office au crédit du compte courant du tireur.

**21.** Le titulaire d'un compte est seul responsable des conséquences de l'emploi abusif, de la perte ou de la disparition des formules d'ordre de débit qui lui ont été remises par l'Office des Postes et des Télégraphes.

La responsab lité d'un faux paiement résultant d'indications d'assignation inexactes ou incomplètes incombe au tireur.

**22.** L'Office des Postes et des Télégraphes fournit aux titulaires de comptes deux sortes de formules d'ordres de débit; la première est destinée à l'émission des ordres de retrait et des ordres de paiement ; la seconde est spéciale aux ordres de virement. Le nom et le numéro sous lesquels le compte est ouvert, ainsi que le lieu où le double de ce compte est tenu, sont imprimés par les soins du bureau central des comptes courants postaux sur chaque formule.

Dans aucun cas les formules destinées aux ordres de retrait et aux ordres de paiement ne doivent être utilisées pour donner des ordres de virement ; réciproquement, les ordres de virement ne peuvent comporter aucun ordre de retrait ou de paiement.

Les formules sont réunies en carnets qui sont livrés aux titulaires suivant le tarif fixé par le Directeur général de l'Office des Postes et des Télégraphes.

## TITRE V

### Taxes

**23.** Sont soumis à une taxe fixe d'écriture de 0 fr. 10 (dix centimes) pour chaque opération : toutes les opérations, crédits, débits ou virements, qui s'effectuent intégralement au bureau d'attache sans nécessiter l'intervention d'un autre bureau de poste.

**24.** Sont soumises à une taxe fixe d'écriture de 0 fr. 10 (dix centimes) pour chaque opération et une taxe proportionnelle de 0 fr. 02 % (deux centimes pour cent fr.) : toutes les opérations, crédits, débits ou virements nécessitant l'intervention de deux bureaux et effectuées exclusivement par les titulaires ou leurs délégués ou entre titulaires.

**25.** Sont soumis à une taxe fixe de 0 fr. 20 (vingt centimes) et à une taxe proportionnelle de 0 fr. 05 % (cinq centimes pour cent francs) les ordres de paiement assignés par les titulaires au profit de tiers, dans un autre bureau.

**26.** Sont soumis à une taxe calculée à raison de 50 % (cinquante pour cent) du droit des mandats avec minimum de perception de 0 fr. 20 (vingt centimes) les versements en numéraire effectués par un tiers au profit d'un compte tenu dans un autre bureau.

**27.** Sont soumises à toutes les conditions d'exécution, de taxes et de surtaxes du service ordinaire : les opérations postales et télégraphiques exécutées sur l'ordre du titulaire, par prélèvement sur l'avoir de son compte-courant.

**28.** Les taxes applicables aux opérations de virement, de débit et de crédit, ordonnées par les titulaires sont prélevées d'office sur leur compte courant. Aucune des taxes prévues ci-dessus n'est perçue en supplément pour les opérations postales et télégraphiques prévues à l'article 27 *(ainsi modifié par D. du 22 mars 1920)*.

## TITRE VI

### Limite des opérations

**29.** Le titulaire d'un compte ne peut pas assigner plus de 10.000 francs de paiement en numéraire par jour et par bureau payeur.

Tout paiement en numéraire peut être différé par l'Office des Postes et des Télégraphes dans les mêmes conditions que pour le service des mandats de poste.

## TITRE VII

### Avis de crédit et de débit

**30.** Le titulaire d'un compte courant est informé chaque jour des opérations faites au crédit de son compte par mandat ou virement.

**31.** Le titulaire d'un compte peut recevoir gratuitement sur sa demande chaque mois notification de l'avoir net figurant à son compte le dernier jour dudit mois, déduction faite des taxes et redevances portées à son débit.

**32.** En dehors de l'avis concernant la situation de son compte, qui lui est transmis dans les conditions fixées à l'article 31, le titulaire d'un compte courant peut demander à être informé, par des avis hebdomadaires, bi-hebdomadaires ou quotidiens, de l'avoir net porté à son compte.

Ces communications supplémentaires donnent lieu aux redevances mensuelles suivantes :

25 centimes pour l'avis hebdomadaire,
75 centimes pour l'avis bi-hebdomadaire,
2 fr. 50 pour l'avis quotidien.

En outre, le titulaire d'un compte courant peut demander notification du solde de son compte à une date déterminée moyennant une redevance de 25 centimes, ou la copie de son compte pendant une période déterminée moyennant une redevance de 0 fr. 01 par opération avec un minimum de 0 fr. 25.

## TITRE VIII

### Clôture des comptes courants

**33.** Le titulaire d'un compte peut demander à toute époque la clôture de ce compte.

La demande écrite, datée et signée, doit être déposée ou envoyée au bureau d'attache du compte courant du titulaire accompagnée des formules d'ordres de débit restées sans emploi.

**34.** Tout versement effectué sur un compte clos est remboursé d'office à la partie versante.

## TITRE IX

### Dispositions diverses

**35.** Les correspondances et les diverses pièces adressées par les titulaires de comptes aux bureaux d'attache de leur compte et au bureau central des comptes courants postaux à Tunis et par lesdits bureaux aux titulaires de comptes sont exonérés de la taxe d'affranchissement.

**36.** Les règles des saisies-arrêts et oppositions ès-mains des fonctionnaires publics s'appliquent au service des comptes courants postaux. Les exploits doivent, pour recevoir une suite utile en ce qui concerne ces comptes, être signifiés au bureau central des comptes courants postaux à Tunis.

**37.** En cas de décès du titulaire d'un compte, les remboursements sont effectués entre les mains des ayants-droit sur le vu d'un certificat de propriété délivré conformément aux dispositions légales.

**38.** L'office des Postes et des Télégraphes sera responsable des sommes qu'il aura reçues pour être portées au crédit des comptes courants ; il ne sera pas responsable des retards qui pourront se produire dans l'exécution du service.

**39.** Le titulaire d'un compte courant postal peut demander par écrit que lorsque ses fonds en dépôt atteindront une somme qu'il fixe lui-même, le surplus en soit viré d'office par le bureau central des comptes courants au compte d'un autre titulaire désigné. Il indique, en même temps, le montant minimum de ce virement.

**40.** Aucune réclamation ne sera admise concernant les opérations ayant plus de trois ans de date.

En cas de changement dans la condition civile ou la situation légale du titulaire d'un compte courant, avis devra en être donné au bureau central des comptes courants postaux à Tunis.

L'Office des Postes et des Télégraphes ne pourra être tenu responsable des conséquences pouvant résulter des modifications qui ne lui auraient pas été notifiées.

**41.** Sera acquis au Trésor public le solde de tout compte courant postal sur lequel aucune opération n'aura été faite depuis dix ans.

**42.** Trois mois au plus tard avant l'échéance du délai de prescription prévu à l'article précédent, le bureau central des comptes courants postaux avisera, par lettre recommandée, les titulaires de comptes ou leurs ayants-droit de la déchéance encourue par eux. Cet avis sera adressé au domicile indiqué dans les actes et pièces qui se trouveront en la possession du service des comptes courants ou, à défaut du domicile connu, au Procureur de la République du lieu où sera tenu le compte.

**43.** La date de mise à exécution et toute mesure de réglementation concernant le service des comptes courants postaux seront déterminées par arrêté du Directeur général de l'Office des Postes et des Télégraphes.

---

## 29 mai 1918

DÉCRET *réglementant la chasse.*

(J. O. 5 JUIN 1918, 346)

ART. **1.** Nul ne peut chasser, sauf les exceptions ci-après, si la chasse n'est pas ouverte.

**2.** Nul ne peut chasser sur la propriété d'autrui, si défense lui en a été faite, verbalement ou par écrit par le propriétaire ou ses ayants droit, ou si cette défense se manifeste, au public, par des avis apparents d'interdiction.

Les délits de chasse sur le terrain d'autrui ne seront, toutefois, poursuivis que sur la plainte de la partie intéressée.

Le propriétaire et ses ayants droit peuvent chasser, en tout temps, sur les terrains attenant à une habitation et entourés d'une clôture continue, faisant obstacle à toute communication avec les propriétés voisines.

**3.** Les autorisations préalables de chasse sur les terrains soumis au régime forestier, et sur les terrains domaniaux, seront délivrées par le Directeur des forêts ou le Directeur des domaines, dans la forme et sous les conditions qui seront prévues par des règlements spéciaux.

Les délits de chasse commis sur les terrains soumis au régime forestier sont assimilés à des délits forestiers.

**4.** Notre Directeur général de l'Agriculture fixera, chaque année, par un arrêté affiché au moins quinze jours francs à l'avance :

la date de l'ouverture et de la fermeture de la chasse aux divers gibiers, sédentaires ou de passage ;

les espèces d'animaux nuisibles que les propriétaires ou leurs ayants droit pourront détruire, en tout temps, sur leurs propres fonds, et les moyens de destruction autorisés, sans préjudice du droit, qui leur appartient de se défendre en tout temps et par tous moyens, sauf l'incendie, et en cas de danger actuel ou imminent, contre les bêtes fauves et tous animaux de proie que leur nature ou leurs habitudes rendent dangereux pour les personnes ou les propriétés.

Des battues aux bêtes fauves et animaux nuisibles pourront être autorisées, sur la demande de l'autorité administrative ou des particuliers, par le Directeur général de l'Agriculture.

**5.** Sont prohibés, en tout temps, la destruction, la capture, la vente, l'achat, le colportage, la détention et l'exportation :

1° des œufs, nids, couvées et petits de tous les animaux sauvages autres que ceux visés par l'alinéa 3 de l'article 4 ;

2° des oiseaux dont suit l'énumération :

rapaces nocturnes (hibous, chevêches, chouettes, chats-huants), engoulevents, geais bleus, grimpereaux, rouges-gorges, coucous, fauvettes, pinsons, roitelets, rossignols, mésanges, bergeronnettes, martinets, hirondelles, pies, guêpiers, cigognes, ibis, et pigeons voyageurs *(*et flamants roses *D.* 9 *déc.* 1919*)*.

Cette énumération pourra être modifiée par des arrêtés du Directeur général de l'Agriculture, qui aura également la faculté de consentir des exceptions temporaires et locales aux dispositions du présent article, et d'accorder des permissions individuelles de chasse à tous animaux, en tout temps, même avec filets et engins, dans un intérêt de collection scientifique ou de repeuplement.

**6.** La destruction, la chasse, la capture, la vente, l'achat, le colportage, la détention et l'exportation du cerf de Barbarie, du mouflon et des grandes antilopes sont interdits en tout temps.

Toutefois il pourra être délivré par le Directeur général de l'Agriculture, des licences exceptionnelles de chasse sur les terres domaniales et collectives de tribus, fréquentées par ces animaux.

Les conditions de la délivrance de ces licences seront déterminées par un arrêté spécial.

**7.** La mise en vente, la vente, l'achat, le colportage et la détention des diverses espèces de gibiers sont formellement interdits, pendant la période de fermeture qui concerne ces espèces.

Des visites domiciliaires pourront être pratiquées pour la recherche du gibier dans les halles, places, marchés, voitures publi-

ques, chemins de fer, établissements de tous aubergistes, hôteliers, marchands de comestibles et généralement tout lieu où le gibier peut être déposé pour être livré au commerce ou à la consommation.

Le gibier détenu en délit sera saisi.

S'il est mort, il sera délivré à l'établissement hospitalier le plus voisin, ou, en l'absence d'établissement hospitalier, distribué aux pauvres de la localité.

S'il est vivant il sera remis en liberté.

L'exécution de ces mesures sera assurée par l'autorité administrative locale, sur le vu du procès-verbal constatant la saisie.

Les dispositions sur les visites domiciliaires sont applicables à la recherche des délits commis en infraction des articles 5 et 6.

**8.** La chasse de nuit et la chasse en temps de neige sont interdites.

Est prohibé l'emploi :

1° des appeaux, appelants et chanterelles ;

2° des filets, lacets, collets, pièges, trappes, assommoirs et. généralement, de tous engins qui capturent ou tuent directement le gibier ;

3° de la glu et de toutes drogues susceptibles d'enivrer ou de détruire le gibier.

L'emploi des armes à feu, pour la chasse, est seul permis.

La chasse avec usage des lévriers et des faucons ne pourra être pratiquée que sur permission spéciale du Directeur général de l'Agriculture, ou des autorités qui auront reçu de lui délégation à cet effet.

L'emploi du miroir est permis pour la chasse à tir des alouettes.

Pendant la période comprise entre l'ouverture de la chasse et le 1er décembre, les chasseurs ne pourront faire usage que de bourres incombustibles.

**9.** Seront saisis les engins visés par le paragraphe 2 de l'article 8, dont les délinquants auront fait usage, qu'ils auront abandonnés ou dont ils seront trouvés porteurs hors de leur domicile, ainsi que les armes abandonnées par les délinquants.

**10.** Si les délinquants sont masqués, déguisés, ont pris un faux nom, ont usé de violences envers les personnes ou ont fait des menaces, leurs armes seront saisies et ceux dont l'identité n'aura pu être établie seront arrêtés et conduits devant l'autorité administrative ou judiciaire locale.

**11.** Les procès-verbaux donneront la description détaillée et l'estimation des armes et engins dont les délinquants seront trouvés porteurs.

Les armes et engins saisis réellement seront déposés au greffe du tribunal, avec une expédition du procès-verbal constatant la saisie.

**12.** Tout jugement de condamnation prononcera la confiscation des engins saisis et en ordonnera la destruction.

Il prononcera également la confiscation des armes abandonnées par des délinquants inconnus, ou se trouvant dans les conditions visées par l'article 10.

En dehors de ces cas le tribunal pourra prononcer la confiscation des armes, en s'inspirant des circonstances du délit, notamment quand il s'agira de chasse en temps prohibé.

Si les armes et engins dont la confiscation est prononcée n'ont pas été saisis réellement, le condamné sera tenu de les présenter ou d'en payer la valeur qui sera fixée par le tribunal, sans pouvoir descendre, pour les armes, au-dessous de cinquante francs.

**13.** Toute infraction aux dispositions du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution, sera punie d'une amende de 16 à 300 francs et pourra l'être, en outre, d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois.

La peine de l'emprisonnement sera toujours prononcée, en même temps que l'amende, à l'égard :

1° des délinquants visés par l'article 10 ;

2° des délinquants qui auront commis le délit visé par l'article 2, alinéa 1, sur un terrain clos conformément aux indications de l'alinéa 3 de l'article 2 ;

3° des récidivistes.

Il y aura récidive quand le délinquant aura été l'objet, en vertu du présent décret, d'une condamnation passée à l'état de chosse jugée, dans les douze mois précédant le jour de la constatation de la nouvelle infraction.

Les récidivistes et les délinquants, visés par l'article 10 pourront être privés, par le tribunal du droit de port d'armes, pendant cinq ans au plus.

**14.** Les officiers et préposés des eaux et forêts ; officiers de gendarmerie et gendarmes ; officiers et préposés des douanes ; gardes des domaines de l'Etat ; employés d'octroi ; commissaires de police ; gardes de police, caïds, khalifas, cheikhs, et généralement tous fonctionnaires et agents chargés de la police sur le territoire de la Régence, constateront par procès-verbaux les infractions aux dispositions du présent décret et auront qualité pour procéder aux visites domiciliaires, saisies et arrestations qu'il prévoit, la compétence des fonctionnaires indigènes restant limitée à la constatation des délits commis par des sujets tunisiens.

Les procès-verbaux dressés par les fonctionnaires et agents susnommés, feront foi et seront dressés, d'après les dispositions légales et réglementaires applicables dans leurs divers services.

Les délits pourront être prouvés par témoins, à défaut de procès-verbaux ou en cas d'insuffisance de ces actes.

**15.** Un arrêté du Directeur général de l'Agriculture déterminera les conditions dans lesquelles il pourra être alloué des gratifications aux agents qui auront constaté des infractions au présent décret.

**16.** Toute action relative aux infractions prévues par le présent décret sera prescrite par le délai franc de six mois, à compter du jour de l'infraction.

Les dispositions de l'article 463 du code pénal français et de l'article 53 du code pénal tunisien sont applicables, suivant les cas, aux matières réglées par le présent décret.

**17.** Les maîtres et commettants seront civilement responsables des délits commis par leurs domestiques, préposés, et généralement, toutes personnes à leur service, dans les fonctions auxquelles ils les auront employées.

Les pères, mères, tuteurs, seront civilement responsables des délits commis par leurs enfants ou pupilles, âgés de moins de vingt ans, demeurant avec eux.

**18.** Sont abrogés les décrets des 17 août 1902, 15 janvier 1910 et 1er novembre 1913.

---

## 1er juin 1918

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances et du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation réglementant le service de la Ghaba du Nord.*

(J. O. 5 JUIN 1918, 350)

ART. **1.** L'établissement des rôles des centimes additionnels au canoun des oliviers revenant au service de la Ghaba et la confection des quittances y afférents continueront à être effectués par la Direction générale des Finances, conformément aux prescriptions des décrets des 28 décembre 1902 et 28 octobre 1903.

**2.** Le montant global des rôles des centimes additionnels sera constaté dans les écritures du service de la Ghaba par l'économe comptable suivant les indications du bordereau de prise en charge, qui lui sera adressé par la Direction générale des Finances.

**3.** Le Directeur général des Finances reste chargé de la répartition des quittances entre les caïds et les receveurs des régies financières qui doivent continuer à en poursuivre le recouvrement pour le compte de la Ghaba du Nord suivant les mêmes règles que le canoun des oliviers. Le Directeur général des Finances restera également chargé de prononcer, le cas échéant, l'admission en non valeur des centimes additionnels irrécouvrables en même temps que le principal de la créance et transmettra sa décision au comptable de la Ghaba au moyen d'un bordereau d'annulation.

Les recouvrements effectués par l'Etat pour le compte de la personnalité civile de la Ghaba donneront lieu à la perception de la taxe de cinq francs pour cent francs, instituée par le décret du 29 décembre 1913.

**4.** Les sommes recouvrées au titre des centimes additionnels sont versées à la caisse du Trésorier général à Tunis qui en fait recette à l'actif du compte courant ouvert dans ses écritures à la Ghaba du Nord, à charge par lui de transmettre séance tenante au comptable de l'établissement par l'intermédiaire de la Direction générale des Finances, la quittance qu'il délivrera, pour lui permettre d'en prendre en charge le montant dans sa comptabilité.

Au vu de cette quittance, l'économe comptable de la Ghaba portera en recette

son montant au registre à souche au titre : « centimes additionnels à l'impôt canoun ». Comme cette opération ne correspondra à aucun versement effectif du numéraire dans sa caisse, il devra immédiatement faire dépense d'une pareille somme au titre des services hors bugdet. « Versement en compte courant dans les caisses de l'Etat ».

**5.** Le Directeur général des Finances agissant au nom et en vertu d'une délégation spéciale de la Ghaba du Nord exercera les poursuites jugées nécessaires contre les contribuables retardataires dans la même forme que le principal.

**6.** Les versements à la caisse des dépôts et consignations tunisiennes doivent être effectués par l'économe-comptable sur la production d'une réquisition du chef de service de la Ghaba.

Ces versements donneront lieu à la délivrance par le Trésorier général de Tunisie d'un récépissé à souche visé au contrôle de la Direction générale des Finances qui sera produit par l'économe-comptable de la Ghaba à l'appui de sa comptabilité du mois à titre de justification de la dépense qu'il aura effectuée dans ses écritures.

Ces fonds seront pris en recette par le Trésorier général de Tunisie à un registre H qui sera dénommé « registre des dépôts de la Ghaba » et ne produiront pas d'intérêts.

Les réquisitions devront indiquer en outre de la désignation très complète et très détaillée du propriétaire des olivettes les motifs du versement ainsi que d'une façon très nette les oppositions, cessions, délégations, transports, etc., qui ont été reçus par l'économe-comptable de la Ghaba ; elles seront appuyées de tous les actes de la procédure .

Le paiement des sommes déposées sera effectué par le Trésorier général de Tunisie suivant les règles prévues à l'art. 8 de l'arrêté du 28 décembre 1916 pour les dépôts et consignations de la justice tunisienne.

---

## 15 juin 1918

DÉCRET *autorisant le juge rapporteur à participer aux décisions du Tribunal mixte.*

(J. O. 26 JUIN 1918, 391)

ART. UNIQUE. A titre provisoire, et jusqu'à la fin des hostilités (1), le juge rapporteur ou le juge commis à sa place pourra participer aux décisions du Tribunal mixte par dérogation à l'art. 4, § 2, du décret du 30 avril 1903.

---

## 18 juin 1918

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances et du Directeur général de l'Agriculture étendant l'arrêté du 14 mai 1917 au blé de la récolte* 1918 (2).

(J. O. 22 JUIN 1918, 365)

ART. **1.** Les dispositions de l'arrêté du 14 mai 1917 pris en exécution du décret du même jour pour les blés de la récolte 1917 sont applicables à la récolte 1918, sous réserve des modifications ci-après.

**2.** Les déclarations d'achat dont la délivrance est prévue par les articles 2 et 3 de l'arrêté susvisé ne comprendront, indépendamment de la souche, qu'un seul volant, destiné à être remis au producteur ; le volant destiné à être transmis à la Direction générale des Finances est supprimé, mais les souches doivent être transmises à cette administration au fur et à mesure que les carnets sont terminés.

**3.** Le volant de l'acquit-à-caution prévu à l'article 5 de l'arrêté susvisé accompagne toujours la marchandise jusqu'à destination ; il est ensuite transmis dans les 48 heures de l'arrivée du chargement à la Direction générale des Finances, après avoir été déchargé par le destinataire.

**4.** Lorsqu'un chargement de blé est expédié par chemin de fer sans acquit-à-caution, le chef de gare réceptionnaire le signale à l'agent des contributions diverses de service à la gare, qui établit lui-même l'acquit.

**5.** Le blé acheté sur un marché quelconque ne peut en être retiré sans faire l'objet d'un acquit-à-caution.

**6.** L'article 8 de l'arrêté du 14 mai 1917 est abrogé.

**7.** Le compte prévu par l'article 10 de l'arrêté du 14 mai 1917 doit être tenu sur un registre spécial fourni par la Direction générale des Finances au prix de 2 francs.

---

(1) Maintenu en vigueur après les hostilités par D. 10 nov. 1919.
(2) V. D. 14 mai 1917, A, 16 mai 1917, D. 19 août 1919, et D, 20 mai 1920. Ces mesures sont demeurées en vigueur pour la récolte 1920.

Les extraits de quinzaine peuvent ne pas contenir le détail des achats dont la souche des déclarations d'achat tient lieu.

**8.** Par dérogation à l'article 11 de l'arrêté du 14 mai susvisé, les achats de blé sont effectués par les commissions de l'Intendance ou par des agents accrédités à cet effet par le Directeur général des Finances.

**9.** Les dispositions de l'article 12 relatives à la prime d'homogénéité sont remplacées par celles du tarif annexé au décret du 22 mai dernier.

---

## 18 juin 1918

DÉCRET *sur la gestion et l'aliénation du domaine privé immobilier de l'Etat (1)*

(J. O. 21 SEPTEMBRE 1918, 563)

### CHAPITRE PREMIER

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. **1.** Sous réserve des droits que peuvent légitimement revendiquer les tiers, le domaine privé immobilier de l'Etat s'entend des propriétés foncières et des droits réels immobiliers qui appartiennent à l'Etat, soit qu'il en ait la possession ou la jouissance actuelles, soit qu'il puisse les revendiquer parce que les biens en question sont possédés par des tiers qui n'ont acquis aucun droit de propriété.

Il comprend notamment :

1° Les immeubles consignés à ce jour sur les sommiers de consistance du domaine ;

2° Ceux qui, à la suite des opérations de reconnaissance et de délimitation dont la procédure est tracée ci-après, et des revendications de l'Etat, seront reconnus lui appartenir ;

3° Les biens acquis par l'Etat, à moins qu'ils ne fassent partie du domaine public ;

4° Les portions délaissées du domaine public ;

5° Les immeubles qui, remis anterieurement par l'Etat tunisien au domaine militaire français, lui sont restitués par ce dernier ;

6° Les immeubles présumés vacants et sans maîtres, autres que ceux provenant des successions vacantes et des successions en déshérence, qui sont régies par des dispositions spéciales ;

7° Les bois et forêts, les terres vaines et vagues, les montagnes non cultivées et généralement tous les immeubles que la loi musulmane comprend sous la déxignation de terres mortes, sous réserve des droits de propriété et d'usage acquis par des particuliers ou constatés à leur profit avant la promulgation des décrets du 4 avril 1890 pour les bois et forêts, et du 13 janvier 1896 pour le surplus des biens ci-dessus indiqués ;

8° Les mines ;

9° Les droits reconnus à l'Etat sur les propriétés à l'égard desquelles les détenteurs ne bénéficient que d'un usage.

**2.** Le Directeur de l'Agriculture représente le domaine privé immobilier de l'Etat tel qu'il est défini ci-dessus, à l'exception des mines, dans toutes les actions en demande ou en défense devant les juridictions, et dans tous les actes de reconnaissance, achat, vente, échange, transaction ou toutes autres opérations susceptibles d'étendre ou de diminuer les droits de l'Etat, ainsi que dans tous les actes de concession aux communes, ou d'affectation aux services publics.

Les actes intéressant le domaine sont dressés en la forme administrative.

Les actes d'achat, de vente, d'échange ou de transaction, lorqu'ils portent sur une valeur supérieure à 20.000 francs, ainsi que les concessions aux communes doivent être soumis à notre ratification.

Les actes d'affectation à un service public sont établis après accord entre le Directeur général des Finances, le Directeur général de l'Agriculture et le chef du service affectataire.

Les affectations au domaine de la couronne sont régies par le décret du 11 juin 1902.

**3.** Nul ne pourra exercer une action contre le domaine privé de l'Etat sans qu'au préalable il se soit pourvu, à peine de nullité, par simple mémoire établi sans frais et adressé avec les pièces justificatives au Directeur général de l'Agriculture, qui en donnera récépissé. Le Directeur général de l'Agriculture avisera le demandeur de sa réponse, dans le mois à compter du jour où le mémoire aura été remis. La remise du mémoire interrompra la prescription.

Faute par le Directeur général de l'Agriculture d'avoir répondu à l'expiration du délai ci-dessus d'un mois, l'intéressé pourra se pourvoir devant les tribunaux.

Le ministère des défenseurs n'est pas obligatoire dans les instances domaniales, et la Direction générale de l'Agriculture est vala-

(1) V. A. A. 20 août 1919 sur la gestion domaniale.

blement représentée par un de ses fonctionnaires.

**4.** Le recouvrement des prix de vente d'immeubles, des soultes d'échange, des transactions, des loyers, et d'une manière générale de tous les produits et revenus domaniaux est assuré par le Directeur général des Finances au vu d'une copie ou d'un extrait du titre de perception certifié par le Directeur général de l'Agriculture. Des exceptions à cette règle peuvent être, toutefois, admises par arrêtés concertés entre les deux directions générales intéressées pour l'encaissement des droits de pâturage et des menus produits perçus généralement au comptant par les préposés domaniaux à charge de reversement à la caisse du comptable local de la Direction générale des Finances.

En cas de non paiement à l'amiable, il est procédé par voie d'état de liquidation, conformément aux prescriptions de l'art. 8 du décret du 26 décembre 1900 et du décret du 15 janvier 1914.

## CHAPITRE II

### REGONNAISSANCE ET DÉLIMITATIONS

#### SECTION I. — **Droit du domaine**

**5.** Les terrains domaniaux sont reconnus et délimités dans les conditions et délais fixés par décret rendu après avis conforme du conseil des ministres et chefs de services. Ce décret déterminera la composition de la commission de reconnaissance et fixera la date d'ouverture des opérations. Il sera inséré au « Journal Officiel » et publié, un mois avant les opérations, par voie de criée, dans les villages et marchés, en français et en arabe, par les soins et à la diligence du Caïd. Il sera affiché aux portes du contrôle civil et du caïdat.

La présidence de la commission sera confiée soit à un magistrat de l'ordre judiciaire désigné par délibération du Tribunal, soit au Contrôleur civil ou au Chef d'annexe de la circonscription.

**6.** Les terrains présumés domaniaux seront bornés aux dates indiquées dans les affiches, en présence comme en l'absence des riverains et autres personnes intéressées.

Les personnes autres que celles possédant un titre d'immatriculation qui prétendraient avoir des droits sur un terrain situé dans le périmètre délimité, devront le déclarer. Elles déposeront leurs titres contre récépissé daté, soit entre les mains du géomètre chargé du bornage, pendant la durée des opérations sur le terrain, soit dans les bureaux du contrôle civil ou du caïdat de la circonscription, durant un délai de six mois à compter de la date à laquelle le procès-verbal des opérations de bornage aura été déposé au siège du contrôle civil. Si les personnes intéressées n'ont pas en leur possession les titres qu'elles invoquent, elles indiqueront, d'une manière précise et dans les mêmes délais, où ils se trouvent.

La date du dépôt du procès-verbal sera annoncée par les voies de publicité indiquées à l'art. 5 ci-dessus.

Le procès-verbal de bornage mentionnera les déclarations et communications de titres que le géomètre aura reçues au cours de ses opérations.

**7.** Dans un délai franc de quinze jours à partir de la sommation qui leur en sera faite par le président de la commission sur la demande des intéressés, les détenteurs à un titre quelconque de titres de propriété seront tenus de les représenter, à peine d'une amende de 18 francs à 200 francs et de tous dommages envers la partie lésée.

Ce délai est augmenté des délais de distance fixés par l'art. 6 de la loi du 27 mars 1883 et calculés, lorsque les détenteurs des titres sont domiciliés ou résident habituellement en Tunisie, à raison d'un jour par cinq myriamètres les fractions de moins de quatre myriamètres n'étant pas comptées, celles de quatre et au-dessus augmentant le délai d'un jour entier.

**8.** Le contrôleur civil analysera sur un registre les pièces communiquées et les restituera cotées et revêtues d'une estampille à leur détenteur dans un délai de trois mois.

**9.** A l'expiration du délai de six mois prévu à l'art. 8 pour le dépôt des déclarations, la commission procédera à toutes investigations qu'elle jugera utiles et fera rectifier les opérations de bornage, au vu des déclarations et titres produits, si elle le juge équitable. Elle décrira dans son rapport les particularités qu'elle aura reconnues dans la situation juridique de l'immeuble, telles que servitudes, usages, etc.

**10.** Dans l'intervalle qui s'écoulera entre la promulgation du décret ordonnant la délimitation et celle du décret d'homologation, aucun acte d'aliénation, soit de la propriété, soit de la jouissance des terrains compris dans le périmètre soumis à la délimitation, ne pourra avoir lieu sans un certificat préalable de non

opposition délivré par le Directeur général de l'Agriculture, et ce à peine de nullité de plein droit même au regard des parties.

**11.** Les procès-verbaux de délimitation homologués par décret détermineront la consistance des biens domaniaux et leur situation juridique.

Il est interdit de détruire, dégrader, déranger ou déplacer de quelque manière que ce soit les bornes de délimitation, sous peine d'un mois à un an de prison et d'une amende égale au quart des dommages causés et qui ne pourra être inférieure à 50 francs, sans préjudice du remboursement des frais et dépenses faits pour la réparation et le remplacement des bornes conformément au décret du 3 juin 1891 art. 2.

**12.** Pendant un délai d'un an à compter de l'insertion du décret d'homologation au «Journal Officiel» les immeubles soumis à la délimitation pourront faire l'objet d'une action en revendication ou d'une demande en immatriculation.

Si la demande en immatriculation introduite dans le délai d'un an est rejetée, un délai supplémentaire d'un an est accordé pour se pourvoir au fond devant la juridiction compétente, en conformité des dispositions de l'art. 37 de la loi foncière ; aucune demande en revendication ou en immatriculation ne sera ensuite recevable.

Les personnes qui justifieraient, toutefois, avoir été lésées auront, pendant dix ans à dater de l'expiration des délais fixés ci-dessus pour demander l'immatriculation ou se pourvoir au fond, une action personnelle tendant à l'attribution d'une indemnité égale à la valeur de l'immeuble au moment des opérations de délimitation, si elles appuient leur prétention sur les déclarations ou dépôts de titres visés à l'art. 8 ci-dessus, ou si elles établissent s'être trouvées dans l'impossibilité de produire leurs titres ou de souscrire une déclaration à la commission de délimitation.

### Section II. — **Droits des particuliers et des collectivités sur les biens domaniaux**

**13.** L'usage des terres domaniales abandonné gratuitement, suivant la coutume, au profit des groupes d'indigènes qui sont installés sur ces terres, en vue d'assurer les besoins de leur subsistance (pacage, ensemencement, ramassage du bois mort, coupe de perches, etc.), ne confère pas à l'occupant un droit individuel. Il ne peut être aliéné par le bénéficiaire ; tous actes intervenus en violation de cette disposition sont nuls et non avenus, et les notaires rédacteurs encourent une amende de 50 francs.

Cet usage n'est pas sujet à inscription sur les livres fonciers ; il donnera lieu à réglementation dans chaque cas particulier. L'exercice n'en pourra être réduit que par un décret pris après enquête et sur avis conforme du conseil des ministres et chefs de services.

Les inscriptions prises sur les livres fonciers antérieurement au présent décret seront radiées au fur et à mesure que des réglementations spéciales auront été édictées en ce qui concerne les territoires grevés de ces inscriptions.

**14.** Toutefois, si un particulier, membre du groupe, a vivifié le sol par défrichements suivis de labours renouvelés avec régularité, sans avoir contrevenu à une interdiction quelconque, il bénéficie du droit exclusif de jouissance, sous réserve des redevances dues à l'Etat et de toutes autres charges imposées à l'occupant, et à charge d'en provoquer la reconnaissance dans les formes tracées par les art. 18 et suivants. Ce droit est susceptible, après reconnaissance, d'être inscrit sur les livres fonciers.

La cession entre vifs des droits ainsi acquis est subordonnée à l'autorisation expresse du domaine et laisse subsister les droits de contrôle de l'Etat ; toute aliénation faite sans l'autorisation du domaine est réputée inexistante.

**15.** Nul ne peut, à l'avenir, défricher, labourer ou planter en terre domaniale sans y avoir été préalablement autorisé. Les bénéficiaires du droit exclusif de jouissance visé à l'article précédent ne peuvent acquérir la propriété que moyennant un prix fixé par le Directeur général de l'Agriculture sur le rapport d'une commission composée de deux agents, l'un des domaines, l'autre des services agricoles et d'un amin désigné par le Gouvernement tunisien.

**16** L'administration poursuivra, soit d'office, soit à la requête des intéressés, la reconnaissance des droits individuels ou collectifs dont jouissent les indigènes sur les propriétés de l'Etat.

**17** Cette reconnaissance sera prescrite par un décret qui fera l'objet de la publicité tracée par l'art. 5 ci-dessus.

**18.** Les déclarations et titres des usagers

seront remis au géomètre chargé du bornage ou déposés au contrôle civil ou au caïdat de la circonscription contre récépissé daté, pendant un délai de six mois à compter de l'ouverture des opérations. Le contrôleur civil analysera sur un registre les pièces produites et les restituera, cotées et revêtues d'une estampille, à leur détenteur dans un délai de trois mois.

**19.** Une commission administrative dont la composition sera fixée dans chaque cas par le décret qui aura ordonné les opérations de reconnaissance, prendra connaissance, à l'expiration du délai de six mois prévu à l'article précédent, des documents produits, procédera à toutes investigations qu'elle jugera utiles, formulera ses conclusions sur la consistance des droits revendiqués ou dont elle aura constaté l'existence au cours de son enquête.

**20.** Les procès-verbaux de reconnaissance homologués par nous, détermineront la consistance et les titulaires des droits des occupants. Des oppositions pourront être formées devant les juridictions pendant un délai d'un an à compter de la publication du décret d'homologation. Passé ce délai aucune demande ne sera recevable en justice.

**21.** Dans un intérêt d'utilité publique, tel que la création d'un lotissement, et sur avis conforme du conseil des ministres et chefs de services, les droits de jouissance exercés à titre privatif sur les propriétés de l'Etat peuvent faire l'objet d'un rachat. Dans ce cas, il est procédé par deux agents, l'un des domaines, l'autre des services agricoles, à l'évaluation des droits devant être rachetés. Lorsque les offres faites par l'Etat sont acceptées, il est passé, en la forme administrative, un acte portant engagement réciproque.

En cas de refus de ces offres, l'évaluation des droits des occupants est confiée à un expert désigné par le juge après que les parties auront été assignées. Le rapport de l'expert est déposé au greffe et signifié. Les intéressés ont un délai de 30 jours pour faire opposition au greffe. A l'expiration de ce délai et faute d'acquiescement par les parties, le domaine assigne les occupants devant le Tribunal compétent qui statuera, sans opposition ni recours, soit qu'il homologue le rapport soit qu'il fixe l'indemnité de rachat en adoptant d'autres bases que celles indiquées dans le rapport.

## CHAPITRE III

### GESTION AU DOMAINE PRIVÉ (1)

**22.** La surveillance et la gestion du domaine privé immobilier de l'Etat, tel qu'il est défini par l'article 1 du présent décret, à l'exception des forêts et des mines, sont confiées à la Direction des domaines placée sous l'autorité du Directeur général de l'Agriculture.

La gestion du domaine affecté à un service public ou concédé à une commune est assurée par le service affectataire ou la commune concessionnaire ; mais les immeubles affectés ou concédés doivent être remis au service des domaines dès qu'ils ont définitivement cessé d'être utilisés en vue de l'affectation prévue.

#### SECTION I. — **Domaine rural**

##### § I. — *Locations*

**23.** Les terres suceptibles de culture sont louées pour une durée qui ne pourra excéder quatre années, à moins qu'il ne s'agisse de terres destinées à des plantations de cactus, ou de lots de culture loués avec promesse de vente.

Les locations sont consenties soit de gré à gré, soit par adjudication, avant l'ouverture de la campagne agricole, et aux conditions indiquées par un arrêté du Directeur général de l'Agriculture portant cahier des charges. Les prix ou mises à prix sont fixés par une expertise administrative. Les demandeurs doivent justifier de leur solvabilité.

Lorsqu'un même lot fait l'objet de plusieurs demandes agréées, il est obligatoirement procédé à une adjudication entre les demandeurs ; si un maximum fixé préalablement à l'adjudication est atteint par plusieurs enchérisseurs, l'attribution a lieu au profit de l'ancien locataire lorsqu'il a apporté à l'immeuble des améliorations, et dans tous autres cas par voie de tirage au sort.

La location ne devient définitive qu'après approbation du Directeur général de l'Agriculture.

**24.** Les locataires ne peuvent céder leur droit au bail sans l'autorisation du Domaine.

**25.** Dans le cas d'inexécution des conditions auxquelles est subordonnée la loca-

(1) V. A. A. 20 août 1920.

tion ou de cession de droit au bail sans l'autorisation du Domaine, ainsi que faute de paiement du prix stipulé aux échéances, la déchéance du locataire est prononcée, un mois après une mise en demeure signifiée en la forme administrative, par arrêté du Directeur général de l'Agriculture : cet arrêté n'est susceptible d'aucun recours. Le locataire ne peut réclamer aucun remboursement ou indemnité quelconque.

§ II. — *Pâturages*

**26.** Tout territoire soumis à la gestion de la Direction des domaines par arrêté du Directeur général de l'Agriculture est soustrait à l'exercice de la libre pâture.

**27.** Chaque locataire aura le droit de faire pacager sur les terres destinées à cet usage les animaux qui seront reconnus nécessaires pour son exploitation. En ce qui concerne les bêtes qu'il possède en sus du cheptel d'exploitation, il paiera une redevance calculée par tête d'animal.

**28.** Si l'état des pâturages le permet, et après qu'il aura été donné satisfaction aux éleveurs du territoire, ceux qui ne sont pas locataires de l'enchir peuvent être autorisés à faire pâturer leur troupeau sur les terres destinées à cet usage, à la condition d'en faire la déclaration au préposé des Domaines et de payer, au préalable, la taxe exigible.

**29.** Le taux des redevances à payer pour pacage sera fixé par arrêté du Directeur général de l'Agriculture.

§ III. — *Plantations de cactus*

**30.** Les indigènes de la fraction seront autorisés à effectuer des plantations de cactus sur certaines parcelles qui auront été reconnues propres à cet usage. A cet effet, des locations leur seront consenties pour une période de quatre ans et renouvelées d'année en année, tant que la plantation sera maintenue en bon état.

Ils ne pourront pas céder leur droit sans l'autorisation du Domaine.

Les parcelles plantées actuellement en cactus seront louées par préférence aux personnes qui bénéficient, suivant l'usage actuel, d'une partie des fruits, moyennant un prix fixé d'après le revenu que l'Etat retire de cette exploitation.

Dans le cas de cession de droit au bail sans autorisation, de mauvais entretien de la plantation ou d'inexécution des obligations imposées, la déchéance de l'occupant est prononcée dans les conditions indiquées à l'article 25 pour les locations.

§ IV. — *Enlèvement de menus produits*

**31.** Des autorisations peuvent être données, moyennant le paiement d'une redevance pour couper du bois, ouvrir et exploiter des carrières de pierres, de sable, des gisements de guano, etc., installer des fours à goudron ou des charbonnières, et exploiter tous autres menus produits des propriétés domaniales.

L'exploitation des gisements de phosphates de chaux est régie par des dispositions spéciales.

Les locataires des propriétés domaniales sont autorisés à ramasser gratuitement le bois mort nécessaire à leur usage et le diss destiné à la couverture des gourbis.

**32.** Le taux des redevances à payer pour les autorisations accordées par application de l'article 31, § 1 ci-dessus, ainsi que le mode de délivrance des autorisations relatives à ces différents objets seront réglés par arrêté du Directeur général de l'Agriculture.

§ V. — *Pénalités*

**33.** Les entreprises sur les propriétés domaniales en infraction au présent décret et aux arrêtés pris pour son exécution donnent lieu, sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par les lois et règlements en vigueur et des réparations plus importantes qui seraient évaluées par un expert nommé par le juge de paix ou le caïd, à la requête de l'Administration, aux amendes ci-après :

1° *Occupation d'une parcelle sans autorisation :* deux fois le prix de la location ;

2° *Plantation sans autorisation :* vingt francs par hectare ou fraction d'hectare ;

3° *Pacage sans paiement de la taxe exigible :* trois fois cette taxe ;

4° *Dégradation des cactus autres que ceux loués à des particuliers et pacage dans les parties de l'enchir mises en défens :* une amende fixée par tête d'animal, savoir : cinq francs par chameau, trois francs par animal de l'espèce bovine, cinquante centimes par animal de l'espèce ovine, caprine ou porcine ;

5° *Construction d'une habitation ou de tous autres ouvrages non autorisés en dehors des lotissements de l'Administration :* cent francs d'amende ;

6° *Dégradation des ouvrages de retenue et de conduite des eaux :* cent francs d'amende;

7° *Extraction de matériaux d'une carrière sans autorisation :* trois fois la redevance stipulée par l'arrêté prévu à l'article 32 et liquidée sur les quantités de matériaux extraits ;

8° *Coupe de bois et extraction de tous autres menus produits sans autorisation :* deux fois la redevance exigible ;

9° *Fabrication clandestine de charbon ou de goudron :* deux fois la redevance exigible ;

10° *Destruction, dégradation ou déplacement des bornes qui délimitent les lots :* cinquante francs d'amende.

**34.** En cas de récidive dans un délai d'un an, la pénalité est fixée au double et les contrevenants pourront être condamnés à une peine d'emprisonnement de un à cinq jours.

**35.** La bonne foi du contrevenant ne peut, en aucun cas, être admise comme excuse.

§ VI. — *Constatation des infractions*

**36.** Les préposés des domaines, les agents et préposés des forêts, les agents des régies financières, les agents de police, les gendarmes et autres agents ayant le droit de verbaliser peuvent constater les infractions commises sur les propriétés domaniales tant celles résultant du présent décret que celles prévues par les décrets sur la police rurale ; ils peuvent, en outre, procéder le cas échéant, à la saisie des ustensiles de travail et d'un nombre de bêtes suffisant pour assurer l'exercice de la répression.

**37.** Les infractions prévues par le présent décret sont constatées par procès-verbaux ou établies par témoins, en l'absence de procès-verbaux ou en cas d'insuffisance de ces actes.

Les procès-verbaux sont dispensés de la formalité de l'affirmation ; ils font foi, jusqu'à preuve contraire, des faits matériels qui y sont constatés.

Si la partie n'a pas assisté à la rédaction du procès-verbal, il en sera fait mention dans cet acte dont une copie sera immédiatement affichée à la porte extérieure du bureau où le procès-verbal aura été rédigé. Dans le cas de saisie, si le propriétaire des objets saisis est connu, il lui sera fait notification par écrit.

Aucune des formalités indiquées ci-dessus n'est prescrite à peine de nullité.

**38.** Les bêtes et objets saisis seront mis en fourrière. Estimation en sera faite dans le procès-verbal. S'il s'agit d'objets ou d'animaux sujets à dépérissement, la vente aux enchères en pourra être ordonnée par le juge de paix ou le caïd du territoire, sans formalités judiciaires préalables. Elle s'effectuera sur le marché le plus voisin, à la diligence du receveur des contributions diverses de la circonscription ou du caïd, ou de leur délégué, qui la fera publier, 24 heures à l'avance.

Il sera donné mainlevée de la saisie sous caution solvable ou moyennant consignation de la valeur des bêtes ou objets saisis.

§ VII. — *Suite des procès-verbaux.*
*Transactions.*

**39.** Les préposés des domaines signifieront tous actes se rapportant à la suite des procès-verbaux par lettre recommandée avec avis de réception. Ils sont accrédités pour suivre devant les Tribunaux les affaires contentieuses.

L'instruction, tant en première instance qu'en appel, se fera verbalement sans le ministère d'un mandataire légal.

Le jugement sera exécuté dans les formes tracées par l'article 128 du décret du 3 octobre 1884.

La contrainte par corps sera exercée, suivant le cas, conformément aux dispositions de la loi du 22 juillet 1867 (art. 9) ou du code pénal tunisien (art. 17 et 18).

**40.** L'action en réparation des infractions domaniales se prescrit par les délais francs ci-après :

lorsqu'un procès-verbal a été dressé, six mois à dater de la clôture du procès-verbal ;

lorsqu'aucun procès-verbal n'a été dressé, trois ans à dater du jour de l'infraction s'il s'agit d'empiètement sur les territoires domaniaux, et un an pour toutes les autres infractions.

Tout acte interruptif de la prescription fera courir un délai de trois ans à compter de sa date.

**41.** L'Administration des domaines est autorisée à transiger sur les infractions prévues par le présent décret. Après jugement, la transaction ne portera que sur les condamnations pécuniaires.

SECTION II. — **Domaine urbain**

**42.** Les immeubles urbains sont loués, après publicité, pour une durée de quatre années grégoriennes au maximum comptées

du 1er janvier et sur une mise à prix fixée à la suite d'une expertise.

La location a lieu obligatoirement par voie d'enchères publiques si la valeur locative atteint 5.000 francs.

En cas d'insuccès des enchères ou si la valeur locative est inférieure à 5.000 francs, les locations peuvent être consenties de gré à gré.

Les conditions de location sont fixées par un arrêté du Directeur général de l'Agriculture portant cahier des charges.

A défaut soit de paiement du prix aux échéances, soit d'exécution des autres charges et conditions de la location, la déchéance du locataire pourra être prononcée par arrêté du Directeur général de l'Agriculture, s'il n'est jugé préférable de poursuivre l'exécution du contrat par toutes les voies légales. Cet arrêté n'est susceptible d'aucun recours.

## CHAPITRE IV

### ALIÉNATIONS

#### SECTION. — Lotissements dans les enchirs domaniaux

**43**. Outre les prélèvements pour la formation des centres de colonisation française dont la procédure est tracée par le décret du 24 janvier 1914, art. 4, des lotissements peuvent être effectués dans les propriétés domaniales soit pour la création de centres, soit en vue de la mise en valeur du sol, après avis du caïd et du contrôleur civil et approbation du conseil des ministres et chefs de services.

La vente des lots est précédée d'une insertion au *Journal Officiel* et d'une publicité par voie d'affiches aux portes du contrôle et des caïdats de la région.

Elle est effectuée d'après des modalités différentes, suivant qu'il s'agit de lots de village ou de lots de culture, ainsi qu'il est expliqué aux articles 53 et 56 ci-après.

**44**. Les prix de vente stipulés en capital peuvent être fractionnés en dix termes au maximum, sans qu'aucun de ces termes puisse être inférieur à une somme calculée à raison de 5 francs par hectare.

Les annuités ne comportent pas d'intérêts.

Si l'acquéreur paie comptant le prix d'achat, il lui est accordé une remise de 10 % sur ce prix.

**45**. Les attributions de lots sont faites entre les personnes qui ont déposé leur demande dans le délai assigné pour les opérations de la vente. Les demandes sont examinées et classées, après avis des autorités locales, par une commission administrative.

Lorsqu'un même lot est l'objet de plusieurs demandes émanant de personnes qui sont reconnues avoir des droits égaux, l'attribution est faite par voie d'enchères qui ne pourront dépasser cependant un chiffre maximum déterminé à l'avance ; si plusieurs enchérisseurs atteignent ce maximum, l'attribution sera faite par voie de tirage au sort entre eux.

Les lots qui n'ont pas trouvé preneur restent à la disposition du domaine qui les aliène de gré à gré ou par voie d'adjudication.

**46**. Le contrat pourra stipuler l'interdiction à l'acquéreur, pendant un délai déterminé, d'hypothéquer ou de donner en nantissement son lot sans l'autorisation du Directeur général de l'Agriculture. Tous actes intervenus en violation de cette disposition seront nuls et non avenus.

Lorsque l'immeuble est immatriculé, aucune inscription d'aliénation, d'hypothèque ou de nantissement ne sera faite sur le titre, pendant le délai prévu au contrat, si l'acte n'est revêtu de l'autorisation du Directeur général de l'Agriculture.

Les notaires qui passeront des actes en contravention aux dispositions ci-dessus encourront une amende de cinquante francs.

**47**. Les lots vendus pourront être déclarés insaisissables par clause de l'acte de vente. Cette clause d'insaisissabilité ne fera pas obstacle toutefois à la saisie des fruits ; le fonds et les constructions édifiées seront, en outre, susceptibles d'être saisis pour le paiement des sommes dues à l'Etat, aux communes, aux établissements publics, aux sociétés indigènes de prévoyance et à leurs filiales, aux œuvres de mutualité et associations agricoles de toute nature régulièrement approuvées, dont l'acquéreur fait partie.

**48**. Faute par l'acquéreur de remplir les obligations qui lui sont imposées, sa déchéance peut être prononcée trois mois après une mise en demeure signifiée en la forme administrative. Est déchu de plein droit et sans délai, l'acquéreur qui a vendu, hypothéqué ou donné en nantissement son lot sans autorisation, contrairement aux dispositions de son contrat.

La déchéance est prononcée par arrêté du Directeur général de l'Agriculture ; cet arrêté n'est susceptible d'aucun recours ; il est notifié par la voie administrative à l'acquéreur ou à l'un de ses ayants droit connus ; si l'immeuble est immatriculé et s'il existe des créanciers inscrits, il leur est également fait notification dans la même forme, au domicile élu, et l'arrêté est inscrit sur le titre.

**49.** A compter de l'arrêté de déchéance, l'Etat reprend possession du terrain et rembourse à l'acquéreur le prix versé sous déduction des frais et des intérêts à 5 % de la partie du prix non acquittée en tenant compte des dates des paiements effectués par l'acquéreur. S'il existe des plantations ou constructions faites par l'acquéreur, le domaine peut soit offrir le remboursement de leur valeur, soit procéder à la vente du lot dans les conditions fixées ci-après.

**50.** Jusqu'à l'expiration du délai pendant lequel l'acquéreur ne doit ni vendre ni hypothéquer ni donner en nantissement, l'aliénation d'un lot domanial ne peut avoir lieu qu'en la forme administrative par les soins du service des domaines et par voie des enchères publiques.

Ne sont admises aux enchères que les personnes remplissant les conditions requises des acquéreurs primitifs. L'acquéreur déchu ne peut y prendre part.

**51.** Le prix de l'adjudication, qui aura été stipulé payable comptant doit être versé dans le délai d'un mois à la caisse du comptable désigné à cet effet.

La distribution du prix est effectuée dans l'ordre ci-après :

1° frais de la procédure de déchéance et de mise en vente ;

2° termes restant dus à l'Etat majorés d'une somme représentant la location du sol et arbitrée à 5 % par an de la partie du prix non acquittée et des intérêts moratoires.

3° créances hypothécaires inscrites ou régulièrement portées à la connaissance de la Direction générale de l'Agriculture.

4° termes versés par l'acquéreur diminués de la valeur de la location calculée suivant les indications ci-dessus ;

5° impenses faites sur la propriété des deniers de l'acquéreur. Les créanciers, ainsi que l'acquéreur en ce qui concerne les impenses faites de ses deniers, ne sont admis à la distribution du prix qu'à concurrence de la valeur des améliorations foncières fixées par une expertise administrative.

L'excédent du prix est acquis au fonds de colonisation.

Les sommes revenant aux particuliers sont consignées à la Trésorerie générale jusqu'à règlement entre les intéressés.

**52.** En cas d'insuccès de l'adjudication, l'Etat n'est tenu à aucune indemnité en raison des améliorations qu'a pu apporter à l'immeuble l'acquéreur déchu. De même les créanciers n'ont aucune action à exercer contre l'Etat pour obtenir paiement de leurs créances.

Les termes versés par l'acquéreur sont restitués après déduction des intérêts à 5 % l'an de la partie du prix non acquittée et des intérêts moratoires, et l'immeuble fait retour au domaine de l'Etat, libre de toutes charges ou droits réels qui auraient pu être constitués par l'acquéreur.

§ I. — *Ventes de lots de culture*

**53.** Les attributaires de lots de culture sont réputés locataires de leur lot pendant toute la période fixée pour l'exécution des obligations qui leur sont imposées. A ce titre, ils paient pendant cette période une redevance représentant le prix de la jouissance du sol.

Après constatation de l'exécution des obligations imposées pour cette période et paiement du prix stipulé payable au moment du transfert de la propriété, un acte de vente définitif intervient entre le domaine de l'Etat et l'attributaire.

**54.** Si les obligations ne sont pas remplies à l'expiration de cette période, la location pourra être prorogée pour une durée égale à celle primitivement fixée, lorsque l'attributaire aura commencé la mise en valeur de son lot et justifiera de motifs sérieux l'ayant empêché de réaliser entièrement cette mise en valeur.

Faute d'avoir rempli ces obligations, ou s'il a cédé son droit, l'attributaire sera déchu de plein droit du bénéfice de son contrat ; s'il justifie avoir apporté des améliorations foncières, il en pourra être indemnisé à concurrence du supplément de prix payé en capital par le nouvel attributaire.

**55.** A compter du 1er janvier qui suivra une période de deux années après la cessation des hostilités, les bénéficiaires d'au-

torisation d'occuper des terres domaniales accordées en vertu des décrets des 8 février 1892 et 30 avril 1905, qui n'auront pas obtenu, à l'expiration du délai prévu par ces autorisations, le transfert de la propriété à leur profit, seront assujettis au paiement annuel d'une redevance exigible à terme échu le 1er janvier et calculée à raison de 5 % de la valeur du sol à la date de l'autorisation d'occupation.

§ II. — *Ventes de lots de village*

**56.** La vente des lots de village emporte transfert de propriété dès que l'acte est devenu parfait.

**57.** Elle est consentie sous l'obligation de payer le prix aux époques fixées par le contrat ; d'édifier une construction en rapport avec l'importance et la situation du terrain acheté et dont la valeur sera déterminée par l'acte de vente ; de clôturer le lot dans les conditions qui seront tracées par le dit contrat.

### Section II. — Aliénations d'immeubles autres que ceux provenant des lotissements d'enchirs domaniaux

**58.** Les constructions et emplacements domaniaux des villes et tous autres immeubles ne provenant pas de lotissements effectués en vue de la création de centres ou de la mise en valeur du sol, sont vendus aux enchères publiques sur une mise à prix fixée par une expertise et conformément aux dispositions d'un arrêté du Directeur général de l'Agriculture portant cahier des charges. La vente peut toutefois, par application du décret du 27 mai 1912, être réalisée de gré à gré soit que la valeur des biens, d'après l'expertise, n'excède pas un capital de 20.000 fr., soit qu'une adjudication n'ait pas abouti, soit enfin que le conseil des ministres et chefs de services ait admis exceptionnellement ce mode d'aliénation.

**59.** S'il s'agit d'aliénation par voie d'échange, l'opération doit être précédée d'une expertise ordonnée par le Directeur général de l'Agriculture. Lorsque la valeur en capital de l'un des immeubles échangés atteint 20.000 fr., l'échange ne peut être réalisé qu'après avis conforme du conseil des ministres et chefs de services.

**60.** Les immeubles expropriés et restés sans emploi peuvent être retrocédés aux anciens propriétaires dans les conditions indiquées par l'article 24 du décret du 5 septembre 1905.

**61.** En ce qui concerne les rues, routes et pistes déclassées et remises au domaine privé en totalité ou en partie, les propriétaires sont mis en demeure d'acquérir, chacun au droit de sa propriété, les parcelles attenantes à leur bien, aux prix fixés par la Direction générale des Travaux publics. Faute d'avoir accepté les prix ainsi fixés, il est procédé à la vente des terrains par voie d'enchères publiques ou à leur cession à titre d'échange au profit des propriétaires des terrains sur lesquels des parties de routes neuves doivent être exécutées.

**62.** A défaut soit du paiement du prix aux échéances, soit d'exécution des autres charges et conditions de la vente, la déchéance de l'acquéreur pourra être prononcée par arrêté du Directeur général de l'Agriculture, s'il n'a été jugé préférable de poursuivre l'exécution du contrat par toutes les voies légales.

L'arrêté de déchéance n'est susceptible d'aucun recours.

La reprise de possession par l'Etat n'aura lieu qu'un mois après la notification de l'arrêté de déchéance à l'acquéreur ou à ses ayants-droit connus, ainsi qu'aux créanciers inscrits au domicile élu.

Au cours de ce délai, l'acquéreur primitif, les ayants-droit et les créanciers inscrits seront admis à payer la somme exigible en capital, intérêts et frais. Les tiers qui auront effectué le paiement seront subrogés par la quittance à l'hypothèque de l'Etat s'il en a été stipulé.

A l'expiration de ce délai, si le paiement du prix n'a pas été effectué, l'immeuble fait retour au domaine de l'Etat, libre de toutes charges, locations ou droits réels qui auraient pu être consentis ou constitués par l'acquéreur.

**63.** L'acquéreur déchu sera remboursé de la partie du prix payée sous déduction de tous les frais de déchéance, d'une indemnité de location calculée à raison de 5 % par an de la partie du prix non acquittée et des intérêts moratoires.

### Dispositions diverses

**64.** Les dispositions du décret du 8 février 1892 et celles du décret du 13 août 1913 restent en vigueur en ce qui concerne les occupations antérieures au présent décret et les plantations illicites. Toutefois les

règles tracées ci-dessus en ce qui concerne la déchéance des locataires et acquéreurs des biens de l'Etat sont applicables aux contrats en cours.

Les dispositions des décrets des 8 février 1892, 30 avril 1905, 13 janvier 1896, 6 septembre 1897, 25 avril 1898 (art. 1) et 10 août 1912 sont remplacées, pour l'avenir, par celles du présent décret.

**65.** Les dispositions des décrets des 12 mai 1906 (art. 29), 20 et 27 mai 1912 sont intégralement maintenues et demeurent applicables notamment en ce qui concerne les justifications en matière de comptabilité publique et la gestion et l'aliénation du domaine privé immobilier de l'Etat.

Le présent décret ne s'applique pas aux terres collectives de tribus visées par le décret du 14 janvier 1901.

**66.** Notre Directeur général de l'Agriculture est chargé de l'exécution de ce décret et autorisé à prendre tous arrêtés réglementaires en vue de son exécution (1).

---

## 13 septembre 1918

DÉCRET *étendant aux moûts de raisin frais le droit de statistique et de contrôle de la production des vins.*

(J. O. 18 SEPTEMBRE 1918, 560)

ART. **1.** Le droit de statistique et de contrôle de la production des vins créé par notre décret susvisé du 20 septembre 1917 au tarif de 0 fr. 50 (2) par hectolitre, ainsi que les dispositions de ce décret concernant les vins, sont applicables suivant le même tarif et dans les mêmes conditions aux moûts de raisins frais.

**2.** Les acheteurs de vendanges fraîches sont substitués, en ce qui concerne les qualités de vins qu'ils en obtiennent, aux récoltants propriétaires, fermiers ou colons partiaires et tenus à toutes les obligations imposées à ceux-ci par le décret susvisé du 20 septembre 1917 et notamment au paiement du droit susvisé.

**3.** Les vendanges fraîches ne peuvent être exportées sans qu'il ait été régulièrement justifié au préalable à l'Administration des Finances de l'acquittement du droit de 0 fr. 50 qui sera calculé à raison de deux hectolitres de vin pour trois hectolitres de vendanges.

(1) V. A. 20 août 1919.
(2) Droit porté à 0 fr. 50 par *D. du 19 décembre 1918*. — Surtaxe de 1 fr. 25 par D. 20 déc. 1919.

## 20 septembre 1918

DÉCRET *étendant les pouvoirs des officiers des affaires indigènes en matière de délits de contrebande.*

(J. O. 12 OCTOBRE 1918, 603)

ART. **1.** Par dérogation aux prescriptions des articles 114, 116 et 131 du décret précité du 3 octobre 1884, les officiers, chefs de bureau ou chefs d'annexe des Affaires indigènes, ont, à titre transitoire et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, qualité pour procéder seuls, sans le concours du représentant local des régies financières :

à la rédaction des procès-verbaux constatant les actes ou tentatives de contrebande à l'importation ou à l'exportation, commis à la frontière tripolitaine ;

à la saisie et à la garde des marchandises et produits et des animaux et moyens de transport ;

aux transactions auxquelles ils jugeront opportun d'admettre les délinquants dans les affaires au sujet desquelles ils auront ainsi verbalisé ;

le tout sans préjudice des pouvoirs disciplinaires qui leur appartiennent.

**2.** La part du Trésor dans le produit des amendes et confiscations pourra être, pour les mêmes affaires et par dérogation aux règles de répartition tracées par l'article 133 du décret du 3 octobre 1884, attribuée entièrement à la caisse du séquestre des biens des dissidents, sous déduction des frais ainsi que des primes ou parts de saisissant, que les officiers précités pourront dans chaque affaire et suivant les circonstances de la saisie et l'importance de la prime, attribuer aux militaires, aux agents du Maghzen ou à la caisse de secours de ces agents, ou aux fonctionnaires ayant participé à la constatation de la contravention.

---

## 23 septembre 1918

DÉCRET *réglementant la situation, au point de vue de la retraite, des fonctionnaires passés au service du Maroc.*

(J. O. 25 SEPTEMBRE 1918, 571)

ART. **1.** Tout membre de la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens admis dans le personnel des services civils du Maroc peut, s'il conserve un lien administratif avec la Tunisie, être

maintenu dans la société pendant un délai maximum de deux ans à compter de la date de la cessation de ses services en Tunisie, à la condition que le Protectorat marocain consente à verser pour son compte à la société, pendant ce délai, les retenues qu'il lui fera subir par prélèvement sur ses émoluments marocains et les subventions correspondantes dont il assurera la charge, lesdites retenues et subventions calculées sur le traitement tunisien dont le sociétaire jouirait s'il était resté dans la Régence de Tunis. (*ainsi modifié par D. 24 oct.* 1919).

**2.** Le sociétaire visé par l'article premier peut, même avant l'expiration du délai de deux ans, fixé par cet article, demander le transfert à la caisse de prévoyance du personnel des services civils du Maroc de son compte individuel à la société de prévoyance tunisiennne. Le transfert est en tous cas obligatoire et le compte individuel du sociétaire à la société tunisienne cesse d'être servi dès la cessation des versements du Maroc et au plus tard dès l'expiration du délai de deux ans.

**3.** Le transfert à la caisse marocaine du compte individuel de tout membre de la société de prévoyance tunisienne admis dans les services civils du Maroc sans conserver aucun lien administratif avec la Tunisie, est obligatoire et le compte individuel cesse d'être servi dès la date de la cessation des fonctions du sociétaire en Tunisie.

**4.** Le transfert prévu aux articles 2 et 3 qui précèdent comprend la valeur mathématique à la date du jour de la mutation, si elle est volontaire, ou de celui auquel elle est obligatoire, des éléments suivants du compte individuel tunisien : *a)* capitaux-retenues ; *b)* rentes-retenues ; *c)* rentes-subventions. Le transfert ne comprend pas la valeur mathématique des capitaux-subventions qui est attribuée au fonds commun de la Société tunisienne.

La valeur mathématique est calculée d'après les tarifs ci-annexés.

**5.** La situation des sociétaires admis dans les services civils du Maroc antérieurement au décret du 23 septembre 1918, demeure réglée ainsi qu'il suit :

Ceux qui n'ont pas encore rompu le lien administratif les unissant à la Tunisie peuvent à leur gré et à toute époque solliciter le transfert de leurs comptes individuels au Maroc. Jusque-là, ils seront maintenus dans les conditions statutaires à la société de prévoyance tunisienne si le Protectorat marocain consent à verser pour leur compte à ladite société les retenues et les subventions prévues et décomptées à l'article premier ci-dessus, et à assumer, dans le déficit éventuel de la liquidation de leurs comptes individuels, lors de leur admission à la retraite tunisienne, une part proportionnelle à la durée des services marocains de l'agent par rapport à la durée totale de ses services admissibles pour la retraite.

Ceux qui ont déjà rompu tout lien administratif avec la Tunisie ne peuvent solliciter le transfert de leurs comptes individuels tunisiens au Maroc que si la rupture a eu lieu par suite d'une démission motivée uniquement par le désir d'aller au Maroc et pourvu que leur demande de transfert parvienne à la société avant l'expiration du délai de prescription de cinq ans fixé pour le remboursement des capitaux de la société de prévoyance par l'article 15 de notre décret du 24 décembre 1908. Si ces sociétaires ont déjà retiré leurs capitaux-retenues de la société tunisienne, ils ne peuvent réclamer le transfert à la caisse marocaine que de l'excédent de ce à quoi ils ont droit, d'après l'article 4, sur les capitaux-retenues qu'ils ont touchés et à la condition de le faire avant l'expiration du délai de prescription. *(ainsi modifié par D. 14 oct.* 1919*)*.

**6.** Les agents tunisiens admis dans les services civils du Maroc sont, s'ils sont repris en Tunisie, réincorporés de plein droit dans la société de prévoyance tunisienne sous la réserve qu'ils ne pourront prétendre qu'à la retraite actuarielle réglementée par notre décret du 24 décembre 1908, si leur réintégration s'effectue après qu'ils auront dépassé l'âge de 30 ans.

Les capitaux-retenues et les capitaux-subventions de leurs comptes à la Caisse marocaine seront, chacun d'eux avec les intérêts qu'il aura respectivement produits obligatoirement transférés à la société tunisienne qui les classera, suivant leur origine, soit avec les retenues, soit avec les subventions tunisiennes, sans que l'agent puisse jamais invoquer les droits différents qu'il pouvait avoir sur eux au Maroc ; ils suivront le sort que ce classement comportera d'après les statuts tunisiens au point de vue de leur

attribution éventuelle soit au sociétaire ou à sa famille, soit au fonds commun de la société ; de même, au moment de l'inscription de ces capitaux au compte individuel du sociétaire, la société tunisienne liquidera au crédit de ce compte la rente éventuelle afférente à chacun d'eux, en vertu de ce classement, d'après les tarifs en vigueur et en tenant compte de l'âge de l'agent à ce moment.

## 22 novembre 1918

DÉCRET *relatif à l'allocation d'une indemnité pour charges de famille et de suppléments temporaires de traitement pour cherté de vie aux fonctionnaires.*

(J. O. 23 NOVEMBRE 1918, 686)

.....

*(Les suppléments temporaires de traitements ont été supprimés par le D. du 20 décembre 1919 N° 20).*

ART. **4.** Les fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers et les officiers appartenant aux catégories énumérées au n° 1 de l'article premier (1), auront droit, à partir du 1er janvier 1919 en sus du supplément de traitement, à des indemnités pour charges de familles à raison des enfants à leur charge âgés de moins de seize ans ou incapables de travailler par suite d'infirmités.

Ces indemnités sont fixées à 150 francs pour chacun des deux premiers enfants et à 300 francs par enfant en sus du second (2).

Les indemnités sont réduites d'un tiers pour les agents indigènes.

.....

Sont seuls considérés comme étant à la charge du fonctionnaire, officier, employé ou agent : 1° ceux de ses enfants auxquels il doit des aliments en vertu des dispositions du code civil français ou du code musulman ; 2° les frères et sœurs, neveux et nièces recueillis par lui lorsqu'ils sont orphelins de père et de mère ; 3° les enfants que le conjoint du fonctionnaire non séparé de corps a eus d'un précédent mariage.

.....

Les enfants admis sans avoir à payer de pension dans un établissement de l'Etat, bénéficiaires de bourses ou de tout autre avantage équivalent ne sont en aucun cas considérés comme étant à la charge du fonctionnaire, officier, employé ou agent. Cette restriction ne s'applique pas aux enfants qui ne bénéficient que d'une bourse d'externat. Lorsqu'un enfant bénéficie d'une bourse partielle d'internat ou d'une exonération partielle de frais de pension, le montant de cette exonération est déduit de l'indemnité pour charges de famille.

Pour l'attribution des indemnités pour charges de famille. chaque enfant prend rang d'après son ordre de naissance, quel que soit l'âge de ses aînés.

L'enfant tué à l'ennemi ou décédé des suites de blessures reçues ou de maladies contractées en service commandé est considéré comme vivant au point de vue de la détermination du taux de l'indemnité à allouer à ses jeunes frères.

.....

Lorsque le mari et la femme font partie l'un et l'autre de personnels pouvant prétendre aux indemnités pour charges de famille, le droit à ces indemnités est basé sur le plus élevé des deux traitements, il n'est attribué en tous cas qu'une seule indemnité pour chacun des enfants.

**5.** Les fonctionnaires, officiers, employés, agents et ouvriers mobilisés conservent, dans les conditions de cumul édictées par notre décret du 25 août 1914, le bénéfice des indemnités pour charges de famille prévues par le présent décret ; ils ont également droit, dans ces mêmes conditions, au supplément temporaire de traitement s'ils sont, soit mariés, soit veufs ou divorcés avec enfants légalement à leur charge.

**6.** Les dépenses au titre des indemnités pour charges de famille prévues par le présent décret sont imputables sur les crédits ouverts à cet effet sur les §§ 1 et 2 de l'article 5 bis du chapitre 1er (Finances) de la 1re partie du budget. A partir du 1er janvier 1919, elles seront payables par mois et à termes échus en même temps et par la même ordonnance de paiement que la mensualité du traitement ordinaire.

Les indemnités familiales sont liquidées d'après la situation de l'ayant-droit au premier jour du mois. A cet effet, une déclaration de sa situation familiale fournie par l'intéressé et vérifiée par ses supérieurs

(1) Fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers titulaires, stagiaires ou surnuméraires et officiers de l'armée beylicale subissant obligatoirement des retennes en vue la constitution d'une pension de retraite.

(2) Indemnité augmentée d'un supplément temporaire exceptionnel du temps de guerre de 180 fr. pour les français et 120 francs pour les indigènes par D 25 février 1919, art. 6

L'indemnité et le supplément ont été confondus en une seule indemnité pour charges de famille par le D. du 20 déc. 1919.

hiérarchiques, sera jointe par l'ordonnateur à l'appui de la première ordonnance de paiement à émettre en application du présent décret ; les ordonnances subséquentes s'y réfèreront purement et simplement tant qu'il ne surviendra pas de modification dans la situation originairement déclarée. En cas de modification, les causes de changement sont indiquées par l'agent intéressé dans une déclaration nouvelle que l'ordonnateur annexe à son ordonnance de paiement concernant la première mensualité de paiement qui suit le changement survenu ; cette déclaration est appuyée d'extraits des actes de l'état civil ou de toutes autres justifications nécessaires. Les déclarations des ayants-droit dressées sur des imprimés spéciaux ne sont admissibles qu'après vérification et visa du chef de service de l'agent. Elles font connaître le nom du bénéficiaire, ses fonctions, sa résidence, le chiffre de son traitement, la nature et le montant des rétributions accessoires dont il jouit, en distinguant celles qui doivent entrer dans l'évaluation du traitement de celles qui doivent rester en dehors ; le nombre des enfants se trouvant dans les conditions voulues pour donner lieu à l'indemnité ; la date de la naissance de chacun d'eux ; le montant de la sommme à ordonnancer par an. Ces mêmes indications doivent, s'il y a lieu, être fournies, en ce qui concerne l'épouse du chef de famille, s'ils sont tous deux employés de l'Etat. Toute fausse déclaration, toute omission de déclaration des changements survenus dans les situations de famille antérieurement déclarées, expose l'agent qui s'en rend coupable à être privé, disciplinairement, pour un ou plusieurs semestres, des indemnités pour charges de famille. Les déclarations sont fournies en triple exemplaire destinés l'un à l'ordonnance de paiement, l'autre à être conservé aux archives du service ordonnateur, le troisième à être envoyé par ce service à la Direction générale des Finances où sont centralisés le dépouillement et le contrôle des dépenses des indemnités pour charges de famille.

. . . . . .

**8.** Les suppléments temporaires de traitements et les indemnités pour charges de famille prévus par le décret présent ne sont pas soumis aux effets des saisies-arrêts.

. . . . . .

## 23 novembre 1918

DÉCRET *réservant des emplois civils aux militaires indigènes retraités ou réformés pour blessures reçues ou maladies contractées devant l'ennemi.*

(J. O. 21 DÉCEMBRE 1918, 733)

ART. 1. Les militaires indigènes (1) des armées de terre et de mer, réformés n° 1 ou retraités par suite d'infirmité résultant de blessures ou de maladies contractées devant l'ennemi, au cours de la guerre actuelle, bénéficieront, pendant un délai de 5 ans, à dater de la cessation des hostilités, d'un droit de préférence pour l'obtention de tous les emplois réservés par les tableaux annexés au décret du 18 juillet 1909, modifié par le présent décret, qui ne nécessitent pas l'intégralité des forces physiques, quels que soient d'ailleurs leur grade et la durée de leurs services. Ce droit de préférence s'exercera tout d'abord en faveur des pères de familles les plus nombreuses.

Les militaires ci-dessus désignés pourront être admis au bénéfice de ces emplois, alors même qu'ils auraient, le 1er août 1914, date du décret de mobilisation des armées de terre et de mer, dépassé la limite d'âge, telle qu'elle est fixée par ledit décret du 18 juillet 1909 et par celui du 16 mars 1910, sauf, dans ce cas, à être soumis, au point de vue de la retraite aux conditions fixées par l'article 4 de ce dernier décret et à ne pouvoir prétendre qu'à la retraite spéciale prévue par ce même article.

A défaut de candidats des deux catégories susvisées, bénéficieront du même droit les anciens militaires qui auront appartenu pendant deux ans au moins à des compagnies ou des escadrons combattant sur le front des armées ou qui auront, quelle que soit la durée de leurs services, soit reçu la médaille militaire pour faits de guerre, soit obtenu une citation à l'ordre de l'armée.

A défaut de militaires remplissant les conditions ci-dessus, les emplois seront attribués conformément à l'article 2 du décret du 18 juillet 1909.

**2.** Les tableaux annexés au décret du 18 juillet 1909 sont modifiés conformément aux indications des tableaux ci-annexés, comprenant notamment les catégories de bles-

(1) Mêmes dispositions en faveur des mutilés français, par D. 25 nov. 1919 et en faveur des veuves de guerre par D. 17 janv. 1920.

sures ou d'infirmités permettant de concourir à l'obtention des emplois réservés (1).

**3.** Aucune entreprise industrielle ou commerciale ne pourra, à l'avenir, obtenir une concession, un monopole ou une subvention de l'Etat ou d'une commune, qu'à la condition de réserver aux militaires indigènes qui font l'objet du présent décret, un certain nombre d'emplois à déterminer par le cahier des charges, en tenant compte des situations de famille prévues à l'article premier.

**4.** Les militaires indigènes qui, avant leur mobilisation, occupaient un des emplois administratifs énumérés au tableau A du décret du 18 juillet 1909 seront, si leur aptitude physique le permet, réintégrés dans leur emploi ou pourvus dans la même administration d'un autre emploi réservé ou non réservé.

**5.** Les candidats militaires indigènes déjà inscrits sur la liste de classement pour un des emplois réservés et qui réuniraient l'une des conditions déterminées par le paragraphe 1er de l'article 1er de la présente loi, jouiront d'un droit de préférence aux dits emplois immédiatement après les militaires désignée à l'article 4.

Les autres candidats militaires déjà classés conserveront le droit qui leur est acquis, sous réserve que ce droit ne s'exercera qu'après celui reconnu aux militaires et marins visés à l'article premier.

## 23 novembre 1918

DÉCRET *fixant le régime des immeubles dans les territoires militaires du Sud*
(J. O. 28 DÉCEMBRE 1918, 761)

### Disposition générale

ART. **1.** Les immeubles en la jouissance de nos sujets ou qui leur appartiennent dans les caïdats des Ouerghemma, des Matmata et des Nefzaoua seront réglés à l'avenir par les dispositions ci-après.

### TITRE I

### Immeubles soumis au droit commun

**2.** En sont exceptés les immeubles des agglomérations urbaines, les zones d'oasis, d'olivettes, de jardins, les terrains immatriculés antérieurement au présent décret et ceux allotis par la Direction générale de l'Agriculture. Les dits immeubles sont et restent soumis au droit commun sans restriction ni réserve.

**3.** Tous autres immeubles situés dans les caïdats visés à l'article 1er et possédés par des particuliers ou indivisément par les héritiers du fondateur de la propriété jusqu'à la deuxième génération inclusivement, continuent de même d'être régis par le droit commun, sous réserves, en ce qui concerne les litiges, des dispositions de l'article 11 du présent décret, et en ce qui concerne leur aliénation, des restrictions d'ordre public édictées en vue de la conservation des patrimoines et de la sécurité des transactions par les articles 9 et suivants du présent décret.

L'immatriculation des dits immeubles pourra être demandée par les particuliers dans les conditions et les formes prévues par la loi foncière du 1er juillet 1885.

### TITRE II

### Terres collectives

§ 1er. ..... *Représentation des collectivités*

**4.** En ce qui concerne les biens immobiliers possédés par ses membres, en indivision remontant à plus de deux générations, toute collectivité constitue une personne morale dans tous les actes d'administration et de disposition relatifs aux dits biens.

**5.** Les collectivités ne comptant pas dix chefs de familles ayant une habitation séparée seront valablement représentées par un ou deux de leurs membres choisis par les communistes, celles comptant plus de dix chefs de famille ayant une habitation séparée seront valablement représentées par un conseil des notables.

Seront considérés comme chefs de famille : 1° la femme veuve sans enfants dans la collectivité dont elle est originaire ; 2° la femme veuve tutrice d'enfants mineurs dans la collectivité dont son époux était originaire.

§ 2. ..... *Régimes des terres collectives*
*Actes d'administration*

**6.** Les actes de simple administration des biens immobiliers désignés à l'article 4, tels que la location à court terme de patrimoine commun, les permis temporaires de pacage accordés à des fractions, à des particuliers étrangers à la collectivité ou même à d'autres collectivités, la répartition périodique de la jouissance entre les communistes, les de-

(1) V tableaux au J O. p. 734. Ces tableaux ont été modifiés en ce qui concerne la Résidence générale et les contrôles civils par D. 4 janvier 1919 (J. O. p. 169).

mandes ou les défenses portées devant les juridictions ordinaires, les oppositions formées devant le tribunal mixte, seront faits par le conseil des notables, ou, pour les collectivités comptant moins de dix chefs de famille, par leurs représentants. Toutefois, les permis temporaires de pacage visés ci-dessus pourront être accordés d'office par l'autorité supérieure en cas de nécessité provenant de l'inégalité de répartition des pluies.

*Actes d'aliénation*

**7.** Toute aliénation, tout acte comportant l'aliénation même simplement éventuelle du bien commun (vente pure et simple ou à réméré, échange, constitution en enzel, hypothèque, mogharsa, etc.), consentis par un ou plusieurs communistes sans l'assentiment de ses représentants ou du conseil des notables, sera nul et de nul effet.

Il en sera de même des partages, des constitutions en habous, des locations excédant trois ans, et des autorisations de planter.

**8.** *a)* En vue d'assurer dans la collectivité l'extension des cultures arbustives, le conseil des notables pourra, sous réserve de l'approbation du conseil de tutelle local institué par l'article 14 du présent décret, décider qu'une partie des terres indivises appartenant à la collectivité sera allotie pour être plantée.

*b)* Cette décision ne pourra être exécutée qu'après avoir été soumise au commandant militaire des territoires du sud qui, en cas d'opposition, portera la question devant le conseil de tutelle central institué par les articles 19 et suivants du présent décret et qui pourra, de même, avec l'approbation du conseil de tutelle central, prendre l'initiative de l'allotissement.

*c)* La décision approuvée, un amin d'agriculture désigné par le conseil de tutelle local divisera la terre à allotir en autant de lots qu'il existe dans la collectivité de parties prenantes individuelles.

*d)* A la date et au lieu fixés par le conseil des notables, il sera procédé publiquement au tirage au sort des lots, en présence de deux notaires qui rédigeront un procès-verbal de l'opération.

*e)* Chaque partie prenante prendra immédiatement possession du lot qui lui sera échu et devra le défricher et le planter.

*f)* Six ans après cette prise de possession, une commission nommée par le conseil de tutelle local et composée d'un représentant de ce conseil, d'un expert d'agriculture et de deux notaires, se transportera sur le terrain alloti, constatera l'état des cultures et rédigera de ses opérations un procès-verbal qu'elle transmettra au conseil de tutelle local.

*g)* Sera, par ce conseil, déclarée propriétaire du lot qui lui avait été attribué, toute personne justifiant, par hectare de terre cultivable, de l'existence de seize arbres fruitiers en pleine croissance. Un titre notarié sera remis au propriétaire.

*h)* Tout lot n'ayant pas été mis en valeur dans les conditions déterminées au précédent alinéa, fera retour à la communauté. Toutefois, au cas où une des parties prenantes aurait défriché entièrement le lot qui lui était attribué, et y aurait, en outre, fait des travaux importants tels que construction de barrages ou de clôtures (tabias), forage d'un puits, etc., un nouveau délai de six années pourrait lui être accordé par le conseil de tutelle local pour la mise en valeur complète de son lot.

*i)* L'usage des points d'eau naturels et de ceux aménagés à l'aide de subventions de l'Etat, continuera d'être régi par le droit coutumier. Aucune collectivité ne pourra prétendre à l'usage exclusif de ces points d'eau : ils resteront communs à toutes les collectivités qui en useront suivant une réglementation arrêtée par l'autorité supérieure et adaptée aux besoins de chacune d'elles.

Il en sera de même de ceux qui pourraient être aménagés après la promulgation du présent décret.

**9.** *a)* Sauf les dispositions de l'article 2, toute acquisition à titre melk ou enzel, définitive ou à réméré, faite dans un des caïdats visés à l'article 1er, par une personne ou un groupe de personnes étrangères à ce caïdat, d'immeubles ou de droits réels immobiliers appartenant à une collectivité ou à des particuliers musulmans, que la dite acquisition soit faite sur vente volontaire ou sur vente forcée, ou qu'elle ait pour cause un échange ou une libéralité entre vifs ou testamentaire, devra, pour être valable et emporter translation du droit au profit de l'acquéreur, avoir été approuvée par les conseils

de tutelle institués par les articles 14 et suivants.

*b)* Sans cette approbation, les personnes étrangères au caïdat ne peuvent acquérir aucun droit sur les dits immeubles, même par prescription. Elles ne peuvent les prendre à bail et il ne leur sera consenti valablement aucune hypothèque ou antichrèse qu'aux mêmes conditions.

*c)* Produiront néanmoins tous leurs effets, et pourront être librement passés, mais entre musulmans seulement, et à titre individuel, les baux de moins de six mois.

**10.** *a)* Sont considérés comme étrangers au caïdat de la situation des biens, pour l'application de l'article précédent :

1° les non musulmans ;

2° les musulmans non tunisiens ;

3° les musulmans ou les collectivités de musulmans qui n'ont, dans le caïdat, ni propriété, ni établissement, ou qui n'en ont plus depuis plus de trente ans.

*b)* Sont également considérées comme étrangères au caïdat, les sociétés et associations formées entre personnes dont une seule serait étrangère par application du paragraphe précédent.

*c)* Si une collectivité administrative, fraction ou sous-fraction de tribu, étrangère à un caïdat, vient à lui être rattachée par décret, ses membres seront par là-même admis à acquérir librement des immeubles dans le caïdat.

§ 3. — *Litiges*

**11.** *a)* Tout litige survenant quant à l'exercice de droits immobiliers, soit entre collectivités telles qu'elles sont définies à l'article 4 du présent décret, soit entre ces mêmes collectivités et les particuliers, sera soumis à l'examen d'une commission arbitrale locale procédant comme il est indiqué à l'article 22 ci-après, et dont les décisions seront homologuées par décret.

*b)* Toute action en bornage intentée par un particulier contre une collectivité ou inversement sera soumise, comme les autres litiges, à l'examen d'une commission arbitrale locale.

*c)* Au contraire, lorsqu'une action en bornage intentée par une collectivité tendra à la détermination de ses limites dans leur ensemble ou dans un secteur important, l'instance sera soumise au conseil de tutelle local qui procédera comme il est dit à l'article 18 ci-après.

Les procès-verbaux de ces dernières opérations de bornage, homologués par décret, détermineront d'une manière définitive, à l'égard des tiers, la consistance des terres de chaque collectivité ou des zones communes.

Aucune revendication ultérieure à leur sujet par un particulier ne pourra être portée devant les commissions d'arbitrage, si elle n'est exclusivement basée sur des pièces revêtues de l'estampille prévue à l'article 18, alinéa *c* du présent décret.

## TITRE III

### Organes de gestion, de tutelle et d'arbitrage

§ 1er — *Du Conseil des notables*

**12.** *a)* Le conseil des notables prévu à l'article 6 se compose de notables membres de la collectivité. Le nombre des membres de ce conseil, qui devra toujours être impair, est fixé par le chef de bureau ou d'annexe des affaires indigènes sur l'avis du cheikh ou des cheikhs intéressés, de façon que, suivant l'importance de la collectivité, chaque fraction, sous-fraction ou famille soit représentée.

La désignation des membres du conseil des notables se fera de la façon suivante :

Chaque fraction, sous-fraction ou famille, admise à avoir des représentants au sein du conseil propose par voie d'élection, pour chacun de ces représentants, une liste de trois noms, sur laquelle ne peuvent être portés ni d'anciens fonctionnaires publics ou assimilés, révoqués de leurs fonctions, ni des personnes ayant subi une ou plusieurs condamnations pour délits de droit commun ; sur ces listes le caïd, le kahia ou le khalifa à compétence étendue choisit les membres du conseil des notables.

La procédure de votation sera réglée par arrêté de notre Premier Ministre.

Les nominations ainsi faites ne seront valables qu'après approbation du chef du bureau des affaires indigènes.

*b)* Toute sous-fraction sera représentée dans ledit conseil par au moins un des ses membres.

**13.** *a)* Le conseil des notables délibère sur les actes de simple administration prévus à l'article 6.

Ses décisions sont prises à la majorité des voix.

*b)* S'il s'agit de l'un des actes prévus à l'article 7 et emportant aliénation même éventuelle du bien commun, le conseil des notables en délibérera sous la présidence du cheikh du territoire dont la voix sera prépondérante en cas de partage.

*c)* Les résolutions du conseil des notables seront rédigées sans frais, par écrit et sous forme de procès-verbal, par un des notaires de la circonscription, désigné comme secrétaire. Mention sera portée à la suite de chaque résolution du nombre des votants et du nombre des opposants. Tout procès-verbal sera contresigné par les membres du conseil présents à la séance.

*d)* Copie du procès-verbal sera affichée pendant huit jours au marché du chef-lieu du du cercle. Lecture en sera faite sur ce marché par un notaire, en présence de l'officier-interprète et après invitation criée à y assister.

*e)* Mention de ces formalités sera portée au registre des délibérations.

*f)* Tout membre du conseil des notables pourra, pendant le délai d'affichage de huit jours, présenter par écrit ou verbalement au conseil de tutelle local, les oppositions ou réserves de toutes sortes qui n'auraient pas été mentionnées audit procès-verbal.

*g)* Les résolutions des conseils des notables ne seront exécutoires qu'après approbation du conseil de tutelle local tel qu'il est prévu à l'article suivant.

§ 2. — *Du Conseil de tutelle local*

**14.** *a)* Il est institué au siège de chaque caïdat, kahialik ou khalifalik à compétence étendue, sous le nom de « conseil de tutelle local des indigènes », en vue de prévenir la dépossession ou l'appauvrissement des populations établies dans les régions visées par le présent décret une commission permanente qui sera chargée d'intervenir dans toutes aliénations d'immeubles, dans toutes constitutions de droits réels immobiliers et dans tous baux consentis par les habitants de ces territoires à des personnes étrangères à leur caïdat, et qui procèdera, sur la demande du conseil des notables ou sur réquisition du commandant militaire des territoires du sud, aux bornages de terres collectives dans les cas prévus à l'article 11, alinéa *b*.

*b)* Le conseil de tutelle local se compose :

1° du chef de bureau ou d'annexe des affaires indigènes dont relève le caïdat, le kahialik ou le khalifalik ;

2° du caïd, du kahia ou du khalifa à compétence étendue ;

3° du cadi ;

4° de deux indigènes musulmans tunisiens lettrés, désignés par notre Premier Ministre sur la proposition du commandant militaire des territoires du Sud tunisien. Un de ces indigènes sera désigné comme secrétaire du conseil.

*c)* Le Conseil de tutelle est présidé par le chef de bureau des Affaires indigènes.

**15.** *a)* Le Conseil de tutelle s'assemblera sur la convocation de son président dans la quinzaine du jour où les intéressés l'auront saisi de leurs projets de contrat.

*b)* L'examen des pièces et l'instruction de chaque affaire aura lieu sans publicité. Les décisions seront prises à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage.

*c)* Les décisions seront rédigées en français par le président et en arabe par le secrétaire. Elles seront toujours motivées.

En cas de partage des voix, l'avis de chacun des membres de la minorité devra être consigné au procès-verbal. Les décisions du conseil de tutelle local seront susceptibles d'appel, ainsi qu'il est dit à l'article 19 du présent décret. Les intéressés en recevront communication par voie administrative.

*d)* Les projets d'aliénation, de baux ou de constitution de droits réels auxquels le conseil de tutelle local aura refusé son approbation, ne pourront lui être de nouveau soumis avant un délai de trois ans, à moins qu'il n'y ait été apporté des changements ou additions ou qu'ils n'interviennent pas entre les mêmes parties.

*e)* La procédure devant le conseil de tutelle local est entièrement gratuite. Les requêtes et mémoires des parties, les actes et documents produits et les décisions du conseil sont exempts de timbre et d'enregistrement.

*f)* Seuls les frais de tansport sur les lieux d'un ou de plusieurs membres du conseil et d'un interprète les accompagnant, et les frais d'expertise, dans les cas où le conseil de tutelle local jugerait ces mesures d'instruction indispensables, sont à la charge des

parties. Ils sont alors avancés par elles et taxés par le président d'après les tarifs en vigueur pour le transport des juges, interprètes et experts du tribunal mixte.

*g)* Les archives du conseil de tutelle local seront déposées et conservées au siège de chaque bureau des affaires indigènes.

**16.** *a)* Le conseil de tutelle local doit examiner chaque projet d'aliénation, de constitution de droit réel ou de bail dont il est saisi, en considérant exclusivement les risques de toute nature, pertes, bénéfices ou avantages qui pourront en résulter pour le propriétaire et aussi pour ses copropriétaires, voisins ou parents, et pour l'ensemble des populations indigènes de la région intéressée.

*b)* Il tiendra compte le cas échéant et suivant les circonstances, des avantages que les indigènes retireraient de la création d'un centre de colonisation ou de l'installation d'un établissement agricole ou industriel.

*c)* Il recourra, s'il y a lieu, à toutes mesures d'information et notamment il entendra les parties contractantes, les représentants qualifiés des administrations et des populations intéressées, et fera procéder à toutes expertises nécessaires.

*d)* Le conseil de tutelle local pourra subordonner son approbation à toute modification ou addition qu'il indiquera comme devant être apportée aux diverses clauses du contrat, notamment en ce qui concerne la fixation du prix, les conditions de son paiement ou de son remploi, la participation aux bénéfices, le défrichement, les plantations ou cultures, etc.

**17.** *a)* Le conseil de tutelle local peut ordonner, suivant les circonstances, que le prix à provenir de la vente d'un immeuble ou d'un droit réel immobilier sera employé, en tout ou partie, en l'achat d'un autre immeuble ou d'un autre droit au nom du vendeur.

*b)* En ce cas, l'immeuble ou le droit réel acquis en remploi, même s'il est situé hors des caïdats visés par le présent décret, ne pourra être lui-même aliéné, sans l'autorisation du conseil de tutelle local.

**18.** *a)* Dès qu'il sera saisi de l'une des instances en bornage prévues aux articles 11 *b* et 14 *a*, le conseil de tutelle local ouvrira le procès-verbal de ses opérations. Il fera insérer au « Journal Officiel Tunisien » un avis reproduisant les mentions essentielles du procès-verbal du conseil des notables ou de la réquisition du commandant militaire des territoires du Sud, et contenant notamment la description générale du territoire soumis au bornage, avec indication sommaire de ses limites. Pareil avis sera affiché pendant six mois au marché du chef-lieu du cercle ou des cercles intéressés. Lecture en sera faite sur ces marchés dans les conditions spécifiées à l'article 13 *c*. Mention de l'accomplissement de ces formalités sera faite au procès-verbal du bornage.

*b)* Toutes personnes qui prétendraient un droit réel privatif sur tout ou partie des terres soumises au bornage devront, dans les six mois de la dernière publication, les déclarer et en déposer tous titres en leur possession devant le conseil de tutelle local ; les détenteurs hypothécaires ou gagistes des titres de propriété seront tenus de les représenter au conseil de tutelle dans le même délai, à peine d'une amende de 50 à 500 fr., et tous dommages-intérêts envers la partie lésée.

*c)* Les pièces présentées au conseil de tutelle seront analysées sur un registre, cotées, revêtues d'une estampille et restituées ensuite à leurs détenteurs.

*d)* Le conseil de tutelle fera connaître à tous intéressés et fera publier sur les marchés, comme il est dit ci-dessus, le jour et l'heure des opérations sur les lieux. Les actes seront lus et appliqués sur place, et des témoins pourront être entendus.

Selon les résultats de l'enquête, il pourra être établi des zones communes à deux ou plusieurs collectivités.

*e)* Le levé du terrain et la plantation des bornes seront faits par les procédés les plus simples et les moins coûteux. Le procès-verbal définitif mentionnera la plantation des bornes, et un plan ou croquis y sera annexé.

### § 3. — *Conseil de tutelle central*

**19.** *a)* Il est institué à Tunis, sous le nom de conseil de tutelle central des indigènes, une commission permanente qui statue sur les appels formés contre les décisions prises par les conseils de tutelle locaux dans les limites des attributions qui leur sont conférées par l'article 14 du présent décret.

*b)* A ce conseil sont soumis pour avis, et avant leur homologation par décret, les procès-verbaux des commissions d'arbitrage instituées par l'article 22 du présent décret et les procès-verbaux de bornage établis par les conseils de tutelle locaux conformément à l'article 18.

*c)* Le conseil de tutelle central des indigènes se compose d'un fonctionnaire français délégué par le Résident général de la République française, du président du Tribunal civil de Tunis ou d'un magistrat titulaire de ce tribunal délégué par lui, du président du Tribunal mixte ou d'un magistrat titulaire français de ce tribunal délégué par lui, du chef de service des affaires indigènes ou d'un chef de bureau dudit service délégué par lui, d'un contrôleur civil désigné par le Résident général et de cinq fonctionnaires, magistrats ou notables tunisiens dont au moins un caïd, un cadi et un juge indigène du tribunal mixte, désignés par notre Premier Ministre.

*d)* Le conseil de tutelle sera présidé par le délégué du Résident général, s'il a rang de Ministre plénipotentiaire ou de délégué à la Résidence générale. Sinon la présidence appartiendra au président du Tribunal civil, ou s'il est remplacé par un juge, au président du Tribunal mixte. Si ce dernier est lui-même substitué par un juge, le délégué du Résident général présidera.

**20.** *a)* L'appel des parties contre les décisions des conseils de tutelle locaux sera déposé au secrétariat général du Gouvernement tunisien, sous forme d'acte notarié ; il ne sera recevable que s'il est formulé dans les quinze jours qui suivront la notification par voie administrative de la décision du conseil local et par un nombre de personnes égal au moins au cinquième des contribuables de la collectivité intéressée. Mention que cette condition est remplie est indiquée par les notaires dans l'acte.

*b)* Le chef de bureau des affaires indigènes, représentant l'Etat, peut d'office faire appel de la décision du conseil de tutelle local dans les quinze jours qui suivront cette décision. Cet appel est déposé au Secrétariat général du Gouvernement tunisien sous forme de rapport motivé.

*c)* Les procès-verbaux des commissions arbitrales sont dans la quinzaine de leur rédaction transmis par les présidents de ces commissions au Secrétariat général du Gouvernement tunisien.

*d)* Dans la huitaine de leur réception, le Secrétaire général du Gouvernement tunisien transmettra au président du conseil de tutelle central les actes d'appel des parties, les procès-verbaux des commissions arbitrales et les procès-verbaux de bornage des conseils de tutelle locaux.

**21.** *a)* Le conseil de tutelle central s'assemblera, sur la convocation de son président, dans la quinzaine du jour où il aura été saisi des appels et procès-verbaux par le Secrétaire général du Gouvernement tunisien.

*b)* Le conseil assemblé sera assisté d'un interprète et d'un secrétaire désignés par le président.

*c)* L'examen des pièces et l'instruction de chaque affaire auront lieu sans publicité. Les décisions seront prises à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage.

*d)* Ces décisions seront rédigées par le secrétaire et signées par tous les membres du conseil. Elles ne seront pas motivées et ne seront susceptibles d'aucun recours. Les intéressés en recevront communication par la voie administrative.

*e)* La procédure devant le conseil de tutelle central est entièrement gratuite. Les requêtes et mémoires des parties, les actes et documents produits et les décisions du conseil sont exempts de timbre et d'enregistrement.

*f)* Seuls les frais de transport sur les lieux d'un ou de plusieurs membres du conseil et d'un interprète les accompagnant, et les frais d'expertise, dans les cas où le conseil de tutelle jugerait ces mesures d'instruction indispensables, sont à la charge des parties. Ils sont alors avancés par elles et taxés par le président d'après les tarifs en vigueur pour le transport des juges, interprètes et experts du Tribunal mixte.

*g)* Le conseil de tutelle central possède dans les conditions prévues aux articles 16 et 17 du présent décret les mêmes pouvoirs d'examen et de modification de projets qui lui sont soumis en appel que les conseils de tutelle locaux.

*h)* Les archives du conseil de tutelle central seront déposées et conservées au Secrétariat général du Gouvernement tunisien

§ 4. — *Des Commissions arbitrales*

**22.** *a)* Les membres des commissions arbitrales locales prévues à l'article 11 seront nommés par décret.

*b)* Feront partie de droit de cette commission, les membres du conseil de tutelle local, tel qu'il est institué par l'article 14, auxquels seront adjoints un officier-interprète, un ou deux experts d'agriculture choisis dans le cercle dont relèvent les terrains en litige.

*c)* Aucun membre du conseil de tutelle appartenant à une des collectivités parties au litige ne pourra siéger dans la commission arbitrale ; s'il est juge ou fonctionnaire, il sera remplacé par un juge ou fonctionnaire d'une circonscription voisine ; s'il ne l'est pas, il sera supplée par un indigène musulman désigné *ad hoc*. Ces désignations seront faites par le décret nommant la commission arbitrale.

*d)* La présidence de cette commission est dévolue au chef de bureau des affaires indigènes ou à son premier adjoint, à moins que le décret de nomination de la commission n'en dispose autrement et ne désigne pour cette fonction un fonctionnaire d'un rang plus élevé.

*e)* Le président de la commission invitera chacune des parties en cause à désigner par acte notarié, pour les représenter devant la commission arbitrale, un ou plusieurs mandataires choisis parmi les personnes parties au procès. Le nombre de ces mandataires ne pourra être supérieur à quatre.

*f)* Si une des parties ou les deux parties sont des collectivités possédant un conseil des notables, les mandataires seront désignés par ce conseil et la moitié d'entre eux au moins sera prise dans son sein.

*g)* Le président de la commission arbitrale fera connaître aux mandataires des parties le jour et l'heure de la réunion de la commission ; il les invitera à se présenter sur les lieux du litige à la date fixée et à y apporter tous actes qu'ils jugeront à propos de soumettre à l'examen de la commission et à convoquer tous témoins qu'ils désireront faire entendre. La commission pourra se faire assister d'un géomètre.

*h)* Les actes lus sur les lieux du litige et appliqués sur place et les témoins entendus, le président invitera les mandataires en cause à tenter un accord entre eux.

*i)* Si l'accord se fait, il en sera immédiatement dressé procès-verbal et les stipulations qui y seront mentionnées seront soumises à notre approbation.

*j)* Si l'accord ne peut s'établir, le président fera, s'il y a lieu, mentionner au procès-verbal les points litigieux sur lesquels l'accord se sera produit.

*k)* La commission procèdera alors à un complément d'enquête dans les conditions qu'elle jugera opportunes et arbitrera le litige en respectant les points sur lesquels un accord partiel aura pu être établi entre les mandataires.

*l)* Un procès-verbal des opérations et des propositions de la commission sera rédigé. Il contiendra les avis motivés de tous les membres de la commission, les avis des membres du rang le moins élevé étant exprimés les premiers. Le procès-verbal sera signé de tous les membres ayant pris part aux débats. Un levé du terrain litigieux devra être annexé à ce document.

*m)* Les dispositions des alinéas *e* et *f* de l'article 20 seront applicables aux commissions d'arbitrage.

*n)* Les propositions du procès-verbal seront homologuées par décret, le conseil de tutelle central institué par l'article 19 du présent décret entendu.

## TITRE IV

### Règles spéciales à observer par les notaires, les tribunaux et le conservateur de la propriété foncière

**23.** *a)* Les notaires ne recevront aucun acte concernant les collectivités visées ci-dessus, s'il ne leur est justifié par un certificat du caïd, du kahia ou du khalifa à compétence étendue, visé par le chef du bureau des affaires indigènes, que les personnes, parties à l'acte, constituent la majorité du conseil des notables, et que, dans le cas où sa présence est exigée aux termes de l'article 13 du présent décret, le cheikh a participé à la délibération dudit conseil.

*b)* De même, pour être jugées recevables, les actions judiciaires portées par le conseil des notables, tant en demandant qu'en défendant, devant les tribunaux ordinaires ou les oppositions devant le tribunal mixte, devront être appuyées du certificat prévu au précédent alinéa.

*c)* La nullité des aliénations et des constitutions de droits réels ou des baux consentis en violation des dispositions des articles 7 et 9 devra être prononcée à la requête de tout intéressé, en tout état de cause, et même d'office par les tribunaux.

*d)* Les notaires ne recevront aucun acte translatif de droits réels immobiliers, le conservateur de la propriété foncière ne fera aucune inscription, si les parties ne rapportent ou bien un certificat du caïd visé par le chef de bureau des affaires indigènes, établissant que les intéressés appartiennent au caïdat de la situation des biens objets de l'acte ou de l'inscription ; ou bien, s'il s'agit d'acquisitions faites ou de baux passés par des étrangers au caïdat, l'approbation des conseils de tutelle, à moins, dans ce dernier cas, que les acquéreurs ou preneurs ne bénéficient de la disposition du dernier alinéa de l'article 9.

*e)* Au cas où une opposition à une immatriculation serait formée par une collectivité, le Tribunal mixte renverrait les parties à la juridiction d'arbitrage telle qu'elle est instituée par les articles 11 et 12 du présent décret. L'immatriculation serait suspendue jusqu'à la sentence de la commission.

## TITRE V

### Dispositions spéciales

**24.** *a)* Les dispositions de notre décret du 1er décembre 1898 relatives à l'amodiation la recherche et l'exploitation des phosphates de chaux dans les terrains habous, sont applicables aux gisements de phosphates situés dans les terres visées par le présent décret, sous la modification suivante :

*b)* Les sommes provenant annuellement de l'amodiation des phosphates situés dans les propriétés collectives seront réparties ainsi qu'il suit : 30 % au Trésor pour les frais de surveillance et de contrôle incombant à l'Etat, 70 % au Secrétariat général du Gouvernement tunisien qui l'affectera à des œuvres d'assistance, de prévoyance ou à des travaux d'utilité publique.

**25.** *a)* Pourra être exproprié comme d'utilité publique tout terrain nécessaire à la création par le gouvernement d'un centre de colonisation. En ce cas, toutefois, il ne sera procédé à l'expropriation qu'après avis motivé du conseil de tutelle central et approbation du Conseil des Ministres.

*b)* Aucune cession amiable ne sera valablement consentie à l'Etat, en cas d'expropriation, sans l'approbation du conseil de tutelle local. Ce conseil devra, d'autre part, suivre l'expertise et les instances auxquelles pourra donner lieu la procédure d'expropriation ; il interviendra sans frais, par simples mémoires déposés entre les mains du président de la commission d'expertise ou au greffe du tribunal saisi du litige.

*c)* L'article 17 ci-dessus est applicable au prix des cessions amiables et aux indemnités d'expropriation.

**26.** *a)* Notre Premier Ministre pourra, par arrêté, après avis motivé du conseil de tutelle central et approbation du Conseil des Ministres, établir, pour le compte de l'Etat ou autoriser un particulier, même étranger au caïdat, à établir, dans n'importe quelle partie des territoires visés par le présent décret ,des fermes-écoles ou tous autres établissements d'instruction professionnelle et des champs d'expérience agricole spécialement destinés à l'amélioration des méthodes culturales des indigènes.

*b)* Quand ces établissements seront autorisés au profit d'un particulier ils ne donneront pas lieu à expropriation, et le fonds restera à son propriétaire sous réserve du droit qu'aura le concessionnaire de l'acquérir dans les conditions imposées par le présent décret.

*c)* Le propriétaire aura droit à une part qui sera déterminée par l'arrêté de concession, sans pouvoir être inférieure à 10 % dans les bénéfices nets réalisés par le concessionnaire. Le paiement et la répartition de cette part de bénéfices auront lieu suivant les règles tracées à l'article 24.

**27.** Notre Premier Ministre est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer, de la part des indigènes, une bonne exploitation agricole des terres dont ils sont propriétaires, ainsi que la conservation de leurs produits naturels.

Spécialement notre décret du 15 septembre 1904 réglementant l'exploitation de l'alfa continuera à recevoir son application dans les territoires ci-dessus visés.

Toutefois, les interdictions édictées par ce décret, aussi bien que toutes autres mesures portant atteinte au droit de jouissance et de disposition dérivant pour les collectivités et

les particuliers de leur droit de propriété, ne seront ordonnées que sur l'avis conforme du conseil de tutelle central, le conseil de tutelle local consulté.

**28.** Notre décret du 14 janvier 1901, ainsi que toutes dispositions contraires au présent décret, sont et demeurent abrogés dans les caïdats des territoires militaires du sud.

Les maroudhs qui ont déjà réglé certains litiges collectifs conservent force de loi.

## 9 décembre 1918

DÉCRET *assujettissant au droit de timbre proportionnel les effets négociables et de commerce.*

(J. O. 25 DÉCEMBRE 1918, 745)

ART. 1. Sont assujettis au droit de timbre de dix centimes *(ainsi modifié par D. 20 décembre 1919)* par cent francs ou fraction de cent francs établi par l'article 5, 1er alinéa, de notre décret organique sur le timbre du 20 avril 1912 proportionnellement aux sommes et valeurs qui y sont exprimées, les lettres de change, billets à ordre ou au porteur, mandats, traites, retraites et tous autres effets négociables ou de commerce souscrits en Tunisie, quel que soit le lieu de leur paiement.

**2.** Celui qui reçoit du souscripteur un effet non timbré conformément à l'article 1er est tenu de le faire viser pour timbre dans les 15 jours de sa date ou avant l'échéance si cet effet a moins de quinze jours de date, et dans tous les cas avant toute négociation.

Ce visa pour timbre sera soumis à un droit de 30 centimes *(ainsi modifié par D. 20 déc. 1919)* par 100 francs ou fraction de 100 fr. qui s'ajoutera au montant de l'effet nonobstant toute stipulation contraire.

**3.** Les effets venant du dehors et payables en Tunisie seront, avant qu'ils puissent y être négociés, acceptés ou acquittés, soumis au timbre ou au visa pour timbre et le droit sera payé d'après la quotité fixée par l'article 1er.

**4.** En cas de contravention aux articles précédents, les souscripteurs, l'accepteur, le bénéficiaire ou premier endosseur de l'effet non timbré ou non visé pour timbre seront passibles chacun d'une amende de 2 % du montant de l'effet.

A l'égard des effets compris à l'article 3, outre l'application, s'il y a lieu, du paragraphe précédent, le premier des endosseurs en Tunisie et, à défaut d'endossement en Tunisie, le porteur sera passible de l'amende de 2 %.

Si la contravention ne consiste que dans l'emploi d'un timbre inférieur à celui qui devrait être employé, l'amende ne portera que sur la somme pour laquelle le droit de timbre n'aura pas été payé.

**5.** Le porteur d'une lettre de change non timbrée, ou non visée pour timbre, conformément aux articles 1, 2 et 3, n'aura d'action, en cas de non acceptation, que contre le tireur ; en cas d'acceptation, il aura seulement action contre l'accepteur et contre le tireur, si ce dernier ne justifie pas qu'il y avait provision à l'échéance.

Le porteur de tout autre effet sujet au timbre et non timbré, ou non visé pour timbre, conformément aux mêmes articles, n'aura d'action que contre le souscripteur.

Toutes stipulations contraires seront nulles.

**6.** Les contrevenants seront soumis solidairement au paiement du droit de timbre et des amendes prononcées par l'article 4. Le porteur fera l'avance de ce droit et de ces amendes, sauf son recours contre ceux qui en seront passibles. Ce recours s'exercera devant la juridiction compétente pour connaître de l'action en remboursement de l'effet.

**7.** Il est interdit, à toutes personnes, à toutes sociétés, à tous établissements publics, d'encaisser ou de faire encaisser pour leur compte ou pour le compte d'autrui, même sans leur acquit, des effets de commerce non timbrés ou non visés pour timbre, sous peine d'une amende de 2 % du montant des effets encaissés.

**8.** Toute mention ou convention de retour sans frais, soit sur le titre, soit en dehors du titre, sera nulle, si elle est relative à des effets non timbrés ou non visés pour timbre.

**9.** Les lettres de change tirées par seconde, troisième ou quatrième, pourront, quoique étant écrites sur papiers non timbrés, être enregistrées, dans le cas de protêt, sans qu'il y ait lieu au droit de timbre et à l'amende pourvu que la première, écrite sur papier au timbre proportionnel, soit représentée conjointement au receveur du timbre. Toutefois, si la première timbrée ou

✗ V. Décret 7 déc. 1918. - Enregistrement - J. O. p. 740.
modifié par D. 31 X^bre 25 - J. O. même date.

visée pour timbre, n'est pas jointe à celle mise en circulation et destinée à recevoir les endossements, le timbre ou visa pour timbre devra toujours être apposé sur cette dernière, sous les peines prescrites par le présent décret.

**10.** Sont applicables aux warrants endossés séparément des récépissés les dispositions du présent décret.

L'endossement d'un warrant séparé du récépissé, non timbré ou non visé pour timbre conformément au présent décret, ne peut être transcrit ou mentionné sur les registres du magasin, sous peine contre l'administration du magasin d'une amende égale au montant du droit auquel le warrant est soumis.

**11.** Notre Directeur général des Finances est chargé d'assurer l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur le 1er janvier 1919 et de prendre, s'il y a lieu, tous arrêtés réglementaires en vue de son application.

---

## 9 décembre 1918

ARRÊTÉ *du Directeur général des finances fixant les conditions d'application du décret sur le timbre proportionnel des effets de commerce.*

(J. O. 25 DÉCEMBRE 1918, 749)

ART. 1. A partir du 1er janvier 1919, les lettres de change, billets à ordre ou au porteur, mandats, traites, retraites et tous autres effets négociables ou de commerce et les warrants assujettis aux droits de timbre proportionnel fixés par l'article premier du décret du 9 décembre 1918, devront être établis, soit sur du papier de la débite, soit sur du papier libre timbré à l'extraordinaire ou revêtu de timbres mobiles.

**2.** Le papier de la débite sera marquée de deux timbres, l'un sec, l'autre humide. Ce dernier indiquera le taux applicable à l'effet. Pour l'exécution de cette mesure, il sera utilisé les dix-neufs types de timbre humide ci-après énumérés :

.....

*(Modifié par application du tarif du 20 déc. 1919).*

**3.** Des timbres humides semblables à ceux prévus par l'article précédent et applicables au papier de la débite seront employés pour les papiers destinés aux effets négociables et présentés au timbrage à l'extraordinaire à l'atelier général du timbre à Tunis.

**4.** Les timbres mobiles prévus à l'article premier ci-dessus seront également de dix-neuf types suivant les indications de l'article 2 ci-dessus.

**5.** Pour les effets et warrants d'une valeur non comprise dans les tranches visées à l'article 2 ci-dessus et pour ceux d'une valeur supérieure à dix-mille francs, pour lesquels il n'est pas créé de timbres humides ou de timbres mobiles, le paiement du droit exigible sera effectué au moyen soit de la formalité du visa pour timbre, soit de l'apposition d'un ou de plusieurs timbres mobiles.

**6.** Le timbre mobile est apposé avant tout usage ; il est collé, savoir :

1° pour les effets créés en Tunisie, au recto de l'effet, à côté de la signature du souscripteur ;

2° pour les effets venant du dehors, au recto de l'effet, à côté de la mention de l'acceptation ou de l'aval, et, à défaut d'acceptation ou d'aval. au verso, avant tout endossement ou acquit, si l'effet n'a pas encore été négocié et, en cas de négociation, immédiatement après le dernier endossement souscrit en dehors de la Tunisie ;

3° pour les warrants, au dos des warrants et au-dessus du premier endossement.

**7.** Chaque timbre est oblitéré au moment même de son apposition, savoir :

par le souscripteur, pour les effets créés en Tunisie ;

par le signataire de l'acceptation, de l'aval, de l'endossement ou de l'acquit, s'il s'agit d'effets venant du dehors ;

par le premier endosseur, en ce qui concerne les warrants.

L'oblitération consiste dans l'inscription à l'encre noire usuelle et à la place réservée à cet effet sur le timbre mobile :

1° du lieu où l'oblitération est opérée ;

2° de la date (quantième, mois, millésime) à laquelle elle est effectuée ;

3° de la signature, suivant les cas prévus à l'article précédent, du signataire de l'effet, de l'acceptation, de l'aval, de l'endossement ou de l'acquit.

En cas de protêt, faute d'acceptation, d'un effet venant du dehors, le timbre est collé au recto de l'effet par le porteur et oblitéré par le receveur chargé de l'enregistrement du protêt. Il appose sur ce timbre la griffe du bureau et sa signature.

**8.** Les sociétés, compagnies, maisons de banque ou de commerce peuvent, pour l'oblitération, faire usage d'une griffe apposée sur le timbre à l'encre grasse et faisant connaître le nom et la raison sociale, le lieu où l'oblitération est opérée, enfin la date (quantième, mois, millésime) à laquelle elle est effectuée.

**9.** Les agents des postes chargés du recouvrement des effets négociables ou non négociables venant du dehors et payables en Tunisie, ne peuvent en encaisser le montant qu'après avoir apposé sur ces effets, d'après les prescriptions des articles précédents, les timbres mobiles représentant les droits à percevoir en exécution du décret du 9 décembre 1918.

L'apposition des timbres mobiles proportionnels n'est faite par les agents de l'Office des postes qu'au moment de l'encaissement des effets négociables.

Chaque timbre mobile est oblitéré immédiatement après son apposition.

L'oblitération consiste dans l'inscription à l'encre noire usuelle et à la place réservée à cet effet sur le timbre mobile :

1° du lieu où l'oblitération est opérée ;

2° de la date (quantième, mois et millésime) à laquelle elle est effectuée ;

3° de la signature de l'agent de l'Office des postes.

Les agents de l'Office des postes peuvent également, pour l'oblitération, faire usage du timbre du bureau apposé à l'encre grasse sur le timbre mobile (*ainsi complété par A. F. du* 11 *janvier* 1919).

**10.** Seront considérés comme non timbrés les effets mentionnés à l'article premier sur lesquels le timbre mobile aurait été apposé sans l'accomplissement des conditions prescrites par le présent arrêté ou sur lesquels aurait été apposé un timbre mobile ayant déjà servi. En conséquence, toutes les dispositions pénales de l'article 8 du décret du 20 avril 1912 sur les timbres mobiles ayant déjà servi leur seront appliquées.

**11.** Le Directeur de l'Enregistrement, chargé de l'exécution du présent arrêté, fera, si ce n'a été déjà fait, déposer aux greffes des tribunaux de Tunis et de Sousse des empreintes des timbres humides ainsi que des spécimens des timbres mobiles proportionnels. Il sera dressé, sans frais, procès verbal de chaque dépôt.

---

## 10 décembre 1918

DÉCRET *augmentant les droits d'enregistrement*

(J. O. 21 DÉCEMBRE 1918, 740)

ART. **1.** Les droits fixes ou proportionnels auxquels donne lieu l'enregistrement des conventions et des actes civils, administratifs, judiciaires et extrajudiciaires par application du tarif annexé au décret du 19 avril 1912, sont augmentés de moitié, à l'exception du droit sur les baux et tous autres actes portant transmission de jouissance dont la durée déterminée n'excède pas 99 ans, qui reste fixé à 0 fr. 20 % (nos 25 et 26 du tarif précité). Il n'y aura pas de fraction de centimes dans la liquidation du droit fixe ou proportionnel. Lorsqu'une fraction de somme ne produira pas un centime de droit, le centime sera perçu au profit du Trésor.

**2.** Le nouveau tarif qui entrera en vigueur le 1er janvier 1919 ne sera pas applicable aux actes d'une date antérieure pourvu qu'ils soient anthentiques ou assujettis par leur nature à l'enregistrement dans un délai déterminé.

---

## 19 décembre 1918

DÉCRET *étendant l'impôt achour (1) aux cultures secondaires et supprimant le dégrèvement des* 9/10 *de cet impôt.*

(J. O. 25 DÉCEMBRE 1918, 749)

ART. **1.** L'impôt achour est étendu, à partir de la campagne agricole 1918-1919, aux cultures de fèves, de lin, de maïs et sorghos et de pois chiches, au même tarif en principal, accessoires et centimes, dans les mêmes conditions et sous les mêmes sanctions que pour les cultures de blé (2).

---

(1) D. 31 déc. 1910.

(2) Droit relevé à 7 fr 60 par 6 hectolitres imposables pour e blé, les fèves, le lin, le maïs, le sorgho et les pois chiches (D. 20 déc. 1919).

**2.** Les cultures de céréales ou de légumineuses consommées en vert comme fourrages ou enfouies en terre comme engrais sont totalement exonérées de l'impôt soit d'office, soit sur la déclaration que le propriétaire doit en faire dans le délai de quinze jours après la récolte en vert ou l'enfouissement et au plus tard quinze jours avant le délai normal de maturité.

**3.** Est supprimé, à partir de la campagne agricole 1918-1919, le dégrèvement des neuf dixièmes de l'impôt achour dont ont bénéficié jusqu'à la campagne 1917-1918, inclusivement, à titre de prime culturale, les cultures déclarées et reconnues à la vérification avoir été effectuées à la charrue française et sur terres entièrement défrichées.

**4.** Lorsque des terrains impropres à la culture auront été défrichés et mis en complet état de production, le propriétaire qui, trois mois au moins avant le défrichement et dans les conditions réglementaires, aura fait la déclaration de mise en valeur, aura droit à l'exonération de l'impôt achour pour les cultures effectuées sur ces terrains pendant les cinq années qui suivront le défrichement, à la condition de rappeler cette déclaration dans ses déclarations annuelles de cultures.

**5.** Toute déclaration inexacte concernant les cultures effectuées sur des terres nouvellement défrichées visées à l'article 4 du présent décret, sera passible, en sus de l'impôt applicable à ces cultures, d'une amende égale au double de cet impôt.

---

## 19 décembre 1918

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances au sujet de l'exonération de l'impôt achour des cultures de céréales en terres nouvellement défrichées.*

(J. O. 29 DÉCEMBRE 1918, 750)

ART. **1.** Les déclarations de défrichement et mise en valeur de terrains impropres à la culture prévues par l'article 4 du décret du 19 décembre 1918 sur l'achour des céréales, devront être souscrites par les propriétaires intéressés sur des formules spéciales qui seront tenues à leur disposition à la Direction générale des Finances et dans les bureaux des Contributions diverses, des douanes, des monopoles et des caïdats.

Ces déclarations pourront être remises ou adressées à toute époque de l'année à la Direction générale des Finances, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux susvisés. Elles donneront lieu à la délivrance de récépissés.

**2.** Il sera établi une déclaration distincte pour chaque parcelle de terre à mettre en valeur.

Chaque déclaration devra mentionner avec précision le cheikhat et le caïdat de situation de la propriété dont dépend la parcelle à défricher, son nom, ses tenants et aboutissants, et, le cas échéant, le numéro du titre foncier dont elle a fait l'objet.

La déclaration devra spécifier enfin la date du commencement des travaux de défrichement et celle approximative de leur achèvement.

Ces travaux ne devront pas être entrepris avant que l'état des parcelles de terre sur lesquelles ils doivent être effectués n'ait été constaté par un agent de l'administration.

**3.** Cette constatation sera faite dans les trois mois de la déclaration par un agent français de la Direction générale des Finances assisté du cheikh du territoire et, s'il y a lieu, d'un amine d'agriculture.

Les intéressés seront invités à assister à cette vérification, mais il sera passé outre à leur absence, le cas échéant.

Le résultat des constatations faites sera consigné sur le récépissé de déclaration produit par le propriétaire de la parcelle, ou à défaut, sur un duplicata, qui sera remis en cas d'absence de l'intéressé, à son représentant ou au cheikh du territoire.

Les réclamations contre le résultat de la vérification devront être formulées dans les trente jours qui suivront l'opération. Elles seront examinées dans les conditions prévues par les deux derniers alinéas de l'article 5 du décret du 31 décembre 1910.

**4.** Les bulletins de vérification ou les récépissés de déclaration présentés par les propriétaires intéressés ou les duplicata de ces récépissés seront revêtus d'une manière très apparente par l'agent chargé du constat prévu à l'article 3 du présent arrêté, du numéro d'inscription de la déclaration au registre spécial qui sera tenu pour chaque caïdat.

**5.** Les cultures assujetties à l'impôt achour qui auront été effectuées sur une parcelle de terre nouvellement défrichée devront faire l'objet d'une déclaration distincte pour chaque parcelle. Les déclarations de l'espèce seront souscrites dans les conditions déterminées, chaque année, par l'arrêté du Directeur général des Finances réglementant la réception des déclarations de cultures.

.....

---

## 21 décembre 1918

DÉCRET *relatif à la taxation d'office en matière de contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre* (1).

(J. O. 28 DÉCEMBRE 1918, 758)

ART. **1.** L'administration est autorisée à recourir à la taxation d'office lorsque des présomptions précises et concordantes permettent de conclure à l'existence d'un actif que l'assujetti n'établira pas, par des justifications probantes, avoir été acquis à l'aide de ressources autres que des bénéfices réalisés pendant la durée d'imposition. Toutefois, pour l'examen de ce cas spécial, la commission du premier degré sera exceptionnellement accrue de deux membres désignés par le Résident général à Tunis parmi les membres des Chambres de commerce de la Régence.

De même, pour ce cas spécial, le délai de prescription de l'action de l'administration est porté à trois ans à compter de l'expiration du 12e mois qui suivra la cessation des hostilités (2).

**2.** S'il ne ressort pas des justifications produites en vertu du premier alinéa de l'article premier ci-dessus, que les bénéfices ayant servi à l'acquisition de l'actif ont été déclarés, il y a lieu alors à taxation d'office de ces bénéfices, comme dans tous les cas de redressement de déclarations, par application de l'article 8 de notre décret du 20 septembre 1917, la commission restant pour cet objet composée comme il est dit audit décret.

(1) V. D. 20 septembre 1917.
V. également D. 24 février 1919 relevant le taux de la contribution.
(2) Délai de prescription porté à 4 ans par le D. du 24 février 1919.

## 21 décembre 1918

DÉCRET *instituant une taxe sur le bétail*

(J. O. 28 DÉCEMBRE 1918, 758)

ART. **1.** Les animaux des espèces chevaline, cameline, mulassière, asine, bovine, ovine, caprine et porcine sont soumis à une taxe annuelle dite « Taxe sur le bétail ». L'impôt est dû pour les porcins, à partir du 1er janvier qui suit le sevrage et pour les animaux des autres espèces, à partir du 1er janvier qui suit le commencement de la perte des dents de lait.

**2.** La quotité de la taxe est fixée par tête de bétail à trois francs pour les animaux de l'espèce chevaline, deux francs pour les animaux de l'espèce cameline, un franc pour les espèces bovine, mulassière et porcine, vingt-cinq centimes pour l'espèce asine et quinze centimes pour les espèces caprine et ovine.

Ce tarif est augmenté de dix pour cent pour les remises des collecteurs, de trois centimes quatre millièmes pour les frais de recensement et de dix millièmes pour tenir lieu du droit de timbre de quittance conformément au décret du 28 décembre 1912.

Les cotes à la charge des propriétaires tunisiens ou assimilés sont, en outre, soumises à la surtaxe obligatoire de huit centimes par franc du principal, édictée au profit des sociétés indigènes de prévoyance par l'article 1er du décret du 31 décembre 1909.

**3.** Le rôle annuel de la taxe sur le bétail est établi au vu des déclarations souscrites par les possesseurs d'animaux ou établies d'office par la Direction générale des Finances d'après les renseignements parvenus à sa connaissance.

Les déclarations portent, avec les nom, prénoms et domicile du déclarant, le nombre d'animaux de chaque espèce possédés par lui au 1er janvier de l'année d'imposition, en distinguant ceux qui ont l'âge d'imposition des autres.

Si l'assujetti possède des animaux dans plusieurs cheikhats, il doit établir une déclaration distincte par chaque cheikhat.

**4.** Les déclarations des assujettis tunisiens ou assimilés sont, à l'époque de l'an-

née fixée par arrêté de notre Directeur général des Finances, reçues en la forme notariée et contre récépissés par le cheikh qui, avec l'assistance des notables et, autant que possible d'un agent français des Finances, les vérifie et signale les omissions, inexactitudes ou insuffisances parvenues à sa connaissance.

Elles sont centralisées par les caïds qui doivent après vérification, les faire parvenir à la Direction générale des Finances, au plus tard avant le 1er mars de chaque année.

Les déclarations des autres assujettis doivent être souscrites soit à la Direction générale des Finances, soit aux bureaux des contrôles civils ou des affaires indigènes, soit aux bureaux des contributions diverses, des douanes et des monopoles avant le 1er mars de chaque année. Il en est délivré récépissé.

**5.** Les déclarations sont vérifiées par les soins d'agents français qui sont autorisés à pénétrer à cet effet dans les propriétés des détenteurs présumés d'animaux des espèces visées au présent décret.

Les différences constatées dans les déclarations et les omissions découvertes donnent lieu à la délivrance de bulletins rectificatifs ou de déclarations d'office aux intéressés, ou en leur absence, au cheikh du territoire, qui doit les leur faire parvenir.

**6.** Toute omission de déclaration, toute inexactitude ou insuffisance dans la déclaration est passible, en sus de l'impôt applicable aux éléments d'imposition omis ou inexactement déclarés, d'une amende égale au quintuple de l'impôt s'il s'agit d'animaux imposables, ou au triple de l'impôt s'il s'agit d'animaux non encore imposables.

Il est fait application, en cas de contravention, des dispositions des trois derniers alinéas de l'article 6 du décret du 31 décembre 1910 sur l'achour.

**7.** Sont applicables à la taxe sur le bétail, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui précèdent, les règles édictées :

par l'article 9 du décret susvisé du 31 décembre 1910 sur l'achour, pour l'établissement du rôle et le délai de réclamation ;

par les décrets en vigueur en matière d'impôts directs, notamment ceux du 13 juillet 1899, en ce qui concerne le privilège de l'Etat et la procédure du recouvrement et du 14 septembre 1903, en ce qui concerne la prescription.

**8.** Notre Directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur le 1er janvier 1919 et pour l'application duquel il est autorisé à prendre tous arrêtés réglementaires.

---

## 23 décembre 1918

DÉCRET *établissant une surtaxe au droit de patente à la charge des fabricants et débitants d'alcool et de produits alcooliques.*

(J. O. 25 DÉCEMBRE 1918, 748)

ART. 1. A partir du 1er janvier 1919, il est institué, à la charge des fabricants d'alcool et de boissons alcooliques, distillateurs, bouilleurs, fabricants de vermouts, vins de quinquina et similaires, de vins de liqueur et d'imitation, liquoristes, marchands en gros, entrepositaires et non entrepositaires, débitants à consommer sur place ou à emporter et colporteurs d'alcools, de boissons alcooliques et de tous produits à base d'alcool susceptibles d'être consommés comme boissons, une surtaxe au droit annuel de patente établi par le décret susvisé du 31 décembre 1917.

L'abattement à due concurrence, au profit des contribuables des trois premières classes du montant de la cote de la taxe personnelle, édicté par le dernier paragraphe de l'article 5 du décret susvisé du 31 décembre 1917 continuera à s'effectuer sur la patente principale de manière à laisser intacte la surtaxe créée par le présent décret.

**2.** Cette surtaxe a pour base le bénéfice net réalisé par chaque assujetti pendant l'année précédente sur la vente des produits énumérés à l'article 1er. Elle s'ajoute au droit de patente qui a pour base la totalité du bénéfice net réalisé par l'exercice de l'ensemble du commerce ou de l'industrie soumis à la patente.

**3.** La surtaxe au droit de patente est fixée à 10 °/₀ du bénéfice net moyen de chacune des tranches énumérées au tableau suivant :

(1) D. 30 déc. 1923.

| NUMÉRO de la classe | TRANCHES DE BÉNÉFICES COMPRIS DANS CHAQUE CLASSE | | | Bénéfice moyen de chaque tranche assujetti à l'impôt. | TARIF annuel du droit |
|---|---|---|---|---|---|
| 1re | Bénéfice de | 0 à | 1.000 | 500 | 30 |
| 2e | — | 1.001 à | 2.000 | 1.500 | 90 |
| 3e | — | 2.001 à | 5.000 | 3.500 | 210 |
| 4e | — | 5.001 à | 10.000 | 7.500 | 450 |
| 5e | — | 10.001 à | 20.000 | 15.000 | 900 |
| 6e | — | 20.001 à | 30.000 | 25.000 | 1.500 |
| 7e | — | 30.001 à | 50.000 | | |
| 8e | — | 50.001 à | 75.000 | | |
| 9e | — | 75.001 à | 100.000 | | |
| 10e | — | 100.001 à | 200.000 | | |
| 11e et suivantes | et ainsi de suite par tranche de cent mille francs, | | | | |

*LES VALEURS MOBILIERES* (2)

A partir du 1er janvier 1920, est fixée à 4 % la taxe de 3,50 % établie sur le revenu des valeurs mobilières, les arrérages des rentes d'enzel, les intérêts des créances hypothécaires, des créances chirographaires, les dépôts des sommes d'argent et des cautionnements en numéraire, par les décrets des 23 décembre 1918 et 20 décembre 1919.

**4.** Indépendamment de la déclaration que les assujettis au droit de patente sont tenus de faire annuellement par application de l'article 7 du décret susvisé du 31 décembre 1917, toute personne qui exerce l'un des commerces ou industries énumérés à l'art. 1er du présent décret doit chaque année établir et transmettre en même temps au Directeur général des Finances ou au receveur des contributions diverses de sa circonscription une déclaration supplémentaire et séparée indiquant la classe du tarif d'imposition dans laquelle elle demande à être classée à raison de l'exercice de ce commerce ou de cette industrie pendant l'année précédente. Cette déclaration doit contenir en outre toutes les autres énonciations énumérées par l'article 7 susvisé du décret du 31 décembre 1917.

**5.** Toutes les dispositions du décret susvisé du 31 décembre 1917 non contraires à celles du présent décret, notamment celles afférentes aux pénalités encourues par les contrevenants, sont déclarées applicables à la matière faisant l'objet du présent décret.

**6.** Notre Directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur le 1er janvier 1919 à l'occasion du bénéfice de 1918.

Il est autorisé à prendre tous arrêtés réglementaires pour son application.

## 23 décembre 1918

DÉCRET *instituant un impôt sur les revenus des valeurs mobilières et des créances hypothécaires ou privilégiées et sur les arrérages des rentes d'enzel* (1).

(J. O. 28 DÉCEMBRE 1918, 759)

ART. **1.** Il est établi, pour entrer en vigueur le 1er janvier 1919, à la charge de tout porteur de d'enzel, ou créancier hypothécaire ou privilégié (1) même résidant en dehors de la Tunisie, une taxe annuelle et obligatoire de ~~trois francs cinquante centimes~~ 4 % pour cent francs de revenu, quelle qu'en soit la dénomination (dividende, coupon, rente, arrérages, intérêts, etc.), produit ou perçu en Tunisie.

Cette taxe est à la charge exclusive du créancier nonobstant toute clause contraire quelle qu'en soit la date ; toutefois, le créancier et le débiteur sont tenus solidairement de la taxe.

**2.** L'impôt est dû sur le montant brut des intérêts, arrérages et tous autres revenus visés par le présent décret que le créancier touche au cours de l'année d'imposition, à quelque période de temps qu'ils s'appliquent, sans distinction entre ceux afférents à la dite année et ceux payés par anticipation ou à titre d'arriérés, si toutefois, ces arriérés ne remontent pas à des époques antérieures à 1919.

### § 1er. — *Taxe sur le revenu des valeurs mobilières*

**3.** Sont passibles de la taxe :

1° les produits et revenus quelconques des actions, emprunts, obligations, parts d'intérêts, commandites, etc., des sociétés, compagnies ou entreprises quelconques financières, industrielles, commerciales ou civiles, et des titres d'emprunt des Etats, villes, provinces, départements, communes, établissements publics, corporations, etc. ;

2° les lots, primes et remboursements payés aux créanciers par les assujettis précités ;

3° les produits et bénéfices annuels des actions, parts d'intérêts et commandites des

(1) Règlement pour l'application de ce décret, A. 30 mai 1919.

(1) Impôt étendu aux produits de toutes créances, mêmes chirographaires, dépôts, cautionnements, etc., par D. 20 déc. 1919.

(1) D. 28 the 1918 (J.O. 29 du).

| NUMÉRO de la classe | TRANCHES DE BÉNÉFICES COMPRIS DANS CHAQUE CLASSE | | | Bénéfice moyen de chaque tranche assujettie à l'impôt. | TARIF annuel du droit |
|---|---|---|---|---|---|
| 1re | Bénéfice de | 0 à | 1.000 | 500 | 30 |
| 2e | — | 1.001 à | 2.000 | 1.500 | 90 |
| 3e | — | 2.001 à | 5.000 | 3.500 | 210 |
| 4e | — | 5.001 à | 10.000 | 7.500 | 450 |
| 5e | — | 10.001 à | 20.000 | 15.000 | 900 |
| 6e | — | 20.001 à | 30.000 | 25.000 | 1.500 |
| 7e | — | 30.001 à | 50.000 | 40.000 | 2.400 |
| 8e | — | 50.001 à | 75.000 | 62.500 | 3.750 |
| 9e | — | 75.001 à | 100.000 | 87.500 | 5.250 |
| 10e | — | 100.001 à | 200.000 | 150.000 | 9.000 |
| 11e et suivantes | et ainsi de suite par tranche de cent mille francs, | | | 100 000 fr. en sus par chaque tranche | 6.000 fr. en sus pour chaque tranche de 100.000 fr. |

**4.** Indépendamment de la déclaration que les assujettis au droit de patente sont tenus de faire annuellement par application de l'article 7 du décret susvisé du 31 décembre 1917, toute personne qui exerce l'un des commerces ou industries énumérés à l'art. 1er du présent décret doit chaque année établir et transmettre en même temps au Directeur général des Finances ou au receveur des contributions diverses de sa circonscription une déclaration supplémentaire et séparée indiquant la classe du tarif d'imposition dans laquelle elle demande à être classée à raison de l'exercice de ce commerce ou de cette industrie pendant l'année précédente. Cette déclaration doit contenir en outre toutes les autres énonciations énumérées par l'article 7 susvisé du décret du 31 décembre 1917.

**5.** Toutes les dispositions du décret susvisé du 31 décembre 1917 non contraires à celles du présent décret, notamment celles afférentes aux pénalités encourues par les contrevenants, sont déclarées applicables à la matière faisant l'objet du présent décret.

**6.** Notre Directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur le 1er janvier 1919 à l'occasion du bénéfice de 1918.

Il est autorisé à prendre tous arrêtés réglementaires pour son application.

## 23 décembre 1918

DÉCRET *instituant un impôt sur les revenus des valeurs mobilières et des créances hypothécaires ou privilégiées et sur les arrérages des rentes d'enzel* (1).

(J. O. 28 DÉCEMBRE 1918, 759)

ART. **1.** Il est établi, pour entrer en vigueur le 1er janvier 1919, à la charge de tout porteur de valeur mobilière, crédit-rentier d'enzel, ou créancier hypothécaire ou privilégié (1) même résidant en dehors de la Tunisie, une taxe annuelle et obligatoire de ~~trois francs cinquante centimes~~ pour cent francs de revenu, quelle qu'en soit la dénomination (dividende, coupon, rente, arrérages, intérêts, etc.), produit ou perçu en Tunisie.

Cette taxe est à la charge exclusive du créancier nonobstant toute clause contraire quelle qu'en soit la date ; toutefois, le créancier et le débiteur sont tenus solidairement de la taxe.

**2.** L'impôt est dû sur le montant brut des intérêts, arrérages et tous autres revenus visés par le présent décret que le créancier touche au cours de l'année d'imposition, à quelque période de temps qu'ils s'appliquent, sans distinction entre ceux afférents à la dite année et ceux payés par anticipation ou à titre d'arriérés, si toutefois, ces arriérés ne remontent pas à des époques antérieures à 1919.

§ 1er. — *Taxe sur le revenu des valeurs mobilières*

**3.** Sont passibles de la taxe :

1° les produits et revenus quelconques des actions, emprunts, obligations, parts d'intérêts, commandites, etc., des sociétés, compagnies ou entreprises quelconques financières, industrielles, commerciales ou civiles, et des titres d'emprunt des Etats, villes, provinces, départements, communes, établissements publics, corporations, etc. ;

2° les lots, primes et remboursements payés aux créanciers par les assujettis précités ;

3° les produits et bénéfices annuels des actions, parts d'intérêts et commandites des

(1) Règlement pour l'application de ce décret, A. 30 mai 1919.

(1) Impôt étendu aux produits de toutes créances, mêmes chirographaires, dépôts, cautionnements, etc., par D. 20 déc. 1919.

sociétés dans lesquelles les produits ne doivent pas être distribués en tout ou en partie entre leurs membres ;

Toutefois, la taxe n'est pas due sur les revenus perçus en Tunisie à l'égard desquels il est justifié que l'impôt similaire a été payé en France, en Algérie, au Maroc, ou dans une colonie française.

**4.** Le revenu imposable est déterminé :

1° pour les actions, par le dividende fixé par les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus et tous autres documents analogues ;

2° pour les obligations ou emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année ;

3° pour les parts d'intérêt et commandites, par les délibérations des conseils d'administration des intéressés et à défaut, par l'évaluation à raison de 5 % du montant du capital social ou de la commandite ou du prix moyen des cessions de parts d'intérêts consenties pendant l'année précédente ;

4° pour les lots, par le montant même du lot exprimé en monnaie tunisienne ;

5° pour les primes par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts.

Les documents ci-dessus prévus et, en général, tous ceux nécessaires à la liquidation de la taxe, doivent être obligatoirement remis au bureau de la perception de la taxe à l'appui du paiement de l'impôt.

Les sociétés, compagnies, entreprises et tous autres assujettis au paiement de la taxe sont tenus de donner communication aux agents des finances, tant au siège social, que dans les succursales et agences, et de leur remettre copie de tous leurs documents et écrits relatifs aux sommes assujetties à la taxe.

**5.** Le montant de la taxe est avancé, sauf leur recours, ou retenu soit par les sociétés compagnies, entreprises, Etats, villes, etc., débiteurs du revenu imposable, soit par l'intermédiaire chargé du paiement de ce revenu au créancier en Tunisie. Il est versé par ces assujettis au receveur de leur principal établissement en Tunisie dans les vingt premiers jours de chacun des mois de juillet et de janvier qui suivent le paiement du revenu au créancier.

Si le créancier reçoit ses intérêts, arrérages, etc., par la poste, il doit effectuer directement le paiement de la taxe au receveur de son domicile.

**6.** La taxe n'est pas due :

*a)* sur les intérêts des emprunts de l'Etat tunisien ;

*b)* sur les revenus de valeurs mobilières affranchies en France de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

### § 2. — *Taxe sur les rentes d'enzels et les intérêts des créances hypothécaires ou privilégiées*

**7.** Est assujetti à la taxe quiconque, même domicilié en dehors de la Tunisie, touche une rente d'enzel ou les intérêts d'une créance hypothécaire ou privilégiée gagée sur un immeuble situé en Tunisie.

Sont affranchis de la taxe les intérêts des créances hypothécaires ou privilégiées en représentation desquels sont émises des obligations, valeurs ou titres assujettis eux-mêmes à la taxe.

**8.** Le débiteur tenu solidairement de la taxe avec le créancier peut s'affranchir de cette solidarité en faisant viser dans les trois mois de sa date la quittance que lui délivre le créancier au bureau de la perception de la taxe. Ce visa a lieu gratuitement.

**9.** L'assujetti (crédi-rentier d'enzel ou créancier hypothécaire ou privilégié) doit payer au bureau de l'enregistrement de son domicile, dans les vingt premiers jours de chacun des mois de juillet et janvier, la taxe afférente aux sommes passibles de cet impôt qu'il a touchées pendant les six mois précédents.

Le premier paiement à faire en exécution du présent décret sera celui de juillet 1919 et s'appliquera aux arrérages de rentes d'enzel et aux intérêts de créances hypothécaires perçus du 1er janvier au 30 juin 1919.

A l'appui de son paiement semestriel, l'assujetti doit déposer au bureau un relevé de ses encaissements de sommes passibles de la taxe. Ce relevé pour l'établissement duquel l'administration des Finances remettra des formules imprimées aux assujettis qui les demanderont, doit être totalisé, arrêté en toutes lettres, daté et signé avec indication du nom, des prénoms et du domicile du signataire et contenir les colonnes suivantes :

1° numéro d'ordre d'une série unique et ininterrompue par année ;

2° date à laquelle la somme passible de la taxe a été touchée ;

3° nom, prénoms et domicile du débiteur ;

4° indication (nature et date) du titre en vertu duquel la somme passible de la taxe a été touchée ;

5° période de temps à laquelle s'applique la somme touchée ;

6° montant de la somme touchée ;

7° observations.

Il est loisible, toutefois, à l'assujetti de ne pas accompagner son versement de juillet du relevé dont il s'agit à la condition de s'engager à produire un relevé en janvier pour toute l'année écoulée, et sous réserve de payer les amendes prévues à l'article 11 ci-après, sur l'insuffisance de son versement de juillet que ferait ressortir le relevé annuel.

**10.** Sont assimilés aux créances hypothécaires :

1° les prêts faits, même sans stipulation d'intérêts, soit en antichrèse d'immeubles, soit contre remise en gage, nantissement ou toute autre dénomination, de titres de propriété, d'enzel ou d'usufruit d'immeubles, à moins que les termes de l'acte constitutif du prêt n'aient permis de l'assimiler à une vente à réméré et de l'enregistrer au droit de mutation immobilière à titre onéreux ;

2° les prêts même faits sans écrit, avec remise de titres par le débiteur au créancier, sans qu'un droit de mutation à titre onéreux ait été acquitté.

S'il n'y a pas stipulation d'intérêts dans l'acte initial de la convention ou dans un acte accessoire ou complémentaire dûment enregistré, la taxe est assise sur un intérêt présumé de dix pour cent par an dont le montant annuel doit, pour son intégralité, être inscrit sur le relevé et supporter la taxe créée par le présent décret dans les vingt premiers jours de juillet s'il s'agit d'un prêt antérieur au 1er juillet 1919, ou dans les vingt premiers jours du semestre qui suit celui durant lequel le prêt a été fait.

*Dispositions communes aux deux paragraphes qui précèdent*

**11.** Toute infraction aux dispositions du présent décret sera punie d'une amende de 50 fr. à la charge du contrevenant, indépendamment du paiement par le créancier d'une amende égale à six fois et par le débiteur solidaire d'une somme égale à trois fois la taxe afférente à ce revenu ou intérêt non déclaré.

Toute action tendant au recouvrement de la taxe et des amendes se prescrit par deux ans à compter de la date de la découverte de l'infraction. Il pourra être fait remise gracieuse en totalité ou pour partie seulement des peines encourues par notre Directeur général des Finances si elles n'excèdent pas 5.000 fr., ou par le Conseil des Ministres et chefs de service dans le cas contraire.

Le recouvrement de la taxe créée et des amendes édictées par le présent décret sera poursuivi et les instances seront introduites et jugées comme en matière d'enregistrement.

## 23 décembre 1918

DÉCRET *relatif au décompte du service militaire au point de vue de l'ancienneté des fonctionnaires.*

(J. O. 28 DÉCEMBRE 1918, 760)

ART. 1. Le temps passé sous les drapeaux par les fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers de l'Etat ou des établissements publics de l'Etat, soit avant, soit après leur admission dans les cadres, est, pour le calcul de l'ancienneté exigée pour l'avancement, compté dans la proportion de la moitié de sa durée lorsqu'il a été accompli avant l'incorporation de la classe 1913. Il est compté pour une durée équivalente de services civils s'il a été accompli à partir de l'incorporation de cette classe, même par les jeunes gens appartenant à une classe antérieure.

**2.** Les services militaires antérieurs à l'entrée dans l'Administration ne sont comptés que si la demande d'emploi civil a été introduite pendant les deux années qui ont suivi la libération de l'ancien militaire ou si le candidat s'est présenté au premier concours ouvert après l'expiration de ces deux années.

Les agents qui, après ce même délai, passent, sur leur demande, d'un service à un autre, ne peuvent réclamer le bénéfice de ces dispositions.

Aucun délai n'est imparti pour les agents sous-agents, employés et ouvriers qui ont demandé leur admission dans les cadres avant le 1er août 1912 ou qui se sont présentés au premier concours ouvert après cette date. *Ainsi modifié par D.* 30 *déc.* 1919.

**3.** Le temps de service militaire à compter par application des dispositions qui précédent ne peut être supérieur au temps de service obligatoire dans l'armée active exigé par la loi de recrutement sous le régime de laquelle l'agent a été incorporé. (1)

(1) Décompte des services militaires de guerre D. 1er déc. 1919.

Il n'est point tenu compte des services militaires déjà rémunérés par une pension proportionnelle ou par une pension d'ancienneté.

**4.** Le rappel des services militaires auxquels les agents peuvent encore avoir droit en vertu du présent décret sera effectué en une seule fois.

Pour les classes non encore appelées, le rappel à accorder pourra être fractionné par périodes d'un an au minimum par avancement.

Dans tous les cas, le rappel des services militaires ne pourra être effectué qu'à compter de la titularisation de l'ayant-droit.

**5.** Les fonctionnaires, employés, sous-agents et ouvriers de l'Etat tunisien et des établissements publics de l'Etat tunisien qui ont quitté leur emploi pour accomplir leur service militaire et qui sont maintenus sous les drapeaux par application de l'article 33 de la loi française du 21 mars 1905 seront, au point de vue de l'ancienneté exigée pour l'avancement, considérés comme réintégrés dans les cadres de l'administration civile à laquelle ils appartiennent, à partir de la date de leur passage dans la réserve de l'armée active ou de leur libération, si elle est antérieure.

---

## 30 décembre 1918

DÉCRET *portant renouvellement du privilège concédé en Tunisie à la Banque d'Algérie.*

(J. O. 15 JANVIER 1919, 28)

ART. **1.** — Le privilège concédé dans la Régence de Tunis à la Banque de l'Algérie par le décret susvisé du 8 janvier 1904 est prorogé jusqu'au 31 décembre 1945.

La prorogation ainsi consentie est soumise aux conditions prévues par les décrets déjà cités des 8 janvier 1904, 30 mars 1912, 20 octobre 1916 et 25 novembre 1917, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations de la convention mentionnée à l'article ci-après.

**2.** Est approuvée la convention dont un original est ci-annexé, intervenue les 28 décembre 1917 et 5 janvier 1918, entre le Directeur général des Finances tunisiennes et le Directeur général de la Banque de l'Algérie.

Cette convention est dispensée des droits de timbre et d'enregistrement.

**3.** Des décrets ultérieurs détermineront les affectations à donner, tant au montant de l'avance sans intérêt, qu'à celui des redevances annuelles stipulées à cette convention au profit de l'Etat tunisien.

CONVENTION

ART. **1.** La Banque d'Algérie s'engage à affecter à la Tunisie au moins une des nouvelles créations qui lui sont imposées par l'article 1er de la Convention passée le 12 décembre 1917 avec le Gouvernement français.

**2.** A partir du 1er janvier 1918 et jusqu'au 31 décembre 1945, la Banque de l'Algérie versera au Protectorat, chaque année, par semestre, la première échéance semestrielle venant le 30 juin 1918, une redevance dont le produit annuel sera égal au cinquième de la redevance payée par la Banque à l'Algérie pendant la même période sur le montant de sa circulation algérienne, sans que la somme versée annuellement à la Tunisie puisse être inférieure à 150.000 francs.

Toutefois, si à un moment donné, le calcul de la redevance due à la Tunisie, effectué en prenant pour base la circulation productive particulière de la Régence, et comme taux celui pratiqué en Algérie, conduisait à des résultats plus avantageux pour le Protectorat, c'est ce mode de calcul qui serait employé pour la Tunisie au lieu du calcul forfaitaire du cinquième de la redevance algérienne.

Cette redevance remplacera celle qui est prévue par la Convention annexée au décret tunisien du 30 mars 1912.

Cette redevance sera payée en sus de tous les impôts qui sont dûs par la Banque dans les conditions d'assiette et de taux déterminées par les lois existantes. Toute majoration ou addition aux impôts frappant le montant ou les produits de l'émission serait compensée avec le montant de la dite redevance et l'excédent serait perçu en sus, le cas échéant.

**3.** La Banque de l'Algérie s'engage à mettre à la disposition du Trésor tunisien, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, une avance de quatre millions de francs, y compris celle de un million de francs, qu'elle a déjà effectuée en vertu de la convention des 24 décembre 1903, 3 janvier 1904. Cette avance est consentie pour toute la durée du privilège. Elle ne portera pas intérêt.

En garantie de cette avance, il sera remis à la Banque de l'Algérie une reconnaissance

signée du Directeur général des Finances et visée par le Résident général, à l'échéance du 31 décembre 1945.

**4.** La Banque de l'Algérie s'engage à réduire de moitié les droits qu'elle perçoit pour la garde des titres nominatifs qui lui sont remis en dépôt.

**5.** La Banque de l'Algérie s'engage à prêter son concours au Protectorat tunisien pour les opérations décrites dans la deuxième des conventions des 2 et 30 mars 1912.

**6.** La troisième Convention annexée au décret tunisien du 30 mars 1912 demeure en vigueur. Toutefois, le chiffre maximum de la frappe à frais communs indiqué par cette Convention est porté de douze à quarante millions de francs, d'ici au 31 décembre 1945.

**7.** La Banque d'Algérie s'engage à maintenir son siège social à Paris pendant toute la durée de la prorogation de son privilège.

**8.** Le Gouvernement tunisien s'engage à maintenir en vigueur les dispositions non contraires aux présentes des décrets des 8 janvier 1904, 30 mars 1912, 20 octobre 1916 et 25 novembre 1917.

## 29 janvier 1919

DÉCRET *relatif à l'imputation en Tunisie des droits d'enregistrement et de timbre perçus au Maroc.*

(J O. 15 FÉVRIER 1919, 159)

ART. 1. Les articles 2 et 1er de nos décrets organiques du 19 avril 1912 (1), article 2, sur l'enregistrement et du 20 avril 1912 article 1er (1) sur le timbre sont complélés ainsi qu'il suit :

Il sera fait imputation en Tunisie des droits d'enregistrement et de timbre perçus sur les conventions autres que les mutations intervenues au Maroc et dont il sera fait usage dans la Régence, soit par acte public, soit devant toute autorité constituée.

## 24 février 1919

DÉCRET *relevant les taux de la contribution sur les bénéfices de guerre.*

(J. O. 26 FÉVRIER 1919, 206)

ART. 1. Le taux applicable dans les conditions indiquées par l'article 12 de notre décret du 20 septembre 1917 (1) pour le calcul de la contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre, est fixé comme suit en ce qui concerne les bénéfices obtenus à partir du 1er janvier 1918 :

50 % sur la fraction des bénéfices imposables inférieure à 100.000 francs ;

60 % sur la fraction comprise entre 100.000 fr. et 250.000 francs ;

70 % sur la fraction comprise entre 250.000 fr. et 500.000 francs ;

80 % sur la fraction supérieure à 500.000 francs.

Toutefois, les taux fixés par le présent décret ne seront pas applicables, pendant les deux premiers exercices, aux entreprises créées à partir du 1er janvier 1917, qui resteront soumises aux taux fixés par le décret du 20 septembre 1917.

Il en sera de même pour les contribuables habituellement domiciliés en pays autrefois envahis, n'ayant pas exploité une entreprise quelconque avant le 1er janvier 1917.

**2.** L'intérêt des capitaux engagés, prévu par les articles 2, 3 n° 2, 5 et 9 de notre décret du 20 septembre 1917 pour le calcul forfaitaire du bénéfice normal, est porté à 9 % dans les cas et les conditions prévus par les articles précités pour le calcul du bénéfice normal servant de base à l'imposition des bénéfices obtenus à partir du 1er janvier 1918.

**3.** La prescription prévue par l'article 16 § 5, de notre décret du 20 septembre 1917, avec référence au décret beylical du 14 septembre 1903 et par l'article premier de notre décret du 21 décembre 1918 est celle de quatre ans édictée par l'article premier du décret du 14 septembre 1903, Elle est applicable : *a)* aux actions de l'administration tendant au redressement des déclarations des contribuables notamment celles prévues par l'article 15 de notre décret du 20 septembre 1917 ; *b)* à celles intentées à l'encontre des contribuables n'ayant pas fait de déclarations.

Elle courra : *a)* pour le redressement des déclarations, du jour de la date de la déclaration ; *b)* pour la réclamation de l'impôt sur sur les bénéfices non déclarés, du lendemain du jour de la cessation des hostilités pour les bénéfices antérieurs, et du lendemain du jour de l'expiration du délai légal prévu pour la déclaration des bénéfices postérieurs à la cessation des hostilités, pour ces derniers bénéfices.

(1) V D. 10 déc. 1918 augmentant les droits d'enregistrement.

Elle peut être interrompue par l'envoi de la lettre recommandée prévue à l'article 8, § 2, de notre décret du 20 septembre 1917 et généralement par tout acte de procédure visé à l'article 3 du décret du 14 septembre 1903.

---

## 25 février 1919 (1)

DÉCRET *instituant une surtaxe sur le droit de statistique.*

(J. O. 26 FÉVRIER 1919, 210)

ART. **1.** A partir du 1er mars 1919, il sera perçu en douane une surtaxe au droit de statistique créé par notre décret du 20 septembre 1917.

Cette surtaxe sera exigible dans tous les cas où le droit de statistique est dû. Elle sera uniformément de cinq centimes par unité de produits assujettis au droit de statistique, sans distinction entre les produits en transit et les autres.

La surtaxe s'ajoutera au principal du droit de statistique et il en sera donné quittance sur le même récépissé.

**2.** Le produit trimestriel de la surtaxe accusé par la comptabilité de la douane sera réparti entre les chambres consultatives d'agriculture et de commerce, dans les proportions en vigueur au moment de l'opération. Il leur sera versé dans le mois qui suivra le trimestre de sa perception.

**3.** Les chambres consultatives devront affecter tout d'abord le produit de cette répartition à la dépense des gardes de commerce s'il en a été créé dans leur circonscription (1).

Elles disposeront du surplus suivant les règles fixées pour l'établissement de leur budget.

---

## 25 février 1919

DÉCRET *allouant au personnel de l'Etat et des établissements publics d'Etat des indemnités exceptionnelles dites du temps de guerre pour vie chère et charges de famille.*

(J. O. 26 FÉVRIER 1919, 210)

ART. **1** à **5.** *(Les indemnités du temps de guerre ont été supprimées à dater du 30 juin 1920, par D. 20 déc. 1919, nº 20.)*

**6.** Tout maximum d'émolument est supprimé pour l'attribution des indemnités pour charges de famille allouées par le décret du 22 novembre 1918.

Il est, en outre, accordé, en sus des dites indemnités (1) et suivant les mêmes règles de liquidation, un supplément temporaire exceptionnel du temps de guerre calculé à raison de 180 fr. par an et par enfant pour les fonctionnaires français et de 120 francs pour les fonctionnaires indigènes.

**7.** Les dispositions de l'article 6 du décret du 22 novembre 1918 demeurent applicables aux indemnités exceptionnelles du temps de guerre et aux suppléments exceptionnels d'indemnités pour charges de famille accordé en vertu du présent décret.

Les fonctionnaires et agents de l'Etat mobilisés célibataires, qui ont à leur charge des ascendants ou des frères et sœurs ou des neveux et nièces recueillis par eux, ont droit, dans les conditions de cumul édictées par le décret du 25 août 1914, à l'indemnité exceptionnelle du temps de guerre accordée en vertu du présent décret ainsi qu'aux suppléments temporaires de traitement attribués en vertu du décret du 22 novembre 1918.

**8.** Les indemnités exceptionnelles du temps de guerre et suppléments exceptionnels d'indemnités pour charges de famille prévus par le présent décret ne sont pas soumis aux effets des saisies-arrêts.

**9.** Les indemnités exceptionnelles du temps de guerre et les suppléments exceptionnels d'indemnités pour charges de famille prévus par le présent décret seront, à partir du mois prochain inclusivement, payés à la fin de chaque mois avec le traitement dans les mêmes conditions et de la même manière que les suppléments temporaires de traitement et les indemnités pour charges de famille dont ils devront, toutefois, se distinguer ;

. . . . . .

---

## 25 février 1919

DÉCRET *fixant la composition et les attributions des organismes destinés à assurer en Tunisie la protection des pupilles de la nation.*

(J. O. 19 MARS 1919, 262)

ART. **1.** Les organismes destinés à assurer en Tunisie la protection des pupilles de la nation sont :

(1) V D. 22 mars 1919, créant des gardes de commerce au port de Tunis.

(1) modifié par D. 28 mars 1931 et 1er mai 1934.

(1) Confusion de l'indemnité familiale et de son supplément en une seule indemnité par D. 20 déc. 1919 (nº 20), art. 3.

1° le comité central des pupilles de la nation (1) ;

2° trois offices supérieurs français, musulman et israélite (1) ;

3° les comités locaux représentant, également, les trois éléments de la population tunisienne.

**2.** Le comité central, placé sous l'autorité de l'office national français, est formé par la réunion des trois offices supérieurs. Il est présidé par le délégué à la Résidence générale. Il est chargé de répartir, entre les trois offices, les ressources mises à la disposition de l'œuvre des pupilles.

Les offices supérieurs exercent en Tunisie les attributions des offices départementaux, fixés par l'article 14 de la loi du 27 juillet 1917, sans qu'il soit rien changé à l'organisation de la tutelle des enfants de nos sujets musulmans et israélites, qui reste confiée au Chara pour les musulmans et au tribunal rabbinique pour les israélites.

**3.** L'office supérieur français comprend : le Secrétaire général du Gouvernement ou son délégué, président ; le Directeur général de l'Enseignement ou son délégué ; le Directeur général des Finances ou son délégué ; le procureur de la République ou son substitut ; les délégués français de la conférence consultative, faisant partie du conseil supérieur de Gouvernement ; le président de la chambre de commerce de Tunis ; le président de la chambre d'agriculture de Tunis ; le président de la société française de bienfaisance et une femme désignée par cette société.

**4.** L'office supérieur musulman comprend ; 1° le Secrétaire général du Gouvernement ou son délégué, président ; 2° le cadi malékite ; 3° le cadi hanéfite ; 4° le cheikh el médina ; 5° les délégués musulmans de la conférence consultative, faisant partie du conseil supérieur de Gouvernement ; 6° le chef des services économiques indigènes ; 7° le chef de la section d'Etat ; 8° un délégué du Directeur général de l'Enseignement.

**5.** L'office supérieur israélite comprend : 1° le Secrétaire général du Gouvernement ou son délégué, président ; 2° le grand rabbin ; 3° le cheikh el médina ; 4° un juge du tribunal rabbinique ; 5° le président de la caisse générale de secours et de bienfaisance israélite ; 6° trois notables israélites, dont le délégué à la conférence consultative ; 7° un délégué du Directeur général de l'Enseignement.

**6.** Les comités locaux se réunissent : pour les pupilles français, au siège des contrôles civils ; pour les pupilles musulmans, au siège du caïdat ; pour les pupilles israélites, au siège du comité local de bienfaisance israélite.

**7.** Les comités de contrôle civil se composent : du contrôleur civil, président ; du vice-président délégué de la municipalité du chef-lieu ; d'un fonctionnaire de l'Enseignement, désigné par le Directeur général ; du président de la société française de bienfaisance ; de deux notables français, dont le président de la chambre mixte d'agriculture et de commerce, là où il en existe une, désignés par le Résident général. Le comité du contrôle civil de Tunis comprend en outre, le président de la chambre de commerce et le président de la chambre d'agriculture. Le comité du contrôle civil de Sousse comprendra, en outre, le procureur de la République ou son substitut.

**8.** Les comités du caïdat se composent : du contrôleur civil de la circonscription, président ; du caïd, vice-président ; d'un fonctionnaire de l'Enseignement, désigné par le Directeur général ; du cadi ; de deux notables musulmans désignés par le Résident général.

**9.** Les comités locaux israélites se composent : du contrôleur civil de la circonscription, président ; d'un rabbin ou d'un notaire israélite, désigné par le grand rabbin de Tunis, vice-président ; d'un fonctionnaire de l'Enseignement, désigné par le Directeur général ; du président du comité local de la caisse de secours et de bienfaisance israélite ; de deux notables israélites, désignés par le Résident général.

**10.** Les attibutions des comités locaux sont celles fixées par l'article 18 de la loi française pour les sessions cantonales.

(1) Personnalité civile et réglementation du comité central et des trois offices supérieurs, D. 9 févr. 1920.

## 10 mars 1919

DÉCRET *portant liquidation du moratorium des loyers*

(J. O. 31 MARS 1919, 293)

ART. **1.** Toutes les contestations entre propriétaires et locataires, nées par suite de la

guerre, et relatives à l'exécution ou à la résiliation des baux à loyer, seront régies par les dispositions exceptionnelles et temporaires ci-après :

## TITRE PREMIER
### Résiliations

**2.** Les baux à loyer seront, sans préjudice des causes de résiliation résultant du droit commun ou des conventions, résiliables conformément aux dispositions suivantes :

**3.** Lorsque le locataire a été tué à l'ennemi ou est décédé des suites de blessures reçues ou de maladies contractées sous les drapeaux, le bail est résilié de plein droit, sans indemnité, sur la déclaration de sa veuve, de ses héritiers en ligne directe ou, à leur défaut, de ses héritiers collatéraux si ceux-ci habitaient ordinairement avec lui les lieux loués.

La déclaration est adressée au bailleur par lettre recommandée.

S'il y a désaccord entre ceux qui ont le droit de réclamer la résiliation, la commission arbitrale apprécie.

Cette déclaration aura lieu, à peine de forclusion, dans les six mois qui suivront le décès ou l'avis officiel du décès et, si le décès est antérieur à la promulgation du présent décret, dans les six mois de cette promulgation.

Lorsque le propriétaire établira qu'il a, sur la demande du locataire et pour les convenances personnelles de celui-ci, effectué dans les lieux loués des travaux ou aménagements exceptionnels qu'il devait amortir pendant la durée de la location, la commission arbitrale prévue au Titre III du présent décret pourra, en tenant compte de la situation de fortune des parties et de la plus-value résultant de ces travaux pour l'immeuble, décider que la résiliation aura lieu moyennant une indemnité dont elle fixera le montant et les délais de paiement.

**4.** La résiliation du bail peut, dans les mêmes cas, et sous condition de la déclaration prévue à l'article 3 dans les délais déterminés par ledit article, être prononcée sur la demande des autres héritiers du locataire et ayant-droit. Elle est alors ordonnée par la commission arbitrale, suivant les circonstances, avec ou sans indemnité.

S'il y a désaccord entre ceux qui ont le droit de réclamer la résiliation, la commission arbitrale apprécie.

**5.** La résiliation peut être prononcée sans indemnité, sur la demande de la femme, des enfants ou, à leur défaut, des ascendants des locataires appelés sous les drapeaux, dont le décès, sans avoir été officiellement constaté, peut être présumé.

Elle peut l'être également au profit des autres ayants droit de ce locataire, avec ou sans indemnité.

S'il y a désaccord entre ceux qui ont le droit de réclamer la résiliation, la commission arbitrale apprécie.

La déclaration prévue à l'article 3 doit alors être faite, à peine de forclusion, dans les six mois de l'avis donné par le ministère de la guerre, qu'il y a présomption de décès.

Si l'avis de présomption de décès est antérieur à la promulgation du présent décret, la déclaration devra être faite dans le délai de six mois à dater de ladite promulgation.

**6.** Lorsque tous les membres d'une société en nom collectif ou tous les gérants d'une société en commandite simple ont été tués à l'ennemi ou sont morts des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, le bail conclu par la société est résilié de plein droit sur la déclaration du liquidateur ou, à défaut du liquidateur, sur la déclaration des héritiers ou ayants-droit.

S'il y a désaccord entre les héritiers, la commission arbitrale apprécie.

Si l'un des associés en nom collectif ou en commandite a été tué à l'ennemi ou est mort des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, et si son décès a entraîné la dissolution de la société, la résiliation du bail peut être prononcée sur la demande du liquidateur ou, à défaut du liquidateur, sur la demande d'un ayant-droit.

La déclaration prévue à l'article 3 doit être faite, à peine de forclusion, dans les cas déterminés au paragraphe premier du présent article, dans les trois mois de l'avis officiel du décès du dernier sociétaire en nom collectif ou du dernier gérant de la société en commandite simple.

Dans le cas prévu par le troisième paragraphe, elle doit être faite dans les trois mois de la dissolution de la société.

Si le décès prévu au paragraphe premier ou si la dissolution de la société prévue au troisième paragraphe sont antérieurs à la

promulgation du présent décret, les délais ci-dessus impartis courront à partir de ladite promulgation.

La résiliation, dans les cas prévus par le présent article, a lieu, suivant les circonstances avec ou sans indemnité.

**7.** Si le locataire établit que, par suite de blessures reçues ou de maladie contractée ou aggravée sous les drapeaux ou par suite de fait de guerre, s'il n'est pas mobilisé, il n'est plus en état d'exercer la profession pour laquelle il avait conclu le bail, ou qu'il a subi une diminution notable et permanente de sa capacité professionnelle, la résiliation sera prononcée, sur sa demande, sans indemnité.

Le locataire, dans les cas prévus au paragraphe précédent, devra faire, à peine de forclusion, la déclaration prévue par l'article 3, dans les six mois qui suivront sa mise en réforme ou la consolidation de son infirmité et, si ces événements sont antérieurs à la promulgation du présent décret, dans les six mois de ladite promulgation.

**8.** Seront admis au bénéfice des dispositions qui précédent et dans les mêmes conditions, les veuves et les héritiers des locataires qui, sans être mobilisés, ont été tués au cours de faits de guerre ou sont morts des suites de blessures ou de maladies occasionnées par ces faits.

La déclaration prévue à l'article 3 devra être faite, à peine de forclusion, dans les six mois de l'avis officiel du décès et, si cet avis de décès est antérieur à la promulgation du présent décret, dans les six mois de ladite promulgation.

**9.** La résiliation du bail pourra être prononcée, avec ou sans indemnité, sur la demande du locataire même non mobilisé qui justifiera que la guerre a modifié sa situation dans des conditions telles qu'il est évident que dans sa situation nouvelle il n'aurait pas contracté.

La déclaration devra être faite, à peine de forclusion, au plus tard dans les trois mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités.

**10.** La résiliation du bail pourra de même, sans préjudice de ce qui est dit à l'article 2, être prononcée, avec ou sans indemnité, à la demande du bailleur qui justifiera :

1° ou que le locataire mobilisé emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée et cause un dommage au bailleur ;

2° ou que le locataire mobilisé ne jouit pas des lieux loués en bon père de famille ;

3° ou que le locataire, non exonéré en vertu du présent décret, ne se conforme pas, en ce qui concerne les payements, aux décisions de la commission arbitrale.

**11.** Dans tous les cas prévus ci-dessus, la résiliation devra être déclarée ou prononcée pour un terme d'usage, en observant les délais ordinaires des congés sans que ceux-ci puissent excéder trois mois.

Toutefois, la commission arbitrale pourra ordonner que la résiliation produira effet à partir d'une autre date fixée par elle.

**12.** La demande de résiliation du bail de l'immeuble dans lequel s'exploite un fonds de commerce grevé d'inscriptions doit être notifiée aux créanciers antérieurement inscrits.

Le locataire devra produire à l'appui de sa demande en résiliation un état des inscriptions pouvant grever son fonds, ou un certificat négatif.

Les créanciers pourront notifier leur opposition dans le délai de quinzaine, à la charge de déclarer qu'ils entendent continuer le bail et en assumer les charges à leurs risques et périls pour parvenir à la réalisation dans les conditions prévues par la loi du 17 mars 1909.

**13.** Le bail du locataire qui n'a pu emménager du fait de la mobilisation est résilié de plein droit à la demande du locataire.

## TITRE II

### Exonérations et délais

**14.** Sans préjudice des règles du droit commun et des clauses des conventions, il pourra être accordé, pour la durée de la guerre et les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, des réductions de prix pouvant aller, à titre exceptionnel, jusqu'à l'exonération totale, au locataire non mobilisé, qui justifiera avoir été privé, par suite de la guerre, soit des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée, soit d'une notable partie des ressources sur lesquelles il pouvait compter pour faire face au payement du loyer.

Le locataire mobilisé sera dispensé de cette justification ; il appartiendra au propriétaire d'établir que la mobilisation du loca-

taire lui a laissé les moyens d'acquitter tout ou partie des loyers échus.

Dans tous les cas, la commission arbitrale devra tenir compte, tant pour admettre le droit à la réduction que pour en déterminer l'étendue, de l'ensemble des revenus du locataire.

15 Sont présumés remplir les conditions fixées par l'article 14, et comme tels totalement exonérés du payement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus ou à échoir, pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leur cessation, les locataires occupant des logements d'habitation rentrant dans l'une des catégories ci-après déterminées et qui sont :

1° ou bien mobilisés ;

2° ou bien réformés à la suite de blessures reçues ou de maladie contractée ou aggravée à la guerre ;

3° ou bien attributaires de l'allocation militaire ;

*a)* Dans les localités de plus de 100.000 habitants :

logements dont le loyer est inférieur ou égal à 350 francs, si le locataire est célibataire ; à 400 francs s'il est marié ;

*b)* Dans les localités de 20.001 à 100.000 habitants :

logements d'un loyer inférieur ou égal à 250 francs, si le locataire est célibataire ; à 300 francs s'il est marié ;

*c)* Dans les localités de 5.001 à 20.000 habitants :

logements d'un loyer inférieur ou égal à 150 francs si le locataire est célibataire ; à 200 francs s'il est marié ;

*d)* Dans les localités de 1.001 à 5.000 habitants :

logements d'un loyer inférieur ou égal à 100 francs, si le locataire est célibataire ; à 150 francs, s'il est marié ;

*e)* Dans les localités de moins de 1.000 habitants :

logements d'un loyer inférieur ou égal à 75 francs, si le locataire est célibataire ; à 100 francs, s'il est marié.

Les chiffres prévus aux alinéas précédents seront majorés de 100 francs par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge du locataire, et pour chaque fils ou membre de la famille mobilisé qui habitait sous le même toit, dans les villes et localités comprises dans la catégorie *a)* ; de 75 francs dans les localités comprises dans la catégorie *b)* ; de 50 francs dans les autres localités.

Toutefois, sont exceptés du bénéfice des dispositions qui précédent, les locataires mobilisés à l'égard desquels il sera justifié qu'ils reçoivent, par suite de la mobilisation, un traitement, une solde ou une rétribution supérieure d'un quart au traitement, au gain, à la rétribution ou au salaire qu'ils recevaient avant la guerre et pour toute la période de temps pendant laquelle ils les reçoivent.

Si les locataires désignés au paragraphe premier du présent article n'ont été mobilisés que pendant une partie de la durée de la guerre, l'exonération de plein droit ne s'appliquera qu'à la période de temps pendant laquelle ils auront été mobilisés.

De même, si les attributaires d'allocations prévues au quatrième paragraphe du présent article n'ont été admis à ces allocations que pendant une partie de la durée de la guerre, l'exonération de plein droit ne s'appliquera qu'à cette période.

La présomption qu'un locataire attibutaire de l'allocation militaire remplit les conditions de l'article 14 pourra être combattue par la preuve contraire devant la commission arbitrale, excepté si ce locataire peut invoquer une des autres causes d'exonération prévues par le présent décret.

Les locataires mobilisés, affectés, en vertu de l'article 6 de la loi du 17 août 1915, à des établissements industriels travaillant à la défense nationale, pourront se prévaloir de l'exonération prévue au présent décret, s'ils sont occupés dans un établissement trop éloigné de leur domicile habituel pour maintenir leur habitation dans les lieux loués et s'ils ne reçoivent pas un traitement, un salaire ou une rétribution supérieure d'un quart à ceux qu'il percevaient avant la guerre.

Dans tous les autres cas, ils seront soumis au régime des articles 14 et 16.

**16.** Sauf la faculté réservée au propriétaire d'administrer la preuve contraire devant la commission arbitrale, sont présumés remplir les conditions fixées par l'article 14 et comme tels exonérés du payement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus du 1er août 1914 au 1er avril 1919 :

les locataires mobilisés, occupant des logements compris dans l'une des catégories

déterminées, à l'article 15 et non exonérés de plein droit pour la durée de la guerre et les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités.

A compter du 1er avril 1919, ces locataires seront placés sous le régime de l'article 14 et pourront invoquer le bénéfice des dispositions du présent décret devant les commissions arbitrales.

**17.** Dans tous les cas, il pourra être accordé au locataire, suivant les circonstances, terme et délai pour se libérer, soit en totalité, soit par fractions.

**18.** Pendant toute la période pour laquelle l'exonération totale leur est accordée en vertu des articles qui précédent, les locataires seront maintenus en possession des lieux loués.

Seront également maintenus en possession des lieux loués, pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront la cessation des hostilités, les locataires ayant obtenu des exonérations ou réductions, à charge par eux de se conformer aux décisions rendues par les commissions arbitrales ou, lorsque ces exonérations ou réductions résulteront d'accords intervenus librement avec les bailleurs, aux conditions fixées par ces conventions.

Ces dispositions s'appliquent aux cas de bail expiré ou non expiré, ainsi qu'au cas où la location est régie par l'usage des lieux.

**19.** Sont interdites pendant toute la durée des hostilités et les six mois du décret fixant leur cessation, toutes instances, toutes assignations, toutes procédures d'exécution à l'égard des locataires mobilisés.

En conséquence ceux-ci ne pourront être appelés devant la commission arbitrale qu'à l'expiration du délai de six mois à compter du jour où ils auront cessé d'être présents sous les drapeaux.

Toutefois, ils pourront, à toute époque s'ils le préfèrent, demander aux commissions arbitrales de statuer dans les conditions prévues au présent décret.

**20.** Les dispositions de l'article 19 sont applicables jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra la promulgation du présent décret, sans que ce délai puisse dépasser six mois après le décret fixant la cessation des hostilités :

1° aux veuves des militaires morts sous les drapeaux depuis le 1er août 1914 ou aux membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux les lieux loués ;

2° aux femmes des militaires disparus, dont la disparition a été officiellement constatée ou aux membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux les lieux loués ;

3° aux personnes, parentes ou non, qui, antérieurement au 1er août 1914, vivaient habituellement dans les lieux loués avec le locataire mobilisé et qui justifieront qu'elles étaient à sa charge ;

4° aux militaires réformés à la suite de blessures ou de maladie contractée ou aggravée à la guerre.

Si le décès ou la mise en réforme est postérieure à la promulgation du présent décret ou survient moins d'un an avant cette promulgation, le délai courra du jour du décès ou de la date officielle de la mise en réforme.

Les dispositions de l'article 19 sont également applicables aux femmes des citoyens français retenus en pays envahis, internés en pays ennemis ou en pays neutres ou aux membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux les lieux loués, jusqu'à l'expiration des six mois qui suivront leur libération.

Sont également admises au bénéfice de ces dispositions les sociétés en nom collectif dont tous les associés, et les sociétés en commandite dont tous les gérants sont présents sous les drapeaux.

**21.** Les décisions rendues entre le bailleur et le preneur sont acquises de plein droit à la caution, ainsi qu'à celui ou à ceux qui, par suite de sous-location ou de cessions antérieures du droit au bail, sont tenus solidairement.

Au cas de sous-location, le locataire principal pourra toujours mettre en cause devant la commission arbitrale le propriétaire et exercer à son égard les droits résultant de l'article 14, même en cas d'inaction du sous-locataire. Le même droit appartiendra à la caution en cas d'inaction du locataire cautionné.

Au cas de constructions édifiées sur le terrain d'autrui, le propriétaire des constructions appelé devant la commission arbitrale par ses locataires, pourra lui-même mettre en cause le propriétaire du sol et demander une réduction de son loyer vis-à-vis de ce propriétaire.

Dans tous les cas, la commission arbitrale règlera la situation de chacun des intéressés.

Le locataire principal qui a perçu d'un sous-locataire, en tout ou en partie, le prix du loyer, en doit le montant au propriétaire en déduction ou jusqu'à concurrence de sa propre dette, sans pouvoir invoquer, pour le conserver, les avantages d'exonération, de réduction ou de délais résultant du présent décret.

Dans le cas visé au paragraphe ci-dessus,si le locataire principal a négligé de verser au bailleur les sommes ainsi perçues du sous-locataire, il devra au bailleur, à titre de pénalité de retard, un intérêt à 6 % l'an à compter du jour du paiement par le sous-locataire.

**22.** L'obligation ci-dessus ne s'appliquera pas aux logeurs en garni.

Pour ces derniers, la commission arbitrale appréciera, en envisageant le loyer d'ensemble, de l'immeuble et les charges du logeur, les réductions ou exonérations qui pourront lui être accordées sur les justifications prévues par l'article 14.

Les logeurs en garni ne pourront contre, le paiement de la somme ainsi fixée par la commission arbitrale, invoquer aucune des exceptions prévues par le présent décret.

**23.** L'exercice du privilège ou des droits et actions du bailleur peut être limité à une partie déterminée et suffisante du mobilier garnissant les lieux bornés et servant de gage spécial à sa créance.

Le bailleur peut, si le locataire quitte les lieux loués avant le complet paiement des loyers encore dus et sans fournir une caution suffisante, réaliser le gage affecté à sa créance.

**24.** Ne pourront être compris dans ce gage, au même titre que les meubles, effets mobiliers, ustensiles et objets nécessaires au coucher et au travail du locataire et des membres de sa famille, les meubles, effets, mobiliers ustensiles et objets indispensables garnissant la salle à manger et la cuisine.

**25.** Les sommes versées à titre de loyer d'avance ou de garantie de l'exécution du bail se compenseront de plein droit avec le montant des termes échus pendant la durée de la guerre.

**26.** Les règles établies par les dispositions des articles 23 et 25 sont applicables aux locataires en garni.

Toutefois, les commissions arbitrales devront déterminer, dans le chiffre du loyer, la fraction représentative des fournitures qui demeureront à la charge des locataires.

**27.** Il sera tenu compte par les commissions arbitrales des loyers payés par les locataires mobilisés depuis le 1er août 1914, et l'imputation en sera ordonnée, en tout ou en partie, soit sur les termes à échoir soit sur les termes demeurés impayés.

Le paiement des indemnités de résiliation effectué depuis le 4 août 1914 par les personnes visées au titre premier ne mettra pas obstacle à l'exercice des droits accordés par le présent décret et pourra donner lieu à répétition.

Il en sera de même des jugements et arrêts rendus postérieurement au 1er août 1914 et qui auront statué sur des demandes en paiement de loyers échus depuis la guerre et dus par des locataires mobilisés.

Toutefois, les sommes payées en vertu de ces décisions ne seront pas sujettes à répétition.

**28.** Toutes clauses et stipulations contraires au présent décret seront considérées comme nulles et non avenues

Toutefois, demeurent valables les conventions et les transactions librement conclues entre le bailleur et le preneur relatives à des baux intervenus depuis le 4 août 1914, sous réserve qu'aucun fait nouveau, né de la guerre, ne soit survenu qui ait modifié la situation du locataire, sous réserve aussi des dispositions de notre décret du 25 septembre 1918 et de l'article 56 du présent décret.

**29.** Les bailleurs dont les locataires mobilisés auront été exonérés en tout ou en partie en vertu des articles 14, 15 et 16 du présent décret ou par suite de conventions librement consenties conformément à l'article précédent auront droit à une indemnité servie par l'Etat si leur revenu total net, c'est-à-dire leur revenu total brut diminué des abattements et déductions admis par la législation française de l'impôt général sur le revenu, ne dépasse pas les chiffres suivants (1) (2) :

1° cinq mille francs dans toutes les localités de moins de 100.000 habitants ;

2° huit mille francs dans les localités de 100.000 habitants et au-dessus.

Le droit à indemnité pour pertes de loyer, subies du 1er août 1914 au 31 décembre 1915, sera réglé d'après le montant du revenu du

(1) V. A, F. 25 mars 1919 déterminant la forme de la demande à présenter par le propriétaire.

(2) V. D 28 janv. 1920 relatif au mode de paiement des indemnités et aux avances de la société de prévoyance des fonctionnaires.

propriétaire en 1915 ; le droit à indemnité pour pertes de loyer subies en 1916 sera réglé d'après le montant du revenu du propriétaire en 1916 et ainsi de suite, le droit à indemnité pour pertes de loyer subies pendant une année étant déterminé d'après le revenu du propriétaire pendant la même année.

Si, depuis le début des hostilités, le revenu net du propriétaire a dépassé dans une année les chiffres ci-dessus, le propriétaire n'aura droit pour la dite année à aucune indemnité.

Les établissements de bienfaisance soumis aux vérifications des inspecteurs de notre Direction générale des Finances auront toujours droit à l'indemnité de l'Etat.

L'indemnité sera de 50 % des loyers dont le locataire aura été déchargé sans qu'elle puisse, ajoutée à la portion des loyers demeurés exigibles, être inférieure aux charges de la propriété correspondant aux locaux ayant fait l'objet d'une exonération ou réduction, annuités des créances hypothécaires impôts et assurances compris.

En aucun cas, l'indemnité, ajoutée au revenu net du propriétaire, ne pourra procurer aux bénéficiaires un émolument total annuel supérieur aux chiffres de revenu énumérés au deuxième alinéa du présent article.

Seront assimilés aux propriétaires visés à l'alinéa premier les logeurs en garni dont les sous-locataires auront été exonérés en vertu des articles 14, 15 et 16 du présent décret, pourvu que le revenu net total annuel du logeur en garni ne dépasse pas les chiffres indiqués au présent article.

Les indemnités seront payées en dix termes annuels, mais l'Etat aura la faculté, suivant la situation budgétaire, soit de différer le paiement des termes, soit, au contraire, de l'accélérer, en commençant par les annuités les plus faibles.

Le premier terme sera versé dans le mois de la date de la décision de notre Directeur général des Finances statuant sur la demande en indemnité.

Les termes non échus porteront intérêt à 5 % l'an. Les intérêts seront payables chaque année, en même temps que les termes successifs.

**30.** Il sera remis, par notre Directeur général des Finances, à chaque ayant-droit, un titre constatant sa créance.

Ce titre ne sera pas négociable, mais l'ayant-droit pourra demander qu'une partie de ladite créance soit déléguée à son créancier hypothécaire qui devra accepter cette délégation jusqu'à concurrence des intérêts, arrérages et annuités qui lui seront dus.

Les titres de créances ainsi délivrés pourront faire l'objet d'avances dans les conditions qui seront déterminées par décret. Ils pourront également faire l'objet de transports, conformément aux articles 1689 et suivants du code civil français et aux articles 199 et suivants du code tunisien des contrats et obligations.

Les demandes en indemnités formées par les propriétaires désignés au présent article seront adressées à notre Directeur général des Finances, au plus tard dans l'année qui suivra la cessation des hostilités.

Elles pourront l'être dès la promulgation du du présent décret.

Il en sera délivré immédiatement récépissé.

Un arrêté de notre Directeur général des Finances déterminera la forme de la demande et les pièces justificatives à produire par le propriétaire.

Dans le délai de six mois à dater du dépôt de la demande, notre Directeur général des Finances fixera le montant de l'indemnité, en conformité des paragraphes 1 et 8 de l'article 29. Cette décision sera notifiée, en la forme administrative, au propriétaire demandeur.

Dans la quinzaine de la notification, celui-ci pourra adresser un recours au conseil des ministres et chefs de services, qui statuera dans le mois.

La décision du conseil pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal français de Tunis, statuant en matière administrative, conformément au décret du 27 novembre 1888.

Le recours aura lieu sans frais et sans intervention obligatoire d'un avocat.

Nos décrets annuels de finances détermineront les voies et moyens à l'aide desquels il sera fait face au paiement des indemnités prévues au précédent article.

**31.** Toute réduction ou exonération de loyer, prononcée par le présent décret ou par les commissions arbitrales, entraînera, sur la taxe locative d'Etat ou communale afférente à l'immeuble loué, une remise proportionnel-

le à la perte de revenu subie par le propriétaire.

Cette remise devra, à peine de forclusion, être demandée par le propriétaire dans les six mois qui suivront la date à laquelle la réduction ou l'exonération de loyer sera devenue définitive ; pour les réductions accordées avant la promulgation du présent décret, le délai courra du jour de cette promulgation.

Tout propriétaire qui aura consenti des réductions ou exonérations amiables de loyer bénéficiera de cette remise.

Il produira, à l'appui de sa demande en remise ou en modération, une déclaration, dûment signée et certifiée sincère, du montant du loyer auquel il aurait eu droit, de la quotité de la réduction consentie et de la période à laquelle elle s'applique.

En cas de fausse déclaration, les coupables seront passibles des peines portées à l'article 405 du Code pénal français, et 291 du Code pénal tunisien.

L'article 463 du premier ou l'article 53 du second de ces codes pourra être appliqué.

Les demandes en réduction d'impôts seront présentées, instruites et jugées, comme les demandes en remise pour vacances de maison.

Les dispositions du présent article, à l'exception de la dernière, sont applicables aux droit d'enregistrement perçus ou exigibles sur les baux et locations ayant donné lieu à des réductions ou exonérations de loyer.

**32.** Au cas où, par le fait de la guerre, le propriétaire se trouvera privé d'une notable partie des ressources sur lesquelles il pouvait compter pour faire face au paiement de ses dettes hypothécaires et privilégiées, la commission arbitrale pourra, sur sa demande, et nonobstant toutes stipulations contraires, lui accorder les délais qu'elle jugera nécessaires tant pour le paiement du principal en cas d'exigibilité, que pour le paiement des intérêts, annuités ou arrérages échus avant ou pendant la durée des hostilités.

Les délais auront pour point de départ la date d'exigibilité de la créance et ils ne pourront dépasser trois années, plus une durée égale à celle des hostilités. Le retard déjà existant au début de la guerre sera imputé sur lesdits délais.

Le créancier sera appelé devant la commission arbitrale, en la forme et de la manière prescrite au Titre III du présent décret.

La commission arbitrale pourra décider qu'au jour de la cessation des hostilités, les intérêts, annuités ou arrérages impayés s'ajouteront au capital de la dette, avec ou sans intérêts, et qu'ils seront payés en fin de contrat.

En ce cas, ces intérêts, annuités ou arrérages profiteront des mêmes garanties et seront conservés de plein droit par l'hypothèque, au même rang que le principal, même s'ils excèdent la limite fixée par l'article 237 de la loi foncière du 1er juillet 1885.

Toutefois, cette dernière disposition ne sera pas opposable aux créanciers hypothécaires postérieurs en rang et inscrits antérieurement au 1er août 1914.

Nonobstant les délais prévus au présent décret, les créanciers hypothécaires ou privilégiés pourront, dans les termes du droit commun, sur la poursuite intentée par d'autres créanciers, prendre part à toutes distributions de l'actif de leur débiteur.

Les dispositions du présent article sont applicables aux acquéreurs d'habitations à bon marché, qui amortissent leur prix d'acquisition par paiements périodiques.

**33.** Pour la détermination du chiffre du loyer, dans tous les cas prévus au présent décret, il ne sera tenu compte que des prix de loyer en vigueur au 1er août 1914.

## TITRE III

### Juridiction et procédure

**34.** Toutes les contestations auxquelles le présent décret, ainsi que notre décret du 25 septembre 1918, donnera lieu, seront, quel que soit le chiffre, jugées par une commission arbitrale des loyers, composées, outre son président, de quatre membres français, savoir : deux propriétaires et deux locataires. Si l'une des parties en cause est indigène ou de nationalité étrangère, l'un des assesseurs français sera remplacé par un assesseur indigène ou étranger, soit propriétaire, soit locataire, suivant que la partie en cause sera elle-même propriétaire ou locataire.

Il est institué trois commissions arbitrales savoir : une dans chaque canton de Tunis et une à Sousse (1).

Dans le mois de la promulgation du présent décret, le président du tribunal français de l'arrondissement désignera, pour présider chaque commission, soit un des membres du tribunal, soit, en cas d'empêchement de tous

(1) Subdivision des commissions par D. 9 juillet 1919.

ces magistrats, l'un des juges de paix ou suppléants de la justice de paix, ou un avocat français ayant au moins dix années d'inscription au tableau.

Le même président pourvoira au remplacement du président de la commission arbitrale, empêché temporairement ou définitivement.

**35.** Dans le mois qui suivra la promulgation du présent décret, la municipalité de chaque commune et, en dehors des communes, le contrôleur civil ou le chef de bureau des des affaires indigènes, assisté du receveur des contributions diverses, dressent neuf listes de propriétaires et de locataires domiciliés dans leur circonscription : une de propriétaires d'immeubles à loyer, une de locataires patentés, une de locataires non patentés pour les français, trois listes semblables pour les indigènes, trois listes semblables pour les étrangers. Les femmes, proprétaires ou locataires âgées de vingt-cinq ans au moins, peuvent être inscrites sur ces listes. Ces listes comprendront deux propriétaires, deux locataires patentés et deux locataires non patentés par 200 habitants, dans les circonscriptions arbitrales n'ayant pas plus de 30.000 habitants ; par 500 habitants, dans les circonscriptions ayant de 30.001 à 100.000 habitants, et, par 1.000 habitants, dans les circonscriptions ayant plus de 100.000 habitants. A Tunis, la Municipalité dresse les listes par cantons.

Les listes sont dressées chacune en deux exemplaires, dont l'un reste déposé à la municipalité ou au contrôle civil, et l'autre est transmis au procureur de la République de l'arrondissement qui les groupe par circonscription de commission arbitrale.

Dans les deux mois de la promulgation du présent décret, une commission composée du président du tribunal français de l'arrondissement ou du magistrat désigné par lui, président, du vice-président de la municipalité locale, d'un membre français de la conférence consultative et d'un fonctionnaire des Finances désignés par le Résident général, se réunit dans chaque arrondissement.

Le président de cette commission tire au sort, en séance publique de la commission, sur les listes préparées comme il est dit à l'alinéa premier du présent article, les noms des propriétaires et des locataires appelés à former les listes définitives.

Le nombre des propriétaires, des locataires patentés et des locataires non patentés à inscrire sur les listes définitives est de la moitié du nombre des propriétaires et du quart de celui des locataires portés sur les listes provisoires, avec un minimum de 80 propriétaires, de 40 locataires patentés et de 40 locataires non patentés pour les français et du même nombre de propriétaires et locataires indigènes et du même nombre d'étrangers.

La commission, avant de procéder au tirage au sort, statue sur les incapacités et prononce la radiation des propriétaires et des locataires soumis aux cas d'incapacité ou d'incompatibilité énumérés à l'article 37 ci-après.

**36.** Les décisions de la commission sont prises à la majorité. Au cas où tous les membres ne seraient pas présents, la séance serait remise à un jour suivant et il suffirait de la majorité des commissaires présents.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les listes définitives sont transmises au président de la commission arbitrale par les soins du président de la commission prévue à l'article 35.

**37.** Ne pourront être compris dans les listes définitives d'assesseurs de la commission arbitrale des loyers que les propriétaires ou locataires de la circonscription, âgés de plus de vingt-cinq ans, non soumis aux cas d'incapacité légale ou d'incompatibilité énumérés à l'article 5 du décret du 29 novembre 1892 relatif à la désignation des assesseurs du tribunal criminel.

Les femmes, propriétaires ou locataires, âgées de vingt-cinq ans au moins, domiciliées dans la circonscription, pourront être comprises dans les listes d'assesseurs de la commission arbitrale, pourvu qu'elles ne soient pas soumises aux cas d'incapacité prévus en ce qui les concerne, par l'article 5 susvisé du décret du 29 novembre 1892.

Ne peuvent être choisis : 1° les locataires, propriétaires d'immeubles de rapport en Tunisie ; 2° les locataires, représentants habituels d'un ou plusieurs propriétaires.

**38.** Quinze jours au moins avant l'ouverture de chaque session au lieu et à la date notifiée par arrêté de notre Secrétaire général de Gouvernement, le président de la commission arbitrale tire au sort publiquement sur les listes définitives dressées en vertu de l'article 35, les noms des propriétaires et des

locataires de chaque catégorie et de chaque élément de la population appelés à former les commissions arbitrales des loyers. L'un des deux locataires assesseurs doit être un locataire patenté et l'autre un locataire non patenté. Cette distinction n'est pas obligatoire pour l'assesseur indigène ou étranger appelé à siéger en vertu de l'article 34, premier alinéa.

Cette liste des assesseurs est déposée immédiatement au secrétariat ; elle est communiquée à tout intéressé.

Le président tire, de plus, au sort les noms des assesseurs suppléants, lesquels devront être domiciliés dans la ville où siège la commission arbitrale, savoir : deux propriétaires français, deux locataires français non patentés, deux locataires français patentés, un propriétaire et un locataire indigènes, un propriétaire et un locataire de nationalité étrangère.

Le président fixe la date de la session. Celle-ci dure deux mois au plus. Néanmoins, toute affaire commencée devra être jugée par la commission devant laquelle elle aura été portée.

Le président de la commission arbitrale convoque les assesseurs.

Tout assesseur qui aura fait le service pendant une session sera dispensé, sur sa demande adressée au président, pour la session suivante.

**39.** Les assesseurs des commissions arbitrales peuvent être récusés :

1° quand ils ont un intérêt personnel à la contestation ;

2° quand ils sont parents ou alliés d'une des parties en ligne directe et en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclusivement ou quand ils sont parents entre eux dans les mêmes conditions ;

3° si, dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu action judiciaire, criminelle ou civile, entre eux et l'une des parties ou son conjoint, ou ses parents et alliés en ligne directe ;

4° s'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire ;

5° s'ils sont patrons, ouvriers ou employés de l'une des parties en cause.

En outre, chaque partie aura respectivement le droit d'exercer deux récusations péremptoires.

La partie qui veut récuser un assesseur est tenue de former la récusation avant tout débat et d'en exposer les motifs dans une déclaration qu'elle remet, revêtue de sa signature, au secrétaire de la commission arbitrale.

Il est statué sans délai par le président, dont la décision est en dernier ressort. Il prononce également sur les causes d'empêchements que les assesseurs proposent, ainsi que sur les exclusions ou incompatibilités dont les causes ne seraient survenues ou n'auraient été connues que postérieurement à la désignation faite en vertu de l'article 38.

En cas d'absence, d'empêchement ou de récusation de l'un des assesseurs, ou si, pour toute autre cause, la commission est hors d'état de se constituer régulièrement, elle se complètera en appelant à siéger un assesseur suppléant, dans l'ordre du tirage au sort. A défaut d'assesseur suppléant, il sera procédé à un nouveau tirage au sort fait, en séance publique, sur les listes dressées en vertu de l'article 35, l'assesseur suppléant devant être domicilié dans la ville où siège la commission arbitrale.

**40.** Avant d'entrer en fonctions, les assesseurs prêtent, individuellement, devant le président de la commission, le serment de remplir leur devoir avec zèle et intégrité et de garder le secret des délibérations.

En cas d'absence sans excuse jugée valable, ou en cas de refus de service non justifié, l'assesseur sera condamné par le président de la commission arbitrale à une amende de 100 francs au moins, et de 300 francs au plus, sous réserve de l'application de l'article 463 du Code pénal français et 53 du Code pénal tunisien. Le président statue en dernier ressort sur l'opposition qui serait formée par l'assesseur condamné.

Les assesseurs reçoivent, sur les fonds de la justice criminelle, dans les conditions prévues par les articles 2, § 4, et 162 du décret du 18 juin 1811, les indemnités de déplacement et de séjour prévues pour les membres du jury criminel par les lois des 19 mars 1907 et 17 juillet 1908 et le décret du 18 juin 1811. Toutefois, les assesseurs suppléants ne peuvent prétendre à une indemnité que pour les jours où ils ont effectivement siégé.

Les magistrats désignés pour présider les commissions arbitrales hors du chef-lieu de l'arrondissement, recevront, pour frais d'indemnité de séjour, l'indemnité prévue par l'article 3 de la loi du 4 octobre 1916.

**41.** Chaque commission arbitrale est assistée d'un secrétaire désigné par le président du tribunal français de l'arrondissement, qui peut le révoquer.

Le secrétaire avant de prendre possession de ses fonctions, prête serment devant le président de la commission arbitrale.

Les émoluments sont ceux fixés par la loi du 27 mars 1907, dont les articles 58, 59, 60, 61 et 62 sont applicables.

Tout secrétaire convaincu d'avoir perçu une taxe non prévue ou supérieure au taux fixé est passible des peines portées à l'article 102 du décret du 30 mars 1808, modifié par la loi du 10 mars 1898 et des articles 1030 et 1031 du Code de procédure civile.

**42.** Il sera, dans tous les cas, procédé à un préliminaire de conciliation devant le président de la commission arbitrale du lieu de la situation de l'immeuble.

A cet effet, le demandeur fait convoquer le défendeur par lettre recommandée du secrétaire, avec avis de réception ; cette lettre indiquera les nom, profession et domicile du demandeur, l'objet de la demande, le jour et l'heure de la comparution, fixés par le président au délai minimum de trois jours francs.

A défaut d'un avis de réception établissant que le défendeur a été touché en temps utile, le défendeur est cité par huissier.

Les parties comparaîtront en personne, sauf en cas d'excuse jugée valable par le président. Elles pourront toujours être assistées d'un avocat inscrit au tableau ou d'un officier ministériel.

Si, au jour indiqué par la lettre du secrétaire, le demandeur ne comparaît pas, la cause est rayée du rôle et ne peut être reprise qu'après un délai de huit jours au moins.

**43.** Il sera loisible aux parties, lors de la tentative de conciliation et si elles sont d'accord, de donner mission au président pour prononcer sur leurs difficultés, comme arbitre amiable compositeur en dernier ressort et avec dispense d'observer toutes formalités judiciaires.

La décision sera exécutoire, sans qu'il soit besoin d'ordonnance d'exequatur.

**44.** Les parties pourront toujours se présenter volontairement devant le président, et, dans ce cas, il est procédé à leur égard comme si l'affaire avait été introduite par une demande directe.

**45.** A défaut de conciliation ou si le défendeur ne se présente pas, le secrétaire convoque les parties par lettres recommandées, avec avis de réception, pour l'audience de la commission arbitrale du lieu de la situation de l'immeuble, au jour qui aura été fixé par le président lors de la tentative de conciliation et en observant le délai prescrit à l'article 42, alinéa 2. A défaut d'avis de réception, le défendeur est cité par huissier.

La citation contient les énonciations prescrites pour la lettre par l'article 42.

Les témoins, s'il y a lieu, seront appelés dans les mêmes formes et délais.

**46.** Si la décision est rendue par défaut, avis de ses dispositions est transmis par le secrétaire à la partie défaillante, par lettre recommandée, avec avis de réception, dans les trois jours du prononcé.

L'opposition n'est recevable que dans la quinzaine de la date de la réception de la lettre recommandée, ou, à défaut d'avis de réception, dans la quinzaine de la notification par huissier. Elle a lieu par une déclaration au secrétariat, dont il est délivré récépissé. La lettre recommandée contiendra mention de cette prescription.

Toutes parties intéressées sont prévenues par lettre recommandée du secrétaire, avec avis de réception ou par exploit d'huissier, pour la prochaine audience utile, en observant les délais de l'article précédent.

La décision qui intervient est réputée contradictoire.

Toute décision contradictoire sera notifiée par le secrétaire dans la forme et les délais prescrits au paragraphe premier du présent article.

**47.** Les délais sont comptés et augmentés conformément aux dispositions de l'article 1033 du Code de procédure civile.

**48.** Les parties doivent comparaître en personne et peuvent se faire assister par un membre de leur famille, parent ou allié au degré successible, par un avocat régulièrement inscrit, ou par un officier public ou ministériel dans sa circonscription. En cas d'excuse jugée valable, elles peuvent se faire représenter par les personnes ci-dessus mentionnées. Si le représentant est un membre de la famille, il devra être porteur d'un pouvoir sur papier non timbré, dispensé de la formalité de l'enregistrement, avec signature légalisée.

Il ne pourra être présenté que de simples observations ou conclusions.

Sont applicables les dispositions des articles 26 de la loi du 12 juillet 1905, 96 de la loi du 13 juillet 1911.

L'assistance judiciaire peut être accordée aux parties par le bureau d'assistance judiciaire prévu par le décret français du 18 juin 1884. Elle est de droit pour les locataires énumérés à l'article 15 du présent décret.

**49.** Les audiences sont publiques. Toutefois, la commission arbitrale pourra ordonner sur la demande de l'une des parties, que les débats auront lieu en chambre du Conseil.

S'il y a litige sur le fond du droit ou sur la qualité des réclamants, la commission arbitrale surseoira à statuer sur les questions de résiliation, d'exonération, réduction ou délais dont elle aura été saisie et renverra les parties à se pourvoir devant le tribunal compétent.

Les décisions de la commission arbitrale seront sommairement motivées.

Elles seront toujours rendues en audience publique.

Elles comporteront la formule exécutoire prévue par les articles 146 et 545 du Code de procédure civile.

La reproduction des débats par la voie de la presse est interdite sous peine de l'amende édictée par l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 et le décret beylical du 14 octobre 1884.

La sentence de la commission arbitrale règle en une décision unique pour toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront, sauf les délais plus étendus prévus par le présent décret, les rapports des parties entre lesquelles elle a été rendue.

**50.** Les pouvoirs conférés aux tribunaux en matière d'autorisation maritale sont dévolus au président de la commission.

**51.** Les décisions des commissions arbitrales pourront être attaquées par voie du recours en cassation pour excès de pouvoir ou violation de la loi.

Les pourvois seront formés, au plus tard, le quinzième jour de la notification prévue à l'article 46, par déclaration au secrétariat de la commission arbitrale, qui aura rendu la décision, et notifiés, à peine de déchéance, dans la quinzaine, par exploit d'huissier.

Dans la quinzaine de cette dernière notification, les pièces seront adressées à la Cour de cassation. Aucune amende ne sera consignée. Le ministère d'un avocat ne sera pas obligatoire.

Le pouvoir sera porté directement devant la chambre civile.

Lorsqu'une décision aura été cassée, l'affaire sera renvoyée devant la commission arbitrale d'un canton ou d'un arrondissement voisin.

**52.** Le secrétaire tient registre sur papier non timbré, coté et paraphé par le président, pour mentionner tous les actes d'une nature quelconque, décisions et formalités, auxquels donne lieu l'exécution du présent décret.

Les copies pour extrait, certifiées conformes, seront, en cas de pourvoi, jointes au dossier.

Les décisions portées sur le registre prévu au paragraphe précédent seront signées du président et du secrétaire, conformément à l'article 138 du Code de procédure civile. Les grosses et expéditions seront délivrées par le secrétaire.

**53.** Les décisions, ainsi que les extraits, copies, grosses ou expéditions qui en seront délivrés et, généralement, tous les actes de procédure auxquels donnera lieu l'application du présent décret, sont visés pour timbre et enregistrés gratis. Ils porteront la mention expresse qu'ils sont faits en exécution du présent décret.

Toutefois, au cas où les parties produiraient à l'appui de leurs prétentions soit des actes non enregistrés et qui seraient du nombre de ceux dont les lois ordonnent l'enregistrement dans un délai déterminé, soit des actes et titres rédigés sur papier non timbré, contrairement aux prescriptions des lois sur le timbre, la commission arbitrale devrait conformément aux décrets des 19 et 20 avril 1912, ordonner d'office le dépôt au greffe de ces actes pour y être immédiatement soumis à la formalité de l'enregistrement ou du timbre.

**54.** En cas de plainte en prévarication contre les membres des commissions arbitrales, il sera procédé contre eux suivant la forme établie à l'égard des juges par l'article 483 du Code d'instruction criminelle.

Les articles 505 à 508, 510 à 516 du Code de procédure civile, 126, 127 et 185 du Code pénal sont applicables aux commissions arbitrales et à leurs membres, individuellement.

La prise à partie sera portée devant la Cour d'appel.

**55.** Demeurent, au surplus, applicables les, articles 10, 11, 12, 14, 18, 28, 29, 34, 35, 36, 37 41, 42, 43, 54, 55, 130, 131, 168, 170, 171, 452, 474, 480 du Code de procédure civile en tout ce qui n'a rien de contraire au présent décret.

## TITRE IV

### Dispositions générales

**56.** Les baux et locations verbales en cours au 1er août 1914 et encore en vigueur au 25 juin 1918, déjà prorogés par notre décret du 25 septembre 1918, seront encore prorogés à la demande du locataire aux conditions, fixées au bail nonobstant toutes modifications ultérieures et à compter du décret fixant la cessation des hostilités, savoir :

1° ceux afférents à des locaux à usage commercial, industriel ou professionnel, d'une durée égale au temps écoulé entre le décret de mobilisation et le décret fixant la cessation des hostilités ;

2° ceux afférents à des locaux à usage d'habitation, d'une durée de deux années.

Toutefois, en ce qui concerne les locaux d'habitation rentrant dans la catégorie des petits logements prévus à l'article 15 et dont le locataire mobilisé sera resté plus de deux années sous les drapeaux, la durée de la prorogation sera égale au temps pendant lequel ce locataire aura été mobilisé.

Seront également prorogés, dans les mêmes conditions :

1° au profit des locataires maintenus dans la vie civile par le décret de mobilisation, mais postérieurement mobilisés en vertu d'ordres individuels, les baux et locations verbales par eux contractés entre le premier août 1914 et la date de leur mobilisation ;

2° les baux et locations verbales contractés depuis le premier août 1914 et en cours au 25 juin 1918, qui ont fait l'objet de notre décret du 25 septembre 1918.

Dans le silence du bail, la commission arbitrale aura compétence pour juger si le bailleur peut se prévaloir du fait d'une modification survenue dans la nature du commerce ou de l'industrie pour se refuser à la prorogation du bail.

**57.** Sont exceptés des dispositions des paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5 de l'article qui précéde, les locataires à l'égard desquels le bailleur aura prouvé, devant la commission arbitrale, qu'ils ont réalisé des bénéfices exceptionnels de guerre dans les conditions prévues par notre décret du 20 septembre 1917 (1).

Dans ce cas, la commission arbitrale statuera sur la demande de prorogation.

**58.** Les locataires mobilisés devront, à peine de forclusion, faire connaître leur volonté au bailleur par acte extra-judiciaire, au plus tard dans les trois mois qui suivront le décret fixant la date de la cessation des hostilités.

Les locataires non mobilisés devront faire connaître leur intention, au plus tard trois mois avant l'expiration du bail. Si le bail est expiré au moment de la promulgation du présent décret ou s'il doit expirer moins de six mois après cette promulgation, ils devront faire connaître leur intention six mois au plus tard après la dite promulgation (2).

**59.** Pour les locations faites sans écrit, le locataire admis à conserver la jouissance du local, pendant la durée fixée à l'article 56, pourra quitter les lieux loués pendant cette même période aux conditions déterminées par l'usage.

**60.** L'autorisation nécessaire pour l'exercice de tous les droits reconnus au présent décret pourra être accordée, dans les conditions prévues à l'article 50, à la femme du locataire appelé sous les drapeaux et qui se trouve dans la situation définie à l'article 5.

**61.** Sont nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées par des bailleurs ou des locataires envers tous intermédiaires qui se chargeraient de leurs intérêts moyennant des émoluments fixés à l'avance, proportionnellement aux conditions et réductions à obtenir.

Les sommes ainsi payées en vertu de ces conventions nulles seront sujettes à répétition.

**62.** Sont seuls admis au bénéfice du présent :

1° les Français, les Alsaciens-Lorrains, les Tunisiens, les sujets et les protégés français ;

2° les citoyens, les sujets et ressortissants des pays alliés ;

3° ceux des sujets étrangers qui seront admis à se prévaloir de la loi française du 9 mars 1918 ou du présent décret par un décret rendu sur la proposition du ministre des Affaires étrangères.

---

(1) Délivrance d'un certificat constatant, sans autre indication, que le débiteur a été porté ou non au rôle de la contribution sur les bénéfices de guerre, *D.* 4 *juin* 1919.

(2) Délai prorogé au 10 oct. 1919 par *D.* 12 *sept.* 1919.

**63.** Les sociétés d'habitations à bon marché auront droit à l'indemnité de l'Etat, prévue par l'art. 29, sans égard au montant de leurs revenus.

Il sera statué, s'il y a lieu, par un décret spécial, sur la situation des sociétés de crédit immobilier et de leurs emprunteurs.

Seront déchus du droit à l'indemnité de l'Etat, prévue par l'article 29 et tenus, le cas échéant, à la restitution des sommes déjà touchées, avec les intérêts de droit, les propriétaires convaincus d'avoir, de leur propre initiative ou à l'instigation de groupements ou associations de propriétaires, relevé ou tenté de relever les chiffres de leurs loyers en vue de se récupérer de la portion, non couverte par l'indemnité de l'Etat, des pertes résultant pour eux des exonérations et réductions prévues par le présent décret.

---

## 15 mars 1919

DÉCRET *habilitant le Trésorier général de Tunisie à poursuivre sur le territoire de la Régence le recouvrement de toutes sommes dues au Trésor français.*

(J. O. 26 MARS 1919, 282)

ART. 1. Le Trésorier général de Tunisie est qualifié pour assurer directement ou par l'intermédiaire des agents des services financiers du Protectorat le recouvrement, pour le compte de la Métropole et à l'encontre des redevables domiciliés ou résidant en Tunisie, des impôts, contributions et revenus publics et de toutes sommes quelconques dues à l'Etat français.

Le Trésorier général agissant en vertu de titres exécutoires établis par l'autorité métropolitaine compétente, peut, pour l'exercice de ce recouvrement, prendre les mesures conservatoires et recourir aux mesures d'exécution prévues par la législation française.

---

## 22 mars 1919

DÉCRET *relatif à la création de gardes de commerce à Tunis* (1)

(J. O. 9 AVRIL 1919, 330)

ART. 1. Il est institué, au port de Tunis, un corps de gardes de commerce, nommés par la chambre de commerce après agrément du Secrétaire général du Gouvernement.

Les gardes du commerce reçoivent leurs instructions de la chambre de commerce, après accord de celle-ci avec le Secrétaire général du Gouvernement et ils exécutent ces instructions sous la surveillance du commissaire de police du port.

**2.** La mission des gardes du commerce est limitée par les droits reconnus ou les obligations imposées par la législation ou les concessions en vigueur aux services publics d'Etat (douane et autres administrations financières, police, gendarmerie et travaux publics) à la compagnie des ports de Tunis, Sousse et Sfax, aux compagnies de navigation et à tous autres armateurs, ainsi qu'aux commandants de navires. Elle consiste exclusivement à veiller, dans l'intérêt des propriétaires des marchandises embarquées ou débarquées à Tunis, à la sûreté de ces marchandises au cours de leur embarquement ou de leur débarquement, et pendant leur séjour sur les terre-pleins couverts et découverts.

Ils ne peuvent s'immiscer à aucun titre dans les opérations des agents des douanes, des travaux publics et de la compagnie des ports, notamment en ce qui concerne l'ouverture des colis pour la reconnaissance des marchandises et le prélèvement d'échantillons, ni s'opposer à l'exécution des ordres donnés par eux.

**3.** Les gardes de commerce doivent être assermentés, conformément à la loi. Ils ne peuvent exercer leurs fonctions qu'autant qu'ils sont revêtus de leur uniforme et porteurs de leur commission. Ils n'agissent que comme auxiliaires du commissaire de police du port ou de l'officier de police judiciaire le remplaçant, devant qui ils doivent affirmer leurs procès-verbaux et conduire les délinquants par eux surpris en flagrant délit de vol. Le commissaire de police du port ou l'officier de police judiciaire qui le remplace ont seuls qualité pour déférer ces délinquants à l'autorité judiciaire.

Les marchandises saisies par les gardes de commerce, comme provenant de vols, seront remises au service des douanes, en vue, soit de leur restitution aux ayants droit, après décision de la juridiction compétente, contre paiement de tous droits de douane et autres dus au Trésor, soit de leur confiscation au profit de l'Etat, conformément à ses règlements si le propriétaire est resté inconnu.

---

(1) Institution à Bizerte, *D. 27 févr.* 1920, à Sousse et à Sfax, *D. 30 mars* 1920.

## 25 mars 1919

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances, déterminant la forme de la demande à faire par le propriétaire pour obtenir les indemnités prévues par le décret du* 10 *mars* 1919 *sur la liquidation du moratorium des loyers.*

(J. O. 31 MARS 1919, 298)

### TITRE I

### Forme de la demande

ART. 1. Les propriétaires qui sont dans les conditions requises pour obtenir l'indemnité prévue à l'article 29 du décret du 10 mars 1919, adressent une demande à cet effet, dans le délai imparti par l'article 30 dudit décret à la Direction générale des Finances.

2. La demande est écrite sur papier timbré, conformément au décret du 19 avril 1912, sur le timbre.

Elle est signée par le pétitionnaire.

Elle renferme les indications suivantes :

1° les nom et prénoms du pétitionnaire ;

2° sa profession ;

3° sa résidence et, en cas de pluralité de résidence, sa résidence principale ;

4° l'objet de la réclamation ;

5° le montant de l'indemnité sollicitée ;

6° l'exposé sommaire des motifs qui sont de nature à justifier la demande.

La demande indique, en outre, lorsqu'elle émane d'une femme, si la pétitionnaire est célibataire, mariée, veuve, séparée de corps ou de biens, ou divorcée.

### TITRE II

### Justifications à produire à l'appui de la demande

§ 1er. — *Justifications relatives aux baux et locations verbales ayant fait l'objet d'une exonération ou réduction*

3. Pour chaque location ayant fait l'objet d'une exonération totale ou partielle, soit en vertu des articles 14, 15 et 16 du décret, soit par suite de conventions librement consenties, il est produit :

A. — Lorsqu'il s'agit d'un bail écrit, l'original du bail, s'il est sous signatures privées, ou l'expédition en forme, s'il est notarié.

Dans le premier cas, il peut être suppléé à tout original égaré par une copie de l'enregistrement du bail que le receveur de l'enregistrement compétent délivre dans la forme prévue à l'article 58 du décret du 20 avril 1912.

B. — Lorsqu'il s'agit d'une location verbale, l'exposé des conditions de la location.

§ 2. — *Justifications relatives à la situation du locataire*

4. Il est produit :

I. — Pour chaque location rentrant dans les prévisions de l'article 14 du décret, une copie de la décision de la commission arbitrale qui a fixé la réduction accordée au locataire, ladite copie certifiée conforme par le secrétaire de la commission ;

II. — Pour chaque location rentrant dans les prévisions de l'article 15 du décret :

A. — Si le locataire est ou a été mobilisé :

1° Un certificat du chef de corps, établissant la date à laquelle remonte la mobilisation et, le cas échéant, la date à laquelle elle a cessé.

Ce certificat fera connaître le montant du traitement, de la solde ou de la rétribution reçue par le locataire par suite de la mobilisation, et, le cas échéant, pendant quelle période de temps le locataire a reçu ce traitement, cette solde ou cette rétribution ;

2° Une attestation du locataire, appuyée de toutes justifications utiles, faisant connaître le montant du traitement, du gain, de la rétribution ou du salaire qu'il recevait avant la guerre ;

B. — Si le locataire a été réformé à la suite de blessures reçues ou de maladie contractée ou aggravée à la guerre, un certificat de réforme faisant connaître la date à laquelle remonte la mobilisation et celle à partir de laquelle la mobilisation a cessé pour faire place à l'état de réforme.

C. — Si le locataire rentre dans la catégorie visée au quatrième paragraphe de l'article 15 du décret, un certificat du contrôleur civil ou du bureau spécial de la Résidence générale, faisant connaître si le locataire appartient effectivement à cette catégorie, la date à laquelle il a cessé de bénéficier de l allocation.

D. — Si le locataire mobilisé est ou a été affecté, en vertu de l'article 6 de la loi du 17 août 1915, à des établissements industriels travaillant à la défense nationale :

1° un certificat du président de la municipalité ou du contrôleur civil établissant s'il a, ou non, et, le cas échéant, pendant quelle période de temps, maintenu son habitation dans les lieux loués ;

2° Dans le cas de la négative, un certificat de l'employeur faisant connaître, sous sa responsabilité, le montant du traitement, du salaire ou de la rétribution que le locataire reçoit ou a reçu depuis son affectation ;

3° Une attestation du locataire appuyée de toutes justifications utiles, faisant connaître le montant du traitement, du salaire ou de la rétribution qu'il recevait avant la guerre.

E. — Pour tout locataire appartenant à l'une quelconque des catégories A, B, C, D et susvisées, un certificat du président de la municipalité ou du contrôleur civil, établissant :

1° si le locataire est marié ou célibataire ;

2° le nombre de personnes (enfants de moins de seize ans ou autres), à la charge du locataire ;

3° le nombre de fils ou de membres de la famille mobilisés, qui habitaient avec lui sous le même toit.

A défaut de l'attestation et des justifications prévues aux paragraphes A, 2° et D, 3° ci-dessus, ces éléments d'information pourront être remplacés, soit par un certificat émané du chef d'entreprise chez lequel le locataire était employé avant la guerre, soit même par tout autre document susceptible de fournir les renseignements nécessaires.

III. — Pour chaque location rentrant dans les prévisions de l'article 16, un certificat du secrétaire de la commission arbitrale attestant que le propriétaire n'a pas administré devant la commission la preuve que le locataire devait être privé du bénéfice de l'exonération.

Pour la période à courir à partir du premier avril 1919, le propriétaire produira, comme il est dit à l'article 4, 1°, ci-dessus, une copie de la décision de la commission arbitrale fixant la réduction accordée au locataire, ladite copie certifiée conforme par le secrétaire de la commission.

IV. — Pour toute exonération résultant de conventions librement consenties, une déclaration faisant connaître :

1° le montant du loyer auquel le bailleur aurait eu droit ;

2° la quotité de la réduction consentie ;

3° la période à laquelle elle s'applique.

La déclaration est signée et certifiée sincère sous les peines de droit, tant par le bailleur que par le locataire.

Elle est appuyée de toutes quittances ou autres pièces susceptibles de la justifier.

§ 3. — *Justifications relatives à la situation du propriétaire au regard de son revenu*

**5.** Si le droit à indemnité s'applique à des pertes de loyer subies du premier août 1914 au 31 décembre 1915, le propriétaire produit à l'appui de la demande, une déclaration de son revenu brut total en 1915.

Si le droit à indemnité s'applique à des pertes de loyer subies en 1916, le propriétaire fournit la situation de son revenu brut total en 1916, et ainsi de suite d'année en année.

§ 4. — *Justifications accessoires*

**6.** Le propriétaire qui prétend, en cas d'exonération ou réduction partielle, bénéficier des dispositions du 8e paragraphe de l'article 29 de la loi, produit, en outre des justifications prescrites par les articles qui précèdent :

1° une déclaration de la portion des loyers demeurée exigible ;

2e un état des charges de la propriété correspondant aux locaux ayant fait l'objet d'une exonération ou réduction, ledit état accompagné de toutes pièces à l'appui, notamment

*a)* pour les travaux d'entretien ou de réparation :

des factures ou mémoires dûment acquittés des entrepreneurs ou fournisseurs ;

*b)* pour les annuités des créances hypothécaires :

des quittances des ces annuités, avec référence au titre constitutif de l'hypothèque qui est désigné tant par sa date que par le nom et la résidence du notaire ;

*c)* pour les impôts :

1° des avertissements ou extraits de rôles relatifs à la taxe locative d'Etat ou municipale, établie au nom du propriétaire et portant sur le revenu ou la valeur en capital des propriétés ;

2° de toutes quittances ou autres pièces faisant connaître les sommes payées ou dues par le propriétaire au titre des taxes municipales, autres que celle visée ci-dessus (taxes de balayage, de pavage, d'écoulement direct à l'égout, etc.) ;

*d)* pour les assurances :

des quittances des primes, avec référence à la police qui est désignée tant par sa date que par le nom et l'adresse de l'assureur.

**7.** Les dispositions qui précèdent sont applicables aux logeurs en garni dont les sous-locataires auront été exonérés en vertu des articles 14, 15 et 16 de la loi.

---

## 27 mars 1919

DÉCRET *portant règlementation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.*

(J. O. 2 AVRIL 1919, 301)

### TITRE I

### Classification des établissements dangereux, insalubres ou incommodes

ART. **1.** Les manufactures, ateliers, usines, magasins, chantiers et, d'une manière générale, tous les établissements qui présentent des causes de danger ou des inconvénients, soit pour la sécurité, la salubrité ou la commodité du voisinage, soit pour la sécurité, la salubrité ou la santé du personnel qui y est occupé, soit pour la santé publique, soit encore pour l'agriculture, sont soumis à la surveillance de l'autorité administrative dans les conditions fixées par le présent décret.

**2.** Ces établissements sont classés en trois catégories, suivant les dangers ou la gravité des inconvénients inhérents à leur exploitation.

La première catégorie comprend les établissements qui doivent être éloignés des centres urbains et des habitations particulières.

La deuxième catégorie comprend ceux dont l'éloignement des habitations n'est pas rigoureusement nécessaire, mais dont l'exploitation ne peut être autorisée qu'à la condition que des mesures soient prises pour prévenir les dangers ou les incommodités visés à l'article premier.

Dans la troisième catégorie sont placés les établissements qui, ne présentant pas d'inconvénient grave, ni pour la santé publique, ni pour le voisinage, sont seulement soumis, sous la surveillance administrative à des prescriptions générales édictées dans l'intérêt du voisinage ou de la santé publique.

**3.** La nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes annexée au présent décret, (1) détermine les industries auxquelles il s'applique et le classement de chaque établissement.

Cette nomenclature peut être complétée et modifiée par arrêtés du Directeur général des Travaux publics publiés au « Journal Officiel », après avis d'un comité spécial des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, nommé par arrêté du Résident général de la République française (1).

### TITRE II

### Dispositions générales relatives aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes

**4.** Les établissements classés, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, ne peuvent être ouverts que moyennant une autorisation spéciale délivrée par arrêté du Directeur général des Travaux publics, dans les formes prévues au titre III.

Cette autorisation est subordonnée aux réserves et conditions jugées indispensables pour la protection des intérêts mentionnés à l'article premier.

Ces conditions ne peuvent, en aucun cas, ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

Les autorisations sont accordées sous réserve des droits des tiers.

Les arrêtés d'autorisation sont à la disposition de tout intéressé dans les bureaux du service des mines à Tunis.

**5.** Des arrêtés ultérieurs peuvent toujours intervenir, soit pour atténuer certaines prescriptions des autorisations, soit, pour en imposer de nouvelles au cas où des mesures complémentaires seraient jugées nécessaires pour la sauvegarde des intérêts mentionnés à l'article premier.

**6.** Dans le cas où il s'agit d'une industrie nouvelle ou de procédés nouveaux, ou d'un établissement à ouvrir sur un terrain dans le voisinage duquel des transformations sont à prévoir relativement aux conditions d'habitation ou au mode d'utilisation des emplacements, l'arrêté d'autorisation n'est accordé qu'avec limitation de durée.

**7.** Tout transfert d'un établissement classé sur un autre emplacement, toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'outillage ou du travail, toute extension de l'exploitation entraînant une modification notable des dispositions intérieures ou extérieures doit faire l'objet d'une autorisation

(1) V. J. O. 1919, p. 303

(2) *A. R.* 10 *mai* 1919.

préalable. La demande d'autorisation est soumise aux formalités du titre III du présent décret.

**8.** Lorsqu'un industriel veut ajouter à son exploitation première, quelle que soit la classe dans laquelle elle rentre, une autre industrie classée, même d'une catégorie inférieure il est tenu de se pourvoir d'une nouvelle autorisation.

**9.** L'arrêté autorisant l'ouverture ou la transformation d'un établissement classé cessera de produire effet quand l'établissement n'aura pas été ouvert ou la transformation effectuée dans le délai de deux ans, ou n'aura pas été exploité pendant deux années consécutives sauf le cas de force majeure.

**10.** Toute cession ou transformation d'un établissement classé doit faire l'objet d'une déclaration de transfert sur timbre, revêtue de la signature dûment légalisée du cédant et du cessionnaire.

Cette déclaration est adressée sous pli recommandé, dans le mois qui suit la prise de possession par le cessionnaire, à l'ingénieur, chef du service des mines. Il en est délivré récépissé.

**11.** La surveillance des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, classés ou non, est exercée, sous l'autorité du Directeur général des Travaux publics, par les agents du service des mines ou tous autres agents de la Direction générale des Travaux publics spécialement désignés à cet effet par le Directeur général des Travaux publics.

Les propriétaires, directeurs ou gérants sont tenus de laisser pénétrer à tout moment dans leurs établissements ces agents, ainsi que toutes autres personnes accréditées par l'administration, en vue de faire, en leur présence ou eux dûment requis, telles constatations jugées nécessaires ou de prendre communication, à toute réquisition, des arrêtés d'autorisation des établissements ou des titres en tenant lieu.

**12.** A défaut par le propriétaire d'un établissement classé de se conformer, après mise en demeure, aux mesures à lui prescrites en conformité du présent décret ou des arrêtés pris pour son application, le Directeur général des Travaux publics peut suspendre provisoirement le fonctionnement de l'établissement, sans préjudice des peines prévues au titre V.

**13.** Lorsque l'exploitation d'un établissement non compris dans la nomenclature des établissements classés présente des dangers ou des inconvénients graves, soit pour la sécurité, la salubrité ou la commodité du voisinage, soit pour la santé publique, le Directeur général des Travaux publics peut, après avis du comité spécial des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, mettre l'industriel en demeure de prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître les dangers ou les inconvénients dûment constatés.

Faute par l'industriel de se conformer dans le délai imparti, le Directeur général peut suspendre provisoirement le fonctionnement de l'établissement, sans préjudice des peines prévues au titre V.

**14.** En cas de danger imminent, les agents chargés de la surveillance des établissements dangereux, insalubres ou incommodes prennent immédiatement les mesures nécessaires pour faire cesser le danger. Ils peuvent, s'il y a lieu, adresser, à cet effet, toutes les réquisitions aux autorités locales, qui sont tenues de leur prêter aide sans délai.

**15.** Tout établissement classé maintenu en chômage pendant quatre semestres consécutifs, sans justifications suffisantes, est considéré comme abandonné.

Il ne peut être remis en activité qu'après obtention d'une autorisation nouvelle dans les conditions prévues au titre III.

**16.** Lorsque par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant des travaux techniques d'exploitation d'un établissement classé, celui-ci a été détruit et mis momentanément hors d'usage, une nouvelle autorisation est nécessaire pour établir et remettre en activité cet établissement.

**17.** Aucune indemnité n'est due aux propriétaires des établissements faisant l'objet du présent décret pour tout préjudice résultant de l'exécution de mesures ordonnées par l'administration en conformité du présent décret et des arrêtés pris pour son application.

**18.** Dans le cas où le fonctionnement d'établissements industriels régulièrement autorisés, ou d'établissements dont l'existence est antérieure au classement de l'industrie à laquelle ils appartiennent, ou encore d'établissements industriels non compris dans la no-

menclature des établissements classés, présente pour le voisinage ou pour la santé publique des dangers ou des inconvénients graves que les mesures prévues au présent décret ne seraient pas susceptibles de faire disparaître, ces établissements, après avis du comité spécial des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, peuvent être expropriés pour cause d'utilité publique.

## TITRE III

### Formalités relatives aux demandes d'ouverture des établissements classés

**19.** Toute demande d'ouverture d'un établissement dangereux, insalubre ou incommode doit être adressée à l'ingénieur chef du service des mines (Direction générale des Travaux publics), et, à peine de nullité, satisfaire aux conditions suivantes :

1° elle est établie sur timbre et fait connaître : les nom, prénoms, nationalité, profession et domicile du demandeur, ou, s'il s'agit d'une société, sa raison sociale ou sa dénomination ainsi que les nom, prénoms, nationalité et domicile de son représentant en Tunisie ;

2° la désignation et la situation précise de l'emplacement sur lequel l'établissement doit être installé ;

3° la nature des industries que le pétitionnaire se propose d'exercer et la classe dans laquelle l'établissement doit être rangé à raison de sa nature et, s'il y a lieu, de l'importance de ces industries, avec l'indication des procédés de fabrication qu'il mettra en œuvre, des matières qu'il utilisera et des produits qu'il fabriquera, mais seulement dans la mesure où cette indication est nécessaire pour apprécier les inconvénients que pourra présenter l'établissement projeté.

A la demande sont obligatoirement annexés :

1° s'il s'agit d'un établissement de première ou deuxième catégorie :

*a)* le récépissé du versement dans les caisses du receveur principal des Contributions diverses à Tunis, d'un droit fixe de 100 fr. dans le premier cas, et 50 francs dans le second cas, ou un mandat poste de même somme majorée de 0 fr. 20 pour quittance établi au nom du receveur principal ; le droit fixe est exigible lors même que la demande viserait seulement la réouverture d'un établissement précédemment fermé en vertu des articles 12, 13 et 15 ci-dessus.

*b)* un extrait de carte au 1/50.000e ou au 1/100.000e de la Tunisie montrant par un signe la position géographique de l'établissement ;

*c)* un plan sur papier calque et à l'encre de Chine, dessiné à l'échelle de $5^m/^m$ par mètre, indiquant les dispositions intérieures de l'établissement et indiquant les détails de l'exploitation, la désignation des appareils, fourneaux, foyers de toute espèce, chaudières à vapeur, machines, moteurs, réservoirs, canalisations, puisards, ateliers, cours, etc., prévus à l'établissement.

Ce plan indique en outre l'affectation des constructions et terrains joignant immédiatement l'établissement.

A ce plan sont joints des notices, légendes ou descriptions et au besoin des dessins ou croquis établis de façon à permettre de se rendre compte, d'une part, si les dispositions matérielles projetées obvient suffisamment aux inconvénients que pourrait présenter l'établissement soit pour la sécurité, la salubrité ou la commodité du voisinage, soit pour la santé publique ou pour l'agriculture ; d'autre part, si ces dispositions répondent aux prescriptions édictées pour l'hygiène et la sécurité du personnel.

Le mode et les conditions d'évacuation, d'utilisation et de traitement des eaux résiduaires ainsi que des déchets et résidus de l'exploitation sont dans tous les cas spécifiés et précisés.

Suivant la nature de l'industrie, l'indication des conditions d'apport à l'établissement des matières destinées à y être traitées peut aussi être exigée.

Un plan sommaire sur papier calque et à l'encre de Chine, dessiné à l'échelle de $1^m/^m$ par mètre, reproduisant l'état général des propriétés, maisons d'habitations, routes, chemins, cours d'eau, puits, égouts, etc., aux abords de l'emplacement projeté, dans un rayon de 500 mètres pour les établissements de 1re classe et de 200 pour ceux de la deuxième classe. Sur ce plan sont indiqués spécialement les hôpitaux ou hospices, les bâtiments publics, les écoles, les gares, dépôts.

2° S'il s'agit d'un établissement de la troisième catégorie et si le Directeur général des Travaux publics le juge utile, un croquis d'ensemble à l'échelle approximative de $5^m/^m$ par mètre, accompagné de légendes et au besoin de descriptions matérielles de l'établissement

et indiquant l'affectation des constructions et terrains le joignant immédiatement.

Le mode et les conditions d'évacuation, d'utilisation et de traitement des eaux résiduaires et des déchets et résidus de l'exploitation seront dans tous les cas spécifiés et précisés.

**20.** Si l'ingénieur, chef du service des mines estime que l'industrie visée n'est pas comprise dans la nomenclature des établissements classés, il en avise l'intéressé au plus tard dans la quinzaine.

Il en est de même lorsque l'ingénieur estime, soit que la demande est irrégulière ou incomplète, soit que la nature des industries que le pétitionnaire ou le déclarant se propose d'exercer doit faire ranger son établissement dans une catégorie autre que celle en vue de laquelle a été faite la demande d'autorisation.

L'ingénieur des mines l'invite soit à retirer, soit à régulariser ou à compléter sa demande.

Si l'intéressé ne croit pas devoir déférer à cette invitation, il en avise le chef du service des mines dans un délai qui ne doit pas excéder quinze jours.

Le chef du service des mines en réfère immédiatement au Directeur général des Travaux publics qui fait connaître sa décision au pétitionnaire après avoir pris l'avis du comité spécial des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, si la contestation porte sur le classement de l'établissement.

**21.** Lorsque l'ingénieur, chef du service des mines, saisi d'une demande d'autorisation d'une durée limitée concernant une industrie nouvelle ou l'application de procédés nouveaux, estime soit que cette industrie ou ces procédés ne présentent pas d'inconvénients de nature à justifier le classement de l'industrie nouvelle ou la modification de classement antérieur de l'industrie à laquelle s'applique le nouveau procédé, il avise aussitôt l'intéressé qu'il n'y a pas lieu de suivre sur sa demande d'autorisation.

Si, en raison des inconvénients inhérents à l'industrie ou aux procédés susvisés, l'ingénieur, chef du service des mines, estime qu'il y a lieu de suivre sur cette demande, il saisit le Directeur général qui fixe, après avis du comité spécial des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, la procédure à observer. Cette décision est aussitôt notifiée à l'intéressé.

La demande complétée et rectifiée, s'il y a lieu, de manière à satisfaire aux prescriptions de l'article 19 est ensuite soumise à l'instruction réglementaire.

Les demandes d'autorisation d'une durée limitée concernant les établissements qui doivent être ouverts sur des terrains dans le voisinage desquels des transformations sont à prévoir relativement aux conditions d'habitation ou au mode d'utilisation des emplacements doivent être présentées dans les mêmes formes et soumises aux mêmes formalités d'instructions que les demandes d'autorisation définitive qui seraient formées pour les mêmes établissements.

Le bénéficiaire d'une autorisation de durée limitée qui veut la faire renouveler est tenu de déposer une nouvelle demande.

**22.** Les demandes reconnues conformes aux dispositions qui précèdent sont enregistrées au service des mines le jour de leur présentation ou de leur réception, sur un carnet à souche dont les parties volantes sont remises aux pétitionnaires, ou leur sont envoyées par la poste si la demande est parvenue par cette voie.

Dès cet enregistrement le droit fixe prévu à l'article 19 pour les établissements de première et deuxième catégories est définitivement acquis à l'Etat.

**23.** Toute demande enregistrée visant l'ouverture d'un établissement de première ou de deuxième catégorie fait l'objet d'une enquête de commodo et incommodo dont la durée est fixée à un mois.

A cet effet, le Directeur général des Travaux publics fait insérer au « Journal Officiel » un avis indiquant : la nature de l'industrie, le classement et l'emplacement de l'établissement, les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête.

Copie de la demande et des plans y annexés est adressée d'autre part au Secrétaire général du Gouvernement tunisien, aux contrôleurs civils et aux caïds des territoires situés dans un rayon de deux kilomètres du point prévu pour l'établissement, si cet établissement doit être de la première catégorie, dans un rayon d'un kilomètre s'il doit être de la deuxième catégorie, enfin au président de la commune, si l'établissement doit se trouver compris dans un périmètre communal.

Dès la réception du dossier, les contrôleurs civils et les caïds procèdent sans délai à l'affichage de la demande jusqu'à la clôture de l'enquête.

Les réclamations ou oppositions formulées par les tiers contre la formation de l'établissement sont reçues au cours de l'enquête par les contrôleurs civils, les caïds et l'ingénieur, chef du service des mines.

Après la clôture de l'enquête, les contrôleurs civils et les caïds transmettent à l'ingénieur, chef du service des mines, avec leur avis, les réclamations dont ils ont été saisis, ou un certificat négatif d'opposition.

L'ingénieur, chef du service des mines, convoque à ce moment le pétitionnaire et lui communique sur place les réclamations ou oppositions consignées aux procès-verbaux de l'enquête, en lui donnant la latitude de produire, dans un délai maximum de quinze jours, un mémoire en réponse.

Il rédige, dans la huitaine suivante, un avis motivé et envoie le dossier de l'affaire au Directeur général des Travaux publics.

Il est statué dans un délai maximum de trois mois par arrêté du Directeur général des Travaux publics ; en cas d'impossibilité de statuer dans ce délai, le Directeur général des Travaux publics, par un arrêté motivé, fixe un nouveau délai.

**24.** Si le même établissement doit comprendre plusieurs industries de première ou de deuxième catégorie, une demande distincte est obligatoirement présentée pour chachaque nature d'industrie. Dans ce cas, un droit d'ouverture distinct est exigible et chaque demande doit être accompagnée du récépissé de versement ou du mandat correspondant.

Toutefois, l'instruction ne donne lieu qu'à une seule enquête pour l'ensemble et il peut être statué par un seul arrêté.

Les prescriptions du premier alinéa du présent article sont applicables notamment aux cas visés par les articles 7 et 8 ci-dessus.

**25.** Toute demande enregistrée visant l'ouverture d'un établissement de la troisième catégorie est instruite par l'ingénieur, chef du service des mines.

L'autorisation indique les prescriptions générales auxquelles doivent satisfaire tous les établissements de même nature pour la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er.

Ces prescriptions générales sont fixées par arrêtés spéciaux du Directeur général des Travaux publics pris sur avis du comité spécial des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Ces arrêtés spéciaux peuvent d'ailleurs être modifiés, dans la même forme, et ils deviennent applicables à tous les établissements de la troisième catégorie de même nature.

Si un industriel veut obtenir la suppression ou l'atténuation de quelques-unes des prescriptions des arrêtés spéciaux aux établissements de la troisième catégorie, il adresse sa demande à l'ingénieur, chef du service des mines, qui, après instruction, transmet cette demande pour décision au Directeur général des Travaux publics.

Les tiers qui estiment que les intérêts du voisinage ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions générales contre les inconvénients inhérents à l'exploitation d'un établissement de troisième catégorie, ou sont compromis par la suppression ou l'atténuation d'une ou plusieurs de ces prescriptions obtenues par un industriel, doivent également s'adresser à l'ingénieur, chef du service des mines qui instruit la demande. Le Directeur général peut, s'il y a lieu, soit imposer à l'industriel des prescriptions additionnelles, soit rétablir les prescriptions primitives.

## TITRE IV

### Taxe de contrôle et de surveillance des établissements classés

**26.** Tout établissement actif ou en service, classé dans la première ou la deuxième catégorie, est assujetti au paiement d'une taxe semestrielle de contrôle et de surveillance dont le taux est fixé d'après le barême ci-après :

| RÉPARTITION des deux semestres de l'exercice | MONTANT de la taxe par établissement | |
|---|---|---|
| | 1re catégorie | 2e catégorie |
| Premier semestre : allant du 1er avril au 30 septembre .....Fr. | 50 | 25 |
| Deuxième semestre : allant du 1er octobre au 31 mars .....Fr. | 50 | 25 |

Un établissement est considéré comme actif et comme tel soumis à la taxe semestrielle quelle que soit la durée de son fonctionnement pendant ce semestre.

Tout établissement qui comporte plusieurs industries est assujetti à une taxe semestrielle distincte pour chaque nature d'industrie classée.

**27.** La taxe est à la charge des propriétaires ou chefs d'établissement, ou, à défaut de propriétaires connus, à celle des possesseurs ou exploitants ou occupants des établissements imposables.

En cas d'association pour l'exploitation de l'établissement, les associés sont solidaires pour le paiement de la taxe, sauf leur recours contre leurs co-débiteurs pour ce qu'ils auraient pu payer à leur décharge.

Les héritiers ou légataires et leurs représentants et successeurs peuvent être poursuivis solidairement et chacun pour tous, à raison des taxes dues par ceux dont ils ont hérité ou auxquels ils ont succédé.

**28.** En vue de la confection du rôle semestriel de la taxe, il est dressé au service des mines une matrice de tous les établissements soumis à la taxe.

Cette matrice est rédigée et maintenue à jour au vu des renseignements recueillis par l'administration, soit dans les actes et déclarations de mutation et de location parvenues régulièrement à sa connaissance, soit, sous réserve de son droit de contrôle, dans les déclarations prévues aux articles 32 et 33 ci-après, soit par tout autre moyen à sa disposition.

Elle énonce :

les nom, prénoms, domicile et nationalité du ou des propriétaires, exploitants ou détenteurs de l'établissement ;

la situation de l'établissement (caïdat, cheikhat, localité ou lieu dit, et, s'il y a lieu, rue et numéro), sa désignation détaillée, la nature de l'industrie exercée et la catégorie à laquelle il appartient.

**29.** Il est établi semestriellement par l'ingénieur, chef du service des mines (chaque semestre étant décompté comme il est dit au barème de l'article 26 ci-dessus), d'après les indications de la matrice au premier avril et au premier octobre, un rôle de recouvrement dressé par circonscription de recette des contributions diverses ou de recette en faisant fonctions.

Ce rôle est rendu exécutoire par le Directeur général des Travaux publics, qui le transmet au Directeur général des Finances par les soins duquel il est déposé à la recette de la circonscription où, pendant le délai ci-après fixé, il est communiqué aux intéressés, à toute réquisition, sans déplacement.

Avis de la date de ce dépôt est donné au public par une insertion au « Journal Officiel ».

Les cotes sont mises en recouvrement dès le dépôt du rôle. Toutefois, dans un délai de quinze jours à compter de la date de l'insertion au « Journal Officiel » de l'avis de ce dépôt, tout contribuable peut demander la décharge ou la réduction de sa cote. Pendant le même délai, toute personne inscrite au rôle pour un établissement ayant fait l'objet, avant l'expiration du semestre précédent, d'une mutation dont il n'aurait pas été fait état dans la confection de ce rôle, peut demander, en produisant l'acte de mutation dûment enregistré, le rétablissement de la cote au nom du ou des nouveaux propriétaires faute de quoi elle est tenue de la taxe du semestre courant, sauf son recours personnel le cas échéant, contre le ou les nouveaux propriétaires.

**30.** Les demandes en décharge ou réduction sont formulées par lettre recommandée à l'ingénieur chef du service des mines, qui en délivre récépissé.

Un avis individuel informe ultérieurement les intéressés de la suite donnée à ces demandes par le Directeur général des Travaux publics, qui, en même temps, porte sa décision à la connaissance du Directeur général des Finances.

Tout contribuable qui n'accepte pas la décision du Directeur général des Travaux publics peut se pourvoir devant le juge de paix ou le tribunal régional du lieu de la situation de l'établissement. Le pourvoi judiciaire doit, à peine de rejet, être introduit dans le délai d'un mois à courir de la notification de la décision et être accompagné du récépissé de dépôt de la demande en décharge ou réduction.

Le juge de paix ou le tribunal régional saisi statue en dernier ressort, et sans qu'il puisse y avoir lieu à appel ou à pourvoi devant une autre juridiction.

Il est sursis, jusqu'à l'examen de la demande adressée à l'ingénieur, chef du servi-

ce des mines et, s'il y a lieu, jusqu'à solution de l'instance, au recouvrement des cotes pour lesquelles un pourvoi en décharge, réduction ou transfert a été introduit, et, dans le cas de révision de la cote par le Directeur général des Travaux publics ou par le juge de paix ou le tribunal régional, le Directeur général des Finances, qui est avisé de la décision par le Directeur général des Travaux publics, fait procéder à l'admission en non-valeur, par voie d'annulation, des sommes indûment constatées au rôle.

**31.** Des rôles supplémentaires peuvent être dressés en cours de semestre pour les établissements omis au rôle primitif ; ils sont rétablis et publiés dans les mêmes formes que celui-ci.

**32.** Les propriétaires d'établissements imposables, qui ont été omis au rôle, sont tenus d'en faire la déclaration par lettre recommandée à l'ingénieur, chef du service des mines, dans le délai de quinze jours à compter de la date de l'insertion au « Journal Officiel » de l'avis de dépôt du rôle à la recette. A défaut de ce faire, ils sont passibles d'une amende égale au montant de la taxe exigible ; le Directeur général des Travaux publics peut, néanmoins, accorder, sur demande timbrée, la remise totale ou partielle de cette amende. L'amende ou la portion d'amende maintenue est payable en une seule fois, et elle est recouvrée en même temps que le principal de la taxe, sans autres formalités.

**33.** Tout propriétaire d'établissement en chômage est tenu d'adresser, par lettre recommandée, à l'ingénieur, chef du service des mines, qui en délivre récépissé, avant le premier avril ou le premier octobre, une déclaration sur timbre énonçant les nom, prénoms, nationalité, profession et adresse du propriétaire, la nature de l'industrie, la situation de l'établissement et les causes de son chômage. A défaut de déclaration dans ce délai, la cote est maintenue au rôle.

La remise en activité au cours d'un semestre de tout établissement préalablement déclaré en chômage est, sous peine d'une amende égale au montant de la taxe exigible et sans préjudice des pénalités prévues au titre V, précédée d'une déclaration sur timbre établie et transmise comme il est dit au premier alinéa du présent article. Un rôle supplémentaire est établi en vue du recouvrement de la taxe correspondante et, le cas échéant, du montant de l'amende ou de la portion d'amende maintenue.

**34.** La taxe semestrielle de contrôle et de surveillance est exigible en un seul terme dès la mise en recouvrement des rôles.

Les poursuites en vue du paiement de la taxe sont exercées suivant la procédure instituée pour le recouvrement des autres impôts directs par le décret du 13 juillet 1899.

**35.** Le privilège général du trésor sur les immeubles et les meubles des débiteurs de la taxe s'exerce conformément aux dispositions des articles 5 et 6 du décret précité du 13 juillet 1899.

L'acquéreur d'un établissement doit, en conséquence du privilège général du trésor, s'assurer que la taxe grevant cet établissement a été payée juqu'au jour de la vente. Dans la négative et sauf stipulation contraire, il est autorisé à précompter le montant des arriérés sur le prix de l'aliénation. Il devient en tout état de cause responsable personnellement des dits arriérés et des frais de poursuites. Cette obligation s'applique même aux adjudicataires d'établissements vendus par autorité de justice.

**36.** Il y a prescription pour la demande de la taxe de contrôle et de surveillance trois ans après l'expiration du semestre auquel s'applique la cote.

Les dispositions de l'article 3 du décret du 14 septembre 1903 sont applicables aux cotes de taxe de contrôle et de surveillance.

## TITRE V

### Pénalités

**37.** Les infractions aux dispositions du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution sont constatées par les officiers de police judiciaire, les agents du service des mines et tous autres agents commissionnés à cet effet par le Directeur général des Travaux publics et le Directeur général des Finances.

Les procès-verbaux dressés en exécution du présent décret font foi, en justice, jusqu'à preuve contraire ; ils ne sont pas sujets à l'affirmation.

A quelque service qu'appartiennent les agents verbalisateurs, les procès-verbaux sont tous obligatoirement transmis d'urgence par la voie hiérarchique à l'ingénieur, chef du service des mines, qui les fait parvenir à

l'autorité judiciaire avec son avis, dans les dix jours de leur date.

**38.** Toutes infractions aux dispositions du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution sont punies d'une amende de cinq à quinze francs (5 à 15 fr.) et d'un emprisonnement de un à trois jours ou de l'une de ces peines seulement; l'amende est appliquée autant de fois qu'il aura été relevé d'infractions distinctes, sans toutefois que le chiffre total des amendes puisse excéder deux cents francs (200 fr.)

En cas de récidive, dans les conditions prévues par l'article 463 du Code pénal français et l'article 47 du Code pénal tunisien, les infractions sont punies d'une amende de seize à cinq cents francs (16 à 500 fr.) sans que la totalité des amendes prévues puisse excéder deux mille francs (2000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, ou de l'une de ces peines seulement.

**39.** Est puni d'une amende de cent à cinq cents francs (100 à 500 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, ou de l'une de ces peines seulement, quiconque a mis obstacle à l'accomplissement des services des personnes chargées de la surveillance des établissements en vertu de l'article 11 ci-dessus; quiconque a exploité sans autorisation préalable un établissement classé, et quiconque a continué l'exploitation d'un établissement dont la fermeture provisoire a été ordonnée par application des articles 12 et 13 ci-dessus.

Dans les deux derniers cas, le tribunal peut également ordonner l'apposition des scellés sur les appareils et machines et sur les portes de l'établissement.

En cas de récidive dans les conditions prévues par l'article 463 du Code pénal français et l'article 47 du Code pénal tunisien, le délinquant est condamné au maximum des peines d'amende et d'emprisonnement prévues au présent article, ou de l'une de ces peines seulement ; ces peines peuvent être portées jusqu'au double.

Pour les délits auxquels s'applique le présent article, un procès-verbal peut être dressé chaque jour contre l'exploitant.

**40.** Le bris des scellés apposés en application de l'article 39 ci-dessus est puni des peines prévues à l'article 252 du Code pénal français, et à l'article 153 du Code pénal tunisien.

**41.** L'article 463 du Code pénal français et l'article 43 du Code pénal tunisien sont applicables aux condamnations prononcées en vertu du présent décret.

## TITRE VI

### Dispositions transitoires et diverses

**42.** Les établissements industriels existant antérieurement au présent décret ou à l'arrêté qui les aura classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, peuvent continuer à être exploités sans autorisation ni accomplissement des formalités prévues au titre III, ou, s'ils sont déjà pourvus d'une autorisation, suivant les dispositions que cette autorisation comporte, mais ils sont soumis à la surveillance de l'administration dans les conditions générales établies par le présent décret ; leurs propriétaires, directeurs ou gérants peuvent être invités à fournir à l'administration les plans et renseignements indiqués à l'article 19 ci-dessus.

Les articles 7, 8, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, les titres IV et V ci-dessus leur sont entièrement applicables.

Le Directeur général des Travaux publics peut y prescrire toutes les mesures utiles pour la protection des intérêts mentionnés à l'article premier ; ces mesures ne pourront, en aucun cas, nécessiter de sérieuses modifications touchant le gros œuvre de l'établissement ou des changements considérables dans le mode d'exploitation.

Une interruption d'un an dans l'exploitation de l'un de ces établissements entraîne pour lui la perte du bénéfice résultant de son antériorité.

**43.** L'exploitant d'un établissement ouvert antérieurement à l'arrêté qui aura classé comme dangereuse, insalubre ou incommode, l'industrie qui y est exercée, doit, dans le délai de six mois à partir de ce classement fournir à l'ingénieur, chef du service des mines, les indications suivantes, dont il est délivré récépissé :

1° le nom, prénoms et domicile du déclarant; s'il s'agit d'une société, sa raison sociale ou sa dénomination et son siège social ;

2° l'emplacement sur lequel l'établissement est installé ;

3° la nature des industries exercées par l'exploitant et la catégorie à laquelle appartient son établissement avec l'indication des procédés de fabrication qu'il met en œuvre,

des matières qu'il utilise et des produits qu'il fabrique, mais seulement dans la mesure où cette indication est nécessaire pour apprécier les inconvénients de l'établissement.

Les plans qui peuvent être exigés par l'administration ne peuvent être que les plans prévus à l'article 19 du présent décret, suivant la classe dans laquelle est rangé l'établissement.

**44.** Le Directeur général des Finances et le Directeur général des Travaux publics rendent, chacun en ce qui le concerne, les arrêtés nécessaires à l'exécution du présent décret.

Ces arrêtés sont publiés au « Journal Officiel Tunisien ».

**45.** Sont abrogés les décrets du 16 mai 1897 et du 10 mars 1900, ainsi que toutes autres dispositions contraires à celles du présent décret.

---

## 31 mars 1919

DÉCRET *relatif à l'assurance contre la grêle des cultures faites par les membres des sociétés indigènes de prévoyance.*

(J. O. 12 AVRIL 1919, 342)

ART. **1.** A partir du rôle de 1919, inclusivement, le produit des huit centimes additionnels perçus en sus du principal des cotes d'achour frappant les tunisiens ou assimilés, servira à constituer dans les sociétés indigénes de prévoyance un compartiment spécial destiné à indemniser les propriétaires tunisiens ou assimilés dont les cultures imposées à l'achour et à ces centimes seront, pendant l'année, en tout ou en partie détruites ou endommagées par la grêle, à l'exclusion des inondations, trombes, coups de vent et autres causes de dégâts qui peuvent précéder, accompagner ou suivre la grêle. N'auront droit à aucune indemnité sur le fonds en question les cultivateurs qui seront indemnisés pour la culture sinistrée par une entreprise d'assurances.

**2.** Pour être admis à la répartition du fonds spécial, les cultivateurs dont les récoltes auront été détruites ou endommagées par la grêle devront, pour chaque parcelle, faire dans dans un délai maximum de 15 jours du sinistre, la déclaration devant le caïd du territoire qui la recevra sur un registre affecté à cet usage et en délivrera un récépissé à souche. La déclaration de sinistre devra être appuyée de la déclaration souscrite en vue de l'établissement du rôle d'achour ; elle indiquera, avec la nature et la date du sinistre, le rendement par hectare dont la culture paraissait susceptible avant le sinistre et l'évaluation du même rendement après le sinistre.

**3.** La déclaration prévue à l'article précédent sera transmise à la Direction générale des Finances qui en fera contrôler le contenu.

Si les énonciations et évaluations de la déclaration du sinistre sont contestées par le délégué du Directeur général des Finances et si un accord n'intervient pas entre ce dernier et la victime du sinistre, un expert sera désigné par le contrôleur civil ou le chef du bureau des affaires indigènes pour trancher le différend.

Lès frais exposés dans ce cas seront à la charge de l'administration ou du cultivateur suivant que l'expertise sera favorable ou défavorable à ce dernier.

**4.** Le cultivateur sinistré ne pourra avoir droit à l'indemnité de sinistre que pour les parcelles qui auront fait l'objet d'une déclaration de culture souscrite dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

En cas de déclaration insuffisante, il n'aura droit à indemnité que pour la superficie déclarée.

**5.** Pour calculer l'indemnité à allouer, pour chaque parcelle, on déterminera le principal de l'impôt que la récolte aurait supporté si le sinistre ne s'était pas produit ; on en déduira le principal de l'impôt afférent au rendement de la culture après le sinistre et on multipliera cette différence par 20.

**6.** Le total des indemnités ainsi calculées ne pourra en principe excéder le montant du fonds spécial prévu à l'article premier ci-dessus. Si celui-ci est insuffisant, les indemnités seront réduites proportionnellement.

Si le fonds en question n'est pas entièrement absorbé par le paiement des indemnités de sinistres, l'excédent disponible sera reporté à l'année suivante pour accroître au fonds de cette année.

**7.** Les indemnités à allouer seront arrêtées avant le 30 novembre par le conseil de contrôle et de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance sur les propositions du Directeur général des Finances qui en ordonnancera le montant.

## 31 mars 1919

DÉCRET *prorogeant, en raison de la guerre, la durée des droits de propriété littéraire et artistique.*

(J. O. 16 AVRIL 1919, 348)

ART. UNIQUE. Les droits accordés par le décret du 15 juin 1889 aux héritiers et autres ayants-cause des auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques sont prorogés d'un temps égal à celui qui se sera écoulé entre le 2 août 1914 et la fin de l'année qui suivra le jour de la signature du traité de paix, pour toutes les œuvres publiées avant l'expiration de ladite année et non tombées dans le domaine public à la date de la promulgation du présent décret.

---

## 11 avril 1919

DÉCRET *relatif à la réquisition militaire des établissements industriels.*

(J. O. 12 AVRIL 1919, 342)

ART. UNIQUE. Sont applicables dans la Régence de Tunis, les articles 58 et 60 de la loi française du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires modifiés par la loi du 23 juillet 1911 et les dispositions du décret du 2 août 1914 modifiant l'article 10 du décret français du 2 août 1877 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi sur les réquisitions militaires en tant qu'elles sont relatives à la réquisition des établissements industriels.

---

## 22 avril 1919

DÉCRET *édictant des mesures pour empêcher l'exportation frauduleuse des marchandises dont la sortie est prohibée ou tarifiée.*

(J. O. 7 MAI 1919, 429)

ART. 1. L'article 35 du décret susvisé du 3 octobre 1884 est complété de la façon suivante :

« Les marchandises dont la sortie du ter-
« ritoire de la Régence est prohibée ou tari-
« fiée ne pourront être déposées ni transpor-
« tées en vue du dépôt, en quantités supérieu-
« res aux besoins de la consommation fa-
« miliale des détenteurs, dans la zone com-
« prise entre la frontière de terre et les mar-
« chés autorisés les plus voisins ».

« Pourront toutefois, être autorisés sur la-
« demande des intéressés, les dépôts de cé-
« réales ou autres marchandises du crû du
« pays, à la condition que le détenteur s'en-
« gage à en tenir un compte d'entrepôt sou-
« mis à la vérification des agents de l'Ad-
« ministration. »

2. Les infractions au présent décret seront passibles des peines édictées en matière de contrebande par les articles 27 et 28 du décret du 3 octobre 1884.

---

## 24 avril 1919

DÉCRET *relatif au barrement et à la domiciliation des bons de la défense nationale.*

(J. O. 17 MAI 1919, 469)

ART. 1. Le porteur d'un bon de la défense nationale peut, à tout moment, le revêtir de deux barres parallèles.

Le bon de la défense nationale traversé de deux barres parallèles ne peut être présenté au remboursement que par un banquier ou un agent de change.

Toutefois, le titulaire d'un compte de dépôt de fonds à une caisse publique peut obtenir directement à ladite caisse le remboursement d'un bon barré.

2. Les dispositions de l'article 9 de la loi du 14 juin 1865 complétées par les lois du 30 décembre 1911 et du 26 janvier 1917, sont applicables aux bons de la défense nationale.

3. Tout bon de la défense nationale peut être revêtu d'une mention indiquant le comptable de l'Etat à la Caisse duquel le remboursement est domicilié. Le bon domicilié ne peut être présenté au remboursement qu'à la caisse publique désignée.

4. Il est interdit au porteur d'un bon de la défense nationale revêtu d'une mention de domiciliation d'effacer cette mention.

---

## 25 avril 1919

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances et du Directeur de l'Office postal, fixant les conditions de présentation des bons de la défense nationale barrés ou portant domiciliation.*

(J. O. 17 MAI 1919, 470)

ART. 1. Le bon de la défense nationale, barré, ne peut être présenté au remboursement qu'après avoir été revêtu de l'acquit du présenteur accompagné, soit de son cachet soit de l'indication du numéro de son compte de dépôt à la caisse publique qui effectue le paiement.

**2.** La mention de domiciliation comporte les mots : « Payable à la caisse du..... », suivis de la désignation de tout comptable du Trésor participant au service du remboursement des bons de la défense nationale.

**3.** La domiciliation d'un bon de la défense nationale comporte de la part du porteur et de ses ayants-droits l'engagement de ne le présenter au remboursement qu'au comptable désigné. Il est interdit à tout autre comptable du Trésor de prêter son entremise pour ce remboursement.

---

## 30 mai 1919

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances portant réglement d'administration publique pour l'exécution du décret du* 23 *décembre* 1918 *relatif à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières.*

(J. O. 11 JUIN 1919, 524)

ART. 1. L'impôt de 3 fr. 50 % établi au profit du Trésor tunisien par le décret susvisé du 23 décembre 1918 est versé au service de l'enregistrement, qui en délivre récépissé à souche, par les personnes et dans les formes spécifiées aux articles qui suivent.

### TITRE I

### Impôt sur le revenu des valeurs mobilières

§ 1er. — *Impôt afférent au revenu des titres émis par des sociétés, compagnies ou entreprises tunisiennes et par les communes ou établissements publics de la Régence.*

**2.** L'impôt exigible sur le revenu ou les produits énumérés aux articles 3 et 4 du décret du 23 décembre 1918 des valeurs mobilières émises par des sociétés, compagnies ou entreprises tunisiennes et par des communes ou établissements publics de la Régence, est avancé par ces sociétés, compagnies, entreprises, communes ou établissements publics. Elles doivent faire cette avance au moment où le revenu est mis en paiement, quelle que soit l'époque effective à laquelle le paiement pourra être réclamé. Néanmoins, si une partie des titres de ces sociétés, compagnies, entreprises, communes, etc., circule en France et doit y acquitter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières à concurrence d'une quotité imposable fixée par le Ministre des Finances suivant le nombre de leurs titres introduits en France, elles ne sont tenues de faire l'avance de l'impôt tunisien que pour leurs titres non imposables en France.

**3.** L'impôt de 3 fr. 50 % avancé par les sociétés, compagnies, etc., tunisiennes dans les conditions prévues par l'article 2 qui précède, est versé par elles au bureau de l'enregistrement de leur résidence dans les vingt premiers jours du mois de janvier ou de juillet qui suit la mise en paiement du revenu passible de l'impôt. A l'appui de leur versement, les sociétés précitées déposent au bureau un bordereau détaillé indiquant, pour chaque nature de revenus sur lesquels elles ont collecté l'impôt, le nombre de valeurs mises en paiement, leur montant par unité, leur montant total, et le montant de l'impôt afférent à ce total. A l'appui des indications de ce bordereau, elles produisent des extraits des comptes-rendus et des délibérations des conseils d'administration ou des assemblées des actionnaires, les tableaux d'amortissement, les listes des tirages et, en général, tous documents nécessaires à la vérification de l'exacte liquidation de l'impôt.

§ 2. — *Impôt afférent au revenu perçu en Tunisie de valeurs mobilières autres que celles émises par des sociétés, entreprises, etc., tunisiennes.*

**4.** Tout revenu de valeurs mobilières françaises (métropolitaines, algériennes, marocaines et coloniales), tunisiennes ou étrangères, perçu en Tunisie, est passible de l'impôt tunisien, à moins que, suivant les prévisions de l'article 6 ci-après :

l'impôt tunisien n'ait déjà été collecté par un précédent intermédiaire tunisien,

le revenu n'ait déjà supporté ou qu'il ne doive supporter l'impôt similaire en France, au Maroc ou aux colonies.

**5.** Quiconque en Tunisie (banquier, escompteur, changeur, courtier ou intermédiaire quelle que soit sa dénomination), fait, même accidentellement, profession ou commerce de recueillir, encaisser, payer ou acheter des coupons, chèques ou autres instruments de crédit créés pour le paiement des dividendes, intérêts, arrérages ou revenus quelconques, sous quelque expression qu'ils soient désignés, de titres et valeurs françaises, tunisiennes ou étrangères, même déposés dans ses caisses, est, par le seul fait de l'exercice de cette profession ou de

ce commerce, et sans qu'il ait à faire une déclaration préalable de cet exercice à l'administration, tenu de retenir sur le montant du revenu l'impôt tunisien dont il se trouve, de plein droit et par le seul fait de son intervention, constitué comptable et débiteur envers le Trésor tunisien.

Cette obligation s'applique non seulement au cas où l'assujetti acquitte immédiatement entre les mains du porteur les coupons, chèques, etc., mais aussi au cas où il ne règle leur montant qu'après encaissement et comme simple mandataire.

Pour l'exécution de ces dispositions, l'assujetti ouvre au Trésor tunisien dans ses écritures, un compte courant où il inscrit :

au crédit, le montant brut de l'impôt collecté par lui ;

au débit, ses versements au Trésor du montant brut de l'impôt.

Il est alloué à l'assujetti, sur le montant de l'impôt qu'il verse au Trésor, une remise fixée à un franc par cent francs jusqu'à 100.000 francs, et à 0 fr. 75 par 100 francs au delà de 100.000 francs. Le receveur la lui paie contre quittance au moment même du versement de l'impôt.

**6.** Le banquier, escompteur, changeur ou tout autre assujetti visé à l'article 5 qui précède, doit tenir jour par jour, dans l'ordre et au fur et à mesure de ses opérations, note des revenus (coupons, dividendes, arrérages, intérêts, etc.), dont il effectue le paiement, l'achat ou la négociation.

Il doit ouvrir à cet effet, tant à son établissement principal qu'à chacune de ses agences ou succursales, dont il ne reprend pas les écritures à l'établissement principal, deux registres nos 1 et 2.

*Registre n°* 1. — Sur le registre n° 1, il inscrit les opérations relatives aux revenus donnant ouverture à l'impôt tunisien.

Ce registre contient les colonnes suivantes : 1° numéro d'ordre ; 2° date de l'opération ; 3° nature des revenus compris dans la même opération ; 4° valeur par unité, sans escompte ni commission, en francs tunisiens au cours du jour du paiement de chaque catégorie de revenus, sous déduction seulement des impôts établis à la charge de ces revenus dans les pays étrangers où les titres ont été créés, l'impôt tunisien ne devant être assis que sur le surplus du revenu ; 5° valeur totale de chaque catégorie de revenus ; 6° montant de l'impôt tunisien afférent à ce total ; 7° observations. Les colonnes 5 et 6 sont totalisées par page du registre, et le total est reporté de page en page et arrêté au 30 juin et au 31 décembre en vue du versement de l'impôt au receveur de l'enregistrement. Si, ultérieurement, le banquier se fait restituer, par celui à qui il l'avait payé un revenu qu'il n'a pu récupérer sur le débiteur, il fait état sur son registre, à la date courante, du montant de ce remboursement et de l'impôt y afférent et les déduit du total des inscriptions précédentes au titre des revenus et de l'impôt correspondant.

*Registre n°* 2. — Sur ce registre, le banquier inscrit les revenus qui lui sont transmis par un précédent banquier ayant déjà collecté l'impôt y afférent pour le compte du Trésor tunisien. Cette transmission s'opère sur le vu d'un bordereau daté et signé, dressé par le précédent banquier, et contenant les mêmes colonnes que le registre n° 1. Le registre n° 2 contient les mêmes colonnes que le registre n° 1, mais il est fait mention à la colonne 7 (observations) de l'indication du précédent banquier, et la colonne 6 n'est pas à servir puisque l'impôt a dû être tiré hors ligne sur le registre n° 1 du précédent banquier. Les bordereaux, utilisés pour la tenue du registre n° 2, doivent être conservés à l'appui de ce registre.

Le banquier est provisoirement dispensé d'inscrire sur un registre les revenus des valeurs mobilières qui ne doivent pas l'impôt tunisien comme ayant payé ou devant payer l'impôt similaire en France, en Algérie, au Maroc ou dans les colonies françaises ; mais il doit prêter son concours à l'administration du Protectorat pour assurer la surveillance des droits du Trésor tunisien. Il est dispensé d'exiger du porteur toute justification quant au paiement ou à l'obligation du paiement de l'impôt similaire sur le revenu des valeurs françaises ou coloniales. Il en est de même en ce qui concerne les valeurs étrangères, s'il n'a reçu ou ne doit recevoir des banquiers métropolitains ou coloniaux que le montant de ce revenu diminué de l'impôt français ou colonial. Au cas contraire, il doit se faire représenter par le porteur ses titres, et s'ils ne sont pas revêtus des timbres mobiles spéciaux créés par la loi française du 29 mars 1914, article 37, il doit exiger du porteur un engagement de

payer à un bureau de la Métropole que le porteur devra désigner et à qui sa déclaration sera transmise par le Protectorat, l'impôt afférent aux coupons payés en Tunisie sans l'impôt tunisien. Sinon, il retient l'impôt tunisien.

Le banquier, doit à toute réquisition des agents des services financiers, représenter tant ses registres que les coupons, bordereaux et justifications qu'il a recueillis et justifier de l'exacte inscription sur ses registres des indications de ces documents.

Il doit conserver pendant deux ans les registres et bordereaux.

Il peut faire usage d'une griffe indiquant son nom et son adresse et dont l'apposition à l'encre grasse sur les coupons, bordereaux, etc., tient lieu de sa signature.

**7.** Tout paiement par un banquier, escompteur, changeur ou intermédiaire quelconque visé à l'article 6, de coupons passibles ou non de l'impôt tunisien, doit donner lieu à l'établissement soit par le porteur des coupons, soit par le banquier, d'un bordereau qui peut ne pas indiquer le nom et l'adresse du porteur, ni porter sa signature, mais qui doit désigner le banquier et contenir les indications nécessaires au service par le banquier de ses registres. Mention est faite par le banquier sur le bordereau du numéro d'inscription de ses indications sur le registre approprié.

Le porteur du coupon peut demander un récépissé de son bordereau contenant les mêmes indications.

**8.** Le banquier, escompteur, changeur ou autre intermédiaire, qui a collecté l'impôt de 3 fr. 50 %, conformément à l'article 6 qui précède, doit, sous déduction du montant de la taxe qu'il a restituée suivant les indications de son registre n° 1, verser ledit impôt au bureau de l'enregistrement de sa résidence dans les vingt premiers jours de chacun des mois de janvier et de juillet qui suit ses opérations.

A l'appui de son versement, le banquier précité dépose ses registres au bureau de l'enregistrement qui est autorisé à les conserver pendant trois jours au plus pour les besoins de sa vérification et qui les lui restitue revêtus de son visa et d'une référence à son article de recette.

**9.** Le propriétaire ou usufruitier, domicilié en Tunisie, de valeurs mobilières créées en dehors de la Tunisie, qui se fait envoyer du dehors, soit directement, soit par un intermédiaire quelconque, les revenus de ces valeurs sans avoir acquitté à cette occasion l'impôt français, algérien, marocain ou colonial, est tenu de souscrire au bureau de l'enregistrement de son domicile, dans les vingt premiers jours de chacun des mois de janvier et de juillet, la déclaration des revenus qu'il a touchés pendant le semestre précédent et de verser à l'appui de sa déclaration l'impôt de 3 fr. 50 % afférent à ses perceptions.

Sa déclaration est faite sous forme d'un relevé daté et signé avec indication de son adresse en Tunisie, contenant les colonnes suivantes : 1° date de chaque perception ; 2° désignation et numéros des titres dont les coupons sont détachés ; 3° nature des coupons perçus (échéance et n$^{os}$ des coupons) ; 4° montant par unité de chaque nature de coupons, en monnaie tunisienne, sans escompte ni commission, mais sous déduction des impôts payés à l'étranger, l'impôt tunisien ne portant que sur le net ; 5° montant total des coupons de même nature ; 6° impôt afférent à ce montant total.

## TITRE II

### Impôt sur le revenu des sociétés et associations dont l'objet n'est pas de distribuer leurs produits en tout ou en partie entre leurs membres.

**10.** Les sociétés et associations dont l'objet n'est pas de distribuer leurs produits en tout ou en partie entre leurs membres, doivent l'impôt sur le revenu annuel de la valeur brute des biens meubles et immeubles possédés ou occupés par ces sociétaires et associations en Tunisie, sans que ce revenu puisse être inférieur à cinq pour cent de cette valeur.

Elles doivent effectuer le paiement de l'impôt sur le revenu de l'année en cours, en deux termes égaux dans les vingt premiers jours des mois de juillet et de janvier.

A l'appui du versement de juillet, elles fournissent une déclaration de la consistance et de la valeur de tous leurs biens en arbitrant leur revenu à 5 % et paient l'impôt sur la moitié de ce revenu. A l'appui de leur versement du mois de janvier de l'année suivante, elles fournissent la justification du revenu réel de leurs biens et paient, outre la deuxième partie de l'impôt afférent au reve-

nu arbitré à 5 % de leur valeur, le complément de l'impôt exigible si le revenu a été supérieur à 5 %.

## TITRE III

### Impôt sur les arrérages des rentes d'enzel et les intérêts des créances hypothécaires ou privilégiées gagées sur des immeubles situés en Tunisie.

**11.** Tout crédi-rentier d'une rente d'enzel tout créancier d'une créance hypothécaire ou privilégiée, gagée sur des immeubles situés en Tunisie, qui perçoit directement ou par un mandataire résidant en Tunisie, ses arrérages de rentes d'enzel ou ses intérêts de créances hypothécaires ou privilégiées, est tenu de verser en une seule fois l'impôt de 3 fr. 50 % afférent au revenu qu'il a perçu, dans les vingt premiers jours du mois de janvier ou de juillet qui suit la perception, en accompagnant ce versement d'un relevé certifié, daté et signé, dont l'administration fournit gratuitement l'imprimé, et contenant les indications suivantes exigées par l'article 9 du décret du 23 décembre 1918 :

1° numéro d'ordre de chaque perception (le créancier qui fait plusieurs perceptions dans l'année doit donner à chacune d'elles un numéro d'ordre d'une série unique et ininterrompue par année) ;

2° date de chaque perception ;

3° nom, prénoms et domicile du titulaire de la créance ;

4° nom, prénoms, et domicile du débiteur qui a fait le paiement ;

5° indication (nature, date de l'acte et date de son enregistrement) du titre en vertu duquel le paiement a lieu ;

6° période de temps à laquelle s'applique le revenu perçu ;

7° montant du revenu perçu ;

8° impôt dû à 3 fr. 50 % sur ce revenu ;

9° observations.

Si l'impôt a été payé à la décharge du créancier par le débiteur dans les conditions prévues à l'article 15 ci-après, le créancier l'indique sur son relevé à l'appui duquel il joint le talon du mandat postal que lui a adressé son débiteur conformément audit article 15.

Il est loisible au créancier d'effectuer son versement du mois de juillet sans produire de relevé, mais il contracte alors l'engagement implicite de rapporter le relevé au mois de janvier suivant pour toute l'année écoulée sous peine des sanctions prévues tant par l'article 9 du décret du 23 décembre 1918, en cas d'insuffisance de son versement de juillet eu égard à ses perceptions du premier semestre, que par l'article 11 du même décret en cas de non production des indications prescrites.

Le créancier, qui préfère se libérer de l'impôt au fur et à mesure de ses perceptions, est autorisé à effectuer ce versement dès l'instant même de chaque perception d'un revenu, en un mandat-postal établi au nom du receveur de l'impôt sur le revenu à Tunis et qu'il adresse au directeur de l'enregistrement en accompagnant cet envoi des indications ci-dessus indiquées propres à identifier son versement.

Les obligations imposées par le présent article au créancier qui perçoit directement son revenu s'appliquent à celui qui le perçoit par mandataire, et à ce mandataire lui-même, si ce mandataire n'est pas un des assujettis visés par l'article 16.

**12.** Si l'acte de prêt hypothécaire ne contient pas de stipulation d'intérêt, le créancier doit l'impôt sur un intérêt présumé de dix pour cent par an. L'impôt est dû chaque année en un seul terme, savoir :

pour la première année, dans les vingt premiers jours du mois de janvier ou de juillet qui suit celui durant lequel le prêt a été fait ;

pour les années suivantes, jusqu'au remboursement du prêt, dans le mois correspondant.

L'impôt sera exigible dans les vingt premiers jours de juillet 1919, s'il s'agit d'un prêt antérieur à cette date.

**13.** Quiconque détient un immeuble ou les titres d'un immeuble appartenant à autrui, soit sans écrit, soit en antichrèse ou en nantissement, soit en vertu de toute convention autre qu'un bail, une vente à réméré ou tout autre acte passible et libéré du droit de mutation immobilière à titre onéreux, est assimilé à un créancier hypothécaire et doit l'impôt dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 qui précèdent sur un intérêt calculé à dix pour cent par an de la valeur vénale de l'immeuble.

**14.** Le créancier hypothécaire, le créancier gagiste d'un immeuble ou de ses titres de propriété, qui laisse s'écouler deux ans, s'il

s'agit d'un immeuble immatriculé, ou trois ans, s'il s'agit de tout autre immeuble, sans verser d'impôt sur le revenu, peut être interpellé par l'administration sur les causes de son abstention. A défaut par lui de répondre dans le mois à la lettre recommandée qui lui est adressée à cet effet, il peut être sommé par un acte extrajudiciaire dont il doit payer le coût, même s'il établit qu'il n'a pas touché d'intérêt passible de l'impôt. Si cette sommation reste sans effet, il est présumé avoir perçu l'intérêt et doit l'impôt afférent.

Les comptables de l'Etat, des communes et des établissements publics, les sociétés, compagnies et entreprises dont les écritures sont assujetties aux investigations de l'administration des Finances, qui ont pris hypothèque à la Conservation de la Propriété Foncière ou détiennent en gage ou nantissement des titres de propriété d'immeuble, en garantie ou comme cautionnement d'engagements ou d'opérations commerciales ou bancaires ne revêtant pas les caractères juridiques d'un prêt, peuvent s'affranchir de l'interpellation éventuelle ci-dessus prévue en tenant un répertoire de ces hypothèques, cautionnements, gages ou nantissements et en le représentant à toute réquisition aux agents des Finances.

**15.** Tout débit-enzeliste, tout débiteur d'une créance hypothécaire ou privilégiée qui bien que non débiteur personnel de l'impôt aux termes de l'article 1er, 2e alinéa, du décret du 23 décembre 1918, a été déclaré par le même alinéa solidaire avec le créancier du paiement de l'impôt, peut s'affranchir de cette responsabilité en faisant, conformément à l'article 8 du décret, viser gratuitement au bureau de perception, dans dans les trois mois de sa date, la quittance que le créancier lui a délivrée.

Il peut aussi, s'il le préfère, retenir le montant de l'impôt sur le montant de sa dette, en envoyer le montant au directeur de l'enregistrement par mandat-postal et ne verser que le solde net à son créancier, vis-à-vis duquel il est déchargé en lui justifiant du versement au Trésor du montant de sa retenue par la remise du talon du mandat postal dont il vient d'être question.

La retenue de l'impôt est pour le débiteur ne obligation si son créancier habite en dehors de la Tunisie et s'il fait à ce créancier l'envoi de sa dette autrement que par l'intermédiaire du mandataire du créancier visé à l'article 11 ou de l'un des assujettis visés par l'article 16 qui suit.

**16.** Quiconque (banquier, escompteur, receveur de rentes, changeur, courtier, et, en général, tout intermédiaire, quelle que soit sa dénomination), fait même accidentellement, profession ou commerce de recouvrer des arrérages de rentes, intérêts de capitaux, etc., et de les faire tenir aux ayants-droit, est, par le seul fait de l'exercice de cette profession ou de ce commerce, et sans qu'il ait à faire préalablement la déclaration de cet exercice à l'administration, tenu de retenir sur le montant de ses recouvrements d'arrérages de rentes d'enzels ou d'intérêts de créances hypothécaires ou provilégiées passibles de l'impôt tunisien de 3 fr. 50 %, le montant dudit impôt dont il se trouve, de plein droit et par le seul fait de son intervention, constitué à la fois comptable et débiteur envers le Trésor tunisien et déchargé vis-à vis du bénéficiaire des arrérages et intérêts.

Il a droit à la remise fixée par l'article 6 qui précède.

Il doit verser au Trésor, aux dates et dans les formes et conditions indiquées à l'article 11 ci-dessus, le montant de l'impôt qu'il a collecté au cours des six mois précédents.

## TITRE IV

### Dispositions communes

**17.** Sauf les cas prévus aux articles 10, 12 et 13 qui précèdent, l'impôt de 3 fr. 50 % sur le revenu est dû en un seul terme dans chacun des mois de juillet et de janvier qui suit la perception du revenu.

Il s'applique exclusivement aux revenus payés à partir du 1er janvier 1919 pour des périodes postérieures au 31 décembre 1918. Il n'atteint pas les revenus applicables à des époques antérieures au 1er janvier 1919, même payés postérieurement. Il n'atteint pas davantage les revenus afférents à des périodes postérieures au 31 décembre 1918, mais payés avant 1919.

**18.** Le paiement du revenu qui entraîne l'exigibilité de l'impôt s'entend non seulement de l'opération usuelle consistant à verser en deniers ou en monnaies fiduciaires le revenu passible de l'impôt, mais aussi de celle consistant à faire tenir au créancier son re-

venu par chèque ou tout autre instrument de crédit, par inscription à son compte ou au compte d'un tiers, ou par virements de compte, en un mot d'un quelconque des moyens usités en banque, dans les affaires, ou à l'Office Postal pour le transfert des capitaux.

**19.** Dans tous les cas où l'un des revenus prévus au présent arrêté serait, après avoir supporté l'impôt tunisien, reconnu avoir été antérieurement ou ultérieurement soumis en France, en Algérie, au Maroc ou dans une colonie française, à un impôt similaire, la réparation du double emploi serait, soit d'office, soit sur la plainte du contribuable, suivie par l'Administration tunisienne en vue de la restitution de l'indû, au besoin par cette administration, sauf son recours contre qui de droit.

**20.** Les receveurs de l'enregistrement ne peuvent délivrer d'extraits ou de copies des documents qui leur sont fournis par application du présent arrêté, à d'autres personnes que les déclarants ou à leurs ayants-cause, si ce n'est en vertu d'une ordonnance du juge de paix.

---

## 31 mai 1919

DÉCRET *relatif à l'organisation du crédit aux coopératives de consommation.*

(J. O. 18 JUIN 1919, 539)

ART. **1.** Des avances pourront être faites par notre Gouvernement, dans les conditions ci-après désignées, aux sociétés et unions coopératives de consommation fonctionnant en Tunisie, sur les versements effectués par la Banque de l'Algérie en exécution des articles 2 et 3 de la convention annexée au décret du 30 décembre 1918.

**2.** Pourront seules concourir au bénéfice du présent décret les sociétés coopératives de consommation qui satisferont aux prescriptions suivantes :

1° Elles devront être constituées conformément ou tout au moins sans opposition aux dispositions des lois françaises susvisées des 24 juillet 1867, 1er août 1893 et 7 mai 1917 et du décret français du 5 septembre 1917 pris pour l'exécution de cette dernière loi ;

2° Leurs statuts devront prévoir que la part ou action sociale que devra acquérir un consommateur pour devenir membre de la société ne pourra dépasser 100 francs, et que, dès que le consommateur admis par la société aura versé le quart de la part ou action sociale dont le maximum est ci-dessus déterminé, il deviendra de plein droit membre de ladite société et le surplus de sa part ou action sera constitué sur la somme lui revenant dans la répartition des bénéfices, à moins que la société n'ait réalisé cette constitution par l'appel de la partie non libérée.

**3,** Aucune œuvre coopérative de consommation ne pourra recevoir d'avances pour un chiffre supérieur à le moitié de son actif net.

**4-** L'ensemble des avances aux sociétés et unions de sociétés coopératives de consommation ne pourra dépasser le contingent que notre Gouvernement, sur les propositions de la commission prévue à l'article 5 affectera à ces œuvres dans le dernier tiers à provenir de la Banque de l'Algérie et réservé aux institutions diverses de mutualité et de prévoyance sociale.

**5.** L'attribution des avances aux sociétés et unions de sociétés prévues ci-dessus sera en outre subordonnée à l'avis d'une commission spéciale composée comme suit :

le Délégué à la Résidence générale, président ;

le Directeur général des Finances, ou son représentant ;

le Secrétaire général du Gouvernement, ou son représentant ;

le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, ou son représentant ;

deux membres de la Section française de la Conférence Consultative élus par elle et pris l'un dans le collège commercial, l'autre dans le troisième collège ;

un membre de la Section indigène de la Conférence Consultative désigné par elle ;

deux membres de sociétés coopératives tunisiennes de consommation désignés par le Résident général.

Cette commission donnera son avis non seulement sur la recevabilité des demandes et sur la qualité des avances, mais, d'une manière générale, sur les conditions auxquelles seront soumises lesdites avances.

A titre transitoire et pour permettre de répondre aux demandes urgentes qui pourraient se produire avant la désignation par la Conférence Consultative de ceux de ses membres devant faire partie de la commis-

sion, des avances pourront être consenties sur avis du conseil des Ministres et Chefs de Services *(ainsi complété par D. 3 sept. 1919).*

**6.** Les avances aux sociétés et unions coopératives bénéficiaires seront consenties par l'Etat à titre de prêt, avec ou sans intérêt, pour une durée maximum de cinq ans, sauf le cas de faillite ou de déconfiture de la société. Elles seront constatées par des actes stipulant les engagements des sociétés et unions coopératives, les garanties consenties par elles à la süreté de leurs engagements et les sanctions et voies de recours convenues en cas d'inexécution de ces engagements. Elles leur seront versées par le Trésorier général de Tunisie sur mandatements du Directeur général des Finances et contre remise au Trésor d'un effet négociable qui demeurera dans les caisses du Trésor jusqu'à son remboursement.

**7.** Notre Directeur général des Finances, notre Secrétaire général du Gouvernement et notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret et autorisés à y pourvoir par tous arrêtés reglementaires.

---

## 16 juin 1919

DÉCRET *relatif à la prorogation des baux à ferme*

(J. O. 28 juin 1919, 568)

ART. **1.** Les baux ruraux auxquels s'applique le décret du 1er octobre 1917 seront prorogés, sous les conditions de ce décret, jusqu'à la date de l'année 1920 correspondant à celle de leur terme normal alors même que le fermier aurait été démobilisé au cours de la présente campagne agricole.

**2.** Lorsque le locataire justifiera que sa mobilisation l'a empêché d'exploiter et si, n'en ayant demandé ni remise ni réduction, il a acquitté la totalité des loyers échus, le juge de paix ou le caïd pourra accorder une prorogation exceptionnelle de bail pour une durée égale au nombre de campagnes agricoles dont il n'a pu bénéficier.

---

## 18 juin 1919

DECRET *établissant le nouveau régime d'importation des sucres jusqu'à l'épuisement des stocks de l'Etat.*

(J. O. 28 juin 1919. 569)

ART. **1.** Est abrogé, à partir du 1er juillet 1919 le décret du 27 mars 1916 prohibant l'importation dans la Régence des sucres de toute origine.

Toutefois, les sucres qui pourront parvenir en Tunisie avant l'épuisement complet des stocks constitués par l'Etat pendant la guerre en vue de pourvoir aux besoins de la consommation locale ne pourront être mis en vente par les importateurs que sous les conditions qui seront fixées par notre Directeur général des Finances.

---

## 1er juillet 1919

ARRÊTÉ *du Directeur général des Travaux Publics fixant les mesures à prendre dans la circulation sur les voies et routes en forêt pour la protection contre l'incendie:*

(J. O. 23 AOÛT 1919, 705)

ART. **1.** Le long et de chaque côté des sections de voies ferrées et tramways à vapeur qui se développent à l'intérieur des forêts ou à moins de 200 mètres de leur périmètre, il sera établi des tranchées de protection contre l'incendie, de 20 mètres de largeur, comptées à partir du bord extérieur du rail le plus rapproché.

La Direction générale des travaux publics fera connaître aux Compagnies concessionnaires ou fermières, les sections de voies ferrées le long desquelles des tranchées devront être établies et entretenues.

Ces tranchées seront ouvertes par les compagnies et à leurs frais. Elles seront débarrassées de toute végétation broussailleuse ou herbacée et de tous bois dont le service forestier jugera la disparition nécessaire.

Pendant la période du 1er mai au 15 novembre, elles seront constamment maintenues par les compagnies, et à leurs frais, en parfait état d'entretien.

Dans le mois qui suivra l'ouverture des tranchées de protection, le propriétaire du sol pourra enlever les produits combustibles provenant des travaux et qu'il lui conviendra d'utiliser, les compagnies restant chargées de faire disparaître le surplus.

L'emploi du feu est interdit pour l'incinération des produits provenant de l'ouverture ou du nettoiement des tranchées, pendant la période du 1er mai au 15 novembre. En dehors de cette période, ces produits ne pourront être incinérés qu'après avoir été coupés et réunis en tas, distants d'au moins quinze mètres du bord extérieur de la tranchée.

**2.** Pendant la période du 1er mai au 15 novembre, les cylindres, tracteurs, moteurs agricoles, véhicules quelconques utilisant la vapeur comme force motrice ne pourront circuler sur les sections de routes se développant dans les forêts ou à moins de 200 mètres de leur périmètre, s'ils ne sont constamment suivis par deux piétons pourvus de pelles et de pioches, ou autres instruments pouvant être utilisées pour combattre les commencements d'incendie, et accompagnés d'un tonneau attelé renfermant toujours au moins 500 litres d'eau, et si les cheminées de machines ne sont munies d'appareils empêchantl'émission des étincelles et flammèches.

Interdiction absolue est faite, aux ouvriers chargés de la conduite des machines, de jeter sur les sections de routes situées dans la zone dangereuse définie au paragraphe premier du présent article, les résidus incandescents des foyers. Les cylindrages à vapeur ne pourront être exécutés dans la zone dangereuse qu'en dehors de la période comprise entre le 15 mai et le 1er novembre.

**3.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par les personnes habilitées à cet effet par l'article 49 du décret du 23 novembre 1915 et seront passibles des pénalités édictées par l'article 37 du même décret.

---

### 9 juillet 1919

DÉCRET *subdivisant les commissions arbitrales des loyers*

(J. O. 23 JUILLET 1919, 627)

ART. **1.** En vue de faciliter l'expédition des affaires, les trois commissions prévues par l'art. 34 § 2 du décret du 10 mars 1919, sont subdivisées ainsi qu'il suit :

1° La commission du canton Nord de Tunis est divisée en trois commissions qui siègeront à Tunis, Bizerte et Souk-el-Arba ;

2° La commission du canton Sud de Tunis est divisée en deux commissions qui siègeront à Tunis et au Kef ;

3° La commission de Sousse est divisée en cinq commissions qui siègeront à Sousse, Sfax Gabès, Gafsa et Thala.

Le ressort de chacune de ces commissions sera celui du canton judiciaire correspondant.

Toutefois, la circonscription de la commission de Souk-el-Arba, comprendra le canton de Béja, celle de Tunis-Sud, celui de Grombalia ; celle de Sousse, les cantons de Kairouan et de Mahdia, et celle de Gabès, les cantons de Zarzis et de Djerba.

**2.** La date et le lieu des audiences qui seront tenues dans chacune des circonscriptions, seront indiqués sur la proposition des Présidents des commissions arbitrales par arrêté de notre Secrétaire général du Gouvernement qui sera publié au Journal Officiel Tunisien, 15 jours au moins avant le jour de l'audience et sera affiché dans le même délai à la porte du Contrôle civil de la circonscription.

**3.** Les noms des assesseurs seront tirés au sort 15 jours avant la date de chaque session, parmi ceux des propriétaires et locataires inscrits sur les listes définitives de chaque chef-lieu de canton où devra avoir lieu la session.

Il sera de plus tiré au sort les noms de cinq assesseurs suppléants dans chaque groupe de français, étrangers et indigènes, savoir : deux propriétaires et trois locataires dont un locataire patenté, lesquels devront être domiciliés dans la localité où siège la commission.

**4.** Les magistrats désignés pour présider les commissions arbitrales hors du chef-lieu d'arrondissement seront accompagnés de leur secrétaire et, s'il échet, de leur interprète.

Leurs frais de transport et de séjour à l'intérieur, ainsi que ceux des auxiliaires qui les accompagneront, seront ordonnancés sur mémoires établis par eux et visés par le président de la commission arbitrale.

---

### 11 juillet 1919

ARRÊTÉ *du Résident général instituant un comité consultatif de législation*

(J. O. 12 JUILLET 1919, 603)

ART. **1.** Il est institué auprès du Résident général pour le seconder dans la préparation et la rédaction des projets de décrets, un comité consultatif de législation.

**2.** Ce comité a pour attributions d'examiner les projets de décrets et de règlements dont il est saisi par le Résident général et de présenter tous amendements qu'il juge utiles. Il signale les lacunes de la législation tunisienne et les modifications qu'il conviendrait d'y apporter ; il prépare les textes destinés à combler ces lacunes ou réaliser ces modifications.

## 1er août 1919

DÉCRET *portant promulgation en Tunisie de la loi française du 23 juillet 1919, relative aux contrats d'assurance sur la vie en temps de guerre.*

(J. O. 13 SEPTEMBRE 1919, 743)

ART. 1. Les dispositions de la loi française du 22 juillet 1919, relative aux contrats d'assurance sur la vie en temps de guerre et promulguée au Journal Officiel français du 26 juillet 1919 sont applicables aux assurances consenties par des entreprises d'assurances sur la vie établies en France en vertu de polices préparées en Tunisie mais domiciliées en France.

---

## 20 août 1919

ARRÊTÉ *du Directeur général de l'Agriculture relatif à la gestion et à l'aliénation du domaine privé de l'Etat.*

(J. O. 15 NOVEMBRE 1919, 950)

### CHAPITRE PREMIER

**Forme des actes administratifs**

ART. 1. Les actes intéressant le Domaine seront reçus par le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation ou son délégué. Ils seront établis en français et en arabe, à moins que toutes les parties contractantes déclarent connaître le français.

Lecture de l'acte sera donnée au contractant, dans la langue qu'il connaît, par le fonctionnaire assermenté que le Directeur général de l'Agriculture aura délégué. Mention de cette formalité sera attestée au pied de l'acte avant clôture.

Si le contractant ne peut ou ne sait signer la reconnaissance de l'écrit aura lieu devant le Contrôleur civil ou son délégué s'il s'agit d'un européen, devant le caïd ou son délégué s'il s'agit d'un indigène ; s'il s'agit d'un immeuble immatriculé, la reconnaissance de l'écrit aura lieu devant l'une des autorités désignées à l'art. 343 du Code foncier en présence de deux témoins du sexe masculin, sachant signer et ayant la capacité nécessaire pour contracter.

2. Ces actes seront rédigés en minute et conservés dans les archives de la direction des Domaines, qui aura seule qualité pour délivrer les expéditions.

3. Ils seront inscrits dans l'ordre chronologique sur un répertoire spécial.

### CHAPITRE II

**Locations**

§ I. — *Conditions générales*

4. Le locataire d'un immeuble domanial est réputé l'avoir visité et le connaître parfaitement. Il le prend à forfait à ses risques et périls pour la durée entière du bail, et aux conditions fixées par un cahier des charges préalable à la location ou à l'adjudication.

5. A moins d'une disposition formelle du contrat, il ne peut faire aucun changement à l'immeuble, ni élever aucune construction sans l'autorisation écrite de l'administration.

6. Il devra dénoncer à l'administration tout empiètement ou dégât causé par un tiers, à peine d'être tenu personnellement de la réparation du préjudice causé.

7. L'Etat fait réserve à son profit de la propriété des objets d'art et d'antiquité et des ruines de construction existant sur la propriété louée.

8. Le locataire ne peut ni sous-louer ni céder son droit au bail sans l'autorisation écrite de l'administration. Si cette autorition est accordée, il reste solidairement responsable du paiement du loyer avec le sous-locataire ou le cessionnaire qui, d'autre part sera tenu avec le premier locataire du paiement des loyers arriérés.

9. L'Etat se réserve expressément contre le locataire principal et, s'il y a lieu, contre les sous-locataires même autorisés, fellahs et khammès, l'exercice du privilège résultant de l'article 129 du décret du 3 octobre 1884 et du décret du 30 juin 1907 qui maintient ces dispositions.

En conséquence, les sous-locataires autorisés, fellahs et khammès, devront, avant de se libérer vis-à-vis du locataire principal s'assurer que les fermages dus à l'Etat ont été payés.

10. Le locataire doit faire partie de toutes les associations syndicales instituées ou à instituer et se conformer au règlement de ces associations.

11. Les loyers, seront sans aucun avertissement, réglés à l'échéance prévue au con-

trat. Faute par le locataire de satisfaire à cette obligation, il supportera tous les frais de perception occasionnés par son retard.

**12.** Toutes les taxes ou impôts institués ou à instituer au profit de l'Etat, des communes ou des associations syndicales et grevant l'immeuble loué, sont supportés par le locataire pendant la durée du bail, alors même que ces taxes ou impôts seraient légalement à la charge du propriétaire.

**13.** En cas de non exécution par le preneur de l'une quelconque des clauses et conditions du bail, ainsi que de non paiement à l'échéance des loyers et redevances stipulés sa déchéance sera prononcée conformément aux dispositions de l'article 25 du décret du 18 juin 1918. Les récoltes pendantes seront vendues aux enchères publiques.

**14.** Si l'Etat jugeait opportun d'affecter l'immeuble loué à un service public, de l'aliéner ou d'en disposer d'une autre manière, il pourrait résilier la location par simple lettre recommandée avec accusé de réception ; la location cesse à l'expiration de la campagne agricole en cours pour les baux ruraux, et à l'expiration du trimestre qui suit pour les baux urbains. Le locataire est dédommagé des grosses réparations incombant au propriétaire et améliorations permanentes qu'il justifie pour une part correspondant à la durée du bail restant à courir.

**15.** Dans le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, le bail sera résilié à compter de la date de l'expropriation sans autre indemnité que celle prévue à l'article précédent pour dédommager le locataire des grosses réparations et améliorations permanentes.

Lorsque l'expropriation n'est que partielle le locataire pourra être maintenu en jouissance aux conditions de prix fixées par l'Administration.

**16.** Le domaine n'interviendra dans aucun procès ou action qui sera intenté par ou contre le locataire pour l'exploitation du revenu des immeubles compris dans la location. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, l'Etat ne pourra être appelé en cause ni soumis à aucune garantie. Mais dans le cas où le fonds du droit de l'Etat serait attaqué, le locataire devrait dénoncer le trouble à l'administration qui se réserve d'examiner et de décider s'il y a lieu de se rendre partie au procès ou d'en laisser la suite au locataire qui, dans ce cas, procédera à ses risques et périls.

**17.** A l'expiration du bail, le preneur devra délaisser l'immeuble sans qu'il soit besoin de lui donner congé, sauf le cas de stipulation de renouvellement par tacite reconduction, sous peine d'être responsable du dommage causé à l'administration et au nouvel occupant.

§ II. — *Conditions spéciales aux immeubles ruraux.*

**18.** Le locataire ne peut réclamer aucune indemnité, remise ou réduction de loyer pour tous sinistres agricoles, tels que grêle, inondation, sécheresse, gelée, etc., ou pour les dégâts qui seront causés par les moineaux, les criquets, ainsi que pour les frais de défense qu'il aura exposés.

**19.** Il se conformera aux usages pour le renouvellement et l'assolement des cultures et l'entretien des arbres et sera tenu de laisser à l'expiration du bail, sur la propriété, la même quantité de paille, de fumier et de fourrage que celle existant à son entrée en jouissance.

Il ne pourra arracher aucun arbre existant, lors même qu'ils ne seraient plus en rapport, sans l'autorisation de l'administration ; il devra tenir en bon état et refaire au besoin les clôtures, les haies mortes ou vives, curer et rafraîchir les fossés, ruisseaux et rigoles, entretenir les captations d'eau, les sources et toutes autres aisances. Il devra respecter et faire respecter les bornes d'immatriculation qui se trouvent sur la propriété ainsi que les piquets et autres signaux qui séparent les lots, il devra laisser libres en tout temps les chemins existants et ceux qu'il serait nécessaire de créer au cours du bail.

**20.** Toute exploitation de carrière sur la propriété louée est interdite sans l'autorisation écrite de l'administration et le paiement de la taxe exigible.

L'exploitation des mines et des gisements de phosphates est régie par des dispositions spéciales.

**21.** Si l'Etat par application de l'article 14 ci-dessus, a aliéné l'immeuble loué et résilié en conséquence la location à compter de l'expiration de la campagne agricole en cours le locataire devra abandonner immédiatement l'emplacement qui lui sera dési-

gné par l'administration pour permettre aux acheteurs du domaine de préparer leur installation. Si cet emplacement n'est pas cultivé, il ne sera dû aucune indemnité au locataire ; dans le cas contraire, l'indemnité à allouer sera fixée soit à l'amiable, soit par voie d'expertise.

§ III. — *Conditions spéciales aux immeubles urbains*

**22.** Le locataire d'un immeuble urbain, à destination industrielle ou commerciale, ne doit pas changer la destination sans autorisation écrite du Domaine. Il s'interdit tout recours contre ce dernier en cas d'installation d'industries ou commerces similaires dans les immeubles voisins même domaniaux.

**23.** En cas de destruction ou de ruine ne permettant plus d'utiliser l'immeuble sans y faire des travaux de reconstruction, le bail est résilié ; le locataire n'est tenu que des trimestres échus avant l'accident, et n'a droit à aucune indemnité quelles que soient l'étendue et la suite de ces accidents. Toutefois, si de grosses réparations de la nature de celles qui incombent ordinairement au propriétaire avaient été effectuées avec l'autorisation et sous le contrôle de l'administration, le montant en serait fixé par expertise contradictoire, et le locataire supporterait une part proportionnelle à la durée de sa jouissance effective.

## CHAPITRE III

### Pâturages

Les redevances de pâturages dues pour les troupeaux des locataires du Domaine sont acquittées en même temps que le prix des locations à la caisse du Caïd. Les permis sont délivrés au moment des locations.

Les troupeaux appartenant à des personnes qui ne sont pas locataires du Domaine ne peuvent être conduits au pâturage sur les propriétés domaniales sans que la redevance ait été préalablement acquittée. Il est délivré au moment du paiement un reçu à souche qui sert de permis de pâturage. Le reçu ou le permis indique le nom de la propriété domaniale sur laquelle le droit de pâturage pourra être exercé, la date et la durée du permis, le nom du propriétaire du troupeau et sa résidence, le détail des animaux déclarés et le montant des droits perçus. Il doit être représenté à toute réquisition des agents des Domaines sous peine d'entraîner immédiatement la liquidation des droits de pâturage, pour une période de dix jours, au tarif fixé pour les troupeaux de passage.

Si le troupeau reste sur la propriété à l'expiration de la période pour laquelle les droits ont été perçus, son propriétaire doit renouveler le permis sous peine d'encourir l'amende prévue par l'article 33 (§ 3e) du décret du 18 juin 1918.

Lorsque le troupeau quitte le territoire domanial avant l'expiration du permis, il ne peut être accordé aucun remboursement de la taxe perçue.

Le pâturage ne peut s'exercer que dans les parties réservées au parcours.

## CHAPITRE IV

### Autres produits

Des autorisations pourront être accordées par les agents des Domaines pour l'exploitation des carrières et l'enlèvement des menus produits.

Le permissionnaire devra se conformer aux ordres qui lui seront donnés par les agents de l'administration. Il est responsable vis-à-vis de l'Etat et des tiers des dommages causés.

L'autorisation accordée est personnelle et ne peut être cédée à un tiers.

Elle n'est accordée qu'à titre précaire et pourra être retirée sans indemnité, à la première réquisition de l'administration. Elle ne sera valable que pour une durée déterminée qui ne pourra dépasser un an.

§ I. — *Carrières*

Aucune carrière de pierre ou de sable ne peut être ouverte, aucune extraction de matériaux quelconques ne peut être effectuée sans une autorisation de l'administration.

L'autorisation est accordée au vu d'une demande, établie sur papier timbré, indiquant avec précision le nom et le domicile du demandeur, le lieu de l'extraction, le cube à extraire, le délai demandé, le mode d'enlèvement et les travaux auxquels sont destinés les matériaux. Le demandeur joindra à sa requête un croquis des lieux.

Outre les autorisations accordées dans les conditions ci-dessus pour une durée qui ne peut excéder un an, l'exploitation des carrières peut être accordée pour une plus longue durée suivant les modalités fixées dans chaque cas par le Directeur général de l'Agriculture.

L'exploitation des carrières est soumise aux dispositions du décret du 1er novembre 1897.

Les phosphates et les mines en territoires domaniaux ne peuvent être exploités que dans les conditions déterminées par les textes qui régissent la matière.

§ II. — *Menus produits*

En dehors de l'autorisation accordée aux locataires, par le décret du 18 juin 1918 (article 31), de ramasser sur les propriétés domaniales du bois mort pour leur usage et le diss destiné à la couverture de leurs gourbis, nul ne peut cueillir de l'alfa ou du diss, couper du bois ou de la broussaille, installer des fours à chaux, à goudron ou des charbonnières et exploiter d'une manière générale les menus produits des enchirs domaniaux sans être muni d'un permis délivré par les agents des Domaines.

Le permis sera gratuit pour les locataires de l'Etat, à moins que ceux-ci ne se livrent à l'exploitation dans un but rémunérateur.

Pour toutes autres personnes, le permis ne sera délivré que contre paiement de redevances dont le taux est fixé par arrêté du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Le permis indiquera toujours le nom de la propriété domaniale sur laquelle l'autorisation pourra être exercée, la date et la durée de validité du permis, le nom du bénéficiaire et sa résidence, l'objet de l'autorisation et le montant des droits perçus lorsqu'il ne s'agira pas d'un permis gratuit. Il devra être représenté à toute réquisition des agents des Domaines, faute de quoi les dispositions prévues par le décret du 18 juin 1918 (art. 33 § 8 et 9) en matière d'exploitations clandestines, seront immédiatement appliquées.

## CHAPITRE VI

### Ventes

§ I. — *Conditions générales*

**24.** Les biens domaniaux sont vendus francs de toutes dettes, hypothèques, redevances ou prestations foncières, sauf les charges résultant du présent arrêté, du décret du 18 juin 1918 et des dispositions particulières du contrat.

**25.** Jusqu'au paiement intégral du prix, en principal et accessoires, l'immeuble vendu demeure affecté par hypothèque à la sûreté de ce paiement.

Après paiement total ou partiel, le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation consent la mainlevée ou la réduction de l'hypothèque de l'Etat, suivant le cas, au vu d'un quitus délivré par le Directeur général des Finances.

**26.** L'acquéreur est censé connaître l'immeuble qu'il a acquis.

Il le prend dans l'état où il se trouve au jour de l'approbation de l'acte de vente, sans pouvoir prétendre à aucune garantie de mesure, consistance ou valeur, quelle que soit la différence en plus ou en moins constatée ultérieurement dans la même consistance ou valeur, ni à aucune diminution de prix pour dégradation ou erreur dans la désignation ou encore pour vices cachés.

Cependant, si une erreur existait à la fois dans la désignation des tenants et aboutissants et dans la consistance annoncée, chacune des parties aurait le droit de provoquer la résiliation du contrat ; mais si cette erreur ne portait que sur l'un des deux points seulement, la demande en résiliation ne serait pas recevable. Si la double erreur existait au préjudice de l'acquéreur, celui-ci ne serait admis à demander la résiliation du contrat que dans les six mois de l'approbation du contrat de vente, passé ce délai, la réclamation ne serait plus reçue et la vente aurait son effet.

La résiliation de la vente ne peut donner ouverture à une demande en indemnités ou dommages-intérêts, soit envers l'Etat, soit envers l'acquéreur, excepté lorsqu'il y a eu dégradation ou améliorations apportées à la propriété par l'acquéreur dépossédé et jusqu'à concurrence des impenses utiles.

**27.** Si l'acquéreur d'un immeuble non immatriculé se trouve dépossédé du tout ou en partie par une immatriculation au profit d'un tiers ou par tout autre moyen, il aura droit, sauf stipulation contraire de l'acte, au remboursement de tout ou d'une partie du prix correspondant à la valeur de l'immeuble dont il est dépossédé, mais sans pouvoir prétendre à une indemnité pour dommage causé.

**28.** L'acquéreur ne peut démolir les constructions, arracher ou couper les vignes, les oliviers ou tous autres arbres existant dans la propriété à l'époque de la vente, ni procéder à aucune extraction du sol, sans autorisation expresse de la direction des Domaines

En cas de contravention, la totalité du prix de vente devient immédiatement exigible.

**29.** L'Etat, en tant que vendeur, ne prend aucun engagement en ce qui concerne l'alimentation en eau potable, l'irrigation, l'ouverture et la viabilité des routes, chemins, rues ou autres voies publiques représentées ou non sur les plans ou croquis des terrains vendus, quelles que puissent être les indications contenues, à ces divers points de vue, dans les notices afférentes à chaque propriété ou groupe de propriétés.

L'établissement des ponceaux ou passages d'accès, nécessaires pour relier les terrains vendus aux chemins publics, existants ou à créer, reste à la charge de l'acquéreur.

L'acquéreur est tenu, lorsque les travaux le comportent, de se conformer aux alignements et nivellements à donner par l'administration compétente.

**30.** L'acquéreur jouit des servitudes actives et souffre les servitudes passives, apparentes ou occultes, déclarées ou non, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques et périls, sans pouvoir, dans aucun cas, appeler l'Etat en garantie ou exercer contre lui aucun recours.

**31.** L'acquéreur supporte les baux courants et n'a droit aux loyers ou fermages qu'à compter de la date de l'entrée en jouissance.

**32.** L'Etat fait réserve, à son profit, de la propriété des objets d'arts et d'antiquités et des ruines de constructions antiques existant sur l'immeuble vendu.

**33.** Il se réserve également la propriété des gisements de phosphates de chaux qui seraient découverts dans le périmètre de l'immeuble vendu.

**34.** Les cours d'eau de toutes sortes et les terrains compris dans leurs francs bords, les sources de toute nature, les acqueducs, puits et abreuvoirs à l'usage public, les routes et chemins publics et, en général, toutes les dépendances du Domaine public sont exclus de la vente.

La consistance définitive des droits d'usage et de jouissance sur le Domaine public ne peut résulter que d'une réglementation qu'il appartient à l'acquéreur de provoquer de la part de l'administration.

**35.** Pendant dix ans, à compter de l'entrée en jouissance, l'acquéreur est tenu de laisser établir sur la propriété vendue, les routes, pistes, chemins, chemins de fer, points d'eau et passage de conduites qui seraient déclarés d'utilité publique. L'emprise nécessaire à ces installations est payée à l'ayant-droit, pour le sol nu, au prix moyen de l'hectare tel qu'il résulte de l'acte de vente par l'Etat à l'acquéreur primitif; pour les plantations, l'indemnité est fixée amiablement ou à dire d'experts.

**36.** L'acquéreur est tenu de faire partie des syndicats constitués ou à constituer qui intéressent son lot.

**37.** Le mode de paiement est fixé avant la rédaction du contrat de vente; il ne peut être modifié postérieurement au contrat.

Toutefois, tout acquéreur peut à une date quelconque se libérer par anticipation partiellement ou totalement.

**38.** L'acte de vente est dressé après versement par l'acquéreur du prix ou de la partie du prix stipulé payable comptant et du montant des frais d'enregistrement, de timbre et d'établissement du titre.

**39.** L'acquéreur est tenu d'élire domicile, pour l'exécution du contrat, dans le contrôle civil de la situation de la propriété vendue.

**40.** L'entrée en jouissance de l'acquéreur est fixée au jour où le contrat devient définitif.

Dans le cas où l'approbation serait refusée, la vente serait considérée comme nulle et non avenue, et l'acquéreur n'aurait droit qu'au remboursement de la somme versée sur le prix d'achat.

§ II. — *Dispositions spéciales aux ventes de terres destinées à être mises en valeur*

**41.** Le prix de vente des lots de culture ou de terres à planter loués avec promesse de vente, est fixé par voie d'expertise administrative.

**42.** Le prix stipulé payable au moment du transfert de la propriété pourra être converti sur demande de l'acquéreur en une rente d'enzel calculée au denier 20.

Cette disposition ne mettra pas obstacle à l'application des articles 46 et 47 du décret du 18 juin 1918.

**43.** Après l'expiration des délais fixés, lorsqu'il y aura eu application desdits ar-

ticles,et à toute époque dans le cas contraire, le preneur pourra, avec l'autorisation de l'Etat, racheter la rente d'enzel, en une seule fois, et constituer melk sa propriété en se conformant aux dispositions du décret du 22 janvier 1905.

**44.** L'échéance des termes différés du prix de vente est fixée au 1er septembre.

Les termes non payés à l'échéance sont passibles, à partir du jour de cette échéance d'un intérêt moratoire à calculer à raison de 5 % par an.

Pour le calcul de ces intérêts, l'année est comptée pour 360 jours, tous les mois uniformément pour 30 jours et chaque jour pour 1/360e de l'année.

Toutefois, aucun intérêt n'est exigé si le paiement est effectué dans les trente jours qui suivent l'échéance.

L'exécution des conditions de la vente est constatée par un agent de l'Etat.

En cas de difficulté entre le Domaine et l'acquéreur, sur l'accomplissement des conditions imposées, un expert est désigné par le juge de paix de la circonscription, sur simple requête de la direction des Domaines.

Il est statué, au vu du rapport de l'expert, par le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

**45.** Les adjudications prononcées à la suite de déchéance seront faites suivant les les règles tracées par l'arrêté du 14 avril 1914 articles 24 et suivants.

**46.** A l'expiration de la période fixée pour l'exécution des obligations imposées aux attributaires des lots de culture et pendant laquelle ils sont réputés locataires, deux agents de la Direction générale de l'Agriculture vérifieront si ces obligations ont été remplies. Ils entendront l'attributaire et consigneront au procès-verbal de constat les motifs qui auraient pu empêcher de réaliser entièrement la mise en valeur du lot.

**47.** Seront considérées comme améliorations foncières susceptibles de justifier l'attribution d'une indemnité dans les conditions prévues par l'article 54 du décret du 18 juin 1918, toutes impenses utiles représentant au moins le quart de la valeur des obligations imposées à l'attributaire par le contrat primitif.

**48.** En ce qui concerne les constructions qui auraient pu être édifiées sur le lot, le Domaine se réserve la faculté d'en exiger la disparition ou de les conserver sans indemnité. Toutefois, si ces constructions avaient contribué à donner au lot une plus-value constatée, l'attributaire déchu pourrait être indemnisé par application de l'article 54 du décret du 18 juin 1918.

**49.** La mise en valeur par le greffage, des peuplements d'oliviers sauvages existants sur les propriétés domaniales, pourra être confiée, sous la surveillance de la direction des Domaines et dans les conditions prévues par les articles 53 et 54 du même décret de préférence aux cultivateurs résidant sur ces propriétés.

Le Directeur des Domaines détermine dans chaque cas les obligations à imposer aux demandeurs, fixe la période à prévoir pour l'exécution de ces obligations et règle les conditions dans lesquelles la propriété des oliviers peut être transférée à l'occupant.

**50.** En aucun cas, l'attributaire déchu par application de l'article 54 du décret précité, ne sera fondé à réclamer une indemnité pour les améliorations apportées et les travaux effectués dans les peuplements concédés.

---

## 27 août 1919

DÉCRET *portant promulgation en Tunisie de la loi française du 2 juillet* 1919 *instituant un réglement transactionnel pour cause générale de guerre entre les commerçants et leurs créanciers.*

(J. O. 3 SEPTEMBRE 1919, 722)

ART. **1.** La loi française du 2 juillet 1919 relative à l'institution d'un réglement transactionnel, pour cause générale de guerre, entre les commerçants et leurs créanciers, est applicable en Tunisie.

---

## 28 août 1919

DÉCRET *relatif à la répression de la spéculation illicite.*

(J. O. 30 AOUT 1919, 715)

ART. **1.** Tous marchands vendant directement au public les denrées et boissons alimentaires, les effets de lingerie, vêtements et chaussures confectionnés, les tissus et étoffes en pièces, les articles de mercerie et fournitures usuelles, les combustibles et articles destinés au chauffage et à l'éclairage domestiques et généralement tous produits d'usa-

ge courant pour lesquels il sera fixé des prix normaux par les commissions prévues à l'article 3 ci-après, tous hôteliers, aubergistes, restaurateurs, cafetiers et débitants de boissons, seront tenus d'annoncer sur une affiche blanche à la devanture ou porte d'entrée de leur magasin, hôtel, restaurant, café ou débit, de la façon la plus visible, le prix des denrées, marchandises ou consommations ci-dessus visées offertes par eux au public.

En outre, toute marchandise ou denrée, quelle qu'elle soit, exposée ou mise à l'étalage pour la vente au public, devra être étiquetée de façon apparente en chiffres connus.

**2.** A l'effet de faciliter aux consommateurs l'appréciation des prix qui leur sont demandés, il sera procédé dans les conditions spécifiées à l'article 3 à la fixation et à la publication de prix dits « prix normaux ».

**3.** Les prix normaux seront déterminés, pour le contrôle de Tunis, par une commission composée :

de l'inspecteur général de l'Agriculture, président ;

d'un négociant et d'un commerçant détaillant de nationalité française désignés par la Chambre de Commerce de Tunis ;

d'un négociant en gros et d'un commerçant détaillant de nationalité tunisienne désignés par le tribunal de l'Orf ;

d'un agriculteur français désigné par la Chambre d'agriculture du nord ;

d'un agriculteur de nationalité tunisienne désigné par le caïd de la banlieue ;

de six consommateurs de nationalité française ou tunisienne désignés par le Ministre Résident Général sur la présentation des associations de consommateurs régulièrement constituées ;

d'un officier désigné par le commandant d'armes comme représentant les commissions d'ordinaire.

**4.** Dans les contrôles autres que celui de Tunis, il sera procédé à l'établissement des prix dits normaux par des commissions locales composées du contrôleur civil, président, de deux commerçants de nationalité française ou tunisienne, de deux producteurs de nationalité française ou tunisienne, de quatre consommateurs de nationalité française ou tunisienne et dans les villes de garnison d'un officier désigné par le commandant d'armes comme représentant les commissions d'ordinaire.

Les membres appelés à siéger dans les commissions locales seront désignés par une réunion composée, sous la présidence du contrôleur civil, du juge de paix, du commandant d'armes, du caïd et du vice-président de la Municipalité du chef-lieu.

**5.** Les commissions spécifiées aux articles 3 et 4 pourront s'adjoindre, à titre consultatif, toutes personnes dont elles jugeront la compétence spéciale utile pour éclairer leurs travaux.

**6.** Les commissions prévues aux articles 3 et 4 fixeront la date et le lieu de leurs séances. Elles seront tenues de se réunir au moins une fois chaque semaine en séance plénière à l'effet de procéder à la fixation ou à la révision des prix normaux de vente aux consommateurs. Elles pourront déléguer à un ou plusieurs de leurs membres, notamment en ce qui concerne les denrées alimentaires périssables, la mission de fixer un cours journalier.

Après avoir déterminé la liste des produits dont l'affichage sera obligatoire, la commission procédera à la fixation ou révision des prix en tenant compte de la rémunération du capital engagé, du salaire, du coût des matières premières ou du produit d'après sa rareté plus ou moins grande, des frais de transport et des charges de toute nature incombant à l'agriculteur, à l'industriel et au commerçant, auxquels elle ajoutera comme bénéfice normal une majoration du prix de revient, variable suivant les usages locaux ou les conventions, mais ne devant en aucun cas dépasser 15 %.

**7.** Les prix ainsi reconnus comme normaux seront consignés dans des procès-verbaux qui recevront la plus large publicité. Ils seront communiqués à la presse, affichés immédiatement dans les bureaux des contrôles civils, des caïdats et des municipalités, dans les marchés et cadres d'affiches officielles sur papier rouge spécial fourni par le Gouvernement.

**8.** Tout commerçant qui acceptera de vendre aux prix normaux sera dispensé de tout affichage autre que l'apposition des affiches de la commission.

Il ne sera pas dispensé de l'étiquetage.

**9.** Sera punie d'une amende de un à quinze francs toute contravention aux prescriptions du dernier paragraphe de l'article 1er

relatif à la formalité de l'étiquetage des marchandises.

Sera punie d'une amende de cinquante à cinq cents francs toute infraction aux dispositions des paragraphes I et II de l'article 1er.

Au cas de récidive l'amende sera portée au double et le contrevenant pourra être puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois.

**10.** Tout marchand ou vendeur :

A) qui aura vendu ou tenté de vendre au-dessus du prix par lui marqué ;

B) qui aura fait de la vente d'une marchandise pour laquelle il demande un prix au-dessus du prix normal la condition de la livraison d'une marchandise pour laquelle il aurait accepté le dit prix ;

C) qui, ayant accepté les prix normaux et apposé l'affiche de la commission vendra ou tentera de vendre au-dessus du prix accepté ;

sera puni d'une amende de cinq cents à trois mille francs et d'un emprisonnement de trois à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

**11.** Sur le vu du procès-verbal constatant l'infraction, il sera procédé au jugement comme en matière de flagrant délit dans les conditions prévues par la loi du 20 mai 1863.

L'inculpé sera immédiatement conduit devant le Procureur de la République qui l'interrogera et, s'il y a lieu, le traduira sur le champ à l'audience du tribunal. Dans ce cas, le Procureur de la République pourra mettre l'inculpé sous mandat de dépôt et, dans tous les cas, ordonnera la fermeture provisoire du magasin.

S'il n'y a point d'audience, le Procureur de la République sera tenu de faire citer l'inculpé pour l'audience du lendemain. Le tribunal sera au besoin spécialement convoqué.

Il sera procédé suivant les mêmes règles devant les juridictions indigènes.

**12.** Le jugement de condamnation pourra ordonner la mise sous séquestre du magasin, et de toutes les marchandises appartenant au condamné. Les denrées périssables, s'il y en a, seront saisies et vendues au prix normal. Ces mesures seront exécutoires nonobstant opposition ou appel.

Le jugement de condamnation sera affiché à la devanture de tout magasin appartenant au condamné, à la porte de son domicile, au contrôle civil, à la municipalité, au caïdat, au poste de police et dans les marchés que fixera le tribunal.

Le tribunal pourra en outre ordonner l'insertion du jugement dans un ou plusieurs journaux qu'il déterminera.

**13.** Les infractions au présent décret seront constatées et procès-verbaux en seront dressés par toutes les autorités de police compétentes.

En outre, les associations de consommateurs régulièrement autorisées pourront désigner des délégués qui, après avoir été agréés par le Gouvernement et avoir prêté serment devant le juge de paix de leur résidence de bien et fidèlement remplir leurs fonctions et de signaler aux autorités compétentes toutes infractions dont ils auront connaissance dans la limite de leurs attributions seront autorisés à dresser des procès-verbaux qui, déclarés par eux sincères et véritables, feront foi jusqu'à preuve contraire.

**14.** Sera considéré comme constituant le délit de spéculation illicite, et puni conformément à notre décret du 8 septembre 1916, d'un emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus et d'une amende de mille francs à vingt mille francs le fait d'avoir, en se livrant à des opérations de vente à un prix notoirement supérieur au prix normal, opéré ou tenté d'opérer la hausse du prix des denrées ou des marchandises au-dessus du cours qu'aurait déterminé la concurrence normale du commerce.

**15.** Sera puni des peines prévues par l'art. 14 quiconque aura provoqué une action concertée à l'effet d'empêcher des producteurs, négociants ou détaillants de vendre leurs denrées ou marchandises à un prix égal ou inférieur au prix normal.

**16.** L'article 463 du Code pénal français et l'article 53 du Code pénal tunisien sont applicables en matière d'infractions prévues par le présent décret.

---

## 30 août 1919

ARRÊTÉ *du Résident Général relatif à l'inscription des femmes sur les listes électorales des chambres d'agriculture ou de commerce.*

(J. O. 30 AOÛT 1919, 715)

ART. 1. Les femmes seront inscrites sur les listes électorales de la Chambre consultative

d'agriculture du Nord, des Chambres de commerce de Tunis et de Bizerte et des Chambres mixtes du Centre et du Sud. Leur inscription est soumise aux conditions prévues pour celle des hommes par les arrêtés du 19 novembre 1895, art. 2 (nos 1, 2 et 3) et du 30 mai 1906, art. 11 (nos 1 et 2).

Elle ne confère pas l'éligibilité.

## 10 octobre 1919

DÉCRET *sur la répression des fraudes*

(J. O. 18 OCTOBRE 1919, 872)

ART. **1.** Seront punis d'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus et d'une amende de 100 francs au moins et de 5.000 francs au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° ceux qui auront trompé ou tenté de tromper le contractant :

soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition (ou le dosage) et la teneur en principes utiles de tous produits ou marchandises ;

soit sur leur espèce ou leur origine lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuée aux produits et marchandises devra être considérée comme la cause principale de la vente ou comme la justification du prix stipulé ;

soit sur la quantité des choses livrées ;

soit sur leur identité par la livraison d'un produit ou d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat ;

2° ceux qui auront falsifié ou tenté de falsifier des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des substances médicamenteuses, des boissons ou des produits agricoles ou naturels destinés à être vendus ;

3° ceux qui auront exposé, mis en vente ou vendu des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels qu'ils sauront être falsifiés ou corrompus ou toxiques ou des susbtances médicamenteuses falsifiées ;

4° ceux qui auront fabriqué, mis en vente ou vendu, connaissant leur destination :

soit des produits propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux des boissons et des produits agricoles ou naturels ;

soit des substances ayant une quelconque des destinations suivantes :

améliorer et bouqueter les moûts, les vins ou les eaux-de-vie naturelles, en vue de tromper l'acheteur sur leurs qualités substantielles, leur origine ou leur espèce ;

guérir les moûts ou les vins de leurs maladies en dissimulant leur altération ;

fabriquer des vins, des cidres et des poirés artificiels ;

donner à des spiritueux destinés à la consommation, sous quelque nom que ce soit, les caractères d'une eau-de-vie en faussant les résultats de l'analyse ;

masquer la fabrication d'une boisson quelconque en faussant les résultats de l'analyse ;

5° ceux qui auront provoqué à l'emploi des produits et substances visés au paragraphe précédent par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques.

Les peines édictées par le présent article sont applicables même au cas où les falsifications sont connues de l'acheteur ou du consommateur.

En est également passible sans préjudice des peines prévues par le code pénal, toute personne qui aura mis les agents chargés de la répression des fraudes dans l'impossibilité d'accomplir leur mission, soit en leur refusant l'entrée de ses locaux de fabrication, de dépôt ou de vente, soit de toute autre manière.

**2.** L'emprisonnement pourra être porté à deux ans :

si le délit ou la tentative de délit prévus par le numéro 1 de l'article précédent ont été commis :

soit à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts ;

soit à l'aide de manœuvres ou procédés tendant à fausser les opérations de l'analyse ou du dosage ou du mesurage, ou bien à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume des marchandises, même avant ces opérations ;

soit enfin à l'aide d'indications tendant à faire croire à une opération antérieure et exacte.

**3.** Seront punis d'une amende de 50 à 3.000 frs, d'un emprisonnement de 6 jours au moins et de 3 mois au plus, ou de l'une de ces peines seulement, ceux qui, sans

motifs légitimes, seront trouvés détenteurs dans leurs magasins, boutiques maisons ou voitures servant à leur commerce, dans leurs ateliers, chais, étables, lieux de fabrication contenant en vue de la vente, des produits visés par le présent décret, ainsi que dans les entrepôts, fondouks, abattoirs et leurs dépendances, dans les gares ou ports de départ ou d'arrivée, dans les halles foires et marchés :

soit de poids ou mesures faux ou autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage des marchandises ;

soit de denrées servant à l'alimentation de l'homme et des animaux, de boissons ou de produits agricoles ou naturels qu'ils savaient être falsifiés, corrompus ou toxiques ;

soit des produits propres à effectuer les falsifications susvisées.

**4.** Si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement devra être appliqué.

Il sera :

de 3 mois à 2 ans et l'amende de 500 à 10.000 francs dans les cas prévus par les numéros 2, 3, 4 et 5 de l'art. 1er ;

de 3 mois à 1 an et l'amende de 100 à 5.000 francs dans les cas prévus par l'art. 3.

**5.** Seront punis d'une amende de 16 à 50 francs :

tous les vendeurs ou détenteurs de produits destinés à la préparation ou à la conservation des boissons qui ne porteront pas sur une étiquette l'indication et la proportion de ceux de ces éléments dont l'emploi n'est admis par les décrets et réglements en vigueur qu'à doses limitées ;

tous ceux qui auront commis une infraction aux prescriptions des arrêtés réglementaires pris en vertu de l'art. 2 du présent décret ;

toute personne qui aura refusé de remettre aux autorités qualifiées des échantillons de ses produits ou marchandises.

**6.** Sera considéré comme étant en état de récidive légale quiconque, ayant été condamné par application du présent décret ou par application de tout autre décret sur les fraudes, aura, dans les cinq ans qui suivront la date à laquelle cette condamnation sera devenue définitive, commis un nouveau délit tombant sous l'application de l'un des décrets sur les fraudes.

En cas de récidive et à défaut de circonstances atténuantes, la peine d'emprisonnement et la peine d'affichage prévue à l'art. 7 devront être appliquées.

En ce qui concerne les infractions prévues à l'art. 5, l'amende sera de 50 à 500 frs en cas de récidive dans l'année de la condamnation. Si une nouvelle infraction est constatée dans l'année qui suivra la deuxième condamnation, l'amende sera de 500 à 1000 frs et un emprisonnement de 6 à 15 jours pourra être prononcé.

**7.** Les marchandises dont la vente, l'usage ou la détention constitue un délit seront confisquées, soit qu'elles aient été l'objet d'une saisie, soit qu'elles se trouvent encore en la possession des vendeurs ou détenteurs. Les poids et autres instruments de pesage, mesurage ou dosage faux ou inexacts, devront être confisqués et, de plus, seront brisés.

Si les marchandises confisquées sont utilisables, le tribunal pourra les mettre à la disposition de l'administration pour être attribuées aux établissements d'assistance publique. Si elles sont inutilisables ou nuisibles elles seront détruites ou répandues aux frais du condamné.

Le tribunal pourra ordonner que la destruction ou effusion aura lieu devant l'établissement ou le domicile du condamné.

Il n'est rien modifié aux dispositions de l'art. 11 du décret du 28 mars 1908, relatif à la destruction ou à la distillation des vins de sucre, vins de raisins secs et autres vins artificiels ou fraudés.

**8.** Le tribunal pourra ordonner que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extraits dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné, le tout aux frais de celui-ci, sans toutefois que ces frais puissent dépasser le maximum de l'amende encourue.

Lorsque l'affichage sera ordonné, le tribunal fixera les dimensions de l'affiche et les caractères typographiques qui devront être employés pour son impression.

En ce cas et dans tous les cas où les tribunaux sont autorisés à ordonner l'affichage de leur jugement à titre de pénalité pour la ré-

pression des fraudes, ils devront fixer le temps pendant lequel cet affichage sera maintenu sans que la durée en puisse excéder sept jours.

Au cas de suppression, de dissimulation ou de lacération totale ou partielle des affiches ordonnées par le jugement de condamnation, il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions du jugement relatives à l'affichage.

Lorsque la suppression, la dissimulation ou la lacération totale ou partielle aura été opérée volontairement par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, elle entraînera contre celui-ci l'application d'une peine d'amende de 50 à 1.000 francs.

La récidive de suppression, de dissimulation ou de lacération volontaire d'affiches par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 100 à 2.000 francs.

Lorsque l'affichage aura été ordonné à la porte des magasins du condamné, l'exécution du jugement ne pourra être entravée par la vente du fonds de commerce réalisée postérieurement à la première décision qui a ordonné l'affichage.

**9.** L'art. 463 du code pénal français et l'art. 53 du code pénal tunisien seront applicables, même en cas de récidive, aux délits prévus par le présent décret.

Le tribunal, en cas de circonstances atténuantes, pourra ne pas ordonner l'affichage et ne pas appliquer l'emprisonnement.

Le sursis à l'exécution des peines d'amende édictées par le présent décret ne pourra être prononcé.

**10.** Lorsque l'instruction aura établi que les infractions au présent décret ou aux arrêtés qu'il prévoit ne constituent que des faits isolés de négligence professionnelle, exclusifs de toute mauvaise foi, les auteurs de ces infractions, s'ils n'ont pas subi de condamnation depuis moins d'un an, pourront être déférés aux tribunaux de simple police qui appliqueront une peine d'amende de 6 à 10 francs.

Dans tous les cas, la confiscation ou la destruction pourront être ordonnées conformément à l'art. 7 du présent décret.

L'affichage du jugement ne sera ordonné qu'en cas de récidive.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à la détention, à l'exposition, à la mise en vente et à la vente de substances médicamenteuses falsifiées.

**11.** Les pénalités du présent décret et ses dispositions en ce qui concerne l'affichage et les infractions aux arrêtés qu'il prévoit sont applicables aux infractions aux décrets spéciaux réglementant la répression des fraudes dans le commerce de certaines marchandises ou de certains produits agricoles ou naturels, notamment en ce qui concerne les céréales et les laines en toisons, les vins de sucre, de glucose, de mélasse et de raisins secs, les produits ou mélanges œnologiques, de composition secrète ou indéterminée, utilisés pour l'amélioration et la fabrication des vins et le sucrage des produits alimentaires.

## TITRE II

### Recherches et constatations

**12.** Les infractions à la législation sur la répression des fraudes et falsifications sont recherchées et constatées conformément aux dispositions ci-après.

Ces dispositions ne font pas obstacle à ce que la preuve des dites infractions puisse être établie par toutes voies de droit commun.

**13.** Les autorités qui ont qualité pour rechercher et constater ces infractions, dresser procès-verbal. opérer des prélèvements d'échantillons et, s'il y a lieu, effectuer des saisies, sont :

les agents du service de la répression des fraudes ;

les commissaires, secrétaires, inspecteurs et chefs de postes de police ;

les militaires de la gendarmerie et tous officiers de police judiciaire ;

les commissaires de la police spéciale des chemins de fer et des ports ;

les agents des contributions diverses et des douanes, les vérificateurs des poids et mesures, agissant à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;

les médecins de colonisation, les inspecteurs de pharmacies, les vétérinaires sanitaires ;

les inspecteurs des halles, foires, marchés et abattoirs ;

en ce qui concerne les fournitures des armées de terre et de mer et les denrées embarquées à bord des navires en vue de la consommation en mer, les officiers et fonctionnaires désignés par les lois, décrets et réglements en vigueur dans la Métropole.

Des agents spéciaux peuvent être institués, pour concourir à l'application du présent décret, par les municipalités et les groupements professionnels visés à l'art. 23. Ces agents doivent être agréés et commissionnés par le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

**14.** Les agents énumérés à l'article précédent peuvent librement procéder aux opérations qui leur incombent en vertu du présent décret dans les lieux énumérés à l'article 3, premier alinéa.

Tout producteur, fabricant, marchand, transporteur, ou débitant de denrées, boissons, substances et produits donnant lieu à l'application de la législation sur les fraudes et falsifications est tenu de leur remettre à première réquisition, les échantillons dont le prélèvement sera jugé nécessaire pour la recherche et la constatation des infractions à cette législation. En cas d'opposition, il sera passé outre.

Les saisies ne peuvent être opérées, en dehors d'une ordonnance du juge de paix ou, si une instruction est ouverte, du magistrat instructeur, que dans le cas de flagrant délit de falsification, ou dans le cas où les produits sont reconnus corrompus ou toxiques. Dans ce dernier cas, la saisie est obligatoire.

Les agents de la force publique sont tenus, en cas de nécessité, de prêter main-forte, en vue de prélèvements ou de saisies, aux personnes qualifiées pour procéder à ces opérations.

Les entrepreneurs de transports sont tenus de n'apporter aucun obstacle à celles-ci et de représenter, s'ils en sont requis, les titres de mouvement, lettres de voiture, récépissés, connaissements et déclarations dont ils sont détenteurs.

**15.** En cas d'action pour tromperie ou tentative de tromperie sur l'origine des marchandises, des denrées alimentaires ou des produits agricoles ou naturels, le magistrat instructeur ou les tribunaux peuvent ordonner la production des registres et documents des diverses administrations.

**16.** Les agents verbalisateurs auront droit, sur le montant des amendes, après encaissement et sous déduction des frais de toute nature, à une prime à répartir entre eux et fixée comme suit :

25 francs lorsque le montant de l'amende est de 500 francs au moins ;

15 francs lorsque le montant de l'amende est de 100 francs au moins ;

5 francs lorsque le montant de l'amende est de 50 francs au moins ;

2 francs lorsque le montant de l'amende est inférieur à 50 francs.

## TITRE III

### Poursuites et expertises

**17.** Les laboratoires de chimie agricole et industrielle [illegible] chargé de l'analyse des échantillons dont le prélèvement est prévu par les articles 13 et 14 du présent décret.

Chaque prélèvement comporte, à moins d'impossibilité matérielle, la prise de quatre échantillons identiques, destinés à être, l'un analysé par le laboratoire, les autres éventuellement soumis à une expertise.

**18.** Si l'analyse des échantillons prélevés permet de conclure à une présomption de fraude ou de falsification, le bulletin d'analyse et les procès-verbaux rapports, etc... correspondants sont transmis au procureur de la République ou au directeur des services judiciaires, suivant que les personnes mises en cause sont des européens ou des sujets tunisiens.

S'il estime, après examen de l'affaire et, au besoin, après enquête préalable, qu'il y a lieu à poursuites, le procureur de la République, ou le directeur des services judiciaires, en avise l'auteur présumé de la fraude et lui impartit un délai pour prendre connaissance du bulletin d'analyse, présenter ses observations et faire connaître s'il réclame une expertise.

**19.** Lorsque l'expertise a été réclamée, il est désigné deux experts, l'un par le juge d'instruction, l'autre par l'intéressé.

Un nouveau délai est, pour ce faire, imparti par le juge à ce dernier, auquel il est toutefois loisible de renoncer explicitement à cette désignation et de s'en remettre aux conclusions de l'expert désigné par le magistrat instructeur.

Si l'intéressé, sans avoir renoncé à son droit, n'a pas désigné son expert dans le délai susvisé, cet expert est nommé d'office par le juge d'instruction.

Les experts sont choisis sur une liste dressée annuellement par le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

(1) D. 12 juin 1929 (J. O. T. 3 juillet)

L'intéressé a le droit de choisir son expert en dehors de cette liste ; mais s'il use de cette faculté, son choix est subordonné à l'agrément du juge d'instruction.

**20.** Les experts sont mis en possession de deux des échantillons prélevés.

Le juge d'instruction leur donne communication des procès-verbaux de prélèvement ainsi que du bulletin d'analyse, des factures, lettres de voiture, pièces de régie et, d'une façon générale, de tous les documents que la personne en cause a jugé utile de produire ou que le juge s'est fait remettre.

Il les commet en outre à l'expertise de tous échantillons de comparaison qui ont pu ou pourront être prélevés sur son ordre ou par mesure administrative.

Aucune méthode officielle n'est imposée aux experts. Ils opèrent à leur gré, ensemble ou séparément, chacun d'eux étant libre d'employer les procédés qui lui paraissent le mieux appropriés.

Toutefois, ils doivent discuter en commun leurs conclusions et dresser un seul rapport S'ils sont d'avis différents ou s'ils ont des réserves à formuler sur les conclusions communes, chacun d'eux indique son opinion ou ses réserves et les motifs à l'appui.

Ce rapport est déposé dans le délai fixé par le juge.

**21.** Si les experts sont en désaccord, ils désignent un tiers expert pour les départager. A défaut d'entente sur le choix de ce tiers expert, celui-ci est désigné par le procureur de la République ou le directeur des services judiciaires.

Le tiers expert peut être choisi en dehors de la liste visée à l'art. 19.

**22.** Lorsqu'en raison de la trop faible quantité ou de la nature du produit, il ne peut être prélevé qu'un seul échantillon, cet échantillon est directement soumis, sans analyse préalable du laboratoire, à l'examen de trois experts, dont deux sont désignés par le juge d'instruction et le troisième par l'intéressé. Ce dernier peut, comme il est dit à l'art. 17, renoncer pour sa part, à cette désignation, auquel cas, il n'est plus commis qu'un expert au lieu de trois.

**23.** Les chambres d'agriculture et de commerce, le syndicat général obligatoire des viticulteurs, les associations régulièrement formées pour la défense des intérêts de l'agriculture, de la viticulture ou du commerce et trafic des marchandises et produits donnant lieu à l'application de la législation sur les fraudes et falsifications, pourront exercer sur tout le territoire de la Régence les droits reconnus à la partie civile relativement à ces fraudes et falsifications ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant la juridiction civile.

## TITRE IV

### Dispositions diverses

**24.** Il sera statué, par des arrêtés pris soit par le Directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, soit de concert entre lui et les autres chefs de services intéressés sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution du présent décret, notamment en ce qui concerne :

1° la vente, la mise en vente, l'exposition et la dénomination des produits qui donnent lieu à l'application du présent décret ;

2° les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et et de crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente ; la définition et la dénomination des boissons, denrées et produits conformément aux usages commerciaux, les traitements, additions, mélanges, coupages, manipulations, ustensiles, enveloppes et dispositifs de toute nature ayant pour but leur fabrication, coloration, édulcoration, conservation, emballage, etc., etc ; les caractères qui les rendent impropres à la consommation ; les taux maxima d'impuretés susceptibles d'être tolérés ;

3° les formalités que doivent comporter les prélèvements d'échantillons, les saisies, les expertises (1) ;

4° les méthodes d'analyses.

**25.** Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret et notamment :

1° le décret du 27 janvier 1897 sur les fraudes et falsifications dans le commerce des denrées alimentaires et les décrets du 16 juillet 1910 et du 24 juin 1911 qui l'ont modifié et complété ;

(1) Arrêté du 29 oct 1919.

2° le décret du 27 janvier 1897 sur la répression des fraudes dans le commerce des engrais et amendements ;

3° le décret du 6 février 1898 astreignant les marchands ou dépositaires de denrées alimentaires à délivrer des échantillons de leurs marchandises à première réquisition des autorités de police ;

4° les articles 38 et 39 du décret du 29 juillet 1909 relatif à la vérification et à la construction des poids et mesures ;

5° les articles 8 et 10 du décret du 28 mars 1908 et 2 du décret du 15 juillet 1910 relatifs à la répression des fraudes sur les vins.

**26.** Les dispositions du présent décret n'entreront en vigueur qu'à l'expiration d'un délai de six mois à courir de la date de sa promulgation.

---

### 29 octobre 1919

ARRÊTÉ *du Directeur général de l'Agriculture et du Secrétaire général du Gouvernement Tunisien réglementant le prélèvement et l'analyse des échantillons pour la répression des fraudes.*

(J. O. 21 JANVIER 1920, 106)

ART. **1.** Les prélèvements d'échantillons prévus par l'article 17 du décret susvisé donnent lieu, séance tenante, à la rédaction, sur papier libre d'un procès-verbal comportant les mentions suivantes :

A) nom, prénoms, qualité et résidence de l'agent verbalisateur ;

B) date, heure et lieu où le prélèvement a été effectué ;

C) nom, prénoms et profession, domicile ou résidence de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré ou, s'il a eu lieu en cours de route, nom et domicile des personnes figurant sur les lettres de voiture ou connaissements comme expéditeurs et destinataires ;

D) exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été effectué, indication de l'importance du lot de marchandises échantillonnées et des marques et étiquettes apposées sur les enveloppes et récipients, ainsi que toutes autres précisions ou déclarations jugées utiles soit par l'agent verbalisateur, soit par le propriétaire ou détenteur de la marchandise, soit par le représentant de l'entreprise de transport, en vue d'établir l'authenticité des échantillons prélevés, l'identité de la marchandise et la dénomination exacte sous laquelle cette dernière était détenue ou mise en vente ;

E) valeur des échantillons prélevés, déclarée par le propriétaire ou détenteur de la marchandise, sur l'invitation de l'agent verbalisateur qui en opère, séance tenante, le paiement ;

F) signature de l'agent verbalisateur et, suivant le cas, du propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou du représentant de l'entreprise de transport ; si ces derniers ne savent ou ne veulent signer, mention en est faite dans le procès-verbal.

**2.** Les prélèvements doivent être effectués de telle sorte que les quatre échantillons soient, autant que possible, identiques.

L'instruction annexée au présent arrêté détermine, pour chaque produit ou marchandise, la quantité à prélever, les procédés à employer pour obtenir des échantillons homogènes, ainsi que les précautions à prendre pour le transport et la conservation des échantillons.

**3.** Tout échantillon prélevé est mis sous scellés. Ces scellés sont appliqués sur une étiquette composée de deux parties pouvant se séparer et être ultérieurement rapprochées, savoir :

1° un talon qui ne sera enlevé qu'au laboratoire, après vérification du scellé. Ce talon doit porter les indications suivantes : dénomination sous laquelle le produit est mis en vente, date de prélèvement et numéro sous lequel les échantillons sont enregistrés par le service chargé de les centraliser, comme il est dit à l'article 4 ci-après. ;

2° un volant qui porte, avec le numéro d'enregistrement, les nom et adresse du propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou, en cas de prélèvement en cours de route, ceux des expéditeur et destinataire. Ce volant est signé par l'auteur du procès-verbal.

Il peut également l'être par le propriétaire ou le détenteur de la marchandise, et ce à titre de garantie contre toute substitution. Le cachet de l'intéressé peut, dans le même but, être apposé sur les trois échantillons destinés à être éventuellement soumis à une expertise. Il ne peut, en aucun cas, être apposé sur l'échantillon destiné au laboratoire.

**4.** Le procès-verbal et les échantillons sont, dans les vingt-quatre heures, envoyés par

l'agent verbalisateur au Secrétariat général du Gouvernement (Direction de la Sûreté publique).

Ce service enregistre lesdits échantillons sous un numéro qu'il inscrit sur le talon et le volant de leur étiquette. Il transmet ensuite l'un d'eux au laboratoire intéressé, après avoir détaché le volant qu'il annexe au procès-verbal, lequel demeure en sa possession avec les autres échantillons.

Toutefois, si la nature de ces derniers l'exige, ils sont également envoyés au laboratoire, où des mesures spéciales sont prises en vue de leur conservation. Dans ce cas, tous les volants sont détachés des talons et annexés au procès-verbal.

**5.** Le laboratoire établit, dans le plus bref délai possible, un bulletin d'analyse de chacun des échantillons qui lui sont transmis. Il y consigne les résultats de son examen et ses conclusions.

Ce bulletin est adressé au Secrétariat général du Gouvernement (Direction de la Sûreté publique) qui le transmet, s'il y a présomption de fraude ou de falsification, au Procureur de la République ou au Directeur des services judiciaires, avec les pièces correspondantes et les échantillons réservés.

S'il s'agit de vins, bières, cidres, alcools ou liqueurs, avis doit être donné par le Secrétariat général du Gouvernement à la Direction générale des Finances.

**6.** S'il n'y a, aux termes du bulletin d'analyse, ni fraude ni falsification, le Secrétariat général du Gouvernement (Direction de la Sûreté publique) en avise l'intéressé.

**7.** Dans le cas prévu par l'article 22 du décret du 10 octobre 1919, c'est-à-dire lorsqu'en raison soit de sa trop faible quantité, soit de sa nature, une marchandise ne peut donner lieu au prélèvement de quatre échantillons, ou encore lorsqu'elle est rapidement altérable, l'agent verbalisateur la place, en tout ou partie, sous scellés et l'expédie directement soit au Procureur de la République, soit au Directeur des services judiciaires, ou la dépose, si c'est nécessaire, dans un lieu propre à en assurer la conservation. Il peut la laisser à la garde de l'intéressé.

L'agent verbalisateur invite, d'autre part, ce dernier à choisir un expert et un suppléant sur la liste officielle ou à s'en rapporter à un expert unique désigné par le juge d'instruction.

Les réponses de l'intéressé sont consignées au procès-verbal qui est directement transmis, avec toutes pièces utiles ,au Procureur de la République ou au Directeur des services judiciaires.

Copie en est adressée au Secrétariat général du Gouvernement (Direction de la Sûreté publique).

**8.** Les produits qui font l'objet des saisies prévues par l'article 14 du décret du 10 octobre 1919 sont placés sous scellés et envoyés au Secrétariat général du Gouvernement (Direction de la Sûreté publique). Si leur envoi immédiat est impossible, ils sont laissés en dépôt à l'intéressé ou dans un lieu choisi par l'agent verbalisateur.

S'il s'agit de produits reconnus corrompus ou toxiques, l'agent peut procéder à leur destruction, à leur stérilisation ou à leur dénaturation.

Les opérations sont relatées et justifiées dans un procès-verbal établi par ailleurs conformément aux prescriptions de l'art. 1er.

**9.** Les dispositions du présent arrêté et de l'instruction y annexée entreront en vigueur en même temps que le décret du 10 octobre 1919.

## 30 octobre 1919

DÉCRET *portant répression de la fonte des monnaies d'or et d'argent.*

(J. O. 1er NOVEMBRE 1919, 919)

ART. **1.** Toute personne convaincue d'avoir, sans autorisation spéciale du Ministre des Finances pour les monnaies françaises, et de notre Directeur général des Finances pour les monnaies tunisiennes, procédé à la fusion, la refonte et la démonétisation, dans un but industriel ou privé, de monnaies françaises ou tunisiennes, sera condamnée aux peines prévues par notre décret du 21 février 1916.

## 2 novembre 1919

DÉCRET *interdissant la consommation du lait frais dans les établissements ouverts au public.*

(J. O. 8 NOVEMBRE 1919, 929)

ART. **1.** Dans les restaurants, cafés, buvettes, crémeries, cantines, maisons de thé et dans tous établissements autres que les hôtels, pensions de famille, et buffets, servant à la clientèle des aliments et des boissons,

il est interdit, à partir du cinquième jour qui suivra la publication du présent décret au Journal Officiel, de servir ou de consommer du lait frais ou de la crème à l'état frais, pur ou mélangé avec une préparation quelconque, telle que thé, café, chocolat ou cacao.

**2.** Les infractions au présent décret seront punies d'une amende de seize à cinq cents francs (16 à 500 francs).

En outre, les tribunaux pourront ordonner que leurs jugements seront, intégralement ou par extraits, affichés dans les lieux qu'ils indiqueront et insérés dans les journaux qu'ils désigneront, le tout aux frais du condamné, sans que la dépense puisse excéder cinq cents francs (500 fr.).

En cas de récidive, l'amende sera de cinq cents à deux mille francs (500 à 2.000 fr). et il pourra être prononcé un emprisonnement de six jours à deux mois.

L'article 463 du Code pénal français et l'article 53 du Code pénal tunisien, suivant le cas, seront applicables aux infractions prévues par le présent décret.

---

## 6 novembre 1919

DÉCRET *portant application de la loi française d'amnistie du 24 octobre* 1919.

(J. O. 12 NOVEMBRE 1919, 935)

ART. **1.** Les faits punis et prévus par la législation locale dans les matières énumérées par la loi française du 24 octobre 1919 bénéficieront de l'amnistie édictée par cette loi, dans les limites et sous les restrictions qu'elle a indiquées.

Notamment, sont assimilés :

aux délits et contraventions en matière de douane, visés par la loi, les délits et contraventions concernant la douane tunisienne ;

aux délits et contraventions en matière de contributions indirectes françaises, les délits et contraventions concernant les monopoles et les contributions diverses de la Régence.

---

## 10 novembre 1919

DÉCRET *relatif à la date de la cessation des hostilités.*

(J. O. 12 NOVEMBRE 1919, 936)

Vu la loi française du 23 octobre 1919 relative à la date de cessation des hostilités ;

ART. **1.** Pour l'exécution des décrets et contrats dont l'application a été subordonnée à l'état de guerre, sera considérée, sauf intention contraire des parties résultant des contrats, comme date de la cessation des hostilités celle de la publication du présent décret au Journal Officiel.

Il en sera ainsi sans qu'il y ait à distinguer suivant qu'il ait été disposé « pour l'état de guerre », « le temps de guerre », « la durée de la guerre », « la durée des hostilités », « la durée de la campagne », « jusqu'à la paix » ou par toutes autres expressions équivalentes. Les délais qui devaient s'ouvrir à la cessation des hostilités partiront de même de la date ci-dessus, sans égard aux terminologies différentes.

Nonobstant les dispositions qui précèdent les délais suspendus par l'effet de l'alinéa 2 de l'article 2 et de l'article 5 de notre décret du 10 août 1914, s'ils viennent à expiration dans les trente jours de la date visée par l'alinéa 1er ci-dessus, seront prolongés jusqu'à l'expiration du trentième jour qui suivra cette date.

Ceux des délais établis par la loi foncière qui se trouvent encore suspendus actuellement reprendront leur cours le lendemain de la publication au Journal Officiel du présent décret pour expirer après un laps de temps égal à celui qui restait encore à courir le 31 juillet 1914, à 24 heures.

**2.** Le recolement de bornage, prévu par notre décret du 31 mars 1915, cessera d'être nécessaire dans les affaires où la date du rendez-vous sur les lieux annoncé par le Journal Officiel sera postérieure à la publication du présent décret.

**3.** Les dispositions du présent décret ne sont applicables qu'à l'égard des Etats qui ont signé avec la France un traité de paix dûment ratifié et aux sujets et ressortissants de ces Etats ; elles ne sont pas applicables aux Etats non encore en paix avec la France, aux personnels des armées de terre et de mer en opérations hors de France, à leurs familles et à tous biens, droits et intérêts desdits personnels.

Des décrets spéciaux pour l'application des mêmes mesures seront pris par nous ultérieurement au fur et à mesure de la ratification des traités avec les Etats encore en position de guerre avec la France.

**4.** L'article 1244, alinéa 2, du code civil français et l'article 137 du code tunisien des obligations sont applicables aux poursuites

et exécutions en toute matière pendant la durée d'une année à compter de la publication du présent décret.

Le président du tribunal civil statuera par ordonnance de référé exécutoire nonobstant appel.

**5.** Notre décret du 15 juin 1918 qui autorise les magistrats du Tribunal Mixte à siéger, pendant la durée des hostilités, dans les affaires où ils ont fait des actes d'instruction continuera à recevoir son application jusqu'à ce qu'il en soit par nous autrement ordonné.

---

## 10 novembre 1919

DÉCRET *relatif à la déclaration des huiles et au contrôle de la fabrication* (1).

(J. O. 15 NOVEMBRE 1919, 849)

ART. **1.** Quiconque était, à la date de notre décret susvisé du 3 juin 1919, détenteur autrement qu'à titre familial et par suite entrepositaire en vertu du décret du 27 février 1919 article 3, 3°, d'une quantité quelconque d'huile d'olive, est tenu de déclarer par écrit, le 30 novembre prochain, les quantités d'huile qu'il possédera à ladite date.

La déclaration rédigée en français ou en arabe, devra être adressée par la poste au Directeur des contributions diverses ou être déposée, pour lui être transmise, chez le receveur local des contributions diverses. Il n'en est pas délivré récépissé.

Cette déclaration énoncera exactement la qualité des huiles par les mots : première pression, deuxième pression, fdikhs, lampantes ou masris, le poids de l'huile pour chaque qualité et le poids total, le lieu où les huiles sont déposées (localité, rue, numéro, si possible, ou lieu dit).

Elle sera signée du déclarant qui devra indiquer ses nom, prénoms, profession et domicile et devra préciser s'il est ou non propriétaire de ces huiles ; dans la négative, il devra indiquer les nom, prénoms, profession et domicile du propriétaire.

Si, à la date du 30 novembre, le déclarant ne détient plus d'huile ou n'en détient qu'une quantité inférieure à celle dont il était entrepositaire le 3 juin 1919 il devra expliquer le cas échéant, les causes des différences.

**2.** Toute personne qui désire entreprendre la fabrication des huiles d'olives doit en faire la déclaration au Directeur des contributions diverses, dans les formes prévues à l'article 1er du présent décret, quinze jours au moins avant le commencement de sa fabrication et indiquer exactement la situation des locaux où doit se faire la fabrication.

Elle doit inscrire toutes les quantités fabriquées par elle sur un registre spécial destiné à être représenté aux agents des régies financières à toute réquisition, en distinguant la qualité de ces huiles suivant les prescriptions de l'article 1er ci-dessus.

Elle doit en outre faire la déclaration :

1° le 1er et le 16 de chaque mois à partir du commencement de la fabrication :

*a)* des quantités fabriquées pendant la quinzaine précédente, en distinguant la qualité des huiles fabriquées et avec indication des nom, prénoms, profession et domicile des propriétaires de l'huile fabriquée ;

*b)* des quantités sorties de l'usine, avec indication des nom, prénoms, profession et domicile des personnes auxquelles ces huiles ont été livrées ainsi que la qualité de ces huiles ;

2° dans les huit jours de l'achèvement de sa fabrication annuelle, du relevé général de sa production.

**3.** Tout défaut de déclaration, toute différence en plus ou en moins dans les déclarations par rapport aux quantités réelles, et, d'une manière générale, toute infraction aux dispositions du présent décret et des arrêtés réglementaires pris pour son exécution seront punis d'une amende de 500 à 5.000 francs, en outre de la confiscation des produits et des récipients.

Les propriétaires des produits sont civilement responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques en ce qui concerne les amendes, confiscations et dépens.

Les infractions seront constatées par les agents des régies financières, par les agents de la force publique et par tous autres fonctionnaires ayant qualité pour verbaliser et la répression en sera poursuivie conformément aux dispositions du décret du 3 octobre 1884 sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux prescriptions du présent décret.

**4.** Les agents des régies financières sont autorisés à pénétrer chez tous détenteurs pour y effectuer toutes recherches et vérifications relatives à l'exécution du présent décret. A cet effet, ils sont dispensés de l'observation des formalités prescrites par les

(1) V. D. 21 nov. 1919 et D. 2 janv. 1920.

articles 78 et 79 du décret susvisé du 3 octobre 1884.

Tout établissement de fabrication des huiles est soumis à l'exercice et au contrôle permanent du service des contributions diverses qui pourra installer à l'intérieur de l'établissement un poste de surveillance de jour et de nuit. Les industriels sont tenus de fournir gratuitement, sur-le-champ et à toute réquisition, le personnel et le matériel notamment les instruments de pesage et de mesurage, nécessaires aux opérations des agents ainsi que le logement de ceux-ci et un local pour y tenir leurs écritures. Ils supporteront les frais d'exercice fixés à dix francs par jour et par agent ; ces frais seront, s'il y a lieu, répartis entre les divers établissements exercés par les mêmes agents.

---

## 12 novembre 1919

DÉCRET *maintenant et étendant les dispositions de celui du 8 septembre 1916 relatif à la spéculation illicite.*

(J. O. 15 NOVEMBRE 1919, 948)

ART. 1. Pendant trois ans à dater de la promulgation du présent décret, les dispositions de l'article premier de notre décret du 8 septembre 1916 resteront en vigueur, sous réserve des modifications suivantes :

Les infractions prévues par le dit article 1er seront punies d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de cinq cents à cinquante mille francs (500 à 50.000 fr.),

La peine sera d'un emprisonnement de un an à trois ans et d'une amende de mille à cent mille francs (1.000 à 100.000 fr.) si la hausse a été opérée ou tentée sur des denrées alimentaires, boissons, combustibles, engrais commerciaux, vêtements ou chaussures.

L'emprisonnement pourra être porté à cinq ans et l'amende à deux cent mille francs (200.000 fr.) s'il s'agit de marchandises qui ne rentrent pas dans l'exercice habituel de la profession du délinquant.

Dans tous les cas prévus par les trois paragraphes qui précèdent, et sans préjudice de la peine d'emprisonnement, l'amende pourra être portée au double du bénéfice illicite constaté quel que soit le montant de ce bénéfice.

**2.** Le tribunal devra ordonner dans tous les cas que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extrait dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines ou ateliers du condamné, le tout aux frais du condamné, dans les limites du maximum de l'amende encourue.

Le tribunal fixera les dimensions de l'affiche, les caractères typographiques qui devront être employés pour son impression et le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu.

Au cas de suppression, de dissimulation ou de lacération totale ou partielle des affiches ordonnées par le jugement de condamnation, il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions du jugement relativement à l'affichage.

Lorsque la suppression, la dissimulation ou la lacération totale ou partielle aura été opérée volontairement par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, elle entraînera contre celui-ci l'application d'une peine d'emprisonnement de un à six mois et d'une amende de cent à deux mille francs (100 à 2.000 francs).

En cas de récidive, il sera prononcé le maximum de la peine d'emprisonnement et d'amende, et ces peines pourront être portées au double.

**3.** Le tribunal pourra, en outre, prononcer l'interdiction des droits civiques et politiques et, en cas de récidive, la fermeture temporaire ou définitive ou la vente ,par autorité de justice, du fonds de commerce ou de l'entreprise industrielle.

L'arrêt ou le jugement pourra de plus prononcer contre les coupables la peine de l'interdiction de séjour pour deux ans au moins et cinq ans au plus.

Dans les cas prévus par les troisième et quatrième paragraphes de l'article 1er du présent décret, l'interdiction de séjour qui pourra être prononcée sera de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

### CHAPITRE II

**4.** Pendant la période d'application du présent décret seront punis des peines portées en l'article 419 du code pénal français ceux qui, dans un but de spéculation illicite, soit individuellement, soit collectivement, auront provoqué ou tenté de provoquer la hausse du prix des baux à loyer au delà des taux que

représentent l'augmentation des charges de la propriété bâtie et la concurrence naturelle et libre du commerce.

**5.** Dans les villes de plus de 10.000 habitants les propriétaires, gérants d'immeubles et de pensions de famille devront faire afficher les logements vacants dans leurs immeubles. L'affichage devra porter l'indication des prix.

En outre, tous les logements vacants devront, avec l'indication des prix, être déclarés aux municipalités locales qui donneront à cette déclaration toute la publicité qu'elles jugeront nécessaire.

Les obligations édictées par le présent article seront sanctionnées par une amende de cinq cents à vingt mille francs (500 à 20.000 francs).

**6.** L'article 463 du Code pénal français et l'article 53 du Code pénal tunisien sont applicales à tous les délits prévus par le présent décret.

---

## 12 novembre 1919

DÉCRET *réglementant la profession de logeur.*

(J. O. 15 NOVEMBRE 1919, 950)

ART. 1. Toute personne qui veut exercer la profession de logeur, à quelque titre que ce soit, aubergiste, maître d'hôtel garni, logeur en garni, tenancier de café ou de fondouk, est tenu d'en faire préalablement la déclaration à l'autorité de police du lieu où elle a l'intention de s'établir. A cette déclaration, devront être joints un extrait du casier judiciaire et un certificat de bonne vie et mœurs.

**2.** Sont considérées comme logeurs de profession, et à ce titre, sont soumises aux dispositions du présent décret, toutes personnes qui louent en garni tout ou partie de leur maison, dans les termes et délais en usage pour les locations en général ou qui logent à la chambrée, à la nuit, à la semaine ou au mois, soit en garni, soit dans des cafés, dans des oukalas ou fondouks.

**3.** La déclaration prévue à l'art. 1er du présent décret doit comprendre les nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité, profession et domicile du déclarant, le nombre des chambres destinées à être louées en garni, l'indication de l'étage, le nom du propriétaire de la maison. Cette déclaration, dont il sera donné un récépissé, sur formules à souches timbrées, au timbre de dimension, devra être renouvelée à chaque changement de domicile.

**4.** Les logeurs en garni devront placer extérieurement au-dessus de la porte d'entrée de leur maison, une enseigne ou un tableau très apparents indiquant en gros caractères, soit le nom de l'aubergiste ou de l'hôtel, soit que tout ou partie de la maison est loué en garni.

**5.** Toute personne se présentant dans un hôtel ou établissement assimilé pour y prendre logement, est tenue, dès son arrivée, de remplir ou de dicter un bulletin individuel indiquant ses véritables nom, prénoms, lieu et date de naissance, nationalité, qualité ou profession, domicile habituel, le lieu d'où elle vient, celui où elle va, la date de son entrée et la nature des pièces d'identité produites. Ces prescriptions sont applicables aux femmes mariées, même accompagnées de leur mari.

**6.** Tout logeur en garni, qu'il loge au mois ou à la nuit, est tenu, dès l'arrivée des personnes qui prendront domicile chez lui, d'exiger de ces personnes, conformément aux prescriptions de l'article précédent, la rédaction du bulletin individuel avec indication des pièces d'identité que le voyageur aura produites. Mention sera faite de la non production de ces pièces.

Il transcrit immédiatement, jour par jour sans aucun blanc ni interligne, sur un registre coté et paraphé à chaque feuille par l'autorité de police du lieu, toutes les indications portées sur le dit bulletin ; il les complète ultérieurement par la mention de la date de de sortie.

Le registre d'inscription sera représenté à toute réquisition des agents de l'autorité et soumis, le 1er de chaque mois, au visa de l'autorité de police du lieu. Les registres devront être déposés au bureau de cette autorité.

**7.** Les logeurs, quelle que soit leur dénomination, sont tenus de déposer chaque jour avant neuf heures du matin, à Tunis, au commissariat de police des recherches, et dans l'intérieur, au bureau de police du lieu, pour chaque personne nouvellement arrivée dans leur établissement, le bulletin individuel prescrit par l'article 5.

**8.** Lorsqu'un logeur en garni cessera sa profession il devra faire, immédiatement,

au bureau de police du lieu, le dépôt de son registre et de son récépissé de sa déclaration à lui donner.

**9.** Le texte du présent décret devra être affiché en permanence et de manière apparente dans tous les hôtels, garnis, maisons meublées, cafés, fondouks et oukalas, dans le local affecté à la réception des voyageurs.

**10.** Les contrevenants aux dispositions qui précèdent seront passibles d'une amende de 6 à 11 francs inclusivement.

En cas de récidive, ils encourront, en outre, un emprisonnement de un à cinq jours.

**11.** Le logeur de profession convaincu d'avoir logé plus de vingt heures une personne qui, pendant ce séjour, aurait commis un crime ou un délit, sera, s'il a négligé d'exiger du coupable la rédaction du bulletin prévue par l'article 5, civilement responsable des restitutions, des indemnités ou des frais adjugés à ceux à qui le crime ou le délit aura causé quelque dommage.

**12.** Ceux qui sciemment inscriront sur leur registre sous des noms faux ou supposés les personnes logées chez eux, ou qui de connivence avec elles auront omis de les inscrire, seront punis d'un emprisonnement de six jours au moins et de trois mois au plus.

**13.** L'article 463 du Code pénal français et l'article 53 du Code pénal tunisien sont applicables aux infractions prévues par le présent décret.

**14.** Les dispositions du décret du 21 novembre 1897, sur les logeurs, sont et demeurent abrogées.

---

## 21 novembre 1919

DÉCRET *relatif à la réquisition éventuelle des huiles.*

(J. O. 22 NOVEMBRE 1919, 975)

ART. **1.** Dans la limite des crédits ouverts pour l'exportation des huiles d'olives, la délivrance des permis de sortie est expressément subordonnée à l'existence entre les mains du bénéficiaire et à la réquisition par notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation d'une quantité d'huile égale à celle pour laquelle il aura sollicité ce permis de sortie.

**2.** L'Etat se réserve la faculté de procéder, en outre, à la réquisition des quantités d'huile nécessaires aux besoins de la consommation locale.

**3.** L'Etat paie comptant au moment où, il en prend livraison, le prix des huiles qu'il réquisitionne. Ces prix sont, dans les deux cas prévus aux articles 1 et 2 ci-dessus, ceux fixés par la Commission centrale des réquisitions, savoir, par 100 kilos d'huile livrés à Tunis intra muros :

| | Réquisitions en contre-partie des exportations | Réquisitions pour la consommation |
|---|---|---|
| Huiles de 1re pression | 320 » | 450 » |
| Huiles de 2e pression | 300 » | 430 » |
| Huiles fdikh | 295 » | 425 » |
| Huiles masri | 285 » | 415 » |

Ces prix, qui s'entendent pour les huiles à réquisitionner avant le 1er janvier 1920, seront majorés de cinq francs par quintal et par mois échu à partir du 1er janvier 1920.

**4.** Les huiles déclarées par application du décret susvisé du 10 novembre 1919 (1) sont assujetties à l'exercice de l'administration des contributions diverses dans les mêmes conditions que les produits placés sous le régime de l'entrepôt fictif en vertu de l'art. 7 du décret du 8 décembre 1906. En conséquence :

1° tout détenteur de ces huiles en est constitué de plein droit entrepositaire ;

2° aucune quantité d'huile ne peut être sortie de l'usine de production ou du lieu de dépôt et transportée ailleurs sans acquit-à-caution délivré gratuitement par le service local des contributions diverses ; les règles et formalités édictées par la législation en matière d'alcool relativement à l'établissement et à l'utilisation de ces titres de mouvement sont applicables aux acquits-à-caution pour la circulation des huiles. L'acquit à caution indique obligatoirement la qualité des huiles transportées ; sa délivrance est subordonnée à la déclaration par le demandeur de la destination qu'il désire donner à l'huile ;

3° l'entrepositaire d'huile doit tenir un compte d'entrepôt dont le premier article, pour tout détenteur actuel, doit être, aux charges, le stock d'huile dont il est possesseur à la date du 30 novembre 1919 et qu'il a déclaré en exécution du décret susvisé du 10 novembre 1919. Le service des contribu-

(1) Dispositions étendues à toutes quantités d'huiles excédant 25 litres, par D. 2 janv. 1920.

tions diverses est autorisé à faire état pour le contrôle de ce premier article des déclarations faites par le détenteur en vertu du décret susvisé du 10 novembre 1919 ;

4° le service des contributions diverses ouvre de son côté un compte à chaque détenteur d'après les déclarations de ce dernier et les indications des acquits-à-caution. La différence des entrées et des sorties doit être représentée à toute réquisition aux agents de l'administration des Finances qui peuvent exiger cette représentation et faire toutes visites et vérifications dans l'entrepôt sans l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 78 et 79 du décret du 3 octobre 1884.

5. Toute infraction aux dispositions du présent décret et des arrêtés réglementaires pris pour son exécution sera punie d'une amende de 500 à 5.000 francs et de la confiscation au profit de l'Etat, outre les moyens de transport et les récipients, de toute quantité d'huile non déclarée, dissimulée ou non représentée par son détenteur ou faussement qualifiée ou circulant sans titre de mouvement ou dans des conditions contraires aux indications du titre de mouvement.

Les détenteurs et propriétaires des huiles sont civilement responsables du fait de leurs facteurs, agents et domestiques en ce qui concerne les amendes, confiscations et dépens.

Pour la constatation, la poursuite et la répression des dites infractions, il sera fait application des dispositions du décret du 3 octobre 1884.

---

## 25 novembre 1919

DÉCRET *relatif aux emplois réservés aux militaires réformés* (1).

(J. O. 31 DÉCEMBRE 1919. 1205)

ART. 1. Les militaires français des armées de terre et de mer réformés n° 1 ou retraités par suite d'infirmités résultant de blessures ou de maladies contractées devant l'ennemi au cours de la guerre actuelle, bénéficieront pendant un délai de 5 ans, à dater de la cessation des hostilités, d'un droit de préférence pour l'obtention des emplois énumérés au tableau annexé au présent décret qui ne nécessitent pas l'intégralité des forces physiques quels que soient d'ailleurs leur grade et la durée de leurs services. Ce droit de préférence s'exercera tout d'abord en faveur des pères de familles les plus nombreuses.

Les militaires ci-dessus désignés pourront être admis au bénéfice de ces emplois alors même qu'ils auraient, le 1er août 1914, date du décret de mobilisation des armées de terre et de mer, dépassé la limite d'âge telle qu'elle est fixée par le décret du 24 décembre 1908, sauf dans ce cas, à être soumis, au point de vue de la retraite, aux conditions fixées par l'article 4 du décret du 16 mars 1910 et à ne pouvoir prétendre qu'à la retraite spéciale prévue par ce même article.

A défaut de candidats des deux catégories susvisées, bénéficieront du même droit les anciens militaires qui auront appartenu pendant deux ans au moins à des compagnies ou des escadrons combattant sur le front des armées ou qui auront, quelle que soit la durée de leurs services, soit reçu la médaille militaire pour faits de guerre, soit obtenu une citation à l'ordre de l'armée.

2. Aucune entreprise industrielle ou commerciale ne pourra à l'avenir obtenir une concession, un monopole ou une subvention de l'Etat ou d'une commune, qu'à la condition de réserver aux militaires français qui font l'objet du présent décret un certain nombre d'emplois à déterminer par le cahier des charges, en tenant compte des situations de famille prévues à l'article premier.

3. Les militaires français qui, avant leur mobilisation, occupaient un des emplois administratifs énumérés au tableau annexé au présent décret seront, si leur aptitude physique le permet, réintégrés dans leur emploi ou pourvus dans la même administration d'un autre emploi.

---

## 1er décembre 1919

DÉCRET *relatif au décompte des services militaires accomplis pendant la guerre pour l'admission et l'ancienneté des agents des administrations.*

(J. O. 17 DÉCEMBRE 1919, 1091)

ART. 1. L'article 5 du décret du 24 décembre 1908 est complété ainsi qu'il suit :

Les services militaires accomplis pendant la durée de la guerre en vertu des articles 33 et 40 de la loi du 21 mars 1905 concourent avec les services civils pour l'établissement

(1) V. D 23 novembre 1918 en ce qui concerne les mutilés indigènes et D 17 Janvier 1920 en faveur des veuves de guerre.

du droit à pension, dans les mêmes conditions que les services militaires obligatoires.

**2.** L'article 1er du décret du 16 mars 1910, modifié par l'article 3 (3e) du décret du 29 décembre 1917, est modifié ainsi qu'il suit :

...Toutefois, pour les candidats justifiant de services militaires antérieurs admissibles pour la retraite, y compris les services militaires accomplis pendant la durée de la guerre, cette limite d'âge est reculée d'une durée égale à celle de ces services militaires admissibles pour la retraite.

**3.** L'article 2 du même décret est complété ainsi qu'il suit :

« La limite d'âge de 38 ans prévue par le présent article est reculée, le cas échéant, d'un temps égal aux services militaires accomplis pendant la durée de la guerre ».

**4.** Les services militaires accomplis pendant la durée de la guerre par les fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers de l'Etat antérieurement à leur entrée dans l'administration sont comptés pour une durée équivalente de services civils, au point de vue du calcul de l'ancienneté des services, dans les conditions fixées par le décret du 23 décembre 1918 pour les services militaires obligatoires.

---

### 6 décembre 1919

DÉCRET *prescrivant l'insaisissabilité des sommes servies par les sociétés de secours mutuels à leurs membres.*

(J. O. 17 DÉCEMBRE 1919, 1092)

ART. **1.** Les secours, pensions, contrats d'assurances, livrets et, généralement, toutes sommes et tous titres à remettre par les sociétés de secours mutuels à leurs membres participants sont incessibles et insaisissables, jusqu'à concurrence de 360 francs par an, pour les rentes et de 3.000 francs pour les capitaux assurés.

---

### 10 décembre 1919

DÉCRET *organisant le crédit commercial mutuel.*

(J. O. 17 DÉCEMBRE 1919, 1093)

ART. **1.** Des sociétés de caution mutuelle et des banques populaires peuvent être constituées, sans l'autorisation du Gouvernement, entre commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales.

Elles ont le caractère de sociétés commerciales.

Elles sont soumises à toutes les dispositions de la loi française relatives aux sociétés de cette nature, non contraires à la législation locale et aux articles ci-après.

Elles ont la personnalité civile et peuvent ester en justice.

Elles ne peuvent posséder d'autres immeubles que ceux nécessaires à leur fonctionnement.

#### TITRE II

#### Sociétés de caution mutuelle

**2.** Les sociétés de caution mutuelle ont pour objet exclusif l'aval et l'endos des effets de commerce et des billets créés, souscrits ou endossés par leurs membres à raison de leurs opérations professionnelles.

**3.** Leur capital est formé de parts nominatives qui peuvent être de valeur inégale, sans cependant qu'aucune d'elles puisse être inférieure à cinquante francs, et à la souscription desquelles peuvent concourir, en dehors des membres qui participent aux avantages de la société, des membres non participants qui n'ont droit qu'à la rémunération de leurs apports. Lorsqu'elles sont négociables, elles ne peuvent être transférées qu'avec l'agrément du conseil d'administration.

La société n'est valablement constituée qu'après versement du quart du capital souscrit.

Ce capital ne peut être rendu inférieur, par les reprises des apports des sociétaires sortants, au montant du capital de fondation.

**4.** Le capital, de même que le fonds de réserve, est affecté à la garantie des effets et billets avalisés ou endossés par la société, de manière à servir de provision pour ces effets et billets, à défaut de règlement.

**5.** Les statuts déterminent le siège, la durée, la circonscription territoriale et le mode d'administration de la Société ; les conditions nécessaires à leur modification et à la dissolution de la Société ; la composition du capital et la proportion dans laquelle chacun des membres contribue à sa constitution ; l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombe à chacun d'eux dans les engagements de la Société.

**6.** Les statuts règlent les conditions dans lesquelles les sociétaires peuvent se retirer

de la société et réclamer le remboursement des parts leur appartenant. Toutefois, il ne pourra être fait usage de ce droit qu'en fin d'exercice et moyennant un préavis de trois mois. Les intéressés ne peuvent être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie. Le remboursement de leurs parts ne peut être effectué qu'après apurement de toutes les opérations sociales engagées au moment de la demande de restitution. Il ne peut excéder ni la valeur, à cette époque, des parts du membre démissionnaire, ni leur valeur nominale La plus-value, s'il y en a, reste acquise au fonds de réserve de la société.

**7.** Les statuts déterminent les prélèvements à opérer au profit de la société sur les opérations faites par elle.

Les sommes provenant de ces prélèvements après acquittement des frais généraux, sont d'abord affectées, jusqu'à concurrence des trois quarts au moins, à la constitution d'un fonds de réserve. Le surplus peut être réparti à la fin de chaque exercice, entre les membres de la société au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations.

Les versements au fonds de réserve cessent d'être obligatoires lorsque ce fonds est devenu égal à la moitié du capital.

A la dissolution (volontaire ou forcée) de la Société le fonds de réserve et le reste de l'actif net sont partagés entre les sociétaires proportionnellement à leurs souscriptions, à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre de crédit.

**8.** Les statuts doivent exiger que le conseil d'administration détermine pour chaque sociétaire le montant maximum des avals et endos qui peuvent être accordés, et limiter la durée pour laquelle ces avals et endos seront donnés. Ils réservent expressément au conseil d'administration le pouvoir de refuser la signature qui lui est demandée, ou de ne l'accorder qu'en prenant les garanties qu'il jugerait utiles.

**9.** Avant toute opération, dépôt est fait, en double exemplaire, au greffe de la Justice de paix du siège de la société :

1° d'une déclaration énonçant l'emploi fait du capital (placement en valeurs ou dépôts en banque) ;

2° des statuts et de la liste complète des administrateurs, gérants ou directeurs, et des sociétaires, avec indication de leurs nom, prénoms, profession, domicile et du montant de chaque souscription.

Il en est donné récépissé.

Toute modification aux statuts, entraîne immédiatement un nouveau dépôt de ceux-ci.

Chaque année, dans la première quinzaine de février, la société dépose au même greffe également en deux exemplaires et contre récépissé :

1° une nouvelle déclaration, faisant connaître, dans les mêmes formes que la précédente, l'emploi actuel du capital et du fonds de réserve ;

2° la liste, mise à jour, des membres de la société, ainsi que le tableau sommaire des recettes, des dépenses et des opérations effectuées au cours de l'exercice précédent.

Un des exemplaires de ces divers documents est adressé, séance tenante, par le Juge de paix au greffe commercial du tribunal de l'arrondissement judiciaire.

Les documents ainsi déposés sont communiqués à tout requérant.

Un exemplaire de ces mêmes documents est également adressé par la société, dans les conditions ci-dessus déterminées, au Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et au Directeur général des Finances.

**10.** Les sociétés de caution mutuelle dont les statuts et le fonctionnement sont reconnus conformes aux dispositions du présent décret sont exemptées de l'impôt de la patente ainsi que de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Les certificats de parts non négociables ne sont soumis qu'au timbre de dimension prévu par l'article 3 du décret du 20 avril 1912.

**11.** Les administrateurs, directeurs ou gérants de la société sont personnellement responsables, en cas de violation des statuts ou des dispositions du présent décret, du préjudice résultant de cette violation.

En outre en cas de contravention aux prescriptions de l'art. 9 ou en cas de fausses déclarations dans les documents prévus à cet article, ils peuvent être poursuivis et punis d'une amende de 16 à 500 francs.

## TITRE III

### Banques populaires

**12.** Les banques populaires ont uniquement pour objet de faire, avec des com-

merçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales, des opérations de banque susceptibles de faciliter l'exercice normal de leur commerce, de leur industrie et de leur métier, et plus particulièrement l'escompte et le recouvrement d'effets de commerce, la négociation et le réescompte de toutes valeurs, l'avance sur titres, sur marchandises ou autres garanties, l'ouverture de crédits avec ou sans nantissement, en un mot toutes opérations courantes de banques pouvant concerner et intéresser lesdites personnes et sociétés en raison de l'exercice de leur profession.

Elles peuvent recevoir des sommes en dépôt de toutes personnes et sociétés.

**13.** Les articles 3, 5, 7, 9, 10 et 11 du présent décret sont applicables aux banques populaires, abstraction faite de celles des prescriptions de l'art. 9 qui concernent la déclaration de l'emploi du capital des sociétés de caution mutuelle et qui sont spéciales à celles-ci.

**14.** Outre les déterminations qu'ils doivent comporter en vertu des art. 5 et 7 du présent décret, les statuts de chaque banque populaire doivent également déterminer les opérations qu'elle fera par application de l'art. 12 de ce même décret et indiquer si le bénéfice en est réservé aux seuls sociétaires.

Ils fixent le nombre des parts ou actions composant le capital social, qui doit être constitué par 7 souscriptions au moins ; l'intérêt à leur allouer, lequel ne peut être supérieur à 6 % des versements effectués ; le maximum des dépôts à recevoir en compte courant et l'intérêt à servir aux déposants.

Ils déterminent le nombre de voix dont dispose chaque membre dans les assemblées générales eu égard au nombre de parts dont il est titulaire, et le nombre maximum de voix qu'il peut avoir, quel que soit ce nombre de parts.

Ils règlent les conditions dans lesquelles les sociétaires peuvent se retirer de la société et obtenir le remboursement de leurs parts. Dans tous les cas les sociétaires sortants ne peuvent être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation et le règlement des opérations et obligations contractées par la Banque antérieurement à leur sortie.

Les statuts doivent également exiger que le conseil d'administration détermine, pour chaque client, le montant maximum des escomptes et avances qui peuvent être consentis, et limiter la durée des avances et l'échéance des effets admis à l'escompte.

## TITRE IV

### Avances de l'Etat. — Réalisation et remboursement de ces avances

**15.** La redevance annuelle à verser au Trésor tunisien par la Banque de l'Algérie et les avances, se montant au total de 4 millions de francs, faites à l'Etat par la même banque en exécution de la convention des 28 décembre 1917 et 5 janvier 1918 approuvée par notre décret du 30 décembre 1918, sont mises, jusqu'à concurrence d'un sixième, à la disposition du Directeur général des Finances pour être attribuées, à titre de prêts sans intérêt et dans les conditions ci-après déterminées, aux banques populaires constituées et fonctionnant conformément aux dispositions du présent décret.

Les fonds momentanément inutilisés sur les ressources définies à l'alinéa qui précède peuvent être employés par le Directeur général des Finances en valeurs des Etats français et tunisien productives de revenus. Ces revenus, ainsi que les profits réalisés sur les reventes de titres, accroissent au capital affecté pour recevoir le même emploi. Les pertes et les frais de la gestion par l'Etat des fonds du crédit commercial mutuel sont supportés par ce fonds.

**16.** Sont seules admises à participer aux avances prévues à l'article précédent les banques populaires dont les directeurs, administrateurs, gérants, présidents, vice-présidents, secrétaires, trésoriers, et, en général, tous les membres du conseil ou du bureau d'administration sont français ou tunisiens.

Pour profiter de ces avances, les banques populaires doivent en faire la demande par écrit au Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, auquel il appartient d'instruire cette demande d'accord avec le Directeur général des Finances et de la soumettre à la commission prévue à l'article suivant.

Cette demande, signée par le ou les administrateurs de la banque populaire ayant qualité pour engager celle-ci, indique le montant et la durée de l'avance sollicitée. Elle doit en outre :

1° contenir l'engagement de communiquer à l'avance au Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation tout

projet de modification aux statuts ou de dissolution de la banque, et de l'informer sans retard de tout changement dans la composition du conseil d'Administration de ladite banque ;

2° emporter engagement par la banque de se soumettre sans réserve à toutes les vérifications que le Directeur général des Finances est, par le seul fait de l'admission de la banque au bénéfice des avances, autorisé à faire effectuer à toute époque dans les écritures, la caisse et le portefeuille de la banque ;

3° être accompagnée des pièces suivantes ;

A) un exemplaire sur papier libre, certifié conforme, des statuts de la société ;

B) une copie sur papier libre, certifiée conforme, du récépissé délivré par le greffier de la Justice de paix lors de l'accomplissement du dépôt originaire prescrit à l'article 9 du présent décret et, en cas de modifications aux statuts, copie du récépissé du dépôt consécutif à ces modifications ;

C) la liste, certifiée exacte, des membres de la société à la date de la demande d'avance, avec indications de leurs noms, prénoms, domicile, profession et nationalité, du nombre, de la valeur nominale et du montant des parts sociales souscrites par chacun d'eux ainsi que des versements effectués sur celles-ci.

Cette liste est divisée en deux parties comprenant, l'une, les membres participants, l'autre, les membres non participants.

En ce qui concerne les souscriptions émanant de sociétés, associations, sociétés de caution mutuelle, doivent être mentionnés, outre les indications ci-dessus, les noms, prénoms, domicile, profession et nationalité de leurs président, administrateur-délégué, directeur ou mandataire ;

D) la liste, certifiée exacte, des membres du conseil d'administration et de la commission de surveillance de la société, à la date de la demande, avec indication de leurs nom, prénoms, domicile, profession et nationalité ;

E) une copie sur papier libre, certifiée conforme, du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive, ainsi que des procès-verbaux des assemblées générales ayant postérieurement apporté des modifications aux statuts ;

F) un exemplaire, certifié conforme du réglement intérieur de la société ;

G) une copie certifiée conforme, du procès-verbal de l'assemblée générale ou du conseil d'administration qui, suivant les statuts, aura décidé de présenter la demande d'avance ;

H) une copie, certifiée conforme, du dernier bilan avec le tableau des opérations au cours du dernier exercice, ainsi que la copie du compte rendu moral et financier présenté à la dernière assemblée générale et du procès-verbal de cette assemblée.

Si le dernier bilan remonte à plus de trois mois, il y est joint un tableau des opérations actives et passives effectuées depuis la clôture du dernier exercice jusqu'au jour de la demande d'avance.

Si la banque populaire n'a pas un an de fonctionnement, le bilan et le tableau des opérations sont arrêtés à la date de la demande d'avance et accompagnés des observations présentées à leur sujet par la commission de surveillance ;

I) une déclaration, certifiée exacte, indiquant le chiffre global des escomptes qui peuvent être consentis et des crédits ouverts à la date de la demande, avec indication de leur durée maxima telle qu'elle a été fixée par le conseil d'administration ;

J) dans le cas où la banque populaire est constituée sous la forme de société en nom collectif, une évaluation en argent de la garantie totale que représente, à l'égard de ses créanciers, la responsabilité collective de ses membres ;

K) dans le cas ou la banque populaire étant constituée sous le régime de la responsabilité limitée, les sociétaires sont néanmoins tenus statutairement à garantir dans une certaine mesure, et en plus de leurs souscriptions de parts, les engagements de la société, une évaluation en argent de la garantie complémentaire totale que représente cette obligation.

La banque demanderesse peut être également invitée à fournir un dossier spécial relatif à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement des sociétés de caution mutuelle dont elle escompte le portefeuille.

**17.** La répartition des avances demandées, comme il est dit à l'article précédent, est faite par décret sur l'avis d'une commission supérieure du crédit commercial mutuel composée :

du Résident général ou du Délégué à la Résidence Générale, président ;

du Ministre de la Plume ;

du Secrétaire général du Gouvernement tunisien ;

du Directeur général des Finances ;

du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation ;

du Directeur de la succursale de la Banque de l'Algérie à Tunis ;

de cinq membres nommés par décret pour deux années savoir : deux membres de la Chambre de commerce ou de la Chambre mixte dans la circonscription de laquelle se trouve la banque intéressée, désignés par cette Chambre ; trois membres des banques populaires constituées et fonctionnant conformément aux dispositions du présent décret, désignés par le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation ;

d'un fonctionnaire de la Direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, qui remplit les fonctions de secrétaire.

**18.** L'attribution d'avances peut être subordonnée à la présentation de telles garanties de remboursements que la commission supérieure juge nécessaire de demander, notamment en ce qui concerne le mode d'emploi de tout ou partie du capital social, ainsi que le mode de constitution et d'emploi des réserves.

Les avances consenties devront être amorties suivant les conditions déterminées par la commission supérieure.

Le décret accordant l'avance demandée est promulgué, au plus tard, un mois après la décision de la commission supérieure.

**19.** Le total des avances consenties à chaque banque populaire ne peut, à aucun moment, excéder le double du capital de souscription versé en espèces. Ces avances ne peuvent être faites pour une durée de plus de cinq ans, Elles peuvent être renouvelées. Sauf cas exceptionnels, justifiés par les circonstances, ce renouvellement ne peut avoir lieu que si l'amortissement déterminé par la commission supérieure à été régulièrement effectué. Le renouvellement n'est accordé que pour la portion de l'avance non amortie. Il y est procédé conformément aux articles 16, 17 et 18 ci-dessus.

Aucune nouvelle avance ne peut être consentie avant remboursement ou renouvellement des avances antérieures arrivées à échéance.

**20.** Toutes les avances deviennent immédiatement remboursables en cas d'infraction aux dispositions du présent décret, de violation des statuts ou de diminution des garanties sur le vu desquelles elles ont été accordées.

Lorsqu'un projet de modification des statuts communiqué au Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation en exécution de l'engagement prévu à l'art. 16 du présent décret est de nature à diminuer ces garanties, l'administration notifie à la banque son opposition. S'il est poussé outre, le remboursement immédiat desdites avances est également exigible.

Il en est de même si la banque est dissoute ou mise en état de faillite ou de liquidation judiciaire.

Toute avance non remboursée à l'échéance devient, de plein droit, à partir de ce moment, productive d'intérêts à 5 % l'an.

**21.** Il est fait compte aux banques populaires des avances qui leur sont consenties au moyen d'ordonnances de paiement émises par le Directeur général des Finances sur la Trésorerie générale.

En représentation de chaque réalisation partielle du crédit, la banque populaire bénéficiaire remet au Trésorier Général, en même temps que son acquit sur l'ordonnance de paiement, un effet à l'échéance indiquée par le décret de répartition. Cet effet est signé par le Directeur, administrateur ou gérant de la banque, qui, de ce fait, engage de plein droit celle-ci, sans qu'il soit nécessaire d'insérer à cet effet une disposition spéciale dans les statuts.

**22.** Le remboursement des effets échus peut être poursuivi : soit contre la société en totalité, soit contre chaque membre isolément, savoir : en totalité, si, aux termes des statuts, les sociétaires sont solidairement tenus des engagements de la banque ; au marc le franc de sa part d'intérêt seulement, dans le cas contraire.

Le Trésor a également action soit contre les sociétés de caution mutuelle, soit contre leurs membres, suivant les distinctions ci-dessus, à concurrence des sommes qu'elles ont reçues de la banque populaire débitrice de l'Etat et qu'elles n'ont pas encore remboursées à celle-ci à la date des échéances des effets.

La procédure de recouvrement est celle édictée par l'art. 6 du décret du 28 décembre 1900.

En cas de concurrence avec d'autres créanciers, le Trésor est privilégié par préférence à tous autres pour le recouvrement de ces avances en principal, intérêts et accessoires.

**23.** Pour le règlement intérieur entre les sociétaires, du remboursement des avances de l'Etat, la banque, ou le sociétaire qui a payé pour elle au Trésor, a action contre chacun des autres sociétaires dans la proportion de sa part d'intérêts dans la société.

Si l'un ou plusieurs de ces derniers sont insolvables, la perte qu'occasionne cette insolvabilité se répartit entre tous les autres sociétaires dans la proportion indiquée ci-dessus.

**24.** Notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et notre Directeur général des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret et autorisés à y pourvoir par voie d'arrêtés réglementaires pris de concert entre eux.

## 10 décembre 1919

DÉCERT *créant des courtiers en marchandises inscrits.*(1)

(J. O. 27 DÉCEMBRE 1919, 1165)

ART. **1.** Les tribunaux de commerce et, à défaut, les tribunaux civils de première instance jugeant en matière commerciale, peuvent dresser respectivement chaque année une liste des courtiers en marchandises français de leur ressort qui auront demandé à y être inscrits.

Notre premier ministre est autorisé à dresser dans les mêmes conditions une liste de courtiers indigènes.

**2.** Nul ne peut être inscrit sur ces listes :

1° s'il est en état de faillite ou de liquidation judiciaire ou s'il a fait abandon de biens ou atermoiement sans s'être depuis réhabilité;

2° s'il ne justifie de sa moralité, notamment, lorsqu'il s'agit d'un français, par un certificat émanant du contrôleur civil de sa circonscription et la production, qui sera faite à ses frais à la diligence du ministère public d'un bulletin n° 2 de son casier judiciaire.

Les mêmes références sont exigées des candidats indigènes qui doivent produire un certificat du directeur des services judiciaires constatant qu'ils n'ont subi aucune condamnation, et dont la moralité doit être attestée, suivant le cas, soit par les caïds, soit par le Cheikh-El-Médina de Tunis.

La capacité professionnelle des candidats doit, d'autre part, être attestée par cinq commerçants figurant sur la liste des électeurs d'une des chambres de commerce ou chambres mixtes du ressort, s'il s'agit d'un français, ou de cinq notables commerçants indigènes du lieu de sa résidence, s'il s'agit d'un sujet tunisien.

**3.** Chacune de ces listes énonce les noms, prénoms et surnoms des courtiers qui y figurent, et fait mention de la spécialité ou des différentes spécialités de ces courtiers, ainsi que de la localité où ils exercent.

Les dites listes sont notifiées au Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, qui en assure l'insertion au Journal Officiel.

**4.** Tout courtier inscrit est tenu de prêter, devant le juge de paix dans le ressort duquel se trouve sa résidence, et ce dans la quinzaine de son inscription, le serment de remplir avec zèle et probité les devoirs de sa profession. Ce serment est prêté à la mosquée, si l'intéressé est musulman, et à la synagogue s'il est israélite, conformément aux dispositions de l'article 1er du décret du 6 août 1884, sur la prestation de serment des agents de l'Etat, des communes et des établissements publics.

**5.** Tout courtier inscrit doit être muni d'un carnet à souche coté et paraphé, suivant le cas, soit par le président du tribunal de commerce, ou du tribunal civil de première instance, ou son délégué, soit par le président du tribunal régional. Ce carnet mentionne toutes les ventes opérées par le ministère du courtier. Enonciation y est faite, dans chaque cas, du numéro d'ordre et de la date de l'opération, de la nature, de la quantité et du prix de la marchandise, des noms et domicile des parties.

Ces indications figurent concurremment sur chacune des trois parties que comporte chaque feuillet du dit carnet, savoir :

1° un talon, qui restera aux mains du courtier ;

2° deux bordereaux dont l'un sera remis au vendeur et l'autre à l'acheteur.

(1) V. A. A. 4 août 1920 (J. O. 4 août 1920, p. 1115).

Les dites indications feront foi en justice jusqu'à preuve contraire.

**6.** Les tribunaux de commerce ou, à défaut, les tribunaux civils de première instance remplissent, à l'égard des courtiers inscrits français, et les tribunaux régionaux remplissent à l'égard des courtiers inscrits indigènes, le rôle d'un conseil de surveillance et de discipline, et peuvent prononcer à ce titre les peines disciplinaires suivantes : l'avertissement, la radiation temporaire, la radiation définitive, sans préjudice des actions civiles à intenter par les tiers intéressés, ou même de l'action publique, s'il y a lieu.

**7.** Les courtiers inscrits français sont chargés de procéder, sans préjudice des droits conférés en pareille matière aux commissaires-priseurs et aux crieurs publics indigènes, aux ventes publiques de marchandises aux enchères et en gros, autorisées ou ordonnées par les tribunaux après décès ou cessation de commerce et dans les autres cas prévus par le code de commerce ou qui sont soumis à la juridiction compétente par requête des intéressés.

Néanmoins il appartient toujours au tribunal ou au juge qui autorise ou ordonne la vente de désigner, pour y procéder, une autre classe d'officiers publics. Dans ce cas, l'officier public commis, quel qu'il soit, est soumis aux dispositions qui régissent les courtiers relativement aux formes, aux tarifs et à la responsabilité.

Les mêmes courtiers procèdent également aux ventes volontaires aux enchères, en gros des marchandises dont la liste est établie par arrêtés pris en vue de l'application du présent décret, ainsi qu'aux ventes aux enchères et en gros effectuées par application de l'article 8 du décret du 22 février 1900 sur sur les magasins généraux.

A défaut de courtiers inscrits français dans les localités où doivent avoir lieu les ventes dont il est question au paragraphe précédent, le tribunal de commerce désigne, pour y procéder, sur la requête des intéressés, l'un des courtiers inscrits du ressort ou, en cas de nouvelle impossibilité, un autre officier public.

**8.** A défaut d'experts désignés d'accord entre les parties, les courtiers inscrits français peuvent être requis pour l'estimation des marchandises déposées dans les magasins généraux.

Le tarif des vacations qui leur sont dues de ce chef est établi par les arrêtés réglementaires prévus par l'article 12 du présent décret.

En cas de contestation sur l'application de ce tarif, le juge de paix dans le ressort duquel se trouvent ces magasins généraux statue sans recours et sans frais.

**9.** Le courtier inscrit, chargé de procéder à une vente publique, ou requis pour l'estimation de marchandises déposées dans les magasins généraux, ne peut se rendre acquéreur, soit pour son propre compte, soit pour le compte d'un tiers, des marchandises dont la vente ou l'estimation lui a été confiée.

Le courtier qui aura contrevenu à cette disposition sera rayé, sur la plainte d'une partie intéressée ou d'office, de la liste des courtiers inscrits, au nombre desquels il ne pourra pas figurer de nouveau par la suite, le tout sans préjudice de l'action des parties en dommages-intérêts.

**10.** Tout courtier inscrit ou non inscrit, chargé d'une opération de courtage relative à une affaire où il est personnellement intéressé et qui ne prévient pas de ce fait les parties auxquelles il est appelé à servir d'intermédiaire, sera passible d'une amende de 500 à 3.000 francs, sans préjudice de l'action des parties en dommages-intérêts.

**11.** Les courtiers inscrits français, réunis, s'il y a lieu, à un certain nombre de courtiers non inscrits et de négociants de la place, constatent périodiquement, en commun, le cours des marchandises.

**12.** Des arrêtés de notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation (1) détermineront, après avis des chambres et des tribunaux de commerce, les mesures à prendre pour assurer l'exécution du présent décret, notamment en ce qui concerne le modèle de carnet à souche énonciateur des ventes opérées par les courtiers, le droit de courtage afférent aux ventes publiques de marchandises aux enchères et en gros, les conditions dans lesquelles s'effectueront ces ventes, et, quand elles seront volontaires, la détermination des marchandises qui pourront en faire l'objet, le tarif des vacations dues aux courtiers chargés de

(1) V. A. 4 août 1920 (J. O. 4 août 1920, p. 1115).

l'estimation des marchandises déposées dans les magasins généraux, la constatation du cours des marchandises, etc.

## 15 décembre 1919

DÉCRET *relatif aux habitations à bon marché.*
(J. O. 24 DÉCEMBRE 1919, 1136)

ART. 1. Les avantages concédés par le présent décret s'appliquent à la construction de maisons salubres et à bon marché, collectives ou individuelles, destinées à être louées ou vendues, à échéance fixe ou par paiements fractionnés à des personnes peu fortunées, notamment à des ouvriers ou employés, vivant principalement de leur travail ou de leur salaire.

2. La valeur locative dans des maisons collectives ne doit pas dépasser au moment de la construction les maxima déterminés ci-après ;

800 fr. pour les logements comprenant trois pièces ou plus, de 16 mètres superficiels au moins, avec cuisine et water-closet :

550 fr. pour les logements comprenant 2 piéces ou plus, de 16 mètres superficiels au moins, avec cuisine et water-closet ;

400 fr. pour les logements comprenant 1 pièce ou plus de 16 mètres superficiels avec cuisine ;

225 fr. pour les logements comprenant 1 chambre isolée de 16 mètres superficiels au moins.

Les maxima sus-indiqués pourront être majorés ou diminués chaque année pour les constructions nouvelles après avis du conseil supérieur des habitations à bon marché en proportion du coût des matériaux de construction.

3. En vue de l'édification de maisons collectives, il pourra être créé dans les principaux centres de la Régence, des offices publics d'habitation à bon marché qui auront pour objet exclusif la construction, l'aménagement, la gestion d'immeubles salubres, ainsi que l'assainissement des maisons existantes, la création de cités-jardins ou de jardins ouvriers.

Ces immeubles pourront comprendre des locaux à usage commun tels que buanderies, bains, douches, garderies d'enfants, terrains de jeux, etc.

Il peut y être annexé des boutiques à destination commerciale, pourvu qu'il n'y soit pas vendu de boissons alcooliques.

Le bénéfice du décret est acquis par cela seul que la destination principale de l'immeuble est d'être affecté à des habitations à bon marché. Toutefois, les avantages du présent décret ne s'appliquent qu'aux parties de l'immeuble réellement occupées par des logements à bon marché.

4. Les offices publics d'habitation à bon marché constituent des établissements publics.

Ils sont créés dans chaque ville, à la demande des municipalités, par un décret qui réglemente leur composition, leur organisation et leur fonctionnement.

5. La construction d'immeubles collectifs destinés à remédier à la crise du logement dans les villes peut être poursuivie par des particuliers ou entreprises privées et subventionnée par l'Etat dans la limite des crédits budgétaires ouverts à cet effet.

Cette subvention ne pourra dépasser la somme nécessaire pour amortir en 20 ans, sur la base d'un intérêt à six pour cent, un tiers du coût de la construction.

Pour être admis au bénéfice de ces subventions, les particuliers ou entreprises privées devront s'engager à ne pas louer les logements au-dessus d'un certain prix et soumettre les plans et devis d'estimation des immeubles à construire au Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation qui se prononcera, après avis du conseil supérieur des habitations à bon marché institué à l'art. 16 du présent décret.

Les subventions sont allouées annuellement et ne pourront pas pour le même immeuble être accordées pendant plus de 20 ans.

6. La construction ou l'acquisition des maisons individuelles en vue de leur location ou de leur vente par paiements fractionnés est poursuivie par les sociétés d'habitations à bon marché, qui jouissent à cet effet des facilités financières déterminées à l'art. 7 ci-après.

La valeur locative des maisons individuelles ne devra pas dépasser de plus d'un cinquième les maxima indiqués à l'art. 2, ni représenter un revenu de plus de 4,75 % du prix de revient réel de l'immeuble. Dans ce prix de revient, la valeur du terrain ne sera comprise que pour la portion afférente à la surface couverte ou entourée par la construc-

tion ; ne seront pas compris le prix des canalisations pour amenée d'eau, évacuation des vidanges et des eaux usées jusqu'à l'entrée ou la sortie de la maison, ni celui des appareils d'épuration des vidanges et eaux usées.

Les sociétés et subsidiairement les propriétaires devront justifier de l'exactitude des bases d'évaluation.

A défaut de justifications ou en cas de justifications insuffisantes, la valeur locative sera déterminée suivant les règles prévues par le décret du 16 septembre 1902.

Pour l'application du présent décret, la valeur locative des logements sera déterminée par le prix du loyer porté dans les baux, augmenté, le cas échéant, du montant des charges autres que celles de salubrité (eaux, vidanges, etc.) et d'assurance contre l'incendie ou sur la vie.

**7.** Des prêts à 2 % d'intérêt pourront être consentis par notre Gouvernement aux sociétés d'habitations à bon marché, régulièrement constituées, pour celles de leurs opérations effectuées en conformité du présent décret. Ces prêts seront accordés par arrêté du Directeur général des Finances et du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, après avis du conseil supérieur des habitations à bon marché.

Ces prêts seront remboursables par annuités dans un délai maximum de 20 ans.

Le taux d'intérêt sera ramené à 1% en faveur des sociétés construisant des immeubles principalement affectés à des logements pour familles comprenant plus de 3 enfants de moins de 16 ans.

L'ensemble des avances auxdites sociétés ne pourra pas dépasser le contingent que notre Gouvernement affectera à ces œuvres dans le dernier tiers à provenir de la banque d'Algérie et réservé aux institutions diverses de mutualité et de prévoyance sociale.

**8.** Les sociétés ne sont autorisées à contracter des emprunts que dans la mesure où elles justifient :

1° que les adhérents auxquels les maisons à construire sont destinées possèdent déjà une somme représentant la valeur d'une annuité du prix de la maison amortissable en 17 années. Toutefois, elles sont dispensées de cette justification pour leurs adhérents mutilés ou veuves de guerre qui offrent la garantie de leur titre de pension dans les conditions de l'art. 3 de la loi française du 9 avril 1918 ;

2° que les maisons à construire répondent aux conditions de maxima fixées par l'art. 2 du présent décret et présentent des caractères suffisants de salubrité. A cet effet, les pièces habitables devront avoir 16 mètres carrés de superficie et répondre aux conditions d'hygiène arrêtées par le conseil supérieur des habitations à bon marché.

Les maisons construites ne pourront être attribuées qu'aux sociétaires ayant constitué hypothèque en faveur de l'Etat ou de l'Etablissement prêteur substitué à l'Etat.

**9.** Sont affranchies de la taxe locative, les maisons individuelles ou collectives soumises aux conditions du présent décret. Par application du décret du 25 octobre 1918, cette exemption sera accordée pendant les 12 années qui suivront immédiatement celle durant laquelle les travaux principaux auront été achevés ; dans cette période, sont comprises les années d'exonération d'impôts accordées par le décret du 16 septembre 1902 modifié par celui du 19 juillet 1903 sur la taxe locative.

Ne sont pas comprises dans les exemptions légales, les redevances fixes ou proportionnelles dues aux communes en matière de construction ou d'entretien d'égouts, de chaussées, trottoirs ou autres redevances qui n'ont pas le caractère d'un impôt, mais qui ne sont ou que le rémunération d'un service rendu ou que le remboursement des frais engagés par la commune aux lieux et place du propriétaire.

L'exemption ci-dessus cessera de plein droit au cas où l'habitation cessera de répondre aux conditions de maxima du prix de location et de salubrité exigées.

**10.** Les actes constatant la vente des maisons individuelles construites par les sociétés d'habitations à bon marché, les offices publics et les particuliers dans les conditions prévues à l'art. 5, sont soumis aux droits de mutation établis par les lois en vigueur.

Toutefois, lorsque le prix aura été stipulé payable par annuités, la perception de ces droits pourra être effectuée en plusieurs fractions égales, sans que le nombre de ces fractions puisse excéder celui des annuités prévues au contrat ni être supérieur à 5.

Le paiement de la première fraction du droit aura lieu au moment de l'enregistre-

ment du contrat ; les autres fractions seront exigibles d'année en année de manière que la totalité du droit soit acquittée dans l'espace de 4 ans et 2 mois au maximum à partir du jour de l'enregistrement du contrat.

Si l'acquéreur se libère de son prix par anticipation avant le paiement intégral du droit, la portion restant due devient exigible dans les trois mois.

Ces droits sont dus solidairement par l'acquéreur et le vendeur.

L'enregistrement des actes visés au présent article sera effectué dans les délais fixés et, le cas échéant, sous les peines édictées par les décrets en vigueur, Tout retard dans le paiement d'une fraction de ces droits rendra immédiatement exigible la totalité des sommes dues au Trésor.

Si la vente est résolue avant le paiement complet des droits, les termes acquittés ou échus depuis plus de deux mois demeurent acquis au Trésor ; les autres tomberont en non-valeur.

La résolution volontaire ou judiciaire du contrat ne donnera ouverture qu'au droit fixe de 2 fr. 25.

**11.** Lorsqu'une maison individuelle, construite dans les conditions édictées par le présent décret figure dans une succession et que cette maison est occupée au moment du décès de l'acquéreur par le défunt, son conjoint ou l'un de ses enfants, il est procédé ainsi qu'il suit :

1° Si le conjoint survivant est co-propriétaire de la maison, au moins par moitié et, s'il habite au moment du décès, l'indivision peut, à sa demande, être maintenue pendant cinq ans à partir du décès et continuée ensuite de cinq ans en cinq ans jusqu'à son propre décès.

Si la disposition de l'alinéa précèdent n'est point appliquée et si le défunt laisse des descendants, l'indivision peut être maintenue à la demande du conjoint ou de l'un des descendants, pendant cinq années à partir du décès.

Dans le cas où il se trouve des mineurs parmi les descendants, l'indivision peut être continuée pendant cinq années à partir de la majorité de l'aîné des mineurs, sans que sa durée totale puisse, à moins d'un consentement unanime, excéder dix années.

Dans ces divers cas, le juge de paix prononce le maintien ou la continuation de l'indivision, après avis du conseil de famille s'il y a lieu ;

2° Chacun des héritiers et le conjoint survivant, s'il a un droit de co-propriété, a la faculté de reprendre la maison sur estimation. Lorsque plusieurs intéressés veulent user de cette faculté, la préférence est accordée d'abord à celui que le défunt a désigné, puis à l'époux s'il est co-propriétaire pour la moitié au moins. Toutes choses égales, la majorité des intéressés décide. A défaut de la majorité, il est procédé par voie de tirage au sort. S'il y a contestation sur l'estimation de la maison, cette estimation est faite par un expert désigné par le juge de paix. Si l'attribution de la maison doit être faite par la majorité ou par le sort, les intéressés y procèdent sous la présidence du juge de paix qui dresse procès-verbal des opérations.

En ce qui concerne l'indivision, il n'est en rien dérogé aux droits successoraux des indigènes tunisiens.

**12.** Les actes nécessaires à la constitution et à la dissolution des sociétés ayant pour objet exclusif la construction et l'acquisition des maisons et annexes définies par le présent décret sont dispensés du timbre et enregistrés gratis s'ils remplissent les conditions prévues au n° 55 du tarif annexé au décret du 12 avril 1912.

Les pouvoirs en vue de la représentation aux assemblées générales sont dispensés du timbre.

Ces sociétés sont exonérées des droits de timbre, du droit de transmission et de l'impôt sur le revenu pour leurs titres d'actions et d'obligations et les parts d'intérêts des associés.

Elles sont dispensées de toute patente.

**13.** Les sociétés ne sont admises au bénéfice de ces diverses faveurs qu'autant que les statuts et toutes les modifications qui peuvent y être apportées, sont approuvés par arrêté du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, après avis du conseil supérieur des habitations à bon marché.

Les statuts devront spécifier :

1° que les dividendes annuels à servir par la société à ses adhérents ne dépasseront pas 4 % ;

2° que les familles nombreuses et les mutilés devront avoir un rang de priorité quant à l'attribution des maisons ;

3° que dans les 3 mois qui suivront la clôture de chaque exercice le compte-rendu de l'assemblée générale de la société et le bilan seront adressés au Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation ;

4° qu'à l'expiration de la société ou en cas de dissolution, l'assemblée générale ne pourra, après paiement du passif et remboursement du capital versé, attribuer la portion d'actif qui excéderait la moitié du capital social versé qu'à une ou plusieurs autres sociétés régies par le présent décret et sous réserve de l'approbation du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Pour être admis au bénéfice des avantages accordés par le présent décret aux habitations à bon marché, les propriétaires seront tenus :

1° de rapporter une attestation délivrée par la municipalité ou par le contrôleur civil certifiant que les maisons ne dépassent pas les maxima prévus ;

2° d'obtenir un certificat de salubrité qui sera demandé au Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation sur la production de l'attestation ci-dessus.

**14.** Le Domaine de l'Etat est autorisé à concéder aux sociétés d'habitations à bon marché des terrains aux conditions de l'art. 17 du décret du 24 janvier 1914 sur la colonisation.

Les communes peuvent céder de gré à gré aux sociétés d'habitations à bon marché et aux offices publics, des terrains ou constructions.

**15.** Un comité de patronage, organe de tutelle administrative de contrôle et de conseil peut être institué par décret, sur avis conforme du conseil supérieur des habitations à bon marché, auprès de toute société d'habitation à bon marché, soit au moment de sa création, soit au cours de son fonctionnement.

La composition et les attributions du conseil de patronage sont fixées par le décret qui l'institue.

**16.** Il est institué un conseil supérieur des habitations à bon marché chargé de donner son avis à l'administration pour l'application du présent décret.

Le conseil supérieur se compose, sous la présidence du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation :

1° des membres de droit suivants :

un délégué du Général commandant la Division d'occupation ;

un délégué de l'Amiral commandant la Division navale ;

un délégué du Directeur général des Finances ;

un délégué du Directeur général des Travaux publics ;

un délégué du Secrétaire général du Gouvernement tunisien ;

un fonctionnaire de la Direction générale de l'Agriculture ;

le vice-président de la Municipalité de Tunis ou son délégué ;

le Directeur de l'Hygiène publique ;

2° de membres nommés pour quatre ans, par arrêté du Directeur général de l'Agriculture, parmi les personnes faisant partie de sociétés d'habitations à bon marché, de sociétés de crédit immobilier, d'offices publics d'habitations à bon marché, de comités de patronage, ou présentant des garanties de compétence spéciale en matière de constructions d'immeubles, d'hygiène ou de crédit immobilier.

L'un au moins de ces membres est indigène. *(Ainsi modifié par D. 20 avril 1920)*

**17.** Le décret du 1er mars 1897 est abrogé.

**18.** Le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et le Directeur général des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret et autorisés à y pourvoir par tous arrêtés réglementaires.

---

## 15 décembre 1919

DÉCRET *sur le repos hebdomadaire.*

(J. O. 24 DÉCEMBRE 1919, 1137)

ART. **1.** Dans les établissements industriels ou commerciaux ou leurs dépendances de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère professionnel ou de bienfaisance, les locaux de travail seront fermés un jour par semaine.

**2.** Chaque établissement fera connaître à l'inspecteur du travail le jour qu'il aura

choisi pour la fermeture. Ce jour devra être le vendredi, samedi ou dimanche. Toutefois, lorsque la majorité des chefs d'entreprise d'une corporation en fera la demande, le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation pourra, par arrêté, décider que le repos sera pris dans cette corporation le même jour dans l'agglomération urbaine toute entière ou seulement dans certains quartiers ; il pourra, dans les mêmes conditions, indiquer pour le repos un autre jour que ceux sus-indiqués ou bien encore décider que le repos aura lieu du dimanche midi au lundi midi.

**3.** Dans les magasins de vente des denrées alimentaires au détail, la fermeture sera effectuée le dimanche après-midi, sauf dérogation à admettre pour les quartiers où la clientèle jouit du repos hebdomadaire un autre jour que le dimanche. Dans ces quartiers, qui seront désignés après avis de la municipalité, ou à défaut, après avis du contrôleur civil, la fermeture pourra avoir lieu le vendredi ou le samedi.

Dans les mêmes magasins, le repos du personnel devra être complété par une demi-journée de repos qui sera donnée par roulement dans la semaine.

**4.** Dans les professions où, en vertu des articles 2 et 3, le repos hebdomadaire devra être donné à jour fixe, tous les établissements, même ceux qui n'emploient pas de personnel, seront tenus de fermer audit jour, et il sera interdit de procéder à aucune vente aux heures où la fermeture aura été décrétée.

**5.** Sont admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement, les établissements appartenant aux catégories suivantes :

1° fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate ;

2° hôtels, restaurants et débits de boissons ;

3° débits de tabac et magasins de fleurs naturelles ;

4° hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraite et d'aliénés, dispensaires, maisons de santé, pharmacies, drogueries, magasins d'appareils médicaux et chirurgicaux ;

5° établissements de bains ;

6° entreprises de journaux, d'informations et de spectacles, musées et expositions ;

7° entreprises de location de livres, de chaises, de moyens de locomotion ;

8° entreprises d'éclairage et de distribution d'eau ou de force motrice ;

9° entreprises de transport par terre autres que les chemins de fer, travaux de chargement et de déchargement dans les ports, débarcadaires et stations ;

10° industries où sont mises en œuvre des matières susceptibles d'altération très rapide ;

11° industries dans lesquelles toute interruption de travail entraînerait la perte ou la dépréciation du produit en cours de fabrication.

Un arrêté réglementaire énumérera la nomenclature des industries comprises dans les catégories figurant sous les nos 10 et 11, ainsi que les autres catégories d'établissements qui pourront bénéficier du droit de donner le repos hebdomadaire par roulement, ou selon le mode prévu aux articles 7 et 8.

Un autre arrêté réglementaire déterminera également les dérogations particulières au repos des spécialistes occupés dans les usines à feu continu.

**6.** Lorsqu'un établissement exerce plusieurs commerces dans les mêmes locaux, le régime des repos est déterminé, de préférence, au repos par roulement, par un des modes prévus aux articles 2 à 4, si ce mode de repos est applicable à l'un quelconque des commerces.

**7.** Si la majorité des établissements d'une corporation, autorisée à donner le repos par roulement, signifie qu'elle préfère organiser le repos selon un des modes prévus aux articles 2 à 4, un arrêté du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, pourra imposer le régime dont l'application est demandée à toute la corporation ou à une partie de la corporation exerçant dans certains quartiers.

Dans ce cas, le même arrêté pourra autoriser l'ouverture d'un ou plusieurs établissements dans chaque quartier, à condition que tous les établissements concourrent à un roulement préétabli, et que l'établissement qui bénéficie de la dérogation soit fermé le lendemain du jour où il a été de service, ou à des jours fixés dans l'arrêté.

**8.** Dans les entreprises minières ou dans les chantiers éloignés des centres urbains, les jours du repos hebdomadaire peuvent être groupés pour être donnés en une seule fois dans le mois.

**9.** En cas de travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents ou réparer les accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, le repos hebdomadaire peut être suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution des travaux urgents.

Cette faculté de suspension s'applique non seulement aux ouvriers de l'entreprise où les travaux urgents sont nécessaires, mais aussi à ceux d'une autre entreprise faisant les opérations pour le compte de la première. Dans cette entreprise, chaque ouvrier doit jouir d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé.

Les dérogations prévues par le présent article ne sont pas applicables aux enfants de moins de dix-huit ans et aux filles mineures.

**10.** Dans tout établissement qui a le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, le repos peut être réduit à une demi-journée pour les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux, ainsi que pour les gardiens et concierges.

La dérogation prévue par le présent article n'est pas applicable aux enfants de moins de dix-huit ans et aux filles mineures.

**11.** Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire a lieu le dimanche, ce repos peut être supprimé lorsqu'il coïncide avec un jour de fête locale ou de quartier désigné par arrêté du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, après avis de la municipalité, ou, à défaut, du contrôleur civil.

**12.** Dans toutes les catégories d'entreprises où les intempéries déterminent des chômages, les repos forcés viennent, au cours du mois, en déduction des jours de repos hebdomadaire.

**13.** Les industries de plein air, celles qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année peuvent suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an.

**14.** Dans les établissements soumis au contrôle de l'Etat, ainsi que dans ceux où sont exécutés des travaux pour le compte de l'Etat et dans l'intérêt de la défense nationale, les chefs de services intéressés peuvent suspendre le repos quinze fois par an.

**15.** Des arrêtés du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation organisent le contrôle des jours de repos pour tous les établissements, que le repos hebdomadaire soit collectif ou qu'il soit organisé par roulement.

Ils déterminent également les conditions du préavis qui doit être adressé à l'inspecteur du travail par le chef de tout établissement qui bénéficie des dérogations.

**16.** Les dispositions du présent décret sont applicables aux clercs des études dans les offices ministériels.

Les chambres de discipline assurent, sous le contrôle du Parquet, l'exécution du présent article.

**17.** Les inspecteurs et inspectrices du travail sont chargés, concurremment avec tous les officiers de police judiciaire, de constater les infractions au présent décret.

Toutefois, dans les établissements ou entreprises placés sous la surveillance d'une administration publique de l'Etat, l'exécution des prescriptions de ce décret est confiée, concurremment avec les officiers de police judiciaire, aux fonctionnaires désignés par les Directeurs de ces différentes administrations pour exercer le contrôle des lois réglementant le travail.

Les contraventions sont constatées dans des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire.

**18.** Les chefs d'entreprises, qu'ils emploient ou qu'ils n'emploient pas de personnel, directeurs ou gérants, qui auront contrevenu aux dispositions du présent décret et aux arrêtés réglementaires relatifs à son exécution seront poursuivis devant le tribunal de simple police ou, dans le cas où la juridiction tunisienne est compétente, devant le caïd ou le président du tribunal régional, selon la distinction prévue par les articles 1 et 10 du décret du 23 mai 1900 et passibles d'une amende de cinq à quinze, francs (5 à 15 fr.)

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura eu de personnes occupées dans des conditions contraires au présent décret, sans toutefois que le maximum puisse dépasser cinq cent francs (500 fr.)

**19.** Les chefs d'entreprises seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs et gérants.

**20.** En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel, ou dans le cas où la juridiction tunisienne est compétente, devant le tribunal régional, et puni d'une amende de seize à cent francs (16 à 100 fr.).

Il y a récidive, lorsque dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique.

En cas de pluralité de contraventions entraînant ces peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions, sans toutefois que le maximum puisse dépasser trois mille francs (3.000 fr.)

**21.** Est puni d'une peine de cent à cinq cents francs (100 à 500 fr.) quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur.

En cas de récidive, dans les délais spécifiés à l'article précédent, l'amende sera portée de cinq cents francs à mille francs (500 à 1000 fr.)

L'article 463 du Code pénal français et l'article 53 du Code pénal tunisien sont applicables aux condamnations prononcées en vertu du présent article et des articles 18, 19 et 20.

**22.** Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux employés et ouvriers des entreprises de transports par eau, non plus qu'à ceux des chemins de fer dont les repos sont réglés par des dispositions spéciales.

**23.** Sont abrogées les dispositions du décret du 17 juillet 1908 sur le repos hebdomadaire.

---

## 15 décembre 1919

DÉCRET *relatif à la contribution foncière sur les terrains urbains non bâtis.*

(J. O. 31 DÉCEMBRE 1919, 1219)

ART. 1. A partir du 1er janvier 1920, une contribution foncière est établie dans les conditions ci-après définies, au profit des communes, sur les propriétés non bâties situées dans l'étendue de leurs territoires communaux respectifs.

**2.** La contribution foncière des propriétés non bâties constitue un impôt de quotité. Elle est établie dans les communes où sont situées les propriétés imposables, au nom des propriétaires, usufruitiers ou concessionnaires.

La contribution foncière a pour base le revenu imposable, c'est-à-dire la valeur locative réelle moyenne calculée sur la base de 6 % de la valeur vénale réelle de l'immeuble.

**3.** Le taux de la contribution foncière des propriétés non bâties sera fixé, dans chaque commune, par décret pris sur proposition de notre Premier Ministre, l'assemblée municipale entendue.

Les communes pourront être autorisées, dans les mêmes conditions, sur leur demande, soit à diviser leur territoire en deux zones dans lesquelles la taxe sera perçue à des taux différents, soit à ne taxer les terrains non bâtis que dans une partie du périmètre communal.

**4.** Sont exemptés de la ~~contribution foncière~~ taxe :

1° les terrains et jardins enclos attenant aux immeubles bâtis et qui sont estimés en même temps que ces immeubles pour l'évaluation de la taxe locative à laquelle ils sont seulement assujettis. Le bénéfice de cette exemption ne pourra être invoqué que si le montant de la taxe locative sur l'immeuble est supérieur au montant de la contribution foncière sur les terrains non bâtis qui frapperait la totalité du lot (partie bâtie et partie non bâtie). L'impôt à percevoir sur les terrains construits pour partie sera celui, taxe locative ou contribution foncière sur les terrains non bâtis, qui sera le plus élevé. La contribution foncière sur les terrains non bâtis sera calculée sur la totalité du lot (partie bâtie et non bâtie). La taxe sur les propriétés non bâties, due pendant la construction d'un immeuble sur le terrain imposable, cessera d'être exigible à partir du 1er janvier de l'année qui suivra celle pendant laquelle les travaux seront achevés ;

2° les immeubles ayant une destination d'utilité publique ~~et non productifs de revenus,~~ comme les routes, les rues, chemins, places publiques, cimetières, squares, jardins publics, ~~stands dûment reconnus par l'administration du Protectorat~~.

**5.** La taxe est à la charge des propriétaires ou usufruitiers et à défaut de propriétaires

connus, à celle des possesseurs ou occupants des immeubles imposés.

**6.** Les propriétaires indivis ou associés sont solidaires pour le paiement de la taxe sauf leur recours contre leurs co-débiteurs, pour ce qu'ils auraient pu payer à leur décharge.

**7.** Les héritiers ou légataires et leurs représentants et successeurs peuvent être poursuivis solidairement et chacun pour tous à raison des taxes dues par ceux dont ils ont hérité ou auxquels ils ont succédé, tant que la mutation n'a pas été opérée sur la matrice du rôle à moins qu'ils n'aient fait un acte de renonciation en forme et qu'ils n'en justifient.

**8.** Dans chaque commune, il sera procédé tous les cinq ans au recensement général de tous les immeubles soumis à la taxe.

**9.** Les contribuables sont tenus de faire, pendant les quatre premiers mois de chaque période quinquennale, sur un imprimé qui leur sera fourni gratuitement dans les communes, une déclaration indiquant la situation exacte du terrain, sa contenance, le nom des propriétaires voisins, ainsi que sa valeur vénale y compris, le cas échéant, le capital de l'enzel qui le grève calculé au denier 20.

La déclaration peut ne pas être renouvelée pour les propriétés déclarées une première fois aussi longtemps qu'aucune modification n'est intervenue dans leur consistance ou dans leur valeur vénale.

**10.** A défaut de déclaration, les immeubles seront recensés d'office. En l'absence de déclaration ou en cas de déclaration incomplète ou inexacte, les intéressés supporteront, à titre de pénalité, pour une année seulement, en sus de leur imposition normale, une cotisation supplémentaire calculée : dans le cas de défaut de déclaration, sur une valeur locative égale à celle qui aura été établie d'office ; et, dans le cas d'inexactitude, sur une valeur locative égale à la différence entre celle qui résulte de la déclaration et celle que fait ressortir la situation constatée, celle-ci diminuée d'un dixième.

La pénalité ainsi établie sera indépendante de l'action en répétition qui pourra être exercée sur les intéressés par voie de rôle particulier pour les années pendant lesquelles ils auront échappé à l'impôt ; cette action pourra s'exercer pendant dix années.

**11.** Dans le cas de division de propriété, par suite de mutation, la valeur locative globale de l'ensemble de cette propriété est partagée d'après les indications des parties, lorsque celles-ci se sont entendues à cet égard et qu'elles ont fait connaître à l'administration municipale la portion de la valeur locative globale qu'elles attribuent d'un commun accord aux diverses fractions de la propriété.

Les déclarations remises à l'administration municipale dans le cas de l'espèce doivent, sous peine de nullité, être signées par tous les intéressés ou leurs représentants autorisés.

**12.** Le recensement d'office sera fait à la diligence des municipalités qui prendront, à cet effet, les mesures préparatoires suivantes :

A) un arrêté du Président divisera s'il y a lieu, le territoire communal en quartiers ou sections ;

B) un second arrêté fixera la date du commencement des opérations de recensement et désignera les agents municipaux qui en seront chargés ; un groupe spécial d'agents recenseurs sera affecté à chaque quartier ou section ;

C) les arrêtés portant division du territoire communal ou fixation de la date du commencement des opérations de recensement seront soumis à l'approbation de notre Premier Ministre et devront être publiés par voie d'affichage et au moyen d'annonces insérées au Journal Officiel Tunisien au moins dix jours avant le commencement du recensement. Il sera dressé procès-verbal de cette publication.

**13.** Les immeubles seront recensés dans chaque quartier, par rue et autant que possible dans l'ordre de leur situation. Chacun d'eux donnera lieu à l'établissement d'une notice où seront consignés les renseignements suivants :

1° les nom, prénoms et domicile du propriétaire réel ou présumé (possesseur ou occupant) ;

2° la situation de l'immeuble (rue, numéro) ;

3° le détail de la composition de l'immeuble et l'évaluation de la valeur locative de chacune de ses parties, résultant soit :

A) de baux, s'il en existe ;

B) des déclarations des occupants et des propriétaires, dans le cas où ils consentiraient à faire cette déclaration ;

(1) Modifié par D. 14 juin 1935-7 Ch. 22/2

4° l'évaluation des mêmes valeurs locatives par les recenseurs ;

5° l'évaluation proposée, le cas échéant, par les contrôleurs dont il est parlé à l'article 14 ;

6° le montant de la taxe exigible ou la mention que l'immeuble rentre dans les exemptions prévues à l'article 4.

Ces notices seront signées par les agents recenseurs et paraphées par les contrôleurs. La taxe étant assise sur la valeur vénale réelle, la commune et, après elle, le tribunal compétent ont le droit de ne pas tenir compte des baux, contrats de principales locations, déclarations du propriétaire et autres actes dont les énonciations leur paraissent inférieures à cette valeur.

**14.** Dans chaque section les opérations des agents recenseurs seront surveillées et vérifiées par des contrôleurs nommés par le Gouvernement.

La municipalité pourra, d'ailleurs, adjoindre à ces contrôleurs un ou plusieurs experts estimateurs, choisis parmi les architectes, ingénieurs ou cheikhs de quartiers.

**15.** La matrice du rôle sera établie au vu des notices et énoncera, sous une seule série d'articles et dans les colonnes disposées à cet effet :

1° le nom du propriétaire ou de son mandataire ;

2° l'adresse du propriétaire ou de son mandataire ;

3° la situation exacte et la nature de l'immeuble ;

4° l'évaluation de sa valeur locative totale ;

5° le montant total de la taxe ;

6° le rattachement aux articles du rôle quinquennal précédent ;

7° les mutations.

**16.** Une commission de revison examinera pendant la durée des opérations du recensement les déclarations et observations dont elle sera saisie, soit par les contribuables, soit par les contrôleurs, soit par un de ses membres.

Elle sera composée :

1° du président de la commune ou de son délégué ;

2° de un ou deux conseillers européens et de un ou deux conseillers indigènes ;

3° du secrétaire de la municipalité et, pour Tunis, du Directeur des services administratifs.

Elle siègera sous la présidence du président de l'assemblée municipale ou de son délégué et en présence des contrôleurs.

Ses décisions seront prises à la majorité des membres présents ; en cas de partage, la voix du président sera prépondérante.

**17.** Les contribuables seront invités par avis ou affiches à prendre connaissance des articles afférents à leurs immeubles et à présenter leurs réclamations à la commission de révision.

Des affiches et insertions au journal officiel tunisien feront connaître la date de la clôture provisoire des opérations de recensement et fixeront la date extrême du délai de réclamation qui ne pourra être moindre d'un mois.

**18.** Les réclamations soumises à la commission de révision devront être formulées par écrit et accompagnées de toutes les pièces qui sont de nature à les justifier. Leur dépôt sera constaté sur un registre et donnera lieu à la délivrance d'un récépissé.

Il sera statué sur chacune d'elles, les intéressés dûment convoqués.

Dès que la commission de révision aura épuisé l'examen des réclamations, la clôture définitive des opérations de recensement sera prononcée et avis en sera donné par la voie de l'affichage et d'une publication dans le journal officiel tunisien.

**19.** Tout contribuable qui n'accepterait pas la décision de la commission de révision aura le droit de se pourvoir devant le juge de paix, s'il est justiciable des tribunaux français et devant le tribunal de la Driba ou les tribunaux régionaux, s'il est justiciable des tribunaux indigènes tunisiens.

Le pourvoi en réduction ou en modification de cote devra, à peine de rejet, être introduit dans les 60 jours qui suivront la clôture définitive du recensement. Il ne sera recevable que s'il est justifié qu'il a été précédé d'une réclamation présentée en temps utile à la commission de révision.

Le tribunal saisi statuera, en dernier ressort et sans qu'il puisse y avoir lieu à appel ou à pourvoi, devant une autre juridiction.

**20.** — Chaque année la commune fera procéder au recensement :

1° des immeubles nouvellement incorporés dans le périmètre urbain ;

2° des immeubles reconnus omis au cours des précédents recensements ;

3° des propriétés devenues imposables comme ayant cessé de rentrer dans les exemptions prévues à l'article 4.

Les réclamations seront vérifiées dans la forme et les délais prévus aux articles 17, 18 et 19 par une commission permanente composée du président de l'assemblée municipale ou de son délégué, de deux conseillers municipaux, du secrétaire de la municipalité, et, pour Tunis, du Directeur des services administratifs, et enfin d'un membre désigné par notre Premier Ministre.

**21.** Les résultats du recensement prévu par l'article précédent seront transcrits sur le rôle matrice. De nouveaux articles seront ouverts à la suite et de nouvelles notices seront créées s'il y a lieu.

**22.** Dans le cas de mutation entre vifs, même constatée par un acte public ou un jugement, le recouvrement de la taxe sur les terrains non bâtis, établie par le présent décret continuera à être poursuivi suivant les indications portées au rôle, tant que l'ancien propriétaire n'aura pas déclaré la mutation à la municipalité. Cette déclaration qui sera sommairement transcrite sur un registre et dont il sera délivré récépissé, ne sera d'ailleurs admise qu'autant qu'elle sera confirmée par la production d'un acte de mutation de propriété enregistré. En cas de décès, la mutation devra être déclarée par les ayants-droit.

La déclaration du nouveau propriétaire sera admise sur la production d'un acte de vente enregistré ; toutefois, et nonobstant cette déclaration, l'ancien propriétaire pourra être poursuivi en paiement des taxes échues antérieurement à sa date.

Le défaut de déclaration ne fera pas obstacle au recouvrement direct de l'impôt contre le nouveau propriétaire si la mutation est révélée à la municipalité par tout autre voie.

Les rectifications utiles seront immédiatement apportées à la matrice et aux notices de recensement et notifiées au receveur municipal.

**23.** Les propriétaires seront tenus de déclarer leur changement de domicile à la municipalité, à peine de demeurer responsables du coût des actes de poursuites dirigés à tort sur l'ancien domicile.

Ces déclarations, dont il sera délivré récépissé, seront mentionnées à la matrice quinquenale et seront en outre, immédiatement notifiées au receveur municipal. Les contribuables devront également faire connaître au receveur municipal leur nationalité, sous peine de demeurer responsables du coût des actes de poursuites dirigées à tort devant une juridiction incompétente.

**24.** — Au commencement de chaque année, il sera établi un rôle annuel dit de recouvrement, contenant les principales énonciations de la matrice. Ce rôle indiquera avec la plus grande exactitude :

1° les noms, prénoms et domicile de chaque contribuable ;

2° la situation de l'immeuble et le montant de la taxe dont il est grevé.

Il sera additionné et arrêté après vérification et rapprochement avec la matrice et soumis à l'approbation de notre Premier Ministre qui le rendra exécutoire.

**25.** La mise en recouvrement du rôle annuel sera annoncé par une insertion au Journal Officiel Tunisien.

**26.** Si au cours d'une période comprise entre deux recensements quinquennaux un immeuble venait à rentrer dans la catégorie des exemptions prévue à l'article 4, le propriétaire en obtiendra la détaxe totale ou partielle en en faisant la déclaration à la municipalité.

**27.** Le privilège accordé aux communes et aux comptables agissant en leur nom pour le recouvrement de la taxe sur les terrains non bâtis et des frais accessoires prend rang immédiatement après le privilège général de l'Etat. Il est règlé ainsi qu'il suit :

1° pour la taxe grevant un immeuble déterminé sur les fruits, loyers et revenus de cet immeuble et sur le prix à provenir de son aliénation ;

2° pour l'ensemble des taxes dues par un même débiteur sur tous les meubles, objets et effets mobiliers pouvant lui appartenir.

Ce privilège ne préjudicie point aux actions que les communes peuvent exercer sur les biens des redevables en vertu du droit commun et comme tout autre créancier.

**28.** L'acquéreur d'une propriété doit, en conséquence du privilège ci-dessus, s'assurer que la taxe sur les terrains non bâtis assise sur cette propriété a été payée jusqu'au jour de la vente. En cas de négative et sauf stipulation contraire, il est autorisé à précompter le montant des arriérés sur le

prix de l'aliénation. Il devient, en tout état de cause, personnellement responsable des dits arriérés et des frais de poursuites. Cette obligation s'applique même aux adjudicataires d'immeubles vendus par autorité de justice. Elle s'applique également à tous les propriétaires occupants substitués, à quelque titre que ce soit, aux propriétaires véritables ou apparents, antérieurement portés au rôle.

**29.** Comme conséquence du même privilège, les locataires sont tenus, sur une simple sommation extra-judiciaire à la requête du receveur municipal, de venir payer à la recette municipale, au fur et à mesure de l'échéance des loyers et à concurrence de leur montant, en l'acquit des propriétaires ou usufruitiers, la taxe grevant les immeubles qu'ils tiennent en location alors même que cette location ne porterait que sur une partie des dits immeubles. En cas de retard ou de refus de paiement, ils peuvent être poursuivis comme les propriétaires, alors même qu'ils justifieraient avoir payé leur loyer d'avance, si les paiements anticipés s'appliquent à une période supérieure à six mois.

De leur côté, les propriétaires ou usufruitiers sont tenus de recevoir, à valoir sur ce qui peut leur être dû par leurs locataires, les quittances que le receveur municipal aurait remises à ces-derniers en exécution du présent article.

**30.** Tous receveurs, agents, économes, notaires, commissaires-priseurs et autres dépositaires ou débiteurs de deniers appartenant aux redevables et affectés au privilège des communes sont tenus, sur la demande du receveur municipal, de payer, en l'acquit des contribuables, sur le montant et jusqu'à concurrence des fonds qu'ils doivent ou détiennent, les taxes dues par ces derniers, alors même qu'il existerait entre leurs mains des oppositions formées par des créanciers autres que l'Etat.

Les quittances du receveur municipal pour les sommes légitimement payées leur seront allouées en compte.

**31.** Il est fait défense aux notaires d'établir aucun titre comportant mutations ou locations d'une propriété soumise à la taxe sur les terrains non bâtis, sans s'être fait représenter un certificat établissant que la taxe afférente à l'année en cours a été payée. Ces certificats seront délivrés gratuitement par les receveurs municipaux.

**32.** La taxe sur les terrains non bâtis se prescrit par trois années qui suivront le 31 décembre de l'année pendant laquelle la taxe a été constatée pour la première fois dans les écritures de la recette municipale quelle que soit l'époque à laquelle elle s'applique.

Les poursuites judiciaires interrompront la prescription.

**33.** Aucune poursuite en recouvrement de la taxe ne peut être exercée qu'après un avertissement resté infructueux. L'avertissement résulte d'un avis individuel adressé par la poste, sous pli recommandé avec accusé de reception.

**34.** Faute de paiement, dans les dix jours de l'envoi de l'avis recommandé, le recouvrement est poursuivi en vertu d'un simple extrait de rôle, certifié par le receveur municipal sans aucune formalité judiciaire.

Les frais de poste de l'avis recommandé et de l'accusé de réception et le coût des actes de procédure s'ajoutent de plein droit au principal de la taxe.

**35.** Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

## 19 décembre 1919

DÉCRET *promulgant l'arrangement franco-britannique qui remplace la convention du* 18 *septembre* 1897.

(J. O. 20 DÉCEMBRE 1919, 1103)

Vu le décret du 18 octobre 1897 promulguant en Tunisie l'arrangement intervenu le 18 septembre 1897 entre les Gouvernements français et britannique ;

Attendu qu'il résulte des informations du Ministère des affaires étrangères de la République française que les gouvernements français et britannique se sont entendus pour dénoncer cet arrangement qui se trouve réduit aux stipulations suivantes :

« Les traités et conventions de toute nature en vigueur entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande sont étendus à la Tunisie.

«Le Gouvernement de S.M. Britannique s'abstiendra de demander pour ses consuls, ses ressortissants et ses établissements en Tunisie d'autres droits et privilèges que ceux qui lui sont acquis en France.

«Il est bien entendu que le traitement reconnu en Tunisie aux sujets ou protégés ainsi qu'aux marchandises du Royaume-Uni ne comprend pas le traitement français.»

ART. 1. L'arrangement dont le texte est reproduit ci-dessus, et qui remplace l'arrangement du 18 septembre 1897, est promulgué en Tunisie.

---

## 19 décembre 1919

DÉCRET *relatif aux droits d'entrée applicables aux tissus de coton.*

(J. O. 20 DÉCEMBRE 1919, 1103)

Vu notre décret de ce jour promulguant le nouvel arrangement intervenu entre les Gouvernements français et britannique pour remplacer l'arrangement du 18 septembre 1897 relatif à la Tunisie ;

Attendu que les tissus de coton originaires du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des colonies et possessions britanniques ainsi que des pays bénéficiant du traitement de la nation la plus favorisée doivent cesser d'être admis au droit d'importation de cinq pour cent ad valorem ;

ART. 1. Les droits d'entrée applicables aux tissus de coton pur, unis, croisés et coutils sont fixés conformément au tableau annexé au présent décret (1).

.....

---

## 20 décembre 1919 n° 1

DÉCRET *relatif aux frais de lotissement des propriétés immatriculées*

(J. O. 24 DÉCEMBRE 1919, 1138)

ART. 1. Le barème des sommes à rembourser au Trésor par les particuliers pour frais de lotissement est modifié comme suit à partir du 1er janvier 1920 :

Le montant du remboursement au Trésor, par les particuliers, des frais de lotissement, s'obtient en additionnant les trois taxes élémentaires ci-après :

1° taxe par immeuble à morceler : 30 fr. ;

2° taxe par lot créé : 20 fr. ;

3° taxe sur la contenance totale des lots créés :

de 0 à 100 hectares : 1 fr. 50 par hectare ;

de 100 à 500 hectares : 150 fr. et 1. fr. par hectare en plus des 100 premiers ;

de 500 à 1.000 hectares : 550 fr. et 0 fr. 50 par hectare en plus des 500 premiers ;

au-dessus de 1.000 hectares : 800 fr. et 0 fr. 30 par héctare en plus des 1000 premiers.

Le lotissement d'une ou plusieurs parcelles effectué en vue de redresser une limite défectueuse ou encore d'incorporer à un immeuble immatriculé ou d'en exclure tout ou partie d'une clôture (mur, haie, fossé, tabia, etc.) donnera ouverture, quel que soit le nombre de parcelles, à un droit unique de 20 fr. si la valeur totale des parcelles est inférieure à 1.000 fr. et si leur contenance ne dépasse pas 50 mètres carrés pour les terrains bâtis ou à bâtir et 1 hectare pour les terres de culture.

Les chiffres du barème sont augmentés de cinquante pour cent dans le cas prévu au paragraphe *b* de l'article 3 du décret du 10 décembre 1899.

Il n'est perçu qu'une taxe unique de 10 fr. par lot créé lorsque le lotissement ne donne pas lieu à des opérations sur le terrain.

---

## 20 décembre 1919 n° 2

DÉCRET *relatif à la contribution forfaitaire des particuliers aux dépenses d'immatriculation.*

(J. O. 24 DÉCEMBRE 1919, 1138)

ART. 1. Le barème de la contribution forfaitaire des particuliers aux dépenses d'immatriculation est modifié comme suit à partir du 1er janvier 1920 :

La contribution forfaitaire prévue par l'article 1er du décret du 28 décembre 1903 s'obtient en additionnant les deux taxes élémentaires suivantes :

1° TAXE SUR LA CONTENANCE

de 0 à 100 hectares : 1 fr. 50 par hectare ;

de 100 à 1.000 hectares : 150 fr. et 1 fr. par hectare en plus des 100 premiers ;

au-dessus de 1.000 hectares : 1.050 francs et 0 fr. 50 par hectare en plus des 1.000 premiers.

Le minimum de la perception est de 60 fr. pour chacun des deux premiers ilots et de 30 fr. pour chaque ilot en plus des deux premiers.

Ce minimum est réduit à 20 fr., quel que soit le nombre des ilots, lorsqu'il s'agit d'adjoindre à un immeuble déjà immatriculé une ou plusieurs parcelles attenantes, d'une valeur globale inférieure à 1.000 fr. et dont la superficie totale n'excède pas 50 mètres carrés pour les terrains bâtis ou à bâtir et 1 hectare pour les terres de culture.

(1) V. J. O. 1919, p. 1103.

2° TAXE SUR LA VALEUR VÉNALE

Cinq pour mille de la valeur vénale de l'immeuble sans minimum de perception.

La taxe sur la valeur vénale suit les sommes et valeurs de 100 fr. en 100 fr.

---

## 20 décembre 1919 n° 3

DÉCRET *modifiant l'article* 23 *du décret du* 16 *mars* 1892 *réglementant le service de la conservation foncière.*

(J. O. 24 DÉCEMBRE 1919, 1139)

ART. 1. L'article 23 du décret du 16 mars 1892 (1), portant règlement sur le service de la conservation foncière est modifié comme suit :

La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance des immeubles et droits réels immobiliers est déterminée pour la liquidation et le paiement des salaires ainsi qu'il suit, savoir :

1° pour l'immatriculation, par la déclaration estimative des parties ;

2° pour les mutations à titre gratuit ou onéreux, entre vifs ou par décès, échanges et partages d'immeubles et droits réels immobiliers autres que la rente de l'enzel, l'hypothèque et l'antichrèse, par le prix exprimé en y ajoutant toutes les charges en capital, ou, à défaut, par la déclaration estimative fournie par les parties, de la valeur vénale, sans distraction des charges.

Le salaire perçu pour la constitution ou la cession d'un bail emphytéotique ne peut excéder deux pour mille de la valeur vénale de l'immeuble.

La valeur de la nue propriété ou de l'usufruit est déterminée d'après le barème établi en matière d'enregistrement par le décret du 19 avril 1912.

2° pour les constitutions et mutations entre vifs ou par décès, échanges et partages de rentes, créances et obligations garanties par un privilège, une hypothèque, une antichrèse ou une action résolutoire, par le capital de rachat ou par le montant nominal de la créance. La valeur de la nue propriété et de l'usufruit des créances et le capital des rentes viagères non exprimé dans l'acte sont déterminés comme en matière d'enregistrement d'après le barème annexé au décret du 19 avril 1912 ;

4° pour les baux à terme, sous-baux, cessions et rétrocessions de baux, par le montant cumulé des loyers des années à courir, augmenté des charges, en y ajoutant, le cas échéant, le prix du droit au bail. Les baux à vie et ceux consentis pour une période renouvellable indéfiniment au gré du preneur, sont assimilés à un bail de 20 ans. Les baux de plus de 20 ans sont assimilés, pour la liquidation des salaires, aux baux emphytéotiques.

2. Le tableau des salaires annexé au décret du 16 mars 1892 (1) est modifié comme suit :

| Nature des formalités | Montant des salaires |
|---|---|
| 1° pour toutes les formalités concernant la procédure à fin d'immatriculation, jusques et y compris la rédaction du titre de propriété : | |
| Par réquisition déposée quelle que soit l'issue de la procédure : | |
| A) un droit fixe de..... | 18 » |
| B) un droit proportionnel de un pour mille de la valeur vénale de l'immeuble au jour du dépôt de la réquisition..... | 1°/oo |
| Ce salaire est prélevé directement par le conservateur sur la taxe perçue au profit du Trésor. | |
| Pour chaque titre en sus du premier, si une même réquisition donne lieu à l'établissement de plusieurs titres ..... | 18 » |
| 2° pour l'établissement de chaque titre de propriété lors du morcellement, de la division ou du remembrement d'immeubles immatriculés.... | 18 » |
| 3° Pour l'enregistrement sur les deux registres des dépôts du jugement d'immatriculation ou d'actes à inscrire ou à mentionner..... | 1 » |
| 4° Pour l'inscription ou mention sur le titre en vertu de la décision d'immatriculation ou autrement, des faits ou conventions prévus par l'article 343 de la loi foncière, un droit proportionnel de : | |
| Deux pour mille sur tous actes civils ou judiciaires portant constitution ou mutation entre vifs d'immeubles et droits réels immobiliers autres que la rente d'enzel, l'hypo- | |

(1) V. art. 23 D. 14 juin 1886.

(2) V. tableau reproduit sous D. 14 juin 1886.

| Nature des formalités | Montant des salaires |
|---|---|
| thèque et l'antichrèse, avec un minimum de 1 fr. 50 ..... | 2 o/oo |
| Un pour mille sur les mutations par décès, d'immeubles, droits réels immobiliers, rentes et créances inscrites, sur les actes déclaratifs des mêmes droits ; sur les constitutions. transports, cessions, subrogations de rentes et créances à inscrire ou déjà inscrites, sur les baux, sous-baux, cessions, rétrocessions et subrogations de baux, avec un minimum de 1 fr. 50 ..... | 1 o/oo |
| Un droit fixe de 1 fr. 50 sur tous autres faits et conventions et notamment sur les quittances et mainlevées, d'actions résolutoires, privilèges, hypothèques, antichrèses.... | 1 50 |
| 5° Pour chaque copie du titre de propriété délivrée soit au moment de l'établissement du titre, soit ultérieurement : | |
| Pour la première inscription comprenant la description de l'immeuble et la désignation du propriétaire, 1 fr. 50 par rôle..... | 1 50 |
| Pour chaque inscription ou mention subséquente ..... | 1 50 |
| Ce tarif est applicable à toutes les copies collationnées de 30 lignes à la page et de 15 syllabes à la ligne, délivrées par le Conservateur. | |
| Toute page commencée est comptée pour un demi-rôle et rend exigible un salaire de ..... | 0 75 |
| 6° Pour le report sur une copie déjà existante d'une inscription ou d'une mention ..... | 1 50 |
| 7° Pour les certificats constatant simplement la conformité des copies du titre de propriété avec le même, par chaque copie sur laquelle il est certifié ..... | 1 50 |
| 1° d'inscription ; | |
| 2° de commandement, saisie sommation ; | |
| 3° de mentions de résolution, nullité ou révisions d'actes inscrits 1 fr. 50 par individu sur lequel il est certifié et par immeuble faisant l'objet d'un titre distinct de propriété ..... | 1 50 |
| 9° Pour les relevés sommaires délivrés en conformité de l'article 362, 2e alinéa du décret du 19 ramadan 1302, 1 fr. 50 par inscription ou mention comprise dans chaque relevé. | 1 50 |
| 10° Pour chaque duplicata de quittance..... | 0 50 |
| 11° Pour toute mention en dehors du registre des formalités préalables à l'immatriculation non spécialement tarifée ..... | 1 50 |
| 12° Pour l'acte constatant le refus du conservateur d'inscrire ou de mentionner dans les cas prévus par la loi..... | 1 50 |
| 13° Pour toute notification faite à la diligence du Conservateur en sus des débours ..... | 1 50 |

**3.** La perception des salaires proportionnels suit les sommes et valeurs de 100 fr. en 100 fr.

**4.** Le nouveau tarif des salaires est applicable aux réquisitions déposées et aux inscriptions et mentions faites, à partir du 1er janvier 1920.

---

## 20 décembre 1919 n° 4

DÉCRET *modifiant le tarif des droits de timbre de dimension* (1).

(J. O. 27 DÉCEMBRE 1919, 1162)

ART. **1.** Les décrets du 20 avril 1912 et du 5 décembre 1918 sont modifiés comme suit :

Les droits de timbre de dimension sont relevés d'un quart et portés :

à 3 fr. pour la demi-feuille de petit papier ;
à 4 fr. pour la feuille de petit papier ;
à 7 fr. pour la feuille de moyen papier ;
à 8 fr. pour la feuille de grand papier ;
à 12 fr. pour la feuille de grand registre

et ainsi de suite.

Ce tarif s'applique à tous les droits de timbre de dimension, quel que soit leur mode de paiement ; il s'étend, par conséquent, aussi bien aux timbres mobiles de dimension et aux timbres mobiles de copies d'exploits qu'aux feuilles de papier timbré, au timbrage à l'extraordinaire et aux impressions timbrées (billets d'avertissement, permis d'achat d'arme, récépissés de déclarations de

(1) V. A. F. 20 décembre 1919.

logeurs, certificats de vie des rentiers et pensionnaires, certificats de non condamnation ou de condamnation délivrés aux justiciables des tribunaux tunisiens, extraits du registre d'immatriculation des étrangers, récépissés de déclaration et permis de port d'armes, arrêtés d'autorisation d'ouverture et de mutation de débits de boissons, fiches anthropométriques, etc.).

**2.** Le taux de la taxe annuelle ~~et obligatoire~~ d'abonnement au timbre, à laquelle les contrats d'assurances contre l'incendie sont soumis par le premier alinéa de l'article 10 du décret du 20 avril 1912, est élevé ~~de 53 à soixante sept millimes par~~ 1.000 francs du total des sommes assurées, pour les assurances à primes fixes et ~~de 4 à cinq~~ centimes par 1.000 francs pour les assurances mutuelles.

Le taux de la taxe annuelle d'abonnement facultatif au timbre, établie pour les sociétés, compagnies d'assurances et tous autres assureurs contre la mortalité des bestiaux, contre la gelée, les inondations et autres risques agricoles par le troisième alinéa de l'article 10 du décret du 20 avril 1912, est élevé de quarante-huit millimes à six centimes par 1.000 francs du total des sommes assurées.

Le taux de la taxe annuelle et obligatoire d'abonnement au timbre, à laquelle les contrats d'assurances sur la vie et les contrats de rente viagère passés par les sociétés, compagnies d'assurances et tous autres assureurs sur la vie sont soumis par le deuxième alinéa de l'article 10 du décret du 20 avril 1912, est élevé de 3 fr. 20 à 4 fr. par 1.000 fr. du total des versements faits chaque année aux sociétés, compagnies et assureurs ou des capitaux encaissés par les assureurs comme prix de la constitution de rentes viagères.

Les sociétés, compagnies d'assurances et tous autres assureurs contre les accidents corporels ou les accidents ou risques matériels sont obligatoirement assujettis à l'abonnement annuel au timbre institué et réglementé par l'article 10 du décret du 20 avril 1912. Le taux de la taxe annuelle et obligatoire d'abonnement est fixé pour eux à quatre francs par 1000 francs du total des versements faits chaque année par les assurés à ces sociétés, compagnies et autres assureurs.

**3.** La taxe forfaitaire de timbre exigible en vertu de l'article 12 du décret du 20 avril 1912 lors de l'enrôlement des instances en matière civile, commerciale, administrative ou de réparation civile engagées devant l'Ouzara et les tribunaux régionaux de province est portée pour chaque affaire de huit francs à dix francs lorsque la demande n'excède pas 1.500 francs et de 10 fr. 75 à 13 fr. 32 lorsque la demande excède 1.500 francs.

La taxe forfaitaire de timbre exigible en vertu de l'article 12 du décret du 20 avril 1912 lors des procédures suivies devant les présidents des tribunaux régionaux, le délégué à la Driba et les caïds statuant en exécution du décret du 23 mai 1900 ou du Code tunisien de procédure civile sur une demande civile ou de réparation civile de 10 fr. et au-dessus est portée de 1 fr. 60 à 2 fr.

**4.** Le droit de timbre des récépissés, bulletins d'expédition ou autres pièces en tenant lieu, délivrés par les administrations de voies ferrées, pour les colis d'un poids supérieur à 30 kg., qu'ils soient transportés en grande ou en petite vitesse, est fixé uniquement à 25 centimes.

Toutefois, les colis de ravitaillement en produits alimentaires ne dépassant pas dix kilogs visés par notre décret du 15 mai 1914, et les autres colis du service intérieur ne dépassant pas 5 kg., visés par notre décret du 4 juillet 1912, continueront à être exemptés du timbre ; les colis ordinaires de 5 à 10 kgs continueront à bénéficier du tarif de 0 fr. 10 et ceux de 10 à 30 kgs du tarif de 0 fr. 20 édicté par notre décret du 4 juillet 1912, mais dans le service intérieur seulement.

Le droit de timbre des récépissés, bulletins d'expédition ou autres pièces en tenant lieu, délivrés par les administrations des transports par tramways, n'est pas modifié.

Une même expédition ne peut comprendre que le chargement d'un seul wagon, à moins qu'il ne s'agisse d'envois indivisibles ou qu'il n'existe, pour certains trafics, des prescriptions particulières.

**5.** Toutes les exemptions d'impôt accordées en matière de timbre par les lois françaises sont de plein droit applicables en Tunisie, même en l'absence d'un texte.

## 20 décembre 1919 n° 5

DÉCRET *relevant le droit d'enregistrement sur les mutations immobilières.*

(J. O. 27 DÉCEMBRE 1919, 1163)

ART. **1.** Est élevé à sept pour cent le droit d'enregistrement, qui est actuellement de 5 %, des mutations à titre onéreux de propriété, d'usufruit, de nue-propriété et de servitude de biens immeubles énumérées sous les numéros 1, 2, 3, 6 et 8 du tarif annexé au décret du 19 avril 1912, section I, paragraphes I et III et aux soultes ou plus-values dans les échanges d'immeubles visés à la note 3 du n° 4 du même tarif.

Toutefois, le droit d'enregistrement sur les licitations d'immeubles et soultes de partage entre co-héritiers et co-propriétaires et soultes de distribution de biens, sur les baux à à rentes perpétuelles de biens immeubles, ceux à vie et ceux dont la durée est illimitée, reste fixé à 5 %. Le même droit de 5 % demeure applicable aux échanges d'immeubles situés en Tunisie.

Pour les échanges d'immeubles ruraux contigüs situés dans le même cheikhat ou dans les cheikhats limitrophes, le droit d'enregistrement demeure fixé à 0 fr. 25 %.

Le droit d'enregistrement de 2 fr. 50 % reste applicable :

aux échanges d'immeubles entre l'Etat et un particulier ;

aux aliénations, constitutions et cessions à enzel de biens ruraux de colonisation consenties par le Domaine de l'Etat ;

aux échanges en argent de biens habous réalisés au profit de particuliers par substitution au domaine de l'Etat, dans les conditions prévues par l'article 4 du décret du 13 novembre 1898.

Le nouveau tarif de sept pour cent sera applicable à toutes les mutations, constatées ou non constatées par écrit, survenues postérieurement au 31 décembre 1919.

**2.** Les droits d'enregistrement des mutations entre vifs à titre gratuit de biens immeubles, tels qu'ils sont établis dans l'article 3 du décret du 7 décembre 1918, sont élevés, savoir :

En ligne directe :

pour les donations faites par contrat de mariage aux futurs, à 1 75 %

pour les donations portant partage faites par les père et mère ou autres ascendants entre leurs enfants ou descendants, à..... 1 50 %

pour les donations hors contrat de mariage et sans partage, à .... 1 75 %

Entre époux, à..... 1 75 %

En ligne collatérale, jusques et y compris le 4e degré :

par contrat de mariage, à FR.. 5 25 %

hors contrat de mariage, à..... 7 » %

au delà du 4e degré et entre personnes non parentes, à..... 7 » %

Les mêmes quotités seront appliquées aux donations entre vifs de biens meubles.

Les donations constatées par des actes antérieurs au 1er janvier 1920 resteront assujetties aux anciens tarifs.

**3.** Les droits sur les mutations par décès ou résultant d'une déclaration d'absence de biens immeubles, de créances hypothécaires ou de rentes d'enzel établis par l'article 4 du décret du 7 décembre 1918, sont élevés aux taux ci-après :

en ligne directe et entre époux, à ..... 1 75 %

en ligne collatérale et entre personnes non parentes, à..... 7 » %

Les nouveaux droits ne s'appliqueront qu'aux successions ouvertes à partir du 1er janvier 1920 inclusivement,

---

## 20 décembre 1919 n° 6

DÉCRET *assujettssant aux droits de mutation les transmissions de terres sialines concédées.*

(J. O. 27 DÉCEMBRE 1919, 1169)

En vue d'obvier aux difficultés d'interprétation que soulève en matière fiscale l'applitation du décret du 8 févirer 1892 aux mutations qni s'opèrent sur les terres sialines dans l'intervalle compris entre la concession et la délivrance par l'Etat du titre de propriété.

ART. **1.** Les mutations portant sur des terres sialines concédées par application du décret du 8 février 1892, qui s'opèrent entre particuliers, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit ou par décès, depuis la concession et avant la délivrance des titres de propriété par la Direction générale de l'Agriculture doivent être au point de vue fiscal assimilées à des mutations ordinaires sous condition résolutoire et assujetties aux droits dans les délais et d'après le mode d'assiette établis par nos décrets susvisés du 19 avril

1912, du 7 décembre 1918 et du 20 décembre 1919.

---

## 20 décembre 1919 n° 7

DÉCRET *instituant un impôt de* 3 fr. 50 % *sur les intérêts des créances chirographaires, dépôts et cautionnements.*

(J. O. 27 DÉCEMBRE 1919, 1164)

ART. 1. L'impôt établi par notre décret du 23 décembre 1918 sur les revenus, produits et bénéfices des valeurs mobilières, les arrérages des rentes d'enzel et les intérêts des créances hypothécaires ou privilégiées, est généralisé et étendu aux bénéfices, produits, revenus et intérêts de toutes créances, même chirographaires, à l'exclusion de toute opération commerciale ne présentant pas le caractère juridique d'un prêt, aux intérêts de dépôts de sommes d'argent à vue ou à échéance fixe, quel que soit le dépositaire et quelle que soit l'affectation du dépôt, aux intérêts de cautionnements en numéraire, etc.

2. Sont affranchis de l'impôt :

1° les intérêts des sommes inscrites sur les livrets des caisses d'épargne.

2° les intérêts et revenus perçus en Tunisie qui, en France, seraient exempts de l'impôt ou à l'égard desquels il sera justifié que l'impôt similaire a été payé en France, en Algérie, au Maroc ou dans une colonie française.

3. L'impôt est à la charge exclusive du créancier nonobstant toute clause contraire, quelle qu'en soit la date ; toutefois, le créancier et le débiteur sont tenus solidairement de la taxe.

4. L'impôt est dû sur le montant brut des bénéfices, intérêts et tous autres produits visés par le présent décret que le créancier touche au cours de l'année d'imposition, à quelque période de temps qu'ils s'appliquent, sans distinction entre ceux afférents à la dite année et ceux payés par anticipation ou à titre d'arriérés, si toutefois ces arriérés ne remontent pas à des époques antérieures à 1920.

5. Sont applicables à l'impôt exigible sur les bénéfices, intérêts et tous autres produits visés par le présent décret, toutes les dispositions et sanctions de notre décret précité du 23 décembre 1918.

## 20 décembre 1919 n° 8

DÉCRET *déférant à la Commission supérieure française les appels des décisions de la commission tunisienne du* 1er *degré sur la contribution extraordinaire de guerre.*

(J. O. 27 DÉCEMBRE 1919, 1167)

Vu la loi française du 1er juillet 1916 instituant en France la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre et dont l'article 11 a fixé les délais d'appel des décisions des commissions du 1er degré, institué à Paris une commission supérieure pour connaître desdits appels et déterminé la composition de cette commission ;

Vu le décret présidentiel du 12 juillet 1916, fixant les conditions du fonctionnement de la commission supérieure prévue par l'article 11 de la loi susvisée du 1er juillet 1916 ;

Vu notre décret du 20 septembre 1917 qui a créé une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels et supplémentaires réalisés pendant la guerre et dont les dispositions sont inspirées de la loi française, sauf celles de l'article 11 complété par notre décret du 6 février 1918 qui a institué pour la Tunisie une commission supérieure locale :

ART. 1. — Les appels contre les décisions de la commission tunisienne du 1er degré sont portés devant la commission supérieure siégeant à Paris et instituée par l'article 11 de la loi susvisée du 1er juillet 1916.

2. Les pourvois autorisés par notre décret du 20 septembre 1917 contre les décisions de la commission du premier degré qu'ils émanent de l'Administration tunisienne préposée à la contribution de guerre ou des assujettis à cette contribution, doivent dans le délai d'un mois à dater du jour de la notification de ces décisions, être adressés à la commission supérieure par voie de requête formulée sur timbre, conformément à l'article 3 de notre décret du 20 avril 1912.

Cette requête, accompagnée de la lettre de notification de la décision attaquée, contient l'exposé des faits et moyens, les noms et domiciles des réclamants, leurs conclusions et l'énonciation des pièces dont ils entendent se servir et qui y sont jointes.

Les appels des assujettis ne seront recevables qu'autant que les droits et amendes, réclamés par l'administration tunisienne, auront été préalablement acquittés sous réserve, le cas échéant, du droit à restitution ultérieu-

re conformément aux dispositions de l'article 16, § 4 de notre décret du 20 septembre 1917.

Les requêtes, et, en général, toutes les productions des parties sont déposées ou adressées soit au secrétariat de la commission supérieure au Ministère des Finances (Direction générale des contributions directes, à Paris), soit au secrétariat de la commission du premier degré qui a rendu la décision attaquée ; dans ce dernier cas les requêtes et les dossiers correspondants sont transmis au secrétariat de la commission supérieure par l'intermédiaire de la Direction générale des Finances : il en est délivré récépissé par le secrétariat qui a reçu le dossier.

Est considéré comme constituant un recours devant la commission supérieure l'avis par lequel un contribuable fait connaître, dans les conditions prévues par l'article 8 de notre décret du 20 septembre 1917, qu'il maintient sa déclaration.

Si l'appel émane du Directeur de l'enregistrement, la partie intéressée est avisée, par lettre recommandée, qu'elle peut prendre connaissance du dossier de l'affaire au secrétariat de la commission du premier degré qui a rendu la décision dans un délai de dix jours et qu'un second délai de 15 jours lui est ensuite ouvert pour produire ses observations. A l'expiration du délai de vingt-cinq jours, il peut être passé outre pour examen et décision.

Lorsque la commission supérieure ordonne un supplément d'instruction, il y est procédé par les soins de la commission du premier degré à moins que la commission supérieure n'ait elle-même indiqué dans quelles conditions le supplément d'instruction doit être effectué.

Les décisions de la commission supérieure sont notifiées par l'intermédiaire de la Direction générale des Finances à la Direction de l'Enregistrement chargée de leur exécution au moyen d'une lettre recommandée.

**3.** Les requêtes en appel régulièrement adressées à la Direction générale des Finances antérieurement au jour de la publication du présent décret, conformément à notre décret du 20 septembre 1917 et à l'arrêté pris pour son exécution le 6 février 1918 par notre Directeur général des Finances, seront transmises à la commission supérieure de Paris par les soins de notre Directeur général des Finances.

**4.** Les dispositions contraires de nos décrets susvisés du 20 septembre 1917 et du 6 février 1918 sont abrogées.

---

## 20 décembre 1919 n° 9

DÉCRET *instituant des centimes additionnels à l'Istitan.*

(J. O. 31 DÉCEMBRE 1919, 1197)

ART. **1.** Les militaires ayant appartenu aux corps de troupe dont les dépôts sont stationnés en Tunisie, qui ont obtenu ou obtiendront une pension de réforme à la suite de blessures contractées au cours de la guerre de 1914 et qui se sont retirés ou se retireront en Tunisie et sont ou seront inscrits sur le rôle de la taxe personnelle, recevront, tant qu'ils seront domiciliés dans la Régence, à partir du 1er janvier 1920 et tant que le budget prévoiera cette dépense, une allocation anuelle de quinze francs payable le 15 avril au vu d'un certificat de vie délivré sur papier non timbré et sans frais, dans les formes tracées par l'article 26 du décret du 12 mai 1906 (1).

Cette allocation sera incessible et insaisissable pour dettes autres que celles envers l'Etat.

**2.** Cesseront d'avoir droit à l'allocation visée à l'article précédent, les bénéficiaires qui viendront à être frappés d'une condamnation à une peine privative de liberté pour crime ou délit.

**3.** A partir du 1er janvier 1920, tout sujet tunisien mâle que la loi beylicale n'astreint pas à la conscription, supportera une taxe annuelle consistant en centimes additionnels à l'istitan ; cette taxe, dont le montant sera déterminé annuellement par le budget, est fixée pour l'année 1920 à six francs.

Elle sera payable en une seule fois, dès le 1er janvier de l'année à laquelle elle se rapportera, dans les mêmes conditions et selon les mêmes régles que la cote d'istitan.

---

## 20 décembre 1919 n° 10

DÉCRET *relevant les tarifs de l'impôt achour,*

(J. O. 27 DÉCEMBRE 1919, 1169)

Vu notre décret du 31 décembre 1910 réglementant l'impôt achour applicable aux cultures de blé et d'orge et nos décrets du 20 septembre 1917 et 19 décembre 1918 éten-

(1) La même allocation existe au profit des soldats tunisiens titulaires de la médaille du Maroc. D. 29 déc. 1918.

dant cet impôt aux cultures d'avoine au tarif de l'orge et aux cultures de fèves, de lin, de maïs et sorghos et de pois chiches, au tarif du blé ;

ART. 1. A partir de la récolte 1920 inclusivement, la quotité de l'impôt achour par hectare, est portée de 6 fr. 60 à 7 fr. 60 pour six hectolitres imposables en ce qui concerne les récoltes de blé, de fèves, de lin, de maïs et sorghos et de pois chiches et de 3 fr. 60 à 4 fr. 15 pour les six hectolitres imposables en ce qui concerne les récoltes d'orge et d'avoine.

Ces tarifs qui comprennent à concurrence de dix cent dixièmes (10/110) les remises revenant aux collecteurs seront augmentés de six millièmes pour droits de timbre des quittances conformément à notre décret du 28 décembre 1912 et des centimes revenant aux sociétés indigènes de prévoyance.

---

## 20 décembre 1919 n° 11

DÉCRET *relatif au tarif de l'impôt canoun par pied d'arbre*

(J. O. 31 DÉCEMBRE 1919, 1198)

Vu notre décret du 8 décembre 1901 fixant les tarifs de l'impôt canoun sur les oliviers.

ART. 1. — Au fur et à mesure des possibilités matérielles d'exécution, il sera procédé dans toutes les parties de la Régence où est établi l'impôt canoun par pied d'arbre et dans les conditions fixées par le décret du 22 janvier 1894, à un nouveau recensement des oliviers à la suite duquel les arbres imposables seront répartis d'après leur rendement entre dix catégories de tarif ainsi déterminées ; en principal et par pied d'arbre : 0,05, 0,10, 0,15, 0,20, 0,25, 0,30, 0,40, 0,50, 0,75 et 1 fr. taux maximum.

---

## 20 décembre 1919 n° 12

DÉCRET *instituant une surtaxe de 1 fr. 25 par hectolitre de vin en représentation d'un impôt direct sur les revenus agricoles de la vigne.*

(J. O. 31 DÉCEMBRE 1919 1199).

ART. 1. — Indépendamment du droit de statistique et de contrôle de 0 fr. 50 par hectolitre créé par les décrets des 20 septembre 1917, 13 septembre et 19 décembre 1918 sur les vins, moûts de raisins frais et vendanges fraîches, il est institué à partir du 1er janvier 1920, en représentation d'un impôt direct su
surtax
sur le
venda
distillé
séquen
par l'a
1917 i
prévus
tolitres
vendus en nature.

Pour les vendanges fraîches la surtaxe sera calculée comme le droit lui-même à raison de deux hectolitres de vin pour trois hectolitres de vendanges.

A la différence du droit de contrôle et de statistique, la surtaxe n'atteint pas les produits d'importation.

2. La surtaxe créée par l'article premier ci-dessus est exigible en même temps et dans les mêmes conditions que le droit de statistique et de contrôle.

Toutefois, la quittance délivrée au contribuable distinguera les perceptions effectuées au titre du droit de statistique et de contrôle et celles effectuées au titre de la surtaxe. Le montant du produit de la surtaxe sera pris en recette au titre des impôts directs sous la rubrique " Impôt sur les revenus agricoles vigne. "

3. Tout commerçant en vin en gros ou demi gros doit tenir et représenter à toute réquisition aux agents des Finances, de la force publique et des fraudes, un registre d'entrée et de sortie des vins et moûts de raisins frais, etc., sur lequel il inscrit chacune des opérations au moment où elle a lieu. A l'entrée, il indique les nom, prénoms et adresse de la personne de laquelle il tient le vin ; à la sortie, les nom, prénoms et adresse de la personne à laquelle il les livre.

Aucune quantité de vins, de moûts de raisins frais ou de vendanges fraîches, ne sera admise à l'exportation si la déclaration de sortie en douane n'est pas appuyée, soit d'une copie certifiée de l'article de sortie du registre ainsi prescrit, si l'exportation est faite par un commerçant, soit de la quittance du droit et de la surtaxe si c'est le viticulteur ou son représentant qui fait la sortie.

Tout commerçant au détail doit tenir et représenter le même registre qu'il est toutefois dispensé de servir à la sortie.

(1) D. 28 août 1928 (J. O. 29 août)

# Le scanda e de la "

## Après des interroga oires s
## M. Glard a arr

dant cet impôt aux cultures d'avoine au tarif de l'orge et aux cultures de fèves, de lin, de mais et sorghos et de pois chiches, au tarif du blé ;

ART. 1. A partir de la récolte 1920 inclusivement, la quotité de l'impôt achour par hectare, est portée de 6 fr. 60 à 7 fr. 60 pour six hectolitres imposables en ce qui concerne les récoltes de blé, de fèves, de lin, de maïs et sorghos et de pois chiches et de 3 fr. 60 à 4 fr. 15 pour les six hectolitres imposables en ce qui concerne les récoltes d'orge et d'avoine.

Ces tarifs qui comprennent à concurrence de dix cent dixièmes (10/110) les remises revenant aux collecteurs seront augmentés de six millièmes pour droits de timbre des quittances conformément à notre décret du 28 décembre 1912 et des centimes revenant aux sociétés indigènes de prévoyance.

---

### 20 décembre 1919 n° 11

DÉCRET *relatif au tarif de l'impôt canoun par pied d'arbre*

(J. O. 31 DÉCEMBRE 1919, 1198)

Vu notre décret du 8 décembre 1901 fixant les tarifs de l'impôt canoun sur les oliviers.

ART. 1. — Au fur et à mesure des possibilités matérielles d'exécution, il sera procédé dans toutes les parties de la Régence où est établi l'impôt canoun par pied d'arbre et dans les conditions fixées par le décret du 22 janvier 1894, à un nouveau recensement des oliviers à la suite duquel les arbres imposables seront répartis d'après leur rendement entre dix catégories de tarif ainsi déterminées ; en principal et par pied d'arbre : 0,05, 0,10, 0,15, 0,20, 0,25, 0,30, 0,40, 0,50, 0,75 et 1 fr. taux maximum.

---

### 20 décembre 1919 n° 12

DÉCRET *instituant une surtaxe de 1 fr. 25 par hectolitre de vin en représentation d'un impôt direct sur les revenus agricoles de la vigne.*

(J. O. 31 DÉCEMBRE 1919 1199).

ART. 1. — Indépendamment du droit de statistique et de contrôle de 0 fr. 50 par hectolitre créé par les décrets des 20 septembre 1917, 13 septembre et 19 décembre 1918 sur les vins, moûts de raisins frais et vendanges fraîches, il est institué à partir du 1er janvier 1920, en représentation d'un impôt direct sur les revenus agricoles de la vigne, une surtaxe forfaitaire de 1 fr. 50 (1) par hectolitre sur le vin, les moûts de raisins frais et les vendanges fraîches, qu'elles soient exportées, distillées ou consommées en nature. En conséquence, la déclaration de récolte prévue par l'article 2 du décret du 20 septembre 1917 indiquera, en outre des renseignements prévus au dit article, les quantités en hectolitres des raisins distillés et consommés ou vendus en nature.

Pour les vendanges fraîches la surtaxe sera calculée comme le droit lui-même à raison de deux hectolitres de vin pour trois hectolitres de vendanges.

A la différence du droit de contrôle et de statistique, la surtaxe n'atteint pas les produits d'importation.

2. La surtaxe créée par l'article premier ci-dessus est exigible en même temps et dans les mêmes conditions que le droit de statistique et de contrôle.

Toutefois, la quittance délivrée au contribuable distinguera les perceptions effectuées au titre du droit de statistique et de contrôle et celles effectuées au titre de la surtaxe. Le montant du produit de la surtaxe sera pris en recette au titre des impôts directs sous la rubrique " Impôt sur les revenus agricoles vigne. "

3. Tout commerçant en vin en gros ou demi gros doit tenir et représenter à toute réquisition aux agents des Finances, de la force publique et des fraudes, un registre d'entrée et de sortie des vins et moûts de raisins frais, etc., sur lequel il inscrit chacune des opérations au moment où elle a lieu. A l'entrée, il indique les nom, prénoms et adresse de la personne de laquelle il tient le vin ; à la sortie, les nom, prénoms et adresse de la personne à laquelle il les livre.

Aucune quantité de vins, de moûts de raisins frais ou de vendanges fraîches, ne sera admise à l'exportation si la déclaration de sortie en douane n'est pas appuyée, soit d'une copie certifiée de l'article de sortie du registre ainsi prescrit, si l'exportation est faite par un commerçant, soit de la quittance du droit et de la surtaxe si c'est le viticulteur ou son représentant qui fait la sortie.

Tout commerçant au détail doit tenir et représenter le même registre qu'il est toutefois dispensé de servir à la sortie.

*LES VINS ET MOUTS DE RAISINS (1)*

La surtaxe forfaitaire sur le vin, les moûts de raisins frais et les vendanges fraîches, instituée par le décret du 20 décembre 1919 en représentation d'un impôt direct sur les revenus agricoles de la vigne est portée à un franc cinquante centimes par hectolitre à partir du 1er janvier 1929.

Les produits destinés ou employés à la distillation ou à la vinaigrerie sont affranchis de la surtaxe sous réserve de la justification de leur emploi, lorsque la surtaxe aura été acquittée, elle sera remboursée dans des conditions qui seront déterminées par un arrêté.

(1) D. 28 août 1928 (J. O. 29 août)

**4.** Tout possesseur de vignes qui n'aura pas fait avant le 16 novembre, dernier délai, la déclaration annuelle prévue par l'article 2 du décret du 20 septembre 1917 sera, au point de vue tant du droit que de la surtaxe, taxé d'office par le Directeur général des Finances sans remise possible et sans aucune voie de recours pour une récolte forfaitaire de 40 hectolitres par hectare de vignes.

**5.** Lorsqu'une déclaration de récolte indiquera une quantité inférieure à celle déclarée pour la récolte précédente, le déclarant devra en fournir la justification.

Lorsque de son côté, le Directeur général des Finances aura lieu de penser que la récolte aura été supérieure à la quantité déclarée, ou taxée d'office, il pourra, à charge d'apporter en cas de contestation, les justifications nécessaires, taxer d'office le déclarant pour la quantité évaluée par lui.

**6.** Toute infraction aux dispositions du présent décret et aux arrêtés pris pour son exécution, sera punie des peines prévues à l'article 7 du décret du 20 septembre 1917.

L'infraction sera constatée et la répression en sera poursuivie conformément aux dispositions du décret du 3 octobre 1884 déclaré applicable dans toutes ses parties à la taxe et à la surtaxe sur les vins.

## 20 décembre 1919 n° 13

DÉCRET *relevant le droit de consommation sur l'alcool et modifiant la législation fiscale relative aux produits alcooliques.*

(J. O. 24 DÉCEMBRE 1919, 1145)

ART. 1. Est porté de 600 à 850 francs par hectolitre d'alcool pur le droit de consommation établi par les décrets des 2 mars 1908, 31 décembre 1909, 10 janvier 1911, 30 juin 1916 et 23 décembre 1918 sur les alcools et produits alcooliques énumérés à l'article 1er du décret du 31 décembre 1909 modifié comme il est dit à l'article 3 ci-après.

Le droit reste fixé à 2 francs par hectolitre d'alcool pur, en ce qui concerne les alcools dénaturés pour servir au chauffage, à l'éclairage et à la production de la force motrice, les alcools dénaturés renfermés dans les vernis et dans les alcools d'éclaircissage.

2. .....

**3.** Les dispositions du décret du 2 mars 1908 déjà modifiées par ceux du 31 décembre 1909, 10 janvier 1911, 30 juin 1916, et 23 décembre 1918 sont de nouveaux modifiées et complétées comme suit :

« *Art.* 3. Le droit de consommation est perçu au garanti :

« A l'importation : sur les produits importés, au moment de cette importation ;

« A la fabrication : sur les produits fabriqués par tous producteurs, y compris les bouilleurs de cru, dès la fabrication :

A la circualtion : avant tout enlèvement ou déplacement, sur les produits de toute origine, lorsqu'il n'est pas justifié régulièrement, dans les cas et dans les conditions déterminées par arrêtés du Directeur général des Finances, de l'acquittement antérieur de l'impôt.

« Les alcools et produits alcooliques destinés à l'exportation, expédiés avec le crédit des droits dans les conditions déterminées par arrêtés du Directeur général des Finances sont, après justification régulière de leur sortie du territoire, affranchis du droit de consommation.

« *Art.* 4 Aucune quantité d'alcool ou de produits alcooliques désignés aux articles 1er et 2 ne peut être enlevée, déplacée, ou circuler sans être accompagnée d'un titre de mouvement émanant du Service des Contributions diverses ou de celui des Douanes (congé, acquit-à-caution, certificat de libération, laissez-passer) timbré à 0 fr. 05 conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 2 avril 1912. Les indications de ce titre de mouvement doivent être conformes au chargement qu'il accompagne et répondre entièrement aux conditions du transport.

« Le titre de mouvement doit être représenté par les conducteurs ou transporteurs des produits, sur-le-champ, à toute réquisition des agents des régies financières, des agents de la force publique, et de tous autres fonctionnaires ayant qualité pour verbaliser. Lesdits agents sont autorisés à reconnaître, tous les points du territoire, la nature ontenu de tous les fûts, récipients, véhi- et moyens de transports quelconques susceptibles de servir au déplacement des alcools et produits alcooliques et les transporteurs sont tenus de faciliter toutes les opérations relatives à ces vérifications.

« Sont interdites toute déclaration d'enlèvement sous un nom supposé, ou sous le nom d'un tiers sans son consentement, et toute déclaration ayant pour but de simuler un enlèvement.

« Lorsque le chargement dépassera un hectolitre en alcool pur, pour les spiritueux, l'Administration pourra exiger que le titre de mouvement délivré pour accompagner le chargement soit visé en cours de transport à un ou plusieurs bureaux des contributions diverses ou des douanes. Si le transport est effectué sous le lien d'un acquit-à-caution, le défaut d'accomplissement de cette obligation entraînera, indépendamment des pénalités encourues pour inobservation des prescriptions réglementaires, la non décharge de ce titre de mouvement.

« La déclaration d'enlèvement pour les titres de mouvement à lever ou à faire viser à la recette buraliste devra être faite au moins trois heures (3 h.) à l'avance et le service pourra apposer une vignette ou un scellement qui devra être intact à l'arrivée chez le destinataire.

« *Art.* 5. Une tolérance de 1 % est accordée aux expéditeurs dans leurs déclarations pour les envois effectués sous le lien d'acquit-à-caution ; cette tolérance qui ne s'applique qu'aux différences résultant de simples erreurs, se calcule séparément sur chaque fût.

« *Art.* 6 *et* 7. Ces articles sont abrogés.

« *Art.* 9. Les acquits à caution accompagnant des alcools et produits alcooliques tarifés doivent être représentés, avec les produits y mentionnés, au service, à fin de décharge dans les délais qui y sont fixés, à peine de double droit.

« Tout destinataire de produits de l'espèce accompagnés d'un acquit-à-caution et qui auront parcouru un trajet de plus de 2 myriamètres est tenu de représenter, en même temps que l'expédition de la régie, les bulletins de transport, lettres de voiture et connaissements applicables au chargement.

« A défaut de l'accomplissement de cette formalité et dans le cas où il ne résulterait pas des pièces représentées, que le transport des spiritueux a réellement eu lieu dans les conditions de la déclaration, les doubles droits garantis par l'acquit-à-caution deviendront exigibles, sans préjudice de toutes autres peines encourues pour contravention.

« Le recouvrement du droit en sus, et, s'il y a lieu, du droit simple, est poursuivi contre le soumissionnaire de l'acquit ; toutefois, si la non décharge de l'acquit est dûe au défaut d'accomplissement des obligations qui incombent au destinataire, celui-ci est solidairement responsable avec l'expéditeur du montant des droits exigibles.

« *Art.* 10. Les marchands en gros d'alcool, liqueurs, eaux-de-vie, vins de liqueur ou d'imitation, vermouts et autres spiritueux composés, ainsi que les fabricants d'alcool, liqueurs, eaux-de-vie et autres spiritueux composés, peuvent obtenir de l'administration des Finances la facilité de l'entrepôt pour les alcools et produits alcooliques autres que les alcools dénaturés, qui font l'objet de leur industrie, à la condition :

« 1° de supporter les frais de surveillance et d'exercice de leur entrepôt fixés, par hectolitre d'alcool pur et pris en charge au cours de chaque année, à 0 fr. 15, si cet entrepôt est situé à l'intérieur d'une localité où il existe un poste permanent d'agents du cadre actif des contributions diverses comprenant au moins deux agents et à 0 fr. 30 s'il est situé en dehors des dites localités :

« 2° de garantir le paiement des droits dont le crédit leur est accordé, celui des frais de surveillance et des pénalités qu'ils pourront encourir, ainsi que la décharge des acquits à caution qu'ils soumissionneront par l'un des moyens suivants :

« A) dépôt à titre de nantissement à la caisse du Trésorier général de Tunisie, pour leur valeur, au cours du jour, de rentes françaises, de bons et obligations de la défense nationale émis par l'Etat français, obligations tunisiennes, obligations du Crédit foncier de France, obligations des villes françaises et de la ville de Tunis, obligations des grandes Compagnies de Chemins de fer français, obligations de la Compagnie des Ports de Tunis, Sousse Sfax, actions de la Banque de France, de la Banque d'Algérie ou du Crédit foncier de Tunisie ;

« B) affectation hypothécaire en première ligne sur des immeubles immatriculés d'une valeur vénale supérieure d'au moins un tiers aux droits, frais et pénalités cautionnés :

« C) cautionnement solidaire d'un établissement de crédit agréé par l'administration.

« Toutefois le cautionnement peut être constitué jusqu'au concurrence de 25.000 fr.

au maximum, droits, frais et pénalités éventuelles compris, par la garantie d'une caution solvable, agréée par l'administration des Finances, et s'engageant conjointement et solidairement avec le négociant ou fabricant qui demande l'entrepôt, le surplus du crédit sollicité étant, s'il y a lieu, garanti par l'un des moyens énumérés ci-dessus.

« Lorsque l'entrepôt est demandé par un propriétaire viticulteur en vue de la fabrication des mistelles et vins de liqueur ou pour des alcools et eaux de vie à provenir de la distillation de vins et marcs de sa récolte le cautionnement par une caution solvable pourra être accepté jusqu'à concurrence de 50.000.

« Les produits en entrepôt doivent être emmagasinés dans un local entièrement séparé des lieux de distillation et des magasins de détail. Ce local doit ouvrir sur la voie publique. Toute communication intérieure entre ledit local et les autres locaux de la même maison ou les maisons voisines, occupés ou non par l'entrepositaire, est interdite et les ouvertures doivent être scellées.

« Aucune quantité des produits mis à l'entrepôt ne peut en sortir sans que l'enlèvement ait été préalablement déclaré au bureau désigné à cet effet.

« Les envois à destination d'un autre entrepôt, d'un atelier de dénaturation, ou pour l'exportation en franchise du droit, ne peuvent être effectués qu'en vertu d'acquits à caution qui doivent être représentés au service aux fins de décharge dans les délais y indiqués, à peine de double droit. En dehors des cas ci-dessus mentionnés, aucune quantité ne peut être enlevée sans que le paiement du droit de consommation dont elle est passible ait été effectué.

*Art.* 14. Les fabricants de liqueurs et de spiritueux composés sont tenus aux mêmes obligations que les marchands en gros, quant aux déclarations de commencer et de cesser, aux visites et vérifications des agents de l'administration des Finances, et, s'ils ne sont pas entrepositaires, à la justification de l'acquittement du droit sur les produits existant dans les locaux de fabrication. Il leur est interdit de produire de l'alcool dans lesdits locaux, et, s'ils sont détenteurs d'un alambic, de placer dans les mêmes locaux des vins cidres, ou poirés, des moûts provenant de raisins, de pommes, ou de poires, ni aucune matière fermentée susceptible d'être distillée en vue de la production de l'alcool ; ils peuvent seulement rectifier les esprits et eaux-de-vie pris en charge par eux.

« Art 15. Les personnes qui veulent se livrer à la fabrication soit des vins mûtés, soit des vins de liqueurs ou d'imitation, soit des vermouts, vins de quinquina et similaires sont tenues d'en faire la déclaration quinze jours à l'avance au moins, au bureau du receveur des contributions diverses de la circonscription, en justifiant de la possession des titres de patente générale et de surtaxe à la dite patente, ou, s'il s'agit d'un établissement non déjà soumis à l'impôt de la patente, en déposant les déclarations, en vue de cette imposition.

« Ces fabricants sont soumis en tous lieux aux visites et vérifications des agents de l'administration des Finances. Ils sont tenus de se placer sous le régime de l'entrepôt, tant pour les alcools et vins mûtés servant de matières premières, que pour les produits fabriqués.

« Peuvent toutefois être dispensés de se placer sous le régime de l'entrepôt les fabricants de liqueurs et de spiritueux composés visés à l'article 14 ci-dessus, voulant se livrer à la fabrication des vermouts, vins de quinquina et similaires, vins de liqueur et d'imitation — à l'exclusion des vins mûtés à l'alcool — qui ne détiennent et s'engagent à ne détenir dans leur fabrique et ses dépendances, aucune quantité de vin, de cidre, de poirés, de moûts de raisins, de pommes ou de poires, autres que ceux pris en charge à leur compte spécial et qui auront été portés dès leur entrée en magasin et en présence du service à 15 degrés alcooliques.

« Art. 16. Les vins destinés à être exportés dans tous autres pays que la France et l'Algérie peuvent, dans les magasins agréés par l'administration des Finances dans les ports d'embarquement désignés à cet effet, recevoir en franchise du droit de consommation une addition d'alcool dans les limites fixées par arrêtés communs du Directeur général des Finances et du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

« Les alcools à mélanger au vin doivent arriver sur le lieu d'emploi, sous le lien d'un acquit-à-caution comportant le crédit de

l'impôt. La mixtion doit être opérée en présence des agents de l'administration.

« ART. 17. Le premier alinéa de l'article 17 est modifié comme suit :

« Les distilleries, quelle que soit d'ailleurs leur importance et même si elles sont établies à titre temporaire ou accidentel, ne peuvent être ouvertes qu'avec l'autorisation de l'administration des Finances et elles sont assujetties à ses vérifications et à sa surveillance.

. . . . . .

« ART. 19. Cet article est abrogé.

« ART. 20. Nul ne peut se livrer à la fabrication, même accidentelle, ou au commerce des appareils distillatoires ou rectificateurs sans en avoir fait, trois jours au moins avant le commencement de la fabrication ou du commerce, la déclaration au bureau du receveur des contributions diverses de la circonscription. Ces fabricants et commerçants sont soumis aux visites et vérifications des agents de l'administration des Finances, ils analysent leurs opérations au fur et à mesure qu'elles se produisent, sur un registre spécial constituant un compte d'entrées et de sorties où sont pris en charge, au fur et à mesure de leur achèvement ou de leur réception les appareils et portions d'appareils. Les décharges sont constituées par les sorties à un titre quelconque. Les excédents, qui sont saisissables, et les manquants sont constatés par procès-verbal. Les fabricants et marchands qui doivent représenter le registre spécial et leur compte d'entrée et de sortie sont soumis dans leurs ateliers, magasins et dépendances aux visites et vérifications des dits agents.

« Nul ne peut détenir, à quelque titre que ce soit, d'appareil distillatoire ou rectificateur, fixe ou mobile, ou des portions d'appareil, sans en faire immédiatement la déclaration à la recette buraliste de la circonscription.

« Si l'administration le juge utile, elle peut poinçonner l'appareil ; elle peut également sceller pendant les périodes où il n'en est pas fait usage, l'appareil et les portions d'appareil.

« A cet effet, tous les appareils et portions d'appareils doivent être agencés de manière qu'ils puissent être scellés par des plombs. Si cette condition n'est pas remplie le service peut exiger l'apposition aux endroits désignés par lui de boucles, ou crampons métalliques rivés intérieurement.

« Le détenteur doit représenter l'alambic et les portions d'alambics à toute réquisition des agents faite tant de nuit que de jour. Lorsque ces objets ont été scellés par le service, le détenteur est affranchi des visites de nuit.

« Les appareils ou portions d'appareils propres à la distillation ou à la rectification ne peuvent circuler en tous lieux, en dehors des propriétés privées, qu'en vertu d'acquits-à-caution qui ne seront déchargés qu'après que les dits appareils ou portions d'appareils auront été reconnus au lieu de destination ou au point de sortie du territoire, s'ils sont expédiés en dehors de la Tunisie.

« En cas de non représentation de ces objets dans les conditions prescrites, procès-verbal sera dressé de la contravention.

« L'expéditeur sera responsable de celle-ci, à moins qu'il ne mette, dans le délai d'un mois de la date du procès-verbal, l'administration en mesure d'exercer des poursuites efficaces contre la personne à qui incombe le défaut de décharge de l'acquit-à-caution.

« ART. 23. Les dispositions de l'article 7 du décret du 20 décembre 1919 sur le régime fiscal des droits intérieurs sont applicables aux alcools et produits alcooliques.

« ART. 24. Le Directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Il est autorisé à prendre tous arrêtés pour son application, et notamment pour déterminer ou règlementer les procédés de préparation et les conditions auxquelles est subordonné le bénéfice de la détaxe des produits désignés à l'article 2, les lieux dans lesquels doivent être préparés ces produits, ainsi que leur manutention, leur emmagasinage, leur vente, leur transport et leur emploi ; le mode de la justification de la garantie ou de l'acquittement des droits à la circulation des alcools et produits alcooliques ; les conditions et les délais de la délivrance et, s'il y a lieu, de la décharge des titres de mouvement ; les points où doit se faire obligatoirement le contrôle en cours de transport des alcools et produits alcooliques ; les dispositions auxquelles doivent se conformer les entrepositaires, marchands en gros, fabricants de liqueurs et spiritueux composés,

fabricants visés par l'article 15, distillateurs fixes ou ambulants, tant pour les énonciations des déclarations d'ouverture et de fabrication que pour l'installation des locaux, la tenue et le mode de surveillance des magasins, fabriques, débits, entrepôts, distilleries, l'agencement et la capacité des appareils de distillation et de rectification, la distillation des matières premières, l'emmagasinage et l'expédition des produits, et pour la tenue des comptes d'entrées, de sorties et de fabrication, le taux et le mode de calcul de la déduction à allouer, le cas échéant aux entrepositaires pour mouillage, coulage, soutirage, affaiblissement de degré et autres déchets, aux fabricants d'alcools dénaturés ainsi qu'aux fabricants visés à l'article 15 pour les déchets résultant de la fabrication des vins mutés et des vins de liqueurs ; le montant et le mode de remboursement au Trésor des frais de surveillance des fabriques de vins mutés, de vins de liqueur, de vermouts, vins de quinquina et similaires, et anisette douce tolérée, des frais d'exercice des distilleries et des frais de surveillance des opérations visées à l'article 16 ; et d'une manière générale pour toutes les interventions du service effectuées sur la demande des commerçants et industriels intéressés ; les obligations auxquelles doivent se conformer les personnes autorisées à viner, tant au point de vue des justifications de l'origine des vins, que pour le contrôle et la surveillance des opérations de vinage et d'embarquement ; et pour les délais d'embarquement les ports où les dites opérations pourront être effectuées ; les catégories dans lesquelles sont répartis les producteurs d'alcool et le mode d'exercice de chaque catégorie d'établissement ». (1)

**4.** Sont maintenues toutes les dispositions antérieures non contraires au présent décret, qui entrera en vigueur à partir du 1er janvier 1920 inclus.

---

## 20 décembre 1919 n° 14

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances modifiant la réglementation sur l'alcool.*

(J. O. 27 DÉCEMBRE 1919, 1171)

ART. **1.** Les dispositions de l'arrêté n° 2 du 2 mars 1908, relatif à la production des alcools, déjà modifiées par celui du 31 décembre 1909 et par celui du 30 juin 1916, sont de nouveau modifiées et complétées comme suit :

« 6. Le dernier alinéa est modifié comme « suit :

« Toutefois, quand les établissements ne « sont pas en activité, les agents ne peuvent « pénétrer, pendant la nuit, chez les distilla- « teurs dont les appareils et fractions d'ap- « pareils ont été scellés par le service, chez « ceux qui sont placés sous le régime de la « distillation en vase clos agréé par l'Admi- « nistration ou chez ceux qui, pendant le « travail, munissent leurs appareils de dis- « tillation et de rectification d'un compteur « agréé et vérifié par l'administration.

« 7. Le premier alinéa est modifié comme « suit :

« Le distillateur non déjà obligatoirement « placé sous le régime du vase clos ou dont « les appareils n'ont pas été scellés d'office « par le service, qui veut s'affranchir des vi- « sites de nuit, est tenu d'en faire, au bureau « des contributions diverses désigné à cet « effet à la résidence des agents qui exercent « l'établissement, la déclaration en faisant « connaître lequel des trois modes prévus « à l'article précédent il désire appliquer « dans son établissement.

« 10. Le deuxième alinéa est modifié com- « me suit :

« Dans les établissements où elle juge utile « d'établir une surveillance permanente, le « le distillateur est, en outre, tenu de dispo- « ser un local convenable et pourvu d'une « armoire fermant à clef et d'une cheminée, « dans l'enceinte de son usine et au point qui « lui est désigné par le service, pour servir « de bureaux aux agents. Ce local ainsi « aménagé est fourni gratuitement.

« 12. L'avant dernier alinéa est modifié « comme suit :

« Tous les distillateurs doivent, en outre, « mettre à la disposition des agents une bas- « cule et des poids pour le pesage des matiè- « res premières, de l'alcool et des futailles.

« 17. Le dernier alinéa est complété com- « me suit :

« La redevance spéciale établie par l'arti- « cle 10 du décret du 2 mars 1908 pour cou- « vrir les frais de surveillance et d'exercice « des entrepôts n'est exigée des distillateurs « entrepositaires assujettis à la surveillan-

(1) V, deux arrêtés du 20 déc, 1919.

« ce permanente qu'autant qu'elle est supé-
« rieure au montant du remboursement du
« traitement des agents affectés à cette sur-
« veillance. Cette exemption n'est accordée
« que pour l'année au cours de laquelle les
« quantités exonérées ont été produites.

« 18. Les dispositions ci-après formeront
« l'article 18 dont l'ancien texte est réuni
« à l'article 19 :

« Sous réserves des dispositions édictées
« par l'arrêté du Directeur général des Finan-
« ces en date du 30 juin 1916, en faveur
« des viticulteurs (propriétaires et fermiers)
« pour la distillation des vins, cidres, poirés,
« marcs, lies et fruits — autres que les figues
« et les dattes — provenant exclusivement
« de leur récolte, les distillateurs qui met-
« tent en œuvre des fruits secs (figues, dattes,
« raisins secs, caroubes, etc.), des figues et
« des dattes fraîches, ainsi que les distilla-
« teurs qui mettent en œuvre des vins, ci-
« dres, poirés, des lies et des marcs ou des
« fruits frais autres que les figues, dattes, et
« caroubes, ne pourraient, en raison de la
« faiblesse de leur production, supporter les
« frais de la surveillance permanente, devront
« obligatoirement se placer sous le régime de
« la distillation en vase clos.

« Un délai de six mois est accordé aux dis-
« tillateurs actuellement établis pour modi-
« fier l'agencement de leurs appareils et de
« leurs bacs dans les conditions déterminées
« par l'article 23 ci-après.

« 19. Cet article comprend l'ancien article
« 18 et est libellé comme suit :

« Les distillateurs visés au présent titre
« qui veulent bénéficier du régime de l'en-
« trepôt pour les produits de leur fabrication
« doivent se conformer aux dispositions du
« titre III de l'arrêté général du 2 mars 1908
« (modifié par celui du 20 décembre 1919)
« réglementant les entrepôts en matière d'al-
« cool et de spiritueux.

« L'enlèvement des produits à destination
« de l'entrepôt doit être opéré sous le lien
« un acquit-à-caution lequel fait l'objet d'une
« déclaration d'entrepôt dans les conditions
« prescrites par l'article 17 du l'arrêté précité.

« Les distillateurs rectifiant des flegmes
« non libérés du droit de consommation ob-
« tenus dans leur établissement ou des fleg-
« mes et produits imparfaits non libérés du
« droit de consommation venant de l'exté-
« rieur, sont tenus de les placer sous le régi-
« me de l'entrepôt et de les conserver dans
« un local séparé et ne communiquant
« qu'avec la voie publique et l'atelier de rec-
« tification.

« 20. La dernière phrase du § 2° (3e ali-
« néa) est modifiée comme suit :

« La déclaration contient engagement de
« payer les frais supplémentaires de surveil-
« lance fixés à quatre francs par heure, tou-
« te heure commencée étant dûe en entier.

« 21. Cet article contient l'ancien article
« 24 modifié comme suit :

« Il ne peut exister aucune communica-
« tion intérieure entre le local ou les locaux
« de la distillerie, et les autres locaux de la
« même maison ou les maisons voisines, oc-
« cupés ou non par le distillateur. Il est in-
« terdit au distillateur d'y vendre des bois-
« sons à consommer sur place ; mais il lui est
« facultatif d'installer dans les locaux de la
« même maison, autres que ceux affectés à
« la distillerie, des magasins de vente de ses
« produits, à la condition que le passage de
« la distillerie aux magasins se fasse néces-
« sairement par la voie publique. Les pro-
« duits placés dans ces magasins doivent être
« libérés du droit de consommation.

« Font partie de la distillerie les locaux
« en communication intérieure directe ou
« indirecte avec l'immeuble où se trouve l'ate-
« lier de distillation ou de rectification, et,
« d'une manière générale, les locaux où sont
« emmagasinés ou déposés :

« 1° les matières premières ;

« 2° les flegmes à rectifier dans l'établisse-
« ment ;

« 3° les cuves ou récipients où se fait la
« fermentation ou la macération ;

« 4° les appareils de distillation ou de rec-
« tification ;

« 5° les produits de la distillation ou de la
« rectification non encore libérés de l'impôt
« ou n'ayant pas fait l'objet d'une mise en
« entrepôt régulière. L'administration peut
« exiger que l'atelier de rectification et le
« local où sont entreposés les produits à rec-
« tifier soient complètement séparés des au-
« tres locaux de l'établissement et qu'on ne
« puisse y accéder que par la voie publique.

« Ces divers locaux doivent être exclusi-
« vement affectés aux opérations relatives à
« la distillation ou à la rectification ; il est
« interdit d'y préparer des liqueurs ou des
« spiritueux aromatisés composés.

« Un délai de six mois, à compter de la « promulgation du présent arrêté, est accor- « dé aux distillateurs actuellement établis « et travaillant sous le régime du vase clos « pour supprimer les communications inté- « rieures interdites.

« 22. Cet article contient l'ancien article « 21 complété par un 5e alinéa comme suit :

« Les dispositions de l'article 31 ci-après « sont applicables aux distillateurs en vase « clos.

« 23. Cet article contient l'ancien article « 22 dont le dernier alinéa est complété com- « me suit :

« En outre des dispositions ci-dessus énu- « mérées, l'administration des Finances pour- « ra imposer au distillateur tous autres amé- « nagements qu'elle jugera nécessaires pour « garantir les intérêts du Trésor. Il est in- « terdit d'apporter à l'agencement des ins- « tallations de distillation en vase clos au- « cun changement qui n'aurait pas été préa- « lablement accepté par le receveur ou par « l'agent chargé de le suppléer.

« 24. Cet article contient l'ancien article 23 « dont le texte est maintenu.

« 31. Le dernier alinéa (95 %) est modifié « comme suit :

« 95 % de la teneur en alcool des produits « imparfaits soumis au repassage soit isolé- « ment, soit mélangés à des jus fermentés « dans les conditions déterminées par l'arti- « cle 24 (ancien article 23).

« 62. — Cet article est modifié et complété « comme suit :

« Les déclarations auxquelles les détenteurs « d'appareils distillatoires complets ou in- « complets sont astreints par l'article 20 du « décret du 2 mars 1908, modifié par celui « du 20 décembre 1919, sont reçues à la re- « cette des contributions diverses de la cir- « conscription où se trouvent situés les dits « appareils.

« Conformément aux dispositions de l'ar- « ticle 20 du décret précité, tous détenteurs « sont astreints à représenter leurs appareils « à toute réquisition des agents, faits tant de « jour que de nuit, et ne sont affranchis des « visites de nuit que les détenteurs dont les « appareils ont été scellés par les agents du « service des contributions diverses ; tou- « tefois, peuvent également être dispensés, « tant de la formalité du scellement que des « visites de nuit les détenteurs d'appareils « d'étude ou de laboratoire. Le bénéfice de « cette exception est réservé aux pharma- « ciens diplômés et aux personnes justifiant « de la nécessité de faire emploi d'appareils « de distillation pour des usages déterminés « et qui ne mettent en œuvre aucune matière « alcoolique. Cette dispense doit être deman- « dée au Directeur des contributions diver- « ses, qui l'accorde, s'il y a lieu, par autori- « sations individuelles et personnelles qui « peuvent toujours être révoquées sans que « l'administration ait à faire connaître les « motifs de sa décision.

« Les fabricants et marchands d'appareils « ou de portions d'appareils distillatoires ou « rectificateurs sont tenus d'inscrire sur le « registre prévu par l'article 20 du décret du « 2 mars 1908, modifié par celui du 20 dé- « cembre 1919 :

« 1° la date de leurs fabrications et de leurs « réceptions successives, ainsi que la dé- « signation de la nature et de la capacité ou « des dimensions des appareils ou portions « d'appareils, et, s'il y a lieu, l'indication des « mentions contenues dans les acquits-à- « caution.

« 2° la date des livraisons, l'indication « des mentions contenues dans les expédi- « tions soumissionnées pour la mise en circu- « lation des appareils et portions d'appareils « ainsi que la désignation de la nature et de « la capacité ou des dimensions de ces ob- « jets. Ces inscriptions ont lieu au fur et à « mesure de l'achèvement, de la réception « ou de la livraison des appareils ou portions « d'appareils.

« Le registre sur lequel elles sont consignées « doit être conforme au modèle donné par « l'administration, et être coté et paraphé « par le Directeur des contributions diverses.

« Ces fabricants et marchands sont tenus, « dès qu'ils en sont requis, d'assister ou de « se faire représenter par un délégué aux « vérifications que les agents des contribu- « tions diverses sont autorisés à effectuer « dans leurs ateliers, magasins et autres lo- « caux professionnels.

« Ils doivent faciliter ces vérifications et « déclarer, par eux-mêmes ou par leurs dé- « légués, les quantités et espèces, ainsi que « la capacité et les dimensions des appareils, « portions d'appareils, qui existent en leur « possession.

« Indépendamment des noms, professions « et adresses des expéditeurs et destinataires, « les acquits-à-caution soumissionnés en exé- « cution du décret du 2 mars 1908 modifié « par celui du 20 décembre 1919, doivent « énoncer le nombre, la nature et la capacité » ou les dimensions des appareils ou portions « d'appareils mis en circulation et, lorsque « le poinçonnement aura lieu, le numéro sous « lequel ils auront été poinçonnés.

« Lorsqu'il est procédé à la formalité du « poinçonnage, les agents des contributions « diverses sont autorisés, chez tout déten- « teur, à déterminer par le jaugeage, la con- « tenance des alambics à poinçonner. En « cas, soit d'impossibilité de procéder par « voie de jaugeage, soit de contestation sur « les résultats de l'opération, cette contenan- « ce est constatée par empotement, et le dé- « tenteur est tenu de fournir par lui même ou « par ses préposés l'eau et la main d'œuvre « nécessaires pour cette opération qui est « dirigée, en sa présence, par les employés « du service et dont il est dressé procès-ver- « bal.

« Dans l'intervalle des opérations de dis- « tillation, la constatation de la contenance « des appareils peut être renouvelée toutes « les fois que le service le juge utile.

« En ce qui concerne les appareils à mar- « che continue, les agents peuvent, au cours « des opérations de distillation, et toutes les « fois qu'ils le jugent utile, procéder à des « constatations en vue de s'assurer de leur « force productive.

« Indépendamment des scellements par « des plombs, les agents des contributions « diverses sont autorisés à apposer sur telles « parties des appareils et portions d'appa- « reils qu'ils jugent convenable, des scelle- « ments susceptibles d'être détruits ou al- « térés par le fait de la mise en activité ; ils « peuvent également exiger que la porte du « foyer — lorsque le chauffage se fait à feu « nu — soit disposée de telle sorte qu'elle « puisse être maintenue fermée par un plomb.

« Les scellements doivent être représentés « intacts ; sauf le cas prévu ci-après, ils ne « peuvent être enlevés qu'en présence du « service.

« Les demandes de descellement énoncent « les motifs pour lesquels le service est re- « quis de procéder à cette opération ; elles « sont faites à la recette buraliste au moins « cinq jours à l'avance. Si les agents ne sont « pas intervenus pour rompre, s'il y a lieu, « les scellés trois heures après celle fixée par « le déclarant, celui-ci peut les briser, sauf « à remettre les plombs au service au cours « de sa plus prochaine visite.

« Aussitôt après la cessation des causes « qui avaient motivé le descellement, les dé- « tenteurs doivent faire à la recette buraliste « une déclaration pour que leurs appareils « et portions d'appareils soient replacés sous « scellés. Ils cessent d'être soumis aux visi- « tes de nuit à partir du jour qui suit celui « où leur déclaration a été déposée à la re- « cette buraliste, si, par le fait du service, « les scellés n'ont pas été apposés. Le délai « est prorogé de 24 heures si la déclaration « précède un jour de fête légale.

« Les détenteurs d'appareils ou de portions « d'appareils qui veulent les détruire sont « tenus d'en faire la déclaration à la recette « buraliste. La destruction ne peut avoir lieu « qu'en présence des agents qui en dressent « procès-verbal.

« Les acquits-à-caution délivrés pour les « appareils ou portions d'appareils de distil- « lation ou de rectification sont régis, en ce « qui concerne leur délivrance, leur emploi « et leur décharge ou apurement, par les rè- « gles établies pour les titres de mouve- « ments de l'espèce délivrés pour les alcools. »

---

## 20 décembre 1919 n° 15

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances modifiant les dispositions relatives à la circulation de l'alcool.*

(J. O. 27 DÉCEMBRE 1919, 1171)

ART. 1. Les dispositions de l'arrêté n° 1 du 2 mars 1908, déjà modifié par celui du 31 décembre 1909, est de nouveau modifié et complété comme suit :

**Formalités à la circulation**

« 3. Cet article est abrogé.

« 4. Les alcools et produits alcooliques tarifés ne peuvent être enlevés et mis en circulation que dans les conditions suivantes :

« A) Produits destinés à la consommation ou à des commerçants non entrepositaires.

« Ils donnent lieu à la levée d'un congé comportant le paiement du droit et délivré comme il est dit à l'article 6 du présent arrêté, à moins que les produits ne soient expédiés dans les conditions visées aux arti-

cles 7 et 8 ci-après, auxquels cas ils font l'objet d'un certificat de libération ou d'un laissez-passer délivré en franchise :

« B) Produits destinés à un entrepôt ou à un atelier de dénaturation.

« Ils sont accompagnés d'un acquit-à-caution levé au lieu de départ.

« C) Produits destinés à l'exportation.

« Pour être exportés avec le bénéfice de la franchise des droits, quand ils ne sont pas expédiés par des commerçants placés sous le régime prévu par les articles 12 et 14 du décret du 2 mars 1908, modifié par le décret du 20 décembre 1919, les alcools et produits alcooliques tarifés doivent être accompagnés d'un acquit-à-caution levé au lieu d'enlèvement.

.....

« D) Produits transportés par suite de changement de domicile.

« Les produits transportés par un détenteur non entrepositaire d'une de ses habitations dans une autre, ou par suite de changement de domicile pourront être accompagnés d'un acquit-à-caution en franchise du droit ; lorsque le détenteur aura justifié par la représentation de congés, laissez-passer n° 4 ou certificats de libération de l'acquittement antérieur du droit de consommation sur les produits à déplacer. Les autorisations de délivrance des acquits-à-caution de l'espèce ne pourront être accordées que par le Directeur des contributions diverses.

« 5. Les acquits-à-caution sont délivrés par les agents du service, sur la demande de l'expéditeur ou de l'acheteur, qui fournissent toutes les indications nécessaires à leur rédaction, notamment, et suivant la qualité de l'expéditeur, celles spécifiées à l'article 11 du présent arrêté.

« Si les soumissionnaires ne sont pas entrepositaires régulièrement cautionnés, ils consignent à titre de garantie, une somme égale au droit de consommation dont les produits transportés seraient passibles.

« Par dérogation aux dispositions ci-dessus, les soumissionnaires d'acquits-à-caution destinés à accompagner des produits transportés par suite de changement de domicile et dont la délivrance a été autorisée par le Directeur des contributions diverses, peuvent être dispensés de consigner les droits sur les produits à mettre en circulation, à la condition qu'ils garantissent la décharge régulière de ces titres de mouvement par la présentation d'une caution solvable à faire agréer par le receveur buraliste appelé à délivrer les acquits-à-caution.

« Lorsque les soumissionnaires d'acquits-à-caution consignent le droit, la consignation n'est faite que pour le montant du droit simple ; le recouvrement du second droit dont, en vertu des dispositions de l'article 9 du décret du 2 mars 1908 modifié par celui du 20 décembre 1919, sont passibles les produits mentionnés aux acquits-à-caution non déchargés ou partiellement déchargés est, le cas échéant, poursuivi dans les formes prévues à l'article 6 du décret du 15 janvier 1914. Il en est de même des droits simples et doubles exigibles en cas de non décharge des acquits-à-caution pour lesquels les dits droits [illegible] cautionnés.

« La décharge n'est effectuée :

« 1° s'il s'agit de produits destinés à un entrepôt, qu'après leur prise en charge au compte du destinataire, ce dont il est justifié par un certificat régulier inscrit au verso de l'acquit ;

« 2° s'il s'agit d'alcools destinés à un atelier de dénaturation qu'après leur dénaturation régulière dont il est justifié par un certificat délivré par le Directeur des contributions diverses, dans les conditions prévues par l'article 9 de l'arrêté n° 3 du 2 mars 1908, relatif à la dénaturation des alcools et après acquittement des droits ;

« 3° s'il s'agit de produits destinés à l'exportation, qu'au vu du certificat du service des Douanes, ou du service des Postes en ce qui concerne leur embarquement et leur sortie du territoire de la Régence ;

« 4° s'il s'agit de produits transportés par suite de changement de domicile, qu'au vu du certificat d'arrivée à destination apposé au verso de l'acquit.

« La décharge peut d'ailleurs toujours être autorisée par le Directeur des contributions diverses, sauf le cas de fraude, contre paiement du droit exigible sur les produits mentionnés à l'acquit.

« La décharge des acquits-à-caution sera refusée, indépendamment du procès-verbal qui sera rapporté en cas de contravention :

« A) si les produits mentionnés au titre de mouvement ne sont pas représentés, ou s'ils ne le sont qu'après le terme fixé dans l'acquit-à-caution, ou s'ils ne sont pas de l'es-

pèce ou de la qualité énoncée au titre de mouvement, ou si une ou plusieurs des conditions énoncées à ce titre et dans lesquelles devait s'effectuer le transport ne sont pas remplies ;

« B) lorsque le destinataire des spiritueux si ceux-ci ont parcouru un trajet de plus de deux myriamètres, ne représente pas en même temps que l'acquit-à-caution, les bulletins de transports, lettres de voiture et connaissements applicables audit chargement et établissant que le transport a eu lieu dans les conditions déclarées.

« Si, lors de la vérification du chargement le service constate qu'il y a identité dans l'espèce et la qualité des produits mentionnés à l'acquit-à-caution, mais qu'il existe une différence dans la quantité, il est procédé comme suit :

« Au cas où la différence ne dépasse pas la tolérance légale, l'acquit-à-caution est déchargé pour la quantité représentée : si la différence est en plus, elle est, suivant le cas, prise en charge au compte du destinataire ou imposée au simple droit en même temps que les quantités mentionnées à l'acquit-à-caution ; si la différence est en moins, et après déduction, le cas échéant, de la quantité qu'il y a lieu d'allouer, pour creux de route, l'expéditeur est tenu d'acquitter le droit y afférent, à moins que le destinataire ne consente à l'acquitter pour dégager la responsabilité du soumissionnaire ; l'acquit-à-caution est annoté suivant le cas.

« Au cas où la différence dépasse la tolérance légale, l'acquit-à-caution est déchargé pour la quantité représentée, réunie à celle qu'il pourra y avoir lieu d'allouer pour coulage de route, lors même qu'il serait reconnu que cette différence provient de substitution, d'addition ou de soustraction. Dans ce cas, il est dressé procès-verbal pour contravention à l'article 4 du décret du 2 mars 1908 modifié par celui du 20 décembre 1919.

« Les quantités reconnues en plus sont prises en charge au compte du destinataire, s'il est soumis aux exercices, ou frappées des droits si le destinataire n'est pas entrepositaire. Si la différence est en moins, les droits exigibles seront répétés contre l'expéditeur, le tout indépendamment de la suite que comporteront les procès-verbaux qui auront été rapportés.

« Dès que les produits accompagnés d'un acquit-à-caution sont parvenus à destination, et au plus tard dans les vingt-quatre heures de l'expiration du délai accordé pour le transport, le destinataire, quel qu'il soit, est tenu de faire, au receveur des contributions diverses de la circonscription ou au receveur buraliste local désigné à cet effet la déclaration de l'arrivée du chargement. Il en est délivré récépissé.

« Les produits doivent être conservés intacts jusqu'après vérification par les agents chargés de les reconnaître.

« Les acquits-à-caution ayant accompagné des produits exportés doivent être remis, par l'exportateur, aux fins de décharge, dans les vingt-quatre heures de la constatation de l'exportation par le service de la Douane, ou le service des Postes, au receveur des contributions diverses de la circonscription, qui en délivre récépissé.

« Les sommes consignées au moment de la délivrance des acquits-à-caution sont remboursées par le comptable qui les a encaissées dès que la décharge des acquits-à-caution lui a été notifiée. Le remboursement a lieu contre remise de la quittance constatant le versement, dûment revêtue de l'acquit du déposant. La demande de remboursement doit être faite au plus tard dans les trois mois de l'expiration du délai de transport, faute de quoi les sommes consignées sont définitivement acquises au Trésor.

« 6. Les congés, dont il est fait usage lorsque les produits à déplacer ne peuvent l'être avec le bénéfice de la franchise du droit ou avec le crédit de l'impôt, sont délivrés dans les conditions suivantes :

« 1° par le service de la Douane, avant enlèvement des magasins, au vu de la déclaration d'importation, pour les alcools et produits alcooliques tarifés importés ;

« 2° par les entrepositaires, dans le cas où, l'administration des Finances juge utile de leur confier, aux conditions spéciales qu'elle détermine, un registre de congés, et jusqu'à concurrence d'un hectolitre en alcool pur, avant toute sortie des magasins, pour les produits qu'ils livrent à la consommation ou à des commerçants non entrepositaires :

. 3° par les agents du service des contributions diverses, au vu des procès-verbaux de reconnaissance des produits fabriqués dans les distilleries non placées sous le régi-

me de l'entrepôt, des déclarations d'enlèvement des entrepositaires non munis d'un registre de congés, et, d'une manière générale, de tous expéditeurs qui ne sont pas en situation de bénéficier de la franchise du droit pour leurs envois et si, d'ailleurs, ces envois ne doivent pas être opérés avec le crédit de l'impôt.

« 9. et 10. Ces articles sont abrogés.

« 11. Dans leurs déclarations en vue de la délivrance des congés, acquits-à-caution, certificats de libération, les déclarants sont tenus d'énoncer exactement les nom, prénoms, profession et demeure de l'expéditeur, du transporteur et du destinataire, la nature, l'espèce et la qualité des produits à expédier,l'espèce et le nombre des récipients, et pour chacun d'eux, la contenance, le volume, la richesse alcoolique des produits y contenus et la quantité d'alcool pur qu'ils représentent les lieux d'enlèvement et de destination avec l'indication précise de la rue et du numéro — s'il en existe — tant du point d'enlèvement que du point de destination, la date et l'heure de l'enlèvement et l'itinéraire que suivra le chargement, les divers modes de transport et la durés du transport, un délai spécial étant fixé distinctement pour chacun de ces modes.

« Si l'expéditeur est un marchand en gros, un fabricant de liqueurs ou de spiritueux composés, entrepositaire, ou un distillateur, il devra en outre faire conna tre, lorsque les quantités d'alcool dépassent un hectolitre d'alcool pur, la tare et le poids brut de chaque fût, le numéro dudit récipient, ainsi que le degré d'enfoncement de l'alcoomètre et la température à laquelle ce degré aura été constaté. L'indication du numéro du récipient est obligatoire pour tous les envois faits par les distillateurs, quelles que soient les quantités expédiées.

« Pour l'application du 4e alinéa de l'article 4 du décret du 2 mars 1908, modifié par celui du 20 décembre 1919, il est dressé, dans chaque bureau de déclaration, un tableau de parcours jusqu'à une distance déterminée par le Directeur des contributions diverses suivant les localités et les habitudes commerciales.

« Le Directeur fixe les points de ces parcours auxquels les chargements doivent être représentés et les titres de mouvement visés sans que l'obligation du visa puisse détourner le chargement de sa route normale.

« Le service local peut, si les circonstances lui paraissent le commander, indiquer d'autres points.

« A l'égard des chargements qui empruntent la voie ferrée, le timbre des gares apposé sur les titres de mouvement de la Régie tient lieu de visa pour la partie du trajet effectué par cette voie.

« Si le parcours se continue par terre sur une longueur de plus de 10 kilomètres, le titre de mouvement peut, en outre, mentionner l'obligation du visa à un bureau des contributions diverses, ou des douanes. s'il en existe sur la route normale à suivre pour cette partie du trajet. Le visa doit être réclamé à l'instant même où le chargement parvient au point désigné.

« Si le service appose sur les fûts et autres récipients une ou plusieurs vignettes ou des scellés en cire, les expéditeurs doivent les garantir au moyen de plaques métalliques clouées sur ces marques.

« Le titre de mouvement mentionne l'espèce et le nombre des vignettes, plombs ou cachets en cire et en donne la description.

« Sauf les exceptions que pourra autoriser le Directeur des contributions diverses, les titres de mouvement doivent être levés au bureau de déclaration dont dépend le lieu d'enlèvement.

« Les expéditeurs et commerçants admis à se délivrer eux-mêmes des titres de mouvement, congés ou laissez-passer, sont tenus d'y porter très exactement toutes les indications que ces expéditions comportent et de se conformer d'une manière générale aux instructions de l'administration des Finances pour l'établissement et l'emploi de ce titre.

« 14. La contenance déclarée des récipients spécifiés à l'article 12 ci dessus est vérifiée par l'administration des Finances par empotement avant qu'il puisse en être fait usage.

« La contenance des vaisseaux actuellement en usage qui n'aurait pas encore été vérifiée devra l'être au plus tard dans un délai de 4 mois à partir du 1er janvier 1920.

« La contenance déclarée ou reconnue est marquée sur chaque récipient en caractères très apparents gravés, ou peints à l'huile, par les soins et aux frais des entrepositaires qui fournissent les ouvriers et l'eau nécessaire pour l'empotement.

« Ces récipients doivent être munis d'une jauge ou d'un tube indicateur en verre, avec échelle graduée par centimètres.

« 17. Les alcools et produits alcooliques tarifés ne peuvent être introduits dans les entrepôts qu'en vertu d'acquits-à-caution.

« Il n'est fait exception à cette règle que pour les alcools produits par les distillateurs dont l'établissement est placé obligatoirement ou volontairement sous le régime de l'entrepôt et pour lesquels la déclaration et la prise en charge ont eu lieu dans les conditions prévues par les règlements sur les distilleries.

« Aussitôt après l'introduction des alcools et produits alcooliques dans l'entrepôt, et au plus tard dans les vingt-quatre heures de l'expiration du délai de transport, l'entrepositaire est tenu de faire, au bureau des contributions diverses désigné à cet effet, une déclaration de mise en entrepôt. Cette déclaration signée par l'entrepositaire, ou son fondé de pouvoirs, énonce la nature, l'espèce, le volume, la richesse alcoolique des spiritueux, la quantité d'alcool pur qu'ils représentent, les titres de mouvement qui les ont accompagnés, la date et l'heure de leur introduction et le magasin dans lequel ils ont été déposés.

« 18. Pour les envois à effectuer, dans la même localité, par des entrepositaires à d'autres commerçants également placés sous le régime de l'entrepôt ou par un entrepositaire de l'un de ses magasins dans un autre magasin séparé du premier par la voie publique, les demandes d'acquits-à-caution doivent être déposées au bureau des Contributions diverses désigné pour la délivrance de ces titres de mouvement au moins trois heures avant l'heure indiquée pour l'enlèvement.

« Pour les alcools et produits alcooliques importés, à transférer des magasins de la douane à l'entrepôt, les demandes d'acquits-à-caution souscrites par l'entrepositaire devront être visées au préalable par le chef local (receveur ou contrôleur) des contributions diverses de la circonscription où est situé l'entrepôt.

« 20. Les entrepositaires ne peuvent transvaser, mélanger ou couper les alcools et produits alcooliques introduits dans leur entrepôts, que lorsqu'ils ont été vérifiés par les agents des contributions diverses et reconnus conformes à l'expédition, à la suite de la déclaration d'arrivée et de mise en entrepôt prescrite par l'article 17 ci-dessus.

« 28. Les marchands en gros d'alcools et produits alcooliques et les fabricants de liqueurs et de spiritueux composés qui ne se placent pas sous le régime de l'entrepôt sont soumis aux obligations imposées par l'article 20 du présent arrêté aux entrepositaires en ce qui concerne les produits qu'ils reçoivent et dont ils doivent déclarer l'arrivée dès leur introduction en magasin et au plus tard dans les vingt-quatre heures de l'expiration du délai du transport inscrit sur le titre de mouvement.

« Il est tenu pour les alcools, liqueurs, vins de liqueur et autres spiritueux tarifés quelconques en leur possession un compte d'entrées et de sorties, dont les charges sont établies d'après les congés, certificats de libération ou autres titres de mouvement qu'ils doivent représenter sous peine de saisie, et les décharges d'après les certificats de libération et laissez-passer levés ou délivrés par eux.

« Les manquants constatés lors des inventaires sont portés en sortie ; les excédents sont saisissables.

« 31. Il est interdit, dans l'enceinte des fabriques et dans leurs dépendances, de préparer des mistelles et autres moûts mutés ou des liquides fermentés et d'emmagasiner des moûts mutés au soufre ainsi que des vins ordinaires destinés à la vente en nature.

« Dans les fabriques ou entrepôts, les produits soumis au régime spécial (vermouts, vins de quinquina et similaires, vins de liqueur ou d'imitation) doivent être séparés des spiritueux ordinaires.

« 32. Aucune introduction de vins fermentés ne peut y être effectuée qu'après une déclaration écrite, faite au service des contributions diverses, vingt-quatre heures au moins à l'avance, dans les localités où il existe un poste permanent d'agents d'exécution et soixante-douze heures d'avance dans les autres lieux. Ces vins devront être portés dès leur entrée en magasin à quinze degrés alcooliques ; la déclaration préalable à l'introduction fera connaître, outre la date et l'heure de l'introduction des vins dans l'établissement, le volume et le degré alcoolique

de ces liquides et la quantité d'alcool à y ajouter pour les porter à quinze degrés.

« Les alcools en nature, spiritueux et liquides alcooliques, ainsi que les vins et moûts quelconques additionnés d'alcool ou partiellement fermentés, ne peuvent y être introduits qu'en vertu d'acquits-à-caution énonçant le volume et le degré alcoolique des produits.

« Les moûts vinés ou partiellement fermentés reçus du dehors doivent, dès leur entrée, être portés à 15 degrés alcooliques.

« Toute addition de liquides ou de matières susceptibles d'augmenter le volume des produits achevés ou en cours de préparation doit être déclarée vingt-quatre heures à l'avance au service des contributions diverses.

« L'alcool employé à la fabrication des vermouts et vins de liqueur ou d'imitation est, après son effusion, porté en décharge au compte des alcools en nature et pris en charge au deuxième compte prévu à l'article 35 ci-après. L'effusion ne peut avoir lieu qu'en présence des agents, ou lorsque quarante-huit heures se sont écoulées depuis la déclaration faite au service des contributions diverses ; cette déclaration doit mentionner exactement le volume et le degré des vins et autres liquides à viner, ainsi que le volume et le degré des alcools destinés au vinage, sous peine de se voir refuser la décharge de l'alcool employé.

« 33. .....

« La dernière phrase est modifiée comme suit :

« Les dits frais sont fixés à 4 francs par heure, toute heure commencée étant due en entier ; ils ne peuvent excéder 24 francs par jour.

« 37. Les dispositions des articles 30 à 36 ci-dessus, déjà modifiées par l'arrêté du 31 décembre 1909, sont applicables aux viticulteurs qui se livrent à la fabrication des vermouts, à celle des vins de liqueur ou d'imitation, dans la préparation desquels il entre des ingrédients, plantes ou substances quelconques, autres que le jus de raisins frais de leurs récoltes et l'alcool obtenu avec les produits de leurs vignes.

« Ils peuvent toutefois bénéficier pour leurs fabrications de la tolérance prévue à l'article 43 ci-après.

« 43. Les fabricants de vins mutés qui, pour bénéficier de la détaxe prévue à l'article 3, dernier alinéa, du décret du 2 mars 1908, modifié par celui du 20 décembre 1919, se placent sous le régime de l'entrepôt sont, en principe, astreints à toutes les obligations imposées aux entrepositaires, par l'article 10 du décret du 2 mars 1908 modifié par celui du 20 décembre 1919 et les articles 12 à 26 inclus de l'arrêté du 2 mars 1908 modifié par le présent arrêté.

« Cependant ceux d'entre eux qui mutent sur le lieu même de production peuvent être admis à bénéficier de la tolérance suivante :

« Les magasins ou enclos servant d'entrepôts ne sont pas obligatoirement isolés par la voie publique, mais les alcools et les vins mutés qui y sont placés doivent, pour éviter toute confusion, être séparés des autres boissons ou liquides quelconques dont la nature et l'espèce doivent être déclarés par écrit. S'il s'agit d'alcool ou de liquides alcooliques autres que les vins, cidres ou poirés ordinaires, de moûts de raisins mutés au soufre, la déclaration doit, en outre, faire connaître leur volume et leur degré alcoolique acquis ou en puissance.

« Le service peut contrôler ces déclarations au cours des opérations de mutage et jusqu'à l'enlèvement des produits qui font l'objet de la fabrication.

« 49. Le dernier alinéa est modifié comme suit :

« La déclaration contient en outre l'engagement de se conformer aux prescriptions du service pour assurer la régularité de l'opération et de rembourser à l'administration des Finances les frais de surveillance du vinage. Lesdits frais sont fixés à 4 francs par heure, toute heure commencée étant due en entier, et les vacations courant à partir de l'heure à laquelle les agents se seront présentés sur le lieu où le vinage doit être opéré, le viticulteur intéressé dûment averti. »

---

## 20 décembre 1919 nº 16

DÉCRET *relevant le taux de la taxe locative des immeubles.*

(J. O. 24 DÉCEMBRE 1919, 1140)

ART. 1. Le taux de la taxe sur la valeur locative des immeubles situés dans toutes les localités de 500 habitants et au-dessus autres que les localités érigées en communes, fixé à 3 % par le décret du 31 décembre 1910, et le taux de la taxe sur la valeur locative

des immeubles situés dans la Banlieue de Tunis, en dehors des localités de cette Banlieue érigées en communes, fixé à 6 fr. 25 % par les décrets des 31 décembre 1910 et 30 mars 1912 sont élevés uniformément à 8 % à partir du 1er janvier 1920.

**2.** Les dispositions des décrets susvisés des 31 décembre 1910 et 30 mars 1912 non contraires à celles du présent décret sont expressément maintenues en vigueur.

---

## 20 décembre 1919 n° 17

DÉCRET *portant concession aux communes des droits divers exigés sur les marchés*

(J. O. 24 DÉCEMBRE 1919, 1143)

ART. **1.** A partir du 1er janvier 1920, il est fait, sauf imputation du produit net de ces droits sur les subsides du Gouvernement qui seront diminués d'autant, concession aux communes des droits de stationnement, de pesage, de mesurage, de criée, d'adjudication, d'abri et de garde exigibles sur les marchés reconnus, gérés par l'Etat, situés sur les territoires des localités érigées en communes.

Un tableau annexé au présent décret contient le relevé de ces marchés, avec indication de leur nature, de leurs jours de tenue et des décrets qui les ont créés.

Les instruments de pesage et de mesurage servant à la perception des droits sur les marchés concédés et dans les abattoirs communaux sont compris dans la concession.

**2.** Jusqu'à ce qu'il en soit autrement disposé, les droits de stationnement, de pesage, de mesurage et de criée, exigibles sur les marchés concédés, seront perçus suivant les tarifs édictés pour les marchés publics conservés par l'Etat et déterminés par le décret du 20 décembre 1919.

Au marché aux bestiaux de Tunis, les droits de stationnement exigibles sur le bétail seront perçus au double tarif les jours autres que le mercredi.

Au Fondouk-el-Ghalla de Tunis et au marché aux bestiaux de Sfax, les taxes spéciales de criée, d'adjudication, d'abri, de stationnement, de garde et de pesage continueront à être perçues dans les conditions déterminées par les décrets des 29 janvier 1895, 16 juillet 1900, 9 décembre 1901 et 27 avril 1907, dont les dispositions non contraires au présent décret restent en vigueur.

Les communes jouiront, pour le recouvrement des droits concédés, des mêmes droits et privilèges que la législation en vigueur a réservés à l'Etat.

---

## 20 décembre 1919 n° 18

DÉCRET *modifiant le régime fiscal en ce qui concerne les droits intérieurs d'entrée, de consommation, de circulation et de fabrication.*

(J. O. 24 DÉCEMBRE 1919, 1146)

ART. **1** Les droits d'entrée sur les produits énumérés au tableau A annexé au décret susvisé du 8 décembre 1906 sont supprimés à partir du 1er janvier 1920.

Les droits de consommation, de circulation et de fabrication sur les produits énumérés au tableau B annexé au décret du 8 décembre 1906 sont supprimés et remplacés, à partir de la même date, par des droits de consommation sur les produits énumérés au tableau I annexé au présent décret; les taux et les conditions d'exigibilité de ces droits sont également indiqués audit tableau I ainsi que dans la colonne « Observations » dudit tableau.

Sont maintenus et continuent à être régis par les législations spéciales qui les concernent, le droit de consommation sur l'alcool et les produits alcooliques, les droits de contrôle, de garantie et d'essai sur les matières d'or et d'argent et le droit de statistique et de contrôle de la production ou de la fabrication des vins et bières.

**2.** La perception des droits de consommation exigibles dans l'intérieur du territoire de la Régence est faite par les agents du service des contributions diverses ou agents en faisant fonctions ; la perception des droits de consommation exigibles à l'importation, à l'exportation ou au cabotage est effectuée par les agents du service des douanes.

**3.** Les droits intérieurs de consommation, ainsi que les droits de stationnement, criée, pesage et mesurage sont exigibles sur les produits apportés en Tunisie comme sur leurs similaires d'origine tunisienne et dans les conditions indiquées au tableau I annexé au présent décret, sauf les exceptions prévues au dit tableau.

**4.** Les produits et marchandises, autres que le bétail, apportés sur les marchés publics non concédés aux communes, acquittent une taxe d'emplacement fixée à 10

centimes par mètre carré de surface occupée et par jour.

Cette taxe est exigible sur tous les produits et marchandises exposés en vente en dehors des boutiques ou emplacements des marchés loués, moyennant une redevance fixe, à la journée, à la semaine, au mois ou à l'année, que les produits et marchandises soient ou non assujettis aux droits de consommation. Elle est également exigible sur tout l'espace occupé par les tentes et étalages quelconques installés sur les marchés. Elle est perçue avec fractionnement d'un demi mètre carré ; ce minimum est applicable à chaque vendeur offrant en vente sur les marchés des produits tenus à la main.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus les céréales et légumes secs continuent à être assujettis à un droit de stationnement de cinq centimes par 100 kilogrammes et par jour.

Sur les marchés spéciaux, consacrés à la vente de l'alfa et du diss bruts, le droit de stationnement exigible sur les produits de l'espèce continuera à être réduit à 5 centimes par 100 kilogrammes.

Le droit de stationnement exigible sur le bétail est perçu, par tête, et par jour, au tarif suivant :

| | |
|---|---|
| Boeufs, vaches, taureaux, bouvillons, génisses..... | 0 fr. 25 |
| Veaux, porcs..... | 0 fr. 20 |
| Moutons, chévres agneaux, chevreaux, ânes..... | 0 fr. 10 |
| Chevaux, mulets....., | 0 fr. 40 |
| Chameaux..... | 0 fr. 50 |

Ces droits sont perçus, au marché de Tunis, au double tarif les jours autres que le mercredi.

Les dispositions du 2e alinéa de l'article 4 du décret du 12 décembre 1895, relatives au stationnement et à la vente des fruits et légumes frais dans les boutiques et magasins situés dans le rayon d'un kilomètre autour des marchés pour lesquels il était dû une taxe d'abonnement ne pouvant dépasser 1 fr. par semaine, demeurent abrogées.

Est maintenue l'interdiction de l'ouverture et de la tenue de marchés clandestins. Est réputé marché clandestin la réunion d'acheteurs et de vendeurs dans un lieu public ou même non public, mais ouvert et accessible à tous.

Le stationnement des animaux sur la voie publique est prohibé dans un rayon de un kilomètre autour des marchés.

Un tableau également annexé au présent décret (tableau II) contient le relevé des marchés reconnus, avec l'indication de leurs jours de tenue.

**5.** Le pesage et le mesurage sur les marchés sont facultatifs pour les contribuables. Lorsqu'ils sont requis, ils donnent lieu : le pesage, à un droit de 5 centimes par quintal métrique sans fractionnement ;

le mesurage, à un droit de 10 centimes par hectolitre, sans fractionnement, exception faite pour le mesurage de l'huile, qui est taxé à raison de 25 centimes par hectolitre, avec fractionnement par double décalitre.

Les produits vendus aux enchères sur les marchés publics sont passibles d'un droit de criée de deux pour cent (2 o/o) du montant du prix d'adjudication. Ce droit est exigible sur les tentatives d'adjudication non suivies d'effet : il est liquidé sur le dernier prix atteint par les enchères.

**6.** Toute importation ou exportation clandestine ou tentative d'importation ou d'exportation clandestine de produits soumis au droit de consommation, toute manœuvre tendant à empêcher ou à entraver l'exercice des droits de vérification et de surveillance des agents de l'administration, toute fausse déclaration ou indication sur la nature, le volume, le poids ou le nombre de produits soumis aux droits, tout refus de souffrir les visites, vérifications et exercices des agents de l'administration, toute entrave à ces visites, vérifications et exercices, toute fabrication ou production clandestine d'objets imposables ou tout enlèvement du lieu de fabrication ou de production, sans paiement des droits, de produits soumis à la surveillance de l'administration, tout exercice sans déclaration préalable d'un commerce ou d'une industrie assujettie à cette obligation, tout stationnement illicite et toute tenue de marché clandestin, et, d'une manière générale, toutes infractions aux dispositions du présent décret et à celles des arrêtés réglementaires pris pour son exécution, autres que les infractions aux décrets et arrêtés réglementant la perception du droit de consommation sur l'alcool et les produits alcooliques, le contrôle

# TABLEAU I (1)

## Droits de Consommation

| NUMÉROS des articles | DESIGNATION DES ARTICLES | UNITÉS sur lesquelles portent les droits | TAUX des droits |
|---|---|---|---|
| 3 | Essences de pétrole ou autres essences minérales | Hectol. | 5. (3) |
| 1 | Denrées coloniales | | Arrêtés du Directeur général des Finances. |
| | Café vert | 100 kg. | 150 (4) 00 (3) (4) D. 28 déc. 1932 |
| | Café torréfié ou moulu | — | 162 (4) 50 |
| | Racine de chicorée préparée et les autres succédanés de café | — | 40 00 |
| | Thé | — | 600 00 (3) |
| | Poivres, poivrels, grabeaux et autres imitations du poivre | — | 140,00 (4) |
| | Piment sec d'importation | — | 4 00 |
| | Piment moulu d'importation | — | 5 00 |
| | Clous et griffes de girofles | — | 40 00 |
| | Canelle et cassia-lignea | — | 45 80 |
| | Muscades, macis et vanilles | — | 100 00 |
| 2 | Dynamite et explosifs autres que les poudres à feu et que la dynamite | kilogr. | 1 40 (3) 1 25 (3) |
| 3 | Pétroles lampants (pétroles, huiles de schiste, huiles de houille, huiles de goudron, huiles de pétrole, huiles de graissage et autres) | hectolitre<br>100 kg. net | 5 00<br>5 00 |
| 4 | Huiles de coton | 100 kg. | 35 00 |
| 5 | Lagmi | par arbre | 18 00 (5) |
| 6 | Savon | 100 kg. | 3 20 |
| 7 | Sucres bruts | — | 34 (3) |
| | Sucres raffinés autres que les sucres candis | — | 40 |
| | Sucres candis | — | 60 00 |
| 8 | Viande et peaux | — | 46 00 |
| | A) *Viandes.* — Viande fraîche, y compris les lards frais et la viande de sanglier, de cerf, de chevreuil, de mouflon et de gazelle | — | 6 00 |
| | B) Peaux de bœufs, de vaches, de taureaux, de génisses, de bouvillons, de chevaux, de mulets et d'ânes | unité | 0 45 |
| | Peaux de veaux, de porcs, de sangliers, de chameaux, de dromadaires | — | 0 25 |
| | Peaux de moutons, de chèvres, de gazelles | — | 0 25 |
| | Peaux de chevreaux, d'agneaux | — | 0 20 |
| | Peaux de cerfs, de chevreuils, de mouflons | — | 0 55 |
| 9 | Chaises, chambres d'air ou pneumatiques, blocs bandages pleins à l'état brut, travaillé ou mi-fini pour garnitures de roues de voitures automobiles, motocycles et side-cars | 100 kg. | 600 (3) |

(1) V. les observations jointes à ce tableau. J. O. 1919, p. 1147.

(2) D. 31 déc. 1925 (J. O. 31 déc.) et arrêté du 11 janvier 1926 (J. O. 26 janvier).

(3) D. 31 déc. 1925 (V. rectificatif) (3) D. 28 déc. 1926 (J. O. 31 déc.)

Taxes à traction animale, automobiles, cycle-cars, side-cars, motocycles et appareils analogues, mis en circulation sur l'étendue du territoire de la Réparti-

de la garantie des ouvrages d'or, d'argent et le droit sur les vins et bières, sont punis d'une amende de 480 fr., indépendamment de la confiscation des marchandises saisies et des moyens de transport.

Les propriétaires des marchandises sont civilement responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques, en ce qui concerne les droits, amendes, confiscations et dépens.

Les infractions sont constatées par les agents de l'administration des Finances ainsi que par ceux de la force publique et la répression en est poursuivie conformément aux dispositions du décret du 3 octobre 1884, sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux prescriptions du présent décret.

En matière de droit de consommation sur la viande et les peaux, les infractions sont également constatées par les agents des communes ayant qualité pour verbaliser.

7. Lorsque des produits ou marchandises quelconques, y compris les alcools et produits alcooliques, les objets soumis au contrôle de la garantie des ouvrages d'or et d'argent et les vins et bières, transportés en fraude, soit des droits de douane, soit des droits de consommation, sont, au moment d'être saisis, introduits dans une habitation ou tout autre local pour être soustraits aux agents de l'administration des Finances, ceux-ci peuvent les y suivre sans que les dits agents soient tenus d'observer les formalités prescrites par les articles 78 et 89 du décret susvisé du 3 octobre 1884.

8. Les dispositions de la législation en vigueur sur les droits ou formalités exigibles à l'occasion de la consommation, de la circulation et de la fabrication des produits sont maintenues en tant qu'elles ne sont pas contraires au présent décret.

Sont également maintenues dans les conditions de la législation en vigueur les taxes spéciales de criée et d'adjudication, d'abri, de stationnement, de garde et de pesage exigibles au Fondouk el Ghalla de Tunis, ainsi que les taxes et amendes exigibles aux marchés aux bestiaux de Sfax en vertu du décret du 9 décembre 1901.

Le Directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur le 1er janvier 1920.

Il est autorisé à prendre tous arrêtés réglementaires pour son exécution et, notamment, pour compléter la définition du mode de perception des droits telle qu'elle résulte des observations du tableau 1 annexé au présent décret.

---

## 20 décembre 1919 nº 19

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances réglementant la fabrication du savon.*

(J. O. 24 DÉCEMBRE 1919, 1153)

ART. **1.** La déclaration d'industrie que les fabricants de savon sont tenus de faire en exécution des dispositions du nº 6 du tableau I annexé au décret du 20 décembre 1919, doit faire connaître la situation de l'établissement à ouvrir, présenter la description de l'usine avec indication des portes, fenêtres, donnant sur la voie publique, indiquer la nature du savon que l'industriel se propose de fabriquer, le mode de fabrication qui sera suivi, la nature, le nombre et la contenance des chaudières, cuves, mises ou formes ou barils et autres appareils servant à la fabrication. l'emplacement des appareils fixes, le nombre et l'espèce des instruments ou ustensiles qui seront employés pour achever la fabrication et marquer le produits, enfin, faire connaître si la fabrication doit être continue ou intermittente, et, dans les cas où elle serait continue, le régime de la fabrique quant aux jours et heures de travail.

Chaque chaudière, cuve, mise, forme, baril ou autre appareil servant à la fabrication reçoit un numéro d'ordre peint à l'huile en caractères très apparents. Les mises ou formes mobiles et les barils reçoivent, en outre, et dans les mêmes conditions, l'indication de leur poids à vide. Ce poids, de même que la contenance des chaudières et cuves, est vérifié par les agents de l'administration, avant tout usage ; la contenance est vérifiée par jaugeage métrique, et, au besoin, par empotement aux frais des fabricants, qui fournissent la main-d'œuvre et le matériel nécessaires pour ces vérifications. Les fabricants actuellement établis chez lesquels ces vérifications n'auraient pas eu lieu y seront assujettis dans un délai de trois mois à compter du 1er janvier 1920.

Toute modification à l'aménagement des locaux des fabriques ou à leur outillage notamment toute augmentation du nombre ou de la contenance des chaudières, des cuves, des mises, formes ou barils, ainsi que des

autres appareils servant à la fabrication, toute diminution du poids des mises ou formes mobiles, ou barils, tout changement dans le mode de fabrication ou dans la nature des produits fabriqués, et, dans le régime de la fabrique, pour les jours et heures de travail, doivent être précédés d'une déclaration écrite, faite au moins quarante-huit heures à l'avance au bureau des contributions diverses de la circonscription.

Lorsque le fabricant veut cesser ou suspendre les travaux de fabrication, il doit en faire également une déclaration écrite.

En cas de simple suspension de la fabrication, la date de la reprise des opérations de production doit être déclarée à l'avance dans le même délai de quarante-huit heures.

Les déclarations d'ouverture, de cessation, de réouverture, de modifications donnent lieu à la délivrance de récépissés extraits d'un registre à souche ; ces récépissés doivent être représentés à toute réquisition des agents de l'administration.

L'administration peut exiger :

1° que les jours, fenêtres donnant directement sur la voie publique et sur les propriétés voisines soient garnis d'un treillis en fer, à mailles de 5 centimètres au plus et que ce treillis soit scellé dans le mur ;

2° que la fabrique et ses dépendances n'aient qu'une entrée habituellement ouverte et que les autres, s'il en existe, soient fermées à deux serrures, la clef de l'une des serrures étant aux mains des agents de l'administration.

**2.** Les fabricants sont tenus de souffrir et de faciliter les opérations de vérification et d'exercices des agents de l'administration, qui peuvent pénétrer dans les fabriques et leurs dépendances à toute heure de jour et et même de nuit lorsqu'il résulte des déclarations que les établissements sont en activité.

Les fabriques doivent être pourvues d'appareils de pesage en bon état qui sont mis sans indemnité à la disposition du service pour la constatation des quantités fabriquées et, d'une manière générale, pour l'exercice du contrôle des opérations.

Les fabricants fournissent également sans indemnité la main-d'œuvre et le matériel nécessaires, y compris une table et deux chaises, aux agents chargés des vérifications et exercices.

**3.** La déclaration qui, aux termes des dispositions du même numéro 6 du tableau I annexé au décret précité, doit précéder toute opération de fabrication, est établie par le fabricant sur un registre fourni par l'administration.

Cette déclaration, dont l'ampliation, datée et signée par le fabricant ou par son représentant, doit être déposée vingt-quatre heures avant le commencement de l'opération au bureau des contributions diverses, où il lui est délivré récépissé, fait connaître :

1° la date et l'heure où commencera le versement dans la chaudière de cuite de l'huile et des autres matières à mettre en œuvre ;

2° la date et l'heure de la mise de feu sous la dite chaudière ou de l'introduction de la vapeur dans la dite chaudière, étant entendu que l'effusion des matières premières dans la chaudière ne doit précéder le chauffage que du temps nécessaire pour cette effusion ; si le chauffage de la cuite n'est pas continu, le fabricant est tenu de déclarer l'heure, où chaque jour, le feu sera allumé et l'heure où il sera éteint ; si la fabrication a lieu à froid, le fabricant doit le spécifier et déclarer la date et l'heure du commencement du malaxage, le versement des matières premières dans la cuve de mélange ne pouvant commencer auparavant ;

3° le numéro et la contenance de la chaudière, et, le cas échéant, de la cuve de malaxage qui seront employées ;

4° le poids, par nature et par espèce, des matières premières et substances quelconques devant être mises en œuvre dans l'opération, en spécifiant, s'il y a lieu, et si la fabrication se fait à chaud, celles de ces matières qui seront versées dans la chaudière de cuite et celles qui seront ajoutées au savon, à la sortie de la chaudière, dans la cuve de malaxage ;

5° la date, et approximativement, l'heure de l'extraction de la masse cuite de la chaudière, ou, si la fabrication a lieu à froid, la date et, approximativement, l'heure de l'achèvement du mélange et du versement de son produit dans les mises, formes ou barils ;

6° aussi approximativement que possible, en se basant sur les résultats normaux de la fabrication, la quantité, en poids, de savon qui sera obtenue et qui constitue le ren-

dement minimum dont la déclaration est prévue par l'article 6 § 4 du tableau I annexé au décret du 20 décembre 1919.

**4.** En outre de la déclaration préalable à chaque fabrication à faire en exécution de l'art. 3 ci-dessus et de la déclaration préalable au pesage du savon fabriqué, prerscrite au paragraphe C du présent article, déclarations à déposer au bureau des contributions diverses désigné, les fabricants sont tenus de constater pour chaque fabrication distincte, sur des registres à souche, que l'administration leur remet à cet effet, dans les conditions ci-après déterminées, les opérations suivantes :

*Versement des matières premières dans la chaudière ou cuve de fabrication et commencement de chauffage* :

1° A l'instant même où va commencer l'introduction des matières dans la chaudière ou cuve de fabrication :

le numéro de cette chaudière ou cuve ;

la date et l'heure précise du commencement de l'opération ;

2° à la fin du chargement de la chaudière ou cuve ;

l'heure à laquelle le chargement est terminé ;

le poids et la nature de chacune des matières premières employées ;

3° la quantité approximative, en poids, de savon à obtenir de la cuite et constituant le minimum de rendement d'après les bases énoncées dans la déclaration préalable de la fabrication ;

4° la date et l'heure précise du commencement du chauffage ;

B) *Extraction du savon de la chaudière de cuite ou de la cuve de fabrication et son versement dans les mises, formes ou barils* :

1° à l'instant même où l'extraction va commencer :

le numéro de la chaudière ou cuve ;

la date et l'heure précise du commencement de l'opération qui doit se poursuivre sans interruption ;

2° à la fin de l'opération du versement du savon dans les mises ou formes ou barils ; la date et l'heure précise de l'achèvement de l'opération ;

3° le numéro de chaque mise, forme ou baril empli et, pour ceux de ces récipients qui ne sont pas complètement remplis, le degré de remplissage de chacun d'eux par l'indication du nombre de centimètres laissés vides ;

c) *Résultat du pesage du savon fabriqué* :

Le fabricant est tenu de déposer, 36 heures au moins à l'avance, au bureau des contributions diverses désigné, une déclaration écrite faisant connaître la date et l'heure précise auxquelles il procédera au pesage du produit de la fabrication, opération qui ne peut se faire que de jour. Cette déclaration qui doit être faite, dès que la masse est refroidie, est établie sur le registre objet du présent paragraphe ; son ampliation doit être remise au bureau des contributions diverses désigné.

Aux jour et heure fixés dans la déclaration ci-dessus, le fabricant doit, même en l'absence du service, procéder au pesage du savon fabriqué.

Il est inscrit sur le registre de fabrication :

la date et l'heure précise du commencement de l'opération du pesage ;

la quantité, en poids, pour chaque mise, forme ou baril, du savon obtenu, en indiquant le numéro de chacun de ces vaisseaux, ainsi que son poids brut et son poids net constatés, lorsque le savon est pesé dans lesdites mises ou formes mobiles ou dans les barils :

A la fin de l'opération :

la date et l'heure précise de son achèvement.

Toutes les inscriptions ci-dessus énumérées doivent être signées par le fabricant.

Jusqu'après le pesage, les fabricants sont tenus de conserver le savon dur dans les mises ou formes mobiles et le savon mou dans les barils où ces produits ont été versés en sortant de la chaudière ou cuve de fabrication.

Les agents ont la faculté de contrôler le poids net du savon dur, par pesage direct, même quand celui-ci se trouve dans les mises ou formes mobiles.

**5.** Toutes les quantités, en poids, extraites des mises ou formes, ou entonnées dans les barils sont prises en compte comme passibles de l'impôt dans les conditions déterminées par le numéro 6 du tableau I annexé au décret du 20 décembre 1919.

L'administration peut exiger que les savons dont la fabrication se trouve achevée, et dont l'enlèvement des fabriques n'est pas immédiat, soient emmagasinés dans des lo-

caux distincts où il soit facile d'en opérer l'inventaire.

Les caisses ou sacs renfermant du savon dur et des morceaux ou barils renfermant du savon mou, ne peuvent être enlevés des fabriques qu'après avoir reçu, d'une manière apparente, un numéro de sortie dont la série soit générale, soit par catégorie de produits, doit être exactement suivie. Ce numéro doit être reproduit sur les titres de mouvement (laissez-passer ou acquits-à-caution) nécessaires pour légitimer l'enlèvement de fabrique et le transport des produits.

**6.** Le savon doit être pesé sans avoir subi aucun raclage ni retaille.

Pour couvrir les fabricants des déchets de toute nature qu'ils peuvent subir du fait de la dessication, des retailles et de toutes autres causes, il est accordé une déduction de 7 % sur le poids brut du savon, tel que ce poids est reconnu au pesage opéré dans les conditions prévues à l'article 4 précédent ; l'impôt est perçu sur le poids net ainsi obtenu.

**7.** Lorsque des savons libérés du droit intérieur et devenus impropres à la vente doivent être refondus si le fabricant n'a reçu aucune quantité de savon de l'extérieur l'administration peut sur une demande faisant connaître le poids des quantités à refondre autoriser la franchise de l'impôt sur les produits à provenir du savon remis en œuvre.

Le bénéfice de cette autorisation est subordonné à la condition que le savon à refondre soit versé dans la chaudière de cuite et refondu en présence des agents du service ; le poids du savon obtenu est constaté par les mêmes agents.

Si les matières premières nouvelles sont ajoutées au savon refondu le droit est exigible sur une quantité de savon correspondant à la moyenne du rendement des matières de même nature mises en œuvre pendant les trois mois précédents. La quantité de savon produit au delà de celle imposée comme il vient d'être dit sera exonérée du droit. La franchise de l'impôt ne pourra cependant en aucun cas être accordée sur une quantité de savon nouveau supérieure à celle remise en œuvre d'après les constatations du service.

**8.** Les fabricants peuvent recevoir du dehors des savons mais ces produits qui doivent avoir acquitté l'impôt ne peuvent leur parvenir que sous le lien d'un acquit-à-caution levé par l'expéditeur. Le destinataire est tenu de représenter au service cet acquit-à-caution avec les produits y mentionnés à fin de décharge de ce titre de mouvement dans le délai qui y est fixé. Il doit en conséquence faire la déclaration d'arrivée dès réception du chargement.

Dans le cas où le service ne se présenterait pas dans le délai de 48 heures de l'heure du récépissé de cette déclaration le fabricant pourrait disposer du savon reçu par lui.

Si le chargement est reconnu conforme, l'acquit-à-caution est déchargé après prise en charge des produits au compte du fabricant destinataire comme libérés d'impôt.

Les dispositions de la législation en vigueur, relatives à la délivrance, à la prise en charge, à la décharge de l'acquit-à-caution, en matière d'alcool, sont applicables aux acquits-à-caution délivrés pour les savons, sauf en ce que ces dispositions auraient de contraire aux prescriptions du présent arrêté.

**9.** Il est tenu, tant par les fabricants que par les agents de l'administration, un compte d'entrées et de sorties pour les produits :

A) Aux entrées il est pris charge dans des colonnes distinctes :

1° Des produits obtenus après qu'ils ont été reconnus et pesés avec indication du poids brut et du poids net imposable (poids après déduction de l'allocation accordée pour déchets de toute nature) des dits produits ; les quantités imposées le cas échéant à titre de minimum de rendement sont mentionnées pour mémoire dans une colonne spéciale ; 2° des quantités de savon provenant de l'extérieur et introduites dans la fabrique sous lien d'un acquit-à-caution conformément aux dispositions de l'article précédent.

B) Aux sorties il est porté en décharge dans des colonnes distinctes :

1° Les quantités de savon de toute origine expédiées avec laissez-passer et celles de la fabrication de l'industriel expédiées sous le lien d'acquit-à-caution soit pour l'exportation en vue du bénéfice de la détaxe soit pour d'autres fabricants de la Régence ;

2° Les quantités remises en œuvre et refondues dans les conditions indiquées à l'article 7 du présent arrêté ;

3° Les quantités qui sont transformées dans les conditions prévues à l'article 11 ci-après.

Les agents de l'administration établissent toutes les fois qu'ils le jugent utile la situation des restes en fabrique et la balance du compte.

Lorsque la comparaison des restes avec la balance du compte fait ressortir un excédent cet excédent est saisi s'il dépasse 7% des quantités prises en charges depuis le précédent inventaire et procès-verbal est dressé.

**10.** A titre de tolérance les propriétaires ou fermiers producteurs d'huile d'olive qui ne se livrent pas au commerce du savon peuvent être admis sur demande écrite faite au bureau désigné à préparer du savon pour l'usage exclusif de leur maison sans être astreints à toutes les obligations imposées en ce qui concerne la description et l'aménagement des lieux de fabrication aux industriels.

La demande fait connaître :

1° Les nom, prénoms, qualité et demeure du pétitionnaire ;

2° le poids par nature et par espèce de l'huile et les autres matières premières et substances quelconques devant être mises en œuvre et par approximation la quantité en poids de savon à en obtenir ; cette quantité constitue le minimum du rendement. Cette quantité est discutée par les agents en exécution des dispositions du numéro 8 § 4 du tableau I annexé au décret du 20 décembre 1919.

3° La capacité de la chaudière ;

4° La date et l'heure du commencement du chauffage, le nombre de cuites que nécessitera la quantité de l'huile à transformer, la durée approximative de la fabrication, laquelle doit se poursuivre sans interruption.

Elle contient en outre de la déclaration des quantités d'huile de toute espèce et qualité et des résidus d'huile que le pétitionnaire détient dans son habitation et des dépendances où il veut fabriquer le savon, l'engagement :

1° de n'introduire ou laisser introduire dans les dits locaux ni d'enlever ou laisser enlever aucune quantité d'huile ou de résidus d'huile depuis le moment de la déclaration et pendant toute la durée de fabrication jusqu'après la reconnaissance par le service des produits obtenus ;

2° de représenter la totalité des produits obtenus, de n'en vendre, ni céder, ni donner aucune partie à des tiers, ni même d'en enlever ou laisser enlever une quantité quelconque les locaux où ils ont été fabriqués et de se soumettre tant de jour que de nuit pendant toute la durée de la fabrication et jusqu'après reconnaissance des produits et acquittement des droits exigibles et à toute réquisition aux visites et vérifications des agents de l'administration dans toutes les parties de l'habitation et de ses dépendances. Les dits agents peuvent s'assurer notamment et à chacune de leurs visites des quantités d'huile existant chez ces producteurs ; toute différence entre les quantités déclarées et celles représentées pour laquelle il ne serait pas fourni de justifications plausibles serait constatée par procès-verbal.

La demande est transcrite au registre spécial de déclaration et il en est délivré un récépissé qui doit être représenté aux agents chargés du contrôle de la fabrication.

L'administration peut si elle le juge utile faire marquer le savon produit dans ces conditions d'un timbre spécial. A cet effet le savon fabriqué doit être disposé en pains ou barres de manière à pouvoir recevoir après pesage l'empreinte de ce timbre ; le savon est divisé le cas échéant de telle sorte qu'aucune fraction pain ou barre ne soit dépourvue de la dite empreinte.

Le droit afférent aux quantités fabriquées doit être acquitté immédiatement après la reconnaissance par le service du poids du savon fabriqué sous déduction de 7% du poids brut.

Chaque personne susceptible d'être admise à bénéficier de la tolérance édictée par le présent article ne pourra transformer plus de 50 kilogrammes d'huile chaque année en une ou plusieurs fabrications.

**11** Les fabricants qui reçoivent du dehors des savons pour les travailler ou qui postérieurement à la prise en charge des savons produits sur place leur font subir des préparations, des manipulations exigeant leur remise en œuvre d'une manière quelconque soit pour refonte soit de toute autre manière ou qui sont de nature à en augmenter le poids sont tenus de déclarer et de constater ces opérations de la même manière et dans la même forme que les fabrications ordinaires. A cet effet il leur est remis par l'administration sur leur demande écrite un registre spécial. Les inscriptions faites à ce registre indiquent notamment les quantités de savon

remises en œuvre la nature et la quantité des matières ou substances quelconques ajoutées et le poids total des mélanges.

Ils ne peuvent employer pour ces préparations que des savons libérés du droit mais les accroissements de poids résultant de ses opérations doivent être soumis à l'impôt.

Ces industriels sont dans l'obligation de tenir pour les produits préparés par eux un compte spécial présentant : aux entrées les quantités par calibre et par espèce des produits achevés ; aux sorties : les quantités par calibre et espèce les produits expédiés.

Aucune quantité des dits produits ne peut être enlevée de l'établissement sans être accompagnée d'un titre de mouvement conformément aux dispositions du nº 8 du tableau I annexé au décret du 20 décembre 1919.

Les dispositions des deux derniers alinéas de l'article 9 du présent décret s'appliquent au compte spécial du savon de toilette.

Le poids minimum dont l'enlèvement est autorisé pour les fabriques est abaissé à un kilogramme pour les savons de toilette en pains d'un poids de 200 grammes et au-dessous.

Les préparateurs de savon de toilette qui ne sont pas fabricants de savon sont néanmoins astreints à toutes les obligations auxquelles sont soumis les fabricants.

**12** Les registres que les fabricants de savon doivent tenir en exécution des articles 3, 4, 9 et 11 du présent arrêté leur sont fournis par l'administration.

Les fabricants sont tenus de remplir les dits registres sans interruption ni lacune ni surcharge et y porter toutes les indications que chaque modèle comporte et suivant les instructions de l'administration. Ils doivent les représenter à toute réquisition des employés des contributions diverses et les restituer dès leur épuisement ou en cas de cessation de fabrication.

**13.** Le Directeur des contributions diverses et le Directeur des Douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1er janvier 1920.

L'arrêté du 12 décembre 1906 est abrogé.

---

## 20 décembre 1919 nº 20

DÉCRET *relatif au traitement des fonctionnaires et agents de l'Etat et des établissements publics.*

(J. O. 31 DÉCEMBRE 1919, 1198)

ART. **1.** Les traitements des agents titulaires de l'Etat et des établissements publics d'Etat seront, pour chaque service, établis par décrets en prenant pour base, autant que possible, l'emploi correspondant de l'administration française. Il sera tenu compte pour cette assimilation de la comparaison notamment des conditions de recrutement et de stage et du niveau des concours d'admission ou de changement de grade.

Pour les emplois tunisiens qui n'ont pas de similaires dans la Métropole ou pour ceux dont l'assimilation ne sera pas possible en raison des différences de classification ou d'attribution ou pour tout autre motif le traitement d'avant guerre sera majoré d'une somme égale à celle dont est relevée la catégorie d'emplois tunisiens assimilés ou à défaut celle qui s'en rapproche le plus.

**2.** Les nouveaux traitements accordés en vertu de l'article 1er ci-dessus seront pour tous les agents français majorés d'un tiers. Cette majoration qui sera dénommée « majoration tunisienne de traitement en faveur du personnel français » n'est pas susceptible de retenue pour la retraite.

**3.** Pour tous les personnels bénéficiant de la réforme générale des traitements les suppléments temporaires de traitements alloués pour cherté de vie cesseront d'être payés à partir de la date d'application du présent décret.

L'indemnité familiale proprement dite attribuée en exécution du décret du 22 novembre 1918 et le supplément exceptionnel du temps de guerre pour charges de famille résultant du décret du 25 février 1919 sont confondus à compter du 1er janvier 1920 en une seule indemnité dite indemnité pour charges de famille.

Les nouveaux traitements seront acquis à compter du 1er juillet 1919 sous déduction des suppléments temporaires de traitements pour cherté de vie payés pour la période courue depuis le 1er juillet 1919.

Les indemnités exceptionnelles du temps de guerre prévues par le décret du 25 février 1919 seront si d'ailleurs le nouveau

traitement de l'agent, supplément du tiers non compris, n'en entraîne pas la suppression, maintenues jusqu'au 31 décembre 1919 et réduites d'un tiers par trimestre à partir du 1er janvier 1920 pour prendre fin au 30 juin 1920. (1).

**4.** L'allocation de 700-1200 francs mise en paiement en septembre 1919 restera définitivement acquise aux bénéficiaires à concurrence de 700 francs. L'excédent, s'il y en a un, sera déduit de la somme leur revenant à titre de rétroactivité pour le second semestre 1919.

**5.** Par dérogation aux dispositions de l'art. 2, 4e alinéa du décret du 21 mars 1898, la retenue du douzième sur les augmentations de traitements accordés à tous les fonctionnaires et agents de l'Etat ou des établissements publics de l'Etat par application de la réforme générale des traitements sera effectuée à concurrence de moitié sur le montant de la rétroactivité et pour le solde en six mensualités égales à partir du premier janvier 1920.

**6.** Le salaire normal des agents temporaires ne rentrant pas dans la catégorie de ceux qui sont régis par la loi de l'offre et de la demande est, à compter du 1er janvier 1920, majoré de 150 francs par mois pour les agents français et de 100 fr. par mois pour les agents indigènes. Pour les agents payés à la journée, le salaire normal est majoré de 6 fr. par jour pour les agents français et de 4 fr. par jour pour les agents indigènes. Les suppléments temporaires actuels de salaire pour cherté de vie cesseront en conséquence de leur être servis à partir de la même date. Quant à l'indemnité exceptionnelle du temps de guerre, elle sera réduite dans les proportions indiquées pour les agents titulaires par le dernier alinéa de l'article 3 ci-dessus pour être complètement supprimée au 1er juillet prochain.

---

## 22 décembre 1919

DÉCRET *portant réglement pour les appareils à vapeur à terre.*

(J. O. 3 JANVIER 1920, 2) (2)

.....

(1) Indemnité rétablie en août 1920.
(2) Ce texte a fait l'objet d'une publication spéciale. Fascicule en vente à la Librairie Yvorra-Barlier et Clavé, à Tunis.

## 23 décembre 1919

DÉCRET *relatif au traitement des magistrats du Tribunal mixte* (1).

(J. O. 31 DÉCEMBRE 1919, 1197)

ART. **1.** Les traitements des magistrats du tribunal mixte immobilier de Tunisie sont, à égalité de grade, les mêmes que ceux des magistrats du tribunal civil de Tunis (2).

**2.** Les juges rapporteurs du tribunal mixte immobilier, en résidence à Tunis, sont assimilés, au point de vue du traitement, aux juges d'instruction du tribunal civil de Tunis.

Le juge rapporteur au tribunal mixte, en résidence à Sousse, est assimilé, au point de vue du traitement, au juge d'instruction près le tribunal civil de Sousse.

**3.** Toute amélioration apportée par le Gouvernement de la République française à la situation des magistrats des tribunaux civils de la Régence est, de plein droit, et dans les mêmes conditions, étendue aux magistrats français composant le tribunal mixte immobilier de Tunisie.

---

## 23 décembre 1919

DÉCRET *allouant des primes de technicité aux magistrats français du tribunal mixte.*

(J. O. 31 DÉCEMBRE 1919, 1197)

ART. **1.** Il est alloué, à partir du 1er janvier 1920, aux magistrats français du Tribunal mixte immobilier de Tunisie des primes annuelles spéciales dites de « technicité ».

**2.** Le taux de ces primes est de :

1.000 francs après trois années ;

2.000 francs après six années ;

3.000 francs après neuf années de services continus dans la juridiction.

**3.** Ces primes ne se cumulent pas.

**4.** Les primes ci-dessus spécifiées restent acquises nonobstant l'accession du bénéficiaire à un grade supérieur dans la juridiction.

**5.** A titre transitoire, les magistrats français qui, ayant quitté le tribunal mixte pour d'autres fonctions judiciaires, y seront revenus à la date du présent décret bénéficieront des primes ci-dessus déterminées, sur la base de la durée totale de leurs services, même discontinus, dans cette juridiction.

(1) Ce texte modifie l'art. 1er du D. 30 avril 1903.
(2) Primes de technicité; D. 23 décembre 1919.

*uration*

tion prescrite par les articles 21 du décret du 29 juin 1886 et 1er du présent décret, sera puni[illegible]ement de six jours à [illegible] de seize à trois deux peines

avoir fait à
ation du dé-
du décret du
écret, et qui,
l'officier pu-
rescrite, aura
lé, sera punie
3 ci-dessus.
es 463 du Co-
le pénal tuni-
ractions pré-

*des huiles*
0, 5)
e nos décrets
sont étendues
lives excédant
titre quelcon-
ant de la Ré-
même par les

teur de plus de
vra faire, dans
l'article 1er du
t dans les quin-
du présent dé-
huile. Les dé-
en plus des in-
le 1er du décret
le nombre des
B) de la domes-
rmalement sous
rant droit à la
ersonne.

claration les dé-
ciaux déjà sous

era la quantité
arant, le lieu où
prénoms et do-

déclarées excé-
de la famille, au
nent sous le toit
n droit par le seul
jetties au régime
abli par ce décret.

OFFICE
DU
PROTECTORAT FRANÇAIS
EN
TUNISIE

Téléphone : Opéra 94-86
Adr. Télégraphique : Tunisof-Paris

LE DIRECTEUR

PARIS, LE ..... 194

9, RUE DES PYRAMIDES

traitement de l'agent, supplément du tiers
non compris n'en entraîne pas la suppres-
sion maintenue par la loi du 20 déc. 1919
et
1er
19

en
nit
cu
un
tit
tre

2,
te
tr
et
bli
gé
cu
tr
ég

re
qu
m
m
ag
le
à
6
4
su
p
d
Q
d
ti
le
êt
p

D

e

trats

trats
nisie
ceux
s (2).
mix-
t as-
, aux
unis.
e, en
nt de
ction

ar le
çaise
naux
t, et
: ma-
mix-

é aux
le.

nvier.
bunal
s an-

rvices

estent
énéfi-
ridic-

fran-
e pour
reve-
éficie-
s, sur
rvices,
ction.

## 26 décembre 1919

DÉCRET *rendant obligatoire la déclaration des naissances et des décès.* (1)

(J. O. 27 DÉCEMBRE 1919, 1169)

ART. **1.** A partir du 1er janvier 1920, les déclarations de naissances et de décès sont obligatoires dans toute la Régence pour tous ceux qui l'habitent ou y résident, sans aucune distinction de race, de nationalité ou de religion.

Elles sont exclusivement reçues par les officiers de l'état civil désignés aux articles 2 et 3 de notre décret du 29 juin 1886 ou désignés conformément au décret du 28 décembre 1908.

**2.** Les déclarations seront reçues dans les formes indiquées par le décret du 29 juin 1886, ou par le décret du 28 décembre 1908. Toutefois les délais seront uniformément de 10 jours pour les déclarations de naissances et de 3 jours pour les déclarations de décès.

**3.** Toute personne qui, ayant assisté à un accouchement, n'aura pas fait la déclaration prescrite par les articles 21 du décret du 29 juin 1886 et 1er du présent décret, sera punie d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de seize à trois cents francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

**4.** Toute personne qui, sans avoir fait à l'autorité compétente la déclaration du décès prescrite par les articles 41 du décret du 29 juin 1886 et 1er du présent décret, et qui, sans l'autorisation préalable de l'officier public dans les cas où elle est prescrite, aura fait inhumer un individu décédé, sera punie des peines prévues à l'article 3 ci-dessus.

**5.** Les dispositions des articles 463 du Code pénal français et 53 du Code pénal tunisien sont applicables aux infractions prévues par le présent décret.

## 2 Janvier 1920

DÉCRET *relatif au régime des huiles*

(J. O. 3 JANVIER 1920, 5)

ART. **1.** Les dispositions de nos décrets des 10 et 21 novembre 1919 sont étendues à toutes quantités d'huile d'olives excédant vingt-cinq litres détenues à un titre quelconque par n'importe quel habitant de la Régence, par tête d'habitant, même par les simples particuliers.

En conséquence, tout détenteur de plus de 25 litres d'huile d'olives devra faire, dans les conditions prescrites par l'article 1er du décret du 10 novembre 1919 et dans les quinze jours de la promulgation du présent décret, la déclaration de cette huile. Les déclarations devront énoncer en plus des indications prescrites par l'article 1er du décret susvisé du 10 novembre 1919 le nombre des membres : A) de la famille ; B) de la domesticité ; C) de la suite vivant normalement sous le toit du déclarant et ouvrant droit à la possession de 25 litres par personne.

Sont affranchis de la déclaration les détenteurs de stocks commerciaux déjà sous le régime de l'entrepôt,

**2.** La déclaration énoncera la quantité d'huile détenue par le déclarant, le lieu où elle est déposée, et les nom, prénoms et domicile du déclarant.

**3.** Les quantités d'huile déclarées excédant 25 litres par personne de la famille, au service ou vivant normalement sous le toit du déclarant, seront de plein droit par le seul fait de la déclaration, assujetties au régime de l'entrepôt tel qu'il est établi par ce décret.

(1) En cours d'impression un Décret du 1er sept. 1920 (J. O. 25 sept. 1920, p. 1278) a édicté les mesures suivantes relatives aux omissions et rectifications d'état civil :

« Les articles 21, 40, 43, 44, 45, du décret du 29 juin 1886, sont « modifiés ainsi qu'il suit :

« ART. 21. — Lorsqu'une naissance n'aura pas été déclarée « dans le délai légal, l'officier de l'état civil ne pourra la relater « sur les registres qu'en vertu d'un jugement rendu par le Tri« bunal de l'arrondissement dans lequel est né l'enfant et mention « sommaire sera faite en marge à la date de la naissance. Si le « lieu de la naissance est inconnu, le Tribunal compétent sera « celui du domicile du requérant

« ART. 40. — L'acte de décès sera dressé par l'officier de l'état « civil sur la déclaration de deux témoins. Ces témoins, seront, « s'il est possible, les deux plus proches parents ou voisins, ou, « lorsqu'une personne sera décédée hors de son domicile, la per« sonne, si faire se peut, chez laquelle elle sera décédée et un pa« rent ou un autre.

« Lorsqu'un décès se sera produit ailleurs que dans la commu« ne où le défunt était domicilié, l'officier de l'état civil qui aura « dressé l'acte de décès enverra, dans le plus bref délai, à l'offi« cier de l'état civil du dernier domicile du défunt une expédi« tion de cet acte laquelle sera immédiatement transcrite sur les « registres.

« En cas de décès dans les hôpitaux ou les formations sanitai« res, les directeurs administrateurs ou maîtres de ces hôpitaux « ou établissements devront en donner avis dans les 24 heures « à l'officier de l'état civil ou à celui qui en remplit les fonctions ; « celui-ci s'y transportera pour s'assurer du décès et en dressera « l'acte conformément à l'article précédent sur les déclarations « qui lui auront été faites et sur les renseignements qu'il aura « pris. Il sera tenu, dans les dits hôpitaux, formations sanitai« res et établissements, un registre sur lequel seront inscrits les « déclarations et renseignements.

« ART. 43. — La rectification des actes de l'état civil, s'il s'agit « d'un justiciable des tribunaux français, sera suivie devant les « autorités françaises et suivant la procédure indiquée par la « législation française. S'il s'agit d'un Tunisien, il sera statué « sur la demande de rectification pour les actes de naissance et « de mariage par la juridiction du Chara et pour les actes de dé« cès par le tribunal régional jugeant en premier ressort après com« munication de la procédure au Directeur des Services judiciai« res.

« ART. 44. — Les ordonnances jugements et arrêts portant « rectification ne pourront, dans aucun temps, être opposés aux « parties intéressées qui ne l'auraient point requis ou qui n'y « auraient pas été appelés.

« ART. 45. — Les ordonnances, jugements et arrêts portant « rectification seront inscrits immédiatement sur les registres « par l'officier de l'état civil, aussitôt qu'ils lui auront été re« mis, et mention en sera faite en marge de l'acte réformé ».

Elles pourront être réquisitionnées par l'Etat dans les conditions et aux prix fixés par notre décret du 21 novembre 1919.

**4.** Toute quantité supérieure à dix litres ne pourra circuler que moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par le décret susvisé.

**5.** Le simple fait de détenir des huiles non déclarées constitue le délit d'accaparement et entraîne contre le détenteur non déclarant les peines édictées par l'article 1er, § 3 du décret du 12 novembre 1919, en outre de la confiscation des produits, des récipients et des moyens de transport.

Les propriétaires des produits sont civilement responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques en ce qui concerne les amendes, confiscations et dépens.

Les infractions seront constatées par les agents des régies financières, par les agents de la force publique et par tous autres fonctionnaires ayant qualité pour verbaliser et la répression en sera poursuivie conformément aux dispositions du décret du 3 octobre 1884 sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux prescriptions du présent décret. En conséquence, le produit des amendes et confiscations est sujet à répartition entre le Trésor, les agents verbalisateurs et, le cas échéant, les indicateurs.

**6.** Les agents des régies financières sont autorisés à pénétrer chez tous détenteurs pour y effectuer toutes recherches et vérifications relatives à l'exécution du présent décret. Toutefois, lorsqu'il s'agira de visiter le domicile des simples particuliers, ces agents devront observer les formalités prescrites par les articles 78 et 89 du décret susvisé du 3 octobre 1884.

---

## 7 janvier 1920

DÉCRET *modifiant l'article 27 du décret du 12 mai 1906 sur la comptabilité publique.*

(J. O. 28 JANVIER 1920, 147)

ART. **1.** L'article 27 du décret du 12 mai 1906 relatif aux achats sur simples mémoires ou factures et les marchés de gré à gré passés au nom de l'Etat est modifié ainsi qu'il suit :

**2.** Tous marchés pour travaux et fournitures sont passés dans les formes admises par les règlements métropolitains ou les règlements spéciaux à la Tunisie.

Notamment il peut être passé des marchés, de gré à gré pour les fournitures, transports et travaux dont la dépense totale n'excède pas quarante mille francs ou ne comporte pas la concurrence, ou, s'il s'agit d'un marché passé pour plusieurs années, dont la dépense annuelle n'excède pas dix mille francs.

Il peut être suppléé aux marchés écrits par des achats inscrits sur simple facture pour les objets qui doivent être livrés immédiatement, quand la valeur de chacun de ces achats n'excède pas trois mille francs. La dispense des marchés s'étend aux travaux ou transports dont la valeur présumée n'excède pas trois mille francs et qui peuvent être exécutés sur simple mémoire.

Les marchés de gré à gré passés par les ordonnateurs secondaires sont toujours subordonnés à l'approbation du chef de service dont ces ordonnateurs relèvent.

---

## 8 janvier 1920

DÉCRET *sur les antiquités antérieures à la conquête arabe* (1).

(J. O. 18 FÉVRIER 1920, 339)

### TITRE PREMIER

### Des ruines et antiquités en général

ART. **1.** Sous réserve des dispositions prévues à l'article 3, toutes ruines antiques et toutes antiquités immobilières ou mobilières qu'on sait exister actuellement ou qu'on découvrira par la suite sur toute l'étendue du territoire tunisien, tant dans le domaine de l'Etat ou des municipalités que dans les biens appartenant à des particuliers ou à des collectivités, sont la propriété de l'Etat tunisien.

Il en est de même des antiquités découvertes en mer à moins de deux myriamètres des côtes tunisiennes.

**2.** Sont visés par le présent décret tous les produits de l'industrie humaine dont on ne peut prouver qu'ils appartiennent à une époque postérieure à la conquête arabe.

**3.** Ne sont pas compris dans l'article 1er du présent décret et dès lors sont susceptibles d'être la propriété de particuliers :

1° les objets mobiliers que leurs détenteurs prouvent avoir importé d'autres pays ;

2° les objets mobiliers que leurs détenteurs prouvent avoir acquis de bonne foi antérieurement à la promulgation du présent décret ;

(1) Composition du comité consultatif des monuments historiques, *D.* 11 *mars* 1920.

3° les objets mobiliers à la propriété desquels l'Etat a expressément renoncé en vertu de l'article 30 ;

4° les objets mobiliers achetés dans la salle de vente du musée du Bardo ou attribués à un particulier à titre d'échange par le Directeur du service des antiquités et arts.

La vente et l'achat des objets spécifiés au présent article n'est licite que dans les conditions indiquées aux articles 39 et suivants.

## TITRE II
### De l'expropriation et des zones de protection

**4.** Si l'Etat juge utile de prendre possession de terrains contenant des ruines ou vestiges antiques, ces terrains sont expropriés conformément aux décrets en vigueur sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Dans l'évaluation de l'indemnité d'expropriation, il n'est tenu aucun compte de l'existence des ruines ou antiquités se trouvant sur ou dans le terrain exproprié.

**5.** Il peut être établi pour la protection de ruines particulièrement importantes des zones où il est interdit de construire et dans certains cas de planter. Des décrets spéciaux interviennent pour déterminer les conditions dans lesquelles chaque zone est établie.

## TITRE III
### De la conservation des ruines et antiquités

**6.** Le Directeur du service des antiquités et arts a le droit de faire exécuter tous travaux qu'il juge utiles dans les ruines ou monuments antiques, à quelque moment que ce soit. Il peut en tout temps faire inspecter ces ruines ou monuments par des agents de son service.

**7.** Si les travaux prévus à l'article 6 causent un dommage au propriétaire du terrain où l'édifice est situé, une indemnité lui est allouée. Le chiffre de cette indemnité, s'il ne peut être établi à l'amiable, est fixé par les autorités judiciaires compétentes.

**8.** Celui qui s'oppose soit aux travaux, soit à l'inspection prévus à l'article 6, est passible d'une amende de cinquante à cinq cents francs.

**9.** Il est interdit de détruire ou d'endommager les constructions antiques, d'effectuer, à leur proximité, des travaux qui, directement ou indirectement, en compromettraient la solidité, d'exhausser un mur antique, d'appliquer ou d'appuyer contre lui aucun ouvrage.

De même il est interdit à quiconque, fût-il le propriétaire du terrain où se trouvent les ruines, d'accomplir aucun travail visant à l'utilisation des constructions antiques. Exception est faite pour les réservoirs d'eau, citernes, aqueducs et puits, sous la réserve qu'ils soient rendus à leur destination primitive.

Dans les édifices où des aménagements ont été effectués antérieurement au présent décret, aucune modification ne peut avoir lieu.

Les interdictions prévues au présent article s'appliquent aux galeries et chambres creusées à l'époque antique.

**10.** Toute infraction à l'article 9 du présent décret est passible :

1° d'une amende de mille à cinq mille fr. quand il s'agit d'édifices classés comme monuments historiques ;

2° d'une amende de cinq cents à deux mille francs dans tous les autres cas.

Le délinquant est de plus condamné à payer à l'Etat le montant du dommage causé.

**11.** Il est interdit d'utiliser, même sans travaux spéciaux, les constructions antiques comme habitations, magasins, écuries, parcs à bestiaux, dépôts de déblais, de décombres ou d'immondices, cimetières.

Par exception, lorsqu'un édifice antique a servi d'une façon continue soit d'habitation, soit d'écurie, soit de magasin, pendant les dix années qui ont précédé le présent décret, ceux qui l'occupent actuellement et les ayants droit de ceux-ci peuvent continuer à l'utiliser de la même façon que précédemment.

**12.** Si un mur antique dépasse dans une de ses parties le niveau du sol moderne d'au moins deux mètres, il est interdit de faire des constructions, de creuser des excavations, de déposer des déblais ou immondices, de planter des arbres ou arbustes à moins de deux mètres de ce mur.

Il est interdit d'établir des fours à chaux à moins de cent mètres des monuments et ruines antiques.

**13.** Toute infraction à l'article 12 du présent décret est passible d'une amende de cinquante à deux cents francs. Le délin-

quant est en outre condamné à remettre les lieux en l'état primitif.

**14.** Sauf le cas prévu à l'article 15, il est interdit de s'approprier, de vendre, d'acheter, ou d'utiliser, pour quelques travaux que ce soit, des matériaux appartenant ou ayant appartenu à des constructions antiques.

La tentative est punissable.

**15.** Par exception, le Directeur du service des antiquités et arts peut autoriser dans certains cas l'utilisation de pierres roulantes ayant appartenu à des constructions antiques.

Pour obtenir cette autorisation, le requérant doit adresser une demande contenant ses nom, prénoms, profession et domicile, l'indication de la localité où le travail sera effectué, la quantité approximative de matériaux qu'il se propose d'utiliser.

Le bénéficiciare de l'autorisation doit verser, à titre de fonds de concours pour l'entretien des monuments historiques, une indemnité dont le montant est fixé par le Directeur du service des antiquités et arts ; il doit en outre assumer les frais de surveillance nécessités par l'opération. Il doit se conformer aux prescriptions des articles 28 et 29, mais il ne peut pas se prévaloir des dispositions de l'article 30.

**16.** Toute infraction à l'article 14 du présent décret est passible d'une amende de cinq cents à deux mille francs.

Le délinquant est, de plus, condamné à payer à l'Etat le montant du dommage causé et à lui verser une somme équivalente aux bénéfices indûment réalisés.

**17.** En cas de récidive, le délinquant est condamné, en dehors de l'amende et des indemnités prévues à l'article 16, à un emprisonnement d'un à six mois.

**18.** Il est interdit de détruire, mutiler ou endommager :

1° les figures ou inscriptions, soit peintes soit gravées ;

2° les reliefs, bustes, statues ou statuettes en quelque matière qu'ils soient et les fragments qui en proviennent ;

4° les colonnes et tous fragments architecturaux présentant une mouluration ou une ornementation sculptée.

La tentative est punissable.

Sauf le cas prévu à l'article 28, le déplacement des antiquités qui viennent d'être énumérées est illicite s'il n'a pas été autorisé par le Directeur du service des antiquités et des arts.

**19.** Il est interdit de détruire, mutiler ou endommager tous les objets antiques en métal, terre cuite, verre, bois, os, ivoire, ainsi que ceux en pierre dure.

**20.** Toute contravention aux dispositions des articles 18 et 19 est passible :

1° d'une amende de cinq cents à deux mille francs quand il s'agira d'antiquités classées comme monuments historiques ou provenant d'édifices classés comme monuments historiques ;

2° d'une amende de cinquante à mille francs dans tous les autres cas.

Le délinquant est, de plus, en cas de destruction ou de mutilation, condamné à rembourser à l'Etat la valeur de l'objet détruit ou mutilé.

**21.** En cas de récidive, le délinquant est condamné, en dehors de l'amende et des indemnités prévues à l'article 20, à un emprisonnement de quinze jours à un mois.

**22.** Il est interdit de faire des enduits, crépis ou peintures, de tracer ou de graver quelque inscription, figure ou signe que ce soit, d'une part sur les ruines antiques, d'autre part sur les antiquités indiquées à l'article 18. L'affichage sur les unes et sur les autres est également interdit.

**23.** Toute infraction à l'article 22 est passible d'une amende de cinquante à cents fr.

Le délinquant est en outre condamné à payer les frais qu'entraîne la réparation du dommage causé.

**24.** Le Directeur du service des antiquités et arts a le droit, toutes les fois qu'il le juge utile, de faire transporter dans les musées ou autres édifices publics les antiquités découvertes ou à découvrir, à l'exception des objets mobiliers indiqués à l'article 3.

**25.** Celui qui s'oppose au transport prévu à l'article 24 est passible d'une amende de cinquante à cinq cents francs.

**26.** Certaines antiquités peuvent être laissées en dépôt chez les particuliers. Ceux-ci doivent les prémunir de toute détérioration, ne peuvent les déplacer sans une autorisation écrite du Directeur des antiquités et arts et sont tenus de les présenter à toute réquisition des agents de ce service.

**27.** Celui qui, de ce requis par les agents du service des antiquités et arts, ne peut pas

présenter les objets à lui confiés dans les conditions indiquées à l'article 26 est passible d'une amende de cent à mille francs, à moins qu'il ne puisse prouver que les objets lui ont été soustraits sans qu'il y ait négligence de sa part.

Le délinquant est, de plus, condamné à rembourser à l'Etat la valeur des objets.

## TITRE IV

### De la découverte fortuite des antiquités

**28.** Celui qui a trouvé un objet antique sur ou dans un terrain quelconque, ou bien dans les eaux tunisiennes, est tenu, sous réserve du cas où il serait bénéficiaire d'un permis de fouilles, de le remettre dans un délai de quinze jours soit à un agent du service des antiquités et arts, soit aux autorités administratives les plus proches. Il lui est délivré un reçu constatant cette remise et l'objet est transmis au plus tôt au siège du service des antiquités et arts, à Tunis.

**29.** En cas de découverte d'un trésor de monnaies, remise en doit être faite dans un délai de cinq jours. Est estimée trésor de monnaies toute trouvaille comprenant un minimum de dix pièces.

**30.** Celui qui, n'étant pas porteur d'un permis de fouilles, se conforme aux prescriptions des articles 28 ou 29, reçoit, à titre de prime, le quart des objets trouvés. Si le Directeur du service des antiquités et arts estime opportun de conserver les objets constituant ce quart, l'inventeur reçoit en argent la valeur de ces objets ; si les antiquités ne sont pas partageables, l'inventeur reçoit de même en argent le quart de leur valeur. A défaut d'entente sur le partage ou l'évaluation, la solution du litige est confiée à l'un des conservateurs des musées de la Régence choisi par l'inventeur.

**31.** Celui qui, ayant découvert un objet antique, n'en avise pas le Directeur du service des antiquités et arts est passible d'une amende de cinquante à mille francs ; en cas de découverte d'un trésor, l'amende peut être élevée à cinq mille francs.

En outre, le délinquant ne peut bénéficier des prescriptions contenues dans l'article 30 du présent décret.

**32.** L'antiquité qui a fait l'objet de la contravention prévue à l'article 31 est saisie en quelques mains qu'elle se trouve par les agents du service des antiquités et arts, par les agents de police ou la gendarmerie ou, à leur défaut, par les autorités locales.

L'objet antique saisi doit être remis ou envoyé au siège du service des antiquités et arts. Au cas où il a été vendu, donné ou échangé, il ne peut pas être revendiqué par son détenteur, sauf recours de celui-ci contre l'auteur de la contravention.

Si, l'objet antique ne peut pas être retrouvé, l'auteur de la contravention est condamné en sus de l'amende prévue à l'article 31, à rembourser à l'Etat la valeur de l'objet antique.

## TITRE V

### Des fouilles

**33.** Nul ne peut opérer des sondages, fouilles ou déblayements à l'effet de rechercher des antiquités, même dans un terrain lui appartenant, sans une autorisation que seul le Directeur du service des antiquités et arts peut accorder ou refuser.

**34.** Toute demande d'autorisation est adressée au Directeur du service des antiquités et arts. Elle doit contenir :

1° les nom, prénoms, profession et domicile du requérant ;

2° l'indicaion de la localité où le requérant se propose de faire des fouilles ;

3° l'engagement du requérant de remettre à l'un des musées de la Régence tous objets qu'il viendrait à découvrir.

Elle doit être accompagnée de pièces prouvant, sans contestation possible, le consentement aux travaux projetés de tous ceux qui, soit comme propriétaires, dévolutaires, locataires, métayers, soit comme représentants de l'Etat, de municipalités ou de collectivités, ont la propriété, la jouissance ou la gestion des terrains que le requérant désire fouiller.

**35.** Le permis de fouilles qui est détaché d'un registre à souche indique les nom, prénoms, profession et domicile de la personne qui est autorisée à pratiquer des fouilles, la localité où les fouilles peuvent être effectuées, le délai durant lequel le permis est valable.

Un permis ne peut concerner qu'une seule localité ; sa validité n'excède jamais une période de six mois, une même personne ne peut être titulaire à la fois de plus de deux permis.

**36.** Tout permis de fouilles peut être à toute époque annulé par une simple lettre recommandée du Directeur du service des antiquités et arts au bénéficiaire du permis. Cette mesure est prise en particulier toutes les fois

que la surveillance exercée par le bénéficaire sur les fouilles auxquelles il a été autorisé est jugée insuffisante par le Directeur du service des antiquités et arts.

**37.** Tous les objets trouvés doivent être remis, à l'issue des fouilles, au Directeur du service des antiquités et arts, sans que les fouilleurs puissent prétendre aux avantages accordés aux inventeurs par l'article 30.

En outre le titulaire du permis doit adresser au Directeur des antiquités un rapport exposant les résultats de ses fouilles.

**38.** Si une fouille est entreprise sans autorisation ou continuée alors que l'autorisation de fouiller a été retirée dans la forme prévue à l'artice 36, les objets qu'elle a produits sont saisis et confisqués au profit des musées de la Régence. L'auteur de la fouille est en outre passible d'une amende de cent à mille francs.

## TITRE VI

### De la vente des objets antiques

**39.** En dehors du cas prévu à l'article 40, les objets dont il est question sous l'article 3 ne peuvent être achetés ou vendus que dans la salle de vente du musée du Bardo ou dans les boutiques déclarées conformément à l'article 42.

**40.** Les objets dont il est question sous l'article 3 peuvent être vendus aux enchères :

1° Dans le cas où ils sont compris parmi les meubles d'une succession dont la licitation a été reconnue nécessaire ;

2° Dans le cas de vente par autorité de justice.

**41.** En dehors du cas prévu à l'article 40, il ne peut être vendu d'objets antiques que :

1° Par la musée du Bardo ;

2° Par les marchands d'antiquités ayant fait ou renouvelé la déclaration prévue à l'article 42 et par les employés de ces marchands agissant au nom de ceux-ci ;

3° Par les personnes ayant obtenu le certificat prévu à l'article 51.

**42.** Les marchands d'antiquités déjà pourvus de magasins au moment de la promulgation du présent décret doivent, dans le mois qui suivra cette promulgation, adresser au Directeur du service des antiquités et arts une déclaration sur papier libre portant la signature légalisée du commerçant et contenant :

1° ses nom, prénoms, lieu et date de naissance, domicile ;

2° la situation exacte du magasin où il exerce son commerce.

Est seule valable la déclaration faite par le commerçant qui a mis des antiquités en vente dans son magasin pendant le mois qui a précédé la promulgation du présent décret.

**43.** La déclaration prévue à l'article 42 doit être renouvelée chaque année dans les dix premiers jours de décembre. En cas de non renouvellement de la déclaration le marchand d'antiquités est considéré comme ayant définitivement renoncé à son commerce et toute déclaration qu'il ferait postérieurement ne pourrait être admise.

**44.** Un marchand ne peut exercer le commerce des antiquités que dans un seul magasin.

En cas d'association, les noms des associés doivent figurer sur une même déclaration et celle-ci ne pourra concerner qu'un seul magasin.

**45.** Tout changement de boutique doit être notifié par écrit au Directeur du service des antiquités et arts, dans un délai d'au moins dix jours avant l'ouverture du nouveau magasin.

**46.** Lorsque le commerçant qui a fait la déclaration prévue à l'article 42 veut se substituer une autre personne, il doit, dans un délai d'au moins dix jours avant la date fixée pour cette substitution, prévenir par écrit le Directeur du service des antiquités et arts et lui adresser une déclaration signée de la personne qui sera substituée et conforme aux prescriptions de l'article 42.

**47.** En cas de décès d'un commerçant ayant fait la déclaration, les héritiers doivent faire, dans le délai d'un mois à partir du jour du décès, une déclaration conforme aux prescriptions de l'article 42.

Faute de cette déclaration, ils sont considérés, comme ayant renoncé au commerce des antiquités.

La déclaration doit être accompagnée du récépissé accordé au défunt et le commerce des antiquités ne peut être repris qu'après délivrance du nouvel accusé de réception.

**48.** Tout marchand d'antiquités qui a été condamné pour infraction au présent décret ne peut valablement ni renouveler la déclaration prévue à l'article 42, ni bénéficier des dispositions prévues à l'article 46. Les héritiers du marchand d'antiquités qui a été

condamné pour infraction au présent décret ne peuvent valablement faire la déclaration prévue à l'article 47.

**49.** Tout marchand d'antiquités qui est sous le coup de poursuites ou poursuivi pour infraction au présent décret, ne peut bénéficier des dispositions de l'article 46 pendant la période qui s'étend entre la constatation de l'infraction et l'issue des poursuites.

**50.** Les déclarations prévues aux articles 42, 43, 44, 45, 46, 47 donnent lieu de la part du Directeur du service des antiquités et arts à des récépissés détachés d'un registre à souche ; le dernier en date de ces récépissés doit être présenté par le commerçant à toute réquisition.

Il ne peut être délivré de récépissé :

1° pour une déclaration qui ne serait pas faite dans les conditions prévues aux articles 42 et 44 ou renouvelée dans le délai prévu par les articles 43 et 47 ;

2° dans les cas prévus aux articles 48, 49 et 56.

**51.** Un marchand d'antiquités ne peut acheter les objets dont il est question sous l'article 3 que s'ils sont accompagnés d'un certificat délivré par le Directeur du service des antiquités et arts et détaché d'un registre à souche.

**52.** La délivrance du certificat a lieu dans les conditions suivantes :

1° pour les objets importés, leur détenteur doit, en les présentant à un agent du service des antiquités et arts, produire à l'appui de sa demande une pièce établissant qu'ils proviennent d'un pays autre que la Tunisie ;

2° pour les objets acquis de bonne foi antérieurement au présent décret, leur détenteur doit, dans le mois qui suivra la promulgation du présent décret, présenter les objets à un agent du service des antiquités et arts et lui remettre une déclaration signée contenant une description sommaire de ces objets ;

3° pour les objets à la propriété desquels l'Etat a renoncé en vertu de l'article 30, leur détenteur reçoit le certificat le jour où les objets lui sont abandonnés ;

4° pour les objets achetés au musée du Bardo ou attribués à un particulier à titre d'échange par le Directeur du service des antiquités et arts, le certificat est remis au moment de l'achat ou de l'échange ;

5° pour les objets achetés en vente publique dans les conditions indiquées sous l'article 40, l'acquéreur qui veut se réserver la possibilité de les aliéner doit les présenter, dans le mois qui suivra la vente publique, à un agent du service des antiquités et arts et produire à l'appui de sa demande, une pièce établissant les conditions dans lesquelles l'achat a été effectué ;

6° pour les objets achetés dans une des boutiques déclarées conformément à l'article 42, l'acquéreur qui veut les aliéner dans les conditions spécifiées à l'article 39 doit les présenter à un agent du service des antiquités et arts et produire, à l'appui de sa demande, une déclaration du marchand chez qui l'achat a été effectué : cette déclaration doit comporter une description sommaire de l'objet et l'indication de la date de l'achat.

**53.** Tout marchand doit tenir un registre où il inscrit jour par jour, en assignant à chacune un numéro d'ordre différent, toutes les antiquités venues en sa possession.

Ce registre doit mentionner pour chaque objet :

1° ses dimensions, matière, couleur, forme, décoration, état de conservation ;

2° dans la mesure du possible, le lieu où il a été trouvé ;

3° les nom, prénoms, profession et domicile de la personne qui a cédé l'objet au marchand ;

4° la date et le numéro du certificat délivré conformément à l'article 51 par le Directeur du service des antiquités et arts.

Lorsqu'un objet est cédé par le marchand, la cession est mentionnée au registre avec indication des nom, prénoms, profession et domicile de la personne à qui l'objet a été cédé.

Les pages du registre doivent être numérotées. Avant d'être mis en usage, le registre doit être paraphé et estampillé à chaque page par un agent du service des antiquités et arts et être tenu sans blancs, lacunes, ni transports en marge. Il ne peut renfermer que l'indication d'objets antiques, à l'exclusion de tous autres objets dont le marchand ferait commerce.

**54.** Le marchand d'antiquités ayant fait la déclaration prévue à l'article 42, dans le magasin duquel un objet antique est déposé ou mis en vente par une personne ayant ob-

tenu le certificat prévu à l'article 51, doit mentionner sur le registre prévu à l'article 53 ce dépôt ou cette mise en vente ; cette mention doit comprendre les mêmes indications qui sont exigées pour les objets achetés par le marchand.

Au cas où l'objet déposé ou mis en vente dans ces conditions est vendu, cette vente doit être signalée au registre avec les nom, prénoms, qualité et domicile de l'acheteur.

**55.** Tout marchand d'antiquités est soumis à son magasin, aux visites des agents du service des antiquités et arts.

Le marchand ou, à son défaut, son employé est obligé, à toute réquisition d'un agent du service des antiquités et arts de lui présenter tous les objets passant entre ses mains et le registre prévu à l'article 53.

**56.** Tout marchand d'antiquités qui refuse de se soumettre à ces prescriptions ne peut valablement ni renouveler la déclaration prévue à l'article 42, ni bénéficier des dispositions prévues à l'article 46.

**57.** Est réputé commerce illicite d'antiquités :

1° celui d'objets ne rentrant pas dans les catégories prévues à l'article 3 ;

2° celui pratiqué par quiconque ne rentre pas dans les catégories prévues à l'article 41 ;

3° celui pratiqué dans un local qui n'aurait pas été indiqué dans la déclaration prévue à l'article 42 ;

4° celui d'objets qui ne seraient pas inscrits sur le registre prévu à l'article 53 ou qui y étant inscrits, n'y seraient pas accompagnés des mentions prescrites par les articles 53 ou 54.

**58.** Lorsqu'un commerçant n'ayant pas fait la déclaration prévue à l'article 42 expose ou conserve dans un des locaux consacrés à son commerce des objets antiques, il est présumé vouloir en faire commerce et comme tel tombe sous le coup des pénalités prévues à l'article 60.

**59.** Tombe également sous le coup des pénalités prévues à l'article 60, le marchand ayant fait la déclaration prévue à l'article 42 qui garde des objets antiques en dehors du local qu'il a indiqué dans sa déclaration.

**60.** Tout objet antique dont il est fait un commerce illicite ou qui est exposé ou conservé dans les conditions indiquées sous les articles 58 et 59 est confisqué au profit des musées de la Régence, la saisie en est faite par les agents du service des antiquités et arts, les agents de police ou la gendarmerie ou, à leur défaut, par les autorités locales. Les objets saisis sont remis ou envoyés au siège du service des antiquités et arts ; ils ne peuvent pas être revendiqués par ceux qui en seraient propriétaires ou détenteurs, sauf leur recours contre les auteurs de la contravention.

**61.** Le contrevenant aux dispositions des articles 57, 58 et 59 est passible d'une amende de cent à mille francs.

En cas de récidive, il peut être condamné en outre à un emprisonnement d'un à trois mois.

**62.** En cas de commerce illicite d'antiquités, les propriétaires des établissements où le commerce illicite a eu lieu sont civilement responsables du fait de leurs employés, agents ou domestiques en ce qui concerne les amendes et dépens.

## TITRE VII

### De l'exportation des antiquités

**63.** L'exportation des objets antiques et prohibée, à moins d'une autorisation que, seul, le Directeur du service des antiquités et arts peut accorder ou refuser.

Cette autorisation ne peut être accordée que pour des objets accompagnés du certificat prévu à l'article 51.

**64.** Toute personne qui désire exporter des objets antiques doit en demander l'autorisation par écrit au Directeur du service des antiquités et arts. La demande doit contenir :

1° les nom, prénoms, profession et domicile du requérant ;

2° un inventaire et une description sommaire des objets pour l'exportation desquels l'autorisation est demandée ;

3° la date et le numéro du certificat afférent à ces objets, délivré par le Directeur du service des antiquités et arts en vertu de l'article 51.

**65.** Les objets mentionnés sur la demande doivent être transportés soit au siège du service des antiquités et arts, à Tunis, soit au musée du Bardo, où ils sont examinés.

A la suite de cet examen, si le Directeur du service des antiquités et arts estime que l'exportation des objets n'est pas préjudiciable à l'intérêt général, il délivre, contre remise du certificat prévu à l'article 51, un permis d'exporter détaché d'un registre à sou-

che. Ce permis est valable pour un mois à partir du jour où il a été délivré ; il peut être renouvelé dans des cas exceptionnels.

**66.** Le permis d'exporter est remis par l'exportateur soit au bureau des douanes, soitau bureau de poste par lequel se fait la sortie ou l'expédition. Les agents des douanes ou des postes ont le droit de vérifier si les antiquités dont l'exportation est projetée sont bien celles visées par le permis.

**67.** Tout objet antique qu'on essaie d'exporter sans qu'un permis le concernant ait été remis dans les conditions prévues à l'article 66 est saisi et confisqué au profit des musées de la Régence. Si l'objet antique n'a pu être confisqué le délinquant ou ses complices sont tenus d'en rembourser la valeur.

L'auteur du délit ou ses complices peuvent être, en outre, condamnés à une amende de cinq cents à cinq mille francs.

## TITRE VIII

### De l'exécution du présent décret

**68.** Les infractions au présent décret peuvent être constatées par tous les fonctionnaires ou agents de l'Etat tunisien.

**69.** Les autorités locales sont tenues non seulement de signaler les infractions au présent décret, mais encore de les empêcher par leur intervention directe. Les caïds et les cheikhs sont civilement responsables des dommages causés par des infractions imputables à leur négligence.

**70.** Les agents du service des antiquités et arts sont considérés comme officiers de police judiciaire pour ce qui concerne l'application du présent décret.

**71.** Tout procès-verbal constatant une infraction au présent décret doit être transmis au Directeur du service des antiquités et arts.

Les actions relatives aux infractions au présent décret sont intentées et suivies à la diligence du Directeur du service des antiquités et arts, sans préjudice des poursuites exercées d'office par le ministère public.

**72.** Les sommes payées par les délinquants sont versées à la Trésorerie générale de Tunisie. Elles sont consacrées soit à entretenir les monuments historiques, soit à rembourser le service des antiquités et arts des dépenses occasionnées par les poursuites exercées en application du présent décret et par la réparation des dommages causés aux édifices antiques.

**73** Toutes les dispositions de la législation actuellement en vigueur qui ne sont pas contraires à celles du présent décret sont maintenues.

## TITRE IX

### Dispositions transitoires

**74.** Dans le mois qui suivra la promulgation du présent décret, il suffira pour que la vente d'objets antiques, acquis de bonne foi antérieurement à cette promulgation, soit licite et par suite ne tombe pas sous le coup des dispositions prévues aux articles 60 et 61 qu'elle soit faite :

1° par un commerçant qui, au moment de la promulgation du présent décret, pratiquait dans un magasin le commerce des antiquités ;

2° dans le magasin de ce commerçant qui peut être considéré comme son principal établissement.

**75.** La déclaration faite dans le mois qui suivra la promulgation du présent décret sera, par exception, valable pour l'année en cours et pour l'année suivante.

**76.** Le marchand d'antiquités qui a fait sa déclaration n'a le droit de vendre les objets qu'il a acquis de bonne foi antérieurement au présent décret qu'après avoir, dans les conditions prévues à l'article 52, 2°, obtenu du Directeur du service des antiquités et arts un certificat les concernant et les avoir inscrits sur le registre prévu à l'article 53, mais il n'est pas tenu de mentionner les nom, prénoms, profession et domicile de la personne qui lui a cédé l'objet.

---

## 10 janvier 1920

DÉCRET *transférant aux tribunaux civils la compétence en matière d'appel contre les décisions du Directeur général des finances relatives aux patentes.*

(J. O. 28 JANVIER 1920, 148)

Vu notre décret du 31 décembre 1917 portant création d'un droit de patente sur l'exercice des commerces, industries et professions dites libérales et qui a déféré la solution des litiges auxquels peut donner lieu son application à la commission supérieure locale (créée par notre décret du 20 septembre 1917) pour statuer sur les appels

des décisions rendues en matière de contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels et supplémentaires réalisés pendant la guerre ;

Vu notre décret du 20 décembre 1919 portant suppression de la Commission supérieure locale et renvoyant devant la Commission supérieure française les appels des affaires tunisiennes en matière de contribution de guerre ;

En vue de réglementer les appels en matière de patente qui ne peuvent plus être portés devant la Commission locale supprimée et ne peuvent être davantage déférés à la Commission supérieure française qui n'est pas compétente en France en matière de patente ;

ART. 1. Les appels contre les décisions que le Directeur général des Finances est autorisé à prendre par les art. 8, 9, 10 et 11 du décret susvisé du 31 décembre 1917 en matière de taxation au droit de patente dans les cas de non déclaration ou de déclaration insuffisante du bénéfice sur lequel est basé l'impôt sont portés devant les tribunaux civils français de la Régence, s'il s'agit de justiciables des tribunaux français, et devant le tribunal de l'Ouzara, s'il s'agit de justiciables des tribunaux tunisiens.

L'appel doit être interjeté dans le délai d'un mois à courir du jour où la décision du Directeur général des Finances a été notifiée au contribuable. Il doit être signifié au Directeur général des finances par exploit d'huissier, s'il s'agit de justiciables des tribunaux français, ou au moyen d'une déclaration écrite faite au caïd de la circonscription du domicile du contribuable, s'il s'agit de justiciables des tribunaux indigènes.

L'instance est instruite et jugée suivant la procédure instituée en matière de contrainte par l'art. 32 du décret du 19 avril 1912 sur l'enregistrement.

**2.** En cas d'appel de la taxation d'office prononcée par le Directeur général des Finances en vertu des art. 8, 9, 10 et 11 du décret susvisé du 31 décembre 1917, pour non déclaration ou déclaration insuffisante du bénéfice soumis à l'impôt, il incombe au contribuable d'administrer la preuve soit de l'exactitude de sa déclaration, en cas de déclaration jugée insuffisante, soit de l'exagération de la taxation d'office, en cas de non déclaration. A cet effet, il est tenu de représenter au tribunal ses livres, registres, titres, pièces de recette et de dèpense et, d'une manière générale, tous documents se rapportant à l'exercice de son commerce, de son industrie ou de sa profession.

Pour l'accomplissement de leur mission, le Directeur général des Finances et le Tribunal peuvent avoir recours à tous les moyens d'investigation visés à l'article 8 du décret susvisé du 20 septembre 1917.

**3.** Les appels déjà interjectés au jour de la promulgation du présent décret seront déférés au Tribunal compétent, par les soins de la partie la plus diligente, pour être statué sur leur mérite par ledit tribunal suivant la procédure instituée par les art. 1 et 2 qui précèdent.

**4.** Toutes les dispositions des décrets susvisés des 31 décembre 1917 et 20 décembre 1919, non contraires à celles du présent décret, sont expressément maintenues en vigueur.

---

## 14 janvier 1920

DÉCRET *français portant application à la Tunisie de la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive et sur la libération conditionnelle* (1).

(J. O. fr. 18 JANV. 1920)

ART. 1. La loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive est applicable aux justiciables des tribunaux français de la Régence de Tunis dans ses dispositions relatives à la libération conditionnelle et au patronage (art. 1er à 9 inclus).

**2.** Les attributions confiées par l'art. 4 au Ministre de l'Intérieur sont dévolues en Tunisie au Résident général.

Les arrêtés de mise en liberté sans conditions et de révocation sont pris par le Résident général, après avis de la commission centrale de surveillance des établissements pénitentiaires de la Régence et du parquet près le tribunal ou la cour qui a prononcé la condamnation.

**3.** — Les détails d'application de la loi en Tunisie seront réglés par arrêté du Résident général aprés avis de la commission centrale de surveillance des établissements pénitentiaires de la régence.

---

(1) V. A. R. du 13 mai 1920 réglementant les conditions d'application du décret ci-dessous.

## 16 janvier 1920

ARRÊTÉ *du directeur général des Finances règlementant pour l'année* 1920 *le mode de réception des déclarations d'animaux soumis à l'impôt sur le bétail.*

(J.O. 24 JANVIER 1920, 137)

ART. 1 Les déclarations prévues par l'article 3 du décret du 21 décembre 1918 pour servir de base à l'établissement du rôle de taxe sur le bétail doivent être faites et reçues pour l'année 1920, conformément aux règles ci-après :

**I. -- Indigènes tunisiens ou assimilés**

**2.** Les indigènes tunisiens ou assimilés doivent faire leur déclaration verbalement, en personne ou par mandataire, dans le cheikhat du lieu de situation des animaux.

**3.** Les déclarations sont reçues par le cheikh, en séance publique, dans les centres et aux dates fixées par le caïd et portées huit jours au moins à l'avance à la connaissance des intéressés par voie de criées sur les marchés, d'affichage dans les bureaux des autorités locales indigènes et d'avis au Journal Officiel Tunisien. Le cheikh est assisté des notables et d'un notaire désigné par l'Administration sur la proposition du caïd.

Il est institué autant de centres de réception des déclarations que le justifie l'importance du cheikhat et les opérations peuvent, s'il est nécessaire, durer plusieurs jours.

Le caïd doit, autant que possible, se faire représenter aux opérations qui sont soumises à la surveillance du contrôleur de recensement de la circonscription et des inspecteurs de la Direction générale des Finances.

**4.** Les déclarations doivent comprendre tous les animaux imposables et non imposables qui étaient en la possession du déclarant dans le cheikhat au 1er janvier 1920.

**5.** Les déclarations sont inscrites, séance tenante, par le notaire, sur un registre spécial. Chaque formule de ce registre comprend en outre de la déclaration proprement dite, une souche et un récépissé à délivrer au déclarant.

Il est interdit aux agents de tout ordre appelés à concourir aux opérations de réception de faire usage et même de détenir, pendant les travaux, d'autres documents de quelque nature qu'ils soient, que les registres et imprimés qui leur sont remis par la Direction des Finances.

**6.** La déclaration doit indiquer : 1° les noms, prénoms, profession et adresse du ou des propriétaires ainsi que, le cas échéant, les noms et prénoms de la ou des personnes chargées de la garde et de l'entretien des animaux ; 2° le nombre d'animaux de chaque espèce possédés par le déclarant au 1er janvier 1920 en distinguant les animaux qui, à cette date, auront atteint l'âge d'imposition de ceux qui étaient encore jeunes ; la taxe n'étant due pour les porcins qu'à partir du 1er janvier qui suit le sevrage et pour les animaux des autres espèces qu'à partir du 1er janvier qui suit le commencement de la perte des dents de lait.

**7.** Chaque déclaration doit être signée par le déclarant ou s'il est illettré par le notaire rédacteur.

**8.** Les déclarations sont contrôlées par le cheikh et les notables qui s'entourent à cet effet de tous les moyens d'information nécessaires.

Lorsque le cheikh et les notables croient devoir signaler des inexactitudes, leurs observations sont portées sur la déclaration dans un cadre réservé à cet effet.

Le cheikh et les notables doivent faire d'office aux lieu et place des propriétaires absents la déclaration des animaux de ces derniers.

Lorsque toutes les déclarations du cheikhat ont été reçues le registre est clôturé par un procès-verbal inscrit au verso de la dernière souche utilisée. Ce procès-verbal signé du notaire, du cheikh, des notables et du représentant du caïd et visé, le cas échéant, par le contrôleur de recensement, relate s'il y a lieu, les incidents qui se sont produits.

Les déclarations sont ensuite transmises avec leurs souches et un relevé récapitulatif des registres utilisés, au caïd qui, après vérification, en fait l'envoi à la Direction générale des Finances assez tôt pour qu'il y parvienne avant le 15 mars 1920.

**9.** Le contrôleur de recensement doit visiter autant que possible, une ou plusieurs fois, chacune des Commissions de réception de sa circonscription. Il s'assure que la réception des déclarations s'effectue bien aux lieux et dates fixés. Il veille à la régularité des opérations. Il s'assure que les propriétaires d'animaux ont été mis à même de faire leurs déclarations et que les récépissés sont bien délivrés aux parties et sont conformes

aux souches. Il examine les réclamations qui lui sont présentées par les intéressés et vérifie séance tenante pour un certain nombre de déclarations l'exactitude des indications fournies sans préjudice de la vérification approfondie qui aura lieu ultérieurement.

Les inspecteurs de la Direction générale des Finances s'assurent de la bonne marche des vérifications confiées aux contrôleurs de recensement.

**10.** Les propriétaires ne résidant pas dans le cheikhat de situation de leurs animaux ou absents du cheikhat, au moment de la réception des déclarations, sont autorisés à établir leurs déclarations sur des formules spéciales qui sont tenues à cet effet à leur disposition dans les bureaux des caïdats et des contrôleurs de recensement et dont il leur est accusé réception.

### II. — Européens et assimilés

**11.** Les européens et assimilés doivent faire pour les animaux qu'ils possédaient au 1er janvier 1920 les déclarations contenant les mêmes indications que celles fournies par les indigènes.

Ces déclarations sont établies sur des formules spéciales tenues à leur disposition dans les bureaux de la Direction générale des Finances, du contrôle de recensement de la circonscription des caïdats, des contrôles civils ou des Affaires indigènes, de l'Enregistrement, des Douanes et des Monopoles. Elles sont déposées en double expédition, avant le 15 mars, aux bureaux sus-désignés ou il leur en est accusé réception sur l'un des doubles.

---

## 21 janvier 1920

ARRÊTÉ *du Résident Général relatif à l'élection de la Chambre d'agriculture du nord et des chambres mixtes du centre et du sud.*

(J. O. 28 JANVIER 1920, 145)

ART. **1.** L'article 2 de l'arrêté du 19 novembre 1885 ; l'article 10 de l'arrêté du 23 novembre 1905 ; et l'article 10 de l'arrêté du 20 février 1905 sont complétés ainsi qu'il suit :

Auront également le droit de figurer sur les listes électorales les anciens cultivateurs français ayant exercé pendant 9 ans au moins dans la circonscription de la Chambre et qui sont demeurés dans la Régence sans se consacrer à une autre profession.

**2.** L'art. 11 alinéa 2, de l'arrêté du 19 novembre 1895 est modifié et complété ainsi :

1re circonscription : caïdat de la banlieue de Tunis, 6 membres *(D. du 6 mars 1920)* ;

2e circonscription : caïdat de Zaghouan, 1 membre ;

3e circonscription : caïdat de Tébourba, 1 membre ;

4e circonscription : contrôle civil de Grombalia, 2 membres ;

5e circonscription : caïdat de Bizerte, 1 membre (1) ;

6e circonscription : caïdat de Mateur, 1 membre (1)

7e circonscription : caïdat de Béja, 1 membre ;

8e circonscription : caïdat de Medjez-el-Bab, 2 membres ;

9e circonscription : caïdats de Souk-el-Arba, Onled-Bou-Salem et Chihia et la Regba, 1 membre ;

10e circonscription : caïdat d'Aïn-Draham, 1 membre ;

11e circonscription : contrôles civils du Kef, de Maktar et de Téboursouk, 1 membre.

**3.** En vue des élections de 1920, une rectification aux listes électorales précédemment publiées sera établie et publiée conformément à l'article 5 de l'arrêté du 19 novembre 1895 dans un délai de 15 jours.

---

## 21 janvier 1920

DÉCRET *relatif à la constitution d'une chambre consultative des intérêts agricoles indigènes du Nord de la Tunisie.*

(J. O. 13 MARS 1920, 468)

### TITRE PREMIER

### Composition et fonctionnement de la Chambre

ART. **1.** Il est créé une Chambre consultative indigène des intérêts agricoles du Nord de la Tunisie, comprenant les caïdats dont le groupement forme les contrôles civils de Tunis, Zaghouan, Bizerte, Béja, Medjez-el-Bab, Souk-el-Arba, Tabarka, le Kef, Téboursouk, Maktar et Grombalia. Cette Chambre a son siège à Tunis. Elle se compose de 14 membres, soit un représentant par caïdat.

Ces membres seront désignés suivant les modalités prévues à l'article 2.

(1) V. détermination de la limite respective des circonscriptions de Bizerte et de Mateur par *A. du 10 mars 1920.*

**2.** Le mandat des membres de la Chambre Consultative indigène des intérêts agricoles dure six années.

Les membres sont renouvelés par moitié tous les trois ans et toujours susceptibles d'être désignés à nouveau.

Un tirage au sort déterminera, pour la première fois, les représentants qui devront faire partie de la première série sortante.

Les membres qui, sans motif légitime, se seront abstenus de répondre aux convocations, pendant deux sessions consécutives, seront déclarés démissionnaires par notre Premier Ministre, après avis de la Chambre.

De même, les membres qui, pour une cause survenue postérieurement à leur désignation, se trouvent dans un des cas d'exclusion prévus par le présent décret sont déclarés démissionnaires par notre Premier Ministre, sur le vu des pièces justificatives.

**3.** Lorsque, par décès ou démission, le nombre des membres de la Chambre Consultative indigène des intérêts agricoles est réduit d'un tiers, il en est donné avis par le Président à notre Premier Ministre. Il est pourvu aux vacances, dans le délai de deux mois, à moins que ces vacances ne surviennent dans les douze mois qui précèdent le renouvellement de la Chambre par moitié.

**4.** Le Directeur des services économiques indigènes du Gouvernement Tunisien est chargé de présider la Chambre indigène des intérêts agricoles du Nord. Il peut se faire assister ou représenter par un fonctionnaire de ses services. Il est l'organe d'exécution de la Chambre.

Il arrête, sur le vu des propositions faites, l'ordre du jour des travaux de la Chambre et fixe le jour de l'ouverture des sessions ; il met à sa disposition le local nécessaire pour la tenue des sessions.

**5.** La Chambre se réunit, sur la convocation de son Président, deux fois par an, au mois de mars et d'octobre, en sessions ordinaires qui ne peuvent durer plus de huit jours.

En dehors de ces deux sessions, la Chambre peut être convoquée en session extraordinaire par le Premier Ministre si les circonstances le rendent utile. La Chambre peut entendre, au cours de ses travaux, les personnes qu'il lui paraît utile de consulter.

Chaque année, le jour de l'ouverture de la session du mois de mars, la Chambre nomme, parmi ses membres, un secrétaire. Cette nomination a lieu, au premier tour, à la majorité absolue. Au second tour, qui a lieu de suite, le cas échéant, la majorité relative suffit et, au cas de partage égal des voix, la nomination a lieu au bénéfice de l'âge. Le secrétaire élu prend place à la droite du Président. En cas d'empêchement, il est remplacé par le doyen d'âge.

**6.** La Chambre consultative indigène des intérêts agricoles du Nord a pour attributions :

1° de donner au Gouvernement les avis et renseignements qui lui sont demandés sur toutes les questions qui intéressent l'agriculture indigène ;

2° de le renseigner sur la situation agricole de sa circonscription et de lui présenter ses vues sur toutes les questions qui intéressent l'agriculture indigène.

**7.** La Chambre consultative indigène des intérêts agricoles du Nord correspond, par son Président, avec le Secrétaire général du Gouvernement Tunisien, auquel elle envoie régulièrement copie des procès-verbaux de ses séances, pour être transmis par lui avec ses observations au Résident Général.

La Chambre peut correspondre de la même façon avec les autres Chambres indigènes des intérêts agricoles qui viendraient à être créées dans la Régence.

Le règlement organique de la Chambre peut être modifié par décret pris sur la proposition du Premier Ministre. La Chambre peut être dissoute, dans les mêmes conditions si elle contrevenait aux prescriptions du présent décret.

**8.** La Chambre consultative indigène des intérêts agricoles du Nord est reconnue comme établissement public ; elle peut, en cette qualité, acquérir, recevoir, posséder et aliéner, après y avoir été autorisée par le Premier Ministre.

**9.** La Chambre se constitue une caisse par des dons, legs, etc., approuvés par décret et par des subventions de toute nature.

**10.** La Chambre dresse, au cours de la session d'octobre, le budget des recettes et des dépenses de l'année suivante. qui ne devient définitif qu'après visa du Premier Ministre.

Dans les quatre premiers mois de chaque année, le trésorier de la Chambre présente le compte des recettes et des dépenses de

l'année précédente au Premier Ministre qui, après vérification par le Directeur général des Finances, l'approuve s'il y a lieu.

Les pièces justificatives de recettes et des dépenses sont celles qui sont exigées en vertu du décret du 12 mai 1906 sur la comptabilité publique pour les dépenses analogues des communes et des établissements publics et doivent être présentées suivant les mêmes règles et dans les mêmes formes.

L'excédent des recettes sur les charges correspondantes peut être affecté chaque année, en tout ou en partie, à un fonds de réserve destiné à faire face aux dépenses urgentes et imprévues, qui est géré par le Trésorier général, sous le contrôle du Premier Ministre et du Directeur général des Finances.

Les dispositions législatives ou réglementaires relatives à la comptabilité, au contrôle financier et aux obligations des comptables des établissements publics, sont applicables au trésorier de la Chambre indigène. Un trésorier désigné par le Président exerce ces fonctions.

## TITRE II

### Mode de nomination de la Chambre Consultative indigène des intérêts agricoles du Nord

**11.** Les membres de la Chambre consultative indigène sont choisis par le Gouvernement sur des listes de présentation dressées par les groupements indigènes suivant la procédure ci-après :

1° Il est procédé, sur instructions du Premier Ministre, visées par le Résident Général, dans chacun des caïdats qui composent le ressort de la Chambre, à une réunion par cheikhat des chefs de famille qui y exercent une profession agricole (propriétaire, locataire, métayer). Ces réunions se tiennent, dans chaque cheikhat, au bureau du Cheikh. Chacune de ces assemblées délibère suivant les formes et coutumes des anciennes Djemaas, qui réglaient les questions d'intérêts communs, l'assemblée désigne dans chaque cheikhat un délégué.

Les délégués des cheikhats doivent être tunisiens âgés de 24 ans au moins, ne pas avoir d'antécédents judiciaires.

Procès-verbal de la désignation du délégué du cheikhat est dressé, séance tenante, par deux notaires, désignés à cet effet et transmis au Secrétaire général du Gouvernement tunisien par l'intermédiaire du contrôleur civil de la circonscription.

Le secrétaire général transmet au Résident Général, avec ses observations, le résultat général de ces désignations.

2° Dans un délai de 21 jours, les délégués des cheikhats dont l'ensemble compose chaque caïdat sont réunis au chef-lieu de caïdat, en présence du contrôleur civil ou de son délégué et du caïd, et désignent dans leur sein, au scrutin de liste, quatre candidats pour la Chambre consultative indigène des intérêts agricoles.

Peuvent seuls être désignés les indigènes tunisiens exerçant dans le caïdat une profession agricole, âgés de 30 ans au moins, possédant une instruction suffisante en arabe, et, si possible, en français, et n'ayant pas d'antécédents judiciaires.

Le procès-verbal de cette désignation est dressé, signé par le contrôleur civil ou son délégué et par le caïd et transmis au Secrétaire général du Gouvernement tunisien, qui transmet, avec ses observations, au Résident Général, le résultat de ces désignations.

Le Résident Général choisit un des quatre candidats proposés dans chaque caïdat et le déclare membre de la Chambre indigène.

Au cas de vacance à pourvoir, le Résident Général exerce son choix parmi les trois candidats proposés.

---

## 22 janvier 1920

DÉCRET *instituant un impôt de* 20 % *sur les cartes, bons et permis de circulation sur les chemins de fer.*

(J. O. 28 JANVIER 1920, 149)

ART. 1. A partir du 1er février 1920, les cartes, bons et permis de circulation, soit entièrement gratuits, soit avec réduction du prix des places, délivrés sur les chemins de fer de la Régence, et tous autres titres concédant les mêmes avantages, sont assujettis à un impôt égal aux 20 % de l'exemption qu'ils établissent.

**2.** Sont exempts de cette mesure les cartes, bons et permis accordés en vertu des dispositions des cahiers des charges ou des tarifs homologués, ainsi que ceux dont bénéficient les agents des réseaux, du contrôle et leurs familles.

**3.** En sont également exempts les cartes, bons et permis délivrés aux agents de l'Etat, pour l'exécution de leur service, en vertu de traités passés par application des cahiers des

charges des compagnies de chemins de fer entre les administrations de ces Compagnies et le Directeur des Travaux publics du Gouvernement Tunisien au nom des divers services de la Régence.

**4.** Les traités mentionnés à l'article 3 sont conclus par le Directeur général des Travaux publics d'accord avec le Directeur général des Finances ; ils fixent obligatoirement pour chaque catégorie d'agents, le cas échéant pour chaque agent, le ou les parcours pour lesquels le titre de réduction est accordé, ainsi que la durée de validité du titre.

Ces indications sont reportées sur le titre ; la date du traité en vertu duquel la réduction est accordée y est également inscrite.

---

## 24 janvier 1920

DÉCRET *relatif aux écoles privées.*

(J. O. 28 JANVIER 1920, 149)

ART. 1. Toute personne qui désire ouvrir une école privée en Tunisie, pour y donner un enseignement primaire, secondaire, commercial, technique ou autre quelconque, doit faire connaître par écrit son intention au Contrôleur civil et au Procureur de la République de l'arrondissement où elle a l'intention d'établir cette école.

**2.** A la déclaration adressée au Contrôleur civil doivent être jointes les pièces suivantes :

1° acte de naissance dûment légalisé ;

2° diplômes authentiques du postulant ;

3° extrait de son casier judiciaire ;

4° indication des établissements où le postulant a fait ses études, des lieux où il a résidé et des professions qu'il y a exercées pendant les dix années précédentes ;

5° plan des locaux affectés à l'établissement ;

6° indications précises et détaillées sur la nature et l'importance de l'école projetée (école mixte, école de garçons, école de filles) nombre de classes, désignations des maîtres) et sur l'enseignement qui doit y être donné (programme complet avec répartition des matières, détail des horaires, nombre d'heures hebdomadaires affectées à chaque enseignement, livres et manuels qui seront mis aux mains des élèves, etc.).

7° pour l'enseignement secondaire, certificat de stage mentionné à l'article 10 de la loi du 15 septembre 1888 ;

Si le déclarant doir ouvrir cette école pour le compte ou au nom d'une société ou association quelconque, s'il appartient lui-même à une association ou société quelconque ayant pour but l'instruction ou l'éducation il devra déposer en outre une copie des statuts de cette association avec l'indication du nom du président actuellement en fonctions.

Au cas où l'une quelconque des pièces énumérées ci-dessus ne serait pas en langue française, le texte authentique devra être accompagné de la traduction, faite par un interprète assermenté et dont la signature sera régulièrement légalisée.

Toute erreur, tout faux renseignement pourront entraîner l'annulation de la déclaration et même la fermeture de l'école, dans le cas où l'autorisation aurait été accordée.

**3.** L'enseignement de la langue française obligatoire dans toutes les écoles privées, aux termes de l'art. 1er de la loi du 15 septembre 1888, doit avoir une place précisément déterminée dans les horaires et les programmes, soumis à l'examen du Conseil de l'Instruction publique.

Cet enseignement comporte au minimum six heures de cours hebdomadaires dans les écoles primaires élémentaires et doit être organisé de telle sorte qu'au terme de la scolarité les élèves aient acquis en langue française les connaissances théoriques et pratiques prévues au programme du cours moyen des écoles publiques. Dans les établissements secondaires, primaires supérieurs ou techniques, le minimum prévu ci-dessus peut être relevé, sur avis motivé du conseil de l'Instruction publique. Dans les établissements privés d'un caractère spécial (écoles de sténographie, de commerce, de comptabilité, etc.), il appartient au conseil de déterminer à quel chiffre il y a lieu de fixer les heures d'enseignement du français.

Il peut être confié, soit à un maître français, diplômé, soit à un maître étranger pourvu de titres délivrés par l'Etat français ou par une Université française de donner l'enseignement français prévu pour son école.

Le nom et les titres du professeur de français devront être obligatoirement indiqués dans les programmes déposés.

**4.** Le contrôleur civil ne peut recevoir la déclaration que si elle est accompagnée du dossier complet indiqué à l'art. 2 ; il remet immédiatement au postulant un récépissé

de sa déclaration et la fait afficher à la porte du contrôle civil pendant un mois. Il prévient le Directeur général de l'instruction publique et des Beaux Arts, et lui adresse le dossier établi par le postulant, en y joignant son avis motivé, dans le délai d'un mois à compter du jour de la délivrance du récépissé.

Dans le même délai le Procureur de la République adresse au Directeur général de l'Instruction publique tous les renseignements qui lui paraîtront utiles, avec son avis motivé sur la suite que lui paraît mériter la demande en autorisation.

**5.** Le Directeur général de l'Instruction publique et des Beaux Arts désigne un inspecteur de l'enseignement ou un chef d'établissement d'enseignement comme rapporteur chargé d'instruire la demande en autorisation ; il lui remet le dossier, les avis du Contrôleur civil et du Procureur de la République et lui transmet toutes déclarations complémentaires écrites du postulant. Le rapporteur peut convoquer et entendre le postulant en ses explications orales. Il rend compte par écrit au Directeur général de la date où il pourra déposer son rapport.

La demande est alors portée à l'ordre du jour de la session la plus prochaine du Conseil de l'Instruction publique (1) qui fixe la procédure suivant laquelle la demande sera examinée, entend le rapporteur en ses conclusions et peut décider que le postulant sera également entendu.

Le conseil se prononce sur l'utilité et l'opportunité au point de vue scolaire, de l'école projetée, l'organisation intérieure de l'école, la capacité du Directeur, les programmes et les horaires, la convenance et l'emplacement des locaux scolaires. Il peut demander l'introduction, la suppression, le développement ou la diminution de tel ou tel enseignement et déclarer qu'avant de recevoir l'autorisation, le postulant devra s'engager à faire telle ou telle modification dans les programmes, les horaires, les locaux, les professeurs, etc.

**6.** Le conseil émet un avis favorable ou défavorable à l'autorisation. Il spécifie toutes les conditions particulières auxquelles l'autorisation peut être accordée. Le secrétaire du Conseil adresse au Directeur général de l'Instruction publique un extrait du procès-verbal de la délibération.

**7.** L'avis formulé par le conseil supérieur de l'Instruction publique peut être frappé d'appel devant le conseil des Ministres et Chefs de service, soit par l'administration académique, soit par le postulant.

**8.** Le Directeur général informe l'intéressé par lettre recommandée avec avis de réception, de l'avis émis par le Conseil de l'Instruction publique, et le cas échéant, de l'appel formé par le rapporteur de l'affaire, au nom de l'autorité universitaire.

Si l'avis favorable du conseil de l'Instruction publique a été frappé d'appel, le Directeur général fait connaître en temps utile à l'intéressé les conditions dans lesquelles le rapporteur, désigné par le conseil des Ministres et Chefs de service, pourra recevoir les explications complémentaires que l'intéressé jugerait utile de donner, par écrit ou de vive voix.

Si l'avis est défavorable, le postulant peut lui-même faire appel dans les cinq jours par une lettre recommandée au Directeur général de l'Instruction publique, à dater du jour porté sur l'avis de réception. Le Directeur général transmet l'appel au conseil des Ministres.

Le conseil des ministres règle dans chaque cas la procédure suivant laquelle l'affaire sera rapportée et jugée. Il juge en dernier ressort.

**9.** L'appel est suspensif.

En aucun cas, aucune école ne pourra être ouverte avant qu'il n'ait été statué sur l'appel, ni avant que le Directeur général de l'Instruction publique n'ait pris un arrêté d'ouverture dans les conditions indiquées à l'article 10.

**10.** Si l'avis favorable émis par le conseil de l'Instruction publique n'a pas été frappé d'appel, ou si, à la suite de l'appel porté au conseil des Ministres, cette assemblée s'est prononcée en faveur de l'ouverture de l'école, le Directeur général en informe le postulant. Celui-ci doit alors adresser une demande d'ouverture au Directeur général de l'Instruction publique ; il visera expressément dans cette demande les conditions particulières qui ont pu être posées à l'autorisation d'ouverture et il exprimera la volonté de s'y conformer loyalement.

(1) V. D. 4 fév. 1920 réorganisant le conseil de l'instruction publique.

Le Directeur général prend alors un arrêté autorisant l'ouverture de l'école et en adresse une expédition à l'intéressé, au contrôleur civil et au Procureur de la République.

**11.** Dans toutes les écoles privées, le programme des cours, les livres en usage, l'emploi du temps hebdomadaire de chaque classe, les noms et adresses des professeurs, devront être, avant le 1er octobre de chaque année, adressés à l'Inspecteur primaire de la circonscription et approuvés par lui.

**12.** Les directeurs d'écoles privées sont tenus d'adresser le 15 décembre à la Direction générale de l'Instruction publique et des Beaux arts des renseignements statistiques sur le nombre de leurs élèves et leur répartition par classes et par nationalité, ainsi que sur la composition du personnel de leur école pour l'année scolaire en cours ; ils doivent informer en temps utile la Direction générale de tous les changements qui peuvent se produire en cours d'année scolaire.

**13.** Les personnes préposées par la loi à la surveillance des écoles auront librement entrée dans tous les locaux servant à l'instruction, et en outre dans les locaux servant au logement des élèves internes. Les inspecteurs ont le droit d'assister à toutes les classes et à tous les enseignements ; ils vérifieront au cours de leurs inspections, si l'enseignement est donné dans les conditions prévues par l'arrêté d'autorisation. Ils adresseront au Directeur de l'Enseignement un rapport écrit sur leurs visites.

**14.** Outre les livres en usage et les cahiers des élèves, les inspecteurs devront toujours se faire présenter le registre du personnel prévu à l'art. 3 du décret du 2 décembre 1903.

**15.** Les administrateurs ou directeurs peuvent être passibles des peines édictées par les art. 3, 8, 9, 11 et 12 de la loi du 15 septembre 1888 et l'art. 3 du décret du 7 août 1903.

En cas de récidive dans la même faute au cours d'une même année scolaire, la fermeture de l'école peut être prononcée par arrêté du Résident général, rendu sur la proposition du Directeur général de l'Instruction publique. La réouverture est soumise aux mêmes formalités que l'ouverture.

**16.** Sont assujetties aux mêmes conditions relativement à l'ouverture, aux programmes, au personnel et à l'inspection, les écoles ouvertes dans les hopitaux, colonies agricoles, ouvroirs, orphelinats, maisons de pénitence, de refuge ou autres établissements analogues administrés par des particuliers.

**17.** Les dispositions de la loi du 15 septembre 1888 et des décrets des 7 août, 2 décembre 1903 et 20 février 1919 sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

---

## 27 janvier 1920

ARRÊTÉ *du Résident général créant un diplôme d'ingénieur de l'école coloniale d'agriculture de Tunis.*

(J. O. 28 JANVIER 1920 145)

ART. **1.** Il est créé un diplôme d'ingénieur de l'Ecole coloniale d'agriculture de Tunis.

**2.** Pourront seuls obtenir le titre d'ingénieur diplômé de l'Ecole coloniale d'agriculture les élèves réguliers qui auront obtenu une moyenne de 15 points dans le classement définitif, établi à la suite des examens particuliers, épreuves pratiques, examens généraux écrits, travaux de fin d'études et autres notations prévues par le règlement intérieur de l'école et qui seront présentés par le directeur de l'école sur la proposition du conseil des études.

**3.** Le même diplôme sera conféré aux anciens élèves ayant quitté l'école antérieurement à la promulgation du présent arrêté et remplissant les conditions fixées à l'article précedent.

**4.** Le diplôme d'ancien élève de l'école continuera à être délivré aux élèves qui n'auront pas obtenu le diplôme d'ingénieur, mais dont la moyenne générale de fin d'études atteindra au minimum 13 points.

**5.** Le diplôme d'ingénieur et celui d'ancien élève seront délivrés par le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

---

## 27 janvier 1920

ARRÊTÉ *du Résident général relatif à la composition de la chambre de commerce de Tunis.*

(J. O. 28 JANVIER 1920, 146)

ART. **1.** L'art. 1er de l'arrêté précité du 30 mai 1906 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« La chambre de commerce de Tunis a son siège dans cette ville et se compose de vingt-

deux membres (1) élus au scrutin de liste, par circonscription et dans les proportions ci-après :

« Contrôles civils de Tunis et Zaghouan, 16 membres,

« Contrôle civil de Grombalia, 1 membre. (*A* 12 *mars* 1920),

« Contrôle civil de Béja, 1 membre,

« Contrôle civil de Medjez-el-Bab, 1 membre. (*A* 12 *mars* 1920),

« Contrôle civil de Souk-el-Arba, 1 membre,

« Annexe de Tabarka, 1 membre,

« Contrôle civil du Kef et de Maktar et annexe de Téboursouk, 1 membre.»

L'arrêté du 10 janvier 1914 est abrogé.

**2.** L'art. 17 de l'arrêté précité du 30 mai 1906 est complété ainsi qu'il suit :

«Les listes provisoires et les listes devenues définitives par les additions ou radiations prononcées en vertu des art. 18 à 20 seront publiées au Journal Officiel. »

## 27 janvier 1920

ARRÊTÉ *du Résident général relatif à la composition de la chambre de commerce de Bizerte.*

(J. O. 28 JANVIER 1920, 146)

ART. UNIQUE. L'article 1er de l'arrêté du 28 juin 1906, déjà modifié par les arrêtés du 9 janvier 1908 et du 4 février 1910, est remplacé par les dispositions suivantes :

La chambre de commerce de Bizerte a son siège en cette ville et se compose de 12 membres élus au scrutin de liste, par circonscription et dans les proportions ci-après :

1re circonscription : Bizerte et la partie du contrôle civil de Bizerte non comprise dans les 2e et 3e circonscriptions 8 membres.

2e circonscription : centres urbains de Ferryville-Tindja et Cheikhat de Gabetna et Tania, 2 membres.

3e circonscription : caïdat de Mateur à l'exception du centre urbain de Tindja, 2 membres.

## 28 janvier 1920

DÉCRET *relatif au mode de paiement des indemnités servies par l'Etat pour pertes de loyers moratoriés et aux avances consenties aux intéressés par la Société de prévoyance des fonctionnaires.*

(J. O. 25 FÉVRIER 1920, 377)

ART. 1. Les indemnités allouées aux propriétaires par application des dispositions de notre décret du 10 mars 1919 sont payables conformément aux dispositions qui suivent :

**2.** Toute indemnité égale ou inférieure à mille francs est payable en un seul terme.

Si l'indemnité est supérieure à 1.000 francs elle n'est exigible qu'en dix termes annuels, mais le premier terme ne peut être inférieur à 1.000 francs.

Le premier terme est versé dans le mois de la date de la décision statuant sur la demande en indemnité.

Il en est de même lorsque l'indemnité ne comporte qu'un seul terme.

**3.** Le premier terme (ou le terme unique, si l'indemnité est égale ou inférieure à 1.000 francs) est ordonnancé par notre Directeur général des Finances par imputation sur les crédits budgétaires ouverts à cet effet.

L'ordonnance de paiement assignée payable sur la Caisse du Trésorier Général peut être payée à toute autre caisse désignée par lui.

**4.** Notre Directeur général des Finances après avoir procédé au paiement du premier terme, pourvoit le propriétaire intéressé d'un titre de créance, nominatif et non négociable, lui permettant de percevoir les neuf autres termes, chacun de ceux-ci devant se composer d'une portion égale du solde du capital de l'indemnité et des intérêts à 5 % des termes non échus.

Il ne sera pas délivré de duplicata de titre de créance pour quelque cause que ce soit.

En cas de perte du titre le bénéficiaire ne pourra toucher sa créance, non contredite par un tiers, que lorsque l'Etat sera couvert par la déchéance contre toute revendication quelconque.

**5.** L'ordonnance de paiement et les titres nominatifs de créance délivrés par notre Directeur général des Finances bénéficient des mêmes exonérations fiscales que les obligations de la dette générale tunisienne.

En conséquence, ces titres ne sont assujettis ni à l'impôt du timbre, ni aux taxes spéciales aux valeurs mobilières, ni, en ce qui concerne les intérêts des termes non échus, à l'impôt sur le revenu des créances établi par les décrets du 23 décembre 1918 et du 21 décembre 1919.

**6.** Les annuités des titres de créance seront soumises tant en capitaux qu'en intérêts à la prescription édictée par les ar-

(1) Le nombre des membres, porté à 20 par A. du 27 janvier, a été élevé à 22 par *A. du 12 mars* 1920.

ticles 43 et suivants du décret du 12 mars 1883.

**7.** Les annuités décomptées aux titres de créance seront, chacune à son échéance propre, payées contre quittance régulière, sous réserve des oppositions, cessions et transports pouvant les grever, par le Trésorier général de Tunisie ou l'agent des Finances qu'il aura désigné pour payer à sa place, sur la présentation par le titulaire de son titre de créance. Les sommes dues à chaque échéance en capital et en intérêts feront l'objet, au verso du titre qui sera restitué au bénéficiaire, d'un acquit indépendant de celui que la partie prenante devra donner au Trésorier général.

Au moment du dernier paiement, le titre de créance sera retiré des mains du bénéficiaire.

**8.** Toutes saisies-arrêts ou oppositions, toutes significations de délégations, cessions ou transports des indemnités de l'espèce devront être signifiées au Trésorier général dans les formes prévues par la législation sur la comptabilité publique de l'Etat en Tunisie et, notamment, par les articles 6, 7 et 8, du décret du 1er août 1898, 50 et 51 de notre décret du 12 mars 1906.

**9.** La Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens est autorisée à faire aux bénéficiaires de titres de créance, sur leur demande, au taux d'intérêt de six pour cent par an, des avances sur le montant des termes non échus faisant l'objet de leurs titres de créance et non grevés, au profit de tiers, d'oppositions, cessions, délégations, ou transports. La société de prévoyance substituée ainsi aux droits des bénéficiaires, percevra en leurs lieu et place, en principal et intérêts, à leurs échéances respectives, les termes qu'elle leur aura avancés.

## 29 janvier 1920

DÉCRET *rendant applicable aux condamnés des tribunaux tunisiens la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle* (1).

(J. O. 25 FÉVRIER 1920, 378)

Vu le décret français du 14 janvier 1920:

« ART. 1. La loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive est applicable aux justiciables des tribunaux français de la Régence de Tunis dans ses dispositions relatives à la libération conditionnelle et au patronage (articles 1 à 9 inclus).

(1) V. A. R. du 13 mai 1920 réglementant les conditions d'application du décret ci-dessus.

« 2. Les attributions confiées par l'article 4 au Ministre de l'Intérieur sont dévolues au Résident Général.

« Les arrêtés de mise en liberté sous condition et de révocation sont pris par le Résident Général, après avis de la Commission Centrale de surveillance des établissements pénitentiaires de la Régence et du Parquet près le Tribunal ou la Cour qui a prononcé la condamnation.

« 3. Les détails d'application de la loi en Tunisie seront réglés par arrêté du Résident Général après avis de la Commission Centrale de surveillance des établissements pénitentiaires de la Régence. »

ART. UNIQUE. Les dispositions législatives et réglementaires ci-dessus rapportées sont applicables aux justiciables de nos tribunaux.

## 2 février 1920

ARRÊTÉ *du Résident Général relatif à l'inscription des anciens agriculteurs sur les listes électorales du 1er collège de la Conférence consultative.*

(J. O. 4 FÉVRIER 1920, 223)

ART. 1. L'article 6, alinéa 3 de l'arrêté du 2 janvier 1905 est ainsi modifié :

« Le premier collège comprend les propriétaires ou usufruitiers de fonds ruraux, ainsi que le personnel des exploitations rurales, ouvriers et employés agricoles de toutes catégories ; peuvent également faire partie du premier collège, sur leur demande, les anciens cultivateurs français ayant exercé pendant 9 ans au moins dans la Régence sans se consacrer à une autre profession ».

## 4 février 1920

DÉCRET *réorganisant le conseil de l'instruction publique.*

(J. O. 14 FÉVRIER 1920, 322)

ART. 1. Le conseil de l'Instruction publique comprend :

le Directeur général de l'Instruction publique et des Beaux Arts, président ;

le Président du Tribunal de Tunis ;

le Procureur de la République à Tunis ;

le directeur de l'école supérieure de langue et de littérature arabes ;

le chef du service de l'enseignement secondaire à la Direction générale ;

le proviseur du Lycée Carnot ;

le directeur du Collège Sadiki ;
la directrice de Lycée Armand Fallières ;
l'inspecteur délégué à la Direction générale;
un inspecteur de l'enseignement primaire, désigné par le Directeur général ;
le directeur de l'école normale d'instituteurs ;
la directrice de l'école normale d'institutrices ;
un directeur et une directrice, désignés par le Directeur général de l'Instruction publique et choisis parmi les directeurs et directrices des établissements suivants : Collège Alaoui, Ecole Emile-Loubet, Petit Lycée Jules-Ferry, Ecole Paul-Cambon ;
l'inspecteur des écoles coraniques et de l'enseignement arabe donné dans les écoles primaires ;
deux membres de l'enseignement privé désignés par le Résident général sur la proposition du Directeur général de l'Instruction publique et des Beaux Arts ;
un membre de la section française et un membre de la section indigène de la Conférence Consultative, élus par leurs collègues ;
deux professeurs des lycées et collèges de garçons, l'un de l'ordre des lettres, l'autre de l'ordre des sciences, et un professeur (dame) du lycée de jeunes filles représentant l'enseignement secondaire, élus par leurs collègues ;
un professeur (homme) d'école normale, d'école primaire supérieure ou d'école technique et un professeur (dame) d'école normale, d'école primaire supérieure ou d'école technique, représentant l'enseignement des écoles normales, primaires supérieures et techniques, élus par le personnel de ces établissements d'enseignement ;
trois instituteurs et trois institutrices représentant l'enseignement primaire, élus par leurs collègues.

En ce qui concerne les représentants élus du personnel enseignant un arrêté du Directeur général de l'Instruction publique déterminera pour chaque catégorie les règles relatives à la composition du collège électoral, ainsi que les modalités de l'élection.

**2.** Les membres du conseil de l'Instruction publique désignés ou élus le sont pour quatre ans. Toutefois, les membres appartenant à la Conférence consultative sont élus chaque année par cette assemblée.

**3.** Sont éligibles les fonctionnaires âgés de 30 ans et ayant dix années de services, dont cinq en Tunisie.

**4.** Le conseil de l'Instruction publique se réunit une fois par an sur la convocation du Directeur général. Il donne son avis sur les questions dont il peut être saisi par l'administration, notamment sur les réformes à introduire dans les programmes et le fonctionnement des établissements scolaires.

Dans les affaires qui intéressent un établissement déterminé, le Directeur général peut appeler le chef de cet établissement ou l'un des fonctionnaires qui y exercent, à assister aux séances du conseil, mais avec voix consultative seulement.

Pour l'étude des questions ci-dessus mentionnées, le Conseil peut constituer une section permanente choisie parmi les membres du conseil de l'Instruction publique qui appartiennent à l'enseignement.

Cette section peut être également chargée d'examiner, le cas échéant, les projets concernant le statut du personnel qui lui seraient soumis par le Directeur général de l'Instruction publique.

**5.** Le Conseil de l'instruction Publique instruit les affaires disciplinaires relatives aux membres de l'enseignement privé. Il prononce sur les poursuites dirigées contre eux dans les cas déterminés par les décrets des 15 septembre 1888, 2 décembre 1903, 20 février 1919 et 24 janvier 1920.

**6.** En ce qui concerne les demandes d'ouverture d'école privée, le Conseil en est saisi et en délibère dans les conditions prévues par les art. 5, 6 et 7 du décret du 24 janvier 1920.

Il peut notamment, s'il le juge utile, charger une commission prise dans son sein de procéder à un examen préalable de l'affaire.

Dès que l'affaire est en état, le conseil est réuni en session extraordinaire, sur convocation du Directeur général de l'Instruction publique.

**7.** La présence de la moitié plus un des membres du Conseil est indispensable pour la validité de ses opérations.

Lorsqu'il s'agit de voter sur une demande d'ouverture d'école privée, le vote a lieu au scrutin secret, à la majorité absolue des membres présents ;

En cas de partage des voix celle du président est prépondérante.

En cas d'empêchem
désigner un des mem
exercer la présidence d
pléant du président
pondérante en cas de

**8.** Les dispositions
sur la matière sont a
ont de contraire au pr

---

**6 févri**

DÉCRET *rendant appl*
*établissant une carte*
*et représentants de c*

(J. O. 14 FÉVI

ART. **1.** Sont applic
française du 8 octobr
carte d'identité profe
voyageurs et des repré
et le décret présiden
suivant, portant règle
publique pour l'appl

En conséquence et sous réserve de l'application des dispositions de l'art. 4 du présent décret, toute personne exerçant en Tunisie la profession de voyageur ou de représentant de commerce est tenue de justifier, dans un délai de trois mois à dater de la publication du présent décret, de la possession d'une carte d'identité professionnelle.

**2.** La délivrance en Tunisie (1) de cette carte d'identité est subordonnée à la production par les intéressés d'un récépissé, dûment visé au contrôle de la Direction générale des finances, constatant le versement à la caisse du Trésorier général de Tunisie, ou à l'une des caisses des receveurs financiers, du droit annuel de dix francs prévu par l'art. 6 de la loi et par l'art. 4 du décret susvisé. Cette perception s'opère au profit du Trésor tunisien, qui supporte les dépenses auxquelles donnent lieu l'établissement et la délivrance des dites cartes.

**3.** Les attestations des maisons représentées, produites par les intéressés conformément à l'art. 2 de la loi susvisée, doivent, lorsque ces maisons ou leur principal établissement sont situés en Tunisie, être visées par la chambre de commerce ou la chambre mixte de la région.

**4.** Seront considérés comme ayant satisfait aux prescriptions du présent décret

(1) Délivrance par les contrôleurs civils, *A. R.* 15 *févr.* 1920.

ARTICLE UNIQUE. — Est complété ainsi qu'il suit l'article 4 du décret du 6 février 1920 qui a rendu applicable en Tunisie la loi française du 8 octobre 1919 établissant une carte d'identité professionnelle à l'usage des voyageurs et représentants de commerce.

« Seront considérés comme ayant satisfait aux prescriptions du « présent décret et par suite dispensés de lever en Tunisie une nou- « velle carte, les voyageurs et représentants de commerce munis de « la carte d'identité professionnelle délivrée en France, aux colonies, « dans les pays de protectorat ou à l'étranger, en vertu de la loi sus- « visée, *ainsi que les voyageurs et représentants de commerce ressor- « tissants des Etats ayant adhéré à la Convention Internationale de « Genève du 3 novembre* 1923 *relative à la simplification des for- « malités douanières, qui sont munis, à leur arrivée en Tunisie, d'une « carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes de leur « pays* ».

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Tunis, le 27 août 1929. (J.O. 18 7bre)

professionnelle d'identité valable dans les conditions prévues aux articles suivants.

**2.** La carte d'identité professionnelle sera signée du titulaire et indiquera son signalement descriptif, ses nom, prénoms, date et lieu de naissance, sa nationalité originaire et acquise s'il y a lieu, ainsi que son domicile. La carte portera, en outre, la photographie du titulaire oblitérée par le sceau de l'autorité qui l'aura délivrée. Toutes pièces d'état-civil utiles devront être fournies à l'appui de ses déclarations par le requérant. Ce dernier devra également produire l'attestation écrite des producteurs, industriels ou commerçants qui l'emploient. Cette attestation sera visée par la chambre de commerce dans le ressort de laquelle se trouvera la maison représentée ou son principal établissement. La production de cette attestation sera mentionnée sur la carte professionnelle d'identité.

**3.** Si la maison représentée est située aux colonies ou en pays de protectorat, les déclarations de l'établissement employeur devront être visées par les fonctionnaires désignés à cet effet par le gouverneur général, le gouverneur ou le résident supérieur.

**4.** Si la maison représentée est étrangère et n'a pas de succursale en France, les déclarations de l'établissement employeur devront être visées par l'agent

En cas d'empêchement, le président peut désigner un des membres du conseil pour exercer la présidence de l'assemblée. Le suppléant du président a également voix prépondérante en cas de partage des voix.

**8.** Les dispositions des décrets antérieurs sur la matière sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

---

### 6 février 1920

DÉCRET *rendant applicable la loi française établissant une carte d'identité des voyageurs et représentants de commerce.*

(J. O. 14 FÉVRIER 1920, 323)

ART. **1.** Sont applicables en Tunisie la loi française du 8 octobre 1919 établissant une carte d'identité professionnelle à l'usage des voyageurs et des représentants de commerce, et le décret présidentiel du 29 novembre suivant, portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi.

En conséquence et sous réserve de l'application des dispositions de l'art. 4 du présent décret, toute personne exerçant en Tunisie la profession de voyageur ou de représentant de commerce est tenue de justifier, dans un délai de trois mois à dater de la publication du présent décret, de la possession d'une carte d'identité professionnelle.

**2.** La délivrance en Tunisie (1) de cette carte d'identité est subordonnée à la production par les intéressés d'un récépissé, dûment visé au contrôle de la Direction générale des finances, constatant le versement à la caisse du Trésorier général de Tunisie, ou à l'une des caisses des receveurs financiers, du droit annuel de dix francs prévu par l'art. 6 de la loi et par l'art. 4 du décret susvisé. Cette perception s'opère au profit du Trésor tunisien, qui supporte les dépenses auxquelles donnent lieu l'établissement et la délivrance des dites cartes.

**3.** Les attestations des maisons représentées, produites par les intéressés conformément à l'art. 2 de la loi susvisée, doivent, lorsque ces maisons ou leur principal établissement sont situés en Tunisie, être visées par la chambre de commerce ou la chambre mixte de la région.

**4.** Seront considérés comme ayant satisfait aux prescriptions du présent décret et, par suite, dispensés de lever en Tunisie une nouvelle carte, les voyageurs et représentants de commerce munis de la carte d'identité professionnelle délivrée en France, aux colonies, dans les pays de protectorat ou à l'étranger, en vertu de la loi susvisée.

**5.** Notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et Notre Directeur général des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret. Ils sont autorisés à prendre tous arrêtés réglementaires en vue de son application.

---

LOI *établissant une carte d'identité professionnelle à l'usage des voyageurs et représentants de commerce.*

ART. **1.** Toute personne exerçant, sur le territoire français, la profession de voyageur ou de représentant de commerce, est tenue de justifier de la possession d'une carte professionnelle d'identité établie dans les conditions prévues aux articles suivants.

**2.** La carte d'identité professionnelle sera signée du titulaire et indiquera son signalement descriptif, ses nom, prénoms, date et lieu de naissance, sa nationalité originaire et acquise s'il y a lieu, ainsi que son domicile. La carte portera, en outre, la photographie du titulaire oblitérée par le sceau de l'autorité qui l'aura délivrée. Toutes pièces d'état-civil utiles devront être fournies à l'appui de ses déclarations par le requérant. Ce dernier devra également produire l'attestation écrite des producteurs, industriels ou commerçants qui l'emploient. Cette attestation sera visée par la chambre de commerce dans le ressort de laquelle se trouvera la maison représentée ou son principal établissement. La production de cette attestation sera mentionnée sur la carte professionnelle d'identité.

**3.** Si la maison représentée est située aux colonies ou en pays de protectorat, les déclarations de l'établissement employeur devront être visées par les fonctionnaires désignés à cet effet par le gouverneur général, le gouverneur ou le résident supérieur.

**4.** Si la maison représentée est étrangère et n'a pas de succursale en France, les déclarations de l'établissement employeur devront être visées par l'agent

(1) Délivrance par les contrôleurs civils, *A. R.* 15 *févr.* 1920.

[illegible] générale à la prohibition d'importation du jus d'ananas;

D'accord avec M. le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation aux prohibitions d'importation édictées par le décret du 12 août 1920, le jus d'ananas (Ex. n° 173 bis du Tarif) pourra jusqu'à nouvel avis, être importé sans autorisation préalable.

ART. 2. — Le Directeur des Douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Tunis, le 14 septembre 1929.

P[r] le Directeur général des Finances et p. o.,
*Le Directeur général adjoint,*
SOUBRANE.

Vu :
Tunis, le 14 septembre 1929

consulaire français dans le ressort duquel se trouvera la maison étrangère ou son principal établissement.

**5.** Les cartes d'identité professionnelles seront délivrées :

En France, par l'autorité préfectorale du domicile du requérant ;

Aux colonies et dans les pays de protectorat, par les fonctionnaires désignés à cet effet par le gouverneur général, le gouverneur ou le résident supérieur ;

A l'étranger par l'agent consulaire dans le ressort duquel habite le voyageur ou le représentant de commerce.

**6.** La carte d'identité professionnelle devra être renouvelée tous les ans, dans les conditions fixées aux articles précédents

Toutes modifications apportées aux déclarations consignées à la carte d'identité professionnelle doivent être l'objet d'une déclaration faite au moment du renouvellement.

La délivrance des cartes d'identité professionnelles donnera lieu à la perception d'un droit annuel de 10 francs au profit de l'Etat.

**7.** Toute personne qui aura exercé la profession de voyageur ou représentant de commerce sur le territoire français sans pouvoir justifier de la possession régulière de la carte d'identité professionnelle établie par la présente loi, ou qui sciemment aura fait des déclarations inexactes pour obtenir la délivrance de ladite carte, sera punie d'une amende de cinquante à deux cents francs (50 à 200 francs) et, en cas de récidive, de deux cents à deux mille francs (200 à 2.000 francs).

Les mêmes pénalités seront applicables à toute personne convaincue d'avoir délivré des attestations ou certificats de complaisance.

L'art. 463 du code pénal est applicable aux infractions prévues par la présente loi.

**8.** Un délai de trois mois, à dater de la promulgation de la présente loi est accordé à tous les voyageurs ou représentants de commerce exerçant leur profession sur le territoire français pour se conformer aux dispositions qui précèdent.

**9.** La présente loi est applicable à l'Algérie, aux colonies et aux pays de protectorat.

**10.** Un décret fixera la forme et les dimensions de la carte d'identité professionnelle, ainsi que les détails d'application de la présente loi.

---

## 9 février 1920

DÉCRET *accordant la personnalité civile au Comité central ainsi qu'aux trois offices supérieurs des pupilles de la nation.*

(J. O. 3 MARS 1920, 416)

ART. **1.** Le Comité central des pupilles de la nation et les trois offices supérieurs français, musulman et israélite constituent chacun un établissement public doté de la personnalité civile et rattaché à la Direction générale de l'Instruction publique et des Beaux Arts.

**2.** Les ressources du comité central comprennent notamment :

1° la quote-part qui lui sera attribuée sur les crédits alloués par le Parlement français aux pupilles de la nation, sur le produit des dons et legs faits à l'Office national des pupilles de la nation de Paris sans affectation à un office déterminé.

2° les subventions de l'Etat ou le produit des cotisations, dons et legs à lui faits sans affectation spéciale ;

Les ressources de chacun des offices supérieurs se composent notamment :

1° des subventions qui peuvent lui être accordées par les communes, par des personnes ou associations privées ;

2° du produit des dons et legs faits directement à l'office supérieur et dont il aura la libre disposition en capital et intérêts ;

3° de la quote-part qui lui sera attribuée sur les fonds du comité central de Tunisie des pupilles de la nation.

**3.** Les recettes sont liquidées, suivant le cas, soit par le président du comité central, soit par le président de l'office supérieur qui est également chargé de l'établissement des titres de recette.

**4.** Les dépenses sont engagées, suivant le cas, par le président du comité central ou par le président de l'office supérieur dans la limite des crédits ouverts.

C'est également lui qui mandate les dépenses au profit des intéressés.

**5.** Les opérations de recettes et de dépenses de chacun de ces organismes sont effectuées par le Trésorier général de Tunisie qui est chargé seul et sous sa responsabilité de faire toutes diligences pour assurer la rentrée de leurs revenus et créances, legs, dona-

tions et autres ressources et qui présentera une comptabilité spéciale de ces opérations.

Toutefois, si les opérations prennent une importance particulière, un agent comptable spécial pourra être nommé par décret sur la proposition de notre Directeur général des Finances et de notre Directeur général de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Cet agent sera justiciable de la Cour des comptes française et soumis aux vérifications des inspecteurs de la Direction générale des Finances.

Les comptables des divers services du Protectorat prêteront leur concours pour l'encaissement des ressources revenant aux organismes prévus par le présent décret et pour le paiement, sur le visa du Trésorier général de Tunisie et pour son compte, des mandats émis par le comité central et les offices supérieurs des pupilles de la nation.

**6.** Les fonds libres de ces organismes sont versés en compte-courant, sans intérêts, à la Trésorerie générale de Tunisie ; ils sont insaisissables.

**7.** L'excédent des recettes sur les dépenses pourra être attribué à un fonds de réserve dont le comité central ou l'Office supérieur aura la propriété. Le fonds de réserve sera pris en dépôt et géré par le Trésorier général de Tunisie sous le contrôle du comité central ou, suivant le cas, de l'office supérieur et de notre Directeur général des Finances. Les sommes appartenant à ce fonds devront être placées en valeurs de l'Etat français ou tunisien ou garanties par l'un ou l'autre Etat.

**8.** Les dispositions législatives ou réglementaires relatives au mode de recouvrement et de poursuites des créances, droits et produits, à la gestion financière, à la comptabilité, au contrôle financier et aux obligations des comptables des établissements publics dont le budget est publié en annexe de celui de l'Etat sont applicables au comité central des pupilles de la nation et aux offices supérieurs.

---

## 10 février 1920

DÉCRET *relatif à la liquidation des séquestres de guerre.*

(J. O. 28 FÉVRIER 1920. 391)

ART. **1.** La loi française du 7 octobre 1919 ordonnant la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre et le décret présidentiel du 23 octobre suivant réglementant l'application de la dite loi sont applicables en Tunisie.

**2.** Le droit de préemption dévolu à l'Etat français et spécifié à l'article 2 de la loi du 7 octobre 1919 sera exercé en Tunisie, au nom de l'Etat français, par le Trésorier général de Tunisie par application du décret présidentiel du 6 janvier 1916.

**3.** Notre Gouvernement aura le droit de revendiquer pour son compte ou pour celui des établissements publics et des communes de la Régence, s'il le juge utile, la rétrocession des biens situés en Tunisie préemptés par le Trésorier général, dans les conditions spécifiées au 2e alinéa de l'article 2 de la loi du 7 octobre 1919.

---

## 11 février 1920

DÉCRET *modifiant celui du 29 juin 1886 sur l'état-civil en Tunisie.* (1)

(J. O. 25 FÉVRIER 1920, 383)

ART. **1.** L'article 14 du décret du 29 juin 1886 est ainsi modifié : Toute personne pourra, sauf l'exception prévue ci-après, se faire délivrer par les dépositaires des registres de l'état-civil des copies des actes inscrits sur les registres. Les copies délivrées conformes aux registres, portant en toutes lettres la date de leur délivrance, et revêtues de la signature et du sceau de l'autorité qui les aura délivrées, feront foi jusqu'à inscription de faux. Toutefois, lorsqu'il y aura lieu de les produire devant les autorités étrangères, elles devront, en outre, sauf conventions internationales contraires, être légalisées par le Président du Tribunal de première instance ou son délégué.

A l'exception de l'enfant, de ses ascendants et descendants en ligne directe, de son conjoint, de son tuteur ou de son représentant légal, s'il est mineur ou en état d'incapacité et du Procureur de la République, nul ne pourra obtenir une copie conforme d'un acte de naissance autre que le sien, si ce n'est en vertu d'une autorisation délivrée sans frais par le juge de paix de la circonscription où l'acte a été reçu et sur la demande écrite de l'intéressé.

Si cette personne ne sait ou ne peut signer cette impossibilité est constatée par

(1) V. D. du 26 décembre 1919 rendant l'état-civil obligatoire en Tunisie et D. 1er septembre 1920 en note sous le précédent.

l'officier de l'état civil ou le commissaire de police qui atteste, en même temps, que la demande est faite sur l'initiative de l'intéressé.

En cas de refus, la demande sera portée devant le Président du Tribunal civil de 1re instance qui statuera par ordonnance de référé.

Les dépositaires des registres seront tenus de délivrer à tout requérant des extraits indiquant sans autres renseignements l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe de l'enfant, les prénoms qui lui ont été donnés, les noms, prénoms, professions et domicile des père et mère, tels qu'il résultent des énonciations de l'acte de naissance ou des mentions contenues en marge et reproduisant la mention prévue par l'art. 3 du décret du 6 avril 1898.

Il pourra être délivré des extraits qui contiendront, outre le nom du lieu où l'acte a été dressé, la copie littérale de cet acte et des mentions et transcriptions mises en marge, à l'exception de tout ce qui est relatif aux pièces produites à l'officier de l'état civil qui l'a dressé et à la comparution des témoins. Ces extraits feront foi jusqu'à inscription de faux.

**2.** L'article 25 du décret du 29 juin 1886 est ainsi modifié :

Avant la célébration du mariage, l'officier de l'état civil fera une publication par voie d'affiche à la porte de l'immeuble où est établi ce service. Cette publication énoncera les prénoms, noms, professions, domicile et résidence des futurs époux, leur qualité de majeur ou de mineur, ainsi que le lieu où le mariage devra être célébré. Elle sera transcrite sur un seul registre, coté et paraphé, comme il est dit à l'article 10 et déposé à la fin de chaque année au greffe du tribunal de l'arrondissement.

**3.** L'article 26 du décret du 29 juin 1886 est ainsi modifié :

L'affiche prévue en l'article précédent restera apposée pendant dix jours (10) à la porte de l'immeuble où est établi le service de l'officier de l'état civil.

Si l'affichage est interrompu avant l'expiration de ce délai, il en sera fait mention en marge de la transcription prévue à l'article précédent.

Le mariage ne pourra être célébré avant le 10e jour depuis et non compris celui de la publication.

Si le mariage n'a pas été célébré dans l'année à compter de l'expiration du délai de la publication, il ne pourra l'être qu'après une nouvelle publication faite dans la forme ci-dessus.

Le Procureur de la République dans la circonscription duquel sera célébré le mariage peut dispenser pour des causes graves de la publication et de tous délais.

**4.** L'article 30 du décret du 29 juin 1886 est ainsi modifié :

Si la publication a été faite par plusieurs officiers de l'état civil, chacun d'eux transmettra sans délai à celui d'entre eux qui doit célébrer le mariage un certificat constatant qu'il n'existe point d'opposition.

**5.** L'article 34 de décret du 29 juin 1886 est ainsi modifié :

L'acte authentique, s'il est requis, du consentement des père et mère, ou aïeuls ou aïeules ou, à leur défaut celui du conseil de famille, contiendra les prénoms, noms, professions, nationalités et domiciles du futur époux et de tous ceux qui auront concouru à l'acte, ainsi que leur degré de parenté.

Lorsque le consentement sera requis, des père et mère ou des aïeuls ou aïeules, l'acte pourra en être donné devant l'officier de l'état civil du domicile ou de la résidence de l'ascendant.

**6.** L'article 37 du décret du 29 juin 1886 est ainsi modifié :

Le jour désigné par les parties, après les délais de publication, l'officier de l'état civil dans la maison où est établi son administration, en présence de deux témoins, parents ou non parents, fera lecture aux parties des pièces ci-dessus mentionnées relatives à leur état et aux formalités du mariage.

Si les parties sont de nationalité française il sera également fait lecture des articles 212, 213 et 214 du Code civil.

Toutefois, en cas d'empêchement grave, le Procureur de la République du lieu du mariage, pourra requérir l'officier de l'état civil de se transporter au domicile ou à la résidence de l'une des parties pour célébrer le mariage. En cas de péril imminent de mort de l'un des futurs époux, l'officier de l'état civil pourra s'y transporter avant toute réquisition ou autorisation du Procureur de la République, auquel il devra ensuite, dans le plus bref délai, faire part de la nécessité de cette célébration hors de la maison

où est établi le service de l'officier de l'état civil.

Mention en sera faite dans l'acte de mariage.

L'officier de l'état civil interpellera les futurs époux et s'ils sont mineurs, leur ascendants présents à la célébration et autorisant le mariage, d'avoir à déclarer s'il a été fait un contrat de mariage et dans le cas de l'affirmative la date de ce contrat, ainsi que les noms et le lieu de résidence de celui qui l'a reçu.

Si les pièces produites par l'un des futurs époux ne concordent point entre elles quant aux prénoms ou quant à l'orthographe des noms, il interpellera celui qu'elles concernent et, s'il est mineur, ses plus proches ascendants présents à la célébration, d'avoir à déclarer que le défaut de concordance résulte d'une omission ou d'une erreur.

En cas de non-présence, les ascendants attesteront l'identité dans leur consentement donné en la forme légale. Le tribunal qui exerce les fonctions de conseil de famille donnera, s'il y a lieu, la même attestation dans un acte de consentement. En cas de décès des ascendants, l'identité sera valablement attestée pour les mineurs par le conseil de famille et pour les majeurs par leurs propres déclarations.

Il recevra de chaque partie, l'une après l'autre, la déclaration qu'elles veulent se prendre pour mari et femme, il prononcera au nom de la loi qu'elles sont unies par le mariage et il dressera l'acte de mariage sur-le-champ.

**7.** L'article 38 du décret du 29 juin 1886 est modifié comme suit :

L'acte de mariage énoncera :

1° les prénoms, noms, professions, dates et lieux de naissance, domiciles, résidences et nationalités des époux ;

2° s'ils sont majeurs ou mineurs ;

3° les prénoms, noms, professions, domiciles et nationalités des pères et mères ;

4° le consentement des pères et mères, aïeuls et aïeules et celui du conseil de famille dans le cas où ils sont requis ;

5° les prénoms et noms des précédents conjoints de chacun des époux avec les dates des faits ayant entraîné la dissolution de leurs mariages ;

6° la mention qu'il n'existe aucune opposition pouvant empêcher le mariage ;

7° la déclaration des contractants de se prendre pour époux et le prononcé de leur union par l'officier public ;

8° les prénoms, noms, professions, domiciles des témoins et leur qualité de majeur ;

9° la déclaration faite sur l'interpellation prescrite par l'article précédent, qu'il a été ou qu'il n'a pas été fait de contrat de mariage et, autant que possible, la date du contrat, s'il existe, ainsi que les nom et lieu de résidence de celui qui l'aura reçu ; le tout à peine contre l'officier de l'état civil de l'amende fixée à l'article 16.

---

## 15 février 1920

ARRÊTÉ *du Secrétaire général du Gouvernement Tunisien relatif à la communication des dossiers de procédure criminelle par les juges d'instruction de l'Ouzara.*

(J. O. 18 FÉVRIER 1920, 342)

ART. 1. A partir du 1er mars 1920, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les dossiers des procédures criminelles instruites par les juges d'instruction de l'Ouzara seront communiqués au commissaire du Gouvernement :

facultativement, toutes les fois que le commissaire du Gouvernement requerra cette communication,

et obligatoirement :

1° dans les cas où le juge d'instruction sera appelé à statuer sur une demande de mise en liberté provisoire ou sur une inculpation nouvelle ;

2° avant la décision définitive, ordonnance de renvoi, de non-lieu ou de dessaisissement.

Dans les cas de communication obligatoire, le commissaire du Gouvernement renverra le dossier dans les trois jours, avec ses réquisitions écrites.

**2.** Les ordonnances de renvoi, de non-lieu ou de dessaisissement seront toujours notifiées à l'inculpé et à son conseil, ainsi qu'à la partie civile en son domicile élu.

**3.** Le conseil de l'inculpé et celui de la partie civile auront droit à la communication du dossier de la procédure :

1° au moment de leur constitution ;

2° au moment de la communication au ministère public en vue du règlement définitif.

Dans ce dernier cas, l'ordonnance de communication au commissaire du Gouvernement sera notifiée au conseil de l'inculpé et à celui de la partie civile par lettre recommandée dont les récépissés postaux seront joints à l'ordonnance.

---

## 20 février 1920

DÉCRET *réglementant la pêche aux arts traînants.*

(J. O. 3 MARS 1920, 418)

ART. 1. L'emploi des filets traînants des deux séries est interdit pendant des périodes qui sont fixées par arrêtés du Directeur général des Travaux publics.

La zone comprise entre la terre et la ligne des fonds de vingt mètres est interdite aux filets traînants de la première série.

Il est interdit de faire usage de filets traînants à moins de cinq cents mètres des bordigues des pêcheries européennes ou indigènes, et à moins de trois milles des filets flottants employés pour la pêche des poissons migrateurs.

Les bateaux pêchant aux filets traînants doivent s'écarter et se tenir à trois milles au moins de distance de tout point sur lequel s'établiront des pêcheurs aux filets flottants.

Les filets traînants ne peuvent être employés que du lever au coucher du soleil, sauf dérogation autorisée par arrêté du Directeur général des Travaux publics.

Sont prohibés et devront être saisis les filets traînants dont la plus petite maille aura moins de $20^{m}/^{m}$ en carré.

Sont considérés comme prohibés et devront être saisis les filets traînants employés en dehors des époques, des heures et des limites réglementaires.

2. Tout armateur de bateau à voiles ou à moteur, voulant exercer la pêche aux filets traînants de la première série, doit être pourvu d'une autorisation délivrée par le Directeur général des Travaux publics.

3. Pour obtenir cette autorisation, l'armateur doit présenter, au bureau du port qu'il choisit comme port d'attache, une demande établie sur papier timbré. Cette demande doit indiquer :

1° les nom, prénoms et domicile du demandeur ;

2° le nom du ou des bateaux que l'armateur doit affecter à la pêche, le tonnage et les caractéristiques principales de ces bateaux ;

3° la composition des équipages ;

4° l'espèce de filets traînants à employer ;

A cette demande doivent être annexés :

1° la déclaration que le demandeur a pris connaissance du présent décret ;

2° l'engagement de remettre, si la demande lui en est faite par le Directeur général des travaux publics, le dixième au maximum du produit de la pêche à un étal de vente directe aux consommateurs, les prix payés à l'armateur étant égaux à ceux pratiqués le même jour à la grande criée pour les espèces de même nature.

4. Si l'autorisation est accordée, un permis spécial de pêche aux filets traînants de la première série, valable pour une campagne annuelle, est délivré à l'armateur moyennant le paiement d'une taxe de cent francs.

Ce permis peut être renouvelé par le Directeur général des travaux publics, le renouvellement étant subordonné au paiement de la taxe sus-indiquée.

5. Les infractions aux dispositions du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution seront constatées par les agents prévus à l'article 4 du décret du 15 avril 1906.

6. Ces infractions seront punies d'une amende de cent à cinq cents francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, ou de l'une de ces deux peines seulement; l'amende est appliquée autant de fois qu'il aura été relevé d'infractions distinctes sans, toutefois, que le chiffre des amendes puisse excéder deux mille francs.

En cas de récidive, dans les conditions prévues par l'article 77 du décret du 15 avril 1906, le délinquant est condamné au maximum des peines d'amende et d'emprisonnement prévues au présent article ou de l'une de ces deux peines seulement; ces peines peuvent être portées jusqu'au double.

La confiscation des filets prohibés pourra être accessoirement prononcée.

L'article 463 du Code pénal français et l'article 43 du Code pénal tunisien ne sont pas applicables aux condamnations prononcées en vertu du présent décret.

7. Les dispositions des articles 79, 80, 82 et 83 du décret du 15 avril 1906 sur la police maritime et côtière sont applicables aux infractions aux dispositions du présent décret.

**8.** En cas d'infraction aux dispositions du présent décret, le Directeur général des Travaux publics pourra, suivant la gravité de l'infraction, prononcer le retrait temporaire ou définitif du « permis spécial », sans préjudice des peines qui pourraient être prononcées par application des articles 7 et 8 du présent décret.

**9.** Sont abrogés l'article 14 du décret du 15 avril 1906, le décret du 21 juillet 1919 et toutes dispositions contraires au présent décret.

---

## 28 février 1920

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances relatif à l'impôt sur le revenu des créances, chirographaires et des dépôts et cautionnements en numéraires.*

(J. O. 12 MAI 1920, 764)

Vu le décret du 20 décembre 1919 soumettant à l'impôt de 3,50 °/° sur le revenu les intérêts, arrérages et tous autres produits des créances chirographaires, à l'exclusion de toute opération commerciale ne présentant pas le caractère juridique d'un prêt, des dépôts de sommes d'argent à vue ou à échéance fixe quel que soit le dépositaire et quelle que soit l'affectation du dépôt, des cautionnements en numéraire ;

Vu l'article 5 du décret déclarant applicables à l'impôt exigible sur les bénéfices, intérêts et tous autres produits visés par le présent décret, toutes les dispositions et sanctions du décret du 23 décembre 1918;

Vu l'article 6 du décret autorisant le Directeur général des finances à pourvoir à son exécution par voie d'arrêtés réglementaires.

ART. **1.** L'impôt de 3,50 °/° établi par le décret susvisé du 20 décembre 1919 est versé au service de l'enregistrement qui en délivre récépissé à souche par les personnes et dans les formes spécifiées aux articles qui suivent.

### TITRE I
### Impôt sur les intérêts des créances chirographaires

**2.** L'impôt de 3,50 °/° est exigible sur les intêrets perçus en Tunisie de toutes les créances civiles chirographaires, quelle qu'en soit la cause et quel que soit le contrat qui leur a donné naissanse.

Sont en conséquence atteints par cet im-impôt :

1° les intérêts de sommes dues en vertu de ventes mobilières ou immobilières, de billets simples non négociables à moins qu'ils ne soient causés valeur reçue en marchandises, de billets à ordre causés valeur reçue en espèces, de créances résultant de cessions ou de paiements par subrogation, de créances résultant de condamnations judiciaires quand elles sont productives d'intérêts, etc.;

2° les intérêts encaissés sur les prêts et avances garantis ou non par des titres ou des nantissements d'objets mobiliers, consentis à des clients français, tunisiens ou étrangers autres que les sociétés civiles ou commerciales françaises, tunisiennes ou étrangères à l'exclusion des sociétés en nom collectif,visées par l'article 3 du décret du 23 dècembre 1918.

L'impôt n'est pas dû sur les intérêts des opérations commerciales ne présentant pas le caractère juridique d'un prêt.

**3.** Les dispositions des articles 11 à 16 de l'arrêté du Directeur général des Finances du 30 mai 1919 relatives à l'impôt de 3,50 sur les arrérages des rentes d'enzel et les intérêts des créances hypothécaires ou privilégiées gagées sur des immeubles situés en Tunisie, sont applicables aux intérêts perçus en Tunisie directement ou par intermédiaire ou mandataire, des créances chirographaires.

**4.** L'impôt est à la charge du créancier qui perçoit ses intérêts directement ou par mandataire ; dans ce cas les obligations du créancier sont régies par les articles 5 à 10 ci-après ; l'impôt est à la charge de l'intermédiaire qui perçoit les intérêts pour le compte du créancier et dont les obligations sont alors régies par l'article 10 ci-après.

#### §er 1. — Obligations du créancier percevant ses intérêts directement ou par mandataire

**5.** Quiconque perçoit en Tunisie directement ou par mandataire, des intérêts assujettis à l'impôt de 3,50 °/° est tenu de verser en une seule fois l'impôt afférent au revenu qu'il a perçu, dans les vingt premiers jours du mois de juillet ou de janvier qui suit la perception, en accompagnant le versement d'un relevé certifié, daté et signé, dont l'administration fournit gratuitement l'imprimé et contenant les indications exi-

gées par l'article 11 de l'arrêté précité du 30 mai 1919.

**6.** L'assujetti peut comprendre les intérêts de ses créances chirographaires sur le même relevé que les arrérages de ses rentes d'enzel ou les intérêts de ses créances hypothécaires ou privilégiées.

**7.** Tout créancier de rentes d'enzel, de créances hypothécaires ou privilégiées, ou de créances chirographaires peut s'affranchir de la déclaration périodique de ses revenus annuels imposables en fournissant une fois pour toutes le relevé au bureau de l'enregistrement de son domicile en Tunisie, et s'il ne réside pas en Tunisie, au bureau de Tunis (actes civils) préposé à la perception de l'impôt sur le revenu.

Tant que la déclaration dont il s'agit n'est pas modifiée par le déclarant, l'impôt est exigible dans les vingt premiers jours de janvier de chaque année, sans que le receveur ait à rechercher si la créance existe toujours et si les revenus ont été payés au créancier . A défaut de paiement spontané par le contribuable, l'impôt exigible le 20 janvier est passible d'un intérêt de retard au taux de 6 °/° par an qui cesse de courir dès le versement volontaire ou forcé de l'impôt.

Si le contribuable acquiert de nouvelles créances, il doit en faire la déclaration au receveur sous les peines prévues par les décrets des 23 décembre 1918 et 20 décembre 1919.

**8.** Tout créancier hypothécaire, tout crédit rentier d'une rente d'enzel, tout créancier chirographaire qui ne demande pas le bénéfice de l'article 7 qui précède est tenu d'indiquer sur le relevé prescrit par l'article 11 de l'arrêté réglementaire du 30 mai 1919 et par l'article 3 du présent arrêté, dans la colonne « observations », la date du dernier paiement de l'impôt de 3 fr 50 °/° acquitté sur les intérêts des mêmes créances et les arrérages des mêmes rentes ainsi que le bureau où le paiement a été effectué.

Cette indication sera reproduite par le receveur lors de la prise en recette de l'impôt sur le registre à souche des droits et produits divers.

**9.** Tout créancier hypothécaire, tout crédit-enzéliste est tenu au paiement sans réduction de l'impôt sur ses revenus jusqu'au jour de la production au receveur de la main-levée enregistrée conformément à l'article 9, neuvième alinéa, du décret du 19 avril 1912 constatant la libération totale ou partielle de son débiteur ou le rachat de la rente.

Tout créancier chirographaire est également tenu en cas de libération totale ou partielle de son débiteur, d'en faire la déclaration au bureau de l'enregistrement de sa résidence, ou s'il ne réside pas en Tunisie, au bureau de Tunis (actes civils) préposé à la réception de l'impôt sur le revenu, dans les deux mois de la libération, sous peine d'être soumis au paiement de l'impôt sans réduction jusqu'au jour de la déclaration.

Toute déclaration de libération notifiée au receveur de l'impôt sur le revenu peut être opposée au créancier par son débiteur.

### § 2. Obligations des intermédiaires

**10.** Quiconque (banquier, escompteur, receveur de rentes, changeur, courtier, et, en général, tout intermédiaire quelle que soit sa dénomination) fait, même accidentellement, profession ou commerce de recouvrer des intérêts de créances hypothécaires, privilégiées ou chirographaires ou des arrérages de rentes d'enzel et de les faire tenir aux ayants-droits est, par le seul fait de l'exercice de cette profession, et sans qu'il ait à faire préalablement la déclaration de l'exercice de cette profession ou de ce commerce, tenu de retenir sur le montant de ses recouvrements l'impôt de 3,50 °/° dont il devient à la fois comptable et débiteur envers le Trésor tunisien à qui il doit le verser dans les formes et délais prescrits par l'article 16 de l'arrêté précité du 30 mai 1919.

## TITRE II

## Impôt sur les intérêts des dépôts de sommes d'argent à vue ou à échéance fixe et des cautionnements

**11.** L'impôt de 3,50 % est exigible sur les intérêts des comptes de dépôts ouverts par les établissements de crédit, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les dépôts faits par les commerçants et ceux qui sont faits par les non-commerçants, ni entre les dépôts réguliers et les dépôts irréguliers.

Sont exclus de l'impôt les intérêts des dépôts en compte courant.

**12.** L'impôt est à la charge exclusive du déposant, à moins que le dépôt n'ait lieu ou chez un banquier, escompteur, receveur de rentes, changeur, courtier ou intermédiaire quelconque, auquel cas l'impôt est

dû par l'établissement de crédit ou l'intermédiaire, soit qu'il soit débiteur, soit qu'il soit créancier de l'intérêt. Dans le premier cas, l'intermédiaire supporte seul l'impôt ; dans le second cas, il le retient sur le déposant pour le compte du Trésor tunisien vis-à-vis duquel il en est comptable. La balance des intérêts dus à l'un ou à l'autre de ces deux titres est faite obligatoirement au moins une fois par semestre. Le seul fait de l'inscription d'un intérêt au crédit d'un compte donne ouverture à l'impôt.

L'impôt exigible sur les intérêts dus à l'un ou à l'autre titre par les établissements de crédit ou intermédiaires est versé par eux au bureau de l'enregistrement chargé de la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières dans les vingt premiers jours du mois de janvier ou de juillet qui suit cette balance. A l'appui de leur versement, les établissements de crédit déposent au bureau un bordereau récapitulatif de leurs balances. Ils doivent à toute réquisition des agents des services financiers représenter les registres auxiliaires où sont relevés les comptes de dépôt et justifier de l'exacte inscription sur le registre auxiliaire spécial de l'inscription des intérêts pour lesquels l'impôt a été versé.

**13.** Pour l'exécution des dispositions du présent décret, les établissements de crédit font mention sur le compte courant ouvert au Trésor tunisien dans leurs écritures en vertu de l'article 5 de l'arrêté du 30 mai 1919 :

au crédit, du montant brut de l'impôt dont ils sont débiteurs ou comptables ;

au débit, de leurs versements au Trésor du montant brut de cet impôt.

Il leur est alloué, sur le montant de l'impôt versé au Trésor, la remise prévue par le même article.

**14.** Tous les cautionnements en numéraire sont frappés de la taxe de 3 fr. 50, quels qu'en soient la cause et le dépositaire, dès l'instant qu'ils sont productifs d'intérêts.

L'impôt est à la charge du titulaire du cautionnement qui perçoit les intérêts directement ou par mandataire, ses obligations sont réglées par les articles 5 à 10 du présent arrêté ; l'impôt est à la charge de l'intermédiaire qui perçoit les intérêts pour le compte du titulaire du cautionnement ; les obligations de l'intermédiaire sont réglées par l'article 10 du présent arrêté.

**15.** L'impôt de 3,50 % est exigible sur les intérêts servis par la Caisse des dépôts et consignations française et par la Caisse des dépôts et consignations tunisienne, si elle vient à en servir :

1° aux titulaires : A) de cautionnements en numéraire, quelle que soit la nature de ces cautionnements ;

B) des consignations volontaires, lorsque le retrait en est effectué par le déposant en conformité de l'article 1261 du Code civil ou de l'avis du Conseil d'Etat du 16 mai 1810 (annexe de l'instruction générale sur les consignations du 1er décembre 1877), à l'exclusion des consignations judiciaires. La restitution des fonds consignés ne peut être effectuée sans la retenue de l'impôt de 3, 50 pour cent ;

2° aux dépôts des divers mandataires de justice.

L'impôt est dû sur tous les intérêts échus postérieurement au 1er janvier 1920, dès leur paiement et par le seul fait de leur paiement.

Le Trésorier général de Tunisie, en tant que préposé à la caisse des dépôts et consignations, retient le montant de la taxe sur les intérêts qu'il a à payer. En tant que préposé du Trésor tunisien, il s'en charge en recette aux produits budgétaires tunisiens sous l'article relatif à la taxe de 3,50 % ,et la quittance qu'il se délivre à ce titre à lui-même justifie sa dépense dans ses comptes avec la Caisse des dépôts et consignations.

---

## 2 mars 1920

DÉCRET *fixant la composition du conseil des ministres de la Régence.*

(J. O. 3 MARS 1920, 420)

ART. 1. Le conseil des Ministres et chefs de services du Gouvernement du Protectorat délibère sous la présidence du Résident général, ou, en son absence, du Délégué à la Résidence générale.

La présidence est dévolue au Directeur général des Finances en cas d'empêchement du Résident général et du Délégué à la Résidence générale.

**2.** Sont membres de ce Conseil :

le Général commandant la Division d'occupation de Tunisie, ministre de la Guerre ;

le Vice-Amiral, préfet maritime de Bizerte, ministre de la Marine ;
le Premier Ministre ;
le Ministre de la Plume ;
le Secrétaire général de Gouvernement tunisien ;
le Directeur général des Finances ;
le Directeur général des Travaux publics ;
le Directeur général de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ;
le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation ;
le Directeur général des postes, télégraphes et téléphones.

---

## 3 mars 1920

ARRÊTÉ *du Résident général relatif aux circonscriptions électorales de la Conférence Consultative.*

(J. O. 6 MARS 1920, 431)

ART. 1. Le 1er alinéa de l'article 1er de l'arrêté du 2 janvier 1905 est ainsi modifié :

« Les membres de la Conférence consultative, instituée près la Résidence Générale, sont élus au suffrage universel, et direct par les électeurs français de la Régence, divisée en 10 circonscriptions ».

2. L'article 7 de l'arrêté précité est ainsi modifié :

« Les circonscriptions électorales sont fixées ainsi qu'il suit :

1re circonscription : Contrôles civils de Tunis et Zaghouan ;

2e circonscription : Contrôle civil de Bizerte ;

3e circonscription : Contrôle civil de Grombalia ;

4e circonscription : Contrôle civil de Béja ;

5e circonscription : Contrôle civil de Medjez-el-Bab ;

6e circonscription : Contrôles civils de Souk-el-Arba et Tabarka ;

7e circonscription : Contrôles civils du Kef, Maktar, Thala et Téboursouk ;

8e circonscription : Contrôles civils de Sousse et Kairouan ;

9e circonscription : Contrôle civil de Sfax ;

10e circonscription : Contrôles civils de Gabès, Djerba, Tozeur et territoires soumis à la surveillance des autorités militaires ».

3. L'article 21 du même arrêté est ainsi modifié :

« Les réclamations seront examinées par des commissions de révision fonctionnant :

Pour la 1re circonscription, à Tunis ;
Pour la 2e — à Bizerte ;
Pour la 3e — à Grombalia ;
Pour les 4e et 5e — à Béja ;
Pour la 6e — à Souk-el-Arba ;
Pour la 7e — au Kef ;
Pour la 8e — à Sousse ;
Pour la 9e — à Sfax ;
Pour la 10e — à Gabès.

---

## 6 mars 1920

DÉCRET *relatif à la constitution d'une chambre consultative des intérêts commerciaux et industriels indigènes de Tunis.*

(J. O. 13 MARS 1920, 469)

### Composition et fonctionnement de la Chambre

ART. 1. Il est créé une chambre consultative indigène des intérêts commerciaux et industriels de Tunis. Cette Chambre a son siège dans cette ville et se compose de 14 membres.

Ces membres seront désignés suivant les modalités prévues à l'article 2..

2. Les membres de la chambre consultative des intérêts commerciaux et industriels de Tunis sont investis de leur mandat pour une durée de six ans.

Ils sont renouvelables par moitié tous les trois ans.

Les membres sortants peuvent être réinvestis d'un nouveau mandat.

Un tirage au sort déterminera, pour la première fois, les représentants qui devront faire partie de la première série sortante.

Les membres qui, pendant deux sessions auront, sans motifs légitimes, manqué aux convocations de la chambre et qui auront négligé de demander à se faire suppléer, seront déclarés démissionnaires par notre Premier Ministre, après avis de la chambre ; de même, les membres qui, pour une cause survenue postérieurement à leur désignation, se trouveront dans un des cas d'exclusion prévus par le présent décret, seront déclarés démissionnaires par notre Premier Ministre, sur le vu des pièces justificatives.

3. Lorsque, par décès ou démission, le nombre des membres de la chambre consultative des intérêts commerciaux et industriels est réduit d'un tiers, il en est donné avis par le président à notre Premier Ministre. Il est pourvu aux vacances dans le délai de deux mois, à moins que ces vacances ne

surviennent dans les 12 mois qui précèdent le renouvellement de la chambre par moitié.

**4.** Le Directeur des services économiques indigènes du Gouvernement tunisien est chargé de présider la chambre consultative indigène des intérêts commerciaux et industriels. Il peut se faire assister ou représenter par un fonctionnaire de ses services. Il est l'organe d'exécution de la Chambre, institue les fonctions administratives jugées nécessaires à son fonctionnement et fixe les traitements afférents à ces fonctions.

Il arrête, sur le vu des propositions faites, l'ordre du jour des travaux de la chambre et fixe le jour de l'ouverture des sessions ; il met à sa disposition le local nécessaire pour la tenue des sessions.

**5.** La chambre se réunit, sur la convocation de son président, en sessions ordinaires, qui ne peuvent durer plus de huit jours, au mois d'avril et au mois d'octobre, ou en sessions extraordinaires. La chambre peut entendre, au cours de ses travaux, les personnes qu'il lui paraît utile de consulter.

Chaque année, le jour de l'ouverture de la session du mois d'avril, la chambre nomme, parmi ses membres, un secrétaire. Cette nomination a lieu, au premier tour, à la majorité absolue. Au second tour, qui a lieu de suite, le cas échéant, la majorité relative suffit et, au cas de partage égal des voix, la nomination a lieu au bénéfice de l'âge. Le secrétaire élu prend place à la droite du président. En cas d'empêchement, il est remplacé par le doyen d'âge.

**6.** La chambre consultative indigène des intérêts commerciaux et industriels de Tunis a pour attributions :

1° de donner au Gouvernement les avis et renseignements qui lui sont demandés sur toutes les questions qui intéressent le commerce et l'industrie indigènes ;

2° de le renseigner sur la situation des diverses branches de commerce et d'industrie indigènes et de lui présenter ses vues sur toutes les questions qui intéressent le commerce et l'industrie indigènes.

**7.** La chambre consultative indigène des intérêts commerciaux et industriels de Tunis correspond, par son président, avec le Secrétaire général du Gouvernement tunisien auquel elle envoie régulièrement copie des procès-verbaux de ses séances pour être transmis par lui, avec ses observations, au Résident général.

La chambre peut correspondre de la même façon avec les autres chambres consultatives indigènes des intérêts commerciaux et industriels qui viendraient à être créées dans la Régence.

Le réglement organique de la chambre peut être modifié par décret pris sur la proposition du Premier Ministre, et la chambre pourrait être dissoute, dans les mêmes conditions, si elle contrevenait aux prescriptions du présent décret.

**8.** La chambre consultative indigène des intérêts commerciaux et industriels de Tunis est reconnue comme établissement public ; elle peut, en cette qualité, acquérir, recevoir, posséder, et aliéner, après y avoir été autorisée par le Premier Ministre.

L'administration des établissements pour l'usage du commerce, comme les entrepôts, cours publics pour la propagation des connaissances commerciales et industrielles, qui seraient créés par l'autorité, peut être déléguée à la chambre.

**9.** La chambre se constitue une caisse par des dons, legs, etc., approuvés par décret, et par des subventions de toute nature.

**10.** La chambre dresse, au cours de la session d'octobre, le budget des recettes et des dépenses de l'année suivante, qui ne devient définitif qu'après visa du Premier Ministre.

Dans les quatre premiers mois de chaque année, le trésorier de la chambre présente le compte des recettes et des dépenses de l'année précédente au Premier Ministre qui, après vérification par le Directeur général des Finances, l'approuve, s'il y a lieu.

Les pièces justificatives des recettes et des dépenses sont celles qui sont exigées, en vertu du décret du 12 mai 1906 sur la comptabilité publique, pour les dépenses analogues des communes et des établissements publics, et doivent être présentées suivant les mêmes règles et dans les mêmes formes.

L'excédent des recettes sur les charges correspondantes peut être affecté chaque année, en tout ou en partie, à un fonds de réserve destiné à faire face aux dépenses urgentes et imprévues, qui est géré par le Trésorier général, sous le contrôle du Premier Ministre et du Directeur général des Finances.

Les dispositions législatives ou réglementaires relatives à la comptabilité, au contrô-

le financier et aux obligations des comptables des établissements publics, sont applicables au trésorier de la chambre indigène. Un trésorier, désigné par le Président, exerce ces fonctions.

## TITRE II

### Mode de nomination à la chambre consultative indigène des intérêts commerciaux et industriels de Tunis.

**11.** Les membres de la chambre consultative indigène sont choisis par le Gouvernement sur des listes de présentation dressées par des groupements indigènes suivant la procédure ci-après :

Il est procédé, sur instructions du Premier Ministre, par les soins du Cheikh-el-Medina et en présence d'un délégué du Directeur des services économiques indigènes, à une réunion des amines et des patrons des corporations.

A cet effet, la liste des amines et des patrons des corporations, groupées en seize catégories, est dressée et tenue à jour annuellement, par le Cheikh-el-Médina ; copie de cette liste est déposée à la Direction des services économiques indigènes du Gouvernement tunisien.

Les amines et patrons choisissent dans leur sein, pour l'ensemble des corporations, seize candidats, désignés à raison d'un candidat pour chacune des divisions de la liste.

Parallèlement à cette procédure de désignation par les corporations, il est procédé, de la même façon que ci-dessus à une réunion des négociants et industriels indigènes de Tunis.

Ce collège ne comprend que les négociants et les industriels non groupés en corporation et qui sont imposés suivant les dispositions du décret beylical du 31 décembre 1917 établissant un impôt général des patentes. En outre, pour faire partie de ce collège il faut être assujetti à la deuxième tranche du tarif, au minimum.

A cet effet, il est, par les soins du Cheikh-el-Médina, dressé et tenu à jour annuellement dans ses bureaux, au vu des écritures de la direction générale des Finances en matière de patentes, deux listes de ces catégories de patentés, l'un pour les musulmans et l'autre pour les israélites.

Copie de ces listes est déposée à la direction des services économiques indigènes du Gouvernement tunisien.

Les négociants et industriels musulmans qui composent ce collège désignent, dans leur sein, six candidats.

Les négociants et industriels israélites de ce même collège désignent six candidats.

**12.** Les procès-verbaux de ces désignations établis à raison d'un procès-verbal pour la désignation des candidats des corporations, et d'un procès-verbal pour celle des candidats des négociants et industriels non groupés en corporations, sont dressés, signés par le délégué du Directeur des services économiques indigènes et par le Cheikh-el-Médina et transmis au Premier Ministre. La désignation n'est valable que si le quart au moins des patrons inscrits sur la liste ont pris part au vote.

**13.** Sur cette liste, au total de vingt-huit candidats, le Résident général choisit quatorze candidats, à raison de huit pour les candidats désignés par les corporations, d'une part, et, d'autre part, de six pour les candidats désignés par les négociants et industriels patentés non groupés en corporations : savoir, trois candidats musulmans et trois candidats israélites. Il les déclare membres de la chambre consultative indigène des intérêts commerciaux et industriels de Tunis. Au cas de vacance à pourvoir, le Résident général exerce son choix parmi les quatorze candidats suppléants restants.

**14.** Ne peuvent prendre part aux désignations diverses que les Tunisiens âgés de 25 ans au moins et n'ayant pas d'antécédents judiciaires.

**15.** Peuvent seuls être désignés les indigènes tunisiens exerçant la profession d'amine ou de patron de corporations, ou celle de négociant ou industriel patenté, dans les conditions prévues à l'article 11 du présent décret, âgés de trente ans au moins, possédant une instruction suffisante en arabe ou en langue hébraïque, et, si possible, en français, et n'ayant pas d'antécédents judiciaires.

---

## 10 mars 1920

DÉCRET *modifiant celui du 17 janvier 1909 fixant le tarif à appliquer aux experts en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.*

(J. O. 20 MARS 1920, 496)

ART. 1. Les articles 1, 2 et 4 du décret du

7 janvier 1909 sont modifiés comme suit :

« *Art.* 1. Il sera alloué à chaque expert « 6 francs par vacation de trois heures à sa « résidence, 8 francs par vacation de trois « heures lorsque, à raison de sa mission, il « sera obligé de se transporter à plus de deux « kilomètres de sa résidence.

« Il ne pourra être taxé aux experts plus « de quatre vacations par jour à la résidence « et plus de cinq hors de la résidence.

« 2. Le président de la commission d'ex- « pertise ou celui des membres de cette com- « mission qui aura été chargé de ce soin par « ses collègues aura droit, en outre :

« pour la rédaction du rapport, à un nom- « bre de vacations proportionné au travail « accompli, sans qu'il puisse être alloué de « ce chef plus de trois vacations à la résiden- « ce, plus une pour le dépôt du rapport.

« 4. Il sera alloué aux experts, pour frais « de transport : 1° en chemin de fer, le prix « au tarif du voyage en 1re classe ;

« 2° sur routes et pistes, 0 fr. 80 par kilo- « mètre parcouru en allant et autant pour « le retour.

« La première taxe applicable quand le « parcours pourra être économiquement ef- « fectué par voie ferrée ».

Il n'est rien modifié aux autres dispositions du décret du 7 janvier 1909.

## 10 mars 1920

DÉCRET *modifiant celui du* 29 *juillet* 1909 *relatif à la vérification et à la constitution des instruments de pesage et de mesurage.*

(J. O. 3 AVRIL 1920, 558)

« ART. 1. La limite d'âge minima fixée par l'article 2 du décret du 29 juillet 1909 pour être admis à exercer les fonctions de vérificateur des poids et mesures est abaissée à vingt et un ans accomplis.

**2.** Les poids, mesures et instruments de pesage et de mesurage importés en Tunisie sans avoir été revêtus en France de la marque de la vérification primitive doivent être présentés à cette vérification dès leur réception par le destinataire.

Par dérogation à l'article 43 du décret du 29 juillet 1909, cette vérification première entraînera la perception des taxes fixées par le tableau B annexé au décret du 20 décembre 1919.

**3.** Tous rajusteurs d'instruments, de poids et de mesures, même si le rajustage ne constitue pas leur profession habituelle, devront tenir un registre où ils mentionneront la dénomination et le nombre des instruments qui leur auront été confiés en vue des réparations à y affectuer, ainsi que le nom et l'adresse des propriétaires de ces instruments. Ils seront tenus de présenter ce registre à toute réquisition du vérificateur.

Tout instrument de pesage et de mesurage, avant d'être restitué à son propriétaire, sera, par les soins du rajusteur qui l'aura réparé, soumis au vérificateur pour être revêtu des poinçons de la vérification.

La tenue du registre visé ci-dessus ne dispense les rajusteurs d'aucune des obligations auxquelles ils sont astreints par les réglements en vigueur, notamment par les articles 6 et 19 in fine du décret du 29 juillet 1909.

**4.** Les peseurs commissionnés des bureaux de la vérification peuvent constater les infractions aux décrets et arrêtés sur les poids et mesures. Ils n'agissent que comme auxiliaires du vérificateur.

Celui-ci reçoit leurs rapports et, s'il y a lieu, dresse procès-verbal contre ceux qui ont commis les infractions constatées.

Les peseurs commissionnés sont tenus de produire leur commission aux assujettis qui les en requièrent.

**5.** Les dispositions de l'article 36 du décret du 29 juillet 1909 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

« ART. 36. — Seront punis d'une amende de 11 à 15 francs et de 1 à 5 jours de prison, ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui auront contrevenu aux réglements établis par les décrets et arrêtés sur les poids et mesures.

« En cas de récidive, la peine d'emprisonnement sera toujours prononcée.

« Les mêmes peines seront applicables aux assujettis qui, étant régulièrement prévenus du jour où la vérification périodique doit être effectuée, n'auront pas présenté au vérificateur les poids, mesures et instruments de pesage ou de mesurage qu'ils possèdent ou qu'ils doivent posséder pour l'exercice de leur profession, commerce ou industrie. »

**6.** Seront punis d'une amende de 18 à 50 francs et de 8 à 10 jours de prison ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° ceux qui fabriqueront, vendront, mettront en vente ou livreront des appareils de pesage ou de mesurage autres que ceux qui sont établis en conformité des règlements en vigueur ;

2° ceux qui vendront, mettront en vente, livreront ou loueront des poids, mesures ou instruments de pesage ou de mesurage qui ne seront pas revêtus de l'empreinte du poinçon de la vérification primitive et, s'ils sont loués, de celui de la vérification périodique, ou qui ayant été reconnus défectueux par le vérificateur, n'auront pas subi le rajustage et la nouvelle vérification prescrits aux articles 18 et 19 du décret du 29 juillet 1909 ;

3° ceux qui, fabriquant ou rajustant des poids, mesures et instruments de pesage ou de mesurage, auront commis une infraction aux dispositions des décrets et arrêtés relatives aux obligations auxquelles ils sont soumis.

En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement sera toujours prononcée.

De plus si la récidive est commise par un fabricant ou un rajusteur de poids et mesures dans les cinq ans qui suivent une première condamnation, l'amende pourra être de 500 à 1.000 francs et l'emprisonnement de 15 jours à un mois.

**7.** Seront punis :

1° d'une amende de 50 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de six jours au moins et de trois mois au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement, tous assujettis à la vérification des poids et mesures qui, sans motif légitime, seront trouvés détenteurs dans leurs magasins, boutiques, ateliers, maisons ou voitures servant à leur commerce ou industrie, ainsi que dans les entrepôts, fondouks, abattoirs et leurs dépendances, dans les gares et ports, dans les halles, foires ou marchés, ou sur la voie publique, s'ils font leur commerce en ambulance, et, en général, en tous lieux qui leur servent pour exercer leur profession, commerce ou industrie, de poids et mesures faux ou autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage ;

2° d'un emprisonnement de trois mois au moins et de deux ans au plus et d'une amende de 100 francs au moins et de 5.000 francs au plus, ou de l'une de ces peines seulement, ceux qui, par l'usage de poids et mesures faux ou autres appareils inexacts, auront trompé ou tenté de tromper sur la quantité des choses livrées.

Les dispositions de l'article 463 du Code pénal français et de l'art. 53 du Code pénal tunisien, relatifs aux circonstances atténuantes, seront applicables aux infractions prévues au présent décret.

**8.** Les taxes et indemnités supplémentaires prévues à l'article 45 du décret du 29 juillet 1909 sont fixées à 7 fr. 50 par vacation de deux heures sans fractionnement, à 15 fr. par journée de déplacement, à 0 fr. 25 par kilomètre parcouru tant à l'aller qu'au retour, pour les trajets effectués en bateau ou en chemin de fer, et à 0 fr .50 si le trajet se fait autrement.

Si l'opération de vérification doit être effectuée à une distance moindre de trois kilomètres de la localité où est situé le bureau du vérificateur et à plus d'un kilomètre de ce bureau, le transport du vérificateur et de ses appareils est à la charge de l'assujetti.

**9.** Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, notamment les 2e et 3e alinéas de l'art. 37 et le dernier alinéa de l'article 46 du décret du 29 juillet 1909.

---

## 10 mars 1920

DÉCRET *liquidant le moratorium des brevets d'invention et accordant de nouvelles facilités aux titulaires de ces brevets*

(J. O. 3 AVRIL 1920, 558)

### TITRE I

ART. **1.** Les dispositions des décrets du 25 septembre 1914 et du 26 août 1915 cesseront d'être applicables à dater de la publication du présent décret, sous les réserves et conditions ci-après déterminées.

**2.** Les titulaires de brevets d'invention ou de certificats d'addition délivrés antérieurement à la publication du présent décret qui, par application du décret du 25 septembre 1914, ne se sont pas acquittés du versement des annuités ou taxes correspondantes, devront, sous peine de déchéance, procéder à ce versement, soit en une seule fois, soit par fractions successives de 60 fr. au minimum, dans un délai d'un an à partir de la publication du présent décret.

Les intéressés seront admis à bénéficier des dispositions du premier paragraphe de l'art. 26 du décret du 26 décembre 1888 mo-

difié par décret du 31 août 1902, sur les brevets d'invention.

Ce délai pourra être prolongé par décision des tribunaux, comme il est dit aux articles 16 et suivants.

**3.** Le délai légal dans lequel les titulaires de brevets d'invention doivent, sous peine de déchéance, mettre ces brevets en exploitation en Tunisie, et celui durant lequel les intéressés peuvent, sans encourir la même sanction, cesser cette exploitation, sont prolongés de deux années à partir de la publication du présent décret à moins qu'ils n'aient pris fin le 1er août 1914.

En ce qui concerne les brevets d'invention dont la demande a été formée le 1er août 1914 ou postérieurement, ces mêmes délais commenceront seulement à courir à partir de la publication du présent décret.

**4.** Les délais de priorité prévus par l'art. 4 de la convention d'union internationale de Paris du 20 mars 1883, revisée à Washington en 1911, qui n'étaient pas venus à expiration au 1er août 1914, et ceux qui ont commencé à courir depuis cette date, sont prolongés de six mois à partir de la publication du présent décret.

**5.** Les dispositions qui précèdent ne sont applicables aux sujets et ressortissants des pays étrangers qu'autant que ces pays auront concédé ou concèderont par réciprocité aux Français et aux Tunisiens des avantages équivalents.

## TITRE II

**6.** Les titulaires des brevets d'invention non arrivés à expiration à la date du 1er août 1914, et des brevets délivrés ou demandés à partir de cette date jusqu'au 1er août 1919, peuvent en demander la prolongation aux tribunaux français de première instance, lorsque, par suite de l'état de guerre les intéressés n'ont pu exploiter ou faire exploiter normalement ces brevets en Tunisie.

**7.** Cette demande doit être formulée dans les délais suivants, à dater de la publication du présent décret :

6 mois lorsque le brevet est parvenu à expiration avant cette publication ou prend fin dans les douze mois suivants ;

deux ans dans les autres cas.

Elle est rédigée en français, sur papier timbré et déposée, dans les conditions déterminées dans le premier alinéa de l'art. 5 du décret du 26 décembre 1888, sur les brevets d'invention, à la direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, qui en donne récépissé et la transmet sans délai au greffe du Tribunal.

Elle doit :

1° indiquer :

*a)* les nom, prénoms, nationalité et adresse du demandeur et, s'il s'agit d'une société, sa raison sociale ou sa dénomination et son siège social ;

*b)* les titres et numéros du brevet, et s'il n'a pas été délivré, le numéro du procès-verbal de dépôt de la demande ;

*c)* si le brevet était exploité avant le 1er août 1914, le lieu de l'exploitation et, le cas échéant, les nom, prénoms et domicile de l'exploitant ;

*d)* les motifs pour lesquels le brevet n'a pu être exploité normalement depuis le 1er août 1914 ;

2° être accompagnée, s'il y a lieu, de certificats délivrés par les contrôleurs civils ou les autorités consulaires attestant, selon le cas :

*e)* que l'établissement industriel où était exploité le brevet a cessé de fonctionner normalement ;

*f)* que le demandeur a été mobilisé, avec l'indication de la durée de sa mobilisation.

**8.** Les demandes en prolongation de durée d'un brevet ne sont acceptées par la direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, que sur production d'un récépissé, dûment visé au contrôle de la direction générale des Finances, constatant le versement à la caisse du Trésorier général d'une taxe spéciale de 12 francs.

Cette taxe ne se confond pas avec les annuités du brevet et demeure acquise au trésor, même au cas où la demande est rejetée par les tribunaux.

**9.** Avis des demandes en prolongation de brevet est publié au journal officiel par les soins du Directeur général de l'Agriculture du Commerce et de la Colonisation.

Dans un délai d'un mois à partir de cette publication, toute personne est admise à formuler et à déposer au greffe du Tribunal ses observations contre la recevabilité de ces demandes.

En aucun cas ces observations ne peuvent valablement porter sur la réalité ou le mérite de l'invention ni sur la validité du brevet.

**10.** Dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article précédent, le demandeur doit présenter requête au Tribunal, par l'intermédiaire d'un avocat-défenseur, aux fins de voir statuer sur sa demande.

S'il ne s'est produit aucune observation contre la recevabilité de cette demande, le Tribunal statue en chambre du conseil.

Dans le cas contraire, le tribunal fixe, le ministère public entendu, une audience à laquelle les parties doivent déposer leurs mémoires respectifs.

Les pièces de la procédure sont dans tous les cas, communiquées au ministère public qui prend, s'il y a lieu, toutes réquisitions utiles.

Il est statué ensuite, en audience publique, au vu des mémoires et après audition du ministère public.

**11.** La prolongation d'un brevet peut être d'une, deux, trois, quatre ou cinq années, sans fractionnement. Elle peut être portée à six, sept ou huit ans, en ce qui concerne les brevetés qui ont été mobilisés pendant plus de deux ans.

Compte est tenu, dans la détermination de sa durée, de la période pendant laquelle l'exploitation du brevet en Tunisie s'est trouvée suspendue, et des résultats de cette exploitation, si la suspension n'a pas été totale.

**12.** Lorsqu'un jugement ou arrêt ayant acquis force de chose jugée a prononcé la prolongation de la durée d'un brevet d'invention copie en est transmise au Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation par la partie à la requête de laquelle ce jugement ou cet arrêt a été rendu. Cette copie est annexée au dossier du brevet.

Avis de la prolongation est publié au Journal Officiel par les soins du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

**13.** La prolongation de la durée d'un brevet d'invention entraîne de plein droit, pour le titulaire de ce brevet ou ses ayants cause, l'obligation d'acquitter à l'échéance, pour chacune des années supplémentaires, le montant de l'annuité fixée par l'article 4 du décret du 26 décembre 1888.

Elle ne peut en aucun cas, être considérée comme une présomption de la validité du brevet.

**14.** Ceux qui antérieurement à la promulgation du présent décret, ont entrepris une exploitation sérieuse et effective d'une invention faisant l'objet d'un brevet dont la durée normale a expiré depuis le 1er août 1914, ou d'un perfectionnement à une telle invention, ne peuvent si la durée de ce brevet est prolongée, être poursuivis comme contrefacteurs ni être tenus de cesser cette exploitation.

**15.** En cas de prolongation de la durée d'un brevet, les contrats de cession ou de concession de licences d'exploitation continuent à s'exécuter. Toutefois, les bénéficiaires de ces contrats peuvent, dans un délai de trois mois à partir du jour où avis de la prolongation a paru au journal officiel, déclarer vouloir renoncer à l'expiration du terme primitivement prévu.

A défaut d'entente entre les parties sur les prix et redevances à payer par les cessionnaires et licenciés pour la période supplémentaire, il appartient aux tribunaux de statuer, avec faculté, dans les cas exceptionnels, d'exonérer entièrement les cessionnaires et licenciés de toute obligation pécuniaire vis-à-vis du breveté.

**16.** Les bénéficiaires des dispositions du décret du 25 septembre 1914 peuvent également présenter aux tribunaux, soit en même temps qu'une demande en prolongation de brevet, soit séparément, des demandes ayant pour objet :

*a)* la prolongation du délai qui leur est imparti par l'article 2 du présent décret, pour le paiement des annuités arriérées sans que le délai ainsi prolongé puisse excéder deux années, y compris le délai de un, deux ou trois mois prévu par l'article 26 du décret du 26 décembre 1888 ;

*b)* la remise totale ou partielle du paiement de ces annuités, exception faite de la première, qui devra être acquittée dans tous les cas.

**17.** Les demandes visées à l'article précédent doivent être conformes aux prescriptions de l'article 7 et comporter en outre, toutes les justifications de l'impossibilité de s'acquitter où le demandeur se trouve par suite de la guerre.

Elles doivent notamment être accompagnées d'une déclaration de l'intéressé affirmant qu'il n'a pas été soumis, pendant les années 1915 à 1919 à la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Cette

déclaration sera appuyée d'un certificat de non imposition délivré par le receveur de l'enregistrement de la localité.

**18.** Les demandes tendant à l'ajournement ou à la remise totale ou partielle d'annuités arriérées sont soumises aux mêmes dispositions que les demandes en prolongation de brevet.

Elles ne donnent toutefois pas lieu à la perception de la taxe spéciale prévue à l'article 8 et ne sont pas publiées au journal officiel.

**19.** Lorsqu'un jugement ayant acquis force de chose jugée a prononcé l'ajournement ou la remise totale ou partielle d'annuités arriérées, copie en est transmise au Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et au Directeur général des Finances par la partie à la requête de laquelle ce jugement a été rendu.

Cette copie est annexée au dossier du brevet.

---

## 17 mars 1920

DÉCRET *autorisant l'établissement de surtaxes locales temporaires sur les transports pour l'amélioration des gares et haltes.*

(J. O. 24 MARS 1920, 515)

ART. **1.** Les dépenses faites par le Gouvernement tunisien pour l'établissement, la transformation ou l'amélioration, soit d'une gare, station ou halte de chemins de fer ou de tramways, soit de dépendances, soit des voies de communication, passages supérieurs, inférieurs ou à niveau situés aux abords, pourront être couvertes par des surtaxes locales temporaires applicables, quelle que soit la nature des travaux, soit aux marchandises et aux voyageurs en provenance ou à destination de la dite gare, station ou halte, soit à l'une de ces deux catégories seulement.

Les surtaxes autorisées seront exonérées de tout impôt sur les transports.

Les transports pour le compte de l'Etat français ou tunisien et pour le compte des compagnies seront exempts de ces surtaxes dont la durée ne pourra excéder vingt-cinq ans.

**2.** Les dites surtaxes seront, pour chacune des catégories de travaux auxquelles elles se rapportent, autorisées par arrêtés de notre Directeur général des Travaux publics et de notre Directeur général des Finances, après avis du conseil des Ministres.

**3.** Les surtaxes établies seront publiées dans les mêmes conditions que les taxes de chemins de fer ou de tramways et le recouvrement en aura lieu dans les mêmes formes par les concessionnaires qui en seront comptables vis-à-vis de l'Etat tunisien.

**4.** Les conventions à intervenir à cet effet entre notre Gouvernement et les concessionnaires seront enregistrées gratis.

**5.** Notre Directeur général des Travaux publics et notre Directeur général des Finances sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent décret, et autorisés à y pourvoir par voie d'arrêtés réglementaires.

---

## 17 mars 1920

DÉCRET *complétant celui du* 15 *décembre* 1896 ***sur la police rurale.***

(J. O. 27 MARS 1920, 535)

ART. **1.** L'article 14 de notre décret du 15 décembre 1896 sur la police rurale est complété par la disposition suivante à insérer après l'alinéa 5.

« Quiconque ayant reçu des avances en deniers ou en matières, à valoir sur des travaux agricoles, se refusera, sans motifs légitimes et sans justifier du remboursement des avances reçues, à exécuter ces travaux ; quiconque, dans les mêmes conditions, abandonnera les travaux en cours d'exécution, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende qui ne saurait être inférieure au montant des avances reçues et supérieure à mille francs ».

---

## 19 mars 1920

DÉCRET *modifiant le tarif annexé au décret du* 31 *décembre* 1903 *relatif aux interprètes traducteurs devant le tribunal mixte.*

(J. O. 24 MARS 1920, 517)

ART. **1.** Les paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5 du tarif annexé au décret du 31 décembre 1903 sont modifiés comme il suit :

1° pour traduction in extenso des titres de propriété de l'arabe ou de l'hébreu en français ou du français en arabe :

par rôle du texte français, calculé à raison de 25 lignes à la page et 15 syllabes à la ligne.....Fr. 6 »

2° pour traduction de la réquisition d'immatriculation de l'arabe en français ou du français en arabe, par réquisition .....Fr. 12 »

3° pour traduction de tout écrit autre que les titres de propriété et la réquisition d'immatriculation de l'arabe ou de l'hébreu en français ou du français en arabe :

par rôle du texte français, calculé à raison de 25 lignes à la page et 15 syllabes à la ligne.....Fr. 4 »

4° pour le relevé sommaire prévu à l'article 23 de la loi foncière et l'article 12 du décret du 31 décembre 1903 :

A) par acte de propriété.....Fr. 6 »

B) par écrits autres que les actes de propriété .....Fr. 4 »

5° pour traduction de toute langue européenne en français :

par rôle du texte français, calculé à raison de 25 lignes à la page et 15 syllabe à la ligne .....Fr. 4 »

---

## 20 mars 1920

DÉCRET *relatif au relèvement des taxes téléphoniques.*

(J. O. 31 MARS 1920, 549)

ART. 1. Les modifications suivantes sont apportées au décret d'organisation du 24 décembre 1911 du service téléphonique.

Le deuxième alinéa de l'article 15 relatif au remplacement de la contribution forfaitaire par une taxe additionnelle à l'abonnement est supprimé.

La situation des anciens abonnés ayant contracté dans ce régime sera réglée par arrêtés du Directeur général de l'Office des Postes et des Télégraphes

2. Les titres V, VI et VII relatifs aux tarifs sont remplacés intégralement par le texte suivant :

### TITRE V

### Taxes et redevances

(ART. 18). *Abonnements.* Le tarif des abonnements est fixé comme il suit dans tous les réseaux.

#### Abonnements permanents

1° *Postes principaux.*

*a)* Régime forfaitaire gradué par paliers :

Taxe fixe : 100 fr. par an ;

Taxe de consommation : 20 fr. par échelon de 200 communications urbaines jusqu'à 3.600 par an et 10 fr. pour le même échelon au-dessus.

Le minimum de consommation est d'un échelon par année ; tout échelon commencé est dû en entier en fin d'abonnement.

*b)* Régime à conversations taxées :

(Dans les réseaux où cet abonnement est concédé).

Taxe fixe : 100 fr. par an avec paiement de chaque communication par unité au taux indiqué à l'article suivant.

2° *Postes supplémentaires.*

Taxe fixe : 60 fr. par an.

Quand plusieurs postes supplémentaires sont situés dans un même immeuble, affectés au service du titulaire de l'abonnement principal et qu'ils sont raccordés au tableau où aboutit également le poste principal, la taxe fixe de ces postes est réduite, à partir du 6e poste conformément au tableau suivant :

| | | |
|---|---|---|
| du 1er au 5e inclus..... | Fr. 60 | par an |
| du 6e au 10e inclus..... | 50 | — |
| du 11e au 25e inclus..... | 40 | — |
| du 26e au 50e inclus..... | 30 | — |
| à partir du 51e ..... | 20 | — |

Lorsque l'installation ne comprend qu'un poste supplémentaire ne pouvant être utilisé que par « substitution » au poste principal, la taxe fixe est réduite de 50 %, soit 30 fr. par an.

#### Abonnements temporaires

1° *Postes principaux.*

*a)* Régime forfaitaire gradué par paliers :

Taxe fixe : 50 fr. pour le premier trimestre, et pour les périodes suivantes : 25 fr. par trimestre ou 10 fr. par mois.

Taxe de consommation par échelon de consommation comme pour les abonnements permanents.

*b)* Régime à conversation taxées :

(Dans les réseaux où cet abonnement est admis).

Taxe fixe : 50 fr. pour le premier trimestre, et pour les périodes suivantes : 25 fr. par trimestre ou 10 fr. par mois, avec paiement de chaque communication comme pour les abonnements permanents.

2° *Postes supplémentaires.*

Taxe fixe : 30 fr. pour le premier trimestre ; et pour les périodes suivantes : 15 fr. par trimestre ou 6 fr. par mois.

(ART. 19). La taxe des conversations, par unité de durée de trois minutes, est fixée à :

1° 20 centimes pour les conversations urbaines ;

2° 40 centimes pour les conversations suburbaines ;

3° 75 centimes pour les conversations interurbaines régionales ;

4° pour les conversations interurbaines interrégionales la taxe est de :

0 fr. 75 pour une distance n'excédant pas 100 km. ;

1 fr. pour une distance n'excédant pas 150 km. ;

1 fr. 25 pour une distance n'excédant pas 200 km. ;

1 fr. 50 pour une distance n'excédant pas 275 km. ;

1 fr. 75 pour une distance n'excédant pas 350 km. ;

2 fr. pour une distance n'excédant pas 425 km. ;

2 fr. 25 pour une distance n'excédant pas 500 km. ;

2 fr. 50 au delà de 500 km.

Elle est calculée d'après la somme des distances à vol d'oiseau entre les centres de région reliés directement entre eux, auxquels appartiennent les réseaux.

Ce tarif comporte les exceptions de distance suivantes pour les bureaux reliés directement entre eux, quelle que soit la région à laquelle ils appartiennent :

0 fr. 40 lorsque la distance n'est pas supérieure à 25 km. ;

0 fr. 60 lorsque la distance n'est pas supérieure à 50 km. ;

0 fr. 75 lorsque la distance n'est pas supérieure à 100 km.

(ART. 20). Les demandes de communication hors du réseau qui n'aboutissent pas pour des causes étrangères au service donnent lieu à une perception de :

10 centimes pour les demandes de communications suburbaines émanant d'un poste public ;

15 centimes pour les demandes de communications interurbaines régionales et 20 centimes pour les demandes de communications interurbaines interrégionales, originaires d'un poste privé ou d'un poste public ;

Ces taxes ne sont par perçues s'il a été émis un avis préparatoire de la communication.

(ART. 21). — La taxe des avis d'appel téléphonique est de :

40 centimes pour les avis destinés aux postes d'un même groupe ;

75 centimes dans les autres relations.

Les messages téléphoniques sont admis à l'intérieur de tout réseau téléphonique et, au-delà, seulement entre localités expressément désignées, soit de la même région, soit de régions différentes, mais reliées directement.

La taxe des messages téléphonés est de 1 fr. 50 par trois minutes de communication et sans que le message puisse comporter plus de 50 mots.

La transmission des télégrammes téléphonés donne lieu au paiement d'une surtaxe spéciale de 0 fr. 15 au départ et de 0 fr. 10 à l'arrivée.

La perception des taxes dans les postes publics peut donner lieu à la délivrance d'un récépissé contre paiement d'une surtaxe de 0 fr. 10.

(ART. 22). Les communications interurbaines à heure fixe bénéficient d'une réduction de moitié sur la taxe normale des communications ordinaires. Lorsqu'elles sont demandées en dehors des heures d'ouverture des bureaux appelés à les établir, les dépenses supplémentaires sont à la charge des intéressés.

## TITRE VI

### Contribution aux frais de premier établissement

(ART. 23). La contribution forfaitaire fixe pour l'établissement des postes téléphoniques est de :

400 fr. par poste principal ordinaire, ligne comprise, dans le périmètre de 2.000 mètres de rayon ;

180 fr. par poste supplémentaire ordinaire ligne non comprise.

Lorsque plusieurs lignes principales d'abonnement aboutissent à un même tableau pour l'usage d'un même concessionnaire, la part contributive de 400 fr. est réduite à 220 fr. en raison de la suppression de l'appareil.

Lorsque plusieurs postes supplémentaires aboutissent à un même tableau, pour l'usage d'un même concessionnaire, la part contributive de 180 fr., relative au poste seul, est réduite à :

170 fr. du 6e au 10e poste inclusivement ;
160 fr. du 11 au 25e poste inclusivement ;
150 fr. du 26 au 50e poste inclusivement ;
140 fr. à partir du 51e.

Le prix des organes des tableaux desservant les lignes principales et supplémentaires est fixé par arrêté du Directeur général de l'office des Postes et des Télégraphes conformément à l'article 17.

(ART. 24). Les sections de lignes principales situées en dehors du périmètre et les lignes supplémentaires sont construites moyennant une contribution calculée à raison de 60 fr. par hectomètre indivisible de ligne à double fil, exception faite pour les lignes ayant nécessité l'emploi de dispositions spéciales (art. 17).

(ART. 25). Les contributions aux frais de premier établissement sont exigibles en entier avant tout commencement des travaux. Toutefois, lorsque les garanties nécessaires sont assurées à l'Etat, le paiement peut avoir lieu en plusieurs termes dans des conditions et à un taux d'intérêt à déterminer par arrêté du Directeur général de l'office des Postes et des Télégraphes.

Le montant total est toujours acquis au Trésor en cas de cessation anticipée d'abonnement du fait du concessionnaire ; les termes restant dus deviennent alors immédiatement exigibles.

## TITRE VII

### Frais d'entretien et de transfert Droit d'usage

(ART. 26). Les frais d'entretien annuels des postes principaux (y compris la ligne dans le périmètre de 2.000 mètres de rayon) et des postes supplémentaires (ligne non comprise) sont incorporés dans les taxes fixes d'abonnement.

Les postes principaux ou supplémentaires munis d'appareils mobiles sont soumis à une redevance spéciale d'entretien de 20 fr. par an et par poste.

(ART. 27). Les sections de lignes principales situées en dehors du périmètre de 2.000 mètres de rayon et les lignes supplémentaires sont passibles d'une redevance d'entretien fixée à 8 fr. par hectomètre indivisible et par an.

(ART. 28). Le transfert d'un poste principal est effectué moyennant une contribution fixée à forfait à 60 fr. pour les abonnés situés dans le périmètre de 2.000 mètres de rayon autour du centre de réseau. Au-delà de ce périmètre les nouvelles sections de lignes construites ou utilisées sont soumises en outre à la contribution ordinaire de 60 fr. par hectomètre.

Le transfert des postes supplémentaires est effectué moyennant un versement forfaitaire de 50 fr. par poste, plus 60 fr. par hectomètre indivisible de ligne établie ou utilisée.

Les frais de transfert des organes spéciaux ou accessoires, de déplacement de postes dans le même immeuble, de changement d'installation ou de réparations non justifiées par l'usage normal, sont remboursés d'après les dépenses faites avec majoration de 10 %;

(ART. 29). Les lignes supplémentaires donnent lieu, dans tous les réseaux, au paiement d'une redevance annuelle pour droit d'usage, fixée à 5 fr. par hectomètre indivisible de ligne.

Les services publics de l'Etat et des communes sont exonérés de cette taxe.

Un arrêté du Directeur général de l'office des Postes et des Télégraphes détermine les exceptions motivées par les particularités d'installations.

**3.** *Lignes rurales communes à plusieurs postes.* — Le tarif des abonnements, des frais de premier établissement et d'entretien des lignes rurales communes à plusieurs postes créées suivant les dispositions du décret du 13 janvier 1914 est fixé comme suit :

#### Postes principaux

*Abonnements.* — 100 fr. par an comme pour les postes principaux ordinaires (art. 18).

*Frais de premier établissement* :

1° contribution fixe de 400 fr. des postes principaux ordinaires dans un périmètre de 2.000 mètres de rayon (art. 23) ;

2° contribution forfaitaire égale au quart du tarif des lignes hors périmètre, soit 15 fr. par hectomètre indivisible, à verser par chacun des abonnés, d'après la longueur de la ligne entre le poste d'abonnement et la limite du périmètre de 2.000 mètres de rayon (art. 24).

*Frais d'entretien de la ligne hors périmètre.* — Redevance égale au quart du tarif des lignes hors périmètre, soit 2 fr. par an (art. 27).

#### Lignes et postes supplémentaires

Le tarif est le même que pour les postes supplémentaires reliés aux postes principaux ordinaires.

Les organes spéciaux sont à la charge des abonnés suivant un tarif fixé par arrêté du Directeur général de l'office des Postes et des Télégraphes.

**4.** Les nouvelles taxes sont applicables à tous les abonnements actuels, principaux ou supplémentaires, souscrits avant l'application du présent décret. Il ne sera pas demandé aux abonnés un complément de contribution pour les frais de premier établissement, mais toute cession ou modification entraînant la signature d'une nouvelle police d'abonnement donnera lieu au paiement d'un complément de frais de premier établissement égal à la différence entre le tarif en vigueur et le tarif payé antérieurement.

---

## 20 mars 1920

ARRÊTÉ *du Directeur général des Finances organisant des missions locales et temporaires pour le contrôle des déclarations sur les bénéfices de guerre.*

(J. O. 27 MARS 1920, 535)

ART. **1.** Il est créé, pour les besoins du contrôle de la contribution extraordinaire de guerre en Tunisie, des missions locales et temporaires de contrôle rattachées au service de l'inspection générale des Finances.

**2.** Le rôle de ces organismes consiste dans la vérification sur tous les points de la Régence des déclarations souscrites par les assujettis et dans la recherche des droits cédés, en vue, soit du redressement des déclarations déjà souscrites, soit de la taxation d'office. Les agents vérificateurs porteurs d'une commission spéciale délivrée par le Directeur général des Finances opèreront en vertu d'ordres de mission émanant du chef du service de l'inspection générale des Finances. Ils pourront, conformément aux dispositions des décrets du 20 septembre 1917, art. 8, § 12, et du 20 décembre 1919, user, pour leur documentation, des moyens d'investigation autorisés par les articles 31 du décret du 19 avril 1912 et 20 du décret du 20 avril 1912 sur le timbre et l'enregistrement.

**3.** Les missions locales seront composées en nombre suffisant, d'agents choisis par le Directeur général des Finances dans les cadres de l'administration des Finances et dont l'un exercera les fonctions et prendra le titre de chef de mission et les autres rempliront les fonctions de vérificateurs avec le titre de commissaires-contrôleurs.

**4.** Les agents d'une mission locale pourront être renforcés, le cas échéant, par les agents pris parmi ceux composant une autre mission, soit assistés, en cas de besoin, dans leurs opérations, par des comptables ou experts comptables désignés, pour chaque opération par le Directeur général des Finances sur la proposition du chef du service de l'inspection générale des Finances ; ces auxiliaires seront payés sur mémoires dûment taxés et approuvés par le Directeur général des Finances.

**5.** Tout chef de mission, tout agent vérificateur, tout agent des services financiers, y compris le secrétaire de la commission du premier degré, tout auxiliaire de l'administration, comptable, expert ou autre, tout tiers quelconque, qui aura personnellement provoqué le redressement de déclarations ou concouru à la découverte de droits célés en matière de contribution de guerre pourra recevoir par arrêté du Directeur général des Finances, une prime proportionnelle à l'importance du redressement ou de la découverte.

---

## 21 mars 1920

DÉCRET *relatif aux lignes téléphoniques d'intérêt privé.*

(J. O. 31 MARS 1920, 551)

ART. **1.** Les lignes d'intérêt privé sont celles qui relient des établissements privés entre eux ou à des bureaux de l'office postal.

Les lignes d'intérêt privé télégraphiques et téléphoniques ne peuvent être mises en relation avec le réseau de l'Etat.

**2.** Les lignes d'intérêt privé télégraphiques et téléphoniques ou de signaux ne peuvent être construites que par l'Etat qui en détermine seul le tracé :

1° lorsqu'elle empruntent ou traversent les chemins publics et d'une façon générale lorsque leur tracé peut présenter un intérêt quelconque pour le réseau de l'Etat ;

2° lorsqu'elles sont destinées à relier un établissement privé à un bureau de l'office postal ;

Dans les autres cas et après autorisation spéciale et approbation du tracé, les lignes d'intérêt privé peuvent être construites par les permissionnaires.

**3.** Le matériel de toute nature fourni et installé par l'office postal reste sa propriété.

**4.** Les lignes téléphoniques d'intérêt privé construites et entretenues par le service des Postes, Télégraphes et Téléphones, sont installées exclusivement au double fil.

**5.** L'établissement des lignes d'intérêt privé, aériennes ou souterraines construites par l'Etat, est effectué contre versement d'une contribution variable, basée sur les dépenses à faire en matériel, personnel et main-d'œuvre, majorées de 10 % à titre de frais généraux. Le montant de cette contribution est préalablement soumis à l'acceptation du concessionnaire.

**6.** Les lignes d'intérêt particulier aux services publics de l'Etat et des communes ou assimilés, sont construites par l'office postal, contre remboursement des dépenses correspondantes en matériel et main-d'œuvre avec majoration de 10 % à titre de frais généraux. Un devis et un accord préalables sont établis pour les travaux.

**7.** La taxe d'entretien annuel des lignes d'intérêt privé est de 6 francs par hectomètre indivisible de fil simple.

**8.** L'exploitation des lignes d'intérêt privé donne lieu à une redevance annuelle pour droit d'usage calculée à raison de 5 francs par hectomètre indivisible de ligne à simple ou double fil et de 50 francs pour chacun des postes en sus de deux appartenant à une même concession.

Sont exemptés de tous droits d'usage les lignes d'intérêt privé concédées à des services publics ou municipaux, les lignes des sociétés de tir et celles qui sont utilisées par les hospices.

**9.** Les permissionnaires des lignes d'intérêt privé, construites ou non par l'Etat, pourvoient eux-mêmes, sauf en cas de convention particulière avec l'office postal pour les lignes des services publics, ou assimilés, ainsi que pour les lignes aboutissant à des bureaux de l'office postal, à l'acquisition et à l'entretien des appareils nécessaires au fonctionnement de leurs installations.

Ils peuvent, à toute époque, renoncer à l'usage des fils concédés ; l'abonnement pour droit d'usage et l'annuité d'entretien restent acquis à l'Etat jusqu'à la fin de l'année courante ; il n'est fait aucun remboursement sur les sommes versées à titre de contribution aux frais de premier établissement.

**10.** Les redevances ou indemnités qui pourraient être dues à des tiers, à un titre quelconque, du fait de la construction ou de l'entretien des lignes sont à la charge des permissionnaires.

**11.** L'Etat ne peut encourir aucune responsabilité du fait des interruptions accidentelles des communications, même sur les fils dont l'entretien est assuré par l'office postal.

Il peut, à toute époque, suspendre ou retirer le droit d'usage des fils concédés sans être tenu, pour ce motif, ni à indemnité, ni à remboursement. Il se réserve le droit d'introduire ses agents et ses appareils dans les bureaux d'intérêt privé, quelle qu'en soit la destination, si les besoins du service officiel venaient à l'exiger.

**12.** Les nouvelles taxes d'entretien et de droit d'usage sont applicables à toutes les concessions actuelles de lignes d'intérêt privé.

**13.** Notre Directeur général de l'office des Postes et des Télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, dont il fixera la date d'application par arrêté spécial.

Seront abrogées, à partir de la date de cet arrêté, toutes dispositions antérieures au présent décret.

---

## 22 mars 1920

ARRÊTÉ *du Résident général instituant la représentation proportionnelle pour l'élection des délégués à la Conférence consultative dans les circonscriptions élisant plus de quatre délégués par collège.*

(J. O. 24 MARS 1920, 511)

ART **1.** Dans les circonscriptions électorales où les collèges sont appelés à élire un nombre de délégués supérieur à quatre, l'élection a lieu en un seul tour de scrutin. Les sièges à pourvoir sont répartis entre les candidats des différentes listes au prorata des suffrages que ces listes ont recueillis conformément aux règles de la représentation proportionnelle exprimées ci-après.

**2.** Une liste est constituée par le groupement des candidats qui ayant fait la déclaration de candidature exigée par l'article 30 de l'arrêté résidentiel du 2 janvier 1905 se présentent conjointement aux suffrages des électeurs.

Elle ne peut comprendre plus de noms qu'il n'y a de délégués à élire, mais elle peut comprendre un nombre moindre de noms. Les candidatures isolées sont considérées comme constituant chacune une liste distincte.

**3.** Le dépôt de la liste est fait à la Résidence générale à partir de l'ouverture de la période électorale et le dixième jour au plus tard avant le jour du scrutin. La Résidence générale l'enregistre, la numérote et en délivre récépissé à chacun des candidats la composant.

Ne peuvent être enregistrés que les noms des candidats dont la signature a été apposée sur la liste. L'enregistrement est refusé à toute liste portant plus de noms qu'il n'y a de délégués à élire.

Aucun des candidats déjà inscrits sur une liste ne peut être inscrit sur une autre, à moins d'avoir notifié à la Résidence générale par une déclaration datée, signée et dûment légalisée, sa volonté de se retirer de la liste à laquelle il avait antérieurement adhéré et d'où son nom est aussitôt rayé.

**4.** Vingt-quatre heures avant l'ouverture du scrutin, les listes enregistrées doivent être affichées, avec leur numéro, à la porte des bureaux de vote par les soins de la Résidence générale.

**5.** L'électeur est maître de voter pour les candidats d'une même liste ou de porter son choix sur des candidats appartenant à des listes différentes, mais son suffrage a une double valeur. En l'exprimant il donne un suffrage individuel au candidat en faveur duquel il vote et un suffrage de liste à la liste à laquelle appartient ce candidat.

La totalité des suffrages recueillis par l'ensemble des candidats composant la liste à laquelle ils ont expressément donné leur adhésion, constitue la masse électorale de cette liste.

**6.** La commission prévue à l'article 44 de l'arrêté résidentiel du 2 janvier 1905 pour recenser les votes, opère la répartition des sièges entre les différentes listes au prorata des suffrages qu'elles ont recueillis.

Après avoir établi la masse électorale de chaque liste, elle divise successivement par application du procédé de calcul simplifié, dit procédé Handt, la masse électorale de chaque liste par 1, 2, 3, 4, 5, jusqu'à concurrence du nombre de sièges à pourvoir.

Elle inscrit ensuite les quotients ainsi obtenus dans l'ordre de leur importance jusqu'à ce qu'elle ait déterminé dans cet ordre autant de quotients qu'il y a de délégués à élire.

Le plus faible de ces quotients, correspondant au dernier siège à pourvoir, sert de diviseur commun. Il est attribué à chaque liste autant de délégués que sa masse électorale contient de fois ce diviseur commun.

**7.** Pour chaque liste, les sièges sont dévolus aux candidats ayant obtenu le plus de suffrages, et, en cas d'égalité de suffrages, aux plus âgés.

S'il arrive qu'un siège revienne à titre égal à plusieurs listes, il est attribué, parmi les candidats en ligne, à celui qui a recueilli le plus de suffrages individuels, et, en cas d'égalité de suffrages au plus âgé.

**8.** Les candidats non élus de chaque liste qui ont recueilli le plus grand nombre de voix sont classés premier, deuxième, troisième suppléant et ainsi de suite.

En cas de vacance par décès, démission ou toute autre cause, les suppléants seront appelés, suivant le rang de leur inscription, à remplacer les titulaires de la même liste, pourvu qu'ils réunissent à ce moment les conditions exigées pour être éligibles.

**9.** Sont maintenues les dispositions non contraires au présent arrêté.

---

## 31 mars 1920

ARRÊTÉ *du Directeur général des postes sur le service téléphonique.*

(J. O. 17 AVRIL 1920, 646)

ART. 1. Toute concession d'abonnement téléphonique donne lieu à la signature par le concessionnaire d'un engagement portant adhésion aux règlements concernant le service téléphonique, et, le cas échéant, aux conditions particulières à cet abonnement

Cette concession ne peut être consentie quant aux abonnements permanents, pour moins d'une année comptée à partir du premier mois qui suit la mise en service du poste.

Lorsque la contribution aux frais d'établissement est payable en plusieurs annuités, la durée de l'abonnement est égale à la durée des engagements pris à cet égard par le souscripteur.

Les abonnés peuvent toutefois demander la résiliation au bout d'un an sous réserve de payer intégralement la contribution aux frais d'établissement.

A défaut de dénonciation écrite notifiée au moins quinze jours avant l'expiration du trimestre en cours, l'abonnement se renouvelle de trimestre en trimestre par tacite reconduction.

Les abonnements temporaires sont consentis pour une durée minimum d'un trimestre ; ils peuvent être renouvelés de trimestre en trimestre ou de mois en mois sur la demande du concessionnaire, notifiée quinze jours au moins avant l'expiration du trimestre ou du mois en cours. La contribution aux frais de premier établissement doit, dans tous les cas, être acquittée avant la cessation de l'abonnement.

**2.** Les abonnements téléphoniques sont concédés soit au régime forfaitaire à tarif gradué par paliers, admis dans tous les réseaux, soit au régime des conversations taxées, mais seulement dans les réseaux autres que Tunis, Sousse, Sfax et Bizerte ou autres réseaux à désigner ultérieurement par arrêté du Directeur général de l'office postal.

Dans le forfait à tarif gradué, les conversations urbaines sont décomptées par échelons de 200 communications avec minimum de consommation d'un échelon par an. Le taux de chaque échelon est de 20 francs jusqu'à 3.600 communications par an et de 10 francs pour les échelons au-dessus pendant la même période.

Cet abonnement comporte également la délivrance de communications suburbaines. Celles-ci sont décomptées et imputées au concessionnaire sur la base de deux unités de communication urbaine pour chaque communication suburbaine établie.

Dans le régime des conversations taxées, les communications urbaines et suburbaines sont décomptées unitairement et portées respectivement au compte du concessionnaire au tarif de 0 fr. 20 et de 0 fr. 40.

Pour toutes les autres communications, les deux régimes confèrent les mêmes facilités aux abonnés, c'est-à-dire : moyennant, le paiement des taxes réglementaires, la faculté :

1° de correspondre à partir de leur poste avec les abonnés et les cabines de tous les réseaux admis à communiquer avec leur réseau d'attache ;

2° d'envoyer de leur poste ou de recevoir par téléphone des avis d'appel téléphonique et des télégrammes téléphonés ;

3° de transmettre des messages téléphonés.

CHAPITRE I

**3.** Dans le régime forfaitaire à tarif gradué, le nombre des communications urbaines est déterminé en fin de chaque trimestre par des compteurs ou par pointages. Les résultats obtenus permettent d'établir la taxe de consommation due d'après le nombre d'échelons atteints.

Le décompte des communications est opéré par année à partir du 1er janvier pour les abonnements existant à cette date, ou à partir de la mise en service du poste pour les abonnements souscrits en cours d'année.

Le comptage a lieu sans interruption. Lorsque en fin de trimestre ou d'année la totalité d'un échelon n'est pas atteinte, la taxe de cet échelon n'est pas immédiatement réclamée ; la fraction d'échelon entamée est reportée au décompte de l'abonné pour le trimestre suivant.

En fin d'abonnement tout échelon commencé est dû en entier.

**4.** Les abonnés peuvent changer de régime d'abonnement à leur gré sous cette réserve que le nouveau mode d'abonnement demandé est admis dans le réseau intéressé.

Toute transformation doit coïncider avec le commencement d'un mois, elle donne lieu à l'établissement d'un nouvel engagement sur timbre qui, au point de vue de la durée est considéré comme faisant suite à l'abonnement précédent.

Les dispositions régissant le nouveau mode d'abonnement deviennent immédiatement applicables ; la situation du compte de l'abonné est établie au jour de la transformation et portée à la connaissance de l'intéressé. Le décompte ultérieur est poursuivi ensuite aux tarifs et conditions du mode d'abonnement entrant en vigueur.

**5.** En cas de décès de l'abonné, ses héritiers sont tenus solidairement à l'exécution de l'abonnement dont l'effet n'est pas modifié.

La dissolution d'une société ou d'un syndicat ne met pas fin à l'abonnement souscrit par cette société ou ce syndicat.

Dans les deux cas, la résiliation de l'abonnement est soumise aux règles indiquées au chapitre II ci-après.

**6.** Toute interruption de service supérieure à quinze jours consécutifs qui ne serait pas du fait de l'abonné entraîne dans le montant de l'abonnement une diminution proportionnelle calculée d'après la durée de l'interruption.

**7.** Les noms et qualités des titulaires des postes principaux et supplémentaires d'abonnés sont portés sur un indicateur officiel annuel ou sur des suppléments trimestriels destinés à tenir ce document à jour.

L'inscription comporte pour chaque poste principal le numéro d'appel, les nom, prénoms, ou raison sociale, la profession, l'adresse,et éventuellement, les heures d'ouverture des bureaux ou magasins, de consultations, visites, etc.

Chaque inscription ne doit pas, en principe, dépasser deux lignes d'impression, la première ligne étant gratuite et la seconde soumise à une redevance annuelle de 5 fr. Toutefois, lorsque le développement normal du nom ou de la raison sociale l'exige,une deuxième ligne peut être employée gratuitement pour l'inscription d'un abonné.

Les nom et prénoms du titulaire peuvent être remplacés par ceux du prédécesseur, par un pseudonyme ou par la désignation sous laquelle l'établissement est plus particulièrement connu, à l'exclusion de toute inscription présentant le caractère de réclame ou d'annonces.

Pour les administrations de l'Etat, les établissements publics ou commerciaux (banques, théâtres, cafés, hôtels, sociétés, compagnies, etc.), plusieurs mentions peuvent être insérées gratuitement ; ces inscriptions exceptionnelles ne doivent se différencier que par l'ordre alphabétique où elles sont placées. Le Directeur général de l'office postal apprécie, pour chaque cas, dans quelle limite cette gratuité doit être consentie d'après l'avantage que ces références peuvent présenter pour le public.

En dehors de l'inscription officielle à laquelle tout abonné a droit et, éventuellement, des inscriptions d'intérêt général dont il vient d'être question, les abonnés peuvent obtenir au prix de 5 francs l'une, des inscriptions supplémentaires soumises quant à leur forme et leur étendue, aux mêmes règles que les inscriptions normales.

Les abonnés reçoivent périodiquement, à titre gratuit, un exemplaire de l'indicateur officiel et des suppléments pour chaque poste principal et pour chaque poste supplémentaire.

## CHAPITRE II

### Cession et résiliation des abonnements

**8.** La cession des droits afférents à un abonnement ne peut être autorisée par l'administration que dans les conditions ci-après :

1° la cession est demandée par l'abonné au profit de son successeur commercial, industriel, etc., ou est prévue dans l'acte de cession du fonds commercial, industriel, etc.,

2° les ayants-droit d'une société dissoute demandent le maintien de l'abonnement en leur nom ou la cession de cet abonnement à l'un des associés ;

3° les héritiers d'un abonné décédé demandent le maintien par mutation de l'abonnement en leur nom collectif ou la cession de cet abonnement à l'un d'entre eux.

Les demandes de l'espèce doivent être appuyées de pièces justificatives établissant les droits des successeurs, ayant-droit ou héritiers. Ceux-ci peuvent ne pas habiter le local où est établi le poste d'abonnement, mais ils s'engagent dans ce dernier cas à acquitter les frais de transfert du poste.

Indépendamment des cas prévus ci-dessus, tout abonné peut, pendant la durée de son abonnement, céder les droits que lui confère cet abonnement à toute personne lui succédant dans le local où est installé le poste téléphonique.

Toutefois, si ce poste a fait l'objet d'un transfert, la cession ne peut être admise que s'il s'est écoulé, au moment où elle est demandée, un délai d'un an au moins depuis le premier jour du mois qui a suivi l'établissement de la police de transfert.

Toute cession donne lieu à la signature, par le cessionnaire, d'une nouvelle police d'abonnement, mais la durée minimum de l'engagement primitif n'est pas modifiée ; elle entraîne en outre, le cas échéant, le paiement d'un complément de frais de premier établissement égal à la différence entre le

tarif en vigueur et le tarif payé antérieurement.

9. Les abonnements permanents, principaux ou supplémentaires, étant consentis pour une période minimum d'un an et se continuant ensuite de trimestre en trimestre, leur résiliation demandée par les abonnés ne peut être admise qu'à l'expiration de la première année ou d'un trimestre ultérieur.

Les abonnements temporaires, principaux ou supplémentaires, étant souscrits pour une période minimum d'un trimestre et se renouvelant de trimestre en trimestre ou de mois en mois, leur résiliation ne peut être admise qu'à l'expiration de la période trimestrielle initiale, d'un trimestre ou d'un mois ultérieur, suivant la période pour laquelle le renouvellement a été demandé.

10. Les demandes de résiliation doivent être formulées par écrit, au moins quinze jours avant l'expiration des périodes indiquées à l'article précédent ; elles doivent émaner du titulaire de l'abonnement ou d'un fondé de pouvoirs.

11. La résiliation des abonnements peut être annulée lorsque les concessionnaires ou leurs successeurs dans le local où le poste était établi demandent à reprendre l'usage du téléphone dans le même immeuble, sous ces réserves que les anciennes lignes sont restées disponibles, qu'elles peuvent leur être affectées et qu'il ne s'est pas écoulé plus d'un mois depuis la date de la résiliation.

Lorsque ces conditions se trouvent remplies, les anciens abonnés ou leurs successeurs (sous réserve de l'application pour ces derniers des dispositions de l'article 6 en ce qui concerne la continuation d'un abonnement par toute personne s'installant dans un local où un poste téléphonique est déjà installé) peuvent être admis à faire revivre l'abonnement primitif. Le terme d'abonnement correspondant à la durée de l'interruption est exigible et les dépenses de main-d'œuvre résultant du rétablissement de l'installation sont à leur charge.

12. En cas : d'inexécution par l'abonné des clauses de son engagement, de non paiement ou de paiement irrégulier des taxes ou redevances, si des difficultés provenant du fait de l'abonné venaient à entraver la bonne marche du service, si des paroles blessantes ou injurieuses pour l'Administration ou son personnel étaient prononcées à partir du poste de cet abonné, l'Administration pourrait d'office suspendre la communication téléphonique. Elle pourrait, en outre, à l'expiration du mois en cours, prononcer la résiliation du contrat après notification par lettre recommandée, avec accusé de réception.

Les supensions de cette nature n'entraînent aucun dégrèvement sur le montant des abonnements ou redevances principales et accessoires.

Les résiliations prononcées dans ces conditions donnent lieu au remboursement des redevances versées par anticipation et afférentes à la partie du trimestre restant à courir. Les sommes restant éventuellement dues à titre de contribution aux frais d'établissement cessent d'être exigibles pour la partie de l'abonnement restant à courir.

## CHAPITRE III

### Installation des lignes et des postes

13. Le poste téléphonique est établi à l'endroit désigné par l'abonné dans les locaux que celui-ci occupe.

L'abonné doit produire au préalable l'autorisation du propriétaire de l'immeuble de faire les installations nécessaires, il doit prendre à sa charge les diverses réparations qu'entraînerait l'établissement ou la suppression du poste.

Une fois les travaux commencés, l'abonné ne peut obtenir l'installation du poste en un point autre que celui primitivement désigné qu'à la condition de supporter les frais de ce changement, d'après les dépenses faites avec majoration de 10 %.

L'office postal met à la disposition des abonnés dans les conditions indiquées au titre IV du décret du 24 décembre 1911 les les lignes et les postes, principaux ou supplémentaires, ainsi que tous les organes accessoires dont l'installation ne doit causer aucune gêne pour le service général.

La constitution d'un groupe téléphonique rural, aux conditions du décret du 13 janvier 1914, ne peut être examinée que si l'un des postes du groupe projeté est situé à une distance minima de 8 kilomètres du centre de réseau.

14. Il est interdit au titulaire de greffer aucun fil sur celui dont l'usage lui est con-

cédé, de démonter ou déplacer les appareils ou accessoires, et, d'une manière générale, de modifier en quoi que ce soit son installation téléphonique ; tout changement qu'il désire y faire apporter doit être exécuté par l'office postal aux conditions de l'article 19 ci-après.

L'administration se réserve la faculté d'apporter au poste de l'abonné, sans frais pour lui, les modifications qu'exigerait le service et de retirer sur les tableaux les organes qui ne seraient pas utilisés.

Les frais résultant de détériorations qui ne seraient pas le fait de l'usage normal des appareils sont à la charge de l'abonné.

**15.** L'abonné doit accorder aux agents de l'office postal chargés du service téléphonique, qui justifient de leur qualité, l'accès à des heures convenables des locaux où sont installés les lignes et les postes.

**16.** Les conditions d'installation des lignes et postes téléphoniques sont déterminées à l'article 2 (titre VI et VII) du décret du 20 mars 1920.

Les longueurs des lignes sont mesurées non d'après le tracé réel qui est toujours fixé par l'administration, mais d'après la distance en suivant les voies publiques les plus directes.

Les longueurs des lignes supplémentaires sont mesurées depuis le poste supplémentaire jusqu'au tableau du poste principal.

Les parties de lignes construites en fil d'appartement du modèle de l'administration, à l'intérieur d'un même immeuble, sont soumises à une majoration de 0 fr. 65 par mètre pour l'installation et donnent lieu à une redevance annuelle d'entretien de 10 % des frais de premier établissement.

**17.** Dans le cas où une ligne ou portion de ligne présente des difficultés particulières ou nécessite l'emploi de dispositions spéciales son établissement est poursuivi moyennant le paiement d'une contribution forfaitaire à fixer dans chaque cas après étude préalable et dont le montant est porté à la connaissance de l'abonné avant toute exécution des travaux.

Les frais d'entretien auxquels ces installations spéciales donnent lieu sont calculés à raison de 10 % de la contribution versée pour leur établissement.

**18.** Les organes spéciaux ou accessoires demandés par les abonnés sont mis à leur disposition moyennant une contribution forfaitaire fixée d'après le tarif ci-après (1) revisable tous les ans. Les frais d'entretien sont calculés à raison de 10 % de la contribution d'établissement pour les organes spéciaux entrant nécessairement dans la constitution du poste et de 20 % de la contribution pour les organes accessoires.

Les prix ci-dessus indiqués ne comprennent pas la fourniture des fils d'appartement pour la liaison de chaque organe au poste principal ou supplémentaire dont il dépend.

Lorsqu'il est fait usage de cable spécial sur la demande des abonnés, ou pour les cas non prévus à ce tarif, le forfait est fixé après étude (art. 17 ci-dessus).

**19.** Le transfert d'un poste principal, la transformation d'un poste principal en poste supplémentaire et réciproquement, donnent lieu à la signature d'un nouvel engagement qui se confond avec le contrat primitif en ce qui concerne la durée de l'abonnement.

Le déplacement de la ligne et la réinstallation des appareils essentiels des postes transférés sont soumis à une contribution fixée à forfait à 60 francs pour les abonnés situés dans le rayon de 2.000 mètres autour du centre de réseau. Lorsque le transfert exige l'emploi d'une nouvelle section de ligne au-delà du rayon de 2.000 mètres, l'abonné verse en outre une contribution forfaitaire de 60 fr. par hectomètre indivisible de ladite section.

Le transfert des postes supplémentaires est effectué aux frais des abonnés moyennant un versement forfaitaire de 50 fr. par poste et 60 fr. par hectomètre indivisible de nouvelles sections de ligne utilisées.

Les organes spéciaux ou accessoires sont transférés moyennant une taxe forfaitaire égale au dixième de la part contributive de premier établissement.

Les dépenses résultant du déplacement dans le même immeuble du poste téléphonique, de changement d'installation ou de réparation non justifiée par l'usage normal du poste, sont intégralement remboursées à l'office postal, y compris une majoration de 10 %.

Lorsqu'un poste principal à transformer en supplémentaire se trouve dans le même immeuble que le nouveau poste principal au-

(1) V. J. O. 1920 p. 648).

quel il doit être attaché, la modification comporte seulement changement d'installation, l'abonné supporte les frais du raccordement intérieur d'après les dépenses faites, y compris une majoration de 10 %.

Si le rattachement doit avoir lieu à un poste principal extérieur, l'abonné contribue à l'établissement de la ligne nouvelle aux conditions ordinaires et prend la charge des droits d'usage et des frais d'entretien. Toutefois, si la part de ligne principale utilisée se trouve dans le rayon de 2.000 mètres, l'abonné doit acquitter la différence entre les contributions forfaitaires normales d'établissement de la ligne supplémentaire et du poste supplémentaire et la contribution qu'il a payée pour la concession du poste principal à transformer. Si la partie de la ligne utilisée est située en dehors du rayon forfaitaire de 2.000 mètres il en est tenu compte ; l'abonné a la charge des sections à établir effectivement, mais il paye pour les sections utilisées.

Si le poste principal nouveau ne comporte pas d'autres supplémentaires, le tableau ou les organes de communication nécessaires y sont installés aux frais de l'abonné et au tarif normal d'établissement et d'entretien. Si ce poste comporte déjà d'autres supplémentaires et s'il est pourvu d'un tableau, les frais se réduisent, pour le poste, à l'établissement de la direction nouvelle et à son entretien.

Lorsque la transformation d'un poste supplémentaire en poste principal a lieu sans déplacement d'appareils et que ce poste se trouve dans le rayon de 2.000 mètres, l'abonné doit acquitter la différence entre la contribution forfaitaire normale d'établissement d'un poste principal et celle qu'il a payée pour le poste supplémentaire ; c'est le taux de l'échelon le plus réduit payé précédemment par l'abonné qui sert de base pour le calcul de cette différence.

Si le poste supplémentaire à transformer se trouve en dehors du rayon forfaitaire de 2.000 mètres, la dépense prévue à l'alinéa précédent s'augmente de la contribution habituelle de 60 fr. par hectomètre pour les sections de ligne hors rayon. Toutefois, si la ligne supplémentaire le desservant peut, en tout ou en partie, être utilisée comme ligne principale nouvelle dans cette section, il en est tenu compte ; l'abonné a la charge des sections à établir effectivement, mais il paye pour les sections utilisées la différence entre le tarif en vigueur et celui qu'il a payé antérieurement.

Si le poste dont la transformation est poursuivie est le seul supplémentaire que comporte l'installation, le tableau ou les organes devenant inutiles au poste principal sont enlevés par l'office postal et les frais d'entretien correspondants sont supprimés. Au cas où dans le délai de trois mois l'abonné demanderait le rétablissement de son installation antérieure, le tableau ou les organes enlevés seraient replacés sans autres frais que ceux de main-d'œuvre majorés de 10 %.

Si après transformation il doit rester un seul poste supplémentaire rattaché au poste principal, le tableau est remplacé par une clé commutatrice ; s'il doit rester plusieurs postes supplémentaires rattachés au poste principal, le tableau est laissé sans changement ; la taxe d'entretien est maintenue aux seules directions utilisées. En cas de reprise ultérieure de l'installation momentanément modifiée, le rétablissement de la communication a lieu sans frais en ce qui concerne le tableau.

Au cas où, dans le délai de trois mois, un abonné demanderait le rétablissement d'un poste supplémentaire résilié et comportant une ligne extérieure, celle-ci serait réaffectée sans frais à la communication rétablie si elle était demeurée disponible. Si au contraire cette ligne avait été utilisée ou enlevée, en totalité ou en partie, l'abonné aurait à verser la contribution forfaitaire normale soit pour la totalité, soit pour les sections reconstruites.

**20**. Si pour des commodités d'exploitation un abonné demande à reporter ses lignes principales ou supplémentaires sur plusieurs tableaux afin d'utiliser plusieurs opérateurs les frais d'établissement et d'entretien des directions supplémentaires sont calculés séparément pour chaque tableau.

Le transfert de directions d'un tableau sur un autre tableau donne lieu, le cas échéant, au paiement de la différence des tarifs.

Il en est de même lorsqu'une clé commutatrice est remplacée par un tableau.

## CHAPITRE IV
### Mode de versement des contributions et redevances

**21.** Les contributions forfaitaires fixes de premier établissement de toute nature sont exigibles avant le commencement des travaux. Lorsque les garanties utiles sont offertes à l'Etat, notamment par caution, les sommes dues, se rapportant aux lignes et appareils et tableaux nécessaires pour le service normal, peuvent être payées en une ou plusieurs annuités, chacune étant répartie par trimestre aux dates indiquées à l'article suivant pour le paiement des abonnements et redevances périodiques.

Les abonnés autorisés à se libérer des frais de premier établissement en plusieurs annuités doivent souscrire un engagement spécial et en outre, un abonnement d'une durée égale à deux ans, trois ans ou quatre ans (durée maximum).

En cas de résiliation anticipée, sur la demande de l'abonné, le montant total des engagements souscrits devient immédiatement exigible.

Il sera tenu compte à l'Etat de l'intérêt des sommes dont le paiement est échelonné en ajoutant à chaque trimestrialité 10 %, 7,50 %, 5 % suivant que le paiement a lieu en 4 ans (16 versements), 3 ans (12 versements), 2 ans (8 versements).

Il n'est demandé aucun intérêt pour le paiement en 1 an (4 versements).

Les abonnés ont la faculté de se libérer à tout moment en une seule fois et dans ce cas aucune majoration n'est faite sur le versement pour solde. Il en est de même en cas de résiliation anticipée.

Les sommes dues pour fourniture et installation d'organes accessoires, frais de transferts, changements, réparations, etc., ne sont pas payables par annuités.

**22.** Le montant des abonnements les frais d'entretien ou autres redevances périodiques, principales et accessoires, sont payables par trimestre et d'avance en quatre termes égaux exigibles les 1er janvier, 1er avril, 1er juillet et 1er octobre de chaque année.

Les sommes dues pour la période comprise entre la date où le poste est mis à la disposition de l'abonné et le premier jour du trimestre suivant, sont exigibles dès l'achèvement de l'installation.

Les abonnés ont la faculté d'acquitter par anticipation le montant d'un ou de plusieurs trimestres.

L'encaissement des sommes dues par les abonnés à titre de taxes de consommation est opéré par trimestre échu ; toutefois un versement d'acompte peut être demandé par note spéciale, en cours de trimestre, lorsque le débit du compte n'est plus garanti par le cautionnement (article 23).

Pour les abonnés qui en font la demande, l'encaissement est opéré à domicile augmenté des frais ordinaires de recouvrements postaux ; ceux qui ne désirent pas user de cette faculté reçoivent un premier avis gratuit au moment de l'exigibilité des créances. A défaut de paiement dans le délai de huit jours après la date de cet avis, la quittance est présentée d'office à l'encaissement à domicile majorée des frais de recouvrement. En cas de résultat infructueux, un avertissement est adressé au débiteur retardataire sous pli recommandé. Si à la fin du deuxième mois du trimestre le versement n'est pas opéré, l'encaissement des créances est poursuivi par voie d'huissier.

Les frais entraînés par le retard des abonnés à acquitter leurs redevances sont à leur charge.

Au cas de retards prolongés ou renouvelés, dans le paiement des redevances, la communication peut être suspendue d'office, dans les conditions prévues par l'article12ci-dessus.

**23.** Les lignes supplémentaires des services publics de l'Etat et des communes sont exemptes de la redevance annuelle pour droits d'usage.

Sont également exonérées de cette taxe :

1° les lignes supplémentaires reliant des postes supplémentaires à un poste principal lorsque tous ces postes sont situés à l'intérieur d'un même immeuble ou d'une même propriété close, continue, et que les lignes ne traversent aucune voie publique ;

2° les lignes supplémentaires des postes de substitution ou celles affectées à des installations accessoires (sonneries, relais, etc.) annexes à un poste principal ou supplémentaire.

## CHAPITRE V
### Application des taxes Ordre des communications

**24.** Tout abonné qui désire obtenir à partir de son poste des communications

autres que des conversations urbaines (conversations interurbaines, transmissions d'avis d'appel, de télégrammes ou de messages téléphonés) doit constituer au préalable un dépôt de garantie.

Ce cautionnement est au minimum de 20 fr. ; il peut être augmenté en cas de trafic important et porté à 50 fr., 100 fr., 200 fr., etc. Il est supprimé pour les services publics ou assimilés.

Le dépôt de garantie est remboursable en fin d'abonnement après réglement et prélèvement, s'il y a lieu, des taxes dues à ce moment. Il ne porte pas intérêt.

**25.** La taxe des communications téléphoniques est toujours perçue sur l'abonné demandeur, c'est-à-dire soit sur le titulaire du poste d'abonnement à partir duquel la communication est réclamée, soit sur la personne qui demande la communication à partir d'un poste public.

La taxe s'applique :

1° pour les conversations demandées par un abonné avec un abonné et par un poste public avec un poste d'abonné, à partir du moment ou la communication est établie entre le demandeur et le poste demandé ; elle est due quelle que soit la personne qui se présente au poste de l'abonné demandé ;

2° pour les communications demandées avec un poste public à partir du moment où la personne appelée est mise en relation selon le cas, avec le demandeur dans un poste public ou avec le poste de l'abonné demandeur.

**26.** Les demandes de communications interurbaines n'ayant pas abouti pour des causes indépendantes du service téléphonique, telles que non réponse, absence, refus du correspondant demandé, etc., donnent lieu, sauf l'exception prévue au dernier alinéa ci-après, à l'application sur l'abonné demandeur de la taxe d'appel fixée par l'article 2 du décret du 20 mars 1920.

Il en est de même quant aux demandes de communications suburbaines ou interurbaines formulées dans les cabines publiques et qui sont subordonnées au versement préalable de la taxe de communication.

Si la conversation ne peut avoir lieu du fait du correspondant demandé, la taxe d'appel est prélevée sur le montant de la communication versée par le demandeur et l'excédent lui est remboursé.

La taxe d'appel n'est pas applicable lorsque le demandeur justifie de l'envoi d'un avis d'appel téléphonique préalable ou d'un télégramme préparatoire de la communication.

**27.** La taxe des communications téléphoniques peut être remboursée sur la demande des intéressés lorsqu'elle a été perçue par erreur ou lorsqu'elle correspond à des unités de communications qui n'ont pu être utilisées du fait du service.

Toute demande en remboursement de taxe doit être formulée sous peine de déchéance dans un délai de deux mois à compter de la date de la perception.

**28.** *Appel direct.* — Tout concessionnaire d'un poste d'abonnement rattaché à un bureau à service restreint peut demander l'exploitation directe de son poste par un centre de réseau dont les heures de vacation de service sont plus étendues moyennant le paiement d'une taxe annuelle dite « taxe d'appel direct ».

Cette taxe qui est versée au compte d'avances téléphoniques créé par le décret du 15 février 1916, est fixée ainsi qu'il suit :

20 francs pour les réseaux compris dans un périmètre de 10 kilomètres de rayon ;

30 francs pour les réseaux compris dans un périmètre de 10 à 15 kilomètres de rayon ;

40 francs pour les réseaux compris dans un périmètre de 15 à 20 kilomètres de rayon ;

50 francs pour les réseaux situés au-delà de ce dernier périmètre.

Les abonnés ainsi desservis sont reliés au centre de réseau par une ligne commune à plusieurs postes.

## CHAPITRE VI

### Communications à heures fixes ou en dehors des heures du service

**29.** La concession de communications interurbaines par abonnement, à l'heure fixe, comporte l'usage quotidien à l'heure indiquée dans l'engagement, d'une ligne interurbaine entre deux postes spécialement désignés. Elle ne peut être consentie pour moins d'un mois et se renouvelle de mois en mois par tacite reconduction.

Cette concession est entièrement subordonnée à la disponibilité habituelle des lignes. Elle n'est accordée qu'autant que les conditions d'exécution du service le permettent et aux heures fixées par la Direction générale de l'office postal.

L'abonnement peut à tout moment être dénoncé par l'administration (décret du 24 décembre 1911, article 10). Il peut être résilié par le titulaire à partir du dernier jour du mois en cours moyennant avis donné à l'administration, cinq jours au moins avant l'expiration du dit mois.

**30.** Le montant de l'abonnement est calculé pour une durée moyenne de trente jours. Il est perçu à terme échu en fin de chaque mois.

La taxe est due lors même qu'il n'est pas fait usage de la communication pendant tout ou partie d'une ou de plusieurs séances journalières. Le temps inutilisé par l'abonné ne peut être reporté à une séance ultérieure.

Toutefois, si la non utilisation est due à une interruption de service, une compensation est autant que possible accordée à l'abonné dans la même journée. A défaut de cette compensation, une diminution d'un trentième du montant mensuel de l'abonnement est opéré pour chaque séance non utilisée.

**31.** Lorsque les communications ont lieu en dehors des heures normales d'ouverture des bureaux appelés à les établir, les dépenses supplémentaires de personnel qu'elles entraînent sont à la charge du concessionnaire sur la base de deux francs par demi-heure indivisible.

**32.** La faculté de communiquer entre deux abonnés d'un même réseau par l'intermédiaire des lignes téléphoniques urbaines, en dehors des heures normales d'ouverture du service téléphonique, peut être accordée aux abonnés qui en font la demande.

Cette concession est subordonnée aux exigences du service général ; elle ne peut être consentie à titre accidentel. Elle est accordée pour un mois au moins et se renouvelle de mois en mois par tacite reconduction.

Lorsqu'un abonné désire renoncer au bénéfice de cette faculté, il doit en aviser l'Administration cinq jours au moins avant l'expiration du mois en cours.

**33.** Il est compté pour ce service spécial une communication par jour à la charge de l'abonné ayant demandé l'application de la mesure. En fin d'année, le nombre des communications urbaines de cet abonné est augmenté de 360 unités.

En cas de renonciation en cours d'année l'imputation supplémentaire est proportionnelle au nombre de mois écoulés depuis le commencement de l'année.

**34.** A Tunis et dans les réseaux à désigner ultérieurement les appareils nécessaires pour la réalisation de ces communications spéciales sont installés par l'office postal moyennant une contribution forfaitaire de 50 francs par poste, soit au total 100 francs à la charge de l'abonné demandeur.

**35.** La faculté de communiquer avec le réseau général en dehors des heures d'ouverture de leur bureau d'attache par l'intermédiaire d'un bureau central à service plus étendu avec lequel ils sont mis directement en relation, peut être concédée aux abonnés.

Ces concessions sont subordonnées aux exigences du service et aux disponibilités des circuits. Elles sont accordées par décision spéciale et prennent fin sur l'avis donné par les intéressés.

**36.** Les abonnés auxquels cette facilité est concédée peuvent échanger, à partir de leur poste, des conversations avec le réseau général en payant les taxes ordinaires, mais exclusivement dans la limite des relations de leur bureau d'attache.

**37.** Il est compté pour ce service spécial une communication urbaine par jour à la charge de l'abonné bénéficiant de la mesure. En fin d'année, le nombre de ses communications urbaines est augmenté de 360 unités.

Lorsque l'établissement de la communication avec un autre bureau nécessite une modification d'installation du poste de l'abonné ou la fourniture d'appareils complémentaires, les dépenses correspondantes sont à sa charge ; elles lui sont préalablement indiquées.

## CHAPITRE VII

### Avis d'appel téléphonique

**38.** Les avis d'appel téléphonique peuvent être présentés à toute cabine publique, à tout bureau télégraphique ou cabine téléphonique ou être téléphonés de tout poste d'abonnement si le titulaire a versé un dépôt de garantie. Ils peuvent être adressés à domicile, télégraphe restant ou poste restante et comporter les indications éventuelles relatives à la remise des télégrammes (jour, nuit, ouvert, mains propres, poste, poste recommandée, exprès payé). Les avis d'appel adres-

sés à domicile ne peuvent être acceptés qu'à destination des bureaux possédant un service de distribution télégraphique.

Ces avis comportent les noms et adresse de la personne demandée, la désignation de l'expéditeur, la désignation des postes téléphoniques entre lesquels la conversation doit être échangée et l'heure à laquelle le demandeur propose de fixer la communication.

**39.** Les avis d'appel téléphonique sont notifiés à destination :

1° par voie téléphonique si le destinataire est abonné au réseau qui reçoit l'appel ;

2° sous forme d'un avis distribué dans les mêmes conditions qu'un télégramme, si le destinataire n'est pas abonné ou si la ligne d'abonnement qui doit être utilisée est interrompue.

En cas de non remise au destinataire d'un avis d'appel téléphonique, le poste expéditeur en est informé aussitôt que possible.

L'avis de non remise est notifié téléphoniquement si l'appel émane d'un abonné ; il est porté au domicile de l'expéditeur si celui-ci a donné son adresse ; dans les autres cas, il est communiqué au demandeur au moment où celui-ci se présente à la cabine.

**40.** La taxe des avis d'appel téléphonique est imputée au compte du titulaire du poste d'abonnement à partir duquel ces avis ont été transmis ou perçue sur l'expéditeur pour ceux déposés à un poste public.

Elle est acquise à partir du moment où l'avis a été téléphoné au poste central qui dessert l'abonné ou le poste public.

Cette taxe peut être remboursée sur la demande des intéressés :

1° lorsque, du fait du service, les avis n'ont pas été remis au domicile des destinataires ou au porteur chargé de la remise par exprès, dans un délai de douze heures, ou tenus à leur disposition au bureau dans ce même délai s'ils étaient adressés poste restante ou télégraphe restant. La durée de la fermeture des bureaux appelés à établir ou à recevoir les communications n'entre pas dans le calcul de ce délai ;

2° lorsque le texte remis au destinataire n'était pas conforme au texte rédigé par l'expéditeur à un poste public ou reçu d'un poste d'abonnement, mais seulement si l'altération a été de nature à rendre la transmission de l'appel sans effet ;

3° lorsque la communication provoquée n'a pas eu lieu par suite de force majeure ou de faute de service.

Toute demande en remboursement de taxe afférente à un avis d'appel téléphonique doit être formulée, sous peine de déchéance, dans un délai de deux mois, à compter de la date de la perception.

**41.** Les communications provoquées par les avis d'appel téléphonique sont établies à leur rang d'après l'heure à laquelle elles sont effectivement et ultérieurement demandées ; le dépôt de l'avis ne constitue pas une demande effective permettant l'inscription de la demande à ce moment et la préparation d'office de la communication pour l'heure indiquée.

## CHAPITRE VIII

### Messages téléphonés

**42.** Les messages téléphonés sont admis à l'intérieur de tout réseau téléphonique, et, au-delà, seulement entre localités expressément désignées, soit de la même région, soit de régions différentes, mais reliées directement.

Ils peuvent être téléphonés à partir des postes publics ou à partir des postes d'abonnement si le titulaire a constitué un dépôt de garantie.

Les messages peuvent être adressés à domicile si le bureau de destination possède un service de distribution télégraphique, télégraphe restant ou poste restante ,et comporter les indications éventuelles : jour, nuit, ouvert, mains propres, poste, poste recommandée, exprès payé.

Ils sont transmis par l'envoyeur lui-même au bureau destinataire ; ils doivent être dictés en français, en langage clair, sans que le nombre de mots puisse excéder 50 dans chaque période de trois minutes. Un correspondant ne peut, pour la transmission d'un message, occuper la ligne pendant plus de 8 minutes (2 unités) si d'autres demandes de communication sont en instance sur cette ligne.

**43.** Les messages téléphonés sont distribués dans les mêmes conditions que les télégrammes et les avis d'appel téléphonique. En cas de non remise, le bureau d'origine en est informé ; cet avis est notifié par téléphone à l'expéditeur si le message émane d'un poste d'abonnement ou porté à domi-

cile, si l'envoyeur a donné son adresse au poste public à partir duquel le message a été transmis.

**44.** La taxe des messages est imputée au compte du titulaire du poste d'abonnement à partir duquel ces correspondances ont été téléphonées ou, perçue sur l'expéditeur, pour les messages déposés dans les postes publics.

**45.** La taxe des messages peut être remboursée aux expéditeurs sur leur demande lorsqu'elle a été perçue par erreur, lorsqu'elle correspond à des unités de communication qui n'ont pu être utilisées par suite de force majeure ou lorsqu'elle se réfère à des messages qui, par suite de faute de service, n'ont pas été remis au domicile des destinataires ou au porteur chargé de la remise par exprès dans un délai de trois heures après leur réception.

## CHAPITRE IX

### Télégrammos téléphonés

**46.** Tout abonné qui a constitué un dépôt de garantie peut expédier et recevoir des télégrammes par la ligne qui rattache son poste d'abonnement au réseau. La demande doit en être préalablement faite au receveur et spécifier si les télégrammes doivent être téléphonés au départ et à l'arrivée ou dans l'un des deux sens seulement.

Les télégrammes à transmettre par une ligne d'abonnement doivent être rédigés en français en langage clair et leur texte ne doit pas excéder 50 mots.

**47.** Les télégrammes téléphonés des postes d'abonnés sont soumis à une surtaxe de 0 fr. 15 additionnelle à la taxe télégraphique. Ces taxes sont imputées au compte du titulaire du poste à partir duquel les télégrammes sont transmis.

Les télégrammes d'arrivée, téléphonés aux postes d'abonnés, sont frappés d'une surtaxe de 0 fr. 10 qui est portée au compte de l'abonné destinataire.

## CHAPITRE X

### Dispositions diverses

**48.** Le réseau général téléphonique de Tunisie est constitué par des réseaux locaux groupés puis répartis par région conformément au tableau ci-contre (V. J. O. 1920, p. 651).

.....

**49.** Sauf les exceptions prévues au chapitre VI ci-dessus, les communications ne peuvent être demandées, par les abonnés, que pendant les heures d'ouverture des bureaux appelés à les établir.

Les abonnés sont responsables des taxes de toutes communications payantes demandées de leur poste par qui que ce soit.

**50.** Dans les relations hors du réseau urbain et si les besoins du service l'exigent, une conversation peut ne pas être prolongée au-delà de deux unités de durée.

Il n'est pas accordé dans les cabines publiques plus de six minutes consécutives de conversation à la même personne, lorsque d'autres demandes de communication pour la même destination sont en instance.

L'ordre des demandes est suivi rigoureusement, sans exception, soit dans les cabines soit sans les bureaux pour les communications entre abonnés de réseaux différents.

**51.** Les dispositions du décret du 24 décembre 1911 fixant les règles d'exploitation et de contrôle du service téléphonique en Tunisie, modifié par le décret du 20 mars 1920, seront mises en vigueur à partir du 1er avril 1920. Celles du présent arrêté seront applicables à partir de la même date.

Seront abrogées à partir de cette date toutes dispositions antérieures contraires.

---

## 1er avril 1920

DÉCRET *fixant les conditions dans lesquelles les titres de l'emprunt français* 1920 *peuvent être admis en paiement de la contribution sur les bénéfices de guerre.*

(J. O. 17 AVRIL 1920, 639)

ART. **1.** Les titres de rente française, 5 % 1920, sont acceptés dans les conditions déterminées par les articles ci-après, en paiement de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre instituée par le décret du 20 septembre 1917.

**2.** Les titres présentés doivent être sous la forme au porteur entièrement libérés et munis de tous les coupons non encore échus, à l'exception, quand il y a lieu, du coupon dont la valeur n'est pas comprise dans le cours en banque pour lequel ils sont repris.

Lorsque des titres susceptibles d'être présentés en conformité des dispositions du paragraphe précédent ont été déposés pour renouvellement, réunion ou division, le récé-

pissé de dépôt délivré par le Trésor peut être accepté, après décharge régulière, dans les mêmes conditions qu'un titre définitif.

Ne peuvent être remis en paiement les titres ayant fait l'objet d'une déclaration de perte ou de vol notifiée au Trésor dans les conditions prévues par la loi du 16 février 1917 ou annulés au grand livre de la dette publique à la suite d'une déclaration de perte.

**3.** Dans le cas où les titres sont repris pour la valeur minimum qui leur est attribuée, la valeur de reprise est majorée du montant des intérêts courus depuis le jour de la dernière échéance jusqu'à celui de la remise des titres.

Les intérêts sont calculés par jour, les mois étant pris pour trente jours, et en négligeant sur le résultat pour chaque franc de rente, la fraction d'intérêts inférieure à un centime.

En aucun cas il n'est versé de soulte par le Trésor.

**4.** Les titres doivent être remis au receveur du lieu de l'imposition.

Au moment de cette remise, le contribuable doit souscrire en double exemplaire, une déclaration faisant connaître le fonds, le numéro et le montant en rente de chacun des titres remis en paiement de la contribution.

**5.** Il est délivré au contribuable une quittance ou un récépissé qui est libératoire sous réserve de l'acceptation des titres dans les conditions visées aux articles 6 et 7 ci-après.

**6.** Le Ministre des Finances peut dans tous les cas rejeter les titres visés à l'article 2 § 3. Ce rejet est notifié par l'entremise du Directeur général des Finances.

**7.** Le recouvrement des termes échus de la contribution peut être poursuivi dès notification du rejet des titres.

---

## 3 avril 1920

DÉCRET *sur les spectacles.*

(J. O. 17 AVRIL 1920, 639)

### TITRE I

### Du théâtre

### CHAPITRE I

*Formalités préliminaires à la construction*

ART. **1.** Toute personne voulant faire construire ou exploiter un théâtre est tenue d'en faire la déclaration préalable au Président de la municipalité, dans les communes, et au Contrôleur civil, dans les autres localités.

Il sera joint, à l'appui de la déclaration, les plans détaillés en triple exemplaire, avec coupes et élévation à l'échelle de $0^m02$ par mètre, ainsi que l'indication du nombre des places par étage et par espèce.

**2.** Avant le commencement des travaux, l'administration fera notifier au déclarant s'il y a ou non des modifications à introduire dans l'exécution des plans déposés.

**3.** Après la réception du théâtre prévue par l'article 85, aucun changement ne pourra être opéré dans sa construction ou son aménagement sans autorisation de l'administration, la commission des théâtres entendue.

### CHAPITRE II

*De la construction, de l'aménagement en général*

**4.** Un théâtre comprend :

1° la salle de spectacle et ses abords (vestibules, escaliers, foyers, buvettes, vestiaires, w.-c., etc.) ;

2° la scène avec ses dessous et ses parties supérieures ;

3° le ou les bâtiments dans lesquels sont disposés les loges d'artistes et les bureaux de l'administration.

#### § 1. Grosse construction

**5.** Le théâtre pourra être isolé ou adossé.

En cas d'isolement, il sera laissé, sur tous les côtés qui ne seront pas bordés par la voie publique, un espace d'au moins trois mètres de largeur.

En cas d'adossement, le théâtre devra avoir au moins une large façade sur la voie publique ; la largeur de cette façade devra toujours être proportionnée à l'importance du théâtre et au nombre de spectateurs qu'il peut contenir.

Dans les parties adossées aux propriétés voisines, il sera construit un contre-mur en maçonnerie d'au moins $0^m25$ d'épaisseur pour préserver les murs mitoyens.

**6.** En cas d'adossement, aucune porte de communication ne pourra exister entre les propriétés voisines et quelque partie que ce soit du théâtre.

**7.** Les trois parties du théâtre seront séparées par de gros murs en maçonnerie et entièrement construites et distribuées en matériaux incombustibles.

Le mur de la scène sera prolongé hors du comble avec circulation de secours à la partie supérieure. Tous les points d'appui isolés, en fer ou en fonte, seront revêtus de plâtre, ciment, terre cuite ou toute autre matière isolante, réfractaire au feu.

La salle et les bâtiments d'administration devront avoir à l'extérieur des issues distinctes.

**8.** Tous les combles et la calotte de la salle seront construites en fer et hourdés en maçonnerie.

Au-dessus de la salle et de ses dépendances (foyers ou couloirs), les installations de magasins, salles de répétition qui y seraient permises, devraient en être séparées par des planchers en fer hourdés plein, n'avoir aucune communication avec la salle et autres parties accessibles au public et ne pas servir d'ateliers.

### § 2. — Salle

**9.** Le gros mur d'avant scène ne pourra être percé que par :

1° l'ouverture de la scène qui sera fermée par un rideau de fer plein, ainsi qu'il est dit à l'article 14 ;

2° trois baies de un mètre de largeur au maximum : une de chaque côté au niveau du parterre, pour servir de communication avec la salle et une pour l'orchestre des musiciens.

Dans le cas où l'installation de magasins ou ateliers au-dessus des couloirs ou des foyers serait autorisée, une ou deux baies pourraient être percées dans le mur de scène pour y accéder.

Les baies seront fermées par des portes en fer, armées de cornières, sans aucune partie en bois pour les fixer. La porte de l'orchestre des musiciens sera battante. Les deux autres seront fermées à clef et une clef sera remise au commissaire de police de service ou au chef de la police locale, une autre aux sapeurs-pompiers ou, à défaut, au chef du service des travaux communaux ou au chef du service local des ponts-et-chaussées ; une troisième sera déposée du côté de la scène près des portes dans une boite fermée par un verre dormant.

**10.** Les décorations fixes, dans les parties supérieures de l'ouverture d'avant-scène, doivent toujours être ininflammables, ainsi que les rideaux fermant la scène.

**11.** Les toiles décoratives de la salle et de ses dépendances devront être marouflées et adhérer complètement aux surfaces qu'elles recouvrent.

**12.** Les lustres seront suspendus à l'aide de deux câbles métalliques au moins.

Ils seront en outre, retenus par un câble supplémentaire de secours capable de supporter à lui seul tout le poids du lustre pour le cas de rupture d'un des câbles de suspension.

Dans le cas où le lustre sera manœuvré, cette manœuvre ne pourra être faite qu'en dehors des représentations et qu'à l'aide d'un treuil à pédales.

Un tissu métallique, à mailles suffisamment serrées, garantira les spectateurs de la chute possible des verres et des cristaux des appareils d'éclairage et des plafonds vitrés.

**13.** Il sera établi sur ou dans les combles de la scène du théâtre une baie fermée par une ou plusieurs trappes dont la manœuvre d'ouverture se fera de deux points au moins, un sur la scène et l'autre dans une cour d'accès facile ou dans la loge du concierge.

La section de cette baie sera, en mètres carrés, égale à la millième partie du nombre exprimant, en mètres cubes, le volume total de la scène.

En vue de maintenir le bon état de fonctionnement de la trappe fermant la baie du comble de la scène, la manœuvre de cette trappe devra être faite au moins deux fois par mois en présence du chef du service des sapeurs-pompiers délégué à cet effet, ou, à défaut, du chef de service des travaux communaux ou du chef de service local des ponts et chaussées suivant le cas.

Toutefois, la commission pourra autoriser la suppression de cette trappe et son remplacement par un lanterneau vitré présentant, en outre, latéralement une surface non close, au moins égale à la dimension calculée de la trappe.

**14.** L'ouverture de la scène sera fermée hermétiquement par un rideau de fer plein, d'une manœuvre facile et non bruyante.

La manœuvre d'abaissement de ce rideau devra pouvoir se faire au moins de deux points différents, l'un à l'intérieur, l'autre à l'extérieur de la scène.

Les points de déclanchement seront disposés de façon que la même personne puisse

assurer simultanément la manœuvre du rideau de fer et celle de la trappe au-dessus de la scène.

**15.** Le gros mur lointain de la scène et les murs latéraux présenteront une surface uniforme sans aucune partie en retrait de leur alignement ou de leur aplomb.

Ils ne seront percés que par les ouvertures indispensables à la circulation des artistes. Ces ouvertures seront garnies de portes en fer battantes de manière à être constamment fermées.

Toutefois, dans le cas où ces murs donneraient sur des cours d'isolement, il sera établi, à la hauteur de chaque pont de service un balcon extérieur avec garde-corps et échelle fixe en fer pour la circulation des sapeurs-pompiers ou des agents chargés du service de secours par l'administration.

Dans les cas contraires, les combles des bâtiments contigüs appartenant au théâtre seront disposés de façon qu'un balcon de secours puisse être établi dans les mêmes conditions.

Les baies d'accès des balcons de secours seront garnies de portes en fer fermées seulement par un battant de loquet et s'ouvrant du dedans en dehors.

**16.** Le couloir du souffleur et des musiciens formé de murs ou de cloisons incombustibles, sera plafonné, carrelé, dallé ou cimenté.

**17.** Il ne pourra être établi sur la scène aucune loge sans l'assentiment de l'administration et après avis de la commission des théâtres.

Les loges dont l'établissement sur la scène serait autorisé, loge du régisseur et celle du machiniste, devront être construites en matières incombustibles ou ininflammables et ne pourront avoir aucune communication directe avec la salle.

Ces loges à l'usage exclusif du personnel du théâtre ne pourront, dans aucun cas, être occupées par le public.

**18.** Tous les bois, décors et autres parties combustibles de la scène seront rendus ininflammables au moyen d'une préparation spéciale.

Avant leur mise en service, ils seront essayés au point de vue de l'ininflammabilité devant la commission des théâtres ou devant un des membres délégué à cet effet.

Ces essais seront renouvelés tous les six mois au moins et ils seront constatés chaque fois par l'apposition d'un cachet portant le millésime de l'année.

### § 3. — Loges des artistes et bâtiments d'administration

**19.** Les murs pourront être décorés de papier collé ou de tentures en étoffe parfaitement adhérentes à leur surface.

Les portes-manteaux, les rideaux et les portières seront fixés à $0^m10$ au moins du plan vertical dans lequel se trouvent placés les lampes ou appareils électriques.

### § 4. — Ateliers et magasins

**20.** Aucun atelier ou magasin quelconque ne pourra être établi dans quelque partie que ce soit du théâtre, sans l'autorisation spéciale de l'administration, la commission des théâtres entendue.

**21.** Le magasin de décors et accessoires doit être établi hors de l'enceinte du théâtre.

Il ne pourra être conservé dans cette enceinte que les décorations et accessoires indispensables au courant des répétitions. Le lieu de dépôt sera séparé du reste des bâtiments par un gros mur en maçonnerie et des portes de fer.

**22.** Aucune fabrique, aucun magasin d'artifice, aucun dépôt de substances explosibles quelconques ne pourra exister dans le théâtre.

**23.** Les escaliers en général, aussi bien ceux desservant les loges d'artistes, les bureaux d'administration, les ponts de service de la scène, que ceux destinés à la circulation du public, seront toujours, à moins d'être appareillés en pierre, hourdés plein en plâtre avec crémalières et limons en fer.

Les marches pourront être en bois à la condition d'être scellées sur le hourdis. Les limons en bois devront être doublés par un limon en fer.

**24.** Les escaliers destinés à la circulation du public seront toujours sans quartiers tournants.

Leur largeur sera au minimum de $1^m50$ et devra toujours être en proportion du nombre de spectateurs qui peuvent y circuler. La hauteur des marches d'escaliers ne devra jamais être supérieure à $0^m16$ et la largeur inférieure à $0^m32$. Les cages et les paliers de

ces escaliers seront toujours en dehors de ces couloirs.

Les portes des tambours établies sur les paliers ne devront faire aucune saillie sur les marches, elles s'ouvriront dans le sens de la sortie et seront vitrées dans la partie supérieure.

**25.** Les paliers des escaliers destinés au public ne pourront être munis de portes qu'avec l'autorisation spéciale de l'administration .

**26.** Il devra y avoir au moins quatre escaliers spécialement destinés au service de la salle et complètement indépendants les uns des autres.

Ces escaliers desserviront indistinctement tous les étages et donneront issue à l'extérieur ou sur des vestibules communiquant directement avec la voie publique.

Les cages et les paliers seront indépendant des couloirs.

Ces escaliers seront munis, le long des murs, de mains courantes, sans ressauts ni coudes brusques.

**27.** La largeur des corridors de dégagement, celle des portes de sortie, soit des couloirs de la salle au vestibule, soit du vestibule au dehors, sera proportionnelle à l'importance du théâtre.

**28.** La largeur totale des ouvertures communiquant des couloirs au vestibule de sortie, ne sera jamais inférieure à 4 mètres, et cette largeur sera, au minimum, de 0m60 par cent personnes.

L'ouverture du vestibule sur l'extérieur satisfaira à la même condition.

**29.** La largeur des dégagements et des couloirs circonscrivant la salle sera toujours proportionnelle au nombre de spectateurs, et, dans tous les cas, ne pourra être inférieure à 3 mètres.

**30.** Les portes de passage et entrées de la salle sur les couloirs, seront fermées de façon à s'ouvrir dans le sens de la sortie et à se développer entièrement dans les ébrasements et, par suite, ne faire aucune saillie sur les couloirs. Ces portes ne devront jamais être munies d'appareils de fermeture tels que : serrures, crémones, verrous.

**31.** Les portes des baignoires et des loges devront ou s'ouvrir complètement dans les ébrasements et ne faire aucune saillie sur les couloirs, ou être à deux vantaux et se rabattre complètement sur le mur du couloir. La largeur de chaque vantail ne pourra dépasser 0m 50.

**32.** L'installation des tabourets, sièges mobiles, etc., est absolument interdite dans les couloirs et passages qui devront toujours rester entièrement libres pendant la représentation.

Des strapontins ne pourront être établis dans les dits couloirs et passages qu'en vertu d'une autorisation spéciale. Ces strapontins devront se relever automatiquement et être installés de telle sorte qu'ils ne fassent, une fois relevés, aucune saillie si minime qu'elle soit.

**33.** Toutes les portes donnant sur l'extérieur devront rester ouvertes pendant la durée de la représentation.

Elles pourront être munies de tambours.

**34.** Ces tambours devront avoir leurs ouvertures de côté toujours battantes et représentant ensemble la même largeur que la baie abritée par le tambour.

La face de ces tambours sera percée par une porte à deux vantaux ayant également la largeur totale et qui ne sera jamais fermée par une serrure à clef.

**35.** Toutes les portes des passages et des tambours qui ferment les couloirs, entrées, escaliers, vestibules, etc., devront être vitrées dans la partie supérieure et s'ouvrir dans le sens des sorties. Les portes destinées à assurer la sortie du public ne seront jamais garnies de rideaux ou tentures. Les baies ouvertes pourront être munies de lambrequins ou bandeaux, mais les étoffes de ces garnitures devront toujours être ignifugées et être disposées de façon à ne gêner en rien la circulation.

**36.** Toutes les places, du parquet du rez-de-chaussée de la salle, seront desservies par des chemins d'au moins un mètre de largeur et en nombre suffisant pour assurer une prompte évacuation de cet étage.

Le nombre et la largeur des portes de sortie des places du rez-de-chaussée, des balcons, galeries et amphithéâtres, seront toujours proportionnés au nombre des spectateurs admis à ces étages.

**37.** Les rangs des fauteuils, stalles et banquettes seront espacés de 0m 45 me-

surés du devant du siège au dossier qui lui fait face. Le nombre maximum des fauteuils ou sièges par rang est fixé à 15 entre deux chemins. Si la rangée de fauteuils est adossée au mur d'un côté, il ne pourra y avoir que huit fauteuils de telle façon que dans tous les cas le spectateur se trouvant au centre de la rangée ou contre le mur n'ait pas à passer devant plus de 7 personnes.

La même distance sera observée entre les banquettes.

Les sièges des fauteuils ou stalles devront se relever automatiquement contre les dossiers.

## CHAPITRE III

*Chauffage, ventilation, hygiène.*

### § 1. — Chauffage.

**38.** Aucune des parties du théâtre ne peut être chauffée que par des appareils placés dans les locaux bien ventilés et complètement isolés des autres parties du théâtre par des matériaux incombustibles.

Les matières combustibles destinées au chauffage seront emmagasinées dans les mêmes conditions de sécurité contre tout danger d'incendie.

Les projets d'installation d'appareils de chauffage devront être soumis au préalable à l'approbation de l'administration.

Des cheminées, poêles ou appareils fixes de chauffage ne pourront être installés dans les bâtiments d'administration qu'après autorisation spéciale de l'administration, la commission des théâtres entendue.

### § 2. — Ventilation

**39.** Tout chauffage, par quelque méthode que ce soit, doit être accompagné d'une ventilation énergique d'air salubre, en quantité suffisante.

**40.** Les propriétaires et directeurs des théâtres devront se conformer pour l'assainissement et la propreté des locaux aux dispositions qui, suivant les propositions de la commission des théâtres, seront introduites dans la consigne spéciale de chaque théâtre.

## CHAPITRE IV

*Eclairage*

### § 1. — Eclairage général

**41.** Dans les localités où il existe un service de distribution d'énergie électrique, il ne pourra être fait usage, pour l'éclairage du théâtre, que de la lumière électrique.

Toute personne désirant installer la lumière électrique dans un théâtre, concert ou autre lieu public soumis à notre autorisation est tenue d'adresser au moins un mois avant le commencement des travaux :

1° une note indiquant si le courant doit être fourni par un concessionnaire ou des machines installées dans l'établissement ;

2° un plan détaillé, en triple exemplaire, qui indiquera l'emplacement des générateurs, des machines à gaz ou à air, des machines dynamo-électriques, des accumulateurs, des tableaux de distribution, des interrupteurs secondaires, des résistances, des lampes de secours et autres servant à l'éclairage normal ainsi que le tracé des conducteurs et un exemplaire du cahier des charges imposées par les secteurs ;

3° une note explicative sur les machines motrices, leur force en chevaux-vapeur, sur les machines dynamo-électriques et sur les lampes à arc ou à incandescence, leur nombre par circuit et leur pouvoir éclairant ;

4° un échantillon de chacun des conducteurs avec une note détaillée sur la distribution des circuits, la nature et le diamètre des conducteurs et le courant qui doit les traverser.

**42.** Les travaux ne pourront être commencés qu'après que l'administration aura fait notifier au déclarant s'il y a ou non des modifications à introduire dans l'exécution des plans et projets déposés.

**43.** La mise en usage de l'éclairage électrique ne pourra avoir lieu qu'après qu'un délégué de la commission des théâtres aura procédé sur place à la vérification de l'installation aux mesures électriques nécessaires et après avis favorable de la commission des théâtres.

**44.** Après réception des appareils aucune modification ne pourra être apportée à l'installation, sans l'accomplissement des mêmes formalités.

Toute modification à l'éclairage de la scène constitué par la rampe, les portants, les traînées et les herses devra être l'objet d'une autorisation spéciale.

### § 2 — Chaudières, machines et conduits de fumée.

**45.** Les machines à vapeur et les machines à gaz actionnant les machines dy

namo-électriques et les foyers des machines à vapeur ne pourront être placés dans les parties accessibles au public ou aux artistes et devront se trouver en dehors des bâtiments affectés à la scène et à la salle.

Ces machines seront installées de façon à offrir toute sécurité contre les accidents.

**46.** Les foyers des chaudières à vapeur et le combustible destiné à leur alimentation devront être placés dans les locaux distincts construits en matériaux complètement incombustibles, avec portes de fer, et séparés des autres dépendances de l'établissement par des murs en maçonnerie, ainsi que par des voûtes ou des planches en fer, hourdées de briques d'épaisseur suffisante.

Ces locaux seront bien aménagés, ils seront convenablement ventilés, soit naturellement, par des prises d'air débouchant hors des voies publiques, ou par des courettes suffisamment isolées des dépendances de l'établissement.

**47.** On se conformera, pour l'installation des chaudières à vapeur, aux règlements intervenus ou à intervenir.

**48.** Les conduits de fumée seront en briques d'une épaisseur et d'une section suffisantes pour l'importance des foyers qu'ils desservent. Ils seront toujours montés à cinq mètres en contre-haut des souches des cheminées voisines.

Ces conduits de fumée devront être placés à l'extérieur des bâtiments, dans les cours ou courettes, à moins de dispositions particulières spécialement autorisées, après avis de la commission des théâtres.

En aucun cas, ces cheminées ne devront produire de fumées épaisses ou incommodes ; on emploiera soit des appareils fumivores efficaces soit des combustibles maigres.

### § 3. — Accumulateurs et machines dynamo-électriques

**49.** Les accumulateurs seront installés dans un local spécial bien ventilé, et, dans le cas d'émission de vapeurs nuisibles, placés sous des hottes avec cheminées d'appel entraînant les gaz et les vapeurs au-dessus des toits. Les acides et autres produits chimiques destinés à leurs entretien seront renfermés dans un local spécial et ne devront jamais rester à la disposition du personnel étranger à ce service.

On n'emploiera dans la salle des accumulateurs, que des lampes à incandescence dites de sûreté, à double enveloppe, en proscrivant toute lumière à feu nu.

**50.** Les machines dynamo-électriques seront placées dans un endroit sec, ne contenant aucune matière facilement inflammable et à l'abri des poussières. Elles seront convenablement isolées et toujours tenues en état de propreté.

L'installation devra offrir toute garantie de sécurité ; des dispositions spéciales seront prises dans le cas de l'emploi de courants alternatifs.

Le service sera fait par des surveillants et des ouvriers expérimentés. Les mesures de prudence seront inscrites sur un tableau placardé d'une manière très apparente dans la salle des machines.

### § 4 -- Câbles et fils conducteurs

**51.** Tous les conducteurs, dans la chambre des machines, seront solidement supportés, bien en vue, marqués et numorotés.

**52.** Un volt-mètre et un ampère-mètre par tableau principal seront installés à poste fixe pour contrôler les courants.

**53.** Le tableau d'arrivée du courant et le jeu d'orgues et en général tous les tableaux de distribution seront constitués par des panneaux de marbre montés sur des socles métalliques, ils seront convenablement placés, d'un accès facile et hors des atteintes du public ; les commutateurs employés pour diriger les courants seront construits avec soin et montés sur des supports en matière isolante et incombustible.

L'indication bien apparente de chaque circuit sera portée par une inscription fixée sur la plaquette.

**54.** Un coupe-circuit magnétique sera placé au tableau sur les fils d'arrivée.

Chaque circuit principal partira d'un tableau de distribution et sera commandé par un interrupteur bipolaire et par un double coupe-circuit. Il y aura un coupe-circuit bipolaire à chaque dérivation de lampe à incandescence, et par plus de 5 ampères de débit par dérivation. Chaque ligne d'arc comprendra un interrupteur double, un coupe-circuit pour chaque pôle et un rhéostat.

**55.** Les coupe-circuit montés sur socles isolants et incombustibles seront disposés

de telle sorte que la fusion d'un fil fusible détermine une rupture efficace et immédiate du courant. Les fils fusibles seront faciles à remplacer et recouverts de manière à ne pas donner lieu à des projections de métal fondu, ils seront étalonnés et ne devront laisser passer au maximum qu'un courant double de la valeur normale lorsque l'intensité sera au-dessous de 10 ampères et triple lorsqu'elle sera supérieure à ce nombre d'ampères.

**56.** Dans chacune des parties d'un circuit le diamètre des conducteurs devra être en rapport avec l'intensité du courant de telle sorte qu'il ne puisse se produire en aucun point un échauffement dangereux pour l'isolement des conducteurs ou des objets voisins.

Il ne pourra passer dans un câble plus de 2 ampères au maximum par millimètre carré de section.

**57.** L'emploi des conduites d'eau et de gaz et des parties métalliques de la construction comme conducteur est rigoureusement interdit.

**58.** Les fils et câbles seront recouverts d'une matière offrant toutes garanties au point de vue de l'isolement.

**59.** En dehors des herses portants et traînées il ne sera pas fait usage de fils souples tant sur la scène que dans les loges d'artistes.

Les conducteurs concentriques sont interdits pour ces accessoires de luminaire.

**60.** Les câbles alimentant les lampes des portants des herses et des traînées seront garnis de cuir sur toute leur longueur et leurs attaches renforcées. Les cordes de suspensions des herses seront disposées de telle sorte qu'aucune traction ne puisse s'exercer sur les conducteurs électriques.

**61.** Sauf au voisinage des lampes, tous les fils et câbles seront placés sous tubes isolants et montés sur isolateurs de porcelaine.

Les conducteurs ne pourront être mis en paquets même s'ils sont du même pôle ; chaque câble sera éloigné de son voisin d'au moins 10 $^{m}/^{m}$ et à une distance proportionnée à l'intensité du courant qui doit le traverser. L'espace entre les fils et les pièces métalliques de la construction sera de 10 centimètres à moins que le câble ne soit placé sous tube à raison de un conducteur par tube.

**62.** Quand les conducteurs traverseront des planchers, paliers, murs ou cloisons, ils seront renfermés dans un tube isolant et protégés en outre par une enveloppe en matière dure et incombustible, tube en porcelaine.

Dans les croisements de câbles, ceux-ci seront également recouverts d'une gaine isolante supplémentaire ; il en sera de même lorsque les fils seront en contact avec les parties métalliques d'un appareil d'éclairage tels que les lustres, bras, appliques, qui seront eux-mêmes isolés électriquement.

**63.** Pour les courants continus, la différence de potentiel ne devra pas dépasser 300 volts aux bornes des machines ou à l'entrée du théâtre, si la source d'électricité est extérieure.

Avec les courants alternatifs, on mettra au plus quatre arcs en série ou un nombre de lampes à incandescence correspondant à la même tension électrique.

En dehors de ces limites une autorisation particulière devra être accordée par délibération spéciale de la commission des théâtres.

Lorsqu'il sera fait usage de transformateurs ou de dynamos réceptrices ou de convertisseurs ces appareils devront être disposés de façon à éviter tout accident ; des précautions spéciales seront prises pour les isoler et les mettre hors de la portée des personnes qui ne sont pas appelées à s'en servir.

### § 5. -- Lampes rhéostas

**64.** Les lumières à feu nu sont prohibées.

**65.** Les lampes à arcs seront isolées de leur point de suspension, elles seront munies de globes grillagés pour arrêter les étincelles et les bris de verre.

**66.** Les lampes à incandescence dont l'intensité dépassera cinq carcels devront également être protégées par un grillage.

**67.** Les câbles de suspension des lampes seront incombustibles et indépendants des fils conducteurs, les dits fils ne peuvent, en aucun cas, servir de suspension aux lampes.

**68.** Sur scène les lampes des portants et des herses seront placées de manière à être protégées contre tout choc intérieur.

**69.** Les résistances seront placées dans un endroit aéré, suffisamment éloigné des ma-

tériaux combustibles et de manière à ne dégager aucune chaleur près du tableau de distribution, ni des moulures contenant les conducteurs.

### § 6. -- Eclairage de secours

**70**. Un nombre suffisant de lampes de secours alimentées par l'électricité sera placé dans la salle à chaque direction de sortie, dans les couloirs, foyers et escaliers mis à la disposition du public. Les câbles ou fils amenant le courant à ces lampes seront entièrement en dehors de la cage de scène et complètement indépendants des câbles et interrupteurs servant à l'éclairage normal.

Une dérivation de circuit de secours pénétrant dans la cage de scène alimentera les lampes de secours de la scène et de ses dépendances.

Cet éclairage spécial devra être fourni par un deuxième secteur ; en cas d'impossibilité, il sera assuré, par au moins deux batteries d'accumulateurs, qui devront toujours être chargés en dehors de la durée des représentations. Pendant la durée des représentations, les batteries seront complètement isolées des machines.

Les interrupteurs servant à réunir les batteries d'accumulateurs aux machines devront être placés dans des endroits apparents et d'un accès facile ; ils seront fixés sur un tableau indiquant clairement la disposition adoptée pour isoler les batteries des machines, ce tableau sera muni d'un ampèremètre et d'un voltmètre pour le contrôle de la charge des accumulateurs.

Les batteries d'accumulateurs alimenteront chacune une des colonnes montantes placées aux côtés cour et jardin ; les dérivations faites sur ces colonnes montantes se croiseront complètement à chaque étage, de manière à ce qu'à chaque étage, les lampes de secours voisines les unes des autres soient alimentées alternativement, l'une par la batterie du côté cour, l'autre par celle du côté jardin.

Toutes les lampes de secours devront porter un signe particulier permettant au service qui en sera chargé, d'exercer facilement une surveillance efficace sur l'éclairage de secours de tous les théâtres.

**71**. Par dérogation aux dispositions ci-dessus et après avis de la commission des théâtres, l'éclairage de secours pourra être constitué par des lampes à l'huile végétale qui devront être renfermées dans des lanternes, soit à l'aide d'une canalisation de gaz en fer, complètement extérieure. Dans ce cas, chaque bec sera séparé, du côté de la salle et des couloirs, par une glace dormante, l'allumage devant être extérieur.

Les lampes de secours, quelles qu'elles soient, devront toujours avoir chacune une intensité égale à celle d'un carcel.

A chaque porte de sortie, il sera installé une lampe de secours éclairant l'insertion en gros caractères « porte de sortie » placée au-dessus de la porte.

Les lampes de secours quelle que soit leur nature seront toujours allumées depuis l'entrée du public jusqu'à sa sortie.

Les portes de sortie et autres issues réservées à la sortie du public devront être indiquées en caractères apparents et lumineux dans l'obscurité, en français, italien, anglais et arabe.

### § 7. -- Eclairage des loges d'artistes

**72**. Les appareils d'éclairage portatifs sont interdits dans les foyers et loges d'artistes.

L'usage des réchauds y sera également interdit comme, d'ailleurs, dans toutes les parties du théâtre.

Ne seront tolérés que les réchauds alimentés par l'électricité.

## CHAPITRE V

*Secours contre l'incendie*

### § 1. -- Conduites d'eau

**73**. Il y aura, dans chaque théâtre, deux canalisations d'eau en pression suffisante pour défendre aussi bien les parties hautes que les parties basses ; l'une dite de « secours ordinaire », l'autre dite de « grand secours ».

Ces deux canalisations devront être indépendantes l'une de l'autre, mais posséder cependant une communication permettant de les mettre en pression sur la même prise.

La canalisation de secours ordinaire alimentera des robinets de secours dont l'emplacement sera déterminé par la commission des théâtres.

La canalisation de grand secours devra être installée de façon que la scène toute entière puisse être inondée instantanément en cas de sinistre.

Elle sera munie de deux robinets de mise en œuvre, dont un à proximité de la scène.

Les canalisations devront être alimentées par des prises sur la conduite de la ville, présentant les meilleures garanties comme pression et comme débit.

Les diamètres de tuyaux et la nature du métal employé seront déterminés, après examen, par la commi sion des théâtres.

Ces tuyaux seront munis de robinets de barrage en nombre suffisant pour parer au danger qu'entraînerait leur rupture.

**74.** Il y aura séparation absolue entre la canalisation des eaux de secours contre l'incendie et celle du service particulier du théâtre.

**75.** Tous les engins et appareils de secours contre l'incendie seront constamment entretenus en bon état de fonctionnement, afin de pouvoir toujours être utilisés en cas de besoin.

Les réservoirs seront démontés et vérifiés une fois l'an au moment des épreuves à eau.

### § 2. -- Echelles fixes

**76.** Si l'édifice est isolé des propriétés voisines ou s'il possède des cours intérieures pouvant faciliter le sauvetage en cas d'incendie, les façades latérales et celles donnant sur ces cours seront garnies d'échelles fixes en fer établies au droit des fenêtres ou des ouvertures percées à cet effet.

Des échelles semblables seront établies sur les façades sauf exceptions déterminées par la commission des théâtres.

Les échelles de secours, à l'extérieur du théâtre, devront mettre les toits, terrasses et balcons en communication du haut en bas de l'immeuble.

### § 3 -- Communications téléphoniques

**77.** Des avertisseurs téléphoniques seront établis entre le théâtre et le poste des sapeurs-pompiers, ou, à défaut, avec le bureau du chef de la police locale.

Le nombre de ces avertisseurs sera déterminé, pour chaque théâtre, par la commission des théâtres ; il y aura toujours un de ces appareils à proximité de la scène.

### § 4 -- Sapeurs pompiers et machinistes

**78.** Un service de surveillance sera assuré pendant les représentations et répétitions générales par les sapeurs-pompiers, conformément aux consignes approuvées par les autorités intéressées.

Des machinistes choisis parmi ceux qui connaissent le mieux la cage de la scène, ses dégagements, la manœuvre du rideau de fer et celle de la trappe du comble, seront, pendant la durée des représentations et répétitions générales avec luminaire, désignés par les directeurs comme auxiliaires des pompiers ou agents de service. Leur nombre sera fixé par une consigne spéciale approuvée par le Président de la municipalité et à laquelle ils seront tenus de se conformer.

## CHAPITRE VI

*Locaux accessoires*

**79.** Tout théâtre devra contenir une pièce convenable pour sa destination et qui sera réservée aux services médicaux, aux services de police et d'incendie.

Ces locaux doivent être convenablement installés.

### § 1 -- Vestiaires

**80.** Les vestiaires seront installés de façon à ne pas gêner la circulation et à ne pas empiéter sur la largeur réglementaire des couloirs, prescrite à l'article 29 du présent décret.

### § 2. -- Fumoir

**81.** Lorsqu'il sera établi un fumoir, son installation et son aménagement devront être approuvés par la commission des théâtres.

### § 3. -- Cabinets d'aisances

**82.** Des cabinets d'aisances et des urinoirs seront établis dans les conditions prévues par les articles 54, 55, 56, 57, 58 du règlement sanitaire, ainsi conçus :

« ART. 54. — Tout cabinet d'aisance de« vra être établi dans un local séparé ; il re« cevra directement l'air et la lumière par « un chassis vitré ouvrant sur rue, cour ou « courette, ayant au moins une surface de « dix décimètres carrés ; en cas d'impossi« bilité absolue, il devra être au moins venti« lé par des tuyaux d'évent dont les disposi« tions seront soumises à l'approbation de « l'administration.

« Les cabinets d'aisances seront munis de « revêtements lisses et imperméables suscep« tibles d'être facilement lavés ou blanchis « à la chaux.

« Ils ne communiqueront directement ni « avec les cuisines, ni, à moins d'autorisa« tion spéciale, avec les chambres à coucher. « En aucun cas, ils ne prendront air sur une « pièce habitée.

« 55. — Dans les habitations à usage col-« lectif, le nombre des cabinets d'aisances « sera déterminé par l'administration, dans « la permission de construire, en tenant « compte du nombre de personnes appelées « à faire usage de ces cabinets, de la durée « de leur séjour dans les établissements et de « la disposition des locaux. Dans les ateliers « ou bureaux, il y aura au moins un cabinet « pour vingt personnes et des urinoirs en « nombre suffisant.

« 56. — L'évacuation des matières soli-« des et liquides des cabinets d'aisances, « dans les nouvelles constructions sera faite « directement à l'égout public dans les voies « pourvues d'égouts. A défaut, elle sera faite « dans une tinette ou dans une fosse d'ai-« sances étanche et d'une capacité suffisan-« te. Il en sera de même des eaux usées de « toute nature.

« 57.— Dans les immeubles reliés à l'égout, « toute cuvette de cabinets d'aisances sera « munie d'un siphon hydraulique formant « fermeture hermétique et permanente afin « d'intercepter toute communication entre « l'atmoshpère des tuyaux de chute et celle « des locaux desservis. Dans les immeubles « non reliés à l'égout, la cuvette sera munie « d'une fermeture hermétique et elle devra « être disposée de telle sorte qu'elle reçoive « la quantité d'eau nécessaire pour assurer « le lavage complet des appareils et l'en-« traînement des matières.

« 58. — Les urinoirs devront être construits « en matériaux imperméables, pourvus d'ef-« fort d'eau suffisants, ou entretenus et « désinfectés par tout autre moyen équi-« valent. »

Il y aura au moins un cabinet et deux stalles d'urinoirs par 100 personnes admises dans la salle. Ces cabinets et urinoirs seront répartis à chaque étage de l'établissement et proportionnellement au nombre de personnes admises à cet étage avec minimum de un cabinet et deux stalles d'urinoirs par étage.

Il y aura, entre chaque urinoir, une séparation isolant convenablement la personne qui l'occupe.

Les urinoirs seront revêtus de matériaux réfractaires à l'humidité tels que : ardoise, verre, porcelaine, etc.

Les locaux sanitaires devront toujours être en rapport avec le caractère de l'établissement.

## TITRE II

## Des mesures d'ordre et de police

### CHAPITRE I

*Commissions*

**83.** L'ouverture d'un théâtre au public ne peut avoir lieu qu'après réception de la commission des théâtres.

**84.** La commission des théâtres dont il est parlé dans les articles ci-dessus est composée :

1° Dans les communes :

du vice-président de la municipalité délégué, président ;

d'un conseiller municipal ;

du directeur des services administratifs, ou du secrétaire de la municipalité ;

du directeur des travaux de la ville ;

du médecin chef du bureau municipal d'hygiène, ou du médecin communal et à défaut du médecin de colonisation, ou d'un médecin spécialement désigné à cet effet ;

du conducteur des travaux de la ville, chargé des bâtiments municipaux, secrétaire ;

d'un ingénieur électricien ;

du commissaire central ou du commissaire de police délégué par lui, ou du chef de la police locale ;

du capitaine commandant la compagnie des sapeurs-pompiers ;

de deux architectes désignés par le président de la municipalité.

Exceptionnellement pourront être appelés à faire partie de la commission des techniciens dont la compétence spéciale justifierait l'admission.

2° Dans les autres localités :

du contrôleur civil ou de son délégué, président ;

du chef du service local des ponts et chaussées ;

du médecin de colonisation ou, à défaut, d'un médecin spécialement désigné à cet effet ;

d'un ingénieur électricien ;

du chef de la police locale ;

d'un architecte désigné par le contrôleur civil.

A défaut de personnes remplissant les qualités ci-dessus visées, le président de la commune ou le contrôleur civil, suivant le cas, pourra appeler à faire partie de la commission des techniciens ou des personnes dont

la compétence ou les connaissances spéciales justifieront l'admission.

**85.** Une fois par mois, au moins, chaque théâtre sera visité, dans les communes, par une sous-commission composée du capitaine commandant les sapeurs-pompiers, du chef de la police locale et du chef du service des travaux communaux. Dans les autres localités, cette sous-commission comprendra le chef du service local des ponts et chaussées.

D'autre part, l'administration municipale ou l'autorité intéressée, suivant le cas, devra ordonner des inspections fréquentes et inopinées en vue de s'assurer de l'état des lieux. La solidité des planchers et galeries devra, notamment, être vérifiée avec le plus grand soin.

**86.** Ces visites auront pour objet :

1° de vérifier si les prescriptions du présent décret sont observées et notamment si tous les appareils de secours contre l'incendie fonctionnent régulièrement ;

2° de signaler les modifications qui auraient pu être apportées aux dispositions ou à l'aménagement du théâtre sans l'autorisation préalable de l'administration.

**87.** Le président de la commission pourra déléguer un ou plusieurs membres pour procéder à ces visites.

**88.** A l'issue de chaque visite, il sera dressé par les soins du conducteur des travaux de la ville ou du chef du service local des ponts et chaussées, un procès-verbal qui sera transmis à l'administration municipale à telles fins que de droit.

**89.** Les membres de la commission des théâtres, sur la présentation de la carte qui leur sera délivrée par le président de la municipalité, auront accès, dans chaque théâtre, à toute heure et devront être mis à même d'exercer la surveillance qu'ils jugent utile ; ils pourront stationner aux places de service pendant les représentations.

## CHAPITRE II

*Du personnel chargé d'assurer la police*

**90.** A Tunis, le commissaire central est chargé, sous le contrôle du directeur de la sûreté publique, de la surveillance générale pendant les représentations. Il peut se faire suppléer par un commissaire de police.

A cet effet une loge sera réservée au Directeur de la sûreté publique, indépendamment de deux places convenables affectées dans l'intérieur de la salle au commissaire central ou à son délégué.

Dans les autres localités, cette surveillance sera exercée par le chef de la police locale qui aura droit à deux places.

**91.** Toutefois, des agents ou des gardes rémunérés dans les conditions prévues par le décret du 26 juillet 1919, seront placés dans l'intérieur du théâtre, au foyer ou sur certains points, en vue de tenir la main au maintien de l'ordre public et à l'exécution des consignes spéciales. Le nombre des agents nécessaires sera fixé, à Tunis, par le directeur de la sûreté publique, dans les autres localités par le contrôleur civil sur la proposition du chef de la police locale.

### §. 2. — Service médical

**92.** Dans chaque théâtre, il y aura un service médical. Ce service devra être assuré de manière à ce qu'il y ait constamment un médecin présent dans le théâtre depuis le commencement jusqu'à la fin de la représentation. Une boîte de secours sera à la disposition du médecin.

## CHAPITRE III

*De l'annonce du spectacle et de la location*

### § 1. — Affiches

**93.** Le tarif du prix des places pour chaque représentation devra toujours être indiqué très ostensiblement sur les affiches, en même temps que la composition des spectacles annoncés.

### § 2. — Location

**94.** Un exemplaire du tarif sera apposé sur les bureaux de la location des théâtres.

Une fois annoncé, le tarif de chaque représentation ne pourra être modifié.

**95.** Les directeurs ne doivent émettre aucun billet indiquant plusieurs catégories de places, au choix des spectateurs. Ceux-ci ne peuvent s'installer qu'aux places portées sur leurs billets.

**96.** Ne peuvent être louées à l'avance que les loges et les places converties en fauteuils ou stalles, et numérotées. La location doit cesser une heure avant l'heure de l'introduction du public dans la salle.

Le nombre des places inscrites sur les portes des loges ne devra pas être supérieur à celui des spectateurs qu'elles peuvent contenir.

**97.** Une feuille de location indiquera toutes les places louées.

Il sera défendu de mettre l'étiquette « loué » sur une place non portée sur cette feuille.

## CHAPITRE IV

*De la police des représentations*

**98.** La salle devra être livrée au public et la représentation commencera aux heures indiquées par l'affiche.

Les bureaux de distribution des billets devront être ouverts au moins une demi-heure avant le lever du rideau.

**99.** Il est défendu d'introduire des spectateurs dans la salle avant l'ouverture des bureaux.

Aucun spectateur n'entrera que par les portes ouvertes au public.

Les files d'attente des spectateurs seront établies de manière à ne pas gêner la circulation.

**100.** La vente et l'offre de la vente des billets ou contremarques et le racolage ayant ce trafic pour objet, sont interdits sur la voie publique.

**101.** Pendant le spectacle, les portes de communication de la salle à la scène devront être fermées.

**102.** Il est défendu de fumer dans l'intérieur du théâtre ou dans les locaux qui en dépendent. Des écriteaux portant l'inscription « Défense de fumer » seront apposés dans toutes les parties du théâtre où cette défense s'impose.

**103.** Il est défendu de troubler la représentation ou d'empêcher les spectateurs de voir ou d'entendre le spectacle annoncé de quelque manière que ce soit.

Dans ce but, les directeurs pourront spécifier qu'à certaines places, le port de toute coiffure quelle qu'elle soit est interdit.

**104.** Toutes les fois que dans une représentation il devra être fait usage d'armes à feu, la mise en scène sera réglée de façon que le tir ne s'effectue pas dans la direction de la salle.

Quand la représentation d'une pièce comportera un simulacre d'incendie, le tir de pièces d'artifices, ou l'emploi d'appareils de projections lumineuses, la municipalité ou l'autorité intéressée devra être prévenue d'avance afin que les mesures nécessaires puissent être prescrites.

Les pièces d'artifice ou la poudre apportées du dehors au commencement de chaque représentation devront être immédiatement remises à la garde des sapeurs-pompiers ou du chef de la police locale.

**105.** Les objets perdus par le public et trouvés dans l'intérieur des salles de spectacles par les ouvreuses ou employés du théâtre, qui n'auront pu, pendant la représentation, être remis au commissaire ou à l'agent de police de service, devront être déposés le lendemain au bureau du commissaire du quartier où est situé le théâtre ou du chef de la police locale.

**106.** Ainsi qu'il est dit à l'article 32, les couloirs et passages pour la circulation devront rester entièrement libres pendant la représentation.

Il sera défendu de stationner, pendant la représentation, dans le passage d'accès des couloirs à la salle aux différents étages. L'usage des petits bancs, de coussins et de siège mobiles quelconques, ainsi que le port de cannes ou de parapluies est rigoureusement interdit dans la salle du spectacle.

**107.** Les bureaux de contrôle ne devront jamais obstruer les sorties, dont la largeur est fixée par l'article 28 à $0^m60$ par 100 personnes ; ils devront toujours être placés en dehors de la circulation du public.

**108.** Il est expressément défendu aux directeurs de faire cesser l'éclairage dans l'intérieur de la salle ou de ses dépendances avant l'entière évacuation du public.

**109.** L'heure de clôture des représentations théâtrales est fixée à minuit et demi en tout temps, sauf autorisation spéciale.

**110.** Aux abords des théâtres, la circulation des voitures et leur stationnement sont réglés par des consignes spéciales auxquelles les cochers sont tenus de se conformer.

## TITRE III

*Des cafés-concerts et autres spectacles publics*

### § 1. — Dispositions générales

**111.** Toute personne qui voudra ouvrir ou exploiter un café-concert ou tout autre spectacle public, tel que cirque, hippodrome, vélodrome, panorama, cinématographe, etc., devra en demander l'autorisation préalable à l'administration municipale ou au contrôleur civil dans les localités non éri-

gées en communes et, s'il y a lieu, joindre à l'appui de sa demande des plans et coupes à l'échelle de 0.02 par mètre, en triple expédition, avec l'indication du nombre des places.

L'autorisation ne sera accordée qu'après enquête et exécution des prescriptions reconnues nécessaires pour assurer la sécurité du public.

**112.** Les dispositions du présent décret établies pour les théâtres, en ce qui concerne les loges d'artistes, l'éclairage électrique, lorsqu'il sera adopté ou imposé, les lampes de secours, le chauffage, la ventilation, les dégagements, la circulation intérieure ou la sortie du public, sont applicables aux cafés concerts et autres salles de divertissements publics.

**113.** Suivant l'importance de ces établissements, un avertisseur téléphonique devra les rattacher au poste des sapeurs-pompiers et un service de secours contre l'incendie pourra être prescrit.

### § 2. -- Eclairage

**114.** L'éclairage électrique pourra être imposé à tout café-concert ou salle de divertissements publics lorsque la sécurité publique l'exigera.

Dans les constructions provisoires en bois, en toile, édifiées en plein air, telles que cirques, cinéma, etc., l'installation électrique devra être faite en fils isolés à 600 meghoms. Les fils seront tendus sur des isolateurs à double cloche en porcelaine montés sur tiges métalliques. Les dérivations alimentant les lampes devront être renfermées dans des tubes isolants à raison de un fil par tube. Les lignes supportées par les isolateurs ne devront jamais passer à moins de $0^m10$ des pièces de bois de la construction.

**115.** Dans le cas où le gaz serait employé pour l'éclairage, les tuyaux ayant plus de $0^m010$ de diamètre seront en fer.

Tous les appareils d'éclairage seront fixés et entourés d'un manchon de verre ou d'un grillage métallique.

La rampe d'avant-scène également protégée par un grillage métallique.

**116.** Les couloirs d'accès et les escaliers des loges d'artistes seront éclairés par des appliques vitrées et garnies de manchons grillagés.

Les porte-manteaux les rideaux, et les portières seront fixés à $0^m70$ au moins du plan vertical dans lequel se trouveront les becs de gaz.

### § 3 -- Dispositions spéciales aux cafés concerts et aux salles de concert

**117.** Il ne pourra être fait usage dans les concerts que d'une scène sans machination sans dessus ni dessous.

Cette scène devra être construite en matériaux incombustibles avec plancher haut et bas fer et hourdé plein.

Il n'y aura qu'un décor unique fixe et incombustible, c'est-à-dire peint ou marouflé sur mur, tôle, toile, métallique ou amiante pur.

Le rideau d'avant-scène devra être rendu ininflammable à l'aide d'une préparation spéciale.

L'usage des appareils d'éclairage mobiles des herses, portants, etc., sera interdit.

**118.** La salle sera construite sans bois apparents.

Les bois de la construction seront revêtus de plâtre.

### § 4 -- Police des concerts

**119.** Le tarif des consommations devra être affiché dans un lieu apparent à l'intérieur de l'établissement.

### § 5. -- Dispositions spéciales aux cinématographes

**120.** Les directeurs des cinématographes devront, en outre des mesures de précautions spéciales qui pourraient être exigées, satisfaire aux prescriptions suivantes :

La cabine du cinématographe sera largement aérée par des ouvertures donnant directement à l'extérieur. Ces ouvertures seront garnies de toiles métalliques. Les ouvertures pratiquées sur le devant de la cabine et servant au passage des rayons lumineux seront munies de volets métalliques se manœuvrant de l'extérieur. La porte de la cabine ne sera fermée qu'au loqueteau se manœuvrant des deux côtés.

Il sera interposé, entre le condensateur de lumière et la pellicule, une cuve d'eau dont la contenance ne pourra être inférieure à un demi-litre ; cette cuve sera en permanence remplie d'une solution absorbant les rayons caloriques (solution d'alun et d'eau distillée mélangée d'eau et d'acide acétique). Deux autres cuves semblables et remplies de l'une

des deux solutions seront en réserve dans la cabine pour que l'opérateur puisse en changer fréquemment.

L'appareil sera muni d'un enrouleur automatique et les bandes seront renfermées dans des boîtes métalliques dites « carters de sûreté » à fermeture automatique.

Les lampes mobiles et les fils souples sont interdits dans la cabine ; toute l'installation électrique intérieure de la cabine sera faite en fils ou câbles à isolement forts, tendus sur des isolateurs séparés.

Il sera placé à portée de la main de l'opérateur un extincteur de cinq litres et deux siphons d'eau de seltz ; un sceau plein d'eau sera placé à proximité de la cabine.

Il n'y aura dans la cabine que la bande en service sur l'appareil, les autres bandes seront renfermées dans des boîtes métalliques placées dans une resserre isolée du public et ventilée.

Il est interdit de fumer dans la cabine.

Les lampes de secours pourront être renfermées dans des lanternes de couleur.

Dans toutes les salles de cinématographe il sera installé un interrupteur de secours à proximité du pompier ou de l'agent de police de service qui permette à ce dernier de rétablir immédiatement la lumière dans la salle en cas d'accident.

### § 6. — Heure de fermeture

**121.** Les cafés-concerts et autres salles de divertissements publics devront, à moins d'une autorisation spéciale, délivrée par l'autorité visée à l'article 1, fermer à minuit au plus tard.

**122.** Des dispositions seront prises par l'administration municipale ou l'autorité intéressée, suivant le cas, pour qu'un médecin au moins puisse se transporter immédiatement sur les lieux en cas d'accident. Une pharmacie contenant les médicaments de première nécessité et de nombreux moyens de pansements devra être installée dans la salle prévue à l'article 79.

## TITRE IV
## Dispositions générales

**123.** Les prescriptions du présent décret sont immédiatement applicables dans les théâtres, cafés-concerts et établissements analogues actuellement existants, sauf en ce qui concerne la grosse construction et la disposition générale de la salle. Dans ces cas, il en sera fait application dès que la nature des réparations à faire dans un théâtre le permettra.

**124.** Les cafés-concerts dans lesquels l'usage de plusieurs décors a été autorisé à certaines conditions, antérieurement au présent décret, continueront à bénéficier de cette autorisation, aux mêmes conditions pendant une période de dix années à partir de ce jour.

A l'expiration de ce délai, les prescriptions de l'article 120 seront applicables dans les dits établissements.

**125.** Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret.

**126.** Le présent décret sera imprimé et notifié aux Directeurs des théâtres, cafés-concerts et autres spectacles publics et apposé, au moins en extrait, dans des cadres grillés placés en permanence sous les vestibules et dans les corridors des salles de spectacles sur les points où la circulation n'en serait pas gênée.

---

## 7 avril 1920

ARRÊTÉ *du Résident général relatif aux élections à la Conférence consultative.*

(J. O. 7 AVRIL 1920, 603)

.....

**2.** Est fixé à trois ans la durée du mandat des représentants que les électeurs désigneront en remplacement des délégués dont le mandat aurait dû prendre fin le 1er janvier 1916. (1re série comprenant les circonscriptions des contrôles civils de Tunis, Zaghouan et Bizerte).

Est fixée à six ans la durée du mandat des représentants que les électeurs désigneront en remplacement des délégués dont le mandat expirait le 1er janvier 1919 (2e série comprenant toutes les autres circonscriptions de la Régence).

**3.** La nouvelle circonscription de Grombalia est rangée dans la 1re série : ses représentants suivront le sort des élus des circonscriptions de la 1re série.

La nouvelle circonscription de Medjez-el-Bab est rangée dans la 2e série : ses représentants suivront le sort des élus des circonscriptions de la 2e série.

.....

**8.** Les articles 39 et 40 de l'arrêté du 2 janvier 1905 sont remplacés par le texte suivant :

L'électeur ne peut déposer que son vote personnel. En remettant son bulletin au président du bureau de vote, il lui présentera sa carte électorale signée et devra émarger en face de son nom sur la liste du Bureau.

S'il est illettré, son identité sera affirmée par les membres du bureau ou par deux témoins connus des membres du bureau.

L'électeur qui aura égaré sa carte électorale sera admis à déposer son bulletin après vérification de son identité par le bureau de vote. Il devra signer sur la liste d'émargement la déclaration de perte de sa carte. S'il est illettré, il sera procédé comme il est dit au paragraphe précédent.

.....

---

## 10 avril 1920

DÉCRET *relatif à la circulation des véhicules automobiles servant au transport des marchandises et remorquant un véhicule unique.*

(J. O. 14 AVRIL 1920, 627)

ART. **1.** La circulation sur les voies publiques des véhicules automobiles dits « camions automobiles », servant au transport des matériaux et marchandises et remorquant un second véhicule, est soumise aux prescriptions du décret du 15 septembre 1914 modifié par le décret du 1er avril 1920, ainsi qu'aux dispositions spéciales suivantes :

**2.** Il est interdit de faire circuler un camion automobile remorquant un second véhicule sans en avoir, au préalable, fait la déclaration sur papier timbré au Directeur général des Travaux publics.

Cette déclaration, indépendante de celle prévue à l'article 46 du décret du 15 septembre 1914 pour les automobiles, fait connaître les nom, prénoms et domicile du propriétaire des véhicules ; elle donne les caractéristiques et dimensions principales du véhicule remorquant ainsi que son poids à vide et en charge, et la charge maxima par essieu.

Si le véhicule remorqué satisfait aux prescriptions du présent décret. il est délivré au propriétaire un récépissé spécial indiquant le numéro d'ordre assigné au véhicule remorqué.

Les constatations réglementaires sont faites par le service des Mines.

**3.** Le véhicule remorqué doit satisfaire aux conditions ci-après :

Les roues doivent être munies de bandages en caoutchouc ou de tous autres systèmes élastiques reconnus équivalents par le Directeur général des Travaux publics.

L'épaisseur des bandages en caoutchouc plein ne doit, à aucun moment après la mise en service, descendre au-dessous de trois centimètres (0m,03)

La charge par centimètre de largeur utile de bandage ne doit pas excéder cent cinquante kilogrammes, la charge par essieu ne dépassant, en aucun cas, trois mille kilogrammes.

**4.** Les freins du camion automobile exigés par l'article 43 du décret du 15 septembre 1914 devront être capables de servir efficacement pour l'ensemble des deux véhicules. Toutefois, si l'administration le juge utile, le véhicule remorqué sera muni d'un système de frein suffisamment efficace et rapide susceptible d'être actionné soit par le conducteur à son poste sur le camion, soit par un conducteur spécial.

Ce système de frein ne pourra être exigé pour un véhicule remorqué dont le poids en charge est au plus égal à la moitié du poids à vide de l'automobile tracteur.

**5.** Le conducteur du camion automobile devra toujours être accompagné d'un aide chargé de surveiller la remorque et de le suppléer au besoin.

Cette prescription sera considérée comme remplie lorsqu'un conducteur spécial sera chargé de la manœuvre du système de frein indépendant dont il est question à l'article 4 ci-dessus.

**6.** Le véhicule remorqué portera, en avant et du côté gauche :

1° une plaque métallique donnant en français et en caractères apparents et lisibles, les nom, prénoms, profession et domicile du propriétaire ;

2° une plaque métallique donnant en caractères, apparents et lisibles, le numéro d'ordre assigné au véhicule en conformité de l'article 2.

Cette seconde plaque ne sera pas exigée si le numéro d'ordre du véhicule est indiqué sur la première.

**7.** Par dérogation à l'article 49 du décret du 15 septembre 1914, modifié par le décret du 1er avril 1920, les plaques d'identité portant le numéro d'ordre assigné au véhicule

automobile en conformité de l'article 46 du même décret seront placées, l'une à l'avant du camion, l'autre à l'arrière de la remorque.

**8.** Par dérogation à l'article 51 du décret du 15 septembre 1914, le feu d'arrière dont doit être muni tout automobile dès la chute du jour, sera reporté à l'arrière de la remorque, de manière à rendre lisible le numéro distinctif porté par la plaque d'identité dont il est question à l'article 7.

**9.** Par dérogation à l'article 50 du décret du 15 septembre 1914, la vitesse des camions automobiles remorquant un second véhicule, ne devra pas excéder 10 kilomètres à l'heure dans les agglomérations.

**10.** Le stationnement sur la voie publique d'un camion automobile et de sa remorque ne devra, en aucun cas, gêner la circulation ni entraver l'accès des propriétés riveraines à la voie publique.

**11.** Sauf exceptions autorisées par le Directeur général des Travaux publics, il est interdit de transporter, à prix d'argent, des voyageurs sur un camion automobile servant au transport des matériaux et marchandises, ainsi que sur sa remorque.

**12.** Il est interdit d'adjoindre une remorque aux véhicules automobiles affectés au transport en commun des personnes.

**13.** Le conducteur du camion automobile devra toujours être porteur du récépissé spécial afférent à la remorque délivré par application de l'article 2.

**14.** La mise en circulation de camions automobiles remorquant plus d'un véhicule reste soumise aux dispositions de l'article 8 du décret du 15 septembre 1914.

**15.** Les infractions au présent décret sont constatées et punies conformément aux dispositions du titre IV du décret du 15 septembre 1914.

---

## 17 avril 1920

DÉCRET *autorisant la réquisition civile du matériel et des locaux nécessaires aux transports en cas d'interruption de l'exploitation des voies ferrées.*

(J. O. 21 AVRIL 1920, 676)

ART. 1. En temps de paix, en cas d'interruption même partielle de l'exploitation des voies ferrées, l'autorité civile pourra constituer par voie de réquisition temporaire les moyens de transport nécessaires au ravitaillement des populations et au fonctionnement des services publics.

2. Sont soumis à la réquisition :

1° les camions automobiles de tous modèles ;

2° les voitures de tourisme nécessaires à l'exécution du service et à l'encadrement des convois ;

3° les voitures attelées, bateaux et généralement tous autres moyens de transport ;

4° les ateliers d'outillage ainsi que les locaux pour le logement et le cantonnement du personnel et du matériel ci-dessus ;

5° les rechanges nécessaires à la réparation des véhicules, l'essence, les ingrédients de toute nature et la nourriture des animaux.

3. Le droit de réquisition appartient au Directeur général des Travaux publics qui pourra le déléguer aux contrôleurs civils et aux ingénieurs des Travaux publics.

Les conditions et les formes dans lesquelles s'exerce ce droit sont les mêmes que celles déterminées par le décret du 22 octobre 1900.

Toutefois la commission d'évaluation prévue à l'article 11 du dit décret est composée comme suit :

1° le contrôleur civil, président ;

2° un représentant de la Direction générale des Travaux publics ;

3° un industriel désigné par notre Premier Ministre.

L'avis de cette commission avec toutes les pièces annexes est transmis au Directeur général des Travaux publics chargé de fixer les indemnités de réquisition.

Toutes les dépenses résultant de ces réquisitions ou de l'embauchage du personnel nécessaire à l'utilisation des moyens de transport seront imputées sur un chapitre spécial du budget de la Direction générale des Travaux publics.

4. Quiconque aura, à l'aide de manœuvres frauduleuses, dissimulé ou soustrait à la réquisition des objets ou matières qui y seront légalement soumis sera passible d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende pouvant s'élever au double de la valeur de la prestation requise.

Quiconque aura refusé de déférer à des ordres de réquisition légalement donnés sera passible d'un emprisonnement de six

jours à un mois et d'une amende de cinquante à mille francs (50 à 1000 francs).

**5.** Tout fonctionnaire ou agent de l'autorité publique qui aura sciemment procédé à des réquisitions illégales sera passible, suivant le cas, des peines prévues à l'article 174 du Code pénal français ou à l'article 95 du Code pénal tunisien.

**6.** L'article 463 du Code pénal français et l'article 53 du Code pénal tunisien sont applicables à tous les cas dans lequels le présent décret édicte des pénalités.

**7.** Notre Premier Ministre, notre Directeur général des Travaux publics et notre Directeur général des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret et autorisés à y pourvoir, le cas échéant, par voie d'arrêtés réglementaires.

---

## 20 avril 1920

DÉCRET *français modifiant, en ce qui concerne les magistrats de Tunisie, le décret du* 29 *décembre* 1919 *portant règlement d'administration publique sur l'avancement des magistrats.*

(J. O. fr. 26 AVRIL 1920)

ART. 1. Le § 2 de l'article 1er du décret du 29 décembre 1919 portant règlement d'administration publique sur l'avancement des magistrats est complété ainsi qu'il suit :

Toutefois, les juges suppléants des tribunaux d'Algérie et de Tunisie, inscrits au tableau et comptant huit années de services judiciaires, peuvent être nommés juges ou substituts de 2e classe en Algérie et en Tunisie. Les magistrats ainsi nommés ne peuvent obtenir leur envoi dans un tribunal de 2e classe de la Métropole qu'après avoir rempli pendant deux ans au moins, leurs fonctions dans un tribunal d'Algérie ou de Tunisie.

---

## 20 avril 1920

DÉCRET *suspendant l'application des articles* 17 *et* 28 *de celui du* 18 *juillet* 1905 *relatifs à la restitution des droits de garantie sur les ouvrages d'or et d'argent exportés.*

(J. O. 21 AVRIL 1920, 677)

ART. 1. Est rapportée jusqu'à nouvel ordre l'application des dispositions des articles 17 et 28 du décret susvisé du 18 juillet 1905 qui autorisent la restitution aux exportateurs du droit de garantie sur les ouvrages d'or et d'argent exportés.

---

## 21 avril 1920

DÉCRET *instituant une taxe municipale dite d'entretien.*

(J. O. 19 MAI 1920, 783)

ART 1. A dater du 1er juillet 1920 il pourra être perçu dans l'étendue des communes de la Régence, une taxe dite « d'entretien » assise sur la valeur locative brute des immeubles.

Elle est exigible des contribuables assujettis à la taxe locative instituée par le décret du 16 septembre 1902. Elle sera perçue au profit des communes en même temps et dans les mêmes conditions que cette taxe au vu du même rôle et contre remise d'une même quittance.

**2.** Le taux de la taxe d'entretien sera fixé, pour chaque commune, par décret rendu sur la proposition de notre Premier Ministre, l'assemblée municipale entendue.

**3.** Les contribuables assujettis à la taxe locative et à la taxe d'entretien peuvent, le cas échéant, récupérer la taxe d'entretien sur leurs locataires à concurrence seulement, pour chacun de ceux-ci, de la part afférente au montant de son loyer, y compris les charges accessoires inscrites au bail en cours.

**4.** Sauf convention entre propriétaires et locataires, les locataires ne seront tenus de verser la part prévue à l'article 3 que par fractions correspondantes aux quotités de leurs loyers et ils pourront exiger que la quittance du propriétaire en fasse une mention distincte.

---

## 30 avril 1920

ARRÊTÉ *du Résident général réglementant l'Office du Protectorat français en Tunisie institué à Paris pour remplacer l'Office du Gouvernement tunisien.*

(J. O. 12 MAI 1920, 761)

ART. 1. L'office du Protectorat français en Tunisie institué à Paris pour remplacer l'office du gouvernement tunisien a pour mission :

1° de centraliser et de mettre à la disposition du public les renseignements de toute nature concernant l'agriculture, le com-

merce, l'industrie, le tourisme, les travaux publics et les conditions de travail en Tunisie ;

2° de renseigner les colons, industriels et commerçants français établis en Tunisie ainsi que les indigènes sur les marchés métropolitains et étrangers ;

3° de rechercher les moyens d'exploitation et de mise en valeur des ressources naturelles du pays que les enquêtes économiques locales auront pu révéler et, par réciprocité, de fournir toutes informations de nature à intéresser le développement économique de la Tunisie ;

4° de faire connaître, par l'intermédiaire des chambres de commerce, des groupements professionnels, par le presse et par les différents moyens de publicité, les ressources économiques et touristiques de la Tunisie ;

5° de coopérer à l'œuvre du peuplement français dans la Régence et à l'apport de capitaux en faveur d'entreprises françaises en Tunisie ;

6° d'installer des musées d'échantillons des principales productions tunisiennes, soit dans les bureaux de l'Office, soit dans les principaux centres industriels de France et de l'étranger ;

7° d'organiser la participation du Protectorat aux expositions, foires et concours qui se tiennent en France et à l'étranger ;

6° d'assurer la publication d'un bulletin destiné à être l'organe de l'office.

**2.** L'office du Gouvernement tunisien relève directement du Résident Général et correspond avec les administrations tunisiennes sous le timbre du Résident Général.

**3.** Le personnel de l'office comprend, sous l'autorité du directeur délégué du Résident Général à l'office :

1° un directeur adjoint au délégué du Résident Général ;

2° des chefs ou sous-chefs de bureau ou rédacteurs (agriculture — commerce — transports ; publicité — tourisme ; rédaction du bulletin — expositions — foires et concours — musées d'échantillons) ;

3° des auxiliaires et un personnel de service.

Le directeur, le directeur-adjoint, les chefs, sous-chefs de bureau ou rédacteurs sont nommés par arrêté du Résident Général.

Ils pourront être recrutés, soit parmi les fonctionnaires des cadres tunisiens, soit en dehors du cadre des fonctionnaires, librement et sur contrat.

Les auxiliaires et le personnel de service sont nommés par le délégué et payés à la journée ou au mois dans les limites des crédits mis à la disposition de l'office.

**4.** Le délégué du Résident Général a tout pouvoir pour traiter, en son nom, les affaires rentrant dans le cadre des attributions de l'office. Toutefois, il ne peut engager des dépenses que dans la limite des crédits ouverts au budget de l'exercice en cours.

Il correspond directement, en ce qui concerne ces matières, avec les administrations métropolitaines, les représentants de la France à l'étranger, les chambres de commerce, les conseillers du commerce extérieur, les associations professionnelles, les établissements scientifiques, etc. Il peut engager et poursuivre, tant en France et aux colonies qu'à l'étranger, toutes les enquêtes sur les questions rentrant dans les attributions de l'Office.

**5.** Les traitements du personnel visé au paragraphe 1er de l'art. 3 ayant appartenu à une administration tunisienne sont fixés, d'après les statuts qui la régissent, déduction faite de la majoration tunisienne sans préjudice d'une indemnité de séjour fixée à 1.200 francs. Ces fonctionnaires bénéficient, en outre, des indemnités familiales telles qu'elles ont été fixées par le décret beylical du 20 décembre 1919.

**6.** Une indemnité annuelle de 4.000 fr. est allouée au délégué du Résident général à titre de frais de représentation.

**7.** Les fonctionnaires tunisiens participants aux fonctions énumérées au § 1er de l'art. 3 sont soumis aux règlements généraux de l'administration dont ils dépendent en ce qui concerne leur nomination, la discipline et les retraites.

Les indemnités de déplacement sont fixées, par jour, à :

| | |
|---|---|
| Directeur délégué du Résident général | Fr. 40 |
| Chefs et sous-chefs de bureau | 30 |
| Rédacteurs | 25 |

Lorsque le Directeur, le directeur-adjoint, les chefs de bureau ou les rédacteurs sont appelés à se rendre en Tunisie pour affaire de service, ils reçoivent à dater du jour de leur débarquement en Tunisie, jusqu'à celui de leur embarquement pour la France les indemnités de déplacement dont béné-

ficient en Tunisie, les fonctionnaires du Protectorat auxquels ils sont assimilés.

**8.** L'avancement de tous les fonctionnaires de l'office a lieu au choix ou à l'ancienneté dans les mêmes conditions que pour les fonctionnaires tunisiens. Toutefois, pour être promus à la classe supérieure, les agents de l'office devront avoir passé 2 ans dans la classe inférieure.

**9.** Un fonctionnaire de l'office peut être constitué régisseur d'avances, sous la surveillance du délégué dans les conditions prévues au règlement de comptabilité publique du Protectorat et soumis à ce titre à toutes les vérifications des agents du Protectorat.

Le directeur délégué du Résident général à l'office arrête toutes les pièces de dépenses et en certifie l'exactitude.

**10.** Le directeur délégué du Résident Général soumet au conseil de perfectionnement de l'office les propositions du Gouvernement tunisien, ainsi que les projets et opérations de son administration.

Le conseil de perfectionnement de l'office du Protectorat français en Tunisie est composé de sept membres. Il siège dans les locaux de l'office et y tient mensuellement ses réunions ordinaires. Il peut être convoqué par son président ou par le directeur de l'office en réunion extraordinaire.

Les avis du conseil de perfectionnement sont transmis au Résident Général pour information ou approbation.

**11.** Le directeur adresse chaque année au Résident Général un rapport d'ensemble sur la marche des services de l'office durant la période écoulée.

**12.** Sont abrogées toutes dispositions antérieures et contraires au présent arrêté.

---

### 30 avril 1920

ARRÊTÉ *du Résident Général fixant les attributions de l'Inspecteur général des services économiques.*

(J. O. 12 MAI 1920, 761)

ART. UNIQUE. L'inspecteur général des services économiques a pour mission :

de suivre le mouvement économique de l'Afrique du nord en se fondant sur les constatations qu'il aura faites et les éléments d'informations qu'il aura pu recueillir tant dans la Régence qu'au dehors ;

de signaler à l'attention du Résident général toutes mesures de nature à accroître les forces de production de la Tunisie.

Il est spécialement chargé d'assurer, à l'office du protectorat français en Tunisie institué à Paris et aux agences économiques tunisiennes qui viendraient à être créées en France ou à l'étranger, toute documentation devant contribuer à l'inventaire général des ressources exploitées ou inexploitées de la Régence.

Il échange avec les dits office ou agences la documentation nécessaire pour, d'une part, faire connaître la Tunisie au dehors et, d'autre part, renseigner les producteurs, commerçants et industriels de la Régence sur les méthodes de perfectionnement de leur production en France et à l'étranger.

---

### 4 mai 1920

DÉCRET *portant règlement des sociétés de courses et autorisant un prélèvement au profit de l'Etat sur les sommes versées au pari mutuel.*

(J. O. 22 MAI 1920, 814)

ART. **1.** Les sociétés de courses de chevaux régulièrement autorisées peuvent installer le pari mutuel sur leur champ de courses. A cet effet, elles devront adresser annuellement au Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation une demande spéciale d'autorisation qui devra être accompagnée : 1° d'un état certifié conforme des comptes en recette et dépense de l'exercice précédent ; 2° du budget de la société pour l'exercice en vue duquel est demandée l'autorisation d'installer le pari mutuel ; 3° d'un relevé des dates des journées de courses prévues pour le même exercice, avec l'indication du nombre des courses par journée.

**2.** Les autorisations de fonctionnement du pari mutuel délivrées par le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation sont annuelles.

Toutefois, ces autorisations pourront toujours être retirées en cours d'exercice, soit pour cause d'inexécution des conditions d'autorisation des sociétés de courses, soit pour des raisons d'ordre public.

L'arrêté d'autorisation fixera pour chaque société de courses la quotité du prélèvement qu'elle pourra faire sur les recettes brutes

du pari mutuel pour ses frais d'administration.

**3.** Il sera prélevé, par les soins de la société de courses,au profit de l'Assistance Publique, 3 % sur la masse des sommes versées au pari mutuel de chaque hippodrome et avant tout autre prélèvement.

Le montant de ce prélèvement devra être versé dans un délai de huit jours des encaissements au titre du pari mutuel, à la caisse du Receveur des Contributions diverses de la circonscription dans laquelle la société de courses a son siège. Un bordereau établi par le président de la société et visé par le contrôleur civil de la circonscription sera remis à l'appui de chaque versement.

**4.** Les sociétés de courses régulièrement autorisées sont placées au point de vue de leur gestion financière et des opérations du pari mutuel sous la surveillance et le contrôle du service de l'inspection de la Direction générale des Finances, du service de l'inspection des régies financières et de la Direction de l'Elevage de la Direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation qui peuvent se faire représenter les registres, pièces-comptables et tous autres documents qu'ils jugeront nécessaires à leurs vérifications.

**5.** Les infractions aux dispositions du présent décret et des arrêtés pris pour son exécution sont punies d'une amende de 480 fr. indépendamment du paiement des sommes dont le Trésor aura été frustré. Elles sont relevées à la charge du président et du trésorier de la société de courses.

Elles sont constatées par les agents des services visés à l'article 4 ci-dessus et la répression en est poursuivie conformément aux dispositions du décret du 3 octobre 1884 sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent décret.

**6.** Notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et notre Directeur général des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur immédiatement. Ils sont autorisés à prendre soit conjointement, soit séparément, tous arrêtés réglementaires pour son application.

---

## 4 mai 1920

DÉCRET *complétant l'art.* 815 *du code tunisien des obligations et contrats*

(J. O. 5 JUIN 1920, 849)

Vu les articles 815 et 817 du code tunisien des obligations ;

Vu l'article 1772 du code civil français ;

Vu le décret du 30 juin 1907 applicable aux Habous ;

Attendu qu'il importe de mettre en harmonie ces différents textes afin de ne pas maintenir pour les locataires de biens habous des inégalités en ce qui concerne l'exonération des loyers en cas de perte de récolte par cas fortuit.

ART. **1.** L'article 815 du code tunisien des obligations et contrats est ainsi compété : L'action en exonération ou réduction de loyers et fermages, dans les cas visés par le présent article, doit être, à peine de déchéance, intentée avant le 1er octobre de l'année où la récolte a été perdue, en tout ou en partie, par cas fortuit ou force majeure.

**2.** Le preneur peut être chargé des cas fortuits par stipulation expresse. L'article 817 du code tunisien des obligations et contrats est abrogé.

**3.** Les dispositions du présent décret sont applicables aux baux adminitratifs et spécialement aux biens habous.

---

## 7 mai 1920

ARRÊTÉ *du Résident général relatif à l'internement des aliénés.*

(J. O. 8 MAI 1920, 745)

ART. UNIQUE. Les pouvoirs attribués par la loi du 30 juin 1838 au Prefet de police à Paris et aux Préfets dans les départements seront exercés en Tunisie par le Secrétaire général du gouvernement tunisien en ce qui concerne la mise en observation et l'internement des aliénés français tant au pavillon d'observation des nerveux de l'Hôpital civil Français de Tunis que dans les asiles de la métropole où les malades auront été envoyés d'office. La sortie des malades qui auront fait l'objet d'un placement d'office ne pourra avoir lieu que dans les mêmes conditions.

---

## 12 mai 1920

DÉCRET *rendant la loi Grammont applicable en Tunisie.*

(J. O. 29 MAI 1920, 830)

ART. 1.La loi française du 2 juillet 1850 dite «doi Grammont» est applicable en Tunisie.

2. Les dispositions du décret du 15 décembre 1896 sur la police rurale et des articles 315 et 317 du Code pénal tunisien sont maintenues.

---

## 13 mai 1920

ARRÊTÉ *du Résident général reglementant les conditions d'application aux justiciables des tribunaux français et tunisiens des dispositions relatives à la libération conditionnelle*[1].

(J.O. 15 MAI 1920, 773)

ART. 1. Dans la première quinzaine de chaque trimestre, le Directeur des services pénitentiaires devra adresser au Secrétariat général du Gouvernement tunisien, pour chacune des juridictions française et tunisienne, une liste en double exemplaire des condamnés dont la conduite et le travail en détention paraissent justifier une proposition de libération conditionnelle.

Ces listes contiendront les renseignements suivants.

1° motif de la condamnation ;

2° date du commencement de la peine ;

3° date de la liberation définitive ;

4° nombre des condamnations antérieures.

2. Le Secretaire général du Gouvernement tunisien au vu des propositions formulées par le Directeur des services penitentiaires fera établir, par un comité composé de trois fonctionnaires de l'administration générale désignés par lui, un état des condamnés pour lesquels le service pénitentiaire devra établir une notice individuelle comportant toutes indications concernant la santé, le travail, le caractère, la conduite et les moyens d'existence des individus proposés. Cette notice devra être accompagnée d'une piéce (engagement d'un patron, du chef de famille, d'une société de patronage) indiquant les moyens de subsistance du détenu en cas de libération. Cette pièce établie sur papier libre avec signature légalisée, devra :

*a*) pour les européens et sujets algeriens, être visée par le commissaire de police de la circonscription de la localité dans laquelle le condamné aura déclaré vouloir se retirer *b*) pour les sujets tunisiens, être visée par le contrôleur civil de la circonscription du futur domicile du détenu.

3. Les notices individuelles ainsi établies seront transmises par le Secrétaire général du gouvernement tunisien, pour avis, suivant la juridiction qui a prononcé la peine, soit au Parquet près le Tribunal ou la cour d'appel soit au Directeur des services judiciaires tunisiens.

L'avis émis devra, s'il y a lieu, porter indication des conditions spéciales qui devront être imposées au condamné appelé à bénéficier de la libération conditionnelle, les localités dont il conviendrait de lui interdire le séjour en raison des inconvénients que pourrait présenter son retour anticipé au milieu de ses victimes ou des témoins de ses fautes.

4. Le Secrétaire général du Gouvernement Tunisien, après retour de ces notices,revêtues des avis exprimés, les soumettra à la commission centrale de surveillance des établissements pénitentiaires qui émet à la majorité des voix, celle du Président étant prépondérante, son avis sur la suite à réserver.

5. Les arrêtés de libération conditionnelle pris par le Résident général pour les justiciables des tribunaux français et par le Premier Ministre pour les justiciables des tribunaux tunisiens, au vu des dossiers ainsi constitués,seront notifiés au Directeur des services pénitentiaires et à chacun des détenus interessés par les soins d'un commissaire de police qui établira procès-verbal de la notification.

6. Il sera donné avis, par les soins du Secrétariat général, de la date d'application de l'arrêté de libération conditionnelle :

*a*) pour la Tunisie au contrôleur civil ou au chef du bureau des affaires indigènes de la circonscription dans laquelle le bénéficiaire aura déclaré vouloir se retirer;

*b*)pour la France, l'Algérie, les colonies et les pays de protectorat à l'autorité administrative compétente.

Avis sera également donné, suivant la juridiction qui aura prononcé la peine, soit au Parquet près la cour d'appel ou le tribunal soit au Directeur des services judiciaires tunisiens.

(1) V. D. fr. 14 janv. 1920 et D. 29 janv. 1920.

**7.** Les arrêtés de revocation de liberation conditionnelle motivés par la mauvaise conduite habituelle seront pris par le Résident général pour les justiciables des tribunaux français et par le Premier Ministre pour les justiciables des tribunaux tunisiens, sur la proposition du Contrôleur civil ou du chef du bureau des affaires indigènes de la circonscription du lieu de résidence accompagnés, suivant le cas, de rapports circonstanciés soit du Commissaire de Police locale, soit du chef de poste de gendarmerie locale, soit du caïd de la région de la résidence du libéré conditionnel.

Dans les cas d'urgence, le Contrôleur civil ou le chef du bureau des affaires indigènes peut faire arrêter et incarcérer le libéré conditionnel en attendant la décision qu'il lui appartient de provoquer en adressant, d'urgence, suivant le cas, à la Résidence générale ou au secretariat général du Gouvernement le dossier de demande de révocation.

## 18 mai 1920

DÉCRET *portant majoration du taux des pensions de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens.*

(J. O. 29 MAI 1920, 831).

ART. **1.** Les allocations temporaires instituées par nos décrets des 15 mai et 27 décembre 1918, 16 juin et 21 aout 1919, au profit des titulaires de pensions de retaites servies par la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens, sont, à compter du 1er janvier 1920, remplacées par les majorations de pensions et les dispositions temporaires prévues ci–après :

**2.** Sous les réserves prévues aux articles 5 et suivants du présent décret, les pensions forfaitaires délivrées en application du décret du 24 décembre 1908 par la Société de prévoyance et fondées sur la durée des services quel qu'en soit le montant, quels que soient l'âge, l'état civil et la situation de famille des titulaires, seront, à compter du 1er janvier 1920, l'objet d'une majoration calculée sur le chiffre de la pension brute publié au « Journal Officiel » et fixée, savoir :

§ A. — pour les titulaires de pensions d'ancienneté.

à 100 % pour une première part allant jusques et y compris 750 francs ;

à 50 % pour la part comprise entre 750 et 1.800 francs ;

à 25 % pour la part comprise entre 1.800 et 6.000 francs.

§ B. — pour les veuves et orphelins :

à 100 % pour une première part allant jusques et y compris 375 francs ;

à 50 % pour la part comprise entre 375 et 900 francs ;

à 25 % pour la part compries entre 900 et 3.000 francs.

Le montant brut, c'est-à-dire sans déduction de la rente d'abandon prévue par l'article 6 du décret du 24 décembre 1908, des pensions ainsi majorées ne pourra en aucun cas être inférieur :

Pour celles prévues au § A :

s'il s'agit de fonctionnaires français :

à soixante francs par année de services actifs et à cinquante francs par année de services sédentaires admise dans la liquidation de la pension ;

s'il s'agit de fonctionnaires indigènes :

à quarante-cinq francs ou à trente-sept francs cinquante centimes, suivant les mêmes distinctions.

Pour celles prévues au § B :

à la moitié des minima fixés par le § A, suivant qu'il s'agit de services actifs ou sédentaires et de fonctionnaires français ou indigènes.

**3.** Les pensionnaires et les veuves âgées de plus de 55 ans, pour lesquels les majorations de pensions prévues à l'article précédent n'atteindront pas le montant de l'allocation temporaire qui leur est actuellement payée en vertu des décrets des 15 mai 1918, 27 décembre 1918, 18 juin et 21 août 1919, recevront à titre temporaire et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, une allocation trimestrielle calculée de telle sorte que leur situation actuelle ne soit pas modifiée.

L'allocation temporaire déjà payée aux pensionnés pour le 1er trimestre 1920 sera déduite des arrérages pour le même trimestre de la pension majorée conformément aux dispositions du présent décret sans cependant qu'il y ait lieu à répétition lorsque la pension majorée sera inférieure au total de l'ancienne pension et de l'allocation temporaire.

**4.** Les veuves ou orphelins de fonctionnaires morts depuis le 1er juillet 1919, mais dont les services admissibles pour la retraite avaient pris fin antérieurement à cette

date, seront traités comme les veuves ou orphelins déjà pensionnés.

**5.** Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, celles des pensions à servir par la société de prévoyance dont la liquidation prendra effet d'une date postérieure au 30 juin 1919, continueront à être calculées sur la base des anciennes échelles de traitements, mais elles comporteront, en outre, la majoration prévue à l'art. 2 du présent décret pour les retraités actuels et, s'il y a lieu, un complément destiné à tenir compte du relèvement des traitements.

Ce complément est fixé, savoir :

Si les services admissibles ont pris fin entre le 1er juillet 1919 et le 30 juin 1921, au tiers de la différence entre la pension que comporterait la perception des nouveaux traitements pendant une période de trois ans et la pension majorée afférente aux anciens traitements ;

Aux deux tiers de cette différence, si les services admissibles ont pris fin entre le 1er juillet 1921 et le 30 juin 1923 ;

A la totalité, si la pension prend effet d'une date postérieure au 30 juin 1923.

**6.** Les pensions des veuves ou orphelins des fonctionnaires dont les services admissibles pour la retraite ont pris fin postérieurement au 30 juin 1919 continueront à être calculées sur la base des anciennes échelles de traitements, mais elles comporteront, en outre : 1° la majoration prévue pour les veuves par l'article 2 du présent décret ; 2° s'il y a lieu, un complément fixé d'après les règles tracées à l'article précédent.

**7.** Quand plusieurs pensions sont fixées sur la même tête, il en est fait masse pour l'application du présent décret. Cette disposition s'applique aux suppléments et aux allocations supplémentaires ou complémentaires attachés à la pension.

**8.** Quand une pension est partagée entre plusieurs veuves ou orphelins, il est fait masse de toutes les parts pour le calcul de la majoration et, s'il y a lieu, du complément de majoration, qui sont ensuite répartis entre les ayants-droit proportionnellement à la part de chacun d'eux.

**9.** Quand la pension est suspendue en tout ou en partie, la majoration et, s'il y a lieu, le complément correspondant sont suspendus dans la même mesure.

**10.** Les majorations et compléments institués par le présent décret sont incessibles et insaisissables, comme les pensions elles-mêmes.

**11.** La dépense des majorations compléments, allocations et autres charges viagères imposées tant par les décrets des 15 mai et 27 décembre 1918, 16 juin et 21 août 1919 que par le présent décret au profit des titulaires de pensions servies par la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens sera servie par cette société à qui une dotation spéciale, calculée d'après la valeur en capital de ces charges, sera, en compensation, fournie par l'Etat sur le fonds des excédents disponibles, dès que la situation de ce fonds le permettra, sauf recours de l'Etat contre les établissements publics ou les communes qui ont utilisé les services du pensionné et au prorata de la durée respective de ces services.

---

## 19 mai 1920

DÉCRET *assujettissant les marchandises allemandes au tarif général des douanes français, augmenté des coefficients de majoration édictés en France.*

(J. O. 26 JUIN 1920, 937)

ART. **1.** A dater de la promulgation du présent décret, les marchandises originaires ou en provenance d'Allemagne seront soumises à leur importation en Tunisie aux droits du tarif général des douanes français, augmentés des coefficients de majoration édictés en France.

Le tarif des droits de douane à l'importation et les coefficients de majoration sont fixés au tableau annexé au présent décret.

**2.** Les produits d'origine extra-européenne importés d'Allemagne seront en outre soumis aux surtaxes d'entrepôt et ceux d'origine européenne importés par le même voie seront soumis aux surtaxes d'origine appliquées en France.

Le tarif de ces surtaxes est fixé au tableau annexé au présent décret.

---

## 22 mai 1920

DÉCRET *portant réquisition générale du blé de la récolte* 1920.

(J. O. 22 MAI 1920, 816)

ART. **1.** Le présent décret emporte réquisition générale et immédiate par l'Etat

pour le compte de la Tunisie et éventuellement pour celui de la Métropole, du blé de la récolte pendante de 1920.

**2.** Les dispositions des articles 2, 3, 4, 5, 6, 8 et 9 de notre décret du 14 mai 1917 et celles des arrêtés pris pour l'exécution de ces divers articles sont étendues et déclarées applicables à la récolte de blé de 1920.

Nèanmoins, notre Directeur général des Finances peut suspendre l'application des dispositions édictées en ce qui concerne la circulation des blés.

.....

## 22 mai 1920

DÉCRET *relatif à la réquisition des orges de la récolte de* 1920.

(J. O. 22 MAI 1920, 816)

ART. 1. Le prix des orges de la récolte de 1920 que l'Etat réquisitionnera pour les besoins locaux ou pour ceux de la métropole, est fixé aux deux tiers de celui du blé, soit provisoirement à 40 fr. le quintal métrique livré à Tunis, gare du port, aux magasins de réception en lots homogènes machinés n'ayant pas plus de 2 % d'impuretés d'un poids spécifique au-dessus de 59 kilos jusqu'à 60 kilos inclus.

Il est dans les conditions fixées par le tarif annexé au décret du 14 juillet 1918 bonifié pour augmentation du poids spécifique ou diminué, si les grains ne sont pas machinés ou s'ils ont un poids spécifique moindre ou contiennent une proportion anormale d'impuretés ou de grains étrangers ou s'ils sont livrés en lots non homogènes.

Au cas où le prix du blé viendrait à être augmenté, le prix de base de l'orge subirait les 2/3 de la même augmentation et les quantités livrées antérieurement à l'Etat donneraient lieu au paiement de la différence aux livreurs, lesquels seraient tenus d'en faire compte à leurs vendeurs à la conditions que ceux-ci fassent la preuve de leur livraison.

## 22 mai 1920

DÉCRET *modifiant l'art*, 36 *du décret du* 12 *mai* 1906 *sur la comptabilité publique.*

(J. O. 12 JUIN 1920, 873)

ART. 1. Les trois premiers alinéas de l'article 36 du décret du 12 mai 1906 concernant les avances faites aux agents spéciaux des services régis par économie sont modifiés ainsi qu'il suit, le surplus de l'article, tel qu'il a été complété par l'art. 9 du décret du 12 janvier 1914, restant sans changement.

Aucun paiement ne peut être effectué qu'au véritable créancier justifiant de ses droits et pour l'acquittement d'un service fait.

Toutefois, pour faciliter l'exploitation des services locaux régis par économie, il peut être fait aux agents spéciaux de ces services, sur les ordonnances et mandats des ordonnateurs, des avances dont le total, à moins de décision expresse et motivée du conseil des Ministres et Chefs de services, ne doit pas excéder soixante mille francs (60.000 fr.) sauf à ces agents à produire à l'ordonnateur et au Trésorier général de Tunisie, dans le délai de quarante-cinq jours, et en un bordereau nominatif, les quittances des créanciers réels. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé en conseil des Ministres et Chefs de Services.

Il ne peut être fait de nouvelles avances avant l'entière justification des précédentes qu'autant que les sommes dont l'emploi resterait à justifier, réunis au montant des nouvelles avances, n'excéderaient pas soixante mille francs (60.000 fr.). Un même régisseur ne peut détenir au titre, de plusieurs régies comptables, un total d'avances cumulées et non justifiées supérieur à soixante mille fr. (60.000 fr.), à moins d'autorisation contraire du conseil des Ministres et Chefs de services.

## 25 mai 1920

DÉCRET *portant règlement sur la conservation et l'utilisation des eaux du Domaine public.*

(J. O. 12 JUIN 1920, 873)

### TITRE PREMIER

### Conservation et police des eaux du domaine public

ART. 1. Il est interdit, sauf autorisation expresse du Directeur général des Travaux publics :

1° d'empêcher le libre écoulement des eaux du Domaine public ;

2° d'anticiper, de quelque manière que ce soit, sur les limites des francs-bords des cours d'eau temporaires ou permanents, des lacs, des sebkas, garaats, des sources, ainsi

que sur les limites d'emprise des aqueducs, des conduites d'eau, des canaux de navigation, d'irrigation ou de dessèchement dont l'exécution a été déclarée d'utilité publique.

Toutefois, les constructions préexistantes peuvent être entretenues et réparées sous la double restriction qu'il ne sera fait aucune augmentation aux dimensions extérieures et que les matériaux employés seront les mêmes que ceux précédemment mis en œuvre ;

3° de faire aucun dépôt, aucune plantation ou culture sur les francs-bords et dans le lit des cours d'eau temporaires ou permanents, dans les lacs, garaats et sebkas, ainsi que entre les limites d'emprise des conduites d'eau, des canaux dont l'exécution a été déclarée d'utilité publique ;

4° d'enlever des gazons, des arbres, des arbustes, des terres ou pierres, des francs-bords ou du lit des cours d'eau temporaires ou pemanents ;

5° de pratiquer des excavations de quelque nature qu'elles soient à une distance de la limite des francs-bords des cours d'eau temporaires ou permanents, des conduites, aqueducs et canaux, moindre que la profondeur des dites excavations, sans que cette distance puisse être inférieure à trois mètres ;

6° d'effectuer des travaux de recherche ou de captage d'eaux souterraines ou jaillissantes.

Toutefois, peuvent être exécutés, sur les propriétés privées sans autorisation préalable, les forages de puits non jaillissants, dont la profondeur ne dépasse pas cinquante mètres ;

7° de curer, approfondir, redresser, ou régulariser les cours d'eau temporaires ou permanents ;

8° d'une manière générale, d'entreprendre un travail quelconque de nature à intéresser le régime des eaux dépendant du domaine public.

**2.** Il est interdit :

1° de détruire, de renverser, de dégrader ou de détériorer d'une manière quelconque en tout ou en partie, les ouvrages établis en vue de l'utilisation des eaux du domaine public, concédées ou non, tels que : ponts, digues, aqueducs, canaux d'irrigation ou de dessèchement, conduites superficielles ou enterrées, appareils de distribution.

Cette interdiction porte aussi sur les dépendances des ouvrages dont il s'agit, ainsi que sur les ouvrages de protection contre les eaux du domaine public ;

2° de laisser écouler, de répandre ou de jeter dans les eaux du domaine public, concédées ou non, des eaux ou substances susceptibles de nuire à la salubrité, à la commodité publique ou à la bonne utilisation de ces eaux ;

3° d'épandre sur les terrains compris dans le périmètre de protection d'une source servant à l'alimentation publique des engrais humains, de faire des dépôts d'immondices, et, d'une manière générale, d'effectuer une entreprise quelconque de nature à causer la pollution de la dite source.

Les limites de la zone de protection sont fixées, dans chaque cas, dans les conditions indiquées pour les francs-bords des aqueducs, au titre VI du présent décret.

## TITRE II

### Dispositions relatives aux autorisations ou concessions intéressant les eaux du domaine public

**3.** Sont soumis au régime de l'autorisation simple :

1° l'établissement des ouvrages d'un caractère non permanent ayant pour but l'utilisation des eaux du domaine public ;

2° la construction, la reconstruction ou la réparation des ouvrages, autres que ceux ayant pour but l'utilisation agricole ou industrielle des eaux qui sont établies entre les limites des francs-bords des cours d'eau, des lacs, des garaats, sebkas, des sources, des aqueducs, des conduites, des canaux de navigation, d'irrigation ou de dessèchement ;

3° les dépôts, les plantations, la culture sur les francs-bords et dans le lit des cours d'eau, dans les lacs, garaats et sebkahs ;

4° les travaux de recherche ou de captage d'eaux souterraines ou jaillissantes, à l'exclusion de l'utilisation de ces eaux ;

5° les travaux de captage et d'utilisation des eaux des sources naturelles situées sur les propriétés privatives et dont le débit ne justifie pas l'utilisation dans un but d'intérêt général ;

6° le curage, l'approfondissement, le redressement ou la régularisation des cours d'eau temporaires ou permanents.

**4.** Sont soumis au régime de la concession :

1° les prises d'eau qui ont un caractère permanent dans le lit des cours d'eau ;

2° l'utilisation des eaux souterraines ou jaillissantes ;

3° l'utilisation des sources minérales ou thermales ;

4° la construction de barrages permanents ainsi que l'utilisation des eaux retenues ou dérivées ;

5° le dessèchement des lacs, garaats ou sebkhas et leur utilisation agricole.

**5.** Si l'intérêt économique le justifie, la concession peut, sur avis du conseil des Ministres, être déclarée d'utilité publique par décret.

**6.** Les entreprises non dénommées aux articles 3 et 4 et qui sont de nature à intéresser les eaux dépendant du domaine public sont soumises, dans chaque cas, suivant avis du Conseil des Ministres, soit au régime de l'autorisation simple, soit au régime de la concession.

**7.** Peuvent être utilisées sans autorisation, les eaux provenant de puits non jaillissants, forés sur des propriétés privées et dont le débit est inférieur à 200 mètres cubes par jour, si ces puits ne constituent pas une prise déguisée dans un cours d'eau ou dans une source.

**8.** Toute demande formulée par application des articles 3, 4, 5 et 6 ci-dessus, doit être établie sur papier timbré et adressée au Directeur général des travaux publics ; cette demande doit être accompagnée d'un mandat postal de dix francs, au nom du Directeur général des travaux publics, pour frais d'instruction.

**9.** Cette demande fait connaître :

1° les nom, prénoms, nationalité et domicile du demandeur, ou, s'il s'agit d'une société, sa dénomination sociale, le siège principal de son établissement, ainsi que les nom, prénoms, nationalité et domicile de son représentant en Tunisie ;

2° elle désigne la commune et, en dehors des communes, le lieu et le caïdat où les travaux doivent être exécutés ;

3° le périmètre sur lequel les travaux de recherche doivent porter, la nature des travaux projetés et les méthodes qui seront employés pour la prise et l'évacuation des eaux ;

4° le volume dont la concession est demandée, l'utilisation projetée, les procédés qui seront employés pour la prise et l'évacuation des eaux et le périmètre dans lequel les eaux doivent être utilisées ;

5° dans le cas de construction sur ou joignant les cours d'eau et d'entreprise quelconque de nature à intéresser le régime des eaux, l'emplacement exact, la nature, les dispositions et les dimensions principales des ouvrages projetés.

Dans le cas de barrage réservoir, un mémoire justificatif de l'économie financière du projet doit être joint à la demande.

Le demandeur doir indiquer s'il est propriétaire des terrains sur lesquels il veut, soit rechercher ou utiliser des eaux, soit appuyer des ouvrages ou faire une entreprise quelconque.

**10.** Le Directeur général des travaux publics peut, en outre, exiger la production de tous documents permettant d'apprécier exactement l'importance et l'utilité des travaux projetés ou de la concession demandée.

**11.** Dans le cas de recherche d'eau souterraine le Directeur général des travaux publics doit faire connaître dans un délai de trois mois la suite dont la demande parait susceptible.

Après ce délai, le demandeur, s'il n'a reçu aucune réponse, peut passer outre sans préjudice toutefois des droits des tiers et de l'administration.

**12.** Les demandes d'utilisation agricole d'eaux pérennes ou de crues doivent émaner du propriétaire ou d'un groupe de propriétaires des fonds à irriguer.

**13.** Quel que soit le but de la demande, s'il s'agit d'utilisation d'eau, cette demande est soumise à une enquête de quinze jours dans le ressort des contrôles civils intéressés.

S'il s'agit d'une utilisation agricole des eaux, le Directeur général de l'agriculture reçoit copie du dossier d'enquête, il fournit son avis sur l'intérêt agricole de l'opération.

Les résultats de l'enquête sont présentés par le Directeur général des travaux publics au Comité des eaux qui émet un avis sur la suite à donner ; le Directeur général des Travaux publics délivre, s'il y a lieu, l'autorisation par arrêté.

Dans le cas de concession, le Directeur général des travaux publics doit, au préa-

lable, provoquer la purge des droits antérieurs dans les conditions indiquées au titre IV.

La concession est ensuite instituée par arrêté du Directeur général des Travaux publics pris sur avis du Conseil des Ministres.

**14.** S'il y a lieu à autorisation simple, l'arrêté du Directeur général des travaux publics fixe les conditions spéciales auxquelles l'autorisation est accordée.

Il fixe notamment :

1° en cas de recherches, le périmètre sur lequel les travaux doivent porter, les méthodes à employer tant pour la recherche que pour l'évacuation des eaux, les renseignements ou les échantillons que le permissionnaire devra fournir à l'administration et les conditions de la surveillance qui sera exercée sur les travaux.

2° en cas de construction sur ou joignant les cours d'eau ou entreprise quelconque de nature à intéresser le régime des eaux, l'emplacement, la nature, les dispositions, les dimensions principales des ouvrages autorisés, les conditions de la surveillance qui sera exercée sur la construction, l'entretien et l'exploitation des ouvrages.

**15.** S'il y a lieu à concession, l'arrêté de concession est complété par un cahier des charges qui fixe notamment :

1° les dispositions générales de la prise et des ouvrages, le volume à dériver, et, s'il y a lieu, les périodes d'utilisation, les conditions imposées pour l'évacuation des eaux, la surveillance des travaux et l'exploitation des eaux ;

2° les mesures à prendre pour la protection contre les inondations, la salubrité publique, l'alimentation et les besoins domestiques des populations riveraines ;

3° la puissance maxima et l'évaluation de la puissance normale de la chute faisant l'objet de la concession ;

4° le délai d'exécution des travaux, les clauses de déchéance ;

5° la durée de la concession à compter de l'expiration du délai ci-dessus ;

6° les réserves en eau et en force à prévoir, s'il y a lieu, au profit des services publics de l'Etat, des Communes, des établissements dépendant de l'Etat ;

7° les conditions financières de la concession ;

8° le sort des ouvrages à l'expiration des concessions sans déclaration d'utilité publique ;

9° les clauses et conditions de rachat éventuel de la concession déclarée d'utilité publique.

**16.** Les autorisations et les concessions donnent lieu au profit de l'Etat à une redevance revisable dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation ou de concession. Toute cession totale ou partielle de concession, tout changement de concessionnaire, ne peut avoir lieu qu'après approbation donnée par le Directeur général des travaux publics.

**17.** Les concessions non déclarées d'utilité publique sont renouvelables au profit des titulaires sous réserve des modifications qui pourraient être apportées dans l'intérêt public ou économique, aux clauses de la concession initiale.

Les terrains, bâtiments, ouvrages, machines et engins de toute nature, constituent les dépendances immobilières des concessions déclarées d'utilité publique et doivent gratuitement faire retour à l'Etat en fin de concession, francs et quittes de tout privilège.

**18.** Si l'utilité publique rend nécessaire la suppression ou la modification des installations régulièrement faites, en vertu d'une autorisation ou d'une concession, le permissionnaire ou le concessionnaire a droit, sauf stipulation contraire de l'acte de concession, à une indemnité correspondant à la valeur simple du préjudice subi.

## TITRE III

### Dispositions spéciales aux concessions

**19.** Pour l'exécution des travaux définis par l'acte de concession le concessionnaire peut exercer, dans les conditions prévues aux articles suivants, les servitudes ci-après indiquées :

1° servitude d'occupation des propriétés privées nécessaires à l'établissement des ouvrages de retenue et de prise d'eau, des canaux d'adduction, de fuite ou de drainage ;

2° servitude d'appui des barrages établis sur les cours d'eau ;

3° servitude de submersion des berges par relèvement du plan d'eau et servitude de submersion des terrains dans le cas des barrages réservoirs.

Sont exemptés de ces servitudes les bâtiments, cours et jardins attenant aux habitations.

**20.** A défaut de convention amiable avec les propriétaires du sol, le concessionnaire peut être autorisé par arrêté du Directeur général des travaux publics,lesdits propriétaires du sol entendus, à exercer les servitudes définies par l'article précédent.

L'arrêté d'autorisation est notifié aux propriétaires par acte extra-judiciaire à la diligence du concessionnaire. Dans tous les cas, le propriétaire du sol à droit à une indemnité payable d'avance qui à défaut d'entente amiable est réglée ainsi qu'il suit, par les tribunaux :

Si les travaux entrepris ne sont que temporaires, l'indemnité est réglée à une somme annuelle indivisible qui ne devra pas dépasser le double de la valeur locative des terrains occupés au moment de l'occupation. Si l'occupation dure plus de trois années, ou si après l'exécution des travaux les terrains occupés ne sont plus propres à l'usage auquel ils étaient affectés auparavant, leur propriétaire peut exiger l'acquisition du sol par le concessionnaire. Les parcelles trop endommagées ou dégradées sur une trop grande partie de leur surface ou celles qui, en dehors du terrain occupé, seraient d'une contenance trop faible pour être utilisées, doivent être achetées en totalité si le propriétaire du sol l'exige.

Le prix d'achat est fixé par l'accord des parties. A défaut d'entente amiable, ce prix est fixé par les Tribunaux qui devront tenir compte dans leur évaluation des plus values dont les travaux entrepris seront ou auront fait directement et spécialement bénéficier les parties restantes de l'immeuble occupé.

Les jugements rendus sont toujours exécutoires par provision nonobstant appel et l'occupation peut avoir lieu dès le paiement ou la consignation de l'indemnité fixée.

Le concessionnaire peut, d'ailleurs demander par la procédure de l'instance en référé, l'occupation immédiate des terrains visés par l'arrêté d'autorisation, moyennant consignation par lui d'une provision à valoir sur l'indemnité en litige.

**21.** Lorsque l'utilité publique a été déclarée, la législation spéciale à l'exécution des travaux publics est applicable aux ouvrages autorisés par le Directeur général des Travaux publics et notamment le décret du 5 septembre 1905 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique et le décret du 20 août 1888 réglementant l'occupation temporaire.

**22.** Le concessionnaire peut être autorisé par le Directeur général des Travaux publics, après avis du comité des eaux, à racheter les droits particuliers à l'usage de l'eau existants au moment de la délivrance de la concession et les prises régulièrement constituées moyennant une indemnité en nature ou en argent.

A défaut d'entente amiable l'indemnité est fixée par les Tribunaux et après expertise au double de la valeur vénale de ces droits. Les jugements rendus sont toujours exécutoires par provision, nonobstant appel et l'occupation peut avoir lieu dès le payement ou la consignation de l'indemnité fixée.

Dans le cas de concession déclarée d'utilité publique, le rachat de ces droits est effectué dans les conditions prévues au décret du 5 septembre 1905.

## TITRE IV

### Purge des droits acquis sur les eaux du domaine public

**23.** La reconnaissance administrative des droits privés de propriété, d'usufruit ou d'usage légalement acquis sur les cours d'eau, les lacs, sebkhas, et, d'une manière générale, sur les eaux du domaine public est soumise aux dispositions indiquées aux articles ci-après.

Cette reconnaissance a lieu, soit sur l'initiative du propriétaire qui désire faire reconnaître et maintenir un droit en sa possession, soit sur l'initiative de l'administration pour l'étude générale de l'aménagement d'un bassin, l'inventaire des ressources hydrauliques d'une région, soit encore par application de l'article 13 du présent décret.

**24.** L'ouverture de la procédure de purge est ordonnée par arrêté du Directeur général des Travaux publics qui précise son objet, fixe les zones sur lesquelles doivent porter les opérations et nomme les membres de la Commission chargée de procéder aux opérations.

Indépendamment de leur insertion au Journal Officiel, les arrêtés ordonnant les opérations sont dans les conditions indiquées à l'arrêté, publiés par voie de criées

dans les villages et marchés par les soins et à la diligence du Caïd ; ils sont, en outre, affichés en français et en arabe, au lieu habituel des publications du Contrôle civil et du Caïdat.

**25.** La Commission visée à l'article précédent est composée du Contrôleur civil, Président de l'ingénieur des Ponts et Chaussées ou de son délégué, du Juge de Paix, du Caïd, du Cadi, d'un notable français et d'un notable indigène.

Cette commission reçoit et examine les déclarations, les titres, les témoignages qui lui sont présentés ; elle visite les lieux et arrête la liste des droits manifestés.

Toute personne qui prétend avoir des droits légalement acquis sur les parties du domaine public qui font l'objet de la reconnaissance, doit le déclarer au Président de la Commission dans le délai fixé par l'arrêté et déposer, contre reçu, les titres en sa possession.

Ces déclarations et communications de titres doivent, sous peine de forclusion, avoir lieu soit avant la visite des lieux par la Commission, soit, au plus tard, au cours de cette visite.

Les oppositions au nom des incapables ou non présents sont faites dans les mêmes délais par les Juges de Paix et les Cadi..

La clôture des opérations de la Commission au premier degré a pour effet de périmer tous les droits qui n'ont pas été déclarés dans le délai indiqué.

**26.** Le rapport dressé par la Commission est adressé au Directeur général des Travaux publics qui le soumet, pour avis, au Comité des Eaux.

Après avis de ce Comité, le Directeur général des Travaux publics fixe par arrêté, les droits d'eau reconnus.

Si les droits ayant fait l'objet de déclarations dans les délais indiqués plus haut ne sont pas reconnus, les personnes qui se prétendent lésées par la décision du Directeur général des Travaux publics peuvent porter leurs revendications devant les Tribunaux, mais seulement sous forme d'action en indemnité par dérogation aux dispositions de l'article 2 du décret du 24 septembre 1885 ; cette action est prescrite dans le délai de deux ans qui suit l'arrêté du Directeur général des Travaux publics prévu à l'alinéa précédent.

## TITRE V

### Aménagement de points d'eau publics sur les routes et pistes et alimentations rurales(1)

**27.** Sur la demande des collectivités intéressées des points d'eau publics peuvent être créés sur les routes et pistes aux frais de ces collectivités.

**28.** Un arrêté du Directeur général des Travaux publics et du Directeur général des Finances déterminera les conditions auxquelles la subvention est subordonnée et la forme sous laquelle elle sera donnée.

Ces travaux peuvent être subventionnés par l'Etat jusqu'à concurrence de 75 % des dépenses.

Le taux de la subvention est fixé, dans chaque cas, par arrêté du Directeur général des Travaux publics, après avis du Conseil des Ministres.

**29.** Les dispositions des articles 26 et 27 sont applicables à l'établissement d'alimentations rurales en eau potable.

## TITRE VI

### Des francs-bords des conduites ou aqueducs pour l'alimentation publique en eau potable.

**30.** La largeur des francs-bords qui doivent être réservés de chaque côté des conduites ou aqueducs servant à l'alimentation publique en eau potable est fixée dans chaque cas par décret.

**31.** Les limites des francs-bords sont indiquées d'une manière apparente sur le terrain.

**32.** L'accès des francs-bords est toujours libre pour les agents du service des eaux porteurs d'une commission délivrée par le Directeur général des Travaux publics.

Ces agents ont le droit de requérir l'entrée des cours, jardins et autres lieux clos ; ils ne peuvent, toutefois, introduire de véhicules dans la limite des francs-bords que dans la traversée des propriétés non closes.

**33.** Sans autorisation spéciale, il est interdit de faire aucune plantation entre les limites des francs-bords, et, s'il s'agit de propriétés non closes, d'introduire aucune culture entre les mêmes limites.

**34.** L'administration peut requérir l'abatage des arbres existants entre les limites des francs-bords à la date de la publication du décret fixant ces limites.

(1) A. T. P. 1er août 1920, réglementant l'usage des points d'eau publics (V. J. O. 7 août 1920, p. 1123).

Elle peut y procéder d'office si cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet, dans le délai d'un mois.

**35.** Il est interdit à tout propriétaire d'élever aucune construction empiétant sur les limites des francs-bords ; toutefois, les constructions préexistantes à la date du décret fixant les limites des francs-bords peuvent être entretenues et réparées sous la double restriction qu'il ne sera fait aucune augmentation aux dimensions extérieures et que les matériaux employés seront les mêmes que ceux précédemment mis en œuvre.

**36.** La suppression des constructions, installations ou plantations défendues par les articles précédents et existant à la date du décret fixant les limites des francs-bords peut être ordonné par l'administration moyenant indemnité réglée conformément à la législation en vigueur sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

**37.** Les dispositions du présent titre sont applicables aux conduites servant à l'alimentation en eau potable des établissements militaires.

## TITRE VII

### Associations spéciales d'intérêt hydraulique

**38.** Pour l'exécution, l'entretien ou l'utilisation des travaux énumérés ci-dessous, les propriétaires intéressés peuvent, sur l'initiative de l'un d'entre eux ou du Directeur général des Travaux publics, être groupés en Associations spéciales aux conditions indiquées au présent titre.

**39.** Les travaux dont il est parlé à l'article précédent ont pour objet :

1° défense contre les cours d'eau temporaires ou permanents et, d'une manière générale, contre les eaux nuisibles ;

2° curage, approfondissement, redressement et régularisation des cours d'eau temporaires ou permanents ;

3° dessèchement, assainissement, dessalement et drainage des terres humides et insalubres ;

4° colmatage et remblaiement des terrains marécageux ;

5° irrigation avec les eaux du Domaine public concédé.

**40.** Toute demande de formation d'Association spéciale d'intérêt hydraulique doit être adressée à notre Premier Ministre :

Elle indique :

1° le périmètre des terrains intéressés et l'état des propriétaires de chaque parcelle comprise dans ce périmètre ;

2° le but de l'entreprise ;

3° le projet sommaire des travaux à exécuter et l'évaluation approximative de la dépense ;

4° les voies et moyens nécessaires pour subvenir aux dépenses de premier établissement, et, s'il y a lieu, aux dépenses d'entretien.

**41.** Cette demande est soumise à une enquête administrative ; le Directeur général des Travaux publics est toujours appelé à donner son avis sur les résultats de l'enquête.

**42.** Si la demande paraît pouvoir être retenue, les propriétaires qui sont présumés devoir profiter des travaux sont convoqués en assemblée générale par notre Premier Ministre qui en nomme le Président, sans être tenu de le choisir parmi les membres de l'assemblée.

Le Directeur général des Travaux publics, le Directeur général des Finances et le Directeur général de l'Agriculture peuvent assister ou se faire représenter à cette assemblée générale.

Un procès-verbal constate la présence des intéressés et le résultat de la délibération. Il est signé par les membres présents et mentionne l'adhésion de ceux qui ne savent pas signer.

L'acte contenant le consentement par écrit de ceux qui l'ont envoyé en cette forme est mentionné dans ce procès-verbal et y reste annexé.

Les personnes dûment convoquées qui n'assistent pas à cette assemblée générale ou n'y ont pas été représentés sont considérées comme adhérents. Cette disposition est mentionnée dans la convocation.

L'adhésion est valablement donnée par les tuteurs et les envoyés en possession provisoire et par tout représentant légal pour les biens des mineurs, des interdits, des absents et autres incapables ;

Peuvent adhérer à une association spéciale :

1° les Présidents des communes, pour les biens des communes, s'ils y sont spécialement autorisés par le conseil municipal ;

2° les administrateurs pour les biens des établissements publics, s'ils y sont autorisés par le conseil d'administration ;

3° le Directeur général de l'Agriculture, pour les biens du Domaine privé de l'Etat, après avis conforme du Conseil des Ministres.

**43.** L'Association spéciale peut être formée si, à l'assemblée générale, les majorarités suivantes sont obtenues :

1° adhésion donnée par la majorité simple des intéressés représentant le quart de la valeur des immeubles pour les travaux de défense contre les cours d'eau et les eaux nuisibles ;

2° adhésion donnée, dans tous les autres cas, par le tiers des intéressés représentant la moitié de la superficie ou par la moitié des intéressés représentant le tiers de la superficie.

Si l'initiative de la demande a été prise par le Directeur général des Travaux publics et est basée sur des motifs d'hygiène, de salubrité, d'intérêt ou d'ordre public, notre Premier Ministre peut ordonner la formation de l'Association spéciale, quels que soient les résultats donnés par l'assemblée générale.

**44.** Si les conditions prévues à l'article précédent sont remplies, notre Premier Ministre établit, après avis du Comité des eaux, le projet d'organisation de l'Association spéciale.

Ce projet indique notamment le programme des travaux à exécuter et l'évaluation de la dépense correspondante, le périmètre des terrains compris dans l'Association, la division des terrains en différentes classes, en raison de leur intérêt aux travaux, la répartition et le mode de perception des taxes et toutes autres prescriptions relatives au fonctionnement de l'Association.

Ce projet est soumis à une enquête de trente jours au siège du contrôle civil du lieu des immeubles intéressés.

**45.** S'il s'agit de travaux de dessèchement, d'assainissement, de dessalement, de drainage, de colmatage ou de remblaiement, les propriétaires qui n'auront pas adhéré au au projet d'association peuvent, pendant la durée de l'enquête prévue à l'article précédent, déclarer qu'ils entendent délaisser moyennant indemnité, les terrains leur appartenant dans le périmètre de l'Association.

L'indemnité est alors fixée comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Si des biens de mineurs, interdits, absents ou autres incapables sont compris dans le périmètre, les tuteurs et ceux qui ont été envoyés en possession et tout représentant des incapables peuvent, après autorisation du cadi ou du tribunal donnée sur requête en Chambre de Conseil, le ministère public entendu, déclarer qu'ils entendent délaisser les dits biens.

Le Tribunal ordonne les mesures de conservation.

Ces dispositions sont applicables aux immeubles dotaux.

**46.** A la clôture de l'enquête le dossier est soumis, pour avis, au Comité des eaux.

La formation de l'Association spéciale est ensuite prononcée, s'il y a lieu, par un décret qui fixe le but de l'entreprise, les travaux à exécuter, le mode de répartition des dépenses à la charge des propriétaires intéressés et détermine les conditions de fonctionnement de l'Association.

**47.** Les obligations qui dérivent de la formation de l'Association spéciale sont attachées aux immeubles et les suivent en quelques mains qu'ils passent jusqu'à la dissolution de l'Association.

**48.** Les budgets annuels sont soumis à l'approbation de notre Premier Ministre.

Si notre Premier Ministre constate que l'association a omis d'inscrire au budget un crédit à l'effet de pourvoir à l'acquittement d'une dette exigible, il doit inscrire d'office au budget le crédit nécessaire pour faire face à cette dépense. Il en sera de même si le crédit inscrit pour la dépense ci-dessus spécifiée est insuffisant.

Notre Premier Ministre, de même, modifie d'office le montant des taxes à recouvrer de manière à assurer le paiement total de toutes les dépenses inscrites au budget.

Les taxes ou cotisations inscrites au budget sont recouvrables, après approbation de notre Premier Ministre, comme les taxes communales.

Pour le recouvrement des taxes, l'association a un privilège spécial sur les fruits, loyers, récoltes, fermages et produits quelconques des immeubles taxés. Ce privilège prend rang immédiatement après celui du Trésor et s'exerce dans les mêmes formes.

**49.** Les associations spéciales peuvent, avec l'autorisation de notre Premier Ministre, ester en justice, acquérir, vendre, échanger, transiger, emprunter et hypothéquer.

Elles peuvent aussi obtenir les autorisations ou concessions prévues aux articles 3 et 4 du présent décret.

**50.** Les réclamations relatives à la fixation du périmètre des terrains compris dans l'association, à la division des terrains en différentes classes en raison de leur intérêt aux travaux et, d'une manière générale, aux conditions mêmes de la formation de l'association spéciale doivent, sous peine de péremption, avoir été formulées pendant la durée de l'enquête.

Elles doivent être portées devant les tribunaux administratifs de la Régence dans le délai de deux mois qui suit la publication au Journal Officiel du décret prononçant la formation de l'association spéciale.

**51.** Nul propriétaire compris dans l'association ne peut, après le délai de deux mois prévu à l'article précédent, contester sa qualité d'associé.

**52.** Toutes les contestations relatives au fonctionnement de l'association, à l'exécution des travaux, sont portées devant les tribunaux administratifs de la Régence.

**53.** Les projets et le mode d'exécution de tous les travaux de constructions ou de grosses réparations doivent, avant toute exécution, être approuvés par le Directeur général des Travaux publics qui en vérifie la bonne exécution.

Le Directeur général des Travaux publics exerce le contrôle technique de tous les travaux de construction et d'entretien. En cas d'urgence, il peut, après une mise en demeure préalable restée sans effet, faire exécuter tous les travaux et prendre toutes mesures utiles pour la conservation des ouvrages.

Le Directeur général des Travaux publics est autorisé à prêter à l'association, moyennant une rétribution fixée par arrêté, le concours technique de ses services pour l'établissement des projets, la construction et l'entretien des travaux.

**54.** Le Directeur général des Travaux publics est autorisé à faire à l'association spéciale, après avis du Directeur général des Finances et dans la limite des crédits prévus à cet effet au budget, l'avance de tout ou partie des dépenses de construction ou de grosses réparations des ouvrages approuvés par lui.

Ces avances sont obligatoirement remboursées à l'Etat sans intérêt, dans les conditions et le délai fixés par le Directeur général des Travaux publics, ce délai ne pouvant être supérieur à vingt-cinq années.

Le Directeur général des Travaux publics peut, aussi après accord avec le Directeur général des Finances et avis conforme du conseil des Ministres, accorder des subventions aux associations spéciales dans la limite des crédits inscrits à cet effet au budget de l'Etat.

**55.** Tous les travaux approuvés par le Directeur général des Travaux publics et exécutés par les associations spéciales bénéficient de toute la législation relative aux travaux publics exécutés par l'Etat.

**56.** A défaut, par une association spéciale, d'entreprendre les travaux en vue desquels elle a été formée, notre Premier Ministre sur la proposition du Directeur général des Travaux publics, peut, après une mise en demeure restée sans effet, ordonner d'office l'exécution des dits travaux aux frais de l'association.

Dans le cas où l'interruption ou le défaut d'entretien des travaux entrepris par une association spéciale peut avoir des conséquences nuisibles à l'intérêt public, le Directeur général des Travaux publics peut, après une mise en demeure, faire procéder d'office à l'exécution des travaux nécessaires pour obvier à ces conséquences.

**57.** La gestion financière des associations spéciales est surveillée et contrôlée par le Directeur général des Finances dans les conditions prévues au décret du 27 avril 1905 sur la gestion financière des syndicats d'arrosage.

Les dispositions législatives et réglementaires relatives aux modes de recouvrement et de poursuite des créances, droits et produits, à la gestion financière, à la comptabilité, au contrôle financier et aux obligations des comptables des communes sont applicables à ces associations.

**58.** Le Directeur général de l'Agriculture exerce, s'il y a lieu, le contrôle des associations spéciales en ce qui concerne l'utilité agricole des eaux.

**59.** L'association spéciale a pour organes administratifs l'assemblée générale, le conseil d'administration et le Directeur.

Les attributions et les pouvoirs de ces organes seront fixés par le décret de formation.

**60.** Le décret de formation de chaque association fixe le minimum d'intérêt qui donne droit à une voix à l'assemblée générale.

Chaque propriétaire a droit à autant de voix qu'il possède de fois le minimum d'intérêt ; toutefois un même propriétaire ne peut disposer d'un nombre de voix supérieur au maximum fixé par le décret de formation.

Les propriétaires d'intérêts inférieurs au minimum fixé peuvent se réunir pour se faire représenter à l'assemblée générale par un ou plusieurs d'entre eux, le nombre de leurs délégués étant au plus égal au nombre de fois que le minimum d'intérêt se trouve compris dans leurs parcelles réunies.

**61.** Le nombre des membres du conseil d'administration, leur répartition, s'il y a lieu, entre diverses catégories d'intéressés, sont déterminés par le décret constitutif de l'association.

**62.** Les membres du conseil d'administration sont élus pour trois ans, par l'assemblée générale ; ils sont renouvelables par tiers.

Lorsqu'ils doivent être pris dans diverses catégories, la liste d'éligibilité est divisée en sections correspondant à ces diverses catégories.

Ils sont nommés par notre Premier Ministre, dans le cas où l'assemblée générale, après deux convocations, ne se serait pas réunie ou n'aurait pas procédé à leur élection.

**63.** Les membres du conseil élisent l'un d'eux pour remplir les fonctions de Directeur, et, s'il y a lieu, un adjoint qui remplace le Directeur en cas d'absence ou d'empêchement.

Le Directeur et l'adjoint sont toujours rééligibles.

**64.** Les nominations des membres du conseil d'administration, du Directeur et du Directeur adjoint sont subordonnées à l'approbation de notre Premier Ministre.

**65.** La dissolution d'une association spéciale, après avoir été votée par une assemblée générale extraordinaire à la majorité prévue pour sa constitution,est approuvée par décret. La dissolution ne produit ses effets qu'après accomplissement par l'association des conditions imposées en vue de l'acquittement des dettes ou dans l'intérêt de la sécurité ou de l'hygiène publique.

**66.** Dans le cas de mauvaise gestion, notre Premier Ministre prend toutes dispositions pour assurer la marche normale de l'association spéciale et, notamment,investit temporairement une seule personne des pouvoirs des conseils et du Directeur et prononce la déchéance de ceux-ci.

**67.** Notre Premier Ministre, le Directeur général des finances, le Directeur général des Travaux Publics et le Directeur général de l'Agriculture peuvent assister ou se faire représenter à toutes les assemblées générales et à toutes les réunions du Conseil d'administration.

## TITRE VIII

### Juridictions et pénalités

**68.** Les infractions aux dispositions du présent décret et des arrêtés rendus pour son exécution sont constatées :

par tous les officiers de police judiciaire ;

par les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines les conducteurs des ponts et chaussées, les cantonniers, les contrôleurs des mines et tous autres agents ou employés de la Direction générale des travaux publics commissionnés et assermentés ;

par les officiers, sous-officiers de gendarmerie, gendarmes, commissaires de police et autres agents assermentés.

Les dommages prévus à l'art. 73 sont constatés par les ingénieurs, conducteurs et autres employés des Ponts et Chaussées commissionnés à cet effet, sans préjudice du droit réservé à tous les fonctionnaires et agents mentionnés au présent article, de dresser procès-verbal du fait de dégradation qui aurait lieu en sa présence.

**69.** Les procès-verbaux sont adressés, dans les dix jours de leur date,à la juridiction compétente. par les Chefs de Service intéressés.

Les procès-verbaux dressés par application du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution font foi jusqu'à preuve du contraire ; ils ne sont pas sujet à l'affirmation.

**70.** Toutes infractions aux prescriptions du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution sont punies d'une amende de seize à mille francs (16 à 1.000 francs.) et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une de ces peines seulement.

Ces pénalités sont applicables à quiconque s'opposerait à l'exécution de travaux autorisés conformément aux dispositions du présent décret, ou ordonnés par le Directeur général des Travaux publics sur le domaine public.

**71.** Les dispositions du livre III, titre I chapitre III, section IV, paragraphe 2, du Code pénal français, si le délinquant ou contrevenant est justiciable des tribunaux français, ou celles du livre II, titre I, chapitre IV, section II, du Code pénal tunisien, si le le délinquant ou contrevenant est justiciable des tribunaux tunisiens, sont applicables en cas d'outrages ou de violences envers les fonctionnaires ou agents chargés de constater les infractions aux dispositions du présent décret et arrêtés rendus pour son exécution.

**72.** Celui qui, ayant été condamné pour l'une des infractions prévues par le présent décret ou les arrêtés pris pour son exécution, a commis à nouveau la même infraction dans un délai de douze mois à compter du jour où la condamnation est devenue définitive, est condamné,sauf le cas de bonne foi dûment établie, au maximum des peines d'emprisonnement et d'amende, ou au maximum de l'une de ces deux peines seulement ; ces peines peuvent être portées jusqu'au double.

**73.** Lorsqu'une infraction aux prescriptions du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution aura causé un dommage au domaine public ou á ses dépendances, le contrevenant est condamné, en plus des peines prévues par le présent décret, au paiement des frais de la réparation, taxés par le Directeur général des travaux publics.

Le tribunal doit ordonner, aux frais du contrevenant, l'enlèvement des travaux ou ouvrages illicites.

**74.** Les infractions aux prescriptions du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution sont instruites et jugées par les Tribunaux français ou tunisiens, en conformité des règles de leur compétence respective.

**75.** L'article 463 du Code pénal français, ou l'article 53 du Code pénal tunisien, suivant le cas, est applicable aux condamnations prévues par le présent décret.

## TITRE IX

### Dispositions spéciales

**76.** Les détenteurs de droits privés de propriété, d'usufruit ou d'usage prévus à l'art. 2 du décret du 24 septembre 1885 sur le domaine public et les titulaires de concessions d'eau délivrées conformément au décret du 16 août 1897 sur les aménagements d'eau devront, sous peine de déchéance, demander, dans un dêlai de trois ans, la reconnaissance administrative de ces droits ou, suivant le cas, de nouvelles concessions ou autorisations dans les formes et aux conditions indiquées au présent décret.

Dans les territoires militaires du Sud, les caïdats de l'Arad, du Djerid, de Gafsa, et des Hammama, le présent article ne sera applicable aux détenteurs de droits privés de propriété ou d'usage prévu à l'article 2 du décret du 24 septembre 1885, qu'autant qu'il en sera ainsi décidé par arrêté de notre Premier Ministre.

Le présent article n'est pas applicable aux concessions d'adduction et de distribution d'eaux d'alimentation.

**77.** Les autorisations et concessions peuvent être révoquées ou modifiées par arrêté du Directeur général des travaux publics sur avis conforme du Conseil des Ministres, soit pour sauvegarder la salubrité publique, soit pour prévenir ou faire cesser des inondations créant un danger public.

Dans tous les cas les permissionnaires ou les concessionnaires restent responsables des dommages directs causés aux tiers.

**78.** Toute personne qui veut se servir des eaux dont elle a le droit de disposer peut obtenir le passage de ces eaux sur les fonds intemédiaires moyennant paiement d'une juste et préalable indemnité.

Cette indemnité est fixée à l'amiable ou par le tribunal compétent.

Sont exceptés de cette servitude les maisons, cours, enclos attenant aux habitations.

La même servitude peut être rèclamée, dans les mêmes conditions, pour les eaux de colature, les canaux d'assainissement et de drainage.

Dans les cas prévus au présent article, le Directeur général des travaux publics doit, au préalable, approuver les plans des ouvrages à réaliser.

## TITRE X

### Dispositions finales

**79.** Sont abrogés :

Nos décrets : du 10 juillet 1888 et du 20 août 1889 sur les francs bords des conduites et aqueducs, du 25 janvier 1897 sur les aménagements de points d'eau, du 25 juillet 1897 sur la police et la conservation du domaine public, du 16 août 1897 sur les aménagements d'eau, du 16 février 1909 sur la protection des ouvrages servant à l'alimentation hydraulique des syndicats d'irrigation, du 15 septembre 1897 sur les dépenses de l'hydraulique agricole, ainsi que toutes autres dispositions contraires à celles du présent décret.

# JURISPRUDENCE

*Décisions se rapportant à l'interprétation des textes publiés au Tome I des* Codes et Lois

## Code foncier

ART. **2.** — Lorsqu'une loi nouvelle abroge un article d'un code français applicable à un pays de protectorat et le remplace par d'autres dispositions, la législation antérieure continue à rester en vigueur, si le texte nouveau n'est pas déclaré applicable dans ce pays. — Tunis, 23 janv. 1913 (J. T. 14.185).

Sur l'application des lois françaises non promulguées en Tunisie, voir jurisprudence citée sous la loi du 27 mars 1883, art. 7.

Le bail affectant la jouissance de l'immeuble, est gouverné, comme l'immeuble lui-même, par la loi française lorsqu'il s'agit d'un bien immatriculé. — Tunis, 3 juin 1914 (J. T. 15.21).

(note 3). — Voir note de M Cardoso sur l'application de l'art. 446 du Code de commerce aux immeubles immatriculés (J. T. 16.247).

ART. **15.** — Le copropriétaire d'une moitié indivise d'un immeuble immatriculé n'est pas un tiers au sens de cet article et ne peut se prévaloir de ce texte contre les droits réclamés par les ayant-cause du propriétaire de l'autre moitié de l'immeuble. — Sousse, 31 mars 1915 (J. T. 16.317).

ART. **17.** — Le bail de longue durée n'est opposable que pour un an au créancier hypothécaire précédemment inscrit. — Tunis, 3 janvier 1916 (J. T. 16.78).

ART. **19.** — Le donateur d'un immeuble dont l'immatriculation a été obtenue, ne peut exercer à l'égard des tiers détenteurs de l'immeuble l'action résolutoire réservée par la loi qu'à la condition de justifier que cette action lui a été expressément conservée par la décision du Tribunal mixte qui a ordonné l'immatriculation et que cette réserve a fait l'objet d'une inscription sur le titre : une simple mention du conservateur n'a que la valeur d'un renseignement sur l'origine de propriété. — Tunis, 4 déc. 1912 (J. T. 13.168).

La règle inscrite dans cet article laisse intacts les droits sanctionnés par le tribunal mixte, et le bénéficiaire de l'immatriculation ne devient propriétaire que sous la charge de ces droits préexistants, vivifiés mais non créés par l'immatriculation. — Alger, 11 juin 1913 (J. T. 14.209).

L'impossibilité pour le propriétaire d'un immeuble qui en requiert l'immatriculation de produire l'acte constitutif de l'hypothèque qui le grève, ne forme pas obstacle à l'inscription de cette charge. L'inscription formera titre en ce qui concerne l'hypothèque mais non en ce qui concerne la créance. — Trib. m., 7 mai 1914 (R. A. 15.2.38 et note).

Lorsqu'un immeuble immatriculé est limitrophe d'un autre immeuble non immatriculé les servitudes sont régies suivant la législation du fonds servant. — Sousse, 5 mars 1914 (J. T. 15.417).

Une servitude non inscrite sur le titre foncier ne peut pas être établie à l'encontre de l'acquéreur d'un immeuble immatriculé. — Tunis, 21 juin 1916 (J. T. 16.257).

ART. **20.** — La compétence des tribunaux français en matière de contestations s'élevant à propos d'immeubles immatriculés ne concerne que les actions réelles immobilières qui sont de nature à affecter soit la consistance matérielle de l'immeuble immatriculé, soit sa situation juridique ; elle est étrangère aux actions purement personnelles et mobilières qui s'agitent entre le propriétaire de l'immeuble et des tiers au sujet de cet immeuble. — Tunis, 13 mars 1910 (J. T. 12.74).

Le juge de l'action est juge de l'exception.

Le Tribunal français, compétent pour connaître des actions en partage relatives aux immeubles immatriculés, l'est également pour

les contestations soulevées quant à l'étendue des droits successoraux musulmans. — Alger, 1er février 1912 (R. A. 13.2.205 et note; J. T. 13.332).

L'action en résiliation pour défaut de jouissance de bail d'un immeuble immatriculé est de la compétence de la juridiction tunisienne, si les parties sont tunisiennes. — Sousse, 28 décembre 1911 (J. T. 13.652).

La demande formée par les dévolutaires d'un bien habous immatriculé et tendant à la mention de leurs droits sur le titre foncier, concerne la jouissance d'un immeuble immatriculé et ressort de la juridiction des tribunaux français. — Tunis, 3 juin 1914 (J. T. 15.22).

Les tribunaux français sont incompétents pour connaître d'un litige entre tunisiens s'appliquant à l'exploitation d'une carrière sur l'immeuble immatriculé, ce droit d'exploitation revêtant un caractère mobilier. — Sousse, 12 juin 1913 (J. T. 14.287).

Le législateur a voulu donner aux parties des garanties particulières en les soumettant aux tribunaux français pour tous les procès qui auraient un rapport quelconque avec un immeuble immatriculé, sans distinction entre les affaires réelles et les affaires personnelles et mobilières. Spécialement les tribunaux français sont compétents, quelle que soit la nationalité des parties dans une action en paiement des arrérages d'un enzel grevant un immeuble immatriculé. — Tunis, 24 janv. 1916 (J. T. 16.153).

La juridiction française n'est compétente entre Tunisiens qu'autant que l'immeuble litigieux est immatriculé : le rejet de la demande d'immatriculation par le tribunal mixte place les parties dans l'état où elles étaient avant la demande. — Tunis, 16 déc. 1918 (J. T. 19.97).

L'incompétence des tribunaux français est purement relative. L'indigène intéressé peut valablement accepter la juridiction française. — Tunis, 13 janv. 1919 (J. T. 19.164).

ART. **36**. — Un justiciable du tribunal français, acquéreur d'un immeuble en cours d'immatriculation, quoique l'ayant acheté à une date postérieure à la publication de la demande d'immatriculation, peut cependant assigner devant le tribunal civil français son vendeur qui a vendu une seconde fois l'immeuble à un tunisien, pour faire prononcer la nullité de la seconde vente. Il est, en effet, l'ayant cause du demandeur à l'immatriculation, et titulaire, par suite, d'un droit né avant la requête en immatriculation. — Alger, 23 oct. 1912 (R. A. 13.2.177 et note Labbe).

ART. **38**. — Lorsque l'immatriculation d'un immeuble appartenant à deux fondations habous privées a été ordonnée au profit d'une seule de ces fondations par suite de manœuvres dolosives émanant du représentant de cette fondation, l'autre fondation a le droit de faire condamner la première à l'indemniser. — Alger, 7 juin 1909 (R. A. 13.2.18). — Pour le cas où l'immatriculation provient d'une simple erreur, V. note sous l'arrêt précité.

ART. **51**. — L'esprit de la loi foncière semble autoriser la transmission de la copie du titre foncier ; cependant la détention de ce document par un tiers et le refus de le restituer ne peuvent se justifier que par la preuve d'un droit, telle qu'une hypothèque au profit de celui qui en est nanti. — Tunis, 9 juill. 1917 (J. T. 17.296).

ART. **83**. — En matière d'immeuble immatriculé, la règle « enzel sur enzel ne vaut » ne reçoit pas application, puisqu'aucune disposition de la loi foncière n'interdit la constitution de plusieurs rentes perpétuelles sur le même immeuble. — Tunis, 10 nov. 1912 (J. T. 13.129). — V. en sens contraire note 5, publiée aux *Codes et Lois*, sous l'art. 83.

Sur la règle « enzel sur enzel ne vaut », v. note Labbe (R. A. 13.2.379).

ART. **87**. — Le crédi-enzéliste, après avoir touché une partie de son enzel de ceux qu'il trouve sur le fonds grevé, est fondé à s'adresser, jusqu'à parfait paiement, soit à tel autre détenteur de partie du fonds soit au débi-enzéliste dès lors qu'il n'a pas délié ce dernier du contrat d'enzel ou qu'il n'a pas consenti au morcellement de l'enzel. — Tunis, 7 mai 1913 (J. T. 13.477).

ART. **89**. — Si les menées moratoires du débiteur font légitimement craindre au créancier que le prix de l'immeuble grevé ne devienne insuffisant pour payer les arrérages accumulés, le créancier pourra pratiquer une saisie-arrêt sur les sommes appartenant au débiteur, mais à titre conservatoire seulement, et le montant de cette saisie ne pourra dépasser le prix de deux annuités. — Tunis, 11 janv. 1912 (J. T. 12.273).

L'enzéliste ne peut être poursuivi sur ses biens personnels qu'en cas d'insuffisance démontrée du prix à provenir de l'immeuble grevé d'enzel. Il n'appartient pas, toutefois, au juge du fond de limiter par avance les effets du titre exécutoire accordé au crédi-rentier. — Cass. 28 mai 1913 (J. T. 13.423).

ART. **154**. — Rentrent dans la catégorie des servitudes dérivant de l'état des lieux, et par suite sont dispensées d'inscription, les servitudes en vertu desquelles, dans les oasis, les fonds supérieurs sont assujettis à

l'obligation de laisser passer l'eau nécessaire à l'irrigation des fonds inférieurs. — Trib. m., 23 avril 1912 (R. A. 12.2.387 et note ; J. T. 13.57).

ART. **155**. — L'administration des Travaux publics qui, en exhaussant une route en aval d'un immeuble, fait refluer sur cet immeuble les eaux de ruissellement, a aggravé la servitude que pouvait supporter le fonds et a encouru en principe une responsabilité civile. — Tunis, 23 avril 1917 (J. T. 17.199).

ART. **229**. — Le privilège du crédi-enzéliste s'étend aux annuités arriérées non prescrites et aux annuités futures sans mention spéciale à ce sujet ; mais il ne saurait s'étendre aux frais de poursuites, même si le créancier enzéliste se trouve être l'Etat. — Trib. m., 12 juill. 1911 (R. A. 12.2.35 et note ; J. T. 12. 143).

Le privilège du Trésor ne garantit pas les sommes dues au domaine privé de l'Etat (même décision).

ART. **237**. — Le créancier hypothécaire ne peut faire mentionner dans l'inscription sa créance éventuelle en remboursement des frais de poursuites que si le contrat constitutif de l'hypothèque y a attaché la garantie hypothécaire et a évalué ces frais. — Trib. m., 12 juillet 1911 (R. A. 12.2.35 et note ; J. T. 12.143).

En ne reproduisant pas la seconde partie de l'art. 2151 du C. civ. dans son art. 237, le législateur tunisien a manifesté sa volonté de ne pas admettre l'inscription des intérêts arriérés des créances hypothécaires. — (Même décision).

ART. **257**. — Le tribunal mixte, comme le conservateur de la propriété foncière, a simplement à s'assurer que l'évaluation de la créance a été faite dans l'acte constitutif de l'hypothèque, et à en mentionner le montant dans l'inscription sans avoir à se préoccuper du point de savoir si ce montant correspond à la somme réellement due au moment de l'inscription. — Trib. m., 12 juill. 1911 (R. A. 12.2.35 et note ; J. T. 12.143).

ART. **259**. — Le rang des hypothèques consenties sur un immeuble en instance d'immatriculation, au cours de cette procédure, se détermine non d'après la date des contrats mais d'après celle de leur dépôt au greffe du tribunal mixte. — Trib. m., 16 févr. 1911 (J. T. 12.331 ; R. A. 12.2.173 et note).

ART. **287**. — Les rentes d'enzel ne peuvent être saisies et vendues qu'en suivant les règles édictées par les art. 636 et suiv. du C. pr. civ. — Tunis, 5 juill. 1911 (J. T. 12.222).

ART. **295**. — Sur la possibilité de poursuivre la vente en vertu d'une créance inscrite sur le titre foncier. V. Alger, 23 févr. 1911 confirmant le jugement, cité aux *Codes et Lois* sous l'art. 295, du 30 juin 1909 (*Arrêt non publié*).

Sur l'impossibilité de poursuivre la vente en vertu d'un acte sous-seing privé inscrit sur le titre foncier, V. Tunis, 25 juin 1913 (J. T. 13.567).

Est valable le commandement aux fins de saisie-immobilière signifié au débiteur en vertu d'un acte sous-seing privé inscrit à la Conservation de la propriété foncière. — Alger, 10 déc. 1914 (J. T. 15.61 ; R. A. 15.2.72, note Labbe) ; Tunis, 15 mars 1916 (J. T. 16.121).

L'acte sous seing privé inscrit est assimilé à l'acte authentique quant à ses effets sur le patrimoine immobilier du débiteur affecté à la garantie de son obligation. Par suite le commandement peut être valablement signifié au débiteur en vertu de cet acte.

Cependant l'article 295 n'est pas impératif et le créancier peut également suivre la procédure ordinaire par voie d'assignation en paiement des sommes dues. — Just. Paix Tunis, 18 janv. 1917 (J. T. 17.175).

ART. **343**. — Le droit à l'eau d'irrigation ne constitue pas une charge pour l'immeuble et n'est, par suite, pas sujet à inscription.

Doit, au contraire, être inscrit sur le titre foncier le droit de superficie qui appartient sur les palmiers-dattiers, dans certaines oasis, aux fondations habous. — Trib., m., 23 avril 1912 (R. A. 12.2.387 et note ; J. T. 13.57).

La délégation de loyers non échus excédant une année doit être inscrite sur le titre foncier pour être opposable aux tiers, même s'il a été stipulé dans cette délégation qu'elle ne sera signifiée aux locataires qu'à défaut de paiement régulier des échéances et si ces échéances ont été régulièrement payées. — Sousse, 3 nov. 1912 (J. T. 13.441).

Le locataire a la charge de faire inscrire son contrat, et il engage sa responsabilité à l'égard de son sous-locataire s'il omet cette formalité. — Tunis, 22 oct. 1913 (J. T. 13. 675).

### Code tunisien des obligations et des contrats

ART. **6**. — L'état de minorité d'un indigène ne résulte pas nécessairement de la nomination d'un tuteur par le cadi et de sa publication au journal officiel. On peut admettre la preuve de sa majorité dans le fait qu'il a figuré sur les listes de recrutement et qu'il a participé seul à un acte de partage. — Tunis, 21 juin 1916 (J. T. 16.280).

ART. **7**. — En matière de responsabilité civile, il sera fait application devant les tribunaux français des lois françaises au point de vue de la minorité du délinquant et non des lois tunisiennes, quoique le délinquant

soit un sujet tunisien. — Paix Tunis, 22 janv. 1916 (J. T. 16.54 ; R. A. 16.2.106, note Larcher).

ART. **84**. — La responsabilité de la puissance publique est abrogée par le D. du 30 juin 1907. L'Etat tunisien n'est pas responsable des dégâts résultant de troubles, même si le demandeur allègue l'insuffisance des mesures de police. — Tunis, 15 avril 1918 (J. T. 18.277).

ART. **174**. — La solidarité subsiste malgré la mort d'un des co-débiteurs et ses héritiers en sont tenus. — Tunis, 31 juill. 1916 (J. T. 17.21).

ART. **273** et **679**. — Lorsque l'acheteur n'a pas rempli ses obligations, la vente doit être résolue à ses torts sur la demande du vendeur — Ouzara, 30 nov. 1918 (J. T. 19.178).

ART. **275**. — Par application de cet article, la demande tendant à faire condamner à la reprise du travail un khammès qui a quitté la propriété depuis plusieurs années doit être rejetée. — Trib. rég. Kairouan, 6 mars 1912 (J. T. 12.454).

ART. **305**. — Celui qui a reçu des arrhes a le droit de les retenir lorsque l'obligation est résolue par la faute de celui qui les a données et lorsque des dommages intérêts ne sont pas alloués par le tribunal. — Ouzara, 23 oct. 1918 (J. T. 19.174).

ART. **436**. — L'aveu est indivisible : celui qui le fait n'a pas à rapporter la preuve des clauses avantageuses pour lui du contrat qui n'est établi que par son aveu ; c'est à son adversaire à faire la preuve contraire de la partie de l'aveu qu'il conteste. — Ouzara, 23 oct. 1918 (J. T. 19.174).

ART. **497**. — Le jugement qui donne acte au demandeur de la demande de serment est un jugement préparatoire et ne peut, dès lors, faire l'objet d'un appel. — Ouzara, 7 mars 1912 (J. T. 12.285).

ART. **498**. — Les mandataires ne peuvent, sans un pouvoir spécial, déférer ou accepter le serment qui leur serait déféré. — Trib. rég. Kairouan, 7 févr. 1912 (J. T. 12.284).

ART. **508**. — Le serment supplétoire ne peut être déféré que lorsque le demandeur produit un commencement de preuve, par exemple, la déclaration d'un seul témoin. — Ouz., 4 déc. 1912 (J. T. 12.653).

ART. **684**. — La vente à rèmeré en droit musulman doit souvent être interprétée comme un véritable contrat de nantissement ; néanmoins elle n'est pas prohibée comme vente et peut parfois produire tous les effets d'un acte translatif de propriété. — Tunis 21 oct. 1918 (J. T. 19.28).

ART. **794**. — Il y a tacite reconduction si le bailleur accepte de son locataire, arrivé à la fin de la durée d'un an, le montant d'une avance sur le loyer de l'année à venir. — Trib. rég. Kairouan, 7 févr. 1912 (J. T. 12. 335).

ART. **816**. — Le manque de récolte dû à la sécheresse est un risque inhérent à toute exploitation agricole qui entre comme élément primordial dans la fixation du prix de location ,et il n'y a lieu ni à remise ni à réduction du loyer de ce fait. — Tunis, 9 juin 1913 (J. T. 13.607). — Voir toutefois D. 4 mai 1920.

ART. **1096**. — Lorsque les intérêts ne sont pas stipulés au contrat et qu'il ne s'agit pas pas d'une affaire commerciale, le créancier israélite d'un débiteur israélite ne peut demander le paiement d'intérêts. — Ouz., 20 févr. 1912 (J. T. 12.239).

ART. **1097**. — Le prêteur sur gages, ne pouvant être assimilé à un commerçant, n'est pas admis à invoquer le bénéfice de cet article. — Ouz., 25 juill. 1911 (J. T. 12.206).

ART. **1100**. — Le taux de l'intérêt conventionnel est libre en Tunisie. — Tunis, 21 févr. 1914 (J. T. 14.282).

ART. **1109**. — Les gens de service ne sauraient être présumés avoir reçu mandat tacite que pour les actes qui rentrent dans l'exercice de leur profession ; et ne rentre manifestement pas dans ce cas la vente d'un wagon de céréales. — Ouz., 28 mai 1912 (J. T. 12.535).

ART. **1421**. — Un simple droit de meghar-sa appartenant à un débiteur ne peut faire à son encontre l'objet d'une saisie réelle avant partage, le bailleur, jusqu'à cet évènement, restant propriétaire exclusif de la totalité. — Sousse, 20 mars 1913 (J. T. 14.411).

ART. **1614**. — Le tribunal doit déclarer irrecevable l'offre de prouver l'existence de l'antichrèse par une hodja. — Ouz., 22 janv. 1913 (J. T. 13.156).

**Code tunisien de procédure civile**

ART. **1**. — Il n'existe entre les juridictions françaises et tunisiennes aucune litispendance. — Ouz., 17 juill. 1912 (J. T. 12.599).

Sur la compétence des juridictions françaises en ce qui concerne les chrétiens maronites, V. Tunis, 16 juill. 1910 (R. A. 12.2.167 et note. — *Contra* : Paix, Tunis (N.) 12 oct. 1911 (R. A. 12.2.171, note ; J. T. 12.53).

ART. **4**, n° 2. — Le tribunal de l'Ouzara, auquel un jugement préparatoire a été soumis sur appel, peut statuer sur évocation et annuler une mesure critiquable. — Ouz., 10 déc. 1912 (J. T. 12.654).

ART. **5**. — C'est à tort qu'une partie prétend devant la juridiction d'appel, afin de faire déclarer la demande d'appel non recevable, que le tribunal a ramené à une somme inférieure à 200 francs le montant de la de

mande présentée au dit tribunal. — Ouz., 11 juill. 1911 (J. T. 12.205).

ART. **35**. — En cas de non-comparution de quelques-uns des défendeurs régulièrement cités et touchés par la convocation, le tribunal doit statuer à leur encontre, et prononcer condamnation quand la preuve de la créance dont le montant leur est réclamé résulte d'un acte notarié, et cette condamnation est réputée contradictoire à l'égard de tous. — Trib. rég. Kairouan, 7 févr. 1912 (J. T. 12.397).

ART. **41**. — Est considérée comme irrecevable et comme inopérante la hodja constatant les résultats d'une enquête à laquelle le demandeur a fait procéder par notaire sans y être autorisé par le juge ou par le tribunal. — Trib. rég. Kairouan, 7 févr. 1912 (J. T. 12.283).

ART. **45**. — Par application de cet article les hodjas produites par les parties dans les affaires civiles n'ont aucune valeur. — Ouz. 18 déc. 1912 (J. T. 13.90).

ART. **57**. — Les délais prévus par cet article peuvent être réduits lorsque les parties conviennent d'un délai moins étendu lors de leur comparution devant le juge commis. — Trib. rég. Kairouan, 7 févr. 1912 (J. T. 12.431).

ART. **79**. — Une instance ayant pour but la détermination de limites de propriété ne peut être soumise aux tribunaux régionaux sous forme d'action possessoire. — Ouz. 27 mars 1912 (J. T. 12.456).

ART. **80**. — *a)* Ne peut être introduite comme action possessoire la demande d'une personne qui réclame la mise en possession d'un terrain dont elle ne connaît même pas les limites et alors que sa part dans ce terrain n'est pas déterminée. — Ouz., 10 déc. 1912 (J. T. 12.654).

*b)* Les zaouias ne peuvent, comme étant hors du commerce, faire l'objet d'une action possessoire.— Ouz., 10 déc. 1912 (J. T. 13.155).

*c)* La possession d'un terrain commun et indivis est de sa nature équivoque et ne peut donner lieu à une action possessoire que si le demandeur établit l'existence d'une jouissance privative pour partie du terrain commun. — Ouz., 15 mai 1912 (J. T. 12.536).

ART. **83**. — Aucune décision sur la possession ne peut intervenir si la juridiction pénale saisie acquitte l'auteur des troubles, les faits de trouble n'étant pas établis. — Ouz, 27 nov. 1912 (J. T. 12.632).

**Art. 85**, note 3. — Sur le cumul du possessoire et du pétitoire, V. Cass., 15 mai 1911 R.A. 12.2.121).

L'examen des titres ne peut servir qu'à établir en quelle qualité celui qui se prétend en possesssion d'un immeuble l'occupe réellement et à faire par exemple, la preuve de la précarité. — Ouz., 10 avr. 1912 (J. T. 12.497).

**Art. 140**. — Ce n'est pas l'Ouzara qui doit être saisi par voie d'appel lorsqu'il s'agit d'une erreur commise par un tribunal dans son jugement : c'est ce tribunal lui-même et sans qu'il soit besoin de recourir à la procédure ordinaire. — Ouz., 10 avr. 1912 (J. T. 12.498).

### Lois, décrets et réglements

**Décret du 8 janv. 1875, Art. 1.** — Les notaires ne sauraient être considérés comme de simples témoins ; ils ont le devoir de s'assurer de la qualité prise par les parties devant eux et de l'accomplissement des formalités qui doivent précéder la passation des actes. — Tunis, 4 févr. 1914 (J.T. 14.248).

**Art. 10**. — Une ordonnance du Président du tribunal peut dans une affaire personnelle ou mobilière dans laquelle un sujet français est en cause, ordonner au notaire indigène de délivrer une deuxième expédition d'un acte.

Le notaire doit faire cette délivrance même en l'absence des parties au contrat dûment sommées et défaillantes. — Sousse ( référé ), 12 mai 1914 ( J. T. 16.237 ).

**Décret du 18 décembre 1875.** — L'arrachage des plantations illicites ne peut donner lieu à un action en réintégrande ou en complainte possessoire contre l'administration, car il ne peut y avoir de possession légale à l'encontre de l'Etat en terres sialines non concédées. A ce point de vue il y a présomption que les terres du contrôle civil de Sfax sont sialines.— Sousse ,7 fev. 1918.

**Décret du 13 août 1879, Art. 9.** — La procédure édictée par l'art. 73 du décret du 8 thermidor an XIII applicable aux monts de piété de France peut être régulièrement suivie par la société des monts de piété de Tunisie. — Sousse, 2 juill. 1914 (J. T. 16.92).

**Décret du 12 mars 1883, Art. 43.** — Le délai de 5 ans établi par cet article pour la prescription des dettes de l'Etat n'est pas suspendu par la minorité du créancier.— Sousse, 20 juin 1915 (J. T. 16.364).

**Loi du 27 mars 1883.** — La France a conservé en Tunisie le privilège de juridiction qu'elle tient des capitulations dans les Echelles du Levant. La loi de 1883 n'a fait que réorganiser ses tribunaux consulaires sans rien changer au statuquo ante quant au fond du droit. Par suite, de même que dans les Echelles, les lois françaises, sauf dans leurs parties qui ont un caractère territorial, sont applicables sans déclaration et sans promulgation spéciale aux jus-

ticiables des tribunaux français en Tunisie. Application en vertu de ce principe de la loi française du 1er o tobre 1917 sur l'ivresse.— J. de p. Tunis Nord, 23 fevr. 1918 (J. T. 18.123).

ART. 2 note : *Sujets français.* — La qualité de sujet français peut être justifiée par la production du livret militaire, à moins qu'il ne soit établi que l'individu qui se prévaut de la nationalité française a été inscrit à tort sur les tableaux de recensement.— Tunis, 20 nov. 1911 (J. T. 12.397).

ART. 5 *note : «Débats devant le tribunal criminel »*. Les prescriptions de l'art. 78 du C. d'inst. crim., aux termes duquel les renvois non approuvés, dans le procès-verbal de l'interrogatoire préalable des accusés, sont considérés comme non avenus, sont applicables aux procédures suivies devant les tribunaux criminels de Tunisie. Il ne résulte de cette irrégularité aucun grief si elle porte sur une mention non essentielle. — Cass., 12 sept. 1912 (R. A. 13.2.50).

ART. 5.— Devant le tribunal criminel aussi bien qu'en police correctionnelle, le débat n'est pas exclusivement oral et les juges peuvent s'appuyer sur des moyens de preuve autres que les témoignages par eux recueillis à l'audience, pourvu que ces moyens de preuve soient soumis au débat. — Cass. 25 mars 1915 (R. A. 15.2.67).

Les dépositions des témoins devant le tribunal criminel ne sont pas limitées aux accusations faisant l'objet de l'arrêt de renvoi. Elles peuvent porter sur tous les faits et actes de nature à éclairer le tribunal sur la moralité et les antécédents de l'accusé. — Cass., 16 août 1917 (J. T. 17.295).

ART. 7.— La loi du 22 juill. 1912 qui a organisé la juridiction des tribunaux pour enfants et adolescents, n'ayant pas été promulguée en Tunisie, n'y est pas applicable. Elle ne saurait être considérée comme simplement modificative de la législation en vigueur en Algérie que l'art. 7 de la loi de 1883 a rendu applicable en Tunisie.— Cass. 22 mai 1914 (J. T. 14.420 ; R. A. 14.2.249, note Larcher) ; voir en outre, Alger, 20 mai 1914 (R. A. 15.2.33, note Larcher) ; contra Sousse, 7 avril 1911 (J. T. 15.233 ; R. A. 16.2.24, note).

En matière d'appel d'un jugement correctionnel rendu par un juge de paix à compétence étendue, la constatation du rapport fait à l'audience par l'un des juges est obligatoire. Cass., 30 août 1917 (J. T. 17.392).

ART. 8, note 1 *c.*).— Sur la nullité facultative de l'exploit assignant devant la Cour d'appel une partie demeurant en Tunisie, à huitaine franche, outre les délais de distance, V. Alger, 22 mai 1911 (J. T. 12.381).

(Note : ordonnance du 16 avril 1843, ART. 2.)— Le bénéfice de cette disposition de l'article 2 ne s'applique pas aux matières commerciales. A fortiori, il ne peut être question de l'appliquer lorsque le défendeur a son domicile rèel non en France, mais à l'étranger.— Tunis, 6 févr. 1914 (J. T. 14.370).

**Protocole du 25 janv. 1884.** — Par suite des conventions diplomatiques du 28 sept. 1896 promulguées par décret du 1er févr. 1897, la la convention du 25 janv. 1884 a cessé d'être applicable. — Conseil de révision Alger, 19 fév . 1915 et cass. 10 juin 1915 (J. T. 15. 170 et 248)

**Décret du 31 janvier 1884, Art. 1.** — La juridiction française n'est pas compétente pour connaître de la faillite d'un tunisien, du fait que la masse des créanciers comprend un justiciable du tribunal français, si ce justiciable n'est pas intervenu personnellement dans l'instance. — Tunis, 2 mai 1913 (J. T. 13.482).

Les sujets ou protégés des pays non musulmans sont justiciables des tribunaux français en Tunisie ; par contre un sujet ottoman est justiciable des tribunaux indigènes.— J. de P. Tunis, 8 déc. 1916 (J. T. 17.58).

ART. 2. — Sur l'incompétence d'ordre public des tribunaux français pour statuer dans les contestations relatives à des immeubles non immatriculés, voir Alger, 8 juin 1911 et note (R. A. 14.2.196).

La compétence du tribunal français constitue la juridiction de droit commun des européens ; si les lois locales attribuent compétence aux tribunaux indigènes pour connaître des litiges immobiliers entre tunisiens et européens, cette règle n'est établie que dans l'intérêt exclusif des tunisiens qui seuls sont fondés à l'invoquer. Tunis, 3 déc. 1913 (J. T. 14.111).

Note « succession » La juridiction française est seule compétente pour connaître d'un litige relatif à la succession d'un Israélite tunisien protégé italien, sauf à faire application du droit rabbinique.— Sousse, 15 juill. 1909 (J. T. 13.512).

Note « *Mariage et divorce* ». Quoique la française, mariée à un sujet tunisien suivant les formes de la loi hébraïque, ne perde pas sa nationalité, son mariage est valablement et définitivement dissous par la répudiation du mari.— Tunis, 15 janv. 1913 (J. T. 13.205).

ART. 3.— Un jugement étranger non revêtu de l'exequatur ne peut servir de base à aucun acte d'exécution à l'encontre d'européens en Tunisie. A cet égard, les jugements des juridictions tunisiennes sont considérés, devant les tribunaux français, comme juge-

ments étrangers, et doivent faire l'objet d'une révision en la forme et au fond.— Tunis, 14 juin 1914 (J. T. 15.352).

**Décret du 2 oct. 1884, Art. 11.** — En raison de leur caractère de règlements intérieurs, de pareils arrêtés ont force exécutoire pour le personnel indépendamment de toute publication au journal officiel.— Tunis, 20 nov. 1912 (J. T. 13.133 ; R. f. 12 nº 205, § VI).

**Décret du 3 oct. 1884, art. 4.** — Le commissionnaire qui se présente au bureau des douanes pour faire expédier des marchandises en transit en produisant un certificat d'origine avec déclaration détaillée des fabricants peut, si cette déclaration est reconnue inexacte, être puni des peines prononcées par cet article sans qu'il soit nécessaire d'établir sa complicité ou sa mauvaise foi.— Sousse, 7 juin 1911 (J. T. 12.325).

ART. **125.**— Le juge de paix est le juge de droit commun en matière de douane ; il connaît de toutes les difficultés qui touchent d'une manière directe ou indirecte à la perception des droits de douane et quelle que soit leur importance. Cette compétence n'admet qu'une exception pour les délits douaniers, c'est-à-dire pour les infractions punissables d'une peine d'emprisonnement dont la connaissance appartient aux tribunaux correctionnels.— Alger, 26 juin 1912 (R. f. 12, nº 205, § V).

ART. **129, § 2.** — Le privilège prévu par cet article ne s'étend pas aux taxes communales. — Tunis, 17 janv. 1913 (J. T. 13.214).

**Décret du 14 oct. 1884, Art. 14, § 5.** — La dénonciation du fait délictueux au ministère public confère à celui-ci le droit de rechercher et de poursuivre tous les auteurs responsables, notamment l'imprimeur. — Tunis, 5 déc. 1911 (J. T. 12.134).

ART. **15.** — Satisfait suffisamment à l'obligation de cet article la citation pour injures qui vise les articles 29 et 33, et l'omission de l'article 1er ne saurait en vicier la validité, cet article se référant uniquement à la promulgation et à l'application de la loi française en Tunisie.

Par contre, la citation pour injures qui vise tantôt l'art 32, tantôt l'art. 33, est de nature à créer une confusion dans l'esprit du prévenu et doit par suite être annulée pour infraction à l'art. 15 — Tunis, 28 nov. 1911 (J. T. 12.228).

**Décret du 14 oct. 1884** (décret de promulgation de la loi sur la presse), ART. **13.** — Il n'est pas nécessaire que la réponse ait été signifiée au gérant par ministère d'huissier : il suffit qu'elle ait été portée à sa connaissance pour que la mise en demeure ait été utilement faite. — Alger, 15 avril 1911 (J. T. 12.161).

ART. **35.** — En matière de diffamation envers un particulier, la preuve des faits diffamatoires ne peut être faite. Toutefois, le prévenu est autorisé à établir les circonstances dans lesquelles il a agi et les mobiles auxquels il a obéi et à faire entendre les témoins dont il juge la déposition utile à sa défense. — Tunis, 2 nov. 1912 (J. T. 13.48).

ART. **37.** — Applicable au délégué à la Résidence Générale. — Tunis, 5 déc. 1911 (J. T. 12.134).

**Décret du 23 juin 1885, Art. 2.** — Le Résident général a le pouvoir de faire arrêter et renvoyer en France tout français qui, par sa mauvaise conduite et par ses intrigues, pourrait être nuisible au bien général. La désobéissance aux arrêtés pris dans ce sens est dépourvue de toute sanction pénale. — Alger, 23 juill. 1915 (J. T. 15.308 ; R. A. 15.2.169 et notes Rectenwald et Larcher).

Le Résident Général représentant l'Etat français est le contradicteur naturel et légitime devant les tribunaux de toute personne qui prétend se faire reconnaître la nationalité française; mais il n'a aucun titre pour contredire à une action tendant à la reconnaissance d'une nationalité étrangère. — Tunis, 3 juill. 1916 (J.T. 16.347).

**Décret du 2 sept. 1885, Art. 1** (note). — Sur l'application des lois pénales françaises par les tribunaux français de la Tunisie, voir Tunis, 23 janv. 1915 (J. T. 15.213).

**Décret du 24 sept. 1885.** — Les routes et leurs dépendances font partie du domaine public. La construction d'un mur sur la limite d'une propriété privée fait présumer que le terrain laissé en dehors fait partie du chemin qui se trouve en bordure.

En dehors de la contravention, le propriétaire d'une baraque empiétant sur le domaine public doit, en outre, être condamné à démolir. — Tunis, 7 avr. 1917 (J. T. 17.209).

**Décret du 29 juin 1886.** — Pour la constatation du mariage, les formes tracées par les art. 25 et suiv. de ce décret sont facultatives pour les habitants de la Régence. — Tunis, 24 janv. 1912 (J. T. 12.478 ; R. A. 12 2.371, note).

L'indigène musulman qui a épousé une européenne devant un officier de l'état civil de nationalité française a manifesté, ainsi que son épouse, sa volonté de se soustraire à la loi musulmane. Le lien conjugal ne saurait être rompu par la seule volonté du mari et par la voie de la répudiation. — Tunis, 4 janv. 1915 (J. T. 15.77 ; R. A. 15.2.201, note).

En Tunisie, l'état-civil est facultatif en ce sens que chacun peut y contracter mariage, soit devant l'officier de l'état-civil, soit de-

vant le consul de sa nationalité, soit devant le ministre du culte auquel il appartient.

En cas de comparution devant le vice-consul de France, puis devant le rabbin israélite, l'union civile est irrévocablement consacrée par l'acte du vice-consul de France. Aucun changement ne peut y être apporté par l'acte du rabbin qui n'a plus qu'un caractère confessionnel. Les époux ayant déclaré au consulat de France s'unir sans contrat, la ketouba, tenant lieu de contrat, dressée postérieurement par le rabbin, est nulle, et le mariage est régi par les règles du Code civil sur la communauté légale. — Alger, 30 déc. 1915 (J. T. 16.177).

Le mariage célébré seulement à l'église produit tous les effets civils d'un mariage régulier ; l'état civil est resté facultatif sur ce point dans la Régence. — Sousse, 2 déc. 1916 (J. T. 17.92).

L'état civil n'est pas obligatoire. Le musulman, citoyen français, peut contracter en Tunisie un mariage valable au regard de la loi française en suivant, quant aux formes, les usages musulmans. Mais le consentement de la future est toujours nécessaire et le droit de « djeb » ne saurait s'exercer. — Sousse, 3 mai 1917 (J. T. 18.198).

La déclaration des naissances et des décès a été rendue obligatoire par D. du 26 décembre 1919.

**Décret du 12 sept. 1887, Art. 1.** — Les notaires israélites n'ont pas qualité pour rédiger des écrits en langue arabe, mais ils peuvent faire la traduction d'un acte hébreu en langue arabe. — Sousse, 22 juin 1911 (J. T. 12.365)

**Décret du 17 juill. 1888, Art. 2.** — Ce principe ne peut s'appliquer qu'aux droits réels immobiliers qui affectent l'immeuble à titre permanent (propriété, enzel, servitudes, etc.); il ne saurait avoir une portée aussi étendue au sujet des charges transitoires telles que les hypothèques. Immuable en ce qui concerne le rang qu'elle lui confère, l'inscription ordonnée par le tribunal n'a pas plus de valeur que celle émanant directement du conservateur. La décision du tribunal ne constitue donc pas chose jugée sur la validité de l'hypothèque et sur l'existence de la créance. —Tunis, 8 juill. 1914 (R. A. 15.2.193 et note Labbe).

**Décret du 27 nov. 1888.** — Pour apprécier si un acte de l'administration a causé sans droit préjudice à autrui, le tribunal peut rechercher s'il n'est pas entaché d'illégalité en la forme ou au fond, mais son opportunité échappe à la compétence des magistrats. — Tunis, 22 juill. 1918 (J. T. 18.420).

ART. **4.** — Les tribunaux civils sont incompétents pour statuer sur une demande en annulation, comme entaché d'excès de pouvoirs, d'un arrêté pris par un vice-président de municipalité.

Il appartient à la partie intéressée de poursuivre par la voie gracieuse la réformation de l'acte qui lui fait grief. — Sousse, 16 déc. 1915 (J. T. 17.124).

ART. **5.** — Les décisions en matière administrative sont toujours susceptibles d'appel. Le paiement des dépens, après appel, sous la contrainte de la qualification en dernier ressort du jugement, n'implique pas acquiescement. — Tunis, 3 mars 1919 (J. T. 19.198)-

**Décret du 3 juin 1889, Art. 1.** — Le bénéfice de ce décret ne peut être invoqué que par les personnes qui ont déposé leurs marques au greffe du tribunal de Tunis ou au bureau international de Berne. — Tunis, 2 nov. 1912 (J. T. 13.15).

ART. **18.** — Sur la nécessité de l'intention frauduleuse, pour l'existence du délit, v. Alger, 11 juill. 1913 (J. T. 13.532).

ART. **25.** — La concurrence déloyale par imitation de marque de fabrique est de la compétence des tribunaux de commerce. — Sousse, 16 mars 1916 (J. T. 17.171).

ART. **26.** — Est nulle la saisie des objets obtenue en vertu de cette disposition par un commerçant qui n'a pas déposé la marque contrefaite.— Tunis, 2 nov. 1912 (J. T. 13.15).

**Loi du 12 janvier 1892, Art. 58.** — Les tunisiens contractant un engagement sont soumis à la législation spéciale au corps dans lequel ils demandent à entrer ; c'est ainsi que le décret algérien du 22 sept. 1898 qui régit en ce qui concerne les engagements, le 4e régiment des tirailleurs, est applicable au tunisien qui s'est engagé dans ce régiment, quoique ce texte n'ait pas été promulgué en Tunisie. — Tunis, 13 févr. 1913 (J. T. 13.303).

**Décret du 16 mars 1892, Art. 1.** — La publicité prévue par ce décret tient lieu, à l'égard des immeubles non immatriculés, de la transcription prescrite par l'art. 678 C. pr. civ. — Tunis, 29 nov. 1911 (J. T. 12.386).

ART. **3.** — La surenchère ouvrant de nouveau la procédure de saisie, le tribunal peut subordonner d'office la vente à l'immatriculation préalable dans les cas indiqués par cet article. — Tunis, 2 avril 1913 (J. T. 13. 393).

ART. **10.** — L'adjudicataire ne peut demander la résolution de l'adjudication pour défaut de contenance que s'il a, conformément à cet article, déposé le prix à la caisse des dépôts et consignations et requis l'immatriculation. — Sousse, 13 juin 1912 (J. T. 13.414).

ART. **11.** — L'adjudicataire d'un immeuble non immatriculé qui n'a pu en obtenir l'im-

matriculation, n'est pas fondé à demander, avec la nullité du jugement d'adjudication, le remboursement des honoraires d'avocat, l'intervention de ce dernier ou d'un mandataire étant facultative devant le tribunal mixte ; il ne saurait avoir droit à des dommages-intérêts. — Tunis, 31 juill. 1911 (J. T. 12.313).

L'adjudicataire est fondé à demander une diminution de prix, nonobstant toute clause contraire, si la consistance de l'immeuble est inférieure à celle définie par le cahier des charges. — Tunis, 20 mars 1912 (J. T. 12.578).

**Décret du 29 nov. 1893, Art, 7.** — L'accusé ne peut fonder un moyen de nullité sur ce que le tribunal criminel se serait complété par l'adjonction de six assesseurs français en dehors de sa demande, lorsque ,devant ce tribunal, il a comparu comme étant de nationalité française et n'a pas excipé de sa qualité d'étranger. Ce moyen ne peut être présenté pour la première fois devant la Cour de Cassation. — Cass. ,2 août 1913 (R. A. 14. 2. 72).

**Décret du 18 mars 1896, Art 17.** — Les tribunaux régionaux ne peuvent prononcer une condamnation supérieure à 2 ans de prison que lorsqu'il s'agit d'une infraction spécialement prévue par un décret. — Ouz., 27 nov. 1912 (J. T. 12.651).

ART. **34.** — Lorsqu'une demande de réparations civiles a été solutionnée par le tribunal en même temps que l'affaire pénale, le délai d'appel reste fixé à 10 jours. — Ouz., 17 juill. et 18 déc. 1912 (J. T. 12.599 et 13.92).

**Décret du 1er févr. 1897** (art. 1 de la Convention consulaire et d'établissement du 28 sept. 1896). — Rien ne fait obstacle en Tunisie à ce que les italiens puissent être poursuivis devant un Conseil de guerre français dans les mêmes conditions que les français et les nationaux. — Conseil de révision, Alger, 19 févr. 1915 et Cass., 10 juin 1915 (J. T. 15. 170 et 248 ; R. A. 15.2.11 et 111, note Rectenwald) ; voir également R. A. 16.2.20, note.

**Décret du 13 janv. 1898, Art. 1.** — En matière de douane, lorsque la législation ne frappe pas le délinquant de peines corporelles, l'infraction est de la compétence du juge de paix, quelle que soit l'élévation du chiffre de l'amende et l'étendue de la confiscation. — Alger, 12 juin 1918 (J. T. 18.308).

**Décret du 13 avril 1898, Art 1** (note 1). — L'étranger mineur, né à l'étranger, et n'exerçant aucune profession au moment de son arrivée en Tunisie, n'est pas astreint à faire une déclaration de résidence lorsqu'il vient, dans la suite, à exercer une profession, un commerce ou une industrie. — J. de P. Goulette, 15 juill. 1913 (J. T. 13.550 ; R. A. 13.2.339).

ART. **7.** — Cette disposition n'est pas applicable à l'égard d'un sujet français. — Alger, 23 juill. 1915 (J. T. 15.308).

**Décret du 1er août 1898, Art. 5.** — celui qui se prétend subrogé aux droits des ouvriers d'un entrepreneur de travaux publics doit établir qu'il se trouve dans l'un des cas prévus par les art. 1249 et suiv. du C. civ. — Tunis, 14 juin 1912 (J. T. 12.644).

Le privilège des fournisseurs des entrepreneurs des Travaux publics est limité aux créances des fournitures qui ont servi à la construction des ouvrages. Il n'est pas nécessaire que les matériaux ou objets fournis soient incorporés dans l'ouvrage ; mais il faut que la fourniture ait un rapport direct et nécessaire avec la construction .Ce caractère n'a pas été reconnu à des tentes fournies pour servir d'abri aux ouvriers. — Cass., 10 nov. 1914 (J. T. 15.59).

**Décret du 28 nov. 1898, Art. 14** (*successions israélites*). — Par l'effet du jugement rabbinique qui a réglé l'administration de la succession d'un israélite, les héritiers mineurs ont été substitués à leur auteur. — Cass., 3 févr. 1914 (J. T. 14.171).

**Décret du 22 oct. 1900** (*réquisitions militaires*). — Les réquisitions militaires faites conformément au décret beylical sont valables sans qu'il y ait lieu d'exiger l'application des dispositions de la loi française du 3 juillet 1877.

Le prestataire n'a droit à intérêts qu'à dater de la sommation de payer ou de la demande en justice ; il n'y a pas droit si le refus de recevoir le prix offert est injustifié. — Tunis, 22 juill. 1918 (J. T. 18.415).

ART. **7.** — Les italiens ne sont point dispensés des réquisitions militaires prévues par ce décret. — Conseil de révision, Alger, 19 févr. 1915 (J. T. 15.170 ; R. A. 15.2.11) ; voir également Cass., 10 juin 1915 (J. T. 15. 248 ; R. A. 15.2.111 et note Rectenwald).

ART. **13** et **14.** — L'intérêt à 5 pour cent du prix des marchandises réquisitionnées ne court du jour de la livraison qu'en cas de paiement en bons du trésor. Dans le cas contraire l'application des règles de droit commun s'impose et l'intérêt ne court qu'à dater de la sommation de payer ou de la demande en justice. — Tunis, 4 déc. 1916 (J. T. 17.40).

**Décret du 14 janv. 1901, Art. 1**, note 5. (*a Contra* : Cass., 15 mai 1911 (R. A. 12.2.121 note).

**Décret du 16 mai 1901.**— Les membres du conseil de l'Ordre des avocats, dont l'élection a donné lieu à des réclamations, remplissent valablement leurs fonctions tant que cette élection n'a pas été annulée.

Les délibérations de ce conseil, qui ont un caractère réglementaire, ne sont pas susceptibles de tierce-opposition. Elles peuvent être déférées pour excès de pouvoir à la Cour d'appel, mais seulement par le ministère public. — Tunis. 23 mai 1916 (J. T. 17.69 et note).

ART. 1.— Pour être admis à un barreau de Tunisie il faut justifier du diplôme de bachelier, de celui de licencié en droit et de la prestation de serment. Le licencié qui ne possède pas le baccalauréat ne peut pas être inscrit en Tunisie. — Sousse, 13 avril 1918 (J. T. 19.231).

ART. 8. — Le mandat donné par un client à son avocat de constituer défenseur, de surveiller la procédure et de fournir au défenseur toutes instructions utiles, est licite et compatible avec la profession d'avocat.— Tunis, 12 avril 1915 (J. T. 15.329).

**Décret du 11 juin 1902** (*Biens des princes*). ART. 3. — Les dispositions de cet article sont radicales et absolues et ne permettent pas d'appliquer aux membres de la famille beylicale les règles consacrées par le Code civil français en matière d'obligations contractées par des interdits ou des incapables. — Tunis, 7 nov. 1913 (J. T. 14.404).

**Décret du 16 sept 1902, Art. 23.** — Une huilerie, qui, normalement, ne fonctionne que pendant une partie de l'année ou les années de récolte suffisante, ne saurait être assimilée pendant la période de chômage à un immeuble inoccupé pour obtenir la remise de la taxe sur la valeur locative. Les déclarations trimestrielles exigées par le texte ne sauraient être remplacées par une seule déclaration pour toute l'année. — J. de P. Tunis, 3 sept. 1915 (J. T. 16.206).

ART. 27. — Le privilège de la municipalité pour le recouvrement des taxes n'est pas assujetti à inscription. — Tunis, 18 janv. 1915 (J. T. 15.253).

**Décret du 16 sept. 1902, Art. 1.** — La taxe locative n'est pas divisible ni payable par fractions. L'impôt est dû pour toute l'année par le propriétaire inscrit au rôle du 1er janvier de chaque année, quelque modification que la matière imposable puisse subir ultérieurement et notamment en cas de changement de propriétaire. — Tunis, 24 févr. 1919 (J. T. 19.166).

ART. 5. — Le décret de 1902 ne faisant pas mention du crédi-enzéliste, ni du débi-enzéliste, on doit décider que la rente d'enzel n'est pas soumise à la taxe locative et que la redevance à payer par le débi-enzéliste doit être franche de tous droits ou impôts. — Tunis, 26 nov. 1917 (J. T. 18.22).

**Décret du 8 janv. 1904, Art. 4, § 2.** — La banque d'Algérie doit rembourser toutes les coupures émises par elle, sous la seule réserve que le billet soit dans un état tel que la banque ne risque point d'avoir à payer deux fois. — J. de P. Tunis N., 31 déc. 1912 (R. A. 13.2.220 et note). — V. *cours forcé* des billets de banque, D. 1er août 1914.

**Arrêté du 2 janv. 1905, Art. 13.** — La décision rendue par un juge de paix d'Algérie sur le vu d'un acte de notoriété et admettant l'indigénat algérien d'un israélite aux fins de son inscription sur les listes électorales doit être considérée comme sans effet en ce qui concerne l'inscription de cet israélite sur les listes électorales de Tunisie. — Tunis, 8 févr. 1911 (R. A. 12.2.245).

ART. 19. — Le changement de résidence n'entraîne pas la radiation de l'électeur sur la liste de son ancienne résidence, si cet électeur n'a pas acquis l'intégralité du délai nécessaire pour obtenir son inscription sur la liste de sa nouvelle résidence. — Tunis, 2 avril 1913 (J. T. 13.366).

ART. 28. — Par le mot « traitements », il faut entendre toute rétribution payée d'une manière régulière en retour d'un service fait ou de fonctions remplies habituellement. Cette disposition vise, d'ailleurs, à la fois les fonctionnaires et employés de l'Etat français et de l'Etat tunisien. — Tunis, 29 mai 1912 (J. T. 13.70).

**Décret du 5 sept. 1905, Art. 9.** — Il faut entendre par les mots « juridiction compétente » la juridiction de droit commun, c'est-à-dire le tribunal de 1er instance statuant suivant la procédure de la chambre du conseil et non le Président du tribunal qui ne peut statuer sur requête que dans les cas formellement prévus par la loi. — Tunis, 5 juill. 1911 et 27 nov. 1912 (J. T. 12.163 et 13.200).

ART. 13. — Il y a violation de cet article lorsque le président de la Commission d'expertise ne fait pas la notification prévue par ce texte aux divers ayants droit, terme qui comprend soit les propriétaires qui se sont fait connaître dans les conditions prévues à l'art. 4 s'il s'agit d'immeubles non immatriculés, soit les propriétaires inscrits sur le titre foncier s'il s'agit d'immeubles immatriculés. — Tunis, 5 juill. 1911 (J. T. 12.163).

— Les divers ayants droit ou tiers intéressés auxquels le président de la commission d'expertise doit notifier le jour, l'heure et le lieu où la commission entend procéder à sa mission, ne peuvent être que ceux qui ont manifesté, dans les conditions et selon les formes prévues par la loi, leur intention d'intervenir personnellement dans la fixation de l'indemnité. — Tunis, 12 févr. 1913 (J. T. 13.273).

ART. **17.** — S'il s'agit d'un immeuble immatriculé la notification de la fixation de l'indemnité peut être valablement faite au domicile élu en Tunisie dans le titre de propriété, à défaut au greffe de la justice de paix du lieu de la situation de l'immeuble, ou encore à la personne même de l'exproprié. — Tunis, 27 nov. 1912 (J. T. 13.200).

ART. **18.** — Les délais d'appel prévus par cet article doivent être augmentés des délais de distance. — Tunis, 27 nov. 1912 (J. T. 13. 200).

**Décret du 15 avril 1906, Art. 79.** — Le patron doit être considéré comme civilement responsable de ses employés ; mais sa responsabilité pénale ne peut être substituée à celle que ses employés ont pu encourir. — Alger, 12 févr. 1914 (J. T. 14.246).

**Décret du 12 mai 1906, Art. 96.** — Sur la responsabilité des comptables V. Cass., 28 janv. 1913 (J. T. 13.197).

**Décret du 21 mars 1908.** — L'admission au barreau français de Tunisie n'est autorisée que sous la triple condition du diplôme de licencié en droit, du diplôme de bachelier et du serment prescrit. La prestation de serment devant une cour d'appel de France confère au licencié en droit le titre d'avocat, mais pas l'exercice effectif de la profession d'avocat devant les tribunaux. — Tunis 1919.

**Décret du 17 juill. 1908, Art. 3.** — Il n'est pas interdit à l'ouvrier embauché en France pour des travaux à effectuer en Tunisie de contracter un engagement dans les mêmes conditions qu'en France au point de vue de l'assurance contre les accidents du travail ; et les tribunaux de Tunisie font, dans ce cas, application des dispositions de la loi du 9 avril 1898. — Tunis, 23 févr. 1912 (J. T. 12.551).

L'ouvrier victime d'un accident du travail a une action directe contre le patron et la compagnie d'assurances, bien qu'aucune retenue sur ses salaires ne lui ait été imposée.— Tunis, 24 nov. 1911 (J. T. 12.488).

ART. **3.**— La loi française du 9 avril 1898 n'est pas applicable en Tunisie ; mais les tribunaux peuvent s'inspirer, pour chiffrer les demandes d'indemnités basées sur les accidents de travail, des principes équitables et libéraux qui en sont la caractéristique.— Sousse, 12 juin 1913 (J. T. 14.285 ; R. A. 14.2.219, note).

ART. **3.**— note 2. Le tribunal fait application de la loi française du 9 avril 1898 lorsque les parties sont d'accord pour la requérir, en ce qui concerne le calcul de la rente à servir à la victime.— Tunis, 15 juill. 1913. (J. T. 13.612).

**Décret du 25 févr. 1911, Art. 1.** — La protection ne peut être revendiquée par un représentant qui a déposé en son nom un dossier dont il n'était pas le propriétaire.— Tunis, 6 févr. 1914. (J. T. 14.280.).

**Décret du 19 avril 1912, Art. 1, § 5.** — La perception des droits de mutation immobilière doit être réglée d'après la stipulation des actes sans tenir compte des intentions secrètes des parties. Application de la théorie française dite de la propriété apparente.— Tunis, 4 févr. 1918 (J. T. 18.151).

ART. **4.** — Au regard de l'administration de l'enregistrement, il suffit que des actes présentent les formalités extérieures propres à constater une mutation de propriété pour que le droit proportionnel devienne exigible, sans que l'Administration ait à constater la validité intrinsèque des actes ou des conventions qu'ils constatent.— Tunis, 22 mai 1916 (J. T. 16.303).

ART. **5.**— Le rapport de l'expert n'a pas force obligatoire. Il est soumis à l'homologation du tribunal, qui peut ordonner une nouvelle expertise.— Tunis, 15 juill. 1918 (J. T. 18.336).

ART. **16** (§ **6°**).— L'amende prévue pour dissimulation du prix de vente doit être supportée par l'acheteur et par le vendeur chacun pour moitié, l'un et l'autre étant également responsables de la contravention.— Tunis, 22 mai 1916 (J. T. 16.220).

ART. **32.**— La loi ne prescrit que la mention, dans le jugement, de l'accomplissement de la signification des mémoires, et non l'énonciation de la date des significations aux parties en cause.— Cass., 28 janv. 1913 (J. T. 13.197).

# TABLE CHRONOLOGIQUE DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS

## non insérés in-extenso

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 20 mars 1908 .. | D. | Contrôle des télégrammes en temps de guerre. | J. O. 1914, p 787. | Promulgué le 1er août 1919. |
| 17 mars 1912 ..... | « | Convention internationale du 11 octobre 1909 relative à la circulation des automobiles ; adhésion de la Tunisie. | J. O. fr. 1910, p. 3038 et 1912 p. 2558 | |
| mars 1912 .. | D. | Règlement de l'Association syndicale des propriétaires de l'oasis de Nefta. | J. O. 1912, p. 340. | |
| 28 mars 1912 .. | L. fr. | Autorisation au Gouvernement tunisien de contracter un emprunt de 90.500.000 francs pour accélérer l'achèvement du réseau de ses chemins de fer. | J. O. fr. 1912, p. 3033. | V. D. 29 *juillet*, 5 *août et 6 nov.* 1912. |
| 1er avril 1912 .... | A. S. G. | Rattachement à l'hôpital Sadiki du lazaret de la Rabta. | J. O. 1912, p. 631 et 648. | V. D. 1er févr. 1910. |
| 1er juin 1912 .. | A. P. M. | Délégation au khalifat d'El Djem et à celui des Djelas-El-Guebala des pouvoirs judiciaires attribués aux caïds par le D. du 23 mai 1900. | J. O. 1912, p 693. | |
| 6 juin 1912 .. | D. | Entrée des anguilles à Tunis. | J. O. 1912, p. 745. | |
| 22 juin 1912 ..... | A. P. M. | Modification de l'art. 9 de l'*A.* 12 *octobre* 1902 qui institue un corps d'auxiliaires médicaux. | J O 1912, p 788. | |
| 4 juillet 1913 .... | D. | Droit de timbre sur les récépissés de chemin de fer. | J. O. 1912, p. 825. | V. D. 20 déc. 1919 (n° 4) art. 4. |
| 24 juillet 1912 .... | « | Désignation du laboratoire du service de l'élevage sous le nom de « Institut Arloing ». | J. O. 1912, p. 886. | V. D. 29 déc. 1908. |
| 29 juillet 1912 .. | D. fr. | Autorisation au Gouvernement tunisien de réaliser par voie d'emprunt une somme de 58.500.000 fr. à valoir sur celle de 90.500.000 fr. prévue par la *loi du 28 mars* 1912. | J. O. fr. 1912, p 6930. | |
| 5 août 1912 .. | D. | Autorisation au Directeur des Finances de faire des avances pour les travaux de chemins de fer. | J. O. 1912, p. 943. | *V.* D. 29 *juillet* 1912 *et* 6 *nov.* 1912. |
| 6 août 1912 .... | A. P. M. | Délégation au khalifat d'Ajeb-El-Aïoun des pouvoirs judiciaires prévus par le D. du 23 mai 1900. | J. O. 1912, p. 915. | |
| 4 septembre 1912 | D. | Institution d'un conseil consultatif d'hygiène publique. | J. O. 1912, p. 1075, | |
| 16 septembre 1912 | D. | Règlementation des études, de la situation du personnel enseignant et des élèves de la Grande-Mosquée. | J. O. 1912, p. 1175. | *V.* D. 16 *nov.* 1912 |
| 16 septembre 1912 | D. | Règlementation des examens et concours à la Grande-Mosquée | J. O. 1912, p. 1179. | |
| 16 septembre 1912 | D. | Organisation de la surveillance journalière des professeurs, élèves et bibliothécaires de la Grande-Mosquée. | J. O. 1912, p 1180. | |
| 27 septembre 1912 | A. G. | Attribution d'une prime supplémentaire aux officiers tunisiens pourvus d'un titre universitaire. | J. O. 1912, p. 1084. | *V. A.* 27 *janvier* 1912. |
| 6 novembre 1912 | D. | Approbation de la convention intervenue avec le Crédit Foncier, en vue de la réalisation de l'emprunt 1912 | J. O. 1912, p. 1189. | |
| 7 novembre 1912 | D. | Modification du *D.* 31 *août* 1908 relatif au personnel de la Direction générale des Travaux publics. | J. O. 1912, p. 187. | |
| 11 novembre 1912 | D. | Règlementation du personnel de l'office des postes et télégraphes. | J. O. 1912, p. 2000. | |
| 16 novembre 1912 | D. | Application des dispositions du *D.* 16 *sept.* 1912 sur les études de la Grande Mosquée. | J. O. 1912, p. 2027. | |
| 21 novembre 1912 | D. fr. | Modification du *D. fr.* 22 *déc.* 1911 au sujet des attributions du Chef d'état major de la Marine en Tunisie. | J.O.fr.1912, p. 10274. | |
| 7 décembre 1912 | D. | Règlementation de la kholla de Monastir. | J. O. 1913, p. 173. | *V.* D. 30 *juin* 1913. |
| 21 décembre 1912 | D. fr. | Règlementation relative au personnel détaché en Tunisie de l'administration des Douanes. | J.O. fr. 1912, p. 10876. | |
| 2 janvier 1913 .. | D. | Modification du *D.* 17 *avr.* 1907 relatif au personnel des établissements scolaires publics. | J. O. 1913, p. 53. | |
| 18 janvier 1913 .. | D. | Modification de l'art. 6 du *D.* 1er *janv.* 1909 portant règlement de la magistrature indigène. | J. O. 1913, p. 101. | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 8 février 1913 | D. | Règlementation de l'association syndicale obligatoire de Tozeur . | J. O. 1913, p. 174. | |
| 12 février 1913 | D. | Institution à la Direction de l'Agriculture d'une Inspection générale de l'agriculture pour les services techniques agricoles. | J. O. 1913, p. 198. | |
| 6 mars 1913 | D. | Concession à la Chambre Mixte du sud du droit exclusif d'exploiter à Sfax un entrepôt réél de marchandises. | J. O. 1913, p. 327. | *V. D. 26 janv.* 1911. |
| 31 mars 1913 | A.F. | Institution d'un timbre pour les autorisations de port d'armes, en exécution du *D.* 18 mars 1913. | J. O. 1913, p. 617. | *V. D. et E. 20 déc.* 1919. |
| 20 mai 1913 | A. T. P. | Conditions du recrutement des agents stagiaires de la Direction générale des Travaux publics. | J. O. 1913, p. 554. | |
| 31 mai 1913 | D. | Personnalité civile de l'école normale d'instituteurs. | J. O. 1913, p. 543. | |
| 31 mai 1913 | A. fr. | Institution à Tadjerouine d'une audience supplémentaire de la justice de paix du Kef. | J. O. 1913, p. 597. | |
| 11 juin 1913 .... | D. | Nomination sans concours au grade de commissaire du gouvernement près les tribunaux tunisiens des docteurs en droit qui, après un stage de deux ans, ont justifié de connaissances suffisantes. | J. O. 1913, p. 590. | *V. D.* 10 *juillet* 1906. |
| 28 juin 1913 ..... | D. | Gestion par l'amine des Moueddebs des habous constitués au profit des moueddebs de Tunis et de la banlieue. | J. O. 1913, p. 639. | |
| 30 juin 1913 ..... | D. | Modification au *D. du 7 déc.* 1912 sur la kolla de Monastir. | J. O. 1913, p. 681. | |
| 1er juillet 1913 .. | D. | Modification du règlement du personnel de la Direction générale des Travaux publics. | J. O. 1913, p. 717. | *V. D.* 31 *août* 1908 *et* 15 *juin* 1914. |
| 9 juillet 1913 .... | D. | Promulgation du Code pénal Tunisien | J. O. 1913, p. 867. | *V*, texte reproduit en note p 3. (Code pénal tunis.) |
| 10 juillet 1913 .... | A.T.P. | Règlementation du service des tramways de Tunis. | J O 1913, p. 802. | V. D. 24 juin 1912 |
| 11 juillet 1913 .... | L. fr. | Etablissement du droit à pension proportionnelle pour les indigènes servant dans les troupes de l'Afrique du nord | J. O. fr. 1913, p. 6378. | |
| 16 juillet 1913 .... | D. | Règlementation des études dans les grandes mosquées de Kairouan, Sousse, Sfax, Gafsa et Tozeur. | J. O. 1913, p. 729. | |
| 26 juillet 1913 .... | D. | Tableau de répartition des eaux de Tozeur. | J. O. 1913, p. 741. | |
| 27 août 1913 .... | D. fr. | Réorganisation du service de contrôle résidant en Tunisie pour les services de la Marine | J.O. fr. 1913, p. 7837. | |
| 9 septembre 1913 | D. | Composition du conseil de perfectionnement de l'Ecole d'Agriculture | J. O 1913, p 827. | |
| 10 septembre 1913 | A.P.M. | Autorisation du pélerinage aux lieux saints. | J. O. 1913, p. 821. | |
| 7 octobre 1913 ..... | A. F. et T. P. | Détermination de la taxe à percevoir sur les superphosphates à l'exportation. | J. O. 1913, p. 945. | |
| 27 octobre 1913 ..... | A. P. | Règlementation du personnel des postes. Concours pour les emplois des commis dirigeant et de receveur principal. | J. O. 1913, p. 953. | |
| 28 octobre 1913 ..... | A. P. | Règlementation du personnel des postes, avancement. | J. O. 1913, p. 954. | |
| 29 octobre 1913 ..... | A. P. | Attribution de l'inspecteur de l'office des postes et télégraphes à Sfax. | J. O. 1913, p. 974. | |
| 27 novembre 1913... | D. | Elévation à 25 millions du capital de la caisse des prêts communaux. | J. O. 1913, p. 1123 | V. D. 15 déc. 1902 et 16 *févr.* 1914. |
| 27 décembre 1913... | A. A. | Ordonnancement des dépenses de la Direction des Forêts par le Directeur général de l'Agriculture. | J. O. 1913, p. 1314. | |
| 29 Décembre 1913... | D. | Fixation du tarif de la Khedma. | J. O. 1913, p. 1306. | *Mod. du D.* 26 *mai* 1885. |
| 3 janvier 1914 ..... | D. | Règlementation de la kholla de Sousse. | J. O. 1914, p. 14 | |
| 12 janvier 1914 ..... | D. fr. | Création d'une 4e Chambre au Tribunal de Tunis. | J. O. fr. 1914, p. 197. | |
| 12 janvier 1914 ..... | D. fr. | Création d'une justice de paix à Mahdia, qui comprend les caïdats de Mahdia et des Souassi et les territoires de la Chebba et de Mellouneche. | J. O. fr. 1914, p. 197. | |
| 23 janvier 1914 ..... | A.P.M. | Délégation au khalifat des Beni-Zid des pouvoirs judiciaires attribués aux caïds par le D. du 23 mai 1900. | J. O. 1914, p. 102. | |
| 31 janvier 1914 ..... | A. T. P. | Composition, convocation et mode de délibération du comité des mines. prévu à l'art. 89 du D. 29 déc. 1913. | J. O. 1914, p. 186. | |
| 3 février 1914 ..... | A. T. P. | Modification de l'*A.* 20 *mars* 1911 portant règlement des géomètres du service topographique. | J. O. 1914. p. 185. | |
| 4 février 1914 ..... | D. | Interdiction temporaire d'exportation des plants de dattiers degla. | J. O. 1914, p. 169. | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 14 février 1914..... | D. | Suspension de l'application de l'art. 1 du D. 29 janvier 1913 sur l'exportation des animaux femelles des espèces bovine et ovine. | J. O. 1914, p. 185. | |
| 14 février 1914..... | D. | Ouverture de la ligne de Sousse à Sfax aux expéditions sous le régime du transit international | J. O. 1914, p. 225. | |
| 16 février 9914..... | D. | Autorisation de réaliser le capital de 25 millions auquel a été porté la caisse des prêts communaux et de céder les obligations nouvelles à la société de Prévoyance des fonctionnaires. | J. O. 1914, p. 225. | V. *D. 27 nov.* 1913. |
| 2 mars 1914..... | D. | Fixation du traitement arbitré servant de base au calcul des retenues auxquelles sont astreints les géomètres principaux du service topographique. | J. O. 1914, p. 275. | V. *D.* 30 *janv.* 1909. |
| 5 mars 1914..... | D. | Institution d'une nouvelle brigade régionale de police mobile pour le contrôle civil de Gafsa et l'annexe de Tozeur. | J. O. 1914, p. 329. | V. D. 11 mars 1908. |
| 16 mars 1914..... | A. P. M. | Liste des substances toxiques établie pour l'exécution du D. du 31 mars 1913, modifié par celui du 14 mars 1914 sur l'exercice de la pharmacie. | J. O. 1914, p. 305. | |
| 16 mars 1914..... | A. P. M. | Prix à appliquer par les pharmaciens pour la vente des produits pharmaceutiques et les analyses médicales. | J. O. 1914, p. 306. | |
| 21 mars 1914..... | D. | Règlementation du statu et du fonctionnement de l'Ecole de jeunes filles musulmanes « Louise-René Millet ». | J. O. 1914, p. 350. | |
| 25 mars 1914..... | D. | Création d'une catégorie d'étalons dits « étalons autorisés » dont les produits pourront avoir accès dans les différents stud-Books. | J. O. 1914, p.352. | |
| 26 mars 1914..... | D. | Règlementation des redevances pour installation des cabines de bains sur le Domaine public. | J. O. 1914, p. 353. | |
| 31 mars 1914..... | G. O. | Etablissement de zones de servitudes à Bulla-Regia, Ziane près Tarzis, Kairouan, Maktar, Medeina et Ferriana. | J. O. 1914, p. 383, 384 et 403. | |
| 1er avril 1914..... | A. R. | Composition de la commission technique d'expérimentation agricole. | J. O. 1914, p. 371. | |
| 8 avril 1914..... | D. | Etablissement d'une zone de servitude à Haidra. | J. O. 1914, p. 404. | |
| 9 avril 1914..... | D. | Règlementation du personnel de la gendarmerie indigène. | J. O. 1914, p. 487. | |
| 12 avril 1914..... | D. fr. | Règlementation du personnel des douanes détaché en Tunisie. | J. O. fr. 1914, p. 3628. | *V. D.* 11 *avril* 1915. |
| 16 avril 1914..... | A. P. M. | Organisation de l'inspection prévue par l'art. 13 du D. 31 mars 1913 sur l'exercice de la pharmacie. | J. O. 1914, p. 431. | |
| 16 avril 1914..... | A. P. M. | Liste des compositions qui peuvent être délivrées librement par les pharmaciens. | J. O. 1914, p. 432. | |
| 22 avril 1194..... | D. | Echange de mandats postaux entre la Régence de Tunis et la Serbie. | J. O. 1914, p. 481. | |
| 5 mai 1914..... | D. | Institution d'une brigade régionale de police mobile à Sfax pour les circonscriptions de Sfax, de Gabès et de Djerba, | J. O. 1914, p. 513. | *V. D.* 1er *févr.* 1915. |
| 15 mai 1914..... | D. | Exonération du droit de timbre en ce qui concerne les bulletins d'expédition des colis de ravitaillement de 5 à 10 kilos. | J. O. 1914, p. 534 | V. D. 20 déc. 1919 (n° 4) art. 4. |
| 19 mai 1914..... | D. | Personnalité civile de la ferme-école de Sidi-Naceur. | J. O. 1914, p. 534 | |
| 27 mai 1914..... | D. | Concession de boîtes aux lettres à des particuliers ou à des sociétés. | J. O. 1914, p. 546 | |
| 28 mai 1914..... | A. P. | Règlementation du mode de concession de boîtes aux lettres à des particuliers ou à des sociétés. | J. O. 1914, p. 546 | |
| 30 mai 1914..... | D. | Convention radiotélégraphique de Londres. | J. O. 1914, p. 576 | |
| 2 juin 1914..... | A. R. | Institution d'une commission chargée d'élaborer un projet de code d'instruction criminelle. | J. O 1914, p, 575, | |
| 8 juin 1914..... | D. r. | Règlementation du personnel des eaux et forêts détaché en Tunisie. | J. O. 1914, p. 685 | |
| 15 juin 1914,..... | D. | Modification du règlement général du personnel des Travaux publics. | J. O. 1914, p. 685 | *V. D.* 1er *juill.* 1918. |
| 17 juin 1914..... | D. | Extension au territoire de Maktar de la circonscription de la 6e brigade régionale de police mobile. | J. O. 1914, p. 637 | |
| 10 juillet 1914..... | D. fr. | Création à l'école coloniale de Paris d'un enseignement spécial à la Tunisie. | J. O. fr. 1914, p. 6429 | |
| 25 juillet 1914..... | D. | Modification du *D.* 10 *juillet* 1906 instituant des commissaires du gouvernement près les tribunaux tunisiens. | J. O. 1914, p. 810 | |
| 7 août 1914..... | A. R. | Institution d'une commission chargée d'étudier les diverses questions interessant l'alimentation de la population civile. | J. O. 1914, p. 817 | |
| 10 août 1914..... | D. | Suspension des prescriptions, péremptions et délais en matière civile, commerciale et administrative. | J. O. 1914, p. 863 | *V. D.* 15 *déc.* 1914. |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **10 août 1914**..... | D. | Autorisation aux sujets tunisiens de s'engager dans les corps de troupes métropolitaines ou coloniales pour la durée de la guerre. | J. O. 1914, p. 831.. | |
| **10 août 1914**..... | A. P. M. | Fixation des indemnités à payer pour les réquisitions de véhicules et d'animaux. | J. O. 1914, p. 817. | *Mod.* par *A.* 17 *nov.* 1915. |
| **13 août 1914**..... | D. | Prorogation des permis de recherches de mines. | J. O. 1914, p. 829. | |
| **14 août 1914**..... | D. | Autorisation aux indigènes tunisiens de s'engager dans un corps indigène pour la durée de la guerre. | J. O. 1914, p. 825. | |
| **27 août 1914**..... | D. | Interdiction des poursuites contre les personnes présentes sous les drapeaux pendant la guerre. | J. O. 1914, p. 880. | |
| **28 août 1914**..... | A. T. P. | Interdiction de la pêche aux filets traînants depuis la cote jusqu'à 6 milles au large entre le méridien de Ras Engelah et le méridien de Cap Zebid. | J. O. 1914, p. 867. | *V. A.* 9 *juin* 1915 et D. 20 févr. 1920. |
| **22 septembre 1914**... | D. fr. | Extension au territoire du contrôle civil de Gafsa et à celui de l'annexe de Tozeur du ressort de la justice de paix de Gafsa. | J. O. 1914, p. 1001. | *V. D.* 3 *déc.* 1908 et *A.* 8 *oct.* 1914. |
| **23 septembre 1914** | D. | Création d'un maghsen non permanent dans les caïdats des Ouerghemma et des Nefzaoua. | J. O. 1914, p. 916. | Mod. par *D.* 13 *mai* 1916. |
| **25 septembre 1914** | D. | Suspension des délais en matière de brevets d'invention | J. O. 1914, p. 917. | V. D. 28 *août* 1915 et D. 10 mars 1920. |
| **8 octobre 1914** .. | A. fr. | Audience supplémentaire du juge de paix de Gafsa à Tozeur. | J. O. 1914, p. 1001. | *V. D.* 22 sept. 1914. |
| **19 octobre 1914** .. | D. | Application en Tunisie des dispositions adoptées en France au sujet des entreprises allemandes, autrichiennes et hongroises d'assurances contre les accidents du travail et sur la vie. | J. O. 1914, p. 948. | |
| **21 octobre 1914** .. | D. | Classification des routes de la Tunisie en routes de grande csmmunication, de moyenne communication et routes vicinales. | J. O. 1914, p. 960. | |
| **26 octobre 1914** .. | D. | Saisies-arrêts, sur les appointements et les salaires ne dépassant pas 2.000 fr., suspension en ce qui concerne les mobilisés. | J. O. 1914, p. 969. | |
| **6 novembre 1914** | D. | Cessation d'application à la commune d'Hammam-Lif des dispositions de l'art. 23 titre IV du D. 16 septembre 1902. | J. O. 1914, p. 982. | |
| **15 décembre 1914** | D. | Modification au *D* 10 *août* 1914 relatif à la suspension, des prescriptions, péremptions et délais en matière civile, commerciale et administrative | J. O 1914, p 1059. | |
| **15 décembre 1914** | D. | Personnalité civile du Lycée de jeunes filles Armand Fallières et du petit lycée Jules-Ferry. | J. O. 1914, p. 1041. | |
| **18 janvier 1915** .. | D | Exonération des droits de mutation sur les successions des victimes de la guerre. | J: O, 1915, p, 55 | |
| **1er février 1915** .. | D | Institition de deux brigades régionales mobiles de police l'une à Gabès pour les contrôles de Gabès et de Djerba, l'autre à Kairouan | J. O. 1915. p. 63. | |
| **22 février 1915** .. | D | Elévation de la teneur en huile de tourteaux de graines oléagineuses admis en franchise. | J. O. 1915, p. 95, | |
| **10 mars 1915** .... | D | Cessation d'application à la commune de La Marsa des dispositions de l'art 23 titre IV du D 16 septembre 1902 | J, O, 1915, p 119, | |
| **2 avril 1915** .... | A T P | Interdiction de la pêche dans le goulet et une partie du lac de Bizerte. | J. O, 1915, p. 150, | *V. D.* 28 *mars* 1916. |
| **10 avril 1915** .... | D | Modification du *D* 31 *août* 1908 portant règlement du personnel des Travaux publics en ce qui concerne les commissaires du contrôle de l'Etat sur les Chemins de fer | J, O, 1915, p, 163, | |
| **14 avril 1915** .... | D | Règlementation du personnel des douanes détaché en Tunisie | J, O, fr, 1915, p, 2430 | *V. D.* 12 *avril* 1914. |
| **27 avril 1915** .... | D | Mariage par procuration des militaires et marins en temps de guerre | J, O, 1915, p. 187, | |
| **1er mai 1915** .... | D | Extension au territoire des ca dats de la juridiction des commissariats de police de Bizerte et Mateur | J, O, 1915, p 221, | |
| **20 mai 1915** .... | D | Liquidation du moratorium des valeurs nègociables, | J O 1915, p 213 | *V D* 30 *juin* 1915 et 2 *juin* 1916 |
| **4 juin 1915** .... | D. | Autorisation aux Monopoles de vendre pour l'exportation à des prix spéciaux des tabacs de leur fabrication, | J O 1915, p 245 | |
| **5 juin 1915** .... | D. fr, | Suppression de la justice de paix provisoire de Maktar et rattachement à la justice de paix du Kef | J, O. 1915. p, 281 | *V. A.* 12 *juin* 1915. |
| **12 juin 1915** .... | A. F. | Tenue d'une audience supplémentaire mensuelle du juge de paix du Kef à Maktar | J O 1915, p 281 | *V. A.* 5 *juin* 1915. |
| **25 juin 1915** .... | A F | Fonctionnement du comites de conciliation pour la liquidation du moratorium commercial. | J, O 1915, p; 265 | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 30 juin 1915 .... | D. | Modification du *D.* 20 *mai* 1915 sur la liquidation du moratorium commercial. | J. O. 1915, p. 267 | *V. D. 2 juin* 1916. |
| 16 juillet 1915 .. | D. | Mention « Mort pour la France » sur l'acte de décès des militaires morts à la guerre. | J. O. 1915, p. 295 | |
| 6 août 1915 .... | D. | Protection des constructions arabes de Sidi-Bou-Saïd. | J. O. 1915 p. 361 | |
| 24 août 1915 .... | D. | Autorisation au Directeur général des Finances de suspendre l'importation et l'exportation des marchandises par la frontière Tuniso-Tripolitaine. | J. O. 1915, p. 371 | |
| 28 août 1915 .... | D, | Mesures temporaires en matière de brevets d'invention. | J. O. 1915, p, 369 | |
| 28 septembre 1915... | A F. | Extension aux récipients en fer destinés à l'exportation de l'acide sulfurique des dispositions du D. 10 juillet 1908. | J. O. 1915, p. 381 | |
| 15 novembre 1915 | D. | Exercice de l'action publique près de la Driba. | J. O. 1915, p. 447 | |
| 17 novembre 1915 | D. | Modification au D.du 5 novembre 1902 sur le remplacement administratif, pour le temps de guerre. | J. O. 1915, p. 447 | |
| 17 novembre 1915 | A. P. M. | Modification du *D.* 10 *août* 1914 sur les indemnités pour réquisitions de véhicules et d'animaux. | J. O. 1915, p. 447 | |
| 20 novembre 1915 | D. | Obligations militaires des senegalais. | J. O. 1915, p. 451 | |
| 30 novembre 1915 | D | Règlementation du commerce du soufre, du salpêtre, du chlorate de potasse et de tous les produits pouvant être employés pour la fabrication des explosifs. | J. O. 1915, P.495 | |
| 23 décembre 1915 | D | Situation militaire des indigènes engagés pour la durée de la guerre. | J. O. 1915, p. 527 | |
| 29 décembre 1916 .. | D. | Compte de ravitaillement : continuation en 1916. | J. O. 1915, p. 528 | |
| 29 janvier 1916 .. | D. fr. | Conditions d'obtention et taux des pensions auxquelles peuvent prétendre les baharias tunisiens. | J. O. 1916, p. 85 | |
| 29 janvier 1916 .. | D. fr. | Bénéfice de campagne accordé aux marins indigènes. | J. O. 1916, p. 86 | |
| 10 février 1916 .. | A. T. P. et F | Fixation de la taxe prévue par le décret du 29 déc. 1913 sur les mines (art. 87) et perçue par provivision en douane au moment de l'exportation des minerais de fer. | J. O. 1916, p 77 | |
| 28 février 1916 .. | A. T. P. | Interdiction temporaire de la pêche dans le lac Ischkeul. | J. O. 1916, p. 111 | |
| 20 mars 1916 .... | D | Déclaration des biens des sujets des puissances ennemies. | J. O. 1916, p. 123 | |
| 23 mars 1916 .... | D. | Réglementation des déclarations des biens des sujets des puissances ennemies. | J. O. 1916, p. 127 | |
| 28 mars 1916 .... | D. | Autorisation de pêcher dans certaines parties de l'avant port de Bizerte et des goulets du lac. | J. O. 1916, p. 139 | |
| 18 avril 1916 .... | D. | Prohibition d'importation des monnaies divisionnaires d'argent italiennes. | J. O. 1916, p. 169 | |
| 12 mai 1916 .... | D. | Conditions d'attribution gratuite du Nicham-Iftikhar, aux militaires nommés ou promus pour faits de guerre. | J. O. 1916, p. 215 | |
| 13 mai 1916 .... | D. | Application du code de justice militaire français aux groupes maghsens permanents et non permanents, en temps de paix quand ils sont appelés à marcher avec des colonnes françaises, en temps de guerre en toutes circonstances (Modification à l art. 17 du *D.* 23 *sept.* 1914). | J. O. 1916, p. 215 | |
| 2 juin 1916 .... | D. | Liquidation du moratorium des échéances. | J. O. 1916, p. 238 | *V. D.* 20 *mai et* 30 *juin* 1915. |
| 3 juin 1916 .... | D. | Moratorium des assurances sur la vie | J. O. 1916, p. 253 | |
| 7 juin 1916 .... | D. | Autorisation de pêcher dans certains secteurs en dehors des jetées de Bizerte. | J. O. 1916, p. 249 | |
| 1er août 1916 .. | D. | Transfert à Metlaoui du siège de la 10e brigade de police mobile. | J. O. 1916, p. 319 | |
| 23 août 1916 .... | D. | Interdiction de sortie des tabacs de toute espèce. | J. O. 1916, p. 383 | |
| 8 septembre 1916 | D. | Modification des droits de douane sur les alcools et sur les voitures automobiles. | J. O. 1916, p. 395 | |
| 17 septembre 1916 | D, et D. fr. | Attribution au Receveur général des Finances tunisiennes du titre de Trésorier général de Tunisie. | J. O. 1916 p. 565 et J. O. fr. 3 déc. 1916 | |
| 29 septembre 1916 | D. | Règlementation de l'emploi des corvées annuelles des cheurka pour l'entretien de l'oasis d'El-Hamma. (Tozeur). | J. O. 1916, p. 439 | |
| 28 novembre 1916 | A. P. M. | Attribution des pouvoirs judiciaires au khalifat de Metlaoui. | J. O. 1916, p. 526 | |
| 30 novembre 1916 | D. | Paiement des dépenses des établissements publics et des communes au moyen de virements en banque. | J. O. 1916 p. 543 | V. D. 20 oct. 1916. |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 13 décembre 1916 | A. P. M. | Commission de controle des minoteries et boulangeries. | J. O. 1916, p. 554 |
| 15 décembre 1916 | A. P. M. | Classification de la fièvre méditerranéenne parmi les maladies épidémiques dont la divulgation n'engage par le secret professionnel. | J. O. 1916, p. 564 |
| 2 janvier 1917 .. | D. | Continuation en 1917 du fonctionnement du compte de ravitaillement et relèvement à 60 millions de la limite des opérations de ce compte. | J. O. 1917, p. 85 |
| 18 janvier 1917 .. | D. | Constitution d'une association syndicale pour l'utilisation des eaux des sources de sidi-Maklouf. | J. O. 1917, p. 65 |
| 22 janvier 1917 .. | D. | Constitution du syndicat d'arrosage des jardins de Thala. | J. O. 1917, p. 67 |
| 22 février 1917 .. | D. | Abrogation de D. 27 juillet 1911 sur les incinérations des chaumes! | J. O. 1917, p. 114 |
| 7 mars 1917 .. | D. | Modification à *D* 21 *mars* 1914 relatif au statut de l'école de jeunes filles musulmanes Louise-René Millet, | J. O. 1917, p. 148 |
| 19 mars 1917 .. | D. | Fixation à 100 000 fr du cautionnement du Trésorier général de Tunisie. | J. O 1917, p. 157 |
| 24 mars 1917 .... | A. P. M. | Autorisation à la société française de bienfaisance de Tunis de se faire déléguer l'exercice des droits de la puissance paternelle, | J. O 1917, p. 159 |
| 16 avril 1917 .... | D. | Addition au D 24 mars 1917, réquisition des usines de transformation de combustibles. | J. O; 1917, p 204 |
| 2 mai 1917 .... | D. | Constitution du syndicat d'arrosage de l'oued-Bou-Aya. | J. O. 1917, p 229 |
| 2 juillet 1917 .. | D. fr. | Déclaration obligatoire des biens et intérêts privés en pays ennemis, | J. O, 1917, p, 420 |
| 10 août 1917 .... | D. | Pêche aux éponges au moyen de la gangava | J. O. 1917, p. 401 |
| 13 août 1917 .... | A. G. | Règlementation de la délivrance des permis de port d'armes et des bons de poudre. | J. O. 1917, p, 401 |
| 11 septembre 1917 | D. | Police des eaux et rades en temps de guerre, | J. O. 1917, p. 455 |
| 20 septembre 1917 | A. F. | Institution d'un poinçon spécial de recense et remplacement des poinçons de titre et de garantie des ouvrages d'or, | J. O. 1917, p. 475 |
| 22 septembre 1917 | A. F. | Augmentation du taux de la redevance à payer pour le foulage des chechias. | J. O. 1917, p. 469 |
| 14 novembre 1917 | A. P. M. | Autorisation au service anthropométrique de percevoir un droit de 1 franc à titre de remboursement de frais pour chaque personne photographiée en vue de l'établissement d'un extrait de sa fiche. | J. O. 1917, p. 571 |
| 16 novembre 1917 | A. F. | Poinçonnage des ouvrages d'or assujettis à la recense en vertu du D. 20 sept. 1917. | J. O. 1917, p. 568 |
| 24 novembre 1917 | A. R. | Institution d'un comité des métaux et marchandises diverses, | J. O. 1917, p. 575 |
| 11 décembre 1917 | D. | Modification à la composition du conseil supérieur des habous fixée par l'art 1er du D, 17 juillet 1908, | J. O. 1917, p. 655 |
| 31 décembre 1917 | D. | Modification aux art. 3 et 4 du *D*. 1er *août* 1910, reglementant sur le personnel du secrétariat général du gouvernement tunisien, | J. O. 1918, p. 21 |
| 9 janvier 1918 .. | A. F. | Réduction de 18 à 15 % du taux de la tare légale sur les fût servant à l'exportation des huiles, prévue par le D 11 juillet 1908, | J. O. 1918. p' 11 |
| 11 janvier 1918 .. | A. F. | Règlementation des ventes au marché aux bestiaux de Tunis. | J. O. 1918, p. 15 |
| 13 février 1918 .. | A. P. M. | Délégation au khalifat de Maknassy des pouvoirs judiciaires attribués aux caïds. | J. O. 1918, p. 98 |
| 15 février 1918 .. | D. | Comptabilité des lignes téléphoniques rurales. | J. O. 1918, p. 139 |
| 20 février 1918 .... | D. | Circulation dans le Djerid des orges et des produits de la mouture du blé. | J. O. 1918, p. 150 |
| 18 avril 1918 .... | A. F. | Modification des articles 4 et 6 de A. F. 25 octobre 1917 sur l'institution d'un répertoire des opérations de change, | J. O. 1918, p 229 |
| 30 avril 1918 .... | D. | Extension à toutes les espèces de pains et pâtisseries autres que ceux fabriqués avec la farine legale des dispositions de l'art, 2 du D, du 16 avril 1918. | J. O. 1918, p. 261 |
| 1er mâi 1918 .... | D. | Assujetissement des pièces détachées de chassis d'automobile pesant moins de 2 500 Kgs au même droit d'entrée — 70 % de la valeur — que les véhicules de même nature et de même poids importés à l'état monté, | J. O. 1918, p. 313 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 4 mai 1918 .... | A F | Extension du régime de l'admission temporaire aux fûts et barils démontés. | J. O. 1918, p. 274 |
| 12 juin 1918 .... | A F | Idem pour les fûts et barils importés en vue de l'exportation du goudron végétal. | J. O. 1918, p. 378 |
| 20 juin 1918 .... | D | Congé de longue durée aux fonctionnaires réformés pour blessures ou maladies contractées devant l'ennemi. | J. O. 1918, p. 437 |
| 26 septembre 1918 | D | Modification au moratorium judiciaire intéressant les mobilisés | J. O. 1918, p, 587 |
| 5 octobre 1918 .. | D. | Création de monnaie de billon en bronze de nickel | J. O. 1918, p, 603 |
| 25 octobre 1918 .. | D. | Extension à 12 ans de la durée d'exemption de la taxe des habitations à bon marché. | J. O. 1918, p. 696 |
| 10 novembre 1918 | D. | Modification au D. 16 mars 1910 relatif aux examens de langue arabe. | J. O. 1918, p. 697 |
| 22 novembre 1918 | D. | Institution de cartes de consommation d'huile. | J. O. 1918, p. 688 |
| 11 décembre 1918 | D. | Surveillance des opérations d'assurances par des compagnies étrangères en Tunisie. | J. O. 1918, p. 725. |
| 19 décembre 1918 | D. | Relèvement du droit de statistique et de contrôle sur les vins, bières moûts et vendanges fraîches. | J. O. 1918, p. 740 — V. D. 20 sept. 1917 et 13 sept. 1918. |
| 21 décembre 1918 | D. | Indemnités à allouer aux victimes des rebelles dans les territoires militaires du sud. | J. O. 1918, p. 759 |
| 27 décembre 1918 | D. | Suppression de la franchise télégraphique. | J. O. 1918, p. 775 |
| 11 janvier 1919 .. | A. F. | Conditions dans lesquelles les agents des postes apposeront des timbres mobiles sur les effets négociables avant leur encaissement. | J. O. 1919, p. 101 — V. A. F. 9 déc. 1919 art. 9. |
| 13 janvier 1919 .. | D. | Attribution d'allocations aux personnes exerçant une profession assujettie à la patente qui ont souffert du fait de la mobilisation. | J O. 1919, p. 29 |
| 17 janvier 1919 .. | A. R. | Institution d'une commission du phylloxéra à la Direction générale de l'Agriculture. | J. O. 1919, p. 97 — *V. A. R. 7 mars* 1919. |
| 27 janvier 919 .. | D. | Dispositions relatives au moratorium des assurances sur la vie. | J. O. 1919, p. 149 |
| 28 janvier 1919 .. | D. | Mesures destinées à garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail. | J. O. 1919, p. 88 |
| 12 février 1919 .. | A. G. | Affectation de droit dans les corps de marins indigènes dits Baharias organisés par D. 29 juillet 1906 des ouvriers indigènes de l'arsenal de Sidi-Abdellah soumis aux obligations de la loi sur le recrutement. | J. O. 1919, p. 211 |
| 12 février 1919 .. | D | Interdiction d'entrée en Tunisie des billets de la caisse de Vénétie émis par le gouvernement autrichien et des billets de banque et de tous autres instruments monétaires russes. | J. O. 1919, p. 217 |
| 7 mars 1919 ..... | D. R. | Modification à la composition de la commission de phylloxéra instituée par *A. R. 17 janv.* 1919. | J. O. 1919, p. 253 |
| 10 mars 1919 ..... | A P M | Classement de la grippe dans la liste des maladies épidémiques dont la divulgation n'engage pas le secret professionnel | J. O. 1919. p. 253 |
| 17 mars 1919 ..... | D | Modification du tarif des douanes tunisiennes à l'importation et institution de droits de consommation sur certaines marchandises | J. O. 1919, p. 341 |
| 25 mars 1919 ..... | A. T. P | Modification temporaire de *A 24 avril* 1906 et 29 *juin* 1911 concernant la fixation des frais accessoires sur les chemins de fer | J. O. 1919. p. 317 — Relèvement de 70 °/. *A. 4 mars* 1920. |
| 9 avril 1919 ..... | D | Dispositions relatives à la conscription militaire indigène contingent 1919 | J. O. 1919, p. 348 |
| 26 avril 1919 ..... | D | Réduction à 0 fr 02 par tonneau de jauge nette et par jour du tarif de la taxe n° 1 pour les navires relachant dans les ports 48 heures seulement et sans faire d'opérations commerciales | J. O. 1919, p. 429 |
| 28 avril 1919 ..... | D | Prorogation des mesures moratoires en matières d'assurances sur la vie | J. O. 1919, p. 470 — V. D. 1er août 1919 |
| 6 mai 1919 ..... | D | Reconnaissance et délimitation des terres domaniales dites salines de la région de Sfax | J. O. 1919, p. 449 |
| 10 mai 1919 ..... | A R | Institution du Comité spécial des établissements dangereux, insalubres ou incommodes prévus par l'art 3 du D 27 mars 1919 | J. O. 1919, p. 487 |
| 19 mai 1919 ..... | D | Majoration de 20 pour cent du tarif des ports | J. O. 1919, p. 487 |
| 20 mai 1919..... | D | Interdiction d'exportation des chameaux des territoires militaires du sud | J. O. 1919, p. 501 |
| 22 mai 1919 ..... | A R | Comité permanent de patronage pour la préparation, l'organisation et l'installation des manifestations économiques de la Tunisie à l'étranger sous la présidence du Directeur général de l'Agriculture | J. O. 1919, p. 495 |
| 22 mai 1919 ..... | D | Liquidation du compte de ravitaillement | J. O. 1919, p. 515 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 27 mai 1919 ..... | A. G. | Restitution aux autorités civiles de la règlementation des réjouissances sur la voie publique et des autorisations de réunions publiques | J. O. 1919, p. 612 | V. D. 2 août, 1914. |
| 4 juin 1919 ..... | D. | Autorisation aux receveurs de délivrer des certificats d'impositions à la contribution extraordinaire de guerre en vue de l'applicaton des décrets sur les loyers | J. O. 1919, p. 567 | |
| 4 juin 1919 ..... | D. | Modification au tableau des emplois réservés aux mutilés indigènes | J. O. 1919, p. 567 | V. D. 23 nov 1918. |
| 5 juin 1919 ..... | D. | Suppression du secrétariat général pour la justice, créé par *D. 28 avril* 1910 | J. O. 1919, p. 516 | |
| 5 juin 1919 ..... | D. | Titre de Direction générale de l'Instruction publique à la Direction générale de l'Enseignement et rattachement de la Direction des antiquités | J. O. 1919, p. 516 | *V. D.* 8 *mars* 1885 *et* 2 *août* 1896. |
| 6 juin 1919 ..... | A R. | Office du placement français | J O. 1919, p 523 | |
| 16 juin 1919 ..... | A. P. | Création de carnets de crédit circulaire postal | J. O. 1919, p. 548 | |
| 1 juin 1919 ..... | D. | Modification au *D. du* 9 *avril* 1914 organisant la gendarmerie indigène | J. O. 1919, p. 579 | |
| 27 juin 1919 ..... | D. | Abrogation du *D.* 13 *mars* 1898 sur la vente du tabac à prix réduit dans certains caidats | J. O. 1919. p. 570 | |
| 9 juillet 1919..... | D. | Épreuves du brevet élémentaire d'arabe | J, O. 1919, p. 612 | *V. D.* 16 *mars* 1910 |
| 18 août 1919..... | D. | Institution dans chaque contrôle civil d'une commission chargée de proposer le mode de répartition des pensions entre les ayants-droit de tout militaire indigène musulman non naturalisé mort pour la France | J. O. 1919. p. 744 | |
| 2 septembre 1919... | D. | Prorogation au 10 octobre du délai accordé par l'article 58 du D. 10 mars 1919 sur les loyers | J. O. 1919 p. 744 | |
| 16 septembre 1919... | D. | Révision du recensement des immeubles et propriétés assujettis a la taxe locative | J. O. 1919, p. 759 | |
| 16 septembre 1919... | D. | Reprise des relations commerciales avec l'Allemagne | J. O. 1919, p. 811 | |
| 10 octobre 1919..... | D. | Affranchissement des correspondances échangées entre la Tunisie et l'Italie au même tarif que les correspondances échangées avec les autres pays de l'Union postale | J. O. 1919. p. 863 | |
| 30 octobre 1919..... | D. | Maintien en vigueur après la cessation des hostilités du D 21 février 1916 réprimant le trafic des monnaies | J. O. 1919, p. 919 | |
| 6 novembre 1919.... | D. | Rattachement au secrétariat général du Gouvernement tunisien du Laboratore des essais industriels et commerciaux indigènes | J. O. 1919, p. 973 | |
| 26 novembre 1919.... | D. | Levée de la probibition d'entrée du papier-journal | J. O. 1919, p. 1025 | |
| 29 novembre 1919.... | D. | Modification aux art. 4 et 5 du *D* 10 *juill* 1906 instituant des commissaires du Gouvernement près les tribunaux tunisiens | J. O. 1919, p. 1019 | |
| 29 novembre 1919.... | D. | Fiches anthropométriques délivrées aux particuliers | J. O. 1919. p, 1092 | |
| 6 décembre 1919.... | D. | Relèvement des droits de douane sur le tabac (art. 109 du tarif) et élévation à 5 francs de la taxe intérieure sur les briquets mécaniques, | J. O. 1919, p. 1026 | |
| 8 décembre 1919.... | D. | Cartes de priorité aux mutilés de guerre | J. O. 1919. p. 1092 | |
| 9 décembre 1919.... | A. A. | Prohibition de la chasse au flamant rose | J. O. 1919. p. 1067 | |
| 13 décembre 1919.... | D. | Remises aux débitants de produits monopolisés | J. O. 1919, p. 1096 | |
| 20 décembre 1919.... | D. | Relèvement du droit de patente et contrôle des déclarations. | J. O 1919, p. 1139 | V D 31 déc 1917. |
| 20 décembre 1919.... | D. | Relèvement du tarif de vérification des poids et mesures. | J. O. 1919, p. 1140 | |
| 20 décembre 1919.... | D. | Majoration du droit d'exportation sur les huiles d'olive à 9 fr. 50 pour quintal métrique, et sur les huiles de grignon à 2 fr. 50. | J. O. 1919, p. 1161 | V. D. 31 déc. 1909. |
| 20 décembre 1919.... | D. | Majoration du droit d'exportation sur les peaux brutes. | J. O. 1919, p. 1161. | |
| 20 décembre 1919.... | D. | Transformation du droit intérieur sur l'alfa en un droit de douane à l'exportation de un franc par 100 kilos d'alfa brut et de 2 fr. 25 par 100 kilos de pâte, | J. O. 1919, p. 1162 | V, D, 8 déc, 1906. tableau B. N° 2, |
| 20 décembre 1919.... | D. | Elévation à 208 francs par 100 kilos du droit de douane sur le thé et institution ou relèvement des droits de consommation, sur les pétroles et essences, sucres, cafés et chicorées. | J. O. 1919, p. 1162 | V. D. 20 déc. 1919 N° 18 et tableau annexé, |
| 20 décembre 1919.... | D. et A. P. | Modification du tarif des droits de timbre proportionnel | J. O. 1919, p. 1163 et J. O. 1920, p. 40 | V. D. 9 déc. 1918 |
| 20 décembre 1919.... | D. et A. P. | Relèvement du droit de timbre sur les permis de port d'armes apparentes dites de chasse. | J. O. 1919. p. 1163 et J. O. 1920, p. 40 | V. D. 18 mars 1913, art. 22. |
| 20 décembre 1919.... | A. F. | Exécution du D. 20 décembre 1919 (n° 4) augmentant le tarif des droits de timbre de dimension. | J. O. 1920, p. 41 | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 22 décembre 1919.... | D. | Règlement de l'association syndicale des propriétaires de l'oasis de Dabès | J. O. 1920. p. 431 | |
| 22 décembre 1919.... | D. | Abrogation de l'alinéa 6 de l'art 1 du D 1er janv. 1914 concernant la limitation du taux de la taxe municipale sur les chiens | J. O. 1919 p. 1213 | |
| 24 décembre 1919.... | D. | Suppression de la taxe additionnelle sur les mandats poste supérieurs à 200 francs | J. O. 1919 p. 1167 | *D. V. 26 nov. 1898 et 13 janv. 1906* |
| 24 décembre 1919 ... | A P. | Affranchissement en timbre-poste des taxes des télégrammes déposés à Tunis dans une boîte spéciale le dimanche de 11 à 22 heures | J. O. 1919, p. 1173 | |
| 24 décembre 1919.... | D. | Surtaxe au tarif des ports de Tunis, Sousse et Sfax, | J. O. 1919, p. 1197 | |
| 27 décembre 1919.... | D. | Idem pour le port de Bizerte | J. O. 1919, p. 1197 | |
| 27 décembre 1919.... | D. | Relèvement de l'indemnité de déplacement des magistrats du tribunal mixte | J. O. 1919, p. 1217 | V. D. 30 avril 1993 art. 2. |
| 30 décembre 1919.... | D. | Modification à l'art 2 du D 23 décembre 1918 relatif au décompte des services militaires des fonctionnaires pour le calcul de leur ancienneté | J. O. 1919, p. 1198 | |
| 31 décembre 1919.... | D. | Ouverture, hors de la présence du destinataire des lettres, boîtes, paquets, colis, ou plis fermés, présumés contenir des produits passibles de droits ou prohibés | J. O. 1919, p. 1217 | |
| 31 décembre 1919.... | A. R. | Institution d'un Comité consultatif du travail. | J. O. 1920, p. 39 | |
| 5 janvier 1920..... | D. | Modification au tableau des droits de douane annexé au D 30 mai 1914, en ce qui concerne les voitures automobiles | J. O. 1920, p. 39 | |
| 14 janvier 1920..... | D. | Mise en vigueur du traité de paix signé entre la la France et l'Allemagne à partir du 10 janvier 1920 | J. O. 1920, p. 76 | |
| 17 janvier 1920..... | D. | Suppression de la limite d'âge pour l'admission des veuves de guerre dans les administrations publiques pendant une durée de 5 ans. | J. O. 1920, p. 277 | |
| 3 février 1920..... | A. P. | Dépôt de télégrammes dans les boîtes aux lettres avec affranchissement de la taxe en timbres poste. | J. O. 1920, p. 246 | |
| 6 février 1920..... | D. | Validité des bons de paiement sur le compte de ravitaillement ou les comptes courants à la Trésorerie, jusqu'au 30 avril de l'année grégorienne. | J. O. 1920 p. 382 | |
| 15 février 1920..... | A. R. | Délivrance par les contrôleurs civils des cartes d'identité des voyageurs et représentants de commerce | J. O. 1920, p. 375 | D. V. 6 février 1920 |
| 19 février 1920..... | D. | Fixation des frais d'hospitalisation des victimes d'accidents du travail : à Tunis, à 6 fr pour les européens, 5 fr. pour les indigènes ; ailleurs à 4 francs et 3 fr 50 | J. O. 1920, p. 418 | |
| 19 février 1920..... | D. | Ordonnancement distinct et séparé des dépenses des Travaux publics, du service des chemins de fer, et du service des Ponts et chaussées | J. O. 1920, p. 418 | |
| 20 février 1920..... | D. | Création d'une direction de l'hygiène et de la santé publique | J. O. 1920, p. 376 | |
| 25 février 1920..... | D | Désignation du contingent indigène de 1920 | J. O. 1920, p. 419 | |
| 27 février 1920..... | D | Institution de gardes du commerce à Bizerte. | J O. 1920, p. 513 | |
| 28 février 1920..... | D | Modifiant le D du 23 novembre 1915 pour l'exploitation, la conservation et la police du Domaine forestier. | J. O. 1920, p. 420 | |
| 28 février 1920..... | D | Possibilité de modifier, tant que les circonstances ne seront pas redevenues normales, les prix de vente des produits monopolisés par arrêtés du Directeur des Monopoles approuvés par le Directeur général des Finances et visés par le Résident général. | J. O. 1920, p. 459 | |
| 28 février 1920..... | D | Etablissement à personnalité civile dit « Laboratoire et ateliers des services économiques indigène » | J. O. 1920, p. 470 | |
| 2 mars 1920..... | D | Admission des titres 5 o/o 1920 en paiement de la Contribution sur les bénéfices de guerre. | J. O. 1920, p. 459 | V. D. 1er avril 1920 |
| 3 mars 1920..... | D | Mesures de préservation et de conservation des souks de la ville arabe de Tunis. | J. O. 1920, p 491 | |
| 4 mars 1920..... | D | Relèvement de 70 o/o des frais accessoires sur les chemins de fer Sfax-Gafsa. | J. O. 1920, p. 471 | |
| 8 mars 1920..... | D | Levée à compter du 1er juin 1920 de la prohibition d'importation des viandes frigorifiées. | J. O. 1920, p. 514 | |
| 10 mars 1920..... | A R | Etendue des circonscriptions de Bizerte et de Mateur pour les élections à la Chambre d'agriculture du nord. | J. O. 1920, p. 491 | |
| 11 mars 1920 ..... | D | Composition du Comité consultatif des monuments historiques. | J. O. 1920, p. 483 | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **13 mars 1920**..... | D | Elévation à 4 o/o du taux du tarif servant à calculer les rentes viagères à inscrire au compte des membres de la société de prévoyance des fonctionnaires. | J. O. 1920, p. 559 | |
| **15 mars 1920** ..... | D | Abrogation *D. 1er janvier* 1912 et modification à l'art 7 du *D.* 1er janvier 1910 (soins gratuits aux fonctionnaires jusqu'à à 6000 et 4 500 francs de traitement. | J. O. 1920, p. 549 | |
| **20 mars 1920**..... | D. | Règlementation de l'Association syndicale d'arrosage des jardins de Thala. | J. O. 1920, p. 517 | |
| **20 mars 1920** ..... | D | Fonds des « frais généraux de la main-d'œuvre tusienne ». | J. O. 1920, p. 562 | |
| **22 mars 1920**..... | D | Comptes courants postaux. — Modification à D 27 mai 1918. | J. O. 1920, p. 551 | V. D. 27 mai 1918 |
| **26 mars 1920**..... | D. | Maintien en vigueur jusqu'au 1er janvier 1921 du D 24 avril 1918 règlementant l'exportation des capitaux et importation des titres et valeurs mobilières | J. O. 1920, p. 612 | V. D. 24 avril 1918. |
| **30 mars 1920**..... | D | Institution de gardes du commerce à Sousse et à Sfax. | J. O. 1920, p. 565 | |
| **9 avril 1920**..... | A R | Taxe des communications téléphoniques échangées entre la Tunisie et l'Algérie. | J. O. 1920, p. 675 | |
| **15 avril 1920**..... | A P M. | Classement de l'encéphalite lethargique parmi les maladies dont la divulgation n'entraine pas le secret professionnel. | J. O. 1920, p. 645 | |
| **15 avril 1920**..... | A T P | Modèle des plaques d'identité à placer sur les automobiles et mode d'attribution des numéros d'ordre. | J. O. 1920, p. 715 | |
| **16 avril 1920**..... | A T P. | Règlementation de la durée du travail et des repos des mécaniciens et chauffeurs des trains. | J. O. 1920, p. 688 | |
| **16 avril 1920**..... | A T P | Règlementation de la durée du travail et des repos des agents de trains. | J. O. 1920, p. 689 | |
| **16 avril 1920**..... | A T P | Règlementation de la durée du travail et de. repos des agents des gares stations et haltes. | J. O. 1920, p. 690 | |
| **16 avril 1920**..... | A T P | Classification des gares, stations, haltes et arrêts pour l'application du règlement précédent. | J O. 1920 p. 692 | |
| **6 avril 1920**..... | A P M. | Modifcation à l'art 2 de *l'arrêté du 12 octobre* 1903 créant un corps d'auxilaires médicaux. | J. O. 1920, p. 731 | |
| **21 avril 1920**..... | A P | Remplacement de la contribution forfaitaire d'établissement des lignes téléphoniques par une taadditionnelle à l'abonnement. | J. O. 1920, p. 693 | |
| **27 avril 1920**..... | D | Livraison à domicile des paquets postaux pesant plus de 300 grammes moyennant une taxe de factage de 30 centimes. | J. O. 1920. p 784 | |
| **28 avril 1920**..... | D | Entrée en vigueur du D 15 avril 1914 sur le pesage et le mesurage publics. | J. O. 1920. p. 784 | |
| **15 mai 1920**..... | D | Commission chargée d'établir le taux moyen des valeurs des marchandises importées et exportées reprises daus les statistiques. | J. O. 1920, p. 893 | |

# TABLE GÉNÉRALE ALPHABÉTIQUE[1]

## A


**Abandon d'enfant.** — C. P. 212 et suiv.

**Abatage d'animaux.**

INTERDICTOIN. — Vaches et brebis pleines, D. 9 oct. 1912 ; — chamelles, D. 29 janvier 1913.

RÈGLEMENTATION.—Taxe, D.15 janv.1914.

RAGE. — Animaux atteints, D. 3 juin 1916.

**Abonnement.**

DROIT DE TIMBRE sur les contrats d'assurances, A. 20 juin 1912 ; — Taux de la taxe, D. 20 déc. 1919 (nº 4).

SUBVENTIONS INDUSTRIELLES pour l'entretien des routes, D. 15 sept. 1914, art. 15.

TAXES MINIÈRES. — D. 29 déc. 1913, art. 85.

**Absinthe.** — Interdiction, D. 25 août 1914 ; (*V. alcool*).

**Abus d'autorité.** — Fonctionnaires, C. P. 101 et suiv.

**Abus de confiance.** — C. P. 297 et suiv.

**Abus de sceau.** — C. P. 182.

**Accidents.** — Tramways, D. 24 juin 1912, art. 12 et 58.

**Accidents du travail.** — Tarif des frais d'hospitalisation, *D. 19 févr.* 1920.
Jurisp. D. 17 juillet 1908.

**Accusation mensongère.** — C. P. 248.

**Achour.** — EXTENSION à l'avoine, D. 20 sept. 1917 ; aux cultures secondaires, D. et A. 19 déc. 1918.

RELÈVEMENT de taux, D. 20 déc. 1919 (nº 10).

**Acquits à caution.**

ALCOOL. — A. 20 déc. 1919 (nº 15).

HUILES. — D. 21 nov. 1919, art. 4.

OPIUM. — D. 24 avril 1914.

**Actes administratifs.** — Gestion et aliénation du Domaine privé, A. 20 août 1919.

**Actes de l'état civil.**

DÉCLARATION OBLIGATOIRE des naissances et des décès, D. 26 déc. 1919.

MARIAGES PAR PROCURATION. — *D. 27 avril* 1915*.

MENTION DE DÉCÈS POUR LA FRANCE, *D. 16 juill.* 1915*.

RÉGLEMENT. — Modification, D. 11 févr. 1920.

**Actif (détournement d').** — C. P. 288.

**Action publique.**— Driba, *D. 15 nov.* 1915*;— Commissaires du Gouvernement, *D. 29 nov.* 1919 ; Communication des dossiers d'instruction, A. 15 févr. 1920 ; — Délais de prescription, D. 13 déc. 1916 ; — Libération conditionnelle, D. fr. 14 janv. 1920 et D. 29 janv. 1920.

**Actions et obligations.** — Perception du droit de transmission, A. 25 juill. 1912 ; — Impôt sur les revenus des valeurs mobilières, D. 23 déc. 1918 et 20 déc. 1919 (nº 7), A. 30 mai 1919 et 28 févr. 1920.

**Adjudications.**

COMMUNES. — D. 14 janv. 1914 art. 24, 35 et suiv.

DOMAINE. — D. 18 juin, 1918 art. 45, 50 et suiv. et A. 20 août 1919.

FORÊTS. — D. 23 nov. 1915, titre 1er.

LOTS DE COLONISATION. — D. 24 janv. 1914, art. 26 et A. 14 avril 1914, art. 24 et suiv.

MINES. — D. 29 déc. 1913, art. 63 et suiv.

TRAVAUX PUBLICS. — D. 25 juill. 1913 ; — Conditions générales, A. 1er juill. 1913.

**Admission en franchise.** — (*V. Importations en France*).

**Admission temporaire.** — Récipients en fer pour acide sulfurique, *A. 24 sept.* 1915 ; — Fûts et barils, *A. 4 mai* et 12 *juin* 1918.

**Adultère.** — C. P. 236. — Homicide contre le coupable, C. P. 207 et suiv.

**Affaires indigènes.** — Territoires militaires : introduction et détention des armes, D. 20 juill. 1916 ; — Contrebande, D. 20 sept. 1918 ; — Terres collectives, D. 23 nov. 1918 ; — Victimes des rebelles, *D. 21 déc.* 1918*.

**Affichage.** — Actes de l'autorité publique, D. 14 janv. 1914, art. 26 et 28.

**Affichage des prix.** — Produits taxés, D. 12 sept. 1917, art. 9 ; — Denrées et marchandises, D. 28 août 1919 ; — Loyers' D. 12 nov. 1919, art. 5.


(1) Les textes indiqués en italiques sont seulement cités à la table chronologique. Ceux en italiques avec un astérisque (*) figurent à la table chronologique du présent recueil, mais ont été publiés in-extenso dans les suppléments annuels.

**Affiches.** — Faits de guerre entre musulmans et non musulmans, D. 24 oct. 1912.
**Agents des administrations.** — (*V. Fonctionnaires*).
**Agriculture.**
ANIMAUX. — (*V. ce mot*).
ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES, — D. 13 juill. 1912.
AVANCES POUR TRAVAUX aux ouvriers agricoles, D. 17 mars 1920.
BAUX A FERME. — Prorogation, D. 1er oct. 1917 et D. 16 juin 1919.
CHAMBRE D'AGRICULTURE. — (*V. ce mot*).
CHAMBRE DES INTÉRÊTS AGRICOLES INDIGÈNES. — D. 21 janv. 1920.
DOMAINE ET COLONISATION. — Lots de colonisation, D. 24 janv. et A. 14 avr. 1914 ; — Terres sialines, D. 13 août 1913 et 20 déc. 1919 (n° 6) ; — Régularisation des ventes anciennes de colonisation, D. 19 mai 1918 ; — Gestion et aliénation du Domaine, D. 18 juin 1918, et A. 20 août 1919.
DIRECTION DE L'AGRICULTURE. — Réglementation, D. 17 mai 1913 ; — Etablissements publics rattachés, D. 15 juin 1915.
ECOLE COLONIALE. — Diplôme d'ingénieur, A. 27 janv. 1920.
EXPÉRIMENTATION AGRICOLE. — Commission, *A.* 1er *avril* 1914.
FORÊTS. — Réglementation, D. 23 nov. 1915 ; — Mesures pour éviter les incendies, *D.* 22 *fevr.* 1917*, A. 22 fevr. 1917, et A. 1er juill. 1919.
GHABA. — Remise des olivettes habous à la Djemaïa, D. 17 juill. 1914 ; — Associations de propriétaires d'olivettes, D. 23 oct. 1916 et A. 24 oct. 1916 ; — Constitution en établissement public, D. 25 mars 1918 ; — Réglementation, A. 1er juin 1918.
INSPECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE. — *D.* 12 *fevr.* 1913.
OFFICE DU PROTECTORAT à PARIS.— A. 30 avr. 1920.
PHYLLOXÉRA. — Commission, *A.* 17 *janv. et* 7 *mars* 1919.
SAUTERELLES. — Destruction, D. 14 févr. 1916.
SECOURS AUX AGRICULTEURS SINISTRÉS. — (mod. à D. 15 sept. 1908), D. 21 août 1912.
**Alcool.** — Interdiction à Tozeur, D. 28 juin 1913, D. 7 mai 1917 ; à Kerkennah D. 4 sept. 1917;— Interdiction de l'absinthe et de l'anisette, D. 25 août 1914;— Interdiction de la vente des boissons alcooliques aux indigènes, D. 12 sept. 1914 ; — Droit de consommation, D. 20 déc. 1919 (n° 18) ;—Suppression du privilège des bouilleurs de cru, D. et A. 30 juin 1916 ; — Droit de douane, *D.* 8 *sept.* 1916* ; — Surtaxe à la patente, D. 23 déc. 1918 ; — Modification au régime fiscal, D. 20 déc. 1919 (n° 13), A. 20 déc, 1919 (n° 14) ; — Circulation, A. 20 déc. 1919 (n° 15).
**Alfa.** — Droit d'exportation, *D.* 20 *dec.* 1919.
**Aliénations.** — Biens de l'Etat et des établissements publics, D. 27 mai 1912, D. 24 janv. et A. 14 avril 1914, D. 18 juin 1918 et A. 20 août 1919 ; — Produits forestiers, D. 23 nov. 1915, titre 1er.
**Aliénés.** — Internement, pouvoirs du secrétaire général, A. 7 mai 1920.
**Allemagne.** — Reprise des relations commerciales, *D.* 16 *sept.* 1919 ; — Importation des produits chimiques, pharmaceutiques et tinctoriaux provenant d'Allemagne, *D.* 30 *avr.* 1920 ; — Droits de douane, D. 19 mai 1920.
**Allocations.** — Patentés éprouvés par la guerre, *D.* 13 *janv.* 1919*. (*V. Fonctionnaires*).
**Amende.** — C. P. 5;— Minimum, C. P. 16 ; — Recouvrement, C. P. 17, 20, 21; — Cumul des amendes, C. P. 57.
**Amine des bijoutiers.** — D. 10 mai 1913.
**Amnistie.**— D. 6 nov. 1919
**Analyses.** — Répression des fraudes, D. 10 oct. 1919, art. 17 et suiv, et A. 29 oct. 1919.
**Angleterre.** — Convention franco-britannique remplaçant celle du 18 oct. 1897, D. 19 déc. 1919.
**Anguilles.** — Introduction à Tunis, *D.* 6 *juin* 1912*.
**Animaux.**
ABATAGE ET EXPORTATION. — Vaches, brebis et chamelles pleines, D. 9 oct. 1912, 29 janv. 1913, 14 *fevr.* 1914*.
CHASSE.— Réglementation, D. 29 mai 1918
DIVAGATION. — Voies publiques, D. 15 sept. 1914, art. 37 ; — En forêt, D. 23 nov. 1915, art. 28.
ETALONS AUTORISÉS.— *D.* 25 *mars* 1914.
IMPORTATION ET EXPORTATION.— Viande, D. 13 janv. 1914;— Reproducteurs bovins, importation par Tunis, D. 1er févr. 1913;— Viande frigorifiée, levée de l'interdiction d'entrée, *D.* 8 *mars* 1920.
IMPORTATION EN FRANCE.— De la viande frigorifiée, L. 1er avril 1914.
PROTECTION.— Application de la loi Grammont, D. 12 mai 1920.
RAGE.— D. 3 juin 1916.

TAXE SUR LE BÉTAIL. — D. 21 déc. 1918, A. 16 janv. 1920.
TRAMWAYS. — Transport, D. 24 juin 1912, art. 50.
**Animaux nuisibles.** — Destruction, A. 8 août 1917.
**Anisette.** — Interdiction, D. 25 août 1914.
**Antiquités.** — Protection, D. 8 janv. 1920; — Comité des monuments historiques, *D*, 11 *mars* 1920 ; — Antiquités en territoires domaniaux, A. 20 août 1919, art. 7 et 32.
**Appareils à vapeur.** — Règlementation, D. 22 déc. 1919 et D. 30 oct. 1923.
**Appareils de mesurage et de pesage.** — (Mod. à D. 29 juill. 1909), D. 10 mars 1920.
**Appel.** — Tribunaux tunisiens : effet suspensif, D. 6 oct. 1915.
**Aqueducs** — D 25 mai 1920, art. 30 et suiv.
**Arabas.** — Circulation, D. 15 sept. 1914, art. 9 et suiv.
**Arabe.** — Examen de langue arabe, *D.* 10 *nov.* 1918 ; — Brevet élémentaire, *D.* 9 *juill.* 1919.
**Argent.** — Matières d'argent importées par la poste, A. 5 avril 1917 ; — Ouverture des paquets à la poste, *D.* 31 *déc.* 1919 ; — Relèvement des frais d'essai, recense, D. 20 sept. 1917, *A.* 20 *sept. et* 16 *nov.* 1917 ; — Non restitution des droits de garantie sur les ouvrages exportés, D. 20 avr. 1920 ; — Monnaie, repression de la fonte, D. 30 oct. 1919.
**Armand Fallières (Lycée).** — Personnalité civile, *D.* 15 *déc.* 1914*.
**Armée.**
ARMÉE MÉTROPOLITAINE. — Engagement des tunisiens dans la marine, D. fr. 1er déc. 1913 ; — Droit à pension proportionnelle des indigènes, *D.* 11 *juill.* 1913 ; — Jurisp. L. 12 janv. 1892 art. 58.
EMPLOIS CIVILS aux réformés nº 1. — Indigènes, D. 23 nov. 1918, *D.* 4 *juin* 1919; — Français, D. 25 nov. 1919.
ENGAGEMENTS. — Pour la durée de la guerre, *D.* 10 *août* 1914* ; — Dans un corps indigène, *D.* 14 *août* 1914*; — Situation des engagés, *D.* 23 *déc.* 1915*.
JUSTICE MILITAIRE. — C. P. 3 ; — Organisation, D. 10 juill. 1914 ; — Groupes Maghsens, *D.* 13 *mai* 1916.
MARIAGE PAR PROCURATION. — *D.* 27 *avril* 1915*.
MARINE. — (*V. ce mot*).
NICHAN-IFTIKHAR. — Attribution pour faits de guerre, *D.* 12 *mai* 1916*.
PENSIONS. — Pension proportionnelle, *L.* 11 *juill.* 1913 ; — Pensions de guerre : commissions de répartition aux familles des indigènes, *D.* 18 *août* 1919.
RECENSEMENT DES VOITURES AUTOMOBILES. — D. 25 févr. 1916.
RECRUTEMENT. — Dispense des frères de soldats décédés au cours d'une campagne, D. 2 déc. 1914 ; — Conscription indigène en 1919, *D* 9 *avril* 1919* ; — Contingent indigène 1920, *D.* 25 *fév.* 1920.
REMPLACEMENT ADMINISTRATIF. — Rengagements, (mod. aux art. 7 et 10 du D. 5 nov. 1902), D. 10 juill. 1912 ; — Mod. à l'art. 11, D. 10 janv. 1915 ; — Mod. à l'art. 9 pour le temps de guerre, *D.* 17 *nov.* 1915*.
RÉQUISITIONS MILITAIRES. — Armée de mer, D. 22 juill. 1914 ; — Armée de terre (mod. à D. 22 oct. 1900 art. 16), D. 1er sept. 1914 ; — Logement et cantonnement (mod. à l'art. 4 du D. 22 oct. 1900), D. 25 nov. 1915 ; — Composition des commissions (mod. à l'art. 11 paragr. 2), D. 15 janv. 1917 ; — Indemnité pour les véhicules et animaux, *A.* 10 *août* 1914 ; — Etablissements industriels, D. 11 avril 1919 ; — Automobiles, D. 25 févr. 1916.
SÉNÉGALAIS. — *D.* 20 *nov.* 1915.
**Armes.** — Introduction, commerce, détention, port, D. 18 mars 1913 ; — C. P. 5 ; — Définition C. P. 118, 270 ; — Dans les territoires militaires du sud, D. 20 juill. 1916 ; — Permis et bons de poudre, *A.* 13 *août* 1917 ; — Timbre pour les autorisations de port d'armes, *A.* 31 *mars* 1913, *D. et A.* 20 *déc.* 1919.
**Arraisonnement.** — Police des eaux et rades en temps de guerre, *D.* 11 *sept.* 1917*.
**Arrestation.** — Défaut d'arrestation par un fonctionnaire qui en est chargé, C. P. 110.
**Arrêtés.** — Force exécutoire, jurisp. D. 2 oct. 1884, art. 11.
**Art vétérinaire.** — Exercice de la pharmacie, D. 31 mars 1913, art. 8.
**Arts.** — Propriété littéraire et artistique, prorogation, D. 31 mars 1919.
**Arts indigènes.** — Laboratoire, D. 17 juin 1913 ; — Laboratoire des essais indigènes, *D.* 6 *nov.* 1919; — Laboratoire et ateliers, *D.* 28 *févr.* 1920.
**Arts traînants (Pêche aux).** — D. 20 févr, 1920.
**Assistance aux agriculteurs sinistrés.** — Mod. à D. 15 sept. 1908), D. 21 août 1912.
**Assistance indigène.** — Fonds de réserve, D. 29 mars 1913. ; — Kolla de Monastir, *D.* 7 *déc.* 1912*.

**Assistance publique.** — Fonds de réserve, D. 29 mars 1913 ; — Prélèvement sur le par mutuel, D. 4 mai 1920.
**Associations coopératives.** — Coopératives de distillerie, A. 30 juin 1916 art. 3 et suiv. ; — Coopératives oléicoles, D. 23 oct. 1916, art. 5 ; — Coopératives de consommation, D. 31 mai 1919.
**Associations de malfaiteurs.** — C. P. 131.
**Associations de pharmaciens.**--D.31 mars 1913.
**Associations de propriétaires d'olivettes** — D. 23 oct. 1916 ; — Sousse, A 24 oct. 1916
**Associations spéciales d'intérêt hydraulique** — Règlementation, D. 25 mai 1920 art. 38 et suiv.
**Associations syndicales** — Oasis de Nefta, *D.* 19 *mars* 1912* ; — De Tozeur, *D.* 8 *févr.* 1913* et *D.* 26 *juill.* 1913*;— Sidi-Maklouf, *D.* 18 *janv.* 1917 ; — Thala, *D.* 22 *janv.* 1917 et 20 *mars* 1920 ; — Oued-bou-Haya, *D.* 2 *mai* 1917 ; — Gabès, *D.* 22 *déc.* 1919.
**Assurances** — Abonnement au timbre, A. 20 juin 1912, D. 20 déc. 1919 (N° 4) ; — Assurances allemandes, *D.* 19 *oct.* 1914* —Surveillance des assurances étrangères, *D.* 11 *déc.* 1918*.
**Assurances mutuelles agricoles.** — Règlementation, D. 13 juill. 1912 ; — Sociétés indigènes de prévoyance, grêle, D. 31 mars 1919.
**Assurances sur la vie.** — Moratorium, *D.* 3 *juin* 1916*, 27 *janv.* 1919*, 28 *avril* 1919,* D. 1er août 1919.
**Atténuation de peine.** — C. P. 53. (*V. libération conditionnelle*).
**Attentat contre la sûreté de l'Etat.** — Etat de siège, D. 2 août 1914.
**Attroupements.** — C. P. 79.
**Automobiles.**
CIRCULATION. — Police du roulage, D. 15 sept. 1914 ; — Camions avec remorque, D. 10 avril 1920 ; — Taxe sur les examens de capacité, D. 7 déc. 1912 ; — Convention internationale pour la circulation, 17 *mars* 1912.
DROITS DE DOUANE. — *D.* 8 *sept.* 1916*, 1er *mai* 1918 et 5 *janv.* 1920.
RÉQUISITION. — Recensement et réquisition militaire, D. 25 févr. 1916 ; — Réquisition civile en cas d'arrêt des chemins de fer, D. 17 avr 1920.
SERVICES PUBLICS SUBVENTIONNÉS. — D. 17 mars 1914.
**Autorisation de plaider.** — Communes, D. 14 janv. 1914, art. 39 et suiv.
**Autorisation de voirie.** — D. 24 févr. 1914.
**Auxiliaires médicaux.** — *A.* 22 *juin* 1912.
**Avances agricoles.** Péna-lités, D. 17 mars 1920.
**Avances de la Banque d'Algérie** — D. 30 déc. 1918.
**Avances de l'Etat.** — Aux coopératives de consommation, D. 31 mai 1919 ; — Aux banques populaires, D. 10 déc. 1919 : — Aux habitations à bon marché, D. 15 déc. 1919.
**Aveu.** — Indivisibilité, jurisp. C. O. 436.
**Avocat.** — Conseil de l'ordre, D. 28 mai 1914 ; — Mandat de suivre la procédure, jurisp., D. 16 mai 1901, art. 8 ; — Baccalauréat, jurisp. D. 16 mai 1901.
**Avoine.** — Impôt achour et droit de circulation, D. 20 sept. 1917 ; — Relèvement du taux de l'achour, D. 20 déc. 1919 (n° 10).
**Avortement.** — C. P. 214.

**B**

**Baharia.** — Droit à pension, *D.* 29 *janv.* 1916* ; — Bénéfice de campagne, *D.* 29 *janv.* 1916* ; — Ouvriers de l'arsenal, *A.* 12 *févr.* 1919.
**Bail.** — Immeubles immatriculés, compétence, inscription, jurisp. C. F. 20, 343 ; — Loi applicable, jurisp. C. F. 2 ; — Durée du bail opposable aux créanciers hypothécaires, jurisp. C. F. 17.
**Bail à ferme.** — Prorogation, D. 1er oct. 1917 et 16 juin 1919 ; — Exonération ou réduction de fermage, D. 4 mai 1920.
**Bail urbain.** — Spéculation illicite, D. 12 nov. 1919, art. 4 et suiv. ; — (*V. moratorium, loyers*).
**Bandes armées.** — C. P. 74 et suiv.
**Bannissement.** — C. P. 5 ; — Exécution, C. P. 12 ; — Infraction, C. P. 152.
**Banques.**
BONS DE LA DÉFENSE NATIONALE. — Barrement et domiciliation, D. 24 avril et A. 25 avril 1919.
CHANGE. — Répertoire des opérations de change, D. 23 oct., A. 24 et 25 oct. 1917 *et* 18 *avr.* 1918 ; — Exportation de capitaux et importation de titres, D. 24 avr. 1918 *et* 26 *mars* 1920.
IMPÔTS. — Timbre des effets négociables, D. et A. 9 déc. 1918 ; — Impôt sur les revenus, D. 23 déc. 1918, 20 déc. 1919, (n° 7), A. 30 mai 1919 et 28 févr. 1920.
MORATORIUM DES VALEURS NÉGOCIABLES ET EFFETS DE COMMERCE. — Liquidation *D.* 20 *mai* 1915*, 2 *juin* 1916* *et A.* 25 *juin* 1915*.
PAIEMENTS DE L'ÉTAT PAR VIREMENT EN BANQUE, D. 20 oct. 1916 ; — Extension aux paiements des établissements publics et communes, *D.* 30 *nov.* 1916* ; — Paiements par chèques au Trésor, D. 25 nov. 1917.

**Banque de l'Algérie.** — Cours forcé des billets, D. 1er août 1914 ; — Renouvellement du privilège, D. 30 déc. 1918.
**Banques populaires.** — D. 10 déc. 1919, art. 12 et suiv.
**Bateaux.** — Réquisition, D. 22 juill. 1914 ; — Pêche aux arts traînants, D. 20 févr. 1920 ; — (*V. navigation*).
**Béchara.** — C. P. 296.
**Bénéfices de guerre.** — Contribution extraordinaire, D. 20 sept. 1917 ; — Direction de l'enregistrement, A. 20 sept. 1917 ; — Taxation d'office, D. 21 déc. 1918 ; — Relèvement du taux, D. 24 févr. 1919 ; — Certificats d'imposition, *D.* 4 *juin* 1919 ; — Recours, commission supérieure française, D. 20 déc. 1919 (nº 8) ; — Paiement en titres de l'emprunt français de 1920, *D.* 2 *mars et* 1er *avr.* 1920 ; — Missions locales de contrôle, A. 20 mars 1920.
**Bétail.** — Taxe sur le bétail, D. 21 déc. 1918 et A. 16 janv. 1920.
**Biens des ennemis.** — Déclaration, *D.* 20 *et* 23 *mars* 1916* ; — Liquidation des biens sequestrés, D. 10 févr. 1920
**Biens en pays ennemis.** — *D. fr.* 2 *juill.* 1917.
**Bière.** — Droit de statistique et de contrôle, D. 20 sept. 1917 *et* 19 *déc.* 1918 .
**Bijoutiers.** — Règlementation relative aux amines, D. 10 mai 1913.
**Billets de banque.** — Contrefaçon, C. P. 188 ; — Cours forcé, D. 1er août 1914 ; — Remboursement des billets déchirés, jurisp., D. 8 janv. 1904, art. 4.
**Blé.** — Détention, circulation et achat par l'Etat, D. 14 mai 1917, A. 14 mai 1917 et 18 juin 1918 ; — Récolte de 1920, D. 22 mai 1920 ; — Circulation dans le Djerid des produits de la mouture, *D.* 20 *févr.* 1918.
**Blessures.** — C. P. 218.
**Bois et forêts.** — D. 23 nov. 1915 ; — Mesures contre les incendies, *D.* 22 *févr.* 1917* et A. 22 févr. 1917 ; — Circulation sur les voies et routes en forêt, A. 1er juill. 1919.
**Boissons.** — Fraudes, D. 10 oct. 1919, art. 5 ; — (*V. alcool*).
**Boîtes aux lettres.** — Concession à des particuliers, *D.* 27 *mai** *et A.* 28 *mai* 1914*.
**Bons de la défense nationale.** — Barrement et domiciliation, D. 24 avril et A. 25 avril 1919.
**Bornes.** — Déplacement, C. P. 286.
**Bouilleurs de cru.** — Suppression du privilège, D. 30 juin 1916 ; — Règlementation, A. 30 juin 1916 ; — Modifications au régime fiscal de l'alcool, D. et A. 20 déc. 1919 (nos 13, 14 et 15).
**Boukha.** — Interdiction, D. 25 août 1914 ; — (*V. alcool*).
**Bovins.** — (*V. animaux*).
**Brebis.** — Interdiction de l'abatage des brebis pleines, D. 9 oct. 1912.
**Brevet d'arabe.** — Elémentaire, *D.* 9 *juill.* 1919.
**Brevets d'invention.** — Protection internationale, D. 30 avril 1913 ; — Dépôt des demandes, A. 15 mars 1914 ; — Mesures temporaires de guerre, *D.* 25 *sept.* 1914* et 28 *août* 1915* ; — Liquidation du moratorium, D. 10 mars 1920.
**Brigades de police mobile.** — (*V. police*).
**Briquets mécaniques.** — Impôt, D. 29 déc. 1913. *et D. 6 déc. 1919*
**Bris de scellés.** — C. P. 153.
**Broussailles.** — Incinération, *D.* 22 févr. 1917* ; Règlementation, A. 22 févr. 1917 ; — (*V. forêts*).
**Bruits faux ou calomnieux** pour provoquer la hausse ou la baisse, D. 1er août 1914, art. 5.
**Budget.**
COMMUNES. — D. 14 janv. 1914, art. 16 — Commission d'intérêts locaux, D. 20 mars 1914, art. 6.
CONTROLE des dépenses engagées, D. 20 mai 1912.

**C**

**Cabines de bains.** — Redevances, *D.* 26 *mars* 1914.
**Cadis.** — Attribution pour le contrôle des tutelles, D. 8 avr. 1911.
**Cafés.** — Taxe municipale, D. 24 févr. 1914 ; — Cafés-concerts : taxe sur le prix des places, D. 20 sept. 1917 ; — Règlementation des spectacles, D. 3 avr. 1920.
**Camions automobiles** avec remorque, D. 10 avr. 1920.
**Caisse d'assurances mutuelles agricoles.** — Règlementation, D. 13 juill. 1912.
**Caisse de retraite** des ouvriers des monopoles, D. 10 févr. 1914.
**Caisse de secours des débits de tabac.** — Fonds de réserve, D. 15 déc. 1913.
**Caisse des prêts communaux.** — Elévation du capital, *D.* 27 *nov.* 1913 *et* 16 *févr.* 1914.
**Calomnie.** — C. P, 246 et suiv. ; — contre les fonctionnaires, C. P. 128, 248.
**Canoun.** — Oliviers greffés, durée de l'exonération, D. 28 déc. 1912 ; — Tarif de l'impôt par pied d'arbre, D. 20 déc. 1919 (nº 11).

**Cantonnement.** — Réquisition, D. 25 nov. 1915.
**Capacité électorale.** — (*V. élections*).
**Capitaux.** — (*V. banques*).
**Carrières.** — Définition, D. 29 déc. 1913, art. 3 ; — Extraction par les entrepreneurs de travaux publics, A. 1er juill. 1913, art. 20 ; — Territoires domaniaux, A. 20 août 1919, art. 20 et 23 ; — Immeubles immatriculés, tribunaux compétents, jurisp. C. F. 20.
**Cartes d'identité** des voyageurs et représentants de commerce, D. 6 févr. 1920 ; — Délivrance par les contrôleurs civils, *A.* 15 *févr.* 1920.
**Cartes de priorité** aux mutilés de la guerre, *D.* 8 *déc.* 1919.
**Castration.** — C. P. 221.
**Censure.** — Provocation à la haine, D. 29 août 1917.
**Céréales.**
ACHOUR. — Extension à l'avoine, D. 20 sept. 1917 ; — Extension aux cultures secondaires et réforme de l'achour, D. et A. 19 déc. 1918 ; — Relèvement du tarif, D. 20 déc. 1919 (n° 10).
FRAUDES dans le commerce des céréales : agents verbalisateurs, D. 12 juill. 1913.
MINOTERIES. — Réquisition, D. 28 sept. 1916, art. 6 ; — Commission de contrôle, *A.* 13 *déc.* 1916 ; — Conditions de fabrication et de vente des produits de la mouture du blé, D. 18 nov. 1916 art. 4, D. 2 févr. 1917, A. 15 juin 1917, D. 16 avr 1918.art. 2, *et D.* 30 *avr.* 1918.
RAVITAILLEMENT. — Détention, circulation et achat du blé par l'Etat, D. 14 mai 1917, A. 14 mai 1917 et 18 juin 1918 ; — Circulation dans le Djerid des orges et des produits de la mouture du blé, *D.* 20 *févr.* 1918 ; — Achat de la récolte de 1920 : blé, D. 22 mai 1920 ; orge, D. 22 mai 1920.
**Certificats.** — Capacité pour la conduite des automobiles : taxe, D. 7 déc. 1912 ; certificats, D. 15 sept. 1914, art. 47 ; — De décès, D. 14 janv. 1914, art. 27 ; — Faux, C. P. 196 et suiv.
**Cessation des hostilités.** — D. 10 nov. 1919.
**Chambres.**
D'AGRICULTURE. — Envoi des procès-verbaux (mod. art. 20 A. 19 nov. 1895), A. 13 juill. 1917 ; — Vote des femmes, A. 30 août 1919 ; — Composition, A. 21 janv. 1920 ; — Chambre consultative des intérêts agricoles indigènes du nord, D. 21 janv. 1920 ; — Circonscriptions électorales de Bizerte et Mateur, *A.* 10 *mars* 1920.
DE COMMERCE. — Envoi des procès-verbaux (mod. art. 8 A. 30 mai et 28 juin 1906), A. 13 juill. 1917 ; — Surtaxe de statistique, D. 25 févr. 1919 ; — Gardes du commerce, D. 22 mars 1919 ; — Vote des femmes, A. 30 août 1919 ; —, Composition des chambres : de Tunis, A. 27 janv. 1920, de Bizerte, A. 27 janv. 1920 ; — Chambre consultative des intérêts commerciaux et industriels indigènes, D. 6 mars 1920.
MIXTES. — Envoi des procès-verbaux, A. 13 juill. 1917 ; — Vote des femmes, A. 30 août 1919 ; — Composition, A. 21 janvier 1920.
**Chamelles.** — Interdiction d'abatage, D. 29 janv. 1913.
**Change.** — Répertoire des opérations de change, D. 23 oct., A. 24 et 25 oct. 1917 *et* 18 *avr.* 1918 ; — Communication du registre de change, A. 24 oct. 1917 ; — Exportation de capitaux et importation de titres, D. 24 avr. 1918 *et* 26 *mars* 1920 ; — (*V. banques*).
**Chantage.** — C. P. 283 et suiv.
**Chantiers de travaux publics.** — A. 1er juill. 1913.
**Charbon de bois.** — Fabrication en forêts, D. 23 nov. 1915, art. 34 ; — Réquisition (*V. combustible*).
**Charges de famille.** — Indemnité aux fonctionnaires, D. 22 nov. 1918, 25 févr. 1919 et 20 déc. 1919, art. 3 (n° 20).
**Chasse.** — Règlementation, D. 29 mai 1918 ; — Animaux nuisibles, A. 8 août 1917 ; — Interdiction de la chasse aux flamants roses, *D.* 9 *déc.* 1919.
**Chaudières.** — Règlementation des appareils à vapeur, D. 22 déc. 1919.
**Chaumes.** — Incinération, D. 23 nov. 1915, art. 36, *D.* 22 *févr.* 1917* ; — Règlementation, A. 22 févr. 1917.
**Chaussées et trottoirs.** — D. 8 oct. 1912.
**Chéchias.** — Redevance pour foulage, *A.* 22 *sept.* 1917.
**Cheikh el Médina.** — Attributions, D. 22 févr. 1913.
**Chemins de fer.**
COMMISSARIAT DE POLICE SPÉCIALE. — D. 15 févr. 1914.
FONDS DE RÉSERVE. — Affectation, D. 14 nov. 1913.
RÉCEPISSÉS DE CHEMIN DE FER. — Tarif des droits de timbre, *D.* 4 *juill.* 1912 et D. 20 déc. 1919 (n° 4), art. 4.
REPOS HEBDOMADAIRE. — *A.* 16 *avr.* 1920.
RÉQUISITION des moyens de transport en cas d'arrêt des chemins de fer, D. 17. avr. 1920.

TARIFS.— Soudure (rempl. art. 81 D. 16 oct. 1897), D. 14 mars 1914; — Transit international sur la ligne de Sousse à Sfax. *D.* 14 *fevr.* 1914* ; — Frais accessoires (mod *A.* 24 *mars* 1906 *et* 29 *juin* 1911) *A.* 25 *mars* 1919;— Relèvement des frais accessoires Sfax-Gafsa, *A.* 4 *mars* 1920.

TAXES.— Taxe sur les cartes, bons et permis de circulation, D. 22 janv. 1920;— Surtaxes locales pour l'amélioration des gares, D. 17 mars 1920.

USAGE DE LA MINE à proximité des voies ferrées, A. 5 mai 1914.

**Chèques.** — Paiement des sommes dues au Trésor, D. 25 nov. 1917;—Paiements à l'étranger (*V. change*).

**Cheurka.** — Corvées annuelles pour l'entretien de l'oasis d'El Hamma, D. 29 *sept.* 1916*.

**Chevaux.** — Sociétés de courses, D. 4 mai 1920.

**Chiens.** — Taxe, D. 15 janv. 1914; — Mesures contre la rage, circulation, D. 3 juin 1916.

**Chlorate de potasse.** — Surveillance, *D.* 30 *nov.* 1915*.

**Choléra.** — Infractions au D. 29 juillet 1911, circonstances atténuantes, D. 12 févr. 1916 ; — Déclaration, D. 27 déc. 1916.

**Chose publique.** —Attentats, C. P. 60 et suiv.

**Cimetières.** — Destruction des monuments, C. P. 168 ; — Police, D. 14 janv. 1914, art. 27;— Exhumations (mod. D. 26 nov. 1898), D. 30 mai 1914.

**Cinématographes.** — Taxe sur le prix des places, D. 20 sept. 1917 ; — Réglementation des spectacles, D. 3 avr. 1920.

**Circonstances aggravantes.** — C. P. 47.

**Circonstances atténuantes.** — C. P. 53 ; — Police du roulage, D. 15 sept. 1914, art. 105 ; Délits forestiers, D. 23 nov. 1915, art. 56; Infractions à la réglementation contre le choléra, D. 12 fevr. 1916;— Spéculation illicite, D. 8 sept. 1916, art. 2, D. 28 août 1919, art. 16, D. 12 nov. 1919, art. 6;— Dèlit de provocation à la haine, D. 29 août 1917, art. 2.

**Circulation.**

AUTOMOBILES. — Certificat de capacité, D. 7 déc. 1912 et 15 sept. 1914, art. 47 ; — Convention internationale, 17 *mars* 1912 ; — Camions avec remorques, D. 10 avr. 1920.

DROITS DE CIRCULATION.— Sur les avoines, D. 20 sept. 1917;— (*V. alcool*).

POLICE DU ROULAGE.— D. 15 sept. 1914; Sur les voies et routes en forêts, A. 1er juill. 1919.

SERVICES PUBLICS SUBVENTIONNÉS. — D. 17 mars 1914.

TRAMWAYS — D. 24 juin 1912, art. 16.

**Classement,** pour la réquisition des automobiles, D. 25 févr. 1916.

**Clefs (fausses).** — C. P. 273..

**Code de la route.**— D. 15 sept. 1914 ; — Circulation des camions automobiles avec remorques, D. 10 avr. 1920.

**Code des obligations et contrats.** — Modification de l'art. 815 et abrogation de l'art. 817 (exonération de fermages), D. 4 mai 1920.

**Code des eaux.** — D. 25 mai 1920.

**Code d'instruction criminelle.** — Institution de la commission d'étude, *A.* 2 *juin* 1914.

**Code forestier.** — D. 23 nov. 1915; — Mesures contre les incendies en forêts, *D.* 22 *févr.* 1917* et A. 22 févr. 1917 ; — Circulation sur les voies et routes en forêt, A. 1er juill. 1919.

**Codes Francais.** — Jurisp. C. F. 2.

**Code pènal tunisien.** — Promulgation, *D.* 9 *juill.* 1913; — Titre III : prescription de l'action publique, D. 13 déc. 1916 ; — Libération conditionnelle, D. fr. 14 janv. 1920, D. 29 janv. 1920 et A. 13 mai 1920.

**Colis postaux.** — Colis de ravitaillement de 5 à 10 kilos, exemption du droit de timbre, *D.* 15 *mai* 1914* et D. 20 déc 1919 (n° 4), art. 4 ;— Importation des matières d'or et d'argent, A. 5 avr. 1917.

**Collectivites indigènes.** — Droits de jouissance en territoires domaniaux, D. 18 juin 1918, art. 13 et suiv. — Terres collectives des territoires du Sud, D. 23 nov. 1918.

**Collège Alaoui.** — Ecole normale d'instituteurs, *D.* 31 *mai* 1913*.

**Colonisation.** — Terres sialines, D. 13 août 1913 *et* 6 *mai* 1919 ; — Vente des lots de colonisation, D. 24 janv. 1914 et A. 14 avr. 1914; — Régularisation des ventes anciennes, D. 19 mai 1918;— Gestion et aliénation du domaine privé, D. 18 juin 1918 et A. 20 août 1919; — Droit d'enregistrement sur les ventes de lots de colonisation, D. 20 déc. 1919 (n°5) ; — Droit d'enregistrement sur les mutations de terres sialines, D. 20 déc. 1919 (n° 6).

**Colportage du gibier.** — (*V. chasse*).

**Combustibles.** — Réquisition, D. 24 mars 1917 *et* 16 *avr.* 1917.

**Comité central des pupilles de la nation.** — D. 25 févr. 1919 et 9 fèvr. 1920.

**Comité consultatif de colonisation.** — D. 24 janv. 1914, art. 2.

**Comité consultatif de législation.** — A. 11 juill. 1919.

Code tunisien de procédure pénale D. 30 déc. 1921 (J.O. 31 déc.)

**Comité consultatif du travail.** — *A.* 31 *déc.* 1919.
**Comité des métaux.** — *A.* 24 *nov.* 1917*.
**Commandement à la mer.** — Sans brevet (mod. à art. 57 du D. 15 déc. 1906), D. 9 juin 1915.
**Commerçants.** — Allocations aux commerçants mobilisés, *D.* 13 *janv.* 1919*; — Prorogation des baux, D. 10 mars 1919, art. 56 § 1er ; — Réglement transactionnel des créances, D. 27 août 1919;— Spéculation illicite, (*V. ce mot*).
**Commerce.**
ARMES.— D. 18 mars 1913.
AVEC L'ENNEMI. — Déclaration des biens et conventions économiques intéressant des sujets ennemis, *D.*20 *et* 23 *mars* 1916*.
CHAMBRES DE COMMERCE. — Procès-verbaux, A. 13 juill. 1917;— Surtaxe de statistique, D. 25 févr. 1919 ; — Gardes du commerce, D. 22 mars 1919; — Vote des femmes, A. 30 août 1919;— Composition de la chambre de Tunis, A. 27 janv. 1920;— de Bizerte, A. 27 janv. 1920;— Chambre consultative des intérêts commerciaux et industriels indigènes, D. 6 mars 1920.
COURTIERS, en marchandises inscrits, D. 10 déc. 1919.
PATENTES.— Impôt, D. 31 déc. 1917; — Surtaxe d'alcool, D. 23 déc. 1918; — Compétence des tribunaux, D. 10 janv. 1920.
REPOS HEBDOMADAIRE. — D. 15 déc. 1919.
REPRÉSENTANTS ET VOYAGEURS. — Carte d'identité, D. 6 févr. 1920 et *A.* 15 *févr.* 1920.
**Commissaires du gouvernement** près les tribunaux tunisiens. — Nomination, *D.* 11 *juin* 1913, 25 *juill.* 1914 *et* 29 *nov.* 1919 ; — Communication, A. 15 févr. 1920.
**Commissariat de police** spéciale des chemins de fer et des ports, D. 15 févr. 1914.
**Commissions arbitrales des loyers.** — D. 10 mars 1919, art. 34 et suiv. et 9 juill. 1919.
**Commissions d'intérêts locaux.** — D. 20 mars 1914.
**Commission centrale des réquisitions.** — Composition, D. 1er sept. 1914 ; — Fixation des prix des denrées, D. 28 sept. 1916, art. 7 ; — Commissions locales (mod. à art. 11 § 2 du D. 22 oct. 1900), D. 15 janv. 1917.
**Commission des bénéfices de guerre.** — D. 20 sept. 1917, art. 7 ; — Appel devant la commission supérieure française à Paris, D. 20 déc. 1919 (N° 8).
**Commission des prix normaux.** — D. 28 août 1919.
**Commissions de taxation.** — D. 12 sept. 1917.
**Commissions locales de la Ghaba.** — D. 23 et A. 24 oct. 1916.
**Communes.**
CHAUSSÉES, TROTTOIRS ET ÉGOUTS. — Taxe d'établissement, D. 8 oct. 1912.
CONSEILS MUNICIPAUX. — D. 14 janv. 1914.
LOCALITÉS NON ÉRIGÉES EN COMMUNES. — Commissions d'intérêts locaux, D.20 mars 1914.
PAIEMENTS. — Virements en banque, D. 20 oct. 1916 *et* 30 *nov.* 1916*.
POLICE DU ROULAGE. — D. 15 sept. 1914, art. 111.
RÉQUISITIONS. — D. 20 oct. 1914.
TAXES. — Recouvrement des produits communaux, D. 15 janv. 1914 ; —Taxe sur les véhicules, D. 15 janv. 1914 ; — sur les chiens, D. 15 janv. 1914 ; — sur l'abatage, D. 15 janv. 1914 ; — pour occupation de la voie, D. 15 janv. 1914 — Droits de place et de stationnement, D. 24 févr. 1914 ; — Taxe sur les entrepreneurs de fêtes, cafetiers, etc, D. 24 févr. 1914 ; — Contribution foncière sur les terrains urbains non bâtis, D. 15 déc. 1919 ; — Concession aux communes des droits sur les marchés, D. 20 déc. 1919 (n° 17) ;— Taxe d'entretien assise sur la valeur locative des immeubles, D. 21 avr. 1920. (*V. taxe locative*).
**Compagnies d'assurances** étrangères. — *D.* 11 *déc.* 1918*.
**Comparution** (défaut de ). — C. P. 144, 145.
**Compétence des tribunaux francais.**
APPAREILS à VAPEUR. — D. 22 déc. 1919, art. 45.
AUTOMOBILES. — Services subventionnés D. 17 mars 1914, art. 19.
DOUANES. — Jurisp. D. 3 oct. 1884, art. 125.
DROIT COMMUN DES EUROPÉENS. — Jurisp. D. 31 juill. 1884, art. 2.
FAILLITE. — Jurisp. D. 31 juil. 1884, art. 1
IMMEUBLES IMMATRICULÉS. — Nature des actions, jurisp. C. F. 20 et 36.
MINES. — Infractions et contestations. — D. 29 déc. 1913, art. 101.
PATENTES. — Appels, D. 10 janv. 1920.
POLICE DU ROULAGE. — D. 15 sept. 1914 art. 104.
QUALITE DE FRANÇAIS. — Justifications, jurisp. L. 27 mars 1883, art. 2.
SUCCESSION d'un Tunisien, protégé Italien, jurisp. D. 31 juill. 1884. art. 2.
SUJETS COLONIAUX ITALIENS. — D. 19 juin 1914, art. 3 et suiv.
TRAMWAYS. — D. 24 juin 1912, art. 66.
**Complices.** — Définition, C. P. 32 et suiv. ; — Association de malfaiteurs, C. P. 133.

**Complot.** — Attentat contre la sûreté intérieure de l'Etat, C. P. 68 et suiv;— Contre les fonctionnaires, C. P. 120.
**Comptabilité publique.**
Avances à la poste pour la construction de circuits téléphoniques, D. 4 avr. 1913.
Banques.— Paiements par virements des dépenses de l'Etat et des communes, D. 20 oct. 1916 *et* 30 *nov.* 1916*;— Paiements par chèques au Trésor, D. 25 nov. 1917.
Comptables publics. — Etablissement et vérification de leurs comptes, (mod. à D. 12 mai 1906), D. 22 janv. 1913.
Compte de ravitaillement. — D. 21 sept. 1914; — Prorogations, *D.* 29 *dec.* 1915, *et* 2 *janv.* 1917; — Versement des redevances sur les permis d'entrées et de sorties, D. 26 juin 1917;— Liquidation du compte de ravitaillement, *D.* 22 *mai* 1919; — Nouvelles opérations, *D.* 15 *nov.* 1919 ; — Durée de validité des bons de paiement, *D.* 6 *fevr.* 1920.
Contrôle des dépenses engagées.— D. 20 mai 1912;— Travaux complémentaires des services publics, D. 10 juill. 1914.
Djemaia. — Durée de l'exercice, (mod. à D. 9 déc. 1909), D. 3 janv. 1914.
Etablissements publics.— Dépendant de la direction de l'agriculture, D. 15 juin 1915.
Fonds de réserve.— (*V. ce mot*).
Marchés de gré a gré.— D. 7 janv. 1920.
Ouvriers des monopoles.— Salaires (mod. art. 26 § 4 du D. 12 mai 1906), D. 26 mars 1914.
Retenues pour les institutions de retraites, (mod. à D. 12 mai 1906 et à D. 15 mars 1909) D. 12 janv. 1914.
Trésorier général.— (*V. ce mot*).
**Comptes courants.** — Poste, D. 27 mai 1918.
**Condamnés** des tribunaux tunisiens ; — Libération conditionnelle, D. 29 janv. 1920.
**Concerts.**— Taxe sur le prix des places, D. 20 sept. 1917;— Réglementation des spectacles, D. 3 avr. 1920.
**Concession de mines.** — D. 29 déc. 1913, art. 43 et suiv;— Enregistrement des demandes, A. 10 janv. 1914.
**Concession des eaux** du Domaine public. — D. 25 mai 1920, art. 3 et suiv.
**Concussion.**— C. P. 95 et suiv.
**Conférence Consultative.** — Elections ; vote par correspondance, A. 15 janv. 1913;— Date de la session (mod. à art. 1er du D. 2 févr.1907), D. 13 oct. 1913;— Inscription des anciens agriculteurs sur les listes du 1er collège, A. 2 fèvr. 1920;— Circonscriptions électorales, A. 3 mars 1920;— Représentation proportionnelle, A. 22 mars 1920;— Elections de 1920, A. 7 avr. 1920.
**Conférence Intercommunale.** — D. 14 janv. 1914, art. 41.
**Confiscation.** — C. P. 5; — Définition, C. P. 27 ;— Application, C. P. 28; — Corruption de fonctionnaires, C. P. 94.
**Confusion de peines.**— C. P. 54 et suiv.
**Congés** aux fonctionnaires réformés nº 1. — *D.* 20 *juin* 1918*.
**Conseil consultatif d'hygiène publique.** — D. 4 sept. 1912.
**Conseil des ministres et chefs de service.** — Composition, D. 2 mars 1920.
**Conseil de l'Instruction publique.** — D. 24 janv. et 4 févr. 1920.
**Conseil de l'ordre des avocats.** — (Mod. à D. 16 mai 1901), D. 28 mai 1914.
**Conseil de Guerre.** — Organisation en Tunisie, D. 10 juill. 1914; — Groupes maghsen, *D.* 13 *mai* 1916 ; — Compétence à l'égard des italiens, jurisp. D. 1er févr. 1897.
**Conseils municipaux.** — D. 14 janv. 1914.
**Conservation de la propriété foncière.** — Frais de lotissement des propriétés immatriculées, D. 20 déc. 1919 (nº 1) ; — Contribution forfaitaire aux dépenses d'immatriculation, D. 20 déc. 1919 (nº 2); — Tarif des salaires du conservateur, D. 20 déc. 1919 (nº 3).
**Conservation des eaux du domaine public.** — D. 25 mai 1920.
**Conservation des forêts.** — D. 23 nov. 1915, titre IV ; — Mesures contre l'incendie, *D.* 22 *févr.* 1917* et A. 22 févr. 1917; — Circulation sur les voies et routes en forêt, A. 1er juill. 1919.
**Consignations.** — Gestion des successions revenant à des mineurs, D. 8 avr. 1911.
**Consignations et dépôts de la justice indigène.** — Gestion par le Tresorier général, A. 26 déc. 1916.
**Consommation.** — (*V. droit de consommation*).
**Constructions arabes.** — Protection : Sidi-Bou-Saïd, *D.* 6 *août* 1915; — Souks de Tunis, *D.* 3 *mars* 1920.
**Consulats.** — Arrangement franco-britannique remplaçant la convention du 18 oct. 1897, D. 19 déc. 1919.
**Contentieux administratif.**
Contribution sur les bénéfices de guerre. — D. 20 sept. 1917, art. 7 ; — Commission supérieure à Paris, D. 20 déc. 1919 (Nº 8).
Contribution s ur les terrains urbains non batis.—D.15 déc.1919,art.16 et suiv.

COUR DES COMPTES.— D .22 janv. 1913.
DOMAINE PRIVÉ. — Mémoire préalable, D. 18 juin 1918, art. 3;— Reconnaissance des biens domaniaux, D. 18 juin 1918, art. 5 et suiv.
ECOLES PRIVÉES (ouverture des). — D 24 janv. 1920, art. 7 et suiv.
ETABLISSEMENTS INSALUBRES.—D.27 mars 1919.
LÉGALITÉ de actes administratifs, jurisp. D. 27 nov. 1888.
MORATORIUM DES LOYERS.— Indemnités aux propriétaires, D. 10 mars 1919, art. 30.
PATENTES.— D. 31 déc. 1917, art. 8.— Compétence des tribunaux, D. 10 janv. 1920.
**Contrainte.** — Recouvrement des produits communaux, D. 15 janv. 1914, art. 16 et suiv.
**Contrainte de fonctionnaires.** — C. P. 91 et suiv.
**Contrainte par corps.** — C. P. 17 et suiv, 314;— Confiscation, C. P. 29.
**Contrat de travail.** — Reprise du contrat des mobilisés, *D. 28 janv.* 1919.
**Contraventions.** — C. P. 313 et suiv; — Complicité, C. P. 35;— Prescription de l'action, D. 13 déc. 1916;— Amnistie, D. 6 nov. 1919.
**Contrebande.** — Pouvoirs des officiers des affaires indigènes, D. 20 sept. 1918.
**Contrefaçon.** — C. P. 179 et suiv., 185 et suiv.;— Papier monnaie, D. 16 fevr. 1918, art. 3.
**Contribution foncière** sur les terrains urbains non bâtis; D. 15 déc. 1919.
**Contribution sur les bénéfices de guerre** — D. et A. 20 sept. 1917; — Taxation d'office, D. 21 déc. 1918; — Relèvement du taux, D. 24 févr. 1919;— Certificats d'imposition, *D. 4 juin* 1919— Recours : commission supérieure, D. 20 déc. 1919 (N° 8), — Missions locales de contrôle, A. 20 mars 1920;— Paiements en titres de l'emprunt français de 1920, *D. 2 mars* et 1er avr. 1920.
**Contributions.** — (*V. impôts*).
**Contrôles civils.**—Statut des personnel (mod. à D. fr. 4 oct. 1884, art. 2), D. fr. 30 oct. 1913.
**Contrôle des dépenses engagées.** — Réglementation, D. 20 mai 1912; — Travaux complémentaires, D. 10 juill. 1914.
**Contrôle des matières d'or et d'argent.** — Importation par la poste, A. 5 avr. 1917; — Relèvement du droit, D. 20 sept. 1917 *A. 20 sept. et 16 nov.* 1917; — Non restitution des droits sur les ouvrages exportés, D. 20 avr. 1920.
**Contrôle des tramways.** — D. 24 juin 1912, art. 10.
**Contrôle des tutelles.** — D. 8 avr. 1911.
**Conventions consulaires.** — Arrangement franco-britannique remplaçant la convention du 18 oct. 1897, D. 19 déc. 1919
**Convention de Berne** pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. — Protocole additionnel, D. 10 juin 1916.
**Conversion** d'actions et d'obligations. — Droits, A. 25 juill. 1912.
**Coopératives agricoles.** — D. 4 juill. 1907; — Coopératives de distillation, A. 30 juin 1916, art. 3, — Coopératives oléicoles, D. 23 oct. 1916, art. 5.
**Coopératives de consommation.** — Avances de l'Etat, D. 31 mai 1919.
**Coopératives indigènes.** — Laboratoire des arts indigénes, D. 17 juin 1913—Acquisition d'immeubles, D. 17 juin 1913.
**Corps de délit** — Destruction, C. P. 158.
**Correspondance.** — Détournement, C. P. 253; — Diffamation et injures par correspondance, D. 19 mars 1915.
**Corruption de fonctionnaires.** — C. P. 83 et suiv.
**Corvées.**— Cheurka de l'oasis d'El-Hamma *D. 29 sept.* 1916*.
**Cotisation temporaire indigène.** — D. 30 déc. 1914.
**Coton.** — Taxe sur les huiles de coton, D. 14 déc. 1912;— Droit d'entrée sur les tissus, D. 19 déc. 1919.
**Coup d'Etat.**— C. P. 72.
**Coupe de bois.** — D. 23 nov. 1915, art 7 et suiv.
**Coups et blessures.** — C. P. 218 et suiv.
**Cour des comptes.**— D. 22 janv. 1913.
**Cours forcé.**— Billets de banque, D. 1er août 1914.
**Courses.** — Réglementation des sociétés de courses, D. 4 mai 1920.
**Courtiers** en marchandises inscrits ; — D. 10 déc. 1919.
**Crainte révérentielle.**— Responsabilité pénale, C. P. 41.
**Créances chirographaires.** — Impôt sur le revenu, D. 20 déc. 1919 (N° 7) et A. 28 févr. 1920.
**Créances hypothécaires.** — Droit de mutation, D. 20 sept. 1917 ; — Impôt sur le revenu, D. 23 déc. 1918 et A. 30 mai 1919.
**Créanciers de l'état et des communes.** — Paiements par virements en banque, D. 20 oct. 1916 *et D. 30 nov.* 1916*.
**Crédit.** — Comptes courants postaux, D. 27 mai 1918 ; — Timbre des effets négociables, D. et A. 9 déc. 1918 ; — Avances de l'Etat aux coopératives de

consommation, D. 31 mai 1919;— Crédit commercial mutuel, D. 10 déc. 1919;— (*V. banques*). et D. 28 mars 1922 (J.o. 19 avril)

**Crédit agricole.** — Lots de colonisation, D. 24 janv. 1914, art. 21;— Coopératives, D. 4 juill. 1907.

**Criminalité.** — Absence, C. P. 37 et suiv ; — Atténuation, C. P. 43 et suiv; — Aggravation, C. P. 47 et suiv.

**Cru (bouilleur de).** — Suppression du privilège, D. et A. 30 juin 1916;— Modifications au régime fiscal de l'alcool, D. et A. 20 déc. 1919 (Nos 13, 14 et 15).

**Cueillette des olives.** — Réglementation dans le contrôle civil de Sousse, A. 24 oct. 1916;— (*V. ghaba*)

**Cultes.** — Dégradation des objets du culte, C. P. 161 ; — Entraves à l'exercice du culte, C. P. 165.

**Culture du pavot.** — Interdiction, D. 4 févr. 1918.

**Cumul des peines.** — C. P. 54 et suiv.

**Cycles.** — Police du roulage, D. 15 sept. 1914, art. 59 et suiv.

D

**Dattiers.** — Interdiction d'importation, *D. 4 févr.* 1914*.

**Débauche.** — Excitation à la débauche, C. P. 231.

**Débits de boissons.** — Interdiction de vendre de l'absinthe, anisette, etc, D. 25 août 1914;— de débiter des boissons alcooliques aux indigènes, D. 12 sept. 1914; — (*V. Alcool*).

**Débits de tabac.** — Création d'un fonds de réserve de la caisse de secours, D. 15 déc. 1913.

**Décès.** — Dissimulation, C. P. 170 ; — Déclaration obligatoire, D. 26 déc. 1919;— Permis d'inhumer, D. 14 janv. 1914, art. 27;— Mention sur les actes de décès des soldats morts pour la France, D. 16 *juill.* 1915*.

**Déchéances.** — Moratorium, *D. 10 août* 1914* *et* 15 *déc.* 1914* ; — Effets de commerce, *D. 2 juin* 1916* ; — Date de la cessation des hostilités, D. 10 nov. 1919.

**Déclaration de résidence.** — Etrangers, D. 24 juin 1916.

**Déclarations obligatoires.**

BÉNÉFICES DE GUERRE.— D. 20 sept. 1917, art. 5 et 6 (*V. ce mot*).

BÉTAIL.— Taxe, D. 21 déc. 1918.

BIENS EN PAYS ENNEMIS.— *D. fr. 2 juill.* 1917*.

HUILES. — D. 10 nov. 1919, 21 nov. 1919, et 2 janv. 1920.

IMPÔT DES PATENTES.— D. 31 déc. 1917, art. 7.

LOGEMENTS VACANTS.— D. 12 nov. 1919, art. 5.

NAISSANCES ET DÉCÈS. — D. 26 déc. 1919.

VIN ET BIÈRE.— D. 20 sept. 1917, art. 2

**Décorations.** — Port illégal, C. P. 159 ; — Nichan-Iftikhar pour faits de guerre, *D. 12 mai* 1916*.

**Défrichement.** — Bois et forêts, D. 23 nov. 1915, art. 20 et suiv ; — Exonération d'achour, D. et A. 19 déc. 1918.

**Dégradations.** — Monuments, C. P. 161 ; — Propriété, C. P. 304 et suiv.

**Délais.** — Prorogation, date de la cessation des hostilités, D. 10 nov. 1919. (*V. Moratorium*)

**Délits.** — Amnistie, D. 6 nov. 1919.

**Démission collective de fonctionnaires.** — C. P. 107.

**Deni de justice.** — C. P. 108.

**Dénonciation.** — Dénonciation calomnieuse, C. P. 248; — Exemption de peine en faveur des dénonciateurs : attentats contre la sécurité de l'Etat, C. P. 80;— Corruption, C. P. 93;— Associations de malfaiteurs, C. P. 134;— Contrefaçon de monnaie, C. P. 192.

**Denrées.**

AFFICHAGE DES PRIX.— D. 28 août 1919;

FRAUDES ET FALSIFICATIONS.— D. 10 oct. et A. 29 oct. 1919.

RACOLAGE.— Interdiction, D.30 janv.1913.

RÉQUISITION. — D. 14 août et 20 oct. 1914 ; — Prix, D. 28 sept. 1916, art. 7.

SPÉCULATION.— D. 1er août 1914, art. 5, D. 8 sept. 1916, 28 août et 12 nov. 1919.

TAXATION. — D. 12 sept. 1917.

**Dépenses de l'état.** — Paiement par virements en banque, D. 20 oct. 1916, *D. 30 nov.* 1916*; Prescription :— non suspension par minorité, jurisp. D. 12 mars 1883.

**Dépenses engagées.** — Contrôle, D. 20 mai 1912 ; — Travaux complémentaires, D. 10 juillet 1914.

**Dépôts d'armes.** — D. 18 mars 1913.

**Dépôts de médicaments.** — D. 31 mars 1913, art. 8.

**Dépôts et consignations** de la justice indigène. — Gestion par le Receveur général des Finances, A. 26 déc. 1916.

**Dessins et modèles industriels.** — D. 30 avr. 1913.

**Destruction.**— Animaux nuisibles à l'agriculture, A. 8 août 1917;— Sauterelles, D. 14 févr. 1916.

**Détention d'armes.**— D. 18 mars 1913 (*V. armes*)
**Détention préventive.**— Imputation, C. P. 15;— non imputation, C. P. 146.
**Détournement.** — D'actif, C. P. 288 ; — De correspondance, C. P. 253 ; — Par les dépositaires publics, C. P. 99 et 100.
**Dette Tunisienne.** — Emprunt 1912, *L.* 28 *mars* 1912*;— Réalisation de la première tranche, *D.* 29 *juill.* 1912*;— Avances pour les travaux de chemin de fer, *D.* 5 *août* 1912;— Convention avec le Crédit Foncier, *D.* 6 *nov.* 1912*.
**Diffamation.**— C. P. 245 et suiv. ; — Contre les fonctionnaires, C. P. 128;— Par correspondance, D. 19 mars 1915.
**Direction des douanes.**— Personnel détaché, *D.* 21 *déc.* 1912, 12 *avr.* 1914, 14 *avr.* 1915.
**Direction des forêts.** — Ordonnancements, *A.* 27 *déc.* 1913 ; — Personnel détaché, *D.* 8 *juin* 1914
**Direction générale de l'agriculture.**— Règlementation, D. 17 mai 1913. — Etablissements, D. 15 juin 1915 ; — (*V. Agriculture*),
**Direction générale de l'Instruction publique et des arts.**— *D.* 5 *juin* 1919.
**Direction générale des Finances.**— Contrôle des dépenses engagées, D. 20 mai 1912. (*V. Finances*).
**Direction générale des postes et télégraphes.**— Personnel, *D.* 28 *oct.* 1913;— Concours de commis dirigeant et de receveur principal, *A.* 27 *oct.* 1913;— Inspecteur de Sfax, *A.* 29 *oct.* 1913. (*V. Postes*).
**Direction générale des Travaux publics.** — Personnel, *D.* 7 *nov.* 1912, 1er *juill* 1913, 15 *juin* 1914, 10 *avril* 1915;— Agents stagiaires, *A.* 20 *mai* 1913.
**Dissidents.**— Mesures à l'égard de leurs biens, D. 29 juill. 1914;— Biens des rebelles, D. 5 fèvr. 1916.
**Distance.**— Feux en forêts, D. 23 nov. 1915, art. 34 et suiv. et A. 22 févr. 1917;— Plantations et excavations près des voies publiques, D. 15 sept. 1914, art. 1.
**Distillerie.**— D. et A. 30 juin 1916; D. et A. 20 déc. 1919 (Nos 13, 14 et 15).
**Divorce** entre indigène musulman et européenne, jurisp, D. 29 juin 1886, art. 25.
**Domaine communal.** — D. 14 janv. 1914, art. — 44.
**Domaine militaire.**— Mines, D. 29 déc. 1913 art. 68 et suiv.
**Domaine privé de l'Etat Tunisien.**
CHASSE sur les terrains domaniaux, D. 29 mai 1918, art. 3.
COLONISATION.— D. 24 janv. 1914 et A. 14 avril 1914;— Ventes anciennes, D. 19 mai 1918.
FORÊTS.— D. 23 nov. 1915.
GESTION ET ALIÉNATION DU DOMAINE. — D. 18 juin 1918 et A. 20 août 1919.
HABITATIONS A BON MARCHÉ. — Cession de terrains, D. 15 déc. 1919.
SÉQUESTRE DES BIENS DES REBELLES. D. 5 févr. 1916.
TERRES SIALINES.— Occupations, D. 13 août 1913 ; — Délimitation, *D.* 6 *mai* 1919 ; — Droits de mutation, D. 20 déc. 1919 (N° 6).
VENTES DOMANIALES.— Droit d'enregistrement, D. 20 déc. 1919 (N° 5).
**Domaine public.**— Installation de cabines de bains, *D.* 26 *mars* 1914 ; — Réglement sur la conservation et l'utilisation des eaux, D. 25 mai 1920.
**Domiciliation** des bons de la défense nationale, D. 24 avril et A. 25 avril 1919.
**Dommages.**— Propriété d'autrui, C. P. 304 et suiv. ; — Involontaires, C. P. 36.
**Dommages de guerre.**— Victimes des rebelles dans le Sud, *D.* 21 *dec.* 1918*.
**Dommages intérêts.**— Privilège, C. P. 20;— Solidarité, C. P. 21.
**Dons et legs aux communes.** — D. 14 janv. 1914, art 38.
**Douanes.**
AUTOMOBILES.— D. 8 *sept.* 1916*, 1er *mai* 1918 *et* 5 *janv* 1920.
DÉCLARATION par un commissionnaire, jurisp. D. 3 oct. 1884, art 4.
DROIT DE CONSOMMATION, *D.* 17 *mars* 1919* et 20 déc. 1919 (N° 18).
DROIT DE STATISTIQUE.— D. 20 sept. 1917; — Surtaxe, D. 25 févr. 1919.
ENTREPÔT RÉEL.— Sfax, *D.* 6 *mars* 1913
MONOPOLE DU PAVILLON. — Suspension, D. 11 déc. 1915.
NOTES ET RÉPERTOIRE DU TARIF DE FRANCE. — Application en Tunisie, A. 30 mai 1914.
OPPOSITION A AGENTS. — Responsabilité des patrons, D. 1er juill. 1914.
PÉNALITÉS.— Compétence, jurisp. D. 3 oct. 1884, art. 125 et jurisp. D. 13 janv. 1898 art. 1er.
PERSONNEL.— (*V. Direction des Douanes*).
PLOMB. — Droits de sortie, D. 16 mai 1917.
TABACS. — Droits à l'importation, *D.* 6 *déc.* 1919.
TISSUS DE COTON. — D. 19 déc. 1919.
(*V. Admission temporaire, Importation, Exportation.*)
**Driba.** — Exercice de l'action publique, *D.* 15 *nov.* 1915* ; — Communication des dossiers d'instruction, A. 15 févr. 1920;— Commissaires du Gouvernement, *D.* 29 *nov.* 1919.
**Droguerie.**— D. 31 mars 1913, art. 14

**Droits de circulation.**— Avoine, D. 20 sept. 1917 (*V. achour*).
**Droits de chancellerie.** — Nichan Iftikhar, exemption, *D.* 12 *mai* 1916*.
**Droits de consommation.**— *D.* 17 *mars* 1919,* D. 20 déc. 1919 (N° 18).
**Droits de garantie.**— Relèvement, D. 20 sept. 1917 (*V. garantie*).
**Droits de mutation.** — Relèvement du taux sur les mutations immobilières, D. 20 déc. 1919 (N° 5) ; — Droits sur les terres sialines, D. 20 déc. 1919 (N° 6) ; — Enzel et hypothèques, D. 20 sept. 1917 — Habitations à bon marché, D. 15 déc. 1919; — Exonération des successions de soldats morts sous les drapeaux *D.* 18 *janv.* 1915*.
**Droits d'entrée.**— (*V. Douanes*).
**Droits d'entrée en France.** — Plomb, L. 7 janv. 1918 (*V. Importation en France)*
**Droits de place, de stationnement et de voirie.** Communes, D. 24 fevr. 1914; — D. 20 dèc. 1919 (N° 17).
**Droits de sortie.**— Plomb, D. 16 mai 1917;— Alfa, *D.* 20 *déc.* 1919.
**Droit de statistique en douane.**— D. 20 sept. 1917;— surtaxe, D. 25 fèvr. 1919.
**Droits de statistique sur les vins, bières, etc.** — Institution, D.20 sept. 1917; —Extension aux mouts de raisin, D. 13 sept. 1918;— Relèvement, *D.* 19 *déc.* 1918;— Surtaxe D. 20 déc. 1919 (n° 12)
**Droits d'usage.**— Forêts, D. 23 nov. 1915, art. 17;— Domaine, D. 18 juin 1918, art. 13 et suiv. et A. 20 août 1919.
**Droits intérieurs.**— Modification au régime des droits d'entrée, de consommation, de circulation ou de fabrication, D. 20 déc. 1919 (N° 18); — Fabrication du savon, A. 20 déc. 1919 (N° 19).
**Droits sur l'alcool.**— (*V. alcool*).
**Droits sur les marchés.**— Concession aux communes, D. 20 déc. 1919 (N° 17).
**Durée des peines.**— Calcul, C. P. 15;— Libération conditionnelle, D. 29 janv. 1920
**Dynamite.**— Détention, déclaration, D. 2 août 1914 (*V. explosifs*).

E

**Eaux.**— Régime de l'oasis de Nefta *D.* 19 *mars* 1912*;— de Tozeur, *D.* 8. *fevr.*et 26 *juill.* 1913;*— de Sidi Maklouf, *D*, 18 *janv.* 1917;— de Thala *D.* 22 *janv.* 1917 et 20 *mars* 1920;—De Oued-Bou- Haya, *D.*2 *mai* 1917;— De Gabès, *D.*22 *déc.* 1919; — Code des eaux; D 25 mai 1920.
**Eaux de vie.**— Interdiction, D. 25 août 1914. (*V. alcool*)
**Eaux et forêts.**— (*V. forêts*).
**Echanges.**— Taux des droits de mutation, D. 20 déc. 1919 (n° 5).
**Echéances.**— (*V. Moratorium*).
**Eclairage.**— Gares et bureaux d'attente des tramways, D. 24 juin 1912, art. 17
**Ecole coloniale.**—Conseil de perfectionnement *D.* 9 *sept.* 1913;— Réglementation, D. 15 juin 1915; — Diplôme d'ingénieur, A. 27 janv. 1920; — Enseignement à l'école coloniale de Paris. *D. fr.* 10 *juill.* 1914.
**Ecole Louise René Millet.**— Réglementation *D.* 21 *mars* 1914 et 7 *mars* 1917.
**Ecole normale d'instituteurs.** — D. 31 *mai* 1913*.
**Ecoles privées.**— D. 24 janv. 1920;— Conseil de l'instruction publique, D. 4 fevr. 1920.
**Ecole Sidi-Naceur.**— Réglementation, *D.* 19 *mai* 1914*.
**Ecrits calomnieux.**— Correspondance à découvert, D. 19 mars 1915.
**Effets de commerce.**
ECHÉANCES. — (*V. Moratorium*).
TIMBRE.— D. et A. 9 déc. 1918, *D. et A.* 20 *déc.* 1919.
**Effet suspensif.**— Appel des jugements des tribunaux tunisiens, D. 6 oct. 1915.
**Effraction.**— Définition, C. P. 271.
**Egouts des villes.**— Etablissement, taxe, D. 8 oct. 1912.
**Elections.**
CONFÉRENCE CONSULTATIVE. — (Mod. A. 2 janv 1905), A. 15 janv. 1913; — Inscription des anciens agriculteurs au 1er collège, A. 2 fevr. 1920;— Circonscriptions électorales, A. 3 mars 1920; — Représentation proportionnelle, A. 22 mars 1920; — Elections de 1920, A. 7 avr. 1920;— Inscription des sujets algériens, jurisp. A. 2 janv. 1905, art. 13;— Inèligibilité, jurisp. A. 2 janv. 1905, art. 28.
CHAMBRES d'agriculture, de commerce, et chambres mixtes;— (*V. Chambres*).
CONSEIL DE L'ORDRE DES AVOCATS.— (Mod. à D. 16 mai 1901) D. fr. 28 mai 1914.
**Elevage.**— Institut Arloing, *D.* 24 *juill.* 1912 Etalons autorisés, *D.* 25 *mars* 1914;— Institut Arloing et établissement de Sidi-Tabet : réglementation, D. 15 juin 1915;— Sociétés de courses de chevaux, D. 4 mai 1920.
**El-Hamma.** — Corvées des cheurkas pour l'entretien de l'oasis, *D.* 29 *sept.* 1916*.
**Emigration.**— Incitation, C. P. 295.
**Emission de papier- monnaie.** — D. 16 fèvr. 1918.

Droits fixés par épreuve ou vérification de récipient de gaz liquifié ou comprimé. D. 30 déc. 1928.

**Emploi.**— Capitaux substitués aux habous, D. 27 mai 1912.
**Emplois réservés.**— Mutilés : indigènes, D. 23 nov. 1918 *et* 4 *juin* 1919; français, D. 25 nov. 1919.
**Employeurs.**— Reprise des mobilisés, *D.* 28 *janv.* 1919*.
**Emprisonnement.**— C. P. 5;— Exécution, C. P. 13; — Libération conditionnelle, D. 29 janv. 1920.
**Emprunt francais 1920.** — Paiement de la contribution sur les bénéfices de guerre, *D.* 2 *mars* et D. 1er avril 1920.
**Emprunt tunisien.** — Autorisation de la Métropole, *L.* 28 *mars* 1912*; — Réalisation de la première tranche, *D.* 29 *juill.* et 6 *nov.* 1912*;— Avances pour les travaux de chemin de fer, *D.* 5 *août* 1912*.
**Enchères.**— Entraves, C. P. 303.
**Enclos.**— Définition, C. P. 269.
**Engagements.**— Tunisiens dans la Marine, D. fr. 1er déc. 1913 ; — (Mod. à D. nov. 1902), D. 10 juill. 1912, 21 janv. 1915 *et* 17 *nov.* 1915*;— Engagements pour la durée de la guerre, *D.* 10 *aout* 1914*, 14 *août* 1914*, 23 *déc.* 1915*..
**Enlèvement.**— C. P. 237 et suiv.
**Enneml.**
ASSURANCES.— *D.* 11 *déc.* 1918*.
BIENS EN PAYS ENNEMIS. — Déclaration, *D. fr.* 2 *juill.* 1917*.
BIENS DES ENNEMIS.— Déclaration, *D.* 20 *mars* 1916*;— Liquidation des biens sequestrés. D. 10 fevr. 1920. (*V. Relations commerciales avec l'ennemi*).
**Enregistrement et timbre.**—
AUGMENTATION DES DROITS. — D. 10 déc. 1918.
CONTRAINTES. — Obligations des porteurs, D. 15 janv. 1914, art. 29.
CONTRATS D'ASSURANCES. — Perception des droits, A. 20 juin 1912 ; — Tarif d'abonnement, D. 20 déc. 1919 (N° 4).
DIRECTION DE L'ENREGISTREMENT. —A. 20 sept. 1917.
DROITS DE MUTATION. — Mutations immobilières, D. 20 déc. 1919 ( N° 5 ) ; — Mutations de terres sialines, D. 20 déc. 1919 ( N° 6 ) ; — Transmission des actions et obligations, A. 25 juill. 1912.
ENREGISTREMENT DES ACTES SOUMIS A L'APPROBATION ADMINISTRATIVE, D. 29 déc. 1913.
EQUIVALENCE. — Usage d'actes enregistrés en Tunisie : en France, L. fr. 30 juill. 1913; en Algérie, D. fr. 28 déc. 1913 ; — Imputation des droits perçus au Maroc, D. 29 janv. 1919.
EXEMPTIONS.— Assurances mutuelles agricoles, D. 13 juill. 1912, art. 19. — Habitations à bon marché, actes constitutifs des sociétés, D. 15 déc. 1919, art. 12; — Successions des militaires morts sous les drapeaux, *D.* 18 *janv.* 1915*.
MINES.— Procès-verbaux, D. 29 déc. 1913, art. 102. — Permis de recherches et d'exploitation, droits de mutation, D. 29 déc. 1913, art. 91.
NOTAIRES ISRAÉLITES.— Perception des droits sur leurs actes, D. 7 fevr. 1916.
RAPPORTS D'EXPERTS.— Jurisp. D. 19 avr. 1912, art. 5.
TIMBRE. — proportionnel, effets de commerce D. et A. 9 déc. 1918;— de dimension D. 20 déc. 1919 (N° 4).
VENTES. — Jurisp, D. 19 avr. 1912.
**Enregistrement des demandes minières.**— D. 29 déc. 1913 et A. 10 janv. 1914.
**Enregistrement des marques de fabrique.**— D. 30 avril 1913.
(*V. Propriété industrielle*).
**Enseignement.** — Ecoles privées, D. 24 janv. 1920; — Conseil de l'instruction publique, D. 4 fevr. 1920;— Ecole Louise René Millet, *D.* 21 *mars* 1914 et 7 *mars* 1917;— Lycée Armand Fallières D. 15 *déc.* 1914*; — Personnel, *D.* 2 *janv.* 1913;— Direction générale, *D.* 5 *juin* 1919.
**Entrave à la liberté.**— du travail C. P. 136;— du culte, C. P. 165;— des enchères, C. P. 303.
**Entrée (Droits d').**— D. 20 déc. 1919 (N° 18) (*V. Douane, Importation*).
**Entrepôt.**— Entrepôt réel de douanes, Sfax *D.* 6 *mars* 1913 ; — Entrepôt fictif huiles, D. 21 nov. 1919, art. 4.
**Entrepreneurs de travaux publics.**— Conditions générales des entreprises, A. 1er juill 1913; — Adjudication, D. 25 juill. 1913.
**Enzel.**
HABOUS PRIVÉS.— Mise à enzel, D. 12 avril 1913.
IMPÔT SUR LES ARRÉRAGES.— D. 23 déc. 1918 et A. 30 mai 1919.
MUTATIONS.— Droit de mutation immobilière, D. 20 sept. 1917, et 20 déc. 1919, (n° 5.)
RACHAT. — Taux (mod. à D. 22 janv. 1905 art. 3), D. 19 août 1913.
JURISP. — « Enzel sur enzel ne vaut », C. f. 83;—Taxe locative, D. 16 sept. 1902 art 5.
**Epidémies.**— Infractions aux règlements C. P. 312;— Police des exhumations D. 30 mai 1914 ; — Désinfectoin des voitures publiques, D. 15 sept. 1914, art. 89; — Déclaration et mesures de prophylaxie obligatoires, D. 27 déc. 1916;— Fievre méditerranéenne, *A.* 15 *dec.* 1916;

+ huiles, mazout D. 24 déc 1893 - 27 mars 1911
+ huiles minérales D. 6 mai 1930.

Grippe, *A.* 10 *mars* 1919;— Encéphalite léthargique, *A.* 15 *avril* 1920.
**Eponges.**— Pêche (mod. à D. 17 juill. 1906 art 3.) D. 20 mai 1914, *D.* 10 *août* 1917.
**Escalade.**— Définition, C. P. 272.
**Escroquerie.** — C. P. 291 et suiv.
**Essences.** — Importation, D. 19 juin 1912.
**Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes.** — Réglementation, D. 27 mars 1919 ; — Comité spécial, *A.* 10 *mai* 1919.
**Etablissements industriels et commerciaux** — Réquisition civile, D. 8 déc. 1917 ; — Réquisition militaire, D. 11 avr. 1919.
**Etablissements ouverts au public.** — Consommation du lait, D. 2 nov. 1919.
**Etablissements publics.** — Acte de gestion et d'aliénation, D. 27 mai 1912 ; — Paiement des dépenses par virements en banque, D. 20 oct. 1916 et *D.* 30 *nov* 1916* — Relèvement des prix de pension et des redevances, D. 18 juin 1917.
**Etalons autorisés.** — *D.* 25 *mars* 1914.
**Etat.** — Acte d'aliénation et de gestion, D. 27 mai 1912 ; — Domaine privé immobilier, D. 18 juin 1918 et A. 20 août 1919 ; — Domaine forestier, D. 23 nov. 1915 ; — Paiement des dépenses par virements, D. 20 oct. 1916 ; — Paiements par chèques, D. 25 nov. 1917 ; — Marchandises vendues par l'Etat, D. 10 déc. 1917. (*V. comptabilité publique*).
**Etat civil.**
DÉCÈS. — Dissimulation, C. P. 170 ; — Déclaration obligatoire, D. 26 déc. 1919 ; — Militaires morts pour la France, *D.* 16 *juillet* 1915*.
MARIAGES. — Par procuration, *D.* 27 *avril* 1915* ; — Formes et effets, jurisp. D. 29 juin 1886.
NAISSANCES. — Déclaration obligatoire, D. 26 déc. 1919.
RÈGLEMENT. — Modification, D. 11 février 1920. D. 17 mai 1920 - D. 9 avril 1922.
**Etat de siège.** — D. 2 août 1914.
**Etats de liquidation.** — Procédure, D. 15 janv. 1914.
**Etrangers.** — Séjour dans la Régence (mod. à D. 13 avril 1898), D. 24 juin 1916.
**Evasion.** — C. P. 146 ; — Responsabilité du gardien, C. P. 111.
**Examen de capacité** pour la conduite des automobiles, taxe, D. 7 déc. 1912.
**Excitation à la débauche.** — C. P. 231 et suiv.
**Exécution des peines.** — C. P. 5 et suiv.
**Exécution (voies d').** — (*V. Moratorium*).
**Exequatur.** — Jugement des juridictions tunisiennes, jurisp., D. 31 juill. 1884, art. 3.
**Exercice.** — Contrôle de la fabrication des huiles, D. 10 nov. 1919 et 21 nov. 1919 art. 4 ; — du savon, A. 20 déc. 1919, (N° 19).
**Exhumation.** — C. P. 169 ; — Police, D. 30 mai 1914.
**Expérimentation agricole.** — Commission, *A.* 1er *avril* 1914.
**Experts.** — Tarif en matière d'expropriation, D. 10 mars 1920.
**Exploitation des forêts.** — D. 23 nov. 1915, titre II.
**Explosifs.** — Détention, D. 2 août 1914;— Matières servant à leur fabrication, *D.* 30 *nov.* 1915*.
**Exportation.**
ALFA. — Droits, *D.* 20 *déc.* 1919.
ANIMAUX. — Femelles, D. 9 oct. 1912, 29 janv. 1913 *et* 14 *févr.* 1914* ; — Viande, D. 13 janv. et 1er avril 1914; — Peaux brute, majorations des droits, *D.* 20 *déc.* 1919.
CAPITAUX. — (*V. Change*).
DATTIERS. — *D. 4 fév. 1914**.
MONOPOLE DU PAVILLION. — Suspension, D. 11 déc. 1915.
PLOMB. — Réduction du droit d'entrée en France, D. fr. 21 avril 1917 ; — Ratification de ce décret, L. 7 janv. 1918; — Droit de sortie, D. 16 mai 1917.
PROHIBITIONS. — Huiles, D. 21 nov. 1919 *et* 20 *déc. 1919* ;
RÉPRESSION DES INFRACTIONS.— D. 22 sep. 1915 ; — Autorisations spéciales, redevances, D. 26 juin 1917; — Intransmissibilité, D. 2 avr. 1918.
TRANSPORT des marchandises prohibées ou tarifées à la sortie (mod. à art. 35, D. 3 oct. 1884), D. 22 avr. 1919.
**Expositions.** — Comité de patronage des manifestations économiques, *A.* 22 *mai* 1919.
**Expropriation.** — Terrains contenant des ruines ou antiquités, D. 8 janv. 1920, art. 4 ; — Tarif des experts, D. 10 mars 1920 ; — Convocation des tiers intéressés, jurisp. D. 5 sept. 1905.
**Expulsion.** — Etat de siège, D. 2 août 1914 ; — Pouvoirs du Résident général à l'égard des Français, jurisp, D. 23 juin 1885, art. 2.
**Extorsion de signature,** d'écrits, ou de fonds, C. P. 283 et suiv.
**Extradition.** — Libye, D. 19 juin 1914.

## F

**Fabrication.** — Droit sur les huiles de coton, D. 14 déc. 1912 ; — Déclaration et

contrôle des huiles, D. 10 nov. 1919 ; — Règlementation fiscale du savon, A. 20 déc. 1919 (nº 19).
**Faillite.** — Règlement transactionnel des créances, D. 27 août 1919.
**Falsification** de denrées. — D. 10 oct. et A. 29 oct. 1919.
**Famille.** — Indemnité familiale aux fonctionnaires, D. 22 nov. 1918, 25 févr. 1919 et 20. déc. 1919 (*n*º 20), art. 3.
**Fausses clefs.** — C. P. 273 et suiv.
**Faux.** — C. P. 172 et suiv.
**Faux passeports et autres pièces.** — C. P. 193.
**Faux témoignages ou serments.**—C. P. 241 et suiv.
**Femmes.**— Exécution de la peine des travaux forcés, C. P. 10 ; — De la peine de mort, femmes enceintes, C. P. 9 ; — Vote des femmes aux chambres d'agriculture, de commerce et mixtes, A. 30 août 1919.
**Ferme-école de Sidi Naceur.**—*D.* 19 *mai* 1914*.
**Fermiers.**— Prorogation des baux à ferme D. 1er oct. 1917 et 16 juin 1919 ; — — Exonération ou réduction de fermage pour cas fortuits (mod. art. 815 C. O.), D. 4 mai 1920.
**Fêtes.** — Taxes communales sur les entreprises de fêtes, D. 24 févr. 1914.
**Fêtes légales.** — Interdiction d'exécuter un condamné à mort, C. P. 8 ; — Enregistrement des demandes minières, A. 10 janv. 1914.
**Feu.** — Mise à feu en forêt, D. 23 nov. 1915, art. 34; — *D.* 22 *févr.* 1917* et A. 22 févr. 1917.
**Fèves.**— Achour, D. et A. 19 déc. 1918 ; — Taux de l'achour, D. 20 déc. 1919 (nº 10).
**Fiches anthropométriques.** — Délivrance et inscription, D. 3 avril 1915 ; — Frais, *A.* 14 *nov.* 1917 ; — Délivrance aux particuliers, *D.* 29 *nov.* 1919
**Fièvre aphteuse.** — Importation des reproducteurs bovins, D. 1er févr. 1913.
**Fièvre méditerranéenne.** — Classification dans les maladies à déclarer, *A.* 15 *déc. 1916.*
**Filouterie.** — C. P. 264.
**Finances.**
DIRECTION DE L'ENREGISTREMENT. — A. 20 sept. 1917.
PAPIER MONNAIE. — D. 16 févr. 1918.
TRÉSORIER GÉNÉRAL. — Remises allouées (mod. à D. 6 janv. 1906), D. 31 juill. 1916 ; — Titre de Trésorier général, *D.* 17 *sept.* 1916* et *D. fr.* 17 *sept.* 1916* — Cautionnement, *D.* 19 *mars* 1917*.
**Flagrant délit.** — Spéculation illicite, D. 28 août 1919, art. 11.
**Fonctionnaires.**
INDEMNITÉS FAMILIALES. — D. 22 nov. 1918, 25 févr. 1919 et 20 déc. 1919, (Nº 20) art. 3.
INDEMNITÉS DE CHERTÉ DE VIE ET DU TEMPS DE GUERRE. — Suppression, D. 20 déc. 1919 (Nº 20).
MUTILÉS. — Congés, *D* .20 *juin* 1918* ; — Emplois réservés : indigènes, D. 23 nov. 1918, français, D. 25 nov. 1919.
PÉNALITÉS. — Infractions, C. P. 82 et suiv. ; — Grève, C. P. 107 ; — Voies de faits dans le cas de rébellion, C. P. 119 ; — Faux, C. P. 172.
RETRAITES. — Comptabilité des retraites D. 12 janv. 1914 ; — Ouvriers des monopoles, D. 10 févr. 1914 ; — Sociétés de prévoyance, D. 29 déc. 1917 ; — Agents passés au Maroc, D. 23 sept. 1918 ; — Taux de calcul, *D.* 13 *mars* 1920 ; — Majoration, D. 18 mai 1920.
SERVICES MILITAIRES. — Décompte pour l'ancienneté, D. 23 déc. 1918 ; — Services du temps de guerre, D. 1er déc. 1919.
SOINS MÉDICAUX. — *D.* 15 *mars* 1920.
**Fonds de réserve.**
ASSISTANCE INDIGÈNE. — D. 29 mars 1913
ASSISTANCE PUBLIQUE. — D. 29 mars 1913.
CAISSE DE SECOURS DES DÉBITS TABAC — D. 15 déc. 1913.
CHEMINS DE FER. — Affectation, D. 14 nov. 1913.
**Force majeure.**— Sécheresse, jurisp. C. O. 816 ; — D. 4 mai 1920.
**Forêts.** — Personnel détaché, *D.* 8 *juin* 1914, — Domaine forestier, D. 23 nov. 1915 ; — Mesures pour prévenir les incendies, — *D.* 22 *févr.* 1917* et A. 22 févr. 1917 — Chasse, D. 29 mai 1918, art. 3 et 14; Circulation sur les voies et routes, A. 1er juillet 1919.
**Fouilles.** — Protection des antiquités, D. 8 janv. 1920.
**Fournitures.** — Marchés de l'Etat, D. 7 janv. 1920.
**Fourrière.** — Chiens errants, D. 3 juin 1916.
**Frais de régie.** — Recouvrements par l'Etat pour des tiers, D. 29 déc. 1913.
**Frais d'immatriculation.** — Frais de lotissements des propriétés immatriculées, D. 20 déc. 1919 (*n*º 1) ; — Contribution forfaitaire des particuliers aux dépenses d'immatriculation, D. 20 déc. 1919 (*n*º 2) ; — Tarif des salaires du conservateur, D. 20 déc. 1919 (*n*º 3) .
**Franchise télégraphique.** — Suppression, *D.* 27 *déc.* 1918.
**Francs-bords des conduites d'eau.** — D. 25 mai 1920, art. 30 et suiv.

**Fraudes.** — Fausses indications de provenance, D. 30 avril 1913 ; — Commerce des laines et des céréales, agents verbalisateurs (mod. à D. 19 oct. 1911) D. 12 juill. 1913 ; — Répression des fraudes, D. 10 oct. et A. 29 oct. 1919.
**Frontière tuniso-tripolitaine.** — Possibilité d'interdire l'importation et l'exportation, *D.* 24 *août* 1915*.
**Fruits.** — Admission en franchise dans la métropole, L. 25 nov. 1915.

G

**Gabès.**— Association syndicale, *D.* 22 *déc.* 1919.
**Garantie des matières d'or et d'argent.**— Importation par la poste, A. 5 avr. 1917;— Relèvement du droit, recense, D. 20 sept. 1917, *A.* 20 *sept. et* 16 *nov.* 1917;— Non restitution du droit sur les ouvrages exportés, D. 20 avr. 1920.
**Gardes du commerce.**— Création, D. 22 mars 1919;— Surtaxe de statistique, D. 25 fevr. 1919;— Bizerte, *D.* 27 *fevr.* 1920;— Sousse et Sfax, *D.* 30 *mars* 1920.
**Gares.**— Surtaxes locales sur les transports, D. 17 mars 1920.
**Gendarmerie indigène.**— Personnel, *D.* 9 *avr.* 1914, *et D.* 21 *juin* 1919.
**Géomètres** du service topographique.— Règlement, *A.* 3 *févr.* 1914;— Retenue, *D.* 2 *mars* 1914.
**Gérants d'immeubles.**— Spéculation illicite, D. 12 nov. 1919, art. 4 et 5.
**Gestion** des biens de l'Etat et des établissements publics.— D. 27 mai 1912;— Domaine privé immobilier de l'Etat, D. 18 juin 1918 et A. 20 août 1919.
**Ghaba.**— Olivettes habous, substitution de la Djemaia, D. 17 juill. 1914; — Associations de propriétaires d'olivettes, D. 23 oct. 1916; — Olivettes du Sahel, A 24 oct. 1916; — Ghaba du Nord : constitution en établissement public, D. 25 mars 1918 ; — Réglementation, A. 1er juin 1918.
**Gibier.**— Vente, colportage, D. 29 mai 1918 art. 7;— (*V. chasse*).
**Goudron.** — Prohibition de sortie *D. 20. mars* 1920.
**Gouvernement Tunisien.**— (Secrétariat général du).— Personnel, *D. 31 déc. 1917*
**Grammont (loi).**— Application en Tunisie, D. 12 mai 1920.
**Grêle** (assurances). — Assurances mutuelles agricoles, D. 13 juill. 1912;— Sociétés indigènes de prévoyance,D. 31 mars 1919
**Grève.**— Fonctionnaires, C. P. 107;— Entraves à la liberté du travail, C. P. 136.
**Grignons** (huiles de).— Majoration du droit d'exportation, *D.* 20 *déc.* 1919;— (*V. huile*).
**Grivelerie.**— C. P. 282.
**Guerre.**
CESSATION DES HOSTILITÉS.— Date, D. 10 nov. 1919.
INTERDICTION de reproduction de faits de guerre entre musulmans et non musulmans, D. 24 oct. 1912.
PATENTÉS ÉPROUVÉS.— *D.* 13 *janv.*1919*.
PUPILLES DE LA NATION. — D. 25 fevr. 1919;— Office public, D. 9 fevr. 1920.
REPRISE DES CONTRATS DE TRAVAIL. — *D.* 28 *janv.* 1919*.
SÉQUESTRES. — Liquidation, D. 10 fevr. 1920.

H

**Habitation.**— Définition, C. P. 267 et suiv. Violation, C. P. 256.
**Habitations à bon marché**;— Réglementation, D. 15 déc. 1919. ; — Exemption de taxe foncière, *D.* 25 *oct.* 1918* et D. 15 déc. 1919, art. 9.
**Habous.**
CONSEIL SUPÉRIEUR DES HABOUS. — Modification de la composition, *D.* 11 *déc.* 1917.
DÉVOLUTAIRES.— Inscription des droits des dévolutaires de habous privés, jurisp-C. F. 20.
EXERCICE.— Durée de l'exercice financier de la Djemaïa (mod. à D. 29 déc. 1909), D. 3 janv. 1914.
FERMAGES ET LOYERS. — Exonération pour cas fortuit, D. 4 mai 1920.
GESTION.— des habous des moueddebs de Tunis et banlieue, *D.* 28 *juin* 1913.
MISE A ENZEL des habous privés, D. 12 avr. 1913.
OLIVETTES.— Substitution de la Djemaia à la Ghaba dans la culture des olivettes habous, D. 17 juill. 1914.
REBELLES.— Sequestre des biens habous des rebelles, D. 5 fevr. 1916, art. 3.
REMPLOI par la Djemaia des capitaux substitués aux habous, D. 27 mai 1912.
SUBSTITUTION AU DOMAINE.— Echange de terres habous avec les particuliers par substitution au Domaine; taux du droit de mutation, D. 20 déc. 1919 (nº 5).
VENTES A REMÉRÉS ET HYPOTHÈQUES.— Déclaration, D. 29 mai 1913.
**Haine.**— Délit de provocation à la haine, D. 29 août 1917.
**Haras.**— Etablissement de Sidi Tabet, D. 15 juin 1915.
**Hausse des prix.** — Spéculation, D. 1er août 1914, art 5, D. 8 sept. 1916, D. 28 août et 12 nov. 1919.

**Homicide.**— C. P. 201 et suiv.
**Hôpital Sadiki.**— Rattachement du lazaret de la Rabta, *A.* 1er *avr.* 1912*.
**Hôpitaux.**— Tarif d'hospitalisation des victimes d'accidents du travail, *D.* 19 *fevr.* 1920.
**Huiles.**— (Abrogation des D. 10 mai et 15 oct. 1917, 27 fevr., 31 oct. et 21 nov. 1918), *D.* 3 *juin* 1919; — Interdiction d'employer les huiles comestibles à des usages industriels, D. 28 nov. 1917; — Déclaration et contrôle, D. 10 nov. 1919 ; — Réquisition, D. 21 nov. 1919 ; — Majoration du droit à l'exportation, *D.* 20 *déc.* 1919; — Détention et circulation, D. 2 janv. 1920.
**Huiles de coton.**— Taxe, D. 14 déc. 1912.
**Huiles de pétrole, de schiste et de goudron.**— Importation, D. 19 juin 1912.
**Hydraulique.**— Code des eaux du Domaine public, D. 25 mai 1920.
**Hydrocarbures.**— Importation, D. 19 juin 1912.
**Hygiène.** — Conseil Consultatif, *D.* 4 *sept.* 1912*;— Direction, *D.* 20 *fevr.* 1920;— Contraventions, C. P. 318;— Maladies contagieuses, D. 27 déc. 1916;— Fièvre méditerranéenne, *A.* 15 *déc.* 1916;— Grippe, *A.* 10 *mars* 1919;— Encéphalite léthargique, *A.* 15 *avr.* 1920.
**Hypothèques.**— Droit de mutation sur les créances hypothécaires, D. 20 sept. 1917 Impôt sur le revenu, D. 23 déc. 1918 et A. 30 mai 1919;— Inscription, jurisp. C. F. 237,257;— Créances consenties sur immeubles en cours d'immatriculation, jurisp. C. F. 259.
**Hypothèques des habous.**— Déclaration, D. 29 mai 1913.
Hypothèque maritime. D. 10 mai 1911 (J. O. 31 mai)
**Immatriculation.**— Participation du juge rapporteur aux décisions du tribunal mixte, D. 15 juin 1918 et 10 nov. 1919; — Frais de lotissement des propriétés immatriculées, D. 20 déc. 1919 (nº 1); — Contribution forfaitaire aux dépenses d'immatriculation, D. 20 déc. 1919; (nº 2);— Tarif des salaires du conservateur, D. 20 déc. 1919 (nº 3);— Frais des copies de plans délivrés par le service topographique, *A.* 26 *déc.* 1919;— Tarif des interprêtes du tribunal mixte D. 19 mars 1920.
**Immeubles.**—Droit de mutation sur les transmissions de créances hypothécaires et de rentes d'enzel, D. 20 sept. 1917;— Contribution foncière sur les terrains urbains non bâtis, D. 15 déc. 1919 ; — Relèvement du droit de mutation, D. 20 déc. 1919 (nº 5);— Droit sur les mutations de terres sialines, D. 20 déc. 1919 (nº 6).
**Importation en France.**
FRANCHISE des fruits et légumes, L. 25 nov. 1915 ;
MONOPOLE DU PAVILLON. — Suppression temporaire, D. 11 déc. 1915.
PLOMB.— Réduction des droits d'entrée, D. fr. 21 avr. 1917 et L. 7 janv. 1918.
VIANDES FRIGORIFIÉES.— L. 1er avr. 1914.
**Importation en Tunisie.**
ABSINTHE, ANISETTE, ETC. — Interdiction, D. 25 août 1914.
ADMISSION TEMPORAIRE. — Récipients en fer pour l'acide sulfurique, *A. 24 sept. 1915.*
ANIMAUX.— Viande (mod. D. 14 fevr. 1904), D. 13 janv. 1914.
ARMES.— D. 18 mars 1913.
CONFISCATION des produits importés sans autorisation, D. 27 avr. 1918.
DROIT DE STATISTIQUE en douane, 20 sept. 1917 ; — surtaxe, D. 25 févr. 1919.
INTRANSMISSIBILITÉ DES AUTORISATIONS. — D. 2 avr. 1918.
MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT.— Importations par la poste, A. 5 avr. 1917; — Droit de contrôle, D. 20 sept. 1917, *A* 20 *sept. et* 16 *nov.* 1917.
MONNAIES D'ARGENT ITALIENNES.— Interdiction, *D.* 18 *avr.* 1916*.
OPIUM. — Interdiction, D. 24 avr. 1914.
PÉTROLE, HUILE DE SCHISTE, etc. (mod. à D. 5 sept. 1915), D. 19 juin 1912.
REDEVANCES SUR LES AUTORISATIONS. — D. 26 juin 1917.
SUCRE. — D. 18 juin 1919.
TARIFS SPÉCIFIQUES. — D. et A. 30 mai 1914.
TITRES ET VALEURS ÉTRANGERS. — D. 24 avril 1918. ( *V. change* )
TOURTEAUX de graines oléagineuses. — Application du tarif, *D. 22 févr.* 1915.
VÉGÉTAUX. — Importation par le port de Tunis, D. 21 nov. 1914.
**Impôts.**
ACHOUR. — Extension à l'avoine, D. 20 sept. 1917 ; — Cultures secondaires et dégrèvements, D. et A. 19 déc. 1918 ; — Relèvements des taux, D. 20 déc. 1919 (nº 10 )
ALCOOL. — Suppression du privilège des bouilleurs de cru, D. et A. 30 juin 1916; — Modifications au régime fiscal de l'alcool, D. et A. 20 déc. 1919 ( nº 13 et 14); — Circulation, A. 20 déc. 1919 (*n*º 15)
AVERTISSEMENTS pour le recouvrement des impôts, taxe d'affranchissement, D. 3 janv. 1915.
CANOUN. — Oliviers greffés : durée de l'exonération, D. 28 déc. 1912 ; — Tarif

de l'impôt par pied d'arbre, D. 20 déc. 1919 ( *n°* 11 )

CONTRIBUTION SUR LES BÉNÉFICES DE GUERRE. — D. et A. 20 sept. 1917 ; — Taxation d'office, D. 21 déc. 1918 ; — Relèvement du taux, D. 24 fevr. 1919;— Certificats d'imposition, *D. 4 juin* 1919 ; Recours : commission supérieure française, D. 20 déc. 1919 ( *n°* 8 ) ; — Missions locales de contrôle, A. 20 mars 1920 ; — Paiements en titres de l'emprunt français de 1920, *D.* 2 *mars* et D. 1er avril 1920.

DOUANES. — (*V. ce mot*).

DROITS DE MUTATION. — Successions des soldats morts sous les drapeaux, *D.* 18 *janv.* 1915* ; — Rentes d'enzel et créances hypothécaires, D. 20 sept. 1917 ; — Relèvement du taux, D. 20 déc. 1919 (*n°* 5) ; — Autorisations de planter en terres sialines, D. 20 déc. 1919 (n° 6).

DROITS INTÉRIEURS. — Modification au régime des droits d'entrée, consommation, circulation et fabrication, D. 20 déc. 1919 (n° 18) ; — Fabrication du savon, D. 20 déc. 1919 (*n°* 19).

ENREGISTREMENT. — Relèvement des droits, D. 10 déc. 1918 ; — (*V. ce mot*).

GARANTIE sur les ouvrages d'or et d'argent. — Relèvement du droit, recense, D. 20 sept. 1917, *A. 20 sept. et 16 nov. 1917* ; — Non restitution du droit sur les ouvrages exportés, D. 20 avril 1920.

ISTITAN. — Institution, D. 29 déc. 1913 ; — Médaillés du Maroc, D. 29 déc. 1913 ; — Règlementation, D. 30 déc. 1914 ; — Allocation aux mutilés et centimes additionnels, D. 20 déc. 1919 (n° 9).

MINES. — Redevances spéciales, D. 29 déc. 1913, art. 79 et suiv.

MONOPOLES. — (*V. ce mot*).

PATENTE . — D. 31 déc. 1917 ; — Surtaxe d'alcool, D. 23 déc. 1918 ; — Compétence des tribunaux, D. 10 janv. 1920.

REVENUS. — Impôt sur le revenu des créances hypothécaires, D. 23 déc. 1918 et A. 30 mai 1919 ; — des créances chirographaires, D. 20 déc. 1919 (*n°* 7) et A. 28 févr. 1920.

STATISTIQUE EN DOUANE. — D. 20 sept. 1917 ; — Surtaxe, D. 25 févr. 1919.

STATISTIQUE ET CONTROLE des vins et bière , D. 20 sept. 1917 ; — Moût de raisin, D. 13 sept. 1918 ; — Relèvement du droit, *D. 19 déc. 1918** ; — Surtaxe en représentation d'un impôt direct sur la vigne, D. 20 déc. 1919 (*n°* 12).

TAXE LOCATIVE. — Relèvement dans les localités non érigées en communes, D. 20 déc. 1919 (*n°* 16).

TAXE SUR LE BÉTAIL. — D. 21 déc. 1918. et A. 16 janv. 1920.

TAXE sur les prix des places dans les théâtres, concerts, etc. — D. 20 sept. 1917.

TIMBRE. — Quittance d'impôt , D. 28 déc. 1912 ; — Effets de commerce, D. et A. 9 déc. 1918 ; — Relèvement des droits de timbre de dimension, D. 20 déc. 1919 (*n°* 4).

**Impôts communaux.** — Extension à toutes les communes des taxes de premier établissement des chaussées, trottoirs, et égouts, D. 8 oct. 1912 ; — Recouvrement des produits communaux, D. 15 janv. 1914 ; — Taxe sur les véhicules, D. 15 janv. 1914 ; — sur les chiens, D. 15 janv. 1914 ; — sur l'abatage, D. 15 janv. 1914 ; — pour occupation de la voie, D. 15 janv. 1914 ; — Droits de place et de stationnement, D. 24 févr. 1914 ; — Taxe sur les entrepreneurs de fêtes, cafetiers, etc. ,D. 24 févr. 1914. — Contribution foncière sur les terrains urbains non bâtis, D. 15 déc. 1919 ; — Concession aux communes des droits sur les marchés, D. 20 déc. 1919 (*n°* 17) ; — Taxe d'entretien assise sur la valeur locative des immeubles, D. 21 avril 1920 ; — (*V. taxe locative*).

**Imprimerie.** — Obligation de dépôt, D. 9 sept. 1913.

**Imprimés.** — Envois par poste, taxe, D. 12 sept. 1913.

**Incendie.** — C. P. 307 et suiv. ; — Biens de l'Etat, C. P. 76 ; — Forêts, D. 23 nov. 1915, art. 34 et suiv., *D. 22 févr.* 1917* et A. 22 févr. 1917, A. 1er juillet 1919.

**Incinération** des chaumes et broussailles, D. 23 nov. 1915, art. 36, A. 22 févr. 1917, art. 6.

**Indemnités.** — Pour charges de famille, D. 22 nov. 1918, 25 févr. 1919 et 20 déc. 1919, art. 3 (*n°* 20) ; — de cherté de vie et du temps de guerre : suppression, D. 20 déc. 1919 (*n°* 20).

**Indigènes.** — Laboratoire des industries indigènes, D. 17 juin 1913 ; — Chambre consultative des intérêts agricoles du nord, D. 21 janv. 1920 ; — des intérêts commerciaux et industriels, D. 6 mars 1920.

**Indivisibilité des infractions.** — C. P. 54, 55.

**Indivision.** — Habitations à bon marché, D. 15 déc. 1919, art. 11.

**Industrie.** — Etablissements insalubres ou dangereux, D. 27 mars 1919 ; — Réquisition militaire, D. 11 avril 1919 ; — Repos hebdomadaire, D. 15 déc. 1919.

**Infanticide.** — C. P. 210 et suiv.
**Infractions indivisibles.** — Peine applicable, C. P. 55, — Pluralité, C. P. 54.
**Ingénieur** de l'école coloniale d'agriculture. — Diplôme, A. 27 janv. 1920.
**Inhumation.** — Police, D. 14 janv. 1914, art. 27 ; — Déclaration obligatoire des décès, D. 26 déc. 1919.
**Injures aux agents.** — Responsabilité des patrons, D. 1er juill. 1914.
**Injures par correspondance à découvert.** — D. 19 mars 1915.
**Insaisissabilité.** — Sommes versées par les sociétés de secours mutuel, D. 6 déc. 1919.
**Inscription.** — Réserve de l'action résolutoire du donateur, jurisp. C. F. 19 ; — Droit à l'eau, droit de superficie, jurisp. C. F. 343 ; — Hypothèques, jurisp. C. F. 19 et D. 17 juill. 1888, art. 2.
**Institut Arloing.** — *D.* 24 *juill* 1912, D. 15 juin 1915.
**Institut Pasteur.** — Règlementation, D. 15 juin 1915.
**Instruction criminelle.** — Commission d'étude d'un code, *A.* 2 *juin* 1914 ; — Tribunaux tunisiens, communication des dossiers, A. 15 févr. 1920.
**Instruction publique.** — Personnel, *D. 2 janv. 1913* ; — Ecole Louise-René Millet *D.* 21 *mars* 1914 et 7 *mars* 1917 ; — Lycée Armand Fallières *D.* 15 *déc.* 1914*; — Direction, *D.* 5 *juin* 1919 ; — Conseil de l'instruction publique, D. 4 févr. 1920 ; — Protection des antiquités, D. 8 janv. 1920 ; — Règlementation des écoles privées, D. 24 janv. 1920.
**Intention de nuire.** — Responsabilité, C. P. 37 ; — Contravention, C. P. 313.
**Interdiction** d'exercer certaines professions ou fonctions, C. P. 5.
**Interdiction de séjour.** — Pouvoirs du Résident général, D. 1er mai 1912 ; — C. P. 5 ; — Définition C. P. 22 ; — Non confusion avec la surveillance administrative, C. P. 58; — Infractions, C. P. 150 ;— Défaut de déclaration de résidence des étrangers, D. 24 juin 1916.
**Interdiction légale.** — Condamnés aux travaux forcés, C. P. 30.
**Intérêt.** — Liberté du taux, jurisp. C. O. 1100.
**Intérêts locaux (Commissions d').** — D. 20 mars 1914.
**Internement des aliénés.** — A. 7 mai 1920.
**Interprètes.** — Tarifs des interprètes au tribunal mixte, D. 19 mars 1920.
**Introduction des armes.** — D. 18 mars 1913.
**Invention (Brevets d').** — Protection internationale, D. 30 avril 1913 ; — Dépôt des demandes, A. 15 mars 1914 ; — Mesures temporaires de guerre, *D.* 25 *sept.* 1914* *et* 28 *août* 1915* ; — Liquidation du moratorium, D. 10 mars 1920.
**Israélite.** — Notariat israélite, D. 21 févr. 1918.
**Istitan.** — D. 29 déc. 1913 ; — Médaillés du Maroc, D. 29 déc. 1913 ; — Règlementation D. 30 déc. 1914 ; — Allocation de compensation aux mutilés et centimes additionnels, D. 20 déc. 1919 (*n°* 9).
**Italiens.** —Statut des sujets coloniaux italiens en Tunisie, D. 19 juin 1914.
**Ivresse publique.** — Récidive, C. P. 52.

## J

**Jardin d'essai.** — Personnalité civile du service botanique, D. 15 juin 1915.
**Journaux.** — Dépôt, D. 9 sept. 1913, art. 2 ; — Envoi par la poste, D. 12 sept. 1913 ; — Censure, interdiction par l'autorité militaire, D. 2 août 1914, art. 4.
**Jours fériés.** — Interdiction d'exécuter un condamné à mort, C. P. 8 ; — Dépôt des demandes minières, A. 10 janv. 1914.
**Juge rapporteur** au Tribunal mixte. — Participation aux décisions, D. 15 juin 1918.
**Jugement des tribunaux tunisiens.** — Effets suspensifs de l'appel, D. 6 oct. 1915.
**Jules Ferry (Petit Lycée).** — Personnalité civile, *D.* 15 *déc.* 1914*.
**Justice.** — Moratorium judiciaire des mobilisés, *D.* 26 *sept.* 1918*.
**Justice de paix.** — Création à Mahdia, *D.* 12 *janv.* 1914 ; — Audiences à Tadjerouine, *A.* 31 *mai* 1913 ; — Gafsa, circonscription, *D.* 22 *sept.* 1914 ; — Tozeur, audience supplémentaire, *A.* 8 *octobre* 1914 ; — Maktar, suppression *D.* 5 *juin* 1915, audiences supplémentaires, *A.* 12 *juin* 1915.
**Justice française.** — Compétence pénale, C. P. 4 ; — Compétence en matière minière, D. 29 déc. 1913 ,art. 101 ; — En matière de services publics d'automobiles subventionnés, D. 17 mars 1914, art. 19 ; — Police du roulage, D. 15 sept. 1914, art. 104 ; — Sujets coloniaux italiens, D. 19 juin 1914, art. 3 et suiv. — Tramways, D. 24 juin 1912, art. 66 — Appareils à vapeur, D. 22 déc. 1919 art. 45 ; — Patentes,appel, D. 10 janv. 1920 ; — Avancement des magistrats D. fr. 20 avril 1920 — Jurisp. L. 27 mars 1883 ; sujets ottomans, jurisp. D. 31 juill. 1884.
**Justice indigène.** — Pouvoirs judiciaires des khalifas : d'El-Djem et des Djelas-El-

Guebala. *A 1er juin. 1912*, — d'Hajeb-El, Aioun. *A. 6 août* 1912 ; — de Benizid. *A. 23 janv. 1914* ; — de Matlaoni, *A. 28 nov. 1916* ; — de Maknassy, *A 13 févr. 1918* ; — Personnel de la magistrature indigène, *D. 18 janv. 1913*; — Dépôts et consignations: gestion par le Trésorier général, A. 26 déc. 1916. — Communication des dossiers d'instruction, A. 15 févr. 1920.

**Justice maritime.** — Fonctionnement en Tunisie, D. fr. 10 juill. 1914.

**Justice militaire.** — Organisation en Tunisie, D. 10 juill. 1914 ; — Application aux groupes maghsen, *D.* 13 *mai* 1916 ; — Italiens, jurisp. D. 1er févr. 1897.

K

**Kahias.** — Institution, D. 4 juill. 1912.

**Kerkennah (Iles).** — Interdiction de l'alcool, D. 4 sept. 1917.

**Khalifas.** — Pouvoirs judiciaires : El Djem et Djelas El Guebala, *A.* 1er *juin* 1912; — Hadjeb el Aioun, *A.* 6 *août* 1912 ; — Benizid, *A.* 23 *janv.* 1914 ; — Metlaoui, *A.* 28 *nov.* 1916 ; — Maknassy, *A.* 13 *févr.* 1918.

**Khedma.** — Tarif, *D.* 29 *déc.* 1913.

**Kholla.** — Monastir, *D.* 30 *juin* 1913* ; — Sousse, *D.* 3 *janv.* 1914 .

L

**Laboratoire.** — Service de l'élévage, *D.* 24 *juillet* 1912 ; — Arts indigènes, D. 17 juin 1913, *D.* 6 *nov.* 1919, *D.* 28 *févr.* 1920.

**Lac de Tunis.** — Pêche, *D.* 2 *mars* 1920.

**Laines.** — Fraudes, agents verbalisateurs, D. 12 juillet 1913.

**Lait.** — Restriction de consommation, D. 2 nov. 1919.

**Langue arabe.** — Examen, *D. 10 nov. 1918* ; — Brevet élémentaire, *D.* 9 *juill.* 1919.

**Larcins.** — C. P. 264.

**Législation.** — Comité consultatif de législation, A. 11 juill. 1919.

**Légitime défense.** — C. P. 39.

**Lettres.** — Propriété littéraire et artistique: Protocole additionnel à la Convention de Berne, D. 10 juin 1916 ; — Prorogation de la durée des droits, D. 31 mars 1919.

**Lettres de change.** — Timbre proportionnel, D. et A. 9 déc. 1918. (*V. Banques*).

**Libération conditionnelle.** — D. fr. 14 janv. 1920 et D. 29 janv. 1920; — Règlementation, A. 13 mai 1920.

**Liberté des enchères.** — Entraves C. P. 308.

**Liberté du travail.** — Entraves, C. P. 136.

**Liberté individuelle.** — C. P. 250 et suiv; — Atteinte par un fonctionnaire, C. P. 103.

**Libye.** — Statut des tunisiens en Libye et des sujets coloniaux italiens en Tunisie, D. 19 juin 1914.

**Lignes téléphoniques.** — (*V. Téléphone*).

**Lin.** — Achour, D. et A. 19 déc. 1918 et 20 déc. 1919 (nº 10).

**Liqueurs.** — (*V. Alcool*).

**Liquidation du moratorium.** — Effets de commerce, *D.* 2 *juin* 1916* ; — Loyers D. 10 mars 1919; — Cessation des hostilités, D. 10 nov. 1919.

**Liquidation des séquestres de guerre.** — D. 10 févr. 1920.

**Litispendence.** — Juridictions française et tunisienne, jurisp. Pr. Tun. I.

**Locations domaniales.** — Gestion du Domaine privé, D. 18 juin 1918 et A. 20 août 1919.

**Locaux industriels ou de commerce.** — Réquisition civile, D. 8 déc. 1917.

**Locomotives.** — Routières, règlementation, D. 15 sept. 1914 ; — Appareils à va-à terre, D. 22 déc. 1919.

**Logement.** — Habitations à bon marché, D. 15 déc. 1919. (*V. Loyers*).

**Logeurs.** — Fausses inscriptions sur leurs registres, C. P. 198 ; — Spéculation illicite sur les loyers, D. 12 nov. 1919 ; — Obligations des logeurs, D. 12 nov. 1919.

**Loi foncière.** — Reprise des délais, D. 10 nov. 1919 ; — Frais de lotissement, D. 20 déc. 1919 (nº 1) ; — Contribution forfaitaire aux dépenses d'immatriculation, D. 20 déc. 1919 (nº 2) ; — Tarif des salaires du conservateur D. 20 déc. 1919, (nº 3), — Traitement, des magistrats du Tribunal Mixte, D. 23 déc. 1919 ; — Primes de technicité à ces magistrats, D. 23 déc. 1919 ; — Tarif des interprètes du Tribuual mixte, D. 19 mars 1920— Frais des copies de plan, *A.* 26 *déc.* 1919. — (*V. Tribunal Mixte*).

**Lotissement** des propriétés immatriculées ; — Frais, D. 20 déc. 1919 (nº 1).

**Lots de colonisation.** — Ventes D. 24 janv. et A. 14 avril 1914 ; — Régularisation des ventes anciennes, D. 19 mai 1918. (*V Domaines*).

**Loyers.** — Moratorium, liquidation, D. 10 mars 1919 et A. 25 mars 1919 ; — Subdivision des commissions arbitrales, D. 9 juill. 1919 ; — Prorogation du délai de déclaration, *D.* 12 *sept.* 1919 ; — Indemnités aux propriétaires, D. 28 janv. 1920 ; — Spéculation illicite sur les loyers, D. 12 nov. 1919 ; — Loyers et fermages, exonérations pour cas

Lèpre : mesures contre importation et propagation (D. 8 mars 1922 J.O. 11 mars).

fortuits (mod. à art. 815 du C. O), D. 4 mai 1920. D. 16 juillet 1924 (J.O. 16/7)
**Lycées Armand Fallières et Jules Ferry.** — Personnalité civile, *D.* 15 *déc.* 1914*.

**M**

**Machines à vapeur.** — Règlementation, D. 22 déc. 1919.
**Magasins.** — Fermeture obligatoire pour repos hebdomadaire, D. 15 déc. 1919.
**Magasins généraux.** — Sfax, concession à la chambre mixte, *D.* 6 *mars* 1913.
**Maghsens.** — Ouerghemma et Nefzaoua, *D.* 23 *sept.* 1914 ; — Compétence des conseils de guerre ,*D.* 13 *mai* 1916 ; — Infractions relatives à la détention du sucre, D. 8 août 1917, art. 6.
**Magistrats.** — Avancement des magistrats français de Tunisie, D. fr. 20 avr. 1920 ; — Tribunal mixte : traitements, D. 23 déc. 1919 ; — Prime de technicité, D. 23 déc. 1919.
**Mahsoulats.** — Modification au régime des droits intérieurs, D. 20 déc. 1919 (n° 18).
**Maknassy.** — Pouvoirs judiciaires du khalifat, *A.* 13 *févr.* 1918.
**Main-d'œuvre.** — Fonds aux services économiques indigènes, *D.* 20 *mars* 1920.
**Maladies contagieuses.** — Infractions aux règlements, C. P. 312 ; — Police des exhumations, D. 30 mai 1914 ; — Déclaration obligatoire et mesures de prophylaxie, D. 27 déc. 1916 ; — Rage, D. 3 juin 1916 ; — Maladies dont la déclaration n'engage pas le secret professionnel : fièvre méditerranéenne, *A.* 15 *déc.* 1916 : grippe, *A.* 10 *mars* 1919 ; encéphalite léthargique, *A.* 15 *avr.* 1920.
**Malfaiteurs** (Association de). — C. P. 131 et suiv.
**Mandats poste.** — Taxe de renouvellement des mandats périmés, D.10 déc.1913 ; — Echanges avec la Serbie, *D.* 22 *avr.* 1914 ; — Suppression de la taxe additionnelle, *D.* 24 *déc.* 1919.
**Marchandises.**
COURTIERS INSCRITS. — D. 10 déc. 1919.
FRAUDES. — D. 10 oct. 1919 et A. 29 oct. 1919.
IMPORTATIONS provenant des pays soumis au tarif général des douanes, D. 20 nov. 1919.
SPÉCULATION ILLICITE. — D. 8 sept. 1916 et 12 nov. 1919 ; — Prix normaux, D. 28 août 1919.
**Marchés.** — Concession aux communes des droits sur les marchés, D. 20 déc. 1919 (n° 17) ; — Droits sur les marchés non concédés aux communes, D. 20 déc. 1919 (n° 18), art. 4 et suiv. ; — Marché aux bestiaux de Tunis, *A.* 11 *janv.* 1918.
**Marchés de gré à gré.** — Comptabilité publique, D. 7 janv. 1920.
**Marchés de travaux publics.** — Conditions générales, A. 1er juill. 1913 ; — Règlement des adjudications, D. 25 juill. 1913 ; — Communes, D. 14 janv. 1914, art. 33 ; — Commissions d'intérêts locaux, D. 20 mars 1914, art. 4 ; — Paiements par virements en banque, D. 20 oct. 1916 *et* *D.* 30 *nov.* 1916*. (*V. Travaux publics*).
**Mariage.** — Par procuration, *D.* 27 *avr.* 1915* ; — Modifications aux règlements de l'état-civil, D. 11 févr. 1920.
**Marine.** — Attributions du chef d'état-major, *D. fr.* 21 *nov.* 1912 ; — Engagement des tunisiens, D. fr. 1er déc. 1913 ; — Service de contrôle résidant en Tunisie, *D. fr.* 27 *août* 1913 ; — Baharias, droits à pension, *D.* 29 *janv.* 1916* ; — Bénéfice des campagnes, *D.* 29 *janv.* 1916* ; — Réquisitions, D. 22 juill. 1914, commission locale d'évaluation, D. 15 janv. 1917 ; — Tribunaux maritimes, D. 10 juill. 1914.
**Maroc.** — Allocation aux militaires médaillés du Maroc, D. 29 déc. 1913 ; — Fonctionnaires passés au Maroc, D. 23 sept. 1918 ; — Droits de timbre et d'enregistrement : imputation en Tunisie, D. 29 janv. 1919.
**Marques de fabrique.** — Convention internationale, D. 30 avr. 1913 ; — Propriété industrielle, liquidation du moratorium, D. 10 mars 1920. (*V. Propriété industrielle*).
**Matériel.** — Réquisition, D. 8 déc. 1917 et 26 mars 1918.
**Matières dangereuses et infectes.** — Transport par tramways, D. 24 juin 1912, art. 29 et 49.
**Matières explosibles.** — Détention, D. 2 août 1914 ; — Matières servant à la fabrication des explosifs, *D.* 30 *nov.* 1915*.
**Mauvais traitement** contre un enfant ou un incapable, C. P. 224.
**Maximum de peine.** — C. P. 6.
**Médecins.** — Exercice de la pharmacie, D. 31 mars 1913 ; — Déclaration obligatoire des maladies contagieuses, D. 27 déc. 1916 ; — Secret professionnel (*V. Maladies contagieuses*).
**Médicaments.** — Vente, D. 31 mars 1913 ; — Fraudes, D. 10 oct. 1919 et A. 29 oct. 1919.

**Medjba.** — Suppression, D. 29 déc. 1913.
**Megharsa.**—Nature du droit,jurisp.C.O.1421.
**Menaces.**— C.P. 222 et suiv.,D.29 août 1917.
**Mendicité.** — C. P. 171.
**Mépris.** — Délit de provocation à la haine ou au mépris, D. 29 août 1917.
**Mesures (Poids et).** — (Mod. au D. 29 juill. 1909), D. 10 mars 1920.
**Métaux.**—Comité des métaux, *A.* 24 *nov.* 1917*.
**Métayage.** — Prorogation des baux ruraux, D. 1er oct. 1917 et D. 16 juin 1919.
**Mine.** — Usage de la mine à proximité des chemins de fer, A. 5 mai 1914.
**Minerai de plomb.** — Droit de sortie, D. 16 mai 1917 ; — Droit d'entrée en France, D. fr. 21 avr. 1917 et L. 7 janv. 1918.
**Mines.** — Règlementation, D. 29 déc. 1913; — Enregistrement des demandes, A. 10 janv. 1914 ; — Comité des mines, *A.* 31 *janv.* 1914 ; — Repos hebdomadaire, D. 15 déc. 1919, art. 8.
**Minimum de peine.** — C. P. 6 ; — Travaux forcés, C. P. 11 ; — Bannissement, C. P. 12 ; — Emprisonnement, C. P. 14 ; — Amende, C. P. 16.
**Ministres.** — Composition du Conseil, D. 2 mars 1920.
**Minorité.** — Absence de criminalité, C. P. 38 ; — Atténuation, C. P. 43 et suiv.
**Minoteries.** — Réquisition, D. 28 sept. 1916, art. 6 ; — Commission de contrôle, *A.* 13 *déc.* 1916 ; — Conditions de fabrication et de vente des produits de la mouture du blé, D. 18 nov. 1916, art. 3 et 4, D. 2 févr. 1917, art. 4, A. 15 juin 1917, D. 16 avr. 1918, art. 2 *et D.* 30 *avr.* 1918 ;
**Mise à feu en forêt.** — D. 23 nov. 1915, art. 34 et A. 22 févr. 1917.
**Missions locales de contrôle** sur les bénéfices de guerre, A. 20 mars 1920.
**Mœurs (Attentats aux).** — C. P. 226 et suiv.
**Monnaies.** — Altération, contrefaçon, C. P. 185 et suiv. ; — Trafic illicite, D. 21 févr. 1916 *et D.* 30 *oct.* 1919 ; — Prohibition d'importation des monnaies d'argent italiennes, *D.* 18 *avr.* 1916* ; — Papier-monnaie, D. 16 févr. 1918; — Monnaies de billon en bronze, de nickel, *D.* 5 *oct.* 1918 ; — Répression de la fonte des monnaies, D. 30 oct. 1919.
**Monopole du pavillon.** — Suspension, D. fr. 11 déc. 1915.
**Monopoles.**
BRIQUETS. — Taxe, D. 29 déc. 1913 *et D.* 6 *déc.* 1919.
COMPTABILITÉ. — D. 22 janv. 1913.
PERSONNEL. — Caisse de retraite des ouvriers, D. 10 févr. 1914 ; — Salaire des ouvriers, D. 26 mars 1914.
VENTES. — Pour l'exportation, *D.* 4 *juin* 1915 ; — Suppression de la vente des tabacs à prix réduits, *D.* 27 *juin* 1919 ; — Remises aux débitants, *D.* 13 *déc.* 1919 ; — Modification des prix de vente par arrêtés, *D.* 28 *févr.* 1920.
**Monts de piété.** — Procédure applicable, jurisp. D. 13 août 1879. art. 9.
**Monuments historiques.** —(*V. Antiquités*).
**Moratorium.**
ACTES CIVILS, ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX. — D. 10 *août* 1914* *et* 15 *déc.* 1914.
ASSURANCES SUR LA VIE. — *D.* 3 *juin* 1916*, D. 27 *janv. et* 28 *avr.* 1919*, D. 1er août 1919.
BAUX A FERME. — Prorogation, D. 1er août 1917 et 16 juin 1919.
BREVETS D'INVENTION. — *D.* 25 *sept.* 1914* ; — Liquidation du moratorium, D. 10 mars 1920.
CESSATION DES HOSTILITÉS. — D. 10 nov. 1919.
CRÉANCES COMMERCIALES. — Liquidation du moratorium, *D.* 20 *mai** *et A.* 25 *juin* 1915*, D. 2 *juin* 1916* ; — Règlement transactionnel, D.27 août 1919.
LOYERS. — Liquidation du moratorium, D. 10 mars et A. 25 mars 1919 ; — Subdivision des commissions arbitrales, D. 9 juill. 1919 ; — Prorogation du délai de déclaration, *D.* 12 *sept.* 1919; — Indemnités aux propriétaires, D. 28 janv. 1920.
POURSUITES. — D. 10 nov. 1919, art. 4.
**Mort (Peine de).** — C. P. 5 ; — Exécution, C. P. 7 et suiv.
**Mosquées.** — Règlementation des études de Kairouan, Sousse, Sfax, Gafsa et Tozeur, *D.* 16 *juill.* 1913.
**Motocyclettes.** — Police du roulage, D. 15 sept. 1914, art. 55 et suiv.
**Moûts de raisin.** — Application du droit de statistique sur les vins, D. 13 sept. 1918 *et D.* 19 *déc.* 1918* (*V. Statistique sur les vins*).
**Municipalités.** — Règlementation, D. 14 janv. 1914. (*V. communes*).
**Munitions.** — Dans les territoires du sud, D. 20 juill. 1916.
**Mutations (Droits de).** — Exemption des successions de soldats morts pour la France, *D.* 18 *janv.* 1915* ; — Rentes d'enzel et créances hypothécaires, D. 20 sept. 1917 ; — Terrains urbains non bâtis, D. 15 déc. 1919, art. 22 et 31 ; — Relèvement des droits sur les mutations immobilières entre vifs ou par décès, D. 20 déc. 1919 (nº 5) ; — Droits sur les terres sialines, D. 20 déc. 1919 (nº 6).

**Mutilés.** — Congés aux fonctionnaires, *D.* 20 *juin* 1918* ; — Emplois réservés : indigènes, D. 23 nov. 1918 *et* 4 *juin* 1919 ; français, D. 25 nov. 1919 ; — Cartes de priorité, *D.* 8 *déc.* 1919 ; — Taxe personnelle, D. 20 déc. 1919 (nº 9).

**Mutualité.** — Coopératives agricoles, D. 4 juill. 1907 ; — Coopératives de consommation, D. 31 mai 1919 ; — Insaisissabilité des sommes servies par les sociétés de secours mutuel, D. 6 déc. 1919 ; — Crédit commercial mutuel, D. 10 déc. 1919 ; — Habitations à bon marché, D. 15 déc. 1919.

**N**

**Naissances.** — Déclaration obligatoire, D. 26 déc. 1919.

**Nationalité tunisienne.** — Définition, D. 19 juin 1914.

**Naturalisation française.** — Enfants d'un tunisien marié à une française, D. 20 août 1914.

**Navigation.**

BAHARIAS. — Droit à pension et bénéfice de campagne, *D.* 29 *janv.* 1916*.

PÊCHE. — Arts traînants, D. 20 févr. 1920.

POLICE DE NAVIGATION. — Interdiction de commander, D. 9 juin 1915.

TARIF DES PORTS. — Majoration, *D.* 19 *mai* 1919.

**Nefta.** — Association syndicale de l'oasis, *D.* 19 *mars* 1912*.

**Nichan Iftihkar.** — Exonération des droits en cas de promotion pour faits de guerre, *D.* 12 *mai* 1916*.

**Notaires.**

ISRAÉLITES. — Acquittement des droits d'enregistrement, D. 7 févr. 1916. — Organisation du notariat, ( abrogation de D. 27 août 1901 ), D. 21 févr. 1918.

JURISPRUDENCE. — Obligations des notaires, Délivrance d'une deuxième expédition, jurisp. D. 8 janv. 1875.

**Notes explicatives des douanes.** — Application en Tunisie, A. 30 mai 1914.

**O**

**Oasis d'El-Hamma.** — Corvées annuelles des cheurka, *D.* 29 *sept.* 1916*.
( *V. Associations syndicales*)

**Objets perdus.** — C. P. 280.

**Obligations.** — Perception du droit de transmission, A. 25 juill. 1912 ; — Impôt sur les revenus des valeurs mobilières, D. 23 déc. 1918 et 20 déc. 1919 (nº 7);— Poursuites,cessation des hostilités, D. 10 nov. 1919, art. 4. ( *V. Moratorium* )

**Occupation.** — Terres sialines, D. 13 août 1913 ; — Voie publique, taxe, D. 15 janv. 1914.

**Œuvres littéraires et artistiques.** — Protocole additionnel à la convention de Berne, D. 10 juin 1916.

**Office des Pupilles de la Nation.** — D. 25 févr. 1919 et D. 9 févr. 1920.

**Office du Protectorat à Paris.** — A. 30 avr. 1920. — Attributions de l'Inspecteur général des Services Economiques, A. 30 avr. 1920.

**Office Postal.** — ( *V. Postes* )

**Offices Ministériels.** — Repos hebdomadaire, D. 15 déc. 1919, art. 16.

**Offices Publics d'Habitations à Bon Marché.** — D. 15 déc. 1919.

**Officiers de l'etat civil.** — Déclaration obligatoire des naissances et des décès, D. D. 26 déc. 1919 ; — Modifications au règlement de l'état civil, D. 11 févr. 1920.

**Officiers des Affaires Indigènes.** — Pouvoirs en matière de délits de contrebande D. 20 sept. 1918.

**Oliviers.**

CANOUN. — Durée d'exonération des oliviers greffés, D. 28 déc. 1912 ; — Tarif de l'impôt par pied d'arbre, D. 20 déc. 1919 ( nº 11 )

GHABA. — Olivettes habous, D. 17 juill. 1914 ; — Associations de propriétaires, D. 23 oct. et A. 24 oct. 1916 ; — Constitution de la Ghaba du nord en établissement public, D. 25 mars 1918, A. 1er juin 1918.

**Opium.** — Interdiction d'importation, D. 24 avr. 1914 ; — Circulation, détention, usage, D. 20 janv. 1916.

**Opposition à agents.** — Régies financières : responsabilité des patrons, D. 1er juill. 1914 ; — Police du roulage, D. 15 sept. 1914, art. 99.

**Or.** — Contrôle des importations par la poste, A. 5 avr. 1917 ; — Relèvement des droits, recense, D. 20 sept. 1917, *A.* 20 *sept. et* 16 *nov.* 1917 ; — Non restitution à l'exportation, D. 20 avr. 1920 ; — Fonte des monnaies d'or, répression, D. 30 oct. 1919.

**Ordre des Avocats.** — Conseil de discipline. D. 28 mai 1914; — (*V. Avocats*).

**Orge.** — Circulation dans le Djerid, *D. 20 févr.* 1918*; — Achat par l'Etat de la récolte de 1920, D. 22 mai 1920 ; — ( *V. Achour, céréales*).

**Orphelins de Guerre.** — Pupilles de la Nation, D. 25 févr. 1919 et 9 févr. 1920.

**Oudjak.** — D. 25 janv. 1913 ( *V. gendarmerie indigène* )

**Outrages.** — au Souverain, C. P. 67 ; — à fonctionnaire, C. P. 125 et suiv. ; — au drapeau, C. P. 129; — aux agents, régies

financières, D. Ier juill. 1914; — police du roulage, D. 15 sept. 1914 art. 99.
**Outrages à la pudeur.** — C. P. 226 et suiv.
**Ouvrages d'or et d'argent.** — (*V. Garantie*)
**Ouvriers agricoles.** — Avances pour travaux, D. 17 mars 1920.
**Ouzara.** — Taxe forfaitaire de timbre, D. 20 déc. 1919 (N° 4), art. 3 ; — Communication des dossiers, A. 15 févr. 1920.
**Ovins.** — (*V. Animaux*)

**P**

**Pacage.** — Sur les voies publiques, D. 15 sept. 1914, art. 38 ; — En forêt, D. 23 nov. 1915 ; — Dans les olivettes, D. 23 oct. et A. 24 oct. 1916 ; — En territoires domaniaux, D. 18 juin 1918 et A. 20 août 1919.
**Panique.** — Répression des actes susceptibles de provoquer la panique, D. 29 août 1917.
**Papier Journal.** — Levée de la prohibition d'entrée, *D.* 26 *nov.* 1919.
**Papier-Monnaie.** — Emission, D. 16 févr. 1918.
**Parcours.** — Forêts, D. 23 nov. 1915 ; — Olivettes, D. 23 oct. 1916, art. 9 et A. 24 oct. 1916 ; — Régénération des terrains de parcours en forêt, A. 22 févr. 1917, art. 7 ; — Droits d'usage sur les terrains domaniaux, D. 18 juin 1918 et A. 20 août 1919.
**Pari.** — Définition, C. P. 269.
**Pari Mutuel.** — Autorisation et prélèvement au profit de l'Assistance publique, D. 4 mai 1920.
**Parricide.** — C. P. 203.
**Partie Civile.** — Répression des fraudes, D. 10 oct. 1919 , art. 23.
**Passeports.** — Faux, C. P. 193.
**Patente.** — Impôt, D. 31 déc. 1917 ; Surtaxe d'alcool, D. 23 déc. 1918 ; — Allocation aux patentés mobilisés, *D.* 13 *janv.* 1919*;—Compétence des tribunaux civils pour les recours, D. 10 janv. 1920
**Patente de Pêche.** — (*V. Pêche*)
**Pavillon (monopole du).** — Suppression temporaire, D. 11 déc. 1915.
**Pavot.** — Interdiction de culture, D. 4 févr. 1918.
**Pays ennemis ou occupés.** — Déclaration des biens, *D. fr.* 2 *juill.* 1917*.
**Peaux brutes.** — Majoration du droit d'exportation, *D.* 20 *déc.* 1919.
**Peaux préparées.** — Prohibition de sortie, *D.* 20 *mars* 1920.
**Pêche.**
AUX ARTS TRAINANTS. — D. 20 févr. 1920.
AUX GRANDS ARTS. — D. 31 mai 1913
EPONGES. — (mod. D. 17 juill. 1906, art 3) D. 20 mai 1914 ; — Gangave, *D. 10 août* 1917.
INTERDICTIONS de pêcher entre le cap Engelah et le cap Zebid, *A.* 28 *août* 1914;— dans le goulet et le lac de Bizerte, *D.* 2 *avr.* 1915 *et* 28 *mars* 1916 ; — dans le lac Ichkeul, *A.* 28 *févr.* 1916 ; — Autorisation hors des jetées de Bizerte, *D.* 7 *juin* 1916.
LAC DE TUNIS.— *D.* 2 *mars* 1920.
**Peines.** — Exécution, C. P. 5 et suiv.;— Prescription, D. 13 déc, 1916.
**Pélérinage.**— Autorisation, *D.* 10 *sept.* 1913
**Pénitenciers.**— Exécution des peines, C.P. 13.
**Pensions.**
BAHARIAS.— *D.* 29 *janv.* 1916*.
CHERTÉ DE VIE.—Majoration des pensions, D. 18 mai 1920.; — (*V. société de prévoyance*).
**Pensions et redevances.**— Fixation des prix de pension par les établissements publics, D. 18 juin 1917.
**Pensions militaires.**—Familles des indigènes, commission de répartition, *D.* 18 *août* 1919.
**Perception.**— Pour les tiers : frais de régie, D. 29 déc. 1913;— Taxes communales, D. 15 janv. 1914.
**Permis d'exploitation.**— D. 29 déc. 1913, art. 36 et suiv;— Enregistrement des demandes, A. 10 janv. 1914.
**Permis de recherches.**— D. 29 déc. 1913, art. 15 et suiv;— Enregistrement des demandes, A. 10 janv. 1914.
**Permis de port d'armes.**— Timbre, *D.* 20 *déc.* 1919 *et A. 20 dec.* 1919.
**Permis d'inhumer.**— D. 14 janv. 1914, art. 27;— Déclaration obligatoire des décès, D. 26 déc. 1919.
**Permis d'importation.**— Redevances, D. 26 juin 1917;— Intransmissibilité, D. 2 avr. 1918;— Confiscation de la marchandise, D. 27 avr. 1918.
**Perquisitions.**— Etat de siège, D. 2 août 1914;— (*V. Visites domiciliaires*).
**Personnalité civile.**— (*V. établissements publics*).
**Pesage public.**— D. 15 avr. 1914 et A. 12 mai 1920;— Tarif du pesage public sur les marchés, D. 20 déc. 1919 (n° 18), art 5; — (Mod. à D. 29 juill. 1909), D. 10 mars 1920
**Peseurs jurés.**— D. 15 avr. 1914 et A. 12 mai 1920, D. 20 déc. 1919 (n° 18), art 5.
**Peste.**— Prophylaxie, déclaration, D. 27 déc. 1916.
**Pétrole.**— Importation, D. 19 juin 1912;— Réquisition, D. 24 mars 1917.

**Pharmacie.**— Réglementation, D. ~~31 mars~~ 12 avril 1921 (J.O. 2/11 1912; — Prix des produits et analyses, *A.* 16 *mars* 1914;— Liste des substances toxiques, *A. 16 mars* 1914;— Compositions qui peuvent être délivrées librement, *A.* 16 *avr.* 1914;— Inspection, *A.* 16 *avr.* 1914;— Opium, D. 24 avr. 1914, art 2.

**Phosphates.**— Exclusion des ventes de terres de colonisation, A. 14 avr. 1914, art. 9;— Gisements en terres collectives, D. 23 nov. 1918, art. 24;— Territoires domaniaux, A. 20 août 1919, art 33.

**Phylloxéra.**—Importation des végétaux par le port de Tunis, (mod. à D. 24 déc. 1903 et 29 janv. 1892), D. 21 nov. 1914;— Commission, *A.* 17 *janv. et* 7 *mars* 1919.

**Pièces à conviction.**—Destruction, C. P. 155.

**Pillage.**— Bande armée, C. P. 74.

**Placement francais.**— Office du placement français à Tunis, *A.* 6 *juin* 1919;— Office du Protectorat à Paris, A. 30 avr. 1920.

**Plantations** dans les terres sialines, D. 13 août 1913.

**Plomb.**— Réduction du droit d'entrée en France sur les plombs tunisiens, D. fr. 21 avr.1917 et L. 7 janv. 1918;— Droit de sortie, D. 16 mai 1917.

**Poids et mesures.**— Réglementation, D. 15 avr. 1914 et A. 12 mai 1920; — (mod à D. 29 juill. 1909), D. 10 mars 1920 — Tarif des vérifications, *D.* 20 *déc.* 1919.

**Pois chiches.**— Impôt achour, D. et A. 19 déc. 1918.

**Poissons.**— Anguilles, introduction à Tunis, *D.* 6 *juin* 1912*;— (*V. pêche*).

**Police.**

Brigades spéciales de police mobile.— Gafsa et Tozeur, *D.* 5 *mars* 1914;— Sfax, *D.* 5 *mai* 1914; — Maktar, *D.* 17 *juin* 1914;— Gabès, Kairouan, *D.* 1er *févr.* 1915; — Metlaoui, *D.* 1er *août* 1916.

Chefs de poste de police a pied et a bicyclette. — D. 1er mars 1914.

commissariat de bizerte et mateur.— Circonscription, *D.* 1er *mai* 1915.

Commissariat spécial des chemins de fer et ports.— D. 15 févr. 1914.

Etablissements insalubres.— D. 27 mars 1919.

Police municipale.— Compétence du président de la municipalité, D. 14 janv. 1914, art. 28 et suiv.— Mesures contre la rage, circulation des chiens, D. 3 juin 1916.

Provocaton a la haine. — D. 29 août 1917.

Réjouissances sur la voie publique et réunions.— *A.* 27 *mai* 1919.

Tramways.— D. 24 juin 1912.

**Police du domaine forestier.** — D. 23 nov. 1915, art. 19 et suiv.

**Police du roulage.**— D. 15 sept. 1914; — Services publics d'automobiles subventionnés, D. 17 mars 1914;— Circulation sur les voies et routes en forêt, A. 1er juill. 1919; — Camions avec remorque, D. 10 avr. 1920;

**Police rurale.**— Protection des olivettes, D. 23 oct. 1916, art. 7;— Avances pour travaux agricoles, D. 17 mars 1920.

**Police sanitaire.**— Infraction aux mesures contre le choléra : circonstances atténuantes, (mod. à art. 10 du D. 29 juill. 1911), D. 12 févr. 1916.

**Ponts.**— Circulation sur les ponts, D. 15 sept. 1914, art. 4.

**Port d'armes.**— D. 18 mars 1913;— Dans les territoires du Sud, D. 20 juill. 1916;— Timbre pour les autorisations, *A.* 31 *mars* 1913;— Permis, *A.* 13 *août* 1917;— Relèvement du droit de timbre, *D. et A.* 20 *déc.* 1919.

**Porteurs de contraintes.**— D. 15 janv. 1914, art. 9 et suiv.

**Ports.** — Commissariat de police spéciale, D. 15 févr. 1914;— Gardes du commerce, D. 22 mars 1919;— Réduction de la taxe nº 1, *D.* 26 *avr.* 1919;— Majoration du tarif, *D.* 19 *mai* 1919;— Surtaxe, *D.* 24 *déc.* 1919, pour Bizerte, *D.* 27 *déc.* 1919.

**Postes, télégraphes et téléphones.**

Avertissements d'impots.— Tarif applicable, D. 8 janv. 1915.

Boites aux lettres. — Concession à des particuliers, *D. et A.* 27 *et* 28 *mai* 1914* ; — Dépôts de télégrammes dans les boîtes aux lettres, *A.* 24 *déc.* 1919 *et* 3 *févr.* 1920.

Carnet de crédit circulaire. — *A.* 16 *juin* 1919.

Comptabilité. — Avances pour la construction des circuits téléphoniques, D. 4 avr. 1913 ; — Lignes téléphoniques rurales, *D.* 15 *févr.* 1918.

Comptes-courants postaux. — D. 27 mai 1918.

Correspondance avec l'Italie. — Affranchissement, *D.* 10 *oct.* 1919.

Diffamation et injures par correspondance à découvert, D. 19 mars 1915.

Envois abusivement expédiés aux tarifs réduits. — Sanctions, D. 13 janv. 1913.

Franchise postale au profit des communes, D. 14 janv. 1914, art. 42 ; — Télégraphique : suppression, D. 27 *déc.* 1918.

IMPORTATION. — Objets d'or et d'argent, A. 5 avr. 1917 ; — Ouverture des paquets à la poste, *D.* 31 *déc.* 1919.

IMPRIMERIES, JOURNAUX. — D. 12 sept. 1913.

MANDATS-POSTE. — Taxe de renouvellement, D. 10 déc. 1913 ; — Echange avec la Serbie, *D.* 22 *avr.* 1914 ; — Suppression de la taxe additionnelle, *D.* 24 *déc.* 1919.

PERSONNEL. — *D.* 11 *nov.* 1912.

TÉLÉGRAPHIE SANS FIL. — Postes privés, D. 17 févr. 1914; — Convention radiotélégraphique de Londres, *D. 30 mai 1914.*

TÉLÉPHONES. — Lignes téléphoniques rurales, D. 13 janv. 1914 ; — Service téléphonique, taxes et tarifs (mod. à D. 24 déc. 1911), D. 20 mars 1920 et A. 31 mars 1920 ; — Lignes téléphoniques d'intérêt privé, D. 21 mars 1920.

VALEURS à recouvrer ou à envoyer par poste. — Maximum, D. 5 mai 1915.

**Poudre.** — Majoration des prix (abrog. art. 7 du D. 2 juin 1904), D. 10 déc. 1913 ; — Détention, D. 2 août 1914 ; — Matières servant à la fabrication, *D.* 30 *nov.* 1915* ; — Permis, *A.* 13 *août* 1917.

**Poursuites.** — Cessation des hostilités, D. 10 nov. 1919, art. 4.

**Préméditation.** — C. P. 202.

**Prescription.** — Suspension des délais, *D.* 10 *août et* 15 *déc.* 1914* ; — Action publique, D. 13 déc. 1916.

**Presse.** — D. 9 sept. 1913 ; — Etat de siège, D. 2 août 1914, art. 4 ; — Jurisp. D. 14 oct. 1884. D. 4 janv. 1922 (J.O. 4/1)

**Prêts communaux.** — Elévation du capital, *D.* 27 *nov.* 1913 *et 16 févr. 1914*

**Prévarication.** — Fonctionnaires, C. P. 95 et suiv., 104 et suiv.

**Prévoyance.** — (*V. sociétés de prévoyance*).

**Primeurs.** — Admission en franchise dans la métropole des raisins et des pommes de terre, L. 25 nov. 1915.

**Prison.** — Exécution des peines, C. P. 13 ; — Libération conditionnelle, D. fr. 14 janv. 1920 et D. 29 janv. 1920, ; — Réglementation, A. 13 mai 1920.

**Privilèges.**

DOMAINE. — Arrérages d'enzel, jurisp. C. F. 229.

FOURNISSEURS d'entrepreneurs, jurisp. D. 1er août 1898.

RESTITUTIONS, DOMMAGES-INTÉRÊTS ET AMENDES. — C. P. 20.

TAXES COMMUNALES. — D. 15 janv. 1914 art. 5 ; — Contribution foncière sur les terrains urbains non bâtis, D. 15 déc. 1919, art. 27 et suiv.

TAXES MINIÈRES. — D.29 déc.1913,art.93.

TAXE VITICOLE. — D. 29 août 1912.

**Privilège de la Banque de l'Algérie.** — Renouvellement, D. 30 déc. 1918.

**Privilège des bouilleurs de cru.** — Suppression, D. 30 juin 1916.

**Privilège du pavillon.** — Suspension, D. 11 déc. 1915.

**Prix normaux** des marchandises. — D. 28 août 1919.

**Procédure.**

APPEL DES JUGEMENTS TUNISIENS. — Effet suspensif, D. 6 oct. 1915.

CONSEIL DE GUERRE. — D. fr. 10 juill. 1914.

DOMAINE. — Actions contre le Domaine, D. 18 juin 1918, art. 3.

ETATS DE LIQUIDATION. — Taxes communales, D. 15 janv. 1914.

LOYERS. — (*V. ce mot*).

SUJETS COLONIAUX ITALIENS. — D. 19 juin 1914, art. 3.

TRAMWAYS. — Infractions à la police, D. 24 juin 1912, art. 4.

**Procès-verbaux.**

CHASSE. — D. 29 mai 1918, art. 14.

CONTREBANDE en territoires militaires, D. 20 sept. 1918.

DOMAINE PRIVÉ IMMOBILIER. — D. 18 juin 1918, art. 36 et suiv.

FORÊTS. — D. 23 nov. 1915, art. 44 et suiv.

MINES. — D. 29 déc. 1913, art. 102.

POLICE DU ROULAGE. — D. 15 sept. 1914, art. 94 et suiv.

RACOLAGE des denrées alimentaires, D. 30 janv. 1913.

SERVICES SUBVENTIONNÉS D'AUTOMOBILES. — D. 17 mars 1914, art. 16.

TRAMWAYS. — Contraventions des concessionnaires, D. 24 juin 1912, art. 5 ; — Police des tramways, D.24 juin 1912, art. 6 et suiv.

**Prodigalité** ayant amené l'insolvabilité, C. P. 290.

**Produits alcooliques.** — (*V. alcool*).

**Produits communaux.** — Recouvrement, D. 15 janv. 1914.

**Produits pharmaceutiques.** — Vente, D. 31 mars 1913 ; — (*V. pharmacie*).

**Prohibitions d'importation ou d'exportation** — (*V. importation ou exportation*).

**Propagande.** — Comité de patronage des manifestations économiques, *A.* 22 *mai* 1919 ; — Office du protectorat à Paris, A. 30 avr. 1920.

**Propriétaires.** — Indemnités de l'Etat pour loyers moratoriés et avances de la société de prévoyance, D. 28 janv. 1920.
**Propriété foncière.** — Frais de lotissement des propriétés immatriculées, D. 20 déc. 1919 (nº 1) ; — Contribution forfaitaire aux dépenses d'immatriculation, D. 20 déc. 1919 (nº 2) ; — Tarif des salaires du conservateur, D. 20 déc. 1919 (nº 3.)
**Propriété industrielle.** — Convention internationale, D. 30 avr. 1913 ; — Dépôt des demandes de brevets, A. 15 mars 1914 ; — Mesures temporaires de guerre. *D. 25 sept.* 1914* *et* 28 *août* 1915* ; — Brevets intéressant la défense nationale, *D.* 2 *avr.* 1917* ; — Liquidation du moratorium, D. 10 mars 1920;— Personnes aptes à réclamer la protection, jurisp. D. 25 févr. 1911.
**Propriété littéraire et artistique.** — Protection, protocole additionnel, D. 10 juin 1916 ; — Prorogation, D. 31 mars 1919.
**Propriété minière.** — D. 29 déc. 1913, art. 53 et suiv.
**Propriétés domaniales.** — Terres de colonisation, D. 24 janv. et A. 14 avr. 1914 ; — Forêts, D. 23 nov. 1915 ; — Domaine privé immobilier, D. 18 juin 1918 et A. 20 août 1919.
**Prorogation.**
Baux a ferme. — D. 1er oct. 1917 et 16 juin 1919.
Baux a loyer. — D. 10 mars, A. 25 mars 1919 et D. 28 janv. 1920.
Propriété littéraire. — D. 31 mars 1919. — (*V. moratorium*).
**Protection contre l'incendie.** — Incinération des chaumes, *D.* 22 *févr.* 1917* et A. 22 févr. 1917 ; — Circulation sur les voies et routes en forêt, A. 1er juill. 1919.
**Protection de la voie publique.** — D. 15 sept. 1914, art. 1er.
**Protection des animaux.** — Application de la loi Grammont, D. 12 mai 1920.
**Protection des œuvres littéraires et artistiques.** — Protocole additionnel à la convention de Berne, D. 10 juin 1916.
**Provenance.** — Fausse indication, convention internationale, D. 30 avr. 1913.
**Provocation à la haine.** — D. 29 août 1917.
**Proxénètes.** — C. P. 234.
**Publication de jugements.** — C. P. 5, 31.
**Publications.** — Faits de guerre entre musulmans et non musulmans, D. 24 oct. 1912 ; — Dépôt légal, D. 9 sept. 1913 ; — Etat de siège, D. 2 août 1914, art. 4.
**Pudeur (Outrage à la).** — C. P. 226 et suiv.
**Puissance paternelle.** — Délégation à la société de bienfaisance de Tunis, *A.* 24 *mars* 1917.
**Puissance publique.** — Responsabilité, jurisp. C. O. 84.
**Pupilles de la nation.** — D. 25 févr. 1919 ; — Comité central et offices, D. 9 févr. 1920.
**Purge des droits sur les eaux** du Domaine public .— D. 25 mai 1920, art. 27 et suiv.

**Q**

**Quinine.** — Vente, D. 31 mars 1913, art. 8.
**Quittances d'impôts directs.** — Droit de timbre, D. 28 déc. 1912.

**R**

**Rabbin.** — Nomination des notaires israélites, D. 21 févr. 1918.
**Rabta.** — Rattachement du lazaret à l'hôpital Sadiki, *A.* 1er *avr.* 1912.
**Races.** — Délit de provocation à la haine d'une race, D. 29 août 1917.
**Rachat de rentes d'enzel.** — Taux (mod. à D. 22 janv. 1905, art. 3), D. 19 août 1913.
**Racolage.** — Interdiction pour les denrées alimentaires, D. 30 janv. 1913.
**Radio-télégrammes.** — Convention de Londres, *D.* 30 *mai* 1914* ; — Postes privés de télégraphie sans fil, D. 17 févr. 1914.
**Rage.** — Mesures à prendre, D. 3 juin 1916.
**Ravitaillement.**
Céréales. — Détention, circulation et achat du blé par l'Etat, D. 18 nov. 1916 art. 3 et 4, D. 2 févr. 1917, art. 4, D. 14 mai 1917, A. 14 mai 1917 ; — Circulation dans le Djerid de l'orge et des produits de la mouture du blé, *D.* 20 *févr.* 1918 ; — Achat de la récolte de 1920 : blé, D. 22 mai 1920, orge, D. 22 mai 1920.
Colis de ravitaillement de 5 à 10 kgs, exemption du droit de timbre, *D.* 15 *mai* 1914* et D. 20 déc. 1919 (nº 4), art 4.
Commission d'étude des questions d'alimentation, *A.* 7 *août* 1914.
Compte de ravitaillement. — D. 21 sept. 1914 ; — Prorogation, *D.* 29 *déc.* 1915 *et* 2 *janv.* 1917 ; — Liquidation, *D.* 22 *mai* 1919 ; — Nouvelles opérations, *D. 15 nov. 1919* ; — Redevances sur les permis d'importation ou d'exportation, D. 26 juin 1917 ; — Durée de validité des bons de paiement, *D.* 6 *févr.* 1920.
Huiles. — Interdiction d'employer les huiles comestibles à des usages indus-

triels, D. 28 nov. 1917 ; — Abrogation des textes antérieurs, *D.* 3 *juin* 1919 ; — Déclaration et contrôle D. 10 nov. 1919 ; — Réquisition, D. 21 nov. 1919 ; — Majoration du droit à l'exportation, *D.* 20 *déc.* 1919 ; — Détention et circulation, D. 2 janv. 1920.

MINOTERIES ET BOULANGERIES. — Conditions de fabrication et de vente des produits de la mouture du blé, D. 18 nov. 1916, art. 3 et 4, D. 2 févr. 1917, art. 4, A. 15 juin 1917, D. 16 avr. 1918, art. 2 *et D.* 30 *avr.* 1918.

OPÉRATIONS ILLICITES sur les marchandises vendues par l'Etat, D. 10 déc. 1917.

RÉQUISITIONS CIVILES. — D. 14 août et 20 oct. 1914, D. 28 sept. 1916, art. 6, D. 24 mars *et* 16 *avr.* 1917, D. 8 déc. 1917, D. 26 mars 1918 ; — Fixation des indemnités, D. 28 sept. 1916 ,art. 7 ; — Automobiles, D. 17 avr. 1920.

SPÉCULATION ILLICITE. — D. 8 sept. 1916 et 12 nov. 1919 ; — Prix normaux et affichage, D. 28 août 1919.

SUCRES. — Revente des sucres cédés par l'Etat, D. 21 août 1915 ; — Détention des sucres dans les territoires militaires, D. 8 août 1917, dans le Djerid, D. 10 nov. 1917; — Régime d'importation D. 18 juin 1919.

**Rebelles.** — Mesures contre les biens des dissidents, D. 29 juill. 1914 ; — Séquestre et vente des biens, D. 5 févr. 1916 ; — Indemnités aux victimes de rebelles, *D.* 21 *déc.* 1918*.

**Rebellion.** — C. P. 116 et suiv. ; — Police du roulage, D. 15 sept. 1914, art. 99.

**Recel** — Actif d'un débiteur, C. P. 289 ; — Détenu, C. P. 149 ; — Personne soustraite à l'interdiction de séjour ou à la surveillance administrative, C. P. 151 ; — Personne qui a été enlevée, C. P. 240.

**Recense.** — Ouvrages d'or et d'argent, D. 20 sept. 1917 ,*A.* 20 *sept. et* 16 *nov.* 1917 (*V. Garantie*).

**Recensement.** — Voitures automobiles, D. 25 févr. 1916 ; — Taxe locative, *D.* 16 *sept.* 1919 ; — Terrains urbains non bâtis, D. 15 déc. 1919, art. 8 et suiv.

**Récépissés de chemins de fer.** — Tarif des droits de timbre, *D.* 4 *juill.* 1912 et D. 20 déc. 1919 (*n°* 4), art. 4.

**Receveur général des Finances tunisiennes.** — (*V. Trésorier général*).

**Recherches de mines.** — (*V. Permis de recherches*).

**Récidive.**

AGGRAVATION DE CRIMINALITÉ. — C. P. 47 et suiv. ; — Libération conditionnelle, D. fr. 14 janv. 1920 et D. 29 janv. 1920.

DOMAINE. — Forestier, D. 23 nov. 1915, art. 29 ; — Privé immobilier de l'Etat, D. 18 juin 1918, art. 34.

ETABLISSEMENTS INSALUBRES. — D. 27 mars 1919, art. 39.

FRAUDES ET FALSIFICATIONS. — D. 10 oct. 1919, art. 6.

MALADIES CONTAGIEUSES, DÉCLARATION. — D. 27 déc. 1916.

OPIUM. — D. 20 janv. 1916, art. 3.

POLICE DU ROULAGE. — D. 15 sept. 1914, art. 101.

PROTECTION DES OLIVETTES. — D. 23 oct. 1916.

**Récolement des forêts.** — D. 23 nov. 1915, titre II.

**Reconnaissance administrative.** — Biens domaniaux, D. 18 juin 1918, art. 5 et suiv. ; — Terres sialines, *D. 6 mai 1919*,

**Recouvrements.** — Pour les tiers : frais de régie, D. 29 déc. 1913 ; — Produits communaux, D. 15 janv. 1914.

**Recrutement militaire.** — Défaut d'inscription des conscrits, C. P. 113 ; — Exemption des frères d'indigènes morts en campagne, D. 2 déc. 1914 ; — Conscription en 1919, *D.* 9 *avr.* 1919* , en 1920, *D. 25 févr. 1920* ; — Centimes additionnels d'Istitan sur les exemptés, D. 20 déc. 1919 (n° 9). — (*V. Armée*).

**Redevances.** — Permis d'importation et d'exportation, D. 26 juin 1917 ; — Pensions et redevances aux établissements publics, D. 18 juin 1917.

**Redevances de la Banque d'Algérie.** — D. 30 déc. 1918.

**Réformés n°** 1. — Congés aux fonctionnaires, *D.* 20 *juin* 1918* ; — Emplois réservés, indigènes, D. 23 nov. 1918 *et* 4 *juin* 1919, français, D. 25 nov. 1919 ; — Cartes de priorité, *D.* 8 *déc.* 1919 ; — Taxe personnelle, allocation compensatrice, D. 20 déc. 1919 (n° 9).

**Régie française (Produits de la).** — Interdiction d'exportation, D. 15 janv. 1916

**Règlements (Contraventions aux).** — C. P. 315.

**Règlement transactionnel** des dettes des commerçants, D. 27 août 1919.

**Remplacement administratif.** — D. 10 juill. 1912, D. 10 janv. 1915, *D.* 17 *nov.* 1915* ; — Contingent 1920, *D. 25 févr. 1920*,

**Remploi.** — Capitaux substitués aux habous, D. 27 mai 1912.

**Rengagements dans l'armée.** — (*V. Armée*).

**Rentes d'enzel.** — Taux de rachat, D. 19 août 1913 ; — Procédure de saisie, jurisp. C. F. 287.

**Répertoire de change.** — D. 23 oct. 1917,

A. 24 et 25 oct. 1917 *et* A. 18 *avr.* 1918; — Exportation des capitaux, D. 24 avr. 1918 *et* 26 *mars* 1920.

**Repos hebdomadaire.** — D. 15 déc. 1919 ; — Chemins de fer, *A.* 16 *avr.* 1920.

**Représentant de commerce.** — Carte d'identité, D. 6 févr. 1920 ; — Délivrance des cartes par les contrôleurs civils, *A.* 15 *févr.* 1920.

**Représentation proportionnelle.** — Conférence consultative, A. 22 mars 1920.

**Répression de la fonte des monnaies.** — D. 30 oct. 1919. — (*V. Monnaie*).

**Répression des fraudes.** — D. 10 oct. 1919 et A. 29 oct. 1919.

**Réquisition légale.** — Refus, C. P. 143 et suiv.

**Réquisitions civiles.**

INCENDIES EN FORÊT. — Lutte, D. 23 nov. 1915, art. 42.

RAVITAILLEMENT. — D. 14 août et 20 oct. 1914 ; — Etablissements servant à la subsistance de la population, D. 28 sept. 1916, art. 6 ; — Combustibles, D. 24 mars 1917 ; — Usines de transformation des combustibles, *D.* 16 *avr.* 1917 ; — Etablissements, locaux, etc., D. 8 déc. 1917 ; — Tous produits, D. 26 mars 1918 ; — Fixation des prix des denrées réquisitionnées, D. 28 sept. 1916, art. 7 ; — Huiles, D. 21 nov. 1919 et 2 janv. 1920 ; — Céréales, D. 22 mai 1920

SAUTERELLES. — Lutte, D. 14 févr. 1916.

TRANSPORTS. — En cas d'arrêt des chemins de fer, D. 17 avr. 1920.

**Réquisitions militaires.**

ARMÉE DE MER. — D. 22 juill. 1914.

ARMÉE DE TERRE. — (Mod. à D. 22 oct. 1900, art. 16), D. 1er sept. 1914.

COMPOSITION DES COMMISSIONS. — D. 1er sept. 1914 et (mod. à l'art. 11 paragr. 2 du D. 22 oct. 1900), D. 15 janv. 1917.

ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS. — D. 11 avr. 1919.

INDEMNITÉS pour les véhicules et animaux, *A.* 10 *août 1914.*

LOGEMENT ET CANTONNEMENT. — (Mod. à l'art. 14 du D. 22 oct. 1900), D. 25 nov. 1915.

VOITURES AUTOMOBILES. — D. 25 févr. 1916.

JURISP. — Assujettissement des étrangers, D. 22 oct. 1900, art. 7 — Intérêts du prix de réquisition, D. 22 oct. 1900.

**Résident général.** — Pouvoirs en matière d'interdiction de séjour, D. 1er mai 1912.

**Résiliation des baux à loyers.** — D. 10 mars 1919 (*V. Loyers*).

**Résistance aux agents.** — Tramways, D. 24 juin 1912, art. 63 ; — Résistance aux fonctionnaires, C. P. 116.

**Responsabilité civile.**

CHASSE. — D. 29 mai 1918, art. 17.

DELITS FISCAUX. — Opposition à agents, D. 1er juill. 1914.

DROIT DE STATISTIQUE ET DE CONTRÔLE SUR LES VINS. — D. 20 sept. 1917, art. 7.

FORÊTS. — Délits forestiers, D. 23 nov. 1915, art. 31.

IMPORTATION DE SPIRITUEUX. — D. 25 août 1914, art. 6.

OLIVETTES. — D. 23 oct. 1916, art. 8.

POLICE DU ROULAGE. — D. 15 sept. 1914, art. 103.

PRESCRIPTION DES CONTRAVENTIONS. — D. 13 déc. 1916.

RAGE. — D. 3 juin 1916, art. 8.

**Responsabilité pénale.** — C. P. 37 et suiv.

**Ressources communales.** — Recouvrement, D. 15 janv. 1914 ; — Taxe sur les véhicules, D. 15 janv. 1914 ; — sur les chiens, D. 15 janv. 1914 ; — sur l'abatage, D. 15 janv. 1914 ; — pour occupation de la voie, D. 15 janv. 1914 ; — Droits de place et de stationnement, D. 24 févr. 1914 ; — Taxe sur les entrepreneurs de fêtes, cafetiers, etc., D. 24 févr. 1914 ; — Contribution foncière sur les terrains urbains non bâtis, D. 15 déc. 1919 ; — Concession aux communes des droits sur les marchés, D. 20 déc. 1919 (n° 17); — (*V. Taxe locative*).

**Restitutions.** — Privilège, C. P. 20 ; — Solidarité, C. P. 21.

**Restrictions.** — Consommation du lait dans les établissements ouverts au public, D. 2 nov. 1919.

**Retenues** pour les institutions de retraite. — Comptabilité, D. 12 janv. 1914.

**Retraites de l'Etat tunisien.**

MAJORATIONS. — D. 18 mai 1920.

OUVRIERS DES MONOPOLES. — D. 10 févr. 1914.

RETENUES. — Comptabilité, D. 12 janv. 1914.

SOCIÉTÉ DE PRÉVOYANCE. — D. 29 déc. 1917 ; — Agents passés au Maroc D. 23 sept. 1918.

**Rétroactivité (Non)** du Code Pénal. — C. P. 1.

**Réunions publiques.** — Etat de siège, D. 2 août 1914 ; — Restitution des pouvoirs de contrôle à l'autorité civile, *A.* 27 *mai* 1919.

**Réunions séditieuses.** — Circulation des tramways, D. 24 juin 1912, art. 56.

**Révélation de secret.** — C. P. 254.

**Revenus (Impôt sur les).** — Créances hypothécaires, D. 23 déc. 1918 et A. 30 mai 1919 ; — Créances chirographaires, dépôts, cautionnements, D. 20 déc. 1919, (nº 7) et A. 28 févr. 1920.
**Révolte (Excitation à la).** — C. P. 74 et suiv.
**Roulage.** — Services publics d'automobiles subventionnés, D. 17 mars 1914; — Police du roulage, D. 15 sept. 1914 ; — Circulation sur les routes en forêt, A. 1er juill. 1919 ; — Circulation des camions automobiles avec remorque, D. 10 avr. 1920.
**Routes.** — Code de la route, D. 15 sept. 1914 ; — Classement des routes, *D. 21 oct.* 1914 ; — Routes en forêt, précautions contre l'incendie, A. 1er juill. 1919.
**Rues.** — Contribution des riverains à leur établissement, D. 8 oct. 1912.
**Ruines antiques.** — D. 8 janv. 1920.

S

**Sahel.**— Protection des olivettes du Sahel, A. 24 oct. 1916.
**Saisie.**
DESTRUCTION du corps de délit avant saisie, C. P. 158.
DÉTOURNEMENT d'objets saisis, C. P. 278
ENZEL.— jurisp. C. F. 89 et 287.
**Salaires.**— Ouvriers des monopoles : comptabilité, D. 26 mars 1914.
**Salpêtre.**— Mesures de surveillance, *D. 30 nov.* 1915*.
**Santé publique.**
CONSEIL consultatif d'hygiène, *D. 4 sept.* 1912*.
DIRECTION de l'hygiène et de la santé publique, *D. 20 févr.* 1920.
ÉTABLISSEMENTS INSALUBRES.— D. 27 mars 1919.
FRAUDES ET FALSIFICATIONS des denrées et marchandises, D. 10 oct. et A. 29 oct. 1919.
INFRACTIONS.— C. P. 310 et suiv.
MALADIES CONTAGIEUSES.— D. 27 déc. 1916, *A. 15 déc.* 1916, 10 *mars* 1919 *et* 15 *avr.* 1920.
POLICE DES EXHUMATIONS.— D. 30 mai 1914.
RAGE.— D. 3 juin 1916.
**Sauterelles.**— Lutte contre les sauterelles, D. 14 févr. 1916.
**Savon.**— Réglementation fiscale de la fabrication, A. 20 déc. 1919 (nº 19).
**Scaphandres.**— (*V. pêche*)
**Sceaux.**—Contrefaçon et abus C. P. 179 et suiv
**Scellés** (bris de).— C. P. 153.
**Schiste** (huile de).— Importation (mod. à D. 5 sept. 1905), D. 19 juin 1912.
**Sécheresse.**— Force majeure, jurisp. C. O. 816

**Secours.**
PATENTÉS éprouvés par la guerre, *D. 13 janv.* 1919*.
SECOURS MUTUELS.— Insaisissabilité, D. 6 déc. 1919.
SINISTRES AGRICOLES.—(Mod. à D. 15 sept. 1908, art. 2), D. 21 août 1912.
**Secret.**
SECRET DE FABRICATION.— Violation, C. P. 138.
SECRET PROFESSIONNEL.— C. P. 254;— Violation par les fonctionnaires, C. P. 109;— Maladies contagieuses, D. 27 déc. 1916 ; — Fièvre méditerranéenne, *A. 15 déc.* 1916; grippe, *A. 10 mars* 1919; encéphalite léthargique, A 15 *avr.* 1920; — Contribution sur les bénéfices de guerre, D. 20 sep. 1917, art. 18; — Patentes, D. 31 déc. 1917, art 20.
**Secrétariat général du Gouvernement tunisien** Personnel, *D. 31 déc.* 1917;— Suppression du secrétariat général pour la justice, *D. 5 juin* 1919;— Pouvoirs en matière d'internement des aliénés français, A. 7 mai 1920.
**Séjour des étrangers.**— Déclaration, D. 24 juin 1916.
**Sénégalais.**— Obligations militaires, *D. 20 nov.* 1915.
**Sépultures.**— Violation, C. P. 167;— Exhumation, D. 30 mai 1914.
**Séquestration.**— C. P. 250 et suiv.
**Séquestre.**— Biens des dissidents, D. 29 juill. 1914, art. 5;— Biens des rebelles, D. 5 févr. 1916;— Spéculation illicite, D. 28 août 1919, art. 12;— Liquidation des séquestres de guerre, D. 10 févr. 1920.
**Serment.**— Faux serment, C.P.241 et suiv;— Serment devant les juridictions indigènes, jurisp. C. O. 497, 498 et 508.
**Service anthropométrique.**— Délivrance des fiches anthropométriques, D.3 avr. 1915; — Fiches délivrées aux particuliers, *D. 29 nov.* 1919.
**Service botanique.** — D. 15 juin 1915.
**Service topographique.**— Géomètres, *A. 3 févr. et 2 mars* 1914;— Frais de lotissement des propriétés immatriculées, D. 20 déc. 1919 (nº 1); — Contribution forfaitaire aux dépenses d'immatriculation, D. 20 déc. 1919 (nº 2);— Tarif des salaires du conservateur de la propriété foncière, D. 20 déc. 1919 (nº 3);— Frais de copies de plans, *A. 26 déc.* 1919.
**Services économiques indigènes.**—Chambre consultative des intérêts agricoles indigènes, D. 21 janv. 1920;— des intérêts commerciaux et industriels indigènes, D. 6 mars 1920;— Fonds des frais de main d'œuvre, *D. 20 mars* 1920;—

Rattachement du laboratoire des essais indigènes, *D.* 6 *nov.* 1919;— Laboratoires et ateliers, *D.* 28 *févr.* 1920;— Attribution de l'inspecteur général des services économiques, A. 30 avr. 1920.

**Services militaires.**— Décompte pour l'avancement des fonctionnaires, D. 23 déc. 1918 et 1er déc. 1919;— (*V. armée*).

**Services publics de transports.**— Automobiles, D. 17 mars 1914;— Circulation, D. 15 sept. 1914;— (*V. chemins de fer*).

**Servitudes.**— Ecoulement des eaux, jurisp. C. F. 154;— Zones de servitudes, *D.* 31 *mars* 1914.

**Sidi Bou Said.** — Protection des constructions arabes, *D.* 6 *août* 1915.

**Sidi Maklouf.**— Association syndicale d'arrosage, *D.* 18 *janv.* 1917.

**Sidi Tabet.**— Etablissement d'élevage, D. 15 juin 1915.

**Siège (état de).**— D. 2 août 1914.

**Simulation d'infraction.**— C. P. 142.

**Sinistres agricoles.**— Secours aux victimes (mod. à D. 15 sept. 1908, art. 2), D. 21 août 1912;— (*V. assurances mutuelles agricoles*).

**Situation des sujets coloniaux italiens.**— D. 19 juin 1914.

**Société de prévoyance des fonctionnaires.**— Comptabilité des retenues, D. 12 janv. 1914;— Ouvriers des monopoles, D. 10 févr. 1914;— Réglementation, D. 29 déc. 1917;— Agents passés au Maroc, D. 23 sept. 1918;— Avances sur indemnités pour loyers moratoriés, D. 28 janv. 1920;— Taux de calcul des rentes, *D.* 13 *mars* 1920.; — Majoration des retraites, D. 18 mai 1920.

**Société française de bienfaisance.**— Délégation de la puissance paternelle, *A.* 24 *mars* 1917.

**Sociétés.**— Impôt sur le revenu des valeurs mobilières, D. 23 déc. 1918 et A. 30 mai 1919.

**Sociétés coopératives de consommation.**— Avances de l'Etat, D. 31 mai 1919.

**Sociétés d'assurances mutuelles agricoles.**— Réglementation, D. 13 juill. 1912.

**Sociétés de cautions mutuelles** entre commerçants, D. 10 déc. 1919.

**Sociétés de coopératives agricoles.**— D. 4 juill. 1907.

**Sociétés de secours mutuels.**— Insaisissabilité des sommes servies, D. 6 déc. 1919.

**Sociétés d'habitations à bon marché.**— D. 15 déc. 1919.

**Sociétés indigènes de prévoyance.**— Autorisation d'acquérir des immeubles, D. 17 juin 1913;— Laboratoire des arts indigènes, D. 17 juin 1913;— Assurance contre la grêle, D. 31 mars 1919.

**Sodomie.**— C. P. 230.

**Solidarité.**— Amendes, restitutions, dommages intérêts, C. P. 21.

**Sorgho.**— Impôt achour, D. et A. 19 déc. 1918.

**Sorties (prohibitions de ).**— (*V. exportation*)

**Soufre.**— Mesures de surveillance, *D.* 30 *nov.* 1915.

**Souks de Tunis.**— Protection, *D.* 3 *mars* 1920

**Sousse (contrôle civil de).**— Protection des olivettes, A. 24 oct. 1916.

**Souverain.**— Attentats, C. P. 63;— Offenses C. P. 67.

**Spectacles.**— Taxe sur les places, D. 20 sept. 1917; — Réglementation des théâtres et spectacles, D. 3 avr. 1920.

**Spéculation.**— Denrées, marchandises et billets de banque, D. 1er août 1914, art. 4;— Trafic des monnaies, D. 21 févr. 1916;— Spéculation illicite sur les marchandises, D. 8 sept. 1916;— Marchandises vendues par l'Etat, D. 10 déc 1917;— Prix normaux, D. 28 août 1919; — Prorogation et extension du D. 8 sept. 1916, D. 12 nov. 1919.

**Spiritueux.**— (*V. alcool*).

**Stationnement (droits de).**— D. 24 févr. 1914

**Statistique (droits de).**— En douane, D. 20 sept. 1917;— Surtaxe, D. 25 févr. 1919 —Sur les vins et bières, D. 20 sept. 1917 *et D.* 19 *déc.* 1918*;— sur les moûts de raisin, D. 13 sept. 1918;— surtaxe sur les vins, D. 20 déc. 1919 (nº 12).

**Statut personnel.**— Française mariée à un sujet tunisien, jurisp. D. 31 juill. 1884, art. 2.

**Subornation de témoins.**— C. P. 244.

**Subventions** pour l'entretien des routes, D. 15 sept. 1914, art. 11 et suiv.

**Successions.**

CONTRÔLE DES TUTELLES.— D. 8 avr. 191...

ISRAÉLITES.— jurisp. D. 31 juill. 1884, art 2 et 28 nov. 1898, art. 14.

VICTIMES DE LA GUERRE.— Exemption des droits de mutation immobilière, *D. 18 janv. 1915**.

**Sucre.**— Revente des sucres de l'Etat, D. 21 août 1915;— Versements par les détenteurs lors des relèvements de prix, D. 17 févr. 1917;—Détention dans les territoires militaires, D. 8 août 1917;— Dans le contrôle de Tozeur, D. 10 nov. 1917;— Nouveau régime d'importation, D. 18 juin 1919.

**Suicide.** — Peine contre la personne qui l'a facilité, C. P. 206.

**Sujets coloniaux italiens.** — D. 19 juin 1914.

**Superphosphates.** — Taxe à l'exportation *A. 7 oct. 1913.*

**Sûreté publique.** — Sûreté de l'Etat : extérieure, C. P. 60 et suiv. ; intérieure, C. P. 63 et suiv. ; — Contravention aux règlements, C. P. 316 ; — (*V. police*).
**Surtaxes de transports.** — Surtaxes locales pour l'amélioration des gares et haltes, D. 17 mars 1920.
**Surveillance administrative.** — C. P. 5 ; — Définition, C. P. 23, 24 ; — Application, C. P. 25, 26 ; — Non confusion avec l'interdiction de séjour, C. P. 58 ; — Infraction, C. P. 150.
**Syndicat de communes.** — D. 14 janv. 1914, art. 43.
**Syndicat des viticulteurs.** — Recouvrement de la taxe viticole, privilège, D. 29 août 1912.

T

**Tabac.** — Interdiction d'exporter les produits de la Régie française, D. 15 janv. 1916 ; — Exportation des produits fabriqués en Tunisie, *D. 4 juin* 1915 ; — Suppression de la vente à prix réduits dans certains caidats, *D. 27 juin* 1919 ; — Relèvement des droits de douanes, *D. 6 déc.* 1919 ; — Remise aux débitants, *D. 13 déc.* 1919 ; — Modification des prix par arrêtés, *D. 28 févr.* 1920.
**Tare légale.** — Fûts d'huile, *A. 9 janv.* 1918.
**Tarif des douanes.** — (*V. Douanes*).
**Tarif d'hospitalisation** des victimes d'accidents du travail, *D. 19 févr.* 1920.
**Taxation.** — D. 12 sept. 1917 ; — Prix normaux, D. 28 août 1919.
**Taxe d'entretien.** — D. 21 avr. 1920.
**Taxe locative.** — Dérogation aux dispositions du D. 16 sept. 1902 : pour Hammam-Lif, *D. 6 nov.* 1914 ; — pour la Marsa, *D. 10 mars* 1915 ; — Habitations à bon marché, exemption, *D. 25 oct.* 1918* et D. 15 déc. 1919, art. 9 ; — Recensement des immeubles, *D. 16 sept.* 1919 ; — Relèvement du taux dans les localités non érigées en communes, D. 20 déc. 1919 (n° 16) ; — Chomage des usines, jurisp. D. 16 sept. 1902, art. 23.
**Taxe personnelle (Istitan).** — D. 29 déc. 1913 et 30 déc. 1914 ; — Allocation aux mutilés et centimes additionnels, D. 20 déc. 1919 (n° 9).
**Taxes communales.** — Extension à toutes les communes des taxes de premier établissement de chaussées, trottoirs, et égoûts, D. 8 oct. 1912 ; — Recouvrement des produits communaux, D. 15 janv. 1914 ; — Taxes sur les véhicules, D. 15 janv. 1914 ; — sur les chiens, D. 15 janv. 1914 ; — sur l'abatage, D. 15 janv. 1914 ; — pour occupation de la voie, D. 15 janv. 1914 ; — Droits de place et de stationnement, D. 24 févr. 1914 ; — Taxes sur les entrepreneurs de fêtes, cafetiers, etc., D. 24 févr. 1914 ; — Contribution foncière sur les terrains urbains non bâtis, D. 15 déc. 1919 ; — Concession aux communes des droits sur les marchés, D. 20 déc. 1919 (n° 17) ; — Taxe d'entretien assise sur la valeur locative des immeubles, D. 21 avr. 1920. — (*V. Taxe locative*).
**Taxes minières.** — D. 29 déc. 1913, art. 79 et suiv.
**Taxes postales et télégraphiques.** — (*V. Postes*).
**Taxe sur le bétail.** — D. 21 déc. 1918, A. 16 janv. 1920.
**Taxe sur le revenu des valeurs mobilières.** — Créances hypothècaires, D. 23 déc. 1918 et A. 30 mai 1919 ; — Créances chirographaires, dépôts, cautionnement, etc., D. 20 déc. 1919 (n° 7) et A. 28 févr. 1920.
**Taxe sur les établissements insalubres.** — D. 27 mars 1919, art. 20 et suiv.
**Taxe sur les théâtres.** — D. 20 sept. 1917.
**Taxe téléphonique.** — Relèvement, D. 20 mars et A. 31 mars 1920.
**Taxe viticole.** — Recouvrement et privilège du syndicat des viticulteurs, D. 29 août 1912.
**Télégraphe.** — Télégraphie sans fil : postes privés, D. 17 févr. 1914 ; — Convention radio-télégraphique de Londres, *D. 30 mai* 1914* ; — Suppression de la franchise des administrations, *D. 27 déc.* 1918 ; — Dépôts des télégrammes dans les boîtes aux lettres, *A. 24 déc.* 1919 *et A. 3 févr.* 1920.
**Téléphone.** — Lignes téléphoniques rurales, D. 13 janv. 1914 ; — Service téléphonique, taxes et tarifs (mod. à D. 24 déc. 1911), D. 20 mars 1920, A. 31 mars 1920 *et A. 21 avr.* 1920 ; — Lignes téléphoniques d'intérêt privé, D. 21 mars 1920 ; — Algérie, tarif, *A. 9 avr.* 1920.
**Témoignage (Faux).** — C. P. 241 et suiv.
**Tentative.** — C. P. 59.
**Terrains domaniaux.** — D. 18 juin 1918 et A. 20 août 1919 (*V. Domaine*).
**Terrains domaniaux boisés.** — Conservation et police, D. 23 nov. 1915 ; — (*V. Forêts*).
**Terrains urbains non bâtis.** — Contribution foncière, D. 15 déc. 1919.
**Terres collectives.** — Régime, D. 23 nov. 1918.

**Terres sialines.** — Occupations anciennes et illicites, parcours, D. 13 août 1913 ; — Reconnaissance et délimitation, *D.* 6 *mai* 1919 ; — Droits d'enregistrement sur les mutations, D. 20 déc. 1919 (nº 6).

**Territoires militaires.** — Introduction et détention d'armes, D. 20 juill. 1916 ; — Sucre, D. 8 août 1917 ; — Contrebande, D. 20 sept. 1918 ; — Terres collectives, D. 23 nov. 1918 ; — Victimes des rebelles, *D.* 21 *déc.* 1918*.

**Thala.** — Association syndicale d'arrosage, *D.* 22 *janv.* 1917 *et* 20 *mars* 1920.

**Théâtre.** — Taxe sur les places, D. 20 sept. 1917 ; — Réglementation des théâtres, D. 3 avr. 1920.

**Timbre.** — Contrefaçon, C. P. 180 et suiv.

**Timbre (Droits de timbre et d'enregistrement).**

ASSURANCES. — Abonnement, A. 20 juin 1912 et D. 20 déc. 1919 (nº 4).

COLIS DE RAVITAILLEMENT. — Exemption, *D.* 15 *mai* 1914* et D. 20 déc. 1919 (nº 4), art. 4.

DÉCLARATION DE RÉSIDENCE des étrangers, extraits, D. 24 juin 1916.

EQUIVALENCE. — Droits perçus au Maroc, D. 29 janv. 1919 (*V. Enregistrement*).

MUTATIONS IMMOBILIÈRES. — Tarif des droits, D. 20 déc. 1919 (nº 5) ; — Mutations des terres sialines, D. 20 déc. 1919 (nº 6).

PERMIS DE PORT D'ARMES. — Timbre mobile, *A.* 31 *mars* 1913, *D. et A.* 20 *déc.* 1919.

PORTEURS DE CONTRAINTE. — D. 15 janv. 1914, art. 29.

QUITTANCES D'IMPÔTS DIRECTS. — D. 28 déc. 1912.

RÉCÉPISSÉS DE CHEMINS DE FER. — Tarif des droits de timbre, *D.* 4 *juill.* 1912 et D. 20 déc. 1919 (nº 4), art. 4.

TARIF. — Droits de timbre de dimension, D. 20 déc. 1919 (nº 4) *et A.* 20 *déc.* 1919 — Droit de timbre proportionnel, D. et A. 9 déc. 1918, *D. et A.* 20 *déc.* 1919.

**Timbre proportionnel.** — Effets de commerce, D. et A. 9 déc. 1918, *D. et A.* 20 *déc.* 1919.

**Tirage à la mine.** — Voisinage des chemins de fer, A. 5 mai 1914.

**Tirage au sort.** — Exemption des frères d'indigènes morts en campagne, D. 2 déc. 1914.

**Tissus de coton.** — Droits d'entrée, D. 19 déc. 1919.

**iTtre exécutoire.** — Immeubles immatriculés, jurisp. C. F. 295.

**Titres étrangers.** — Importation, D. 24 avr. 1918 *et* 26 *mars* 1920.

**Tourteaux de graines oléagineuses.** — Importation, *D.* 22 *févr.* 1915*;

**Tozeur.** — Association syndicale d'arrosage, *D. 8 févr.* 1913* *et* 26 *juill.* 1913* — Interdiction de l'alcool, D. 28 juin 1913, 7 mai 1917, *et* 31 *déc.* 1919 ; — Sucre, D. 10 nov. 1917 ; — Corvée des cheurka de l'oasis d'El Hamma, *D.* 29 *sept.* 1916*.

**Trafic des monnaies.** — Spéculation, D. 1er août 1914 ,art. 5 ; — Trafic, D. 21 févr. 1916 *et* 30 *oct.* 1919 ; — Fonte, D. 30 oct. 1919.

**Trahison.** — C. P. 61, 62.

**Traitements.** — Fonctionnaires, D. 20 déc. 1919, (nº 20). — (*V. Fonctionnaires*).

**Traités.** — Convention internationale relative à la propriété industrielle, D. 30 avr. 1913 ; — à la circulation des automobiles, 17 *mars* 1912; — Italie, sujets tunisiens en Libye et coloniaux italiens en Tunisie, D. 19 juin 1914 ; — Abrogation du protocole franco-italien du 25 janv. 1884, jurisp. 25 janv. 1884 ; — Œuvres littéraires et artistiques, protocole additionnel, D. 10 juin 1916 ; — Angleterre : arrangement franco-britannique remplaçant la convention du 18 oct. 1897, D. 19 déc. 1919 ; — Allemagne, mise en vigueur du traité de paix, *D.* 14 *janv.* 1920.

**Tramways.** — Police ,D. 24 juin 1912 ; — Règlement pour Tunis, *A.* 10 *juill.* 1913.

**Transactions.** — Délits forestiers, D. 23 nov. 1915, art. 53 ; — Délits en matière d'usage d'opium, D. 20 janv. 1916, art. 5.

**Transactions commerciales.** — Racolage des denrées, D. 30 janv. 1913 ; — Spéculation, D. 1er août 1914, art. 4, D. 8 sept. 1916 et 12 nov. 1919 ; — Prix normaux, D. 28 août 1919 ; — Trafic des monnaies, D. 21 févr. 1916, 30 oct. 1919 *et D* 30 *oct.* 1919 ; — Marchandises vendues par l'Etat, D. 10 déc. 1917 ; — (*V. Commerce, et importations*).

**Transit international.** — Chemin de fer de Sousse à Sfax, *D.* 14 *févr.* 1914 .

**Transmission (Droits de).** — Actions et obligations, A. 25 juill. 1912. — (*V. Mutations*).

**Transports.**

AUTOMOBILES. — Services subventionnés, D. 17 mars 1914 ; — Camions avec remorque, D. 10 avr. 1920 ; — (*V. Automobiles*).

CHEMINS DE FER. — Tarifs : soudure, D. 14 mars 1914 ; — Taxe sur les cartes, bons et permis de circulation, D. 22 janv. 1920 ; — Surtaxes locales pour l'amélioration des gares, D. 17 mars 1920 ; — (*V. Chemins de fer*).
POLICE DU ROULAGE. — D. 15 sept. 1914 ; — Circulation sur les routes en forêt, A. 1er juill. 1919 ; — Camions automobiles avec remorque, D. 10 avr. 1920.
RÉQUISITION des moyens de transports en cas d'arrêt des chemins de fer, D. 17 avr. 1920.
**Travail.** — Entrave à la liberté, C. P. 136 ; — Reprise des contrats de travail des mobilisés, *D. 28 janv.* 1919* ; — Repos hebdomadaire, D. 15 déc. 1919 ; — Chemins de fer, *A.* 16 *avr.* 1920 ; — Comité consultatif du travail, *A.* 31 *déc.* 1919 ; — Accidents : tarif des frais d'hospitalisation, *D.* 19 *févr.* 1920.
**Travaux agricoles.** — Avances aux ouvriers, D. 17 mars 1920.
**Travaux forcés (Peine de).** — C. P. 5 ; — Lieu d'exécution, C. P. 10 ; — Interdiction légale, C. P. 30.
**Travaux publics.** — Conditions générales des marchés, A. 1er juill. 1913 ; — Réglement des adjudications, D. 25 juill. 1913 ; — Travaux complémentaires, D. 10 juill. 1914 ; — Marchés de gré à gré, D. 7 janv. 1920 ; — Communes, D. 14 janv. 1914, art. 33 ; — Commissions d'intérêts locaux, D. 20 mars 1914, art. 4 ; — Classification des routes, *D.* 21 *oct.* 1914 ; — Mines, D. 29 déc. 1913 et A. 10 janv. 1914, (*V. mines*) ; — Chemins de fer (*V. ce mot*) ; — Appareils à vapeur à terre, D. 22 déc. 1919 ; — Direction générale : Personnel, *D.* 15 *juin* 1914 *et* 10 *avr.* 1915 ; — Ordonnancements, *D.* 19 *févr.* 1919.
**Trésor.** — Découverte, C. P. 281.
**Trésor public.** — Paiement par chèques, D. 25 nov. 1917 ; — Recouvrements du Trésor français, D. 15 mars 1919 ; — — (*V. Comptabilité publique*).
**Trésorier général de Tunisie.** — Remises, D. 31 juill. 1916 ; — Titre de Trésorier général, *D.* 17 *sept.* 1916* *et D. fr.* 17 *sept.* 1916 ; — Cautionnement, *D.* 19 *mars 1917**; — Dépôts et consignations de la justice indigène, A. 26 déc. 1916 .
**Tribunal civil.** — Tunis, création d'une 4e Chambre, *D. fr.* 12 *janv.* 1914; — Sousse, composition du Tribunal, D. fr. 12 janv. 1914.
**Tribunal criminel.** — Application de l'art. 78 du code d'instruction criminelle ; — Moyens de preuves admis, jurisp. L. 27 mars 1883, art. 5.
**Tribunal mixte.** — Composition réduite, D. 15 juin 1912 ; — Création d'un poste de vice-président, D. 3 janv. 1913 ; — Juge rapporteur, participation aux décisions, D. 15 juin 1918 et D. 10 nov. 1919, art. 5 ; — Reprise des délais à la cessation des hostilités, D. 10 nov. 1919 ; — Traitement des magistrats, D. 23 déc. 1919 ; — Primes de technicité, D. 23 déc. 1919 ; — Indemnités de déplacements, *D.* 27 *déc.* 1919 ; — Tarif des interprètes, D. 19 mars 1920 ; — (*V. Immatriculation*).
**Tribunaux français.** — Avancement des magistrats, D. 20 avr. 1920.
**Tribunaux militaires et maritimes.** — Organisation pour la Tunisie, D. 10 juill. 1914.
**Tribunaux tunisiens.** — Effets suspensifs de l'appel, D. 6 oct. 1915 ; — Exercice de l'action publique devant la Driba, *D.* 15 *nov.* 1915* ; — Commissaires du Gouvernement : modification de l'organisation, *D.* 25 *juill.* 1914 *et* 29 *nov.* 1919 ; — Taxe forfaitaire de timbre D. 20 déc. 1919 (n° 4), art. 3 ; — Libération conditionnelle, D. 29 janv. 1920 et A. 13 mai 1920 ; — Communication des dossiers d'instruction, A. 15 févr. 1920.
**Tribus.** — Terres collectives, D. 23 nov. 1918.
**Tripolitaine.** — Statut des tunisiens, D. 19 juin 1914.
**Trottoirs.** — Contribution des riverains à leur établissement, D. 8 oct. 1912.
**Tunis.** — Marché aux bestiaux, *A.* 11 *janv.* 1918 ; — Protection des souks, *D.* 3 *mars* 1920.
**Tunisiens.** — Nationalité, D. 19 juin 1914 ; — Statut en Libye, D. 19 juin 1914.
**Tutelles.** — Contrôle, D. 8 avr. 1911.
**Typhoïde, typhus.** — Déclarations et prophylaxie, D. 27 déc. 1916.

**U**

**Uniformes.** — Port illégal, C. P. 159.
**Usage.** — Usage de faux, C. P. 177 ; — de monnaies contrefaites, C. P. 191 ; — Usage d'actes enregistrés en Tunisie : en France, L. 30 juill. 1913, en Algérie, D. fr. 28 déc. 1913.
**Usages (Droits d').** — Forêts, D. 23 nov. 1915; — Domaine, D. 18 juin 1918, art. 13 et A. 20 août 1919.
**Usines.** — Réquisition, D. 24 mars, 16 *avr.* et 8 déc. 1917 ; — Réquisition militaire, D. 11 avr. 1919 ; — Etablissements dangereux ou insalubres, D. 27 mars 1919; — Appareils à vapeur, 22 déc D. 1919

## V

**Vaches pleines.** — Interdiction d'abatage, D. 9 oct. 1912.
**Valeurs étrangères.** — Répertoire des opérations de change, D. 23 oct. ,A. 24 et 25 oct. 1917 *et A.* 18 *avr.* 1918 ; — Exportation de capitaux et importation de titres, D. 24 avr. 1918 *et* 26 *mars* 1920.
**Valeurs mobilières.** — Impôt sur les revenus, D. 23 déc. 1918, A. 30 mai 1919 ; — Créances chirographaires, D. 20 déc. 1919 (nº 7).
**Valeurs négociables.** — (*V. Moratorium et Effets de commerce*).
**Variole.** — Déclaration et prophylaxie., D. 27 déc. 1916.
**Végétaux.** — Entrée par le seul port de Tunis, D. 21 nov. 1914.
**Véhicules.** — Taxe municipale, D. 15 janv. 1914 ; — Police du roulage, D. 15 sept. 1914 ; — (*Roulage et Automobiles*).
**Vélocipèdes.** — Police du roulage, D. 15 sept. 1914, art. 59.
**Vente conservatoire** de denrées saisies pour racolage, D. 30 janv. 1913.
**Vente à réméré.** — Habous, déclaration, D. 29 mai 1913 ; — Jurisp. C. O. 684.
**Vente d'armes.** — D. 18 mars 1913.
**Ventes domaniales.** — Lots de colonisation, D. 24 janv. 1914 ,A. 14 avril 1914, D. 19 mai 1918;—Biens domaniaux,D.18juin 1918 et A. 20 août 1919 ,art. 24 et suiv. — Produits forestiers, D. 23 nov. 1915, titre I ; — Produits saisis en forêt, D. 23 nov. 1915, art. 52.
**Ventes publiques de marchandises.** — Courtiers inscrits, D. 10 déc. 1919, art. 7.
**Vétérinaires.** — Produits pharmaceutiques, D. ~~31 mars 1913~~ 10 mars 1907.
**Vérification des poids et mesures.** — (Mod. à D. 29 juill. 1909), D. 10 mars 1920.
**Veuves de guerre** — Pupilles de la nation D. 25 févr. 1919 et 9 févr. 1920;— Admission dans les administrations, *D.* 17 *janv.* 1920.
**Viande frigorifiée.** — Importation et exportation D. 13 janv. 1914 ; — Importation en France, L. 1er avr. 1914 ; — Levée de la prohibition d'importation, *D.* 8 *mars* 1920.
**Victimes d'accidents du travail.** — Tarif des frais d'hospitalisation, *D.* 19 *févr.* 1920.
**Victimes de la guerre.** — Exemption des droits sur les successions, *D.* 18 *janv.* 1915* ; — Mention sur les actes de décès, *D.* 16 *juill.* 1915* ; — Victimes des rebelles, indemnités *D.* 21 *déc.* 1918*.
**Vigne.** — Suppression du privilège des bouilleurs de cru ; règlementation de la distillation, D. et A. 30 juin 1916 ; — Droit de statistique et de contrôle, D. 20 sept. 1917, 13 sept. 1918, 20 déc. 1919 (nº 12) (1) — Régime fiscal de l'alcool D. 20 déc. 1919 (nº 13), A. 20 déc. 1919 (nºs 14 et 15). (1) D. 28 déc. 1918
**Viol.** — C. P. 228.
**Violation.** — Domicile, C. P. 256 ; — par bandes, C. P. 78 ; — par fonctionnaires, C. P. 102 ; — Violation du secret par un fonctionnaire, C. P. 109.
**Violences.** — C. P. 218 et suiv. ; — Bandes, C. P. 77 ; — Violences de fonctionnaires, C. P. 116, 127.
**Virements en banque.** — Paiement des dépenses de l'Etat et des communes, D. 20 oct. 1916 *et* 30 *nov.* 1916*.
**Visites domiciliaires.**
Forêts. — D. 23 nov. 1915, art. 48.
Huiles. — D. 10 nov. 1919, art. 4.
Patentes. — D. 31 déc. 1917, art. 16.
Sucre. — D. 17 févr. 1917.
Vins et bières. — D. 20 sept. 1917, art. 4.
**Viticulteurs.** — (*V. Vigne*).
**Voie publique.** — Taxe communale pour occupation, D. 15 janv. 1914 ; — Protection, D. 15 sept. 1914.
**Voies d'exécution.** — Recouvrement des amendes, C. P. 17 et suiv. ; — Etats de liquidation, D. 15 janv. 1914 ; — Poursuites et vente d'un lot de colonisation, D. 24 janv. 1914, art. 26.
**Voies de fait.** — C. P. 218 et suiv. ; — Fonctionnaires, C. P. 119 ; — Contraventions, C. P. 319.
**Voirie.** — Infractions, C. P. 321 ; — Voirie urbaine, D. 14 janv. 1914, art. 33 ; — Droits de voirie au profit des communes, D. 24 févr. 1914 .
**Voitures.** — Réquisition en cas d'arrêt des chemins de fer, D. 17 avr. 1920. (*V. Roulage et Automobiles*).
**Vol.** — Propriétés immobilières, C. P. 255 ; — Choses mobilières; C. P. 258 et suiv.
**Vote.** — Vote des femmes aux chambres d'agriculture ou de commerce, A. 30 août 1919 ; — (*V. Conférence consultative et Chambres*).
**Voyageurs de commerce.** — Cartes d'identité, D. 6 févr. 1920 ; — Délivrance par les contrôleurs civils, *A.* 15 *févr.* 1920.

## W

**Warants.** — Timbre proportionnel, D. 9 déc. 1918, art. 10, A. 9 déc. 1918, *D. et A.* 20 *déc.* 1919.

## Z

**Zone de protection.** — Autour des ruines, D. *31 mars et 8 avr. 1914*, D. 8 janv. 1920 art. 5.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS